This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

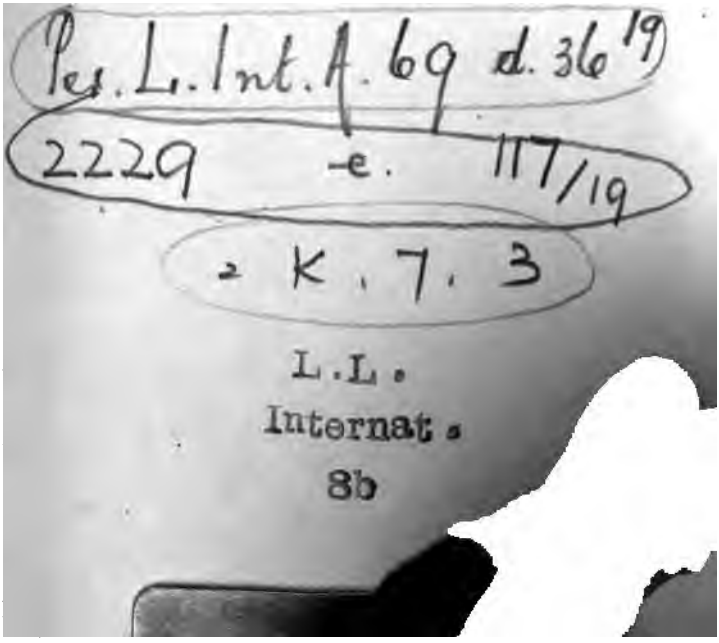
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


Pes. L. Int. A. 69 d. 36 19
2229 -e. 117/19
2 K. 7. 3
L.L.
Internat.
8b

Per. L. Int. A 69 d. 36 19
2229 e. 117/19
2 K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS
d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.
CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE;
depuis 1761 *jusqu'à présent.*
PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIÈME SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas
dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS;
continué par
FRÉDÉRIC MURHARD.

BIBLIOTHECA

Tome XIX.
1830 — 1838.

À GOETTINGUE,
DANS LA *LIBRAIRIE DE* DIETERICH.
1840.

NOUVEAU RECUEIL

DE

TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XV.

1830—1838.

À GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1840.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE;

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

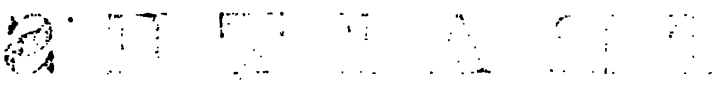
FRÉDÉRIC MURHARD.

NOUVELLE SÉRIE.

Tome VI.

1830 — 1838.

A GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1840.



1.

Décret de la Porte Ottomane sur l'exemption des droits de passage pour les bâtimens de commerce espagnols à leur entrée dans la Mer de Marmora par les Dardanelles et à Constantinople. En date du 15 Avril 1830.

(Traduction anglaise authentique).

Decree, dated the 15th April 1830 and addressed to the President of the Marine Department at Constantinople, of which a Copy was officially transmitted by the Reis-Effendi to His Catholic Majesty's Legation at Constantinople, on the 20th of May 1830.

It is some time since, that, in virtue of the Royal Will, a convention was concluded having for its object the permission for Spanish commerce to be carried on in the Black-Sea, upon payment of a certain Duty, to be exacted on passing through the Bosphorus, by the Marine Department. The said convention having been agreed upon and ratified, the Papers received in exchange from the King of Spain, were registered in the office of the Imperial Divan; and in consequence thereof, the necessary orders were sent to the Department of Marine, and to the Custom-house, and a Decree was issued, directing the President of the former to proceed to the levying of the Duty in question.

In consideration however of the sincere frindship subsisting between the Sublime Porte and the King of Spain, His Imperial Majesty has been pleased to exempt Spanish Vessels from the payment of the Duty of Passage hitherto imposed; and an order to that effect has been registered in the office of State, and communicated to the Admirality and to the Custom-house.

It is therefore the Supreme Will that, from this day, no Duty be any longer exacted on Spanish Ves-

1830 sels bound to Constantinople, and which may obtain permission to enter the Black Sea.

Care must be taken that they proceed on their Voyage according to the Firmans, *isne se finé*, which will le given to them.

2.

Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats d'Autriche et ceux du Danemarc. En date du 2 Juin 1830.

(Deklaration wegen wechselseitiger Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den Königl. Dänischen und den Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Staaten. Copenhagen, 1830).

Nachdem Ihre Königliche Majestät zu Dännemark etc. mit Ihro Kaiserlich-Königlichen Majestät von Oesterreich etc. dahin übereingekommen sind, so wie solches bereits zufolge des 18ten Art. der Deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815, und des Beschlusses der Deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie der Kaiserlich Oesterreichischen zum Deutschen Bunde gehörigen Lande geschehen, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen Ihren beiderseitigen Staaten überhaupt aufzuheben, so wird jetzt hiedurch im Namen Seiner Majestät des Königs von Dänemark erklärt, dass:

1) Bei keinem Vermögensausgang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthum Schleswig in die sämmtlichen Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen, oder aus den Herzogthümern Holstein und Lauenburg in die nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen Lande, so wie aus den sämmtlichen Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen Staaten im Allgemeinen in das Königreich Dänemark und Herzogthum Schleswig, oder aus den nicht zum Deutschen Bunde gehörigen Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen Landen in die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, es

mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung 1830
oder Erbschaft oder Legat oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschafts-Anfall, Legat, Verkauf etc. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den Königlich Dänischen und in den Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen Staaten haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuern, Stempelabgaben, Zollabgaben und dergleichen.

2) Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch, unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der zu dem deutschen Bunde gehörigen beiderseitigen Provinzen durch die Bundesakte und die Bundesbeschlüsse diesfalls festgesetzt ist, nur auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die Landesherrlichen Cassen fliessen würden, erstrecken, und werden den Individuen, Communen und öffentlichen Stiftungen die ihnen zustehenden Abzugsrechte reservirt.

3) Die Bestimmungen der obstehenden Art. 1 und 2 sollen vom Tag der Auswechslung gegenwärtiger Erklärung gegen eine entsprechende Erklärung des Kaiserlich-Königlich-Oesterreichischen Hofes in Wirksamkeit treten, und in allen Vermögens-Exportationsfällen Anwendung finden, wo der Vermögens Abzug wirklich noch zu geschehen hat.

4) Die Freizügigkeit, welche im obigen 1sten, 2ten und 3ten Art. bestimmt ist, soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen Königlich Dänischen und Kaiserlich-Königlich Oesterreichischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der

1832 Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen in Ansehung der Gesetzgebung in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige auf allerhöchstgedachter Ihro Königlichen Majestät zu Dännemark etc. allergnädigsten Befehl, unter vorgedrucktem Königlichen Insiegel ausgestellte Declaration, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung Kraft und Wirksamkeit in dem Königreiche Dännemark und den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg haben.

So geschehen zu Copenhagen den 2ten Juni 1830.

(L. S. R.) E. Graf Schimmelmann.

(L'échange des Déclarations réciproques a eu lieu le 3 Juin 1830).

3.

Différens Traités conclus entre la Compagnie britannique des Indes orientales et plusieurs Princes souverains de l'Hindostan, savoir: I. Traité avec Mir Mourad Ali Khan à Hyderabad en Sinde, du 20 *Avril* 1832. *II. Traité supplémentaire avec le même du* 22 *Avril* 1832. *III. Traité avec Maharajah Runjit Sing, Souverain de Punjab, du* 26 *Décembre* 1832. *IV. Traité avec le Nabob Bahawul Khan, Souverain de Bahawulpore, du* 22 *Février* 1833. *V. Traité de commerce avec le gouvernement de Hyderabad en Sinde, publié le* 23 *Décembre* 1834. *VI. Traité supplémentaire avec Maharajah Runjit*

Sing, du 24 Janvier 1835. VII. Traité supplémentaire avec le gouvernement de Bahawulpore, publié le 5 Février 1835. 1832-1835

(Imprimés par ordre du Parlament d'Angleterre dans le mois de Mars 1839).

I.

Treaty concluded between the Honourable East India Company and Meer Moorad Alee Khan, Ruler of Hyderabad in Sinde.

Art. I. That the friendship provided for in former Treaties between the British Government and that of Sinde, remain unimpaired and binding; and that this stipulation has received additional efficacy through the medium of Lieutenant — Colonel Pottinger, Envoy etc., so that the firm connexion and close alliance now formed between the said States shall descend to the children and successors of the house of the above-named Meer Moorad Alee Khan principal after principal, from generation to generation.

Art. II. That the two contracting powers bind themselves never to look with the eye of covetousness on the possessions of each other.

Art. III. That the British Government has requested a passage for the merchants and traders of Hindoostan by the river and roads of Sinde, by which they may transport their goods and merchandize from one country to another; and the said government of Hyderabad hereby acquiesces in the same request, on the three following conditions:

1) That no person shall bring any description of military stores by the above river or roads.
2) That no armed vessels or boats shall come by the said river.
3) That no English merchants shall be allowed to settle in Sinde, but shall come as occasion requires, and having stopped to transact their bussiness, shall return to India.

Article IV. When merchants shall determine on

1835 visiting Sinde, they shall obtain a passport to do so from the British Government; and due intimation of the granting of such passport shall be made to the said government of Hyderabad by the resident in Cutch, or other officer of the said British Government.

Art. V. That the government of Hyderabad, having fixed certain proper and moderate duties to be levied on merchandize and goods proceeding by the aforesaid routes, shall adhere to that scale, and not arbitrarily and despotically either increase or lessen the same, so that the affairs of merchants and traders may be carried on without stop or interruption; and the Custom-house officers and farmers of revenue of the Sinde government are to be specially directed to see that they do not delay the said merchants on pretence of awaiting for fresh orders from the government, or in the collection of the duties; and the said government is to promulgate a tariff, or table of duties leviable on each kind of goods, as the case may be.

Art. VI. That whatever portions of former Treaties entered into between the two States which have not been altered and modified by the present one, remain firm and unaltered, as well as those stipulations now concluded, and, by the blessing of God, no deviation from them shall ever happen.

Art. VII. That the friendly intercourse between the two States shall be kept up by the dispatch of vakeels, whenever the transaction of business or the increase of the relations of friendship may render it desirable.

Written on the 18th Zeekaud, 1247 Hegira, corresponding with the 20th of April 1832.

II.

Supplementary Treaty between the Honourable East India Company and the Government of Hyderabad, in Sinde; which is to be considered as virtually annulled on the Fulfilment of its Stipulations.

Art. I. It is inserted in the fifth Article of the perpetual Treaty, that the Government of Hyderabad will furnish the British Government with a statement

of duties, etc.; and after that the officers of the British 1835
Government who are versed in affairs of traffic will examine the said statement. Should the statement seem to them to be fair and equitable and agreeable to custom, it will be brought into operation; and will be confirmed; but should it appear too high, his Highness Meer Moorad Alee Khan, on hearing from the British Government to this effect through Colonel Pottinger, will reduce the said duties.

Art. II. It is as clear as noonday that the punishment and suppression of the plunderers of Parkur, the Thale, etc. etc., is not to be effected by any one government: ad as this measure is incumbent on and becoming the States, as tending to secure the welfare and happiness of their respective subjects and countries, it is hereby stipulated that, on the commencement of the ensuing rainy season, and of which Meer Moorad Alee Khan shall give due notice, the British, Sinde and Joudpore Governments shall direct their joint and simultaneous efforts to the above object.

Art. III. The Governments of the Honourable East India Company and of Khyrpoor, namely, Meer Roostum, have provided, in a Treaty concluded between the States, that whatever may be settled regarding the openings of the Indus at Hyderabad, shall be binding on the said contracting Powers: it is, therefore necessary, that copies of the Treaty should be sent by the British and Hyderabad Governments to Meer Roostum Khan; for his satisfaction and guidance.

Written on the 20th of Zeckaud, 1247 Hegira, corresponding with the 22d of April 1832.

III.

(L. S.)

Treaty between the Honourable East India Company and His Highness Maharajah Runjeet Sing, the Ruler of the Punjaub, dated 26th December 1832.

By the grace of God, the relations of firm alliance and indissoluble ties of friendship existing between the Honourable the East India Company and his Highness the Maharajah Runjeet Sing, founded on the auspicious

Treaty formerly concluded by Sir Charles Metcalfe, Bart., and since confirmed in the written pledge of sincere amity presented by the Right honourable Lord William Bentinck, G.C.B. and G.C.H., Governor-general of British India, at the meeting at Rooper, are, like the sun, clear and manifest to the whole world, and will continue unimpaired, and increasing in strength, from generation to generation. By virtue of these firmly established bonds of friendship, since the opening of the navigation of the Rivers Indus proper (*i. e.* Indus below the confluence of the Penjnud) and Sutledge, a measure deemed expedient by both States, with a view to promote the general interests of commerce, has lately been effected through the agency of Captain Claud Wade, political agent at Loodiana, deputed by the Right honourable the Governor-general for that purpose, the following Articles, explanatory of the conditions by which the said navigation is to be regulated, as concerns the nomination of officers, the mode of collecting the duties, and the protection of the trade by that route, have been framed, in order that the officers of the two States employed in their execution may act accordingly.

Art. I. The provisions of the existing Treaty relative to the right bank of the River Sutledge, and all its stipulations, together with the contents of the friendly pledge already mentioned, shall remain binding, and a strict regard to preserve the relations of friendship between the two States be the ruling principle of action. In accordance with that treaty the honourable Company has not, nor will have, any concern with the right bank of the River Sutledge.

Art. II. The tariff which is to be established for the line of navigation in question, is intended to apply exclusively to the passage of merchandize by that route, and not to interfere with the transit duties levied on goods proceeding from one bank of the river to the other, nor with the places fixed for their collection: they are to remain as heretofore.

Art. III. Merchants frequenting the said route, while within the limits of the Maharajah's government, are required to show a due regard to his authority, as is done by merchants generally, and not to commit

any acts offensive to the civil and religious institutions 1835
of the Sikhs.

Art. IV. Any one purposing to go by the said route, will intimate his intention to the agent of either State, and apply for a passport, agreeably to a form to be laid down; having obtained which, he may proceed on his journey. The merchants coming from Umritsir, and other parts on the right bank of the River Sutledge, are to intimate their intentions to the agent of the Maharajah at Hurreekee, or other appointed places, and obtain a passport through him; and merchants coming from Hindoostan, or other parts on the left bank of the River Sutledge, will intimate their intentions to the honourable Company's agent, and obtain a passport through him. As foreigners, and Hindoostanees, and Sirdirs of the protected Sikh states, and elsewhere, are not in the habit of crossing the Sutledge without a passport from the Maharajah's officers, it is expected that such persons will hereafter also conform to the same rule, and not cross without the usual passports.

Art. V. A tariff shall be established, exhibiting the rate of duties leviable on each description of merchandize, which, after having been approved by both Governments, is to be the standard by which the superintendents and collectors of customs are to be guided.

Art. VI. Merchants are invited to adopt the new route with perfect confidence. No one shall be suffered to molest them, or unnecessarily to impede their progress, care being taken that they are only detained for the collection of the duties in the manner stipulated, at the established stations.

Art. VII. The officers to be intrusted with the examination of the goods and collection of the duties on the part of Maharajah Runjeet Sing, shall be stationed at Mitthun-Kote and Hurreekee. At no other places but those two, shall boats in transit on the river be liable to examination or stoppage.

Art. VIII. When the persons in charge of boats stop of their own accord to take in or give out cargo, the goods will be liable to the local transit duty of the Maharajah's government, previously to their being embarked, and subsequently to their being landed, as provided in Article II.

Art. IX. The superintendent stationed at Mitthun-

1833 Kote, having examined the cargo, will levy the established duty, and grant a passport, with a written account of the cargo and freight. On the arrival of the boat at Hurreekee, the superintendent at that station will compare the passport with the cargo, and whatever goods are found in excess, will be liable to the payment of the established duty, while the rest, having already paid duty at Mithun-Kote, will pass on free.

Art. X. The same rule will be observed in respect marchandize conveyed from Hurreekee by the way of the rivers towards Sinde.

Art. XI. Whatever may be fixed as the share of duties on the right bank of the River Sutledge, in right of the Maharajah's own dominions, and of those in allegiance to him, the Maharajah's officers will collect it at the places appointed.

Art. XII. With regard to the security and safety of merchants who may adopt this route, the Maharajah's officers shall afford them every protection in their power; and merchants, on halting for the night on either bank of the Sutledge, are required, with reference to the Treaty of friendship which exists between the two States, to give notice and to show their passports to the Thannadar, or officers in authority at the place, and request protection for themselves. If, notwithstanding this precaution, loss should at any time occur, a strict inquiry will be made; and reclamation sought from those who are blameable.

Art. XIII. The Articles of the present Treaty for opening the navigation of the rivers above mentioned, having, agreeably to subsisting relations, been approved by the Right honourable the Governor-general, shall be carried into execution accordingly.

Dated at Lahore, the 26th of December 1832.

IV.

Treaty concluded between the Honourable the East India Company and Nawab Bahawul Khan, the Ruler of Bahawulpore, dated the 22d of February 1833.

By the blessing of God, the friendly connexion between the Honourable the East India Company and

the state of Bahawulpore, which commenced on the 1835
occasion of the Honourable Mr. Elphinstone's visit to Cabool in 1808-9, has continued uninterrupted to the present time; and now that Captain Claud Wade, Political Agent at Loodiana, has arrived at Bahawulpore, on the part of the Right honourable Lord William Bentinck, G. C. B. and G. C. H. the Governor-general of British India, in order to improve these amicable relations, and convert the opening of the navigation of the Rivers Indus and Sutledge, with a view to promote the general interests of commerce, which is pleasing to God and the prosperity of the surrounding states, the following are the Articles of a Treaty which has been concluded, through the agency of that officer, between the Honourable the East India Company on the one part, and Nawab Ruken-ud-Dowlah Hafiz-al-Mooik Mutchuz-ud-Dowlah Mahommed Bahawul Khan Abbassee Nusset Jeng Bahadoor, the chief of the Daoodpootrahs, on the other, for the purpose of confirming the friendship of the two states, the opening of the trade by the abovementioned rivers, and regulating the manner in which the arrangements connected with it are to be carried into effect.

Art. I. There shall be eternal friendship and alliance between the Honourable the East India Company and Nawab Mahommed Bahawul Khan and his heirs and successors.

Art. II. The Honourable the East India Company engage never to interfere with the hereditary or other possessions of the Bahawulpore government.

Art. III. As regards the internal administration of his government, and the exercise of his sovereign rights over his subjects, the Nawab shall be entirely independent as heretofore.

Art. IV. The officer who may be appointed on the part of the British Government to reside in the Bahawulpore state, shall, in conformity with the preceding Article, abstain from all interference with the Nawab's government, and respect the preservation of the friendly relations of the two contracting Parties.

Art. V. The Honourable the East India Company having requested the use of the Rivers Indus and Sutledge, and the roads of Bahawulpore, for the merchants of Indoostan, etc., *the government* of Bahawulpore

1835 agrees to grant the same through its own boundaries, if the persons aforesaid be provided with passports.

Art. VI. The government of Bahawulpore engages to fix, in concert with the British Government, certain proper and moderate duties to be levied on merchandise proceeding by the aforesaid route, and never to increase or diminish the same, except with the consent of both parties.

Art. VII. It is further agreed, that the tariff, or table of duties, fixed as above, shall be published for general information, and the custom-house officers and farmers of the revenues of the Bahawulpore government will be especially directed not to detain the passing trade, after having collected the duties, on pretence of waiting for fresh orders from their government, or any other pretext.

Art. VIII. The tariff which is to be established for the line of navigation in question, is intended to apply exclusively to the passage of merchandize by that route, and not to interfere with the transit duties levied on goods proceeding from one bank of the river to the other, or with the established chokies inland. These will remain as heretofore.

Art. IX. Merchants frequenting the said route, while within the limits of the Nawab's government, are required to show a due regard to his authority, as is done by merchants generally, and not to commit any acts offensive to the civil and religious institutions of the country.

Art. X. The proportion of duties to which the Nawab may be entitled, shall be collected by his officers at the appointed places.

Art. XI. The officers who are to be intrusted with the examination of the goods and collection of duties on the part of the Bahawulpore government, shall be stationed opposite to Mitthun-Kote and Hurreekee. At no other place but those two shall boats in transit on the river be liable to examination or stoppage.

Art. XII. When the persons in charge of the boats stop of their own accord to take in or give out cargo, the goods will be liable to the local transit duty of the Bahawulpore government previously to their being embarked and subsequently to their being landed, as provided in Article VIII.

Art. XIII. The superintendent stationed opposite

to Mitthun-Kote having examined the cargo, will levy 1833
the established duty, and grant a passport, with a written account of the cargo and freight. On the arrival of the boat at Hurreekee, the superintendent at that station will compare the passport with the cargo, and whatever goods are found in excess will be liable to the payment of the established duty, while the rest, having already paid duty at Mitthun-Kote, will pass on free.

Art. XIV. The same regulation shall be in force for merchandize coming from Hurreekee towards Sinde.

Art. XV. With regard to the safety of merchants who may frequent this route, the Nawab's officers will afford them every protection in their power; and whenever merchants may happen to halt for the night, it will be incumbent on them to show their passport to the Thannadar, or other officers in authority at the place, and demand their protection.

Art. XVI. The Articles of the present Treaty shall in all respects, whether relating to the internal government of the Nawab's country, or to commerce, be mutually observed, and form an everlasting bond of friendship between the two States.

Dated at Bahawulpore, 22d February 1833.

V.

Commercial Treaty between the Honourable the East India Company and the Government of Hyderabad, in Sinde; published by Proclamation on the 23d of December 1834, by order of the Governor-general of India in Council.

Whereas in the first Article of the supplement that Treaty concluded between the Honourable East India Company and the government of Hyderabad, on the 22d day of April 1832, corresponding with the 20th of Zekaud 1247 Hegira, it was stipulated that the government of Hyderabad was to furnish the British Government with a statement of duties, etc., and „after that the officers of the British Government who are versed in affairs of traffic shall have examined the said

1835 statement, should the statement seem to them to be fair and equitable, and agreeable to custom, it will be brought into operation, and will be confirmed; but, should it appear too high, his Highness Meer Moorad Alee Khan, on hearing from the British Government to this effect through Colonel Pottinger, will reduce the said duties." Now, according to the terms of the above stipulation, the contracting States, having made due inquiry, hereby enter into the following agreement:

Art. I. In lieu of a duty on goods proceeding up or down the River Indus, in virtue of the fifth Article of the perpetual Treaty of Hyderabad, there shall be levied on the rivers between the sea and Rooper a toll on each boat of nineteen tatta rupees per tatta khurrar; of which amount eight rupees shall be receivable by the government of Hyderabad and Khyrpoor, and eleven rupees by the other states possessing dominions on the banks of the rivers, namely, his Highness Bahawul Khan, Maharajah Runjeet Sing, and the Honourable the East India Company.

Art. II. To obviate any cause whatever of trouble or inconvenience to traders and merchants during their progress, and also to prevent disputes and doubts, and consequent altercation and delay, touching the size of boats, the toll is fixed on thirty tatta khurrars. Be a boat large or small, she will pay toll according to this, and whether she measures five khurrars or one hundred khurrars, she will be reckoned as one of thirty.

Art. III. The portion of the toll above described appertaining to Sinde, and amounting to two hundred and forty tatta rupees on each boat, shall be levied at the bunder or port of the mouth of the river where the cargoes are transferred from the river to the sea boats, and viceversâ, and divided as the governments of Hyderabad and Khyrpoor may hink best.

Art. IV. For the purpose of assisting in the realization of the toll due to Sinde, also in the speedy and satisfactory adjustment of disputes which may happen to occur amongst the merchants, boatmen and others, on the questions of hire, etc., as well as with a view to the preservation and augmentation of the amicable relations which happily subsist between the States, it is settled that a British agent (who shall not be an European gentleman) under the authority of Lieutenant-

colonel Henry Pottinger, agent to the Governor-general 1835
of India for the affairs of Sinde, shall reside at the bunder or port at the mouth of the river where cargoes are transferred from one description of boat to another; and the British Government binds itself that the said agent shall neither engage in trade, nor interfere in any way with the fiscal, or any other affairs of the Sinde Government. It is further settled, that when occasion connected with this Treaty may render it advisable, the Governor-general's agent for the affairs of Sinde shall have the power of deputing one of his assistants to the above-described bunder or port, to settle any discussions that may have arisen; after doing which, he is to return to Bhooj.

Art. V. For the more perfect fulfilment of this Treaty, it is hereby distinctly stipulated, that should any portion, however small or great, or of whatever description, of the merchandize or goods on board any boat passing up or down the river, be landed for sale by a merchant or merchants, such portion of merchandize or goods, whatever may be its quantity or quality, shall instantly become subject to the existing local duties, as levied by the respective governments within their own territories; the purpose of the toll agreed to by this Treaty being, not to supersede or set aside the established dues of the different States, but to repay the expense to which the governments will necessarily be subjected in affording the customary protection to the trade in transit on the river. It will be perfectly understood from this fifth Article, that the Governments have no claim to duties on merchandize merely passing up or down the river; and that the toll is all that is to be demanded; but should any portion, however small or large, of goods be landed and sold, then the usual duties will be levied.

VI.

Supplementary Treaty between the British Government and Maharajah Runjeet Sing, for establishing a Toll on the Indus; published by the Governor-general of India in Council, on the 24th of January 1835.

In conformity with the subsisting relations of friend-

1835 ship, as established and confirmed by former Treaties, between the Honourable the East India Company and his Highness Maharajah Runjeet Sing, and whereas in the fifth Article of the Treaty concluded at Lahore on the 26th day of December 1832, it was stipulated that a moderate scale of duties should be fixed by the two governments in concert, to be levied on all merchandize in transit up and down the Rivers Indus and Sutledge, the said governments being now of opinion that, owing to the inexperience of the people of these countries in such matters, the mode of levying duties then proposed (viz. on the value and quantity of goods) could not fail to give rise to mutual misunderstandings and reclamations, have, with a view to prevent these results, determined to substitute a toll which shall be levied on all boats with whatever merchandize laden: the following articles have therefore been adopted as supplementary to the former Treaty, and in conformity with them, each government engages that the toll shall be levied, and its amount neither be increased nor diminished, except by mutual consent.

Art. I. A toll of 570 rupees shall be levied on all boats laden with merchandize in transit on the Rivers Indus and Sutledge, between the sea and Rooper, without reference to their size, or to the weight or value of their cargo; the above toll to be divided among the different States, in proportion to the extent of territory which they possess on the banks of those rivers.

Art. II. The portion of the above toll appertaining to the Lahore chief in right of his territory on both banks of those rivers, as determined in the subjoined scale, shall be levied opposite to Mitthun-Kote on boats coming from the sea towards Rooper, and in the vicinity of Hurreekee on boats going from Roopertowards the sea, and at no other place.

In right of territory on the right bank of the Rivers Indus and Sutledge . Rs. 155. 4.

In right of territory on the left bank of the Rivers Indus and Sutledge . Rs.

The Maharajah's share of rupees . . . 67. 15.*

*N. B. A distribution of the shares due to the British-protected Sikh States, and the feudatories of the Maharajah, on the left bank of the Sutledge, will be determined hereafter.

Art. III. In order to facilitate the realization of 1835
the toll due to the different States, as well as for the speedy and satisfactory adjustment of any disputes which may arise connected with the safety of the navigation, and the welfare of the trade, by the new route; a British officer will reside opposite to Mitthun-Kote; and a native agent, on the part of the British Government, opposite to Hurreekee. These officers will be subject to the orders of the British agent at Loodiana; and the agents who may be appointed to reside at those places, on the part of the other States concerned in the navigation, viz. Dahawulpore and Sinde, together with those of Lahore, will co-operate with them in the execution of their duties.

Art. IV. In order to guard against imposition on the part of merchants, in making false complaints of being plundered of property which formed no part of their cargoes, they are required, when taking out their passports, to produce an invoice of their cargo, which, being duly authenticated, a copy of it will be annexed to their passports; and, wherever their boats may be brought to for the night, they are required to give immediate notice to the thannadars or officers of the place, and to request protection for themselves, at the same time showing the passports they may have received at Mitthun-Kote or Hurreekee, as the case may be.

Art. V. Such parts of the fifth, seventh, ninth, and tenth Articles of the Treaty of the 26th of December 1832, as have reference to the fixing a duty on the value and quantity of merchandize, and to the mode of its collection, are hereby rescinded, and the foregoing Articles substituted in their place, agreeably to which, and the conditons of the preamble, the toll will be levied.

VII.

Articles of a Supplementary Treaty between the Honourable East India Company and the Government of Bahawulpore, published by the Governor-general of India in Council on the 5the February 1835.

Whereas in the VIth Article of the treaty concluded between the Honourable the East India Company

1835 and the Bahawulpore Government, dated the 22d February 1833, it was stipulated that a moderate scale of duties should be fixed by the two governments in concert, to be levied on all merchandize in transit up and down the Rivers Indus and Sutledge, the said governments being now of opinion that, owing to the inexperience of the people of these countries in such matters, the mode of levying duties then proposed (viz. on the value and quantity of goods), could not fail to give rise to mutual misunderstandings and reclamations, have, with a view to prevent these results, determined to substitute a toll, which shall be levied on all boats, with whatever merchandize laden. The following Articles have therefore been adopted as supplementary to the former Treaty; and in conformity with them, each Government engages that the toll shall be levied, and its amount neither be increased, nor diminished, except with the consent of both parties.

Art. I. A toll of 570 rs. shall be levied on all boats laden with merchandize in transit on the Rivers Indus and Sutledge between the sea and Rooper, without reference to their size, or to the weight or value of their cargo; the above toll to be divided among the differend States in proportion to the extent of territory which they possess on the banks of these rivers.

Art. II. The portion of the above toll appertaining to the Bahawulpore state, and amounting to rs. 106. 12 $2\frac{14}{17}$, shall be levied opposite to Mitthun-Kote on boats coming from the sea towards Rooper, and in the vicinity of Hurreekee on boats going from Rooper, towards the sea, and at no other place.

Art. III. In order to facilitate the realization of the toll due to the different States, as well as for the speedy and satisfactory adjustment of any disputes which may arise connected with the safety of the navigation and the welfare of the trade by the new route, a British officer will reside near Mitthun-Kote, and a native agent on the part of the British Government at Hurreekee. These officers will be subject to the orders of the British agent at Loodiana; and the agents who may be appointed to reside at those places on the part of the other States concerned in the navigation, will co-operate with them in the execution of their duties.

Art. IV. The British Government binds itself that 1835
the British officer who may reside near Mitthun-Kote shall not engage in trade, and (in conformity with the fourth Article of the former Treaty) that he shall not interfere in any way with the internal administration of the Bahawulpore Government.

Art. V. In order to guard against imposition on the part of merchants, in making false complaints of being plundered of property which they never possessed, they are required when taking out their passports, to produce an invoice of their cargo, which being duly authenticated, a copy of it will be annexed to their passports.

Art. VI. Such parts of the sixth, seventh, eleventh, thirteenth and fourteenth Articles of the Treaty of the 22d of February 1833, as have reference to the fixing a duty on the value and quantity of merchandize, and to the mode of its collection, are hereby rescinded, and the foregoing Articles substituted in their place, agreeably to which, and the conditions of the preamble, the toll shall be levied.

4.

Convention entre les Royaumes de Saxe et de Bavière sur l'entretien réciproque de leurs sujets depourvûs de moyens de subsistance et tombés malades dans les Etats respectifs. En date du 6 *Janvier* 1833.

(Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königr. Sachsen. 1833. St. 5. Ausgegeben den 22. Februar 1833).

Verordnung

zu Bekanntmachung der, mit der Königlich Bayerischen Regierung, wegen Verpflegung der in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen, abgeschlossenen Uebereinkunft; vom 12*ten Februar* 1833.

Mit der Königlich Bayerischen Regierung ist, we-

1833 gen Verpflegung der in den gegenseitigen Staaten
krankenden oder verunglückenden unbemittelten Unt
thanen, eine Uebereinkunft abgeschlossen, und darüb
diesseits die hier nachbefindliche Declaration vom 6t
Januar d. J., welche gegen eine gleichlautende, unte
19ten Januar d. J. von dem Königl. Bayerischen Staa
Ministerium des Königl. Hauses und des Aeussern vo
sogene ausgewechselt worden ist, ausgestellet word
Da Se. Königl. Mejestät und des Prinzen Mitregent
Königl. Hoheit dieser Uebereinkunft von allen Beh
den und Unterthanen nachgegangen wissen wollen,
wird dieselbe hiermit zur öffentlichen Kenntniss
bracht und deren Befolgung angeordnet.

Dresden, den 12ten Februar 1833.

Ministerium des Innnern.

VON LINDENAU.

PETZSCH.

Declaration.

Die Königlich Sächsische und die Königlich Ba
rische Regierung sind übereingekommen, ihren in d
beiderseitigen Staaten erkrankenden oder verunglück
den unbemittelten Unterthanen gegenseitig die ben
thigte Heilung und Verpflegung angedeihen zu lass
und es ist zu dem Ende Folgendes festgesetzt worde

1) Die Kur- und Verpflegungs-Kosten von dergleich
erkrankten oder verunglückten Angehörigen des ein
oder des andern Staats werden im Allgemeinen
den Stiftungs- oder Gemeinde-Cassen derjenigen O
wo dieselben einen Unfall erleiden, bestritten, ob
dass deshalb ein Ersatz in Anspruch genommen w
den kann. Auch wird jede Regierung die geeign
Vorkehrung treffen, dass bei solchen Fällen jed
Anspruche der Menschlichkeit Gnüge geschehen u
keine Versäumniss eintreten möge.

2) Da jedoch diese Verbindlichkeit immer nur sub
diarisch bleibt, insofern, ausser dem Falle wirklic
gänzlicher Vermögenslosigkeit, häufig nur die Bedü
nisse des Augenblicks die Mittel solcher Erkrank
oder Verunglückten auf der Reise übersteigen, so
der verursachte Aufwand in dem Falle nach billi
Berechnung zu ersetzen, wenn der betreffende
sende diesen Ersatz aus eigenen Mitteln zu leis
vermag, oder wenn die, nach privatrechtlichen Gru

sätzen, zu seiner Ernährung und Unterstützung ver- 1833
pflichteten Personen, nämlich seine Ascendenten oder Descendenten, oder ein Ehegatte desselben, dazu vermögend sind, — was, erforderlichen Falls, durch amtliche Nachfragen bei der heimathlichen Behörde zu erheben ist.

Zu dessen Urkund ist gegenwärtige Erklärung vollzogen worden, und es soll dieselbe, nach erfolgter Auswechselung mit der gleichlautenden Königlich Bayerischen, bekannt gemacht werden und in den diesseitigen Landen in Wirksamkeit treten.

Dresden, am 6ten Januar 1833.

Königlich Sächsische Ministerium des Innern und der auswärtigen Angelegenheiten.

VON LINDENAU. VON MINCKWITZ.

Verordnung

zu Bekanntmachung der, mit der Königlich Bayerischen Regierung, wegen Verpflegung der in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen, abgeschlossenen Uebereinkunft in der Oberlausitz; vom 12 Februar 1833.

Unter heutigem Tage ergehet aus dem Ministerium des Innern eine Verordnung zu Bekanntmachung der, mit der Königlich Bayerischen Regierung, wegen Verpflegung der in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen abgeschlossenen Uebereinkunft. Da Se. Königl. Majestät und des Prinzen Mitregenten Königl. Hoheit dieser Uebereinkunft auch in dem Markgrafthume Oberlausitz nachgegangen wissen wollen, so wird dieselbe hiermit durch Verweisung auf eingangsgedachte Verordnung zur öffentlichen Kenntniss gebracht und deren Befolgung angeordnet.

Dresden, den 12ten Februar 1833.

Gesammt-Ministerium.

VON LINDENAU. VON ZEZSCHWITZ.

5.

Traité entre la Grande-Bretagne, le Maharajah Runjit Sing and Shah Schoudschah oul Moulk. Conclu aux Indes Orientales le 12 Mars 1833.

(Présenté au Parlament d'Angleterre le 20 Février 1839).

Preamble. Relations of friendship having been firmly established between Maharajah Runjeet Sing and Shah Shooja-ool-Moolk, so that there neither is, nor ever shall be, any alienation or difference of interest existing between them, they agree to adopt the following articles, in consideration of the terms of good-will and friendship by which they are reciprocally actuated: —

1. Shah Shooja-ool-Moolk disclaims all title on the part of himself, his heirs, successors, and all the Suddozyes, to whatever territories lying on either bank of the River Indus may be possessed by the Maharajah, viz. Cashmere, including its limits E. W. N. et S., together with the fort of Attock, Chetch, Hezara, Khebel, Aub, with its dependencies on the left bank of the aforesaid river; and on the right bank Peshawur, with the Euseſzye territory, Kheteks, Hesht Nagor, Mehnee, Cohaut, and all places dependent on Peshawur, as far as the Khyber Pass; Bennoo, the Vezeeree territory, Dour, Tonk, Gorauk, Kalabagh, and Kushal Ghur, with their dependent districts, Dera Ismael Khan, and its dependency, with Dera Ghazee Khan, Kote Mithun, and their dependent territory, Sirghur, Hereh, Dajel, Hajeepoor, Rajenpore, and the three Ketches; as well as Mankera, with its district, and the province of Mooltan, situated on the left bank. These countries and places are considered to be the property, and to from the estate, of the Maharajah; the Shah neither has, nor will have, any concern with them; they belong to the Maharajah and his posterity, from generation to generation.

2. The people of the country on the other side of the Khyber will not be suffered to commit robberies,

or aggression, or any disturbances, on this side. If 1833
any defaulter of either State, who has embezzled the revenue, takes refuge in the territory of the other, each party engages to surrender him.

3. Agreeably to the treaty established with the British Government and the Maharajah, no one can cross from the left to the right bank of the Sutledge without a passport from the Maharajah; the same rule shall be observed regarding the passage of the Indus, whose waters join the Sutledge, and no one shall be allowed to cross the Indus without the Maharajah's permission.

4. Regarding Shikarpore and the territory of Sinde, lying on the right bank of the Indus, the Shah will abide by whatever may be settled as right and proper, in conformity with the happy relations of friendship subsisting between the British Government and the Maharajah, through Captain Wade.

5. When the Shah shall have established his authority in Cabool and Candahar, he will annually send the Maharajah the following articles; viz. 55 high-bred horses, of approved colours and pleasant paces, 11 Persian scimitars, 7 Persian Poignards, 25 good mules, fruits of various kinds, both dry and fresh, sirdas or musk melons of a sweet and delicate flavour (to be sent throughout the year), by the way of Cabool River to Peshawur; grapes, pomegranates, apples, quinces, almonds, raisins, pistahs or chronuts, an abundant supply of each; as well as pieces of satin of every colour, chogas of fur, kimkhabs wrought with gold and silver, and Persian carpets, altogether to the number of 101 pieces. All these articles the Shah will continue to send every year to the Maharajah.

6. Each party shall address the other on terms of equality.

7. Merchants of Affghanistan who will be desirous of trading to Lahore, Umritsir, or any other part of the Maharajah's possessions, shall not be stopped or molested in their way; on the contrary, strict orders shall be given to facilitate their intercourse; and the Maharajah engages to observe the same line of conduct on his part, in respect to traders who may wish to proceed to Affghanistan.

8. TheMaharajah will yearly send to the Shah the fol-

1833 lowing articles, in the way of friendship: — 55 pieces of shawls, 25 pieces of muslin, 11 dooputtahs, 5 pieces of kimkhab, 5 scarfs, 5 turbans, 55 loads of Bareh rice, peculiar to Peshawur.

9. Any of the Maharajah's officers who may be deputed to Affghanistan to purchase horses, or on any other business, as well as those who may be sent by the Shah into Punjaub for the purpose of purchasing piece-goods or shawls, etc., to the amount of 11,000 rupees, will be treated by both sides with due attention, and every facility will be afforded to them in the execution of their commission.

10. Whenever the armies of the two States may happen to be assembled at the same place, on no account shall the slaughter of kine be permitted to take place.

11. In the event of the Shah taking an auxiliary force from the Maharajah, whatever booty may be acquired from the Barukzyes, in jewels, horses, arms, great or small, shall equally be divided between the two contracting parties. If the Shah should succeed in obtaining possession of their property without the assistance of the Maharajah's troops, the Shah agrees to send a portion of it by his own agent to the Maharajah, in the way of friendship.

12. An exchange of missions charged with letters and presents, shall constantly take place between the two parties.

13. Should the Maharajah require the aid of any of the Shah's troops, the Shah engages to send a force commanded by one of his principal officers; in like manner the Maharajah will furnish the Shah, when required, with an auxiliary force, composed of Mahomedans, and commanded by one of his principal officers, as far as Cabool. When the Maharajah may go to Peshawur, the Shah will depute a Shahzadah to visit him; on which occasions, the Maharajah will receive and dismiss him with the honour and consideration due to his rank and dignity.

14. The friends and enemies of the one shall be the friends and enemies of the other.

15. Both parties cordially agree to the foregoing articles: there shall be no deviation from them: the present Treaty shall be considered binding for ever.

6.

Circulaires de la chambre générale des douanes et du collège de commerce en Danemarc, relativement aux navires belgiques, en date de Copenhague du 18 Juin et du 29 Octobre 1833.

(Publications officielles).

I.

Til Efterretning og Jagttagelse meddeles:

1) at Rückattest bliver uopholdelig at meddele paa Forlangende i Toldsedle fra Hertugdømmene;

2) at Belgien er i Henseende til Told- og Skibsafgifter en uprivilegeret Nation, og

3) at Indberetningerne efter Circulairet af 7de August 1824 om indført og fortoldet Salt ved Kjøbmand Schlüter i Lauenburg eller hans Commissionair ophøre.

General-Toldkammer- og Commerce-Collegium, den 18de Juni 1833.

Schleyer. Kirstein. Lehmann.
Thonning. Malling. Wedel. Garlieb.

II.

Til Efterretning og Jagttagelse meldes, at belgiske Skibe og Varer i disse blive, i Henseende til Told- og Skibsafgifter, indtil videre at behandle som privilegeret Nation tilhørende, og bortfalder som Følge heraf, ved dette Circulaires Modtagelse, den i Circulairet af 18de Juni sidstleden under Nro 2 givne Bestemmelse.

General-Toldkammer- og Commerce-Collegium, den 29de October 1833.

Lowzow.

Schleyer. Kirstein. Lehmann.
Thonning. Bech. Malling. Wedel. Garlieb. Jensen.

7.

Négociations du gouvernement hollandais avec la Diète germanique et le Duc de Nassau, relativement à la cession d'une partie du Grand-duché de Luxembourg en faveur de la Belgique. 7 *Novembre* 1833 — 16 *Janvier* 1834.

I.

Note adressée par le gouvernement des Pays-Bas à la Diète germanique, relativement à la cession d'une partie du Grandduché de Luxembourg en faveur de la Belgique, en date du 7 *Novembre* 1833.

(Actes diplomatiques communiqués le 4 Avril 1834 aux Etats-généraux de la Hollande).

Die bedauernswerthen Ereignisse, welche das Königreich der Niederlande und das Grossherzogthum Luxemburg betroffen haben, sind zu allgemein bekannt und selbst im Innern dieser Versammlung seit dem Jahre 1830 zu oft zur Sprache gekommen, als dass es nöthig seyn könnte, sich jetzt noch näher darüber auszulassen. Se. Majestät der König-Grossherzog dürfen sich jedoch mit voller Ueberzeugung der Wahrheit das Zeugniss geben, und sich auf das Urtheil der Mit- und Nachwelt berufen, dass Sie zur gewissenhaften Erfüllung Ihrer Pflichten als Souverain und als Mitglied des deutschen Bundes keine Mittel unversucht gelassen haben, worauf Allerhöchstdemselben die bestehenden Staatsverträge und die Gesetze des deutschen Bundes ein Recht gaben, und welche dazu dienen konnten, Ansehn, Würden und Rechte des durchlauchtigsten Bundes und des Nassauischen Fürstenhauses aufrecht zu erhalten, so wie die Ihrer Regierung anvertrauten Länder zu schützen und vor ungerechter Beeinträchtigung zu bewahren.

Wenn dennoch weder bedeutende pekuniaire Opfer 1833
— die einzigen, welche unglückliche Verhältnisse im Grossherzogthume Luxemburg Ihnen gestatteten — noch der unerschütterliche Muth, womit das treue niederländische Volk im ungleichen Kampfe gegen die Uebermacht Ihnen zur Seite stand und seinen Schutz in eigener Kraft suchen musste, zum Ziele führen konnten, so liegt für Allerhöchstdieselben doch hierin diejenige Beruhigung, ohne welche in solchen verhängnissvollen Zeiten kein Landesherr bestehen kann, den seine Regentenpflichten, seine Bundesverpflichtungen und die Ehre und Würde seines Stammes heilig sind. In dieser Lage und Ueberzeugung finden sich Se. Maj. der König-Grossherzog, Ihre Bundestreuen Verpflichtungen nie aus den Augen verlierend, in Folge der Ereignisse veranlasst, Ihren höchsten und hohen Mitverbündeten eröffnen zu müssen, dass die endliche Beseitigung der fast unauflöslich scheinenden Schwierigkeiten, welchen die deshalb bisher stattgefundenen Unterhandlungen unterlegen haben, es Allerhöchstdenselben wohl zu einer politischen Nothwendigkeit machen könnte, einen Theil des Grossherzogthums Luxemburg an Belgien abzutreten, und zwar in diesem Falle in der Art, dass die Grenze Athus, Arlon, Mesancy, Heebus, Guirsch, Grende, Nothomb, Parette, längs des Thalweges der Sauer bis gegenüber Tintange, von da nach der Grenze des Arrondissements Diekirch, Honville, Livarchamps und Lontremange und ferner die Grenze des gedachten Arrondissements entlang, bis zur Preussischen Grenze einerseits umfassen, andererseits aber Rodange, Clemancy, Steinfort, Eischen, Oberpallen, Perlé und Martelange, längs des Thalweges der Sauer bis gegenüber Tintange, dann Surret, Harlange, Tarchamps, Doncols, Sonlez und entlang die Grenze des Arrondissements Diekirch bis zum Preussischen Gebiete einschliessen könnte.

Den Verpflichtungen getreu, welche die Bundesgesetzgebung festsetzt, wenden sich Se. Maj. daher an den durchl. deutschen Bund, in dem Vertrauen dass die Höchsten und Hohen Mitglieder desselben jene Nothwendigkeit erkennend, eintretenden Falles in die Abtretung des vorhin bemerkten Landestheils einwilligen, unter dem ausdrücklichen Vorbehalte jedoch, dass, obgleich der Lauf der Unterhandlungen es nicht zulässt,

1833 an die Stelle des abzutretenden Theils von Luxemburg eine andere Territorialvergütung dem deutschen Bundesgebiete einzuverleiben, dennoch auf den bleibenden Theil alle Rechte im deutschen Bunde in jeder Hinsicht unvermindert übertragen, und demselben und dessen jetzigen und künftigen Landesherrn in ganz gleichem Umfange und Maasse, wie solche jetzt dem ganzen Grossherzogthume ankleben und zustehen, erhalten bleiben; wogegen aber auch der König-Grossherzog sich auf der andern Seite zu allen bundesgesetzlichen Verbindlichkeiten und matrikularmässigen Leistungen aller Art, wie solche auf dem unzertheilten Grossherzogthume hafteten, verpflichtet, und zwar in der Art, dass dieserhalb dem bleibenden Theile nicht mehr zur Last fallen soll, als auch sonst nach Verhältniss auf demselben gelastet haben würde und derselbe haben würde beitragen und aufbringen müssen, indem Se. Majestät den durch eine Abtretung erfolgenden Ausfall auf andere Weise, welche den Gegenstand anderweiter Unterhandlungen ausmachen wird, ersetzen und leisten werden.

II.

Note adressée par le Comte de Grüne, Ministre des Pays-Bas, accrédité auprès de la cour de Nassau au gouvernement du Duché de Nassau, relativement à la cession d'une partie du Grand-douché de Luxembourg en faveur de la Belgique, en date du 7 Novembre 1833.

(Allgemeine Zeitung 1834. 17. April. Beil. Nro 107).

In Folge des ihm ertheilten Auftrags gibt sich der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Sr. Maj. des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg am Herzogl. Nassauischem Hofe die Ehre, Sr. Exz. dem Herzogl. Nassauischen dirigirenden Hrn. Staatsminister, Freiherrn Marschall von Bieberstein, Nachstehendes zu eröffnen: Die bedauernswerthen Ereignisse, welche das Königreich der Niederlande und das Grossherzogthum Luxemburg trafen, haben allgemeine Schwierigkeiten zur Folge gehabt, deren endliche

Beseitigung es für den König-Grossherzog zu einer po- 1838
litischen Nothwendigkeit machen dürfte, einen Theil des Grossherzogthums an Belgien abzutreten, und zwar in diesem Falle in der Art, dass die Grenze Athus, Arlon, Mesancy, Heebus, Guirsch, Grende, Nothomb, Parette, längs des Thalweges der Sauer bis gegenüber Tintange, von da nach der Grenze des Arrondissements Diekirch, Honville, Livarchamps und Lontremange und ferner die Grenze des gedachten Arrondissements entlang, bis zur Preussischen Grenze einerseits umfassen, andererseits aber Rodange, Clomancy, Steinfort, Eischen, Oberpallen, Perlé und Martelange, längs des Thalweges der Sauer bis gegenüber Tintange, dann Surret, Harlange, Tarchamps, Doncols, Sonlez und entlang die Grenze des Arrondissements Diekirch bis zum Preussischen Gebiete einschliessen könnte.

Den Verpflichtungen getreu, welche der erneuerte Erbverein v. 1783 festsetzt, wenden Sich Se. Maj. daher an die durchlauchtigsten Agnaten des Hauses Nassau, Sr. Durchlaucht den souverainen Herzog und Sr. Durchlaucht den Prinzen Friedrich Wilhelm zu Nassau, in dem Vertrauen, dass Höchstdieselben, jene Nothwendigkeit erkennend, eintretenden Falls in die Abtretung des vorhin bemerkten Landestheiles einwilligen und die Eröffnungen unterstützen werden, welche Sie sich veranlasst finden, an den deutschen Bund zu richten, damit dieser gleichfalls seine eventuelle Zustimmung zur Abtretung ertheile, unter dem ausdrücklichen Vorbehalte jedoch, dass, obgleich der Lauf der Unterhandlungen es nicht zulässt, an die Stelle des abzutretenden *Theils* von Luxemburg eine andere Territorialvergütung dem deutschen Bundesgebiete einzuverleiben, auf welche die Bestimmungen des Erbvereins ausgedehnt werden könnten, dennoch auf den bleibenden Theil alle Gerechtsamen und Vorrechte im deutschen Bunde in jeder Hinsicht unvermindert übertragen, und demselben und dessen jetzigen und künftigen Landesherrn in ganz gleichem Umfange und Maasse, wie solche jetzt dem ganzen Grossherzogthume ankleben und zustehen, erhalten bleiben, wogegen aber auch der König-Grossherzog auf der andern Seite sich zu allen bundesgesetzlichen Verbindlichkeiten und matrikularmässigen Leistungen aller Art, wie solche auf dem unzertheilten Grossherzogthume hafteten, *verpflichtet, und* zwar in der Art,

1833 dass dieserhalb dem bleibenden Theile nicht mehr zur Last fallen soll, als auch sonst nach Verhältniss auf demselben gelastet haben würde und derselbe haben würde beitragen und aufbringen müssen, indem Se. Maj. den durch eine Abtretung erfolgenden Ausfall auf andere Weise, welche den Gegenstand anderweiter Unterhandlungen ausmachen wird, ersetzen und leisten werden. Zugleich erlaubt sich der Unterzeichnete mit dieser Mittheilung die ergebenste Bitte an den dirigirenden Herrn Staatsminister zu verbinden, dass Se. Exz. dieselbe zur Kenntniss der höchsten Agnaten Sr. Maj., nämlich Sr. Durchl. des souverainen Herzogs und Sr. Durchl. des Prinzen Friedrich Wilhelm zu Nassau bringen, und ihm möglichst bald Ihrer Durchlauchten höchste Entschliessung mittheilen möge.

III.

Extrait des protocolles de la 48me Séance de la Diète germanique à Francfort sur le Mein, du 15 Novembre 1833.

Auszug aus dem Protokolle der 48sten Sitzung der deutschen Bundesversammlung zu Frankfurt a. M. vom 15. November 1833.

Beschluss. 1) Die in der heutigen Bundestagssitzung zu Protokoll gegebene Erklärung der königlich niederländischen grossherzoglich luxemburgischen Bundestags-Gesandtschaft ist an die höchsten und hohen Regierungen einzusenden. 2) Die königlich niederländische grossherzoglich luxemburgische Bundestags-Gesandtschaft wird ersucht, zur Kenntniss ihrer Regierung zu bringen, dass die Bundesversammlung baldigen weiteren Aufklärungen und Anträgen entgegen sehe: a) darüber, ob unter der in der heutigen Erklärung bezeichneten Grenz-Linie — wie vorausgesetzt werde — die in der von der Londoner Konferenz am 15. Okt. 1831 unterzeichneten Separationsakte 2, mit Zugrundelegung einer geographischen Karte angegebene Gränz-Linie gemeynt ist? b) Ueber die Gründe, auf welchen die Erklärung der königlich grossherzoglichen Regierung beruhe, „dass der Lauf der Unterhandlungen es nicht zulasse, an die Stelle des abzutretenden

Theils von Luxemburg eine andere Territorialvergütung 1838
dem deutschen Bundesgebiete einzuverleiben? c) Ueber die Art und Weise des Ersatzes und der Sicherung des bei Abtretung eines Theils des Grossherzogthums Luxemburg in Absicht auf die bundesgesezlichen Verpflichtungen und matrikularmässigen Leistungen entstehenden Ausfalles, und d) seiner Zeit darüber, in wiefern Se. *Maj.* der König Grossherzog sich der Bestimmung der Agnaten des Hauses Nassau zu dieser Veränderung versichert habe? 3) Die Bundesversammlung behält sich vor, nach Einlangung vorstehender Aufklärungen den Bundestags-Ausschuss in Militair-Angelegenheiten zu ersuchen, in Gemässheit der in den Bundesbeschlüssen vom 9. und 29. Sept. 1831. (1. Sept. Protokoll der 29sten Sizung und 1. Sept. Protokoll der 32sten Sizung) wegen Sicherung der Vertheidigungs-Linie des Bundes ausgesprochenen Direktive, unter Vernehmung der Militair-Kommission und des Festungs-Gouvernements, zu erwägen und in gutachtlichem Vortrage zu erörtern: ob durch die beantragte Gebietsabtretung die Vertheidigungs-Linie des Bundes zu seinem Nachtheile alterirt werde?

IV.

Deuxième Note adressée à la Diète germanique par le Ministre du roi des Pays-Bas grand-duc de Luxembourg, en date du . . . .

Zufolge des in der 48sten Sizung genommenen Beschlusses ist der Gesandte von seiner allerhöchsten Regierung zu nachstehender nachträglichen Erklärung angewiesen, wobei er der in diesem Beschlusse angenommenen Ordnung zu folgen sich erlaubt: Ad. 2. a. Die in seinem frühern Vortrage angegebenen Gränzen sind diejenigen, über welche man in den neuesten Verhandlungen der Londoner Konferenz übereingekommen ist. Ad b. Durch dasjenige, was der Gesandte als Einleitung zu seinem Antrage vorausschicken musste, glaubten Se. Majestät sich der unangenehmen Nothwendigkeit überhoben, auf die Verhältnisse zurükkommen zu müssen, welche den Londoner Unterhandlungen eine Wendung gaben, die nothwendig sowol für den König Grossherzog, als für den deutschen Bund einen

1833 Gebietsverlust und zwar ohne Ersatz herbeiführen musste. — Se. Majestät haben die Ueberzeugung, Ihrerseits Alles gethan zu haben, um diesen Erfolg anzuwenden; Sie haben wiederholt und dringend die Bundesgesetzlich vorgeschriebene Hülfe des Bundes angerufen und sind, als dieselbe berathen und deshalb Ihrerseits vorläufige Maassregeln verlangt wurden, diesem Verlangen mit Aufopferung von Hunderttausenden vollständig entgegengekommen. Noch ehe der Aufruhr mehr Bestand erlangte und derselbe nur auf den Bemühungen untreuer Beamten und anderer Glückssucher beruhte, befahlen Allerhöchstdieselben die Errichtung eines Truppenkorps, dem es damals nicht schwer gefallen seyn würde, die Bemühungen der Aufwiegler zu vereiteln. Ein Beschluss der Bundesversammlung hemmte die Ausführung dieses Vorhabens. Auch im Wege der Unterhandlung haben Se. Majestät stets getrachtet, das Luxemburgische den Verhandlungen zu London zu entziehen, und selbst wenn im Laufe derselben dasselbe damit hätte in Berührung kommen müssen, dieselben ausschliesslich dem Bundestage vorzubehalten. — Selbst bei der Konferenz zu London fand diese Bemühung anfänglich allen Eingang: sie maasste sich keine Entscheidung über Luxemburg an, sondern schloss, nachdem die Bundesversammlung selbst zuerst unterm 18. Dec. 1830. eine Eröffnung an dieselbe gelangen liess, in ihrem Protokolle Nro. 7. vom 20. Dec. 1830. die Rechte Seiner Majestät und des deutschen Bundes auf Luxemburg von ihren Bemühungen aus. Sie bestätigte dies in dem Protokolle Nro. 11. vom 20. Jan. 1831 und in der Beilage zum Protokolle Nro. 12. vom 27 Jan. 1831, welche leztere Se. Majestät als Grundlage der fernern Unterhandlungen annahmen. Die Bundesversammlung hatte in der vorhingedachten Eröffnung Ihre Verpflichtung zur Hülfeleistung gegen den Aufruhr erkannt und die Konferenz diesem nicht allein sich nicht widersezt, sondern gar den Agenten des Aufruhrs in Brüssel durch Ihre Kommissarien erklären lassen, dass das Einschreiten des deutschen Bundes von ihr keineswegs als eine fremde Einmischung betrachtet werden könne. Als jedoch die Bundesversammlung nach Beschluss vom 5. Febr. 1831. von der Londoner Konferenz eine Angabe der Maassregeln, welche dieselbe zur Dämpfung des Aufruhrs genommen haben

e, verlangte, schien dieselbe damit anerkennen 1834
llen, dass auch wegen des Grossherzogthums Lu-
rg der Konferenz eine Befugniss zustehe, die Se.
stets abzulehnen bemüht waren. — Wenn es
liesem Allem, und nachdem endlich die weitern
mungen gewissermassen allein der Londoner Kon-
: überlassen waren, Sr. Maj. nicht mehr möglich
einen Gebietstausch zu erreichen, der doch auch
h schon die Folge einer traurigen Nothwendigkeit
n seyn würde, sondern wenn Allerhöchstdieselbe
ohne Hülfe von irgend einer Seite allein der Ue-
cht gegenüberstehend, sich nunmehr Opfer und
te sollte müssen gefallen lassen, die am schmerz-
n und mehr, als den Bund, Sie selbst und Ihre
hanen treffen würden, dann glauben Allerhöchst-
en durch die blosse Erinnerung an diese traurig
erhältnisse die hier aufgestellte Frage mehr als
nend beantwortet zu haben. — Se. Maj. zweifelt
nicht, dass die Bundesversammlung sowol das vor-
d Angegebene, als alle fernern Erläuterungen, die
noch gewünscht werden möchten, aus den Be-
n der Bevollmächtigten des deutschen Bundes zu
n vollständig werde schöpfen können. Ad. c.
ese Frage können Se. Maj. für jetzt bereits er-
, dass Sie gesonnen sind, durch eine dem Gross-
thum zu sichernde Subsidie, den mit dem etwa
etenden Landestheile in Verhältniss stehenden Aus-
decken. Da die desfalls zu pflegenden Unter-
ungen jedoch noch nicht abgeschlossen werden
en, so müssen Allerhöchstdieselben sich die wei-
esfallsige Eröffnung vorbehalten und glauben sich
tigt, voraussetzen zu dürfen, dass der Bund mit
in dieser Hinsicht bereits feierlich gegebenen Ver-
ung Genüge nehmen werde. Endlich ad. d. ist
esandte beauftragt, zu erklären, dass diesseits be-
lie erforderlichen Schritte geschehen sind, um sich
stimmung der durchlauchtigsten Agnaten des Hau-
ssau zu versichern. In jedem Falle aber haben
aj. der König Grossherzog Ihren Antrag an den
nur in der Unterstellung gemacht, dass diese Zu-
ung erfolgen werde, welche auch Sie als noth-
g betrachten zur Gültigkeit irgend einer im Ge-
des Grossherzogthums vorzunehmenden Verände-

1834

V.

Réponse du gouvernement ducal de Nassau la note de l'Envoyé du roi des Pays-B grand-duc de Luxembourg auprès de la di germanique, en date du 16 *Janvier* 1834.

(Actes communiqués aux Etats-généraux de la Holland

An des ausserordentlichen Gesandten am hohen Bu destage und bevollmächtigten Ministers Sr. Majestät d Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxembu am herzogl. Nassauischen Hofe, Herrn Generallieutena Grafen von Grünne Excellenz zu Frankfurt a. M.

Bei der fortdauernden durch Krankheit verursa ten Verhinderung Seiner Excellenz des dirigirend Staatsministers Freiherrn von Marschall ist dem unt zeichneten herzoglich nassauischen Regierungsdirekt der höchste Auftrag ertheilt worden, auf die Note, welc des ausserordentlichen Gesandten am hohen Bundest und bevollmächtigten Ministers Sr. Maj. des Königs d Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg, am h zogl. nassauischen Hofe, Hrn. Generallieutenants Gra v. Grünne Exc. unter dem 7. Nov. v. J. hierher geri tet hat, Folgendes zu erwiedern, wobei derselbe Bemerkung vorauszuschicken sich erlaubt, dass die A antwortung um deswillen nicht früher erfolgen konn weil dem in der angeführten Note ausgedrückten V langen gemäss die Entschliessung des in Italien abw senden Prinzen Friedrich zu Nassau Durchlaucht v her hat eingeholt werden müssen. Die nahen Ban der Verwandtschaft, welche die beiden Linien d nassauischen Hauses mit einander verknüpfen, und d von Sr. herzogl. Durchlaucht, meinem gnädigsten Her Sr. königl. Majestät von jeher gewidmeten persönlich Gesinnungen haben höchstderoselben Theilnahme an d bedauernswerthen Ereignissen, denen das Königrei der Niederlande in den letzten Jahren ausgesetzt gew sen ist, nur vermehren können. Die einer Reihe v unglückseligen Verwickelungen entgegengesetzte würd volle und entschlossene Haltung und die dabei von A fang an bewährte feste Vertheidigung der Rechte d Hauses haben jene Ergebenheit — wenn sie überhau eines Zuwachses fähig war — noch fester begründ *und Se.* herzogl. Durchl. in dem Willen bestärkt, d

wohlmeinenden Absichten Sr. königl. Maj. auf jede ir- 1834
gend zulässige Weise zu unterstützen. Auch glaubten Höchstdieselben, dass Sie hierzu um so mehr im Stande seyn würden, als die Rechte des Gesammthauses Nassau auf das Grossherzogthum Luxemburg und der nassauische Erbverein von 1783, so wie dessen Anwendbarkeit auf diese Hausbesitzung nach Maassgabe des Artikels 71 der Wiener Kongressakte von den zur Londoner Konferenz vereinigten Mächten in allen einschlagenden Akten ausdrücklich anerkannt worden sind, und von Sr. Maj. selbst, sowol bei der gedachten Konferenz als auch bei dem deutschen Bundestage, die agnatische Einwilligung in jede etwanige Veränderung in dem Besitzstande des Grossherzogthums Luxemburg von Anfang an vorbehalten worden ist. So wie dadurch Se. Maj. den Beweis des unverbrüchlichen Festhaltens an den hausgesetzlichen Bestimmungen wiederholt geliefert und neuerdings durch die nachträgliche Erklärung in der ersten diesjährigen Bundestagssitzung: „Dass Sie Ihren Antrag an den Bund nur in der Unterstellung gemacht hätten, dass die Zustimmung der Agnaten des Hauses Nassau erfolgen werde, welche auch Sie als nothwendig betrachteten zur Gültigkeit irgend einer im Gebiete des Grossherzogthums vorzunehmenden Veränderung," auf das bündigste haben aussprechen lassen, wie Allerhöchstsie dasjenige in vollem Umfange auf Luxemburg angewendet wissen wollen, was der Erbverein von 1783 in seinem dritten und vierten Artikel hinsichtlich der Gemeinschaft des Grundeigenthums und in seinem neunten Artikel hinsichtlich des Civil-Mitbesitzes sämmtlicher alten Stammslande und neuen Erwerbungen verordnet: eben so kann dieses Alles nur eine neue und wirksame Aufforderung für Se. herzogl. Durchl. seyn, die nämlichen Hausgesetze Ihrerseits ebenfalls zu respektiren, und Höchstdieselben glauben des Anerkenntnisses der Rechtmässigkeit dieser Ihrer Handlungsweise sich um desto mehr versichert halten zu dürfen, je mehr Jedermann wird einsehen müssen, dass es sich in dem vorliegenden Falle nicht um Vortheil oder Nachtheil der jetzt lebenden Glieder des Hauses, sondern lediglich um Erfüllung der von den Voreltern ererbten Pflichten gegen die Nachkommen handelt. Deswegen hat es zum innigen Bedauern Sr. herzogl. Durchl. gereichen müssen, durch den Inhalt der Note Sr. Exc.

1834 vom 7. Nov. des vorigen Jahres die bisher unterstellte Basis gänzlich verändert und Sich dadurch in der Ausführung Ihrer Absichten gehindert zu sehen. Während nemlich die Londoner Konferenz, ihrer Erklärung vom 20. Dec. 1830, dass Belgien nicht den mindesten Anspruch an das Grossherzogthum Luxemburg zu machen habe, getreu, in der Reparations-Akte vom 15. Okt. 1831, in welcher die Abtretung des wallonischen Theils von Luxemburg zuerst förmlich proponirt ist, Territorialentschädigung dafür in Limburg bestimmt hat; — während ferner in der niederländischen Gegenproposition vom 30. Junius 1832. die nämliche Territorialerwerbung nach Erwähnung jener Cession gefordert worden, und während endlich seitdem nichts vorgekommen ist, woraus hervorginge, dass Se. Majestät jenen Ersatz in Limburg nicht erhalten sollen, — musste die Aeusserung in der oft erwähnten Note, dass der Lauf der Unterhandlungen es nicht zulasse, an die Stelle des abzutretenden Theils von Luxemburg eine Territorialvergütung dem deutschen Bundesgebiete einzuverleiben, auf welche die Bestimmungen des Erbvereins ausgedehnt werden könnten, um so unerwarteter kommen. Dadurch hat diese Angelegenheit die Wendung genommen, dass es sich für das Haus Nassau und insbesondere für die Walramische Linie desselben nicht mehr um eine bloße Veränderung des Besitzstandes, sondern um die wirkliche Entäusserung eines ansehnlichen Theils des gemeinsamen Hausbesitzthums handelt. Nun gestattet zwar der Erbverein von 1783 im 12ten Artikel, dass mit Einwilligung der Agnaten Landesstücke vertauscht, ja selbst verkauft werden dürfen, „insofern dagegen andere, denen vertauschten oder verkauften im wahren Werthe und Gute gleichstehende Grundstücke und Gerechtsame erworben werden;" der 10te Artikel aber verbietet die Veräusserung ohne solchen Ersatz unbedingt und der Gestalt, dass sie nicht einmal mit der Einwilligung der Agnaten vorgenommen werden kann. Dieser Artikel lautet nemlich, wie folgt: „Geschähe solches (i. e. die Veräusserung ohne Ersatz) aber wider Verhoffen, heimlich oder öffentlich, unter was Vorwande es immer geschehe, so soll solches keine Gültigkeit haben, sondern in Kraft dieses Erbvertrags jetzt als dann, und dann als jetzt, null und nichtig, auch in Ansehung künftiger Succes-

soren, sie seyen gleich des veräussernden oder darin konsentirenden Fürsten, Söhne, Brüder oder Agnaten, unverbindlich, vielmehr dem nächsten und bei dessen Saumseligkeit einem jeden entfernten Nachfolger, zu welcher Zeit es ihm belieben wird, immaassen in Ansehung dieser willkührlichen Handlung zu ewigen Tagen keine Verjährung statt findet, frei und erlaubt seyn, sich solchem Beginnen mit eigener That zu widersetzen, daran dann ihrer keiner gefrevelt, sondern seines vorbehaltenen Rechts sich soll gebraucht haben." Der gegenwärtig zur Sprache gebrachte Fall ist also in den Hausgesetzen wörtlich vorgesehen, und Se. herzogliche Durchlaucht würden Sich, wenn das jetzt als eine künftige Möglichkeit angedeutete Verlangen des agnatischen Konsenses wirklich gestellt werden sollte, in der unangenehmen Lage befinden, Ihre zu jeder Zeit gern bethätigte Willfährigkeit gegen des Königs der Niederlande Majestät in direkten Widerspruch mit den Familienpakten gesetzt zu sehen. Für die Ottonische Linie mag die Sache allerdings einen verschiedenen Gesichtspunkt zulassen: sie behält nicht allein ungeschmälert die eventuellen Successionsrechte auf sämmtliche Besitzungen der Walramischen Linie, sondern würde auch, da sie, so lang sie blüht, über das Königreich der Niederlande herrschen wird, den Ersatz für einen Theil von Luxemburg in Limburg besitzen. Die Walramische Linie aber würde, wenn ihr längeres Bestehen überhaupt in den unerforschlichen Rathschlüssen der göttlichen Vorsehung liegen sollte, nur in dem Reste des Grossherzogthums succediren und den Ersatz in Limburg nicht erwerben. Dieses Alles erwogen, wird des Herrn Generallieutenants Grafen v. Grünne Excellenz anzuerkennen nicht umhin können, dass, wenn der Fall einträte, dass die agnatische Einwilligung zur Abtretung eines Theils des Grossherzogthums Luxemburg in der in der Note vom 7 November vorigen Jahres unterstellten Art und Weise, d. h. ohne Ersatz, wirklich verlangt werden sollte, Seine herzogl. Durchlaucht Sich in der zwar unangenehmen, aber unvermeidlichen Nothwendigkeit befinden würden, so zu handeln, wie die Hausgesetze es zur unbestreitbaren Pflicht machen, und dass Höchstdieselben Sich niemals dazu würden verstehen können, als Agnat einen Einwilligungsakt vorzunehmen, *welchem*, wie oben darge- 1834

1834 than worden ist, der Stempel der Rechtsun gültigke von Anfang an aufgedrückt seyn und unwirksam seinen Zweck gänzlich verfehlen würde. Indem der Unterzeichnete sich gleichzeitig des Auftrags entledigt, die nämliche Erklärung Namens Sr. Durchlaucht des Prinzen Friedrich zu Nassau zu wiederholen, ergreift derselbe mit Vergnügen diese Veranlassung, des Herrn Generallieutenants Grafen von Grünne Excellenz seiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

Wiesbaden 16 Januar 1834. (gez.) MAGDEBURG.

8.

Convention entre la Prusse et l'Etat libre de Cracovie, concernant l'exécution gratuite réciproque des requisitions judiciaires en causes de pauvres. En date de Berlin, le 10 Janvier 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro. 4).

Nachdem die Königlich-Preussische Regierung mit der Regierung des Freistaats Krakau dahin übereingekommen ist, die gegenseitige Kostenvergütigung in Kriminal-, Civil- und Vormundschaftssachen, rücksichtlich der dabei betheiligten unvermögenden Personen, aufzuheben, erklärt das Königlich-Preussische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten hiermit Folgendes:

I. In allen Fällen, wo in Untersuchungs-, Civil- und insonderheit Vormundschaftssachen Requisitionen von einer Königlich-Preussischen Gerichts- oder vormundschaftlichen Behörde, an eine derartige Behörde des Freistaates Krakau oder von dieser an jene erlassen werden, so wie wenn Delinquenten von einem Gericht an das andere ausgeliefert werden, sind nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen, nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe zu liquidirenden Gebühren dem letztern aus dem Vermögen der betreffenden Person, wenn solches hinreicht, zu entrichten. — Hat selbige aber kein Vermögen, so

fallen die Gebühren für die Arbeiten der requirirten 1834
Behörde, mithin auch alle Vergütung oder Taxe für Zeugenvernehmungen und für Abhaltung der Termine, für den Erlass oder die Expedition der Verfügungen, desgleichen die Insinuations- und sogenannten Siegelgebühren durchgehends weg, und das requirirende Gericht bezahlt alsdann dem erstern nur die unvermeidlichen baaren Auslagen für Atzung, Transport, Porto, Kopialien, Reise- und Zehrungskosten der Richter und Zeugen, nach den, bei den requirirten Gerichten üblichen Taxsätzen.

II. Zur Entscheidung der Frage: ob der Delinquent oder die sonst betheiligte Person hinlängliches Vermögen zur Berichtigung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in dem beiderseitigen Gebiete nichts weiter als das Zeugniss derjenigen obrigkeitlichen Stelle erfordert werden, unter welcher die betheiligten Personen ihre wesentliche Wohnung haben. — Sollte ein Delinquent solche in einem dritten Lande gehabt haben, und die Einziehung der Kosten dort mit Schwierigkeit verknüpft seyn, so wird angenommen, dass er kein hinlängliches Vermögen besitzt.

III. Den in allen Untersuchungs-, Civil- und Vormundschaftssachen zu sistirenden Zeugen und jeder abzuhörenden Person überhaupt, sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der, wegen ihrer Versäumniss ihnen gebührenden Vergütung, nach deren vom requirirten Gericht geschehenen Verzeichnung bei erfolgter wirklichen Sistirung, sey es von dem requirirten oder von dem requirirenden Gericht, unverzüglich verabreicht werden. Insofern sie dazu eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die erforderliche Auslage übernehmen; es soll selbige jedoch vom requirirenden Gerichte, auf die erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten erstattet werden.

IV. Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie gegen eine übereinstimmende der Regierung des Freistaats Krakau ausgewechselt worden, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Gebieten haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 10ten Januar 1834.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten. Eichhorn.

9.

Convention de commerce entre l'Autriche et le Danemarc. Conclue et signée à Copenhague, le 12 Février 1834.

(Handels - Convention zwischen Seiner Majestät dem Könige von Dänemark und Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich, Könige von Ungarn und Böhmen, Kopenhagen, 1834).

Im Namen der heiligen und untheilbaren Dreieinigkeit.

Seine Majestät der König von Dänemark und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, gleich beseelt von dem Wunsche die zwischen Ihren gegenseitigen Staaten stattfindenden Handelsverbindungen zu erweitern und zu befestigen, und überzeugt, dass dieser heilsame Zweck durch die Annahme eines auf Billigkeit gegründeten vollkommenen Reciprocitäts-Systemes am Besten erreicht werden könne, haben Bevollmächtigte ernannt um eine dem genannten Zwecke entsprechende Convention abzuschliessen, nämlich:

Seine Majestät der König von Dänemark: den Herrn Hans von Krabbe-Carisius, Ihren Geheimen Staatsminister und Chef Ihres Departements der auswärtigen Angelegenheiten, Grosskreuz Ihres Dannebrog-Ordens, Dannebrogsmann und Ritter des Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse mit Diamanten;

und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: den Herrn Eduard Georg Wilhelm von Langenau, Ritter des Militair St. Heinrichs-Ordens und des Kurhessischen Militair Verdienst-Ordens, wirklichen Kammerherrn Seiner Kaiserlich-Königlich Apostolischen Majestät, Obristlieutenant Ihrer Armee und Ihren Geschäftsträger bei dem Dänischen Hofe, welche, nach Auswechselung Ihrer gegenseitigen, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, folgende Artikel verabredet und unterzeichnet haben.

Art. I. Die Dänischen Fahrzeuge, welche mit Ladung oder mit Ballast in die Häfen der Oesterreichischen Staaten ankommen, sollen dieselben Vorrechte geniessen als die einheimischen Schiffe, und soll derselbe Vortheil den Oesterreichischen Fahrzeugen zugestanden werden, welche mit Ladung oder mit Ballast in die Häfen der Dänischen Staaten ankommen, jedoch mit Ausnahme der Dänischen Colonien, Grönland, Island und die Färöer mit darin begriffen. Indessen werden doch alle diejenigen Handels- und Schifffahrtsvortheile, welche künftig irgend einer andern Nation in den Dänischen Colonien oder auf den Färöer Inseln etwa zugestanden werden möchten, ebenfalls den österreichischen Unterthanen zukommen. 1834

Hinsichtlich der Erlegung der Hafen-, Ein- und Ausfuhr-, Zoll-, Tonnen-, Leuchtfeuer-, Lootsen- und Bergungs-Abgaben, wie auch rücksichtlich aller andern Abgaben oder Auflagen, welcher Beschaffenheit oder welches Namens sie auch sein mögen, welche an die Krone, an Städte oder an private Einrichtungen irgend einer Art erlegt werden, sollen die Dänischen Fahrzeuge in den Staaten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich den Oesterreichischen Fahrzeugen völlig gleich gestellt sein. Alle diese Vortheile sollen ebenfalls den Oesterreichischen Fahrzeugen in den Häfen der dänischen Monarchie zugestanden werden.

Art. II. Alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie mögen Natur- oder Kunst-Producte des Königreichs Dänemark oder irgend eines andern Landes sein, deren Einfuhr in die Häfen der Oesterreichischen Staaten in Oesterreichischen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, sollen gleichfalls dort in Dänischen Fahrzeugen eingeführt werden können, ohne höheren oder andern Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn dieselben Waaren oder Producte in Oesterreichischen Fahrzeugen eingeführt worden wären; und auf der andern Seite sollen alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie mögen Natur- oder Kunst-Producte der Oesterreichischen Staaten oder irgend eines andern Landes sein, deren Einfuhr in die Häfen des Königreichs Dänemark in Dänischen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, dort ebenfalls in Oesterreichischen Fahrzeugen eingeführt werden können, ohne höheren

1834 oder andern Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn dieselben Waaren oder Producte in Dänischen Fahrzeugen eingeführt worden wären.

Art. III. Alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie mögen Natur- oder Kunst-Producte des Königreichs Dänemark oder irgend eines andern Landes sein, deren Ausfuhr aus den Häfen des benannten Königreichs in dessen eigenen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, sollen ebenfalls aus den benannten Häfen in Oesterreichischen Fahrzeugen ausgeführt werden können, ohne höheren oder andern Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn die Ausfuhr in Dänischen Fahrzeugen geschehen wäre.

Die genaueste Reciprocität soll in den Häfen der Oesterreichischen Staaten beobachtet werden, so dass alle Waaren und Handels-Gegenstände, sie mögen Natur- oder Kunst-Producte der Oesterreichischen Staaten oder irgend eines andern Landes sein, deren Ausfuhr aus den Häfen der gedachten Staaten in ihren eigenen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, ebenfalls aus den benannten Häfen in Dänischen Fahrzeugen sollen ausgeführt werden können, ohne höheren oder andern Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn die Ausfuhr in Oesterreichischen Fahrzeugen geschehen wäre.

Art. IV. Es soll weder directe noch indirecte irgend ein Vorzug hinsichtlich des Absatzes irgend einer Waare in Betrachtung der Nationalität des Schiffes gegeben werden, welches mit seiner gesetzlich erlaubten Ladung in einen Hafen des Königreichs Dänemark oder der Oesterreichischen Staaten eingelaufen ist, da es die Absicht der hohen contrahirenden Parteien ist, dass kein Unterschied irgend einer Art in dieser Rücksicht Statt finden soll.

Art. V. Die Oesterreichischen Schiffe, aus welchem Hafen sie immer kommen und nach welchem Hafen sie sich begeben mögen, und welche auch ihre Ladung sei, sie mögen nun Producte und Waaren ihres eigenen oder eines fremden Landes geladen haben, sollen bei der Fahrt durch den Sund oder durch die Belte keine höhere oder andere Abgaben oder Gefälle

entrichten, als diejenigen, die von den begünstigsten 1834
Nationen jetzt oder künftig erlegt werden.

Art. VI. Die Dänischen Unterthanen in den Oesterreichischen Staaten und die Oesterreichischen Unterthanen in Dänemark sollen stets, in Gemässheit der zwischen den hohen contrahirenden Parteien und andern Mächten bestehenden Handels-Verträge, als Individuen der begünstigsten Nationen angesehen und behandelt werden. Die hohen contrahirenden Parteien verpflichten sich ferner ihren gegenseitigen Unterthanen alle diejenigen Begünstigungen und Hülfsleistungen, so wie alle die Handelsvortheile zu bewilligen, welche aus einem solchen Vorzuge von selbst gefolgert werden können. Die Dänischen oder Oesterreichischen Unterthanen werden sich jedoch in ihrem Handel oder Verkehr den Verordnungen und den Landesgesetzen zu unterwerfen haben.

Die besonderen Vortheile, welche in den Oesterreichischen Staaten den Unterthanen der Ottomannischen Pforte in früheren zwischen Oesterreich und der Pforte geschlossenen Staatsverträgen bewilligt worden, sind jedoch von den Stipulationen des gegenwärtigen Artikels ausgenommen.

Art. VII. Diese Convention soll, von heute an zu rechnen, während zehn Jahre in Kraft verbleiben, und selbst über diese Zeit hinaus, es sei denn dass später die eine oder die andere der hohen contrahirenden Parteien ausdrücklich ihre Absicht erklären möchte, die Wirkung derselben aufhören zu lassen.

In diesem Falle wird, auf die von einer der beiden Mächte der andern gemachte officielle Anzeige, dass die Convention aufgehoben werden soll, diese nichts destoweniger bis nach Verlauf von zwölf auf jene Anzeige folgenden Monaten verbindlich bleiben.

Art. VIII. Diese Convention soll ratificirt und die Ratification in Copenhagen binnen acht Wochen, oder früher, wenn möglich, ausgewechselt werden.

Zur Urkunde dessen haben die gegenseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Convention unterzeichnet und solche mit ihren Wappen besiegelt.

So geschehen in Kopenhagen *den* 12ten Februar

1834 des Jahres Achtzehnhundert und Vier und Dreissig nach der Geburt unsers Herrn Jesus Christus.

(unterzeichnet) Krabbe-Carisius. (L. S.)

(unterzeichnet) E. G. W. Langenau. (L. S.)

10.

Patente du Roi de Prusse sur les stipulations convenues avec les Empereurs d'Autriche et de Russie, concernant l'extradition de coupables de crimes politiques. En date de Berlin, le 15 Mars 1834.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. 1834. Nro. 5).

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen etc. etc.

Zu mehrerer Befestigung der zwischen Uns und Ihren Majestäten dem Kaiser von Oestreich und dem Kaiser von Russland, König von Polen, und Unseren Staaten bestehenden innigen freundschaftlichen und nachbarlichen Verhältnisse, und bei dem gleichen Interesse der drei Mächte an der Aufrechthaltung der Ruhe und gesetzlichen Ordnung in den Ihrer Herrschaft unterworfenen Polnischen Provinzen, sind Wir mit gedachten Ihren Majestäten über nachstehende Bestimmungen übereingekommen:

Wer in den Preussischen, Oestreichischen und Russischen Staaten sich der Verbrechen des Hochverraths, der beleidigten Majestät, oder der bewaffneten Empörung schuldig gemacht, oder sich in eine, gegen die Sicherheit des Thrones und der Regierung gerichtete Verbindung eingelassen hat, soll in dem anderen der drei Staaten weder Schutz noch Zuflucht finden.

Die drei Höfe verbinden sich vielmehr, die unmittelbare Auslieferung eines jeden, der erwähnten Verbrechen bezüchtigten Individuums anzuordnen, wenn dasselbe von der Regierung, welcher es angehört, reklamirt wird.

Dabei ist aber verstanden, dass diese Bestimmun- 1834
gen keine rückwirkende Kraft haben sollen.

Nachdem Wir mit Seiner Majestät dem Kaiser von Oestreich und Seiner Majestät dem Kaiser von Russland, König von Polen, übereingekommen sind, dass vorstehende Verabredungen in den drei Staaten zur öffentlichen Kenntniss gebracht werden sollen, so geschieht solches hierdurch Unserer Seits, indem Wir zugleich Unseren sämmtlichen Civil- und Militair-Behörden aufgeben, darauf zu halten, dass dieselben vom 1sten April d. J. ab ihrem ganzen Umfange und Inhalte nach vollzogen werden.

Urkundlich unter Unserer Allerhöchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem Königlichen Insiegel.

So geschehen und gegeben Berlin, den 15ten März 1834.

(L. S.) Friedrich Wilhelm.

Frh. v. Brenn. v. Kamptz. Mühler. Archalon.

1834

11.

Patente sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et la Belgique. En date de Copenhague, le 20 Septembre 1834.

(Publication officielle en langue allemande).

Wegen Aufhebung des Abzugsrechts zwischen den gesammten Staaten Seiner Majestät des Königs und des Königreiche Belgien sind in einer, in Folge allerhöchster Autorisation ausgestellten Declaration nachstehende Bestimmungen festgesetzt worden:

1. Die unter den Namen jus detractus, gabell hereditaria und census emigrationis bekannten Abgaben sollen künftig, wenn durch Erbschaft, Schenkung, Verkauf, Auswanderung oder auf andere Weise ein Vermögen aus den Staaten Seiner Majestät des Königs von Dänemark nach den Staaten Seiner Majestät des Königs von Belgien, oder von diesen nach jenen übergeht, in gesammten Gebiet der beiderseitigen Staaten, in deren jetzigem oder künftigen Umfange, weder gefordert noch erhoben werden, und jede Abgabe dieser Art zwischen den beiden Staaten wegfällig sein.

2. Diese Bestimmung erstreckt sich nicht allein auf diejenigen Abgaben der Art, welche einen Theil der Staatseinkünfte ausmachen, sondern auch auf die welche bisher von einigen Provinzen, Städten, Jurisdictionsdistricten, Corporationen, Bezirken oder Communen erhoben worden sind, so dass die beiderseitigen Unterthanen, welche aus dem Gebiete des einen oder anderen Staates Vermögen ausführen, oder denen dort aus irgend einem Rechtstitel Vermögen zufällt, in dieser Hinsicht keiner anderen Abgabe oder Taxe unterworfen sein werden, als solchen, die in Folge Erbschaftsanfalls, Verkaufs oder einer Vertauschung des Eigenthums gleichmässig von den Einwohnern der dänischen und belgischen Lande, nach den in beiden Staa-

11.

Cancellie-Patent, indeholdende Bestemmelser i Henseende til Ophaevelsen af Afdragsretten imellem samtlige Hans Majestaet Kongens Stater og Kongeriget Belgien, for Hertugdommerne Slesvig og Holsteen. Kjobenhavn, den 20de September 1834.

(Publication officielle en langue danoise).

I Henseende til Ophaevelsen af Afdragsretten imellem Hans Majestaet Kongens samtlige Stater og Kongriget Belgien ere i en ifolge allerhoieste Autorisation udstaedt Declaration folgende Bestemmelser fastsatte:

1. De under Benaevnelserne jus detractus, gabella hereditaria og census emigrationis bekjendte Afgifter skulle for Fremtiden, naar enten ved Arv, Gave, Afhaendelse, Udvandring eller paa anden Maade nogen Formue gaaer over fra Hans Majestaet Kongen af Danmarks Stater til Hans Majestaet Kongen af Belgiens Stater eller fra disse til hine, i begge Staters samtlige Gebeet efter deres nuvaerende eller fremtidige Omfang hverken fordres eller oppebaeres, og skal enhver saadan Afgift imellem begge Stater vaere ophaevet.

2. Denne Bestemmelse straekker sig ikke blot til de Afgifter af saadan Beskaffenhed, som udgjore en Deel af Statsindtaegterne, men ogsaa til dem, som hidtil ere oppebaarne af Provindser, Staeder, Jurisdictionsdistricter, Corporationer, Gebeter eller Communer, saaledes at begge Staters Undersaatter, som udfore Formue fra den ene eller den anden Stats Territorium. eller hvem Formue sammesteds, med hvilkensomhelst Retstitel tilfalder, i denne Henseende ikke skulle vaere underkastede nogen anden Afgift eller Betaling end saadan, som paa Grund af Arv, Afhaendelse eller Mageskifte ligeledes erlaegges af Indbyggerne i de danske og belgiske Lande efter de Reglementer og Anordninger, som i begge Stater allerede ere udgivne eller i Fremtiden udgives.

1834 ten bestehenden oder zu erlassenden Reglements und Verordnungen, entrichtet werden müssen.

3. Diese Convention findet nicht allein auf sämmtliche künftig anfallende oder bereits angefallene Erbschaften Anwendung, sondern auf jeden Ausgang von Vermögen, dessen Abführung noch nicht bewerkstelligt worden ist.

4. Da diese Convention nur das Eigenthum und die freie Abführung desselben betrifft, so bleiben die den Militairdienst angehenden Gesetze in beiden Staaten in voller Kraft.

5. Diese Bestimmungen treten vom 25sten Mai dieses Jahres an in Kraft.

Vorstehendes wird Allen und Jeden, die es angeht, zur Nachricht und gebührenden Nachachtung hiedurch bekannt gemacht.

Königliche Schleswig-Holstein-Lauenburgische Kanzelei zu Kopenhagen, den 20sten September 1834.

Hopp. Thomsen. Reventlow-Criminil.
Dumreicher.
(L. S.)

12.

Déclaration du gouvernement prussien portant l'égalisation des bâtimens de l'Etat de l'Eglise avec ceux de la Prusse pour les droits à percevoir dans les ports prussiens. En date de Berlin, le 22 Septembre 1834.

(Gesetz-Samml. für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1834. Nro. 21).

In Folge der von der Päbstlichen Regierung nach vorangegangener diesfälligen Verhandlung verfügten gänzlichen Gleichstellung der Preussischen Schiffe mit den Päbstlichen hinsichtlich aller Schifffahrtsabgaben, ist nunmehr auch den Schiffen des Kirchenstaats die Gleichstellung mit den Preussischen in den diesseitigen Häfen dergestallt zugestanden worden, dass in den Preussischen Häfen die Schiffe des Kirchenstaats bei ihrem

3. Denne Convention bliver ikke alene anvende- ig paa al fremtidigen faldende eller allerede falden Arv, en paa enhver Udforsel af Formue, som endnu ikke r ivaersat.

4. Da denne Convention ikkun angaaer Eiendom g sammes frie Udforsel, saa blive de Militairjenesten edkommende Love i begge Stater i fuld Kraft.

5. Disse Bestemmelser traede i Kraft fra 25de lai d. A.

Forestaaende kundgjores herved til Efterretning og edborlig Efterlevelse for alle Vedkommende.

Det Kongelige Slesvig-Holsten-Lauenborgske Can- ellie i Kjobenhavn, den 20de September 1834.

---

inlaufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich aller Ha- en-, Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen- und Bergegel- er, und überhaupt hinsichtlich aller andern, jetzt oder ünftig der Staatskasse, den Städten oder Privatanstalten ufliessenden Abgaben oder Lasten irgend einer Art der Benennung, auf ganz gleichem Fusse mit den reussischen Schiffen behandelt, auch die auf Päbstli- hen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren keinen öheren oder andern Abgaben irgend einer Art, als die uf Preussischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waa- en zu erlegen haben, unterworfen sein soll.

Berlin, den 22sten September 1834.

Der Finanzminister

Massen.

13.

Convention entre l'Autriche et la Prusse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction entre les Etats Prussiens d'une part et les Etats Autrichiens, à l'exception de la Hongrie et de la Transylvanie, de l'autre part. En date du 24 Juillet 1835.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1835. Nro. 20).

Nachdem Seine Königliche Majestät von Preussen und Seine Kaiserliche Majestät von Oesterreich übereingekommen sind, die zwischen Ihren gegenseitigen zum Deutschen Bunde gehörigen Landen sowohl, als zwischen sämmtlichen Preussischen Staaten, und dem Lombardisch-Venetianischen Königreiche bestehende Vermögens-Freizügigkeit in der Art auszudehnen, dass zwischen sämmtlichen Preussischen Staaten einerseits, und sämmtlichen Oesterreichischen Staaten mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen, andererseits, der Abschoss und das Abfahrtsgeld gegenseitig aufgehoben seyn sollen; so wird zur näheren Bestimmung dieses Uebereinkommens hiermit im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen Folgendes erklärt:

Art. 1. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus den sämmtlichen Königlich-Preussischen Staaten in die zur Kaiserlich-Oesterreichischen Monarchie gehörenden Staaten, mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen, so wie aus den Kaiserlich-Oesterreichischen Staaten, mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen, in die Königlich-Preussischen Staaten, es mag solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung, oder auf andere Art erfolgen, soll irgend ein Abfahrtsgeld (census emigrationis) oder Abschoss (gabella hereditaria) erhoben werden.

Von dieser Bestimmung bleiben jedoch diejenigen

inen Abgaben ausgenommen, welche bei einem 1835
ifts-Anfalle, Legat, Verkaufe u. s. w. ohne Un-
d, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hin-
gen wird, ob der neue Erwerber ein Inländer
1 Fremder ist, bisher in den beiderseitigen Lan-
ben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erb-
euer, Stempelgebühren und dergleichen.

. 2. Die im Vorstehenden bestimmte Freizü-
soll sich sowohl auf diejenige Abgabe an Ab-
nd Abfahrtsgeld, welche in die Landesherrlichen
fliesst, als auf diejenige erstrecken, welche
rivatpersonen, Kommunen oder öffentlichen Stif-
zufallen möchte.

. 3. Die Bestimmungen der Art. 1 und 2, er
sich auf alle jetzt anhängige und auf alle künf-
lle. Unter die anhängigen Fälle werden alle
en begriffen, in welchen am Tage der Auswech-
gegenwärtiger Ministerial-Erklärung der Abschoss
s Abfahrtsgeld noch nicht wirklich bezahlt war.

t. 4. Die im Vorstehenden bestimmte Freizü-
soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es
demnach ungeachtet dieses Uebereinkommens
en Königlich-Preussischen und Kaiserlich-Oester-
hen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die
des Auswandernden, seine persönlichen Pflich-
d namentlich seine Verpflichtungen zum Kriege-
, betreffen.

wird auch für die Zukunft, was die Gesetz-
in Betreff der persönlichen Pflichten des Aus-
nden, namentlich seine Verbindlichkeit zum Kriege-
, anbelangt, keine der beiderseitigen Regierungen
Gesetzgebung beschränkt.

t. 5. Gegenwärtige, im Namen Seiner Königli-
jestät von Preussen in hergebrachter Form aus-
te, Erklärung soll nach Auswechselung einer ent-
nden Erklärung der Kaiserlich-Oesterreichischen
ng Kraft und Wirksamkeit in sämmtlichen Kö-
Preussischen Staaten haben.

rlin, den 24sten Juli 1835.

(L. S.)

ch-Preussisches Ministerium der auswärtigen An-
gelegenheiten.

1835 Vorstehende Erklärung wird hierdurch mit dem Bemerken zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass dieselbe am 16ten v. M. gegen eine gleichlautende Kaiserlich-Oesterreichiche Erklärung ausgewechselt worden ist.

Berlin, den 8ten September 1835.

Ancillon.

14.

Publication faite à Drèsde d'une convention conclue pour l'abolition réciproque du droit de détraction entre le royaume de Saxe et les Etats d'Autriche non-appartenans à la conféderation germanique. En date du 20 Août 1835.

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königreich Sachsen. 1835. Stück 25).

Nachdem die Königlich Sächsische Regierung einerseits und die Kaiserlich Oesterreichische Regierung andererseits dahin übereingekommen sind, dass — so wie solches bereits zufolge des 18ten Artikels der deutschen Bundesacte vom 8ten Juni 1815. und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23sten Juni 1817. in Rücksicht von Vermögensexportationen aus dem Königreiche Sachsen in die zum deutschen Bunde gehörenden österreichischen Länder und umgekehrt, besteht, — gegenseitig der Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen den beiderseitigen Staaten überhaupt aufgehoben werden soll; So wird mit Gegenwärtigem im Namen Sr. Majestät des Königs und Sr. Königlichen Hoheit des Prinzen Mitregenten von Sachsen erklärt, dass

I. bei keinem Vermögensausgange aus den Königlich Sächsischen Landen in die nicht zum deutschen Bunde gehörigen K. K. Oesterreichischen Staaten und Lande, und aus letzteren in jene — es mag sich nun solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art ergeben — ein Abschoss (Gabella here-

ditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben 1835
werden soll. Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen allgemeinen Gaben, welche mit einem Erbschaftsanfalle, Legat, Verkauf etc. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in dem Königreiche Sachsen und in den K. K. Oesterreichischen Staaten haben entrichtet werden müssen, — wie z. B. Erbschaftssteuer, Stempelabgaben, Zollabgaben und dergleichen.

II. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch — unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der Vermögensexportationen aus dem Königreiche Sachsen in die zum deutschen Bunde gehörigen K. K. Oesterreichischen Provinzen und umgekehrt, durch die Bundesacte und die Bundesbeschlüsse desfalls festgesetzt ist, — nur auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Cassen fliessen würden, erstrecken, und werden den Individuen, Gemeinden und öffentlichen Stiftungen, insofern ihnen dergleichen Abzugsrechte zustehen, dieselben ausdrücklich reservirt.

III. Die in beiden vorstehenden Artikeln bestimmte Freizügigkeit soll sich auch nur auf das Vermögen beziehen.

Es bleiben demnach — ungeachtet dieses Uebereinkommens — diejenigen Königlich Sächsischen und Kaiserlich Oesterreichischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen und es sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Auch soll in Zukunft keine der hohen contrahirenden Regierungen in Ansehung aller jener Gegenstände, welche die Pflicht zu Kriegsdiensten und andere persönliche Verpflichtungen des Auswandernden betreffen, in der Gesetzgebung für Ihre respectiven Staaten durch gegenwärtige Uebereinkunft auf irgend welche Weise beschränkt seyn.

Zur Bekräftigung dessen ist gegenwärtige Erklärung auf Befehl Sr. Königlichen Majestät und des Prinzen Mitregenten Königliche Hoheit von Allerhöchst- und Höchstderen Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern, unter Beidrückung des Königlichen

1835 Insiegels, ausgestellt und ausgefertigt worden, um gegen eine gleichlautende Erklärung von Seiten der K. K. Haus-, Hof- und Staatscanzlei ausgewechselt zu werden; und soll dieselbe, nach erfolgter Auswechselung, in den sämmtlichen Königlich Sächsischen Landen alsbald bekannt gemacht werden, und ihre volle Kraft und Wirksamkeit erhalten.

So geschehen Dresden, am 20sten August 1835.

(L. S.)

Die Königlich Sächsischen Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern.

(gez.) Johannes v. Minckwitz. Hans Georg v. Carlowitz.

15.

Publication faite à Drèsde d'une convention conclue entre le Royaume de Saxe et l'Autriche pour la guérison et l'entretien gratuits des sujets respectifs tombés en maladie ou détresse. En date du 9 Septembre 1835.

(Gesetz- und Verordnungsblatt für das Königr. Sachsen. 1835. Stück 21).

Verordnung

zu Bekanntmachung der mit der K. K. Oesterreichischen Regierung wegen Heilung und Verpflegung der in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen abgeschlossenen Uebereinkunft; vom 9ten September 1835.

Zwischen der Königlich Sächsischen und der K. K. Oesterreichischen Regierung ist wegen Heilung und Verpflegung ihrer in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen eine Uebereinkunft getroffen uud darüber diesseits die nachstehende Declaration vom 24sten vorigen Monats ausgestellt, auch gegen eine gleichlautende K. K. Oesterreichische Ministerial-Declaration von demselben Dato ausgewechselt worden.

Da Se. Königliche Majestät und des Prinzen Mit- 1835
regenten Königliche Hoheit wollen, dass dieser Uebereinkunft von allen Behörden und Unterthanen nachgegangen werde, so wird dieselbe hiermit zur öffentlichen Kenntniss gebracht und deren Befolgung angeordnet.

Dresden, am 9ten September 1835.

Ministerium des Innern. v. Carlowitz.

Die Königlich Sächsische und die Kaiserlich Oesterreichische Regierung sind übereingekommen, ihren in den beiderseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen gegenseitig die benöthigte Heilung und Verpflegung angedeihen zu lassen, und es ist zu dem Ende Folgendes festgesetzt worden:

1) Die Cur- und Verpflegskosten von dergleichen erkrankten oder verunglückten Angehörigen des einen oder des andern Staates werden im Allgemeinen von den Stiftungs- oder Gemeindecassen derjenigen Orte, wo dieselben einen Unfall erleiden, bestritten, ohne dass deshalb ein Ersatz in Anspruch genommen werden kann. Auch wird jede Regierung die geeignete Vorkehrung treffen, dass bei solchen Fällen jedem Anspruche der Menschlichkeit Genüge geschehe und kein Versäumniss eintrete.

2) Da jedoch diese Verbindlichkeit immer nur subsidiarisch bleibt, so ist der verursachte Aufwand in dem Falle nach billiger Berechnung zu ersetzen, wenn entweder der betreffende Reisende diesen Ersatz aus eigenen Mitteln zu leisten vermag, oder wenn die nach privatrechtlichen Grundsätzen zu seiner Ernährung und Unterstützung verpflichteten Personen, nämlich seine Ascendenten und Descendenten oder ein Ehegatte desselben dazu vermögend sind, was erforderlichen Falls durch amtliche Nachfragen bei der heimathlichen Behörde zu erheben ist.

Zur Urkunde dessen ist gegenwärtige Erklärung vollzogen worden, und es soll dieselbe nach erfolgter Auswechselung der gleichlautenden Kaiserlich Oesterreichischen bekannt gemacht werden.

Dresden, am 24sten August 1835.

(L. S.)

Die Königlich Sächsischen Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern.

Johannes v. Minckwitz. Hans Georg v. Carlowitz.

16.

Convention sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats Autrichiens et Prussiens, pour les biens laissés par des personnes militaires. En date de Berlin, le 8 Septembre 1835.

(Gesetz-Samml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1835, Nro. 22).

Da die Uebereinkunft, welche wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und des Abfahrtsgeldes mittelst der im Namen Ihrer Majestäten des Königs von Preussen und des Kaisers von Oesterreich resp. am 24. und 30sten Juli d. J. ausgestellten und am 16ten August d. J. ausgewechselten Ministerial-Erklärungen getroffen worden ist, sich nicht auf das Königreich Ungarn und Siebenbürgen erstreckt, und es sich als schwierig gezeigt hat, hinsichtlich des wechselnden Aufenthaltsortes der Militairpersonen gleichmässige Grundsätze festzustellen, nach welchen in einzelnen vorkommenden Fällen zu entscheiden wäre, ob das von Militairpersonen hinterlassene Vermögen als dem Abschoss unterworfen anzusehen sey oder nicht; — so sind Ihre besagten Majestäten über folgende Bestimmungen übereingekommen:

In allen Fällen, wo hinterlassenes Vermögen einer verstorbenen Preussischen Militairperson aus den Königlichen Staaten an Oesterreichische Unterthanen übergeht, sey es als eigentliche Erben, sey es als Legatare, oder Schenknehmer von Todeswegen, soll durchgängig kein Abschoss, sondern überhaupt nur dasjenige an Abgaben Königlich-Preussischer Seits erhoben werden, was zu entrichten seyn würde, wenn der Erwerber ein Inländer wäre.

Dagegen soll in allen Fällen, wo hinterlassenes Vermögen einer verstorbenen Oesterreichischen Militairperson aus den Kaiserlichen Staaten an Preussische Unterthanen übergeht, sey es als eigentliche Erben, sey

es als Legatare oder Schenknehmer von Todeswegen, die 1835
Sache in Beziehung auf Abgabenerhebung Kaiserlich-Oesterreichischer Seits durchgängig so behandelt werden, als sey ein Oesterreichischer Unterthan vom Civilstande der Erwerber; so dass namentlich kein Abschoss, sondern nur der gesetzliche Beitrag von 5 Procent für den Invalidenfonds zu entrichten ist.

Demgemäss wird mit Gegenwärtigem von Königlich Preussischer Seite die förmliche und verbindliche Erklärung gegeben, dass fortan gegen genaue Einhaltung des besagten Reziprokums von allem nach den Kaiserlich-Oesterreichischen Staaten ausgehenden Vermögen verstorbener Preussischer Militairpersonen, und zwar auch in denjenigen schon schwebenden Fällen, in welchen am Tage der Auswechselung gegenwärtiger Erklärung die aufzuhebende Abgabe noch nicht wirklich bezahlt seyn wird, keine weiteren Gebühren erhoben werden sollen, als die, welche eintreten würden, wenn das Vermögen im Lande bliebe.

Zur Urkunde dessen ist Namens Seiner Königlichen Majestät von Preussen die gegenwärtige Erklärung in hergebrachter Form ausgefertigt worden, um gegen eine entsprechende Erklärung der Kaiserlich-Oesterreichischen Regierung ausgewechselt zu werden.

So geschehen zu Berlin, den 8ten September 1835.

(L. S.)

Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Erklärung wird hierdurch mit dem Bemerken zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass dieselbe am 3ten d. M. gegen eine gleichlautende Kaiserlich-Oesterreichische Erklärung ausgewechselt worden ist.

Berlin, den 27sten Oktober 1835.

Ancillon.

1835

17.

Acte papal concernant la doctrine et les oeuvres de George Hermes en Allemagne. En date de Rome, le 26 Septembre 1835.

(Diario di Roma. 1836. Januario).

Gregorius PP. XVI.

Ad perpetuam rei memoriam.

Dum acerbissimas ingemiscimus Catholicae Religionis calamitates, et iacturas, ex teterrimo, diuturnoque bello, quo nefarii homines, apertique Ecclesiae hostes, coacto undique agmine, totis viribus, totisque artibus, tum armis, tum calumniis, tum contumeliis, et maledictis, tum seditiosis denique, sacrilegisque libellis, eam, si fieri posset, prorsus exinanire, ac destruere adnituntur: dumque immanem eorum illacrymantes execramur barbariem, qui propterea in Regularium Claustra, Religiososque viros diabolica furentes insania, ad eos penitus, rapinis, incendiis, caedibusque perdendos, Divina omnia, et humana violare non desinunt; ad augendas, quibus diu, noctuque ob id premimur angustias, illud etiam calamitosissimum, ac summopere deplorandum accedit, quod inter eos, qui pro Religione editis operibus certant, nonnulli simulate se intrudere audeant, qui similiter pro eadem videri volunt, et ostentant se dimicare, ut retenta religionis specie, veritate autem despecta, facilius possint per *philosophiam*, seu per vanas eorum philosophicas commentationes, et *inanem fallaciam*, incautos seducere, atque pervertere, hinc et Populos decipere, fidentiusque inimicis palam saevientibus adiutrices porrigere manus. Quapropter ut Nobis impiae, et insidiosae quorumdam horum Scriptorum molitiones innotuerunt, non distulimus per Nostras Encyclicas, aliasque Apostolicas Litteras, callida eorum, et prava denunciare consilia, erroresque damnare, simul et exitiales patefacere fraudes, quibus Divinam Ecclesiae Constitutionem, et Ecclesiasticam Disciplinam, immo et totum ipsum Publicum Ordinem funditus evertere vaferrime contendunt. Et quidem tristis-

facto comprobatum est, eos, deposito tandem si- 1835
lionis velo, perduellionis vexillum contra quam-
ue a Deo constitutam potestatem alte iam extu-

Verum non haec sola subest gravissima lugendi
. Praeter enim eos, qui, omnium Catholicorum
lalo, se Perduellibus devoverunt, ad amaritudinum
:arum cumulum, in theologicum etiam stadium
re videmus, qui novitatis cupidine, et aestu *semi-*
liscentes, et nunquam ad scientiam veritatis
nientes, Magistri existunt erroris, quia veritatis
)uli non fuerunt. Peregrinis quippe improbandis-
doctrinis sacra ipsi inficiunt studia, et publicum
, si quod tenent in Scholis et Academiis, docendi
sterium profanare non dubitant, ipsumque, quod
se iactant, sacratissimum adulterare dignoscuntur
Depositum. Atque inter hujusmodi erroris Ma-
s, ex constanti, et fere communi per Germaniam
adnumeratur *Georgius Hermes*, utpote qui au-
r a regio, quem universa Traditio, et SS. Patres
ponendis ac vindicandis Fidei veritatibus tramite
ere deflectens, quin et superbe contemnens et dam-
, tenebrosam ad errorem omnigenum viam molia-
n Dubio positivo tamquam basi omnis theologicae
sitionis, et in principio quod statuit, rationem
ipem normam, ac unicum medium esse, quo homo
ui possit supernaturalium veritatum cognitionem.
cum ex plurium Germaniae Theologorum, sacro-
ue Ecclesiae Pastorum denunciationibus, reclama-
)us, et expostulationibus ad Nostras pervenerunt
, ne credito Nobis Apostolatus Officio, ac Sacro-
i Fidei Depositi custodiendi muneri deessemus, sta-
curavimus, ut Hermesii opera ad Sanctam Sedem
rentur examinanda; quod et factum est. Sunt au-
sequentia (Germanice edita).

„I. Einleitung in die Christkatholische Theologie,
Georg Hermes, Professor der Dogmatischen Theo-
e an der Universität zu Münster. Erster Theil
losophische Einleitung. Münster in der Coppen-
ischen Buch- und Kunsthandlung. 1819. II. Ein-
ing in die Christkatholische Theologie von Georg
mes Doctor der Theologie und Philosophie, Pro-
or der Theologie an der Rheinischen Friedrich-
lhelms-Universität Bonn, und Domkapitular der
tropolitankirche zu Köln. *Zweiter* Theil. Positive

1835 „Einleitung. Erste Abtheilung. Münster in der Cop „penrathschen Buch- und Kunsthandlung 1829. III „Christkatholische Dogmatik, von Georg Hermes, Doc „tor der Theologie und Philosophie, Professor der The „ologie an der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universi „tät Bonn, und Domkapitular der Metropolitankirche z „Köln, nach dessen Tode herausgegeben von Dr. J. H „Achterfeldt, ordentl. Professor der Theologie an de „Universität, und Inspector des Kotholisch-Theologische „Convictoriums zu Bonn. Erster Theil. Münster, i „der Coppenrathschen Buch- und Kunsthandlung. 183

(videlicet Latine)

(*I.*) *Introductio in Theologiam Christiano-Ca tholicam, Auctore Georgio Hermes, Theologia Dogmaticae in Academia Monasteriensi Profes sore, Pars Prima, introductionem philosophicam continens. Monasterii ex Biblio - atque Iconopoli Coppenrath* 1819. (*II.*) *Introductio in Theologiam Christiano - Catholicam, auctore Georgio Herme Theologiae, et Philosophiae Doctore, in Rhenana Friderico-Wilhelmiana Academia Bonnensi Theo logiae Professore, et Capitulari Cathedrali Eccle siae Metropolitanae Coloniensis. Pars altera, in troductionem positivam continens. Monasterii e Biblio-atque Iconopolio Coppenrath.* 1829. (*III Dogmatica Christiano-Catholica, Auctore Geor gio Hermes, Theologiae, et Philosophiae Doctor in Rhenana, Friderico - Wilhelmiana Academi Bonnensi Theologiae Professore, et Capitulari Ca thedrali Ecclesiae Metropolitanae Coloniensis, po eius mortem edita a Dr. J. H. Achterfeldt in Aca demia Theologiae Professore Ordin., ac Catholi Convictorii Theologici Bonnensis Inspectore. Pa Prima. Monasterii ex Biblio - atque Iconopoli Coppenrath.* 1834.

Hos igitur libros tradi iussimus Theologis Germ nicae Linguae peritissimis omni ex parte diligentissim perscrutandos, qui praecipua ex eisdem notanda lo excerperent, longo etiam, si opus fuisset, orationis tr ctu, prout sensuum, verborumque contextus exigere v deretur, eaque in latinum versa accuratis notarent anim adversionibus: quae omnia sedulo, et consideratissim praestiterunt, atque cum iam vulgata fama inveniunt omnino concordes. Praeterea eadem excerpta loca ur

cum censoriis memoratorum Theologorum notationibus 1835
tradita sunt aliis etiam S. Theologiae Magistris ad Catholicam trutinam iterum revocanda; et omnes unanimi consensione convenerunt, illis in locis contineri doctrinas absonas a Catholicarum veritatum principiis, plura reperiri perperam disputata, plura ex ambiguo dicta, plura flexiloqua, et obscura ad implicandam et vitiandam Catholicorum Dogmatum intelligentiam arte, et apte concinnata, et ut plurimum ex Acatholicorum commentis, erroribusque congesta. Tandem rem totam ex integro discutiendam, et examinandam deferri voluimus ad Venerabiles Fratres Nostros S. R. E. Cardinales in tota Republica Christiana Inquisitores Generales. Hi autem omni studio, prout rei gravitas postulabat, cuncta, et singula expendentes, post maturam discussionem in Congregatione coram Nobis habita, diiudicarunt, evanescere auctorem in cogitationibus suis, pluraque in dictis operibus contexere absurda, et a doctrina Catholicae Ecclesiae aliena; praesertim vero *circa* naturam Fidei, et credendorum regulam: *circa* Sacram Scripturam, Traditionem, Revelationem, et Ecclesiae Magisterium: *circa* motiva credibilitatis: *circa* argumenta, queis existentia Dei adstrui, confirmarique consuevit: *circa* ipsius Dei essentiam, sanctitatem, iustitiam, libertatem, eiusque finem in operibus, quae a Theologis vocantur *ad extra:* nec non *circa* Gratiae necessitatem, eiusdemque, ac donorum distributionem, retributionem praemiorum, et poenarum, inflictionem: *circa* Protoparentum statum, peccatum originale, ac hominis lapsi vires; eosdemque libros, tamquam continentes doctrinas, et propositiones respective falsas, temerarias, captiosas, in Scepticismum, et Indifferentismum inducentes, erroneas, scandalosas, in Catholicas Scholas iniuriosas, Fidei Divinae eversivas, haeresim sapientes, ac alias ab Ecclesia damnatas, prohibendos, et damnandos esse censuerunt.

Nos itaque, auditis praefatorum Cardinalium suffragiis, et omnibus plene perpensis, de eorum consilio, ac etiam Motu proprio, et ex certa scientia, ac matura deliberatione Nostris, deque Apostolicae potestatis plenitudine, praedictos libros ubicumque, et quocumque idiomate, seu quavis editione, aut versione hucusque impressos, aut in posterum, quod absit, imprimendos, tenore praesentium damnamus, et *reprobamus*, ac in In-

1835 dicem librorum prohibitorum referri mandamus; hortantes, et obtestantes in Domino Venerabiles Fratres Patriarchas, Archiepiscopos, et Episcopos, aliosque Locorum Ordinarios ut memores, districti, ac *durissimi iudicii*, quod eis a Pastorum Principe fiet de instructione, regimine, et custodia Gregis ipsis commissi, nedum memoratos libros a scholis repellere, verum etiam proprias Oves ab huiusmodi venenatis pascuis omni cura, et sollicitudine avertere satagant.

Ut autem eaedem praesentes Litterae omnibus facilius innotescant, nec quisquam illarum ignorantiam allegare possit, volumus, et decernimus, illas ad valvas Basilicae Principis Apostolorum, ac Cancellariae Apostolicae, nec non Curiae Generalis in Monte Citatorio, ac in Acie Campi Florae de Urbe per aliquem ex Cursoribus Nostris, ut moris est, publicari illarumque exempla ibidem affixa relinqui.

Datum Romae apud S. Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die XXVI. Septembris Anno MDCCCXXXV. Pontificatus Nostri Anno V.

E. Card. de Gregorio.

Decretum.

Apostolicis litteris datis die 26 Septembris anno superiori a SANCTISSIMO D. N. GREGORIO divina providentia PP. XVI praeter primam et secundam partem *Introductionis in Theologiam Christiano-Catholicam* a' Georgio Hermes conscriptae, aliud ipsius Hermesii opus, cui titulus „*Dogmatica Christiano-Catholica*" damnatum fuit. Universum hoc opus *Dogmaticae Christiano-Catholicae*, quod ad eam usque diem per Doctorem J. H. Achterfeldt post Hermesii obitum pervulgatum fuerat, examinandum diligentissime, adscitis etiam Theologis Germanicae linguae peritissimis, apprime curaverat eadem SANCTITAS SUA, antequam in Congregatione Eminentissimorum S. R. E. Cardinalium in tota Republica Christiana Generalium Inquisitorum coram Se habita damnandum illud decerneret, prout memoratis Apostolicis litteris Ecclesiae universae denunciatum est. Cum vero in exscribendo titulo illius operis *Dogmaticae Christiano-Catholicae* una cum Prima parte recensitae non fuerint Secunda et Tertia, eodem titulo, iisdem typis, et eodem anno editae,

licet et ipsae in examen deductae fuissent, uti facto 1835
constat ex doctrinarum in iisdem traditarum mentione, quae in Apostolicis litteris facta perlegitur: idcirco idem SANCTISSIMUS DOMINUS NOSTER ad dubium quodlibet praecidendum de damnatione integri operis eo tempore editi, atque ea, qua par est, iudicii maturitate rite expensi, mandavit, hoc decreto speciatim declarari, edici, et denunciari, memoratis Apostolicis litteris diei 26 Septembris anno 1835 damnatum, ac reprobatum fuisse, atque in Indicem librorum prohibitorum esse referendum integrum opus, cuius titulus Germanice „*Christkatholische Dogmatik, von Georg Hermes, Doctor der Theologie und Philosophie, Professor der Theologie an der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, und Domkapitular der Metropolitankirche zu Köln, nach dessen Tode herausgegeben von Dr. J. H. Achterfeldt: ordentl. Professor der Theologie an der Universität, und Inspector des Katholisch-Theologischen Convictoriums zu Bonn. Erster Theil. Münster, in der Coppenrathschen Buch- und Kunsthandlung.* 1834.

Item iisdem titulo, typis, et anno „*Zweiter Theil.*

Item iisdem titulo, typis, et anno „*Dritter Theil, Erste Abtheilung.*

Latine autem: *Dogmatica Christiano-Catholica auctore Georgio Hermes, Theologiae et Philosophiae Doctore in Rhenana Friderico-Wilhelmina Academia Bonnensi Theologiae Professore, et Capitulari Ecclesiae Metropolitanae Coloniensis, post eius mortem edita a Doct. J. H. Achterfeldt in Academia Theologiae Professore Ordinario, ac Catholici Convictorii Theologici Bonnensis Inspectore. Pars Prima. Monasterii ex Biblio atque Iconopolio Coppenrath* 1834.

Item iisdem titulo, typis, et anno „*Pars secunda.*

Item iisdem titulo, typis, et anno „*Pars tertia, Sectio prima.*

Hoc porro decretum idem SANCTISSIMUS DOMINUS NOSTER in acta Sacrae Congregationis Indicis referri, et typis edi, ac ut moris est promulgari iussit. Romae die 7 Januari 1836.

J. Card. Justinianus Praefectus.

Fr. Thomas Antonius Degola Ord. Praed. Sacr. Congr. Indicis Secretarius.

1835 Loco † Sigilli

Die 14 *Januarii* 1836 *supradictum Decretum affixum et publicatum fuit ad S. Mariae super Minervam, ad Basilicae Principis Apostolorum,*

18.

Déclaration concernant l'Article XX. du Traité conclu à Vienne le 3 Mai / 21. Avril *1815 entre la Prusse et la Russie, relativement au Duché de Varsovie. Le* 8/19 *Décembre* 1835.

(Publication officielle).

Les Soussignés, Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi de Prusse et de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, considérant:

que l'article XX. du Traité signé à Vienne le 3 Mai / 21 Avril 1815 entre la Prusse et la Russie, attribue au Forum du domicile la connaissance des contestations, relatives aux propriétés immobiliaires, coupées par la ligne frontière;

considérant en outre:

que le terme de dix ans, stipulé pour la durée de ce principe, est expiré et que les hautes Parties contractantes se sont réservées par l'article précité de convenir au bout de ce terme d'une autre règle, s'il y a lieu, ont arrêté les dispositions suivantes:

Règlement du Forum.

§. 1. La propriété principale des biens coupés par la ligne frontière qui sépare le Grand-Duché de Posen du Royaume de Pologne, soit que ces biens appartiennent à des particuliers, soit à des communes, instituts ou établissemens publics, servira de base à déterminer le Forum dans l'un des deux pays pour la décision des contestations relatives à ces mêmes biens.

Palatii S. Officii, Curiae Innocentianae valvas, et in aliis locis solitis Urbis per me Aloysium Pitorri Apost. Curs. 1835

JOSEPH CHERUBINI Mag. Curs.

18.

Declaration wegen des XXsten Artikels des zu Wien am $\frac{3. \text{ Mai.}}{21., \text{ Avril}}$ *1815. zwischen Preussen und Russland hinsichtlich des Herzogthums Warschau abgeschlossenen Traktats. Vom* $\frac{31}{19}$. *December* 1835.

(Officielle Bekanntmachung).

Die unterzeichneten Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Majestät des Kaisers aller Reussen, in Betracht:

dass der XXste Artikel des zu Wien am $\frac{3. \text{ Mai.}}{21. \text{ April}}$ 1815. zwischen Preussen und Russland unterzeichneten Traktats die Entscheidung über Streitigkeiten in Betreff der von der Grenzlinie durchschnittenen Grund-Besitzungen dem Forum des Domicils beilegt;

in Betracht ferner:

dass die für die Dauer dieses Grundsatzes bestimmte zehnjährige Frist abgelaufen ist, und dass die hohen kontrahirenden Theile Sich durch den vorgedachten Artikel vorbehalten haben, nach Ablauf dieser Frist erforderlichen Falles wegen einer anderen Regel übereinzukommen, haben die nachfolgenden Bestimmungen verabredet und festgesetzt:

Bestimmung des Forums.

§. 1. Die Haupt-Besitzung der von der Grenzlinie zwischen dem Grossherzogthume Posen und dem Königreiche Polen durchschnittenen Güter, diese Güter mögen Privatpersonen oder Gemeinden, Instituten und öffentlichen Anstalten angehören, soll bei der Bestimmung des Forums in dem einen der beiden Länder zur

Ce qu'on doit entendre par propriété principale.

§. 2. Sera regardée comme propriété principale cette portion du bien immeuble, coupé par la frontière, sous le nom de laquelle sont comprises toutes les autres dépendances et attenances, qui en font partie intégrante, à raison des rapports d'économie rurale, ou autres.

Si le bien-fonds coupé par la frontière est une propriété principale, celle des parties où sont situés l'habitation du maître et les bâtimens d'exploitation, sera regardée comme la propriété principale.

Des Hypothèques.

§. 3. Les livres hypothécaires seront tenus d'après les règles suivantes:

A. Lorsque des possessions composées de plusieurs terres, ou de seigneuries entières, sont coupées par la ligne de frontière, de manière que des villages entiers ou des fermes domaniales (Vorwerke) appartenant à une propriété principale, se trouvent dans le territoire de l'autre Etat, les livres d'hypothèque de ce bien-fonds seront tenus par les Tribunaux Prussiens et Polonais, par chacun pour les villages ou métairies qui se trouvent enclavés dans le territoire de sa juridiction.

B. Quand des possessions de moindre importance, telles que moulins, colonies, champs, prairies, pâturages, forêts, bergeries, cabarets, maisons et établissemens des gardes forestiers et champêtres, briqueteries, verreries, goudronneries et papeteries, sont détachées de leur chef-lieu par la ligne de la frontière, de sorte qu'elles se trouvent enclavées dans le territoire de l'Etat sous la domination duquel la terre à laquelle elles appartiennent n'est point située, les tribunaux du pays dans le territoire duquel ces dépendances se trouvent, ne sont pas obligés d'ouvrir pour ces enclaves détachées un livre d'hypothèque particulier; mais,

C. il sera du devoir du Tribunal du lieu de tenir des livres hypothécaires pour les dépendances de ce genre dans le cas où elles sont concédées à des possesseurs particuliers à titre de propriété.

Entscheidung der jene Güter betreffenden Streitigkeiten 1825
als Grundlage dienen.

Was unter Haupt-Besitzung zu verstehen sei.

Als Haupt-Besitzung ist derjenige Antheil des von der Grenze durchschnittenen Guts zu betrachten, unter dessen Namen alle übrigen Dependenzen und Pertinenzien, die entweder in landwirthschaftlicher oder in anderer Beziehung einen integrirenden Theil desselben ausmachen, mit inbegriffen sind.

Ist das von der Grenze durchschnittene Grundstück eine Haupt-Besitzung, so soll derjenige Theil derselben, auf welchem die Wohnung des Grundherrn und die Wirthschaftsgebäude belegen sind, als die Haupt-Besitzung betrachtet werden.

Von den Hypotheken.

§. 3. Die Hypotheken-Bücher sind nach folgenden Regeln zu führen.

A. Wenn Besitzungen, die aus mehreren Gütern oder ganzen Herrschaften bestehen, von der Grenzlinie dergestalt durchschnitten werden, dass ganze Dörfer oder Vorwerke, die einer Haupt-Besitzung angehören, sich in dem Gebiete des andern Staats befinden, so sollen die Hypotheken-Bücher eines solchen Grundstücks von den Preussischen und von den Polnischen Gerichtshöfen geführt werden, und zwar von einem jeden für diejenigen Dörfer oder Meiereien, die in dem Gebiete seiner Gerichtsbarkeit eingeschlossen sind.

B. Werden Besitzungen von minderer Wichtigkeit, wie Mühlen, Höfe, Aecker, Wiesen, Hütungen, Waldungen, Schäfereien, Krüge, Wald- und Feldhüter-Wohnungen und Wirthschaften, Ziegeleien, Glashütten, Theeröfen und Papiermühlen, von ihrem Hauptorte durch die Grenzlinie getrennt, dergestalt, dass sie in dem Gebiete desjenigen Staates eingeschlossen sind, unter dessen Herrschaft das Gut, zu welchem sie gehören, nicht liegt, so sind die Gerichtshöfe des Landes, in dessen Gebiete jene Dependenzen belegen sind, nicht gehalten, für solche abgesonderte Enklaven ein besonderes Hypotheken-Buch anzulegen; es ist aber

C. die Pflicht des Ortsgerichts, Hypotheken-Bücher für dergleichen Dependenzen in dem Falle zu führen, dass dieselben als Eigenthum an Privat-Besitzer gelangt sind.

1835 D. Dans tous les cas où, d'après les dispositions ci-dessus, le livre hypothecaire d'une propriété composée de plusieurs terres, villages ou fermes, est tenu, partie par les Tribunaux Prussiens, partie par ceux de la Pologne, le créancier qui a acquis une hypothèque sur toute la propriété, doit en provoquer l'inscription auprès des Tribunaux des deux Etats; mais si une partie de la propriété lui a été donnée en hypothèque, dans ce cas il ne s'adresse qu'à celui des Tribunaux qui a la tenue des livres hypothécaires de la partie territoriale grevée de l'hypothèque.

Règlement des hypothèques.

§. 4. Les hypothèques dont suivant le §. 3. les livres doivent être tenus dans les deux Etats, seront règlées conformément aux lois respectives de chacun d'eux. Le règlement d'hypothèque n'aura lieu que pour les bien-fonds des particuliers et de ceux, qui, depuis l'établissement du Royaume de Pologne, n'ont pas encore constaté leurs titres de propriété conformément aux règlemens hxpothécaires décrétés par les diètes de 1818 et 1825.

Il en sera de même des bien-fonds des sujets Prussiens qui se trouvent dans un cas semblable, savoir que le nouveau règlement des hypothèques n'aura également lieu que pour les bien-fonds, dont les propriétaires n'auraient point encore constaté leurs titres de propriété conformément aux lois de la Prusse.

Forum pour les contestations.

§. 5. Toutes les fois où il s'agit de connaître des contestations relatives aux immeubles coupés par la frontière, ou de procéder à leur expropriation, les Tribunaux des deux pays seront tenus de suivre les règles ci-après:

a) Les contestations qui ont pour objet la totalité du bien-fonds, seront décidées par le Tribunal dans la juridiction duquel est située la propriété principale.

b) Le même Tribunal connaîtra aussi des différens, qui se seront élévés relativement au bien-fonds même, *coupé* par la frontière.

D. In allen Fällen, wo nach den obigen Bestim- 1825
mungen das Hypothekenbuch einer aus mehreren Gütern, Dörfern oder Meiereien bestehenden Besitzung, theils von Preussischen, theils von Polnischen Gerichtshöfen geführt wird, muss der Gläubiger, der eine Hypothek auf die ganze Besitzung erworben hat, die Eintragung derselben bei den Gerichtshöfen beider Staaten nachsuchen. Ist ihm dagegen nur ein Theil der Besitzung als Hypothek bestellt worden, so hat er sich bloss an denjenigen Gerichtshof zu wenden, der die Hypothekenbücher über den mit der Hypothek belasteten Gebietsantheil zu führen hat.

Regulirung der Hypotheken.

§. 4. Diejenigen Hypotheken, worüber die Bücher nach §. 3. in beiden Staaten zu führen sind, sollen nach den in einem jeden derselben bestehenden Gesetzen regulirt werden. Die Hypotheken-Regulirung findet nur für das Grund-Eigenthum der Privatpersonen und derjenigen Statt, die seit der Errichtung des Königreichs Polen noch nicht ihre Besitztitel nach den von den Reichstagen in den Jahren 1818 und 1825 erlassenen Reglements berichtigt haben.

Eben so soll es gehalten werden mit dem Grund-Eigenthum der in gleichem Falle sich befindenden Preussischen Unterthanen; die neue Hypotheken-Regulirung soll nämlich hier gleichfalls nur für solches Grund-Eigenthum Statt finden, dessen Besitzer noch nicht seinen Besitztitel nach den Preussischen Gesetzen berichtigt haben möchte.

Forum für die Streitigkeiten.

§. 5. In allen Fällen, wo es sich darum handelt, über Streitigkeiten in Betreff der von der Grenze durchschnittenen Grundstücke zu entscheiden, oder den gerichtlichen Verkauf derselben zu verfügen, sind die Gerichtshöfe beider Länder gehalten, folgende Regeln zu beobachten:

a) Streitigkeiten, die die Gesammtheit des Grundstücks zum Gegenstande haben, sind von demjenigen Tribunale zu entscheiden, zu dessen Gerichtsbarkeit die Haupt-Besitzung gehört.

b) Dasselbe Tribunal entscheidet auch über solche Streitigkeiten, die sich über das von der Grenze durchschnittene Grundstück selbst erhoben haben.

1835 c) Quant aux contestations élevées au sujet d'une propriété immobiliaire, qui n'étant qu'une partie d'un bien-fonds, coupé par la frontière, se trouve exclusivement située dans les limites de l'un ou de l'autre des deux Etats, elles seront décidées par le Forum du territoire dans lequel la propriété en litige est enclavée.

d) Les contestations provenant des hypothèques seront jugées par les Tribunaux, qui tiennent les livres hypothécaires.

Forum pour l'exécution de la sentence.

§. 6. Le Tribunal du pays où est située la propriété foncière, sera chargé de l'exécution de l'arrêt, d'après les formes en vigueur dans ce pays.

L'exécution en cas semblable sera admise par les Tribunaux compétens, en tant que les arrêts rendus ne seront pas contraires aux lois du pays, dans le territoire duquel il s'agit de les mettre à exécution.

Disposition transitoire.

§. 7. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux causes déjà pendantes, lesquelles seront poursuivies par devant le Tribunal qui en est saisi.

Terme de la durée de la présente disposition.

§. 8. L'arrangement présent sera obligatoire, aussi longtems que les deux Cours respectives ne jugent pas nécessaire de convenir de nouveaux principes.

Publication.

§. 9. Cet arrangement dressé et signé en double expédition sera, après échange réciproque publié dans les deux Etats.

Berlin, le $\frac{31}{19}$ Décembre 1835.

signé: Ancillon. (L. S.)

signé: Ribeaupierre. (L. S.)

Vorstehende, in doppelter Ausfertigung niedergeschriebene und unterzeichnete Deklaration wird, nachdem die Auswechselung derselben zwischen den beiderseitigen Bevollmächtigten stattgefunden hat, hierdurch

c) Was dagegen die Streitigkeiten über ein Grund- 1835
Eigenthum betrifft, das nur einen Theil eines von der Grenze durchschnittenen Guts bildet und als solches ausschliesslich in den Grenzen des einen oder des andern der beiden Staaten liegt, so sollen sie vor dem Forum desjenigen Landes entschieden werden, zu welchem das streitige Eigenthum gehört.

d) Ueber Streitigkeiten, die von den Hypotheken herrühren, erkennen diejenigen Gerichtshöfe, welche die Hypothekenbücher führen.

Forum für die Vollziehung des Erkenntnisses.

§. 6. Der Gerichtshof des Landes, in welchem das Grund-Eigenthum liegt, ist mit der Vollziehung des Erkenntnisses nach den in diesem Lande bestehenden Formen beauftragt.

Die Vollziehung soll in solchen Fällen von den kompetenten Gerichtshöfen zugelassen werden, insofern das Erkenntniss nicht den Gesetzen des Landes zuwider ist, in dessen Gebiete es vollzogen werden soll.

Transitorische Bestimmung.

§. 7. Die obigen Bestimmungen finden auf die bereits anhängigen Rechtssachen keine Anwendung, und sollen letztere vor dem Tribunale, vor welchem sie schweben, fortbetrieben werden.

Dauer der gegenwärtigen Bestimmung.

§. 8. Das gegenwärtige Abkommen soll so lange bindend seyn, als die beiderseitigen Höfe es nicht für nöthig erachten, sich über neue Grundsätze zu verständigen.

Bekanntmachung.

§. 9. Dieses doppelt ausgefertigte und unterzeichnete Abkommen soll nach gegenseitiger Auswechselung in beiden Staaten publizirt werden.

Berlin, den $\frac{5}{17}$. Dezember 1835.

gez. Ancillon. (L. S.) gez. Ribeaupierre. (L. S.)

zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 18ten Januar 1836.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

19.

Convention entre le Royaume de Saxe et la Grèce sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. En date du 6 *Avril* 1836.

(Publiée officiellement en Saxe).

Les Gouvernemens des Royaumes de Saxe et de la Grèce ayant déterminé d'un commun accord de favoriser la translation réciproque de biens appartenant à leurs sujets respectifs dans leur domination, et abolir à cet effet entr'eux les droits connus sous les noms: le droit d'aubaine, droit de détraction, d'impôt d'émigration et autres semblables, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Le droit d'aubaine ainsi que le droit de détraction, l'impôt d'émigration et autres semblables qui ont pour objet d'imposer les biens transportés d'un Etat dans l'autre, sont et demeurent abolis entre les Etats de Saxe et de la Grèce.

Art. 2. En conséquence les sujets d'un des deux Gouvernemens pourront exporter librement et sans payer aucun droit lors d'une émigration ou à toute autre occasion, tous les biens qu'ils posséderont ou qu'ils auront acquis dans les états de l'autre, soit à titre de succession, legs, donation, dot, vente, échange, on autres quelconques.

Art. 3. Ces dispositions s'entendent non-seulement des droits et autres impositions de ce genre qui font partie des revenus publics, mais encore de ceux qui jusqu'ici pourraient avoir été levés par quelques provinces, villes, jurisdictions, corporations ou communes.

Art. 4. Sont exceptés de ces dispositions, les prélèvemens quelconques, qui, soit en faveur du Gouvernement, soit au bénéfice de corporations ou de parti-

19.

Uebereinkunft zwischen dem Königreich Sachsen und Griechenland wegen gegenseitiger Aufhebung des Abzugsrechts. Datirt v. 6. April 1836.

(Officielle Bekanntmachung in Sachsen).

Nachdem die Königlichen Regierungen von Sachsen und Griechenland den gemeinsamen Beschluss gefasst haben, die gegenseitige Uebertragung von Gütern, welche ihren resp. Unterthanen innerhalb ihres Gebietes zufallen, zu begünstigen und demgemäss die unter den Namen: „Heimfallsrecht, Abzugsrecht, Nachschoss" bestehenden, so wie sonstige diesen ähnliche Rechte, aufzuheben; so sind Dieselben über nachstehende Artikel übereingekommen:

Art. 1. Das Heimfalls- und Abzugs-recht, der Nachschoss und andere diesen ähnliche Rechte, welche zum Zwecke haben, die aus einem Staate in einen andern übergehenden Güter einer Abgabe zu unterwerfen, sind und bleiben in Zukunft zwischen den Staaten von Sachsen und Griechenland aufgehoben.

Art. 2. In Folge dessen können künftig die Unterthanen der einen dieser beiden Regierungen, bei Uebersiedelungen oder sonstigen Gelegenheiten, alle diejenigen Güter frei und ohne eine Abgabe zu entrichten, ausführen, welche sie in den Besitzungen der Andern, sey es durch Erbschaftsanfall, Vermächtniss, Schenkung, Mitgift, Verkauf, Tausch oder sonst, besitzen oder erwerben werden.

Art. 3. Diese Bestimmungen gelten nicht allein hinsichtlich derjenigen Abgaben und anderen derartigen Auflagen, welche einen Theil des Staats-Einkommens ausmachen, sondern auch in Beziehung auf solche, welche etwa seither von einzelnen Provinzen, Städten, Corporationen oder Gemeinden erhoben worden seyn möchten.

Art. 4. Ausgenommen von diesen Bestimmungen sind alle und jede Abzüge, welche zu Gunsten der Regierung oder einzelner Corporationen und Individuen,

1836 culiers, ont ou auront légalement lieu, en cas de succession, legs, vente, donation ou outres, indépendamment du cas d'exportation et affectant les indigènes comme les étrangers. — Nommément les droits à percevoir à l'occasion de successions échues à des collatéraux, ceux de timbre et autres pareils. Il en est de même des impôts de douane.

Art. 5. Les stipulations précitées auront leur effet à dater du jour où les ratifications de cette déclaration seront échangées. Toutefois, afin de faire jouir au plutôt les sujets des deux parties contractantes, des bénéfices qu'elle doit leur procurer, il a été arrêté: que tous les biens non encore exportés qui leur appartiennent déjà actuellement dans les possessions respectives des deux Gouvernemens, jouiront de la franchise de droits convenue par les articles 1, 2 et 3 cidessus pour les acquisitions futures.

En foi de quoi la présente déclaration a été signée au nom et par ordre de Sa Majesté le Roi et de S. A. R. Msgr. le Prince Co-Regent de Saxe pour être échangée contre un acte conforme expédié de la part du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de la Grèce.

Fait à Dresde, ce 6. Avril 1836.
(L. S.)

Ministère de l'Intérieur. signé, DE CARLOWITZ.

Ministère des affaires étrangères. signé, DE ZESCHAU.

Verordnung

wegen Bekanntmachung der über gegenseitige Aufhebung des Abzugsrechtes zwischen den Königlichen Regierungen von Sachsen und Griechenland getroffenen Uebereinkunft, vom 28sten Mai 1836.

Die Königlichen Regierungen von Sachsen und von Griechenland haben wegen gegenseitiger Aufhebung des Abzugsrechtes zwischen den Königreichen Sachsen und Griechenland sich vereinigt und es ist darüber diesseits die, nebst beigefügter deutscher Uebersetzung, nachstehende Erklärung vom 6ten April dieses Jahres und Seiten des königlich-griechischen Ministerii eine gleichlau-

nabhängig von dem Falle einer Ausführung, jetzt oder 1836
n Zukunft bei Gelegenheit eines Erbschaftsanfalls, Vernächtnisses, Verkaufs oder einer Schenkung u. a. d. rhoben werden, und welchen die Inländer, 'gleichwie lie Ausländer unterliegen. Namentlich Collateral-Erbschafts-Steuern, Stempelabgaben und dergleichen. Auch gilt dies von allen Zollabgaben.

Art. 5. Vorstehende Uebereinkunft soll von dem Tage an in Wirksamkeit treten, wo die Ratificationen gegenwärtiger Erklärung werden ausgewechselt worden seyn. Um jedoch die Unterthanen der beiden contrahirenden Theile ehemöglichst in den Genuss der Vortheile zu setzen, welche dieselbe ihnen zu verschaffen bestimmt ist; hat Man Sich dahin vereinigt, denjenigen Gütern, welche den beiderseitigen Unterthanen gegenwärtig in dem einen oder andern Staate zugefallen und noch nicht ausgeführt worden sind, dieselbe Abgabenbefreiung angedeihen zu lassen, die nach obigen Art. 1. 2. und 3. für künftige Erwerbungen festgesetzt ist.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung im Namen und auf Befehl Sr. Königl. Majestät und Sr. Königl. Hoheit des Prinzen Mitregenten von Sachsen unterzeichnet worden, um gegen eine gleichlautende, Seiten der Regierung Sr. Majestät des Königs von Griechenland ausgestellte Urkunde ausgewechselt zu werden.

So geschehen zu Dresden, am 6ten April 1836.

(L. S.)

Ministerium des Innern
gez. von Carlowitz.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.
gez. von Zeschau.

tende Declaration vom $\frac{17}{29}$. desselben Monats ausgestellt worden.

Wenn nun die Auswechselung der desfallsigen Ratificationen unterm 9ten dieses Monats erfolgt ist; so wird besagte Erklärung, der allerhöchsten und höchsten Entschliessung gemäss, zur Nachachtung der Behörden und Unterthanen hierdurch bekannt gemacht.

Dresden, am 28sten Mai 1836.

Ministerium des Innern.
von Carlowitz.

20.

Correspondance directe entre Dost Mahomed Khan, Prince de Caboul et Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales.

(Présentée au parlament d'Angleterre le 27 Mars 1839).

I.

Ameer Dost Mahomed Khan à Lord Auckland, en date du 31 *Mai* 1836.

After compliments.

As I have been long attached to the British government by the ties of friendship and affection, the late intelligence of your Lordship's arrival, enlightening with your presence the seat of government, and diffusing over Hindoostan the brightness of your countenance, has afforded me extreme gratification; and the field of my hopes (which had before been chilled by the cold blast of the times) has, by the happy tidings of your Lordship's arrival, become the envy of the garden of Paradise.

It may been known to your Lordship, that, relying on the principles of benevolence and philanthropy, which distinguish the British government, I look upon myself and country as bound to it; and the letters I have received from that quarter have all been replete with friendly sentiments and attention, and to the effect that, in the time of need, the obligations of friendship should be fulfilled. The late transactions in this quarter, the conduct of reckless and misguided Sikhs, and their breach of treaty, are well known to your Lordship. Communicate to me whatever may now suggest itself to your wisdom, for the settlement of the affairs of this country that it may serve as a rule for my guidance.

I hope your Lordship will consider me and my country as your own, and favour me often by the receipt of your friendly letters. Whatever directions

your Lordship may be pleased to issue for the administration of this country, I will act accordingly. 1836

II.

Lettre de Lord Auckland au Prince Dost Mahomed Khan, en date du 22. Aout 1836.

After compliments.

I have had the pleasure to receive your friendly letter and I am gratified at the opportunity which it affords me, so shortly after my assumption of the Indian Government, to convey to you the assurances of my unfeigned regard and esteem.

It is my wish that the Affghans should be a flourishing and united nation; and that, being at peace with all their neighbours, they should enjoy, by means of a more extended commerce, all the benefits and comforts possessed by other nations, which, through such means, have attained a high and advanced state of prosperity and wealth.

My predecessor, aware that nothing was so well calculated to promote this object, as the opening of the navigation of the Indus, spared himself no pains in procuring this channel for the flow of industry and enterprise; and it shall be my study to second his philanthropic purpose and to complete the scheme which he so successfully commenced. I feel assured that you cannot but take a lively interest in the success of this undertaking, so especially conducive as it must be, to the prosperity of the people over whom you rule. It is probable that I may, ere long, depute some gentleman to your court to discuss with you certain commercial topics, with a view to cur mutual advantage.

I have learned with deep regret that dissensions exist between your self and Maharajah Runjeet Sing. My friend, you are aware, that it is not the practice of the British Government to interfere with the affairs of other independent states; and indeed it does not immediately occur to me how the interference of my government could be exercised for your benefit. I shall be happy however to learn from you by what means you think that I can be of any assistance; and in the meantime I have only to hope that you will be able to devise some mode *of effecting a* reconciliation with

1836 the Sikhs; it being not only for your own advantage but for the advantage of all the countries in the vicinity, that two nations so situated should ever preserve unimpaired the relations of amity and concord. Begging that you will accept my assurance of friendship and regard,

I am etc. (signed) AUCKLAND.

III.

Lord Auckland à l'Amir Dost Mahomed Khan. En date du 15 Mai 1837.

After compliments.

In my letter to your address, dated the 22 August 1836, I intimated my intention of deputing an officer to confer with you as to the best means of promoting the interests of commerce and facilitating the intercourse of traders between India and Affghanistan.

To your enlightened mind it cannot fail to be obvious that commerce is the basis of all national prosperity, and that it is commerce alone which enables the people of one country to exchange its superfluous commodities for those of another, to accumulate wealth, and to enjoy all the conforts and blessings of civilized life. The general diffusion of these blessings and comforts among neighbouring nations, is the grand object of the British Government. It seeks for itself no exclusive benefits; but it ardently desires to secure the establishment of peace and prosperity in all the countries of Asia. With this view the British Goverment prevailed upon the powers occupying the banks of the river, to open the navigation of the Indus; and to this object indeed have all its efforts been invariably directed. I now send Captian Burnes, who will deliver this letter, to confer with you as to the best means of facilitating commercial intercourse between Affghanistan and India. I have no doubt that he will meet with a friendly reception at your Court, and that his personal communications with you will be attended with all the advantages which I anticipate.

In conclusion etc. (signed) AUCKLAND.

21.

Nouveau Réglement de Douanes pour l'Empire de Brésil, publié à Rio-Janeiro le 22 Juin 1836 et mis en vigueur depuis le 1er Janvier 1837.

(Traduction authentique communiquée aux chambres de commerce en France, par un Circulaire du Ministre des travaux publics, du 14 Novembre 1837).

Extrait *).

Chapitre 1er. Bureaux de douane.

Art. 1er. Sont ajoutés, aux bureaux de douane existans les deux bureaux ci-après: Larangeiras (Sergipe); Sao-Borja (S.-Pedro do Sul).

4. Dans le cas de guerre étrangère ou intérieure, de blocus ou autre événement extraordinaire, le gouvernement est autorisé, s'il y a urgence, à supprimer ou à suspendre temporairement les bureaux de douane dans les ports bloqués, en notifiant la suppression ou la suspension à l'assemblée générale législative.

Les marchandises étrangères, exportées de ces ports, si elles y sont entrées après la suppression ou la suspension de la douane, et y ont acquitté les droits de consommation, seront, dans les ports de l'empire sur lesquels on les réexpédiera, traitées comme marchandises étrangères importées pour la première fois.

Chapitre V. Droits et autres perceptions. II. Exemptions de droits.

88. Sont autorisées, dans toutes les douanes, les perceptions ci-après:

1° Droits d'importation sur les marchandises destinées à la consommation du pays, savoir:

Poudre, 50 p. 100; thé, 30 p. 100; autres marchandises, 15 p. 100.

Plus, tous autres droits qui pourront être établis par la loi, à l'importation;

*) Les articles omis ici ont pour objet l'organisation du personnel et le régime intérieur des douanes.

Note du redacteur du Recueil.

1836 2° Droits de réexportation, 2 p. 100;

3° Droits de transbordement, 2 p. 100;

4° Droits d'expédition, 1 ½ p. 100, savoir:

Droits de marque, transport, tente et grue, 1 p. 100; indemnités pour émolumens abolis, ½ p. 100.

5° Droit de magasinage;

6° Crédits en douane, ½ p. 100;

7° Amendes pour contraventions aux lois et règlemens de douane;

8° Emolumens pour certificats délivrés par la douane;

9° Droits, dans certaines localités, au profit des établissemens de charité, sur l'importation des marchandises étrangères.

Droits de consommation.

91. Sont *exempts* des *droits de consommation*:

1° *Objets* importés *pour le service des arsenaux* militaires et de la marine, ou des autres administrations de l'Etat, en vertu d'ordres émanés des départemens respectifs;

2° *Or* et *argent* en barres ou *pinha*; en espèces étrangères ou brésiliennes frappées à un hôtel des monnaies brésilien; ouvrés. — Ils ne paient de droit qu'en raison de la valeur des façons;

3° *Effets à l'usage* des ministres étrangers, sauf la réciprocité, et ceux des agens diplomatiques brésiliens à leur retour dans l'empire;

4° *Linge confectionné à l'usage* des personnes qui arrivent au Brésil;

5° *Matières premières* à l'usage des fabriques nationales, désignées par le trésor, qui déterminera la limite de l'importation annuelle;

6° *Machines* non encore en usage dans les provinces pour lesquelles elles sont destinées;

7° *Machines*, *bateaux à vapeur*, *instrumens* et *outils* de fer ou de tout autre métal, dont la loi a accordé l'entrée en franchise à une compagnie nationale ou étrangère;

8° *Articles* importés *pour le service des bâtimens de guerre* de nations amies, quand ils sont venus sur des bâtimens de guerre ou sur des bâtimens marchands, exclusivement frétés par les gouvernemens respectifs;

9° *Produits du sol et de l'industrie* brésilienne, *réimportés* dans les mêmes colis et sous pavillon brési-

lien, l'identité étant constatée par un certificat de la douane étrangère, visé par l'agent consulaire brésilien; 1836

10e *Provisions de bord* non consommées, jusqu'à concurrence de la quantité jugée nécessaire à la consommation du bâtiment, pour son séjour dans le port et pour sa traversée jusqu'à sa première destination.

92. Sont exemptes du droit de consommation, les marchandises étrangères importées sur bâtiment brésilien, d'un port brésilien où elles auraient déjà acquitt le droit.

Sont toutefois traitées comme provenant d'un port étranger, les marchandises importées d'un port brésilien où elles seraient arrivées, quand ce port aurait cessé d'avoir une douane *).

93. Sont exempts de tous droits d'entrée et de sortie les produits du sol et de l'industrie brésilienne, transportés d'un port à un autre port, sous pavillon brésilien.

Droits de réexportation et de transbordement.

94. Sont soumises au droit de réexportation, les marchandises étrangères qui, après avoir été débarquées et entreposées dans les magasins de la douane ou dans des magasins particuliers, sont rembarquées, pour un autre port national ou étranger, avant d'avoir acquitté les droits de consommation.

95. Sont soumises au même droit les marchandises qui, après délivrance du permis de déchargement, sont réexportées par le même navire, sans qu'il ait rompu charge.

96. Sont soumises au droit de transbordement les marchandises étrangères qui, une fois dans le port, passeraient du navire importateur sur un autre navire, à destination d'un port brésilien ou étranger, avant d'avoir acquitté les droits de consommation. Il est fait exception pour les articles repris au §. 8 de l'art. 91.

97. Les marchandises, une fois expédiées pour la consommation, ne peuvent plus être admises à la réexportation et au transbordement, pour motiver la restitution des droits de consommation déjà acquittés.

Les droits de réexportation et de transbordement acquittés ne figurent pas en déduction des droits de consommation que supportent les mêmes marchandises à leur entrée et à leur déchargement dans un autre port de l'empire.

*) Voir l'article 4.

1836

Droit d'expédition.

98. Sont soumises au droit de 1½ p. 100, toutes les marchandises expédiées pour la consommation, le transbordement et la réexportation, y compris même celles qui ne seraient pas entrées dans les magasins de la douane.

Sont exempts de ce droit: 1° Les objets repris au §. 2 de l'art. 91, moins l'*or* et l'*argent* ouvrés; 2° les objets repris aux §§. 1, 3 et 4 dudit article; 3° les produits du sol et de l'industrie nationale, importés d'un port à un autre port de l'empire.

99. Sont soumises au droit de 1 ½ p. 100, dans la douane d'importation, les marchandises étrangères, même provenant d'un port brésilien, où elles ont payé le droit d'expédition.

100. Ne sont pas soumises au droit d'expédition, les marchandises débarquées par suite d'avaries graves du bâtiment importateur et déclarées pour la réexportation, qu'elles soient déposées dans les magasins de la douane ou dans des magasins particuliers. Ces marchandises n'acquittent que le droit de magasinage repris à l'art. 102.

Droit de magasinage.

101. Le droit de magasinage est fixé à ¼ p. 100 par chaque mois, réputé échu dès qu'il est commencé; sur les marchandises d'*estiva* *) qui séjournent plus de *dix* jours dans les magasins de la douane ou les dépôts nationaux; sur les autres marchandises qui y séjournent plus de *quarante* jours.

102. Les marchandises, déposées dans les magasins de la douane, dans le cas d'avarie, du navire paieront par mois, savoir:

Fer et autres *métaux*, par quintal **), 40 *réis* ***).

Autres marchandises, par pied cube, 60 *réis*.

Si le dépôt a lieu dans des magasins particuliers les marchandises n'en sont pas moins soumises à la surveillance des douanes.

Certificats.

103. Sont fixés, comme suit, les émolumens pour certificats délivrés par la douane:

*) Voir ci-après le tableau de ces marchandises, page 71.

**) Le quintal = 58 kil. 709.

***) Le *réal* = 0 f. 0 c. 5/8; — 160 *réis* = 1 f. 0 c. — 1,000 *réis* = 6 f. 25 c.

Certificats n'ayant pas plus d'une feuille de papier, 320 réis; par chaque page en sus, 160 réis; plus, à titre de compulsoire, par chaque année écoulée depuis l'expiration de la première, à partir de la date de la pièce dont il est donné extrait, 200 réis. 1836

En aucun cas, les émolumens ne peuvent dépasser 4,000 *réis.*

Droits au profit des établissemens de charité.

104. Ces droits ne se perçoivent que dans les ports où ils étaient établis antérieurement.

A Rio-Janeiro, ils sont fixés comme suit, pour les liquides:

Par pipe, 1,000 réis; par douzaine de bouteilles, 5 réis.

Dans les autres ports, ces droits sont fixés, de gré à gré, entre les établissemens et le commerce, à raison du traitement des malades de l'équipage des navires marchands de chaque nation.

Machines.

105 à 114. *Mêmes dispositions que celles des art.* 162 *à* 171 *du* Règlement *du* 27 *novembre* 1833.

Chapitre VII. Police des ports et mouillages.

144. Un extrait du règlement de chaque port et de chaque douane, contenant les dispositions relatives aux obligations des capitaines de navire, traduites en anglais et en français, et imprimées en trois langues, sera distribué auxdits commandans, à leur entrée dans chaque port, par le *guarda mor* ou le commandant de la *franchise.*

Chapitre VIII. Obligations des capitaines de navire et manifestes.

145. §§. 1, 2, 3. *Mêmes dispositions que celles des paragraphes correspondans de l'art.* 83 *du* Règlement *de* 1833.

Autorisation, aux passagers, de débarquer après la visite de santé, mais avec obligation de se rendre, en droiture, à la barque de vigie du mouillage, ou au point désigné, à cet effet, par l'inspecteur, pour y être visités. Seront retenus tous ceux qui porteront avec eux quelque objet passible du paiement des droits.

Maximum des amendes porté à 200,000 *réis.*

§§. 4, 5, 6. *Mêmes dispositions que celles des paragraphes correspondans du* Règlement *de* 1833.

Sont obligatoires pour les capitaines, toutes déclarations faites par leurs délégués

1836 7° Obligation de présenter, à l'inspecteur de la douane, dans les trois jours qui suivent l'entrée, deux traductions exactes du manifeste dans la langue du pays, sous peine d'une amende de 50,000 *réis*.

§§. 8, 9 et 10. *Mêmes dispositions que celles des* §§. 6, 7 et 8 *du* Règlement *de* 1833.

La base des amendes est la valeur d'estimation.

L'amende du §. 8 *du* Règlement *de* 1833 *est réduite à* 100,000 *réis*.

Manifestes.

146, 147, 148. *Mêmes dispositions que celles des articles* 84, 85, 86 *et* 87 *du* Règlement *de* 1833. Toutes les énonciations du manifeste doivent être écrites sur des feuilles entières, sans corrections et renvois de l'une à l'autre.

149. Le capitaine devra remettre, au *guarda mor*, une note des *effets à usage* de chaque passager, signée par le propriétaire respectif desdits effets, pour servir de contrôle à leur déchargement en douane. . . . Les effets à usage des colons seront visités à bord même du bâtiment.

150. *Mêmes dispositions que celles de l'article* 88 *du* Règlement de 1833.

Toutes les feuilles du manifeste devront être numérotées et paraphées, et les blancs barrés de manière à ne permettre aucune addition. Des deux expéditions, dûment légalisées, l'une sera remise ouverte au capitaine, l'autre, sous enveloppe, revêtue du sceau du consulat, sera adressée à l'inspecteur de la douane de destination.

151. *Même disposition que celle de l'article* 89 *du* Règlement de 1833.

152. Pour toute irrégularité dans un manifeste légalisé par un consul brésilien, la responsabilité pèse, non sur le capitaine, mais sur le consul.

153. La responsabilité restera au capitaine, si l'irrégularité a été commise après la légalisation du consul, ou si le manifeste n'a été légalisé que par deux négocians brésiliens ou étrangers.

154. Si un bâtiment, à destination d'un port brésilien, décharge, en route, une partie de la cargaison inscrite sur son manifeste, le capitaine sera tenu de faire constater cette opération par un manifeste en double expédition, et dans la forme prescrite par les articles antérieurs; si le déchargement a lieu dans un port étran-

ger, et par un simple certificat de la douane, s'il a 1836
lieu dans un port brésilien.

155 et 156. *Mêmes dispositions que celles des articles* 90 *et* 91 *du* Règlement *de* 1833.

Pour les marchandises d'encombrement, au poids, sujettes à déchet ou augmentation, on accorde une différence, en plus ou en moins, de 5 p. 100, avec les quantités énoncées par le manifeste.

157. Amende de 2,000 *réis* contre le capitaine, pour toute ditférence de qualité, de volume ou de marque.

158. Amende de 100,000 à 500,000 *réis* contre tout navire, expédié sur lest pour un port brésilien, qui ne produira pas un certificat constatant son départ sur lest.

159. Amende de 100,000 à 100,000 *réis* contre le capitain qui ne remettra pas le manifeste et les certificats ci-dessus dans la forme prescrite, ou qui remettra ouverte l'expédition qu'il a reçue cachetée.

Amende de 50,000 *réis* contre celui qui n'apporte qu'une seule expédition de son manifeste.

Sont dispensés de la production du manifeste, les navires arrivant de la pêche.

160. Amende de 4,000 *réis*, par tonneau, contre le navire qui ne présentera pas de manifeste.

Le navire n'est admis au déchargement qu'après paiement de l'amende.

161. Le navire sert de garantie pour le paiement des amendes encourues par le capitaine.

165. Sont dispensés de la production du manifeste, mais avec toutes les précautions convenables, les navires en relâche ou faisant échelle, chargés de colons ou de déportés.

Chapitre IX. Déchargement.

166 et 167. *Mêmes dispositions que celles des articles* 103 *et* 104 *du* Règlement *de* 1833.

Amende de 2,000 *réis* par chaque différence dans les colis ou marques.

168. *Heures de déchargement.*

169 à 173. — 176 et 177. *Mêmes dispositions que celles des articles* 105 *à* 109 — 112 *et* 113 *du* Règlement *de* 1833.

Chapitre X. Entrée des marchandises en douane ou dans les magasins sous la surveillance des douanes.

181 à 190. *Mêmes dispositions, plus quelques for-*

1836 *malités additionnelles, que celles des articles* 114 *à* 117 *du* Règlement *de* 1833.

Chapitre XI. Expédition des marchandises pour la consommation intérieure.

191. Nul n'est admis à expédier des marchandises en douane, sans avoir prouvé qu'il en est le propriétaire ou le consignataire.

Sont exceptés: 1° Ceux qui, par acte authentique inscrit au registre de la douane, donneront, aux intérêts privés et publics, la garantie de deux répondans;

2° Les commis des maisons de commerce, sous la responsabilité des chefs de ces maisons.

192. Tout propriétaire ou consignataire de marchandises pourra en faire faire l'expédition par un mandataire, au moyen d'une autorisation générale, à cet effet, ou d'une simple déclaration sur le registre de la douane.

193. *Mêmes dispositions que celles de l'article* 120. *du* Règlement *de* 1833.

Quand on ne peut déclarer exactement la qualité et la quantité des marchandises contenues dans les colis, on en doit faire une désignation qui suffise à specifier la marchandise; par exemple: *tant de pièces d'indienne, de mousseline, tant de miroirs, de paires de souliers*, etc.

194 à 198. *Mêmes dispositions que celles des articles* 121 *à* 125 *du* Règlement *de* 1833.

199. *Même disposition que celle du dernier paragraphe de l'article* 120 *du* Règlement *de* 1833.

Quand les *notes*, présentées pour l'expédition, ne donnent que les numéros et les marques des colis, et que les redevables déclarent qu'ils en ignorent le contenu, ou qu'ils ne peuvent l'indiquer que d'une manière vague, l'expédition peut avoir lieu, moyennant paiement de $1\frac{1}{2}$ p. 100 en sus du droit d'expéditon.

200. Si, à la vérification, le visiteur ne trouve, en plus, relativement à la *note*, que trois *vares* *), livres **), *canadas* ***) ou autres unités inscrites à la *pauta*, ou à la *note* seulement, il les ajoutera à la *note* pour leur appliquer les droits. Tout excédant plus considérable supportera le double droit.

---

*) La *vare* = 1 mèt. 087.
**) La livre = 0 kil. 45867.
***) *La canada* = 1 lit. 39 $^{5}/_{10}$.

201. *Même disposition que celle de l'article* 126 *du* Règlement *de* 1833. 1836

202. Les marchandises seront mesurées avec soin, le visiteur étant responsable du dommage qu'il leur ferait éprouver.

203. Si, parmi les marchandises de même espèce, il s'en trouve d'une qualité notablement supérieure à la qualité déclarée, il y aura lieu, pour ces dernières, à l'application du double droit.

Sera saisi tout colis renfermant des marchandises d'espèce différente qui y auraient été cachées pour éluder le paiement des droits, sans préjudice d'une amende égale à la moitié de la valeur des objets saisis.

204. Sera pareillement saisi tout colis ayant un double fond ou des compartimens renfermant des articles cachés et non portés sur la *note*.

205. En cas de différence entre les énonciations de la *note* et les marchandises, si le redevable n'acquiesce pas à l'évaluation fixée, le visiteur ou tout autre employé de la douane est autorisé à prendre la marchandise, au prix établi par la *pauta*, à la charge de payer, dans les trois jours, le montant de l'évaluation consentie par le redevable, et d'acquitter les droits de douane.

206. Quand ni le visiteur, ni aucun autre employé, n'use du droit ci-dessus, avis en est immédiatement donné à l'inspecteur qui fait estimer, en sa présence, la marchandise par un nouveau visiteur. Si cette seconde estimation est favorable à la partie, l'inspecteur peut autoriser l'expédition.

207. Si le désaccord continue, si le redevable refuse de souscrire à la seconde estimation, deux arbitres seront nommés, l'un par l'inspecteur, l'autre par le redevable, et, en cas de partage, il sera adjoint, auxdits arbitres, un membre de la commission de la *pauta*, désigné par l'inspecteur.

208, 209 et 213. *Mêmes dispositions que les articles* 127, 128 et 136 *du* Règlement de 1833.

Le droit sur les expéditions des magasins de dépôt, est porté à 1 ½ p. 100.

Expédition sur facture.

215. L'expédition des marchandises non évaluées par la *pauta* se fait sur facture, c'est-à-dire sur le prix déclaré dans la *note*, conformément aux stipulations des traités. Pour les marchandises des nations qui n'ont

1836 pas de traité, l'estimation est faite par le visiteur, sous l'approbation de l'inspecteur, en prenant pour base le prix courant de la place ou celui du lieu d'exportation augmenté de dix p. 100, si la marchandise n'est pas cotée sur la place.

216. Doivent être expédiés sur facture:

Bijouterie fausse, livres imprimés, meubles, tableaux (*pinturas*), tissus de lin, dentelles connues sous le nom de dentelles de France.

217. Dans les expéditions sur facture, le visiteur ou tout autre employé peut, après production des *notes*, user du droit de préemption pour les marchandises portées, en facture, à des prix qui lèsent l'intérêt du fisc, moyennant addition de 10 p. 100 au prix déclaré dans la *note*, si cette addition est stipulée dans les traités, et sans addition aucune, s'il n'y a pas de traité. Le préempteur est tenu d'user de son droit dans les vingt-quatre heures, et d'acquitter, dans les quinze jours, le prix des marchandises et le montant des droits de douane.

218. La préemption n'a lieu qu'à l'égard des marchandises qui paient les droits de consommation. Pour les autres, quand les prix déclarés lèsent le fisc, l'estimation des visiteurs fait foi.

219. Les marchandises préemtées sont vendues aux enchères, à la porte de la douane, après annonce pendant trois jours; la mise en vente est le prix de facture augmenté de 10 p. 100, et l'adjudicataire paie les droits sur le prix d'adjudication.

223. Ne peuvent être expédiés pour la consommation (sauf le cas de service public ou d'ordre exprès du gouvernement), les *fusils* avec baïonnettes, les *baïonnettes* et *autres approvisionnemens de guerre*. Si des fusils sans baïonnettes, des pistolets et autres armes sont présentés à l'expédition en quantité assez considérable pour éveiller les soupçons l'inspecteur, en autorisant l'expédition, devra en donner avis au chef de la police locale.

Chapitre XII. Vérification et sortie des marchandises.

224, 225, 226. *Mêmes dispositions que celles de articles* 128, 129 *et* 131 *du* Règlement *de* 1833.

227. Si le vérificateur constate, dans la quantité, le mesurage ou le poids, une différence en plus non comprise dans l'expédition d'entrée, le redevable paiera,

r cette différence, le double de ce qu'il aurait payé 1836
elle eût été comprise dans l'expédition; plus, égale
mme pour le vérificateur, sauf dans les cas exception-
le signalés à l'article 203.

Si la différence est en moins, il sera payé moitié
sus du droit déjà acquitté; plus, autre moitié pour
vérificateur; plus encore, autre moitié, si la vérifica-
on a lieu hors de la douane.

228. Si la différence est dans la qualité, et au préjudice du trésor, une contre-vérification sera ordonnée r l'inspecteur. Si la non identité de qualité est reconnue, les dispositions de l'article précédent seront appliquées; si, la qualité étant reconnue la même, le revable refuse de souscrire à la décision des visiteurs, y aura lieu à arbitrage, dans la forme prescrite à rticle 207. Si les arbitres prononcent contre le revable, il acquittera les droits sur la différence; plus, ne somme égale pour le vérificateur; si l'arbitrage lui t favorable, la sortie aura lieu dans la forme ordinaire.

229. Dans les deux cas ci-dessus, la marchandise, bjet de la contestation, ne pourra être retirée par le devable, sans le'acquittement préalable des droits xigés, et si, dans les huit jours qui suivront la déciion, le retrait n'a pas eu lieu, la marchandise sera, après inq jours d'annonce, vendue aux enchères, à la porte e la douane, pour le compte de qui de droit. Le roduit, après prélèvement des droits et amendes, retera en dépot. Le délai de vente ne sera que de vingtquatre heures, si la marchandise est susceptible d'une rompte détérioration.

231. Les marchandises présentées à la vérification, t non retirées par leur propriétaire, le jour même où lle aura eu lieu, seront placées dans un magasin spéial d'où elles ne sortiront qu'en acquittant 1 ½ p. 100 n sus du droit d'expédition, et le double du droit de magasinage. Le vérificateur sera responsable du paiement de cette surtaxe.

232. Les colis, expédiés pour la sortie, qui, le jour après l'expédition, seront encore à la porte de la douane, paieront, par colis, 2,000 *réis* d'amende, indépendamment des frais du déplacement qui sera fait par les *capatazias*.

234. Pour les marchandises sujettes à déchet ou augmentation de poids ou de *quantité*, viande sèche,

1836 etc., la différence sera évaluée par l'inspecteur, et toi déficit ou excédant, de plus de 10 p. 100, donnera lie à l'application des dispositions de l'art. 227.

235. Les formalités de l'expédition, à la sortie, son pour les marchandises exemptes de droits, les mêm que pour celles qui paient des droits.

Chapitre XIII. Expéditions pour réexportation pour transbordement et en franchise.

236. L'expédition des marchandises, pour la réex portation, est soumise aux mêmes formalités que celle pour la consommation, sauf les différences ci-après:

Paragraphes 1 et 2. *Mêmes dispositions que le paragraphes* correspondans *de l'article* 139 *du* Règlement *de* 1833.

3° Quand l'expédition a lieu à bord du même na vire, s'il n'y a pas conformité entre la *note* produit et les marchandises présentées à la vérification, ce marchandises sont transportées du bord à la douane, e il leur leur est fait application des dispositions prescri tes pour les différences constatées dans les expédition pour la consommation.

237. L'expédition, pour transbordement, est soumis aux mêmes formalités que celle pour la réexportation

238. La réexportation et le transbordement de marchandises étrangères, d'un port brésilien, ne peu vent avoir lieu que par navires brésiliens et pour u port ayant un bureau de douane.

239. Les navires étrangers conservent la faculté de réexporter, pour un autre port de l'empire, tou ou partie de leur cargaison primitive.

240. Nul n'est admis à l'expédition pour la réex portation et transbordement, sans avoir, au préalable consigné, dans la caisse de la douane, une somme égal à celle que produirait la liquidation des droits de con sommation sur les marchandises réexportées ou trans bordées.

La somme consignée demenre acquise à la douane, faute, par l'expéditeur, de fournir à l'inspecteur la preuve légale de l'arrivée des marchandises au port de desti nation, laquelle résulte:

1° Pour les ports ayant douane, d'un certificat de décharge, si le déchargement a eu lieu;

2° Pour les mêmes ports, si le déchargement n'a *pas eu* lieu, d'un certificat contastant que les marchan-

es ont été comprises dans le manifeste présenté et 1836
déclarations faites pour une destination ultérieure;

3° Pour les ports sans douane, d'un certificat en
e forme du consignataire ou tout autre dépositaire
s marchandises, constatant leur réception et présen-
it leur désignation, celle des marques et numéros des
lis, et les noms du navire et du capitaine;

4° S'il y a eu perte desdites marchandises par jet,
ufrage ou autre sinistre de mer, la preuve exigée ré-
ltera des copies authentiques des procès-verbaux et
tres pièces fournies, en pareil cas, aux compagnies
ssurance.

241. Lesdits certificats et pièces sont assujettis aux
êmes visas que les manifestes.

242. Lesdits certificats et pièces ci-dessus devront
re représentés dans les délais ci-après, à partir de la
ıte de l'expédition, savoir:

Six mois, si l'expédition a lieu d'un port à un
ıtre port de la côte orientale ou septentrionale du Brésil;

Neuf mois, si elle a lieu, ou de l'une à l'autre
ite, ou pour un port étranger au sud du Brésil, ou
ır la côte occidentale d'Afrique, ou d'un port de l'A-
érique du Nord à un port brésilien situé au cap nord
aint-Roch;

Quinze mois, si l'expédition a lieu ou d'un port
e l'Amérique du Nord à un port brésilien au sud du
ap Saint-Roch, ou d'un port d'Europe et de l'Afrique
rientale, ou des ports étrangers de la côte occidentale
'Amérique;

Vingt-sept mois, si le port de destination est
ituć en Asie ou dans l'Australie.

243. Au lieu d'un dépôt en espèces, on admettra
ne obligation du redevable, endossée par un négociant
dmis au crédit en douane, pour les échéances indiquées
i-dessus.

244. Ces délais expirés sans qu'on ait eu la nou-
elle de l'arrivée du navire, le redevable demandera
ne prorogation, à Rio-Janeiro, au tribunal du trésor,
t, dans les provinces, à la trésorerie respective.

Cette prorogation sera:

D'*un an*, pour les ports situés en deçà du cap de
Bonne-Espérance ou du cap Horn;

D'*un an et demi*, pour les ports au-delà deces caps.

Ces nouveaux délais *expirés, le* navire dont on

1836 n'aura pas de nouvelles, sera réputé perdu, et la douane restituera le dépôt ou l'obligation qui en tiendra lieu.

245. Pour les navires entrés en franchise, tout déchargement, pour la consommation d'une partie quelconque de marchandises, effectué par le capitaine, par un chargeur ou un consignataire, donnera lieu à l'application des dispositions du présent *règlement* sur les expéditions pour la consommation, plus, au paiement d'un droit additionnel de 5 p. 100, à titre d'amende, s'il n'est pas présenté de manifeste ou si le manifeste n'est pas rédigé dans la forme prescrite.

246 à 250. *Mêmes dispositions que celles des articles* 145 à 149 *du* Règlement *de* 1833.

L'*or* et l'*argent* monnayés, en barres ou *pinha*, n'étant soumis à aucun droit, peuvent être déposés dans les magasins de leurs propriétaires ou consignataires, pourvu qu'ils soient réembarqués devant la douane.

Chapitre XIV. Evaluation des marchandises. Pautas.

251. Les droits se percevront sur les évaluations d'une *pauta* rédigée, à Rio-Janeiro, par une commission de négocians et de fabricans probes et habiles, à la nomination du gouvernement.

La commission sera divisée en sections de trois membres, chargées chacune de l'évaluation d'une même espèce de marchandises, selon qu'il sera jugé convenable. Un même membre pourra faire partie de plusieurs sections.

252. La commission prendra, pour base de ses évaluations, la moyenne des prix courans de la place, en gros et en détail, au moment de son travail, en tenant compte du taux légal de l'argent et déduction faite des droits respectivement acquittés dans les douanes de l'empire, lesdites évaluations devant être calculées de manière à faciliter, autant que possible, le calcul des droits au moment de l'expédition. A cet effet, seront établies, autant que faire se pourra, les remises et tares jugées raisonnables, et généralement usitées dans le commerce. Sera aussi défalquée, sur déclaration convenable, la valeur des contenans et enveloppes soumises elles-mêmes au paiement des droits.

Pour les *ouvrages d'or et d'argent*, les façons seront seules évaluées.

254 à 257. *Memes dispositions que celles des articles* 153 *à* 156 *du* Règlement *de* 1833.

258. Si le prix d'une marchandise varie dans une forte proportion, relativement au prix des autres, et reste plus d'un an de 30 p. % au-dessus ou au-dessous de l'évaluation de la *pauta*, le tribunal pourra ordonner à la commission de modifier cette évaluation. 1836

260 à 262. *Mêmes dispositions que celles des articles* 156 (dernière partie), 157 et 158 *du* Règlement *de* 1833.

263. Jusqu'à la publication d'une nouvelle *pauta*, avec remises et tares, les tares et remises existantes seront maintenues.

Paragraphes 1 à 3. *Mêmes dispositions que celles des articles* 172 à 174 *du* Règlement *de* 1833.

4° Quand une marchandise, déposée dans les magasins de la douane ou dans les magasins soumis à sa surveillance, paraîtra en état d'avarie générale, l'inspecteur, à la requête des redevables, en ordonnera la visite par les vérificateurs. Si la majorité constate l'avarie, l'inspecteur ordonnera la vente aux enchères, pour compte des redevables, après annonce pendant trois jours, avec les formalités prescrites au chapitre XVI. Les droits seront acquittés sur le prix d'adjudication.

Chapitre XV. Individus admis au crédit en douane.

264 à 269. *Mêmes dispositions que celles des articles* 175 à 180 *du* Règlement *de* 1833.

Le bénéfice du crédit en douane n'est accordé qu'autant que la quotité des droits à payer dépasse 200,000 réis pour une seule expédition.

Chapitre XVI. Consommation.

272. Toutes marchandises, dont le dépôt a été permis dans les magasins de la douane et dans les entrepôts nationaux, peuvent y rester:

Marchandises sèches, 2 ans; autres que sèches, susceptibles de détérioration, 6 mois.

Pour les marchandises d'*estiva*, le dépôt, dans les cours et sous les hangars, ne pourra excéder *trente* jours, non compris les dix jours francs qui suivent l'entrée.

274. L'inspecteur fera afficher, à la porte de la douane, que, si telles marchandises, dont la description sera donnée, ne sont pas extraites dans un délai de *trente* jours, la vente aux enchères en aura irrévocablement lieu pour le compte des propriétaires.

1836 275. Au bout de *trente* jours, les colis entreposés seront ouverts, et les marchandises y contenues évaluées par les visiteurs d'après les fixations de la *pauta*, ou, à défaut de ces fixations, sur estimation d'office.

276. L'évaluation faite par le visiteurs, une seconde annonce, affichée à la porte de la douane et insérée aux feuilles commerciales périodiques, indiquera le jour, l'heure, le lieu de la vente. Le jour sera le cinquième après l'apposition de la premiére affiche.

277 à 279. *Formalités de la vente, conditions de l'adjudication, emploi du produit.*

280. Le produit, après prélévement des droits et frais, sera versé, par la caisse de la douane, à la caisse respective pour y être inscrit au registre des dépôts, avec décompte de la part de chaque propriétaire, en raison du prix obtenu.

281. Sur la production d'un titre légal de propriété, le produit sera, moyennant autorisation de l'inspecteur, délivré à l'ayant droit.

282 et 283. Pour les marchandises entreposées dans des magasins particuliers, mêmes formalités, que pour celles qui l'ont été dans les magasins de la douane.

Les comestibles, avariés de manière à compromettre la santé publique, seront, après vérification, en présence de l'inspecteur, immédiatement jetés à la mer.

Chapitre XVII. Contrebande et saisies.

284. Seront saisies et conduites en douane toutes marchandises, étrangères ou nationales, surprises en mer par les préposés, au moment, soit de leur embarquement, soit de leur déchargement sur un point quelconque, pour échapper au paiement des droits, ou poursuivies, à terre, après avoir été débarquées. L'inspecteur les fera évaluer par les visiteurs, conformément à la *pauta*, ou par arbitre, s'il y a avarie.

Le procès-verbal énonciatif de toutes les circonstances de la contravention et de la saisie sera inscrit sur un registre spécial.

285. Si l'inspecteur juge qu'il n'y a pas lieu à saisie, la marchandise sera immédiatement remise au propriétaire toutes les fois que la valeur n'excédera pas 100,000 réis.

S'il y a lieu à saisie, le contrevenant sera, avec le procès-verbal, renvoyé devant la juridiction compétente, pour que l'action criminelle ait son cours. Les

archandises seront déposées dans les magasins de la 1836
ouane pendant quinze jours à partir de la date du
ocès-verbal, et, les moyens de justification produits,
nspecteur, après avoir entendu les saisissans, prononra sommairement et sans appel, si la valeur de la
isie n'excède pas 100,000 réis.

286. Si, dans les quinze jours, le prévenu ne comraît pas ou ne fait pas réclamer, par un tiers, les
archandises saisies, la décision de l'inspecteur, au pro- des saisissans, sera également définitive, quelle que
it la valeur desdites marchandises.

287. Si la valeur excède 100,000 réis, l'inspecteur
vra toujours prononcer dans le délai indiqué.

Sa décision, si elle est favorable aux prévenus, ne
ra exécutoire qu'après avoir reçu l'approbation du tré-
r, à Rio-Janeiro, et celle des trésoreries dans les
ovinces.

Les prévenus pourront, dans les quinze jours, apler, devant les mêmes autorités, d'une décision dévorable.

288. Quand la décision définitive sera en faveur
s prévenus, les droits afférens aux marchandises se
rcevront immédiatement. Le droit d'expédition sera
ouble: celui de magasinage courra du jour de la mise
a entrepôt.

Quand la décision sera en faveur des saisissans, les
archandises seront vendues aux enchères, à la porte
e la douane, dans la forme prescrite au chapitre XVI.
e produit de la vente leur sera remis par le caissier
e la douane, après prélèvement des droits, comme au
aragraphe précédent, et de l'amende prescrite par l'arcle 245, si le paiement en a été ordonné.

289. Dans les saisies opérées sur dénonciation, moié de la valeur sera acquise à l'indicateur, et moitié
ux saisissans, par portions égales.

290. Seront publiés, par affiche à la porte de la
ouane et par insertions aux journaux, les noms des
ondamnés pour contravention au présent *règlement*,
vec désignation de la nature de la contravention.

291. Seront immédiatement vendues, dans la forme
prescrite à l'article 288, les marchandises saisies susceptibles de détérioration ou qui exigent des soins. Le
produit liquide de la vente sera versé, à titre de dé-

1836 pôt, au trésor qui en disposera conformément à l'article 281.

292. Sera traitée, comme les marchandises de contrebande, toute embarcation arrêtée ayant à bord des marchandises de l'espèce.

Chapitre XVIII. Entrée et déchargement dans les ports sans douane. Naufrages.

293. Les marchandises étrangères ne pourront être importées et expédiées pour la consommation, dans les ports sans douane, qu'autant qu'elles auront préalablement acquitté le droit de consommation dans une des douanes de l'empire, et qu'elles seront importées sous pavillon national.

294 à 300. *Mêmes dispositions que celles des articles* 182 *à* 188 *du* Règlement de 1833.

301. En cas de naufrage dans un port ayant douane ou sur les côtes voisines de ce port, le *guarda-mor* ou tout autre employé, désigné par l'inspecteur, ira immédiatement dresser l'inventaire des marchandises étrangères de sauvetage provenant d'un port étranger ou d'un port brésilien dans lequel elles n'auront pas acquitté les droits, et on procédera conformément aux dispositions du chapitre XVI.

302. Si le naufrage a eu lieu à une telle distance de la douane que le *guardamor* ne puisse arriver à temps pour assister au sauvetage, l'autorité locale procédera à l'inventaire des marchandises sauvées, et le transmettra immédiatement à l'inspecteur, pour qu'il les fasse conduire en douane, si elles sont dans le cas prévu à l'article précédent.

303. Le propriétaire des marchandises, ou son représentant s'il est sur les lieux, pourra les faire transporter au port de destination ou dans un autre port, sans acquitter aucun droit, mais après avoir payé les frais de sauvetage.

304. En l'absence du propriétaire ou de son représentant, les frais de sauvetage et de transport, avancés par la douane, seront remboursés ou par le propriétaire, ou sur le produit de la vente de partie des marchandises, jusqu'à due concurrence desdits frais et des droits afférens auxdites marchandises.

305. Les marchandises de provenance étrangère, rejetées par la mer sur les plages du Brésil, seront immédiatement transportées à la douane la plus voisine.

ius peine d'être réputées de contrebande, et seront 1836
umises au traitement des marchandises importées.

Si elles doivent appartenir à celui qui les a trou-
es, il acquittera les droits d'importation; si elles ne
i appartiennent pas, elles seront vendues aux enchè-
s, conformément aux prescriptions de l'article 276 et
s articles suivans:

hapitre XIX. Cabotage des marchandises étran-gères.

307. Les produits du sol et de l'industrie nationale,
ux du sol et de l'industrie étrangère, expédiés pour
consommation dans une douane de l'empire, pour-
nt être importés d'un port à un autre port, par bâ-
nens brésiliens.

Sous pavillon étranger, ils seront traités comme
oduits étrangers réimportés dans l'empire, et acquit-
ront les droits de consommation. Le navire importa-
ur sera condamné à l'amende prescrite par l'article
0, s'il n'a pas de manifeste.

Les *effets à usage* des passagers, dont le trans-
rt aura été permis par bâtiment étranger, seront sou-
is à toutes les visites et perceptions établies pour ceux
ii arrivent des ports autres que les ports de l'empire.

309. En cas de guerre étrangère arrêtant ou ren-
nt périlleux le commerce de cabotage, le gouverne-
ent pourra autoriser le transport, par bâtimens étran-
rs, des marchandises étrangères et de celles du pays.

En cas de guerre intérieure, quand les propriétés
e pourront être sauvées par un autre moyen, le même
ode de transport sera permis, non par le gouverne-
ent, mais par les présidents des provinces et par les
utorités locales, sous leur responsabilité personnelle.

Chapitre XX. Dispositions générales.

319. Le gouvernement est autorisé à modifier les
ispositions du présent règlement, quand le bien du
ervice l'exigera, sauf en ce qui concerne les perceptions,
es peines, le nombre et le traitement des employés.

Est rapportée toute législation contraire.

Tableau des marchandises dites d'Estiva.

Acier; ail et oignons; alun; animaux vivans (bre-
bis, chevaux, mulets); artifices; avirons; *assem em barras*; balais (*vassouras*); *beurre*; *bois* (anspects, de

1836 charpente); boissons (*liquidos*) de toute sorte; bouées de bois ou de liége; brai et goudron; briques et tuiles; câbles, cordages et cordes (*amarras, cabos, imbe, cordas*); *cairo* (filament); cantines; carreaux (*azuleios*) de Hollande, ordinaires; charbon (de bois, de terre); chaux; céruse; cirage pour souliers; cire; colle (*cola, grude* (colle forte); conserves; cornes de bétail; coton en laine; couperose; crin de cheval; cuivre (en feuilles, ouvré en ouvrages communs); étain en baguettes; étais de bois; fanons de baleine; fauberts pour embarcations; fer (en barres, ouvré, en ouvrages communs); figues; fromages; futailles (*barricas* en bottes; *barris, pipas*, en bottes, pleines); goudron; grains, menus grains et farines; graisse (*unto*); huile; jattes de bois brut; laine brute; laiton en plaques; laurier (feuilles de); liége (bouchons de); lin brut; *malaguetas*; manteaux,

---

22.

Convention entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Belges, relativement à l'exdradition réciproque des malfaiteurs, signée le 29 Juillet 1836.

(Publication officielle).

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi des Belges, étant convenus de conclure une Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont, à cet effet, muni de Leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le Sieur *Frédéric Ancillon*, Son Ministre d'Etat et du Cabinet, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de première classe et de celui de la croix de fer de seconde classe; Grand'Croix de l'ordre de la Fidélité de Bade, de l'ordre de la couronne de Bavière, de l'ordre de la Légion d'honneur de France, de l'ordre du Lion de la Hesse Electorale, de celui de Louis de la Hesse Grand'Ducale et de celui de Saint-Etienne de Hongrie; Chevalier de l'ordre de St. Alexandre-Newsky, Grand'Croix de l'ordre de Ste. Anne, et de celui de St. [illegible]

s capotes dites *crocas*; *mate* (herbe d'Amérique); mè- 1836
es -, *morroes*; meules de moulin; miniuni; nattes et
illassons; noix; ocre; olives; osier en bottes; *paina*;
aux (*couros*) en poil, tannées, de boeuf, de cheval;
erres à feu, à meules, de taille; platre; plomb de
ute qualité; poils de bouc, de vache; poisson, morue
che, etc.; paix; pommes; poterie (*louça*) en *gigos* ou en
ac; poudre à canon; poulies (*moitoes*); raisins secs;
aine; riz; rotins; salpêtre; saucissons (v. *viande*);
von; sel, en barils ou en vrac; soufre; suif brut ou
uvré en chandelle; tabac (*fumo*) étranger; *ticum*;
rches; verre, bouteilles (*frascos*, en vrac; *garrafas*,
dem; *garrafoes* (dames jeannes); viande, langues,
ucissons (*paios*), autres, de porc, sèche, sálée; voi-
res et roues de voiture; articles inflammables de
ute sorte.

22.

Vertrag zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Majestät dem Könige der Belgier, wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher. Vom 29sten Juli 1836.

(Officielle Bekanntmachung).

Nachdem Se. Majestät der König von Preussen und Se. Majestät der König der Belgier übereingekommen sind, eine Konvention wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher abzuschliessen, haben Allerhöchstdieselben zu diesem Behufe mit Vollmacht versehen und zwar:

Se. Majestät der König von Preussen: Allerhöchst ihren Staats- und Kabinets-Minister Friedrich Antillon, Ritter des rothen Adler-Ordens 1ster Klasse und des eisernen Kreuzes 2ter Klasse, Grosskreuz des Badischen Ordens der Treue, des Baierschen Ordens der Krone, des Französischen Ordens der Ehrenlegion, des Kur-Hessischen Löwen-Ordens, des Grossherzoglich-Hessischen Ludwig-Ordens, und des Ungarischen St. Stephan-Ordens, Ritter des Russischen St. Alexander-Newsky Ordens, Grosskreuz des Russischen St. Annen- und des St. Stanislaus-Ordens, Grosskreuz

1836 nisles de Russie; Grand'Croix de l'ordre du Mérite de Saxe, de l'ordre des Maisons de Saxe de la Branche Ernestine, et de celui des Sts. Maurice et Lazare, de Sardaigne; et Commandeur de l'ordre de l'Etoile-polaire de Suède; et

Sa Majesté le Roi des Belges,

le Sieur *Napoléon Alcindor Beaulieu*, Capitaine de I. classe au corps du Génie, Son Chargé d'affaires à la cour de Prusse, Chevalier de Son ordre de Léopold etc.

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans

Art. 1. Les Gouvernemens Prussien et Belge s'engagent par la présente Convention à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus réfugiés de Prusse en Belgique et de Belgique en Prusse, et mis en accusation ou condamnés par les Tribunaux compétens pour l'un des crimes ci-après énumérés. savoir:

1) assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre, viol;
2) incendie;
3) faux en écriture, y compris la contrefaçon de billets de banque et effets publics;
4) fausse monnaie;
5) faux témoignage;
6) vol, escroquerie, concussion, soustraction par des dépositaires publics;
7) banqueroute frauduleuse.

Art. 2. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays, où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Art. 3. L'extradition ne sera accordée que sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, délivré en original ou en expédition authentique par les Tribunaux compétens dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement, qui demande l'extradition.

des Sächsischen Verdienst-Ordens, des Ordens der Sächsischen Häuser Ernestinischer Linie und des Sardinischen St. Moritz- und Lazarus-Ordens, Kommandeur des Schwedischen Nordstern-Ordens; und 1836

Se. Majestät der König der Belgier: den Kapitain 1ster Klasse im Genie-Corps, Napoleon Alcindor Beaulieu, Allerhöchst Ihren Geschäftsträger am Preussischen Hofe, Ritter des Leopold-Ordens etc.

welche, nach vorheriger Mittheilung ihrer gegenseitigen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind.

Art. 1. Das Preussische und das Belgische Gouvernement verpflichten sich durch gegenwärtige Konvention, sich, mit Ausnahme ihrer Nationalen, die von Preussen nach Belgien und von Belgien nach Preussen flüchtig gewordenen, durch die kompetenten Gerichtshöfe wegen der nachbenannten Verbrechen zur Untersuchung gezogenen oder verurtheilten Individuen gegenseitig auszuliefern, nämlich wegen:

1) Meuchelmord, Giftmischerei, Vatermord, Kindermord, Todtschlag, Nothzucht;
2) Brandstiftung;
3) Schriftverfälschung, mit Inbegriff der Nachmachung von Bankbillets und öffentlichen Papieren;
4) Falschmünzerei;
5) falschen Zeugnisses;
6) Diebstahl, Prellerei, Erpressung, Unterschlagung Seitens öffentlicher Kassen-Beamten;
7) betrüglichen Bankerott.

Art. 2. Wenn das reklamirte Individuum in dem Lande, wohin es sich geflüchtet, bereits wegen eines daselbst begangenen Verbrechens oder Vergehens verfolgt oder gefangen gehalten wird, so kann dessen Auslieferung bis dahin, dass es seine Strafe abgebüsst hat, ausgesetzt werden.

Art. 3. Die Auslieferung wird nur gegen Vorzeigung eines kondemnatorischen oder die Versetzung in den Anklagestand feststellenden Urtheils, bewilligt, welches im Original oder in beglaubigter Abschrift durch die kompetenten Gerichtshöfe, in den durch die Gesetzgebung des die Auslieferung begehrenden Gouvernements vorgeschriebenen Formen auszufertigen ist.

1836 Art. 4. L'étranger pourra être arrêté provisoi
ment dans les deux pays pour l'un des faits mention
à l'Art. 1er sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt
cerné par l'autorité compétente et expédié dans les f
mes prescrites par les lois du Gouvernement réclam
Cette arrestation aura lieu dans les formes et s
vant les règles prescrites par la législation du Gouv
nement auquel elle est demandée.

L'étranger arrêté provisoirement sera mis en
berté, s'il ne reçoit notification d'un arrêt de mise
accusation ou de condamnation dans le terme pres
par les lois du Gouvernement auquel son extradit
est demandée.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si,
puis les faits imputés, les poursuites ou la condam
tion, — la prescription de l'action ou de la peine
acquise d'après les lois du pays, dans lequel l'étran
se trouve.

Art. 6. Les frais, auxquels auront donné l
l'arrestation, la détention et le transport à la fronti
des individus, dont l'extradition aura été accordée,
ront remboursés de part et d'autre d'après les ré
mens légaux et les tarifs existans dans les deux pa

Art. 7. Les dispositions de la présente Conv
tion ne pourront pas être appliquées à des indivi
qui se seront rendus coupables d'un délit politi
quelconque.

Dans le cas où l'un des crimes énumérés dans l'
1^ier^ se trouverait mêlé à un délit politique, l'extr
tion ne pourra avoir lieu qu'après que des dispositi
particulières et conformes à la législation des d
pays, auront été prises par les Gouvernemens contract

Art. 8. La présente Convention ne sera exécut
que dix jours après sa publication dans les formes p
scrites par les lois des deux pays.

Art. 9. La présente Convention continuera à être
vigueur jusqu'à l'expiration de six mois après déclarat
contraire de la part de l'un des deux Gouvernem
Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront éch

Art. 4. Wegen der im Art. 1. bezeichneten Hand- 1836
lungen kann der Fremde in beiden Ländern vorläufig gegen Vorzeigung eines Arrestbefehls, welchen die kompetente Behörde des reklamirenden Gouvernements in den durch dessen Gesetze vorgeschriebenen Formen erlassen hat, verhaftet werden. Diese Verhaftung wird nach den durch die Gesetzgebung des requirirten Gouvernements bestimmten Formen und Vorschriften erfolgen.

Der vorläufig verhaftete Fremde wird in Freiheit gesetzt, wenn ihm nicht binnen der von den Gesetzen des requirirten Gouvernements bestimmten Frist, das die Versetzung in den Anklagestand feststellende oder das kondemnatorische Urtheil bekannt gemacht wird.

Art. 5. Die Auslieferung kann nicht Statt finden, wenn seit den angeschuldigten Thatsachen, seit dem Prozessverfahren oder der Verurtheilung, die Klage oder die Strafe nach den Gesetzen des Landes, worin der Fremde sich befindet, verjährt ist.

Art. 6. Die durch die Arretirung und Haft der auszuliefernden Individuen, so wie die durch den Transport derselben bis zur Grenze, erwachsenden Kosten werden gegenseitig nach den in beiden Ländern bestehenden gesetzlichen Verordnungen und Tarifen erstattet.

Art. 7. Die Bestimmungen der gegenwärtigen Konvention können nicht auf Individuen Anwendung finden, die sich irgend ein politisches Verbrechen haben zu Schulden kommen lassen.

Sollte es sich finden, dass eins der im Art. 1. erwähnten Verbrechen mit einem politischen Vergehen verbunden ist, so kann die Auslieferung nicht eher erfolgen, als bis Seitens der contrahirenden Gouvernements besondere, der Gesetzgebung beider Länder angemessene, Bestimmungen getroffen worden sind.

Art. 8. Die gegenwärtige Konvention wird erst zehn Tage nach ihrer in Gemässheit der durch die Gesetzgebung beider Länder vorgeschriebenen Formen erfolgten Publikation zur Ausführung gebracht.

Art. 9. Die gegenwärtige Konvention bleibt auch nach erfolgter Aufkündigung derselben von einem der beiden contrahirenden Gouvernements noch sechs Monate lang in Kraft.

Sie wird ratifizirt und die Ratifikationen werden

1836 gées dans le délai de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le 29. Juillet 1836.

ARCILLON. (L. S.)

BEAULIEU. (L. S.)

Déclaration.

Les hautes Parties contractantes ayant jugé à propos d'échanger des Déclarations spéciales au sujet de quelques dispositions qui n'ont pas été insérées dans la Convention, mais qui seront considérées comme ayant la même force qu'elles auraient, si elles en faisaient partie intégrante: les Soussignés sont convenus des points suivans:

1) Le Criminel, qui n'est sujet ni de l'un ni de l'autre des Etats contractans, ne sera restitué à celui des deux, où il est mis en accusation, que dans le cas que l'Etat, auquel le dit criminel appartient, ne le réclame lui-même, après que l'avis de son arrestation lui a été donné par l'Etat auquel elle est demandée.

Pour obvier à toute incertitude, que pourrait faire naître la signification de l'expression: „*nationaux*" dans l'art. 1. de la Convention, on déclare, que tout individu est excepté de l'extradition, qui, avant de s'être rendu dans l'Etat qu'il a quitté en dernier lieu, a été sujet de l'Etat, où il s'est retiré lors de sa fuite; et dont les rapports antérieurs n'ont pas été dissous selon les lois de cet Etat.

2) Bien que l'art. 1. dans l'énumération des crimes qui donneront lieu à l'extradition, ne fasse pas mention de „*la fabrication de papier-monnaie*", les individus coupables de ce crime n'en seront pas moins restitués réciproquement, attendu que la fabrication de papier-monnaie étant d'après les lois Prussiennes un crime de *fausse monnaie*, et d'après les lois Belges

innen sechs Wochen oder wo möglich früher, aus- 1836
wechselt werden.

Dess zu Urkund haben die respectiven Bevollmäch-
gten solche unterschrieben und derselben ihre Wap-
n beigedruckt.

Geschehen zu Berlin, den 29sten Juli 1836.

ANCILLON. (L. S.) BEAULIEU. (L. S.)

Declaration.

Da die hohen kontrahirenden Theile für angemes-
n erachtet haben, Spezial-Deklarationen in Betreff
niger Bestimmungen auszuwechseln, welche in die
onvention nicht aufgenommen worden sind, die aber
eselbe Wirkung haben sollen, als wenn sie einen in-
grirenden Bestandtheil derselben ausmachten, so sind
e Unterzeichneten über folgende Punkte übereinge-
mmen:

1) Derjenige Verbrecher, welcher keines der bei-
n kontrahirenden Staaten Unterthan ist, soll demje-
gen derselben, wo er in Anklagestand versetzt wor-
n, nur in dem Falle ausgeliefert werden, wenn der
aat, welchem dieser Verbrecher angehört, ihn nicht
lbst reklamirt, nachdem ihm von dessen erfolgter
erhaftung, durch den Staat, von welchem die Auslie-
rung begehrt wird, Kenntniss gegeben worden ist.

Um jeder Ungewissheit vorzubeugen, zu welcher
e Bedeutung des im Artikel 1. der Konvention ge-
rauchten Ausdrucks: Nationalen Anlass geben könnte,
ird erklärt, dass von der Auslieferung jedes Indivi-
uum ausgenommen ist, welches, bevor es sich in den
taat, den es zuletzt verlassen, begeben hat, ein Un-
rthan desjenigen Staats gewesen ist, wohin es auf sei-
er Flucht gekommen ist, und dessen frühere Verhält-
sse nicht nach den Gesetzen dieses Staates aufgelöst
orden sind.

2) Obgleich in dem Art. 1. unter denjenigen Ver-
rechen, welche die Auslieferung nach sich ziehen soll-
n, nicht der Nachmachung des Papiergeldes
rwähnung geschieht, so sollen dennoch die dieses Ver-
rechen schuldigen Individuen gegenseitig ausgeliefert
erden, indem, da die Nachmachung des Papier-Geldes
ach Preussischen Gesetzen ein Verbrechen der Falsch-

1836 un crime *de faux en effets publics*, rentre respect ment dans les dispositions des No. 3 et 4 du dit art

3) Si un individu réclamé à contracté envers particuliers des obligations, que son extradition l' pêche de remplir, il sera néanmoins restitué, et il stera libre à la partie lésée de poursuivre ses dr par devant l'autorité compétente.

4) Les expressions „d'après les réglemens lég et les tarifs existans dans les deux pays" emplo dans l'Art. 6., s'entendront dans ce sens que, pou remboursement des frais auxquels l'extradition aura do lieu, on appliquera les réglemens et les tarifs en gueur dans le pays, où le criminel s'était réfugié.

En foi de quoi les Plénipotentiaires de Sa Maj le Roi de Prusse et de Sa Majesté le Roi des Be ont signé la présente Déclaration et y ont apposé sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le 29. Juillet 1836.

ANCILLON. (L. S.) BEAULIEU. (L. S.)

L'échange des ratifications respectives de cette C

23.

Instruction du Gouverneur-génér britannique des Indes oriental (Lord Auckland) transmise à Sir Al xander Burnes pour une mission l'Indus. En date du 5 Septemb 1836.

(Gazette de Bombay. Morning chronicle).

(Extract.) Fort William, 5. September 18

I am directed to inform you, that the Right H the Governor-General of India in Council has b pleased to select you to conduct a commercial miss

münzerei, und nach Belgischen Gesetzen ein Ver- 1836
rechen der Verfälschung öffentlicher Effek-
en ist, selbige unter die Bestimmungen Nr. 3 und 4.
es besagten Artikels begriffen wird.

3) Wenn ein reklamirtes Individuum Verbindlich-
eiten gegen Privatpersonen eingegangen ist, an deren
rfüllung es durch seine Auslieferung verhindert wird,
o soll dasselbe dennoch ausgeliefert werden und bleibt
em dadurch beeinträchtigten Theile überlassen, seine
echte vor der kompetenten Behörde geltend zu machen.

4) Die im Art. 6. gebrauchten Ausdrücke „nach
en in beiden Ländern bestehenden gesetzlichen Ver-
rdnungen und Tarifen" sind so zu verstehen, dass bei
em Ersatze der Kosten, welche die Auslieferung ver-
nlasst hat, diejenigen Verordnungen und Tarife zum
runde gelegt werden sollen, welche in dem Lande
estehen, wohin der Verbrecher geflüchtet war.

Dess zu Urkund haben die Bevollmächtigten Sr.
Majestät des Königs von Preussen und Sr. Majestät des
Königs der Belgier die gegenwärtige Deklaration unter-
zeichnet und ihre Wappen beigedruckt.

Geschehen zu Berlin, den 29sten Juli 1836.

ANCILLON. BEAULIEU.
(L. S.) (L. S.)

vention et Déclaration a eu lieu à Berlin le 27 Août 1836.

---

to the countries bordering on the Indus, with a view to complete the re-opening of the navigation of that river, on the basis of the Treaties lately concluded with the powers possessing territory on its banks.

You will first proceed to the Court of the Ameers of Sinde; to the chief of whom, a letter of credentials is enclosed, with a copy for your information. While you remain within the limits of Sinde, you will act in communication with Colonel Pottinger, and in subordination to him; and that officer will accompany you to Hyderabad, should he consider that his doing so will further the success of the objects which the Supreme Government has in view.

The measures which require the earliest attention, are, the continuance of the surveys of the mouths of the river, and the laying down of the buoys, and the

1836 erection of rough land-marks as a guide to the naviga tion of that mouth which may be selected as offerin the greatest facilities to trade in the present state o the river. It may possibly be necessary to have fre quent, and even annual, surveys of the entrances o the river, and declarations at the principal ports o the Bombay Presidency, of the passage which may, i each season, be most conveniently adopted. Your firs care, therefore, after your arrival at Hyderabad, wil be to obtain permission for the adoption of these mea sures; and when this object has been attained, th Bombay Government should be immediately informe of it, through Colonel Pottinger, in order that no tim may be lost in taking the necessary steps.

The next point will be, to secure the actual exe cution of the Treaty as regards the communication be tween the river and the sea. The Treaty provides, tha a fixed toll shall be levied at the mouth of the river in lieu of all demands, as long as merchandize doe not quit the river line; and that a native agent shal be stationed at a convenient place, on the part of th British Government, to see that no extra exactions are made. The excessive duties now levied preclude all hope of the revival of trade until these arrangement are carried into effect.

It appears to his Lordship in Council to be desi rable, that you should settle with Colonel Pottinger before you leave Bhooj, at what point the native agent may, for the present, be most conveniently established; and you can then take him with you to Hyderabad; introduce him to the Ameers; and, lastly, send him to his destination at the mouth of the river, after procu ring the necessary orders to the local officers, prohi biting them from levying any other duties, except those which are allowed by Treaty, either from river or sea vessels; and directing them to communicate with the native agent on every controverted point. The com pletion of this arrangement should be immediately in timated to the Bombay Government, in order that pu blic notice of it may be given at Bombay, and the other ports of the Bombay Presidency. The place of resi dence of the native agent may be subsequently chan ged, as experience may dictate.

You are aware that the navigation between the

sea and Tatta has in all ages been attended with great 1836
difficulties, and that, at times, the obstructions have been so great as to have led to the partial or entire abandonment of this portion of the water route. It will, therefore, be necessary to be prepared for the possible case of the land route being, to the above extent, alone available for the conveyance of merchandize; and the present seems to be a favourable opportunity for obtaining the removal of every unnecessary obstacle from it. You will accordingly represent to the Ameers the present excessive amount of the transit duties between the sea and Tatta, and those which, against the spirit of the Treaty, are exactions on the water-carriage from Vikhur up the Buggaur; and you will endeavour to obtain their reduction to such moderate rates as will admit of the free passage of the trade. The most equitable and convenient plan, perhaps, would be, that the same toll should be levied, and at the same place, whether the goods are conveyed by land, or water, during this part of their route; but it is not intended that this arrangement should interfere with the established duties on opium, which are understood to be very profitable. His Lordship in Council believes that the Ameers will not be insensible, at the present period, of the advantages of a close understanding with the British Government; and they must be aware that, although a strict observance of the existing Treaties is all that will be required of them, yet a complete and cordial union between the two Governments can only be the effect of a hearty concurrence in the object for which alone these Treaties were entered into, which was the real and substantial encouragement of commercial enterprise.

In order to give full effect to the plan for re-opening the navigation of the Indus, it is necessary that some places of entrepôt and general resort, secure from all oppression and vexatious exactions, to the establishment of which general publicity may be given, and in the safety of which general confidence may be felt, should be fixed upon. Perhaps Tatta, towards the mouth of the river, and Mitthun-Kote, towards the junction of its upper streams, may be pointed out as most convenient for this purpose; but on this point a determination can best be formed *by officers on* the spot. You

1836 have also suggested as a means conducive to success, not unlikely to have weight in these countries, that a proclamation of a fair, and of a meeting of merchants from all countries, from Bombay to Bokhara, from Tabreez to Calcutta, at an appointed time, at some place upon the banks of the Indus, might be effectually attempted. His Lordship in Council is disposed to trust more to time, to the continuance of peace, and to the gradual growth of confidence, than to measures of the kind last mentioned; but, as a secondary means of success, they ought not to be neglected.

It would be a great point gained, if the Ameers could be persuaded to reestablish Tatta on its former footing of a commercial entrepôt; and arguments will not be wanting to show how much their interests and reputation would be benefited by such a measure. The proclamation of an annual fair, at the proper season, at that place, with low duties, and the presence of a British officer to settle disputes, might also assist in attracting merchants from Bombay on one side, and the different countries in the interior on the other; but in suggesting this, or other similar measures, you will be guided by your own local knowledge, and by the advice of Colonel Pottinger, with whom it is expected that you will freely communicate, before leaving Bhooj, on all the different points on which you will have to negotiate.

The attention of Government has lately been called, by a report from Mohun Lal, on the Muzaree Tribe, who, as you are aware, occupy a tract about 60 miles in length above Shikarpore, and whose lawless habits are likely, if not effectually checked, to cause great annoyance to the trade in that part of the route. The country of the Muzarees is nominally dependent on Sinde, and was taken into the calculation of their portion of the toll; but the Tribe is said to set the authority of the Ameers at defiance. It is, however, by the Ameers that we must in the first instance require them to be restrained; and it is to be hoped, that when the Sinde Government is known to be acting by our desire, and in furtherance of an object to which we attach much importance, its efforts to secure respect for the trade passing along the river, *may still* prove successful. One object, therefore, of

our visit to Hyderabad must be, to induce the Ameers 1826
adopt some effectual measures to prevent the Muza-
es from in any way molesting the boats passing up
down the river. The Ameers themselves must de-
rmine what those measures shall be; but you will be
liberty to offer them any advice you think proper.

After leaving Hyderabad, you will proceed by the
ver to Khyrpoor; but, in the existing state of the
olitical relations between the Chief of Khyrpoor and
e Hyderabad Ameers, there does not appear to be
y sufficient reason for entering into separate nego-
iations with him. You will, however, renew your
iendly intercourse with him; explain to him the ob-
et of your mission; and engage his co-operation in
y points in which it may be required.

From Khyrpoor you will proceed, as before, to
litthun-Kote, where you will be met by Captain
Vade, and Lieutenant Mackeson; and Maharajah Run-
et Sing will also be invited to have an agent present.
ou will then discuss, with the above-mentioned Bri-
sh offfcers, the question of the most convenient place
r the establishment of a mart, or entrepôt, with re-
rence to all the branches of trade proceeding down
r across the Indus, and the means best suited for the
stablishment of an annual fair; and you will submit
joint report on these points to the Supreme Govern-
ent. You will, however, particularly observe, that
ny negociations which may be necessary with Maha-
ajah Runjeet Sing, in furtherance of the plan, for the
ecurity of the merchants, for the imposition of mode-
ate duties, perhaps for the residence of a British of-
icer at the town selected for the entrepôt, will be con-
ucted under the instructions which may be furnished
o Captain Wade. You are not to consider yourself
s vested with any authority as a political officer out
f the limitis of Sinde.

It will be necessary for you to keep Captain Wade,
nd Lieutenant Mackeson, well informed regarding your
novements, in order that they may meet you at the
proper time at Mitthun-Kote.

You are aware that the arrangements which have
been settled by Treaty, for re-opening the navigation
of the Indus, do not extend, as regards the main
stream of that river, higher than Mitthun-Kote. Ma-

1836 harajah Runjeet Sing's permission will therefore be requested for your passage up the Indus to Attock; whence you will proceed to Peshawur ad Cabool.

On proceeding to Peshawur and Cabool, you will make inquiry into the present state of the commerce of those countries; inform the merchants of that quarter, of the measures concerted, and officers employed, for the purpose of affording security on the Indus; encourage them, by all means in your power to conduct their trade by the new route, and invite them, when that plan shall be sufficiently matured, to resort to the contemplated entrepôt and fair. You will hereafter be furnished with a letter to Dost Mahomed Khan, stating generally the objects for which you are deputed, and soliciting for you friendly protection.

From Cabool you will proceed to Candahar, where you will make the same inquiries, and invite the same co-operation in the plans in progress for the revival of trade. A flourishing commerce is supposed to have been formerly carried on between the Indus and Candahar, by several mountain routes, which are now shut; and it is requested that you will make inquiry regarding these routes, and the practicability of re-opening them, both while you are on your way up the Indus, and while you are on your road from Cabool and Candahar. The direct route from Candahar to the Sea, by Kelat and Sonmeanee, will also engage your attention.

You will return from Candahar to Hyderabad, by way of the Bolan pass, and Shikarpore.

Your salary has been fixed at 1,500 rupees per mensem; besides which, you are authorized to charge all the expenses which it may be necessary to incur on account of the Mission. It will, perhaps, be desirable, that you should immediately procure from Bombay such articles as will be required to be given in presents to the different Chiefs on your route. They ought not to be of a costly nature; but should be chosen particularly with a view to exhibit the superiority of British manufactures.

It is requested that you will have a strict regard to economy in all your arrangements, which you will easily be able to do, as parade would be unsuitable to the character of a commercial mission.

In conclusion, I am directed to state, that his 1836
ordship the Right Honourable the Governor-General
i Council confidently relies on your already well-
nown industry and intelligence.

The Secretary to the Governor-General of India
i council.

W. H. MACNAGHTEN.

24.

Convention générale de Paix, d'Amitié, de commerce et de Navigation, conclue entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la Confédération Pérou-Bolivienne, et signée à Lima le 13 *Novembre* 1836.

Acts and Resolutions passed at the third Session of he 25 Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. p. 14).

The United States of America and the Peru-Bolivian Confederation, desiring to make firm and permanent the peace and friendship which happily subsist between them, have resolved to fix, in a clear, distinct and positive manner, the rules which shall in future be religously observed between the one and the other, by means of a Treaty or general convention of peace, friendship, commerce and navigation.

For this desirable purpose, the President of the United States of America has conferred full powers on Samuel Larned, Chargé d'Affaires of the said States near the government of Peru; and

the Supreme Protector of the north and south Peruvian States, President of the Republic of Bolivia, encharged with the direction of the foreign relations of the Peru-Bolivian Confederation, has conferred like powers on John Garcia del Rio Minister of State in the Department of Finance of the North-Peruvian State;

who, after having exhibited to each other their respective full powers, found to be in due and proper form,

1836 and exchanged certified copies thereof, have agreed the following articles, to wit:

Art. 1. There shall be a perfect and inviolab peace and sincere friendship between the United Stat of America and the Peru-Bolivian Confederation, in t the extent of their respective territories and possessior and between their people and citizens respectively, w thout distinction of persons or places.

Art. 2. The United States of America and tl Peru-Bolivian Confederation, desiring to live in pea and harmony as well with each other as with all tl nations of the earth, by means of a policy frank ar equally friendly with all, engage mutually, not to co cede any particular favor to other nations, in respe of commerce and navigation, which shall not immedi tely become common to the other party to this Treat who shall enjoy the same freely, if the concession w freely made, or on allowing the same compensation, the concession was conditional.

Art. 3. The two high contracting parties beir likewise desirous of placing, the commerce and navig tion of their respective countries on the liberal bas of perfect equality with the most favored nation, mutu ally agree, that the citizens of each may frequent wit their vessels, all the coasts and countries of the othe and may reside and trade there in all kinds of pro duce, manufactures and merchandise, not prohibite to all; and shall pay no other or higher duties, cha ges or fees whatsoever, either on their vessels or ca goes, than the citizens or subjects of the most favore nation are or shall be obliged to pay on their vessel or cargoes; and they shall enjoy respectively all th rights, privileges and exemptions in navigation an commerce, which the citizens or subjects of the mos favored nation do or shall enjoy; they submitting them selves to the laws, decrees and usages, there established to which such citizens or subjects are of right subjected

But it is understood that the stipulations contained in this article, do not include the coasting trade o either of the two countries; the regulation of this trad being reserved by the parties respectively according t their own separate laws.

Art. 4. It is likewise agreed, that it shall b *wholly* free for all merchants, commanders of ship

and other citizens of both countries, to manage themselves 1836
their own business in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandise, as to the purchase of their returns, unloading, loading and ordering off their vessels. The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor to be detained with their vessels cargoes, merchandise or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without being allowed therefor a sufficient indemnification. Neither shall they be called upon for any forced loan or occasional contributions; nor be subject to military service on land or sea.

Art. 5. Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge, shelter or relief in the rivers, bays, ports and dominions of the other, with their vessels, whether of war (public or private), of trade, or employed in the fisheries, through stress of weather, want of water or provisions, pursuit of pirates or ennemies, they shall be received and treated with humanity; and all favor and protection shall be given to them, in the repairing of their vessels, procuring of supplies and placing of themselves in a condition to pursue their voyage, without obstacle or hinderance.

Art. 6. All ships, merchandise and effects belonging to citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates whether on the high seas or within the limits of its jurisdiction, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving, in due and proper form, their rights before the competent tribunals; it being understood that the claim should be made within the term of two years, by the parties themselves, their attorneys or the agents of the respective governments.

Art. 7. Whenever any vessel belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked, founder or suffer domage, on the coasts or within the dominions of the other, all assistance and protection shall be given to the said vessel, her crew and the merchandise on board, in the same manner as is usual and customary *with vessels* of the nation

1836 where the accident happens in like cases; and it sl be permitted to her, if necessary, to unload the m chandise and effects on board with the proper prec tions to prevent their illicit introduction, without ex ting in this case any duty, impost or contribution wl ever, provided the same be exported.

Art. 8. The citizens of each of the contract parties shall have power to dispose of their perso effects, within the jurisdiction of the other, by s donation, testament, or other wise; and their repres tatives, being citizens of the other party, shall succ to their said personal effects, whether by testament *ab intestato*, and may take possession thereof, eit themselves, or by others acting for them, and disp of the same at their will, paying such dues only as inhabitans of the country wherein said effects are, sl be subject to pay in like cases. And if in the case real estate the said heirs should be prevented from tering of the possession of the inheritance on acco of their character as aliens, there shall be granted them the term of three years in which to dispose the same as they may think proper, and to withdr the proceeds, which they may do without obstacle, exempt from all charges, save those which are impo by the laws of the country.

Art. 9. Both the contracting parties solemnly p mise and engage to give their special protection to persons and property of the citizens of each other, all classes and occupations, who may be in the te tories subject to the jurisdiction of the one or the oth transient or dwelling therein, leaving open and free them the tribunals of justice, for their judicial recou on the same terms as are usual and customary w the natives or citizens of the country, in which tl may be; for which purpose they may employ, in fence of their rights, such advocates, solicitors, no ries, agents and factors, as they may judge proper, all their trials at law; and such citizens or agents sl have free opportunity to be present at the decisi and sentences of the tribunals, in all cases that m concern them; and likewise at the taking of all e dence and examinations that may be exhibited in said trials.

And to render more explicit and make more

fectual the solemn promise and engagement herein be- 1836
fore mentioned, under circumstances to which one of the parties thereto has heretofore been exposed, it is hereby further stipulated and declared, that all the rights and privileges, which are now enjoyed by, or may hereafter be conferred on, the citizens of one of the contracting parties, by or in virtue of the constitution and the laws of the other, respectively shall be deemed and held to belong to, and adhere in them, until such rights and privileges shall have been abrogated or withdrawn by an authority constitutionally or lawfully competent thereto.

Art. 10. It is likewise agreed, that perfect and entire liberty of conscience shall be enjoyed by the citizens of both the contracting parties, in the countries subject to the jurisdiction of the one and the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country.

Moreover the bodies of the citizens of one of the contracting parties, who may die in the territories of the other, shall be buried in the usual burying-grounds, or in other decent and suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

Art. 11. It shall be lawfull for the citizens of the United States of America and of the Peru-Bolivian confederation, to sail with their ships, with all manner of liberty and security; no distinction being to be made who are the proprietors of the merchandise laden therein, from any port or places whatever to the ports and places of those who are now or hereafter shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawfull for the citizens aforesaid to sail with the ships and merchandize before mentioned, and to trade with the same liberty and security, from the places, ports and havens of those who are enemies of both or of either party, without any opposition or disturbance whatsoever; not only directly from the places of the enemy before mentioned to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power or under that of several: And it is hereby stipulated, that free ships shall give freedom to goods; and that

1836 every thing shall be deemed to be free and exempt, which shall be found on board of the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties, although the whole lading or any part thereof should appertain to the enemies of either; goods contraband of war being always excepted.

It is also agreed in like manner, that the same liberty shall be extended to persons who are on board of a free ship, with this effect, that, although they be enemies to both ot either of the parties, they shall not be taken out of that free ship, unless they are officers or soldiers and in the actual service of the enemy. — Provided however, and it is hereby further agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognise this principle; but if either of the contracting parties shall be at war with a third, and the other be neutral, the flag of the neutral shall cover the property of those enemies whose Governments acknowledge this principle, and not that of others.

Art. 12. It is likewise agreed, that in cases where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, in virtue of the above stipulation, it shall always be understood, that the neutral property found on board of such enemy's vessel, shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board of such vessels, before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of such declaration. But the contracting parties agree, that six months having elapsed after the declaration of war, their citizens shall not be allowed to plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property on board, in this case the goods and merchandise of the neutral, embarked in such enemy's ship, shall be free.

Art. 13. This liberty of commerce and navigation shall extend to all kinds of merchandise, excepting only those, which are distinguished by the name contraband or prohibited goods, under which name shall be comprehended:

1st. cannons, mortars, howitzers, swivels, blun-

derbusses, muskets, fusees, rifles, carbines, pistols, pi- 1836
kes, swords, sabres, lancets, spears, halberds, grenades and bombes, powder, matsches, balls and all other things belonging to the use of these arms;

2dly. bucklers, helmets, breastplates, coats of mat, infantry belts, and clothes made up in a military form and for a military use;

3dly. cavalry belts, and horses with their furniture;

4thly and generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass, and copper, or of any other materials manufactured, prepared and formed expressly for the purposes of war, either by sea or land.

Art. 14. All other merchandise and things not comprehended in the articles of contraband, explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce; so that they may be carried and transported in the freest manner by both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places, which are at that time besieged or blockaded; and to avoid all doubt in this particular, it is declared, that those places only are besieged or blockaded, which were actually attacked by a force capable of preventing the entry of the neutral.

Art. 15. The articles of contraband of those before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation; but the rest of the cargo and the ship shall be left free, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the contracting parties shall be detained on the high seas, on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain or supercargo of said vessel will deliver up the articles of contraband to the captor, unless indeed the quantity of such articles be so great, and of so large a bulk, that they cannot be received on board of the capturing vessel without great inconveniance; but in this and all other cases of just detention the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port, for trial and judgment according to law.

Art. 16. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or place belonging to an enemy, without knowing that the same is besieged, blockaded or inve-

1836 sted, it is agreed, that every vessel so circumstanced may be turned away from such port or place, but shall not be detained; nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after being warned of such blockade or investment, by the commanding officer of a vessel forming part of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place the master or supercargo shall think proper. Nor shall any vessel of either party, that may have entered into such port or place, before the same was actually besieged, blockaded or invested by the other, be restrained from quitting it, vith her cargo; nor, if found therein before or after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to seizure, confiscation or any demand on the score of redemption or restitution; but the owners thereof shall be allowed or remain in the indisturbed possession of their property. And if any vessel, having thus entered the port before the blockade took place, shall take on board a cargo, after the blockade be established, and attempt to depart, she shall be subject to being warned by the blockading forces to return to the port blockaded, and discharge the said cargo and if, after receiving said warning, the vessel shall persist in going out with the cargo, she shall be liable to the same consequences to which a vessel attempting to enter a blockaded port, after being warned of it by the blockade forces would be liable.

Art. 17. To prevent all kinds of disorder and irregularity in the visiting and examining of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed mutually, that whenever a vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain at the greatest distance compatible with the possibility and safety of making the visit, under the circumstances of wind and sea, and the degree of suspicion attending the vessel to be visited, and shall send one of her small boats, with no more men than those necessary to man it, for the purpose of executing the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence or ill-treatment; in respect of which the commanders of said armed vessels shall be respon-

sible with their persons and property; for which pur- 1836
pose the commanders of said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the injuries and damages they may commit. And it is expressly agreed, that the neutral party shall in no case be required to go on board of the examining vessel, for the purpose of exhibiting the ship's papers, nor for any other purpose whatever.

Art. 18. To avoid all vexation and abuses in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the contracting parties, they have agreed and do agree, that, in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels of the other must be furnished with sea-letters or passports expressing the name, property and burden of the ship, as also the name and place of residence of the master or commander thereof, in order that it may thereby appear that the said ship really and truly belongs to the citizens of one of the parties. They have likewise agreed, that such ships being laden, besides the said sea-letters or passports, shall be provided with certificates, containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed; so that it may be known whether any contraband or prohibited goods are on board of the same: which certificates shall be made out by the officers of the place, whence the ship sailed, in the accustomed form, without which requisites the said vessel may be detained to be adjudged by the competent tribunals, and may be declared legal prize unless the said defect shall be proved to be owing to accident, or be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent in the opinion of said tribunals; to which ends there shall be allowed a sufficient term of time for its procurement.

Art. 19. And it is further agreed, that the stipulations above expressed, relative to the visiting and examining of vessels shall apply to those only, which sail without convoy; and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries, and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

1836 Art. 20. It is moreover agreed, that, in all cas
the established courts for prize causes, in the countr
to which the prize may be conducted, shall alone tak
cognizance of them. And whenever such tribunal
court of either party shall pronounce judgment again
any vessel, goods or property, claimed by citizens
the other party, the sentence or decree shall menti
the reasons or motives in which the same shall ha
been founded; and an authenticated copy of the se
tence or decree, and of all the proceedings in the ca
shall, if demanded, be delivered to the commander
agent of said vessel or property without any excuse
delay, he paying the legal fees for the same.

Art. 21. Whenever one of the contracting par
shall be engaged in war with another State, no c
zen of the other contracting party shall accept a co
mission or letter of marque, for the purpose of assist
or co-operating hostilely with the said enemy aga
the said party so at war, under pain of being tre
as a pirate.

Art. 22. If, at any time, a rupture should
place between the two contracting nations, and (w
God forbid) they should become engaged in war w
each other, they have agreed, and do agree now for th
that the merchants, traders and other citizens of all oc
pations, of each of the two parties, residing in the ci
ports and dominions of the other, shall have the privi
of remaining and continuing their trade and business th
in, and shall be respected and maintained in the full an
disturbed enjoyment of their personal liberty and prop
so long as they behave peacably and properly, and
mit no offence against the laws. And in case
conduct should render them supected of malprac
and having thus forfeited this privilege, the respe
Governments should think proper to order them to
part, the term of twelve months, from the publica
or information of this order therefor, shall be allo
them, in which to arrange and settle their affairs,
remove with their families, effects and property;
which end the necessary safe conduct shall be
to them, and which shall serve as a sufficient protec
until they arrive at the designated port and there
bark. But this favor shall not be extended to t
who shall act contrary to the established laws.

nevertheless to be understood that the persons so su- 1836
spected may be ordered by the respective governments, to remove forth with into the interior, to such places as they shall think fit to designate.

Art. 23. Neither the debts due from individuals of the one nation to the individuals of the other, nor shares, nor money, which they may have in public funds, nor in public or private banks, shall ever, in any event of war or national difference, be sequestered or confiscated.

Art. 24. Both the contracting parties being desirous of avoiding all inequallity in relation to their public communications and official intercourse they have agreed, and do agree, to grant to their envoys, ministers and other public agents, the same favors, immunities and exemptions, as those of the most favored nation do or shall enjoy; it being understood, that whatever favors, immunities or privileges the United States of America or the Peru-Bolivian confederation may find proper to grant to the envoys, ministers and public agents of any other power, shall by the same act be granted and extended to those of the contracting parties respectively.

Art. 25. To make more effectual the protection which the United States of America and the Peru-Bolivian Confederation shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to receive and admit Consuls, and Vice-Consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy, within their respective consular districts, all the rights, prerogatives and immunities of the consuls and Vice-Consuls of the most favored nation; each contracting party however remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such functionaries may not seem convenient.

Art. 26. In order that the Consuls and Vice-Consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives and immunities, which belong to them by their public character, they shall, before entering on the exercises of their functions, exhibit their commission or patent in due form to the government to which they are accredited; and having received their *exequatur*, they shall be held and considered as such Consuls or Vice-Consuls by all the authorities, magistrates

1836 and inhabitans in the consular district in which th reside.

Art. 27. It is likewise agreed, that the Consu Vice-Consuls, their secretaries, officers and perso attached to their service (they not being citizens of t country in which the Consul or Vice-Consul reside shall be exempt from all public service and also fr all kinds of taxes, imposts and contributions, exce those which they shall be obliged to pay on accou of commerce or their property, and from which t citizens of their respective country, resident in the oth are not exempt, in virtue of the stipulations contain in this Treaty; they being in every thing besides su ject to the laws of the respective States. The archiv and papers of the consulates shall be respected inv lably, and under no pretext whatever shall any ma strate or other person seize, or in any way interf with them.

Art. 28. The said Consuls and Vice-Consuls sh have power to require the assistance of the authori of the country for the arrest, detention and custo of deserters from the public and private vessels o their country, and for this purpose they shall addr themselves to the courts, judges or officers competen and shall demand the said deserters in writing, prov by a exhibition of the ship's roll or other public docum that the men so demanded are part of the crew of vessel from which it is alleged they have deserted; on this demand so proved (saving however, where contrary is more conclusively proved) the delivery s not be refused. Such deserters, when arrested, s be put at the disposal of the said Consuls or V Consuls, and may be put in the public prisons, at request and expence of those who reclaim them to sent to the ships to which they belong or to others the same nation; but if they should not be so sent thin two months, to be counted from the day of th arrest, they shall be set at liberty, and shall be more arrested for the same cause.

Art. 29. For the purpose of more effectually p tecting their commerce and navigation, the two c tracting parties do hereby agree to form, as soon reafter as may mutually convenient, consular conv tion, which shall declare specially the powers and

munities of the Consuls and Vice-Consuls of the re- 1836
spective parties.

Art. 30. The United States of America and the Peru-Bolivian Confederation, desiring to make as durable as circumstances will permit, the relations which have been established between the two parties in virtue of the Treaty or general convention of peace, friendship, commerce and navigation, have declared solemly and do agree as follows:

1st. The present Treaty shall be in force for twelve years from the day of the exchange of the ratifications thereof; and further, until the end of one year after either of the contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of them reserving to itself the right of giving such notice to the other at the end of said term of twelve years. And it is hereby agreed between the parties, that on the expiration of one year after such notice shall been received by either of them from the other, as above mentioned, this Treaty shall, in all the points relating to commerce and navigation, altogether cease and determine; and in all those parts which relate to peace and friendship, it shall be permanently and perpetually binding on both powers.

2dly. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this Treaty, such citizen or citizens shall be held personally responsible therefor, and the harmony and good correspondence between the two nations shall not be interrupted hereby; each party engaging, in no way to protect the offender or offenders, or to sanction such violence, under pain of rendering itself liable for the consequences thereof.

3dly. If (which indeed cannot be expected) unfortunately any of the stipulations contained in the present Treaty shall be violated or infringed in any other way whatever, it is expressly covenanted and agreed, that neither of the contracting parties will order or authorize any act of reprisals, nor declare or make war against the other, on complaint of injuries or damages resulting therefrom, until the party considering itself grieved shall first have presented to the other a statement or representation of such injuries or damages verified by competent proofs, and have demanded re-

1836 dress and satisfaction, and the same shall have bee
ther refused or unreasonably delayed.

4thly. Nothing in this Treaty contained shall l
ever be construed to operate contrary to former
existing public Treaties with other States or Sovere

The present Treaty of peace, friendship, comm
and navigation shall be approved and ratified by
President of the United States of America by and
the advice and consent of the Senate thereof, and b
Supreme Protector of the north and South Peruvian
tes, President of the Republic of Bolivia, entru
with the direction of the foreign relations of the I
Bolivian Confederation; and the ratifications shal
exchanged within eighteen months from the date o
signature hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof, we the plenipotentiaries of
United States of America and the Peru-Bolivian C
federation have signed and sealed these presents.

Done in the city of Lima, on the 13 day of
vember in the year of our Lord 1836.

SAMUEL LARNED. (L. S.)

J. GARCIA DEL RIO. (L. S.)

L'échange des ratifications respectives a eu li
Lima, le 28 Mai 1838 entre *Edwin Bartlett*, Co
des États-unis de l'Amérique, et *Juan Garcia*
Rio, Ministre des Finances de Perou au nom de l
gouvernemens.

La publication de ce Traité à Washington par
proclamation de M. *Van Buren*, Président des E
unis, est datée du 3 Octobre 1838.

Traduction officielle du Traité précédent

La Confédération pérou-bolivienne et les E
Unis d'Amérique, désirant établir d'une manière f
et permanente la paix et l'amitié qui heureusement
stent entre eux, ont résolu de fixer d'une mar
claire, distincte et positive, les règles qui à l'av
devront s'observer religieusement entre eux, pa
moyen d'un traité ou convention générale de
d'amitié, de commerce et de navigation.

Pour atteindre ce but désirable, le protecteur
prême des Etats nord et sud péruviens, présiden

la république de Bolivie, chargé de diriger les relations 1836
extérieures de la Confédération pérou-bolivienne, a conféré des pleins pouvoirs à don Juan Garcia del Rio, ministre d'état au département des finances de l'Etat nord péruvien; et le président des Etats-Unis d'Amérique a conféré des pleins pouvoirs semblables à don Samuel Larned, chargé d'affaires des susdits Etats près du gouvernement du Pérou;

Lesquels, après s'être communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, et en avoir échangé des copies certifiées, sont convenus des articles suivans, à savoir:

Art. 1er. Il y aura une parfaite; ferme et inviolable paix et sincère amitié entre la Confédération pérou-bolivienne et les Etats-Unis d'Amérique, dans toute l'étendue de leurs territoires et possessions respectives et entre leurs peuples et citoyens respectivement et sans distinction de personnes ni de lieux.

2. La Confédération pérou-bolivienne et les Etats-Unis d'Amérique, désirant vivre en paix et en harmonie, tant entre eux qu'avec toutes les autres nations de la terre, à l'aide d'une politique franche et également amicale pour tout le monde, s'engagent mutuellement à n'accorder aucun avantage particulier, relatif au commerce et à la navigation, à d'autres nations, sans que, immédiatement, cet avantage ne devienne commun à l'autre partie contractante; laquelle jouira gratuitement de cet avantage, si la concession se fait gratuitement, ou, en accordant la même compensation, si la concession est conditionnelle.

3. Les deux hautes parties contractantes désirant en même temps placer le commerce et la navigation de leurs pays respectifs sur le pied libéral d'une parfaite égalité avec la nation la plus favorisée, conviennent mutuellement que les citoyens de chacune d'elles pourront fréquenter avec leurs navires toutes les côtes et pays de l'autre nation, y résider et y faire le commerce en tous genres de produits, objets manufacturés et marchandises qui ne seront pas prohibés à toutes les nations; qu'ils ne paieront aucuns droits, charges ou émolumens d'aucune espèce, ni sur leurs navires, ni sur leurs cargaisons, qui fussent autres ou plus élevés que ceux que sont ou seraient obligés de payer sur leurs navires ou cargaisons les citoyens ou sujets de la

1836 nation la plus favorisée; et qu'ils jouiront respectivement de tous les droits, priviléges et exemptions relatifs à la navigation et au commerce dont jouissent ou jouiraient les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée, se soumettant aux lois, décrets et usages établis auxquels sont soumis de droit lesdits citoyens ou sujets.

Mais on doit entendre que les stipulations contenues dans cet article ne comprennent pas le commerce côtier d'aucun des deux pays, car les règlemens y relatifs sont réservés respectivement aux parties contractantes, conformément à leurs lois propres et séparées.

4. On convient aussi que tous les négocians, capitaines de navires, et autres citoyens des deux pays auront liberté entière pour gérer par eux-mêmes leurs affaires, dans tous les ports et lieux soumis à la juridiction de l'un ou de l'autre, tant relativement à la consignation et à la vente de leurs effets et marchandises qu'à l'achat de leurs retours, et au chargement, déchargement et expédition de leurs navires. Les citoyens des parties contractantes ne seront sujets à aucun embargo, ni à être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises et effets, pour aucune expédition militaire, ni pour aucun but public ou privé, quelqu'il puisse être, sans que pour cela on leur accorde une indemnité suffisante. On n'exigera non plus d'eux aucun emprunt forcé ni contribution extraordinaire, et ils ne seront soumis à aucun service militaire ni sur terre, ni sur mer.

5. Quand les citoyens de l'une des deux parties contractantes se verront obligés de chercher refuge, abri ou secours dans les fleuves, baies, ports ou domaines de l'autre, avec leurs bâtimens, soit de guerre, soit publics ou particuliers, de commerce ou de ceux qu'on emploie à la pêche, pour cause de mauvais temps, manque d'eau ou de provisions et poursuites de pirates ou ennemis, ils seront reçus et traités avec humanité; on leur accordera toute faveur et protection pour réparer leurs navires, se procurer des secours et se mettre en état de continuer leurs voyages sans obstacle ou incommodités.

6. Tous les navires, marchandises et effets appartenant aux citoyens d'une des parties contractantes qui seront pris par des pirates, soit en pleine mer, soit

dans les limites de sa juridiction, et qui seraient portés ou rencontrés dans les rivières, rades, baies, ports ou domaines de l'autre, seront remis à leurs propriétaires, pourvu qu'ils prouvent en bonne et due forme leurs droits devant les tribunaux compétens, et il demeure entendu que la réclamation devra se faire dans le délai de deux ans, par les parties elles-mêmes, leurs procureurs ou les agens de leurs gouvernemens respectifs. 1836

7. Toutes les fois que quelques navires appartenant à des citoyens de l'une des parties contractantes fera naufrage, s'échouera ou fera des avaries sur les côtes ou dans les domaines de l'autre, on donnera tout secours et protection audit navire, à son équipage et aux marchandises qu'il aura à bord, de la même manière qu'il sera en usage et coutume, en pareils cas, avec les navires de la nation où arrivera l'accident, et on lui permettra, s'il était nécessaire, de décharger les marchandises et les effets que ce navire aurait à bord, en prenant les précautions indispensables pour empêcher leur introduction illicite, sans exiger dans ce cas aucun droit, imposition, ni contribution d'aucune espèce, pourvu que les marchandises et effets soient réexportés.

8. Les citoyens de chacune des parties contractantes pourront disposer de leurs effets personnels, dans la juridiction de l'autre, par vente, donation, testament ou de toute autre manière, et leurs représentans, s'ils sont citoyens de l'autre partie, hériteront desdits effets personnels, soit par testament, soit *ab intestato*, et ils pourront en prendre possession ou par eux-mêmes, ou par d'autres, qui agiront en leur nom; ils pourront en disposer selon leurs volontés, en payant uniquement les droits auxquels sont soumis, dans les cas semblables, les habitans du pays où se trouvent les effets précités; et si, parce qu'il s'agirait de biens fonds, les susdits héritiers étaient empêchés d'entrer en possession de la succession à cause de leur qualité d'étrangers, on leur accordera le délai de trois ans pour en disposer comme ils le jugeront convenable et en exporter le produit, ce qu'ils pourront faire sans obstacle et exempts de toutes charges, excepté de celles qu'imposent les lois du pays.

9. Les deux parties contractantes promettent solennellement et s'engagent à *donner leur* protection spé-

1836 ciale aux personnes et aux propriétés des citoyens de l'une et de l'autre, de tous rangs et emplois qu'ils puissent être, sur les territoires sujets à leur juridiction soit aux personnes domiciliées, soit à celles qui sont de passage, leur laissant libres et ouverts les tribunaux de justice, pour leurs recours judiciaires, dans les mêmes termes qui sont en usage et coutume pour les naturels ou citoyens du pays où ils se trouvent, pour lequel objet ils pourront employer, a la défense de leurs droits, les avocats, les procureurs, les notaires, les agens et facteurs qu'ils trouveront convenables, dans tous leurs jugemens ou procès, et lesdits citoyens et agens pourront assister avec entière liberté aux décisions et sentences des tribunaux qui les concerneront, comme aussi à la réception de toutes déclarations et à toutes requêtes auxquelles il y aura lieu dans les susdits jugemens ou procès.

Et afin de rendre plus explicites et effectifs les solennels promesse et engagement mentionnés plus haut, en égard aux circonstances auxquelles une des parties a été soumise jusqu'ici, on stipule en outre et l'on déclare que tous les droits et priviléges dont jouissent maintenant ou qu'on pourrait dorénavant accorder à des citoyens de l'une des parties contractantes, par ou en vertu de la constitution et des lois de l'autre partie respectivement, lesdits droits et priviléges se jugeront et se tiendront pour inhérens et appartenant à ces citoyens, jusqu'à ce qu'il y soit dérogé ou qu'ils soient retirés par une autorité qui sera constitutionellement ou légalement compétente pour le faire.

10. On convient en même temps que les citoyens des deux parties contractantes jouiront d'une entière et parfaite liberté de conscience dans les pays soumis à la juridiction de l'une et de l'autre partie, sans être sujets à être troublés ou molestés à cause de leur croyance religieuse, en tant qu'ils respecteront les lois et usages établis des pays. En outre, les corps des citoyens de l'une des parties contractantes qui mourront dans les territoires de l'autre seront enterrés dans les cimetières accoutumés ou dans d'autres lieux y affectés décens et protégés contre toute violation ou trouble.

11. Il sera permis aux citoyens de la Confédération pérou-bolivienne et à ceux des Etats-Unis d'Amérique de naviguer avec leurs bâtimens en parfaite li-

rté et sûreté, sans qu'il soit fait de distinction entre 1836
propriétaires des marchandises qu'ils auront à leurs
rds, ni entre quelque port ou lieu, et les ports et
ux de ceux qui actuellement sont ou deviendront
s tard les ennemis de l'une des parties contractan-
. De même, il sera permis aux susdits citoyens de
riguer avec leurs navires et marchandises ci-dessus
ntionnés, et de commercer avec la même liberté
sécurité, depuis les lieux, ports et baies de ceux qui
t ennemis de l'une ou des deux parties contractan-
, sans aucune opposition ni empêchement, non-seu-
ent directement depuis les lieux déjà cités de l'en-
ni à des points neutres, mais encore d'un point ap-
tenant à un ennemi à un autre point appartenant à
ennemi, soit qu'il se trouve sous la juridiction
ne puissance ou sous celle de plusieurs. Et par la
sente, on stipule que les bâtimens libres rendront
cargaisons libres, et que l'on regardera comme libre
exempt tout ce qui se trouverait à bord des navi-
appartenant aux citoyens des deux parties contrac-
tes indistinctement, quoique le chargement appartînt,
tout ou en partie, à des ennemis de l'autre puis-
ce, en faisant toujours exception des objets de con-
bande de guerre. On convient aussi de la même
nière que la même liberté s'étendra aux individus
i seraient à bord d'un navire libre, avec cette clause
e quoiqu'ils fussent ennemis de l'une ou des deux
rties, ils ne seront point extraits du bâtiment libre,
moins qu'ils ne soient officiers ou soldats au service
tif de l'ennemi, pourvu que, ainsi qu'il en est con-
nu ici, on entende que les stipulations contenues dans
t article, déclarant que le pavillon couvrira la pro-
iété, sont applicables seulement aux puissances qui
connaissent ce principe; mais si l'une des parties con-
ctantes était en guerre avec une troisième et que
lle-ci fût neutre, le pavillon neutre couvrira la pro-
iété des ennemis dont les gouvernemens reconnaissent
principe et non celle des autres.

12. On convient en même temps que dans les cas
l le pavillon neutre d'une des parties contractantes
otégerait la propriété des ennemis de l'autre, en vertu
la précédente stipulation, il sera toujours entendu
ue la propriété neutre qui se trouverait à bord des
avires de l'ennemi sera *regardée et considérée* com-

1836 me propriété ennemie, et, comme tele, sera sujette à la retenue et à la confiscation, excepté la propriété qui aurait été mise à bord desdits navires avant la déclaration de guerre ou même après si l'embarquement avait eu lieu sans connaissance de ladite déclaration; mais les parties contractantes conviennent que, passé six mois après la déclaration, il ne sera pas permis à leurs citoyens d'en prétexter ignorance. Par un effet contraire, si le pavillon neutre ne protége pas la propriété ennemie qu'il aura à son bord, en ce cas, les effets et marchandises neutres embarqués sur les navires ennemis seront libres.

13. Cette liberté de navigation et de commerce s'étendra à toute espèce de marchandises, en exceptant uniquement celles qui se distinguent par le nom d'effets prohibés ou de contrebande; et sous cette dénomination, on comprend: 1° les canons, mortiers, obusiers, pierriers, tromblons, musquets, fusils, arquebuses, carabines, piques, épées, pistolets sabres, lances, dards, hallebardes, grenades, bombes, poudre, mèches, balles, et autres objets servant à l'usage de ces armes; 2° les boucliers, casques, cuirasses, cotes de maille, fournitures et habits confectionnés pour uniforme ou usage militaire; 3° buffleteries, chevaux avec leur harnachement; 4° et généralement toute espèce d'armes et instrumens en fer, acier, bronze, cuivre ou autres matières quelconques, manufacturées, préparées et fabriquées expressément pour faire la guerre sur mer ou sur terre.

14. Toutes autres marchandises et choses non comprises dans les articles de contrebande, explicitement énumérées et classifiées ci-dessus, seront tenues et considérées comme libres et matières d'un commerce libre et légitime; en sorte qu'elles pourront être portées et transportées de la manière la plus libre par les deux parties contractantes, même dans les lieux appartenant à un ennemi, en exceptant uniquement les points qui seraient alors assiégés ou bloqués. Et pour éviter tout doute sur ces expressions, on déclare, comme seuls points assiégés ou bloqués, ceux qui sont actuellement attaqués par une force capable d'empêcher l'entrée des neutres.

15. Les articles de contrebande déjà énumérés et cités qui se trouveront sur un navire à la destination d'un port ennemi seront sujets à la retenue et à la *confiscation*; mais on laissera libres le bâtiment et le

ɔe, à moins que la quantité desdits articles soit
nde et de tant de volume qu'elle ne puisse, sans
inconvénient, être reçue à bord du bâtiment cap-
Mais dans ce cas et dans tous les autres de ju-
tention, le bâtiment capturé sera envoyé au port
s immédiat, commode et sûr, pour être jugé con-
ment aux lois.
6. Et comme il arrive fréquemment que des bâ-
ı font voile pour un port ou vers un point ap-
ant à un ennemi, sans savoir qu'il est assiégé,
ş ou attaqué, on convient que tout navire qui se
ra dans ce cas sera repoussé desdits ports ou
mais qu'il ne sera pas retenu et qu'on ne con-
ra aucune partie de son chargement qui ne sera
ticle de contrebande, à moins qu'après avoir été
du blocus ou de l'attaque par l'officier qui com-
ɛrait un navire faisant partie des forces du blocus
ɔâtiment essayât de nouveau d'entrer; mais on
rmettra d'aller dans tout autre lieu ou port que
tron ou subrécargue jugeront convenable. On
échera pas de sortir avec sa cargaison aucun na-
le l'une ou de l'autre partie qui serait entré dans
ı ports ou lieux avant qu'ils ne fussent assiégés,
és ou attaqués par l'autre partie; et si ledit na-
ıe trouvait là avant la prise ou la reddition, il ne
ujet, ni lui ni son chargement, à la saisie, la
cation ou à une demande quelconque, sous pré-
de rachat ou restitution; mais on laissera ses pro-

1856 d'entrer dans port bloqué après avoir été avertie p
les forces du blocus.

17. Pour empêcher toute espèce de desordre
d'irrégularité dans l'examen et la visite en pleine m
des navires et des chargemens des deux parties co
tractantes, elles sont convenues mutuellement que lo
qu'un bâtiment de guerre, public ou particulier, re
contrerait un navire de l'autre partie contractante,
premier restera à la plus grande distance, qui se
compatible avec la possibilité et la sûreté de faire
visite, eu égard aux circonstances du vent et de
mer et au degré de défiance qu'inspire le navire à
siter; et il enverra une de ses petites embarcatio
montée seulement par les hommes nécessaires pour
diriger, dans le but d'exécuter ledit examen des p
piers relatifs à la propriété et au chargement du n
vire, sans se permettre aucune extorsion, violence
mauvais traitemens; et quant à cela, les commanda
desdits navires armés en séront responsables par le
personnes et par leurs propriétés; et pour cette fin, l
commandans des susdits navires armés en guerre, ava
de recevoir leurs commissions, devront fournir u
caution suffisante pour répondre de tous les dommag
et préjudices qu'ils pourraient commettre; et l'on co
vient expressément que, dans aucun cas, la partie ne
tre ne sera requise d'aller à bord du navire vérificate
ni pour exhiber les papiers de son bâtiment, ni po
aucun autre objet quelconque.

18. Pour éviter toutes vexations et abus dans l'ex
men des papiers relatifs à la propriété des navires a
partenant aux citoyens des parties contractantes, ell
sont convenues et conviennent que dans le cas où l'u
d'elles serait engagée dans une guerre, les navires
l'autre devront être pourvus de lettres de mer ou pa
seports sur lesquels seront mentionnés le nom, la pr
priété et les dimensions du bâtiment, ainsi que le no
et le lieu de résidence de son patron ou commandai
afin que ces pièces prouvent que le susdit bâtiment a
partient réellement et véritablement à des citoyens
l'une des parties. Elles sont convenues en même tem
que les susdits navires, lorsqu'ils seront chargés, po
teront, en outre des lettres de mer ou passeports su
mentionnés, des certificats qui contiendront les dif
rens détails du chargement et le point d'où est pa

le navire, de manière à ce que l'on sache s'il a à son 1836
bord des effets prohibés ou de contrebande. Ces certificats seront délivrés dans la forme ordinaire par les officiers du lieu d'où le navire sera parti, et sans ces formalités, le susdit navire pourra être retenu pour être adjugé par les tribunaux compétens et déclaré prise légale, à moins qu'il ne soit prouvé que le susdit manque de formes provient d'un accident, et qu'il y soit satisfait ou suppléé par un témoignage entièrement équivalent dans l'opinion des susdits tribunaux; et pour cette fin, il sera accordé un délai suffisant pour se procurer ce témoignage.

19. De plus, l'on convient que les stipulations ci-dessus exprimées, relatives à la visite et à la vérification des navires, s'appliqueront seulement à ceux qui navigueraient sans convoi, et que lorsque lesdits navires seront convoyés, il suffira de la déclaration verbale du commandant du convoi, affirmant sur sa parole d'honneur que les navires qui sont sous sa protection appartiennent à la nation dont il porte le pavillon, et qu'ils n'ont pas à leur bord des effets de contrebande, si leur destination était pour un port ennemi.

20. Il est également convenu que dans tous les cas les tribunaux établis pour les procès des prises dans le pays où elles pourraient être conduites, seront les seuls qui en prendront connaissance; et toutes les fois qu'un semblable tribunal de l'une ou l'autre partie prononcera une sentence contre quelques navires, effets ou propriétés réclamés par des citoyens de l'autre partie, le jugement ou décret mentionnera les raisons ou motifs sur lesquels il est appuyé; et on remettra au commandant ou à l'agent dudit navire ou propriété sans excuse ou délai aucun, s'il la demande, une copie authentique de la sentence ou décret et de toutes les pièces de la procédure, pourvu qu'il paie pour elles les droits ou émolumens légaux.

21. Toutes les fois que l'une des parties contractantes sera engagée dans une guerre contre un autre Etat, aucuns citoyens de l'autre partie contractante n'acceptera de commissions ou lettres de marque dans le but d'aider d'opérer hostilement avec le susdit ennemi contre la partie précitée qui est en guerre, sous peine d'être traité comme pirate.

22. Si, à une époque quelconque, une rupture

1836 avait lieu entre les deux nations contractantes et (que Dieu ne le permette pas!) que la guerre éclatât entre elles, elles sont convenues et conviennent maintenant pour alors que les commerçans trafiquans et autres citoyens de toutes professions de chacune des parties qui résident dans les ports et domaines de l'autre auront le privilége d'y demeurer, de continuer leur commerce et leurs affaires, et qu'ils seront respectés et maintenus dans la pleine et tranquille jouissance de leur liberté personnelle et de leurs propriétés, en tant qu'ils se conduiront pacifiquement, d'une manière convenable, et qu'ils ne commettront pas d'offenses contraires aux lois; et dans le cas où leur conduite les rendrait suspects de menées dangereuses, et qu'ayant ainsi perdu leurs priviléges, les gouvernemens respectifs jugeraient opportun de leur ordonner de partir, il leur sera accordé le délai de douze mois, comptés du jour de la publication ou intimation de l'ordre, afin qu'ils puissent, pendant ce temps, arranger leurs affaires, y mettre ordre et se retirer avec leurs familles, effets et propriété; et à cette fin, on leur délivrera un sauf conduit nécessaire qui leur servira de protection suffisante jusqu'à ce qu'ils arrivent au port qu'on leur aura désigné pour s'embarquer; mais cette faveur ne s'étendra pas à ceux qui agiraient d'une manière contraire aux lois établies. On doit cependant entendre que les gouvernemens respectifs pourront ordonner aux personnes ainsi soupçonnées de se retirer immédiatement dans l'intérieur du pays, dans les lieux qu'on aura tre différend pour convenable de leur désigner.

23. Ni les dettes qu'auraient des individus d'une nation envers des individus de l'autre, ni les actions, ni l'argent qu'ils pourraient avoir dans les fonds publics ou dans les banques publiques ou particulières ne seront séquestrés ni confisqués en aucun cas de guerre ou autre différend international.

24. Les deux parties contractantes, désirant éviter toute inégalité relativement à leurs communications publiques et à leur correspondance officielle, sont convenues et conviennent d'accorder à leurs envoyés, ministres et autres agens publics, les mêmes faveurs, immunités et exemptions dont jouissent ou dont jouiront plus tard ceux de la nation la plus favorisée, demeurant entendu que quelques faveurs, immunités ou p[illegible]

viléges que la Confédération pérou-bolivienne et les 1836
Etats-Unis d'Amérique jugeront convenable d'accorder aux envoyés, ministres et agens publics de quelqu'autre puissance, seront, par le même acte, étendus et accordés respectivement à ceux des parties contractantes.

25. Afin de rendre plus effective la protection que la Confédération pérou-bolivienne et les Etats-Unis d'Amérique accorderont à l'avenir au commerce et à la navigation des citoyens de chacune des deux parties, elles conviennent de recevoir et d'admettre des consuls et vice-consuls dans tous les ports ouverts au commerce étranger, et ils jouiront dans leurs districts consulaires respectifs de tous les droits, prérogatives et immunités des consuls et vice-consuls de la nation la plus favorisée, chacune des parties contractantes conservant cependant la liberté d'excepter les ports et lieux où elle ne jugera pas convenable l'admission et la résidence desdits fonctionnaires.

26. Pour que les consuls et vice-consuls des deux parties contractantes puissent jouir des droits, prerogatives et immunités qui leur appartiennent, à cause de leur caractère public, avant d'exercer leurs fonctions, ils devront exhiber leur commission ou patente, en bonne et due forme, au gouvernement près duquel ils seront accrédités; et après avoir reçu leur *exequatur*, ils seront tenus et sonsidérés comme consuls ou vice-consuls par toutes les autorités, les magistrats et les habitans du district consulaire où ils résideront.

27. On convient encore que les consuls, vice-consuls, leurs secrétaires, officiers et les personnes attachées à leur service, pourvu que ce ne soit pas des citoyens du pays où réside le consul ou le vice-consul, seront exempts de tout service public et aussi de toute espèce de contributions, et taxes impositions, excepté de celles qu'ils seraient obligés de payer en raison de leur commerce ou de leur propriété, et desquelles ne sont pas exempts, en vertu des stipulations contenues dans ce traité, les citoyens d'un pays résidant dans l'autre et respectivement, demeurant entendu que pour tout le reste ils sont sujets aux lois des Etats respectifs. Les archives et papiers des consulats seront inviolablement respectés, et, sous aucun prétexte, aucun magistrat ni toute autre personne ne pourra s'en emparer ni s'y immiscer en aucune manière.

1836 28. Les susdits consuls et vice-consuls auront la faculté de requérir le secours des autorités du pays pour l'arrestation, la détention et la garde des déserteurs des navires publics et particuliers de leur pays, et à cet effet, ils s'adresseront aux tribunaux, juges ou officiers compétens, et réclameront par écrit lesdits déserteurs, en montrant le rôle du navire ou les autres documens publics pour prouver avec eux que les hommes ainsi demandés font partie de l'équipage du navire d'où on allègue qu'ils ont déserté. Et sur cette demande ainsi prouvée (en exceptant toutefois les cas où le contraire serait prouvé d'une manière plus concluante), on ne leur refusera pas la remise des déserteurs. Une fois ceux-ci arrêtés, ils seront tenus à la disposition desdits consuls et vice-consuls, et pourront être mis dans les prisons publiques, sur la demande et aux frais de ceux qui les réclameront, pour être envoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent ou à d'autres de la même nation; mais s'ils n'étaient pas embarqués dans le délai de deux mois, qui devront être comptés depuis le jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

29. Dans le but de protéger d'une manière plus effective leur commerce et leur navigation, les deux parties contractantes conviennent par la présente, d'arrêter, plus tard et aussitôt qu'il conviendra à toutes deux, une convention consulaire, dans laquelle on déclarera spécialement les pouvoirs et immunités des consuls et vice-consuls des parties respectives.

30. La Confédération pérou-bolivienne et les Etats-Unis d'Amérique, désirant rendre aussi durables que le permettent les circonstances, les relations qui sont établies entre les deux parties, en vertu de ce traité ou convention générale de paix, d'amitié et de navigation, ont déclaré solennellement et conviennent de ce qui suit:

I. Le présent traité subsistera dans toute sa force pendant l'espace de douze ans, comptés du jour où aura lieu l'échange des ratifications, et de plus pendant une année après que l'une des parties contractantes aura donné avis à l'autre de son intention de voir cesser le traité; chacune d'elles se réservant le droit de donner à l'autre le susdit avis, à la fin du délai précité de douze ans. Et, par la présente, il est convenu en-

rties qu'à l'expiration d'une année, après qu'une 1836
aura reçu de l'autre ledit avis, selon qu'il est
nné plus haut, ce traité cessera et finira sur
es points relatifs au commerce et à la navigation;
que dans toutes les parties qui sont relatives à la
t à l'amitié, il sera permanent et perpétuellement
toire pour les deux puissances.

. Si un ou plusieurs citoyens d'une ou de l'au-
rtie enfreignait quelque article de ce traité, les-
toyens ou citoyens en seront personnellement re-
bles, et pour cela, l'harmonie et les bonnes re-
ne seront pas interrompues entre les deux na-
chaque partie s'engageant à ne protéger en au-
anière l'offenseur ou les offenseurs et à ne pas
nner ladite violence, sous peine de se rendre
sable de ces conséquences.

. Si malheureusement, et si contre tout ce à
on doit en vérité s'attendre, quelqu'une des sti-
ns renfermées dans le présent traité, était violée
reinte de quelqu'autre manière, on stipule et on
it expressément qu'aucune des parties contractan-
rdonnera, n'autorisera aucun acte de représaille,
déclarera ou fera la guerre à l'autre, pour plain-
ijures ou dommages qui en seraient résultés, jus-
que la partie qui se considérera comme lésée,
ord présenté à l'autre une exposition ou repré-
n desdits dommages ou injures, en en donnant
uves compétentes, et jusqu'après avoir demandé
tion et réparation, que celles-ci auront été re-
ou retardées au-delà du temps raisonnable.

. Cependant rien de ce qui est contenu dans ce
e sera entendu de manière à contrarier les dis-
s des traités publics existant antérieurement, con-
avec d'autres Etats ou souverains.

présent traité de paix, d'amitié, de commerce
avigation, sera approuvé et ratifié par le su-
protecteur des Etats nord et sud péruviens, pré-
de la république de Bolivie, chargé de la direc-
s relations extérieures de la Confédération pérou-
ne, et par le président des Etats-Unis d'Améri-
ec approbation et consentement du sénat desdits
nis d'Amérique; et les ratifications seront échan-
ns le délai de dixhuit mois, comptés depuis la

1836 date sous laquelle ce traité est signé, ou avant, si c possible.

En foi de quoi, nous, les plénipotentiaires de Confédération pérou-bolivienne et des Etats-Unis d'Am rique, l'avons signé et y avons apposé nos sceaux.

Daté, dans la ville de Lima, le trentième jour novembre de l'an de notre Seigneur mil huit c trente-six.

(L. S.) Juan Garcia del Rio. (L. S.) Samuel Lar

25.

Traité entre la Prusse et le Gran duché d'Oldenbourg, concernant l relations de commerce et de doua ainsi que les droits auxquels sero soumis les produits de la Prin pauté de Birckenfeld. En date Berlin, le 31 Décembre 1836.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staa Jahrg. 1836. Nro. 6).

Nachdem zwischen Seiner Majestät dem Kö von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit dem Gr herzoge von Oldenburg unter dem 24. Juli 1830. gen Vereinigung des Fürstenthums Birkenfeld mit westlichen Königlich-Preussischen Provinzen zu ei Zollsystem, ein mit Ende dieses Jahres ablaufender V trag geschlossen worden ist; das hierdurch begrün Verhältniss aber in Folge des zwischen Preussen anderen Deutschen Staaten errichteten Gesammt-Z vereins, dem entsprechende anderweite Verabredun bei der beabsichtigten Erneuerung jenes Vertrages thig macht; so haben zu diesem Behufe zu Bevollm tigten ernannt, und zwar

Seine Majestät der König von Preussen: Allerhöchst-Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Carl dolph Windhorn, Ritter des Königlich-Preussisc Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife u

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von denburg:

Höchst-Ihren Staatsrath Carl Friedrich Fer- 1836
linand Suden, Ritter des Königlich-Preussischen Ro-
en Adler-Ordens dritter Klasse, Kommandeur des Kö-
iglich-Grossbritannisch-Hannöverschen Guelphen-Or-
ns und Kommandeur erster Klasse des Kurfürstlich-
essischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen,

welche nach vorausgegangener Unterhandlung über
chstehende Artikel unter Vorbehalt der beiderseitigen
ndesherrlichen Ratifikation übereingekommen sind.

Art. 1. Der wegen Vereinigung des Grossherzog-
h-Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld mit den
estlichen Königlich-Preussischen Provinzen zu einem
all-System unter dem 24. Juli 1830. abgeschlossenen
ertrag, soll vom 1. Januar 1837. ab mit nachfolgen-
n Abänderungen und Zusätzen verlängert werden.

Art. 2. Die nach Artikel 1. des älteren Vertrages
f die westlichen Preussischen Provinzen beschränkte
ollvereinigung mit dem Fürstenthum Birkenfeld, er-
eckt sich fortan auf das ganze Preussische zum Ge-
mmt-Zollvereine gehörige Staatsgebiet.

Art. 3. Die Abgaben von der Fabrikation des
anntweins und vom Braumalze im Fürstenthum Bir-
nfeld werden dort ferner in Uebereinstimmung mit
n deshalb in Preussen bestehenden Gesetzen und Ver-
dnungen zur Erhebung kommen und es wird auch
i Ansehung dieser Gegenstände eine völlige Gleichstel-
ng mit den Preussischen Steuer-Einrichtungen und
orschriften stattfinden.

Art. 4. Bei zunehmender Kultur des Weins und
abacks im Fürstenthum Birkenfeld, wird auch hin-
ichtlich der Besteuerung dieser Erzeugnisse dieselbe
ebereinstimmung mit der Preussischen Gesetzgebung
ie bei der Branntwein- und Bierfabrikation eintreten.

Art. 5. In Ansehung des Salzes behält es überall
i der in Ausführung des Vorbehalts im Art. 15. A.
s ältern Vertrages unterm $\frac{28}{18}$. November 1832. we-
n Einführung der Salzregie im Fürstenthum Birken-
ld abgeschlossenen Uebereinkunft und bei den in Folge
erselben über den dortigen Salzverbrauch erlassenen
ndesherrlichen Verordnungen, sein Bewenden.

Art. 6. Die Bestimmungen der Artikel 4 bis 8.
s Vertrages vom 24. Juli 1830. wegen Besetzung der
euerämter im Fürstenthum Birkenfeld; wegen der
ssortverhältnisse und *Dienstdisziplin* der Beamten;

1836 wegen deren Besoldung, Pensionirung und weg
waniger Versorgung der Wittwen und Kinder
ben; imgleichen wegen Beschaffung der erforde
Wohnungsräume und Dienstgelasse, auch Bes
mit den benöthigten Utensilien und Büreaubedür
bleiben in Kraft und kommen gleichmässig au
der Salzverwaltung in Anwendung.

Art. 7. Da die Bestimmung im Art. 11. d
herigen Vertrages, wonach der Antheil der Gr
zoglich-Oldenburgischen Staatsregierung an den
fällen nach Massgabe des Einkommens in den
chen Preussischen Provinzen und in dem Fürst
Birkenfeld bemessen werden soll, nach Eintritt de
vereinigung Preussens mit andern Deutschen Sta
Folge welcher der Zoll-Ertrag der westlichen P
schen Provinzen von dem Zolleinkommen des Ge
vereins nicht mehr geschieden werden kann, als
stab jener Antheilnahme ferner nicht in Anwend
bringen ist, so hat man sich dahin vereinbare
nunmehr vom 1. Januar k. J. an, der Antheil de
stenthums Birkenfeld an den Zollgefällen nach
gabe des Reinertrages, welcher in dem Gebiete de
schen Preussen und andern Deutschen Staaten be
den Gesammt-Zollvereins aufkommen wird, und
nach Verhältniss der Bevölkerung anderweit e
und der Betrag desselben in gewissen näher zu
redenden Terminen an die Grossherzoglich-Olde
sche Staatsregierung gezahlt werden soll.

Hinsichtlich des Branntweins und Braumalz
bleibt es bei der bisherigen Antheilnahme der
herzoglichen Regierung an dem Aufkommen aus
steuerung der gedachten inländischen Erzeugnisse,
westlichen Preussischen Provinzen einschliesslich
hin gehörigen Gebietstheile anderer Staaten, mi
chen Preussen vertragsmässig in Gemeinschaft de
kommens von diesen Steuern steht, und in dem F
thum Birkenfeld.

Dieser Antheil wird Königlich-Preussische
unter Anrechnung der im Fürstenthum Birkenfel
gekommenen Einnahme von der Besteuerung des B
weins und Braumalzes, welche von den dortigen
Rezepturen monatlich an die Regierung zu Birk
abzuliefern sind, in denselben Terminen, wie d
theil an den Zöllen gezahlt werden.

Nicht minder bewendet es nach Art. 5. dieses Ver- 1836
trages, insbesondere auch bei der Bestimmung der Uebereinkunft vom $\frac{20}{18}$. November 1832. wegen des Salzdebits, nach welcher die Königlich-Preussische Steuerverwaltung die Salzlieferung in die Grossherzogliche Faktorei zu Birkenfeld gegen Erstattung der zu berechnenden und aus der Faktorei-Kasse zu zahlenden Selbst-Kosten besorgt, wogegen die Grossherzogliche Regierung an dem Reinertrage vom Salz-Debit in den westlichen Königlich-Preussischen Provinzen und dem Fürstenthum Birkenfeld, also nach Abzug der Selbst-Kosten, nach dem Maasstabe der Bevölkerung dieser Landestheile Antheil nimmt und deshalb alljährlich eine besondere Abrechnung stattfindet.

Zur Begründung dieser Abrechnung sowohl als zur Feststellung der Antheile vom Zolle und von der Branntwein- und Braumalzsteuer, wird die Grossherzogliche Regierung von drei zu drei Jahren eine Uebersicht der Bevölkerung des Fürstenthums Birkenfeld und zwar in demselben Termine mittheilen, in welchem die Aufnahme der Bevölkerung in dem Preussischen Staate erfolgt.

Art. 8. Wegen der zollfreien Einlassung von allen für Seine Königliche Hoheit und Höchstdero Hofhaltung mit Grossherzoglichen Hof-Marschallamts-Attesten in das Fürstenthum Birkenfeld eingehenden Waaren unter Verrechnung des von diesen Gegenständen zu entrichtenden Zollbetrages auf die nächste Quartalzahlung und gegen Erhebung der Gefälle von den für die Grossherzoglichen Unterthanen in dem Fürstenthum Birkenfeld mit der Post ankommenden zollpflichtigen Waaren verbleibt es lediglich bei den in den Artikeln 13. und 16. des Vertrages vom 24. Juli 1830. enthaltenen Festsetzungen.

Art. 9. Eben so bewendet es bei den Bestimmungen im Artikel 15. unter Litt. B. C. und D. desselben Vertrages und zwar:

B. in Betreff des Verbots der Anfertigung und Einführung von Spielkarten aus dem Fürstenthum Birkenfeld und der Vereinbarung über den abgabenfreien Einlass einer dem Bedürfnisse der dortigen Einwohner entsprechenden Menge solcher Karten unter der erforderlichen Kontrole, ferner

C. wegen des Vorbehalts, nach welchem in den

1836 Preussischen Städten, wo Mahl- und Schlacl steuer für Rechnung des Staats erhoben wird, die Abgabe auch von den aus dem Fürstenthume Bi kenfeld eingebrachten Gegenständen, wie von d gleichartigen Preussischen Erzeugnissen zu entric ten und ein Gleiches auf die Städte im Fürstenthu Birkenfeld anwendbar ist, wo eine ähnliche A gabe erhoben werden sollte, und endlich

zu D. wegen desselben Vorbehalts hinsichtlich derje gen Abgaben, welche von gewissen inländisch Erzeugnissen bei deren Einbringung in eine Sta oder Gemeine, für Rechnung der letztern erhob werden, welchen Abgaben auch Waaren derselb Art, die aus dem Fürstenthum Birkenfeld in ei zu jener Erhebung befugte Preussische Gemei und umgekehrt aus Preussen in eine gleichmäs befugte Gemeine des Fürstenthums Birkenfeld ei geführt werden, unterliegen.

Art. 10. Seine Königliche Hoheit der Grossh zog von Oldenburg treten für das Fürstenthum Birke feld den Verabredungen bei, welche von Preussen den mit andern Deutschen Staaten abgeschlossenen u der Grossherzoglichen Regierung mitgetheilten Zollv einigungs-Verträgen wegen folgender Gegenstände troffen worden sind:

a. wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maa und Gewichts-Systems;

b. wegen Beförderung der Gewerbsamkeit durch A nahme gleichförmiger Grundsätze und der Bef niss der Unterthanen des einen Staats in dem G biete des andern Arbeit und Erwerb zu suche sodann wegen der von den Unterthanen, welc in dem Gebiete des andern Staats Handel und G werbe treiben, oder Arbeit suchen, zu entricht den Abgaben und der freien Zulassung von Fab kanten und Gewerbtreibenden, welche blos das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe mach oder von Reisenden, welche nicht Waaren selb sondern nur Muster derselben bei sich führen, Bestellungen zu suchen, nach vorheriger Entri tung der auf die Berechtigung zu diesem Gewe ruhenden Abgaben in dem eigenen Lande;

c. wegen der Höhe und Erhebung der Chausse Damm-, Brücken- und Fährgelder, der Thorspe

und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob alle diese 1836
Hebungen für Rechnung der landesherrlichen Kassen oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeine, bisher stattfanden;

d. wegen des Besuchs der Messen und Märkte.

Art. 11. In Folge der in dem vorhergehenden und den Artikeln 2. bis 5. getroffenen Vereinbarungen, wird mit alleiniger Ausnahme der Spielkarten, so wie der Fälle, wo nach Litt. C. und D. des Artikels 9. eine Besteuerung der dort benannten Erzeugnisse eintritt, nicht nur zwischen dem Fürstenthum Birkenfeld und den Königlich-Preussischen Landen nebst den in letzteren eingeschlossenen souverainen Landen und Landestheilen ein völlig freier und unbelasteter Verkehr mit den gegenseitigen Erzeugnissen und Waaren stattfinden, sondern es wird auch sowohl in dieser Beziehung als rücksichtlich des Gewerbsbetriebs eine völlige Gleichstellung der Birkenfeldischen mit den Preussischen Unterthanen gegenseitig im Verhältniss des Grossherzoglich-Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten eintreten.

Art. 12. Die Allerhöchsten und Höchsten kontrahirenden Souveraine erneuern insbesondere das im Artikel 9. des älteren Vertrages enthaltene Versprechen, sich in den zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und zur Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maassregeln einander gegenseitig freundschaftlich zu unterstützen.

Die in dieser Beziehung und namentlich wegen Untersuchung und Bestrafung der Zoll- und Steuervergehen, in den Artikeln 9. und 10. des Vertrages vom 24. Juli 1830. enthaltenen Bestimmungen sowohl als die bei Ausführung der letzteren besonders verabredeten Anordnungen und Einrichtungen bleiben in Kraft.

Nicht minder bewendet es bei den Festsetzungen im Artikel 14. desselben Vertrages über die Verrechnung der in Folge überwiesener Zoll- und Steuer-Vergehen in dem Fürstenthum Birkenfeld angefallenen Geldstrafen und Konfiskate; imgleichen bei der Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge vorbehaltenen Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuervergehen im Fürstenthum Birkenfeld verurtheilten Personen.

1836 Art. 13. Der gegenwärtige Vertrag soll vorläufig bis zum 1. Januar 1842. gültig seyn, und wenn er nicht spätestens Neun Monate vor dem Ablaufe gekündigt wird als auf zwölf Jahre, und sofort von 12 zu 12 Jahren verlängert angesehen werden. Derselbe soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratifikation vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 31 Dezember 1836.

(L. S.) (L. S.

Carl Windhorn. Carl Friedrich Ferdinand Sudek.

Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige am 14. Februar d. J. und von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg am 10. desselben Monats ratifizirt, auch sind die Ratifikations-Urkunden am 20. März d. J. ausgewechselt worden.

26.

Traité de commerce et de navigation entre la Grèce d'une part et la Suède et la Norwège de l'autre part. Fait et conclu à Athènes, le 4 Décembre 1836.

(Publication officielle faite à Stockholm).

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège et Sa Majesté le Roi de la Grèce, également animés du désir de consolider les rapports d'amitié, si heureusement existant entre eux, et d'étendre les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, et persuadés que ce but salutaire ne saurait être mieux rempli que par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité, basé sur des principes équitables, sont convenus d'entrer en négociation pour la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet des plénipotentiaires, savoir; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, le sieur Charles-Pierre de Heidenstam, son

chambellan, son chargé d'affaires à la Cour de Sa Ma- 1836
jesté le Roi de la Grèce, etc.; et Sa Majesté le Roi de la Grèce, le sieur Jacques-Rizo Néroulos, son conseiller d'état en service extraordinaire, son secrétaire d'état au département de sa maison royale et des relations extérieures, etc.; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les sujets de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, et de Sa Majesté le Roi de la Grèce.

2. En conséquence, les sujets des Hautes Parties contractantes jouiront dans les ports des deux dominations d'une liberté égale de commerce, de sorte qu'il leur sera accordé dans lesdits endroits, de la part des Gouvernemens respectifs, une parfaite égalité et réciprocité de droits et avantages commerciaux, et qu'en autant que ces droits et avantages commerciaux y sont soumis à des redevances quelconques, ils seront traités absolument sur le même pied que les nationaux à l'égard des charges publiques.

3. Sont exceptés les articles de contrebande de guerre et de commerce côtier, consistant en produits indigènes ou étrangers expédiés d'un port national à l'autre, lequel commerce ne pourra se faire qu'en embarcations nationales; cependant les sujets des Hautes Parties contractantes seront libres de charger leurs effets et marchandises sur lesdites embarcations, en payant les uns et les autres les mêmes droits.

4. Les navires des sujets de chacune des Hautes Parties contractantes ne paieront dans les ports et mouillages de l'autre que les droits de pilotage, etc., auxquels sont ou seront assujétis les navires indigènes.

5. Seront considérés comme navires suédois ou norwégiens et grecs ceux qui navigueront et seront possédés conformément aux règlemens en vigueur dans les pays respectifs.

6. Tous les produits bruts ou manufacturés provenant des territoires soumis à la domination des Hautes Parties contractantes, dont l'importation dans les ports respectifs où l'exportation de ces mêmes ports est ou sera légalement permise dans les navires indigènes, pourront y être importés ou en être exportés également

1836 dans les navires appartenant aux sujets de l'autre des Hautes Parties contractantes, sans être assujétis à des droits plus élevés ou autres quels qu'ils soient, que ne sont ou seront les mêmes produits importés ou exportés sur des navires indigènes.

7. Tous les articles qui, sans être produits bruts ou manufacturés des territoires soumis à la domination de Sa Majesté le Roi de la Grèce, peuvent être légalement importés dans les ports suédois ou norwégiens, ne seront soumis dans des navires grecs qu'aux droits que paieraient ces mêmes articles s'ils étaient importés sur des navires suédois et norwégiens; et une exacte réciprocité sera observée dans les ports grecs pour les navires suédois et norwégiens par rapport aux articles, qui, sans être produits bruts ou manufacturés de territoires, soumis à la dominations de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, peuvent être légalement importés dans les ports grecs.

8. Les produits bruts ou manufacturés des Etats de chacune des Hautes Parties contractantes, dont l'importation est légalement permise dans les Etats de l'autre, ne seront pas assujétis à des droits plus élevés ou autres, quelle que soit leur dénomination, que ceux auxquels sont ou seront assujétis les produits du même genre, provenant d'un autre pays, sauf le cas où, dans les Etats de l'une des deux dominations, les droits sur les productions brutes ou manufacturées d'un autre pays viendraient à être diminués à la suite d'un traité formel, sur l'assurance d'avantages commerciaux particuliers ou d'une diminution de droits analogue; dans ce cas, l'autre Gouvernement ne pourra demander la même diminution de droits qu'en offrant les mêmes avantages, et il n'en jouira qu'à dater du moment où il les aura assurés, et s'il ne pouvait en présenter de même étendue et qualité, qu'après en avoir donné d'équivalens; et dans tous les cas les deux Gouvernemens devront conclure un arrangement particulier à cet égard.

9. En tout ce qui a rapport à la police des ports, au chargement ou déchargement des navires, à la sûreté des marchandises, objets de trafic, biens et effets quelconques, les sujets des Hautes Parties contractantes seront mutuellement soumis aux lois et règlemens de police locaux; par contre, ils jouiront en leurs personnes et biens, dans toute l'étendue des territoires

respectifs, des mêmes droits, priviléges, faveurs, exemp- 1836
tions qui sont ou seraient accordés aux nationaux. Ils pourront disposer librement de leurs propriétés par vente, échange, donation, testament, ou toute autre manière, sans qu'il y soit mis aucun obstacle ou empêchement, en se conformant néanmoins aux lois et règlemens de leurs pays respectifs. Ils pourront transférer, comme bon leur semblera, leur fortune d'un des deux territoires dans l'autre, sans être assujétis, à raison de cette translation, à une taille ou taxe extraordinaire quelconque.

10. Il ne sera donné, ni directement, ni indirectement, ni par l'un des deux Gouvernemens, ni par aucun agent, compagnie ou corporation, agissant en son nom ou sous son autorité, aucune préférence pour l'achat ou la vente de produits bruts ou manufacturés provenant des possessions de l'une des deux Hautes Parties contractantes et importés dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire : l'intention des Hautes Parties contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

11. S'il arrive que quelque navire de guerre ou marchand suédois et norwégien ou grec fasse naufrage dans les ports ou sur les côtes des territoires respectifs, le plus grand secours possible leur sera donné, tant pour la conservation des personnes et effets, que pour la sûreté, le soin et la remise des articles sauvés, et ceux-ci ne seront assujétis à payer des droits qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la consommation.

12. Les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas recevoir de pirates dans aucun des ports, baies, ancrages de leurs Etats, et d'appliquer l'entière rigueur des lois contre toutes personnes, connues pour être pirates et contre tous individus résidant dans leurs Etats, qui seraient convaincus de connivence ou de complicité avec elles. Tous les navires et cargaisons appartenant à des sujets des Hautes Parties contractantes que les pirates prendraient ou conduiraient dans les ports de l'une ou de l'autre, seront restitués à leurs propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir dûment autorisés, s'ils prouvent l'identité de la propriété, et la restitution aura lieu même quand l'article réclamé serait entre les mains d'un tiers, pourvu qu'il soit

1836 prouvé que l'acquéreur savait ou pouvait savoir que ledit article provenait de piraterie.

13. S'il arrivait que l'une des Hautes Parties contractantes fût en guerre avec quelque Puissance, Nation ou Etat, les sujets de l'autre pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes Etats, excepté avec les villes ou ports qui seraient bloqués ou assiégés par terre ou par mer. Mais dans aucun cas ne sera permis le commerce des articles réputés contrebande de guerre.

14. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des consuls-généraux, consuls, vice-consuls et agens dans les ports ou villes des domaines de l'autre, où ils sont ou seraient jugés nécessaires pour le développement du commerce et des intérêts commerciaux de leurs sujets. Les consuls de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernemens respectifs, ne pourront toutefois entrer en fonctions sans l'approbation préalable du Gouvernement dans le territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, de priviléges égaux.

15. Le présent traité de commerce et de navigation sera en vigueur pendant dix ans, à dater du jour de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

16. Les ratifications du présent traité seront échangées à Athènes dans l'espace de cinq mois, ou plus tôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, le 22 novembre — 4 décembre de l'an de grâce mil huit cent trente six.

(L. S.) Charles de Heidenstam. (L. S.) J. Rizo.

27.

Traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et le Mexique, conclu le 28 Décembre 1836.

(Communication adressée aux chambres de commerce en France par le Ministre du commerce).

Ratifié par le Mexique le 3 Mars 1837 et par l'Espagne le 14 Novembre suivant.

Extrait.

Les premiers articles de ce Traité renferment la reconnaissance du Mexique par l'Espagne et le retablissement de la paix entre les deux pays. Suivent les stipulations relativement aux intérêts commerciaux.

Art. 5. Les sujets de S. M. catholique et les citoyens de la république mexicaine seront considérés, pour la perception des droits à raison des produits, effets et marchandises qu'ils importeront dans les territoires des hautes parties contractantes, ou en exporteront sous leur pavillon respectif, comme ceux de la nation la plus favorisée, excepté dans les cas où, pour se procurer des avantages réciproques, les hautes parties conviendront de concessions mutuelles qui tourneront au bénéfice des deux pays.

Art. 6. Les commerçans et autres sujets de S. M. catholique, et les citoyens de la république mexicaine qui s'établiront dans les territoires de l'un ou l'autre pays, y trafiqueront ou le traverseront en tout ou en partie, jouiront de la plus parfaite sécurité sur leurs personnes et leurs propriétés, et seront exempts de tout service forcé dans l'armée ou la flotte et dans la milice nationale, et de toute charge, contribution ou impôt qui ne serait pas payé par les sujets et citoyens du pays où ils résideront; et tant pour la répartition des contributions, impôts et autres charges générales comme pour la protection et les franchises dans l'exercice de leur industrie, et aussi relativement à l'administration de la justice, ils seront considérés comme les naturels de la nation respective, à la charge de se soumettre aux

1837 lois, règlemens et usages de celle chez laquelle ou ils résideront.

28.

Règlement du Gouvernement de la Moldavie sur la franchise du port de Galatz, daté de Jassy, le 13 *Avril* 1837.

(Communication privée).

Art. 1er. Le port et la ville de Galatz, dans les limites ci-dessous indiquées, y compris le village *Vadoul Oungouroul*, jouiront des droits de port franc et de lieu d'entrepôt.

2. La ligne de démarcation du port franc commence aux bords du Danube, au-dessous du faubourg *Répile*, et, traversant le nouveau fossé, elle aboutit à une grande colline attenant au village *Vadoul Oungouroul*, d'où, franchissant un ravin, dans la direction de l'est, elle joint la Bratisch, suit ses bords jusqu'au Danube, et remonte la rive de ce fleuve jusqu'à son point de départ, en conformité du *Chrysobule* princier qui statue sur cette délimitation.

3. Toute marchandise apportée dans l'intérieur de cette ligne, sera exempte de droits de douane, sauf le cas où elle serait transportée à l'étranger ou introduite dans la principauté, sans préjudice, toutefois, des règles établies pour le transit.

4. La douane placera des surveillans aux barrières établies sur la ligne de démarcation, et aura son bureau dans la ville même.

5. La quarantaine est réputée comprise dans ladite ligne, pour toutes les marchandises qui, après leur purification, entreraient immédiatement dans le port franc: la douane ne pourra nullement les atteindre; mais, pour éviter toute réclamation de la part de cette dernière, il est arrêté que les marchandises, une fois purifiées, ne devront passer que par la ville de Galatz, et ne pourront être exportées que par les points où les barrières se trouvent établies.

6. Toutes marchandises arrivant par eau, de l'étranger pour suivre leur destination ou y être chargées

: d'autres navires pour la réexpédition, seront exemp- 1837
de tout paiement de droits, et n'éprouveront au-
ne entrave dans leur trajet sur le Danube, quand
ême elles auraient été déchargées dans le port franc.

Sont exceptés de cette disposition, les produits dé-
nés dans le règlement et la convention, tels que les
réales, le suif et le bétail venant de la Valachie.

7. Pour obvier à l'abus résultant de la confusion
s marchandises d'entrepôt apportées par eau, avec
s marchandises destinées à l'exportation, et qui sont
sujéties au droit de douane, les négocians sont tenus
déclarer à la douane, l'espéce et la quantité des
archandises destinées à suivre leur route sur le Da-
ube. La douane leur délivre gratuitement des expé-
tions spécifiant la nature de la cargaison, en vertu
squelles ils sont affranchis de tout droit.

Dans le cas où le négociant, changeant d'avis, vou-
ait introduire dans le pays, soit la totalité, soit une
rtie des marchandises ainsi déclarées, il pourra le
ire moyennant le paiement de l'octroi.

Les négocians qui auraient négligé de se munir de
expédition susmentionnée, paieront le droit d'exporta-
on pour toutes leurs marchandises, sans égard au
it de leur arrivée par eau.

8. Les produits du sol ou de l'industrie étrangère
nportés par eau, pour être réexportés hors de la
rincipauté, en transit, ne paieront aucun octroi; et,
our éviter tout abus en douane ou toute tentative de
ontrebande, les douaniers et les négocians se soumet-
ront aux mesures qui ont été observées jusqu'à présent.

L'expédition de transit délivrée par la douane, sera
ayée $\frac{1}{4}$ *zwanzig*.

Pour la sûreté des marchandises expédiées en tran-
it, le fermier de la douane est tenu d'avoir, dans l'en-
einte du port franc, un magasin couvert où les mar-
handises ne soient pas confondues avec celles qui ont
n droit à payer en douane.

9. Les marchandises introduites de l'étranger, par
erre, ne seront pas exemptes du droit de douane à
eur entrée dans la principauté; elles suivront le même
régime qu'antérieurement.

10. Les négocians qui, par la vente clandestine,
dans la principauté, des marchandises déclarées en tran-

1837 sit, porteraient préjudice au trésor, seront réputés con trebandiers.

11. Les droits et priviléges du port franc n'ex cluent nullement les dons volontaires des négocians d Galatz ; il sera payé, en conséquence, pour toute sort de marchandise entrée dans le port :

Grains.	Blé . . .	Par *quilo* . . .	10 *para*
	Orge . . .	*Idem*	5
	Seigle . .	*Idem*	5
	Millet . .	*Idem*	5
Autres marchandises.		Par 100 piastres de valeur.	10

12. Sont maintenus :

Les droits prélevés autrefois, sous la dénominatio de *dochlina*, sur les *vivres* et le *suif*.

Le *chajerito*, sur le *poisson* de toute sorte, sa ou fumé.

Le droit d'exportation sur le *tabac*.

13. Le privilége de port franc et entrepôt pour l ville de Galatz, courra du 1er juin 1837.

14. Un tarif spécial sera publié pour fixer le dro de douane à payer par chaque marchandise, à la sort des barrières de Galatz, afin de prévenir tout abus.

29.

Traité entre le Général français Bu geaud et l'Emir Abd-el-Kader, con clu à Tafna dans la province d'Ora en Algérie, le 30 *Mai* 1837 *et rati fié par la France.*

(Annuaire historique universel pour 1837. Par M *Ulysse Tencé*. Paris, 1838. Appendice p. 9.)

Entre le Lieutenant-général Bugeaud, Comm dant les troupes françaises dans la province d'Oran, l'Emir Abd-el-Kader

a été convenu le Traité suivant :

Art. 1. L'Emir Abd-el-Kader reconnait la souv raineté de la France en Afrique.

Art. 2. La France se réserve dans la provin d'Oran : Mostaganem, Masagran et leurs territoire

an, Arzew; plus un territoire ainsi délimité: à l'est 1837
r la rivière de la Macta et le maras d'où elle sort;
sud une ligne partant du marais ci-dessus mentionné,
ssant par le bord sud du lac Sebgha et se prolon-
ant jusqu' à l'Oued-Malah (Rio-Salado) dans la di-
ction de Sidi-Saïd, et de cette rivière jusqu'à la
er, de manière à ce que tout le terrain compris dans
périmètre soit territoire français;

dans la province d'Alger: Alger, le Sahel, la plaine
la Mitidja, bornée à l'est jusqu'à l'Oued-khadra et
-delà; au sud par la première crête de la première
aine du petit Atlas jusqu'à la Chiffa, et en y com-
nant Blida et son territoire; à l'ouest par la Chiffa,
squ'au coude de Masafran, et de là par une ligne
oite jusqu'à la mer, renfermant Coléah et son terri-
ire; de manière à ce que tout le terrain compris dans
périmètre soit territoire français.

Art. 3. L'Emir administrerera la province d'Oran,
lle de Titteri et la partie de celle d'Alger qui n'est
s comprise à l'ouest dans les limites indiquées dans
rt. 2. Il ne pourra penetrer dans aucune autre par-
e de la regence.

Art. 4. L'Emir n'aura aucune autorité sur les
usulmans qui voudront habiter sur le territoire ré-
ervé à la France; mais ceux-ci resteront libres d'aller
ivre sur le territoire dont l'Emir a l'administration;
omme les habitans du territoire de l'Emir pourront
enir s'établir sur le territoire français.

Art. 5. Les Arabes vivant sur le territoire français
xerceront librement leur religion. Ils pourront y bâ-
ir des mosquées et suivre en tout point leur discipline
eligieuse, sous l'autorité de leurs chefs spirituels.

Art. 6. L'Emir donnera à l'armée française: 30,000
anèques (d'Oran de froment, 30,000 fanèques (d'Oran)
'orge, 5000 boeufs. La livraison de ces denrées se
ra à Oran par tiers; la première aura lieu le 1er au
5 Septembre 1837, et les deux autres de deux en
ux mois.

Art. 7. L'Emir achtera en France la pondre, le
oufre et les armes dont il aura besoin.

Art. 8. Les Koulouglis qui voudront rester à
lemcen ou ailleurs, y posséderont librement leurs pro-
riétés et y seront traités comme les Hadars. Ceux

1837 qui voudront se retirer sur le territoire français, pour
ront vendre ou affermer librement leurs propriétés.

Art. 9. La France cède à l'Emir Rachgoun, Tlem
cen, le Mechouar et les canons qui étaient ancienn
ment dans cette dernière citadelle. L'Emir s'oblige
faire transporter à Oran tous les effets ainsi que
munitions de guerre et de bouche de la garnison
Tlemcen.

Art. 10. Le commerce sera libre entre les Arabes
les Français qui pourront s'établir réciproquement
l'un ou l'autre territoire.

Art. 11. Les Français seront respectés chez
Arabes, comme les Arabes chez les Français. Les
mes et les propriétes que les sujets français auront
quises ou acquerront sur le territoire arabe, leur
ront garanties. Ils en jouiront librement et l'Emir s'o
lige à leur rembourser les dommages que les Ara
leur feraint éprouver.

Art. 12. Les criminels des deux territoires ser
réciproquement rendus.

Art. 13. L'Emir s'engage à ne concéder au
point du littoral à une puissance quelconque sans l'
torisation de la France.

Art. 14. Le commerce de la Régence ne pou
se faire que dans les ports occupés par la France.

Art. 15. La France pourra entretenir des a
auprès de l'Emir et dans les villes soumises à son
ministration, pour servir d'intermédiaires près d
aux sujets français, pour les contestations commerci
ou autres qu'ils pourraient avoir avec les Arabes.
L'Emir jouira de la même faculté dans les ville
ports français.

Tafna, le 30 Mai 1837.

Le Lieutenant-général commandant la province d'Or

BUGEAUD

Cachet du Général Cachet d'Abd-el-Kader.

30.

Actes concernant les négociations des Professeurs Prussiens J. Braun et P. J. Elvenich avec le Saint Siège à Rome, pour la défense de la doctrine hermésienne. 7 Juin 1837 — 6 Avril 1838.

Acta Romana. Ediderunt Dr. Braun et Dr. Elvenich. Hannover. et Lips. 1838).

I.

Eminentissimo et Reverentissimo Principi ac Domino Lud. Lambruschinio. S. R. E. Card. Presb., Sanct. S. a Secretis Status

Il. devot. dicunt et optima quaeque a Deo precantur I. Braun, Theol. D. et Prof. in Univ. Bonn. et P. I. Elvenich, Philos. D. et Prof. in Univ. Vratisl.

Quod maximopere optaveramus, Eminentissime Princeps ac Domine, ut liceret nobis intimam reverentiam et devotionem erga Te nostram coram testificari, id gratissime concessum iri his proximis diebus laetissimo animo accepimus. Visum est tamen, ut praevio aliquo quanquam perexiguo documento nostros erga Te summi devotissimi affectus significaremus, ad Te mittere, Eminentissime Princeps ac Domine, Tibique observantissime offerre duo opuscula latine conscripta, ex quibus, quid sentiamus de causa Hermesiana, ex parte saltem intelligere queas. Enixe rogamus atque obsecramus Te, Eminentissime et Reverendissime Cardinalis, ut haecce opuscula, quae quidem ob temporis angustias elegantiori et meliori forma induere non licuit, benigne excipere digneris. Ceterum si argumentum eorum Tibi, Summo in Ecclesia Viro, non omnino displiceret; ea res nobis et magnum gaudium et incredibile in rebus afflictis solatium afferret.

Scr. Romae d. 7. Iun. 1837.

II.

Epistola Card. Lambruschinii ad Braunium et Elvenichium.

Dalle Stanze del Quirinale 9. Giugno 1837.

Il sottoscritto Cardinale Segretario di Stato si da premura di partecipare alle Signorie LL. Illme, che Sua Santità ha incaricato il Rmo Padre Rootlaan Prepósito Generale della Compagnia di Gesù di conferire con loro sul testo e sulla traduzione della condannata opera di *Hermes*.

1837 Riserbandosi il sottoscritto a farle conoscere fra non m
il giorno, e l'ora in cui il Santo Padre si degnerà di rice
profitta di questo incontro per rinnovare alle Sigrie LL. Illm
assicurazioni della sua distinta stima. L. Card. Lambrusch

Agli Illmi Signori I Sigri Professori
Braun ed Elvenich.

III.

Epistola Card. Lambruschinii ad Bunsenium O torem Regium.

Dalle Stanze del Quirinale 11. Giugno 18

Avendo Sua Santità commessa una particolare udienza ai Professori Prussiani Sigri Braun ed Elvenich, resta questa fi per Mercoledì mattina 14. del corrente un' ora prima del mezz

Il Cardinale Segretario di Stato mentre ne dà l'oppor partecipazione alla Eccellenza Vostra, La prega altresì di far noscere ai detti due Professori questa disposizione del Santo dre, onde possano i medesimi trovarsi nelle Anticamere Pontif nel giorno ed ora designati, e profitta di questo incontro per protestare alla stessa Eccellenza Vostra le sincere proteste d sua distinta considerazione.

L. Card. Lambrusch

S. E.
Il Sig. Consigle Cave Bunsen Ministro
Plenipotenziario di S. M. Prussiana.

IV.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Sanctissimu Patrem.

Sanctissime Pater!

Quum omnium vere catholicorum est sincero animo exop et pro totis viribus a Dei providentia acceptis tueri atque au salutem Ecclesiae Romanae Catholicae, tum ad eos, qui consti in publico docendi munere ad reliquorum hominum mentes in mandas flectendasque praecipue valent, etiam praecipuo et pe liari quodam modo sanctissimum illud officium pertinere existim dum est. Et nos quidem, qui intelligebamus peculiare istud ficium nobis quoque incumbere, quamvis in eius explendi stu et in laboribus propter finem gravissimum susceptis facile pro rium humanarum infirmitate interdum labi minusve idoneis su diis uti potuerimus: tamen id saltem nobis conscientia testatur quod idem in alios plurimos ex eadem schola profectos cadere tamus — sincera mente et optima voluntate nos semper defens causam Ecclesiae in illis regionibus tot hostibus obsessae, tot chinis tentatae atque impugnatae. Coniunctam huic conscien habemus intimam persuasionem, nos etiam tum, si forte inscii que inviti in errorem aliquem inciderimus, ita et fuisse et voluntate affectos, ut Ecclesia Romana Catholica fideliores no que sibi addictos filios in Germania hoc tempore vix habuerit, habeat. Sed eadem haec conscientia eademque persuasio al nunc in rebus afflictis incredibile nobis solatium affert, neque

solum, sed etiam eum animum addit, ut tueri, quantum in nobis 1837
est, causam Ecclesiae, et mala gravissima, quae in Germania immi-
nent et indies incrementa capiunt, ab ea avertere non intermit-
amus. Mirifice auget istum animum laetissima cogitatio, Te, San-
tissime Pater ac Domine, et iustissimum et elementissimum San-
tissimum I. Christi in terris Vicarium esse omnesque filios Tuos fideles
eadem caritatis benevolentia et amore paterno amplecti. Quamobrem
etsi non sine sollicitudine et aegritudine quadam animi tamen iustam
spem et fiduciam in corde retinentes audemus ad Te, Beatissime Pater,
summa cum devotione accedere et ad pedes Tuos provoluti hunc
libellum humillime Tibi offerre. Non equidem huius libelli is scopus
est, ut doctrinam Hermesii et scholae Hermesianae ab iis, in
quos incidit, reprehensionibus liberet, sed hoc unum nobis humil-
lime hasce litteras offerentibus in animo est, ut ex nonnullis do-
cumentis infra subjectis, quibus alia multa possunt adiungi, quo-
modo appareat, qualem doctrina Hermesii etiam extra scholam
a ipsa vita sese praestiterit, quidve de eius indole viri quidam
gravissimi iudicaverint.

His documentis, quorum partim autographa partim copiae iu-
stam fidem habentes in promptu sunt, aliquantum conferri, ut bona
e scholae Hermesianae studiis existimatio aut suscipiatur aut suscepta
magis firmetur, ardentissime cupimus, non nostra ipsorum causa sed
propter Ecclesiae Catholicae salutem, cuius si conservationem et vi-
gorem in Germania cordi non haberemus, iure in gravissimas re-
prehensiones incideremus. Parati sumus illorum documentorum
numerum, ubi videbitur, aliis plurimis augere, parati sumus, San-
tissime et Clementissime Pater, cum sincero veritatis amore, ad
quem et lex rationis et lex divina nos obligat, nihil neque simulantes
neque dissimulantes totam causam exhibendis illustrationibus et expli-
cationibus in eam lucem collocare, quae, ut confidenter speramus, con-
ferre possit, ut gravissimae discordiae inter ipsos Catholicos in
Germania exortae tollantur, ut incrementis malorum quotidie in-
crescentium obstaculum ponatur, ut inter Ecclesiae Catholicae
filios pax redeat cum per se maxime optabilis, tum in iis praeser-
tim regionibus necessaria, quae luctuosissimum praebent contro-
versiarum, dissensionum rixarumque in religionis causa spectacu-
lum. Testem nos quidem habemus conscientiam — idemque et
aliquis Hermesii discipulis nobis persuasum est —, nihil nos cre-
dere aut docere velle, nisi quod a S. Matre Ecclesia ad cre-
dendum proponitur, paratique sumus omnem errorem, in quem
forte inscii ac nolentes inciderimus, edocti statim relicere.

Utinam Deus Potentissimus, Sapientissimus et Benignissimus
mentes nostras sua gratia illuminet! utinam et nostra et aliorum
studia ac labores suo auxilio ita moderetur et dirigat, ut unice
veritati christianae saluti ferae serviatur. Te autem, Sanctissime
Pater ac Domine, supplices rogamus, ut nobis, qui fidelissimis
atque obedientissimis filiis Tuis annumerari sincere cupimus, Bene-
dictionem Apostolicam impertiri digneris.

Permanemus semperque permanebimus

Sanctitatis Tuae

humillimi ac devotissimi servi

Romae
13. Iunii 1837.

Jos. Braun, S. Theol. Doct. et Prof.
P. J. Elvenich, Philos. Doct. et Prof.

1837

V.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Cardin. Lan bruschinium.

Eminentissime Princeps ac Domine!

Accepimus litteras d. 9. Iunii a Te benignissime datas, Em nentissime Princeps ac Domine, quibus significasti nobis ex c creto Sanctitatis Suae Praeposito Generali Societatis Iesu, Rev rendissimo Domino ac Patri Roothaan hoc esse munus demandatu ut textum et translationem operum Hermesianorum nobiscum co ferat. Quamobrem non intermisimus ad hunc Virum gravissimu ut primum erat ex itinere redux factus, accedere cum eoque co stituere ea quae ad rationem negotii inchoandi et perficiendi pe tinent. Reliquum est ut Tibi, Eminentissime Cardinalis, intim gratias agamus non solum pro eo, quod Ipse nos benevolentissi excepisti, sed etiam quod aditum parasti ad Sanctissimum Patr ac Dominum nostrum, qui tanta nos bonitate et tam vere pater amore excipere et audire dignatus est, ut, si fieri posset, nostr erga Principis Apostolorum Successorem venerationi, devotioni pietati incredibile augmentum accederet.

Permittas, quaesumus, Eminentissime Princeps, ut Tuae s gratiae Tuoque praesidio gravissimo etiam atque etiam comme demus

Eminentiae Tuae

devotissimi et obedientissimi se

Romae
d. 17. Iun. 1837.

Dr. Braun. Dr. Elvenich

VI.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Praepositu Gener. Soc. Iesu.

Vir doctissime et colendissime

Praeposite generalis reverendissime!

Transmittimus Tibi, Vir summe Venerabilis, Methodologi quam Hermesius Theologiae Dogmaticae praemisit, partem aliqu per hos dies a nobis e Germanico in Latinum conversam. Relig eiusdem Methodologiae pars itemque alii tractatus theologici brevi veniant in manus Tuas, diligenter curabimus.

Inchoantes autem negotium gravissimum nihil profecto sanct habere possumus, quam et nobis et aliis omnibus, qui partem h bebant negotii, humiliter implorare Dei benignissimi auxilium, causa, unde pendet incredibilis hominum multitudinis tranquilli et salus, ad eum exitum perducatur, quem omnes bonae voluntatis catholici vehementer desiderare debent.

Confidimus, Reverendissime Domine, et certo confidimus, n nihil velle aut quaerere nisi veritatem et bonum Ecclesiae Cath licae, neque dubitamus, quin eadem animi voluntatisque affec nobis a Te tribuatur. Si quid igitur occurrerit in translatis He mesii operibus, quod aut minus accurate latinis verbis expressu esse aut explicatione quadam indigere videatur, de eo observa tissime rogamus ut nobiscum communicare placeat; quo facto s *sive ore sive scriptis*, prout Tibi videbitur, votis Tuis satisfac

us. Atque ita sperare licet fore, ut mutuam fiduciam habentes 1837
beervantesque aureum illud S. Augustini dictum „in necessariis nitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas", ad luctuosissimas iscordias pellendas, ad revocandam pacem inter Catholicos maime necessariam, ad malum, quod Ecclesiae minitabatur, in bom convertendum Deo iuvante vires nostras conferamus.

Optima quaeque Tibi, Reverendissime Praeposite Generalis, recantes permanemus cum singulari observantia

Reverentiae Tuae

Romae — obsequiosissimi servi
Calend. Iulii 1837. — Dr. Braun et Dr. Elvenich.

VII.

Responsum *Praepositi Generalis S. I. ad Braunium et Elvenichium.*

Eruditissimi Domini,

Professores Clarissimi!

Humanissimas literas Vestras, Kalendis Iulii ad me datas, una m parte aliqua Methodologiae ex 1° Volumine Theologiae Dogmaticae Hermesii, e Germanico in Latinum conversa, accepi podie illius diei ad Vesperam. Reliqua eiusdem operis, quae levi submittenda nuntiatis, a probe cognita diligentia Vestra exspecto, ut, quod mihi a SSmo Dno impositum est, executioni mandari possit, scilicet, ut latinam versionem Vestris confectam curis m Germanico conferamus. Siquid porro dubii circa versionem a Vobis concinnatam, circa versionem inquam, nam de hac sola agitur, occurrerit, de eo Vobiscum amice omnino communicare non omittam.

Ceterum optandum esset, ut Vestrae versionis opera a primo lumine, quod ipse Hermesius, dum in vivis agebat, edidit, ab *introductione*, inquam, *philosophica* inchoaretur, neque omissa *praefatione*, in qua auctor omnem totius operis sui longique poris rationem exposuit. Cum enim in Hermesii systemate plus nio tribui humanae rationi sedes Apostolica iudicaverit, et ex , veluti semine, ceteri errores, de quibus in damnatione ipsorum librorum, pullulasse videantur; in primis operae pretium es, ut, quoniam linguae germanicae minus gnaros fuisse existimaqui primi versionem latinam Sanctae Sedi obtulerunt, Vos ab quod praecipuum est, et in quo rei totius cardo vertitur, inire duceretis. Cumque incredibilis hominum multitudinis tranlitatem et salutem ab hoc negotio pendere censeatis: summi fecto momenti est, ut quam minimum fieri possit morae trahatur.

Utique, Viri Eruditissimi, auxilium Domini humili prece imploremus — invocemus Patrem luminum, ut illuminatis oculis veritatem agnoscant omnes, et agnitam omnes amplectantur bona voluntate, cuius fructus dulcissimus est pax vera et vera concordia.

1837 Haec, ego summa bona, ut mihi semper, ita Vobis, Vi Clarissimi, ex animo precor, et debita cum observantia permane Professores Eruditissimi

Vester

Romae
IV. Nonas Iul. 1837.

Humillimus et obsequiosissimu servus in Christo
Io. ROOTHAAN
Soc. Iesu Praep. Generalis.

VII.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Praepositu Gener. S. I.

Vir Doctissime et Colendissime,
Praeposite Generalis Reverendissime!

Transmittimus ad Te, Reverendissime Domine, aliam partu Methodologiae, quam Hermesius primo Theologiae Dogmatica volumini praemisit. Quod dum facimus, non alienum ab hoc loc arbitramur paucis significare, quid sit, cur primum hanc Methode logiam exhibere coeperimus, neque in exhibendis Hermesii libr sequamur eum ordinem, qui Tibi, Vir Reverendissime, quema modum intelligimus ex litteris humanissimis Nonas Iulias ad n datis, praeferendus esse videtur.

Propterea igitur initium ab illa Methodologia faciendum pu tavimus, quia in hac illud ipsum, quod etiam ex Tua sententi pro cardine totius rei habendum est, praecipue pertractatur, i quidem, ut ex iis quae et clarissime hic et satis copiose explica sunt, maxima et vera lux afferatur ad certam intelligentiam eo rum, quae de eodem argumento sive in Introductione Philosophi sive alibi Hermesius enuntiavit. Vix dubitamus, Vir summe Ven rabilis, quin in eandem nobiscum sententiam iturus sis, ut prima Methodologiam perlegeris.

Introductionem autem *Philosophicam* non possumus modo e hibere; neque enim huc attulimus latinam istius libri translationem neque talis translatio propter libri amplitudinem ipsiusque operis difficultatem intra breve temporis spatium a nobis confici possi praesertim quum id etiam negotii habeamus, ut ad locos quale cunque, qui in Hermesii operibus obscuri aut ambigui videri qu ant, idoneas notas atque illustrationes paremus. Cetera a nob institutum est, ut complures in Germania Theologi et Introducti nem Philosophicam et reliqua Hermesii opera (excepto quinto v lumine, cuius translationem attulimus) brevissimo quo fieri pote tempore in Latinum convertant, conversa huc mittant. Attam priusquam libri mittendi veniant in manus nostras, facile tres me ses elabentur tum ob locos longinquiores tum ob rei perficiend difficultatem. Atque hoc perpendentes animo nostro non possu mus non existimare maxime e re fore, si ex Hermesii operibu praecipue ex Introductione Philosophica ipsi loci, qui offensioni dedere, nobiscum communicarentur. Quapropter etiam, ut ist fieri cures nosque voti non immodesti compotes reddere velis, n dubitamus ex Te, Reverendissime Domine, ea qua est observa tia rogare. Poterit quidem hoc pacto negotium multo citius exitum perduci, id quod nobis videtur esse non parum optabile

Precantes ut iteratam singularis nostrae erga Te observantiae testificationem ratam atque acceptam habeas, permanemus 1837

Reverentiae Tuae

Romae 5. Iul. 1837.

obsequiosissimi servi
Dr. Braun, Dr. Elvenich.

IX.

Responsum Praepositi Gener. S. I. ad Braunium et Elvenichum.

Eruditissimi Viri,
Professores Clarissimi!

Responsum ad humanissimas Vestras d. 5. huius datas tantisper differre mihi necesse fuit, dum Sanctissimi Domini mentem circa ea, quae a Vobis proponebantur, intelligerem; quo certius Sanctitatis Suae sensa Vobiscum, Viri Eruditissimi, communicarem. Id quod iam, qua par est, fidelitate praestare aggredior. Inprimis novum plane accidit, nec parum displicet Sanctitati Suae, quod, cum versionem operum Hermesii, a Vobis Vestrisque adornatam, Vos ipsos Romam allaturos existimaret (sic enim proposita res fuit, cum de Vestro ad Urbem adventu ageretur) nunc demum intelligat, versionem illam, pro maiori atque praecipua parte, necdum confectam esse, et in plures menses istud qualecunque negotium Vestrum protractum iri. Enimvero Vestras tam diuturnus in Urbe moras illud habere incommodi gravissimi, quod in Vobis ceterisque Hermesii sectatoribus inde spes ali videatur, fore ut iudicium, quod de Hermesii doctrina Sancta Sedes iam protulit, aliquatenus immutetur. Quam quidem spem inanem omnino esse Sanctitas Sua diserte Vobis denuntiari iubet. Quod enim versionem a Vobis ipsis conficiendam accipere non recusavit, eo unice id factum est, ut Vobis, qui bonae voluntatis Vos esse profitebamini, gratificaretur; minime vero, quod inde ipsam Hermesii doctrinam melius cognitum iri existimavit. Etenim in huiusmodi negotiis tractandis ea ratio tenetur a Sede Apostolica, tam lente, tam caute, tam mature proceditur, ut praeter divinam assistentiam, quae Petro eiusque successoribus a Christo Domino promissa est, quamque nemo Catholicus in dubium vocare potest, humana etiam media omnia adhibeantur, quibus omne periculum immaturae decisionis evitetur. Et vero in iudicio de Hermesii doctrina, quod statutum fuit, iure meritoque statutum fuisse, vel ex ipsis Hermesianorum apologiis, (quas inter *Acta Hermesiana*, latine edita et a S. Patre lecta et perpensa), novis rationibus Sanctitati Suae persuasum est.

Quod autem notas a Vobis parari, Viri Eruditissimi, atque illustrationes ad obscuros vel ambiguos Hermesii locos dicatis, — Sanctitas Sua, qua est sapientia, observat, notis quibuscunque vel illustrationibus Hermesii doctrinam, quam eius ipsius verba prae se ferunt, neque immutatum iri, neque emendatum. Ac ne illud quidem Hermesii doctrinae profuturum, si forte, quae in eius systemate male, minus orthodoxe, ab eo dicta sunt, ea alibi rectius ab eodem dicta esse ostenderetur. Nam vel inter eos, qui plane incredulitatem professi sunt, non deesse, quorum errores ex

1837 illorum ipsorum libris planissime confutari possint. Hoc enim proprium esse eorum, qui errorem vel erroneum systema sectantur, ut ipsi sibi non cohaereant.

Denique moras necti inutiles etiam inde Sanctitas Sua colligit, quod, cum ratio postularet, ut versionis a Vobis exhibendae initium ab illis Hermesii scriptis duceretur, in quibus proprium systema suum ipse auctor exposuit, ab *Introductione* scilicet eiusque *praefatione*, Vos contra, inverso ordine, a posthumis eius operibus inceperitis.

Quapropter, cum res ita se habeant, liberum Vobis esse, ad propria reverti, nullam enim amplius existere causam, cur in Urbe moremini.

Atque haec sunt, quae iussu Sanctitatis Suae ad literas Vestras respondenda habebam. Restat, ut Vos, Viri Eruditissimi, orem obtesterque, ut qua mente Romam vos venisse non semel professi estis, eam conservetis, et opere ipso et factis ostendatis fidem Vestram *aliam non esse nisi Romanam*, quemadmodum ipsi mihi dixisse Vos memini; neque Lamennaisium, ut hoc recenti exemplo, praetermissis antiquioribus, utar, imitemini, qui suam erga S. Sedem obedientiam verbis amplissimis protestatus, factis denique ostendit, ad Urbem se tunc quidem venisse, non ut a Sede Apostolica doceretur, sed ut eam doceret, quod quidem quam luctuosum exitum habuerit, Vos ipsi videtis.

Cum omni benevolentia et observantia permaneo

D. D. Professores

Vester
humillimus et obsequiosissimus in
Christo servus
Io. Roothaan
S. I. Praep. Gener.

Romae
d. 19. Iulii 1837.

X.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Cardin. Lambruschinium.

Reverendissime atque Eminentissime
Princeps ac Domine!

Quanto erat solatii plenior spes, quam capiebamus, quum de exhibenda et conferenda Hermesii operum translatione per litteras d. 9 Iunii benevolentissime datas, nos certiores fecisses, Reverendissime et Eminentissime Princeps: tanto magis nos perculit maioremque animo nostro moestitiam et curam iniecit epistola gravissima, quam paucis ante diebus misit ad nos Reverendissimus Pater Roothaan, Soc. Iesu Praepositus Generalis. Cuius quidem epistolae itemque earum epistolarum, quae praeviae fuerunt, copias ad Te, Eminentissime Princeps, qui de negotio suscipiendo primum nobis significasti, transmittendas esse putavimus; idque dum facimus, liceat nobis de postremae epistolae argumento pauca quaedam subiungere et sapienti Tuo iudicio cum summa, qua par est, devotione submittere.

Quum e Germania discessimus, non habebamus cognitum expectari a S. Sede Apostolica, ut integra omnium Hermesii operum translatio huc asportaretur. Enimvero si cognitum habuisse-

mus, non suscepissemus iter, nisi prius absoluta eiusmodi transla- 1837
tione. Atque hoc ita esse magis etiam ex eo apparet, quod licentia itineris faciendi ab initio nobis concessa non ultra quatuor menses egreditur, quum tamen hoc temporis spatium parandae demum illi translationi minime sufficiens esse facile intelligatur. Ingredientes viam id maxime agi putabamus, ut ipsius scholae Hermesianae, quae in suspicionem heterodoxiae venerat, doctrina S. Sedi accuratius exponeretur, atque ut hac ratione luctuosissimae discordiae et turbae in Germania exortae sedarentur. Ad quem quidem finem assequendum exspectabamus fore, aut ut ipsi, venia eius rei impetrata, legitimis Iudicibus explanatam et scholae persuasionibus convenientem fidei professionem proponeremus, aut ut a S. Sede Apostolica fidei catholicae professio nobis et universae scholae ad subscribendum proponeretur. Sed rescivimus post nostrum in Urbe adventum desiderari, ut translatio operum Hermesii ab ipsis huius viri discipulis parata exhiberetur adscitoque arbitro linguae Germanicae perito cum textu iterum conferretur. Cui desiderio ac voluntati iudicavimus sine ulla mora esse obtemperandum, quippe in iustam incursuri reprehensionem, si minus parati ad obediendum extitissemus. Primum igitur non solum nosmet ipsi partem aliquam ex Germanico in Latinum convertere itemque translationem voluminis quinti — suasore Reverendissimo Episcopo Trevirensi morte defuncto iam pridem paratam et a nobis, si forte eius usus esse posset, hucce allatam — corrigere et emendare per totum diem labore improbo et indefesso (unius etiam nostrum valetudine propemodum semper adversa aliquantum impedito) conati sumus, sed etiam illico curavimus, facta pensi distributione inter viginti et amplius viros, ut reliqua omnia citius melius redderentur latine, reddita huc mitterentur. Quod autem praeterea ad obscuriores ambiguosve locos visum est modestissima ratione subiicere notas adque illustrationes, quae scholae de his locis sententias clarius exprimerent, nosque etiam corrigendi et edocendi, si quid minus probaretur, ansam et opportunitatem legitimis Iudicibus praeberent; id ipsum S. Sedi Apostolicae non ingratum esse futurum sincera mente cogitavimus. Omnino non diffitemur, quum ad negotium nobis impositum paratissimi accessimus, propter ipsam huius negotii rationem a nobis spem eam fuisse conceptam fore, ut sententia de Hermesio lata aliquatenus immutari posset. De moris autem inutilibus nectendis — id enim coram Deo, qui renes et corda hominum scrutatur, asseverare possumus — ne levissima quidem nobis cogitatio incidit; nam quum astutiis uti malisve artibus in omni re turpe ducimus, tum in hac causa gravissima id maxime impium fore nobis persuasissimum est.

Gratissimo animo memores singularis benevolentiae et gratiae, quam hucusque erga nos declarasti, Reverendissime atque Eminentissime Princeps, ut eandem propensae voluntatis affectionem inposterum nobis conservare digneris, maximopere rogamus. — Per quantum temporis spatium manere licebit in Urbe, id unice eo impendere cupimus, ut de vera scholae Hermesianae doctrina accuratam rationem modestissime reddentes, omnem heterodoxiae suspicionem, in quam incidit schola, ratione ea, quae videbitur accommodatissima, tollamus. Parati sumus professionem fidei a

1837 Sanctissimo Patre ac Domino nostro accipere; parati sumus ipsi professionem fidei exhibere; parati sumus de singulis quibusque capitibus, ad quae illa suspicio maxime pertineat, postulatas a nobis quaslibet declarationes et explanationes offerre. Re cognita a Censoribus fidei, si inveniamur aliquid contra fidem docere, de hac re edocti lubenter et publice errorem retractabimus; sin autem id secus se habeat, sperare licet fore, ut Sanctitas Sua, Clementissimus omnium fidelium Pater, quam ceteris fidelibus gratiam et tutelam impertitur, eandem nobis ab heterodoxiae suspicione liberatis impertiri ac conservare non dedignetur. Et de his quidem animi nostri effectionibus si Beatissimum Patrem Gregorium XVI, summa semper reverentia ac devotione prosequendum, certiorem facere dignaberis; ad ea beneficia, quae Tibi accepta referimus, Eminentissime Cardinalis, novum idque ingens augmentum addetur.

Ingenue orantes Deum ter O. M., ut in salutem Ecclesiae Te, Eminentissime Princeps, diutissime incolumem esse iubeat, permanemus permansurique sumus

Eminentiae Tuae

Romae d. 24. Iulii 1837. obsequiosissimi et devotissimi servi Dr. Braun. Dr. Elvenich.

XI.

Responsum Cardin. Lambruschinii ad Braunium et Elvenichium.

Illustrissimi Domini!

Accepi litteras, quas ad me die 24. Iulii dedistis, meumque duxi eas oculis Sanctissimi Patris subiicere, ut quid Sanctitas Sua circa ea quae in iisdem continebantur edicendum censeret, cognoscerem eiusque iussa efficerem.

Grates inprimis, Illustrissimi Domini, mihi sunt Vobis agendae, quod exemplaria litterarum, quas Vobis scripserat Reverendissimus P. Praepositus Generalis S. I., ad me miseritis; illud autem mihi denunciandum Vobis est, memoratas litteras, potissimum vero eas, quae die 19 Iulii ad Vos datae sunt et SSmi Patris, iussu scriptas fuisse, et Sanctitatis Suae sensa apprime continere.

Ex Vestris autem litteris gravissimo Vos in errore versari dignovi, palam enim fecistis Vos eam fovere spem *fore, ut sententia de Hermesio* (id est de Hermesii scriptis) *lata aliquatenus immutari possit.* Inficiari non possum, Illustrissimi Domini, non levi animi dolore id Sanctitatem Suam percepisse, nec parum fuisse miratam Vos eam Vestris in litteris spem exprimere non dubitasse, licet eo adduci non possit, ut credat Vos id fecisse, ut Apostolicae Sedi iniuriam irrogaretis.

Quibus rationibus fuerit adducta Sanctitas Sua, ut permitteret Latinam Hermesii operum versionem a Vobis exhiberi (quam integram Vos Romam allaturos SSmo Patri fuerat nunciatum) iam Vobis expressit Reverendissimus P. Praepositus Generalis S. I. Si autem ex Apostolicae charitatis studio id Sanctissimus Pater indulserat, eius tamen mens nec fuit nec est, ut vel levem Vobis ingereret spem, futurum ut aliqua induceretur immutatio

h Hermesii operum damnatione, quae ita firma manet, quemad- 1837.
modum inconcussa stat, a qua promanavit, auctoritas. Sanctitas Sua vult itaque, ut omnem hanc circa rem abiiciatis spem, quae inanis quidem est et S. Sedi vel maxime iniuriosa.

Scholae Hermesianae doctrinam ab Hermesii scriptis distinguentes, Vestris in litteris declaratis paratos Vos esse *professionem fidei a SSmo Patre accipere*. Sanctitas Sua non potest, quin de huiusmodi sensibus vel maxime laetetur gaudeatque, meritamque Vobis pro iis tribuit laudem: prona autem Vobis patet via at Vos, qua Catholicos decet viros, quod verbis expressistis, factis comprobetis. Enimvero Hermesii scripta a S. Sede iam damnata sunt: Apostolicae Sedis sententiam firmam per se esse inconcussamque manere Vobis iam est declaratum, non nova igitur opus est fidei professione, quae a Sanctissimo Patre proponatur, aut erit ut qua par est obedientia Sanctae Sedis iudicio, quo Hermesii scripta fuerunt damnata, corde et animo Vosmet ipsos subiiciatis, ea reprobantes, quae a Petri Cathedra fuerunt reprobata, nihilque unquam praestetis quo ab indubio hoc veritatis tramite deflectatis.

Haec, Illustrissimi Domini, germana sunt Sanctitatis Suae sensa, quae dum vobis refero, non ingratum Vobis sit me S. Gregorii Magni verbis Vos alloqui: „Dignum est ut de Ecclesia B. Petri, Apostolorum Principis, nullum ulterius scrupulum habeatis: sed in vera fide persistite, et vitam vestram in Patre Ecclesiae, hoc est in confessione B. Petri Apostolorum Principis soliditate" (lib. III. Epistola 33. Indict. XII.).

Post ea quae Sanctissimi Patris iussu Vobis palam feci, ipsimet facile perspicietis inutile prorsus esse, ut pro negotio Hermesiano diutius in Urbe maneatis. In patriam autem reversis, vestrum erit, Illustrissimi Domini, aliis exemplo praeire in exhibenda Petri Successori Christique in terris Vicario obedientia, quam Vestris in litteris polliciti estis: Vestrum erit Hermesii doctrinae sectatores hortari, ne vanis pravisque disputationibus Ecclesiae unitatem, quae in B. Petro eiusque Successoribus fundamentum habet, dilacerent, atque ab ea recedant via, quae ad miserum nefandumque schisma ducit.

Sanctissimus Pater non dubitat, quin Vos, pro eo quo flagratis religionis zelo, id alacri animo sitis praestituri, in illudque adlaboraturi, ut Vestrarum regionum Catholici omnes arctius indies Cathedrae Petri adhaereant, eidem debitam exhibeant obedientiam, neque aliam corde teneant et profiteantur, quam Petri, id est Romani Pontificis fidem.

Hac utor occasione, ut argumentum Vobis exhibeam sincerae existimationis, qua permaneo

Romae
d. 5. Augusti 1837.

ad serviendum paratissimus.
L. Card. Lambruschini.

Illustrissimis Dominis
Dominis Braun et Elvenich.

1837

XII.

Responsum Braunii et Elvenichii ad Cardin. Lambruschinium.

Reverendissime et Eminentissime
Princeps ac Domine!

Ex litteris, quas die 5. h. m. ad nos dedisti, Eminentissime Princeps, cum maximo animi dolore percepimus, non posse ad eum finem, qui nobis iter Romam ingredientibus propositus erat, assequendum nostro studio et opera quidquam amplius in Urbe conferri.

Restat ut apertius dicamus, quam subesse voluerimus significationem verbis illis, quae exstant in superioribus litteris ad Eminentiam Tuam datis: „Omnino non diffitemur, quum ad negotium nobis impositum paratissimi accessimus, propter ipsam huius negotii rationem a nobis spem eam fuisse conceptam fore, ut sententia de Hermesio lata aliquatenus immutari posset." Nimirum integra omnium Hermesii operum translatio Latina paranda et cum textu Germanico conferenda erat. Pro huius negotii ratione illud sumpsimus, quod omnino sumendum videbatur, paratam et pro fida habitam, nostris etiam, si videretur, notis instructam totius systematis Hermesiani translationem huic usui futuram esse, ut ex ea, quale totum hoc esset systema, qualis omnium partium inter se connexio, quae vis et natura methodi observatae, qualem alia ex aliis lucem accipere possent, cognosceretur. Speravimus igitur — atque spes ista ad illam sumptionem sponte accessit — fore, ut ea re perfectior totius systematis Hermesiani cognitio comparari mitiorque de Hermesio opinio sive sententia suscipi posset, speravimus, quod a gravissimis et probatissimis viris nobis iudicatum fuit, fore, ut integra omnium Hermesii operum translatio notis instructa et illustrata, si nihil in ea contra fidem catholicam repertum fuisset, ad placandos animos cum approbatione in lucem prodire posset. Dicere aut significare aliquid, quo S. Sedi Apostolicae irrogaretur iniuria, id sane abfuit a mente nostra et abfuit quam longissime.

Recedentes a negotio, quod faustis auspiciis in Urbe inchoasse nobis videbamur, gratam Tuae, Emin. Princeps, erga nos benevolentiae memoriam servamus, salutem Tibi plurimam a Deo O. M. precamur et ex animo permanemus

Eminentiae Tuae

Albani d, 10. Augusti 1837. obsequiosissimi et devotissimi servi Dr. Braun. Dr. Elvenich.

XIII.

Epistola Elvenichii ad Praepositum Gener. S. I.

Vir Doctissime,
Praeposite Generalis Reverendissime!

Dicere non possum, Reverendissime Pater, quanta sollicitudine quantoque moerore animum nostrum affecerint litterae gravissimae, quas d. 19. Iulii misisti ad me et ad itineris mei socium Doctorem Braun, s. Theologiae Professorem Bonnensem. Sed

meter alia, quae communiter ac pari ratione attingunt nos ambo, 1837
litteris Tuis etiam haec sunt: „Et vero in iudicio de Hermesii octrina, quod statutum fuit, iure meritoque statutum fuisse, vel ex ipsis Hermesianorum apologiis, (quas inter *Acta Hermesiana*, itine edita, et a S. Patre lecta et perpensa), novis rationibus anctitati Suae persuasum est." His verbis, ni fallor, ea subest gnificatio: in Actis Hermesianis, quorum quidem me esse auctorem nostri, errores occurrere atque defendi fidei catholicae contraios. Equidem sentio hominem esse errori obnoxium, neque difficor potuisse evenire, ut in Actis mihi excideret aliquid a veritate alienum: at idem quum sententiam et agnoscam sanctissima ge nos obligari ad veritatem amandam sinceroque animo studiose mplectendam et ad errores omnes, praecipue eos, qui pugnant cum erbo divino, aversandos atque abiiciendos; non inique Te spero rsum esse, Reverendissime Pater, si sanctissimae huic legi conscienter maximopere oro Te, ut, quaecunque propositiones contra fidem catholicam in Actis Hermesianis a me editis reperiantur, rum certam mihi notitiam parare velis. Edoctus non dubitabo ublice retractare; cui quidem asseverationi meae ut fidem adhibeas, item Te, Reverendissime Pater, vehementer rogo.

Salutem plurimam ex animo Tibi exoptans non desisto permanere,

Reverendissime Praeposite Generalis,
Tui observantissimus et obsequiosissimus
servus
P. I. Elvenich
Philos. Dr. et Prof.

Romae
20. Iulii 1837.

XIV.

Responsum Praepositi Gener. ad Elvenichium.

Vir Eruditissime,
Clarissime Professor!

Accepi nudius tertius litteras tuas die 20. huius ad me datas, quibus cum dolorem exprimis a te conceptum ex iis, quae Sanctitatis Suae nomine scripseram de *Actis Hermesianis*, tum petis a me ut *quaecunque propositiones contra fidem catholicam* in illa elucubratione tua reperiantur, distincte tibi indicem. Quod a me petis, Vir optime, ita quidem, ut tu petis, praestare, praequam quod longissimi esset laboris (nam examen ac disquisitionem requireret multam, ne vel nimis multa notarem, vel pauca) animadvertere debeo, id negotii mihi a Sanctissimo Domino mmissum non esse. Sed neque id necessarium esse video. mpe illud scire cupis, ni fallor, quid sit quod SSmus Dnus de sententia, quam de Hermesii doctrina protulit, ex ipsius libri lectione confirmatum fuisse dixerit. Hoc equidem paucis inre tibi posse me existimo, non equidem ex officio mihi demandato, sed ut tuae sollicitudini, quam non possum non probare, tisfaciam.

Imprimis itaque sic existimo, ubi de *methodo* disciplinae eologicae tractandae agatur, non eam solum improbandam esse ethodum, ut tu reri videris (praef. p. X.) quae *aliquid habeat*

1837 *quod pugnet cum fide* (errorem enim docere non tam ipsius n thodi videtur fore, quam funesta methodi sequela) sed sufficere, nec probetur, neq toleretur methodus, si periculosa sit, eoque i perniciosa esse vel fore iudicetur. Atque hoc potissimum est, ego fallor, quod in Hermesii doctrina, seu potius dicam systema damnasse Sancta Sedes dicenda est.

Enimvero hoc Hermesii systema cum defendendum tibi *Actis* illis assumpsisti, in ipsa defensione tua pericula system ipsius vel damna patefecisse videris. Pauca exempli loco attingi

Cap. III. *de fidei natura* ex Hermesio ita disputas, ut v fidei notio, *fidei*, inquam, qualem Catholica intelligit ac do Ecclesia, plane te fugisse videatur. Catechismi Romani locum fers (pag. 23) et scilicet *gradus* diversos, quos ille Catechism in fide admittit, cum *formis* fidei confundis. *Formas* vero fi diversas esse, aut esse posse plures quam unicam omnino form *fidei* illius, inquam, de qua Catechismus Romanus loquitur, a Catholicos plane inauditum est. Agitur enim de fide praestita *quae tradita sunt divinitus*, ut ibidem Cat. Rom. Iam qua tione huic fidei illae variae convenire possint *formae* — ut *philosophica* vel *positiva* — *physice necessaria* vel *physice n necessaria* — *rationi consentanea* vel *rationi non consentanea* plane non video. Potestne v. g. fieri, ut quae tradita sunt divi tus, ea rationi non sint consentanea?! — Cum vero genera dicatur *rationi non consentanea* (pag. 27.) ea fides, qua quis *a que rationis ductu* credit, cum hoc, inquam, absque distincti ulla asseratur, longe maxima fidelium pars *levitatis* et vero eti *superstitionis* arguitur, nec ulla ratio habetur illius summi be ficii, quo qui a fidelibus parentibus progeniti et, baptismo infa regenerati sunt, fidei donum iam inde ab illo tempore infusum ceperunt. — Totius porro systematis Hermesiani gravissimus defectus per omnem elucubrationem tuam se prodit.

Cap. IV. inquisitionem de fide, an sit rationi consentanea, cipiendam dicis ab examinandis iis quae docet. — Equidem diffiteor, recte inde inchoari posse, ubi falsae religionis exa instituatur, cuius absurda dogmata et cum ratione pugnantia oculos protinus incurrunt. In Religionis vero Christianae dem stratione ab externis argumentis initium potius faciendum e Patrum habet usus et suadet ratio. Cum enim demonstratio in tuatur eorum causa, qui fidem non habent, si ab internis ar mentis, ab intima ipsius fidei doctrina, initium facias, multa i necessario sese offerent, quae ut sunt supra rationem, ita esse contra rationem, nimis longo anfractu, et plerumque in conatu, demonstrare aggrediaris.

Quae cap. VI. ex Hermesio disputantur de prodigiis a C sto patratis, eiusmodi sunt, ut ils etiam offensus si fuerit SS Dnus, non mirer. Quid enim? Admisso principio, quod om negandum erat, non posse certo cognosci miraculum, propt quod omnes naturae vires nobis cognitae non sint, — cum r theoretica certitudinem non tribuat — tribuetne certitudinem ratio practica, quod si v. g. Lazari suscitatio non esset ver prodigium, mortuorum cadavera terrae mandari non possent, deberent?! Haec ratio practica quid certitudinis verae pariat, sane apparet. — Profecto si ita diiudicanda esse miracula ad

ferme dicere poterimus, omnes qui credidisse in scripturis 1837
, temere ac leviter credidisse; qui non crediderint, sa-
igisse ac prudentissime. Vix ipse Pharao, ad Moysis pro-
incredulitate sua perseverans, non plane dignus excusa-
ebitur.

cap. IX. Hermesii doctrinam de gratiae necessitate ex-
- *et* fidem suscipi ex rationis imperio (pag. 104) suppo-
gratiam necessariam solum ad hoc esse, ut conformiter
ntur, ut concupiscentiae vires superentur, ut fides sit *of-*
salutaris. Atqui hoc profecto non sufficit iuxta Catholi-
trinam. — Neque enim gratia ad fidem necessaria est
do ut auxilium *voluntati*, sed etiam ut *lumen intellectui*,
axime. — Praeterea quid de fide hominis peccatoris di-
hominis, inquam, servi concupiscentiae? in quo tamen
per quaevis peccata, modo contra fidem non peccet, fidem
ti, non interire Concilium Tridentinum definivit.
ae haec pauca obiter indicasse sufficiat. Neque enim
nsequi, ut supra monebam, aut officii mei est, aut tem-
pastinae sinunt.
i non omittam non potuisse non etiam merito displicere
i Sanctae, ut mihi quidem videtur, quod, verbis quamvis
, aggressus sis opere illo edito demonstrare, SSmum Pa-
errorem inductum fuisse, cum tamen in suo Decreto San-
ma, ita se decernere, *omnibus plene perpensis .... ex*
ientia ac matura deliberatione, declaraverit; quodque hoc
n pugnare dicas cum Eiusdem S. Patris litteris ad Epi-
Argentoratensem datis, quas quidem litteras si attentius
, non tam fidenter hoc argumento usus esses.
n omni benevolentia et observantia permaneo,

Clarissime Professor,

humillimus et obsequiosissimus in Christo
servus

mae
ul. 1837.

Io. Roothaan,
S. I. Praep. Gener.

S. Aliena manu descriptam hanc epistolam ne mireris,
Tempori scilicet parendum mihi erat.

XV.

mium Elvenichii ad Praepositum Gener. S. I.

Vir Doctissime et Clarissime,

Praeposite Generalis Reverendissime!

o litteris humanissimis, quas d. 23. h. m. datas a Te, Re-
ssime Pater, heri accepi, non possum, quin maximas Tibi
referam. Nam benigne mecum communicatis iis, quae in
o meo minus placuere, tum corrigendi id quod exigere vi-
correctionem et emendationem, tum accuratius explicandi
isve definiendi id quod stare queat, exoptatam mihi ansam
nemque praebuisti. Sed lubenter, spero, permittes, Vir Do-
a, et Reverendissime, ut prius, quam mea de singulis sensa ex-
as Tibi candido animo aperiam, denuo singula pro temporis
diligenter considerem maturoque subiiciam examini; nam

1837 inter ea capita, quae in litteris Tuis attingis, nonnulla sunt m quidem iudicio eiusmodi, ut facile difficillimis et maxime intric annumeranda sint. Ceterum rogo Te etiam atque etiam, R rendissime Praeposite Generalis, ut continuo Tibi persuasum bere velis me cum summa observantia permanere

Reverentiae Tuae

Romae obsequiosissimum servu
d. 25. Iulii 1837. D. Elvenich.

XVI.

Epistola Ioa. Roothaanii, Praepos. Gener. S. ad Elvenichium.

Vir Clarissime!

Quas ad me die tertia huius dedisti literas, Vir Eruditi non nisi die 16ta accepi. Eas, cum primum per occupati licuit, legi, et paucis respondeo: neque enim mihi otium e eiusmodi literarum commercium porro prosequendum.

Gaudeo equidem, Tibique gratulor, Vir Clarissime, quod quae minus bene a Te scripta in opusculo Tuo mihi videba catholicum sensum tribuere conatus sis Hoc ipsum efficere in mesii placitis exponendis Tibi sumsisti. Verum de Hermesii-a verene catholicus fuerit, nec ne, non quaeritur. Agitur enim scriptis, quae edidit, quaeve alii ex ipsius schola eius nomine publica donarunt. Itaque non de iis, quae fortasse sensit, qu dicere ac docere voluit, sed de iis, quae scripsit ac docuit, catum est a Sancta Sede.

Lamennaisium memini, annis abhinc fere decem, cum urg tur in privatis congressibus ab adversariis sui systematis de *communi*, non semel ita respondisse, ut illud demum, non affirmare de *sensu communi* videretur, quod sani omnes affir At certe sero ita loquebatur, postquam doctrinam illam *suam se inventam sibique propriam* dudum vindicasset. Sed neque rio ita fuisse locutum, quae deinceps evenere, demonstrarunt.

Nolim sane simile quid in Hermesio, seu potius in Herm sianis accidere. Illud potius opto precorque a Deo O. M., ut, qu Hermesius facere iam non potest, ut magis docilem se praeb quam Lamennaisius, erga supremam in Ecclesia Dei auctoritat id Hermesiani praestent, ac submissione et obedientia Lamen sianos, qui quondam fuerant, imitentur, quibus nihil fuit antiq et vero etiam honorificentius nihil, quam ut celebre illud Augustini effatum sequerentur: *Roma locuta est: causa finita* lta demum optata pax et concordia iactatis Hermesiana contro sia Ecclesiis in Germania haud dubie redibit; quemadmodu Galliis et alibi Lamennaisiana illa bella inter Catholicos quieve

Idque dum Tibi inprimis, Vir Clarissime, ex animo pr debita cum observantia permaneo

Vir Eruditissime

Tui studiosissimus in Chr.
Romae Io. Roothaan
die 28. Septembris 1837. Soc. Iesu Praep. Gener.

XVII.

1837

istola Braunii et Elvenichii ad Cardin. Lambruschinium.

Reverendissime et Eminentissime.
Princeps ac Domine!

Excusabis, speramus, Eminentissime Princeps, quod denuo mus ad Te litteras dare; neque enim id faceremus, nisi res ulare videretur, animumque adderet fiducia humanitatis et co-tis, qua Te insigniter esse ornatum scimus.

Nuper ea epistola, quam die 5. Augusti ad nos misisti, Emin. ceps, germanice reddita in Actis Diurnis, quae foras dantur ustae Vindelicorum (*Allgem. Zeit.* No 236. pag. 2285 s.), ica luce donata est. Equidem non possumus impetrare a no-ut factum id esse Tuo, Emin. Cardinalis, instituto arbitre-; verum tamen res ipsa non solum nobis prorsus inexspectata , sed etiam huiusmodi est, ut ansam divulgandi, fuisse nos . Sedem Apost. iniuriosos, atque hoc modo de bona existima-nostra non parum detrahendi, e nostratibus nonnulli facile re queant certoque sint arrepturi. Quod quum ita sit, con-non in malam partem Te esse accepturum, Emin. Prin-, si nostrae tranquillitatis causa devotissime precamur, ut pla-benigne nos certiores facere, an litterae responsoriae ad Emi-am Tuam datae d. 10. Augusti venerint in manus Tuas; nam litteris, quarum copiam adiicimus, videmur nobis exposuisse quae ab omni suspicione iniuriae in S. Sedem Apost. com-liberare nos debeant.

Fxit Deus O. M., ut valetudo Tua, Emin. Cardinalis, firme-, firmata servetur incolumis ac plurima salus ad vitam Tuam det. Quae quidem vota nostra ut rata atque accepta habeas , maxime rogamus

Eminentiae Tuae

Romae obsequiosissimi et devotissimi servi
. Novembr. 1837. Dr. Braun Dr. Elvenich.

XVIII.

sponsum Cardin. Lambruschinii ad Braunium et Elvenichium.

Illustrissimi Domini!

Romam reversus post aliquot dies extra, quos Urbem tran-, redditae mihi sunt litterae quas ad me, Illustrissimi Domini, . Novembris dedistis, nihilque antiquius habeo quam ut iis-respondeam.

Acceperam quidem litteras quas ad me die 10. Augusti scrip-, quasque SSmi Patris oculis subieceram; neque censueram mihi esse respondendum, tum quia illae responsoriae erant s, quas die 5. Augusti ad Vos dederam, tum quia in illis batis *Vos ab Hermesiano recedere negotio*, circa quod nil m quod iis adderem quae iam SSmi Patris nomine Vobis veram.

Et ipse percepi ephemerides, quae Augustae Vindelicorum

1837 (*Allgemeine Zeitung*) eduntur, publici iuris fecisse litteras, ad Vos die 5. Augusti dederam; non arbitror autem, Illmi mini, aliquid in iis contineri, quo Vobis fiat iniuria. SSmi P mandatis obtemperans, non potueram quidem quin Sanctitatis mentem in re, quae maxime ad religionem Sanctaeque Sedis ctoritatem pertinet, Vobis palam facerem, et debitae Vobis re tae fuerant laudes pro iis quae laude commendationeque SSmus Pater Vestris in litteris invenerat.

Caeterum si censeatis, Illmi Domini, melius Vestrae exi tioni consultum iri, si Vestrae quas ad me die 10. Augusti distis litterae publici iuris fiant, quantum ad me pertinet, id stare utique poteritis.

Gratum mihi est hac uti occasione ut novum, Illmi D Vobis exhibeam existimationis argumentum, qua permaneo

Romae ad serviendum parati

d. 18. Novembris 1837. A. Card. Lambrus

Illustrissimis Dominis

Dominis Professoribus Braun et Elvenich.

XIX.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Cardin. L bruschinium.

Reverendissime et Eminentissime

Princeps ac Domine!

Parantes in patriam reditum putavimus esse officii, E tissime Princeps, ut ante discessum ab Urbe et nostram e reverentiam devotionemque testificaremur, et Tuo nos p gravissimo quam maxime commendaremus. Quod quum co cere volentibus nobis non licuerit, per has litteras Te, Emi dinalis, observantissime rogamus, ut illam animi nostri a declarationem ratam acceptamque habeas. Praeterea adiunc teras, quas ratione rerum nostrarum habita ad Sanct. Pat Dominum scripsimus, si in manus Sanctitatis Suae tradere ris, quod item precamur enixe, hoc beneficio nos magnope vinxeris.

Permanemus

Eminentiae Tuae

Romae obsequiosissimi et devotissimi

d. 8. Martii 1838. Dr. Braun. Dr. Elvenich

XX.

Epistola Braunii et Elvenichii ad Beatissimum trem Gregorium XVI.

Sanctissime Pater!

Quanto laetiorem gratioremque animo nostro memoriam mus summae clementiae ac paternae benignitatis, qua me nio a pr., quum ad Urbem accesseramus, nos ipsos excipe que audire dignatus es, *Beatissime Pater;* tanto maiorem mur nobis habere spem et fiduciam posse, fore, ut eti litteras, quas reversuri his diebus in patriam, considerata

nostrarum conditione, humillime offerre *Sanctitati Tuae* audemus, 1837
non minus clementer benigneque excipias.

Equidem perpensis litteris gravissimis, quas die 5. Augusti ad nos dederat Reverendissimus et Eminentissimus Princeps ac Dominus Lambruschinius, S. R. E. Cardinalis idemque *Sanctitati Tuae* a Secretis Status, non potuimus non iudicare, ad exitum hac via venisse negotium, cuius causa iter a nobis Romam susceptum fuerat. Tali rerum conditione, quumque etiam illud concessum non esset, quod per litteras ad Eminentissimum Cardinalem datas petieramus, ut vel S. Sedi Apostolicae offerre professionem fidei liceret, vel propositam a S. Sede acciperemus, id unum nobis summopere cordi fuit, num qua alia ratione idonea effici posset, ut tum fidei nostrae integritatem *Sanctitati Tuae* luculenter testificaremur, tum novas lites, quippe facile, nisi omnis de orthodoxia nostra dubitatio sublata foret, apud nostrates in damnum Ecclesiae orituras pro viribus nostris averteremus. Et videbatur in promptu esse huiusmodi ratio, commendata etiam ab aliis, quorum consilium maximi momenti esse debuit. Instituimus igitur scribere opusculum, quod cum alia quaedam, tum ea doctrinae capita, de quibus praecipue hic agebatur, non brevibus verbis ad normam professionis fidei exposita sed copiosius explanata complecteretur. Scriptum a nobis opusculum atque inscriptum „Meletemata theologica" misimus ad Virum Reverendissimum et Amplissimum s. Palatii Apost. Magistrum, ab eoque observantissime rogavimus, ut huius opusculi, si nihil in eo repertum foret fidei catholicae contrarium, typis mandandi facultatem nobis benigne concederet. Vocati in s. Palatium d. 24. Febr. ex ore Viri Amplissimi hoc responsum accepimus: de rebus ipsis, quae scriptae a nobis sint, nihil statui, propter externas tamen rationes non expedire opusculi hic imprimendi facultatem concedi. Non committemus, *Beatissime Pater*, ut de accepto responso conquerentes videri possimus illius venerationis ac devotionis, quae *Tibi*, Summo Ecclesiae Moderatori, summa debetur, defectum aliquem declarare: at hoc certe omni, quae in nobis est, fide denuo asseverare licebit, non aliud fuisse nobis Meletemata illa scribentibus propositum, nisi ut duplicem finem supra commemoratum assequeremur, atque hoc modo causam catholicam in Germania adiuvaremus. Nec vero responsum illud, etsi votis nostris inferius, caret solatio, quod ad animos erigendos faciat. Nam S. Sedes Apostolica quum docere errantes et ad rectam revocare viam semper consueverit, tum nobis quoque, si in doctrina, quam ob gravissimas causas proponendam duximus, aberrantes a fide catholica deprehenderemur, tantum illud conferre beneficium non dubitasset. Haud temere igitur videmur sumere posse, doctrinam nostro expositam opusculo esse talem, quae fidei catholicae nulla in parte contraria sit possitque sine ullo huiusce fidei detrimento in scholis tradi et argumentis confirmari. Quae res quemadmodum nobismet ipsis ab Urbe discessuris solatio est, ita alios multos eandem nobiscum disciplinam sequentes eodemque veritatis catholicae tuendae et promovendae studio coniunctos, ubi praesentem causae rationem per nos cognoverint, aeque solabitur, efficietque ut facilius ferant, quae contra ipsos nonnulli iustitiae et charitati christianae parum convenienter moliri non intermittunt.

1837 Deus O. M. *Sanctitatem Tuam* ad Ecclesiae felicitatem et decus diutissime sospitet et fortunet! Postremum ad pedes Tuos B. P. provoluti devotissime precamur, ut Apost. Benedictionem impertire digneris

Romae d. 5. Martii 1838.

filiis ac servis Tuis fidelissimis humillimi I. G. Ios. Braun, s. Theol. Dr. et Prof. P. O Pet. Ios. Elvenich, Phil. Dr. et Prof. P. O

XXI.

Epistola Card. Lambruschinii ad Braunium et Elvenichium.

Illustrissimi Domini.

Litteris vix acceptis, quas ad me die 8. huius mensis dedistis, nil antiquius habui, quam ut SSmo Patri eas exhiberem, quas ad Sanctitatem Suam scripseratis.

Quo iucundiori SSmus Pater perspexerat animo devotionis sensa, quae erga Sanctam Sedem expressistis, eo magis mirari debuit, ex eo quod Vobis non fuerit permissum *Meletemata Theologica* publici juris facere, inde Vos intulisse *doctrinam vestro exposito opusculo esse talem, quae fidei Catholicae nulla in parte contraria sit, possitque sine ullo huiusce fidei detrimento in schola tradi et argumentis confirmari.* Atqui longissime a veritate aberratis, Illmi Domini, talia cogitantes. Quid Sanctitas Sua exspecteret expostularetque, Vobis indicatum est litteris quas ad Vos dederam die 5. Augusti, quibus SSmi Patris nomine Vobis edicebatur, ut *qua par est obedientia S. Sedis iudicio, quo Hermesii scripta fuerunt damnata, corde et animo Vosmet ipsos subiiceretis, ea reprobantes quae a Petri Cathedra fuerunt reprobata, nihilque unquam praestaretis quo ab indubio hoc veritatis tramite deflecteretis.*

Cum SSmi Patris praescriptis per Vos non fuerit satisfactum summopere mirum Sanctitati Suae videri debuit, Vos ex non concessa permissione memorata scripta typis edendi, ita argumentatos fuisse, quasi S. Sedes doctrinas quae illis in scriptis continentur aliquo modo adprobasset. Id enim ex responso Rmi S. A. P. Magistri eo minus coniicere poteratis, quo clarius Vobis indicavit operis Vestri nullum omnino examen institutum fuisse. Itaque mihi denunciandum Vobis est Sanctitatem Suam in ea perstare mente, quae Vobis, Illmi Domini, patefacta est memoratis litteris die 5. Augusti ad Vos datis, gravissimoque Vos in errore versari id a S. Sede probatum fuisse existimantes, quod numquam fuit ab ea probatum.

Haec sunt, quae Sanctitatis Suae iussu significare Vobis debui, dum interim sincera existimatione permaneo

Romae 11. Martii 1838.

ad serviendum paratissimus Aloysius Card. Lambruschini.

Illustrissimis Dominis Dominis Braun et Elvenich. Professoribus.

XXII. 1837

Epistola Braunii et Elvenichii ad Cardin. Lambruschinium.

Reverendissime et Eminentissime
Princeps ac Domine!

Maximas Tibi gratias agimus, Eminentissime Princeps, quod et litteras nostras die 5. m. p. datas tradere placuit in manus Sanctissime Patris, et ea, quae Sanctitatis Suae mentem ac sensa de iisdem litteris declarant, nobiscum communicasti. Sed haec ipsa, quae communicasti, etiam respondendi ansam praesentissimam nobis suppeditant.

Fortasse illud quod sentiebamus, quum ad Sanctissimum Patrem scripsimus, minus perspicue et accurate a nobis expressum fuit. Nempe non repugnare fidei catholicae doctrinam nostro expositam opusculo, hoc erat, quod sumere sine temeritate posse nobis videbamur, et quidem duobus coniunctim rationum momentis adducti, tum responso accepto, in quo contineretur propter externa motiva non expedire permissionem a nobis expeditam concedi, tum eo quod in opusculo nostro non essent errores notati a S. Sede Apostolica, quae docere errantes semper consuevisset.

Accedit aliud, quod nostro iudicio haud exigui ponderis est. Nam pluribus abhinc annis adversus scholam Hermesianam, inprimisque adversus illos ex hac schola, qui in Academiis et Seminariis publico docendi munere funguntur, gravissimae criminationes congestae sunt, quarum pars magna S. Sedi Apostolicae incoguita esse non potest. Perpendas ipse ac diiudices, quaesumus, Eminentissime Princeps, qualis conditio fuerit eorum omnium, qui, quum scirent a Rationalismo, Socinianismo, Pelagianismo, aliis erroribus se esse alienissimos, istorum tamen errorum continuo hinc inde accusabantur atque etiam nunc accusantur. Debuerunt sane, qui ita se in heterodoxiae suspicionem adductos et coram toto orbe catholico tanquam diffamatos videbant, debuerunt, nisi sanctissima erga se ipsos, immo etiam erga Deum et Ecclesiam officia violarent, consulere rebus suis laesamque in ipsius Ecclesiae damnum existimationem suam optimis, quibus possent, rationibus defendere. Nos igitur ubi tristissimo et aegritudinum plenissimo rerum statu ad clementiam atque iustitiam S. Sedis confugientes nostram aliorumque nobiscum sentientium doctrinam clare expositam exhibuimus ad examinandum; nutrivimus exspectationem, per se non iniustam rebusque adiunctis magnopere etiam firmatam, fore ut examine a S. Sede instituto vel doceremur, si quid in doctrina proposita contra fidem inscii atque inviti peccassemus, vel liberaremur ab omni heterodoxiae suspicione meritumque contra accusatores et criminatores praesidium acciperemus, si doctrina nostra nusquam a fide catholica deflecteret.

Quod scribis, Eminentissime Princeps, non fuisse a nobis Sanctitatis Suae praescriptis satisfactum, id magno animum nostrum dolore affecit. Primum ea certe, quae paullo post nostrum in Urbe adventum praescribere dignatus est Sanctissimus Pater, et voluntate promptissima et omni virium nostrarum contentione perficere conati sumus. Deinde quum R. P. Praepositus Generalis Soc. Iesu plura, quae minus bene dicta censebat, ex *Actis Her-*

1837 *mesianis* notasset, copiose ei responsum est, ut tolleretur, quid quid suspicionis posset esse residuum. Sed mittimus haec, atqu in eo uno consistimus, quod Eminentia Tua, postquam die 2 Iulii devote nuntiaveramus, paratos nos esse, ut liberaremur a heterodoxiae suspicione, vel ipsos exhibere professionem fidei, v propositam a Sanctissimo Patre accipere, paratos etiam de singu lis quibusque rebus, ad quas illa suspicio pertineret, postulatas nobis quaslibet declarationes et explicationes offerre, per litter responsorias die 5. Augusti datas Sanctitatis Suae nomine nob significavit his verbis: *non nova opus est fidei professione, que a Sanctissimo Patre proponatur, sat erit, ut qua par est ob dientia S. Sedis iudicio, quo Hermesii scripta fuerunt damnat corde et animo Vosmet ipsos subiiciatis, ea reprobantes, quae Petri Cathedra fuerunt reprobata, nihilque unquam praesteti quo ab indubio hoc veritatis tramite deflectatis.*" Iam quatenu his verbis haud dubie praescriptum fuit, ut reprobaremus ea, qu a Petri Cathedra in Hermesio fuerunt reprobata, Te ipsum, Em nentissime Cardinalis, cupimus esse arbitrum, an officio nostro d fuerimus. In litteris Apostolicis, quae Hermesii scripta damn runt, duae propositiones diserte et expressis verbis tanquam all nae a principiis et a doctrina Ecclesiae catholicae reprobatae sun quarum quidem propositionum altera haec est: „*rationem prim pem normam ac unicum medium esse, quo homo assequi pos supernaturalium veritatum cognitionem*", altera autem haec: „*d bium positivum esse basin omnis theologicae inquisitionis.*" I utramque propositionem, nunquam antea a nobis receptam, etia in *Meletematis theologicis*, quorum exemplum his litteris additu est. luculenter reprobavimus et argumentis confutavimus. Placu Eminentiae Tuae inter alia conferre §§. 10, 12, 13 et 14, ex quibus a paret, quam longe distemus a Rationalismo s. Naturalismo, qui omni censendus est tollere fidem divinam; tum §. 23 et 24, ubi agnoscim in Ecclesia Dei auctoritatem naturali hominis ratione erroribus obnox superiorem, in tradenda et exponenda doctrina salutari infallibil ac propterea sine ulla haesitatione audiendam; denique §. 26, u prudens ac laudabile disquirendi genus a Scepticismo et Mys cismo seiungitur. Sane quidem praeter duas illas propositiones Hermesio reprobata fuere multa alia: verum haec quoniam in l teris Apostolicis non reperiuntur diserte exposita aut certis verb comprehensa, ut, quae et qualia sint, satis intelligi queat; n potuerunt a nobis per certas formulas reprobari, nihilque re quum fuit, nisi ut de iis, quae essent generatim indicata, aut s tem de praecipuis horum capitibus doctrinam nostram dilucide ex plicaremus et S. Sedi Apostolicae offerremus examinandam, ap rantes nos edoctum iri, si quid a vera Ecclesiae Catholicae d ctrina aberrantes deprehenderemur. Quodsi verba illa: „*sat erit, qua par est obedientia S. Sedis iudicio, quo Hermesii scripta fuerunt damnata, corde et animo vosmet ipsos subiiciatis*", p se sola accipiuntur, nulla ratione habita subsequentium verborum *ea reprobantes* rel., quae videri queant definire modum subiectio nis, duplex omnino, ni fallimur, significatio inesse potest: s enim id unum praescribitur, ut sincere promittamus, non esse i posterum nos ullum usum facturos Hermesii operum propter eorum damnationem, ubi docendi munus administraturi simus; aut praet

etiam praescribitur, ut omnes illos errores, qui in litteris Apo- 1837
is tum speciatim ac disertis verbis indicantur, tum generatim
accurata eorum expositione innuuntur, revera ab Hermesio
tos ac divulgatos fuisse agnoscamus. Si primum illud signifi-
a fuit; nihil adest, quod scrupulum nobis inilcere possit. Nec
de hac re, quantum quidem scimus, ulla unquam inter Her-
nos dubitatio exstitit; immo etiam, (quod certissimo, si po-
bitur, documento probari poterit,) ut primum litterae Aposto-
de Hermesio editae innotuerunt, complures Hermesiani in
is muneribus constituti motu proprio solenniter Episcopis
ut eorum Vicariis declararunt, se propter reverentiam ac pie-
S. Sedi Apostolicae debitam exhinc Hermesii operibus, quam-
rum damnatio ac prohibitio perstitura sit, non esse in scho-
ros. — Sin alterum praescribitur, nempe ut etiam agno-
cunctos illos errores tum speciatim tum generatim in Her-
reprobatos revera Hermesii aut nostros ipsorum fuisse; ne
re obsequium praestare possimus, obstat conscientiae lex,
violare non oportet. Certe duas illas propositiones expres-
bis reprobatas — nam reliqua mittimus, quae non sunt ac-
is expressa et definita — neque ipsi unquam probavimus,
easdem propositiones unquam vel ex ore Hermesii audivi-
vel ex scriptis eius, licet diligentissima et saepe repetita le-
, percepimus: quod si aliud testaremur vel diserte vel tacite,
gravis mendacii, turpis simulationis reos faceremus. Monet
dentiae vox, ut ne tale quid committamus, ac potius maxima
moda et calamitates, si evitari nequeant, patiamur.

Promittimus ergo, si forte solennis formula potior videbitur,
Hermesii libris S. Sedis iudicio damnatis et prohibitis, quam-
hhaec damnatio et prohibitio persistet, non esse in scholis
. Reprobamus, uti semper reprobavimus, hanc propositio-
rationem esse principem normam ac unicum medium, quo
assequi possit supernaturalium veritatum cognitionem; credi-
ac profitemur potius, esse fontem veritatum a ratione humana
am, nempe Revelationem divinam supernaturalem, esse etiam
ritatem eadem ratione longe superiorem, nempe auctoritatem
e revelantis et auctoritatem Ecclesiae, quae ex certa Christi
issione a Spiritu S. gubernatur, quae hac altiori virtute in
eda fidei morumque disciplina salutari prorsus immunis est
randi periculo, ideoque sola certissimum medium praebet, quo
tum supernaturalium seu doctrinae divinitus traditae cognitio
ni parte vera et ab erroribus pura comparari potest. Re-
mus, uti semper reprobavimus, etiam hanc alteram propo-
em: dubium positivum esse basin omnis theologicae inquisi-
, quippe quum istud dubium veritati inimicum sit. In omni-
lenique, quae ad fidei morumque disciplinam salutarem per-
, quum in his Ecclesia a Spiritu S. gubernata, id est au-
Ecclesin Romana Catholica errare non possit, hanc nos Ec-
am Romanam Catholicam, cuius Primas et Centrum unitatis
vina institutione et legitimus quisque S. Petri Successor, sine
haesitatione semper sequemur, nihilque unquam praestabimus,
ab indubio hoc veritatis tramite deflectamus.

Atque hanc declarationem sincere et ex animo datam S. Sedi
stolicae satisfacturam *esse sperantes*, *pacis* et concordiae no-

1837 straeque tranquillitatis causa devotissime et humillime iterum p
camur, ut S. Sedes Apostolica doctrinam in *Meletematis the*
gicis nulla Hermesii ratione habita a nobis expositam subiiciat
mini, tum ut si quid in hoc opusculo a fide catholica alienum i
bis insciis atque invitis exciderit, de eo nos edocere velit: sin
ctrina a fide catholica non sit aliena, efficaci aliquo subsidio
tueatur adversus eos, qui in Ephemeridibus aliisque libris non
termittunt nos et alios nobiscum sentientes ignominiosis nomin
ut hominum in erroribus obstinatorum, ut schismaticorum, ut h
reticorum, aliis in scandalum fidelium afficere. Te autem, E
nent. Princeps, enixe rogamus, ut his nostris precibus devoti
mis ad Sanctissimum Patrem et Clementissimum Dominum adi
pares, easque gravissimo Tuo patrocinio Sanctitati Suae com
des. Cuius quidem summi beneficii nos gratissimam memo
semper conservabimus

Eminentiae Tuae

Romae — obsequiosissimi et devotissimi
d. 4. April. 1838. — Dr. Braun. Dr. Elven

XXIII.

Responsum Card. Lambruschinii ad Braunium Elvenichium.

Illustrissimi Domini!

Litteris, quas ad me die 4. Aprilis dedistis, nulla inter
mora paucis respondeo.

In re, quae omnium maximi momenti est (agitur enim de
puritate, qua nihil praetiosius viro Catholico esse potest) id C
charitas, id officii mei ratio postulat, ut Vobis, Illmi Domini, a
loquar.

Dicam itaque ex Vestris litteris apparere Vos erroris vi
gressos, errantium vestigia sectari.

Verba, quibus, meis litteris die 5. Augusti ad Vos
SSmi Patris mentem Vobis aperueram, manifesta ita sunt,
levissimam quidem de eorum sensu ambigendi occasionem p
rent. At tantum abest, ut id quod Sanctitatis Suae nomine
fuerat denunciatum praestiteritis, quin potius gravem Apos
Sedis auctoritati iniuriam irrogastis, ad inanem iuris et fa
stinctionem, a lanseuistis excogitatam, confugientes, eaque
errores a S. Sede in Hermesii scriptis damnatos in iisdem i
denegantes detrectantesque S. Sedis iudicio, quo Hermesii
fuerunt damnata Vosmetipsos subiicere, atque ea, id est o
singula pure et simpliciter reprobare quae a Petri Cathed
runt reprobata.

Post haec inutile prorsus erit, ut alias ad me, hanc circ
litteras detis, cum enim firmum inconcussumque S. Sedis I
maneat, *causa finita est, utinam aliquando finiatur et err*

Scripta quae ad me misistis nedum legi, sed nec evol
dem; ea hisce adnexa litteris invenietis.

Nihil aliud mihi superest, nisi ut enixas ad Deum preces
dam, ut superno mentes Vestras gratiae suae lumine illustr
cognoscatis *Regnum Dei in simplicitate fidei esse, non in*
tentione sermonis, eumque Vobis pro sua clementia humil

...itum largiatur, quo in *captivitatem redigatis intellectum in* 1837
...quium Christi, *ne sitis parvuli fluctuantes et circumfera-*
...*omni vento doctrinae neque Vobismetipsis placentes unitatis*
...dio *Christi Ecclesiam scindatis.*

Interim sincero existimationis sensu permaneo,

Illustrissimi Domini,

...Romae ad serviendum paratissimus
...Aprilis 1838. ALOISIUS Card. LAMBRUSCHINI.

Illustrissimis Dominis
...scriptis BRAUN et ELVENICH.

31.

...raité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le ...uin 1837, entre la Grande-Bretagne la Confédération Pérou-bolivienne.

...lombel Nouv. Archives du Commerce 1839. Novembre p. 404).

Au nom de la très-sainte trinité.

Depuis quelque temps, un trafic commercial étendu t établi entre les Etats qui composent la Confédé- ...n pérou-bolivienne et les domaines de Sa Majesté annique, il a paru convenable, pour la sûreté aussi ... que pour l'encouragement de semblables relations merciales et pour le maintien de la bonne intelli- ...e entre ladite Confédération et Sa Majesté britan- ...ie, que les relations qui existent entr'elles soient ...nnues et confirmées régulièrement par la conclusion ... traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Pour cet objet, elles ont nommé leurs plénipoten- ...es respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi du royaume-uni de la Grande- ...tagne et d'Irlande: Bedford Hinton Wilson, écuyer ...onsul-général de Sa Majesté britannique au Pérou; ...on Excellence le suprême Protecteur des Etats sud ...ord péruviens, président de la république de Bo- ..., chargé de diriger les relations extérieures de la ...fédération pérou-bolivienne: don Lorenzo Bazo, in- ...teur-général des finances;

Lesquels, après s'être communiqué mutuellement ...s pleins pouvoirs, et les avoir trouvés en bonne et forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

1837 Art. 1er. Il y aura une amitié perpétuelle ent
les domaines et les sujets de Sa Majesté le Roi du r
yaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
héritiers et successeurs, et la Confédération pérou-
livienne et ses citoyens.

2. Il y aura entre tous les territoires de Sa Ma
sté britannique en Europe, et les territoires de la Co
fédération pérou-bolivienne, une liberté réciproque,
commerce. Les sujets et citoyens des deux pays resp
tivement, auront la liberté d'aller librement et avec
curité avec leurs navires et cargaisons dans tous
points, ports et rivières des susdits territoires, d
lesquels il est permis, ou il sera permis à d'autres étr
gers d'aller, d'entrer, demeurer et résider dans to
partie desdits territoires respectivement, comme au
de louer et d'occuper des maisons et des magasins po
le but de leur commerce, et généralement les comm
çans et trafiquans de chaque nation respectivement, jo
ront de la plus complète protection et sécurité po
leur commerce, en restant toujours sujets aux lois
statuts des deux pays respectivement.

Dans le droit d'entrer dans les lieux, ports et
vières dont il est fait mention dans cet article, n'
pas compris le privilége du commerce d'échelle et
cabotage. Il reste uniquement permis aux navires n
tionaux.

3. Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Gran
Bretagne et d'Irlande s'engage, en outre, à ce que
habitans de la Confédération pérou-bolivienne aient
même liberté de commerce et de navigation, stipu
dans le présent article, dans tous ses domaines sit
hors d'Europe, de la même manière que cela est p
mis ou que cela sera permis par la suite à toute au
nation.

4. On n'imposera pas des droits autres ou p
élevés à l'importation sur les territoires de la Confé
ration pérou-bolivienne, sur nuls articles des produ
naturels ou manufacturiers des domaines de Sa Maje
britannique, et on n'imposera pas des droits autres
plus élevés à l'importation dans les territoires de
Majesté britannique, sur nuls articles des produits n
turels ou manufacturiers de la Confédération pérou-b
livienne, que ceux qui se paient ou qui se paieraie
sur de semblables articles, s'ils étaient des produits n

turels ou manufacturiers de tout autre pays étranger, 1837
ni on n'imposera de plus hauts droits de contribution et impôt dans les territoires ou domaines qu'occupent les deux parties contractantes, à l'exportation des articles quelconques pour les territoires ou domaines de l'autre, que ceux qui se paient ou se paieraient pour l'exportation d'articles semblables, pour tout autre pays étranger, et l'on n'imposera aucune prohibition à l'exportation ou l'importation de tous articles de produits naturels ou manufacturiers des territoires de la Confédération pérou-bolivienne ou desdits domaines de S. M. britannique, pour lesdits ou desdits territoires de la Confédération pérou-bolivienne, ou pour lesdits ou desdits domaines de S. M. britannique, sans que cette prohibition ne s'étende également à toutes les autres nations.

5. On n'imposera pas des droits autres ou plus élevés pour droits de tonnage, de phare, garde du port, pilotage, droit de sauvetage, en cas de perte ou de naufrage, ni aucunes autres charges locales dans aucuns des ports des territoires de Sa Majesté britannique, sur les navires pérou-boliviens, si ce n'est ceux que paient les Anglais, ni dans les ports de la Confédération pérou-bolivienne, on n'imposera sur les navires anglais que les mêmes charges que paient dans lesdits ports les Pérou-Boliviens.

6. On paiera les mêmes droits d'importation dans les domaines de Sa Majesté britannique pour les articles de produits naturels ou manufacturiers de la Confédération pérou-bolivienne, qu'ils soient importés par des navires anglais ou pérou-boliviens, et les mêmes droits seront payés pour l'importation dans les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, sur les objets manufacturés, effets et produits des domaines de Sa Majesté britannique, que leur importation ait lieu par des navires pérou-boliviens ou anglais. On paiera les mêmes droits et on jouira des mêmes franchises et primes accordées à l'exportation aux domaines de S. M. britannique, de tous articles de produits naturels ou manufacturiers que la Confédération pérou-bolivienne, que l'exportation se fasse par navires anglais ou par navires pérou-boliviens; et l'on paiera les mêmes droits et l'on accordera les mêmes franchises, et primes à l'exportation pour la Confédération pérou-bolivienne,

1837 sur tous articles de produits naturels ou manufac
des domaines de Sa Majesté britannique, que cet
portation se fasse par navires pérou-boliviens c
navires anglais.

7. Pour éviter tout malentendu, relativeme
conditions qui constituent respectivement un navi
rou-bolivien ou anglais, on est convenu ici qu
navire ne sera considéré comme navire d'aucu
deux pays, à moins qu'il ne soit réellement co
dans le pays même, ou qu'il n'ait été déclaré pr
guerre dans le même pays et condamné comme t
qu'il n'ait été confisqué dans le même pays, conf
ment à une de ses lois sanctionnée, pour empêc
commerce des esclaves; et condamné par un tr
compétent, comme confisqué pour infraction à
loi; ou à moins qu'il ne soit monté par un ca
sujet dudit pays et par un équipage dont les trois
au moins doivent être sujets dudit pays; ni à
qu'il ne soit l'entière propriété de sujets du mêm
et qui y résident ordinairement, ou qui sont s
domination, excepté dans les cas où les lois sti
autre chose, à cause des circonstances extrêmes.

Et l'on stipule, en outre, qu'aucun navi
aura été admis comme navire de l'un ou de
pays, ne sera reconnu propre à trafiquer, sel
conditions exprimées plus haut, et les cas prévu
ce traité, à moins qu'il ne se trouve pourvu d'
gistre, passeport ou lettre de mer, signé par l
sonne, dûment autorisée à le délivrer, conform
aux lois des deux pays (la forme prescrite par c
sera communiquée), certifiant le nom et la résidei
propriétaire ou des propriétaires, dans les ter
de la Confédération pérou-bolivienne ou dans l
maines de Sa Majesté britannique, suivant les
que lui ou eux, est ou sont le seul propriétai
propriétaires dans la proportion qui devra être sp
on y joindra le nom, le chargement et les autre
ticularités du navire, relatives à son tonnage et ja
et autres détails qui constituent le caractère n
du navire, suivant les circonstances.

8. Tout négociant, commandant de navire
tres citoyens de la Confédération pérou-bolivienne
ront d'une liberté complète dans tous les domai
Sa Majesté britannique, pour gérer par eux-mêmes

propres affaires, ou pour charger de leur gestion la 1837
personne qu'ils jugeront le plus convenable, soit courtier, facteur, agent ou interprète, et on ne les obligera pas à employer pour ce but aucune personne autre que celles qu'emploient les Anglais, et ils ne seront pas obligés de leur payer un salaire ou une rémunération autre que celle que paient les Anglais dans des cas semblables, et l'on accordera dans tous les cas une liberté absolue à l'acheteur et au vendeur pour débattre et fixer le prix de tous effets, marchandises ou denrées importés ou exportés des territoires de la Confédération pérou-bolivienne, en se conformant aux lois et aux coutumes établies du pays. Les sujets de Sa Majesté britannique jouiront des mêmes priviléges sur les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, et ils seront soumis aux mêmes conditions.

Les citoyens et sujets des parties contractantes, sur les territoires de l'autre, recevront et jouiront d'une complète et parfaite protection pour leurs personnes et leurs propriétés, et ils auront un accès libre et facile auprès des tribunaux de justice, dans les susdits pays respectifs, pour la poursuite et la défense de leurs justes droits, et ils seront libres d'employer, en tout cas, les avocats, procureurs ou agens de toute nature, comme ils le jugeront convenable, et ils jouiront dans ce cas des mêmes droits et priviléges que ceux dont jouiraient les citoyens du pays.

9. Pour ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, les biens et effets, la succession des propriétés personnelles, par testament ou d'une autre manière, et le droit de disposer de la propriété personnelle, de quelque manière ou sous quelque dénomination que ce soit, par vente, donation, échange ou testament, ou d'une manière quelconque, comme aussi l'administration de la justice, les citoyens et sujets des deux parties contractantes jouiront dans leurs domaines ou territoires respectifs des mêmes priviléges, franchises et droits que s'ils étaient sujets naturels, et dans aucun de ces cas, on ne leur imposera de plus forts impôts ou droits que ceux que paient ou paieront plus tard les citoyens ou sujets de la puissance sur le territoire de laquelle ils résident, et ils restent soumis en outre aux lois et aux

1837 statuts locaux des territoires ou domaines sur lesquels ils résident.

Dans le cas où il mourrait quelques citoyens ou sujets de quelqu'une des parties contractantes, sans avoir fait ses dernières dispositions ou testamens sur les territoires ou domaines d'une des deux parties contractantes, le consul-général ou le consul de ladite nation, ou, en son absence, celui qui le représentera, aura le droit de nommer des curateurs pour se charger de la propriété du défunt, autant que les lois de chaque pays le permettront, sans intervention aucune, et en donnant un avis convenable aux autorités du pays.

10. Les sujets de Sa Majesté britannique, résidant sur les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, et les citoyens et les naturels de la Confédération pérou-bolivienne, résidant dans les domaines de Sa Majesté britannique, seront exempts de toute espèce de service militaire forcé de terre ou de mer, et de tout emprunt forcé, ou exaction et réquisition militaires, et ils ne seront forcés de payer, sous aucun prétexte, aucune des charges ordinaires, réquisitions ou impositions supérieures à celles que paient les sujets natifs ou citoyens des territoires des parties contractantes respectivement.

11. Chacune des parties contractantes pourra nommer pour la protection du commerce des consuls qui résideront dans les domaines ou territoires de l'autre partie, mais avant qu'aucun consul entre en fonctions comme tel, il devra être approuvé et admis dans la forme accoutumée par le gouvernement auquel il sera envoyé, et chacune des parties contractantes pourra excepter de la résidence des consuls les points particuliers où chacune d'elles ne jugera pas convenable de les admettre. Les agens diplomatiques et les consuls de la Confédération pérou-bolivienne jouiront dans les domaines de Sa Majesté britannique, de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou qui seront accordés aux agens du même rang de la nation la plus favorisée, et, de la même manière, les agens diplomatiques et consuls de Sa Majesté britannique sur les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, jouiront, conformément à la plus exacte réciprocité, de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou qui seront accordés aux agens diplomatiques et aux consuls

la nation la plus favorisée sur les territoires de la 1837
onféd. pérou-bolivienne.

12. Pour la plus grande sécurité du commerce en- s les sujets de Sa Majesté britannique et les citoyens la Confédération pérou-bolivienne, on stipule que , dans un temps quelconque, il arrivait malheureuse- ent une interruption dans les relations amicales, et 'une rupture eût lieu entre les parties contractantes, accordera aux sujets ou citoyens de chacune des ux parties qui résideront sur les côtes, le délai de mois, et à ceux qui résideront dans l'intérieur, une née entière pour arranger leurs affaires et disposer leurs propriétés, et on leur donnera un saufconduit ur s'embarquer au port qu'ils auront choisi. Tous sujets ou citoyens de chacune des deux parties con- ictantes, qui sont établis dans les territoires de l'au- , dans l'exercice de quelque trafic ou occupation éciale, auront le privilége de rester et de continuer le- trafic et occupation dans ledit pays, sans qu'on les quiète en aucune manière dans la jouissance absolue leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils se condui- nt pacifiquement et ne commettront aucune offense ntre les lois, et leurs effets, de quelque nature qu'ils ient, bien qu'ils restent sous leur propre garde ou qu'ils ient confiés à des particuliers ou à l'Etat, ne seront pas jets à l'embargo ni au séquestre, ni à aucune charge ou position autre que celle qui a lieu, relativement aux fets ou biens appartenant aux sujets ou citoyens na- s des domaines ou territoires où lesdits sujets ou ci- yens résident. De la même manière et dans le même s, ni les dettes entre particuliers, ni les fonds pu- lics, ni les actions de compagnies ne seront jamais nfisqués, séquestrés ou retenus.

13. Les citoyens de la Confédération pérou-boli- enne et les sujets de Sa Majesté britannique, respec- vement, jouiront dans leurs maisons et pour leurs ersonnes et leurs biens, de la protection du gouver- ement, et ils continueront à posséder les priviléges nt ils jouissent actuellement. Et les citoyens de la onfédération pérou-bolivienne jouiront dans les do- aines de Sa Majesté britannique d'une liberté de con- ience parfaite et illimitée, et de celle de pratiquer ur religion d'une manière publique ou privée, dans urs maisons particulières ou dans les chapelles ou

1837 lieux du culte destinés pour cet objet, conformément au système de tolérance établi dans les domaines de Sa Majesté britannique ; de même, les sujets de Sa Majesté britannique résidant sur les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, jouiront de la plus parfaite et entière liberté de conscience, sans rester, à cause d'elle, exposés à être molestés, inquiétés ni troublés en raison de leurs croyances religieuses, ni dans les propres exercices de leur religion, pourvu qu'ils le fassent dans des maisons particulières, avec le respect dû au culte divin, en observant les lois, usages et coutumes établis. Il sera aussi permis d'enterrer les sujets ou les citoyens de chacune des deux parties contractantes qui mourront dans les domaines ou territoires de l'autre, dans leurs propres cimetières, qu'ils pourront de la même manière librement établir et conserver, et l'on ne troublera pas les funérailles ni les sépultures des morts en aucune manière, ni pour aucun motif.

14. Le gouvernement de la Confédération péroubolivienne s'engage à coopérer, de concert avec Sa Majesté britannique, à la complète abolition du trafic des esclaves, et à interdire à toutes les personnes qui habitent dans le territoire de la Confédération pérou-bolivienne, ou à ceux qui sont soumis à sa juridiction, de la manière la plus positive et par les lois les plus solennelles, de prendre aucune part à cedit trafic.

15. Les deux parties contractantes se réservent le droit de conclure et d'arrêter plus tard, de temps en temps, tous autres articles, qui, à leur avis, pourront contribuer encore plus efficacement à resserrer les relations existantes et l'accroissement des intérêts généraux de leurs sujets et citoyens respectifs; et les articles qui, dans ce cas, seraient stipulés, devront, dès qu'ils auront été dûment ratifiés, être regardés comme fesant partie du présent traité, et ils auront la même force que ceux qui y sont contenus.

16. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées à Lima ou à Londres, dans le délai de vingt mois, ou avant, si c'était possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent, en y apposant leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Lima, le 5 juin 1837.

(L. S.) Lorenzo Bazo.

(L. S.) Belford Hinton Wilson.

Articles additionnels. 1837

Art. 1er. En conséquence de ce que dans la situation actuelle de la marine pérou-bolivienne, il ne serait pas possible que ladite Confédération jouît de tous les avantages que doit procurer la réciprocité établie par les articles 5, 6 et 7 du traité signé en ce jour, si cette partie de l'article 7, qui stipule que, pour qu'un navire soit considéré comme pérou-bolivien, il doit avoir été réellement construit sur les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, était exactement et littéralement observée, et immédiatement mise à exécution; on convient que pendant l'espace de quinze ans, comptés du jour où aura lieu l'échange des ratifications de ce traité, tout navire, de quelque construction qu'il soit, et qui appartiendra de bonne foi, et dans toutes ses parties, à quelque ou à quelques citoyens de la Confédération pérou-bolivienne, et dont le capitaine et les trois-quarts au moins de l'équipage seront citoyens natifs de la Confédération pérou-bolivienne, où des personnes domiciliées dans les territoires de la Confédération pérou-bolivienne, selon un acte du gouvernement de ladite Confédération, qui les constitue citoyens légitimes de la Confédération pérou-bolivienne, conformément aux lois du pays, sera considéré comme navire pérou-bolivien: Sa Majesté le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande se réservant le droit de réclamer, dès que ledit délai de quinze ans sera terminé, le principe de restriction réciproque, stipulé dans l'article 7, si par la présente exception de cette réciprocité en faveur des navires pérou-boliviens, il en résultait un préjudice pour les intérêts de la nation britannique.

2. On stipule, en outre, que pendant le même espace de quinze ans, on suspendra ce qui est convenu dans les articles 5 et 6 du présent traité, et à leur place, on stipule que jusqu'à la terminaison du délai mentionné de quinze ans, les navires britanniques qui entreront dans les ports de la Confédération pérou-bolivienne, venant du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de quelque autre des domaines de Sa Majesté britannique, et tous les articles, produits, denrées ou objets manufacturés du royaume-uni, ou de quelqu'*un desdits domaines*, importés par

1837 lesdits navires, ne paieront de droits plus élevés que ceux qui se paient ou se paieront à l'avenir dans lesdits ports, par les navires et mêmes denrées et articles de production ou de manufacture de la nation la plus favorisée; et réciproquement l'on stipule que les navires pérou-boliviens qui entreront dans les ports du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou dans tout autre des domaines de Sa Majesté britannique, procédant d'un port quelconque de la Confédération pérou-bolivienne, et toutes les denrées et articles de production et de manufacture de ladite Confédération, importés par lesdits navires, ne paieront des droits autres ou plus élevés que ceux que paient ou paieront à l'avenir dans les ports mentionnés les navires et semblables denrées et articles de production ou de manufacture de la nation la plus favorisée; et qu'il ne sera payé des droits plus élevés; ni accordé d'autres franchises ou primes à l'exportation de quelque article que ce soit, des denrées, produits ou de manufacture des domaines de chacun des deux pays, par les navires de l'autre, qu'à l'exportation desdits articles par les navires de tout autre pays étranger. Demeurant entendu que, à la fin du délai fixé de 15 ans, les stipulations des articles 5 et 6 susmentionnés, seront dès lors en vigueur entre les deux nations.

Les présens articles additionnels auront la même force et la même valeur que s'ils eussent été insérés mot à mot dans le Traité de ce jour. Ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait dans la ville de Lima, le 5 Juin 1837.

(L. S.) Lorenzo Bazo.
(L. S.) Belford, Hinton Wilson.

32.

Acte d'accession des villes libres anséatiques de Hambourg, de Brème et de Lubeck au Traités conclus le 0 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 ntre la Grande-Bretagne et la France our la répression de la traite des sclaves. Signé à Hambourg le 9 Juin 1837.

(Texte français) *).

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le oi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ant conclu, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, ux conventions destinées à assurer la répression comète de la traite des noirs, les Hautes Parties conactantes, conformément à l'article 9 de la première ces conventions, qui porte que les autres puissances aritimes seront invitées à y accéder, ont adressé cette vitation aux Sénats des villes libres anséatiques de ubeck, Brême et Hambourg;

Et les Sénats des villes libres anséatiques, animés es mêmes sentimens, et empressés de concourir avec es deux augustes puissances au même but d'humanité, 'ayant pas hésité à accueillir leur proposition, Leurs- ites Majestés et les Sénats des villes anséatiques, dans vue d'accomplir ce dessein généreux, et pour donner l'accession des villes anséatiques, ainsi qu'à son acceptation par Sa Majesté le Roi des Français et par Sa lajesté Britannique, l'authenticité convenable et toute solennité usitée, ont résolu de conclure, à cet effet, ne convention formelle, et ont en conséquence nommé our leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, le baron *Alexandre Lasalle*, chevalier de la Légion-d'Honneur, son hargé d'affaires près les villes anséatiques;

*) Voy. le texte allemand dans le Tome précident de ce Recueil p. 266.

1837 Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, — le sieur *Henry Canning*, son chargé d'affaires et consul général près les villes anséatiques;

Et les Sénats des villes libres anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, — le sieur *Charles Sieveking*, docteur en droit, syndic de la ville de Hambourg;

Lesquels, après avoir échangé réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Les Sénats des villes libres et anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, accèdent aux conventions conclues et signées, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, entre Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des noirs, ainsi qu'à l'annexe de la seconde convention, contenant les instructions pour les croiseurs, sauf les réserves et modifications exprimées dans les articles 2, 3 et 4 ci-après, qui seront considérés comme additionnels auxdites conventions et à l'annexe susmentionnée, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation des villes anséatiques, comme parties accédantes aux conventions en question après leur conclusion. Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ayant accepté ladite accession, tous les articles de ces deux conventions et toutes les dispositions de ladite annexe seront, en conséquence, censés avoir été conclus et signés de même que la présente convention, directement entre Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et les Sénats des villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg.

Leursdites Majestés et les Sénats de villes libres et anséatiques s'engagent et promettent réciproquement d'exécuter fidèlement, sauf les réserves et modifications stipulées par les présentes, toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent; et pour éviter toute incertitude, il a été convenu que lesdites conventions, ainsi que l'annexe de la seconde, contenant les instructions pour les croiseurs, seront insérées ici mot à mot *ainsi* qu'il suit.

Suivent les convention et convention supplémen- 1836
taire, avec les instructions annexées à cette dernière, conclues entre la France et la Grande-Bretagne, les 30 novembre 1831 et 22 mars 1833, relativement à la répression du crime de la traite des noirs.

2. Il est convenu, en ce qui concerne l'article 5 des instructions annexées à la convention supplémentaire du 22 mars 1833, que tous les navires portant le pavillon de Lubeck, et paraissant par leurs papiers appartenir à Lubeck, qui pourront être arrêtés, en exécution des conventions ci-dessus transcrites, par les croiseurs de Sa Majesté le Roi des Français ou de Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, employés dans les stations d'Amérique, d'Afrique ou de Madagascar, seront conduits ou envoyés dans le port de Travemunde; que tous les navires portant le pavillon de Brême, et paraissant, par leurs papiers, appartenir à Brême, qui pourront être arrêtés de même, seront conduits ou envoyés dans le port de Bremerhaven; et que tous les navires portant le pavillon de Hambourg, et paraissant, par leurs papiers, appartenir à Hambourg, qui pourront être arrêtés de même, seront conduits ou envoyés dans le port de Cuxhaven. Dans le cas où la navigation de la Baltique serait interrompue ou impraticable, les trois Sénats accordent à indiquer Bremerhaven et Cuxhaven comme les ports où pourront être conduits ou envoyés les navires lubecquois arrêtés comme il est ci-dessus mentionné.

3. Attendu que le débarquement dans les ports susmentionnés, des nègres qui se trouveraient à bord de bâtimens portant le pavillon anséatique, et paraissant, par leurs papiers, appartenir auxdites villes anséatiques, ou à l'une d'elles, pourrait entraîner de graves inconvéniens, il est convenu que les nègres trouvés à bord d'un pareil navire, arrêté par un croiseur français ou britannique, seront préalablement débarqués au port ou dans l'endroit le plus rapproché, soit français ou britannique, auquel un bâtiment négrier, sous le pavillon d'une de ces deux nations, trouvé et arrêté dans les circonstances semblables, serait, d'après les susdites conventions, envoyé ou conduit. Seront considérés comme respectivement indiqués à cet effet, pour les croisières françaises et britanniques d'Afrique, des Indes-Occidentales, de Madagascar et du Brésil, les ports

1837 français de la Gorée, de la Martinique, de Bourbon de Cayenne, ainsi que les ports britanniques de B thurst dans la Gambie, Port-Royal à la Jamaïque, cap de Bonne-Espérance et Démérary.

4. Dans le cas où les Sénats des villes libres é séatiques ne trouveraient pas dans leurs convenan d'armer, sous leurs pavillons, des croiseurs pour suppression de la traite, ils s'engagent néanmoins à fo nir aux commandans des croiseurs français et brit niques les autorisations requises par l'article 5 de convention du 30 novembre 1831, aussitôt que les no et le nombre de ces croiseurs leur auront été notif

5. La présente convention sera ratifiée, et les tifications en seront échangées à Hambourg, dans le lai de trois mois, ou plutôt, s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus déno més ont signé la présente convention et y ont app le cachet de leurs armes.

Fait à Hambourg, le 9 Juin 1837.

(L. S.) Baron Lasalle. (L. S.) Henry Canning (L. S.) K. Sieveking.

(L'échange des ratifications a eu lieu à Hambo le 9 Septembre 1837).

Documens concernant la Valach

(Statu quo d'Orient. Revue des événemens qui se s passés en Turquie. Paris, 1839).

I.

Note adressée à l'Hospodar de la Valac par M. le Baron de Ruckmann de la port la Russie. En date de Bouckarest, le 17 Ju let 1837.

Le Soussigné Consul-général de Sa Majesté l'E pereur de toutes les Russies, dans les deux Princip tés de Valachie et de Moldavie, a l'honneur de me sous les yeux de Son Altesse, l'Hospodar de Vala les faits suivants:

Immédiatement après le rétablissement du régi

actuel, M. le Conseiller privé Mintziaky avait été chargé 1837
d'inviter les administrations valaque et moldave à prendre les mesures nécessaires à l'effet de réunir pour chacune des deux Principautés, dans un seul corps d'ouvrage, la totalité des divers réglements et actes organiques faits par le gouvernement provisoire, durant l'occupation de ces provinces par les armées de la cour impériale.

Le gouvernement moldave, de concert avec l'assemblée générale: appréciant le but salutaire de cette mesure, s'est empressé de terminer ce travail avec cette scrupuleuse exactitude et ce calme réfléchi qui témoignent le bon esprit dont ils sont animés dans cette circonstance; par conséquent il y a déja plus de deux ans qu'un exemplaire aussi complété et refondu a été déposé à la metropole de Jassy, pour servir de base aux actes de l'administration, et qu'un second exemplaire a été en même temps remis au Consulat-général de Sa Maj. Impériale, pour lui servir de contrôle à la marche des autorités locales. Le soussigné devait s'attendre à ce que l'assemblée générale de Valachie, pénétrée comme celle de Moldavie, des instructions salutaires qui ont présidé aux réformes introduites dans les Principautés tributaires de la Porte, mais placées formellement par les Traités sous la protection de la Russie, suivrait une ligne de conduite analogue, conduite qui lui était tracée par des devoirs qu'elle ne pourra jamais méconnaitre impunément. Ce n'est pas sans une extrême surprise et un vif regret que le Soussigné a vu que l'assemblée générale, en prenant connaissance du rapport présenté par la commission chargée de la révision de ce travail, a élevé des objections et des difficultés relativement aux changemens introduits dans la nouvelle rédaction, par suite des principes qui ont servi de base et de règle, et en vertu d'une sanction suprême.

Cette redaction est basée d'une part sur le texte primitif du réglement et des stipulations suppélmentaires adoptées par l'administration provisoire, et d'une autre sur les changemens de pure forme arrêtés entre la cour Impériale et la Porte Ottomane, et qui n'altèrent d'aucune manière le dispositif du texte *).

*) La Russie avait fait aporter au règlement qui devait servir à la Valachie de charte constitutionelle, quelques changemens

1837 D'après cela, l'assemblée générale n'étant appe qu'à constater si la nouvelle rédaction est exactem conforme à ses bases, elle ne pouvait que sortir cercle de ses attributions et de ses pouvoirs, soit s'opposant à ces changemens soit en voulant les m fier selon ses propres opinions.

Le Soussigné se fait par sonséquent un devoir déclarer à Son Altesse l'Hospodar que les discussions membres de l'assemblée ayant pris une paraille tendanc ne peut les considérer que comme essentiellement atten fes aux droits des cours suzeraine et protectrice, et il ne reste dès lors qu'à protester, comme il proteste par la p sente de la manière la plus formelle, contre une mai aussi irrégulière et aussi contraire au respect dû deux Hautes cours, qui n'admettent aucune déviation

---

et additions. L'art. 52 du dit règlement porta en substa „Tout acte ou décision de l'assemblée générale et du P qui serait contraire aux privilèges de la Principauté, aux T tés ou Hatti-cherifs, emanés au profit de cette Princip comme aussi contraire aux droits de la cour suzeraine protectrice, doit être considéré comme nul et non ave La Russie avait fait effacer les mots: *aux droits de la souzeraine* (c'est à dire de la Porte ottomane) *ou protec* (c'est à dire de la Russie), pour y substituer: „*qui s pliquât également et tacitement aux deux cours.*" Par stipulation dans la nouvelle redaction le sens de l'article reçu une altération et une extension qu'il n'avait pas pri vement. A l'art. 54, au lieu des mots: „*faire parvenir connaissance des deux cours,*" on avait fait substituer: „ *plus haute connaissance.*" Enfin à la conclusion du r ment manuscrit, qui portait, que l'assemblée générale la Principauté pourrait, avec le concours de l'Hospodar, au règlement des chargemens et réformes que le besoi clamerait, on avait ajouté dans la nouvelle redaction: „ *téfois, cela ne saurait avoir lieu sans le consentemen la cour protectrice et suzeraine.*" Par le fait de cette velle stipulation l'article fondamental du règlement, qui reconnaissait à la nation valaque, le droit d'exercer sa precieuse prérogative, de travailler à la réforme et à l' lioration de ses institutions, se trouvait annulé. L'assem générale de la Valachie, sentant toute l'importance d'u changement du règlement avait pris pour la première fois attitude imposante. La majorité de ses membres, invo la puissance des Traités qui garantissaient son existence litique, soutint que le règlement promulgué par la R ayant depuis cinq ans force de loi dans le pays, elle n' pas de mandats pour le réformer. Elle se refusa d'admett changemens et articles additionnels.

la lettre des transactions qu'elles ont conclues et qu'el- 1837
les sauront maintenir dans toute leur intégrité.

En conséquence le Soussigné, en priant Son Altesse de vouloir bien immédiatement prendre les mesures les plus convenables pour faire cesser toute discussion ultérieure à cet égard, croit de son devoir de la prévenir en même temps qu'il se réserve de porter cette fâcheuse circonstance, tant a la connaissance de la cour Impériale qu'à celle de la mission de Sa Majesté Impériale à Constantinople, afin de provoquer les déterminations que le cas exige.

Il saisit, en attendant, cette occasion, pour offrir à Son Altesse l'Hospodar de Valachie les assurances de sa haute considération *).

Boukarest, le 17 Juillet 1837.

Signé: Baron de Ruckmann.

II.

Adresse de l'assemblée générale de la Valachie à Son Altesse, l'Hospodar. En date de Boukarest, le 21 *Juillet* 1837.

Hier, le 20 du présent mois de Juillet, l'assemblée a entendu avec la plus grande affliction l'office de Votre Altesse, en date du 18 Juillet, de la teneur suivante:

„*Comme les travaux de l'assemblée concernant l'incorporation au règlement organique des développemens pendant l'administration provisoire et des changémens présentés, ont donné lieu à des débats entièrement éloignés de cette fin, au point que le consul général de la cour Impériale de Russie, par une Note du* 17 *Juillet* 1837, *proteste contre ces travaux, comme attentoires aux droits des cours suzeraine et protectrice, a ordonné que son office de* 1836 *serait retiré, et que tout travail à cet égard s'annullant devait cesser à l'instant.*"

Prince, la tâche que l'on jette aujourd'hui avec la plus criante injustice sur les sentimens et sur la soumission pleine de reconnaissance de cette assemblée en-

*) Le résultat de cette note fut un office de l'Hospodar à l'assemblée générale, en date du 18 Juillet 1837, par lequel il retira la copie du règlement à reviser, et annula tout le travail de l'assemblée relatif à la révision du réglement.

1837 vers les Hautes Puissances, est une flagrante atteinte contre la rectitude de la conscience avec laquelle elle a toujours rempli et elle continue di remplir ses devoirs sacrés. La vérité toute entière est dans l'exposé qui suit:

Le règlement manuscrit contient en effet quelques lignes d'après lesquelles toute disposition administrative ou changement qui pourrait être opéré sans l'agrément de la cour protectrice, serait considérée comme nulle; mais ce passage n'ayant point été imprimé par ordre du ci-devant Président plénipotentiaire, M. le Général Kisseleff, par la voie du sécretariat d'Etat, a excité maintenant l'attention de l'assemblée, à l'effet de se convaincre de la vérité d'une pareille addition. Après avoir pris toutes les circonstances en considération, elle est restée persuadée que M. le Général Kiseleff, d'après toute justice, ne pourrait faire insérer un semblable article additionnel, parcequ'il se trouve en contradiction patente avec tous les privilèges de cette Principauté, comme le prouve ce qui suit:

L'article 5 du Traité d'Andrinople statue: „*Les Principautés jouiront du libre exercice de leur culte, d'une parfaite sécurité, d'une administration nationale et indépendante et d'une liberté entière de commerce.*"

L'article 4 du Hatti-Chérif publié à l'avénement de Votre Altesse, et émané vers la fin du mois de Moharrem, l'an de l'hégire 1250, contient aussi: „*Les Principautés feront librement toutes leurs lois nécessaires à l'administration intérieure de leur pays, de concert avec leurs divans respectifs, sans qu'ils puissent néanmoins porter atteinte aux droits qui ont été garantis en faveur de ces pays par les différens Traités ou Hatti-chérifs, et ils ne seront pas molestés pour l'administration intérieure du pays par aucun ordre contraire à leurs droits.*"

L'article 8 du même Hatti-chérif dit: „*Ces deux Principautés ayant tous les droits d'une législation indépendante etc.*"

L'article 379 du Règlement organique militaire, sanctionné par la cour impériale protectrice, pendant le gouvernement provisoire, est conçu ainsi: „*D'après l'article du Traité de paix d'Andrinople qui assure au seul gouvernement valaque l'administra-*

'on intérieure du Pays etc., ainsi que l'article 32 1837
u Règlement organique, et de plus le manifeste
u maréchal comte Wittgenstein, qui assure qu'on
nserverа aux Valaques une existence politique."

C'est sur ces bases, Prince, que l'assemblée a pro-
dé dans les débats sur les travaux qu'elle a achevés
ur la revision du Règlement, conformément aux me-
res prises en l'année 1832 par le gouvernement pro-
soire. En quoi donc peut consister le but caché et
tentoire au droit des Hautes cours suzeraine et pro-
ctrice?

Ne serait-ce pas une atteinte grave à cette inno-
nte assemblée que de considérer ses travaux, ses prin-
pes consciencieux, son amour et sa confiance dans les
oits garantis à sa patrie comme une infraction aux
is et une conduite reprochable? Quand l'assemblée
mplit religieusement le but sacré pour lequel elle est
nvoquée, mérite-t-elle une protestation contre la lé-
lité de ses travaux, et par conséquent une inculpa-
on à laquelle elle était loin de s'attendre, entièrement
compatible avec son amour ardent pour les droits de
patrie?

Votre Altesse, comme fils de cette patrie, gouver-
ant aujourd'hui le peuple qui Vous a été confié par
divine providence, nous Vous en prions très-hum-
lement, persuadez Vous de toute la justice des
oits du Pays, reconnaissez l'innocente conduite de
tte assemblée, partagez ses sentimens, et veuillez bien
orter à la connaissance de qui Votre Altesse jugera
onvenable, la vérité que nous Vous exposons; et re-
evez les papiers que Votre Altesse a demandés par son
ffice et que le Secrétaire d'Etat a reçus hier encore
our les transmettre à Votre Altesse *).

*) Cette Adresse fut lue, discutée et passée au scrutin, à une mojorité de trois quarts de l'assemblée. Les ministres de l'Hospodar s'efforcèrent en vain de s'opposer à la consommation de cet acte; et enfin ils provoquèrent un office de clôture émané de l'Hospodar; mais il arriva trop tard: l'adresse était déja signée. — Peu après la Russie s'est adressée à la Porte dans cette affaire et a obtenu un Firman qui lui donne gain de cause et la fait presque l'arbitre absolu des destinées de la nation valaque.

34.

Transactions entre les Chefs de Caboul et de Candahar d'une part et Mahommed Shah, Roi de la Perse de l'autre part.

(Papers relating Affghanistan presented to the house of commons by Her Majesty's command 1839).

I.

Translation of a Copy of a Letter from Dost Mahommed Khan, Chief of Cabool, to His Majesty Mahommed Shah.

Since in former times the Chiefs of my family were sincerely attached to the exalted royal house of your Majesty, I, too, deem myself one of the devoted adherents of that royal race, and considering this country as belonging to the kingdom of Persia, I, on a former occasion, despatched Hajee Ibrahim to your Majesty's presence, with the object of explaining certain affairs connected with this nation. I crave permission to state, that the cause of my address in the present instance is the following: — Your Majesty is the King of Islam; yet, throughout these territories, disturbance and misery are caused by that detestable tribe the Seiks.

Although four hundred thousand families of the tribes of the Affghans, and the neighbouring tribes, wear the collar of obedience in subjection to this sincere well-wisher, my inability for the employment and arrangement of this multitude limits my forces to twenty thousand excellent horse, ten thousand foot, and fifty guns, which are in readiness at my Capital, Cabool.

I have been long engaged in war with one hundred thousand horse and foot of the wicked infidels, and three hundred guns; but, by the grace and assistance of God, I have not yet been subdued by this faithless enemy, and have been able to preserve the true faith. But how long shall I be able to oppose this detestable tribe; and how long shall I be able to resist their aggressions. Without doubt, an account of the difficulties of my situation has reached your Maje-

y; and your Majesty must have heard, that, in spite 1837
f the inferiority of my power, I am perpetually en-
aged in war with the wicked Seiks, without a mo-
ient's cessation. As the noblest of cities, Kandahar,
nd the Capital Cabool, and the countries bordering on
horassan, as well as the province of Khorassan, and
e country dependent on the above places, form part of
e Persian territory, and are among the kingdoms of the
ing of Kings, the misery or welfare of those dominions
annot be separated from the interests of the Persian
overnment. Even if my affairs should fall into disor-
er, and even if your Majesty should not direct your
ttention to the condition of these countries, neverthe-
ss, I shall persist in contending with the Seiks, as long as
am able; but should it prove that I am unable to re-
st that diabolical tribe, then I have no choice, and
ust connect myself with the English, who will thus obtain
omplete authority over the whole of Affghanistan; and
remains to be seen hereafter, to what places, and
hat extent, the flame of the violence of that nation
ay be carried.

I considered it imperative on myself to represent
ese circumstances to the King of Islam. As for the
est, your Majesty will act as seems expedient to your
oyal understanding. All other affairs will be narrated
y Mahommed Hoossein Khan, who is a trusty person
ttached to this well-wisher.

II.

Translation of a Letter from His Majesty Mahommed Shah, to Ameer Dost Mahommed Khan, Chief of Cabool.

His Excellency, the repository of honor and glory,
he most noble of nobles, the opponent of infidels, Ameer
Dost Mahommed Khan, Lord of Cabool, is honored
vith our auspicious royal correspondence, and infor-
ned that the two addresses of his Excellency have been
onveyed to our royal presence by the hands of Hajee
brahim, and Mahommed Hoossein Khan. The contents
f each, displaying the rectitude of the intentions of
hat receptacle of dignity, have been perused by us
rom the beginning to the end, and the objects and
vishes of his Excellency have also been explained to

1837 us by the above messengers. All these circumstances being proofs of sincerity and purity of intention, they gave entire satisfaction to our royal mind, and disposed us to feel confidence in his devotion.

With regard to your representation on your connection with this neverending Government, and with regard to your observations that Cabool is to be considered as one of the countries dependent on the Kingdom of Persia, and that you are incessantly employed in war with infidels, notwithstanding whose superior strength you had hitherto been able to oppose them, and preserve those dominions from subjection; but that if you did not receive assistance, you would be obliged to seek aid elsewhere, in order that an end might be put to these disorders: — In truth, these observations are written with sincerity; and it is apparent to our kingly mind, that your Excellency is a distinguished warrior of Islam, who fights with valour for the faith, most surely, both on account of his dependence on this never-ending Government, and for the protection of Islam, and for the defence of our kingdom and religion, and from kingly generosity, we deem it imperative on us to hold that refuge of dignity under the shadow of our protection, and not to grudge or withhold from him assistance of any kind. Thus before the arrival of the messengers of your Excellency, we had firmly resolved to march to Herat, and to convey every description of aid to your Excellency. We commenced our march from our Capital, Tehran, with this intention. After our arrival at Bostam, it was represented to the Ministers of this haugthy State, that the cholera was raging with violence throughout the cities of Khorassan. We, therefore, for the sake of change of air, and in expectation of the cessation of this malady, moved to a healthy situation, and halted some days in the plain of Kalpoosh. In the meantime, it was represented to us, that Mekhdoom Kooli, the Yamoot (Turcoman), having formed an alliance with Ali Kooli Khan (Chief of Khiva) had arrived at Karakala, which is situated near the Desert, with 20,000 horse, the flower of the Oosbeg and Turcoman horse; and having fortified himself in that position, was waiting for the opportunity of the absence of our conquering army to produce disorder and tumult on the con-

e our forces, they abandoned their provisions
stores, and fled into the Desert. Our brother
ed in pursuit of this wicked tribe; and near
ool, the cavalry, and some of the infantry, over-
and attacked them. From morning until night
e of war was in a blaze, but the affair termi-
in the defeat of the Turcomans. The greater
were killed, some were captured, and the remain-
ed into the barren deserts, and escaped from
arriors. After chastising this tribe, we halted
time at the river Goorgaun, to arrange the affairs
t frontier; and then winter, and the season of
and rain having arrived, it was impossible to
ue the campaign. We despatched 20,006 horse
ot, and forty guns, with ordnance and stores,
horassan, to be in readiness to march in the be-
ing of spring to Herat; and we have resolved
rch, with the assistance of God, with the re-
er of the army, towards Khorassan, after the
1 of Noorooz. As there has been some delay in
lvance of the victorious army, we have despat-
Kumber Ali Khan to your Excellency; and we
sent a diamond hilted dagger to your Excellency,
is to be worn as the ornament of your faithful
We have commanded Kumber Ali Khan to de-
ie full extent of our royal favor towards your
ency: and your Excellency will explain to Kum-

1837 Majesty; the resplendent sun of the haughty State of Persia, holder of the seals of sovereignty, descended from a long line of Monarchs, etc. etc. etc., may our souls be your sacrifice, it is represented; may we be the sacrifice or the dust of your auspicious feet, as it is the practice of devoted servants, and it is the duty of dependents, that they should at all times state their wishes and intentions to the sublime understanding of your Majesty, radiant as the sun, we presume to make this representation. From times remote, we have displayed that devotion which we considered suitable to our condition; and, as must have reached the ears of the Ministers of that Court, which is the centre of firmness, we have followed the practice pursued by sincere well-wishers. As the auspicious will of your Majesty continues in the same direction as before, it is becoming our sincerity to acknowledge your Majesty's royal favors. Therefore, that distinguished nobleman, Mahommed Hoossein Khan, our agent, will present our petitions, and will detail the state of affairs in this country, and in Herat; he is our agent in all affairs. This devoted servant will execute faithfully, with the aid of God, and through your Majesty's increasing favor, all services and commands that your Majesty may impose on him, and he will render conspicuous in the manner that is suitable, the extent of his zeal and fidelity. With the grace of God he will outstrip his contemporaries in the display of service, and will obtain for himself high honor.

Our solicitation is, that your Majesty will consider him as one of your most faithful and disinterested servants. Whatever commands this sincere well-wisher may be honored with in reference to the affairs of this country, he will execute them with the most perfect fidelity.

IV.

Translation of a Copy of a Letter accrediting Uzeez Mahommed Khan, which was sent by the Chief of Kandahar.

We have despatched Uzeez Mahommed Khan from this country, and as we have given him charge of all our affairs, great and small, whatever he shall state

and to the formation of a Treaty, he is our gent.

Whatever Treaty or agreement he shall form, it is ıary that it should be concluded in the strongest ıost positive manner, so that there shall be no e or deviation.

V.

ıslatiın of a Firman from His Majesty ommed Shah to te Chief of Kandahar. ten in the year Zee Hijjeh, 1251, (*about a year ago*).

ıet Kohundil Khan be apprised of our auspicious oyal consideration, and know that the petition ıg the marks of the truth and candour of that ı of honor, which he had dictated from the pu- ıf his intentions, and which he had despatched ıt distinguished nobleman, Uzeez Mahommed Khan, eached our Court. The contents of your repre- ion, which from the beginning to the end bears npression of candour and loyalty, have proved table to our royal understanding. Your desire to ı a declaration expressive of our favor, under the hand and seal, has been acceded to, and the nent has been delivered to your agent for the ıse of being despatched to your Excellency.

1837 quire more distinguished marks of our unbounded royal favor.

As the conquering standards will, with the aid of God, speedily march towards the territories of Khorassan and Herat, it is necessary that your Excellency should be in readiness with your troops in the vicinity of Herat. After the arrival of the fortunate army, you will join the auspicious stirrup, and participate in the enjoyment of our royal favor.

VI.

Translation of a Copy of a Lettre from the Chief of Kandahar to his Majesty the Shah. — It was taken to Persia by Meer Hafiz Shah.

By the chief of devoted servants, it is represented to the attendants on His Majesty, the centre of justice, the treasure of grace, noble as Sooleyman, may our souls and the souls of the universe be his sacrifice. As it is the practice of devoted servants, that they should ever openly declare the condition of their affairs to their illustrious benefactors:

I therefore presume to represent my wishes. As the fidelity of this devoted servant is known to the Ministers of that Court, which is the centre of justice, and as my feelings continue unaltered, I solicit that suitable duties may be imposed on me, particularly with reference to the capture of Herat. After the arrival of the royal camp, with the assistance of God, whatever duty I may be appointed to by the king of kings, with regard to the conquest of that fortress, shall be faithfully performed. Doubtless the Chief of Khaaf, Mahommed Hoossein Khan, my agent, has represented my entire submission, and my solicitude for the service of your Majesty.

Their Excellencies Meer Hafiz Mahommed Shah and Meer Ali Akbar, who belong to the tribe of Berberl of the Hazarehs, and who speak Persian, and are highly respected in this country, are proceeding on a pilgrimage to Kerbela. I have great esteem for their Excellencies; they will make representations of my devotion, and relate the condition of affairs of this country.

The agent of Herat has also been empowered to

e agent of this sincere well-wisher. He is the Chief 1837
a tribe in this country, and I beg that his repre-
ntations may be credited.

VII.

*ranslation of a Copy of a Letter addressed
the Chief of Kandahar, Kohundil Khan,
His Majesty Mahommed Shah. — This
etter was conveyed to Persia by Taj Ma-
hommed Khan.*

The representation of this suppliant to heaven.

It is represented to the attendants on the pre-
nce of his august Majesty, elevated as the heavens,
alted as the Pleiades, radiant as the sun etc. etc.
c. etc.; may God prolong his sovereignty, may my
ul be his sacrifice.

May I be the sacrifice of the dust of your au-
icious feet. My supplication at the Court of the cre-
or of mankind is, that these faithful and most humble
servants should at all times be as the burden of sub-
ission, and should on all occasions render obedience to
e fatedecreeing firmans of Your Majesty the exalted
rvants, whose dignity equals sikenders, of your au-
ust Majesty, will become informed of the innate fide-
y of this truest of subjects. My hope is that the mi-
istres of that haughty government will count this sin-
re servant among the most devoted of its adherents,
nd regard him as a suppliant to heaven for the pros-
rity of this ever-enduring Kingdom, and will exalt
im with commands suitable to his condition. At this
spicious time the fate-decreeing firman which was
ued from the august court in honor of this humblest
servants, arrived at the happiest of hours, and I have
een exalted and rejoiced by its perusal. By the aid
God and from the benevolence of Your Majesty,
he shadow of God, I have been exalted by the appre-
iation which has been given to my services.

The Letter expressive of confidence, which Your
Majesty, from Kingly magnanimity, had written with
your royal hand, for the satisfaction of the mind of
his humblest of servants, has been received and I have
been exalted by its perusal. On the present occasion

1837 Tai Mohammed Khan, Barukzye, of honorable rank, has been despatched to the dust of the auspicious feet of the slaves of Your Majesty, the shadow of God. Some representations have been confided to the above person, which he will deliver to Your Majesty; and he will recount the details of the defeat and flight of the troops of Herat and the conquest of the districts of Khash and Bakverd. I shall presume to make no further representations. I offer up prayers for the prosperity of Your Majesty's dominions.

35.

Propositions de Paix présentées à Mahommed Shah, Roi de Perse, par Futteh Mahommed Khan, Envoyé et Agent de Kamran Shah, Prince de Hérat, au mois de Juin 1837.

(Papers relating to Persia and Affghanistan presented to both houses of Parliament by command of Her Majesty 1839).

1st Point. — There is to be a cessation of war and of marauding; the capture and sale of prisoners are to be utterly abolished.

2nd Point. — Should the King of Kings intend to undertake a military expedition against Toorkistan, and should he require troops from Shah Kamran, the latter is to supply troops to the extent of his ability, and they shall accompany the Governor of Khorassan on any expedition against Toorkistan. Should troops be required on the frontiers of Azerbijan, Shah Kamran shall furnish them in such number as may at the time be praticable, and shall not withhold them.

3r Point. — A sum of money in the shape of tribute shall be paid annually, at the festival of Nooroos, to the Persian Government.

4th Point. — Merchants from every quarter who shall arrive in the territories of Herat and its dependencies, are to receive full protection, and suffer no injury in person or property.

5th Point. — One person, who shall be a descen-

ant of Shah Kamran, and some other persons who 1837
hall be relations of Vizier Yar Mahommed Khan, and
f Sheer Mahommed Khan, shall reside for two years
t Meshed as hostages. When the period of two years
as elapsed, if the Ministers of Herat shall have per-
rmed the foregoing engagements, and shall have com-
itted no infraction, the above hostages shall be des-
atched to Herat, and shall not be detained more than
vo years. Should any infraction of the above enga-
ements have been committed, the hostages are to be
tained until the time of their fulfilment.

6th Point. — A Vakeel or Agent from Shah Kam-
n shall always reside at the Court of the King of
ings.

I engage for the performance of the foregoing sti-
ulations on the part of my master Shah Kamran, on
ondition that the following engagements shall be
greed to.

1st Point. — The King of Kings of Persia shall
onsider Shah Kamran as his brother, and treat him
ith regard.

2nd Point. — The Ministers of the King of Kings
f Persia shall not interfere in any manner whatever
the succession of the posterity of Shah Kamran.
Whichever of the descendants of Shah Kamran shall
ucceed him in his government and titles, and shall
ulfil the engagements that have been here contracted
t is stipulated on the part of the King of Kings of
ersia that these engagements shall continue in full
rce, and shall not undergo any alteration.

3rd Point. — Troops are not to be sent into the
erritories in the possession of Shah Kamran; war and
arauding are to cease; and the capture and sale of
risoners are to be entirely abolished. The Govern-
ent of the King of Kings of Persia is not to inter-
re in any manner whatever in the internal affairs of
e territories in the possession of Shah Kamran; and
enable the Government of Herat to fulfil its enga-
ements, the internal management of these territories is
be entirely under the control of the Government
Herat.

4th Point. — The English Government shall be
ediators between the Persian and Hérat Governments;
d if there should be any *infraction* of these engage-

1837 ments by either party, it shall employ every exertio to obtain their fulfilment.

Lettre adressée par l'ambassadeur de la Gra de Bretagne près la cour de Perse (Mc Nei au premier Ministre de la Perse (Haji Mir Aghassi), en date du 16 *Jnin* 1837.

(Extract).

In respect to the memorandum which I had t honour to send to your Excellency, containing a dr of the terms on which the Envoy from Herat is pr pared to conclude an arrangement with the Per Government, I beg leave to offer a few observatio When I had first the honour of conversing with yo Excellency on this subject, I found that your Exc lency regarded the mission of this person as intend only to gain time, and the propositions of which was the bearer, as proferred in a spirit altogether sincere. I ventured then to express my belief that Government of Herat was sincerely desirous to en into an arrangement with this Government which sho put an end to the evils of plunder, rapine, and capture and sale of slaves on the frontiers of Khor san; your Excellency assured me that it was the and most anxious wish of His Persian Majesty's he to relieve his subjects from these evils, and you quested me to endeavour to ascertain whether or the Herat Government was really sincere in the p posals, which its Envoy was instructed to make, which I find his Excellency the Ausef-ud-Dowl vested with full authority on the part of His Per Majesty's Government, had already accepted. Y Excellency was also pleased to say, that if I coul far satisfy myself of the good faith of the Herat G vernment in making these propositions, as to feel e bled to assure your Excellency of its sincerity, y Excellency would remain perfectly satisfied with assurance.

Having inquired into the circumstances, and co municated with the Envoy Futteh Mahommed Khan, found that an arrangement had already been conclud between His Excellency the Ausef-ud-Dowleh, on part of His Persian Majesty, and the Government

Herat, and that Futteh Mahommed Khan had come to 1837
Tehran only to seek the ratification of that arrangement; but from the hesitation which his Persian Majesty's Ministers exhibited to ratify the engagement concluded by his Excellency the Ausef-ud-Dowleh, and from other causes, the Herat Envoy had begun to doubt the intentions of His Persian Majesty's Government, and had lost much of the confidence in that Government with which he had come to the Capital. I found also that he had been the bearer of letters from Shah Kamran, and from his Minister Yar Mahommed Khan to the Shah-in-Shah of Persia, and to your Excellency; and your Excellency did me the honour to put me in possession of a copy of a letter from Yar Mahommed Khan to his Excellency the Ausef-ud-Dowleh. On inquiring into the contents of these letters it appeared to me that there was a difference in the style and manner in which they were written, and that while Yar Mahommed Khan addressed the Ausef-ud-Dowleh in terms of great submission and respect, the letters from Shah Kamran to His Majesty the Shah-in-Shah, were written in a less humble style and manner. This at first excited my suspicion of the sincerity of the Herat Government, but on further communication with the Envoy I was satisfied that the difference in the style of the letters was not the result of any intention to deceive, and that the Herat Government was sincerely desirous to conclude an arrangement with this Government, which should relieve both parties from the evils of the worst kind of war, and by uniting their interests, give strength and stability to Persia, and security to her Eastern Frontier. Your Excellency had assured me on several occasions, and especially in a letter written a few days ago, that the object of His Persian Majesty, in prosecuting military expeditions to the eastward, was the security and repose of His Majesty's subjects and the tranquillity of His Majesty's Eastern Frontier; and when at your Excellency's desire I entered into communication with Futteh Khan, I kept these objects steadily in view.

As your Excellency had been pleased to say that you would rest satisfied with my assurance that the Government of Herat was sincere, the first part of my duty was to satisfy myself on this subject.

1837 I found that the inferences drawn from these le
ters were in some respects correct, and in some th
reverse; and I considered it necessary to ascertai
what were the specific engagements which the Her
Government were prepared to enter into with a sin
cere desire to act up to them. These I reduced
writing in the presence, and with the concurrence
the Herat Envoy, and I immediately transmitted th
paper to your Excellency.

Your Excellency will observe that in this doc
ment all the engagements which imply exertion, or e
pense, or concession, are those which the Herat G
vernment will be called upon to fulfil; and that t
engagements which the Persian Government is he
called upon to enter into, bind His Persian Majes
only to forbear from interfering in the internal affa
of Herat, but do not make it necessary to spend a
farthing of money, or to make any exertion of a
kind. That on the other hand the Herat Governm
engages to give hostages, of which one is to be a s
of Shah Kamran, and the others are to be relati
of his Vizier and his brother, — that it further e
gages to give Peeshkush, — to furnish troops wh
required — to protect merchants — and, what is m
important, to restrain all persons under its cont
from plunder and from the capture and sale of slav
For the due performance of these engagements the P
sian Government will have not only the solemn ple
of the Herat Government, but also the assurance t
the British Government will use its best endeavo
to get them carried into effect. As your Excellency
tirely doubted the sincerity of the Herat Governm
you will no doubt fully appreciate this part of
arrangement.

Let His Persian Majesty's Ministers themselves
cide whether it is more advantageous to the interest
Persia to conclude this arrangement, which secures
vantages so great and so obvious, or to undertake
litary operations against Herat, which are disappro
by the British and other friendly Governments,
which cannot fail to entail an immense expense on t
Government, and to exhaust its military resourc
while the result must still be doubtful. Whether it
better to accept terms so honourable to His Per

Majesty, or to drive the people of Herat to the neces- 1837
sity of making a determined resistance, and thus incurring the hazard of failure, and the evils (may God avert them) which must follow such a misfortune. It is also worthy of your Excellency's wisdom and knowledge of affairs to consider whether, even in the event of success against Herat, the Persian Government could derive from the capture of that place, advantages so great and permanent as it may secure to itself by accepting the present proposals, coupled as they are with the mediation of the British Government.

In conclusion, I have to inform your Excellency, that as the proposals which the Herat Envoy has submitted to your Excellency through me, are calculated to afford security and permanent tranquillity to the western frontiers of Persia; to give His Persian Majesty's Government the greatest advantages in all its future arrangements in Toorkistan, and thus to put an end to the evils which have so long afflicted His Persian Majesty's subjects in the eastern provinces of this Empire, I have no hesitation in requesting your Excellency to accept the proposals; and if they should be rejected, and military operations should be undertaken after your Excellency has been put in possession of the sentiments of the British Government on the subject of the expeditions to the eastward, and of its desire that the Persian Government should abstain from these enterprises, I fear that such a step might lead the British Government to believe, that the Persian Government has not in view, in prosecuting these wars, the security of its subjects and the tranquillity of its eastern provinces, which are the avowed objects, but that it contemplates projects of a very different description. I need not inform your Excellency, that if any such suspicion should be entertained by the British authorities in England, or in India, it might have the effect of diminishing (which God forbid) the cordiality which has hitherto existed between the two Governments; and no one, I am convinced, would be more much chagrined and mortified by such a result as your Excellency and myself.

Your Excellency is also aware, that so long as Persia is at war with the Affghans, the British Government is precluded by Treaty from rendering any

1837 assistance to this Government; but if this obstacle were removed, I should feel myself at liberty to give your Excellency immediate proof of the readiness with which His Britannic Majesty seizes every opportunity to evince the sincere desire by which His Majesty is always actuated to promote the interests and improve the arms of Persia.

Moreover the arrangements now proposed have already in substance been concluded by the Wully of Khorassan, fully empowered on the part of His Persian Majesty; and I am convinced your Excellency will not consider it worthy the dignity and good faith of this Government, to set aside an advantageous arrangement thus formally concluded.

(Signed) JOHN MC NEILL.

Memorandum du Ministre principal de la Perse en réponse aux Propositions présentées par l'Agent du Hérat.

The first point is that war, marauding, and the capture of prisoners shall cease. — As all these things are opposed to obedience, it is evident that they will, as a matter of course, cease, when Prince Kamran acknowledges subjection to Persia. He who is obedient must be obedient under every circumstance.

Second Point. — As Herat with its dependencies is one of the provinces of Persia, whenever the exigencies of the State require troops to be despatched in any direction, Herat, like the other provinces of the kingdom, must furnish troops and provisions.

Throughout the propositions of Futteh Mahomed Khan, the designation applied to Prince Kamran is Kamran Shah. This is precisely the point which is the cause of the movement of troops, that these pretensions may be destroyed. Two kings cannot dwell in one kingdom. The title of Feridoon Meerza, the Governor-General of Fars, which is ten times as high as Herat, is Ameerzadeh, son of a prince, (not prince). This phrase conveys the impression of disobedience and refractoriness, and the remedy is to cease to employ such expressions.

Third Point. — That tribute shall be paid annually at the Noorooz. He who is obedient must

course pay tribute and taxes; he must read the Khoot- 1837
beh (prayers which imply royalty), and strike the coin in the name of the king, the Asylum of the Faith (king of Persia); and he must, at all times, and on all occasions, acknowledge his obedience and subjection; and he must avoid the inconsistency of endeavouring to form a Treaty as if Persia and Herat were two separate kingdoms.

Fourth Point. — The protection of merchants. This clause resembles the preceding; for the greater question includes the minor points. The line of conduct for a person under subjection is this: he must protect the Ryots and merchants of the country entrusted to his charge; and if any property is destroyed, he must make good the loss; all persons who travel in his country must enjoy perfect security in the same manner as existed in the time of the Suffavean kings, (may God have mercy on them), nor must there be any occasion for their feeling alarm or taking precautions for their safety.

Fifth Point. — Regarding hostages. Hostages selected from the principal persons of Herat and its dependencies, must come and reside at Meshed, and when perfect confidence has been acquired of the submission and subjection of Herat, they will of course obtain leave to depart (nay, Herat itself may become a place for securing other hostages); but two persons or five persons as hostages will not be sufficient.

In regard to the first proposition of the engagements by Persia, that the King of Kings of Iran shall treat Prince Kamran as his brother. — The treatment of the King, the Asylum of the Faith, to Feridoon Meerza, (the King of Persia's brother) is that of master to his servant. Let Prince Kamran be like Feridoon Meerza, for higher expectations would be presumptuous. It might indeed be proposed that he should be treated with more favour than His Majesty's brother; but no one can presume to aspire to be regarded as brother to the King of Kings; for all are the devoted servants of the great King.

In regard to the second proposition (of the engagements by Persia) after the acknowledgment of obedience, and the payment of the taxes, the Ministers of the Persian Government will not interfere in the

1837 affairs of Herat, and any deviation from this course will be contrary to royal justice; but if otherwise, beyond a doubt changes and alterations will be introduced, and the severest punishments will be inflicted on the people of that country.

In regard to the third proposition; why should military expeditions be undertaken against a country which has acknowledged its subjection? Troops are sent against the rebellious and refractory — not the submissive and obedient. Who would seek to inflict evil on his own dominions?

In regard to the fourth proposition, — the British Government, from the friendship subsisting between both States, is always listened to, whenever it gives counsel beneficial to Persia and its provinces. After the acknowledgment of subjection by the people of Herat, and the performance of service, then whatever the British Government recommends, shall be without doubt assented to.

The language which Futteh Mahommed Khan held to Your Excellency, varied exceedingly from the letters which Yar Mahommed Khan (Vizier of Herat) addressed to the Ausef-ud-Dowleh, and which Your Excellency has perused and taken a copy of; the propositions have no connection with that document; therefore no confidence is to be placed in the declarations of Futteh Mahommed Khan; and if any discussions were to take place, no reliance could be held in his assertions.

Undoubtedly Your Excellency has heard the complaints against the Affghans which have been forwarded to this Court. Recently, too, the nobles and priesthood of Khorassan, for instance such persons as this — Meerza Eskeree, the chief priest, and Hajee Meerza Moosa Khan, and foreigners and natives, have made representations on this subject. I have sent these representations to Your Excellency; and, after perusal, I beg you to give me your opinion on the answer that ought to be written, and on the course that it is incumbent on His Majesty to adopt under such circumstances. In truth it would be contrary to manliness to suffer such proceedings with patience. I need give no further trouble.

14th of Rubbee-ul-Avul, 1253.

ettre du premier Ministre de la Perse adres- 1837
e à l'Ambassadeur de la Grande Bretagne.

A. C.

Your letter, written with the pen of friendship, s reached me: and I have perfectly understood the ntents. I was in expectation of the arrival of in-ligence from his Excellency, the Ausef-ud-Dowleh, it might inform you of the real state of things On day of the arrival of the agent from Herat, I des-tched a messenger in haste, in order that if the Ru-s of Herat had any serious intention of submission, Ausef-ud-Dowleh should desist from military ex-ditions, and from the expenditure of large sums of ney. Yesterday, letters arrived from the Ausef-ud-wleh to the Master of the Ceremonies, demanding it troops and money should be sent to enable him proceed against Herat. Since the Ausef-ud-Dowleh s made these demands, it is evident that he has it all hopes of their submission, because on various casions they have attempted similar deceptions by omising obedience; and then, when opportunity offe-d, they did not desist from taking prisoners, and dertaking military expeditions against Khain, Seistan, rrah, and other places; and also from giving access the marauding incursions of the Turcomans into horassan, so that those frontiers are deprived of all nquillity, as your Excellency perceived the day be-re yesterday, from the letters of learned and holy en in Khorassan. Similar representations are sent ere in great numbers; but the detail of them would useless. In short, the affair is in this situation — e man considers himself an independent sovereign; refuses to make submission, and does not desist om violence. Such being the circumstances, what is e duty of the Ministers of this State? Is the pro-ction of the subject, the repose of the poor and retched, the duty of royalty, or not? Could any onarch in your own country, tolerate such disorders his dominions from a place like Herat, which usually as been the Capital of the heir to the throne of Persia?

At the conclusion of your letter there are some re-narks about alarm. I am in great astonishment at this declaration; considering the distance of four month's

1837 journey, and the great friendship between the two States, which, during this length of time, has never been interrupted by a hair's breadth on either side. What cause is there for alarm, or for these remote speculations which have never entered into the mind of any one, nor ever will? Einally, as your Excellency is a sincere well-wisher of both States, I have given you this trouble.

Lettre de l'Ambassadeur britannique (Mr. Mc. Neill) au premier Ministre de la Perse.

After Compliments,

I have had the honour to receive your Excellency's communication and have derived great satisfaction from the contents.

With reference to your statement of the despondency of the Ausef-ud-Dowleh and of his demand for money ard troops that he may proceed against Herat, it is evident that his despondency can arise only from one of two causes. Either his Excellency the Ausef-ud-Dowleh is without confidence that the Ministers of this Government will accede to the demands of the agent of Herat, or else he wants confidence in the declarations and promises of the latter; in either case his demand for money and troops is reasonable.

With regard to the plundering incursions of the Rulers of Herat, and their ill-treatment of the Ryots of Persia; it is evident that until some specific arrangement of their affairs has been made, they will not desist from this course, but if an arrangement were concluded, these disorders would cease and the Ryots would live in tranquillity. It would seem that the Ministers of this Government are not very urgent for the removal of these disorders and for the repose of the Ryots on that frontier, since they decline to make a specific arrangement.

This Government has declared that it has no confidence in the Rulers of Herat, notwithstanding that the English Government has interposed in this affair, and I have myself promised that it will use its endeavours for the fulfilment of the engagements that may be contracted. This being the case, I do not know from what cause the want of confidence on the part

of the Ministers of thisGovernment can arise. Besides this, Futteh Mahommed Khan has given a promise that if the propositions he has offered be accepted and agreed to, within the period of fifty days, the hostages shall be delivered in Meshed, and all disorder shall entirely cease; and I have not the least doubt of the sincerity of his promises. 1837

With reference to the alarm of the British Government, I believe that the phrase, „alarm of the British Government," has not been employed in my letter. Thank God, up to the present time, the British Government neither has, nor ever has had, any alarm of any Government whatever. England has never yet met an enemy able to vanquish her; on the contrary she has overcome her opponents. As I have been for a length of time a well-wisher of this Government, and as I have long dwelt in this country, when I perceive any probability of this Government suffering injury, I myself individually feel apprehension and alarm, and I am forced by my good-will to this Government, to point it out to the Ministers of this Court.

With regard to your observations of the friendship and opposition between England and Persia; from the time that His Majesty, by the succour and assistance of the British Government, became possessor of the crown and throne of Persia, and that your Excellency became Prime Minister, I put it to your Excellency's candour to declare what circumstances have occurred to give satisfaction to the British Government, or give assurance that nothing contrary to the rules of friendship has proceeded from the Court of Persia. Is it the respect shown to its Ambassador Extraordinary, or the removal of its officers from Camp, or the conclusion of a Treaty of Commerce, or the sanctioning the establishment of its Consuls, that can inspire the British Government with confidence? What single demand of the British Government has been complied with by the Ministers of this country, so as to enable the former to feel confidence? If the Ministers of this Court declare that their fears of another Government prevent them from acceding to the wishes of the British Government, and from complying with the rules of friendship, such a pretext would destroy the hopes of the British Government, and its hopelessness will be increased in

1837 proportion to the weakness of Persia. There are no evidences of the acquirement of strength and stability by Persia, on the contrary there are daily indications of weakness. The revenues of the country are thrown away on unprofitable expenditure, and the Ministers apparently do not attend to the internal affairs of the kingdom in the manner that is their duty. The expenditure is very great, and on the other hand the revenue is not collected; consequently it appears that the people in general are impoverished and discontented. All these circumstances will produce the weakness and decline of this kingdom.

According to the 9th Article of the existing Treaty, it is stipulated that if war should arise between the kingdoms of Persia and Affghanistan, the English Government shall at the desire of both parties, mediate for peace between them. The document containing the propositions of the agent of Herat, which is in your Excellency's possession, will evince on which side I have displayed partiality in this mediation, although indeed impartiality to both parties is the duty of a mediator. In answer to the above propositions you asserted that these engagements were like a Treaty between two kingdoms. I should be glad to learn what kingdom of equal rank and dignity gives tribute, hostages, and troops. It is evident that a person who imposes these obligations on himself does not make pretensions to equality, for if he did, he never would contract these engagements. Moreover if the British Government were to engage the Ministers of this Court to form a Treaty with the Affghans resembling the treaties between two kingdoms, the Ministers of this country could not with justice offer any objections; and such a proposition would not be without reason, because the purport of the Article of the Treaty between England and Persia is that the former Government should mediate for peace, not that it should promote the subjugation of Affghanistan to this country. The stipulation in the Treaty that England should mediate for peace by the wish of both parties is a proof that at that time the Ministers of this country acknowledged the independence of Affghanistan, and that it was not under subjection to Persia. For if Affghanistan had been subject to Persia, and if there had been any idea of its submission in the minds of

the Ministers of this Government, the latter would not 1837
have admitted such a stipulation; for in a question of subjects and ryots, the mediation of another Government is not necessary. Besides this, twenty-eight years ago when certain proceedings on the part of Persia, which were not evidences of friendship, had produced a diminution in the concord between England and Persia, the English Government in consequence formed a friendly and political alliance with the King of the Affghans; and this Treaty is a proof that the English Government considered the King of the Affghans independent and it is therefore unable to deny the independence of Affghanistan. For some time after the conclusion of this Treaty with the Affghans, there were disputes and discussions between the Persian and English Governments; the English Government made military preparations in Hindostan; an Ambassador from the British Government arrived in this kingdom, who made his demands and announced that an army was under orders for the attack of this country. After the acceptance of the demands of the above-mentioned Ambassador by the Ministers of this Government, and after the dismissal from Persia of the Ambassador of a State at enmity with England, then the British Government acquired confidence in this country, and the existing Treaty was concluded. At that time the Ministers of this kingdom were perfectly apprised of the Treaty between England and Affghanistan, yet notwithstanding their knowledge of its existence, they stipulated, in the existing Treaty between England and Persia, that the British Government should be, with the consent of both parties, mediators for peace between this country and Affghanistan.

I have always been a well-wisher of this Government, and I considered it incumbent on me (with reference to the duties imposed by loyalty) to conceal no circumstances from the Ministers of this country; on this account I have detailed the sentiments which have passed through my mind, and I have fulfilled my obligations to this Government. The Ministers of this country are now at liberty to act as they deem proper; if they consider it expedient for their Government to act in such a mode as will give confidence to the British Ministers, they will do *so*; and if they do not

1837 consider it expedient, they may act as they think advisable: but in every case the British Government will not be neglectful of its own interests, and the Ministers of this Court will in the end learn, and will themselves acknowledge, that the sentiments I have detailed have been announced solely from sincerity and loyalty.

I trust I shall have excited no unpleasant feelings in the mind of your Excellency.

The 23rd of the month Rubbee-ul-Avul, 1253.

36.

Correspondance relative à l'occupation du port d'Aden dans le golfe d'Arabie par la Grande-Bretagne. (31 *Juillet* — 16 *Octobre* 1837).

(Imprimée par ordre du Parlement d'Angleterre en date du 30 Mai 1839).

I.

The Superintendent of the Indian Navy to the Governor of Bombay.

Sir, Bombay, 31 July 1837.

I have the honour to forward the copies of letters, as per margin, with the inclosures, relative to the loss of a ship named the Doria Dowlut, which sailed under English colours, and was wrecked near the port of Aden, where she was plundered, and the crew and passengers grievously maltreated by the people of Aden.

It appears from the accompanying reports, that the ship Doria Dowlut was the property of the Nawab of Madras, and had on board two nakhoodas; the one was Lurry Yous, a Mahomedan, or (as called by Acting Commander Haines), Hajee Fridjee; this man was the person who freighted the ship; the other was Syed Moodeen, who sailed and navigated the vessel. This last man has been brought to Bombay, together with two of his people, by Acting Commander Haines. Lurry Yous went in a bugalah to Juddah, and is supposed to have taken some articles of value with him.

From these statements, and also from Acting Com-

mander Haines personaly, I learn, that there can hardly 1837
be a doubt but that Lurry Yous did intentionally lose the vessel; and there seems no doubt that, excepting what property he was able to make away with, the whole has become a prey to the Sultan of Lahedge or his people. The conduct of this sultan throughout has been that of a barbarous robber.

The facts brought forward by Acting Commander Haines being taken from the personal observation of himself and his officers, may be considered as established.

It is necessary that I should bring to the notice of your Board the conduct of the Company's agent at Mocha, who by no means seems to have done his duty in giving protection to these poor men in their distrees; nor does it appear he took any pains to get from them a clear statement of their case, to lay before the senior naval officer.

Acting Commander Haines seems to have acted with his usual decision and judgment, as regards his communication with the sultan, and his governor of Aden, and left them no excuse for their conduct. I trust his having afforded a passage to Bombay to the three individuals as per margin, belonging to the Doria Dowlut, and having victualled them from the ship, will be approved by your Board.

I have, etc.
CHARLES MALCOLM.

II.

Captain Denton, of the Indian Navy, to the Superintendent of the Indian Navy.

(Extract.) H. C. S. of War Coote. 22 June 1837.

I have the honour to acquaint you, that a ship named the Doria Dowlut, under English colours, and belonging to the Nawab of Madras, was wrecked on the 14th of January last, at three A. M., near Aden; her value upwards of two lacs of rupees. Fourteen lives were lost in effecting a landing; among them the chief and third mates. The cargo was immediately plundered by the chief of Aden, and the surviving part of the crew and passengers were treated in the most brutal and cruel manner by the Bedouins. Among the passengers were several *respectable* females on their

1837 pilgrimage to Mecca. Commander Haiens, on his l
visit to Aden, made inquiries into the case, and w
give you an account of the whole transaction.

III.

Captain Haines, of the Indian Navy, to t Superintendent of the Indian Navy.

H. C. Surveying Brig Palinurus, at S

Sir, 6 July 1837.

I have the honour to inform you, that when Aden, in April, I found that the property recover from the wrecked ship Doria Dowlut, under Engl colours, belonging to Madras, was disposed of in t hazaar, at not one-third its value. I therefore took t liberty of informing the Sultan of Lahedge and Ad that the property and ship were British, and desir that he would take care of all recovered property u til arranged by authority from India. I also inform him, that I was convinced the British Government wou require from him a particular explanation of their re son for plunder, and subsequent ill-treatment to t parties wrecked. His answer was, „that he had r ill-treated them, nor had he recovered any proper He further intreated me to visit him at Lahedge, wh he would explain circumstances fully." In answer, declined, informing him that duty prevented such a stant visit, and that I only in the first instance wish to point out the error he had been led into; and th a different line of conduct was expected from a frien ally. He then sent the governor of Aden to expl matters to me, every part of which I knew to false, which I pointed out to him; he at last offer me her anchors, chain-cables, etc., which I declin receiving, telling him I had no authority to act; h that I again recommended them, if they esteemed t friendship of the British, at least to preserve the pr perty for the rightful owners, who would no do fully remunerate them for their trouble and exerti in saving it.

From Aden I wrote to the agent at Mocha, (kn wing the Euphrates was not there) to obtain ev information from the people who were shipwreck and had by a bugalah proceeded there. On my retu

ding the information insufficient, I obtained further 1837
om her commander, and some merchants who were
ssengers in the vessel when lost, the whole of which
do myself the honour to submit for your informa-
on, and by which you will perceive that the con-
ct of the Aden people was most infamous, and their
atment to the female passengers (some of which were
spectable) was both disgusting and disgraceful in the
treme. Fortunately no European female was in the
ip, or they most probably would have shared the
ne fate.

I am much inclined to think that the ship was
cked purposely, the property being well insured;
d to be for more than its real value. My reason
r supposing that she was run on shore on purpose
, because Nakhooda Hajee Fridgee, the owner of
e property; was more than once asked to heave the
ad, and alter the course, as the water was evidently
coloured; he refused, until the men did it against
s orders. They were then in half three, and she
mediately grounded, about four miles N, N. E. of
den. She was plundered by the Lahedge and Aden
abs of the Abdalce tribe, the sultan's eldest son being
esent. The plunder was disposed of by the govern-
ent of Aden, principally through the sultan's agent;
am certain entirely for the benefit of the sultan.

The nakhooda of the wrecked ship on the part
f the Nawab of Madras, to whom she belonged, and
me of the merchants, being in distress, and wishing
o return to their native country, I have given them
passage in the vessel under my command, upon na-
ve allowance of provisions, which act I hope will
et your approval.

I have, etc.
S. B. Haines.

IV.

Statement of Facts relative to the Loss of the Ship Doria Dowlut, with the signatures of the Nakhooda and others wrecked in her, thereto.

The ship Doria Dowlut, belonging to the Nawab
Madras, under English colours, was freighted for
e voyage to and from *Juddah* by Hajee Ensof, for

1837 the sum of 8,250 rupees. Her cargo consisted of s
gar, silks, shawls, cloth, kinkaub and other kin
600 bottles of attar of roses, and other articles fr
Elbian; we took pepper, cocoa-nut oil, and clo
with numerous passengers, some of whom were r
spectable, with their families.

We arrived safe at Cochin, and received more b
les of cloth; then left for the Red Sea. On the 14
January, at three o'clock A. M., we ran on shore
Goobut Saylan. As daylight dawned, we were s
rounded by Bedouins from Aden, who seized
boats, and came on board, when the scene of pl
der commenced: the women were driven aloft, w
chest and baggage was plundered; they were then p
mitted to go with me on a raft we constructed to s
our lives. As we drew near the shore, I was seiz
as well as the rest, dipped under water several ti
and then stript naked; the females were treated
same in regard to clothing, but underwent the
disgusting insults, and were most indelicately exa
ned to ascertain if they had money or jewels hid,
some of the best-looking were only saved from b
taken away by the intercession of a priest. Having
tisfied themselves we had no property, we were
ven away, and we all, both male and female, pro
ded to Aden in a state of nudity, where, through
kindness of the priest, Syed Zair Hydroose, we
supplied with a coarse waist covering and some
Most fortunately a bugalah, under English colours,
longing to Sheik Abdulla Suffee, was at anchor;
Bombay; he took compassion upon us, gave us
and a passage to Mocha. Before quitting Aden,
Sultan, hearing of my being on board the bugalah,
some Bedouins on board, and took me on shore,
he obliged me to sign a paper, under fear of deat
say they had not ill-treated us; thus compelled,
save life, and to escape from their hands, I sign
falsehood.

I arrived safe at Mocha, and met the late
agent, Abdool Russool, who gave me a man to
me to the agent. On my arriving there, I was dir
to come to-morrow; I did so, and he gave m
dollar for food for myself and crew. He asked
I had witnesses to prove all I had said, and he

their depositions. He afterwards gave me two dollars 1837
more. Such sums being insufficient for myself and crew for many days, we were obliged to beg, which we did until Dwarka, a Banian, fed us, and provided us with a passage to Juddah, to see the captain of the Government ship there.

On my arrival at Juddah, the Euphrates had left for Mocha, so I returned again to Mocha in Zachariah's ship, the commander of which kindly took compassion on me and some of my men; and some acquaintances have clothed me.

The ship was valuable; I should think she had two lacs of property on board.

Witness the truth thereof,

Syed Nouradeen Nakhoodah Peroo.
Hajee Mambaruck.
Hamed ben Salem Bakajee.
Hydros ben Allomjee.
Syed Mahomed Amar ben Atdunubbee.

V.

The Native Agent at Mocha to the Secretary to the Bombay Government.

(A. C.) 21 June 1837.

I beg to state, that Syed Nouradeen Bokhari presented a petition to me regarding a vessel which had been wrecked off Aden, in consequence of which I took the depositions of the lookanee, serang, and mistrees, in their own writing, as to the circumstances as occurred.

I then told the above Syed Nouradeen that the Euphrates, Gaptain Rogers, was expected from Juddah; that he should stay in Mocha, and that on his (Captain Rogers') arrival, I would adopt such measures as might be deemed proper by the Captain.

Syed Nouradeen, however, went to Juddah, and did not remain at Mocha; in the meantime the Euphrates arrived from Juddah, when I brought the above petition to the notice of Captain Rogers, and he asked where Syed Nouradeen was; I said he had gone to Juddah. Captain Rogers then rejoined, that had Syed Nouradeen been present, measures would have been adopted.

1837 Afterwards the Coote, Captain Denton, came f
from Bombay, and I mentioned to him also the su
ject of the petition. Meanwhile Syed Nouradeen r
turned from Juddah, and visited Captain Denton
board the Coote, when the Captain told him to s
him in company with me: he accordingly came to m
and as I was sick at the time, I told him that
would accompany him after a few days. To this I
assented; but he did not appear again. I, howev
sent for him, when he said he would come after see
Captain Haines.

Afterwards Captain Haines caused me to be i
formed, that Captain Denton intended to be on sho
and Syed Nouradeen told me that he had withdra
the petition given to me.

I have heard from private sources that Syed N
radeen has got an adviser, by whose advice he a
He intends to go to Bombay in the Palinurus.

I enclose herein the petition and the deposit
of the witnesses. The Nakhooda, Ahmed ben Kh
dar, of the wrecked vessel, has not come to me
enable me to make an inquiry.

I beg you will be pleased to apprise the Gov
nor in Council of all the above particulars.

VI.

*Substance of a petition from Syed Nourad
Bokhari to the Bombay Government, with
date; accompanying the Mocha Agent's L
ter of* 21 *June* 1837.

The complaint of Syed Nouradeen Bokhari, o
of the ship Doria Dowlut, belonging to Nawab Ab
Nissa Begum, of Madras, is, that one Lurry You
red the above vessel, and employed a nakhooda (
tive captain), by name Ahmed ben Khundar, on
part, to superintend the cargo, as also a molim (
lot); that at the port of Calcutta the ship was l
with 3,950 bags of rice, 70 of sugar, and 25 bun
of piece goods, and she sailed to Aleppee, where
she took on board 350 bags of rice.

That on the arrival of the vessel at Ale
Syed Nouradeen (complainant), the agent of

ship, told the nakhooda to dismiss the molim pla- 1837
ed by Lurry Yous; to which the nakhooda replied,
hat the molim belonged to him, and could not there-
ore be discharged, and that Lurry Yous had given
im (the molim) full authority; when Syed Nouradeen
ejoined, that he (the nakhooda) should hold himself
esponsible for any accident that might happen to the
essel; to testify which I can produce witnesses.

That from Aleppee the ship weighed anchor for
ochin, where she received on board 35 bundles of
oth, of Malabar manufacture; and then she sailed
nward to Mocha, and arrived in some days off Aden.
d got the jolly-boat in readiness.

Next day a person said to the molim "the coast
near, and do not let the ship sail fast"; these words
ere, however, not listened to. The serang also said
at the land was in sight, and that the waters of the
a appeared white; three hours after the lookanee
peated the same to the molim, who however did
t attend to any one of them. Syed Nouradeen (pe-
ioner) then went to the nakhooda, and said, "All
rsons tell your molim that the land is in sight, and
e waters of the sea appear whitish, but he will not
ten to any of them". Nakhooda Ahmed replied,
whatever my molim does, I must consent to".

Three hours after midnight the vessel struck the
round, and Syed Nouradeen told the nakhooda and
e molim to throw the cargo overboard, that the
eight might be lightened, and the vessel might get
f; but this was not assented to.

At day-break Nakhooda Ahmed ran away in
e jolly-boat, and 10 hours after the molim and all
e crew also got into the jolly-boat, and went away;
e boat, however, was upset in the way, and the
olim and 10 of the crew were drowned; some lascars
ly got to the shore.

The vessel was left by all except Syed Nouradeen
d five other persons, who had taken up their po-
tion on the mast for the whole day and night.

Nakhooda Ahmet sent boats to clear the ship of
e cargo, but Syed Nouradeen and the other five per-
ons were not taken into the boats, they, however,
llowed that boat on pieces of plank tied together, and
ached the shore, where the Arabs plundered them.

1837 They afterwards arrived at Aden, and remained there for 15 days.

The nakhooda was securing the guns, and the other things in the vessel, and after 15 days the Sultan of Aden told Syed Nouradeen (petitioner), that he should take away the things belonging to the ship and pay him 10 kooroosh (piastres) for every hundred kooroosh worth of those things.

Syed Nouradeen replied, that after such a length of time the things on board had almost all been lost that he did not require them, nor had he money to pay for them

The Sultan then demanded a writing from him stating that he had no claim on the Sultan on account of the vessel, and threatened them with detention in case he refused to give the release notes.

I (Syed Nouradeen) accordingly passed a writing to the effect that I had not the least claim on the Sultan, but that my claim existed against Lurry Yous To prove this I have witnesses.

VII.

Deposition by several Persons belonging to the wrecked ship Doria Dowlut, the Property of the Nawab of Madras, lately wrecked off Aden which had been taken up by a native of Mocha named Lurry Yous.

We sailed from Calcutta on the 16th Ramazan (25th December 1836) 1252 Hegira, in the ship Doria Dowlut, belonging to the Nawab of Madras, which Lurry Yous had taken up at Calcutta, to go to Judda and return thence.

There were 3,450 bags of rice on board, 80 bags of sugar, and 25 pieces of Bengal cloths, etc., and 2 small parcels, and 12 jars of preserves, and one large box of brocades, and 600 boxes of attar, and the rice is known well by Lurry Yous.

From Aleppee was also embarked rice, ginger, and pepper, and cocoa-nut oil (25 casks full), eight cases of cloth, and two chests besides.

From Cochin 35 bundles of cloths. We then sailed (for Arabia), and our ship was wrecked off Aden

on the 14th Zilkaud (20th February 1837), and the 1837
people of Aden came and plundered us, and we threw ourselves into the sea, and some of us got into boats; the boats, however, upset, and 10 persons were drowned.

The Aden people took the goods away from the ship, but would not save the people.

Among those people who escaped safely to the shore were some women. These they made naked, and searched for gold.

They recognized me, Nouradeen, who was on the part of the Nawab, and they kept me forcibly under the water; but God preserved my life.

I arrived at the port of Aden, and I wished to go to Mocha, and some people were with me; we hired a boat belonging to Syed Abdulla Suffee, for 23 rials.

As I was about to leave, two soldiers came and turned me back, and told me to give a writing that we had no demand against the Sultan, or they would throw me into confinement.

This writing I gave in the presence of Syed Abdulla Suffee, viz., that I had no complaint; in order that I might escape out of the hands of these villains.

I then went with the Syed to Mocha, and I met Abdool Russool, and asked him where the house of the British agent was; he gave a man to accompany me, and I went to the house of the vakeel.

The vakeel told me to come to-morrow. I went another day, but did not find him at home; the third day I saw him, and he gave me one rial.

He told me to state in writing what had happened to me.

I wrote a statement, and carried it to him; he asked if I had witnesses, and I took the witnesses I had to him. He took dowm the names of the witnesses in writing, and kept it with him.

An English ship then arrived from Juddah, and was going to Bombay. I asked the vakeel to put me on board to go to Bombay, when he told me the ship would not take any one.

Then the steamer arrived. I wished to go to the captain, but the vakeel said he would go to him about my affairs. The vakeel, however, returned, and said the steamer would not take any one.

As we knew no one, and had nothing, we went

1837 to a banian, who gave us a place, and money for our expenses; and we went every day to the house of the vakeel to see him, but they turned us away from the door.

We suffered much, and we cried grievously at the door of the vakeel.

Afterwards we went with the sailors in a bugalah to Juddah, and we wished to find a Government ship, but when we came to Juddah the Government vessel had gone to Mocha.

We then went in the ship of Zachariah to Mocha.

When at Mocha I went to the captain of the Coote, who asked me who I was, and whence I came. I told him that I was the nakhooda of the Nawab's ship, which had been wrecked near Aden.

The captain then asked me why I had not gone to the vakeel.

I said I had gone to him; the captain said the vakeel said I had not waited on him.

He then told me that he did not understand my language, and that I should go to the vakeel.

I then went to the captain of the Palinurus, as I heard he had a Government moonshee on board.

The captain told me to give a statement of my case to him in writing; and this is the same.

SYED NOURADEEN. HAJEE MAMBARUCK.
JAFFEN MOONSHEE. UEDROOD BIN ALLANEE BIN ABDOOLLA OOL JUSTENIT BOA ALLOVEE.

I testify as to the acts of the people of Aden.

SYED BEN ABDOOR NUBBEE.

And other signatures undecypherable.

VIII.

Memorandum by the Secretary to the Bombay Government; dated 7 August 1837.

In consequence of the very serious outrage committed against the people and passengers on board the Doria Dowlut, a ship belonging, it is said, to the Nawab of the Carnatic, and sailing under British colours, by the Sultan of Aden, it will probably be requisite for this Government to take strong measures for exacting reparation.

Having found that the parties were in Bombay, I

quested the senior magistrate of police to take their 1837
positions, in order that Government might have pro-
r documentary evidence before them, as the state-
ents already received were rather unsatisfactory, and
d not been taken before a magistrate.

I now circulate these depositions, and respectfully
ggest that they should be sent up to the Governor;
e former proceedings being at Dapoolee.

W. H. WATHEN.

XI.

he Information of Syed Nouradeen bin Jamal, habitant of Bombay, taken upon oath before e Edward Eden Elliot, Esq., one of Her Ma-sty's Justices of the Peace for the town and land of Bombay, on Tuesday, the 1st day of August 1837,

Saith, I am a native of Columbo, where my wife d family are now living. About four years ago I ent to Calcutta, and was there employed by Captain llicoe, as nakhooda of one of his vessels which tra-ed to the Malay coast, and I left that employ, in con-quence of sickness, about a year and a half ago.

On the 1st of Ramazan last (10 December 1836), was appointed nakhooda of a barque called the Do-a Dowlut, of 225 tons, which vessel belonged to Be-um Ahmed Nissa, mother of the present Nawab of adras. I received a letter from the said Begum ap-ointing me to the situation. I took charge of the oria Dowlut from a person named Luchmee Pursad, ho had navigated the vessel from Madras. She had en been freighted by an Arab merchant, Fridjee En-f, to take a cargo of rice, sugar, and piece goods, Juddah, and was then loading: the goods marked A" in the annexed list were shipped. About three ays afterwards the chief officer came to my house on hore, and told me that the ship was completely laden, nd that the Arab merchant before-mentioned wanted o put some more freight into her. I desired him to eport the circumstances to the beforementioned Luch-nee Pursad, who acted as an agent to the vessel, and who had freighted her to the Arab. Luchmee Pursad

1837 sent the officer to inform the merchant that the vesse was overladen, and to require that he would send n more freight on board. The officer went as directed and the merchant discharged him, and engaged anothe person named Abdulla Muscatta in his place. On th 17th of Ramazan (26th December 1836), the vessel wa ready for sea, and I went on board of her. Her crew wa composed of one nakhooda, one supercargo, two officers one serang, one tindal, one lokane one carpenter, and 22 kalashees; there were also on board as passengers 10 pilgrims. We sailed from Calcutta on the same day, and three days afterwards we arrived at Saugor, where the pilot left the vessel. Soon after he had gone, the supercargo, Ahmed Bokhider, produced a paper written in the Arabic language, signed by Luchmee Pursad, and the Arab merchant who had freighted the vessel. It was agreed, as stated in the paper, between the parties aforesaid, that the ship was to be commanded and navigated by the chief officer Abdulla, under the immediate orders of the supercargo, and that I had no authority in the command or navigation of the vessel; but that my duty was merely to see that the vessel and her stores were not injured. I accordingly gave up the command, and took no further responsibility upon myself; the chief officer on taking charge directed the ship's course towards the Andaman Islands, instead of going towards Ceylon. The vessel sailed in that direction four days, when I asked the second officer Sheik Mahomed, what course they were steering; he replied, „towards Andaman." I asked him why they were going to Andaman; he replied he did not know, that he was not in command of the ship. I then went to the supercargo, who was then in his cabin, and told him that the ship was not going on her proper course; that she was going towards Andaman, in stead of Ceylon. The supercargo called the chief officer Abdulla, and asked him why he was steering the vessel out of her course; Abdulla said he was keeping her on that course in order to avoid a strong current which sets from the eastward through the straits which separate Ceylon from the continent of India. I said that there was no current, and that there was no danger. The supercargo and Abdulla then asked me if I would be answerable for any damage that might be

done by their steering direct to Ceylon; I told them 1837
that I would, and the vessel's course was then changed. When we had sailed nine days towards Ceylon, I asked the 2d officer when we would see the land; he said, „To-morrow morning." Early the following morning the 2d officer called me on the poop, gave me a spy-glass, and requested me to look in the direction he pointed out; I looked through the glass, and distinctly saw the land. Abdulla was present, and said it was not the land, but merely a cloud, and that we would not see land for two days more. In the course of an hour, however, the land was quite visible with the naked eye. I then went to the supercargo, and told him, that if it had been night, in all probability the ship would have run on shore, and been lost, as the chief officer Abdulla said that we should not see land for two days, which was then within a few miles of us. The supercargo then directed the 2d officer to steer the vessel to Aleppee, where we arrived on the 10th of Shavuleed (10th January 1837). We remained there for four or five days, and received some more freight marked „B" in the annexed list on board; and also 17 passengers, among whom was a Singapore merchant, named Syed Tippoo ben Abdul Nubee, with his family The ship was then very much overladen, and I requested the supercargo to discharge the chief officer, and engage another; he told me he had not the power to do so, that Abdulla had been engaged by the merchant who owned the cargo, and that it was not in his power to discharge him. I then told him that I would not be responsible for any accident that may occur to the vessel. We sailed from Aleppee, and the next day put in at Cochin, where one of the cables, the messenger, and other ship's stores were thrown overboard to make room for more freight; and the articles marked „C" in the annexed list were taken on board. I remonstrated against throwing the stores overboard, when the supercargo said I had nothing to do with the ship, and that they would do as they liked. We remained at Cochin two days, and then sailed for Juddah on the 14th of Zilkaud (17th February), at noon. When the 2d officer had finished taking the sun, I asked him when we should see the land; he said that at midnight we should be abreast of Aden.

1837 The chief officer said we were a long way off the land, and that we would not be able to reach Aden that night. That night I sat on the deck talking with Syed Tippoo aforesaid, until 12 o'clock, when Abdulla came and asked the 2d officer, who changed the course more to seaward, why he was keeping the ship so far from the land; the 2d officer said that the land was very near, and that if he kept her on the course she had before gone, she would run ashore. Abdulla said that the land was a great distance off, and ordered the vessel to be steered as before. About two o'clock in the morning the serang came and told the chief officer that the water was white, and requested to be allowed to heave the lead; Abdulla abused him, and ordered him to go forward. I then told the supercargo that Abdulla was steering the vessel on shore; he desired me not to interfere, that I had nothing to do with it. Soon afterwards one of the lookanees came and told Abdulla that he could hear the breakers; Abdulla also abused him, and ordered him forward. About half an hour after this, at three o'clock, the vessel struck on the shore; nothing was done to try to save the vessel; the anchor was not let go, and the sails were allowed to remain unfurled. The vessel remained beating against the beach until six o'clock, when the anchor was let go, and the supercargo, with four kalashees, left the ship in the jolly-boat for Aden, which we could see at some distance. The vessel made a great deal of water, but was kept clear with the pumps until 10 o'clock, when they were choked with sand, and there was then six feet water in the hold. The chief officer then ordered out the long-boat, which I observed was cleared away two days before. As soon as the long-boat was put in the water, the two officers, and the whole of the crew, got into it; I also attempted to get into it, but the chief officer cut the rope which held it to the ship, and they rowed towards the shore. When they reached the breakers the boat upset, and I was afterwards told at Aden, that the two officers, and a number of the crew, were drowned. About four o'clock in the afternoon two small bugalahs came to the ship from Aden; their crews came on board, and plundered the passengers of their baggage, and loaded their boats with the vessel's cargo. The wife and mother-in-law

of Syed Tippoo gave the Arabs 200 dollars to take 1837
them on shore, which they did about five o'clock in the afternoon. The vessel filled with water, and the sea, when the tide rose, washed on her. I and the passengers went into the tops, where we remained all night. One old woman was washed overboard. The next day the same two bugalahs came again to the vessel; we asked them to take us on shore, or give us some food, but they refused to do either; they loaded their boats, and went away as they had done before. At night we again ascended to the tops, and the following day we constructed a raft; and I, Syed Tippoo, and three others, two of whom were females, went on shore on it, and as we left the ship, I saw a boat coming towards it. We reached the shore, and before we had time to land, several Arabs, who were on the beach, knocked us back again into the water, and then laid hold of us, took the whole of our clothes off us, and brutally insulted the females. They then went away, leaving us naked; and soon afterwards a horseman came there, and seeing us in that state, gave each of us a small piece of cloth; we then proceeded to Aden, where a syed gave us some clothes and food. We found several of the crew at Aden, who informed us that the two officers and some of the crew had been drowned when the long-boat upset.

The syed who gave us the clothes and food, told us that he, at the request or Syed Tippoo's wife, had sent a boat to the wreck to bring off the passengers, who soon afterwards arrived, after having been plundered of their clothes and other valuables by the Arabs, as they landed from the boat. While we remained at Aden, I saw the whole of the Doria Dowlut's cargo, store, etc. brought to the custom-house. The cargo taken in at Calcutta was divided into three shares, and the Sultan of Aden took two shares, and the supercargo, Ahmed Bokhider, took the other; the remainder of the cargo and stores were taken by the Sultan. After remaining in Aden 15 days, I engaged a passage in Arab bugalah to Mocha, for myself and the crew and passengers of the Doria Dowlut; and as we were embarking at the bunder of Tavoy, about six miles from Aden, two of the sultan's sepoys came and took me into custody; they carried *me back* to Aden, and then

1837 took me before the sultan's son, who offered me 4,000 dollars if I would give him a written promise that I would not make a report to the British authorities regarding the loss and plunder of the Doria Dowlut. I did not agree to this, and was sent to prison. The same day, about four o'clock in the afternoon, I was taken to the house of the syed before alluded to. The minister of the sultan and several other Arabs were there; the minister requested me to sign a paper which was written, and explained to me by the nakhooda of the bugalah in which I had engaged a passage to Mocha. This document was a declaration that I would not make any complaint to the British Government against the Sultan of Aden, about the plunder of the ship. I refused to sign it; and the minister and the other persons present advised me to do so, saying, that if I did not do it, I would be put in a cave in a mountain and not be allowed any food. I was afraid that they would kill me, and I therefore signed the paper; but I did not receive the dollars. The following morning I was set at liberty. I immediately proceeded to the bunder and embarked, with the crew and passengers of the Doria Dowlut, on board of the bugalah, and the same day we sailed for Mocha, where we arrived, after being two days at sea. We landed on the bunder, and proceeded to the gate of the town, where we met a person named Abdool Russool, whom I requested to point out the house of the Company's vakeel: he pointed out the house, and we all went there. The vakeel, Sheik Tijeb, came out of his house and asked who we were. I told him the circumstances connected with the loss of the vessel, as above deposed. The vakeel then told me, if I would give him 10,000 dollars, he would manage my business properly. I told him I had no money, or anything in the world except the piece of cloth round my waist. He then requested that I would give him an order on my master for that sum, which I refused to do. He then ordered us to go away. I told him we were quite destitute, and had nothing to eat. He replied, „Go away, I will give you nothing." We went away, and remained that night in the town without any food. The following day we again went to the vakeel; I told him *that* we were the subjects of the Company, and at-

ly destitute, and as he was their agent, I requested 1837
n to give us something to eat: he gave me three
llars, and told me to go and get a statement of my
e written out; and he also requested all of the others
o were able to write to make out a statement of
case. About eight days afterwards we went again
the vakeel with our written statements; there were
r besides mine; we were then starving for food. I
ed the vakeel to give us some more money; he re-
ed to give us any, and drove us from his door.
e following day I again went to the vakeel, and
l him that if he did not give me some food our
ple would die. The vakeel said nothing, but one
his meanest servants gave me a shove which nearly
ew me down. A sepoy of the moonshee of the
mmander of the Palinurus was standing by, and saw
s occurrence. The same day a Banian merchant, na-
d Dwarka, met us in the road, and seeing our de-
ute and naked condition, asked what was the mat-
. I told him how we came to Mocha, and of the
ge we had received from the Company's vakeel.
took us to his house and provided us with food,
l gave us a room to live in. One day, while we
re living with the Banian, a steamer came to Mocha,
l so soon as I heard of her arrival, I went to the
nder to endeavur to get on board of her; I had no
ney to pay for a boat; while I was waiting there,
vakeel came and asked me what I was doing; I
d him I was watching for an opportunity to get on
ard the steamer; he said it was no use for me to
, as the captain could do nothing for us; he had no
ler to give any one a passage. I then returned home,
d soon afterwards one of the kalashees of the Doria
wlut told me that he knew one of the steamer's
at's crew, and had gone on board with him, and
t he had reported to the captain the loss of the Do-
Dowlut, told him that her crew were starving on
ore, and requested him to give them a passage to
mbay; he also said that the captain of the steamer
d that they were then heaving up the anchor to go
ay, and that he could not wait for them, otherwise
should have been very glad to take them. We re-
ined there 23 days, when I was informed that one
the Company's vessels was at Juddah; I therefore

1837 dispatched the crew and passengers of the Doria Dowlut to that place in different bugalahs, and also went there myself. When we reached Juddah the ship was not there, and I was informed that it had gone to Mocha. We remained at Juddah about seven days, and then sailed for Mocha in a ship belonging to Hajee Zachariah, of Bombay. When we reached Mocha, we found two Company's vessels there, the Coote and Palinurus. I immediately went on board the Coote, and told the captain about the loss of the vessel. He asked me why I did not come to Mocha at first; I told him that I had left Mocha a month and a half before in quest of a Company's vessel. The captain said that the vakeel told him that I had not been there, and then directed me to go to Captain Haines of the Palinurus, and relate the whole of the circumstances to him. I then went on shore, and met Captain Haines's moonshee, who took me to his master. I related all the circumstances connected with the wreck as above deposed. Captain Haines asked me why I did not come to Mocha, and go to the Company's vakeel; I told him that I did come to Mocha, and also how the vakeel had ill-used us, as before stated. The vakeel was sent for, and Captain Haines asked him if I had applied for relief; he said that I had, but that I was not a nakhooda. The captain then sent me with a note to the kazee to prove that I had been appointed nakhooda of the Doria Dowlut; the kazee examined several witnesses which I brought forward, one of whom was a Bengal merchant, who had seen the letter from the Begum appointing me; the kazee sent a copy of his proceedings, which proved that I was nakhooda of the Doria Dowlut, to Captain Haines, who sent for the vakeel, and desired him to read them; he did so, but did not say a word. Captain Haines then took down my statement of the loss of the Doria Dowlut. We remained at Mocha about a fortnight, and I, Syed Tippoo, and the carpenter of the ship, embarked in the Palinurus, and arrived in Bombay on the 13th of July. Further I say not.

SYED NOURADEEN.

Taken and sworn, the day, month and year herein first above written, before me,

E. E. ELLIOT, Justice of the Peace.

X. 1837

The Deposition of Syed Tippoo ben Abdonebee, inhabitant of Bombay, taken upon oath before me Edward Eden Elliot, Esq., one of His Majesty's Justices of the Peace for the town and island of Bombay, on Wednesday, the 2d of August 1837: —

Says, — I am a general merchant, and reside at Singapore. I left Singapore in the month of December last on board the ship Jamsetjee Jejeebhoy, to proceed to Bombay, and thence on a pilgrimage to Juddah. I took with me my wife, her mother, three other females, and a servant; I also shipped goods, as per list, which I intended to dispose of in Arabia. On the 3d of January, the Jamsetjee Jejeebhoy was cast away on Ceylon; the whole of the cargo was saved, and landed at the custom-house at Point de Galle. It took a passage to Aleppee for myself and family in a schooner, bringing with us our baggage, and the goods named in the list; the day after my arrival at Aleppee, the Doria Dowlut came there, and understanding that she was bound to Juddah, I agreed with the supercargo Ahmed Bokhider to take my family and goods there for 70 dollars, and the following day we were embarked. Two days afterwards we sailed, and the next day put in at Cochin, where some goods belonging to Hajee Zachariah were taken on board. We remained there two days, and then sailed for Juddah. One night about 12 o'clock, when we had been some days at sea, the nakhooda of the ship, Syed Nouraheen, and I were sitting near the compass talking; the second officer was on watch, and the chief officer came to him, and asked him, why he was not steering the ship her proper course. The second officer replied, that if the ship was kept on the same course she had before gone, she would run on shore. The chief officer then said, „It is now past 12 o'clock, and is my watch on deck, you therefore may go to your berth." I then went away and fell asleep; when I awoke at three o'clock there was a great noise on deck, and I felt some severe shocks. I imediately went on deck, and found that the vessel had been run on shore. I

1837 requested the chief officer to furl the sails, and to go the anchor; I also desired the supercargo to thr overboard a part of the cargo to ligthen the vessel, t she might float off; neither of them paid any attent to me, and nothing was done to try to save the sel. After day-break, the supercargo and four kalasl lowered down the jolly-boat, and rowed towards A which we could see. About 10 o'clock the pumps ked, and the vessel began to fill with water. chief officer then ordered the long-boat to be hoi out, and he and the whole of the crew got into it, the chief officer cut the rope and prevented us; boat then pulled towards the shore, and when it among the breakers, it upset. About four o'clock the afternoon two bugalahs came from Aden to wreck; their crews came on board; the first thi they seized were my goods and baggage, which t put into one of the bugalahs; and then I offered th 200 dollars, to take my wife and daughter, and mother-in-law, on shore; they agreed to it, and acc dingly took them. About five o'clock the sea rose washed over the vessel; one woman was washed ov board. We, in consequence of the danger of ren ning on deck, went up in the tops, and remai there all night. The following morning the two bu lahs returned, and their crews again loaded them begged of them to take us on shore, or give us so thing to eat; they would not do either, but left us the wreck without any food; we again went into tops, and remained all night. The following morn we constructed a raft, and I, the nakhooda, two of women, and my servant, got on to it, and reac the shore, where a number of Arabs attacked us, stripped us quite naked, and brutally ill-used the men. We lay on the sand some time, and a troo came to us, and seeing our condition, he gave us a a small piece of cloth. We then proceeded to A and a syed took us into his house, and gave us so food and clothing. I found my wife at the sye house; she told us that the Arabs stripped her of jewels and clothes; she also said, that she had sen boat to bring us from the wreck. I saw that whole of the cargo, stores, etc., of the Doria Dow were taken to the custom-house at Aden.

I went there and saw them, and I was informed 1837
the Syed, with whom I stopped, that one-third of
e cargo shipped in Bengal was to be given to the
percargo, and all the rest was to be taken by the
ltan. We remained in Aden 15 days, and then pro-
eded to Tavoy bunder to embark in a bugalah for
ocha. As we were going on board, the nakhooda
s seized by two persons, and taken back to Aden.
returned the following day, and we sailed for Mo-
a. When we arrived there, the nakhooda and the
ew went to the Company's vakeel to ask for some-
ing to eat, and to report the loss of the Doria Dow-
t. I did not go with them; I remained in a veran-
h with my family. The nakhooda returned, and
id that he could not get any relief from the vakeel.
day or two afterwards I went myself to the vakeel's
ouse, and requested him to give me something to eat
r my wife and family. The vakeel said that he
uld give me nothing, and he could not recover what
had lost. The following day the nakhooda came to
e, and said that the vakeel wanted my wife, to give
er something. I sent my wife and the two other fe-
ales with the nakhooda. About an hour afterwards
y wife and her two companions returned crying. My
ife said that the vakeel gave the nakhooda three ru-
ees, and sent him away, and that he then said to
er, „Your husband is now poor; he has nothing for
ou to eat; you had better come and live in my house
ith me." A day or two afterwards we all went to
e house of a Banian, where we remained 23 days,
hen I went to Juddah, thence to Mecca. I again re-
rned to Juddah, and embarked on board of a vessel
longing to Sheik Dhie, of Bombay, for Mocha; when
e arrived there I found two of the Company's vessels
ere, and also the nakhooda and crew of the Doria
owlut. The nakhooda took me before Captain Hai-
es, who read the nakhooda's statement to me, and
attested it. A few days afterwards I embarked on
e Palinurus, and arrived in Bombay on the 13th of
st month. Further I say not.

SYEOO TIPPO BEN ABDONEBEE.

Taken and sworn, the day, month and year herein
st written, before me,

E. E. ELLIOT, Justice of the Peace.

1837

XI.

The Deposition of Peer Mahomed Mistree, i habitant of Bombay, taken upon oath befo me, Edward Eden Elliot, Esq., one of H Majesty's Justices of the Peace for the to and island of Bombay, on Thursday, the day of August 1837, *says,*

I am a carpenter, and was employed two ye in the late ship Doria Dowlut. In the month of Sh vel Eed (January), I sailed from Calcutta in the s Doria Dowlut, then bound to Juddah; the name of t nakhooda was Syed Nouradeen, and the supercarg name was Ahmed Bokhider. When we had been sea some days we put in at Aleppee, and took in so cargo and pilgrims. We then sailed for Cochin, wh we took in some more cargo and pilgrims, and t following day put to sea for Juddah. About 16 or days after we sailed from Cochin, one morning abo three o'clock the vessel ran on shore: no effort w made to get her off, and about six o'clock the sup cargo and four kalashees got into the jolly-boat a went to Aden, which could be seen from the ves At eight o'clock the ship began to make a great deal water; we commenced pumping, and at 10 o'clock b pumps were choked with sand. The vessel then fil with water. The chief officer, Abdulla, on seeing t pumps rendered useless, ordered out the long-bo which, when we left Cochin, was filled with robb but was cleared out two days before the ship stru When the long-boat was brought alongside, the t officers, the whole of the crew, and some of the p sengers, got into it. I was in it; we cast off from t ship, and pulled towards the shore. When we c to the breakers the boat upset, and I reached the sh with great difficulty. On landing, the Arabs stript m and also some others who escaped. About 25 of t were saved from the boat, and nine were drowne including the two officers. When we had got collec together we went to Aden, where a Syed gave us c a small piece of cloth and something to eat. Two d afterwards the nakhooda came from the ship, and a the passengers who had been left; we were at Ad

about a fortnight when the nakhooda took us to a 1837
bunder about six miles from the town, in order to embark in a bugalah for Mocha. As we were going on board two persons from Aden took the nakhooda into custody, and took him away; he returned the following day, when we went on board the bugalah and proceeded to Mocha; when we reached that place we went to the Company's vakeel, who gave the nakhooda three dollars, with which he purchased food, and divided it amongst us. We afterwards went several times to the vakeel to ask him for something to purchase food, but he always returned us evasive answers, and did not give us any more than the three dollars before mentioned. One day a Banian merchant met us in the street, and when he was made acquainted with our destitute condition, he gave us a room in his house to live in, and fed us for three weeks. The nakhooda told us that he had heard that one of the Company's ships was at Juddah, and therefore dispatched us in different bugalahs to that place. When we arrived at Juddah no Company's vessel was there; we remained about 17 days, and then returned to Mocha in a ship belonging to Hajee Zachariah of Bombay. Two Company's vessels were there, the Coote and the Palinurus; we remained at Mocha about a fortnight or three weeks, and then I came to Bombay in the Palinurus. Further I say not.

PEER MAHOMED MISTREE.

Taken and sworn, the day, month and year herein first written, before me,

E. E. ELLIOT,
Justice of the Peace.

XII.

Minute by the Governor of Bombay, subscribed by the Commander-in-Chief.

14 August 1837.

The shameful outrage which has been committed by the authorities at Aden on the persons and property of individuals sailing under the British flag, and entitled to British protection, calls for prompt notice and effectual redress.

These papers should be immediately forwarded to

1837 the Government of India, and should we not be bled to obtain ample satisfaction otherwise, we sl request authority to enforce our demand.

The conduct of the Company's agent at Moch pears by the depositions, and by the statement of tain Haines, to have been exceedingly disgraceful should be dismissed from his employment under vernment.

R. Gra

XIII.

Minute by Mr. Farish.

22 August 18

I concur with the Governor's Minute of the except with regard to the dismissal of the Comp agent at Mocha.

Captain Haines speaks of his having given insufficient information in reply to his inquiry; an statement he hands up, speaks that the agent di assist the nakhooda and crew, as undoubtedly he sl have done, and for this he is very blameable; for less he has had experience to the contrary, he might relied on Government reimbursing him the amou any reasonable assistance for the support of the of a vessel, under British colours, in such distre they are represented to have been.

It might be received as some mitigation o want of hospitality which he was called on to cise, without knowing how far he could be rein sed, when considered as a ground for his dism that he had recently suffered a heavy reduction c salary, and may have been placed in pecuniary culties thereby.

It is also not clear that they had not first p themselves in other hands. The nakhooda states he was brought to the agent at Mocha by the acting agent. I rather think there is no great cc lity between the late acting agent, and the agent self; and however I might suppose the circumstanc posed to by Syed Nouradeen, that he demanded rs. for his services, to be quite within probabili should expect it to be supported by other proofs fore taking it as sufficient grounds for his dismiss

The foundation for this allegation may als quite capable of a *bonâ fide* explanation, on the

f eventual security from loss, without involving cri- 1837
inality as an attempt at extortion.

I have always understood Sheik Syed, the Mocha gent, to be a man who has for a long period borne very respectable character; and as such, I think the ruth of Syed Tippoo's deposition that the agent made disgraceful proposal to his wife, in the highest degree improbable.

The agent himself in his letter speaks of having been sick; he also refers to the nakhooda having „an adviser," which may be understood to be an adviser at enmity himself.

I think, therefore, with the greatest possible deference to the Governor, that, all these circumstances considered, before the extreme step of dismissal be adopted, some further proof of express criminality is requisite. Those parts of the depositions which charge the Mocha agent with the crimes above-mentioned, and the account given in the depositions, of the whole of his conduct to the crew, might perhaps be referred to Captain Haines, and Captain Rogers, for their opinion, from a knowledge of many of the circumstances while on the spot, as to how much of the representations against the agent at Mocha may be received as truth; or if some other course of inquiry suggests itself to the Governor, it would be well to follow it.

J. Farish.

XIV.

Minute by the Governor of Bombay, concurred in by the Board.

4 September 1837.

I agree to Mr. Farish's proposal that a more complete investigation should be instituted into the conduct of the agent at Mocha; and the Superintendent of the Indian Navy should be directed to have this done by the senior officer in the Red Sea.

No time should now be lost in forwarding our request to the Government of India, that authority should be given for enforcing our claim of redress on the Sultan of Aden.

R. Grant.

1837

XV.

The Secretary to the Bombay Governmen the Secretary to the Governor-General of dia in Council.

(Extract.) Bombay Castle, 15 Septembre

I am directed by the Governor in Council to t mit to you, for the purpose of being laid before Governor-general of India in Council, copies of documents enumerated in the annexed list, relativ the loss of a ship named the Doria Dowlut, w sailed under English colours, and was wrecked the port of Aden, where she was plundered, and crew and passengers maltreated by the Sultan of place.

In forwarding the above documents, the Gove in Council instructs me to observe, that the sham outrage that has been committed by the authoritie Aden, on the persons and property of individuals ling under the British flag, and entitled to British tection, calls for prompt notice and effectual red The Governor in Council would therefore respect beg to suggest, that should ample satisfaction no obtained from the Sultan of Aden, this Governmen authorized to enforce a demand for redress.

XVI.

Minute by the Governor of Bombay.

(Extract.) 23 September 183

The establishment of a monthly communicatio steam with the Red Sea, and the formation of a tilla of armed steamers, renders it absolutely nece that we should have a station of our own on the of Arabia, as we have in the Persian Gulf; and insult which has been offered to the British fla the Sultan of Aden, has led me to inquiries w leave no doubt on my mind that we should take session of the port of Aden.

I shall make a short summary of the advan which Aden offers as a depôt for coals, and as a and commercial station.

Cape Aden is a high rocky promontory, al an island, the communication with the main being

by a narrow strip of land, which is nearly covered at high-water spring-tides, and which a single work and a few men could maintain against any attack. The village of Aden is situated on the eastern shore, and is surrounded by an amphitheatre of lofty mountains, open to attack from the sea at only one spot, on which a small fort might be required. Opposite to, and commanding, the town of Aden is an island, 1,200 yards long by 700 broad, and 400 feet high, upon which barracks could be built for a detachment of troops. The remains of a tank are still visible; and on the northern part, where boats unload, a pier was formerly run out, on which was a battery for five or six guns, now in ruins. The water of Aden is good, and the climate healthy. 1837

The harbour of Aden is excellent, and ruins of great extent prove that it was once a mart of great importance. It might again, under good management, be made the port of export for coffee, gums and spices of Arabia, and the channel through which the produce of England and India might be spread through the rich provinces of Yemen and Hadhar-el-mout. The trade with the African coast would also be thrown into the Aden market.

As a coal depôt, no place on the coast is so advantageous; it divides the distance between Bombay and Suez, and steamers may run into Back Bay during the night, and load and unload at all seasons in perfect security.

Should the Board adopt my views, I propose that this Minute should be forwarded by the Atalanta to the Secret Committee, and that we request permission to take possession of Cape Aden. A copy should be forwarded to the Government of India, and our hope expressed that, in consideration of the danger of delay, the Governor-general in Council will authorize us to carry our plan into immediate effect.

XVII.

The Secretary to the Governor-General of India to the Secretary to the Bombay Government.

(Extract.) Fort William, 16 October 1837.

I am directed by the Governor-general of India in

1837 Council to acknowledge the receipt of your lettres warding copies of documents relative to the loss ship named the Doria Dowlut, which sailed ur English colours, and was wrecked near the por Aden, where she was plundered and the crew passengers maltreated by the Sultan of that place, suggesting the proceedings to be adapted in consequer

His Lordship in Council is of opinion, that sa faction should, in the first instance, be demanded the Sultan of Aden for this outrage. If it be gran some amicable arrangement may be made with him the occupation of this port as a depôt for coals harbour for shelter. If it be refused, the further m sures may be considered; and in the mean time in mation may be collected of the political state of A and the neighbouring countries.

37.

Offres faites à Mahommed Sha Roi de Perse, de la part de Kam ran Shah, Souverain de Hérat, mois d'Août 1837.

(Papers relating to Persia and Affghanistan presen to the Parliament by Her Majesty's command 183

Translation of a Letter addressed by Kam Shah to Mahommed Shah.

As long as the throne and the crown possess gl deur, as long as monarchs obtain fame by justice religion, as long as munificence is the ornament of crown of exalted sovereigns, may the diadem of yalty, fortune, glory, and honor be adorned by sway of the servants of your sublime Majesty, the spenser of fate, exalted as the heavens, valiant as F ram, fortunate as Ouzmer, dignified as Saturn, rious as Darius, renowned as Alexander, just as N heerwan, magnificent as Hormooz, possessor of throne of Cyrus, who beholding the victories of Majesty is desirous of participating in his destiny;

armies numerous as Feridoon's, who planted the stan- 1837
dard of sovereignty on the star of victory; a king whose fortune is resplendent to all beholders, the ornament of the throne of the Kyanees, the unfurler of the Banner of Kawah's, may the Almighty preserve his kingdom.

After this expression of friendship and regard, and after this acknowledgment of the strength of our union and concord, it is declared with the pen marked with sincerity, that at the time that the sound of the fame of the auspicious accession of Your Majesty overcame the clamour of the cymbals and trumpets of the rulers of Turkey and Russia, this sincere friend was in expectation that that ornament of the throne would under every circumstance fulfil his hopes by gladdening the heart of friendship by the royal communication of matters of importance; and he indulged an expectation that your Majesty would evince your favor, and not display any unkindly feelings. Your Majesty having omitted to make any inquiries regarding him, and not having shown any tokens of your friendship, he has felt concern at this want of regard, and has therefore written this letter replete with sincerity, and he has despatched a person to your auspicious Majesty to discuss certain points, which after he reaches your Majesty's presence he will represent, together with assurances of the sincerity of the attachment and regard of this friend. I have, therefore, despatched to your Majesty's presence as my envoy, a young nobleman of high rank, named Futteh Mahommed Khan, of the tribe Alekozye, which is one of the most honorable divisions of the noble tribe of Doorraunee. I beg your auspicious Majesty to accept of his representations, which will be free from the garment of deceit, and will be clothed in the robe of friendship. I entertain an expectation that your Majesty will honor him with suitable commands bearing the marks of favor. May the days of sovereignty and conquest be perpetual.

Translation of the Inclosure in the Letter from Kamran Shah to Mahommed Shah.

It is written on the page of vindication that from the commencement of the time that the Prince of the

1837 age and the earth, the Shah-in-Shah, His Majesty, who is now dwelling in Heaven, Futteh Ali Shah, honored this person professing sincerity with the title of son, and that he reckoned Herat among the victorious kingdoms of his sovereignty, the conduct of this well-wisher has up to the present moment been regulated by friendship, and in conformity with the inclinations of the well-wishers of this ever-enduring kingdom, nor did he ever commit any violation of the harmony and alliance subsisting with this Government.

At the time that that ornament of the throne and crown, Mahommed Shah, seduced by worldly glory had changed the relations of friendship and peace with this well-wisher into war, and by marching his troops into the territories of Herat, had indicated his avidity for their conquest, and thus altered that which had been fated, when at length the unpropitiousness of unstable fortune had blackened the banner of the State by mourning for the death of His Royal Highness the late Naib-oos-Sultaneh, Abbas Meerza, and the arms and trumpets had made their lament for their Lord; in short when joy-destroying grief was at its height, it was then visible to the whole world what the termination of the affair would have been, if this true well-wisher had been hostile to your Majesty, if he had not practised the duties of friendship and regard, and if he had not opened the door of peace and harmony to the well-wishers of this kingdom.

Setting this aside at the time that his late Majesty, when tired of this life, departed to the kingdom of heaven, the Khans of Khorassan, both great and small, whether Tajiks or Turks, revolted from the authority of this Government and committed hostilities against your Majesty. If on that occasion this well-wisher had arrayed his troops with hostile views against your Majesty in imitation of those other tribes, it would not be apparent in what condition the victorious troops would have returned from these countries. Since on this opportunity such was the conduct of this friend, it must be apparent to all people of understanding, that on no occasion will he act contrary to friendship, and that he will at all times unfurl the banner of your Majesty in the field of affection and regard. In return for the friendship he professes, he entertains hopes of

obtaining the favor of your Majesty, so that with the aid of the well-wishers of Persia he may subdue his hereditary dominions and overwhelm his rebellious enemies. After this he will make his kingdom, his crown, and his blood, a gift to your Majesty. 1837

It was necessary to make these observations in my vindication. There are some other unimportant matters, into the detail of which this sincere friend feels himself unwilling to enter from a sense of his incapacity.

Translation of a Copy of a Letter from Yar Mahommed Khan, Vizier of Herat, to the Minister for Foreign Affairs, of Persia.

Exalted Brother, renowned as Aristotle, sagacious as Plato, wise as Sooleyman's minister. From the time that all-ruling fate had written the mandate of separation from this sincere friend, your Excellency, whose talent and skill in composition are so celebrated, has written no letters, with the pen of friendship, in remembrance of your old friends, nor have you made any inquiries regarding your former acquaintances.

Now that my uncle's son, Futteh Mahommed Khan, is about to proceed to the Court of His Majesty, as an evidence of our truth and submission, I have taken up the pen of friendship to give assurances to your kind heart of my affection and regard.

With reference to the affairs of this country, the above-mentioned Futteh Mahommed Khan, when he has the honor of waiting on you, will explain their condition. I am in hopes that, contrary to what has passed, you will write friendly letters in remembrance of this friend, and constantly communicate with him on subjects of importance, and thus keep open the door of brotherly love. I request you will convey your commands to me, written with the pen of wisdom, which, from your regard to the prosperity of both exalted States (Herat and Persia) will prove agreeable; and I beg you not to renounce this sincere friend.

I request my remembrances may be made to all my friends.

38.

Rapports de l'agent diplomati britannique à Caboul au Gouver ment-général des Indes orienta concernant les relations de la R sie à l'Afghanistan.

(Présentés au Parlament d'Angleterre au mois de 1839).

I.

Captain Burnes to W. H. Macnaghten,

(Extract.) Camp near Jelalabad, 9 September 1

I now proceed to lay before the Right Hon ble the Governor-general in Council a Report on recent intercourse of Candahar with Russia and P founded on documents and information which I c der authentic.

Immediately on the receipt of the dispatches our ambassador in Persia, at Dera Ghazee Khan June last, I dispatched a messenger to Candahar inquire into the state of affairs there.

That I might neutralize, as far as was then in power, the results which might flow from the ar of a Persian Elchee at that city, I addressed the of Candahar (Kohen Dil Khan) and his two brot and made known to them the views contemplate his Lordship in Council, by my deputation we the Indus. I availed myself of this opportunity to an account of the state of affairs in that country, my messengers returned yesterday.

The principal chief of Candahar was absent w the courier arrived, but his brothers, Rehem Dil Mehir Dil Khans, have forwarded to me letters pressive of their highest satisfaction at the prospe meeting an agent of the British Government, and reply of their elder brother is promised immedi on his return to the city. How far these profes of satisfaction tally with what is hereafter given, Lordship in Council will be best able to judge.

My private correspondents narrate, in circumstan- 1837
l detail, the whole affair of the Persian Elchee's ar-
al, reception and treatment, as well as the fullest
rticulars regarding the change of presents and letters
tween the chief of Candahar and the Russian ambas-
lor at Tehran.

The foundation of the intercourse between Canda-
r and Russia, is to be traced to Abbas Khan, the
n of the Shatir Bashee of Shah Kamran, who fled
m Herat to Tehran about two years ago, and became
that capital the guest of the Russian ambassador.

Abbas Khan, possessing some influence with the
iefs of Candahar, sent a secret message to them by
s servant Meer Mahomed, suggesting that it would
greatly to their advantage if they addressed the Rus-
n minister at Tehran; and they accordingly charged
j Mahomed Khan, an envoy, whom they had de-
ted to the Shah of Persia, with a letter to the Rus-
n ambassador, the contents of which were as follows:

„That the Sirdars of Candahar were sincerely an-
ous to enter into a friendly connection with Russia,
family differences had long existed among them, and
consequence of these, that Runjeet Sing, the Sikh
hieftain of Lahore, had seized much of their country;
hat money alone was wanted to expel him; for troops
hey had in abundance, but not the means to pay
hem; and that they hoped for such assistance from
Russia."

This letter was delivered into the hands of the Russian minister at Tehran, to whom Tej Mahomed Khan was introduced by Abbas Khan, and at the same time he delivered a fur cloak (posteen), ornamented with gold, from the chief of Candahar. The Russian minister expressed great satisfaction at the receipt of this letter; and directed a likeness of Tej Mahomed Khan to be taken, which he said he would forward to St. Petersburgh.

Some time after the arrival of this envoy, the Shah deputed Kumber Alee Khan as his Elchee to Candahar and Cabool, the copy of whose instructions and credentials are already before Government. Along with him the Candahar envoy started, and the Russian minister gave him a letter to the chief, expressing his great satisfaction at the friendly sentiments he had com-

1837 municated, and dismissed him with a message su sting that Kohen Dil Khan should send his son to ran, and that an Elchee of Russia would return compliment in the following year, when any m that could be spared, would be dispatched to sa the wants of the Candahar chief. By this opportu presents were sent by the Russian minister to the dahar chiefs.

In company of Tej Mahomed Khan came Mahomed, the servant of Abbas Khan; and on ching Candahar all the Sirdars treated him with highest distinction, and personally visited him, w is quite unusual. It is stated publicly that he i agent of Russia.

Before the circumstances transpired, and the sian Elchee reached Candahar, the Ameer of Ca addressed his brothers of Candahar, apprising the the contents of the letter which he had received f the Governor-general regarding my mission to Cal and suggested the propriety of deputing one of t number to Cabool, to be present at any confer that might take place; and his reason for doing so that he wished to act fairly by them. It was resol therefore, to send Mehir Dil Khan to Cabool; but mediately that Tej Mahomed arrived from Tehran the Persian Elchee, all arrangements have been sus ded, and the journey to Cabool is now postp *sine die.*

Various surmises have occurred to the chief Candahar regarding the objects of the British Gov ment, and the invitation of their brother of Cal The subject has been one of common conversation, it appears that the Candahar family, who are not dial with Cabool, considered that any conference t could only have reference to Peshawur, a restor of which might not benefit themselves. They also sidered that they might make themselves useful to British Government independent of Cabool, if thei trigues to the west fail; but be their reasons what may, they wish to be dealt with separately; but is more important than this determination, is the putation, of another envoy on their part to Tehran name Hajee Mobeen, who has just set out, and too in pursuance, as it is believed, of advice o

Russian ambassador; for it has been given out that a 1837
on of Kohen Dil Khan will follow, and that the Can-
dahar Sirdars will attack Herat.

This envoy is the bearer of a letter to the Shah
rom the Candahar chiefs, the substance of which is
aid to be as follows:

That the British Government has deputed one of
s officers to Cabool; but that they, the chiefs of Can-
dahar, command the road to and from Herat, and not
e chief of Cabool, who is engaged in the affairs of
eshawur, and has it not in his power to serve the
ah; that they are prepared to move to Herat, when-
er the Persian army is ready; and also to send a
n of the Sirdar to Tehran, and keep aloof from all
iendship with the English nation.

Along with this communication the Persian Elchee
s written to his Majesty the Shah, stating, that it
Candahar alone which can serve him, and seeing
ch to be the case, he has met their wishes, and staid
Candahar.

As reported in my letter of the 1st ult., Kumber
lee Khan, the Persian envoy, has reached Candahar.

He was received with great pomp and distinction,
d conducted into the city by the chiefs in person;
nce, they have continued to entertain him, but he
s made no progress on his way to Cabool; seldom
aves his house, and seems likely to continue at Can-
dahar.

II.

Captain Alexander Burnes, employed on a Mission to Cabool, to W. H. Mac naghten, Esq., Secretary to the Government of India with the Governor-general.

(Extract.) Cabool, 15 November 1837.

I do myself the honour to transmit, for the infor-
mation of the Right Honourable the Governor-general
of India in Council, the copy of a letter received some
time since by the Ameer of Cabool from his Excellency
Count Simonich, the Russian ambassador at Tehran;
likewise one from the Ameer's agent, forwarding the
same. I append translations of these documents.

His Lordship in Council is already aware, by the

1837 dispatches of Her Majesty's ambassador in Persia, a communication was also addressed by the Ru ambassador to the chief of Candahar. A double portunity is now offered of judging of the designs intentions of Russia in this quarter.

If anything were wanting to bear out the cor ness of Mr. M'Neill's views, as expressed in his patch of the 30th June last, to Her Majesty's Secre for Foreign Affairs, regarding the encouragement g to Persia by Russia to extend her influence to the c tries eastward, these papers now forwarded carry clearest proof of it, for the Russian ambassador l self commences the correspondence with the chie Cabool, and tells him that if the Shah of Persia not assist him, that his Court is ready to do so.

Enclosure I, in No. II.

The Russian Ambassador at Tehran to An Dost Mahomed Khan of Cabool.

(A. C.)

In these happy days, the respectable Hajee Il him Khan, one of your people, arrived at the d of his Majesty the Shah. He has now got le to return to you, and I embrace the opportunity write to you, being induced to do so by the pra which I am always hearing of you, and the frien conversation which has passed between your man myself. Through him, therefore, I send this frien letter, and hope that you in future will keep u correspondence with me.

Considering me your friend, I trust that you strengthen the bonds of friendship by writing to and freely commanding my services, as I shall alw be happy to do anything for you.

Look upon me as your servant, and let me h from you. (sealed) Graf Iwan Simonich,

Minister Plenipotentiary of the Russian Governm

Enclosure II, in No. II.

Letter to Ameer of Cabool, forwarding the pre ding from Hajee Ibrahim, his Agent at Tehr

(A. C.)

I reached the camp of the Shah in the month

Jumad-ool-wal. When his Majesty learned the contents of your letter, he was happy and kind to me; at that time the Shah was at Chushma Ali, seven marches from Tehran, near Dam Ghan; he stated that on arriving at Khalpush he would discharge me with some messages to you. On his reaching Khalpush, he went to punish the Turkomans, and I accompanied his Majesty as desired. When we returned to Sharood the winter set in, and the Shah, by the advice of his counsellors, left his artillery there, abandoned the intention of going to Herat this year, and returned to Tehran. He ordered his nobles to get ready by Noo-Roz, for an expedition to Herat. 1837

The Shah directed me to inform you that he will shortly send an Elchee, who, after meeting you, will proceed to Runjeet Sing to explain to him, on the part of the Shah, that if he (Runjeet) will not restore all the Affghan countries to you, the Ameer, he must be prepared to receive the Persian army. When the Shah takes Herat he has promised to send you money, and any troops you want.

The Russian ambassador, who is always with the Shah, has sent you a letter, which I enclose. The substance of his verbal messages to you is, that if the Shah does everything you want, so much the better, and if not, the Russian government will furnish you (the Ameers) with everything wanting.

The object of the Russian Elchee, by this message, is to have a road to the English (India), and for this they are very anxious. He is waiting for your answer, and I am sure he will serve you. The letter you sent through Aga Mahomed Kashee, pleased the Shah very much, and he (Mahomed Hoossein) will soon return to you.

The Ausef-ud-Dowlah, the ruler of Khorassan, has written to the Shah that he saw Yar Mahomed Khan on this side of Furrah; he says that he has not power to oppose the Shah, but he will not serve him until the Shah gives him money to take Candahar and Cabool.

I send you the letter (firmaun) of the Shah, which will, I trust, meet approbation.

1837

III.

Captain Burnes to W. H. Macnaghten, Esq.

(Extract.) Cabool, 19 November 1837.

Without waiting for the reply of my communication to the chief of Candahar, I consider it advisable to dispatch by this opportunity the annexed document, which purports to be the heads of a treaty between the Shah of Persia and the Sirdars of Candahar. I have seen the original paper which arrived here a few days ago, so that there is no doubt of its authenticity.

On the afternoon of the 15th instant I was specially invited by the Ameer to the Bala Hissar, and had an opportunity of conversing with Dost Mahomed Khan on matters of some moment, as well as the subject of this paper. He proceeded to inform me that its contents had given him great dissatisfaction, and that probably a corresponding feeling would arise in the mind of the British Government on account of it; that it was very evident there was some crisis at hand in the affairs to the West; and that Herat certainly, and Candahar probably, would fall into the hands of Persia, if some arrangement was not speedily entered into to check her approach; as it was very clear from every account that Persia could not of herself act in this manner, she must be assisted by Russia.

I observed, that among other very dubious portions of the treaty was a promise that the British Ambassador in Persia would see its terms fulfilled. On this point I found myself at liberty to state most unhesitatingly that no such promise would be fulfilled, and that an unjustifiable use had been made of the name of the British Government in that document, since it was contrary to its policy to hew down Herat for the benefit of Candahar. I could not also help observing that the whole of the stipulations seemed in favour of Candahar, and I questioned very much the authority on which the Persian Elchee had made them.

Note from Moolla Abdool Reshid, the Chief Manager of Kohen Dil Khan of Candahar, to the address of Ameer Dost Mahomed Khan of Cabool.

The treaty which the Sirdars have made with Kumber Alee Khan is as follows: — When Taj Ma-

ied Khan was at Tehran the Shah spoke to him 1837
it Herat, and promised if any of the brothers sent
of their sons to him, and he was assured of their
ity, he would give them Herat, and never intrude
n the country of the Affghans. The Persian troops
be considered as under the Sirdars. We are ne-
to make friendship with Kamran. The expedition
the taking of Herat must be undertaken according
ne wishes of the Sirdars. Whatever number of
s, either small or large, are required for assistance,
Shah is to furnish them, and they are to be un-
us. On the arrival of Mahomed Omar Khan at
an, with Kumber Alee Khan, the treaty made
must be shown by the Shah to the Ambassadors of
ia and England. They, with the two Viziers of
Shah, are to wittness it, and be responsible for
ath; also for the manner in which the Shah re-
s Mahomed Omar Khan. The Shah will then
us money for the expenses of 12,000 cavalry,
24 guns. When everything for the troops is com-
d, we are to march and encamp at Furash road.
our arrival there one of the two Viziers of the
must come to us with Kumber Alee Khan, and
money for the troops. The Vizier is also to
ince us of the preservation of the articles of the
y on the part of the Shah. After this, Sirdar
r Dil Khan is to accompany the Vizier to the
at Meshid, and whatever number of troops he
want he is to take from the Shah, and then march
st Herat, the expenses of the army being paid
he Shah. By the grace of God, when Herat is
uered, we are to be left masters of it. After ta-
the city, the Shah requires from us in return,
whenever he may have any civil war in Persia,
nust assist him. Such are the articles of the treaty,
h after it bears the seals of the Shah's two Vi-
, and the Russian and English Ambassadors, must
eturned to us. Mahomed is going for this purpose;
we do not know what are the wishes of God, and
will happen.

1837

IV.

Captain Burnes to W. H. Macnaghten, Esq.

(Extract.) Cabool, 20 December 1837.

I have the honour to report, for the information of the Right Honourable the Governor-general of India in Council, a very extraordinary piece of intelligence of the arrival in this city yesterday of an agent direct from Russia.

On the 11th instant I received a notification of his approach from my correspondent at Candahar, in the terms reported in the annexed letter, No. 1; and on the 13th instant the Ameer received the information conveyed in the Enclosure, No. 2. A circumstance of so unusual a nature prevented my sending off an express to you till I could be better informed.

Enclosure 1, in No. 4.

Abstract of intelligence received from Candahar on the 11th December 1837.

Yesterday I went to see the Sirdar agreeably to his desire, and met a horseman of Gherisk, with a Persian escort. They brought information that another Persian Elchee was coming, and delivered a letter to Moolla Nussoo. He told me that was not a Persian embassy, but an Elchee from the Russian government, or from the Russian ambassador of Tehran. The letter was from Hajee Mobeen, and he has not come himself. The Russian Elchee is named Marana; he may be Armenian, but not a Persian. The Sirdars sent two horsemen to receive him on the road, and bring him into the city with consideration.

When I am perfectly acquainted with the affairs of the Russian Elchee, or three days after, I will write to you minutely.

Sirdar Rehem Dil Khan has become friendly with his brother, and lives in one place.

Enclosure 2, in No. 4.

Moolla Reshid, the Counsellor of Kohen Dil Khan of Candahar, to Ameer Mahomed Khan, Agent or Naib of Dost Mahomed Khan of Cabool. — (Received on the 13th day of December 1837).

(Extract.)

We have heard nothing new of the Persian siege

of Hérat since the first of Ramazan (14 days ago), except that which I wrote to you before. 1837

The fresh intelligence I wrote to you, that at the noon on the 28th of Shaban (17 days ago) Tuesday, an Elchee arrived here from Russia. Leaving the rarities of that country in Tehran, he came to the camp of Mahomed Shah Kajar, and after seeing his Majesty, he passed through Birjird Jawer, Lash, and Seistan, on way to Ahmed Shahee (Candahar). He is a man of Moscow, and stands high in the favour of the Emperor. The Russian ambassador at Tehran has sent a list of the presents, with his letter to the Sirdars, which this Elchee left in his charge, on account of the disorders of the road between Tehran and Candahar. As he looks a confidential person, I think he will do everything for the Sirdars. We have heard nothing of the results of the arrangements which Mr. Burnes is making at Cabool.

As Mahomed Shah intends to take Herat, so he has left the English and Russian ambassadors at Tehran. Meerza Massood, the minister of his Majesty, is also with them. The assistants of both the ambassadors are in the camp of Mahomed Shah.

Mahomed Omar Khan and the Persian Elchee are still at Gherisk.

Enclosure 3, in No. 4.

Moolla Reshid, the Counsellor of Kohen Dil Khan Sirdar, to Ameer Dost Mahomed Khan. — (Received at Cabool on the 19th December 1837).

(Extract.)

An ambassador on the part of Russia came to Tehran, and has been appointed to wait on the Sirdars at Candahar, and thence to proceed to the presence of the Ameer. He paid his respects to Mahomed Shah at Nishapoor, and passing through Kayanat Lash and Jawer, Seistan, and Gnoursail, arrived at Ahmed Shahee (Candahar). He is the bearer of letters from the Russian ambassador at Tehran.

The Russian ambassador recommends this man to be a most trusty individual, and to possess full authority to make any negociation. Captain Burnes will undoubtedly comprehend the real motives of this Elchee.

The conduct and appearance of this man, Elchee,

1837 seems to infer that he possesses no less dignity and honour than Captain Burnes; and whatever arrangements he may make, will be agreeable to the Russian ambassador. You have now both the English and Rusian ambassadors at your court. Please to settle matters with any of them who you think may do some good office hereafter.

By the conversation of this man, Elchee, it appears that Mahomed Shah is neither assisted nor induced by the Russians, and is come of himself to try his fortunes. You should receive him with consideration, as he is a man of consequence. He has got four horsemen with himself, and will remain but a few days in Cabool. Sher Mahomed has been sent by the Sirdars to conduct him to you. The Russians and the Persians are separately anxious to promote their respective designs in that quarter.

P. S. — When this Russian Elchee reaches Cabool, show him respect, and it will rouse the mind of Alexander Burnes. His appearance will also induce him (Mr. Burnes) to be sharp, and to put off delay in promoting objects.

V.

Captain Burnes to W. H. Macnaghten, Esq.

(Extract.) Cabool, 22 December 1837.

With reference to my letter of the 20th instant, I have now the honour to inform you, for the information of the Right Honourable the Governor-general of India in Council, that the individual who has arrived here from St. Petersburgh is a veritable agent of Russia, and brings letters from the Shah of Persia and Count Simonich. He is designated as Captain Vickovitch.

I have the honour to enclose the following copies of documents in explanation of the appearance of this person, with translations: —

A letter from Dost Mahomed Khan to the Emperor of Russia

A Ruckum from the Shah of Persia to Dost Mahomed Khan.

A letter from Count Simonich to the same.

I have addressed a confidential letter to his Lordship the Governor-general of India regarding these documents, and the Russian agent who has brought them.

Enclosure 1, in No. 5. 1837

meer Dost Mahomed Khan of Cabool, to his Imerial Majesty the Emperor of Russia; transmitd vid Bokhara, by Meerza Hoosain Caboolee, about the beginning of 1836.

(A. C.)

There have been great differences and quarrels beeen myself and the Royal house of the Suddozyes. ie English Government is inclined to support Shoojal-Moolk. The whole of India is governed by them, d they are on friendly terms with Runjeet Sing, the d of the Punjaub, which lies in their neighbourhood. ie British Government exhibit no favourable opinions wards me.

I (literally the creature of God), with all my poer, have been always fighting with the Sikhs. Your perial government has made friendship with the Perins; and if your Majesty will graciously be pleased arrange matters in the Affghan country, and assist is nation (which amounts to 20 lacs of families), you ill place me under obligations.

I hope your Imperial Majesty will do me the faour by allowing me to be received like the Persians der the protection of the government of Russia, uner your royal protection. Can perform, along with y Affghans, various praiseworthy services.

It would be highly proper, whatever your Impeal Majesty may be pleased to do.

Enclosure 2, in No. 5.

Mahomed Shah's Ruckum to Ameer Dost Mahoned Khan of Cabool. — (Received on the 20*th December* 1837).

(A. C.)

Agreeably to my affection and kindly feeling towards ou, I wish to bestow great favours on you, and anxiously wait to hear from you.

In these days the respectable Captain Vickovitch aving been appointed by my esteemed brother the Emeror of Russia to attend your court, paid his respects n his way, stating he had been honoured by his imerial Majesty to deliver some messages to you; on is I felt it incumbent on me to remember you by

1837 the dispatch of this Ruckum, to convince you that your wellwishers are deeply engraven in my mind.

Considering the favours of my Majesty attached to you, let me hear occasionally from you; and by rendering good services you will obtain the protection of this royal house.

Enclosure 3, in No. 5.

Count Simonich, the Russian Ambassador at Teheran, to Ameer Dost Mahomed Khan of Cabool. — (*Received on the 20th December* 1837).

(Extract.)

The respectable P. Vickovitch will wait upon you with this letter.

Your agent, Hajee Hoosain Alee, has been attacked by a severe illness, and therefore he stopped at Moscow. When the intelligence of his bad health was conveyed to the Emperor, a good physician was ordered to attend, and cure him as soon as possible. On his recovering I will not fail to facilitate him in his long journey back to Cabool.

Knowing your anxiety to hear from this quarter, I have hastened to dispatch the bearer to you. He was ordered to accompany your agent to Cabool. I hope on his arrival at your court that you will treat him with consideration, and trust him with your secrets. I beg you will look upon him like myself, and take his words as if they were from me. In case of his detention at Cabool, you will allow him often to be in your presence; and let my master know, through me, about your wishes, that anxiety may be removed.

Though the great distance has been preventing the continuance of my correspondence with you, I am always very happy to respect and serve your friends, to show my friendly opinions towards you.

The cause of our often hearing from each other merely depends upon our friendship and acquaintance.

I have some Russian rarities to forward to you; as the bearer (P. Vickovitch) is lightly equipped, it was beyond his power to take them along with him; but I will take the first opportunity to convey them safely to you, and now have the pleasure to send you the undermentioned list of them.

First kind of Samoor.

	Piece.		Piece.
d and silvered cloth - -	1	Parcha huzir white with gold flower	1
th with ditto flowered -	1	Alachah with gold flower - - - -	1
to with gilt ditto - - -	1	Ditto yellow and silver ditto - - -	1
o with green gilt flowers	1	Ditto red with green - - - - - -	1
l Abi with gilt ditto - -	1	Ditto light blue - - - - - - - -	1
o firmax of gold - - -	1	Ditto with red flower - - - - - -	1
o ditto of silver - - -	1	Ditto green - - - - - - - - -	1
cha huzir red and white	1	Ditto banassh - - - - - - - -	1
o painted - - - - -	1	Ditto red and light blue - - - -	1

VI.

Captain Burnes to Lord Auckland.

(Extract.) Cabool, 23 December 1837.

In the dispatches, which I forward by this opportunity to Mr. Macnaghten, your Lordship will find a report of the extraordinary circumstances of an agent having arrived at this capital direct from St. Petersburg, with a letter from the Shah of Persia and Count Simonich, the Russian ambassador at Tehran.

Before I enter upon the messages delivered by the agent to the Ameer, it is proper to state the information which has reached me regarding what has passed at Candahar. In my official communication of the 9th of September last, your Lordship will remember, that I reported the departure of one Hajee Mobeen on a mission to Persia, and, as it was believed, in pursuance of the advice of the Russian ambassador. That individual accompanied Mahomed Shah to Khorassan, and was requested by his Majesty to await the arrival of Captain Vickovitch, and proceed with him to Candahar. The connexion between Russia and Persia in this part of the transaction, leaves little doubt of the whole being a concerted plan between these powers. The statement made by the emissary to the Sirdars of Candahar, was to the effect that Russia had full influence in Persia, and that they should assist the Shah, and draw on him for money, and if their drafts were not paid, that the Russian government would be responsible for their discharge; but that they should follow the wishes of Mahomed Shah, if they sought the Emperor's good offices, and on no account ally themselves with the English nation. This declaration, if true, is certainly

1837 most explicit; but though it has been commu
to me by a man whose other reports entirely
with all that is passing in Candahar, and who
individual that made known to me five months a
then inexplicable nature of Hajee Mobeen's missi
should not wish your Lordship to give it that con
which I seek to place on the report of event
have transpired in Cabool.

On the evening of the 20th instant, the Ame
ceived the Russian messenger. On the agent's
cing Mahomed Shah's ruckum, the Ameer felt a
of irritation which he could hardly control, an
in Affghanee, „that it was an insult to him, and a
of Mahomed Shah's being guided by advisers,
master, the Emperor, wrote him a letter, and th
servient Shah of Persia arrogated to himself th
of sending him a ruckum, or order, with his
the face of the document." The agent was the
missed, and invited to the Bala Hissar on the
wing day.

The communications which passed on this
occasion have been also made known to me, a
of a startling nature. M. Vickovitch informed Do
homed Khan, that the Russian government had
him to state his sincere sympathy with the diffi
under which he laboured; and that it would aff
great pleasure to assist him in repelling the atta
Runjeet Sing on his dominions; that it was re
furnish him with a sum of money for the purpos
to continue the supply annually, expecting in
the Ameer's good offices. That it was in its po
forward the pecuniary assistance as far as Bo
with which state it had friendly and commercia
tions; but that the Ameer must arrange for its
forwarded on to Cabool. The agent stated th
was the principal object of his mission, but that
were other matters which he would state by a
that he hoped the Ameer would give him a spee
swer to dispatch to St. Petersburg; and that, w
ference to himself, he would go, if dismissed,
with it; though he gave the Ameer to understan
under which impression he still continues), th
his wish to remain, at least for a time, in
The report of this interview has been commu

me from two sources, and they both agree in the 1837
substance of what passed.

Having thus laid before your Lordship these strong monstrations on the part of Russia to interest herself in the affairs of this country, it will not, I feel satisfied, be presumptuous to state my most deliberate conviction, that much more vigorous proceedings than the government might wish or contemplate are necessary to counteract Russian or Persian intrigue in this quarter than have been hitherto exhibited.

By one class of politicians, everything regarding the designs of Russia in this quarter has been treated with disbelief. By another, the little which has transpired has excited immediate, and, in consequence, what may be termed groundless, alarm. For the last six or seven years I have had my attention directed to these countries, and I profess myself to be one of those who do believe that Russia entertains the design of extending her influence to the eastward, and between her dominions and India. With her commercial operations, she has invariably spread the report that her designs were ulterior, and the language of her agents has lately been, that as the affairs of Turkey and Persia are adjusted, she sought an extension of her influence in Toorkistan and Cabool. Such reports would deserve little credence if unsupported by facts; but assisted by them, they gather high importance, and exhibit views which, but for the greatest vigilance, might have eluded notice for years to come.

There being, therefore, facts before us in the transactions passing at Cabool, it seems impossible, with any regard to our safety, to look on longer in silence. If Russia does not entertain inimical feelings directly to the British in India, she avows that she wishes for the good offices of the chiefs on our frontier, and promises them her own in return; so that it is useless to conceal from ourselves that evils must flow from such connexions. It is, indeed, casting before us a challenge. It is a true maxim, that prevention is better than cure, and we now have both in our hands. We might certainly wish to delay awhile longer before acting; but it is now in our power, by the extended and immediate exercise of our already established influence, to counteract every design injurious to us.

1837 I trust that the free expression of my senti will not prove displeasing to your Lordship; I an boldened by the confidence which has placed me to speak accordingly to my conviction.

39.

Depêche transmise à Lord Auckla gouverneur-général britannique Indes orientales, par la cour Directeurs de la Compagnie des des orientales à Londres en date 20 Septembre 1837.

(Indian Papers, presented to the House of Com by Her Majesty's Command, 1839).

The Court of Directors of the East India pany to the Governor-general of India in Co

20 September 18

We now reply to the secret and political l and paragraphs, either addressed to ourselves, the Secret Committee, and by them communicated t

2. These communications relate to the prot negotiations with Runjeet Sing, the Nawab of B wulpore, and the Ameers of Sinde, for openin navigation of the Indus; the successful issu those negotiations; the commercial treaties concl with those powers; the subsequent proceedings of Government, and its local agents, connected with objects of those treaties; and the political state o various countries bordering on the northwest fro of India.

3. The papers which are before us relating to various topics, are extremely voluminous; but the servations which they suggest do not require many w

4. With respect to the negotiations carried on, the treaties concluded' with the various States o Indus, by which the important object of openin navigation of that great channel for commercial munication has been attained, we have only to ex

our great satisfaction at this result, and the strong sense 1837
which we entertain of the merits of those whose exer-
ions have contributed to its attainment. To Captain
Wade, to Lieutenant Mackeson, and especially to Lieu-
enant-colonel Pottinger, who had by far the greatest
ifficulties to encounter, high praise is due. The union
f patience, temper, and firmness by which Lieutenant-
olonel Pottinger was enabled to triumph over the pre-
idices and jealousies of a government less favourable
commerce and civilization, and less desirous of our
iendship, than perhaps any other in India, deserve
ie warmest commendation; and your Government has,
all its proceedings connected with the subject, evin-
d great judgment and discretion.

5. The moderate amount of the duties which have
een fixed on the trade of the Indus, the security
gainst disputes and delays, afforded by levying those
uties, not by a tariff, but in the form of a toll of
o much on every boat, of whatever burthen, and
whatever the nature of its cargo, and the limitation of
he places where the toll is levied to three, viz. Hur-
eekee, Mitthun-Kote, and the mouth of the Indus, at
ach of which a British agent is stationed (though hi-
herto, except at Mitthun-Kote, not a European), are
ircumstances highly favourable to the success of that the
bject which the treaties have in view; and we have
ittle doubt that the jealousy of our designs entertained
by the Ameers of Sinde will gradually abate, and the
two points which they have not yet conceded, will
speedily be gained, viz. permission for a survey of the
Indus, and the residence of a British European officer
in their territory.

6. With reference to the former of these objects,
we regret that the Bombay Government should, without
consulting with you, have opened a separate commu-
nication with the rulers of Sinde on the subject. The
general relations with that State having been expressly
reserved in your hands, the Bombay Government should
not have considered itself warranted in any interference
with those relations. It ought to have no concern with
Sinde, except the protection of the Cutch and Guzerat
frontier, and of the commerce of the Bombay Presi-
dency, and the States connected therewith, against
plunder, or other injury proceeding from that country.

1837 7. With respect to the States west of the Indus, you have uniformly observed the proper course, which is, to have no political connexion with any state or party in those regions, to take no part in their quarrels; but to maintain, so far as possible, a friendly connexion with all of them, and to obtain, and transmit to us, the most correct information which can be procured, concerning all transactions of importance in that part of Asia.

8. We approve of the hospitable reception which you have given to Abdool Ghias Khan, son of the Nawab Jubbar Khan, and nephew of Ameer Dost Mahomed Khan, of Cabool, whom his father and uncle have sent to Loodiana for education; and we approve of your having, on the return of Shah Shooja-ool-Moolk from his unsuccessful attempt to recover his kingdom, continued to afford to him his former asylum and stipend.

9. Since the above paragraphs were written, we have received your further advices, from which we learn that the deputation of Captain Burnes to Hyderabad (already notified to us in your previous communications) has been completely successful; that the Ameers have consented to a survey of the Indus, and to the abolition of the barbarous practice of plundering stranded vessels; and have expressed their willingness to permit the residence of a British officer in Sinde, if you would undertake to protect that country against foreign invaders. We approve of your having declined to enter into the proposed engagement; but we observe with great satisfaction, the tone of friendship and confidence which appears to be now established between the rulers of Sinde and your Government.

10. We consider Captain Burnes entitled to great credit for the judgment and ability with which he performed the duties of his mission, and we approve of your having raised his salary to 1,500 rupees per mensem while so engaged.

11. We regret the uncourteous conduct of Noor Mahomed Khan towards Dr. Heddle, the medical officer deputed by the Bombay Government; but we ascribe it to the fact that another medical gentleman had already been deputed by Lieutenant-colonel Pottinger, who, as agent in Sinde, was not under the orders of the Bombay Government, and whom the Ameers con-

sidered as more especially the representative of the Bri- 1837
tish power. It is extremely desirable that our communications, with such a state as Sinde, should take place as rarely as possible through functionaries independent of one another, and especially through functionaries under the orders of two different governments.

12. It is however, of so much importance to maintain the respect of the Sindian authorities for the Bombay Government, as well as for your own, that we should have approved of your taking some notice to the Ameers of their want of courtesy towards Dr. Heddle.

40.

Rapports du Captain Alexandre Burnes au gouvernement général britannique des Indes orientales sur sa mission à la cour de Caboul.

(Présentés au parlement d'Angleterre le 27 Mars 1839).

I.

Cabool, 24 September 1837.

I do myself the honour to report, for the information of the Right Honourable the Governor-General of India in Council, that we reached Cabool on the morning of the 20th inst., were conducted into the city by Sirdar Mahomed Akbar Khan, with great demonstration of respect and joy, and, immediately on our arrival, presented to the Ameer, whose reception was of the most gratifying nature. After the interview we were conducted by the Ameer's son to a spacious garden in the Bala Hissar, which had been prepared for us, and where we are now residing.

On the following day I had the honour to deliver my letter of credentials, which the Ameer received in a very flattering manner, with many expressions of his high sense of the great honour which had been conferred on him, in his at last having had the means of communication with an officer of the British Government, for which he felt deeply grateful to the Governor-General.

1837 Up to this time my communications with the A have been confined to matters of compliment an remony; but I shall take an early opportunity o porting on what transpires at this Court, merely serving at present, from what I have seen and h that I have good reason to believe Dost Mahomed l will set forth no extravagant pretensions, and a such a manner as will enable the British Govern to show its interest in his behalf, and, at the time, preserve for us the valued friendship of Sikh Chief.

II.

Cabool, 4 October 18.

I have now the honour to report the result c inquiries on the subject of Persian influence in Ca and the exact power which the Kuzzilbash, or sian, party resident in this city, exercise over th litics of Affghanistan. Since any ascendancy o part of Persia, or her allies in this quarter, must have its origin, or be chiefly brought about by m of the Persian faction in the country, it becomes important to note the history of these tribes, their progress, and present condition.

In the beginning of the last century the feeb of the Persian monarchy excited the cupidity o Affghans, who overran the fairer portion of that dom, and possessed themselves of Ispahan. Their cesses called forth the energies of the great Nadir, not only drove the Affghans from Persia, but ann the whole of their own territories to his Empire, turning their swords against India, with an arm Persians and Affghans, sacked it precisely a hund years ago. During these wars, the conqueror deer it politic to fix some native tribes in the lands he subdued; and to this policy we owe the colony of P sians now settled in Cabool, which, when first loca amounted to less than two thousand families.

The people composing it consist of three divisio 1st, the Juwansheer; 2d, the Ufshurs; and 3d, Moorad Khanees; the whole being designated by general name of Gholam Khanee or Gholam-i-Sh servants of the king. The Juwansheers are a clan Toorks from Sheeshu. There are various divisions

cluded among them, such as the Koort, the Shah Sumund, the Syah Munsoor, etc., and they form the principal portion of the Kuzzilbashes. They consist of 2,500 families, and occupy a separate quarter of Cabool, called the Chandool, which is surrounded by high walls; their chief is Khan Sheereen Khan. The Ufshurs are also Toorks, and of the tribe to which Nadir himself belonged. There are 300 families of them, who live in a strong fort about three miles from Cabool, under Gholam Hoossein Khan. The last division, the Moorad Khanee, is comprised of all the Persians who have from time to time settled in the country. Fifteen hundred families of them reside together, under Mehr Alee Khan, and five other chiefs. Besides these, there are 700 others in the fort of the Byats, a division of the tribe under Mahommed Khan. It will be thus seen, that there are at this time 4,000 Kuzzilbash families in Cabool, from which a force of from 4,000 to 5,000 men could be levied, on an emergency, for the purposes of war. The number has been generally considered greater than this detailed statement, but the whole of the Sheeah population in and about Cabool is then included in the calculation, and among these the Hazarehs would furnish twice as many men as the Persians. 1837

On Nadir Shah's assassination, many of the Persians fled from Cabool to their native country; but Ahmed Shah Dooraunee, who succeeded to the authority of Nadir, conciliated a portion of them, whom he retained in his pay, and found of eminent service throughout his active reign, in which they became an organized body, acting under a Khan, who was directly responsible to the Shah, while the Kuzzilbashes themselves only acknowledged their own chief. Matters seem to have continued in this state for about 53 years, during which the Persians acquired such power, that the kings found it necessary to favour them by large stipendiary allowances, granted in some instances even to minors, and as the Suddozye monarchy declined, their support became indispensable to the personal security of the King. In the reign of Shah Zemaun, the Chief of the Juwansheers was put to death, and from that time a want of confidence in the Kings of Cabool on the part of the Kuzzilbashes is to be traced, till

1837 they almost cease to appear as a body in the
of the State. The superior intelligence possess
all Persians, readily befits them for employment
the Affghans, and from war many became secr
(Meerzas) and stewards (Nazirs) to the different C
others took to agriculture and merchandize; and
are at present shopkeepers in Cabool. It
at one time have been dangerous to entertain any
sian without their Khan's permission, but with th
of military employment, or rather withdrawal fr
their pay ceased, and the growing wants of many
them to the occupations which I have stated, t
a portion of them have always continued in the s
of the Ruler of Cabool, as is the case at the present

Since the whole of the Persians in Caboo
Sheeahs, and the national persuasion of the Aff
is Soonnee, the positions of the Kuzzilbashes wa
of danger; it was at any time possible to turn po
disputes into religious differences, and there ar
rious instances in the history of the Cabool mon
in which these have threatened their very exis
Of late these fears have not been diminished, and
the overthrow of the monarchy, the walls which
round the Juwansheer quarter of the city have
heightened and improved, and I observe alterations
since 1832. At one time they were not afraid t
outside of the city, but common interest has no
the whole of the Persians to congregate together
best means to ward off danger. They would
willingly left the city of Cabool, and fixed them
at a distance, like the Ufshurs, in a detached
but this they have found impossible, and their sit
in the Chandool, or quarter of the Juwansheers, is
so completely commanded, that an infuriated popu
might readily overpower them. The Persians the
ves are therefore intently bent on adding to their
strength by intrigues around them; and though
military influence has declined, their power in
way is more considerable than before, since every
of rank has Persians for his secretaries, and a
home and foreign correspondence is in their hand
which their influence ramifies in every direction.

The Persians of Cabool attached themselves t
Vizier Futteh Khan, and fought against Persia i

Herat campaign. They have long sought for a master who would consolidate them as in former times, and they have at times entered into correspondence with Shah Shooja; but they have especially attached themselves to the Vizier's brother, the present ruler of Cabool, and with the greater avidity, as his mother was of their tribe. Dost Mahomed Khan availed himself to the fullest extent of their support, and it was long considered by many that he was even favourable to Sheeah doctrines; but he has either had the discrimination to see that these would be fatal to supremacy among his countrymen, or never, in fact, entertained them. This he proclaimed to the world, when, about four years ago, he took the title of Ameer, which has a religious signification; and from that time the Kuzzilbashes have ceased to centre their hopes in him. He himself has also withdrawn much of his confidence from the party, reduced the number of those in his pay to about 1,000 or 1,200 persons, and part of their salaries he has retrenched. The head men receive about 58,000 rupees per annum, and the total derivable from the State by the rest, may amount to less than a lac of rupees, each horseman receiving 84 rupees per annum. Even in public he does not conceal his contempt for their creed, and, what is perhaps more bitterly felt, his avowed opinions of their wanting courage in the field, as exhibited in his campaign with the ex-King at Candahar, and lately at Peshawur. 1837

In the former instance he is stated to have placed Affghans on both flanks of the Kuzzilbashes, with secret instructions to fire on them if they fled. At Peshawur it is very certain that the party were backward in fighting; none of them were killed; and a piece of pleasantry is attributed to the Ameer, who said that he never remembered a Kuzzilbash to have fallen in his service. But Dost Mahomed Khan may have mistaken a want of inclination, originating from disappointed hopes, for a want of courage. Certain it is, that of late he has sought to raise a body of regular troops, disciplined by Europeans, but he has hitherto completely failed; and if he consulted his interests, he would seek no other support than that which he may command from the hill people about Cabool, and the native Affghan tribes who do now serve, and would wil-

1837 lingly, on good pay, devote themselves to him would also undoubtedly add to his strength if he at the same time the Kuzzilbashes nearer to him.

While Persian influence is thus declining, i pears a strange contradiction to record that Dost homed Khan has sought for alliance with Persia the best means which occurred to him to suppo power. He admitted into his councils a native Pe of some talent, the Naib Abdool Samut, who has been disgraced, and flet to Persia; and the advi this man; with that of Mahomed Khan, Byat, a zilbash raised by him, and much in his confidenc well as that of several interested persons, induce Ameer to seek for support from Persia, and with has revived the hopes of the Kuzzilbash faction, th their support would probably be directed under sian influence to a master, who more appreciated than Dost Mahomed Khan. The whole party see, ever, in the alliance certain benefit to their own dition, and in consequence do what in them li promote the intercourse. It is thus that the Pe community in Cabool have viewed the arrival agent of the British Government in this quarter, suspicion, if not open dissatisfaction.

The Shah of Persia has not been slow in re ding to Dost Mahomed Khan's desire for an alli an Elchee has been sent with robes and presen return, and is now at Candahar; but he has app at a time most unfavourable to his master, whe attention of the British Government is directed to ghanistan, and which goes far to discredit him all parties, and even to damp the hopes of the zilbashes. It is even doubtful if he will advan Cabool; and it is certain, if he does so, that an fers which he may make will never be placed i balance against those of the British Government. King of Persia desires to add Herat to his domi and the Chiefs of Candahar and Cabool might cer aid him in his designs, but the probabilities of turn for such good offices are more dubious.

III.

Cabool, 5 October 18

On the afternoon of the 24th I was invited to

Bala Hissar, and being conducted into the interior of 1837
the harem, found the Ameer and his favourite son, Mahomed Akbar Khan, without any of the chiefs, secretaries, or attendants. The interview lasted till midnight, dinner being meanwhile served up; and I had an opportunity of conversing at length with Dost Mahomed Khan.

At the outset I proceeded to unfold to him, in great detail, the motives which led the British Government to direct its attention to the River Indus, and the countries bordering on it. I dwelt upon the prosperous trade which had once run in the direction of its course, and the many facilities which it had been found to present to the trader to transport his goods by it in preference to land routes; and, in addition to all, explained the treaties which we had formed with the rulers upon it; the light tolls leviable; the certain protection to property which they ensured, superintended as was the navigation by British agents; and, finally, since the River Indus leads to the great commercial city of Cabool, and the marts beyond Hindoo Koosh, the British Government sought in an extension and encouragement of the trade, not any selfish object, but, on the contrary, saw an advancement of the ends of others as well of itself, and the strongest motives for stimulating the Ameer of Cabool, and all other chiefs, to associate themselves with us in promoting this trade, since increased consumption would be productive of increased revenues, and the direct advantage was not only apparent, but immediate. Dost Mahomed Khan listened with great attention to what had been said; assured me that no one did, or could, enter more readily into the views which the British Government held than himself, for he had the fortunate experience to discover that, by protecting the merchant, the returns of his custom-house had gone on increasing, and were in a state of improvement at this hour; and the Government of India might therefore rely with every confidence on his cordial co-operation in any measures which tended to promote the trade to Cabool and Toorkistan; and that he would instruct all the merchants and Hindoos to communicate with me, and also make them acquainted with the enlightened protection they would experience in passing to India, and with the

1837 new routes, through which, by our fostering care might bring their goods to market.

„But," said the Ameer, „I am involved in culties which are very prejudicial to commerce; m stilities with the Sikhs narrow my resources, c me to take up money from merchants, and to increase the duties to support the expenses o These are the shifts to which I am driven, for s to preserve my honour. While we were engag resisting Shooja-ool-Moolk at Candahar, the city o hawur was seized from our family, and I ha mortification to discover, among the papers of th king, after his defeat, a treaty that made Pesh the reward of the Sikhs, and to hurl me and from authority. I was yet left; but when Ru Sing's officers planted a fort near the Khyber Pas existence was endangered; I resisted, and here with success."

I was not unprepared for the irritation of the A on the late events which have transpired in this qu and as the best means of allaying such feelings, I th it advisable to give a ready ear to what was t since I might by argument and advice do the service, and combat some of the positions whi had taken up. I admitted therefore, that it wa doubtedly true that war produced the evils of w he complained, and crippled his power; but I str urged him to reflect on the uselessness of seeki contend with so potent a prince as Maharajah jeet Sing. I stated the revenue of that chief, the abilities which he possessed, the riches at his com the fine army which he could bring into the field hopelessness of warring with him, and the in which he inflicted on himself and his people allowing himself to be drawn into hostilities, though the fortune of war had, of late, granted cess to his arms, and his formidable opponent Sing was no more, I could assure him, as a well-w that he was contending with a power which he not resist, and that it would be prudent to see such an adjustment of differences as would pr his own reputation, and that of his countryme

The Ameer bore at once the most ready testi to the power and abilities of Runjeet Sing; and,

ous questions as to my own impressions regarding 1837
Punjaub as a state, said it was too true that he
d not attack such an adversary. My sons and peo-
may speak in exaggerated strains of our late suc-
; but it is too evident, however, that our power
ot one-tenth of that of the Punjaub; and, instead
enewing such conflict, it would be a source of real
ification if the British Government would counsel
how to act: none of our other neighbours can
l me; and, in return, I would pledge myself to
ard its commercial, and its political, views.

I assured the Ameer that I heard these sentiments
extreme satisfaction, for it had gone abroad that
conclusions, from late events, were otherwise; and
d only, as a well-wisher, set before him the true
er of Runjeet Sing; and, from his own observations,
ppeared to me I could not have overrated it. I
ld, however, assure him, that the British Govern-
it warmly interested itself in the preservation of
ce, and wished well to both parties; that in Maha-
h Runjeet Sing it recognised, and that too publicly,
old and valued ally; and in the Ameer himself it
a ruler, who was anxious to promote the com-
cial prosperity of his country, and consequently of
neighbours; and that though I myself had not been
ated here to adjust political differences, it would
ed be gratifying if I could do anything towards an
so desirable as a peace, which would not only
e the further loss of human life, but promote the
d of all parties; but without an exact knowledge of
Ameer's sentiments on all points, my advice would
only be useless, but probably prejudicial.

Dost Mahomed Khan now entered upon the affairs
is own government; ran over the history of the
raunee kingdom, expatiating on its power, which
nded from Meshid to Cashmere; and, pointing to
house in which he sat, said, that this is the whole
te of that vast empire that has fallen to me, and
annot therefore be indifferent to the honour of ha-
communication with an agent of the British Go-
ment, nor to seeking, by every means I can, to
rest it in my behalf. The treaties which have been
le with the powers on the Indus, are the best proofs
your sincerity in the objects which have led the

1837 Government to depute you to Cabool, and to inte
in the affairs of Peshawur and Cabool.

I did not conceal from the Ameer that we sought to preserve peace along the line of the In and that we had used our influence to prevent its t disturbed, and had happily succeeded; but I coul sure him that we had done it to promote comm views, without receiving any consideration, and the current rumours regarding the cession of Shik to us, were incorrect, and likewise that we had to a perfect understanding with Maharajah Runjee and that the friendship of the British Governme that personage was greater than ever. I here d broad line of distinction between the affairs of pore and Peshawur; pointed out that the one was session of the Ameers of Sinde, while Peshawu an undoubted conquest of the Sikhs, made b sword, preserved by it; and to interfere with would be a violation of justice, and the integ Runjeet Sing's dominions. I continued, however there was a rumour very current in Peshawur, which has also reached me, that the Maharajah i ded to make some change in the management of hawur, but that it sprung from himself, and not British Government.

The Ameer said that he had also heard sim reports, and asked if I knew the arrangements, Peshawur could be of no value to the Sikhs, and indeed cause great expense. I stated my ignorance the plans of Runjeet Sing; but it appeared a prob enough arrangement, since his Highness had gra large jagheers to Sultan Mahomed Khan and his thers, that he contemplated the restoration of the w country to that branch of his family, under cer restrictions. I said that I spoke without definite in mation, and not from any indifference on the par the British Government, which would rejoice to s change that terminated the present state of constant in Peshawur; and I even believed that if Runjeet sought of himself to change his policy in that qua the Government would be glad to use its good of to both parties, if it saw any prospect of their b useful; but that it was now needless to say more w out certain information, though the supposed in

f the Maharajah ought to afford the Ameer sub- 1837
consideration, and might probably lead him to
some satisfactory means of a reconciliation
ıe Sikhs. With these observations our private
ation ended, by Dost Mahomed Khan stating
would take an early opportunity of again see-

ıe Ameer on this invited in Meerza Samee Khan
ɛerza Imaum Verdi, who are the principal se-
s of himself and his son, and, without entering
y minute particulars, sketched out what had pas-
ween us, and called for dinner; during, and
hich he entered upon many subjects, and among
on his connexion with Persia,
stated, with considerable candour, the whole
ıtances regarding it; declared that he had sought
ıour the friendship of the British Government,
s being his neighbour, but he had sought in
and hearing of the power of Persia, and the
towards Khorassan, he had addressed Maho-
ıah, and an Elchee was now at Candahar, brin-
ıbes for him and his brother, with a valuable
and a promise of assistance in a crore of ru-
Since the conversation was not of my asking, I
hesitate to enter upon it, and asked, if he
reliance on the aid of Persia, and on the large
ry assistance which had been promised; and he
assured me that he did not.
the 26th and 28th, the Ameer came over in
to visit us, accompanied by many of the per-
ıout his court; and, without entering on the
above treated on, discoursed on many matters
ral interest, recurring however, in both visits,
, for which he now either possesses, or feigns
ss, no good feeling, speaking contemptuously
ate campaign in Khorassan. He also asked of
relations between the British Government and
the influence of Russia over the dominions of
and spoke of the control which Russia exer-
er the trade in Toorkistan.
ras again invited last night to the Bala Hissar,
met the Nawab Jubbar Khan, and had further
g conversation with Dost Mahomed Khan. I
ıund that he had something to communicate

1837 which interested him; and after stating, at some len how anxiously he himself desired to see his differe with the Sikhs terminated, said, that if I advisec he would send a son to Lahore, to ask Maharajah I jeet Sing's forgiveness for what had passed; and, i would consent to give up Peshawur to him, he w hold it tributary to Lahore; send the requisite pre of horses and rice; and in all things consider hin in that part of his dominions, as holding under La

On hearing the conclusion which he had come asked him if his countrymen might not consider he gone too far in his conciliation of the Sikh chief but he did not consider such an arrangement w be viewed in that light, particularly as the hor which he had agreed to render for Peshawur, did affect his other dominions. I here stated that he brothers in Peshawur, whose condition he must c passionate; and if Peshawur were restored to th his reputation would be widely spread in this coun since the world would give him credit for having some share in the transaction. Dost Mahomed K declared that he would guarantee to Runjeet Sing, to the British Government, the jagheers which his l thers now enjoyed; but that Peshawur might as continue in the hands of the Sikhs as in those of tan Mahomed Khan, as it would never otherwise believed that Maharajah Runjeet Sing had withdr from the countries westward of the Indus. The harajah's often expressed wish to have horses and bute from him, would, he was sure, prove a great ducement to his Highness to hand over Peshawu him, as he had never before paid him tribute, and tan Mahomed Khan had long been his servant.

I am not aware how far this offer proceeds a hope of future aggrandizement, or an intentio injure the Peshawur branch of his family; but now sufficient to report the sum of his views wishes. By some, these offers may be construed m into a specious kind of moderation; by others, may be hailed as sincere proofs of the Ameer's d to terminate his differences with the Sikhs; but ther Runjeet Sing's policy suggests, or not, a compli with them, they certainly show that Dost Mah Khan is not likely to enter upon any aggressive

notwithstanding the vaunts of his people regard- 1837
late battle at Jumrood.

ith reference to the Chief of Cabool individually,
ttle change in him since my visit to this country
?; since then he has added Jelalabad to his coun-
d the most important change in his administra-
the investiture of five of his sons in different
ments, a policy which cannot be condemned, and,
an succeed in it, will certainly contribute to the
of his government.

ith some, and perhaps they are the majority of
jects, his wars with the Sikhs have gained him
e; but with one party, and that by far the
orthy of conciliation, the wealthy and mercan-
ses, his campaigns have been viewed in a dif-
light, and given great dissatisfaction.

IV.

ract.) Cabool, 31 Oct. 1837.

n the morning of the 22d I received, by a mes-
from Candahar, a full account of the procee-
it that city. The Chief had finally resolved on
hing his second son, Mahomed Omar Khan, to
along with the Elchee; had fixed upon the per-
ho were to compose his suite, about 150 in
, set aside 14,000 rupees for the expenses of
rney, and made provision for the presents with
the party is to be charged, to the Shah, and
sian ambassador. For his majesty an elephant
e sent, for his minister a pair of shawls, for
sian ambassador four shawls, for Abbas Khan
two shawls; and Kumber Alee himself is to
issed with every honour and respect. To conci-
ll further his Persian Majesty, the name of the
son is changed from Omar Khan to Mudeed
the former designation being offensive to Ma-
ns of the Sheeah persuasion.

ese measures were adopted by the advice of
Khan Koker; but though he has no doubt had
nare in the transactions, there are proofs of a
earlier disposition in the Candahar Sirdars to
e a close alliance with Persia, of which the
putation of Hajee Mobeen is not the least.

e activity of the present proceedings of the Can-

1837 dahar Sirdars is said to arise from anxiety to then themselves with Persia, under a belief tha brother in Cabool will receive, to their exclusio alliance of the British Government; for though chiefs would willingly co-operate with Dost Ma Khan on any occasion where Barukzye supremac endangered, they see, in the advance of Persi ward, immediate danger to themselves, and th joice in the opportunity, which they think the sess in the presence of a Persian Elchee, to co the Shah, in whose promises their reliance seem Since their resolution has been taken, the Persi voy, Kumber Allee Khan, has been introduced to people in the city, and talked openly of the com between Candahar and Persia, and the vast which must flow from it, which include a pro the cession of Herat, when their combined force have subdued that city.

Since these reports have reached this place, other correspondents than my own, there could doubt that the time had arrived for using every tion to put a stop to this intercourse. I therefo solved to enter in the most unreserved manner the views entertained by the Ameer of Cabool ding his brother's league with Persia. The Amee self, instead of receiving me at the Bala Hissar, over in person to our residence, along with hi ther the Nawab, on the morning of the 24th; now proceed to state the nature of our interview, sets Dost Mahomed Khan's conduct in a light that prove, as I believe, very gratifying to Governmen

After we had conversed on the reported appr of the Shah of Persia, of which the Ameer had also by letter from Candahar, on the preceding eve stating that his Majesty had arrived at Sharood, ked at once if there was any truth in the rumours had reached me, of his brother at Candahar se one of his sons to the court of Persia. The A at once replied, that the very letter he had just tioned, and which he showed to me, confirme report, but that he had not heard direct on the ject. I stated that I was anxious to inform him I no possible good that could result to Sirdar Kohe Khan in such a step, and that I felt myself bou

tell him so. When Shah Shooja-ool-Moolk invaded 1837
this kingdom in 1833, I added, you, and your brothers at Candahar, acted in concert with one another; and the British Government, in evincing its sympathy with the difficulties under which your family now labours, is not likely to be urged on to use its good offices to allay differences in the East, when fresh causes to disturb the public tranquillity of these countries in the West, receive support at Candahar.

The Ameer declared to me, in the most explicit manner, that if it was a cause of regret on our part, it was doubly so on his own, for he had himself bitterly repented his ever having had anything to do with Persia, and the more so since he had received the Governor-General's notification of my deputation to this country; so much indeed had this been the case, that he had refrained from entering with me into particulars regarding Kumber Alee Khan's mission, and that, what was further, he had resisted all persuasion to send a letter of invitation to that person, when he reported his arrival at Candahar; for, though he could not refuse to receive him, after the letters which he had addressed to the Shah, he saw clearly that it could not meet our approbation, and that he was glad to say the Elchee in question would not advance beyond Candahar. This, he said, appeared to him the best way in which he could mark his desire to ally himself to the British Government; and he begged to assure me that the whole of these transactions at Candahar were passing without his concurrence, and much against his inclination.

I immediately replied that it was very pleasing to hear such sentiments, for though I could not doubt, after the declarations which I had heard since reaching Cabool, that these were his real feelings, yet it had been stated that he had taken offence at the detention of the envoy at Candahar, and had sent a confidential agent there, which now appeared to be erroneous; I felt myself bound, however, I stated, to explain very clearly that neither he nor his brother were to found hopes of receiving aid from the British Government. The British Government, if they had not taken any active measures in these countries, had now evinced their sympathy, while a good understanding between

1837 the chiefs of Affghanistan must ultimately lead to the benefit of all parties, and to the growth of that friendly feeling now first evinced by the present mission to this country. I hoped therefore he would use his influence at Candahar, for I also felt myself bound, after friendly communication which I had received from that quarter, to address a friendly letter of advice to Sirdar Kohen Dil Khan.

The Ameer declared that he himself was much concerned at what had passed, and said that I should have asked him sooner to use his influence, and he would have exerted himself long since. He saw clearly that the designs of Persia were sinister; and that Russia, through her, was preparing to try her fortune in these countries, as the British had tried it in India for this, too, they had themselves to blame, as the court had found out, from the applications of Kamran of himself unfortunately, and of his brothers at Candahar, that this country is without masters. But the affairs of Peshawur are adjusted, his Persian Majesty will learn that the case is otherwise; and whether the British Government interested itself or not, he was resolved to do everything which he could, to show his respect for its wishes, and conciliate it; and if he could not succeed, he was equally determined to have nothing further to do with Persia. He would dispatch a confidential courier to Candahar this evening, and remonstrate in the strongest language with his brothers and further, if he could not change them in their purpose, he would, if I advised it, put a stop to these intrigues by threats, or by force of arms, for the Affghans had no sympathy with Persia; and if Herat fell into the hands of that kingdom, it was time to unite their strength, or to take measures which would place the resources of Cabool and Candahar in one hand. I declared at once that the British Government would not give its countenance to any such step as active operations against his brother, but that if he succeeded in preventing Kohen Dil Khan from acting as he intended, it could not fail to be received as a strong mark of his desire for our friendship, and, I would add, of great good sense.

41.

ièces concernant les relations entre Caboul et Candahar.

(Gazette de Bombay).

I.

ttre publique adressée aux Chefs de Canda- r par le Prince de Caboul, Amir Dost Ma- homed Khan.

fter Compliments). Cabool, 25 October 1837.

I have lately sent you all the news of this quar- : which you might have understood.

What your letters contained I comprehend perfectly; : have been always friends with each other, and the its of unanimity have and will always prove advan- geous: you and all my other brothers at Candahar ve always written to me that I was your superior, d asked my advice on every subject, and declared at you would never contradict me.

As Peshawur, which is our principal abode, fell to the hands of the Sikhs, on account of the foo- shness of Sultan Mahomed Khan, and which has been source of great trouble and vexation to us, so now Candahar, the place of our nativity, is always threate- ed by Kamran. These difficulties obliged us all to ave recourse to the English, Persian, and Tartar go- rnments. It brought, at last, from the East the Eng- sh Elchee, and from the West the Elchees of Persia nd Tartary. Before the latter embassies entered the untry, I informed you that, as Alexander Burnes is aving here on the part of the British Government, it ould be proper to send one of your brothers to Ca- ol, that we might consult on the matter, and settle ings with him: you replied to me that you would nd Mehir Dil Khan, along with the Persian Elchee, d do what I advised.

Meanwhile, some misunderstanding takes place be- een you and your brothers, which prevents the El- e and Mehir Dil Khan *coming* here. Mr. Burnes

1837 arrives, and enters upon business. What he has se and heard he has reported to his Government, and will also reach the Sikhs. We have some hopes garding Peshawur. It is well known to the wo that the power of the Sikhs is nothing in comparis with that of the English; and if all our objects be tained through that power, so much the better. Burnes, after settling matters in this quarter, inte to proceed to Candahar, and thence, by the road Shikarpore, to Sinde.

For these few days past no letter has come dir from you; but from the contents of letters for Mr. B nes and others, I learn, that on the information o Persian army coming to Herat, you are going to se your son Mahomed Omar Khan along with the P sian Elchee, to the Shah.

This has astonished me very much, because y never did anything before without my advice; a what fruits do you hope to reap by sending your son Persia. If the British would not be friendly, then y might make friendship with others; the former are n to us, and famous for preserving their word; the l ter are nothing in power compared with them.

If you look upon me as greater than yourself, t my advice and do not send your son to Persia. the event of your not attending to my advice, s circumstances will happen as will make you bite finger with repentance.

II.

Lettre confidentielle du Prince Dost Maho Khan au Chef principal de Candahar.

Cabool, 25 October 1837.

A few days ago the British Agent at Cabool, A xander Burnes received information that you are s ing Mahomed Omar Khan to Persia; — he priva asked me in the following manner: — „Notwithst ding the friendly feeling which subsists between English and Affghans, your brother it appears is g to send his son to Mahomed Shah: how will it d keep foot in two boats? If they act by your adv it is far from wisdom. We (English) are looking the prosperity of the household of the Affghans, a

u in return are doing such things. If you say that 1837
ur brothers at Candahar are taking this step without
ur advice, the world will never believe it, because
is well known to the Europeans that Shah Shooja
d nearly taken the city of Candahar, when you, being
one blood, went with troops and drove Shah Shooja
m Candahar. It is, however, possible, that these
tters at Candahar are going on without your know-
ge."

Mr. Burnes said many things in this style, and
lly I had no answer to give him. Oh, my brother,
you will do these things without my concurrence,
at will the people of the world say to it. We have
enemy.

III.

ettre de l'Agent Britannique à Caboul (Alexan-·e Burnes) au Chef de Kandahar, Sirdar Kohen Dil Khan.

(A. C.) Cabool, 24 October 1837.

I had the great pleasure to receive your friendly
ter, the arrival of which delighted me very much.
hat you said, that „by God the feelings of friend-
ip which I entertain must correspond with those in
ur breast, and will strengthen the bonds of amity;
) not think otherwise;" greatly pleased me; and I
ve been looking forward to the time when I should
e and know you, and hear all about this good dis-
osition from your own mouth.

It is known to you that I came to this quarter
ith good intentions towards all parties, and particu-
rly to converse with all the members of your family;
d I have received a very friendly reception at Cabool.
At this time I hear from various quarters that you
e sending your son to Iran. When I look to the
ntents of your letter and to this step, I do not un-
erstand matters, and believe that some person has
een deceiving me. It is not possible to hold two wa-
r melons in one hand; unanimity in families is a
eat source of power, family differences are the cer-
in cause of evil; and foreseeing as much as the fee-
le intellect of man can do into futurity, I see no
od in the step you now *contemplate*; even I see

1837 that the fruit of the matter will be nothing but re tance and loss; and wishing you well I have tho it proper to warn you.

Let me hear from you that I may know continue as much my friend as I am yours.

42.

Convention entre la France et Grande-Bretagne d'une part et Toscane de l'autre part, dans le d'assurer la répression de la tr des noirs. Signée à Florence le Novembre 1837.

(Colombel Nouv. Archives du commerce. 1839. Jan p. 19).

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irla ayant conclu, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 18 deux conventions destinées à assurer la répression c plète de la traite des noirs, Sa Majesté le Roi des Fr çais et Sa Mejesté la Reine du royaume uni de la Gra Bretagne et d'Irlande, conformément à l'article 9 d première de ces conventions, qui porte que les au Etats maritimes seront invités à y accéder, ont adr cette invitation à Son Altesse Imperiale et Royale Grand-Duc de Toscane,

Et Son Altesse Impériale et Royale, animée mêmes sentimens, et empressée de concourir, avec deux augustes alliés, au même but d'humanité, n'a pas hésité à accueillir leur proposition, les trois Ha Parties contractantes, dans la vue d'accomplir ce sein généreux, et pour donner à l'accession de Son tesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Tosc ainsi qu'à son acceptation par Sa Majesté le Roi Français et par Sa Majesté Britanique, l'authenti convenable et toute la solennité usitée, ont résolu conclure, à cet effet, une convention formelle, et conséquence ont nommé pour leurs plénipotentiai savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, — M. *Louis-* 1837
ierre-Vincent-Gabriel Bellocq, maître des requêtes Conseil d'état, en service extraordinaire, officier de rdre royal de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'or- e du Lion-Néerlandais, ministre résident de Sadite ajesté près la Cour Impériale et Royale de Toscane;

Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande- retagne et d'Irlande, M. *Ralph Abercrombie*, son inistre résident près la Cour impériale et royale de oscane;

Et Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc le Toscane, — le comte *Victor Fossombroni*, chevaier de l'ordre de Saint-Etienne et grand'croix de celui le Saint-Joseph de Toscane, grand'-croix de l'ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de ceux de Léopold d'Autriche, de la Couronne royale de Saxe, de Saint-George de Parme, de Saint-Ferdinand et du Mérite des Deux-Siciles, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur de France, chambellan, conseiller intime actuel d'état, finances et guerre, secrétaire d'état, ministre des affaires étrangères et premier directeur des secrétaireries royales;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane accède aux conventions conclues et signées, le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833, entre Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des noirs, ainsi qu'à l'annexe de la seconde convention, contenant les instructions pour les croiseurs, sauf les réserves et modifications exprimées dans les articles 2, 3 et 4 ci-après, qui seront considérés comme additionnels auxdites conventions et à l'annexe susmentionnée, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation de Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane, comme partie accédante aux conventions en question après leur conclusion.

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant accepté ladite accession, tous les articles de ces deux conventions et toutes les dispositions de

1837 ladite annexe seront, en conséquence, censés avoir conclus et signés de même que la présente convent directement entre Sa Majesté le Roi des Français, Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bret et d'Irlande, et Son Altesse Impériale et royale le Gra duc de Toscane.

Les trois Hautes Parties contractantes s'engag et promettent réciproquement d'exécuter fidèlement, sa les réserves et modifications stipulées par les présent toutes les clauses, conditions et obligations qui en r sultent; et, pour éviter toute incertitude, il a été co venu que les susdites conventions, ainsi que l'annex de la seconde, contenant les instructions pour les cro seurs, seront insérées ici mot à mot ainsi qu'il suit:

Suivent la convention et la convention sup plémentaire, avec son annexe, conclues entre l France et la Grande-Bretagne, lès 30 novembi 1831 et 22 mars 1833, relativement à la répre sion du crime de la traite des noirs.

2. Il est convenu, en ce qui concerne l'article des instructions annexées à la convention suppléme taire du 22 mars 1833, que tous les navires porta pavillon toscan, et paraissant, par leurs papiers, a partenir à la Toscane, qui pourront être arrêtés, exécution des conventions ci-dessus transcrites, par l croiseurs de Sa Majesté le Roi des Français ou de Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Br tagne et d'Irlande, employés dans les stations d'Am rique, d'Afrique ou de Madagascar, seront conduits envoyés dans le port de Livourne.

3. Attendu que le débarquement, dans le port Livourne, des nègres qui se trouveraient à bord d bâtimens portant pavillon toscan, et paraissant par leu papiers appartenir à la Toscane, pourrait entrainer d graves inconvéniens, il est convenu que les nègres tro vés à bord de pareils navires, arrêtés par un croise françois ou britannique seront préalablement débarqués port ou dans l'endroit le plus rapproché soit français britannique, auquel un bâtiment négrier, sous le p villon de l'une de ces deux nations, trouvé et arr dans des circonstances semblables, serait d'après l susdites conventions, envoyé ou conduit.

Seront considérés comme respectivement indiqués cet effet, pour les croisières françaises et britann

ques d'Afrique, des Indes occidentales, de Madagascar 1837
et du Brésil, les ports français de la Gorée de la Martinique, de Bourbon et de Cayenne, ainsi que les ports britanniques de Bathurst dans la Gambie, port royal à la Jamaique, le cap de Bonne-Espérance et Démérary.

4. Dans le cas où Son Alt. Imp. et Roy. le Grand-duc de Toscane ne trouverait pas dans ses convenances d'armer sous son pavillon des croiseurs pour la répression de la traite, il s'engage néanmoins à fournir aux commandans des croiseurs français et britanniques l'autorisation requise par l'art. 5. de la convention du 30 Novembre 1831, aussitôt que les noms et le nombre de ces croiseurs lui auront été notifiés.

5. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Florence, dans le délai de 3 mois, ou plustôt s'il est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdénommés ont signé la présente convention en trois originaux, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence, le 24 Novembre 1837.

(L. S.) L. Bellocq.
(L. S.) R. Abercrombie.
(L. S.) V. Fossombroni.

(L'échange des ratifications s'est effectuée à Florence, le 2 Mars 1838).

43.

Acte additionnel au Traité de commerce et de navigation, conclu le $\frac{\text{Décembre}}{\text{Novembre}}$ 1836 *entre la Grèce d'une part et la Suède et la Norwège de autre part. Signé à Athènes le* $\frac{7\ \text{Aout}}{20\ \text{Juillet}}$ 1837.

(Publication officielle faite à Stockholm).

Ratifié par S. M. le Roi de Suède et de Norwège à Stockholm, le 1er Décembre et par S. M. le Roi de la Grèce à Athènes, le 7 Septembre 1837).

Afin de préciser et compléter quelques-unes des dispositions du Traité de commerce et de navigation,

1837 signé le 22 Novembre — 4 Décembre 1836 les potentiaires de Sa Majesté le Roi de Suède et de wège et de Sa Majesté le Roi de la Grèce, s pour Sa Maj. Suédoise et Norwègienne, le Sieur les Pierre de Heidenstam son chambellan et charg fairet à la cour royale de Grèce, et pour Sa Maj lénique, le Sieur Chevalier Ignace de Rudhart Secrétaire d'état au département de sa maison et des relations extérieures et président de son des ministres, nommé par Sa dite Maj. par plein voirs en bonne et due forme, sont convenus d' au susdit Traité, conclu et signé le 22 Novem 4 Décembre 1836, par le Sieur Charles Pierre d denstam et par le Sieur Rizo Neroulos, alors taire d'état au département de la maison royale relations extérieures de Sa Majesté Hellénique plénipotentiaire, les articles suivans:

Art. 1er. Toutes les marchandises et objets d merce, soit productions du sol ou de l'indust royaume de la Grèce, soit de tout autre pays, l'importation dans les ports des royaumes de Su de Norwège est légalement permise dans les bâti suédois et norwégiens, pourront légalement y êt portés sur des bâtimens grecs, de quelque lieu viennent, sans être assujétis à des droits plus fo autres de quelle dénomination que ce soit, que mêmes marchandises ou productions avaient été i tées dans des bâtimens suédois et norwégiens; e proquement toutes les marchandises et objets d merce, soit productions du sol ou de l'industrie d yaumes de Suède et de Norwége, soit de tout pays, dont l'importation dans le royaume de la est permise dans des bâtimens grecs, pourront é ment y être importés sur des batimens suédois et wégiens, venant d'un port quelconque, sans être a jétis à des droits plus forts ou autres, de quelle nomination que ce soit, que si ces mêmes marcha ses ou productions avaient été importées dans des timens grecs.

2. Toutes les marchandises et objets de comme soit productions du sol ou de l'industrie du royau de la Grèce, soit de tout autre pays, dont l'expor tion des ports dudit royaume pour un pays quelconq dans ses propres bâtimens est légalement permise, po

ront de même être exportés desdits ports sur des bâ- 1837
timens suédois et norwégiens sans être assujétis à des droits plus forts au autres, de quelle dénomination que ce soit, que si l'exportation avait été faite en des bâtimens grecs. Une exacte réciprocité sera observée dans les ports des royaumes de Suède et de Norwège, e sorte que toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des yaumes de Suède et de Norwège, soit de tout autre ys, dont l'exportation des ports desdits royaumes pour pays quelconque dans ses propres bâtimens est lément permise, pourront de même être exportés des ts ports sur des bâtimens grecs sans être assujétis à s droits plus forts ou autres, de quelle dénomination ie ce soit, que si l'exportation avait été faite en des timens suédois et norwégiens.

3. Les sujets des Hautes Parties contractantes arvant avec leurs bâtimens à l'une des côtes appartent à l'autre, mais ne voulant pas entrer dans le port, , après y être entrés, ne voulant décharger aucune rtie de leur cargaison, auront la liberté de partir et de oursuivre leur voyage sans payer d'autres droits, impôts charges quelconques pour le bâtiment ou la cargaison, ie les droits de pilotage, de quayage et d'entretien fanaux, quand ces droits sont perçus sur les natiaux dans les mêmes cas. Bien entendu cependant 'ils se conformeront toujours aux règlemens et ordonnances concernant la navigation et les places ou orts dans lesquels ils pourront aborder, qui sont ou eront en vigueur pour les nationaux, et qu'il sera perais aux officiers des douanes de les visiter, de rester bord et de prendre telles précautions qui pourraient re nécessaires pour prévenir tout commerce illicite endant que les bâtimens resteront dans l'enceinte de ur juridiction.

4. Il est aussi convenu que les bâtimens de l'une s Hautes Parties contractantes, étant entrés dans les orts de l'autre, pourront se borner à ne décharger u'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine le propriétaire le désirera, et qu'ils pourront s'en ler librement avec le reste, sans payer de droits, imôts ou charges quelconques que pour la partie qui ra été mise à terre et qui sera marquée et biffée sur manifeste, qui contiendra l'énumération des effets

1837 dont le bâtiment était chargé, lequel manifeste de
être présenté en entier à la douane du lieu où le
timent aura abordé. Il ne sera rien payé pour la p
tie de la cargaison que le bâtiment remportera et a
laquelle il pourra continuer sa route pour un ou p
sieurs autres ports du même pays et y disposer du r
de sa cargaison, si elle est composée d'objets dont l'
portation est permise, en payant les droits qui y s
applicables, ou bien il pourra s'en aller dans tout
tre pays. Il est cependant entendu que les droits,
pôts ou charges quelconques qui sont ou seront pa
bles pour les bâtimens mêmes, doivent être acqui
au premier port, où ils rompraient le chargement
en déchargeraient une partie, mais qu'aucuns dr
impôts ou charges pareilles ne seront demandés de n
veau dans les ports du même pays, où lesdits bâtim
pourraient vouloir entrer après, à moins que les
tionaux ne soient sujets à quelques droits ultéri
dans le même cas.

5. Les consuls de quelque classe qu'ils soient,
ront le droit comme tels de servir de juges et d'a
tres dans les différends qui pourraient s'élever entre
capitaines et les équipages des bâtimens de la na
dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités
cales puissent y intervenir, a moins que la cond
des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou
tranquillité du pays, ou que lesdits consuls ne req
sent leur intervention pour faire exécuter ou mainte
leurs décisions.

Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'
bitrage ne saurait pourtant priver les parties cont
dantes du droit qu'elles ont, à leur retour, aux au
moyens que peut leur procurer la loi de leur patrie.

6. Lesdits consuls sont autorisés à requérir l'a
stance des autorités locales pour l'arrestation, la dét
tion et l'emprisonnement de déserteurs des navires
guerre et marchands de leur pays, et ils s'adresser
pour cet objet aux tribunaux, juges ou autres offici
compétens, et réclameront par écrit les deserteurs s
mentionnés, en prouvant par la communication des
gistres des navires ou rôles de l'équipage, ou par d'a
tres documens officiels, que de tels individus ont f
partie desdits équipages, et cette réclamation ainsi pr
vée, l'extradition ne sera point refusée.

De tels déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, 1837
eront mis à la disposition desdits consuls, vice-consuls,
u agens, et pourront être enfermés dans les prisons
ubliques à la réquisition et aux frais de ceux qui les
éclament, pour être envoyés aux navires auxquels ils
ppartenaient ou à d'autres de la même nation. Mais
ls ne sont pas renvoyés dans l'espace de trois mois
compter du jour de leur arrestation, ils seront mis
liberté et ne seront plus arrêtés pour la même cause.

Il est entendu toutefois que, si le déserteur se
ouvait avoir commis quelque crime ou délit depuis
n débarquement, il pourra être sursis à son extra-
ion jusqu'à ce que le tribunal, nanti de l'affaire, aura
ndu sa sentence, et celle-ci ait reçu son exécution.

7. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège con-
nt à ce que les stipulations du traité du 4 décembre —
2 novembre 1836 et du présent acte additionnel soient
pplicables dans toute leur plénitude aux bâtimens grecs
ui se rendront, chargés ou non chargés, dans la co-
nie de Sa Majesté suédoise de l'île de Saint-Barthé-
my et dépendances aux Indes Occidentales, soit des
orts du royaume de Suède et de Norwège, soit de
ut autre lieu quelconque, ou qui sortiront de ladite
lonie, chargés ou non chargés, pour se rendre soit
Suède ou en Norwège, soit en tout autre lieu quel-
nque.

8. Les sept articles ci-dessus auront la même force
vigueur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le
aité principal.

Les plénipotentiaires sont également convenus de
rolonger le terme fixé pour l'échange des ratifications
u traité principal, de manière à ce qu'il aura lieu tant
our celui-ci, que pour le présent acte, quatre mois
près la signature de ce dernier.

En foi de quoi ils ont signé le présent acte et y
nt apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, le 7 août — 20 juillet 1837.

(L. S.) Charles de Heidenstam.

(L. S.) Ignace de Rudhart.

44.

Treaty of Commerce and Navigation between the United States of America and His Majesty the King of Greece. Concluded and signed at London, on the $\frac{10}{22}$ December 1837.

Acts and Resolutions passed at the third Session of the 25 Congress of the United States. Washington 1839. Appendix p. 1).
(Publié à Washington par une proclamation du Président van Buren le 23 Août 1838).

The United States of America and His Majesty the King of Greece, equally animated with the sincere desire of maintaining the relations of good understanding which have hitherto so happily subsisted between their respective States; of extending also and consolidating the commercial intercourse betwenn them; and convinced that this object can not better be accomplished than by adopting the system of an entire freedom of navigation, and a perfect reciprocity, based upon principles of equity, equally beneficial to both countries; have in consequence agreed to enter into negotiations for the conclusion of a Treaty of commerce and navigation, and for that purpose have appointed Plenipotentiaries:

The President of the United States of America, Andrew Stevenson, Envoy Extraordinary and minister Plenipotentiary of the United States near the court of Her Britannic Majesty;

and His Majesty the King of Greece, Spiridion Tricoupi Counsellor of State on special service, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the same court, Grand Commander of the Royal order of the Saviour, Grand Cross of the American order of Isabella the Catholic,

who, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Art. 1. The citizens and subjects of each of the

44.

Traité de Commerce et de Navigation entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Sa Maj. le Roi de la Grèce. Conclu et signé à Londres, le $\frac{10}{22}$ Décembre 1837.

(Les ratifications respectives ont été échangées à Londres le $\frac{18}{30}$ Juin 1838 par Andrew Stevenson, Envoyé et Ministre plénip. des Etats-Unis et le Prince Michel Soutzo, Envoyé et Ministre plénip. du Roi de la Grèce, au nom de leurs gouvernemens).

Sa Majesté le Roi de la Grèce et les Etats-unis de l'Amérique, également animés du désir sincère de maintenir les rapports de bonne intelligence qui ont si heureusement subsisté jusqu'ici, entre leurs Etats respectifs, et d'en étendre et consolider les relations commerciales, convaincus que cet objet ne saurait être mieux rempli qu'en adoptant le système d'une entière liberté de navigation et d'une parfaite réciprocité, basée sur des principes d'équité également avantageux aux deux pays; ont en conséquence convenus d'entrer en négociation pour conclure un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé à cet effet des plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de la Grèce le Sieur Spiridion, Tricoupi, son conseiller d'Etat en service extraordinaire, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la cour de Sa Majesté Britannique, Grand Commandeur de l'ordre royal du Sauveur Grand-Croix de l'ordre américain, d'Isabelle la catholique;

Et le Président des Etats-unis d'Amérique, Andrew Stevenson, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-unis près la même cour;

lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivans:

Art. 1. Les citoyens et sujets de chacune des deux

1837 two high contracting parties, may with all securit their persons, vessels and cargoes, freely enter the places and rivers of the territories of the wherever foreign commerce is permitted. They be at liberty to sojourn and reside in all parts soever of said territories; to rent and occupy h and ware-houses for their commerce, and they enjoy generally the most entire security and prot in their mercantile transactions, on condition of submitting to the laws and ordinances of the resp countries.

Art. 2. Greek vessels, arriving either laden ballast, into the ports of the United States of Am from whatever place they may come, shall be tr on their entrance, during their stay, and at thei parture, upon the same footing as national vessels ming from the same place, with respect to the d of tonnage, light-houses, pilotage and port charge well as to the perquisites of public officers and o other duties or charges of whatever kind or denor tion, levied in the name or to the profit of the go ment, the local authorities, or any private estal ment what soever.

And reciprocally, the vessels of the United S of America, arriving either laden or in ballast, int ports of the Kingdom of Greece, from whatever they may come, shall be treated, on their entranc ring their stay, and at their departure, upon the footing as national vessels, coming from the same with respect to the duties of tonnage, light-house lotage and port charges as well as to the perq of public officers, and all other duties and charge whatever kind or denomination, levied in the na to the profit of the government, the local auth or of any private establishments whatsoever.

Art. 3. All that may be lawfully imported the Kingdom of Greece, in Greek vessels, may al thereinto imported in vessels of the United Stat America, from whatever place they may come, w paying other or higher duties or charges, of wha kind or denomination, levied in the name or t profit of the government, the local authorities, any private establishments whatsoever, than if im ted in national vessels.

hautes parties contractantes, pourront avec toute su- 1837
reté pour leurs personnes, vaisseaux et cargaisons, aborder librement dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis; ils pourront s'y arrêter et résider dans quelque partie que ce soit, des dits territoires; y louer et occuper des maisons et des magazins pour leur commerce, et jouiront généralement de la plus entière sécurité et protection pour les affaires de leur négoce, a charge de se soumettre aux lois et ordonnances des pays respectifs.

Art. 2. Les bâtimens Grecs qui arriveront sur leur lest, ou chargés dans les ports des Etats-unis d'Amérique, de quelque lieu qu'ils viennent, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour, et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux venant de même lieu par rapport aux droits de tonnage, de fanaux de pilotage et de port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou profit du gouvernement, des administrations locales, ou d'établissemens particuliers quelconques:

Et réciproquement les bâtimens des Etats-unis d'Amérique, qui arriveront sur leur lest, ou chargés dans les ports du Royaume de la Grèce, de quelque lieu qu'ils viennent, seront traités à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux, venant du même lieu par rapport aux droits de tonnage, de fanaux, de pilotage et de port, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou profit du gouvernement des administrations locales, ou d'établissemens particuliers quelconques.

Art. 3. Tout ce qui pourra légalement être importé dans les Etats-unis d'Amerique, par bâtimens des dits Etats, pourra également y être importé par bâtimens grecs, de quelque lieu qu'ils viennent, sans payer d'autres ou plus hauts droits ou charges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des administrations locales ou d'établissemens particuliers quelconques, que si l'importation avait lieu en bâtimens nationaux.

1837 And reciprocally, all that may be lawfully ir ted into the United States of America, in vessels o said States, may also be thereinto imported in (vessels, from whatever place they may come, wi paying other or higher duties or charges of wha kind or denomination, levied in the name or t profit of the government, the local authorities, any private establishments whatsoever, than if imp in national vessels.

Art. 4. All that may lawfully exported from Kingdom of Greece, in Greek vessels, may also be ported therefrom in vessels of the United State America, without paying other or higher duties or ges, of whatever kind or denomination, levied in name or to the profit of the government, the local thorites, or of any private establishments whatso than if exported in national vessels.

And reciprocally, all that may lawfully exp from the United States of America, in vessels of said States, may also be exported therefrom in G vessels, without paying other or higher duties or ges, of whatever kind or denomination, levied in name or to the profit of the government, the local thorities, or of any private establishments whatsc than if exported in national vessels.

Art. 5. It is expressly understood, that the going second, third and fourth articles are not ap ble to the coastwise navigation from one port of Kingdom of Greece, to another port of the said dom, nor to the navigation from one port of the ted States of America to another port of the said tes; which navigation each of the two high contr parties raserves to itself.

Art. 6. Each of the two high contracting p engages not to grant in its purchases, or in those might be made by companies or agents, acting i name, or under its authority, any preference to in tations made in its own vessels, or in those of a power, over those made in the vessels of the other tracting party.

Art. 7. The two high contracting parties e

Et réciproquement tout ce qui pourra légalement 1837
re importé dans le Royaume de la Grèce par bâti-
ens grecs, pourra légalement y être importé, par bâ-
imens des Etats-unis d'Amérique, de quelque lieu, qu'ils
iennent, sans payer d'autres ou plus hauts droits ou
harges, de quelque espèce ou dénomination que ce soit,
erçus au nom ou au profit du gouvernement, des ad-
inistrations locales ou d'établissemens particuliers quel-
onques, que si l'importation avait lieu en bâtimens
ationaux.

Art. 4. Tout ce qui pourra légalement être ex-
rté des Etats-unis d'Amérique par bâtimens des dits
ats, pourra également en être exporté par bâtimens
ecs, sans payer d'autres ou plus hauts droits ou char-
s, de quelque espèce ou dénomination que ce soit,
erçus au nom ou au profit du gouvernement, des ad-
inistrations locales ou d'établissemens particuliers, quel-
onques, que si l'exportation avait lieu en bâtimens na-
onaux.

Et réciproquement, tout ce qui pourra légalement
re exporté du royaume de la Grèce par bâtimens grecs,
ourra également en être exporté par bâtimens des
tats-unis d'Amérique, sans payer d'autres ou plus hauts
oits ou charges, de quelque espèce ou dénomination
ue ce soit, perçus au nom ou au profit du gouverne-
ent, des administrations locales ou d'établissemens par-
uliers quelconques, que si l'exportation avait eu lieu
bâtimens nationaux.

Art. 5. Il est expressement entendu, que les arti-
es précédens, deux, trois et quatre, ne sont point
pliquables à la navigation de côte, ou de cabotage
un port des Etats-unis d'Amérique à un autre port
s dits Etats, ni à la navigation d'un port du Royaume
la Grèce à un autre port du même Royaume, navi-
tion que chacune des deux hautes parties contractan-
se réserve.

Art. 6. Chacune des deux hautes parties contrac-
ntes s'engage à ne donner dans ses achats ou dans
ux qui seraient faits par des compagnies ou des agens
isant en son nom ou sous son autorité aucune pré-
rence aux importations faites par ses bâtimens ou par
ux d'une nation tierce sur celles faites dans les bâti-
ens de l'autre partie contractante.

Art. 7. Les deux hautes parties contractantes s'en-

1837 not to impose upon the navigation between the spective territories, in the vessels of either, any tc or other duties of any kind or denomination, shall be higher or other than those which shall l posed on every other navigation, except that they have reserved to themselves respectively, l fifth article of the present Treaty.

Art. 8. There shall not be established in the dom of Greece, upon the products of the soil dustry of the United States of America, any p tion or restriction of importation or exportation any duties of any kind or denomination what unless such prohibitions or restrictions and dutie likewise be established upon articles of a like the growth of any other country.

And reciprocally, there shall not be establis the United States of America, upon the products soil or industry of the Kingdom of Greece, any bition, or restriction of importation or exportatio any duties of any kind or de nomination what s unless such prohibitions or restrictions and duties likewise be established upon articles of a like n the growth of any other country.

Art. 9. All privileges of transit, and all bo and drawbacks which may be allowed within th ritories of one of the high contracting parties, the importation or exportation of any article wh ver, shall likewise be allowed on the articles o nature the products of the soil or industry of ther tracting party and on the importations and export made in its vessels.

Art. 10. The subjects or citizens of one o high contracting parties, arriving with their vess the coasts belonging to the other, but not wish enter the port; or after having entered therein wishing to unload any part of their cargo, shall liberty to depart and continue their voyage withou ing any other duties, imposts or charges whats for the vessel and cargo, than those of pilotage, fage, and for the support of lighthouses when duties shall be levied, on national vessels in simil ses. It is understood however, that they shall a conform to such regulations and ordinances conce navigation in the places and ports which they ent

gagent à ne pas établir sur la navigation entre leurs 1837
territoires respectifs, par les bâtimens de l'une ou de l'autre, des droits de tonnage ou autres de quelque espèce ou dénomination que ce soit, plus hauts ou autres que ceux qui seront établis sur toute autre navigation, excepté celle qu'elles se sont respectivement reservée par l'article cinque du présent Traité.

Art. 8. Il ne pourra par être établi dans les Etats-unis d'Amérique, sur les productions du sol ou de l'industrie du la Grèce, aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, ni aucuns droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, qu'autant que ces prohibitions ou restrictions et ces droits seraient également etablis sur les objets de même nature provenant de tout autre contrée.

Et réciproquement, il ne pourra être établi dans le Royaume de la Grèce, sur les productions du sol ou de l'industrie des Etats-unis d'Amérique aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, ni aucun droit, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, qu'autant que ces perhibitions ou restrictions et ces droits seraient également établis sur les objets de même nature, provenant de toute autre contrée.

Art. 9. Toute faculté d'entrepôt et toute prime et remboursement, de droits qui seraient accordés dans les territoires d'une des hautes parties contractantes, à l'importation ou à l'exportation de quelque objet que ce soit, seront également accordés aux objets de même nature, produits du sol ou de l'industrie de l'autre partie contractante, et aux importations et exportations faites dans ses bâtimens.

Art. 10. Les citoyens ou sujets de l'une des hautes parties contractantes, arrivant avec leur bâtimens à l'une des côtes appartenant à l'autre, mais ne voulant pas entrer dans le port, ou, après y être entrés ne voulant décharger aucune partie de leur cargaison, auront la liberté de partir et de poursuivre leur voyage, sans payer d'autres droits, impots ou charges quelconques, pour le bâtiment ou la cargaison, que les droits de pilotage, de quayage, et d'entretien de fanaux, quand ces droits sont perçus sur les bâtimens nationaux dans les mêmes cas. Bien entendu cependant qu'ils se conforment toujours aux règlemens et ordonnances concernant la navigation et les places ou les ports dans les-

1837 are or shall be in force with regard to national vessels, and that the customhouse officers shall be permitted to visit them, to remain on board, and to take all such precautions as may be necessary to prevent all unlawful commerce, as long as the vessels shall remain within the limits of their jurisdiction.

Art. 11. It is further agreed, that the vessels of one of the high contracting parties, having entered in the ports of the other, will be permitted to confine themselves to unloading such part only of their cargoes as the captain or owner may wish, and that they may freely depart with the remainder, without paying any duties, imposts or charges whatsoever, except for that part which shall have been landed and which shall be marked upon and erased from the manifest exhibiting the enumeration of the articles with which the vessel was laden; which manifest shall be presented entire at the customhouse of the place, where the vessel shall have be entered. Nothing shall be paid on that part of the cargo, which the vessel shall carry away, and with which it may continue its voyage to one or several other ports of the same country, there to dispose of the remainder of its cargo, if composed of articles whose importation is permitted on paying the duties chargeable upon it, or it may proceed to any other country. It is understood however, that all duties, imposts or charges whatsoever, which are or may become chargeable upon the vessels themselves, must be paid at the first port where they shall break bulk or unlade part of their cargoes; but that no duties imposts or charges of the same description shall be demanded anew in the ports of the same country, which such vessels may afterwards wish to enter, unless national vessels be in similar cases subject to some ulterior duties.

Art. 12. Each of the high contracting parties grants to the other the privilege of appointing in its commercial ports and places, Consuls, Vice-Consuls and commercial Agents, who shall enjoy the full protection and receive every assistance necessary for the due exercise of their functions; but it is expressly declared that in case of illegal or improper conduct with respect to the laws of the country, in which said Con-

quels ils pourront aborder, qui sont ou seront en vi- 1837
gueur pour les bâtimens nationaux, et qu'il sera permis aux officiers des douanes de les visiter, de rester à bord, et de prendre telles précautions qui pourraient être nécessaires pour prévenir tout commerce illicite, pendant que les bâtimens resteront dans l'enceinte de leur juridiction.

Art. 11. Il est aussi convenu que les bâtimens de l'une des hautes parties contractantes, étant entré dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou propriétaire le désirera, et qu'ils pouront s'en aller librement avec le reste, sans payer de droits, impôts ou charges quelconques, que pour la partie qui aura été mise à terre, et qui sera marquée et biffée sur le manifeste, qui contiendra l'énumération des effets dont le bâtiment était chargé, lequel manifeste devra être présenté en entier à la douane du lieu où le bâtiment aura abordé. Il ne sera rien payé pour la partie de la cargaison que le bâtiment remportera et avec laquelle il pourra continuer sa route pour un ou plusieurs autres ports du même pays, et y disposer du reste de sa cargaison, si elle est composée d'objets dont l'importation est permise, en payant les droits qui y sont applicables, où bien il pourra s'en aller dans tout autre pays. Il est cependant entendu que les droits, impôts ou charges quelconques qui sont ou seront payables pour les bâtimens mêmes, doïvent être acquittés au premier port où ils rompéraient le chargement ou en déchargeraient une partie, mais qu'aucuns droits, impôts ou charges pareils ne seront demandés de nouveau, dans les ports du même pays, où les dits bâtimens pourraient vouloir entrer, après, à moins que les bâtimens nationaux ne soient sujets à quelques droits ulterieurs dans le même cas.

Art. 12. Chacune des hautes parties contractantes accorde à l'autre le faculté d'entretenir dans ses ports ou places de commerce, des Consuls, Vice-Consuls ou Agens de commerce, qui jouiront de toute la protection et recevront toute l'assistance, nécessaire pour remplir duement leurs fonctions; mais il est expressement déclaré que dans le cas d'une conduite illégale ou impropre envers les lois ou le gouvernement du pays dans

1837 suls, Vice-Consuls or commercial agents shall reside, they may be prosecuted and punished conformably to the laws and deprived of the exercise of their functions by the offended government, which shall acquaint the other with its motives for having thus acted; it being understood however, that the archives and documents relative to the affairs of the consulate shall be exempt from all search, and shall be carefully preserved under the seals of the Consuls, Vice-Consuls or commercial Agents, and of the authority of the place where they may reside.

The Consuls, Vice-Consuls or commercial Agents, or the persons duly authorized to supply their places, shall have the right as such, to sit as judges and arbitrators in such differences as may arise between the captains and crews of the vessels belonging to the nation whose interests are committed to their charge, without the interference of the local authorities, unless the conduct of the crews or of the captain, should disturb the order or tranquillity of the country; or the said Consuls, Vice-Consuls or commercial Agents should require their assistance to cause their decisions to be caried into effect or supported. It is however understood, that this species of judgment or arbitration shall not deprive the contending parties of the right they have, to resort, on their return, to the judicial authority of their country.

Art. 13. The said Consuls, Vice-Consuls or commercial Agents are authorized to require the assistance of the local authorities, for the arrest, detention and inprisonment of the deserters from the ships of war and merchant vessels of their country, and for this purpose they shall apply to the competent tribunals, judges and officers, and shall in writing demand said deserters proving by the exhibition of the registers of the vessels, the rolls of the crews, or by other official documents, that such individuals formed part of the crews, and on this reclamation being thus substantiated, the surrender shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be placed at the disposal of the said Consuls, Vice-Consuls or commercial Agents, and may be confined in the public prisons at the request and cost of those who claim them, in order to be sent to the vessels, to which they belonged or to others of

lequel les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens de com- 1837
merce résideraient, ils pourront être poursuivis et punis conformément aux lois et privés de l'exercice de leurs fonctions par le gouvernement offensé, qui fera connaitre à l'autre ses motifs pour avoir agi ainsi, bien entendu cependant que les archives et documens relatifs aux affaires du Consulat seront à l'abri de toute recherche, et devront être soigneusement conservés sous le scellé des Consuls, Vice-Consuls ou agens commerciaux, et de l'autorité de l'endroit où ils résideraient.

Les Consuls, Vice-Consuls et agens commerciaux ou ceux qui seraient duement autorisés à les supléer, auront le droit comme tels de servir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les capitaines et les equipages des bâtimens de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les autorités locales puissent y en entrevenir, à moins que la conduite des équipages ou du capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux ne requisent leur intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs décisions. Bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit qu'elles ont à leur retour de recourir aux autorités judiciaires de leur patrie.

Art. 13. Les dits Consuls, Vice-Consuls ou agens commerciaux seront autorisés à réquérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement de deserteurs de navires de guerre et marchands de leur pays, et ils s'addresseront pour cet objet aux tribunaux, juges et officiers compétens et réclameront par écrit les déserteurs sus mentionnés, en prouvant par la communication des registres des navires ou rôles de l'équipage, ou par d'autres documens officiels que de tels individus ont fait partie des dits équipages, et cette réclamation ainsi prouvée, l'extradition ne sera point réfusée.

De tels déserteurs lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux, et pourront être enfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux na-

1837 the same country. But if not sent back within space of two months, rekoning from the day of arrest, they shall be set at liberty, and shall n again arrested for the same cause.

It is understood however, that if the de should be found to have committed any crime o fence, his surrender may be delayed until the tri before which the case shall be depending, shall pronounced its sentence, and such sentence shall been carried into effect.

Art. 14. In case any vessel of one of the high co ting parties shall have been stranded or shipwreck shall have suffered any other damage on the coast dominions of the other, every aid and assistanc be given to the persons shipwrecked or in dange passports shall be granted to them to return to country. The shipwrecked vessels and merchand their proceeds, if the same shall have been sold be restored to their owners or to those entitled t if claimed within a year and day, upon payin costs of salvage as would be paid by national in the same circumstances, and the salvage con shall not compel the acceptance of their services, in the same cases, and after the same delays a be granted to the captains and crews of nation sels. Morcover the respective governments wi care that these companies do not commit any ve or arbitrary acts.

Art. 15. It is aggreed that vessels arriving o from the Kingdom of Greece at a port of the States of America or from the United States, at within the dominions of His Mejesty, the K Greece and provided with a bill of health, gran an officer having competent power to that eff the port whence such vessels shall have sailed, forth, that no malignant or contageous diseases led in that port, shall be subjected to no other q tine than such as may be necessary for the visit health officer of the port where such vessels sha arrived, after which said vessels shall be allow mediatly to enter and unload their cargoes; pr always that there shall be on board no person during the voyage shall have been attacked wi

auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la 1837
nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans
e de deux mois, à compter du jour de leur ar-
on, ils seront mis en liberté et ne seront plus
pour la même cause.

est entendu toutefois que si le déserteur se trou-
oir commis quelque crime ou délit, il pourra
ursis à son extradition, jusqu'à ce que le tribu-
nti de l'affaire aura rendu sa sentence, et que
ait reçu son exécution.

rt. 14. Dans le cas où quelque bâtiment de l'une
utes parties contractantes aura échoué, fait nau-
u souffert quelque autre dommage sur les côtes
omination de l'autre, il sera donné tout aide et
ce aux personnes naufragées ou qui se trouve-
en danger, et il leur sera accordé des passeports
tourner dans leur patrie. Les bâtimens et les
dises naufragés ou leurs produits s'ils ont été
, seront restitués à leurs propriétaires ou ayant
s'ils sont réclamés dans l'an et jour, en payant
s de sauvetage que payeraient les bâtimens na-
dans les mêmes cas, et les compagnies de sau-
ne pourront faire accepter leurs services que dans
mes cas et après les mêmes délais qui seraient
és aux capitaines et aux équipages nationaux.
Gouvernemens respectifs veilleront d'ailleurs à ce
s compagnies ne se permettent point de vexations
ctes arbitraires.

rt. 15. Il est convenu que les bâtimens qui ar-
nt directement des Etats-unis d'Amérique à un
e la domination de Sa Majesté le Roi de la Grèce,
Royaume de la Grèce à un port des Etats-unis
ique, et qui seraient pourvus d'un certificat de
donné par l'officier compétent à cet égard du
où les bâtimens sont sortis et assurant qu'au-
naladie maligne ou contagieuse n'existait dans
t ne seront soumis à aucune autre quaran-
ue celle qui sera nécessaire pour la visite de
r de santé du port où les bâtimens seraient ar-
près laquelle il sera permis à ces bâtimens d'en-
médiatement et de décharger leurs cargaisons;
ntendu toutefois qu'il n'y ait eu personne, à leur
ui ait été attaqué pendant le voyage d'une ma-

1837 malignant or contagious diseases; that such vessels
not during their passage have communicated with
vessel liable itself to undergo a quarantine, and
the country whence they came, shall not at that
be so far infected or suspected, that before their
val an ordinance had been issued, in consequenc
which all vessels coming from that country shoul
considered as suspected and consequently subjec
quarantine.

Art. 16. Considering the remoteness of the res
tive countries of the two high contracting parties,
the uncertainty resulting therefrom, with respect to
various events which may take place; it is agreed
a merchant vessel belonging to either of them, w
may be bound to a port supposed at the time o
departure to be blockaded, shall not however be
tured or condemned; for having attempted a first
to enter said port; unless it can be proved that
vessel could and ought to have learned during its
yage, that the blockade of the place in question
continued. But all vessels which after having
warned off once shall during the same voyage
tempt a second time to enter the same blockaded
during the continuance of said blockade, shall
subject themselves to be detained and condemned.

Art. 17. The present Treaty shall continue
force for ten years, counting from the day of the
change of the ratifications; and if, before the exp
tion of the first nine years, neither of the heigh
tracting parties shall have announced, by an off
notification, to the other its intention to arrest the
ration of said Treaty it shall remain binding for
year beyond that time, and so on, until the expira
of the twelve months which will follow a similar
tification, whatever the time at which it may take pl

Art. 18. The present Treaty shall be ratified
His Majesty, the King of Greece and by the Presid
of the United States, of America, by and with the
vice and consent of the Senate, and the ratifications
be exchanged at London, within the space of twe
months from the signature, or sooner, if possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiari
of the high contracting parties, have signed the pres

lie maligne ou contagieuse; que les bâtimens n'ayant 1827
int communiqué dans leur traversée avec un bâtiment
il serait lui-même dans le cas de subir une quaran-
ine, et que la contrée d'où ils viendraient, ne fût
as à cette époque si généralement infectée ou suspectée
u'on ait rendu avant leur arrivée, une ordonnance
après la quelle tous les bâtimens venant de cette
ntrée seraient regardés comme suspects, et en conse-
ience, assujettis à une quarantaine.

Art. 16. Vu l'éloignement des pays respectifs des
ux hautes parties contractantes et l'incertitude qui en
ulte sur les divers événemens qui peuvent avoir lieu,
est convenu qu'un bâtiment marchand appartenant
l'une d'elles qui se trouverait destiné pour un port
pposé bloqué au moment du départ de ce bâtiment, ne
a cependant pas capturé ou condamné pour avoir
ayé une première fois d'entrer dans le dit port, à
oins qu'il ne puisse être prouvé que le dit bâtiment
ait pu et du apprendre en route que l'état de blo-
s de la place en question durait encore; mais les
timens qui, après avoir été renvoyés une fois, es-
yeraient pendant le même voyage d'entrer une seconde
is dans le même port bloqué, durant la continuation
ce blocus, se trouveront alors sujets à être détenus
condamnés.

Art. 17. Le présent Traité sera en vigueur pendant
x années à partir du jour de l'échange des ratifica-
ons; et si avant l'expiration des neuf premières an-
ées l'une ou l'autre des hautes Parties contractantes
'avait pas annoncée à l'autre, par une notification of-
cielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité
estera obligatoire une année au-delà et ainsi de suite
usqu'à l'expiration des douze mois, qui suivront une
emblable notification à quelqu'époque qu'elle ait lieu.

Art. 18. Le présent Traité sera ratifié par Sa
Majesté le Roi de la Grèce et par le Président des Etats-
nis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement
u Sénat, et les ratifications en seront échangées à Lon-
res dans l'espace de douze mois ou plutôt, si faire
e peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs des
eux hautes Parties contractantes ont signé le présent

1837 Treaty, both in French and English, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 19/12 of December, in the year of our Lord 1837.

A. Stevenson. (L. S.)
Tricoupi. (L. S.)

45.

Promemoria présenté à Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes Orientales, par le Capitaine Wade, Agent politique, concernant l'Amir Dost Mohamed Khan actuellement en possession du trône de Caboul et ses rapports aux Chefs des autres parties de l'Afghanistan

Loodiana, 1 January 1838.

Cabool is a city of modern date, not only in its political, but commercial, character. In both these respects it cannot claim equal eminence either with Candahar or Herat, which have from a remote antiquity been the seats of empire, and a commerce which has forced its way through them in the midst of every change of dynasty, and the obstacles arising to its growth from the anarchy and confusion of successive governments. Sometimes the merchant has been allowed to pursue his traffic in peace, while at another he has been subject to the tyranny and oppression of needy and rapacious chiefs, who, to extricate themselves from their financial distresses, have considered the pillage of a caravan as a legitimate means of replenishing their treasury.

In the time of the Caliphat, the flourishing commerce which existed between Bagdad and the central regions of Asia, was principally concentrated at Candahar and Herat, and it is only since the decline of the Dooraunee monarchy that Cabool can be said

té en Français et Anglais, et y ont apposé leurs 1837
ux.

Fait en duplicata à Londres le $\frac{10}{22}$ de Décembre,
de grace 1837.

S. Tricoupi (L. S.)
A. Stevenson (L. S.)

---

ve become a place of any note. Its secluded posi-
on, the excellence of its climate, and the tractable
isposition of its original inhabitants, recommended its
lection for the seat of his government to Timour Shah,
whose love of ease and luxury his countrymen have
scribed the gradual decay of that power which owed
s origin to the genius and activity of his father Ahmed
hah.

There is no portion of the remaining empire of
he Affghans which has been less exempt from the fac-
ions of party, and the revolutions to which the go-
ernment of the country has been exposed, than the
ity of Cabool. It has been the chief scene of the
truggles which have been maintained for supremacy,
ot only between the Barukzyes and Suddozyes, but
e pretenders to power among the different members
the Barukzye family among themselves; while Can-
har and Herat have been comparatively free from
ese intestine broils. The brothers of Dost Mahomed
an had succeeded in establishing their authority in
shawur and Candahar, before the Ameer had esta-
shed himself in Cabool. His tenure of power in that
y has been very insecure. Popular commotions have
asionally broken out, which he has found it diffi-
t to suppress; and even after his late success against
Sikhs, such was the feeling of parties towards him,
t had it not been for the arrival of the British mis-
n, nothing could have saved him from the combina-
n which his brothers had formed to overthrow his
hority. His sense of danger from internal enemies
made him as anxious for the alliance of a foreign
wer, as his fear of the Sikhs.

With regard to the account given of the chiefship
Cabool, the means and character of Dost Mahomed,
his connexion with his neighbours, I need at pre-
merely observe, that too much weight appears to

1837 be laid on the professions of homage ascribed to rendered to him from his Candahar brothers; at same time that too favourable an account is given, only of the popularity of his rule, but the efficie of his army. My own sources of information, wh have been repeatedly authenticated, both by nati and Europeans, who have visited Cabool, lead me believe that the authority of the Ameer is by no me popular with his subjects, and many instances in c firmation of the fact might be adduced from the repc of Mr. Masson, even when that individual has b willing to render every justice to Dost Mahomed Kh abilities. The greater part of his troops are disaffec and insubordinate, and though well equipped w arms, are generally very deficient in the qualities wh constitute good soldiers. Their behaviour at Jumro is admitted, by none more readily than the Am himself, to have exhibited their discipline and th courage in a discreditable manner; and in alluding the action which occurred there, I may state, that t great an importance would now seem to have be attached to the partial success of the Affghans that occasion. The impression which resulted from was such as to convince the men of Dost Mahome army of their inability to contend with the Sikhs.

Captain Burnes has aptly observed, that the wa of success which attended Shah Shooja's late attem to recover dominion, was partly owing to his ow irresolution of character; but in estimating his chanc of success, the opinion which he has expressed, is d rectly at variance with that of other persons, who ha treated of the subject from personal intercourse, an an intimate knowledge of the sentiments of the peopl It is necessary that I should recur to the events whi transpired at the time of the Shah's last expeditio At the commencement of it, Dost Mahomed Khan te dered his submission to our Government; while Ru jeet Sing, failing in his desire to engage the Briti Government openly in the design, concluded a separa treaty with Shah Shooja, and gave him aid in suppo of his pretensions. A report of these transactions wi be found minutely detailed in my letter, with enclos res, to your address dated 17 June 1834; but Gover ment would not then adopt the views of either part

In addition to the documents to which I have re- 1837
rred, I would also beg to draw the notice of the
ight Hon. the Governor-General, on the presen im-
ortant occasion, to the report submitted from Mr.
asson, in my letter of the 27th of November 1834,
the political state and resources of Affghanistan, in
nich it will be seen that, though the Barukzyes clai-
d a victory, the disaffection which existed among
mselves, as well as their troops, had nearly chan-
l the fate of the day without a contest. At a sub-
quent period, when describing the retreat of Dost
homed from his fruitless enterprize against the Sikhs
1835, and the discontent which then prevailed at
bool, Mr. Masson made the following remark: —

„The failure of Shah Shooja is now most since-
ly lamented. I myself rejoiced at it at the time; but
e course of events seems to prove that his success
ould have been felicitous to the countries. The wishes
all classes turn to his restoration."

In another place he observes: „In the recent effort
Shah Shooja, there is little doubt but that had a
ngle British officer accompanied him, not as an ally
coadjutor, but as a mere reporter of proceedings to
s own Government, his simple appearance would have
en sufficient to have procured the Shah's re-establish-
ent in power."

To the observations of Mr. Masson I may add
at of his Excellency the British Envoy now in Per-
a. In his letter to your address of the 22d January
st, on the state of Affghanistan, he states: „Though
e sovereignty of the Affghans has passed out of the
nds of Ahmed Shah, the Dooraunee tribe appears
maintain an undoubted ascendancy in the nation.
he Barukzyes have usurped the greater portion of
e power of the Suddozyes; but the latter family still
aintains itself in Herat, and has a strong hold on the
ejudices, if not on the affections, of a large portion
the Dooraunees."

These opinions, declared by parties viewing the
bject both far and near, and well acquainted with
s merits, will not be overlooked, if actual habitation
ith the Affghans in the one case, and the long ex-
erience of an able servant of the British Government

1837 in the affairs of their country in the other, can gi weight to the testimony which they have delivered.

Mr. McNeill has also remarked, that the Baru zyes holding Cabool and Candahar in independen would not appear to have conciliated the attachme of the Dooraunees, who depend in a great measu for their power on influences foreign to their trib To force their rule therefore on the people, wou not only be a difficult operation in itself, but, if soug to be effected through the mediation of the British G vernment, would require a degree of support from which we cannot, in my opinion, afford to give to th present possessors of power in Affghanistan, or rathe to the ruler of Cabool, without bringing new elemen of discord into action, productive of more evil to th peace of the country than the preservation of the sovereignty of the Affghans in the Suddozye family at the same time that we profess every desire t respect the independence of each in his present au thority, and assist them, by our influence and advice in consolidating their national strength and securit from the ambitious views of Persia.

After the late encounter with the Sikhs, the di putes of parties at Cabool ran so high, that had th Shah appeared in the country, he might, I am info med, have become master of Cabool and Candahar two months; and Dost Mahomed Khan is not to trusted; and opinion for which I have not only th authority of Mr. Masson, but of his countrymen, wh know him best.

Mr. Masson says: „I must confess I am not ver sanguine as to any very favourable result from neg tiations with the Barukzyes. They are indeed the own enemies; but their eternal and unholy dissensio and enmities have brought them to be considered pests to the country, and the likelihood is that affai will become worse, not better. The British Gover ment could employ interference, without offending hal a-dozen individuals. Shah Shooja, under their ausp ces, would not even encounter opposition; and th Ameer and his friends, if he have any, must yield t his terms, or become fugitives. No slight advantag were Shah Shooja at the head of government her would be that, from his residence among European

would view their intercourse in these countries with- 1837
t jealousy, which cannot be expected from the pre-
nt rulers but after a long period, and until better
quaintance may remove their distrust."

In a report which he also sent to me, dated the
h of August 1833, on the state of Affghanistan, and
e necessity of its organization, in discussing the poli-
cal views and character of Dost Mahomed, he wrote:
is a part of Sirdar Dost Mahomed Khan's creed, that
e ought never to go to war with the Persians; he is
mbitious, and would serve himself."

Regarding the condition of his troops, and the want
f confidence which exists between the Ameer and his
ubjects, even at the present time, I might, if neces-
ry, quote the opinion of an intelligent Englisman
ho lately proceeded to Cabool. In further exposition
f the sentiments and opinions which I have deemed it
y duty to record, on the relative claims of the two
ibes which at present divide between them, in a great
easure, the government of Affghanistan, it may be
kewise mentioned that the Barukzyes, instead of being
tribe of 60,000 men, as computed by Captain Bur-
es, on his visit to that country in 1832, do not ex-
eed 6,000; that the rest of the Doorannees would be
dignant to see the power of the British Government
erted to establish the supreme control of the Baruk-
es over their nation; and that the act would in
elf tend to injure the name of the British Govern-
ent among a people tenacious of independence, and
t alive to the preservation of hereditary honours and
cient institutions. I submit my opinions with every
ference in the wisdom of his Lordship's decision; but
occurs to me that less violence would be done to
prejudices of the people, and to the safety and
ll-being of our relations with other powers, by fa-
uring the restoration of Shah Shooja than by forcing
Affghans to submit to the sovereignty of the Ameer.

Were it practicable, it would not be safe, to place
at in the possession of the Barukzyes. Their pre-
tions for a Persian alliance, and their doubtful
, would render their occupation of that place more
erous to the interests of the British Government
if it remain in the hands of the Suddozyes. Sup-

tween the ruler of Herat and the Burukzye chiefs, ren- 1838
ders, I fear, the prospect of a reconciliation between them very hopeless; but its bitterness does not extend to Shah Shooja, who, although he has been at war with the Barukzyes, has never been guilty of those cruelties towards the leaders of the tribe, that have disgraced the other members of his family. At the same time, the matrimonial alliance which connects the ex-King with a sister of the Ameer, would certainly have its weight in any efforts that might be used to reconcile the Shah to the only one of the Barukzye leaders who would be likely to evince a reluctance to acknowledge his claim to be sovereign of the Affghans. Shah Shooja's recognition could only, however, be justified or demanded of us in the event of the prostration of Herat to the Persian government. I am convinced that nothing but an intimation of our wishes, and an assurance of safety, which the Shah would readily give to the British Government, in any way that might be deemed expedient, would be requisite to unite the two parties in the common object of preserving the independence of their country from the domination of Persia.

46.

Correspondance entre *Dost Mohammed Khan, Prince de Caboul et Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales.*

(présentée au parlement d'Angleterre au mois de mars 1839).

I.

Ameer Dost Mahomed Khan to Lord Auckland.

After compliments.

The respectable Captain A. Burnes, whom your lordship had graciously appointed to strengthen the bonds of friendship, to improve the commerce, and the coming and coming to this country, and to do good to

1838 Affghanistan, safely reached this, and delivered to m the kind letter of your Lordship. I was delighted t learn its contents, and highly gratified with the goo and friendly expressions it contained. The report o these happy tidings has been widely spread throughou this country, and made me highly rejoice.

Knowing that the conversation which I have he with Captain Burnes, will be as clearly and comprehens vely reported as if I had myself conversed with yo Lordship, I did not think it right to give your Lor ship trouble by its repetition here.

I have now heard of the approach of your Lord ship towards Loodiana, in this neighbourhood, and have thought it therefore incumbent on me to send thi friendly letter.

Nothing is hidden from your Lordship which is passing in this country. I therefore repose entire con fidence in your Lordship. I am aware of the favour able disposition which your Lordship entertains towards supporting and strengthening my Government.

I beg your Lordship, considering me attached to the British Government, will be pleased to betow early attention on the affairs of this quarter, as, from delay ing, difficulties arise, which may not hereafter be pos in order with facility.

II.

Lord Auckland to Ameer Dost Mahomed Kha

After compliments. Camp at Bareilly, 20 January 183

I have received with great satisfaction repeated ac counts from Captain Burnes of the cordial and friendly reception which you have given to his mission, and of the disposition which you have evinced to meet the views of the British Government. This intelligence has been very acceptable to me, and has confirmed my desire to mark the friendly feelings with which I regard you and the other chiefs of Affghanistan.

My friend Captain Burnes has explained to me the different propositions which you have made to him and your desire to obtain possession, on certain con ditions specified by you, of the territory of Peshawur now held by Maharajah Runjeet Sing.

In regard to your relations with the other chiefs

anistan, my desire has always been, that each 1838
espect the rights of the others, and that all
aintain peace.
as been my great wish, as far as the means
l themselves to me, to induce all to live on
mutual friendship. By dissension and distrust
afforded to intriguing persons to excite one
inst another, and in the end forward their
poses to the injury of all.

regard to Peshawur, truth compels me to urge
on you to relinquish the idea of obtaining the
ent of that territory. From the generosity of
re, and his regard for his old alliance with
ish Government, Maharajah Runjeet Sing has
to my wish for the cessation of strife and the
n of tranquillity, if you should behave in a
aken manner towards him. It becomes you
earnestly on the mode in which you may ef-
conciliation with that powerful prince, to whom
on is united by the direct bonds of friendship;
bandon hopes which cannot be realized.

interference in your behalf which my regard
elf and for the Affghan people, had led me to
, has hitherto protected you from the continu-
a war which would have been ruinous to you;
ou can establish equitable terms of peace with
arajah, you will enjoy in a security which
been unknown to you, ample means of dignity
or, and the territory which is actually under
ernment. To lead you to hope for more than
uld be to deceive you; and even for this ob-
hough my good offices would readily be em-
or you, I would always be careful so to act
sult the interests and honor, and obtain the
nce of the Sikh sovereign, who is the firm and
ally of my country.

ed not state to you that the English nation is
to its engagements, and true to its word. It
is account that I have written plainly to you,
may understand correctly the assistance which
expect from me. This assistance also cannot
ed, if you form any connexion with other po-
nsanctioned by this Government. If you wish

1838 for its countenance and friendship, you must confidence in its good offices alone.

Should you be dissatisfied with the aid mentioned from this Government, which is al think can in justice be granted; or should y connexion with other powers without my appr Captain Burnes, and the gentlemen accompany will retire from Cabool, where his further sta be advantageous; and I shall have to regret m lity to continue my influence in your favour Maharajah. I am persuaded that you will r the friendly feeling which has led me to state t to you, as you can guide your actions as y consider most proper for yourself. I trust result of your negotiations on this important will be such as to promote your real advan conduce to the prosperity and peace of your c of all neighbouring territories, which are obje dear to me, and to preserve and increase the se of regard which I have always entertained for

I am gratified by the great confidence wl place in Captain Burnes; he has your welfare s he reports to me faithfully all your wishes; he informed of my opinions; and will assure yo kindness which I would always wish to show and other Affghans, who are a brave people n spected by the English nation.

III.

Ameer Dost Mahomed Khan to Lord Au

After compliments. Cabool, 21 Marcl

When I was anxious to hear of your and to receive the marks of your Lordship your highly esteemed letter reached me, and n happy. Its contents, which I fully understoo veyed the promise of your Lordship's favour i of the Affghan people, to some limited points; how far your Lordship will do them kindness tain conditions; all this I have perfectly compr

Consequent on my several applications an hopes for a settlement of my affairs with the G vernment, your Lordship was kind enough to Captain Alexander Burnes to Cabool.

Meanwhile other circumstances happened; the King 1838
of Persia marched on Herat, which delayed the settlement of affairs on this side the Attock (Indus). As I rely on the British friendship, I gave no countenance to the Persian Government. What I wrote to prevent the Sirdars of Candahar from making any connexion with Persia, is known to Captain Burnes.

After this had occurred, the Emperor of Russia has sent here his messenger, with his Majesty's royal letter to me, which I showed to Captain Burnes, along with my own letter to the Emperor, which I had addressed in the time of my distress.

I have not yet replied to the letter from Russia, as now, and the disturbances of the road, prevented my dismissing the messenger; but as the winter is now over, and the roads are free from danger, I shall by all means dismiss him, that he may return to his country safely.

To make known objects in the hope of profit, to those personages who can do some good to the man in want, is consistent with propriety. Your Lordship is the source of generosity and favour; therefore, I take the liberty to repeat my grievances, expecting that your Lordship will release the Affghans from distress, and enlarge their possessions.

If your Lordship settles the affairs of the Affghans, they and their posterity will be grateful; you will have a good name; and by their connexions with the British Government, they will perform most important and useful service, according to your satisfaction. The King of Persia is now besieging Herat; but if your Lordship would give us a little encouragement and assistance, his Majesty would never be able to attack the country of the Affghans.

The favors of your Lordship are beyond the description of my pen; but I am lost in speculation what has created this neglect of your Lordship in behalf of the Affghan people. A settlement of the affairs of the east of Affghanistan remains under a painful delay; disturbances are making havoc on the west; and the whole of this people are low-spirited; how then is it possible that this nation can be free from impending dangers? I have no kind of inclination to enter into an alliance with any other power but the British.

1838 If we resolve to check the progress of the
on the west, my want and need prevent me un
king the expedition. If Herat falls into the ha
the Persians, it will cause serious loss and dam
the whole country of Affghanistan. When disap
ments afflict the heart of mankind, they do
things that are wrong. I hope Herat will ne
taken by the Kajars, which might compel the A
of that part to submit to that power.

The chiefs of Candahar, somewhat by fear
somewhat by weakness, as well as by their ho
ness, are bringing death themselves. If they
friends to the Persians, and I also be unable
tect them, this will produce much harm in Affgh

I hope, and sincerely trust, that your L
will apply an immediate cure to my pains, f
Russians are publicly assisting the Persians, and
made breach in the treaty which has long subsist
tween them and the British, by stepping into the
try of Affghanistan.

If such things do take place, what then pr
your Lordship remedying our grievances and p
ing us?

If your Lordship would give us a little enco
ment and power, it would be impossible for Ma
Shah to go back safely to Persia, or take with h
baggage and guns which he has now with him at

If your Lordship is pleased to bestow a litt
ble to adjust affairs between this country and t
harajah Runjeet Sing, who is the great and old
the British, how is it possible that we should
objection to it, or to suitable arrangements for

As I rely on your Lordship's favour, I have
laid open my feelings in the hope of better f
since delays raise up fear of danger.

Captain Burnes will fully inform your L
respecting the rest of my affairs. Let me be ho
by hearing from your Lordship.

IV.

Lord Auckland to Ameer Dost Mahomed.

After compliments. Simla, 27 April

I have received your Letter, and fully comp

its contents. It has been a source of much regret 1838
e to find that your views of what is most for
advantage, have led you to decline the good of-
which I have tendered for the purpose of effecting
conliation between you and Maharajah Runjeet
on the only terms on which I could, consistently
what has appeared to me just, engage to exercise
ediation for the settlement of the unhappy diffe-
existing between you. With the explanation
er of your sentiments which you have now af-
to me, my further interposition in this affair
not lead to beneficial results; and as, in so un-
a condition of things, the continuance of Cap.
Burnes and of the officers under his orders, in
anistan would not be conducive to the good ends
h I had hoped to accomplish by their deputation,
now issued orders to them to return to India;
they will accordingly set out, on receiving from
their dismissal, for which their imediate appli-
tion will be made to you. I have to express to you
acknowledgements for your attention and kindness
these officers while residing in your dominions.

(signed) AUCKLAND.

V.

er Dost Mahomed Khan to Lord Auckland, ived at Jugduluck, 28 April 1838, by Captain Burnes.

ter compliments.

All the conversation which has passed between
in Burnes and myself from the day of his arrival,
ell known to your Lordship, and consequently
needless to repeat it.

In the month of Zeekaud I sent to your Lordship
er on the affairs of this place: it is now the month
far, or nearly three months that your Lordship
ot favoured me with its answer. I also wrote a
d time respecting the determination of the King
rsia, and the expectations of this friendly nation
ans) for the protection, and enlargement, of their
sions, which it had hoped from the British Go-
ent for a long time.

1838 It was my first desire that there should b
between the Affghans and Sikhs, and that the
try of Peshawur, which is the native place
nation, should be restored through the good o
the English. When the Shah of Persia came
Herat, which, along with the country of Canda
the abode of the Affghans, I asked Captain Bu
point out the remedy against the Persians, a
English are noted for sympathising with the A
In reply, he promised us pecuniary aid for troo
also wrote to the Sirdars of Candahar about
sent Mr. Leech to assure them; all of which,
has been reported to your Lordship.

After passing some period, Captain Burnes
ther by your Lordship's order, or for some ot
son, wrote to the Sirdars of Candahar, and
to assist them. It is now eight months since
Burnes came into this country, and about five
have elapsed since the Persians have besieged
the expectations of the country of Peshawur b
stored, or Candahar protected against the Persians
were entertained for a long time, are gone no
the hearts of the Affghans. All of the people
nation which were residing in the country o
have been obliged to desert from their native
and settle themselves in the districts of Candah
fear of the Persians.

Mehir Dil Khan came to Cabool to consul
proceedings of this quarter, and asked Capta
nes to apply a remedy, and release Candahar f
danger of the Persians. Until this considerabl
of the Affghans do receive evident and clear
sympathy from the British, they cannot be s
to have confidence in it.

If there should be peace on the east, and
wur restored, through the good offices of the
the Sirdars of Peshawur, Cabool, and Candah
advance to Herat. To save their own honor, t
Affghans) would behave in such a brave way,
danger could have accrued from the Persians.
restoration of Peshawur required a longer time
no harm in saying so; but it was necessary th
tain Burnes should give pecuniary assistance,
might be able to protect Herat, and, if unsu

certainly to save Candahar from the Persians. Captain Burnes gave us no assurance on the abovementioned subjects; perhaps he has no power to do so. 1838

Since Captain Burnes's arrival, we have done everything according to his advice. The Sirdars of Candahar prevented their son going to the Shah by his letters, and none of us have hitherto contracted friendship with any other power. It is well known to your Lordship that the Affghans expected very much from the English, from the day Mr. Elphinstone came to Affghanistan, for that gentleman made a treaty with the Affghans of the following nature: —

1st. That the Affghans should not allow the united powers (French and Persians) to pass through Affghanistan, for an invasion of the British possessions in India; but must oppose those powers on the part of the English.

2d. That when the French and Persians come to subdue Affghanistan, the British will give them pecuniary assistance.

The time has now arrived that the Affghans should be done by, according to the second article of the above treaty; but alas! the whole of this nation is disappointed in what they were so long expecting. The British Government has given to us aid of no kind, notwithstanding our abstaining from friendship with other powers. I have really done so, and intended to do so; but your agent Captain Burnes, not having the power, neither gave us happy news of the restoration of Peshawur, nor of protection from the Persians.

Since Captain Burnes discovered that the Affghans were quite disappointed, and he has no powers from your Lordship to satisfy this nation, he is now returning to India with my permission.

When Captain Burnes reaches India, he will minutely speak to your Lordship on all the circumstances of this place. There are many individuals who have enjoyed the favour of the British; but our disappointment is to be attributed to our misfortune, and not to the want of the British Government.

What is worthy of the good name of the British Government, it, I hope, will come to pass in future.

2 Safar, A. H. 1254, Friday.

47.

Déclaration concernant les mesu convenues entre la Prusse et le M lenbourg-Strelitz, pour prévenir delits forestiers sur les fronti respectives. En date du 6 Jan 1838.

(Publiée officiellement à Berlin, le 7 Février 18

Nachdem die Königlich Preussische Regierun der Grossherzoglich Mecklenburg-Strelitzschen Regi übereingekommen ist, zur Verhütung der Forst in den Grenz-Waldungen eine Vereinbarung zu tr erklären beide Regierungen Folgendes:

Art. 1. Es verpflichtet sich sowohl die Kön Preussische, als die Grossherzoglich Mecklenburg litzsche Regierung, die Forstfrevel, welche ihre U thanen in den Waldungen des anderen Gebiets v haben möchten, sobald sie davon Kenntniss erhält, denselben Gesetzen zu untersuchen und zu best nach welchen sie untersucht und bestraft werden den, wenn sie in inländischen Forsten begangen den wären.

Art. 2. Von den beiderseitigen Behörden sol Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe gel werden, und namentlich wird gestattet, dass die der Frevler durch die Förster oder Waldwärter bis auf eine Meile Entfernung von der Grenze ve und Haussuchungen, ohne vorherige Anfrage bei landräthlichen Behörden und Aemtern, auf der S jedoch nur in Gegenwart, und nach den Anordnu des zu diesem Behufe mündlich zu requirirenden germeisters oder Orts-Schultheissen, vorgenommen we

Art. 3. Bei diesen Haussuchungen muss der vorstand sogleich ein Protokoll aufnehmen, und Exemplar dem requirirenden Angeber einhändigen, zweites Exemplar aber seiner vorgesetzten Beh (Landrath oder Beamten) übersenden, bei Verme einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Thalern für denje Ortvorstand, welcher der Requisition nicht Genüg

et. Wenn der Ortsvorsteher nicht im Stande seyn 1838
llte, das Protokoll gehörig aufzunehmen, und kein
orst-Offiziant daselbst befindlich ist, so hat der Orts-
rsteher die betreffenden Umstände doch so genau zu
ntersuchen, und zu beobachten, dass er nöthigenfalls
n genügendes Zeugniss darüber ablegen könne, wes-
lb er auch eine sofortige mündliche Anzeige bei der
rgesetzten Behörde zu machen hat. Auch kann der
ıgeber verlangen, dass, wenn in dem Orte, worin
e Haussuchung vorgenommen werden soll, ein Förster,
olzwärter, Holzvoigt etc. wohnhaft oder gerade anwe-
nd ist, ein solcher Offiziant zugezogen werde.

Art. 4. Für die Konstatirung eines Forstfrevels,
elcher von einem Angehörigen des einen Staats in dem
biete des andern begangen worden, soll den offiziel-
n Angaben und Abschätzungen, welche von den kom-
tenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Po-
eibeamten des Orts des begangenen Frevels aufgenom-
en werden, von der zur Aburtheilung geeigneten Ge-
chtsstelle jener Glaube beigemessen werden, welchen
ie Gesetze den offiziellen Angaben der inländischen
eamten beilegen.

Art. 5. Die Einziehung des Betrages der Strafe
nd der etwa Statt gehabten Gerichtskosten soll dem-
nigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte
revler wohnt, und in welchem das Erkenntniss Statt
funden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes
nd der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desje-
igen Staats abgeführt werden, in welchem der Frevel
erübt worden ist.

Art. 6. Den untersuchenden und bestrafenden Be-
örden in den Königlich Preussischen und in den Gross-
erzoglich Mecklenburg-Strelitzschen Staaten wird zur
flicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der
örstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vor-
unehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur
mer möglich seyn wird.

Art. 7. Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät
es Königs von Preussen, und Seiner Königlichen Ho-
eit des Grossherzogs von Mecklenburg-Strelitz zweimal
eichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter
gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit

1838 in den beiderseitigen Landen haben, und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 6. Januar 1838.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. Werther.

48.

Convention entre la Prusse et la Principauté de Waldeck sur la continuation de la reunion à une ligue commune de douanes. Signée à Berlin, le 9 Janvier 1838.

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1838. Nro. 14. v. 17. April).

Da der Vertrag zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Durchlaucht dem Fürsten zu Waldeck und Pyrmont über die Vereinigung des Fürstenthums Waldeck mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zollsysteme vom 16. April 1831 mit dem Ende des vorigen Jahres abgelaufen ist, die Absicht der kontrahirenden Theile aber dahin geht, diesen Vertrag unter denjenigen Modificationen desselben zu erneuern, welche durch die, in Folge des zwischen Preussen und andern Deutschen Staaten errichteten Gesammt-Zollvereins, veränderten Verhältnisse nöthig werden; so haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchstihren Geheimen Ober-Finanzrath Carl Ludolph Windhorn, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife u. s. w.

und

Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont:

Höchstihren Geheimen Regierungsrath Ludwig Hagemann, Ritter des Königlich Preussischen Rothen Adler-Ordens dritter Klasse,

und

Höchstihren Justizrath Wolrad Schumacher, 1838
n welchen nach vorausgegangener Unterhandlung, mit
orbehalt beiderseitiger landesherrlicher Ratifikation,
chstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Der wegen Vereinigung des Fürstenthums
aldeck mit den westlichen Preussischen Provinzen zu
em Zollsysteme unter dem 16. April 1831. abgeschlos-
e Vertrag soll mit folgenden Abänderungen und Zu-
zen vom 1. Januar dieses Jahres an verlängert werden.

Art. 2. Die bisher auf die westlichen Preussischen
ovinzen beschränkte Zollvereinigung wird auf das
ıze Preussische zum Gesammt-Zollvereine gehörige
ıatsgebiet ausgedehnt.

Art. 3. Die Bestimmungen der Art. 1 und 2. des
herigen Vertrages wegen fortdauernder Uebereinstim-
ung der Fürstlich Waldeckischen Zoll- und Steuer-Ge-
ızgebung mit den in Preussen bestehenden und ferner
erlassenden gesetzlichen Vorschriften, Deklarationen
d Erhebungsrollen etc., ingleichen wegen der mit je-
r Gesetzgebung übereinstimmenden Verwaltung und
er damit in Verbindung stehenden Einrichtungen blei-
n in Kraft.

Die Fürstlich Waldeckische Regierung wird für die
raus entspringenden Beziehungen zu dem Provinzial-
euerdirektor in Münster und zu den gemeinschaftli-
en Verwaltungsbehörden, wie bisher, einen Kom-
ssarius bestellen.

In Ansehung der Abgaben von der Fabrikation des
anntweins verbleibt es für jetzt bei der inzwischen
hon eingetretenen Modifikation der betreffenden Be-
immung des Artikels 1, dass, bis zur Beseitigung der
ndernisse, welche zur Zeit noch der Einführung der
llen Branntwein-Fabrikationssteuer, wie sie im Preussi-
hen Staate besteht, im Fürstenthume Waldeck entgegen-
ten, diese Besteuerung auf die Branntweinbrennereien
s Fürstenthums Waldeck nur zur Hälfte ihres vollen
setzlichen Betrages in Anwendung kommt und in Folge
ssen der Eingang des in dem Fürstenthume Waldeck
fertigten Branntweins in Preussen, mit einer der
älfte der Preussischen vollen Fabrikationssteuer von
iesem Artikel gleichkommenden Ausgleichungs-Abgabe
elastet bleiben wird.

Sollte in der Folge der Tabacksbau im Fürsten-
hume Waldeck so ausgedehnt werden, dass die Auf-

1838 rechthaltung des freien Verkehrs eine mit der Preussischen übereinstimmende Besteuerung desselben nöthig machte; oder sollte künftig Weinbau zur Kelterung von Most von Privaten im Fürstenthume Waldeck betrieben werden, so versprechen Seine Fürstliche Durchlaucht auch bei diesen innern Erzeugnissen die in Preussen bestehende desfallsige Gesetzgebung einzuführen.

Art. 4. In Ansehung des Salzverkaufs im Fürstenthume Waldeck bewendet es bei den in Folge des Artikels 11. des bisherigen Vertrages bereits in Ausführung gekommen und bestehenden Einrichtungen, durch welche auch in dieser Hinsicht ein völliger Anschluss an die Preussischen gesetzlichen Anordnungen Statt findet.

Art. 5. Nachdem durch die seit Errichtung des Vertrages vom 16. April 1831. eingetretene Erweiterung der Zollvereinigung mit anderen Deutschen Staaten, das Fürstenthum Waldeck nicht mehr vom Grenzbezirk berührt wird, bleiben alle Bestimmungen des gedachten Vertrages, so weit dieselben den Grenzbezirk, die Haupt- und Nebenzollämter, die Zollstrassen und Grenzbeamten betreffen, für jetzt auf sich beruhen. Dagegen werden die Vereinbarungen in den Artikeln 2., 3., 4. und 5. jenes Vertrages:

wegen der im Fürstenthume Waldeck bestehenden, als gemeinschaftlich anzusehenden und bezeichneten Steuerämter; wegen der dabei angestellten gemeinschaftlichen Beamten; wegen deren Prüfung, Anstellung, Verpflichtung und Bestallung; ferner wegen ihrer Uniformirung und Bewaffnung, ihrer Besoldung und bedingten Pensionirung aus Preussischen Kassen; wegen der Dienstdisziplin und der Verhältnisse der Beamten in Dienst-, Privat- und bürgerlichen Angelegenheiten, ingleichen bei Dienst- und anderen Vergehen; wegen ihrer Versetzung und Bestrafung, und endlich hinsichtlich der von der Fürstlichen Regierung übernommenen Beschaffung und Unterhaltung der erforderlichen Dienstgelasse für die dortigen Steuerämter; der Sorge für den Dienst-Utensilienbedarf derselben, beides auf eigene Kosten, und der verheissenen Mitwirkung zur Erlangung angemessener Wohnungen für die zur gemeinschaftlichen Dienstverwaltung gehörigen Beamten, jedoch ohne Kosten-Uebernahme

auch ferner in Kraft und Wirksamkeit verbleiben.

Art. 6. Eben so bewendet es bei den Verabre- 1838
ngen des Artikels 7. des bisherigen Vertrages, wegen
ntersuchung und Bestrafung der von den Fürstlichen
nterthanen im Fürstenthum Waldeck verübten Zoll-
nd Steuervergehen.

Art. 7. In Gemässheit der vorstehenden Artikel
und 4. soll das den Fürstlichen Kassen zu gewäh-
nde jährliche Einkommen und zwar:
an Zollgefällen, nach Maassgabe des Reinertrages in
dem Gebiete des zwischen Preussen und anderen Deut-
chen Staaten bestehenden Gesammt-Zollvereins;
an Branntwein- und Braumalzsteuer nach Maassgabe
es Reinertrages dieser Steuern in Preussen und den-
nigen Staaten, mit welchen Preussen deshalb in Ge-
einschaft steht, hinsichtlich der Branntweinsteuer je-
och nur zur Hälfte desselben, so lange der in den
Fürstlichen Branntweinbrennereien erzeugte Brannt-
wein nur von der Hälfte der gesetzlichen Fabrika-
tionssteuer betroffen wird, und
vom Salzdebit nach Maassgabe des Reinertrags von
demselben in den westlichen Preussischen Provinzen
und im Fürstenthume Waldeck
nach dem Verhältniss der Bevölkerung Preussens und
des Fürstenthums Waldeck vom 1 Januar d. J. an re-
halirt, und soweit dasselbe nicht durch Ueberweisung
der bei den Steuerkassen im Fürstenthume aufgekom-
menen reinen Einnahme gedeckt wird, in Quartalraten
an der Königlichen Provinzial-Steuerkasse zu Münster
gezahlt werden.

Art. 8. Die Bestimmungen des Artikels 9. des ab-
gelaufenen Vertrages wegen Annotation und Anrechnung
der Gefälle für zollpflichtige Gegenstände, welche mit
Fürstlichen Hofverwaltungs-Attesten begleitet vom Aus-
lande in das Fürstenthum Waldeck eingehen möchten,
die nächste Erhebung des Antheils Seiner Durch-
laucht an den Gesammt-Einkünften; ferner in Ansehung
der abgabenfreien Rückkunft abgabenpflichtiger Gegen-
stände, welche die Fürstliche Hofhaltung für den jähr-
lichen Sommer-Aufenthalt in Pyrmont dahin mitzuneh-
men pflegt; ingleichen des Artikels 10. wegen der in
Folge überwiesener Zoll- und Steuervergehen im Für-
stenthume Waldeck angefallenen Geldstrafen und Kon-
trafte, so wie die Vereinbarungen hinsichtlich des Be-
fälligungs- und Strafverwandlungs-Rechts wegen ver-

... und Steuervergehen im Fürstenth
... erner aufrecht erhalten.
... für die Fürstlichen Unterthanen
... nenden Waaren unterliegen gleic
... und Beschränkungen wie diejeni
... niglichen Unterthanen bestimmt s
... ine Fürstliche Durchlaucht treten,
... Vereinbarung im 9ten und 15ten
... ngen Vertrages, für das Fürstenth
... Verabredungen bei, welche von Preus
... anderen Deutschen Staaten abgeschlossen
... lichen Regierung mitgetheilten Zollver
... tragen wegen folgender Gegenstände getro
... sind:
... er Höhe und Erhebung der Chausse- Pfla
... Baum-, Brücken- und Fährgelder, der Thor
... und Pflastergelder, ohne Unterschied, ob all
... bungen für Rechnung der landesherrlichen
... er eines Privatberechtigten, namentlich eine
... bisher Statt fanden;
... Herbeiführung eines gleichen Münz-, Mass
... Gewicht-Systems;
... Beförderung der Gewerbsamkeit durch An
... gleichförmiger Grundsätze und der Befugni
... terthanen des einen Staates in dem Gebiet
... anderen zum Zollvereine gehörigen Staates Ar
... und Erwerb zu suchen; sodann wegen der von
... terthanen, welche in dem Gebiete eines an
... Vereinsstaates Handel und Gewerbe treiben
... Arbeit suchen, zu entrichtenden Abgaben, und
... reien Zulassung von Fabrikanten oder Gewerb
... den, welche bloss für das von ihnen betriebene
... Ankäufe machen, oder von Reisenden, welche
... Waaren selbst, sondern nur Muster derselben
... führen, um Bestellungen zu suchen, und
... ger Entrichtung der auf die Berechtigung z
... Gewerbe ruhenden Abgaben in dem eigen
... und
... gen des Besuches der Messen und Märkte.

Art. 11. In Folge gegenwärtiger Uebereinku
... nachdem im Fürstenthume Waldeck auch hinsic
... des im Artikel 12. lit. A. des bisherigen Vertra
... nahmen Salzdebits ein völliger Anschluss an die Preu
... schen Einrichtungen bewirkt worden ist, wird,

Ausnahme des Eingangs des im Fürstenthume Waldeck 1838
gewonnenen Branntweins in das Preussische Gebiet, auf welchen der Vorbehalt im Artikel 3. Anwendung findet, ferner mit Ausschluss der Spielkarten und unter Aufrechthaltung der übrigen Bestimmungen des Artikels 12. des oben gedachten Vertrages, ein völlig freier und unbelasteter Verkehr mit den gegenseitigen Erzeugnissen und Waaren nicht allein zwischen dem Fürstenthume Waldeck und den Königlich Preussischen Landen nebst den in letzteren eingeschlossenen souverainen Landen und Landestheilen Statt finden, sondern es wird auch sowohl in dieser Beziehung, als rücksichtlich des Gewerbebetriebes, eine völlige Gleichstellung der Fürstlich Waldeckischen mit den Preussischen Unterthanen im Verhältniss der Fürstlichen Lande zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll-, Steuer- und Handelsverträge verbundenen Staaten gegenseitig eintreten.

Art. 12. Sobald die Verhältnisse es gestatten werden, das Fürstenthum Pyrmont nach Analogie der in dem gegenwärtigen Vertrage angenommenen Grundsätze in den Zollverein aufzunehmen, soll dies geschehen. Die näheren Bestimmungen deshalb werden dann Gegenstand einer weiteren Verabredung und Uebereinkunft zwischen den beiderseitigen Regierungen seyn. Bis dahin bewendet es bei den Erleichterungen, welche nach dem Artikel 17. des Vertrages vom 16. April 1831. dem Verkehr des Fürstenthums Pyrmont mit dem Preussischen Staate zugestanden sind.

Art. 13. Der gegenwärtige Vertrag soll vorläufig bis zum 1. Januar 1842. gültig seyn, und wenn er nicht spätestens neun Monate vor dem Ablaufe gekündigt wird, als auf zwölf Jahre, und sofort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden.

Derselbe soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratification vorgelegt und nach Auswechselung der Ratifications-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den gegenseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen Berlin, den 9. Januar 1838.

(L. S.) Ludolph Windhorn. (L. S.) Ludwig Hagemann. (L. S.)
Wolrad Schumacher. (L. S.)

1838 (Vorstehender Vertrag ist von Seiner Majestät Könige am 30. Januar d. J. und von Seiner Durchla dem Fürsten zu Waldeck und Pyrmont am 22. J d. J. ratifizirt worden, auch hat die Auswechselung Ratifikations-Urkunden Statt gefunden).

49.

Mémoire présenté au gouvernem britannique des Indes orientales . les avantages que la possession d' den en Arabie offrira à la Gran Bretagne.

(Calcutta Govern. Gazette. 1839).

Cape Aden is a high rocky promontory, the hi est peack of which is 1,776 feet above the sea. T mountainous cape, when viewed at a distance, appe an Island, from the land connecting it with the m being excedingly low, and quite a swamp in the vi nity of Khore Muksa; its summit forms in turret peaks, having ruined forts and watsch-towers on the the hills are naked and barren, and the valleys l little better; the whole view has, however, a gra and picturesque appearance. On the eastern side this cape the town of Aden is situated, near the s from whence to the hills there is a plain of grad ascent; surrounding it are the mountains, forming amphitheatre.

In the reign of Constantine Aden was called t Romanum Emporium, owing to its commercial celebri but there is now not more than 90 dilapidated stone bu dings in the town, the rest are common cadjan hu the whole huddled together without the slightest re larity, and built on the site of the old and once flo rishing city. A visitor, when looking over the rema of this once opulent mercantile emporium, cannot l regret the causes which have led to so great a chan in the course of a few centuries. Without going fu ther back than the time of Soliman, we find Aden im mediately fixed on as a port worthy the acquisitio

nd conquest of the Turks and Portuguese; long and 1838
equent struggles with great slaughter took place in
nsequence, and the town, on the decline of power
etween these two rival and ambitious nations, natu-
ally again fell into the hands of its original masters,
he Arabs, A. D. 1730, by whose bad system of govern-
ent (that is of sole monopoly, united with tyranny
nd oppression both to the resident merchant and visi-
r), the place has lost its repute, its merchants have
en driven from it, and it is now a mere miserable
lace, without trade, and but seldom visited but by
ing vessels, who anchor for protection in its splen-
d harbour; in fact, Aden has relapsed from her for-
r eminence to poverty and misery.

Its scenery has been compared to Cintra by an
inent traveller, but in my opinion, to create such
idea, associations must be very vivid, and must be
bined with other causes than the view before them;
in the dreary, dark and barren view of Shumsan
e can be little to create a contrast, or recollection
hat renowned and immortal hill.

That it was once a flourishing city there can be
doubt, for the remains of its walls, tanks, baths,
ifications, etc. are still visible, also an aqueduct,
ch must have been built at great expense and la-
r; it is 16,320 yards long, the depth of the water-
rse 19 inches, and breadth 16 inches; its whole
dth 4 feet 6 inches; its composition red brick
l stone; it was generally considered a Roman road
til the place was surveyed, when through the perse-
ing exertion of the late Dr. Halton, the truth was
rtained.

This great undertaking was, I think, performed
the Turks to ensure a sufficient supply of good wa-
to the increasing population of Aden, and also for
convenience of watering their galleys and shipping
den harbour; besides, what confirms me in the
, that, for the large population at that period re-
g there, they were cautious of not trusting too
citly to the doubtful seasons for rain, is the im-
se labour they took in cutting wells through the
to the depth of from 50 or 60 feet, and even to
feet; and still further to ensure a large supply for
natural and luxurious demands, they built tanks

1838 in the valleys, which, when filled from the rain r
ning down the mountains, run over, and the wa
descended into other reservoirs, built at a less ele
tion, to receive and preserve it, and so on to the thi
fourth, and fifth reservoirs.

The present population of the village, for it
too insignificant to be called a town, consists of ab
600 souls, 250 of which are Jews, 50 Banians,
rest Arabs, the two former being the only monied p
ple, and possess the best houses.

It has a dowlah, a custom-master, with one or t
assistants, and a guard, varying from 10 to 50 Bedu
for its protection.

Its trade is very trifling. Bugalahs and other b
from India sometimes dispose of a few cotton clo
small quantities of iron, lead, rice, on their way
Mocha; as do boats from the Gulf, dates; and b
from Burburra, sheep.

Their exports are small quantities of copper
jowaree. The dowlah will make what he can by
ter, wood, etc., also upon travellers, reserving a p
tion of the imposition for his master, the Sultan.

The government is despotic in the extreme, fo
ded on the will, caprice and evasion of an old, im
cile man, who is rich beyond his neighbours, and ho
his pelf to the injury and injustice of his subjects.
his miserly conduct he has twice nearly lost his do
nions; and it was only in 1836 that his neighbo
the Futhelee tribe, made an excursion into his te
tory, ransacked Aden of 30,000 dollars, and then
turned without committing further devastation, by
advice of the head of the family of their revered a
Sheik Hydroosse. The Futhelees have since made l
pay an annual tribute of 360 dollars, 360 measu
and 40 camel loads of jowaree.

It is, I believe, generally admitted that one of
many causes that give rise to the wealth and powe
a nation, is the justice and rectitude of her laws
system of government, a proper encouragement
distribution of labour, so that the produce of the
may be increased to reduce the expenses of the ne
saries of life. The chief here disables himself by
pressing all, the poor in particular; 20 per cent. u
the produce of all wheat, besides the land-tax, g

o the chief; 10 per cent. upon jowaree, and for every 1838
ıale, whether poor or rich, he enforces one dollar
nnually; and should the head of a family die, every
on who has attained manhood has for the next year
o pay him an extra dollar; there is, in fact, a go-
'ernment tax on everything; the owners of bullocks,
heep, camels, etc., have to pay a [illegible]th to the Sultan.

The Yaffaars and Houshibees each enforce an annual
ibute of 180 dollars from him; and this money he
btains by increasing the oppression of his subjects, by
hom he is detested. They however appear to have
great regard for his eldest son Hamed, who appeared
) possess a far more liberal, generous and enlightened
ind than his father.

During my stay in Aden this time, I visited, in
)mpany with three officers of the sloop Coote, the
rincipal fortifications about Aden, and we discovered
most magnificent road leading to the summit of Gibul
humsan, by which we ascended to visit the fortifica-
ons. A wall with small forts, containing reservoirs
ır water, originally extended along the whole range;
ut it has by time and exposure gone to decay; some
emains are still visible. The road to ascend is, how-
ver, by far the most splendid remains of antiquity I
ave seen. It commences at about 900 or 1,000 feet
bove the level of the sea, and is built of large loose
ones, so beautifully laid, that in some places it ap-
ears as if three centuries had not misplaced a stone;
is about 10 or 12 feet broad, and built in a zigzag
irection up the mountain, the angle of the elevation
arying from 20 to 40 degrees; its whole length to the sum-
nit, I should imagine, between 5,000 and 6,000 feet, and
ı some places it is built, to keep the line of ascent equal,
ıll 20 feet high. Whatthey could have incurred so
ıuch labour and expense for, I cannot conceive, for
ıe mountain affords a most perfect barrier for the
ecurity of the town, without the line of fortifications
ıat originally extended along it; but it at once con-
inces a person that Aden indeed must have been a
lace of the utmost importance, when they could com-
ience and finish in such a masterly style so great an
ndertaking; it is one that would do credit to any
ngineer of the present day.

The fortified island of Seerah would, with the

1838 British, be a most important point of defence, deed it must have been originally, from the now visible. It is elevated above the sea 430 f united, at low water, to the main by a narro of land. It is very small, but being precipit easily defended, a most determined resistance c fectually be made by a handful of men against h It commands the eastern bay and town most con

Its original fortifications have been designe man of talent, and built strong, the triangular the summit commanding the whole. All now a decayed and dilapidated state, except the roun on the north point.

There are two reservoirs almost perfect, they only require clearing out and rechunaming t them retain water; one, either a well or a t filled up. The lower fort is in a dilapidated s

The tower is strong and perfect, and has gazine under it; from it, at a gradual in elevation, there is a piece of ground capable ding on; it is about 380 feet long, and fro 150 broad. This would be a very excellent p any European troops, or for an hospital; it w sure them a cool refreshing breeze if one existe

A rough sketch of the rock taken from th with a rough outline of its fortifications from t mit, will give a better idea than a written des I therefore took one, and place it as an accomp to these brief remarks.

There are many extensive and splendid tan in the valleys surrounding the town, that only repairs to enable a large population to receive a supply of water; there are also numerous fin in every part, one-fifth of which are now n and those even in daily use would afford t supply if cleaned out; others are entirely fil the water from the interior wells I found d These considerations are worthy of notice, if A comes a British port, for the population will be sing daily, with trade. Near the shipping in t bour or Gubet Toowye, I would recommend tan made, for it would well repay the expense by diminution of labour, as well as facilitate recei same; at present ships have to send their boats

, and their casks are filled from skins, con- 1838
rtly by men and asses; it is very slow work,
i retarded by the monopolizing system of nearly
going to the Sultan, a perquisite to the dow-
one for the guard at the pass.
»resent there is not a single house in Aden fit
ropean to reside in; nor are there any brick-
carpenters, or blacksmiths; every material in
instance must be brought from India, as well
to erect dwelling-houses, fortifications, etc.;
i only two articles that can be obtained with ad-
»n this coast, which are the Zanzibar rafter, cal-
i Arabs khormedarah, and chunam from Maculla.
imports and exports of Aden, as they now
scarcely worthy of remark, being so trivial;
'ts are almost solely confined to jowaree and
he produce of the low cultivated ground in the
of Lahedge. Coffee is brought down for ex-
n the inland mountains, but not shipped at
»wing to the severe duty enforced on every
ich is between 16 and 18 dollars; the owners
ime, therefore, forward it to Bier Hamed, in
grabee territory, the chief of which tribe, Sul-
ed ben Maidee, only enforcing one and two
»er bag on shipping it, thereby monopolizing
le trade in coffee through his territory, which
n great offence to Sultan M. Houssain ben Fud-
he Abdalees, who has by the numerical strength
:ibe enforced an annual tribute from the Hag-
in consequence.
i imports are merely what few articles are re-
or the consumption of his tribe, and consist
lly of rice, dates, cotton, spices, with a small
of iron and lead. On rice and dates he levies
of one dollar per bag, the original price being
. three dollars; and not content with that op-
, I have known the old Sultan purchase seve-
lred bags of dates, and then compel every mer-
i take a certain portion from him for resale, he
ie price, with the custom duties added.
ep are brought from Burburra during the north-
nsoon, and disposed of with profit, although
an enforces a duty on the same.
en would, no doubt, if under the British Go-

1838 vernment, soon become a place of the first mercantile importance, and be a town of the first magnitude in Arabia, its geographical position at once pointing out its advantages, and its harbour being not only safe and easy of access, either by day or night, but sufficiently capacious to enable an immense fleet to ride within it in perfect security.

The town of Sennaa is only seven or eight days' journey from it for camels with merchandize; the coffee districts are actually nearer to it than Mocha, and the road equally safe and convenient. Other large towns in Yemen are not far distant from it, and the rich towns in the province of Hadhar-el-mout are open for its trade. Thus, in every point of view is Aden advantageous; and I feel confident that should it ever belong to the British, Mocha in a few years will decline, and become what Aden now is.

The mountains to the northward of Aden produce gums, frankincense, and coffee, which would soon find a way for export through a port under British law. Its harbour is immediately north of Burburra, so that vessels during the north-east monsoon can reach it with produce of Africa in 24 hours, and return with British or Indian produce and manufactures in another 24 hours; such facility must have its advantages. All the produce of Harrah and other large interior towns on the opposite coast would find its way into Aden for exportation, which consists of coffee, gums, myrrh, hides, elephants' teeth and tusks, gold dust, ostrich feathers, etc., etc.; in return, our piece goods, chintzes, cutlery, rice, etc., which would find a ready market.

The province of Yemen and Hadhar-el mout would also be open for the introduction of our manufactures, and goods both of British and Indian produce.

The Surat merchants, Banians, nay even Arab merchants, would quit Mocha and other places for Aden, so as to ensure themselves greater security and protection, and more indulgent and just rule; and Aden, from containing a population of a few hundred, and a few miserable hovels, would in a few months contain thousands, and a flourishing town would be seen rising upon the site of its former magnificence.

Situated as Aden harbour is, a ship or boat can at all seasons visit it, and quit it with facility; not so

from Mocha, for (particularly in January and February) 1838
if a merchant vessel once enters the Strait, and arrives at Mocha, she must either proceed upward with the southerly and incessant gales, or remain until they abate. I have known vessels in March, April, and May, six, seven and eight days getting from Mocha to the Straits, a distance of little more than 40 miles. These are considerations to the merchant worthy his attention, for the detention is not the only annoyance; his vessel, by being able to obtain a cargo at Aden, will save the great wear and tear which she would experience on her return from the sea, unless, like the present Arab merchant, she waited for the north-west winds in June and July; and it must be recollected that when blowing at Mocha from south by east a hard gale, a fine single reefed top-sail and top-gallant breeze from east-north-east will be blowing at Aden; in the former roadstead, a vessel will lie with a whole chain an end, and top-gallant mast struck, and yards braced by, without being able to communicate with the shore; when at the same time, in Aden harbour, she will lie within a few yards of the shore, in perfect smooth water, with the bight of her chain scarcely taught.

It would be needless my remarking on the position of Aden for a coal depot, it having been already considered on by abler heads than mine; but as a sailor who well knows the place from long experience, it will not be considered presumptuous in my observing, it is the best adapted port in existence for our over-land communication *viâ* the Red Sea; it is in fact perfect as such, and, if a pier were built, steamers could at all times and seasons lay alongside of it and receive their coal.

I beg to apologize for the hasty manner in which I have written these few brief observations, other reports of greater consequence having completely occupied my time and attention.

S. B. Haines.

50.

Traité entre la Grande-Bretagne et le Sultan d'Aden en Arabie. Redigé au mois de Janvier 1838.

(Publié 1839 par la Gazette de Bombay).

The Right honourable the Governor of Bombay being desirous of obtaining the Port of Aden, principally as a coal depôt, and having been sent on a mission by such authority, I take upon myself to draw up the following arrangements, which, being agreed on by myself on the part of the British, and Sultan Mahomed Houssain ben Fudthel ben Abdul Kurrem, chief of the Abdalees, is to be finally subject to the ratification of the Right honourable the Governor in Council of Bombay, or the Supreme Government of India.

It being the policy and interest of both States to have a treaty of friendship existing between them, we mutually agree to the following articles.

Art. 1. That on the payment of dollars, the land of Aden, as far north as Khore Muksa, including the mountains, capes, every part indeed of the land generally called the Cape, with the harbours of the same named Gubet Toowye, Bunder Serah, Bunder Duras, and the islands within the same, as well as Seerah Island, and all fortifications thereon, with whatever public buildings, gates or ruins on the same, to be for ever the property of the East India Company.

Art. 2. That on taking possession of Aden, the British promise not to injure any mosque, or place of Mahometan worship, nor will they prevent the ceremonies of that or other religion from proceeding. Every man subject to the British shall have British law to protect him, whatever be his faith.

Art. 3. The British guarantee a full and free exercise of the Mahometan religion to all disposed to believe in that faith.

Art. 4. The mosque of Sheik Hydrosse, and other mosques now in use; not to be demolished; and their priests to be permitted to exercise the functions of their religion as heretofore.

Art. 5. Every encouragement shall be given to 1838
crease the population, also the import and export
ıde, on the part of the British, the Sultan on his
ırt engaging to render all the assistance in his power
facilitate the commerce of the interior; and for the
st twelve months neither power is to levy heavy du-
s, so as to give encouragement to the merchants;
d after that period, the duties will be regulated by
: respective powers.

Art. 6. The Sultan and his family, with his tribe,
be considered as friends, and treated with the re-
ect due to their rank in society. Either the Sultan
his family may, if they wish it, reside in Aden,
d have the honours of a prince paid them. In re-
:n, British officers or merchants to be permitted to
ve free access, and to reside at Lahighe (or Lahedge),
they wish it, subject to the laws of the same, but
ıder British protection.

Art. 7. The vessels belonging to the Sultan to be
owed to trade free of all duties; but should the cargo
: the property of his subjects, or other people, all
ıties to be paid thereon. His vessels are to be re-
ıected and protected by British power and influence,
ıd to be permitted to wear British colours, as belon-
ng to the British port of Aden.

Art. 8. In case a British soldier or other subject
ıould desert from Aden for misdemeanor, or any
ıuse whatever, and retreat to the dominions of the
ultan, he is to be delivered over to British law-offi-
ers (or other authorized persons), upon requiring him,
he British engaging to do the same act of justice for
he Sultan.

Art. 9. The Sultan will grant a small piece of
round near Lahedge for the interment of any British
ubjects who may die there, and will prevent the inter-
ıent being molested.

Art. 10. To prevent mistakes, every British sub-
ect wishing (for the convenience and purposes of trade,
r change of climate, or any cause whatever) to visit
r remain at Lahedge, shall be supplied with a passport
rom the authorities at Aden; the same privilege to be
ranted to the subjects of the Sultan of Lahedge, and
he same arrangement attended to on his part.

Art. 11. That it shall be considered lawful and

1838 free, both to the subjects of the Sultan as well as the British, to make over their property to another without control, either in health or sickness; and in case of sudden death, without a will, the just and lawful debts, from one subject to the other, to be punctually paid, as far as the same can be liquidated by the goods, chattels, or any property whatever belonging to the deceased; the respective Powers to enforce the same, if the debts are clearly proved.

Art. 12. Neither the British or Sultan's subjects to be subject to any indignities, but of course to be amenable to the laws of the place they are residing in; but if a disturbance of a serious nature arise, a reference to each other always to be made.

Art. 13. The Sultan binds himself, heirs and successors, to give every assistance in recovering debts due from his subjects to the British, and the British are likewise bound to do the same for the subjects of the Sultan.

Art. 14. The British will guarantee to the present subjects of the Sultan the full and undisturbed possession of any household or other property they may possess situated on the headland of Aden, now, or about to be, transferred to the British; and should the Government require any part of the same, or the position in which they are placed, for public purposes, a remuneration for their removal or destruction to be given.

Art. 15. The building at the passes leading into Aden, as well as all other buildings of the Sultan's, with the exception of his dwelling-houses, are to belong to the British.

Art. 16. The guns now in Aden are to be the property of the Sultan of Lahedge, and are to be taken thence whenever he pleases.

51.

Convention entre les Grandduchés de Bade et de Hesse et la ville libre de Francfort, pour la construction d'un chemin de fer entre le Neckar et le Mein, de Mannheim à Darmstadt et de Darmstadt à Francfort. Signée à Francfort sur le Mein, le 10 Janvier 1838.

(Frankfurter Journal v. 6. Juli 1838. Beilage).

Die Unterzeichneten, zur Regulirung einer Eisenbahnverbindung zwischen Neckar und Main, von ihren höchsten und hohen Gouvernements ernannten Kommissarien, nämlich: von Seiten des Grossherzogthums Baden, der grossherzogl. Obrist v. Fischer; von Seiten des Grossherzogthums Hessen, der grossherzogl. geheime Staatsrath Dr. Knapp und von Seiten der freien Stadt Frankfurt, der jüngere Bürgermeister, Senator Dr. Souchay, sind über nachstehende Bestimmungen übereingekommen:

Art. 1. Die im Eingange erwähnte Verbindung zwischen Neckar und Main soll durch den Bau einer Eisenbahn von Mannheim nach Darmstadt und von da nach Frankfurt bewerkstelligt werden.

Art. 2. Die Hauptstationsplätze dieser Bahn sind bei Sachsenhausen, bei Darmstadt und bei Mannheim zu errichten. Um die Stadt Mannheim in gehörige Verbindung zu bringen, soll am geeigneten Orte eine stehende Brücke über den Neckar gebaut und der Stationsplatz auf dem linken Ufer dieses Flusses angelegt werden. Zwischen den Hauptstationen soll die Bahn möglichst in geraden Richtungen geführt, jedoch, was die Bahn von Darmstadt nach Frankfurt betrifft, dabei auf die von derselben in die Taunusbahn zu führende Verbindungsbahn, die erforderliche Rücksicht genommen werden.

Art. 3. Die grossherzoglich hessische Regierung

1838 übernimmt es, eine Aktiengesellschaft zu bilden und zu koncessioniren, welche sich dem Bau, der Unterhaltung und dem Betrieb der Eisenbahn von Mannheim bis Frankfurt, namentlich auch dem Bau der Neckarbrücke bei Mannheim und der Stationsplätze auf eigene Rechnung unterzieht. Die grossherzoglich badische Staatsregierung und die freie Stadt Frankfurt werden ihrer Seits dieser Gesellschaft, der hessischen gleichförmige Koncessionen, mit Gestattung der Anwendung der Expropriationsgesetze, ertheilen, insofern nicht Abweichungen davon durch specielle Landesgesetze oder Lokalverhältnisse nothwendig erscheinen.

Art. 4. Unter den Bedingungen, welche der zu bildenden Aktiengesellschaft vorgeschrieben werden, müssen auch folgende enthalten seyn: 1) Mit dem Bau der im Art. 3. bezeichneten Eisenbahn, nebst ihren Beiwerken, binnen sechs Monaten nach erfolgter Publikation dieser Uebereinkunft zu beginnen und denselben binnen vier Jahren um so gewisser zu vollenden, als man im entgegengesetzten Falle die Koncession für erloschen erklären wird; 2) die beiden Bahnstrecken, zwischen Darmstadt und Mannheim und zwischen Darmstadt und Frankfurt, gleichzeitig in Bau zu nehmen und mit den schwierigsten Baustellen zuerst zu beginnen, damit die Verbindung zwischen den vorgedachten Städten sobald wie möglich hergestellt werden kann; dass sie, die Gesellschaft, gehalten ist, den badischen und frankfurtischen Angehörigen eine Betheiligung an dem Unternehmen durch Subscription auf Aktien zu gestatten. Der für die badischen Staatsangehörigen zu bestimmende Theil von dem gesammten Aktienkapital, soll sich zu dem letzteren wenigstens eben so verhalten, wie sich die Länge der Bahnstrecke innerhalb des badischen Gebiets, zu der Gesammtlänge der Bahn von Mannheim bis Frankfurt verhält. Der Betrag der, für die Betheiligung der frankfurtischen Staatsangehörigen zu bestimmenden Aktien soll wenigstens der Hälfte derjenigen Kosten gleich seyn, welche der Bau der Bahnstrecke, nebst Beiwerken, von Darmstadt bis Frankfurt, jedoch nach Abzug des Kostenaufwandes für den bei Darmstadt zu errichtenden Hauptstationsplatz, erfordern wird.

Art. 5. Die grossherzoglich badische Staatsregierung ertheilt hiermit die verbindliche Zusicherung, für den Gebrauch der bei Mannheim zu erbauenden Eisenbahn-

brücke, zu keiner Zeit irgend eine Abgabe, weder zum 1838
Vortheil des Staates, noch Kommune etc. etc. zu erheben oder erheben zu lassen.

Art. 6. Die grossherzoglich badische Regierung macht sich ferner verbindlich, in der im Artikel 4. Nro. 1. bestimmten Zeit, eine Bahnstrecke von Mannheim das Rheinthal aufwärts zu erbauen, die in Länge derjenigen gleichkommt, welche die Gesellschaft zwischen Mannheim und Sachsenhausen erbaut.

Art. 7. Die beiden im Art. 6. erwähnten Eisenbahnen müssen gleiches Geleise haben, und das Betriebsmaterial soll, Behufs der wechselseitigen Aushülfe, möglichst gleich seyn.

Art. 8. Die Tarife für Personen - und Waarentransporte sollen mit Rücksicht auf die Interessen des Handelsverkehrs festgesetzt werden. Eine Erhöhung derselben von Seiten der Gesellschaft darf nicht ohne Konsens der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen geschehen. Die der Gesellschaft zu ertheilenden Koncessionen sollen auf die Dauer von neun und neunzig Jahren beschränkt werden.

Art. 9. Bevor mit dem wirklichen Bau der im Art. 6. erwähnten Eisenbahnen begonnen wird, soll ein Zusammentritt von Technikern der betheiligten Staaten stattfinden, um sich die gemachten Erfahrungen und Ansichten über die Ausführung etc. etc. mitzutheilen.

Art. 10. Die in Bezug auf den Schutz und auf den Gebrauch der Eisenbahn von Mannheim bis Frankfurt zu treffenden polizeilichen Anordnungen, bleiben jeder der contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen innerhalb ihres Gebietes vorbehalten.

Art. 11. In Betreff der Bestätigung der von der Aktiengesellschaft vorzulegenden Statuten, wird unter den contrahirenden höchsten und hohen Staatsregierungen ein Benehmen eintreten.

Art. 12. Da es die Absicht der grossherzoglich badischen Staatsregierung ist, zu Erbauung der Eisenbahn durch das Grossherzogthum Baden, die Mitwirkung ihrer Stände in Anspruch zu nehmen, so behält sie sich deren Zustimmung in Beziehung auf Art. 6. dieser Uebereinkunft, insoweit solche nöthig ist, bevor.

Art. 13. Gegenwärtige Uebereinkunft soll von den Höchsten und hohen Contrahenten ratificirt und die

1838 Auswechselung der Ratifikationsurkunden binnen vier Wochen erfolgen. Geschehen Frankfurt den 10. Jan 1838. (gez.) v. Fischer, Obrist. (L. S.) (gez.) Dr. Knapp grossherzogl. hess. geheim. Staatsrath (L. S.) (gez.) Souchay, jüng. Bürgermeister der freien Stadt Frankfurt. (L. S.)

52.

Convention entre le Grandduché de Hesse et la ville libre de Francfort pour la construction d'un chemin de fer de Francfort à Offenbach. Signée à Francfort sur le Mein, le 10 Janvier 1838.

(Frankfurter Journal v. 7. Juli 1838).

Die Unterzeichneten, zur Regulirung derjenigen Eisenbahnen, welche das grossherzogl. hessische Gebiet und das der freien Stadt Frankfurt zugleich berühren von ihren höchsten und hohen Gouvernements ernannten Commissarien, nämlich: von Seiten des Grossherzogthums Hessen, der grossherzogl. geheime Staatsrath Dr. Knapp, und von Seiten der freien Stadt Frankfurt, der jüngere Bürgermeister Senator Dr. Souchay sind über nachstehende Bestimmungen übereingekommen

Art. 1. Die Städte Frankfurt und Offenbach sollen auf dem linken Mainufer mit einer Eisenbahn verbunden werden, welche an dem, für die von Darmstadt kommende Eisenbahn bei Sachsenhausen zu errichtenden Stationsplatze beginnt und an der südlichen Seite von Offenbach endigt.

Art. 2. Die Concession zum Bau und Betrieb dieser Eisenbahn auf eigene Rechnung soll der aus grossherzogl. hessischen und frankfurtischen Staatsangehörigen bestehenden Gesellschaft, welche darum bereits bei den höchsten und hohen Contrahenten eingekommen ist, beiderseits und sobald diese Uebereinkunft ratificirt seyn wird, ertheilt, auch erwähnter Gesellschaft die Anwendung des Expropriationsgesetzes gestattet werden.

Art. 3. Die Bedingungen, welche mit den Conces-

onen für die im Art. 2. benannte Gesellschaft zu ver- 1838
nden sind, sollen denjenigen analog seyn, die in der
oncession für die Gesellschaft festgesetzt werden, wel-
ie den Bau der Eisenbahn von Mannheim nach Frank-
rt übernimmt, insofern nicht Landesgesetze und Lo-
alverhältnisse Abweichungen davon nöthig machen.

Art. 4. Insbesondere sollen jedoch der für die Un-
rnehmung der im Art. 1. bezeichneten Eisenbahn con-
essionirt werdenden Gesellschaft folgende Bedingungen
orgeschrieben werden: Sie muss mit dem Bau der Ei-
nbahn nebst ihren Beiwerken binnen sechs Monaten
ach Ertheilung der Concessionen beginnen und den-
lben binnen zwei Jahren um so gewisser vollenden,
s man im entgegengesetzten Fall die Concessionen für
loschen erklären wird; sie ist verbunden für gross-
rzogl. hessische Staatsangehörige und für Staatsange-
örige der freien Stadt Frankfurt eine Betheiligung an
em Unternehmen durch Subscription auf Aktien zu
estatten und zwar dergestalt, dass für die grossherzogl.
essischen Staatsangehörigen die eine Hälfte des ge-
mmten Aktienkapitals und die andere Hälfte für die
taatsangehörigen der freien Stadt Frankfurt zur Be-
eiligung bestimmt wird. Die Eisenbahn von Offen-
ach nach Frankfurt muss mit der Eisenbahn von Frank-
rt nach Mannheim gleiches Geleise haben, auch soll
s Betriebsmaterial dieser beiden Bahnen Behufs der
echselseitigen Aushülfe möglichst gleich seyn.

Art. 5. Die Tarife für Personen- und Waaren-
ansporte sollen mit Rücksicht auf die Interessen des
andelsverkehrs festgesetzt werden. Eine Erhöhung
erselben von Seiten der Gesellschaft darf nicht ohne
onsens der beiderseitigen Staatsregierungen geschehen.
ie der Gesellschaft zu ertheilenden Concessionen sol-
n auf die Dauer von neun und neunzig Jahren be-
chränkt werden.

Art. 6. Bevor mit dem wirklichen Bau der im
rt. 1. erwähnten Eisenbahn begonnen wird, soll ein
Zusammentritt von Technikern der betheiligten Staaten
tattfinden, um sich die gemachten Erfahrungen und
Ansichten über die Ausführung mitzutheilen.

Art. 7. Die in Bezug auf den Schutz und auf den
Gebrauch der gedachten Eisenbahn zu treffenden poli-
eilichen Anordnungen bleiben jeder der contrahirenden

1838 höchsten und hohen Staatsregierungen innerhalb Gebietes vorbehalten.

Art. 8. Gleichzeitig mit der Auswechslung d tificationsurkunden über diese Uebereinkunft s im Art. 2. gedachten Gesellschaft von den beide trahirenden höchsten und hohen Staatsregierung stattet werden, nicht nur alle Vorarbeiten vorzun und vornehmen zu lassen, welche für die genaue tung und Konstruktion der Bahn nöthig sind, s auch Einzahlungen auf die Aktien anzuordnen die Statuten der Gesellschaft zu entwerfen.

Art. 9. Ueber den von der Gesellschaft v genden ausgearbeiteten Bauplan, so wie hinsichtli Bestätigung der ebenfalls vorzulegenden Statuten unter den contrahirenden höchsten und hohen regierungen ein Benehmen eintreten. Gegenw Uebereinkunft soll von den höchsten und hohe trahenten gleichzeitig mit der Uebereinkunft üb von Mannheim nach Darmstadt und von da nach furt zu bauende Eisenbahn vom heutigen Tage r werden und die Auswechslung der Ratifikations den binnen vier Wochen erfolgen. So geschehen furt den 10. Jan. 1838. (gez.) Dr. Knapp, grossh geheim. Staatsrath. (L. S.) (gez.) Souchay, jü Bürgermeister d. fr. Stadt Frankfurt. (L. S.)

53.

Ordonnance concernant les étran qui font des affaires de comm dans le Grandduché de Mech bourg. En date du 20 Janvier 1

(Hamburgischer Correspond. 1838. v. 6. Febr. Nr

Paul Friederich etc.

Da die von Uns in den Verordnungen vom 2 November 1827. und vom 14ten September 183 Gunsten des inländischen Handelsverkehrs verfügt steuerung der in Unsern Landen nach Proben und ten handelnden Ausländer sich bisher als ihrem Z *ents*prechend ausgewiesen hat, so wollen Wir, d

genannten Verordnungen in Beihalt des Publicandum's 1838
vom 6ten April 1833. mit dem 1sten Februar 1838 ihre Kraft verlieren, im Einverständniss mit Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzoge von Mecklenburg-Strelitz, Unserm freundlich geliebten Herrn Vetter, und nach erfolgter Zustimmung Unserer getreuen Landstände hiemit weiter verordnen.

§. 1. Jeder Ausländer, welcher in Unsern Landen in der Art Handelsgeschäfte treiben will, dass er, ohne die Waaren selbst bei sich zu führen, ausländische Producte und Fabricate nach Proben oder Charten oder auf andere Art anbietet, um sie im Lande abzusetzen, ist verpflichtet, vor seinem Eintritte in das Land einen Gewerbschein zu lösen. Will ein Reisender dieser Art jedoch seiner Angabe nach keine Geschäfte im Lande machen, sondern dasselbe nur durchreisen, so ist er gehalten, seine Proben und Charten bei der ersten Grenz-Steuer- oder Accise-Behörde zur Versiegelung und Entgegennahme eines Passirscheins, ingleichen bei der Ausgangs-Steuer- oder Accise-Behörde zur Entsiegelung und Zurückgabe des Passirscheins vorzulegen.

§. 2. Die Gewerbscheine werden von Unserm Steuer- und Zoll-Departement in Schwerin und in den Seestädten von Unseren dortigen Ober-Accise- und Licent-Behörden, so wie von der Grossherzoglichen Kammer in Neu-Strelitz mit Gültigkeit für gesammte Grossherzogl. Mecklenburgsche Lande, Schwerinischen und Strelitzischen Antheils, ausgestellt und haben die auswärtigen Handelstreibenden sich vor ihrem Eintritte in Unser Grossherzogthum an eine dieser Behörde zu wenden.

§. 3. Der auswärtige Handlungstreibende muss auch, wenn er einen Gewerbschein gelöset hat, dennoch die Vorschriften Unserer Verordnung vom 7ten Julius 1783 und 15ten December 1791. befolgen, darf demnach seine Proben und Charten keinen andern als wirklichen Kauf- und Handelsleuten, mithin so wenig einem Handwerker als einem Privatmanne in den Städten und auf dem Lande vorlegen oder sonst bei diesen Waaren verreden und Bestellungen entgegennehmen, alles bei 50 Rthlr. N$ Strafe für jeden Contraventionsfall. Auch muss derselbe die allgemeinen polizeilichen Vorschriften, namentlich in Betreff der Reisepässe und deren Visirungen befolgen.

1838 §. 4. Der Gewerbschein muss in jeder Landstadt auf die Dauer des Aufenthalts bei der Steuer-Stube, in den Seestädten bei Unsern Accise- und Licent-Behörden deponirt werden und darf der Reisende, bevor dies geschehen ist, bei einer Strafe von einem Rthlr. N⅔ keine Geschäfte an dem Orte machen. Bei der Abreise wird der Gewerbschein von der Steuer-Stube, Accise- oder Licent-Behörde unentgeldlich visirt und dann zurückgegeben.

§. 5. Für die Gewerbscheine wird eine Abgabe von 10, 20 und 30 Rthlrn. Gold erlegt.

Eine Abgabe von 10 Rthlrn. entrichten alle nach Proben Handelnde, welche Waaren verreden, die zum Betriebe inländischer Gewerbe dienen. 20 Rthlr. werden von allen denen erlegt, welche mit sonstigen Waaren handeln.

Den höchsten Ansatz von 30 Rthlrn. haben alle diejenigen zu entrichten, welche mit Wein und Colonialwaaren, so wie welche mit Seiden- und Wollenwaaren handeln. Treibt einer den Handel mit mehreren dieser Zweige zugleich, so erlegt er jederzeit den höchsten Ansatz.

§. 6. Der solchergestalt gelösete Gewerbschein ist auf ein Jahr, vom Tage der Ausstellung an gerechnet, gültig. Wird demnächst die Prolongation nachgesucht, so muss für jedes fernere Jahr die obige Summe entrichtet werden.

Tritt während des Jahrs, für welches ein auswärtiges Handlungshaus einen Gewerbschein durch seinen Reisenden gelöset hat, in der Person des letztern eine Veränderung ein, so ist die Substituirung eines andern Individuums gestattet, und soll diesem nach gehöriger Legitimation und gegen Zurücklieferung des vorigen ein neuer Gewerbschein kostenfrei ausgestellt werden.

§. 7. Der Gewerbschein wird jedesmal mit bestimmter Angabe der Art des Geschäfts ausgestellt, und verfällt ein jeder, der sich ohne Gewerbschein betreffen lässt, oder andere, als die darin bezeichneten Waaren verredet, in eine Strafe von 50 Rthlrn. N⅔. für jeden Contraventionsfall. Wer die Strafe nicht erlegen kann, wird mit angemessener Gefängnissstrafe belegt. Die Geldstrafen werden von Unsern Steuer-Stuben oder Unsern Accise- und Licent-Behörden in den Seestädten wahrgenommen. Die etwanigen Gefängnissstrafen wer-

den jedesmal von dem Magistrate der nächsten Stadt 1838
nach vorgängiger Untersuchung vollstreckt.

§. 8. Gesammte Orts- und Polizei-Behörden werden hiemit angewiesen, auf die Befolgung dieser Vorschriften genau zu wachen; auch soll insbesondere noch einem jeden Denuncianten, welcher einen Contraventionsfall dergestalt nachweiset, dass von dem Contravenienten die gesetzliche Geldstrafe wahrgenommen wird, die Hälfte der Geldstrafe zugesichert seyn.

Art. 9. Diese Verordnung soll mit dem 1sten Febr. 1838. in gesetzliche Kraft treten und ihre Dauer sich vorläufig auf fünf Jahre beschränken.

Damit auch solche zu Jedermanns Wissenschaft gelange, haben Wir selbige durch Unser officielles Wochenblatt, den Hamburger Correspondenten, die Berliner und Lübecker Zeitungen bekannt zu machen, auch einen Abdruck derselben in den Grenz-Orten an gewöhnlichen Stellen, namentlich in den Wirthshäusern anzuschlagen befohlen. Urkundlich unter Unserm Handzeichen und Insiegel. Gegeben durch Unsere Regierung. Schwerin, den 20sten Jan. 1838.

Paul Friederich. (L. S.) L. v. Lützow.

54.

Ordonnance du Grandduc de Bade en faveur des importations de la Suisse, en date du 25 Janvier 1838.

(Grossherzogl. Badisches Regierungsblatt 1838. Januar).

Leopold von Gottes Gnaden, Herzog von Baden, Herzog von Zähringen. Nach Ansicht der mit den übrigen Zollvereinsstaaten getroffenen Verabredungen über Erweiterung der der Schweiz durch unsere Verordnung vom 10. Dezember 1835 eingeräumten Zollbegünstigungen; in der Voraussetzung, es werde die Schweiz in ihrem eidgenössischen und Cantonalzollwesen keine für die Vereinsstaaten nachtheilige Veränderung eintreten lassen, auch die Erwartungen erfüllen, welche die Zollvereinsregierungen von ihr bezüglich ihrer Mitwirkung zum Schutze der Vereinszollgefälle zu hegen berechtigt sind; endlich unter dem Vorbehalte weiterer mit der Eidgenossenschaft zu treffenden

1838 Verabredungen, haben wir im Einverständniss mit de Kronen Bayern und Würtemberg beschlossen und ve ordnen hiermit bis auf Weiteres, wie folgt:

Art. 1. Der Schweiz werden in ihrem Verkel mit den Vereinsstaaten ausser den durch unsere Ve ordnung vom 10. Dez. 1835 verliehenen Zollbegüns gungen vom 1. Febr. d. J. an folgende weitere Zollb günstigungen eingeräumt: 1) die Einfuhr von magere Ochsen, Stieren, Kühen und Rindern auf der Grän von Lindau bis Schusterinsel (Basel gegenüber) geg ein Viertel der allgemeinen Tarifsätze ohne Unterschie ob das Vieh zur Nachzucht bestimmt ist oder nicl jedoch keinenfalls heerdenweise und zum feilen Ve kauf auf grösseren Jahrmärkten; 2) die Ermässigu des Einfuhrzolls für Schweizerkäse von 3 fl. 7½ kr. a 2 fl. 30 kr. vom Zollcentner; 3) die Einfuhr des schwe zerischen Obstmostes (Cidder) und des schweizerisch Essigs zu dem gleichen Zoll (50 kr. vom Zollcentne wie die Schweizer weissen Seeweine; 4) die Zulassu von Schweizer Extrait d'Absynthe (Wermuthgeis Schweizer Kirschengeist und Schweizer Strohgeflecht gegen die Hälfte der betreffenden allgemeinen Tarifsätz endlich 5) die nachträgliche Einfuhr desjenigen Quantu Schweizer Seidenwaaren, welches für das Jahr 18 gegen die Hälfte des tarifmässigen Zolles hätte eing führt werden dürfen.

Art. 2. Unser Finanzminister ist mit dem Vol zuge gegenwärtiger Verordnung beauftragt. Gegeben i unserem Staatsministerium zu Karlsruhe, den 25. Janu 1838. LEOPOLD.

55.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et plusieurs hordes de la nation indienne de Chippewa dans le district de Saganaw. Conclu à Saganaw dans l'Etat de Michigan, le 23 Janvier 1838.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of th 25 Congress of the United States. Washingt. 183 Append. p. 55).

Articles of a Treaty concluded at the city o

naw in Michigan, on the 23 *January* 1838, 1838
en the United States of America, by the un-
gned Commissioner (Henry R. Schoolcraft) and
veral lands of the Chippewa nation compre-
d within the District of Saganaw.

Whereas the Chiefs of said bands have represen-
that combinations of purchasers may be formed,
sale of their lands for the purpose of keeping
the price thereof, both at the public and private
whereby the proceeds would be greatly dimini-
and whereas such a procedure would defeat
of the primary objects of the cession of the lands
United States, and thereby originate difficulties
ir early removal and expatriation to the country
of the Mississippi; and whereas full authority has
given to the undersigned respectively on the part
United States, and the said bands, to conclude
ettle every question connected with the sale and
n aforesaid — now therefore, to the end that
may completely ensue, the objects of both the con-
g parties be attained, and peace and friendship be
ved with said tribes, it is mutually agreed as follows:

rt. 1. The lands ceded by the Treaty of 14 Ja-
1837 shall be offered for sale, by proclamation
President of the United States, and the sale
be conducted in the same manner, as the laws
other lands to be sold. But it is provided,
ll lands brought into market, under the authority
d Treaty, shall be put up for sale by the regi-
nd receiver of the respective land office, at 5 Dol-
er acre, which is hereby declared to be the mi-
n price thereof; and if this price is not bid, the
shall be stopped; nor shall any such lands be di-
l of, either at public or private sales, for a sum
an 5 Dollars per acre, for and during the term
o years from the commencement of the sale.
d any portion of said lands remain unsold at the
tion of this time, the minimum price shall be
shed to two Dollars and 50 cents per acre, at
price they shall be subject to entry untill the
quantity is sold, provided that if any part of
nds remain unsold at the expiration of 5 years
the date of the ratification of this Treaty, such lands
all under the provision of third article of this Treaty.

1838 Art. 2. The survey and proclamation of sale shall apply as well to the reserves on the river Angrais and at Rifle river, of which said Indians are to have the usufruct and occupancy for 5 years, as to the other lands ceded; but the sales shall be made subject to the incumbrance of such right of occupancy by the Indians, nor shall any lands thus sold be entered upon, untill the full end and term of said 5 years, without the consent of said Indians, publicly obtained, at the office of the proper superintendent agent or subagent, of such tribe or band; which consent shall be expressed by the certificate of such officer, delivered to the purchaser. And to enable such officer to act understandingly in the discharge of this duty, a plat of the survey of such reservations shall be furnished for the use of this office.

Art. 3. To provide against the contingency of any of said lands remaining unsold and to remove any objections to emigrating, on the part of the Indians, based on such remainder, it is hereby agreed, that every such section, fractional section or other unsold remainder shall, at the expiration of 5 years from the ratification of this Treaty be sold for such sum as it will command, provided that no such sale shall be made for less than seventy-five cents per acre.

Art. 4. Should the said Indians agree to emigrate, and give up their reservations on the west shores of Saganaw bay at any time during the first period of sale herein before mentioned, they shall receive from the United States the minimum price per acre, fixed for said period, and if during the second period the minimum price for the second period.

Art. 5. This Treaty shall be binding from the date of its constitutional ratification; but its validity shall not be affected by any modification or non-concurrence of the President and Senate in the 3d and 4th Articles thereof.

In testimony whereof the undersigned Superintendent of Indian affairs and Commissioner on the part of the United States, and the chiefs and delegates of said bands, have hereunto set their hands and affixed their seals, at the city of Saganaw on this 23 day of January 1838 and of the independence of the United States the 62 year.

(L. S.) Henry R. Schoolcraft, Commissioner.

Suivent les signatures de 6 Chefs indiens et de 9 témoins.

Ratification du President des Etats-unis.

I, Martin van Buren etc. having seen and considered this Treaty, do, in persuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the 24 April 1838, accept and ratify and confirm the same, with the following amendments, viz:

„Strike out articles 2 and 4 and change articles 3 and 5 to read article 2d and article 3d."

Done at the city of Washington, 2 July 1838.

M. Van Buren.

John Forsyth, Secretary of State.

56.

Loi promulguée dans la Hesse-électorale sur l'établissement d'un droit de transit dans la Comté de Schaumbourg. En date de Cassel, le 1 Février 1838.

(Samml. von Gesetzen für Kurhessen. 1838. Nro. II.)

Von Gottes Gnaden Wir Fiedrich Wilhelm, Kurprinz und Mitregent von Hessen etc. etc.

erlassen, nach Anhörung Unseres Gesammt-Staatsministeriums und mit Beistimmung der getreuen Landstände, über den Durchgangszoll in dem Kreise Schaumburg, folgendes Gesetz.

§. 1. Vom 10ten dieses Monats an soll von den Gegenständen, welche durch den Kreis Schaumburg durchgeführt werden, insofern sie an der Grenze des Fürstenthums Schaumburg-Lippe ein- oder über diese Grenze ausgehen, der in dem anliegenden Tarif bestimmte Durchgangszoll erhoben werden.

§. 2. Von den Gegenständen, welche auf der Strasse von Hannover nach Minden und umgekehrt durch das Schaumburg-Lippische Gebiet ohne Veränderung der Ladung nur transitiren, ist der durch die Verordnung vom 21sten April 1824 festgesetzte Durchgangszoll zu entrichten. Es soll jedoch von den von

Hannover aus nach Minden durchgehenden Gegenständen bei dem Uebergange aus dem Kreise Schaumburg in das Schaumburg-Lippische Gebiet jedenfalls einstweilen der oben im §. 1 erwähnte Zoll erhoben, und erst nach beigebrachter Nachweisung des Wiederausgangs derjenige Mehrbetrag erstattet werden, um welchen der ebenbemerkte Zoll den durch die Verordnung vom 21. April 1824 eingeführten übersteigt.

§. 3. Der letztgedachte Durchgangszoll soll auch in allen den Fällen ferner zur Erhebung kommen, wo die Bestimmung des §. 1 keine Anwendung findet.

Unser Finanz-Ministerium ist ermächtigt, nach Befinden nicht nur den im §. 1 erwähnten Tarif in einzelnen Sätzen oder im Ganzen zu erhöhen, sondern auch die Ausführung der in den §§ 1 und 2 enthaltenen Anordnungen ganz oder theilweise wieder einzustellen.

Urkundlich Unserer höchsteigenhändigen Unterschrift und des beigedrückten Staatssiegels gegeben zu Cassel am 1sten Februar 1838.

Friedrich Wilhelm.

(St. S.)

Vt. Motz.

Tarif des Durchgangszolles.

		Maassstab.	Abgaben-Sätze. Thlr.	Sgr.	Pf.
	I.				
	Von allen nicht nachher ausdrücklich genannten Gegenständen wird entrichtet	Centnnr	—	4	—
	II.				
	Von nachfolgenden einzelnen Gegenständen:				
1	Abfälle: von Salzsiedereien und Glashütten; desgleichen Glasscherben, Glasbruch und Glasgalle; von Thieren, als: Beine, Hörner, Flechsen und Klauen; von Gerbereien .	desgl.	—	2	—
	Knochen	Pferdelast	—	4	—
2	Branntwein und sonstige Spirituosen . . .	Centner	—	8	—
3	Getreide etc.:				
	a) Spelz, Waizen, Hirse, (roher) . . .	Himten	—	1	8
	b) Roggen, Bohnen, Erbsen, Linsen, Wicken	desgl.	—	1	—
	c) Buchwaizen, Gerste, Hafer	desgl.	—	—	12
	d) Kornschrot und Malz	Centner	—	2	—
4	Grünes Hohlglas	Pferdelast	1	—	—
5	Heede	Centner	—	2	—
6	Holz etc.:				
	Eichen- und Birken-Borke, auch Lohe .	desgl.	—	3	—

	Maassstab.	Abgaben-Sätze.		
		ℛ	ℳ	Hlr.
Europäisches Bau- und Nutzholz, unverarbeitet oder verarbeitet, namentlich grobe Holz-, Korb- und Siebwaaren . . .	Pferdelast	—	2	—
r Kalk etc.:				—
Gebrannter Kalk und Gips	desgl.	—	6	—
Cement, Trass	Centner	—	1	—
Kienruss	Pferdelast	—	6	—
Kreide, (rohe)	Centner	—	2	—
Lumpen	desgl.	—	6	—
Oelsaamen etc.:	Tonne zu			
Hanf- und Leinsaamen	180 Pfund	—	4	—
Alle übrigen	Himten	—	1	8
Oelkuchen	Centner	—	1	—
Salz (so weit nicht die Durchfuhr verboten wird)	desgl.	—	6	—
Steine:				
unbehauene	Pferdelast	—	1	8
behauene	desgl.	—	3	—
gebrannte	desgl.	—	4	—
Töpferwaare	desgl.	1	—	—
Torf	desgl.	—	—	8
Vieh:				
a) Pferde, Maulthiere, Maulesel	Stück	1	—	—
b) Fohlen unter 1 Jahr, Esel	desgl.	—	6	—
c) Ochsen	desgl.	—	18	—
d) Kühe, Rinder	desgl.	—	12	—
e) Schweine	desgl.	—	5	—
f) Ferkel unter $\frac{1}{2}$ Jahr, Kälber unter 1 Jahr, Hämmel	desgl.	—	2	—
g) Anderes Schaafvieh, Ziegen	desgl.	—	—	4
r Wagen, Schlitten, Eggen u. dergl.	desgl.	—	2	—
Wagen und Schlitten mit Leder- oder Polster-Beschlag	desgl.	—	16	—
B Wildpret, als: Hirsche. Rehe, Schweine, (nicht zerlegt)	desgl.	—	2	—

III.

Frei vom Durchgangszolle sind:

a) Erndtefuhren;
b) Vieh, welches zur Weide geht;
c) Kohlen, sowohl Holz-, als Braun- und Steinkohlen;
d) Fuhrwerk, womit Fremde durchreisen und deren Reisegepäck;
e) Versendungen mit den reitenden und fahrenden Posten.

57.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique et plusieurs hordes des Oneida-Indiens, conclu à Washington le 3 *Février* 1838.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 2d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. Appendice p. 32.)

Articles of a Treaty, made at the city of Washington between Carrey A. Harris, thereto specially directed by the President of the United States and the First Christian and Orchard parties of the Oneida-Indians residing at Green-Bay, by their chiefs and representatives.

Art. 1. The First Christian and Orchard parties of Indians cede to the United States all their title and interest in the land set apart for them in the 1th Article of the Treaty with the menomonies of February 8th 1831, and the 2d Article of the Treaty with the same tribe of October 27th 1832.

Art. 2. From the foregoing cession there shall be reserved to the said Indians to be held as other Indians lands are held a tract of land containing a 100 acres for each individual, and the lines of which shall be so run as to include all their settlements and improvements in the vicinity of Green-Bay.

Art. 3. In consideration of the cession contained in the 1th Article of this Treaty, the United States agree to pay to the Orchard party of the Oneida Indians 3000 Dollars, and to the First Christian party of the Oneida-Indians 30,500 Dollars, of which last sum 3000 Dollars may be expended under the supervision of the Rev. Solomon Davis, in the erection of a church and parsonage house, and the residue apportioned under the direction of the President among the persons having just claims thereto; it being understood that said aggregate sum of 33,500 Dollars is designed to be in reimbursement of moneys expended by said Indians and in remuneration of the services of their

iefs and agents in purchasing and securing a title to 1838
e land ceded in the 1th Article. The United States
rther agree to cause the tracts reserved in the 2d
:ticle to be surveyed as soon as practicable.

Art. 4. In consideration of the sum of 500 Dol-
s to be paid to him by the chiefs and representati-
s of the said parties of Oneida-Indians, John Denny
ias John Sundown), their interpreter agrees to re-
quish to them all his title and interest in the tract
ierved in the 2d Article of this Treaty.

Art. 5. It is understood and agreed that the ex-
nses of this Treaty and of the chiefs and represen-
ives signing it, in coming to and returning from this
y, and while here, shall be paid by the United States.

Art. 6. This Treaty to be binding upon the con-
icting parties, when the same shall be ratified by the
nited States.

Washington, 3 February 1838.

C. A. Harris.

Signatures des Indiens et des témoins.
atifié par le Président M. van Buren le 17 May 1838.)

58.

Actes du chapitre metropolitain de Cologne, relativement aux differends entre la cour de Rome et le gouvernement Prussien.

Das Metropolitan-Domkapitel zu Cöln in seinem Rechte
ler Verhalten desselben und seine Verhandlungen mit
em Apostolischen Stuhle in der Erzbischöflichen Sache.
Mit authentischen Aktenstücken. Cöln, 1838.)

I.

Protocole de la Séance du chapitre metropolitain de Cologne, du 6 Février 1838.

Der Hochwürdigste Herr Propst, Freiherr von
eyer, legte ein Schreiben Sr. Excellenz, des Herrn
linisters von Altenstein, vom 27. des vor. Mts. vor,
omit ein Schreiben Sr. Heiligkeit, des Papstes Gre-

1838 gorius XVI. an das Metropolitan-Domkapitel
Dezember v. J. in den Erzbischöflichen Angel
communicirt wird. Das Kapitel nimmt das
Sr. Heiligkeit mit der tiefsten Ehrfurcht auf
merkt zu seiner Freude, dass ihm der Ap
Segen als Beweis der väterlichen Liebe zu A
Ende des Schreibens ertheilt ist und Se. Heili
von dem Kapitel auf den Grund des kanonisch
cap. 3. de suppl. negl. prael. in 6°. eingeschla
fahren in den schwierigen Verhältnissen nich
hat und daher stillschweigend anerkennt. V
Heiligkeit die Aeusserungen des Kapitels in
richte vom 22. November abhin über die V
des Herrn Erzbischofs missfällig aufgenommen
die Meinung zu erkennen gibt, dass wir stat
dels unserm Oberhaupte Trost und Hülfe in je
rigen Vorfalle hätten bringen sollen: so gla
darin unsere Beruhigung zu finden, dass wi
lich der Hülfe uns in der Lage befanden,
solche unserer Seits unmöglich war, und wo
loser Versuch des Widerstandes unserer Seit
Herrn Erzbischof sowohl, als für die öffentl
unberechenbare Folgen hätte haben können;
lich unserer Aeusserungen über seine Amtsfüh
ten wir gewünscht, das beste Zeugniss vor
keit ablegen zu können; allein wir glaubte
ernsten Momente Sr. Heiligkeit unsere wahre
offen legen und das sagen zu müssen, was v
bracht haben. Wenn wir dennoch gefehlt
bekennen wir, darin geirrt zu haben, jene
gen als pflichtmässig anzusehen. Wir wer
auch nicht ermangeln, Sr. Heiligkeit diese Ge
vorzutragen, sobald wir die weiterhin von
lenz, dem Minister, Freiherrn von Altenstein
chenen Mittheilungen werden erhalten haben
weilen ist verordneter Massen das Schreiben
keit geheim zu halten."

Das Kapitel fand es hiernach angemessen
zellenz, dem Minister, Freiherrn von Alten
die Mittheilung zu danken und zugleich den
auszudrücken, die versprochenen ferneren N
gen sobald als möglich zu erhalten, damit e
gesetzt werde, die gespannten Erwartungen

eistlichkeit zu befriedigen, so wie auch sich selbst vor 1838
em Heiligen Vater zu verantworten.

(Folgen die Unterschriften).

II.

Lettre adressée à S. E. le Ministre d'Altenstein à Berlin par le chapitre metropolitain de Cologne, en date du 6 Février 1838.

Euer Exzellenz geruhen aus der Anlage hochgefälligst zu entnehmen, mit welchen Empfindungen wir das uns mitgetheilte päpstliche Schreiben vom 26. Dezember v. J. an uns aufgenommen haben und wie wir wünschten, uns vor dem Heiligen Vater über die uns gemachten Vorwürfe zu verantworten. Nachdem die öffentlichen Zeitungen uns die Existenz dieses Schreibens angekündigt hatten, war uns die genaue Kenntniss des Inhaltes sehr erwünscht, obgleich wir nach Massgabe der bekannt gewordenen Allokution des Heiligen Vaters die Zurückweisung unserer Aeusserungen über die Verwaltung des Herrn Erzbischofs erwarten mussten. Se. Heiligkeit scheinen unserer Verfahrungsweise aber Absichten unterzulegen, die wir nicht hatten, indem wir uns keines andern Beweggrundes bewusst sind, als der Wahrheit Zeugniss zu geben. Wir hoffen daher auch, dass Euer Exzellenz uns baldgefällig die Gelegenheit zu unserer ehrfurchtsvollen Rechtfertigung zu geben geruhen werden. Hinsichtlich der von uns unter den obwaltenden Umständen übernommenen Verwaltung der Erzdiözese vertrauten wir, dass Se. Heiligkeit unsere Massnahme nicht verwerfen, oder sie nur missbilligen könnten, weil sie ganz und gar den kirchlichen Normen und Verfassungsgrundsätzen gemessen ist. Die öffentlichen Blätter von feindseliger Tendenz haben diesem Schritte zwar auch Motive angedichtet, die aber zu absurd schienen, auch in den öffentlichen Bekanntmachungen des Gouvernements zu sehr widerlegt waren, als dass sie Eingang und Aufnahme hätten finden können. Von der Rechtmässigkeit und Gültigkeit unseres Verfahrens sind aber manche Geistliche aus dem Pfarr-Klerus nicht so überzeugt, als diess zu ihrer Beruhigung erforderlich und wünscht wäre.

1838

III.

Lettre adressée au Saint Père à Rome chapitre metropolitain de Cologne, en c 20 Février 1838.

Sanctissime Pater! Sanctitatis Vestrae vicesi Decembris anni praeteriti ad nos datae literae v ter nos proflixere. Nos et egisse quid, quod S Vestrae molestius sit, et paterno animo dolor cisse, id incredibili nos moerore conficit. Sola qua nobis, tanquam filiis dilectis, salutem dixis stolicamque impertiti estis benedictionem, nos clementia et pietas consolatur et erigit. Quar tanti pretii tantaeque dulcedinis nobis sit, eo ea, quibus non modo inflictum paterno cordi leniri possit; sed et quae grata sint Sanctitati consilia semper inituri erimus, qui et castigant fligentemque paternam manum pie veneramur. nefas esse duceremus, si veniam petere veram ponere literarum nostrarum mentem et consilium remur. Itaque ad Sanctitatis Vestrae pedes h provoluti quam enixe supplicamus, ut nobis c paternam in nos benevolentiam non patiatur mi mali quid vel improbi de nobis porro sentiat. ad Sanctitatem Vestram de Reverendissimi Archi nostri, Clementis Augusti, ecclesiastica admini retulimus, ea nec inimicis animis, nec accusa denuntiandi consilio perscripsimus, sed veritati atque officii pietatisque erga Sanctam Sedem A cam sensu ducti. Nuntius enim allatus, Antisti ductum esse, nos consternaverat. Ea de re pro traordinaria ne vel minimum quidem eramus i et quid esset consilii capiendum, anxii haesimu tistiti vel consilii dandi vel operae afferendae co erat, quum ipse jam longius abesset atque pe cum eo consilia communicare nobis lege regia esset. De causis, quae rem eo adduxerant, p curatius nihil perceperamus; ipsius vero et cons et sentiendi rationis adeo eramus inexpertes, ut ipse vel approbaret vel quid ei displiceret, ne conjicere potuissemus. Jam vero totam causam, i erat, non esse nostri judicii, atque id unum nc stare visum est, ut ex juris praefinitione admi

dae Archidioecesi consuleremus universumque negotium 1838
Sanctitatis Vestrae manibus relinqueremus integrum nullaque intempestiva interpositione impeditum. Aliam praeterea rationem sequi tumultus seditionisque periculum dissuaserat, quod horrendum sane fovere malum Ecclesiae ministris non licet. Quam causam rerumque difficilem conditionem quum, ad pedes Sanctissimi Patris tanquam filii cogitationibus prostrati, exponeremus et ex juris praescripto paterna consilia peteremus, quo veriorem Sanctitas Vestra Sibi rerum nostrarum imaginem efformare aptioraque consilia nobis dare posset, non modo indicanda esse duximus, quae de Archidioecesis administratione e propinquo novissemus, sed ea reticere etiam ab officio discrepare existimavimus. Ex paterno enim ore interrogationem audire nobis visi sumus: at vos, quid de ecclesiasticis rebus gestis scitis et testificari potestis? Ad quam interrogationem vel non respondere, vel non docere, quae ad rem pertinuissent veraque essent, non licere videbatur. Sanctitatem enim Vestram, Patrem universae Ecclesiae, cujus intererat, necessitatibus nostris providere, ea latere non debebant, quae tantam tamque celebrem spectarent Archidioecesin, praesertim in hoc arduo difficilique ejus statu. Sacratissimi, quo cum Antistite nostro conjuncti sumus, vinculi non fuimus immemores; at arctiore ac sanctiore cum veritate et cum visibili Domini nostri Jesu Christi in terris Vicario nos conjunctos esse vinculo intelleximus. Verum ea, quae docuimus, vera esse, probare possumus probabimusque, ubi id postulatum fuerit, quod ipsum quidem iterum nec inimicis animis, nec accusandi, sed solo veritatis studio enuntiamus. Antistitis nostri rectitudinem et solertiam aliasque animi virtutes, nobis quidem minus notas, nec impugnavimus, nec impugnare intendimus, sed ad sola negotia gesta respeximus. Quumque reverentiae et pietatis erga Antistitem senem sensui sese tristitia et moeror immiscuissent, ut, quae non reticenda esse videbantur, lenissimis mitissimisque, quibus fieri potuit, verbis indicare, quam explanare et perscribere maluimus, ut ita et pietati satisfieret et opprobrio occurreretur, nos tacuisse, ubi loquendum fuisset. Itaque error noster in eo constitit, quod ex veritatis atque obsequii erga Sanctitatem Vestram studio loquendum esse existimavimus, ubi magis tacendum fuisset. — Multo plurimi non modo quinqua-

1838 gesimum, sed et sexagesimum et septuagesimum aetatis annum egressi sumus, in qua quidem aetate animi impetus sedatiores esse solent, — inde a teneris in fide catholica informati, ab adolescentia in doctrinis Ecclesiae catholicae et disciplinis theologicis a magistris, in quos nulla unquam erroris ceciderat suspicio, ad libros omnibus theologis catholicis probatos instituti, inde a juventute officiis ecclesiasticis pro viribus, sincera in Ecclesiam Sanctamque Sedem Apostolicam fide dediti atque Deo mox rationem reddituri. Propterea ineffabiliter ea cruciamur cogitatione, nos errore commisso apud Sanctitatem Vestram tantopere offendisse, ut nos ex domesticis inimicos esse factos et suspectis principiis fuisse ductos opinaretur nobisque exprobraret. Tanquam filii subditissimi humillime subjicimur paternae sententiae, fisi paterna clementia, clarius jam consiliis nostris expositis, nos veniam impetrasse. Id unum nos pungit, quod, quae continerent Apostolicae literae, prius, quam nobis allatae erant; exteris ephemeridibus in vulgus erant sparsa, et quod dubitandum non est, ipsas literas publice in iisdem ephemeridibus a malevolis, qui perturbationibus delectantur, typis mox fore editas. Atque ita nobis immerita ignominia publice notati et tanquam proditores diffamati videmur, quibus fideles vix unquam fidere possint. Ex hac causa Sanctitatem Vestram humillime exoramus, ut non modo lenius de nobis sentire, sed et mitioribus quibusdam verbis clementissime nos consolari Apostolicamque nobis benedictionem impertiri dignetur, qui non nisi cum vita nostra desinimus esse cum summa reverentia atque obsequio.

Coloniae Agrippinae 20. Februari 1838.

Sanctitatis Vestrae
filii addictissimi servique humi[illegible]

IV.

Lettre du Nonce papal à Bruxelles adress[illegible] au chapitre metropolitain de Cologne, en d[illegible] du 12 *Mars* 1838.

Cum ad aures pervenerit Sanctissimi D. N. *Gregorii Papae XVI.*, Dominum Hüsgen, contra sacrorum canonum statuta a Capitulo Cathedralis Colonien[illegible] post injustam legitimi Archiepiscopi expulsionem, elect[illegible]

administratorem istius archidioecesis fuisse, cumque hunc, 1838
nulla auctoritate Apostolica fulcitum, easdem functiones adhuc exercere, insuper dispensationes, aliaque ejusmodi impertiri, tanquam a R. Archiepiscopo subdelegatum (quod nullo modo constat) omnibus notum sit, Sanctitas Sua de hisce rebus vehementer dolens, volensque, quantum fieri potest, bono animarum ejusmodi Dioeceseis providere, mihi specialiter mandavit, ut tibi, caeteisque curam animarum gerentibus significarem quae equuntur.

Summus Pontifex pro nullo reputans indultum pro raesenti quadragesima a Dno. Hüsgen emissum, beigne indulget, ut fideles tibi commissi uti possint, duante praesenti tempore quadragesimali, iisdem facultabus, seu dispensationibus, quas anno praeterito Rmus. ominus Archiepiscopus a Sancta Sede Apostolica sibi elegatas concesserat. Hanc benignam voluntatem Summi ontificis tibi patefaciens, oro, ut eam, quamprimum, aeteris tuis Confratribus, ore saltem, si scripto non cet, adhibitis ad hoc omnibus cautelis, notam facere velis.

Bruxellis, hac die 12. Martii 1838.

sig. Aloysius Spinelli,
. S. Nuntiaturae Apostolicae negotiorum gestor.

V.

rotocole de la Séance du chapitre metropolitain de Cologne, du 27 Mars 1838.

Der Hochwürdigste Herr Dompropst legte ein Schreien des Hochwürdigen Herrn Capitular-Verwesers vom 3. März c. vor, womit derselbe ein Schreiben des bbé Spinelli, Geschäftsträgers der Apostolischen Nuntiatur zu Brüssel, d. d. 12. März c. mittheilt, welches erselbe als Antwort auf die Frage eines Pfarrers der rzdiözese in Betreff der verbindenden Kraft der diesährigen Fasten-Verordnung erlassen hat. Der Herr Capitular-Verweser bemerkt, dass an der Aechtheit dieses chreibens nicht zu zweifeln sey, indem gemäss einer on dem Herrn Oberpräsidenten erhaltenen Nachricht er etc. Spinelli auf eine Aufforderung des Königl. reuss. Gesandten zu Brüssel dasselbe als ächt und von hm herrührend anerkannt hat. Da gleich in den erten Zeilen dieses Schreibens gesagt wird, dass ein

1838 Hochwürdiges Domkapitel den Verweser des E
thums contra canonum statuta gewählt habe un
derselbe ohne alle Apostolische Auktorität Disp
und dergleichen ertheile, als wäre er von dem
Erzbischofe subdelegirt, welches nicht erwiesen
(quod nullo modo constat), so theilt der Herr Ca
lar-Verweser dem etc. Domkapitel mit, dass er
seiner Rechtfertigung ein Rundschreiben an die La
dechanten in Beziehung auf die ihm von dem He
Erzbischofe ertheilte Subdelegation zur Ausübung
Quinquennal-Fakultäten erlassen werde, und hält
ebenfalls für angemessen, dass Ein Hochwürdiges Do
kapitel in einer Beschwerdeschrift an Se. Heiligkeit ü
das Benehmen des etc. Spinelli die Rechtmässigkeit
nes Verfahrens darthue.

Hierüber wurde beschlossen, wie folgt: „In Er
gung, dass wir aus Nothwendigkeit die interimistis
Verwaltung der Erzdiözese nach der gefänglichen W
führung des Herrn Erzbischofs übernommen und ei
Kapitular-Vikar zu diesem Behufe ernannt haben;
Erwägung, dass wir dem Heiligen Vater diesen
schluss und dessen Motive unterm 22. Nov. pr. vo
tragen und uns seinen Rath in der schwierigen I
erbeten haben; in Erwägung, dass der Heilige V
dem Kapitel in der Eigenschaft als einer die Diö
verwaltenden Behörde unter'm 26. Dez. pr. geantw
tet und mit keiner Silbe die Uebernahme der Ver
tung von Seiten des Kapitels missbilliget, noch
weniger die Ungesetzmässigkeit dieses Verfahrens a
deutet, vielmehr das Kapitel in der vorgedachten Ei
schaft factisch anerkannt habe; in Erwägung, dass
obgleich bereit, dem Willen und dem Befehle Sr. I
ligkeit mit williger Gehorsam uns zu unterwerfen,
dem recht- und vorschriftsmässigen Wege von ei
Aenderung dieses hohen Willens nicht in Kenntniss
setzt sind; in Erwägung, dass wir uns mithin des
gehens gegen die bestehenden und bisher von Sr. I
ligkeit faktisch anerkannten Staatsgesetze und der
den Staatsbehörden als Umtriebe bezeichneten Handl
gen schuldig machen würden, wenn wir auf den Er
des etc. Spinelli eine unserm bisherigen Verfahren
gegengesetzte Rücksicht nehmen wollten; so finden
keine Veranlassung, noch Berechtigung, von uns
vorgedachten Verfahren abzugehen und die Verwalt

des Capitular-Verwesers zu stören, dagegen halten wir 1838
es für angemessen, dem Heiligen Vater mit Bezugnahme auf den Erlass des Abbé Spinelli geziemend die Nothwendigkeit auseinander zu setzen, in welcher wir die Wahl eines Kapitular-Verwesers vorzunehmen glaubten.

VI.

Lettre adressée au Pape par le chapitre métropolitain de Cologne, en date du 29 Mars 1838.

Sanctissime Pater! Ad Sanctitatis Vestrae sanctum veneramdumque Solium, nova jam et inopinata nobis sollicitudine suberta, summa cum devotione denuo accedimus, mandata ac jussa Apostolica humillime fidenibusque animis petituri. Filii enim patris offensionem maxime verentur, ab eodem tamen et offenso vel in angustiis auxilium vel ipsius placationis consilium quaerunt. Jam vero Sanctitatis Vestrae offensionis novum indicium his diebus nobis obtigit et in novas angustias adducti sumus. Siquidem plurimum Reverendus D. Aloysius *Spinelli*, Nuntiaturae Apostolicae negotiorum gestor, 12. hujus mensis Martii Bruxellis ad parochum quendam Archidioecesis Coloniensis, nobis ignotum, literas dedit, quibus enuntiatur, nos contra canonum statuta D. Joannem Hüsgen Vicarium Capitularem elegisse, Sanctitatemque Vestram vehementer dolere, eundem, nulla auctoritate Apostolica fulcitum easdem functiones adhuc exercere, insuper dispensationes aliaque ejusmodi impertiri tanquam a Reverendissimo Archiepiscopo subdelegatum, quod nullo modo constet, atque pro nullo reputari indultum pro praesenti quadrigesima ab eo emissum.

Quae literae mox typis editae et per totam fere Archidioecesin sparsae sunt. Tametsi ea, quae continent, pro incertis et dubiis habenda, neque nobiscum via legitima sunt communicata, ipsarum tamen nullam habere rationem plura dissuadent. Publice nobis objectari, nos leges ecclesiasticas laesisse, ubi ex necessitate atque ex legibus pro Ecclesiae utilitate nos egisse judicavimus, id valde nos contristat quidem, multo majoris tamen, quod inde efficitur, nobis momenti est. Id enim ita comparatum est, ut administrationis auctoritas infringatur, fidelium pastorumque animi anxii red-

1838 dantur, ipsique, ne quid, licet inscii, in Vestrae voluntatem commiserimus, timore Quare non possumus, quin rerum gestaru Sanctitati Vestrae reddamus.

Primum quidem indultum pro praesent sima quod attinet, Vicarius Capitularis idem, praeterito erat publicatum, repetiit idque vi quinquennalium a Reverendissimo Archie Maji 1836, ipso Vicarii Generalis constitut mento eidem mandatarum.

Sanctitati Vestrae porro 22. Novembris teriti humillime nuntiavimus, Archidioecesis tionem nos subiisse electionemque Vicarii infra octiduum habendam decrevisse. Utru nime dubitavimus, legitime actum esse. enim, quo suscipienda esset ecclesiae admin sum adesse in eoque ex legis provisione noi ministrare nos posse, sed et oportere per nobis habuimus. At non ididem Sanctitas ternis literis, 26. Decembris anni praeteriti tis, sed hoc reprehendit, quod Antistitem cusasse videbamur. De qua re quum pa mum consiliis nostris 20. Februarii hujus a tius expositis placasse speremus, restat, u Vicarii Capitularis causas paulo fusius affer 19. Decembris anni praeteriti humillimis r id factum est.

Ipsa, quam sequuti sumus, ecclesiastic tionem cap. 3. de supplend. neglig. praelat. posita cum eo, quod in concilio Tridentii cap. 16. de reform. praescriptum est, Vicar larem eligere nos oportere, minime nos reliquit. Quum illa lege praeceptum sit, ca nistrare debere, *ac si sedes per m scopi vacaret*, recentiore vero hac concil constitutione statuatur, ut capitulum sede ficialem seu Vicarium infra octo dies post scopi constituere vel existentem confirmare *neatur*, non ea animos subiit cogitatio, diutius in corpore vel capitulariter admi gerere, immo persuasi nobis fuimus, on electione nos in canones peccare. Accessit haec, quod canonistae unanimes captivitatis mortem civilem vocant eamque, quod attin

ad capitulum ecclesiae administrationem et jurisdictionis I
exercitium, morti naturali aequiparant. Quam persua-
sionem nostram nullus scriptorum catholicorum, quo-
rum libros consuluimus, adhuc labefactavit; immo ab
iisdem didicimus, id communi jure statutum esse et
inde a pluribus saeculis in Germania usu venisse, ut
sede episcopali quovis modo vacante Vicarius Capitula-
ris, isque e gremio capituli eligeretur. Quos inter primo
loco singularisque auctoritatis nobis fuit R. P. Lucius
Ferraris, in promta bibliotheca docens: „sicuti post
mortem vel translationem episcopi, ita etiam capitulum
posse constituere Vicarium in casu, quo episcopus ef-
ficeretur captivus, quia tunc diceretur civiliter mortuus,
et in hoc casu mortem civilem aequiparari morti natu-
rali." In eandem sententiam ivisse legimus Anacletum
Reiffenstuel, ordinis minorum s. Francisci Lectorem,
qui cum aliis doctoribus: „officium Vicarii Generalis ces-
sare, ait, episcopo capto, quia episcopus censeretur
mortuus." Quo fundamento jacto, quum alibi docuis-
set, capti episcopi potestatem devolvi interim ad capi-
tulum, ac si sedes ipsa vacaret: „spectato, inquit, jure
communi, seu ante concilium Tridentinum, capitulum
sede vacante non tenebatur constituere Vicarium, sed
poterat jurisdictionem ad se devolutam per se ipsum
exercere; verum *de facto ad id tenetur* capitulum"
(Lib. 1. decret. tit. 28. §. III. n. 71.). Jacobum *Wiest-*
er, Societatis Jesu clarum doctorem, idem invenimus
his verbis docere: „Convenit inter doctores, ad Vicarii
constitutionem intra octo dies *capitulum adstringi*,
episcopali sede non solum per episcopi obitum, sed
etiam per ejus translationem, renunciationem, aut alium
modum *vere aut ficte* vacante, ut desumitur ex gene-
ralitate rubricae et pr. cap. 16. conc. Trid. Ratio est,
quia perturbationes et negotiorum protelationes aliaque
incommoda, quae capituli communis administratio af-
fert, et Vicarii constitutione excludere s. synodus in-
tendit, timenda sunt, quocunque modo sedis episcopa-
lis vacatio inducatur; ut adeo cap. 16. cit. vacationis
per episcopi mortem contingentis mentio solius exempli
gratia facta, et synodali decreto sedis vacantis *casus*
omnes comprehensi intelligantur" (Instit. canon. lib. 1.
28. n. 56.); alio vero loco docet, episcopi capti
non pro *ficte et civiliter vacante* haberi. Similiter
Petrum *Leurenium*, Societatis Jesu Doctorem et

1838 Professorem, legimus: „Vicarii jurisdictio durante vitate episcopi tantum suspensa est quoad exerciti ut interea eam exercere nequeat, *nisi forte tium illius committatur eidem a capitulo*, et remanet Vicarius (Vicarius episc. cap. 5. Q. 291. vero: *debere capitulum*, ait, post Tridentinur stituere Vicarium, qui nomine illius jurisdictione exerceret.

Ita non leviter, ejus conscii nobis sumus, gotium tractavisse. Omnem conditionis difficultate simus et perpendimus. Ex necessitate, nulla culpa vel opera nobisque insciis subito exorta, dum nobis esse existimavimus. Ad utilitatem E nos egisse, neque aliter agere nobis licuisse, pe simum nobis habemus. Nullo pravo studio, n perversis consiliis, quibus aliud quid assequ ducti, circumspeximus, ne quid omitteremus, praeceptum esset, vel ne quid praspropere ag quod nocere posset, ac ne pedem quidem movi sine necessitate vel juris praefinita norma, quo e erroris periculum evitaremus. Scimus, quas cal falsasque suspiciones regni Borussici inimici d etiam exteris ephemeridibus sparserunt. Easden quam nimis absurdas, contemnendo potius ref esse duximus, quum nullius criminis, nullius deli liusque suspicionis justae causae nobis conscii e Hujusmodi malignis criminationibus non facile qu fidem habebit, vel certe instituta legitima inqu evanescent veritatique et justitiae cedent. Etenim fideliter et sincere, recte et legitime agere curae fuit. Cujus quum conscii nobis sumus, vehement lemus, nos rectam viam non reperisse et in San Vestrae voluntatem offendisse. Ea vero ac ta nostra erga Sanctitatem Vestram, centrum eccles unitatis et caput universae Ecclesiae, reverentia tas, ut sine ulla haesitatione correcturi vel eme simus, si quid in legem ecclesiasticam commisim primum intellexerimus, in quo id consistat; at nostrum tantumque obsequium est, ut Sanctitat strae voluntas certo nobis et legitima via patefacta norma nobis futura sit, quum omnes et singuli e mis ab omni prava schismaticaque cogitatione abh mus. Quam itaque offensionem nostram patern voluntatem ut clementissime nobis patefaciat,

et humillime Sanctitatem Vestram rogamus, simul 1838
etimus, ut fidelium paterne misereatur illisque
ere dignetur, ne inimicus nocendi facultatem ac-
neque perturbatio augeatur, ex qua Ecclesiae oriri
et commodum non potest.
umillime provoluti Sanctitatis Vestrae pedes exo-
ur sanctamque petimus Apostolicam benedictionem.
loniae Agrippinae 29. Martii 1838.

Sanctitatis Vestrae;
filii devotissimi servique humillimi.

59.

Traités conclus le 12 Février au Port-au-Prince entre la ce et la République de Haïti, règler les rapports mutuels itié et pour mettre un terme difficultés qui se sont élevées tivement au paiement des sommes stipulées 1825 pour indemniser la France.

ermante Archives du commerce. T. XXI. Paris, 1838. p. 340).

(A.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi des Français et le Président de la publique d'Haïti, désirant établir sur des bases soli- et durables les rapports d'amitié qui doivent exi- entre la France et Haïti, ont résolu de les régler r un traité, et ont choisi à cet effet pour plénipo- iaires, savoir:

S. M. le Roi des Français: les sieurs Emmanuel- -Dieudonné, baron de Las Cases, officier de l'or- royal de la Légion-d'Honneur, et Charles Baudin, er dudit ordre royal de la Légion-d'Honneur, ca- ne de vaisseau de la marine royale:

Le Président de la République d'Haïti: le général rigade Joseph-Balthazar Inginac, secrétaire-général;

1838 le sénateur Marie-Elisabeth-Eustache Frémont, colonel, son aide-de-camp; les sénateurs Dominique-François Labbée et Alexis-Beaubrun Ardouin, et le citoyen Louis-Mesmin-Seguy Villevaleix, chef des bureaux de la secrétairerie générale;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

„Art. 1er. S. M. le Roi des Français reconnaît, pour lui, ses héritiers et ses successeurs, la République d'Haïti comme Etat libre, souverain et indépendant.

„2. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre la France et la République d'Haïti, ainsi qu'entre les citoyens des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux.

„3. S. M. le Roi des Français et le Président de la République d'Haïti se réservent de conclure le plus tôt possible, s'il y a lieu, un traité spécialement destiné à régler les rapports de commerce et de navigation entre la France et Haïti. En attendant, il est convenu que les consuls, les citoyens, les navires et les marchandises ou produits de chacun des deux pays jouiront, à tous égards, dans l'autre, du traitement accordé ou qui pourra être accordé à la nation la plus favorisée; et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionelle.

„4. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

„En foi de quoi, nous, plénipotentiaires soussignés, avons signé le présent traité, et y avons apposé nôtre sceau.

„Fait au Port-au-Prince, le 12e jour du mois de février de l'an de grâce 1838.

„Et ont signé: Emmanuel baron de Las Cases, membre de la Chambre des députés de France; Charles Baudin; B. Inginac, E. Frémont, Labbée, B. Ardouin, Seguy Villevaleix."

(B.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi des Français et le Président de la République d'Haïti, désirant, d'un commun accord,

ettre un terme aux difficultés qui se sont élevées rela- 1838
ement au paiement des sommes que la République Haïti doit à la France sur l'indemnité stipulée en 25, ont résolu de régler cet objet par un traité, et it choisi, à cet effet, pour plénipotentiaires, savoir:

(Mêmes plénipotentiaires que pour le traité ci-ssus);

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due rme, sont convenus des articles suivans:

„Art. 1er. Le solde de l'indemnité due par la publique d'Haïti demeure fixé à la somme de 60,000,000

Cette somme sera payée conformément au mode après:

our	1838, 1839, 1840, 1841 et 1842,	1,500,000 fr.
ha-	1843, 1844, 1845, 1846 et 1847,	1,600,000
une	1848, 1849, 1850, 1851 et 1852,	1,700,000
lés	1853, 1854, 1855, 1856 et 1857,	1,800,000
n-	1858, 1859, 1860, 1861 et 1862,	2,400,000
ées	1863, 1864, 1865, 1866 et 1867,	3,000,000

Lesdites sommes seront payées dans les six premiers mois de chaque année. Elles seront versées à aris, en monnaie de France, à la caisse des dépôts et nsignations.

„Art. 2. Le paiement de l'année 1838 sera effecé immédiatement.

„Art. 3. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans un délai trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

„En foi de quoi, nous, plénipotentiaires soussigés, avons signé le présent traité, et y avons apposé tre sceau.

„Fait au Port-au-Prince, le 12e jour du mois de vrier de l'an de grâce 1838.

(Mêmes signatures que ci-dessus).

Les ratifications de ces traités ont été échangées à aris, et une ordonnance royale du 20 mai 1838 en prescrit la publication.

60.

Convention de navigation entre la Hollande et le Royaume de Würtemberg.

(Journal de la Haye, 1838. Mars).

Arrêté du Roi des Pays-Bas, du 28 Février 1838.

Les articles 1 à 5 du Traité de navigation conclu le 3 Juin 1837 entre le Royaume des

61.

Exposé documenté de la cour de Rome relativement à la Conduite tenue par le gouvernement Prussien envers l'Archévêque de Cologne. Daté du 4 Mars 1838.

(Esposizione di fatto documentata su quanto ha preceduto e seguito la deportazione di Monsignor Droste, Arcivescove di Colonia. Roma, 1838).

Il Governo Prussiano dopo aver preso le note violenti misure a carico di Monsignor Clemente Augusto libero Baron de Droste Arcivescovo di Colonia, ha fatto messo a più Corti estere uno scritto di Stato (Staatsschrift) corredato di documenti, ed ha fatto insieme altre publicazioni nell' intendimento di giustificare il suo fatto. E perciò che la Santa Sede si è trovata nella necessità di far conoscere il genuino stato delle cose per mezzo della presente.

Esposizione di fatto documentata.

Con ordine di Gabinetto del 17. Agosto 1825. Sua Maestà il Re di Prussia comandò che nelle Provincie del Reno e della Westfalia, come già fin dal giorno 11. Novembre 1803. avea disposto per quelle del lato orientale del Regno, tutta la prole che fosse per nascere dai matrimonii misti dovesse senza distin-

Pays-Bas et la Prusse, seront applicables aux navires 1838
du Royaume de Würtemberg, ainsi qu'à leurs cargaisons et ils jouiront en outre des avantages accordés au pavillon prussien par l'art. 7 du dit Traité. Cette convention, comme l'avait été celle faite aux gouvernemens de Bade, de Nassau et de Hesse-grand-ducale est faite à titre de réciprocité de la part du gouvernement Wurtembergeois.

61.

Urkundliche Darstellung des Römischen Hofs in Betreff des von dem Königl. Preussischen Gouvernement befolgten Verfahrens gegen den Erzbischof von Cöln. Vom 4ten März 1838.

(Wörtliche Uebersetzung für die Römisch Catholische Geistlichkeit im Königreiche Preussen).

Nachdem das Preussische Gouvernement die bekannten gewaltsamen Maassregeln wider den Hochwürdigsten Erzbischof von Cöln, Clemens August Freiherrn von Droste genommen, hat dasselbe an mehrere auswärtige Höfe eine mit Urkunden ausgerüstete Staatsschrift übersendet, und zugleich andere Bekanntmachungen ergehen lassen, um seine Handlungsweise zu rechtfertigen. Und deswegen hat sich der heilige Stuhl in der Nothwendigkeit befunden, die wahre Bewandtniss der Sache durch Gegenwärtiges bekannt zu machen.

Urkundliche Darstellung der Thatsachen.

Durch Cabinetsordre vom 17. August 1825 verordnete Se. Majestät der König von Preussen, dass in den Provinzen von Rheinland und Westphalen, wie Er bereits seit dem 11. November 1803 für die östlichen Provinzen der Monarchie bestimmt hatte, alle Kinder aus gemischten Ehen, ohne Unterschied des Geschlech-

1838 zione di sesso educarsi nella religione del pa
il solo caso in cui i genitori fossero unanin
ligiosa educazione dei figli. Dichiarò inoltre
lunque patto, cui prima del matrimonio si
per simile oggetto dai promessi sposi, avess
darsi come non obbligatorio: vietando in
rigorosamente al Clero di esigere alcuna pr
lativa all' educazione in discorso *). Avver
che generalmente i Parrochi delle Dioces
nella parte occidentale della Monarchia seguen
zioni date loro dai rispettivi Vescovi si asten
occasione di matrimonio fra donna cattolic
protestante dal chiedere l'indicata promessa,
ricusassero di assistervi, se pure la promess
non fosse dai contraenti o dai loro genitori
mente offerta. Intanto era sì fermo il Gov
siano nel volere strettamente eseguito il R
che minacciava di promulgare la legge pen
gli Ecclesiastici contravventori; e la cosa er
punto da compromettere la libertà del foro
tale e la inviolabilità del segreto. Poichè
cuse anche giudiziali ed altre vessazioni co
fessori, il Re stesso avea fatto espressam
che *in caso di bisogno gli avrebbe obblig
solenne dichiarazione*, con cui si accertass
essi negata l'assoluzione alle donne cattolich
non avendo potuto indurre il loro Parroco
assistere al matrimonio ch' erano per cor
uomini acattolici, lo avevano fatto avanti
protestante.

Trovandosi perciò i Vescovi di quelle
nelle più penose angustie di coscienza si ri
lettere scritte separatamente nel Marzo ed
del 1828. a Leone XII. di gl: me: imploran
zioni e gli ajuti proporzionati alla imponenz
Questo ricorso dei Vescovi alla Santa Sede
dispiacere al Re di Prussia fu dal medesin
Fu anzi sua intenzione che il Ministro r
Roma presentasse le suddette lettere, e le acc
coi più energici officii. Ed il Ministro nel
la commissione affidatagli dal suo Sovrano cl

*) Docum. N. I. II.

leligion des Vaters erzogen werden sollten, 1838
ne des einzigen Falles, wenn die Eltern
ligiöse Erziehung derselben einig wären.
'erner, dass jeder Vertrag, der über die-
nd von den Verlobten vor der Ehe abge-
irde, als nicht verbindlich betrachtet wer-
ınd verbot zu gleicher Zeit der Geistlich-
Strengste, irgend ein Versprechen in Bezie-
in Rede stehende Erziehung zu fordern.
ıtte zur Folge, dass im Allgemeinen die
Diöcesen im westlichen Theile der Monar-
ıstructionen ihrer respectiven Bischöfe fol-
im Falle der Ehe zwischen einer katholi-
und einem protestantischen Manne der For-
ɔesagten Versprechens enthielten, zugleich
ihre Assistenz verweigerten, wenn nicht
et jenes Versprechen von den Contrahen-
en Eltern freiwillig abgelegt wurde *). In-
die Preussische Regierung so fest in ihrem
Königliche Edict pünctlich ausgeführt zu
sie drohete, gegen die zuwiderhandelnden
das Strafgesetz zu verkündigen, und die
so weit gediehen, dass die Freiheit des
und die Unverletzbarkeit des Beichtsiegels
ele stand. Denn ausser der gerichtlichen
andern Bedrückungen gegen die Beichtvä-
König selbst ausdrücklich vernehmen las-
sie im Nothfalle zu einer feier-
klärung verpflichten würde, wo-
die Versicherung erhielt, dass sie den ka-
rauen, welche ihren katholischen Pfarrer
bewegen können, ihrer mit einem akatho-
ne einzugehenden Ehe zu assistiren, und
vor einem protestantischen Wortsdiener
Absolution nicht verweigert hätten.
hiedurch die Bischöfe jener Provinzen in
ten Gewissensängste versetzt sahen, wand-
jeder durch ein besonderes Schreiben im
ıhres 1828 an Leo XII. glorreichen An-
ıd baten um die der Dringlichkeit des Falles
n Instructionen und um Hülfe. Dieser Re-

---

e I und II.

1838 dio con Nota del 10. Giugno 1828. che l'Editto dell' Agosto 1825. potesse avere il suo effetto anche nel caso, in cui il Matrimonio misto sie contraesse in forza di dispensa su qualche impedimento di parentela in grado maggiore ottenuta dalla Sede Apostolica: domandò cioè che siffatte dispense si concepissero in modo da poter essere eseguite, malgrado che la parte protestante nulla promettesse intorno alla cattolica educazione di tutta la prole.

La Santa Sede quanto costante nel conservare la purezza ed integrità delle massime della Chiesa Cattolica, altrettanto disposta a far uso del suo potere per accorrere alle necessità, e provvedere alla quiete delle coscienze dei fedeli; non indugiò a prendere nella più seria e matura considerazione il gravissimo affare. Leone XII. avvegnachè prendesse la massima parte alle circostanze esposte dai Vescovi; pure veggendo di non poter aderire a quanto si era richiesto, divisava di far loro rispondere questo stesso: ben inteso che non si voleva vietare ai Parrochi di prestare in alcuni casi speciali e determinati un' assistenza meramente passiva ai matrimonii di cui si trattava. Ma il disgraziato avvenimento della sua morte differì la completa definizione della cosa al Pontificato di Pio VIII. di sa: me:. Fu allora che dopo più conferenze tenute col Ministro Prussiano nell' espresso intendimento di manifestargli le definitive risoluzioni della Santa Sede, e di dimostrargliene la ragionevolezza, l'encomiato Sommo Pontefice s'indusse alle misure di benignità e di conciliazione esposte nel suo Breve del 25. Marzo 1830. e nell' istruzione firmata di suo ordine dal defunto Cardinal Albani in data del 27. dello stesso mese *). Nell' anzidetto Breve non solo si dichiarò che i matrimonii mi-

*) Docum. N. III. IV.

curs der Bischöfe an den heiligen Stuhl, weit entfernt dem Könige von Preussen zu missfallen, wurde von Ihm Selbst angeregt. Ja es war sogar Seine Absicht, dass der Minister-Resident in Rom die obgedachten Schreiben überreiche, und sie mit seinen dringendsten Verwendungen begleite. Der Minister, indem er den ihm anvertrauten Auftrag seines Souveräns erfüllte, bat zugleich durch Note vom 10. Juni 1828, dass das Edict vom August 1825 seine Wirkung auch in dem Falle haben dürfe, wenn die gemischte Ehe kraft einer vom heiligen Stuhle für ein Hinderniss wegen höhern verwandtschaftlichen Grades erhaltenen Dispensation abgeschlossen würde; d. h. er forderte, dass die besagten Dispensationen dergestallt abgefasst würden, dass sie, auch wenn der protestantische Theil in Betreff der katholischen Erziehung aller Kinder nichts verspräche, dennoch zur Anwendung gebracht werden könnten. 1838

Der heilige Stuhl, einerseits standhaft in der Bewahrung der Reinheit und Unversehrtheit der Grundsätze der katholischen Kirche, andrerseits geneigt, von seiner Macht Gebrauch zu machen, um der Noth beizuspringen, und für die Gewissensruhe der Gläubigen zu sorgen, säumte nicht, diese höchst wichtige Angelegenheit in ernste und reifliche Erwägung zu ziehen. Leo XII, obgleich er an den von den Bischöfen Ihm mitgetheilten Umständen den grössten Theil nahm, dennoch aber sah, dass Er ihrem Begehren nicht willfahren könne, glaubte ihnen eben dieses antworten zu müssen: wohl verstanden, man wollte den Pfarrern nicht verbieten, in gewissen einzelnen und bestimmten Fällen bei den in Frage stehenden Ehen eine rein passive Assistenz zu leisten. Allein das unglückliche Ereigniss Seines Todes übertrug die völlige Entscheidung der Sache auf das Pontificat Pius VIII. heiligen Andenkens. So geschah es, dass zu jener Zeit der eben genannte Papst, nach mehreren Conferenzen, die mit dem Preussischen Minister in der bestimmten Absicht gehalten wurden, ihm die schliesslichen Entscheidungen des heiligen Stuhles zu erkennen zu geben, und ihm deren Billigkeit darzuthun, sich zu den wohlwollenden und versöhnlichen Massregeln bewegen liess, welche in seinem Breve vom 25. März 1830, und in der auf Seinen Befehl von dem verstorbenen Cardinal Albani unterzeichneten Instruc-

1838 sti, i quali fossero per farsi in appresso senza osservare la forma prescritta dal Concilio di Trento, dovessero aversi per validi, quando non vi ostasse qualche altro impedimento canonico dirimente; ma si tollerò altresì che i Parrochi cattolici, premesse le consuete proclamazioni, prestassero a tali matrimonii un' assistenza puramente passiva. Nell' istruzione poi si delegò ai Vescovi la facoltà di dispensare e sanare eziandio *in radice* i matrimonii misti nullamente od anche incestuosamente contratti in passato: ed insieme si tollerò che i Vescovi pel corso di un quinquennio dispensassero nei suddetti matrimonii dagli impedimenti di parentela nei gradi minori (ciò che far non potevano per lo innanzi) quantunque si trattasse di matrimonio fra donna cattolica ed uomo protestante; ch' era appunto il caso più tormentoso, stantechè il Regio Editto del 1825. lasciava l'educazione religiosa dei figli all' arbitrio del padre. In forza di queste concessioni potendo effettuarsi validamente i matrimonii misti o nella forma prescritta dal Concilio di Trento, od anche senza di essa, sebbene non fosse preceduta la promessa della cattolica educazione di tutta la prole, ed essendosi per conseguenza provveduto alla legittimità della successione e della figliuolanza; la Santa Sede contribuì come a mettere in calma su tale riguardo la coscienza dei Vescovi, così ad assicurar pienamente dal canto suo quanto nell' oggetto, di che si trattava, avea relazione all' interesse pubblico e privato nell' ordine civile.

Quindi il Ministro Prussiano ebbe a riconoscere che sebbene le surriferite Pontificie facilitazioni non si estendessero a tutto ciò che per parte della sua Corte aveva egli domandato; pure erano di somma entità: e dopo essersi letteralmente espresso *di accetare con riconoscenza le concessioni concilianti offerte dalla Corte di Roma*, e di dover solo prendere *ad referendum* le negativa Pontificia risoluzione sulla domanda

tion vom 27ten dess. Mts. enthalten sind *). In dem 1838
vorbenannten Breve wurde nicht allein erklärt, dass die gemischten Ehen, welche in Zukunft auch ohne Beobachtung der vom Concilium von Trient vorgeschriebenen Form abgeschlossen würden, für gültig erachtet werden sollten, wenn kein anderes canonisches trennendes Hinderniss im Wege stehe; sondern es wurde zugleich geduldet, dass die katholischen Pfarrer nach vorhergegangenem gewöhnlichen Aufgebote, bei solchen Ehen eine blos passive Assistenz leisteten.

In der Instruction ferner wurde den Bischöfen die Befugniss ertheilt, die nichtiger Weise und selbst in verbotenen Graden bereits geschlossenen Ehen zu dispensiren, und in radice zu heilen; zugleich aber wurde verstattet, dass die Bischöfe, bis zum Ablaufe von fünf Jahren, in den gedachten Ehen von den geringeren Verwandtschaftsgraden dispensiren könnten (was sie früher nicht thun durften), so oft es sich von einer Ehe zwischen einer katholischen Frau und einem protestantischen Manne handelte; welches gerade der schwierigste Fall war, weil das Königliche Edict von 1825 die religiöse Erziehung der Kinder dem Willen des Vaters überliess. Kraft dieser Zugeständnisse konnten die gemischten Ehen gültig geschlossen werden, sowohl in der vom Concilium von Trient vorgeschriebenen Form, als auch ohne dieselbe, selbst wenn das Versprechen der katholischen Erziehung aller Kinder nicht vorausgegangen war; und es war folglich für die Legitimität der Succession und der Nachkommenschaft gesorgt. Der heilige Stuhl trug also dazu bei, in dieser Beziehung sowohl das Gewissen der Bischöfe zu beruhigen, als auch von seiner Seite dasjenige sicher zu stellen, was von der Angelegenheit, um die es sich handelte; auf das öffentliche und Privat-Interesse im Staate Bezug hatte.

Der Preussische Minister musste hieraus erkennen, dass, wenn auch die hier dargelegten, von Seite des Papstes gewährten Erleichterungen sich nicht auf Alles erstreckten, was er von Seiten seines Hofes begehrt hatte, sie dennoch von der wesentlichsten Bedeutung waren; und nachdem er sich schriftlich ausgedrückt hatte, dass er die von dem Römischen Hofe dargebotenen versöhnlichen Concessionen mit

*) Beilage II. und IV.

1838 risguardante le dispense da concedersi direttamente d
Santa Sede; chiese con Nota del 20. Marzo 183
Breve e l'istruzione per trasmetterli subito a Be
ove egli credeva utile che giungessero prima della
qua. Gli s'inviarono infatti a suggello alzato in q
originali consimili, quanti erano i Prelati delle P
cie occidentali Prussiane, nell' intelligenza che sar
spediti immantinente alla Corte per espresso co
A siffatta attività succedettero il silenzio e l'inazi
molti mesi, essendo il Breve e l'istruzione rimasti
corso ed effetto a Berlino finchè visse Pio VIII.
sato quel Santo Pontefice al riposo de' giusti, e so
dalla divina provvidenza al governo della Chie
gorio XVI. felicemente regnante, il Ministro no
a restituire alla Segreteria di Stato i ricevuti or
e con Note, una confidenziale del 13. Luglio
l'altra officiale del 1. Settembre dello stesso anno
mandò in nome del suo Sovrano, che il rispettivo
testo fosse in più passi modificato.

Mentre Pio VIII. condiscese alle facilitazioni cc
tenute nel Breve e nell' istruzione, non lasciò di esp
mere letteralmente che alla Santa Sede non era affa
lecito di permettere tutto quello che nelle Provincie
cidentali della Monarchia Prussiana si richiedeva
l'esecuzione del Regio Editto del 1825. Ingiunse
pari che quando, ad onta delle più serie ammonizi
ed esortazioni, una donna cattolica fosse per contra
matrimonio con uomo protestante senza le previe c
venienti garanzie (*opportunis cautionibus*) sulla e
cazione della prole; il Parroco Cattolico dovesse a
nersi *non solum a nuptiis sacro quocumque ri*
honestandis, sed etiam a quovis actu quo appa
bare illas videatur. Infine per intimo impulso
coscienza fu sollecito di ricordare chiaramente le m
sime, e d' inculcare l' osservanza delle regole della Chi
Cattolica in oggetto risguardante *non civiles matrin*

annehme, und nur die verneinende Entschei- 1838
des Papstes über die Forderung in Betreff der
heiligen Stuhle direct zu bewilligenden Dispen-
rührendum nehmen müsse; bat er durch eine Note
2. März 1830 um das Breve und die Instruction,
sie sogleich nach Berlin senden könne, indem er
ätzlich hielt dass sie vor Ostern daselbst ankämen,
rden ihm in der That unter offenem Siegel in
chlautenden Originalen, als wie viele Prälaten
tlichen Provinzen in Preussen es gab, zuge-
m Einverständnisse mit ihm, dass sie unver-
durch einen besondern Courier seinem Hofe
let würden. Auf eine solche Thätigkeit folgte
weigen und ein Stillstand von vielen Monaten,
Breve und die Instruction ohne Folge und
g in Berlin verblieben waren, so lange Pius
bte. Nachdem dieser heilige Papst zu den Ge-
hinübergegangen war, und der jetzt glücklich
nde Gregor XVI durch die göttliche Vorsehung
er Statt zur Lenkung der Kirche berufen wurde,
e der Minister nicht, die empfangenen Originale
Staatssecretariat zurückzugeben, und verlangte
men seines Souveräns durch eine vertrauliche
om 13. Julius 1831, und eine officielle vom 1.
ber desselben Jahres, dass ihr respectiver Text
reren Stellen geändert würde.

ährend Pius VIII sich zu den in dem Breve und
Instruction enthaltenen Erleichterungen herbei-
ersäumte Er nicht, zugleich buchstäblich zu er-
dass es dem heiligen Stuhle durchaus nicht er-
y, Alles das zu bewilligen, was durch die Aus-
des Königlichen Edicts von 1825 in den west-
Provinzen der Preussischen Monarchie bezweckt
Er gebot zugleich, dass, wenn trotz der ern-
Erinnerungen und Ermahnungen eine katholische
ne vorhergegangene gebührende Gewährleistun-
portunis cautionibus) wegen der Erziehung der
die Ehe mit einem protestantischen Manne ein-
volle, der katholische Pfarrer sich enthalten solle,
lein die Ehe mit irgend einem heiligen Ritus zu
, sondern auch irgend einen Act vorzunehmen,
er sie zu billigen scheinen könnte (non solum
s sacro quocunque ritu honestandis, sed etiam

1838 *nii effectus, sed ipsam matrimonii ejusdem sanc tatem, et religiosa Conjugum officia.* Or su punti principalmente si raggirarono le modificazioni mandate con grande istanza dal Ministro. Si c pertanto CHE fosse soppressa ogni espressione toc il domma della necessità della fede cattolica per co guir la salute; CHE si cancellassero tutti quei lu ove si parlava d' istruzioni ed ammonizioni da farsi parte cattolica avanti le nozze, sia per ricordarle bligo di cautelarsi intorno alla educazione della sia per distoglierla in genere dall' unirsi in matrim con persona protestante; e CHE in fine si escl ogni parola tendente ad avvertire I Parrochi di ast dal dare qualunque segno di approvazione ai mat nii misti che fossero per contrarsi in loro pre lecitamente, e molto più dall' usare in quell' atto sivoglia rito ecclesiastico.

Avendo creduto il Santo Padre di non po mettere le richieste modificazioni senza tradire doveri dell' Apostolico suo Ministero, l'affare re gletto per parte della Corte di Prussia fino alla vera del 1834. In quest' epoca il Ministro sul p prender congedo da Sua Santità all' occasione di viaggio in Allemagna rinnovò le premure in pro ed avendo trovato un' eguale difficoltà ad ogni u condiscendenza, fu contento di riprendere dall stesse del Santo Padre i quattro originali del B dell' istruzione nell' espressa intelligenza di far p a Sua Maestà, che non potendo la Santa Sede p a conciliazioni ulteriori; nel caso di dar corso vraccennati due Atti, era indispensabile che notificati ai Vescovi nello stato e nella forma, si erano dapprima preparati ed accettati. In real

quovis actu, quo approbare illas videatur). Endlich 1838
ir Er, angeregt durch die innere Stimme Seines Ge-
ssens, darauf bedacht, die Grundsätze der katholi-
ien Kirche in Betreff, nicht der bürgerlichen Wir-
ngen der Ehe, sondern der Heiligkeit der Ehe selbst
l der religiösen Pflichten der Ehegatten (non civiles
rimonii effectus, sed ipsam matrimonii ejusdem san-
item, et religiosa conjugum officia in deutliche Er-
:rung zu bringen, und den Gebrauch der Regeln
:elben einzuprägen. Gerade auf diese Punkte aber
ten vornehmlich die vom Minister mit grosser Dring-
keit begehrten Veränderungen. Es ward nämlich
angt, dass jeder auf das Dogma von der Noth-
ndigkeit des katholischen Glaubens zur Erlangung
Seligkeit bezügliche Ausdruck vermieden werde;
s alle jene Stellen gestrichen würden, in denen von
lehrungen und Ermahnungen die Rede wäre, welche
m katholischen Theile vor der Heirath gegeben wer-
:n sollten, theils um ihn an seine Pflicht zu erinnern,
ch wegen der Erziehung der Kinder sicher zu stellen;
eils um ihn überhaupt davon abzuhalten, mit einem
rotestanten in eheliche Verbindung zu treten; und
ass endlich jedes Wort ausgeschlossen bliebe, welches
hin zielte, die Pfarrer zu erinnern, dass sie sich je-
:s Zeichens der Billigkeit der in ihrer Gegenwart un-
laubter Weise abzuschliessenden gemischten Ehen ent-
lten, und noch viel weniger bei diesem Acte irgend
ien kirchlichen Ritus zur Anwendung bringen sollten.

Da der heilige Vater glaubte, dass Er die begehr-
Veränderungen nicht gestatten könne, ohne die
ligen Pflichten seines Apostolischen Amtes zu ver-
ben, so blieb die Sache von Seite des Preussischen
es bis zum Frühjahre 1834 auf sich beruhen. Um
e Zeit erneuerte der Minister, im Begriffe, sich bei
egenheit einer Reise nach Deutschland von Seiner
ligkeit zu beurlauben, die in Rede stehenden An-
derungen: und da er einer gleichen Schwierigkeit zu
er weiteren Nachgiebigkeit begegnete, begnügte er
h damit, aus den Händen des heiligen Vaters selbst
s vier Originale des Breve und der Instruction entge-
en zu nehmen, unter der abermaligen ausdrücklichen
Uebereinkunft, Seine Majestät in Kenntniss zu setzen,
dass, da der heilige Stuhl sich zu keinen ferneren an-
nähernden Schritten hergeben könne; es unerlässlich

1838 nato egli in Roma nell' Agosto dello stesso anno curò verbalmente che ambedue gli Atti Pontificii nelle mani dell' Arcivescovo e dei tre Vescovi parte occidentale del Regno; e si ebbe eziandio, per suo mezzo che altronde, la copia della stam cui taluno di quei Prelati avea comunicato ai rochi il Breve di Pio VIII.

Se non che scorso circa un anno e mezzo d torno del Ministro, si venne a sapere essersi cono nelle Provincie occidentali della Monarchia, Pru l'esistenza di una segreta comunicazione, che d indirizzata da Monsignor Spiegel già Arcivesco Colonia, alcuni mesi prima di morire, ai suoi S ganei intorno alla pratica esecuzione del summen Breve Apostolico, non che della relativa istruzio mata il 27. Marzo 1830. dal Cardinal Albani Segretario di Stato. Si ebbe anzi da diverse p scritto di tal comunicazione col titolo d'*istru* nè potè a prima giunta non rilevarsi esser essa ad alterare il senso e la massima di quei doc e ridursi nello spirito e nel fondo alle modifi già domandate nel 1831. dal Reale Governo, Santa Sede rigettate.

Nella somma difficoltà di avere direttamente dai Vescovi le opportune esatte notizie, nella mancanza di un Rappresentante Pontificio a Berlino, nella circostanza che il Breve e l' istruzione più volte citati erano stati provocati dalla Corte di Prussia, e da questa rimessi ai Prelati delle Provincie Renane; il Santo Padre ordinò, che per tratto di lealtà tutto propria e indivisibile dalla condotta della Santa Sede si partecipasse co

lls den eben gedachten Actenstücken Folge ge- 1838
werden sollte, sie den Bischöfen in dem Zu-
und in der Form bekannt zu machen, in wel-
vom Anfange her verfasst und angenommen
wären. In der That, als er im August desse-
ires nach Rom zurückkehrte, versicherte er
: „dass beide Päpstliche Actenstücke
n den Händen des Erzbischofs und
rei Bischöfe des westlichen Theiles
önigreichs befänden;" und man erhielt
, theils durch ihn selbst, theils auf anderm
ie Abschrift eines gedruckten Erlasses, mit wel-
iner jener Prälaten das Breve Pius VIII den
a mitgetheilt hatte.

um waren etwa anderthalb Jahre seit der Rück-
s Ministers verflossen, so brachte man in Er-
, dass in den westlichen Provinzen der Preussi-
Monarchie die Existenz einer geheimen Mittheil-
kannt worden wäre, die, wie man sagte, in
der practischen Ausübung des oben gedachten
schen Breve's, so wie der darauf bezüglichen,
maligen Staatssecretär Cardinal Albani am 27.
830 unterzeichneten Instruction, von dem Gra-
on Spiegel, zu jener Zeit Erzbischofe von
venige Monate vor seinem Tode, an seine Suf-
a erlassen worden wäre. Man erhielt sogar von
denen Seiten her die Abschrift dieser Mittheil-
nter dem Titel Instruction; und es liess
f den ersten Anblick sogleich erkennen, dass
dahin gerichtet war, den Sinn und die Ab-
ner Documente zu entstellen, und dem Geiste
r Sache nach auf die, bereits im J. 1831 von
niglichen Regierung verlangten, und von dem
Stuhle verworfenen Abänderungen zurückzu-

der grössten Schwierigkeit, von den Bischöfen
ie erforderlichen genauen Benachrichtigungen zu
; bei dem Mangel eines Päpstlichen Repräsen-
n Berlin; bei dem Umstande, dass das mehr-
wähnte Breve und die Instruction auf die Auf-
ng des Preussischen Hofes ergangen, und von
en den Prälaten der Rheinprovinzen zugestellt
war; befahl der heilige Vater, dass dies ge-
unangenehme Zwischen-Ereigniss nach einem,

1838 Nota confidenziale al Ministro Prussiano l'acc disgustoso incidente. Nella suddetta Nota segna Cardinal Segretario di Stato il 15. Marzo 1836. *) tre si dimostrò con accurata analisi la sostanzial ferenza fra il tenore della Pontificie disposizio quello della comunicazione ossia istruzione att a Monsignor Spiegel; non si dissimulò che i t menti in questa contenuti riducevansi nel fond modificazioni richieste dal Governo Prussiano, al insisteva per la riforma del Breve di Pio VIII. unita istruzione sottoscritta dal Cardinal Albani. lasciò di dichiarare la necessità in cui si trovere Santità Sua di disingannare i fedeli, onde non r sero dalla Santa Sede un fatto non suo. In ta giuntura in un con altri oggetti, il di cui raggua porrebbe quì fuor di luogo, il Santo Padre fece mere al Ministro la convenienza e l'intenzione d un suo Rappresentante presso Sua Maestà Pru nella provvida giustissima vista, che avendosi in e per organo sicuro le notizie, cui dee prendere esse il Capo Supremo della Chiesa Cattolica; in avvenire evitarsi l'occasione di sinistri incer porti, ed ogni motivo di reclami sempre dispia

Alla riferita Nota confidenziale del 15. Marzo corrispose il Ministro con altra del 15. del susseg Aprile **). In essa dopo aver premesso, che se i t del Santo Padre fossero fondati, e le delazioni fattegli sero tutt' altra indole, che quella o della ignoranza, o calunnia, o del fanatismo, non potrebbe escludersi dal del Reale Governo il torto, l' ingiustizia, e la viola stessa di solenni impegni; dichiarò che l' istruzion tribuita a Monsignor Spiegel non solo, com' egli positivamente certo, non avea giammai esistito, m

*) Docum. N. V.
**) Docum. N. VI.

heiligen Stuhle eigenen, und von seinem Verfah-
unzertrennlichen Zuge von Redlichkeit dem Preussi-
Minister durch vertrauliche Note mitgetheilt wer-
. In dieser, von dem Cardinal-Staatssecretair
5. März 1836 unterzeichneten Note *), ward zu-
st der wesentliche Unterschied zwischen dem In-
ler Päpstlichen Verordnungen, und jenem der Mit-
g oder Instruction des Grafen von Spiegel
genaue Zergliederung dargethan; zugleich ver-
nan nicht, dass die in der letztern enthaltenen
ungen im Grunde auf die Milderungen hinaus-
welche die Preussische Regierung zu der Zeit
e, da sie auf der Umänderung des Breve's Pius
nd der damit verbundenen, vom Cardinal Al-
unterzeichneten Instruction, beharrete. Man un-
auch nicht, die Nothwendigkeit anzudeuten, in
ch Seine Heiligkeit befinden würde, die Gläubi-
enttäuschen, damit sie nicht dem heiligen Stuhle
andlung zuschrieben, die nicht die seinige ist.
m Zusammentreffen dieses Gegenstandes mit an-
deren Erörterung hier nicht an ihrem Platze
liess der heilige Vater dem Preussischen Minister
cken, dass es zweckmässig seyn würde, und Er
Vorsatz habe, an Seine Majestät von Preussen
Repräsentanten zu senden, in der sorgsamen und
erechten Rücksicht, dass, wenn man bei Zeiten
urch ein sichres Organ jene Nachrichten erhielte,
nen dem Oberhaupte der katholischen Kirche ge-
seyn müsse, in Zukunft die Veranlassung zu un-
llen, unsicheren Berichten, und jeder Beweg-
zu stets unangenehmen Beschwerden vermieden
en könne.

Auf die oben berührte Note vom 15. März 1836
ortete der Minister durch eine andere vom 15. des
nden Monats April **). Nachdem er in dieser vor-
schickt hatte, dass, wenn die Befürchtungen des
gen Vaters gegründet wären, und die Ihm geschе-
n Angaben einen andern Charakter hätten, als den
Unwissenheit, oder der Verleumdung, oder des
tismus, sich von Seiten der Königlichen Regierung
Unrecht, die Ungerechtigkeit und selbst die Ver-

*) Siehe Beilage V.
**) Siehe Beilage VI.

1838 altresì moralmente impossibile, come quella che *poteva esistere senza che il Governo di Sua M. stà e per conseguenza egli stesso* (il Ministro) *fosse consapevole:* non facendo affatto travedere ve ne fosse altra a lui nota. Soggiunse poi che anche sussistesse, aver i Vescovi delle Provincie R. ricevuto ed accettato dall' Arcivescovo la contro istruzione; questo preteso fatto potea formare un oggetto di contestazione fra la Santa Sede e i Prelati suddetti, e non mai di querela contro il Governo di Sua Maestà Prussiana, *il quale niente avea a nascondere, niente a temere, risultando dai documenti aver esso lasciato intieramente alla matura deliberazione ed alla libera coscienza dei Vescovi l'interpretazione e l'esecuzione dei Brevi Pontificii.*

Una sì decisa ed illimitata dichiarazione contrapposta specialmente al singolare tratto di confidenza, con cui il Santo Padre, privo d' altronde di un suo Rappresentante a Berlino, avea fatto conoscere i motivi di sua giusta agitazione a quella Corte, sembrava non potersi conciliare colla esistenza di qualunque atto cognito al Governo Prussiano, e molto meno con esso lui concertato, il quale deviasse dal senso delle disposizioni Apostoliche; chiunque in fine lo avesse redatto, e checchè fosse della sua forma, del suo titolo, e del mezzo della sua diramazione. Pertanto la Santità Sua credette prudente cosa di sospendere il suo giudizio sulla retta intelligenza e fedele osservanza delle ridette disposizioni. E siccome il Ministro, esponendo nella succitata Nota che Monsignor Spiegel interpellato dal Re sul conto dell' esecuzione del Breve di Pio VIII. erasi astenuto dal prendere alcun impegno prima di consultare i suoi Suffraganei, appellava ai rapporti che i Vescovi medesimi erano per inoltrare fra poco alla

feierlicher Verträge nicht würde ablehnen las- 1838
klärte er, dass die dem Grafen von Spie-
geschriebene Instruction nicht allein, wie er dies
sig wisse, niemals existirt habe; sondern dass
h moralisch unmöglich sey, da sie nicht exi-
n könne, ohne dass die Regierung Sei-
ajestät, und folglich er selbst (der Mi-
davon Kenntniss hätte: liess aber gar
urchblicken, dass eine andre, ihm bekannte,
den sey. Hierauf fügte er hinzu: Gesetzt auch,
re der Fall, dass die Bischöfe der Rheinlande
m Erzbischofe die bestrittene Instruction erhalten
genommen hätten, so könnte dieses vorgebliche
einen Gegenstand des Streites zwischen dem
n Stuhle und den obgedachten Prälaten bilden,
aber der Klage gegen die Regierung Seiner Ma-
des Königs von Preussen, welcher nichts
erheimlichen, nichts zu befürchten
indem aus den Urkunden hervorgehe,
Er die Auslegung und Vollziehung der
tlichen Breven gänzlich der reifen Ue-
gung, und dem freien Gewissen der
öfe überlassen hätte.
ne so bestimmte und unumschränkte Erklärung,
mlich als Erwiederung des besondern Vertrauens,
der heilige Vater, der noch überdies eines Re-
anten in Berlin entbehrte, diesem Hofe die
seiner gerechten Beunruhigung zu erkennen
hatte, schien mit der Existenz irgend eines,
ussischen Regierung bekannten, und noch viel
r mit derselben verabredeten Actenstückes, das
m Sinne der Apostolischen Entscheidungen ab-
, gar nicht vereinbarlich zu seyn; wer immer
Ende abgefasst hätte, und welches auch seine
sein Titel, und die Art seiner Verbreitung seyn
Dennoch aber glaubte Seine Heiligkeit, dass
ichtig wäre, Sein Urtheil über das rechte Ver-
ss und die treue Beobachtung der erwähnten
idungen anstehen zu lassen. Und da der Mini-
dem er in seiner oben angezeigten Note erklärte,
r Graf von Spiegel, als er vom Könige in
der Vollziehung des Breve's Pius VIII befragt
, sich enthalten habe, irgend eine Verpflichtung
n zu nehmen, bevor er nicht seine Suffraganen

1838 Santa Sede; così Sua Santità attendeva gli emunciati rapporti nel desiderio di tranquillizzare il suo animo sopra un punto di tanta importanza.

Scorsi già molti mesi, erasi tuttora nella stessa aspettativa, ed il Ministro non lasciava ora in voce ed ora in iscritto di giustificare il ritardo sul riflesso di parecchie impreviste circostanze, oltre quella della morte di Monsignor Spiegel. Quando il Ministro medesimo con Nota confidenziale diretta il 6. Settembre 1836. al Cardinal Segretario di Stato avea prevenuto, che il Ministro di Berlino in seguito dell' autorizzazione sovrana avea formalmente invitato il novello Arcivescovo di Colonia ed i tre Vescovi delle Provincie Renane a preparare nel più breve spazio di tempo il rapporto da rimettersi a Sua Santità sull' esecuzione del Breve di Pio VIII., fissando loro come termine perentorio la metà del susseguente Ottobre; il S. Padre vide giungersi per via particolare una lettera, con foglio unito, di Monsignor de Hommer già Vescovo di Treveri *). La lettera stabiliva quattro fatti uno più grave dell' altro, e tutti connessi fra loro: il primo di una convenzione conchiusa in ordine all' esecuzione del ripetuto Breve Pontificio fra S. M. Prussiana, il defunto Arcivescovo di Colonia, ed il Cav. Bunsen che nel 1834. si era recato a Berlino: il secondo di una comunicazione, che presso l'eccitamento del Re lo stesso Arcivescovo unitamente al suo Segretario il Canonico Munchen avea fatto separatamente ai tre Vescovi suoi Suffraganei per indurli ad accettare la suindicata convenzione: il terzo dell' assenso prestato dai tre Prelati, e di una istruzione da essi diretta conseguentemente ai rispettivi loro Vicariati; il quarto in fine della ritrattazione fatta con piena intelligenza e di libera volontà da esso Vescovo di Treveri vicino a morte, riconoscendo che l' atto da lui emesso sull' esempio de' suoi Colleghi ed in seguito delle communicazioni fattegli dal Metropolitano era assolutamente dannoso alla Chiesa Cattolica, contrario ai suoi canoni, lesivo de' suoi principii. Il foglio poi ac-

*) Docum. N. VII. VIII.

zu Rathe gezogen hätte, sich auf die Berichte berief, 1838
welche die Bischöfe selbst binnen Kurzem dem heiligen Stuhle erstatten sollten; so wartete Seine Heiligkeit, in dem Verlangen, Sein Gemüth über einen Punct von so grosser Wichtigkeit zu beruhigen, auf diese Berichte.

Schon waren viele Monate verflossen; man war noch immer in derselben Erwartung, und der Minister unterliess nicht, bald mündlich, bald schriftlich, die Verzögerung unter dem Vorwande verschiedener unvorhergesehener Umstände, wie jenes des Ablebens des Grafen von Spiegel, zu rechtfertigen. Als jedoch der Minister selbst durch vertrauliche, an den Cardinal-Staatssecretair gerichtete Note vom 6. September 1836 angezeigt hatte, dass das Ministerium von Berlin, von seinem Souveräne ermächtigt, den neuen Erzbischof von Cöln und die drei Bischöfe der Rheinprovinzen förmlich aufgefordert habe, den Seiner Heiligkeit über die Vollziehung des Breve's Pius VIII vorzulegenden Bericht in kürzester Zeit in Bereitschaft zu setzen, indem er ihnen die Mitte des nächsten Octobers als peremtorischen Termin festgesetzt habe; erhielt der heilige Vater auf besonderm Wege ein Schreiben nebst Beilage von dem damaligen Bischofe von Trier, Herrn von Hommer*). Das Schreiben stellte vier Thatsachen auf, eine gewichtiger als die andere, und alle unter einander im Zusammenhange. Die erste betraf eine Convention, in Bezug auf die Ausführung des vielfach erwähnten Päpstlichen Breve's, zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen, dem verstorbenen Erzbischofe von Cöln und dem Ritter Bunsen, welcher letztre sich im Jahre 1834 nach Berlin begeben hatte; die zweite eine Mittheilung, welche derselbe Erzbischof, in Verbindung mit seinem Secretär, dem Canonicus München, auf Antrieb des Königs, an jeden Einzelnen der drei Bischöfe, seiner Suffraganen, erlassen hatte, um sie zur Annahme der eben gedachten Convention zu bewegen; die dritte die von den drei Prälaten abgegebene Einwilligung, und eine in Folge derselben von ihnen erlassene Instruction an ihre respectiven Vicariate; die vierte endlich war der von ihm, dem Bischofe von Trier, im Angesichte des Todes, mit vollem Bewusst-

*) Beilage VII und VIII.

1838 cluso alla riferita lettera conteneva l' esemplare t
dell' istruzione, che il Vescovo medesimo avea
suo Vicariato, e sulla quale cadeva propriam
sua ritrattazione.

Da questi due documenti venne a conoscer
l'atto, di cui erasi parlato nella Nota del Cardinal
tario di Stato in data del 15. Marzo 1836. co
una comunicazione od istruzione attribuita a
gnor Spiegel, non esisteva realmente sotto tal
titolo nè in quella materiale espressione e quan
articoli ch' erano stati riportati da relazioni par
Postosi però a confronto il testo della genuina ist
avutasi per parte del Vescovo di Treveri co
dell' altra, cui si fece allusione nell' anzidetta
Segreteria di Stato; ebbe a rilevarsi che, tr
mancanza nella prima dell' articolo relativo a
zione firmata dal Cardinal Albani, pel resto in
alla sostanza ed allo spirito di tutto il contenu
ambedue uniformi, ed in ultima analisi riduc
concetto delle modificazioni richieste nel 18
Corte di Prussia alla S. Sede e da questa nega
quindi fuor di dubbio l'esistenza di un atto ris
il modo di eseguire il Breve di Pio VIII., opp
massime che regolarono i provvedimenti in esso
cognito al Governo Prussiano, effettuato in co
dei concerti presi seco lui; e del quale nè si
parola dal Ministro residente in Roma nella
del 15. Aprile 1836. nè potea ragionevolmente
tarsi, avuto riguardo all' illimitata dichiarazio
emessa, ed al complesso delle circostanze onde
vocata.

Essendo le cose in questo stato, il Ministro

seyn und freiem Willen geschehene Widerruf, indem 1838
er erkannte, dass der von ihm nach dem Beispiele seiner Collegen und in Folge der ihm von dem Erzbischofe gemachten Mittheilungen, erlassene Act, der katholischen Kirche durchaus verderblich, ihren Satzungen widersprechend, und die Grundsätze derselben verletzend *sey*. Das diesem Schreiben beigefügte Blatt dagegen enthielt eine Uebersetzung der Instruction, die der Bischof selbst an sein Vicariat erlassen hatte, und auf welche sein Widerruf sich eigentlich bezog.

Aus diesen beiden Documenten war ersichtlich, dass jenes Actenstück, von welchem in der Note des Cardinal-Staatssecretairs vom 15. März 1836 als von einer dem Grafen von Spiegel zugeschriebenen Mittheilung oder Instruction die Rede gewesen war, in solcher Form und unter diesem Titel, auch in dem materiellen Ausdrucke und in der Zahl der Artikel, wie sie durch Privat-Nachrichten angegeben worden waren, in der That nicht existirte. Wenn man jedoch den Text der durch den Bischof von Trier erhaltenen wahren Instruction mit jenem der andern, auf welche in der vorerwähnten Note des Staatssecretariats hingewiesen wurde, verglichen; so ergab es sich, dass ausserdem die in der erstern fehlenden, auf die vom Cardinal Albani unterzeichnete Instruction bezüglichen Artikel, im Uebrigen, in Betreff des Wesens und Geistes ihres ganzen Inhalts, beide übereinstimmend waren, und in letzter Instanz auf den Entwurf der im Jahre 1831 Seitens des Preussischen Hofes von dem heiligen Stuhle verlangten, von diesem aber verweigerten Abänderungen, hinausliefen. Es war daher ausser Zweifel, dass ein Actenstück vorhanden war, welches den Zweck hatte, das Breve Pius VIII in einer Weise zu vollziehen, die dem Geiste, welcher die darin ausgesprochenen Verfügungen ordnete, zuwiderlief; dass es der Preussischen Regierung bekannt, und in Folge der mit derselben getroffenen Verabredungen in Wirksamkeit gesetzt, aber weder von dem Minister-Residenten in Rom in seiner Note vom 15. April 1836 erwähnt worden war, noch billiger Weise geahnet werden konnte, wenn man die in dieser Note abgegebene unumschränkte Erklärung, und das Zusammengreifen der Umstände beachtete, wodurch sie hervorgerufen war.

Dies war der Stand der Dinge, als der Minister

1838 vette per mezzo di un Corriere speditogli da Berlino e con Nota officiale del 15. Gennajo 1837, inoltrò al Cardinal Segretario di Stato i ripromessi rapporti dei Vescovi, ossia quattro lettere da essi dirette per insinuazione del Governo Prussiano al S. Padre, altre in data del Settembre, ed altre dell' Ottobre dell' anno precedente. L'attuale Arcivescovo di Colonia, che non era al regime di quella Chiesa quando per parte della Corte fu notificato il Breve di Pio VIII., non interloquì nè punto nè poco sul modo pratico di eseguirlo indotto sotto il suo Antecessore, e molto meno disse di dovere o volere osservare un tal modo, ma si limitò soltanto ad assicurare Sua Santità, che in forza delle disposizioni espresse nel detto Breve e nell' analoga istruzione sottoscritta dal Cardinal Albani essendo tolta la pericolosa preesistente discordia riguardo ai Matrimonii misti; egli sarebbesi col divino ajuto adoperato, onde a misura delle circostanze le indicate disposizioni fossero strettamente adempiute *). Al contrario i tre Vescovi di Treveri, Munster, e Paterbona si estesero altresì ad informare in pochi cenni della norma cui aveano creduto di attenersi nell' esecuzione del Breve medesimo. Fuvvi anche chi aggiunse, che per dare una regola comune ai Parrochi ne' dubbi da insorgere, per provvedere al bene della pace, e per non vedere o differita a lungo od esclusa affatto la promulgazione del Breve; *ea de causa quaedam inter nos ipsos Ecclesiae Praesules, et cum iis, penes quos est rerum civilium summa, pacta sunt, quod aliter fieri non potuit.* Niuno però rimise la modula dell' istruzione data sul particolare ai rispettivi Vicariati **).

*) Docum. N. IX.
**) Docum. N. X. XI. XII.

dem Cardinal-Staatssecretär mittelst Note vom 15. Januar 1837 die durch einen Courier von Berlin erhaltenen, mehrmals versprochenen Berichte der Bischöfe, oder vier von denselben auf Andringen der Preussischen Regierung an den heiligen Vater gerichtete Schreiben, die einen vom September, die andern vom October des vorhergehenden Jahres, überreichte. Der gegenwärtige Erzbischof von Cöln, der dieser Kirche nicht vorstand, als das Breve Pius VIII von Seiten der Regierung bekannt gemacht wurde, sprach sich über die, unter seinem Vorgänger eingeführte practische Art und Weise, dasselbe zu vollziehen, nicht im Mindesten aus, und noch viel weniger sagte er, dass er diese Art und Weise beobachten müsse oder wolle, sondern beschränkte sich einzig und allein darauf, Seine Heiligkeit zu versichern, dass, nachdem die vorher bestandene gefahrvolle Zwietracht, in Betreff der gemischten Ehen, kraft der in dem gedachten Breve und in der von dem Cardinal Albani unterzeichneten gleichmässigen Instruction enthaltenen Verfügungen gehoben sey, er mit dem göttlichen Beistande dahin wirken werde, dass die besagten Verfügungen nach Maassgabe der Umstände genau erfüllt würden *). Die drei Bischöfe von Trier, Münster und Paderborn dagegen erstreckten sich auch darauf, in wenigen Zügen die Richtschnur anzugeben, an welche sie sich bei der Vollziehung jenes Breve's halten zu müssen geglaubt hätten. Einer von ihnen fügte selbst hinzu: Um den Pfarrern in etwaigen Zweifelsfällen eine gemeinsame Regel zu geben, um für das Beste des Friedens zu sorgen, und um die Bekanntmachung des Breve's nicht entweder weit hinausgeschoben oder ganz hintertrieben zu sehen, „sind unter uns Bischöfen selbst, und mit jenen, welche mit der höchsten bürgerlichen Macht bekleidet sind, über diese Angelegenheit gewisse Puncte festgesetzt worden, was nicht anders geschehen konnte." (Ea de causa quaedam inter nos ipsos Ecclesiae Praesules, et cum iis, penes quos est rerum civilium summa, pacta sunt, quod aliter fieri non potuit.)" Keiner jedoch übersandte den Text, der den betreffenden Vicariaten im Vertrauen gegebenen Instruction **). 1838

*) Beilage IX. **) Beilage X. XI. XIII.

1838 Accompagnando il Ministro colla citata Nota
ciale *) le mentovate lettere non lasciò di fare
grandi elogii delle stimabili prerogative e della
confermata dei Prelati, che le avevano scritte, rile
il conto che dovea farsi della loro autorità. In is
maniera richiamò l'attenzione sulla persona del n
Arcivescovo di Colonia „condotto (com' egli disse
Sede Metropolitana in mezzo al rispetto universa
preceduto dalla riputazione la più meritata prim
la sua amministrazione di Munster nei tempi i più
ficili, e poscia per l'assistenza prestata al suo fr
come Suffraganeo." Ed a questo proposito osservò
forza dovesse avere la venerabile sua voce, m
avendo trovato già stabilita nella sua Diocesi l'e
zione del Breve Pontificio; pure aveva voluto ag
gere il peso della sua testimonianza non sospet
rapporto de' suoi Confratelli, esprimendo al S. I
ch' egli per intima convinzione di coscienza aves
duto di dover seguire la strada che avea trovato
ciata, e che lungi dal credere la disciplina e
essere della Chiesa minacciati dallo stato di cose
tato da quella esecuzione, egli li vedrebbe al con
compromessi da ogni altra condotta, e da ogn
disposizione" **). Dopo di che valendosi delle
dei Vescovi per confermare quant' egli avea già
nella sua Nota del 15. Aprile 1836. nell' idea di
tire la nota „imputazione non meno ingiuriosa
funto Prelato di Colonia, che a quelli, i quali
bero esserne stati i complici," dichiarò in no
suo Sovrano quel che siegue: „Sua Maestà aver
nosciuto dalle comunicazioni che i Vescovi le
fatto delle loro lettere, ch' essi sono unanimi ne
dichiarazioni, come nella loro condotta, e che
inoltre dover temere gravi disunioni, le quali
bero produrre degli sconvolgimenti generali nell
narchia, nell' Allemagna, nell' Europa intiera; è
luta di considerare le disposizioni di Pio VIII.
Status quo formato dalla loro essecuzione per
dei Vescovi come misure definitive. Nel rinun
dunque dal suo canto a delle modificazioni mitig

*) Docum. N. XIII.
**) Leggasi il Documento N. IX., e si vedrà se questi
i sentimenti espressi da Monsig. Arcivescovo di Colonia

mit Indem der Minister die hier erwähnten Schreiben 1838
ermangelte der bereits gedachten officiellen Note begleitete *),
ler er nicht, von den schätzbaren Vorzügen und
itten, bewährten Tugend der Prälaten, die sie abgefasst
leich, die grössten Lobsprüche zu machen, und hob
n müsse. den Werth hervor, den man auf ihr Ansehen
erksa In ganz besonderer Weise lenkte er die
öln amkeit auf die Person des neuen Erzbischofes
en , „der, (wie er sagte) umgeben von der all-
Achtung, zum Erzbischöflichen Stuhle gebracht
, und dem der bestverdiente Ruf, zuvörderst
sei ner Verwaltung der Diöcese Münster in den
ige ten Zeiten, und später wegen des seinem
al s Suffragan geleisteten Beistandes, vorange-
wä re." Und bei dieser Gelegenheit bemerkt er,
K raft die ehrwürdige Stimme desselben haben
während er „die Vollziehung des Päpstlichen
in seiner Diöcese schon festgestellt gefunden,
aber dem Berichte seiner Amtsbrüder das Ge-
sei nes unverdächtigen Zeugnisses habe beifügen
in dem er dem heiligen Vater ausdrücke, dass er aus
U eberzeugung des Gewissens geglaubt habe, die
verfolgen zu müssen, die er vorgezeichnet gefun-
itte , und dass, weit entfernt, die Zucht und das
der Kirche durch den aus jener Vollziehung her-
gan genen Stand der Dinge bedroht zu wähnen, er
m Gegentheile durch jede andre Handlungsweise
durch jede andre Anordnung in Gefahr gesetzt se-
würde." **) Hierauf benützte er die Schreiben der
chöfe, um zu bekräftigen, was er bereits in seiner
te vom 15. April 1836 vorgestellt hatte, in der Mei-
ng die bekannte „nicht minder für den verstorbenen
rälaten von Cöln, als für diejenigen, welche seine Mit-
chuldigen gewesen seyn müssten, beleidigende Zumu-
dung" Lügen zu strafen; im Namen seines Souveräns
ber erklärte er Folgendes: „Se. Majestät, durch den
Inhalt der Ihnen von den Bischöfen mitgetheilten Schrei-
ben in Kenntniss gesetzt, dass diese, wie in ihren Er-
klärungen, so auch in ihrer Handlungsweise überein-

*) Beilage XIII.
**) Man lese die Beilage IX, und man wird sehen, ob dies die vom Hochwürdigsten Herrn Erzbischofe von Cöln ausgesprochenen Gesinnungen sind.

1838 che colla maggiorità dei suoi sudditi no ha lasciato di credere e desiderabili e possibili, Sua Maestà nell' attendere con fiducia altrettanto dalla parte di Sua Santità, ordina al sottoscritto di dichiarare positivamente formalmente ed irrevocabilmente, che responsabile a Dio solo della tranquillità della sua Monarchia, e della conservazione de' suoi diritti esistenti, non potrebbe giammai consentire che l'affare de' matrimonii misti possa formare il soggetto di nuove discussioni fra il suo Governo e la S. Sede."

Informata Sua Santità di siffatti sentimenti del Sovrano di Prussia non esitò a contracambiarli con un nuovo tratto di singolare confidenza, e di lealtà Apostolica. Quindi con Nota officiale del 3. Febbrajo 1837. *) in risposta all' altra del 15. Gennajo precedente, con cui il Ministro avea accompagnato i rapporti dei Vescovi al S. Padre, fu per suo espresso comando rimessa a Ministro medesimo una copia della lettera scritta poco prima di morire da Monsignor de Hommer già Vescovo di Treveri, e del foglio acclusovi, che oltre un mese avanti alla trasmissione dei suddetti rapporti erano nelle mani di Sua Santità; pregando che quei due importantissimi documenti fossero posti direttamente sotto gli occhi del Re. Al tempo stesso il S. Padre fece esprimere la sua fiducia, che se Sua Maestà Prussiana sulla base dei rapporti dei Vescovi avea fatto dichiarare di ritenere come definitive le disposizioni del Breve di Pio VIII. nel senso concreto dell' esecuzione lor data dalla parte dei Vescovi medesimi, non potrebbe alla semplice notizia degli accennati due documenti non persuadersi invincibilmente, che per iden-

*) Docum. N. XIV.

immend seyen, und dass sie ferner glaubten, schwere 1838
eruneinigungen befürchten zu müssen, welche allge-
eine Zerrüttungen in der Monarchie, in Deutschland,
ganz Europa hervorbringen könnten, sind entschlos-
n die Bestimmungen Pius VIII und den durch Aus-
ihrung derselben von Seite der Bischöfe gebildeten
atus quo als entscheidende Maassregeln zu betrachten.
dem Sie daher Ihrerseits auf mildernde Abänderungen,
elche Sie, mit der Mehrheit Ihrer Unterthanen, nicht
ifgehört haben, sowohl wünschenswerth als auch mög-
h zu glauben, gänzlich verzichten; befehlen Seine
ajestät, während Sie vertrauendlich von Seiten Seiner
eiligkeit eben dasselbe erwarten, dem Unterzeichneten,
estimmt, förmlich und unwiderruflich zu erklären,
ss Sie, Gott allein verantwortlich für die Ruhe Ihrer
lonarchie, und für die Erhaltung der bestehenden
echte, niemals darein willigen könnten, dass die Ange-
genheit der gemischten Ehen der Gegenstand neuer
örterungen zwischen Ihrer Regierung und dem heili-
n Stuhle bilden könne."

Seine Heiligkeit, von diesen Gesinnungen des Sou-
räns von Preussen benachrichtigt, zögerten nicht, die-
lben durch einen neuen Zug besondern Vertrauens
nd Apostolischer Geradheit zu erwiedern. Demnach
urde, mittelst officieller Note vom 3. Februar 1837 *),
i Beantwortung jener vom 15. Januar desselben Jahres,
omit der Minister die Berichte der Bischöfe an den
eiligen Vater eingereicht hatte, auf Seinen ausdrück-
chen Befehl, demselben Minister eine Abschrift des
n dem Hochwürdigsten Bischofe von Trier, Herrn
on Hommer, kurz vor seinem Tode geschriebenen
riefes, und des demselben beigefügten Blattes, welche
it mehr als einem Monate vor der Uebersendung der
ier gedachten Berichte in den Händen Seiner Heilig-
eit befindlich waren, mit dem Ersuchen zugestellt, dass
iese beiden höchst wichtigen Urkunden unmittelbar
en Augen des Königs unterlegt werden möchten. Der
eilige Vater liess zu gleicher Zeit seine Zuversicht aus-
rücken, dass, wenn Seine Majestät von Preussen, auf
Grund der Berichte der Bischöfe, hätten erklären las-
sen, dass Sie die Verordnungen des Breve's Pius VIII,

*) Beilage XIV.

1838 tità di ragione, prescindendo da ogni altro ri
Santità Sua era inabilitata ad aderire alla con
chiesta dichiarazione, e che nel caso di palesa
sentimenti ai Vescovi delle Provincie occiden
Monarchia Prussiana dovrebbe necessariamen
provare il modo, onde aveano creduto di e
disposizioni del mentovato Breve, considerand
noso alle massime, alla disciplina, al ben es
Chiesa Cattolica.

Accolse il Ministro questa comunicazi
sensi di particolar deferenza, e riconoscend
Nota del 14. dello stesso mese l'importanza *
cipò di aver affrettato le dovute misure perch
tivi documenti fossero immediatamente rassegn
essendo convinto, che sua Maestà avrebbe p
più seria considerazione l'espressione dei sentim
tenuti nella lettera di un Vescovo sì rispett
apprezzerebbe pienamente tutta la delicatezza
cédé confidentiel et confiant seguito in ver
Corte dal S. Padre. Trattenutosi però ad
una differenza di forma e di sostanza fra l'i
rimessa dal Vescovo di Treveri, e quella alle
Nota di Segreteria di Stato del 15. Marzo 1
tolse argomento di confermare la verità della
dichiarazione, con cui nel suo ricambio del 1
guente Aprile negò formalmente l'esistenza
prima istruzione. Aggiunse inoltre che „q
potesse essere l'importanza del fatto personale
ribondo Vescovo di Treveri, dovea nell' elev
nevolo animo di Sua Santità esser bilanciato
altro fatto non meno significante, quello cio
vente Arcivescovo di Colonia, il quale avendo
la promozione alla Chiesa Metropolitana col
cognizione dell' istruzione ritrattata da Mons
Hommer, e dell' effetto legale e morale da
nuto per lo spazio di due anni nei tribunali

*) Docum. N. XV.

...stimmten Sinne der ihnen Seitens der Bischöfe 1838
...gebenen Ausführung, für entscheidend hielten,
...estät sich bei der blossen Nachricht von den bei-
erwähnten Urkunden unüberwindlich überzeu-
...sten, dass Seine Heiligkeit aus ganz gleicher Ur-
...nd abgesehen von jeder andern Rücksicht, au-
...de wären, dem Begehren einer ähnlichen Er-
...zu willfahren, und dass Sie in dem Falle, den
...n der westlichen Provinzen der Preussischen
...ie Ihre Gesinnungen zu eröffnen, nothwendig
und Weise missbilligen müssten, in welcher
... die Bestimmungen des gedachten Breve's aus-
geglaubt hätten, indem Seine Heiligkeit sie für
...dsätze, für die Zucht und für das Wohl der
...hen Kirche als verderblich betrachteten.

Minister nahm diese Mittheilung mit Zeichen
...er Bereitwilligkeit auf, und meldete in der
...n 14ten desselben Monats, indem er die Wich-
...r betreffenden beiden Actenstücke anerkannte *),
...ich beeilt habe, die nöthigen Maassregeln zu
damit sie unmittelbar dem Könige eingehändigt
er sey auch überzeugt, dass Seine Majestät
...druck der in dem Schreiben eines so achtungs-
Bischofes enthaltenen Gesinnungen in ernsteste
...g gezogen haben, und die ganze Zartheit des
...ligen Vater gegen seinen (des Ministers) Hof
vertraulichen und vertrauenden Verfahrens
...édé confidentiel et confiant" in vollem Maasse
würden. Nachdem er sich hierauf damit be-
hatte, einen Unterschied in Form und Wesen
... der vom Bischofe von Trier überreichten und
...ler Note des Staatssecretariates vom 15. März
geführten Instruction darzulegen; nahm er dar-
...anlassung, die Wahrheit der unumwundenen
...g zu bestättigen, mit der er, in seiner Erwie-
vom 15. April desselben Jahres, die Existenz
...ten Instruction geläugnet hatte. Er fügte über-
...zu: „wie gross auch die Wichtigkeit der, die
des sterbenden Bischofs von Trier angehenden
...e seyn möge, so sollte sie in dem erhabenen
...hlwollenden Gemüthe Seiner Heiligkeit mit ei-

...ge XV.

1838 stici e nello spirito pubblico, aveva evidentemen
duto di potere *soit par elle*, *soit malgré elle*
piere in tutta coscienza i suoi doveri verso Dio
il Sommo Pontefice, e il credeva ancora dopo u
di esperienza, e dopo essere stato chiamato a sc
a Sua Santità."

Mentre si aspettava di conoscere l'impressio
la notizia del grave documento risguardante il
Vescovo di Treveri avea fatta nella mente del
Prussia, e la sua definitiva decisione presagita n
tima citata Nota del Ministro, alla quale a cagi
simile espettativa non si fece dal Ministero Po
alcuna replica; il Sig. Cav. Bunsen nei mesi di
e Giugno 1837. tanto in voce che col mezzo di
privato fece sentire al Cardinal Segretario di Sta
il suo Governo avea qualche motivo di doglia
carico del novello Arcivescovo di Colonia. M
motivi si riferirono esclusivamente alla maniera
dere del Prelato in ordine alla vertenza sulla d
e scuola Ermesiana, ed alle misure da esso a
riguardo ad alcun Professore dell' Università di
ed ai Chierici da promuoversi agli ordini. Nè
cennate doglianze toccarono affatto il punto de'
monii misti, intorno al quale lo stesso Ministro
due Note scritte non più di tre mesi avanti, inten
di giustificare la prattica intelligenza data al Bre
Pio VIII., aveva appunto provocato alla pretesa
monianza dell' attuale Arcivescovo di Colonia.

In questo frattempo Monsignor Capaccini Sosti
della Segreteria di Stato avea col permesso di Sua

r andern nicht minder bedeutsamen Thatsache des 1838
enden Erzbischofes von Cöln aufgewogen werden,
icher, nachdem er die Erhebung auf den Erzbischöf-
hen Stuhl von Cöln mit der vollen Kenntniss der
m. Hochwürdigsten Herrn von Hommer widerru-
nen Instruction und deren durch den Zeitraum von
rei Jahren in den geistlichen Gerichten und der öf-
ntlichen Meinung erhaltenen Wirksamkeit angenom-
n, augenscheinlich geglaubt habe, seine Pflichten ge-
n Gott und gegen den Papst soit par elle, soit mal-
é elle (sey es durch sie, oder ungeachtet derselben)
wissenhaft erfüllen zu können, und dies nach einjäh-
er Erfahrung, und nachdem er aufgefordert worden
ire, an Seine Heiligkeit darüber zu schreiben, noch
mer glaube."

Während man der Nachricht entgegen sah, wel-
en Eindruck die Kenntnissnahme des wichtigen, den
storbenen Bischof von Trier betreffenden Documen-
auf das Gemüth des Königs von Preussen gemacht
tte, und zugleich Seine in der letzten angeführten
te des Ministers angedeutete, bestimmte Entscheidung
wartete, auf welche Note um eben dieser Erwartung
llen von dem Päpstlichen Minister keine Antwort er-
lt wurde, gab der Herr Ritter Bunsen, in den
nsten Mai und Junius 1837, dem Cardinal-Staatsse-
tär, theils mündlich, theils durch Privatschreiben,
vernehmen, dass sein Gouvernement einige Gründe
r Klage über den neuen Erzbischof von Cöln habe.
lein diese Gründe bezogen sich ausschliesslich auf die
t und Weise, wie der Prälat die Streitfrage über die
rmesianische Lehre und Schule ansah, und auf die
assregeln, welche derselbe in Betreff eines Professors
r Universität Bonn, und der zu den Weihen zuzu-
enden Cleriker, zur Anwendung gebracht hatte.
ch die erwähnten Klagen berührten nicht im Min-
sten den Punct der gemischten Ehen, hinsichts des-
n derselbe Minister, in seinen nicht länger als drei
onate vorher geschriebenen beiden Noten, in der Ab-
ht, die dem Breve Pius VIII gegebene practische
legung zu rechtfertigen, sich geradezu auf das an-
bliche Zeugniss des gegenwärtigen Erzbischofes von
ln berufen hatte.

In dieser Zwischenzeit hatte der Hochwürdigste
r Cappaccini, Substitut des Staats-Secretariats,

1838 tità intrapreso un viaggio nella Germania. In t[illegible] casione non ebbe egli dal S. Padre alcuna comm[illegible] per la Real Corte di Prussia. Quando il Prela[illegible] già in Germania, essendo stato invitato a por[illegible] Berlino credette di dovervisi recare; ed essendos[illegible] tato a dar conto al S. Padre dell' invito ricevu[illegible] averlo seguito, ne incontrò l'approvazione di S[illegible] tità. Durante la dimora di Monsignor Capa[illegible] quella Capitale, ebbero luogo fra lui ed il M[illegible] Prussiano più conferenze sul conto di Monsig[illegible] civescovo di Colonia. Riguardo all' argomento trimonii misti Monsignor Capaccini dichiarò [illegible] mente, che non avendo istruzione e commission[illegible] per parte di Sua Santità, non poteva affatt[illegible] chiarsene: lo che dal Ministero Prussiano fu [illegible] ciuto giusto e ragionevole. Per ciò che spetta [illegible] stione degli Ermesiani, il Prelato fece quant' e[illegible] potere per conciliare le cose con reciproca sodd[illegible] del S. Padre, e della Maestà Sua. Monsigno[illegible] cini tornato in Roma riferì lealmente ed es[illegible] quello che vide ed udì sullo stesso proposito; [illegible] anche conoscere come fino al momento in cui [illegible] da Düsseldorf per Colonia altro da lui non [illegible] vasi per parte del Ministero Prussiano, fuo[illegible] adoperasse per condurre al suo termine la [illegible] degli Ermesiani.

Non erano scorsi ancora due mesi dal ritorno di Monsig. Capaccini in Roma, quando per via particolare ma del tutto sicura furono rimesse al S. Padre le copie di una comunicazione che il Baron di Altenstein avea diretta per ordine di S. M. Prussiana a Monsig. Arcivescovo di Colonia il 24. Ottobre 1837. e della risposta data dal Prelato il 31. dello stesso mese. Leggeva meva il Ministro *che* Sua Maestà dal rapporto fattole dal Presidente del Governo il Conte di Stolberg sull' esito delle conferenze tenute coll' Arcivescovo avea conosciuto essersi questi espresso di voler seguire una condotta ripugnante ad un tempo alle sue anteriori pro-

rlaubniss Seiner Heiligkeit, eine Reise nach Deusch- 1838
unternommen. Er hatte bei diesem Anlasse vom
en Vater gar keinen Auftrag für den Königlichen
von Preussen. Da der Prälat, als er bereits in
chland war, eingeladen wurde, nach Berlin zu
en, glaubte er, sich dorthin begeben zu müssen;
achdem er sich beeilt hatte, dem heiligen Vater
er erhaltenen Einladung, und, dass er sie befolgt
Rechenschaft zu geben, ward ihm die Billigung
einer Heiligkeit zu Theil. Während des Aufent-
les Hochwürdigsten Herrn Capaccini in dieser
stadt hatten zwischen ihm und dem Preussischen
erium mehrere Verhandlungen in der Angelegen-
les Hochwürdigsten Herrn Erzbischofs von Cöln
In Bezug auf die Frage von den gemischten
erklärte der Hochwürdigste Herr Cappaccini
ohlen, dass, da er keine Instruction und keinen
g von Seiten Seiner Heiligkeit habe, er sich
cht hineinmischen könne; was von dem Preussi-
Ministerium als recht und billig anerkannt wurde.
gend die Frage der Hermesianer, so that der Prä-
was in seiner Macht stand, um die Sache zur
elseitigen Zufriedenheit des heiligen Vaters und
Majestät beizulegen. Nachdem er nach Rom zu-
ekehrt war, berichtete er treu und genau, was
er diese Angelegenheit gesehen und gehört hatte,
gab auch zu erkennen, wie bis zu dem Augen-
, da er von Düsseldorf nach Cöln abgegangen,
as des Preussischen Ministeriums von ihm nichts
rs gewünscht worden wäre, als dass er dahin
irken möchte, die Frage der Hermesianer ihrem
zuzuführen.

Noch waren nicht zwei Monate seit der Rückkehr
Hochwürdigsten Herrn Cappaccini nach Rom
ngen, als auf besonderm, aber durchaus sicherm
e dem heiligen Vater Abschriften einer Mittheilung,
ie der Freiherr von Altenstein, auf Befehl
r Majestät von Preussen, am 24. October 1837 an
Hochwürdigsten Herrn Erzbischof von Cöln ge-
t hatte, und der von dem Prälaten am 31. dessel-
Monats ertheilten Antwort, zukamen. Der Mini-
erklärte, dass Seine Majestät aus dem, von dem
rungs-Präsidenten Grafen von Stollberg ihm
tteten, Berichte über den Ausgang der mit dem

1838 messe ed ai precisi prescritti delle leggi del paese quand' anche Sua Maestà riguardo al passato, v prescindere dai passi fatti dall' Arcivescovo sull' Ermesiano in opposizione alle leggi del paese, quali egli stesso il Prelato avea dovuto riconoscere missibilità; non potea però passare senza immed grave risentimento quanto inoltre risultava a di l rico secondo i ricevuti rapporti: *che* Sua Maest mata dal sentimento di mantenere le relazioni di e di benevolenza fra i suoi sudditi cattolici, e stanti allora soltanto avea fatto uso della sua so prerogativa presso il Capitolo Cattedrale di Coloni la promozione dell' Arcivescovo a quella Chiesa, q egli avea assicurato di attenersi intorno ai matri misti all' istruzione pei Vicarii generali progettata di lui Antecessore, accettata e messa in esecuzione Vescovi di Münster, e Paderbona: *che* l'Arcives avea deluso la fiducia delle autorità fino al punt dare istruzione ai Parrochi di accordare la benedi ecclesiastica solamente in quei casi, in cui ambed coniugi si fossero precedentemente obbligati per espressa promessa all' educazione di tutti i figli Religione Cattolica: e *che* infine avendo il Presid Conte di Stolberg rappresentato all' Arcivescov gravi conseguenze cui trarrebbe seco la sua persist in una condotta sì opposta alle leggi; il Prelato sfuggito ogni ulteriore discussione. Tutto ciò prem il Ministro intimava per espressa commissione sov all' Arcivescovo, che quante volte non desse una disfacente dichiarazione sul passato, ed insieme prestasse una promessa, niente ambigua e senza ris di attenersi alla prassi da lui trovata nell' assume Ministero Arcivescovile, ed in alcune parti dell' vescovato già esistente prima della convenzione del 1 non che di eseguire in doverosa conformità alle dello Stato l' istruzione diretta dai Vescovi ai Vic generali dopo maturo esame del Breve; Sua M era decisa di dar corso senz' altro a quelle misur di cui immediata conseguenza sarebbe la sospen dell' Arcivescovo dal suo Ministero. Aggiungeasi l che se l' Arcivescovo fosse agitato da scrupoli, e ciò indisposto a soddisfare in tutta l'estensione ai derii Reali, non era per questo dispensato dall' o vanza delle leggi: e che in tal caso non dovendo

schofe gepflogenen Verhandlung erkannt hätten, 1838
dieser sich ausgesprochen habe, eine, zu gleicher
einen frühern Versprechungen, und den bestimm-
orschriften der Landesgesetze zuwiderlaufende Hand-
weise befolgen zu wollen; dass, wenn auch Seine
tät mit Rücksicht auf die Vergangenheit von den
Hermesianischen Angelegenheit, im Widerspruche
en Landesgesetzen, gethanen Schritten des Erz-
fes, deren Unzulässigkeit er, der Prälat, selbst
erkennen müssen, absehen wollten; so könnten
Allerhöchst Dieselben dasjenige nicht ohne unmit-
e und schwere Ahndung hingehen lassen, was
nach den erhaltenen Berichten, ausserdem noch
ast fiele; dass Seine Majestät, beseelt von dem
nken, die Verhältnisse des Friedens und des Wohl-
ens unter Ihren katholischen und protestantischen
rthanen aufrecht zu erhalten, nur dann erst von
n souveränen Vorrechte bei dem Domcapitel von
, für die Erhebung des Erzbischofs auf den dorti-
Erzbischöflichen Stuhl, Gebrauch gemacht hätten,
dem er versichert habe, sich in Bezug auf die ge-
chten Ehen an die, für die General-Vicarien von
en Vorgänger entworfene, von den Bischöfen von
ster, Trier und Paderborn angenommene und in
übung gebrachte Instruction, halten zu wollen;
s der Erzbischof das Vertrauen der Behörden bis
den Punct getäuscht habe, die Pfarrer dahin zu be-
en, dass sie die kirchliche Einsegnung nur in jenen
en bewilligen sollten, in welchen beide Ehegatten
vorher durch ein ausdrückliches Versprechen zur
ehung aller Kinder in der katholischen Religion
ndlich gemacht hätten; und dass endlich, nachdem
Präsident, Graf von Stollberg, dem Erzbischofe
schweren Folgen vorgestellt habe, welche sein Ver-
en in einer den Gesetzen so widersprechenden Hand-
weise nach sich ziehen würde, der Prälat jeder
rn Unterhandlung ausgewichen sey. Alles dieses
ugeschickt, verkündigte der Minister dem Erz-
ofe in ausdrücklichem Auftrage seines Souveräns,
, dafern er nicht eine genügende Erklärung über die
ngenheit gäbe, und zugleich ein unzweideutiges
rückhaltloses Versprechen leiste, sich an die bei
Uebernahme des Erzbischöflichen Amtes von ihm
efundene und in einigen Theilen des Erzbisthums

1838 nere una dignità, che non credeva di poter esercitare con quiete di coscienza; Sua Maestà gli permetteva di rinunziare all' Arcivescovato, senza di che sarebbesi proceduto alle minacciate misure.

La risposta di Monsignor Droste assai chiara nella sua brevità abbracciava più capi. In primo luogo faceva egli sentire che non avea mai riconosciuto la inamissibilità di varii passi da lui fatti nell' affare Ermesiano, e che quest' affare era meramente ecclesiastico, trattandosi solo di dottrina. In secondo luogo a forma della confidenziale comunicazione indirizzata in iscritto allo stesso Ministro Baron d'Altenstein avanti la sua elezione alla Chiesa Metropolitana dichiarava che nell' affare de' matrimonii misti opererebbe a norma del Breve Pontificio, e dell' istruzione data dai Vescovi ai Vicariati generali, in modo da seguire l'uno e l'altra per quanto gli fosse possibile; ma che nei casi in cui l'istruzione non potesse conciliarsi col Breve, si regolerebbe a seconda di questo. In terzo luogo rilevava che nella dichiarazione rimessa al Ministro prima della sua elezione non si faceva menomamente parola dell' istruzione diretta dai Vescovi ai Vicariati, e che non potea esserne discorso, non avendola il Ministro medesimo mentovata affatto. In ultimo protestava che la sua condotta non era altrimenti mossa da scrupoli, ma sibbene dalla ferma persuasione che nessun Vescovo potesse fare una dichiarazione diversa: e qui reclamando la libertà di coscienza, la riserva dei diritti della Chiesa Cattolica, ed il libero esercizio del potere ecclesiastico, conchiudeva che le sue obbligazioni verso l'Arcivescovato

ts vor der Uebereinkunft von 1834 bestandene 1838
is zu halten, nicht minder die von den Bischöfen
reiflicher Prüfung des Breve's an die General-Vi-
te erlassene Instruction, in schuldiger Uebereins-
nung mit den Staatsgesetzen, zu vollziehen; Seine
stät entschlossen wären, ohne Verzug jene Maass-
n eintreten zu lassen, deren unmittelbare Folge
Enthebung des Erzbischofes von seinem Amte seyn
e. Er fügte jedoch hinzu, wenn der Erzbischof
Scrupeln bewegt und dadurch verhindert werde,
Königlichen Wünschen in der ganzen Ausdehnung
tukommen: er dadurch von der Beobachtung der
lze nicht befreit wäre, und dass in diesem Falle,
r eine Würde nicht behalten dürfe, die er nicht mit
;em Gewissen ausüben zu können glaube, Seine
stät ihm erlaubten, auf das Erzbisthum zu ver-
en, widrigenfalls zu den angedroheten Maassregeln
hritten werden würde.

Die in ihrer Kürze sehr klare Antwort des Hoch-
digsten Freiherrn von Droste umfasste mehrere
cte. Zuerst gab er zu vernehmen, dass er die Un-
eigkeit verschiedner, in der Hermesianischen An-
geheit von ihm gethanen Schritte niemals aner-
nt habe, und dass diese Angelegenheit rein kirchlich
, indem es sich nur von der Lehre handle. Zwei-
erklärte er in Gemässheit der vor seiner Wahl
den Erzbischöflichen Stuhl an denselben Minister,
herrn von Altenstein, gerichteten schriftlichen
heilung, dass er in Sachen der gemischten Ehen
Maasgabe des Päpstlichen Breve's und der Instruc-
der Bischöfe an die General-Vicariate dergestalt
deln würde, dass er das eine wie das andere be-
en werde, in so weit ihm dies möglich wäre; dass
in den Fällen, in welchen die Instruction mit dem
e nicht vereinigt werden könnte, er sich nach dem
ern richten würde. Drittens hob er hervor, dass
er vor seiner Wahl dem Minister zugestellten Er-
ung der von den Bischöfen an die Vicariate erlas-
n Instruction mit keinem Worte gedacht worden
, und von ihr auch nicht die Rede hätte seyn
nen, da der Minister selbst sie gar nicht erwähnt
. Endlich versicherte er, dass seine Handlungs-
e überdem nicht durch Scrupel wäre angeregt wor-
, wohl aber durch die feste Ueberzeugung, dass

1838 e verso la Chiesa universale gli vietavano sia di
dere le sue funzioni, sia di deporre il suo mi
mentre d'altronde era pronto ad obbedire in og
temporale a Sua Maestà, come convenivasi ad
dito fedele.

All' arrivo delle copie della riferita comun
del Baron d'Altenstein e dell' analoga risposta
civescovo di Colonia succedettero di qualche g
prime partecipazioni che sulle misure adottate
quel Prelato ebbe la S. Sede in nome della
Prussia. Giacchè il 1. di Decembre prossimo
l'Incaricato di Affari di S. M. in assenza del
Cav. Bunsen, che nella scorsa estate si era nu
trasferito a Berlino, informò soltanto di viva
(com' egli dichiarò) in forma tutto confidenzial
dinal Segretario di Stato della risoluzione
suo Sovrano di porre Monsignor Droste in
non poter esercitare la sua giurisdizione Arci
facendo travedere che la cosa o nel punto i
parlava era accaduta, o stava per accadere a
A questa verbale comunicazione non lasciò il
Cardinale di contraporre le più vive rimostranze
la violenza e l'ingiustizia della minacciata *misu*
chiarando al tempo stesso, che ove questa ven
effettuarsi, il S. Padre avrebbe eseguiti quei *gra*
veri che il suo ufficio Apostolico gl' imponeva.

Giunsero intanto i Fogli esteri che trascrive
date della Gazzetta di Stato di Prussia, e confer
le relazioni avute in pari tempo per sicuri mezzi
colari, annunziarono che Monsignor Arcivesc
Colonia fin dal giorno 20. del precedente Nove
vigore di un ordine di Gabinetto del 15. dello

Bischof eine andre, von der seinigen verschiedene 1838
[illegible] abgeben könne: und nachdem er hierauf
[illegible] die Freiheit des Gewissens, auf die Verwah-
[illegible] Rechte der katholischen Kirche, und auf die
[illegible] Ausübung der kirchlichen Macht berufen hatte,
[illegible] er, dass seine Verpflichtungen gegen das Erz-
[illegible] und gegen die gesammte Kirche ihm verböten,
[illegible] seine Amtsverrichtungen einzustellen, als auch
[illegible] Würde niederzulegen; übrigens wäre er bereit,
[illegible] Majestät in allen zeitlichen Dingen zu gehorchen,
[illegible] sich für einen treuen Unterthanen geziemte.
[illegible] die Ankunft der Abschriften der erwähnten
[illegible] des Freiherrn von Altenstein und der
[illegible] Antwort des Erzbischofes von Cöln folgten
[illegible] wenigen Tagen die ersten Zustellungen, welche
[illegible] Stuhl im Namen des Preussischen Hofes
[illegible] gegen jenen Prälaten gerichteten Maassregeln
[illegible] Denn am 1sten des zuletzt verflossenen De-
[illegible] setzte der Geschäftsträger Seiner Majestät, in
[illegible] heit des Ministers, Ritter Bunsen, der sich
[illegible] gangenen Sommer abermals nach Berlin begeben
[illegible] den Cardinal-Staatssecretär blos mündlich, und
[illegible] erklärte) in ganz vertraulicher Form, von dem
[illegible] Souveräne gefassten Entschlusse in Kennt-
[illegible] Hochwürdigsten Freiherrn von Droste in
[illegible] Zustand zu versetzen, in dem er seine Erzbischöf-
[illegible] Gerichtsbarkeit nicht ausüben könne; und liess
[illegible] hindurch blicken, dass die Sache entweder in
[illegible] Augenblicke, wo er davon redete, geschehen wäre,
[illegible] in jedem nächsten Augenblicke geschehen dürfte.
[illegible] diese mündliche Mittheilung unterliess der gedachte
[illegible] dinal nicht, wider die Gewaltthätigkeit und Unge-
[illegible] tigkeit der angedrohten Maassregel die lebhaftesten
[illegible] stellungen zu machen, und erklärte zu gleicher
[illegible] t, dass, wofern dieselbe in Wirksamkeit gesetzt
[illegible] den sollte, der heilige Vater jene ernsten Pflichten
[illegible] iben würde, die Sein Apostolisches Amt Ihm auf-
[illegible] te.

Inzwischen langten die auswärtigen Blätter an,
[illegible] he, die Nachrichten der Preussischen Staatszeitung
[illegible] ergebend, und die um die selbige Zeit auf sicherm
[illegible] e erhaltenen Privatberichte bestätigend, meldeten,
der Hochwürdigste Herr Erzbischof von Cöln am
[illegible] les letzten Novembers, zufolge einer Cabinetsordre

1838 mese era stato tolto violentemente dalla sua Sede, e tradotto dalla forza armata era stato rilegato nella fortezza di Minden. Ad un tempo si vide riprodotta testualmente in più Giornali la notificazione pubblicata in Colonia colla firma del supremo Ministero del Re, nella quale assegnandosi come cagione dell' ordine già eseguito di S. M. la condotta dell' Arcivescovo incompatibile colle leggi fondamentali della Monarchia, e facendo credere che la S. Sede era stata pienamente informata di tutto l' andamento dell' affare; non pure s'interdiceva con comminazione di pena espressa ad ogni persona ecclesiastica o laica che fosse, senza distinzione di stato, qualunque comunicazione coll' Arcivescovo, ma si dichiarava inoltre che se il Prelato malgrado del divieto avutone esercitasse delle funzioni pubbliche, promulgasse ordini o risoluzioni, questi ordini e queste risoluzioni, senza pregiudizio delle conseguenze che ne risulterebbero, doveano considerarsi nulle e prive di effetto.

Ridotta la cosa a tale notorietà e certezza di circostanze, il S. Padre astretto dai doveri dell' universale suo Apostolato reclamò e protestò solennemente in difesa della dignità Vescovile, della immunità ecclesiastica, e dei sacri diritti della Chiesa Cattolica e della S. Sede coll' Allocuzione fatta al S. Collegio nel Consistoro segreto del 10. Decembre 1837. *) della quale ordinò che si desse parte e rimettesse copia all' Eccellentissimo Corpo Diplomatico residente in Roma, compreso l' Incaricato di S. Maestà Prussiana.

Il giorno 12. lo stesso Incaricato accompagnò con Nota efficiale al Cardinal Segretario di Stato tanto il *publicandum* affisso in Colonia dal Regio Ministero dopo la deportazione dell' Arcivescovo, e già cognito al S. Padre prima del Concistoro, quanto la comunicazione diretta dal Baron d'Altenstein al Capitolo Metropolitano.

*) Docum. N. XVI.

vom 15. desselben Monats, gewaltsamer Weise von sei- 1838
nem Sitze entfernt, und von bewaffneter Macht begleitet, nach der Festung Minden abgeführt worden sey. Man sah in mehreren Journalen zugleich die in Cöln mit der Unterschrift des hohen Königlichen Ministeriums veröffentlichte Bekanntmachung abgedruckt, in welcher, während die mit den Grundgesetzen der Monarchie unverträgliche Handlungsweise des Erzbischofs als Ursache der bereits ausgeführten Ordre Seiner Majestät bezeichnet wurde, und man zugleich glauben machen wollte, dass der heilige Stuhl von dem ganzen Verlaufe der Sache vollkommen in Kenntniss gesetzt worden sey; man nicht blos unter Androhung ausdrücklicher Strafe Jedermann, Geistlichen und Weltlichen ohne Unterschied des Standes, allen Verkehr mit dem Erzbischofe untersagte, sondern auch überdies erklärte, dass, wenn der Prälat, ungeachtet des ihm dieserhalb ertheilten Verbotes, öffentliche Amtshandlungen verrichten, Befehle oder Entscheidungen bekannt machen sollte, jene Befehle und diese Entscheidungen, ohne Rücksicht auf die nachtheiligen Folgen, welche daraus hervorgehen möchten, als null und nichtig betrachtet werden sollten.

Da die Sache zu einer solchen Notorietät und Gewissheit der Umstände gediehen war, sah sich der heilige Vater durch die Pflichten seines allgemeinen Apostelamtes genöthigt, in Vertheidigung der kirchlichen Freiheit, und der geheiligten Rechte der katholischen Kirche, wie des heiligen Stuhles, durch die an das heilige Collegium in dem Consistorium vom 10. December 1837 gehaltene Anrede *) sich zu beschweren und feierlich zu protestiren, und befahl zugleich, dass diese Anrede dem in Rom residirenden hohen diplomatischen Corps mit Inbegriff des Geschäftsträgers Seiner Königlichen Majestät von Preussen, mitgetheilt, und in Abschrift zugestellt werde.

Am 12. December überreichte der gedachte Geschäftsträger dem Cardinal-Staatssecretär, mittelst officieller Note, sowohl das nach Hinwegführung des Erzbischofes vom Königlichen Ministerium in Cöln angeheftete, und dem heiligen Vater bereits vor dem Consistorium bekannt gewesene Publicandum, als auch die von

*) Beilage XVI.

1838 E fu in quest' atto che individuandosi i motivi [illegible] determinazione presa dal Re, oltre quello risgu[illegible] la vertenza sui matrimonii misti; videro addu[illegible] passi fatti dall' Arcivescovo sull' affare Ermesian[illegible] a norma degli anteriori concerti dovea credersi [illegible] nato, e i maneggi del Prelato in danno dell' [illegible] pubblico, i quali nè prima, nè poscia si conos[illegible] avuto il più lontano sentore di lievissimo fond[illegible]

Susseguentemente l' Incaricato medesimo [illegible] le istruzioni avute dalla sua Corte indirizzò [illegible] del 20 Decembre suddetto al Cardinal Segre[illegible] Stato quello scritto litografico, che fin dal pri[illegible] disse avere il Governo Prussiano rimesso a p[illegible] essere nello scopo di giustificare la sua condot[illegible] guardo di Monsignor Arcivescovo di Colonia. [illegible] documenti uniti all' indicato scritto comparve [illegible] di quella convenzione *) che Monsignor de [illegible] già Vescovo di Treveri nella lettera scritta al S. [illegible] in data del 10 Novembre 1836 asserì aver avu[illegible] fra S. M. Prussiana, il defunto Monsignor Spie[illegible] Cav. Bunsen, ed essere stata accettata dai tre Vesc[illegible] Suffraganei presso le comunicazioni lor fatte separa[illegible] mente dal suddetto Arcivescovo per commissione [illegible] Re. Venne quindi ad esser manifesto che la conven[illegible] zione in discorso, intrapresa appunto per incarico so[illegible] vrano, fu conchiusa dopo varie conferenze il 19 Giu[illegible] gno 1834, e sottoscritta senza riserva alcuna dal Mon[illegible] signor Ferdinando Spiegel Conte di Desenberg allora Arcivescovo di Colonia, e colla sola riserva della sanzione Regia del Consigliere Segreto di Legazione e Mi[illegible] nistro residente presso la Corte Pontificia Cav. Bunsen in quel tempo dimorante in Berlino. Risultò similmente essersi sotto l'articolo 6°. convenuto, che i Vescovi dovessero dare ai Vicariati generali una istruzione uniforme diretta a stabilire tanto i principii secondo i quali avrebbe a procedersi nella interpretazione del Breve di Pio VIII, quanto il modo da seguirsi nei singoli casi

*) Docum. N. XVII.

[illegible] von Altenstein an das Domkapitel [illegible]
e Mittheilung. In diesem Aktenstücke wurden
ei Aufzählung der Beweggründe des vom Kö-
[illegible] Entschlusses, ausser demjenigen, welcher
[illegible] über die gemischten Ehen betraf, sowohl
[illegible] Hermesianischen Angelegenheit, die man in
[illegible] der früheren Verabredungen hätte beigelegt
[illegible] vom Erzbischofe gethanen Schritte an-
[illegible] auch die Umtriebe der Prälaten zum Nach-
[illegible] öffentlichen Ordnung, die bekanntlich weder
[illegible] später die entfernteste Spur eines leisesten
[illegible] gehabt haben.
[illegible] übersandte derselbe Geschäftsträger
[illegible] Note vom 20. December dem Cardinal-Staats-
[illegible] in Folge der von seinem Hofe erhaltenen
[illegible] jene lithographirte Schrift, welche, wie im
[illegible] gesagt worden, das Preussische Gouvernement
[illegible] auswärtige Höfe in der Absicht gesendet
[illegible] Verfahrungsweise gegen den Erzbischof
[illegible] zu rechtfertigen. Unter den, dieser Schrift
[illegible] Urkunden kam der Text jener Conven-
[illegible] Vorschein *), von welcher der Hochwürdig-
[illegible] von Hommer, damaliger Bischof von Trier,
[illegible] an den heiligen Vater gerichteten Schreiben
[illegible] November 1836 behauptet hatte, dass sie zwi-
[illegible] Majestät dem Könige von Preussen, dem
[illegible] Hochwürdigsten Grafen von Spiegel,
[illegible] Ritter Bunsen Statt gehabt, und von den
[illegible] Fragan-Bischöfen, nach den von dem gedachten
[illegible] Hofe im Auftrage des Königs einem Jeden von
[illegible] besonders gethanen Eröffnungen, angenommen
[illegible] wäre. Es ward mithin offenbar, dass die in
[illegible] stehende, in unmittelbarem Auftrage des Sou-
[illegible] unternommene Vereinbarung, nach verschiedenen
[illegible] Denkünften, am 19. Junius 1834 abgeschlossen,
[illegible] dem damaligen Erzbischofe von Cöln, dem
[illegible] Herrn Ferdinand Spiegel, Gra-
[illegible] Desenberg, ohne allen Vorbehalt, und
[illegible] geheimen Legationsrathe und Minister-Resi-
[illegible] dem Päpstlichen Hofe, Ritter Bunsen, der
[illegible] Zeit in Berlin verweilte, mit dem alleinigen

[illegible]
[illegible] XVII. [illegible]

1838 occorrenti. Si rilevò inoltre che nello stes
precisarono perfino gli anzidetti principii:
solo confronto apparisce che nella sostanza e
coincidono sia colle modificazioni richieste
dal Governo Prussiano nel 1831. e da qu
sia colla comunicazione od istruzione di
proposito nella Nota di Segreteria di St
Marzo 1836., sia con quella che il Vescov
sul punto di morte ritrattò. E nell' artico
presse che in conformità coi suindicati pi
redatto il progetto di tale istruzione, per
dei Vescovi dovesse indirizzarla ai Vicar
pel loro uso esclusivo. Essendosi poi nell'
stabilito, non esser nè opportuno nè da co
si pubblicasse l'istruzione congiunta al Brev
e firmata dal Cardinal Albani il 27. Marzo
chè la medesima era stata destinata alla sol
dei Vescovi; ebbe finalmente ad intender
quel tratto dell' istruzione analizzata nella
greteria di Stato del 15. Marzo 1836. nel
poneva che le lettere del Card. Albani anne
Pontificio non doveano palesarsi ai Parrochi,
perciò riservate, *et qua nullae declarat*
senso forse non espresso con tutta esattezz
e fondato sopra il corrispondente articolo d
zione conchiusa per commissione ed appr
Sovrano di Prussia.

Nella sera del giorno stesso, in cui l'I
Prussia seguì la Nota di accompagno del

Vorbehalte der Königlichen Genehmigung unterzeich- 1838
et worden war. Es ging daraus gleichergestalt hervor,
ss man im 6. Artikel übereingekommen war, dass
e Bischöfe an die General-Vicariate eine gleichlautende
struction erlassen sollten, um nicht allein die Grund-
tze, nach welchen bei der Auslegung des Breve's
s VIII. zu verfahren sey, sondern auch die in den
kommenden einzelnen Fällen zu beobachtende Art
Weise festzustellen. Man entnahm daraus ferner,
in demselben Artikel sogar die vorher erwähnten
ndsätze bestimmt wurden: und diese treffen, wie
n ersten Anblick ersichtlich ist, in dem Wesen
n Zwecke, theils mit den im Jahre 1831 Seitens der
esigen Regierung von dem heiligen Stuhle nach-
tenen, und von diesem verweigerten Abänderungen
s, theils mit der Mittheilung oder Instruction, von
r in der Note des Staats-Secretariates vom 15.
s. 1836, die Rede war, theils endlich mit jener,
e der Bischof von Trier vor seinem Tode wider-
n hatte. Im 7. Artikel aber ward ausgesprochen,
s man in Uebereinstimmung mit obgedachten Grund-
zen den Entwurf einer solchen Instruction verfasst
be, damit ein Jeder von den Bischöfen sie an die
neral-Vicariate zu deren ausschliesslichem Gebrauche
lassen sollte. Da hiernächst im 8. Artikel bestimmt
rden war, dass es weder zweckmässig noch räth-
h sey, die dem Breve Pius VIII beigefügte, und vom
Cardinal Albani unterzeichnete Instruction vom 27.
März 1830 bekannt zu machen, weil dieselbe nur zur
enntnissnahme für die Bischöfe bestimmt gewesen
re; so ward es endlich klar, dass auch jene Stelle
r in der Note des Staats-Secretariats vom 15. März
36 erörterten Instruction, in welcher festgesetzt wurde,
s das dem Päpstlichen Breve beigefügte Schreiben
s Cardinals Albani den Pfarrern nicht bekannt ge-
cht werden, und daher vorenthalten et qua nullae
claratae (und für null und nichtig erklärt) bleiben
lte, einen, vielleicht nicht mit aller Genauigkeit aus-
drückten, aber doch wirklichen, und auf den ent-
echenden Artikel der im Auftrage und mit Zustim-
ng des Königs von Preussen abgeschlossenen Con-
tion gegründeten Sinn hatte.

Am Abende desselben Tages, an welchem der Preu-
che Geschäftsträger die Begleitungs-Note der oben

1838 scritto litografico, ritornò in Roma il Signor
sen. Il suo arrivo fu preceduto di qualche c
Nota che diresse al Cardinal Segretario di Sta
di Ancona il 17. del ridetto mese di Decemb
questa Nota il mentovato Sig. Cavaliere dopo
messo che il suo Sovrano fino al giorno 14.
cedente Novembre non si era determinato
guire l'arresto di Monsignor Arcivescovo d
perchè voleva prima informare la S. Sede
delle cose; si trattenne ad esporre i motivi
M. Prussiana fu indotta ad affrettare quella n
pegnandosi eziandio a spiegarne e giustificarn
zione. Al qual proposito manifestò di aver
cialissima commissione di comunicare confide
alla S. Sede delle segrete notizie. Asseren
non aver letto fino a quel punto l'Allocuzio
cia passò all' esame di una questione da lui
pratica, e che tutta a suo dire si raggirava
cerò se l'Allocuzione medesima conteneva u
definitivo sull' oggetto, o se piuttosto la S.
nella disposizione di esaminare la causa del
covo di Colonia. Nel primo caso fece senti
cusandosi la S. Sede di ricevere le comunica
cui egli era particolarissimamente incaricato,
dine di dichiarare esplicitamente che una tal
era considerata dalla sua Corte come *un co*
ment d'hostilité d'après les principes du
gens. Soggiunse però che supponendo non
nell' Allocuzione Pontificia alcuna cosa ingiu
dignità Reale, egli inclinava a riguardarla s
spetto di una protesta solenne contro un atto c
dalla S. Sede attentatorio alla libertà della Ch
qual caso S. M. Prussiana non ravviserebbe n
Allocuzione *une déclaration de guerre*. E
in fine che quanto più il suo Sovrano prev
conséquences incalculables qu' une telle
pourra avoir pour la paix du monde, et
repos de la société Européenne, tanto meno
assumere la responsabilità d'averla implicitame
tata; conchiuse che sebbene, avuto riguardo
della Provincia Renana, alle disposizioni del C

*) Docum. N. XVIII.

gegebenen lithographirten Schrift unterzeichnet hatte, 1838
f der Herr Ritter Bunsen in Rom ein. Seiner
unft ging wenige Stunden eine Note voran, die er,
r dem Datum von Ancona am 17ten desselben De-
bers an den Cardinal-Staatssecretär richtete *). In
r Note gab sich der gedachte Herr Ritter, nach-
er vorangeschickt hatte, dass sein Souverän bis
14ten des vorhergegangenen Novembers sich noch
entschlossen gehabt, die Gefangennehmung des
ürdigsten Herrn Erzbischofes von Cöln ausführen
sen, weil Er zuvor den heiligen Stuhl von dem
der Dinge habe in Kenntniss setzen wollen; die
die Gründe auseinander zu setzen, aus denen
Majestät von Preussen veranlasst worden, jene
egel zu beschleunigen, indem er es auf sich nahm,
Absichten zu erläutern und zu rechtfertigen. Bei
Gelegenheit eröffnete er, dass er den ganz be-
n Auftrag gehabt habe, dem heiligen Stuhle, ver-
herweise, geheime Nachrichten mitzutheilen. Hier-
rsicherte er, die Päpstliche Allocution bis zu je-
Augenblicke noch nicht gelesen zu haben, und
dann auf die Prüfung einer von ihm sogenann-
ractischen Frage über, die, nach seiner Rede, sich
darauf beschränke, zu wissen, ob die Allocution
ein entscheidendes Urtheil über die Angelegenheit
abe, oder ob der heilige Stuhl vielmehr geneigt
die Sache des Erzbischofs von Cöln zu untersuchen.
ersten Falle gab er zu erkennen, dass, wenn der
e Stuhl sich weigern sollte, die Mittheilungen ent-
n zu nehmen, mit denen er ganz besonders beauf-
t wäre, er den Befehl habe, ausdrücklich zu er-
en, dass eine solche Verfahrungsweise von seinem
f als un commencement d'hostilité d'après les prin-
s du droit des gens (ein Anfang von Feindseligkeit
h den Grundsätzen des Völkerrechts) betrachtet werde.
fügte jedoch hinzu, in der Voraussetzung, dass in
Päpstlichen Allocution nichts enthalten sey, was die
igliche Würde beleidige, sey er vielmehr geneigt,
selbe aus dem Gesichtspuncte eines feierlichen Wi-
spruches gegen eine Handlung anzusehen, welche
heiligen Stuhle als die Freiheit der Kirche anta-

Beilage XVIII.

1838 tolico della Monarchia, allo spirito dei suoi popoli, la Maestà Sua nulla avesse a temere per la integrità dei suoi Stati, e per la sicurezza del suo Trono; pure non accetterebbe giammai siffatta rottura che presso una dichiarazione esplicita, e categorica.

Posta senza indugio sotto gli occhi de S. Padre la riferita Nota, Sua Santità ordinò che nel ricambio *), cui si dette corso il 25. dello stesso Decembre, si esprimessero con pari brevità che precisione i motivi e lo spirito dell' Allocuzione Consistoriale senza dissimulare che il solo confronto delle date degli atti del Governo Prussiano, e di quelli della S. Sede, escludeva evidentemente la più lontana idea di provocazione per parte di essa. Dopo di che il S. Padre essendo convinto della giustizia dei suoi reclami, e veggendo di non potere ammettere discorso, finchè sussistesse il fatto, il quale vi avea dato causa, fece domandare formalmente che l'Arcivescovo di Colonia fosse posto in libertà, e restituito al governo della sua diocesi.

Non lasciò il Sig. Cav. Bunsen di replicare sotto il giorno 29., ma in questa sua replica **) niente racchiudendosi che esigesse ulteriori spiegazioni dal canto della S. Sede; il Cardinal Segretario di Stato nella sua ri-

*) Docum. N. XIX. **) Docum. N. XX.

tend betrachtet werde, in welchem Falle Seine Maje- 1838
ät von Preussen in der gedachten Allocution une dé-
laration de guerre (eine Kriegserklärung) nicht erblicken
ürden. Nachdem er endlich ausgesprochen, je mehr
ein Souverän les consequences incalculables qu' une
lle rupture pourra avoir pour la paix du monde, et
our le repos de la société Européenne (die unberechen-
aren Folgen, die ein solcher Bruch für den Frieden
r Welt, und für die Ruhe der Europäischen Gesell-
haft wird haben können) voraussehe, um desto we-
ger würde Er die Verantwortlichkeit auf sich bürden
ollen, ihn stillschweigend angenommen zu haben:
bloss er damit, dass, obgleich Seine Majestät, im
nblicke auf den Zustand der Rheinprovinzen, auf die
altung der katholischen Geistlichkeit der Monarchie,
f den Geist Ihrer Völker, für die Unversehrtheit Ih-
r Staaten, und für die Sicherheit Ihres Thrones nichts
fürchten hätten, Allerhöchstdieselben dennoch einen
lchen Bruch niemals anders annehmen würden, als
ttelst einer ausdrücklichen und categorischen Erklärung.

Nachdem diese Note dem heiligen Vater ohne Ver-
g zur Einsicht vorgelegt worden war, befahlen Seine
eiligkeit, dass in der Antwort *), die am 25. Decem-
r erfolgte, mit eben so grosser Kürze als Deutlich-
it, die Beweggründe und der Geist der Consistorial-
ocution ausgedrückt werden sollten, ohne zu ver-
hlen, dass die blosse Vergleichung des Datums der
te der Preussischen Regierung mit jenen des heiligen
nhles auch die entfernteste Vorstellung von Heraus-
rderung Seitens des Letztern augenscheinlich aus-
ılösse. Da hienach der heilige Vater, überzeugt von
r Gerechtigkeit Seiner Ansprüche, zugleich sah, dass
keine Unterhandlung zulassen könne, so lange die
atsache bestände, welche dazu Veranlassung gegeben,
ss Er förmlich die Forderung stellen, dass der Erz-
schof von Cöln in Freiheit gesetzt, und ihm die Ver-
altung seiner Diöcese wieder gegeben werde.

Der Herr Ritter Bunsen ermangelte nicht, un-
m 29sten desselben Monats eine Erwiederung abzu-
ben **); da jedoch dieselbe nichts enthielt, was von
iten des heiligen Stuhles fernere Erörterung erfordert

*) Beilage XI. **) Beilage XX.

spetta scritta d'ordine di Sua Santità in data del seguente Gennajo *) ebbe a riportarsi intierame chiaro e preciso senso della Nota del 25. Decem

Frattanto sotto lo stesso giorno 20. Decem caricato di Prussia in un colla Nota colla qua il ripetuto scritto litografico ne avea inviata cui accluse una lettera diretta al S. Padre da Metropolitano di Colonia il giorno 22. No In detta lettera si partecipava che presso lim dall' autorità Regia per mezzo del suprem delle Provincie Renane residente a Coblenz all' uopo in Colonia, il Capitolo avea int ministrazione dell' Arcivescovado, proponen gere il Vicario Capitolare: nel quale inte pluravansi le provvidenze della Sede Apo stessa lettera il succennato Capitolo si es modo niente rispettoso, ed abbastanza s al proprio Pastore. Sua Santità che cedenti, da relazioni superiori ad eccez pressioni stesse della lettera conosceva rito ne avesse regolato il tenore, non e epistolare del 26. Decembre ***) a far giusta amarezza pel linguaggio che su tabilissimo suo Prelato avea tenuto il dolo intanto consapevole della dom Prussiana pel ritorno di Monsignor D e della fiducia che riponeva nell' e tirne quantoprima l' adempimento Sua Santità fu diretto pel suo pr caricato di Prussia, per mezzo de la lettera del Capitolo. Ma s'igno al suo destino: mancandosi da q comunicazione per parte del Ca ciò che riguarda il fatto dell' e pitolare.

*) Docum. N. XXI.
**) Docum. N. XXII.
***) Docum. N. XXXIII.

, so konnte der Cardinal-Staatssecretär in seiner, 1838
Befehl Seiner Heiligkeit am 2ten des folgenden Ja-
s geschriebenen Antwort *) sich gänzlich auf den
n und bestimmten Sinn der Note vom 25. Decem-
beziehen.

Mittlerweile hatte der Preussische Geschäftsträger
lemselben 20. December, und zu gleicher Zeit mit
Note, mittelst welcher er die mehrerwähnte litho-
hirte Schrift eingereicht hatte, eine zweite Note
sendet, welcher er ein von dem Domcapitel zu
n unterm 22. November an den heiligen Vater ge-
itetes Schreiben **) beigeschlossen hatte. In diesem
tern wurde mitgetheilt, dass auf Antrieb der Kö-
ichen Behörde, und zwar durch den in Coblenz
direnden Ober-Präsidenten, der sich dieserhalb nach
n begeben hätte, das Capitel die Verwaltung des
bisthums übernommen und den Vorsatz habe, den
ifularverweser zu erwählen, zu welcher Absicht
Ermächtigungen des Apostolischen Stuhles erbeten
den. In demselben Schreiben drückte sich das ge-
nte Capitel in einer unehrerbietigen und hinlänglich
lächtigen Weise in Bezug auf seinen eigenen Hirten
Seine Heiligkeit, welche aus den vorhergegange-
Thatsachen, aus den über jeden Einwand erhobe-
Berichten, und aus den Ausdrücken des Schreibens
st wohl erkannten, welcher Geist den Inhalt des-
en bestimmt habe, zögerten nicht, mittelst Breve's
26. December ***) Ihr gerechtes Missfallen über
Sprache zu erkennen zu geben, welche das Capitel
Rechnung seines in so hohem Grade verehrungswür-
en Prälaten geführt hatte; und setzten dasselbe zu-
ich von der an Seine Majestät von Preussen gesche-
nen Forderung der Rückkehr des Hochwürdigsten
eiherrn von Droste auf seinen Sitz, in Kenntniss,
nd von dem Vertrauen, mit welchem Seine Heiligkeit
on der Gerechtigkeit des Königs die baldigste Erfül-
lung derselben zu vernehmen erwarteten. Dieses Breve
Seiner Heiligkeit ward zur schleunigen Beförderung
dem Preussischen Geschäftsträger zugestellt, durch den
man das Schreiben des Capitels erhalten hatte. Allein
man weiss noch immer nicht, ob es zu seiner Bestim-

*) Beilage XXI. **) XXII. ***) Beilage XXIII.

E questa la genuina e semplice esposizione d circostanze che hanno avuto luogo dalla prima ori della disgustosa vertenza fino al punto in cui ora s le cose. Dalla medesima, e ancor più dalla lettura relativi documenti, che vi si uniscono, risulterà fin d sull' articolo dei matrimonii misti da contrarsi n Provincie occidentali della Monarchia Prussiana la Sede abbia portato le sue condescendenze, qual uso ne sia fatto, e quanto agli occhi di ogni vero Ca lico debba comparir commendevole la dichiara emessa dall' Arcivescovo di Colonia di non pote trepassare la linea tracciata nel Breve di Pio V dichiarazione che in oggetto puramente religioso rigorosamente imposta dai suoi sacri doveri, e coscienza.

Dalla Segreteria di Stato 4. Marzo 1838.

62.

Traité d'Amitié, de Commerce et d Navigation entre Sa Majesté le R de Danemarc et la république Venézuela. Conclu à Caracas, 26 *Mars* 1838.

(Publié officiellem. à Copenhague 1839).

En conséquence des relations commerciales, ét depuis quelque temps entre les Etats de *Sa Ma le Roi de Danemarc* et *la République de Vené* il a été jugé utile, pour la sécurité et l'accroissemer leurs intérêts réciproques, de protéger et de confi les dites relations par un Traité d'Amitié, de Comm et de Navigation. A cet effet ont été nommés Plén tentiaires, savoir: par *Sa Majesté le Roi de Da marc* le Sieur *Pierre Charles Frédéric de Scho*

gelangt ist, indem von jenem Zeitpuncte an, von 1838
des oben genannten Capitels, auch über dasje-
was die Thatsache der Wahl des Capitelverwe-
betrifft, jede weitere Mittheilung mangelt.
Dieses ist die wahre und einfache Darstellung der
ndle, welche seit dem ersten Entstehen des wider-
Verhältnisses bis zu dem Puncte Statt gehabt
, auf welchem die Sachen sich gegenwärtig befin-
Aus derselben, und noch mehr aus dem Lesen
etreffenden, hier beigefügten Urkunden, wird her-
hen , bis wie weit der heilige Stuhl, im Puncte
n den westlichen Provinzen der Preussischen Mo-
ie zu schliessenden gemischten Ehen, Seine Nach-
gkeit erstreckt habe, welcher Gebrauch von der-
en gemacht worden sey, und wie lobenswerth in
Augen eines jeden wahren Katholiken die von dem
Bischofe von Cöln abgegebene Erklärung erscheinen
isse, dass er die in dem Breve Pius VIII vorgezeich-
ste Linie nicht überschreiten könne; eine Erklärung,
ie bei einem rein religiösen Gegenstande, ihm von
einen heiligen Pflichten, und von dem Gewissen, streng
uferlegt war.

Aus dem Staats-Secretariate den 4. März 1838.

62.

Tratado de amistad, Comercio y Navigacion entre Su Magestad el Rey de Dinemarca y la republica de Venezuela. Concluido en Caracas, le 26 de Marzo 1838.

Habiendose establecido desde algun tiempo relacio-
nes comerciales entre los *territorios de Su Mage-
tad el Rey de Dinamarca* y *el territorio Venezo-
no*, se ha creido útil para la seguridad y fomento de
s mutuos intereses que dichas relaciones sean confir-
das y protejidas por medio de un tratado de Amis-
d, Comercio y Navegacion. Para este efecto han
o nombrados Plenipotenciarios, á saber: por *Su
yestad el Rey de Dinamarca* el Señor *Pedro*

1838 Grand' Croix de Son ordre de Danebrog avec la Croix d'argent, Grand-Officier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre du mérite militaire, Son Général-Major et Chambellan, et Gouverneur Général de Ses colonies aux Indes Occidentales, et le Sieur *Guillaume Ackers*, Son Consul-Général près la République de Vénézuela; et par le Vice-Président de Venézuela chargé du Pouvoir-Exécutif, le Sieur *Joseph Vargas*, Plénipotentiaire spécial ad hoc; lesquels après avoir échangé leurs Pleinspouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivans.

Art. 1. Il y aura amitié perpétuelle et sincère entre Sa Majesté Danoise et Ses sujets d'un côté, et la République de Venézuela et ses citoyens de l'autre.

Art. 2. Il y aura une liberté réciproque de commerce et de navigation entre les Etats de Sa Majesté Danoise et la République de Venézuela. Les habitans des deux pays pourront fréquenter librement et sûrement tous les lieux, rades, fleuves, ports et parages respectifs, où l'entrée de navires étrangers est actuellement permise; ou le sera à l'avenir. Les habitans de la République de Venézuela jouiront d'ailleurs dans les Colonies de Sa Majesté Danoise des mêmes droits et de la même liberté de commerce et de navigation, dont jouit actuellement ou dont jouira à l'avenir toute autre nation favorisée.

De la même manière les bâtimens de guerre respectifs des deux nations auront la même liberté d'arriver dans tous les ports, rivières et endroits, où est permise ou sera permise à l'avenir l'entrée des bâtimens de guerre d'une autre nation quelconque, d'y rester et d'en sortir; se conformant toujours aux lois et réglemens des pays respectifs.

Art. 3. Les sujets et citoyens d'une des hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre, quant à leurs personnes et leurs propriétés et quant à l'exercice de leur religion et de leur industrie, de la même protection et des mêmes garanties, droits et priviléges qui sont ou qui seraient accordés par la suite aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, ils auront un libre accès devant les tribunaux, pour y soutenir ou défendre leurs droits et intérêts, sujets aux mêmes conditions que les naturels de l'Etat,

Carlos Frederico de Scholten, Gran-Cruz de Su ór- 1838
den de Danebrog con la Cruz de plata, Gran oficial de la Legion de honor, Caballero del órden del mérito militar, Su Mayor General y Chambelan y Gobernador general de sus colonias en las Yndias occidentales, y el Señor Guillermo Ackers, Su Consul General cerca de la República de Venezuela, y por el Vice-Presidente de Venezuela Encargado de Poder Ejecutivo José Varas, Plenipotenciario especial ad hoc, quienes despues de haber canjeado sus plenos poderes respectivos, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes.

Art. 1. Habrá amistad perpetua y sincera entre Su Magestad Danesa y sus súbditos de una parte, y la República de Venezuela y sus ciudadanos de la otra.

Art. 2. Habrá una libertad reciproca de comercio y navegacion entre los Estados de Su Magestad Danesa y la República de Venezuela. Los habitantes de los dos países podrán frecuentar libre y seguramente todos los lugares, radas, rios, puertos y parajes respectivos á los cuales se permite ó en adelante se permitiere entrar á los buques estrangeros. Los habitantes de la República de Venezuela gozarán ademas en las colonias de Su Magestad Danesa de los mismos derechos y de la misma libertad de comercio y navegacion, de que actualmente goza ó en adelante gozare cualquiera otra nacion favorecida.

Del mismo modo los buques de guerra de una de las dos naciones contratantes tendrán la misma libertad de llegar á todos los puertos, rios y lugares en donde se permita o en adelante se permitiere entrar á los buques de guerra de cualquiera otra nacion, de permanecer alli y de salir de ellos, sujetándose siempre á las leyes y reglamentos de los respectivos paises.

Art. 3. Los subditos ó ciudadanos de una de las dos partes contratantes gozarán en el territorio de la otra en sus personas y propiedades, y en el ejercicio de su relijion é industria de la misma proteccion y de las mismas garantias, derechos y privilegios que se conceden ó en adelante se concedieren á los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida: tendrán un libre acceso á los tribunales para sostener en ellos ó defender sus derechos é intereses, sujetándose en todo á las mismas condiciones que los naturales del Estado en

1838 où ils résideraient. Ils ne pourront être obligés de servir dans l'armée des troupes régulières ou dans la marine; ni être contraints de contribuer aux emprunts forcés ou de payer d'autres ou de plus fortes contributions, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination que celles que payent ou payeraient les sujets ou citoyens du pays, où ils se trouvent.

Les navires, équipages, marchandises et effets de la propriété des sujets ou citoyens de l'une des hautes Parties contractantes ne pourront être saisis ou retenus dans le territoire de l'autre pour aucune expédition militaire, ni pour aucun autre service public de quelque genre que ce soit, contre la volonté du propriétaire ou de son agent.

Si l'une des deux hautes Parties contractantes accorde à l'avenir des avantages particuliers à une puissance tierce à raison de concessions particulières offertes par celle-ci, l'autre Partie sera admise à jouir des mêmes avantages, à condition qu'elle assure à la première des avantages équivalens.

Art. 4. Les bâtimens et embarcations respectifs, de quelle capacité ou construction que ce soit, qui arrivent dans les ports de l'une ou de l'autre des hautes Parties contractantes sur leur lest ou chargés, seront traités, tant à leur entrée qu'à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux par rapport aux droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage, ainsi que par rapport à tout autre droit ou charge, de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant à l'Etat, aux villes, ou à des établissemens particuliers quelconques. On s'empressera en cas de besoin ou de naufrage de leur fournir toute l'assistance possible, soit pour sauver l'équipage et la cargaison, soit pour recueillir les débris, ou pour la réparation du navire.

Art. 5. Seront considérés comme bâtimens Danois et Venézueliens ceux qui naviguent sous la pavillon de leur pays et qui sont munis des papiers de bord et certificats voulus par les législations de leurs Etats respectifs pour constater la nationalité.

Art. 6. Toutes les marchandises et tous les objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des Etats respectifs, soit productions du sol ou de l'industrie de tout autre pays, dont l'importation ou l'ex-

residencia. No podran ser obligados á servir en el 1838
cito de las tropas regulares, ni en la marina, ni á
tribuir á empréstitos forzosos, ó á pagar otras ó
ayores contribuciones, de cualquiera especie ó deno-
inacion que sean, que las que pagan ó en adelante
pagaren los súbditos ó ciudadanos del pais en que se
hallan.

Los buques, tripulaciones, mercancias y efectos de la propiedad de los súbditos ó ciudadanos de una de las partes contratantes no podrán ser tomados, ni retenidos en el territorio de la otra para ninguna expedicion militar, ni para ningun otro servicio público de cualquier género que sea contra la voluntad de sus dueños ó agentes.

Si una de las dos altas partes contratantes concediere en adelante ventajas particulares á una nacion tercera en razon de particulares concesiones que esta ofrezca, la otra parte será admitida á gozar de las mismas ventajas, siempre que asegure á la primera ventajas equivalentes.

Art. 4. Los buques y embarcaciones respectivas de cualquiera capacidad y construccion, que lleguen á los puertos de la una ó de la otra de las altas Partes contratantes, en lastre, ó cargadas serán tratadas á su entrada y salida de la misma manera que los buques nacionales con respecto á los derechos de puerto, de tonelada, fanal, práctico y salvamento, asi como á todos los demas derechos ó impuestos de cualquiera especie ó denominacion que séan, como renta del Estado de las ciudades ó de cualesquiera establecimentos particulares. Se procederá sin demora en caso de necesidad ó naufragio á darles todo el auxilio posible, ya sea para recoger los destrozos del buque ó para repararlo.

Art. 5. Serán considerados como buques daneses ó venezolanos aquellos que naveguen con la bandera de su pais, y tengan letras de mar y aquellos otros documentos que la legislacion respectiva de cada una de las dos naciones exige para acreditar la nacionalidad.

Art. 6. Todas la mercancias y todos los objetos de comercio, bien sean produccion del suelo ó de la industria de los Estados respectivos, bien sean productos del suelo ó de la industria de cualquiera otre pais,

1838 portation est permise au bâtimens nationaux d[illegible]
des hautes Parties contractantes, pourront ég[illegible]le
être importés ou exportés dans les bâtimens de l'
quel que soit le lieu de leur départ ou de leur
nation, sans être assujétis à des droits d'entré
sortie plus forts ou autres, de quelle dénominat
ce soit, que ceux qui sont ou qui seront payés
marchandises et objets avaient été importés ou
tés dans des bâtimens nationaux. Il ne sera p
séquent donné ni directement ni indirectement
des deux Gouvernements ni par aucun agent,
pagnie ou corporation agissant en son nom ou so
autorité, aucune préférence quelconque relativ
l'achât ou à la vente des produits bruts ou ma
turés provenans des possessions de l'une des deux
tes Parties contractantes ou des cargaisons de bâ
naviguant sous son pavillon, importées dans le
toire de l'autre.

Le cabotage ou le commerce côtier ne pourra
tant être fait dans les diverses parties d'un des
contractans par les bâtimens de l'autre, qu'autant
les lois respectives de chaque Etat l'autorisent;
Il est néanmoins convenu, que les habitans de
d'autre jouiront à cet égard de tous les droits qui
ou qui seront accordés à la nation la plus favorisée

Art. 7. Au passage du Sund et des Belts les
vires Venézueliens et leurs cargaisons ne payeront
les mêmes droits et seront traités de la même ma
que ceux des nations les plus favorisées.

Art. 8. Les habitans des états des hautes Par
contractantes jouiront réciproquement dans les états
l'autre partie du droit de disposer de leurs biens,
quelle espèce ou dénomination que ce soit, par ven
échange, donation ou testament, ou de toute autre ma-
nière. Leurs héritiers succéderont aux biens person-
nels, soit en vertu d'un testament, soit ab intestato, le
tout conformément aux lois qui déterminent le soin et
la conservation des dits biens ab intestato dans chacune
des deux nations à l'égard de ses propres sujets ou ci-
toyens; ils pourront en prendre possession, soit en
personne, soit par d'autres agissant en leur place, et
ils en disposeront à leur volonté, en ne payant d'au-
tres ou de plus forts droits, que ceux auxquels les ha-
bitans du pays, ou se trouvent les dits biens, sont as-

importacion ó exportacion es permitida ó los bu- 1838
nacionales de una de los dos altas Partes contra-
, podrán igualmente ser importados en los buques
otra, cualquiera que sea el lugar de su proce-
, ó el de su destino, sin estar sujetos á otros ó
es derechos de entrada ó salida de cualquiera de-
icion que sean, que aquellos que son ó en ade-
ieren pagados cuando las mismas mercancías y
son importados ó exportados en buques nacio-
Por consiguiente ninguno de los dos Gobiernos
recta ó indirectamente por sí, ó por ningun
compania ó corporacion, que obre en su nom-
ajo su autoridad, preferencia alguna de cualquiera
ue sea, respecto á la compra ó venta de los
s brutos ó manufacturados de las posesiones
de las dos partes contratantes ó de los carga-
de los buques que naveguen bajo su bandera,
los en el territorio de la otra.

embargo el cabotage ó el comercio costanero
a ser hecho entre las diversas partes de uno
Estados contratantes por buques del otro, sino
ito lo autoricen las leyes respectivas de cada

Pero queda convenido que los habitantes de
Partes gozarán reciprocamente en este particular
los los derechos que son ó fueren concedidos á
cion mas favorecida.

Art. 7. En el paso del Sund y de los Belts los
ues venezolanos y sus cargamentos pagarán los mis-
s derechos y tendrán el mismo trato que los de las
ciones mas favorecidas.

Art. 8. Los habitantes de los Estados de las al-
as Partes contratantes gozarán recíprocamente en los
tados de la otra Parte el derecho de disponer de sus
bienes de cualquiera especie y denominacion que sean,
or venta, cambio, donacion, testamento ó de cual-
uiera otro modo. Sus herederos sucederán á dichos
ienes personales en virtud de un testamento ó ab in-
stato, todo conforme á las leyes que arreglan el cui-
do y conservacion de dichos bienes ab intestato en
la una de las dos naciones respecto de sus mismos
bditos ó ciudadanos; ellos podrán tomar posesion de
hos bienes por sí ó por medio de agentes, y dispon-
n de ellos á su voluntad, no pagando otros ni ma-
es derechos que los que estan obligados á pagar en

1838 sujétis en pareille occasion. Et si, dans le cas d
immeubles, les dits héritiers ne pourraient en
jouissance de l'héritage à cause de leur qualité d
gers, il leur sera accordé un délai de trois ans,
en disposer à leur gré et pour en retirer le p
sans aucun obstacle, et exempts de tout droit
traction de la part du gouvernement du pays d
quel ils se trouvent.

Art. 9. Chacune des hautes Parties contract
aura le droit de nommer des Consuls, de quelle
que ce soit, dans tous les ports ou villes des dom
de l'autre, où celle-ci juge convenable d'admettre
consuls des puissances étrangères. Les consuls ne pou
ront cependant pas entrer en fonction avant d'avoir
tenu à cet effet l'Exéquatur du Gouvernement, dans
territoire duquel ils vont résider. Ils jouiront dan
l'un et l'autre pays sous tous les rapports des mêm
immunités, prérogatifs et avantages que les Consuls
toute autre nation favorisée. Les archives et les
piers des consulats seront inviolablement respectés,
ne pourront être sujets sous aucun prétexte à une
spection ou intervention des autorités publiques du pa

Art. 10. Les hautes parties contractantes s'eng
gent à accorder indistinctement aux navires Danois
Venézueliens la protection, dont ils pourraient av
besoin et qu'on serait à même de leur fournir dans
états et parages respectifs contre les pirates.

Art. 11. Le présent Traité d'amitié, de commer
et de navigation sera en vigueur pendant dix ans
compter du jour de l'échange des ratifications; et
aucune des Parties n'aurait notifié à l'autre, un an
avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire
cesser l'effet, il continuera d'être obligatoire pour les
deux parties jusqu'à l'expiration d'un an après que
l'intention susdite aura été notifiée.

Art. 12. Le présent Traité sera ratifié, et les ra-
tifications seront échangées à Caracas dans l'espace de
douze mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les susdits Plénipotentiaires l'ont
signé et y ont apposé leur cachet.

Fait à Caracas le Vingt et Six du mois de Mars,
l'an de Grâce Mil-huit-cent-trente-huit.

P. v. Scholten. (L. S.) Wm. Ackers. (L. S.)

Les ratifications ont été échangées le 28 Decembre 1838.

...cuos los habitantes del pais en que los bienes 1838
...llan. Y si, en el caso de ser los bienes raices,
...chos herederos no pudieren entrar en el goce de
...encia, por su cualidad de extrangeros, se les co-
...el término de tres años para disponer de ellos
...juzguen conveniente, y para extraer el producto
...staculo alguno y exentos de todo derecho de de-
...por parte del Gobierno del pais en que se hallen.

...t. 9. Cada una de las altas Partes contratantes
...el derecho de nombrar cónsules de cualquiera
...todos los puertos ó ciudades de los dominios
...otra en donde esta juzgue conveniente admitir
...s de las potencias extrangeras. Mas los cónsules
...rán entrar en el ejercicio de sus funciones antes
...er obtenido para este efecto el Exequatur del
...no en cuyo territorio van á residir. Gozarán en
...pelas bajo de todos respectos de las mismas
...idades, prerogativas y ventajas que los cónsules
...alquiera otra nacion favorecida. Los archivos y
...peles de los consulados serán inviolablemente re-
...ddos, y bajo de ningun pretexto estarán sujetos á la
...eccion ó intervencion de las autoridades públicas del pais.

Art. 10. Las altas Partes contratantes se compro-
...ten á conceder indistintamente á los buques Daneses
...Venezolanos la proteccion que necessitaren y que
...eden darles en los estados y parages respectivos con-
...ra los piratas.

Art. 11. El presente tratado de amistad, comer-
...cio y navegacion estará en vigor por diez años conta-
...dos desde el dia del cange de las ratificaciones. Sin
...bargo de esto, si ninguna de las partes notificare á
...otra, año antes de expirar el término de su validacion, su intencion de terminarlo, continuará siendo obligatorio par ambas Partes, hasta un año despues de haberse notificado la expresada intencion.

Art. 12. El presente tratado será ratificado y las ratificaciones serán cangeadas en Carácas dentro de doce meses, ó antes se fuere posible.

En fé de lo cual los susodichos plenipotenciarios han firmado y sellado.

Hecho en Carácas á veinte y seis de Marzo de mil ochocientos treinta y ocho.

José Vargas. (L. S.)

Las ratificaciones han sido canjeadas el 28 de Diciembre 1838.

63.

Traité conclû entre la Perse et les Sirdars (Chefs) de Candahar. En date de Candahar .... Mars 1838.

(Document présenté au Parlament d'Angleterre au mois de Mars 1839).

Traduction exacte.

Draft of Treaty made by *Kumber Alee Khan*, the Persian Elchee, with the Chiefs of Candahar.

The treaty which I, Kumber Alee, (literally, creature of God) have made with the respectable Sirdars Kohen Dil, Rehem Dil, and Mehir Dil Khan, on the part of His Majesty Mahomed Shah, is as follows:

In case the Sirdars should send one of their sons to His Majesty, I promise to the Sirdars the following return:

1. That the country of Herat, whether it be taken by the power of the servants of the Persian government, or that of the Sirdars, must be left to the latter, The Shah should not expect any thing from them in return but service, and likewise make no interference of any kind with their country or tribe in Affghanistan.

2. His Majesty is not to form a connexion with the Affghans of any description, great or small, and also not to employ them in case of any business with the Affghans. His Majesty is to have recourse to the Sirdars.

3. His Majesty is never to make friendship with Shahzadah Kamran, and Yar Mahomed Khan.

4. On the arrival of the son of Sirdar Kohen Dil Khan, His Majesty is to order the army at Meshid to march towards Herat; if Kamran and Yar Mahomed Khan resolve to take Candahar, the Shah should prevent them by coming to Candahar; and if they do not agree to this, then the Shah should come to Herat.

5. The Shah is also to give the Sirdars the expense of 12,000 cavalry and Infantry, 12 guns, and the extra expenditure of the troops in the capture of He-

it; if the battle lasts long, the Shah must furnish the 1838
xpenses of the army.

6. In case any harm befals the country of the Sir-
ars, the Shah agrees to give them, in his own coun-
y, land equal to the value of their loss.

7. The treaty, which I have now made with the
rdars, is to be approved of by His Majesty, and
ar the signature of Hajee Meerza Aghassee, Meerza
assood (the Minister for Foreign Affairs), and also
the Ambassadors of Russia and England, to ensure
nfidence to the Sirdars.

8. When all these promises are fulfilled, the Sir-
rs are to leave Candahar for Herat, at the head of
,000 cavalry and infantry, and 12 guns. When they
ach Furrah, they should send Sirdar Mehir Dil Khan,
ith 1,000 horsemen to the Shah, who may give him
rther troops and money, according to his wants.
hen Mehir Dil Khan comes to Herat, and is dismis-
d by the Shah, the other Sirdars are to join him at
e same time; the Persian army must be guided by
e Sirdars, and obey them. If it please God, by the
rtune of the Shah, the wisdom of the Sirdars, and
e assistance of the Candahar and Persian army, the
y of Herat will soon be reduced to homage.

9. When the above conditions are fulfilled, the
ah agrees not to keep the son of Kohen Dil Khan
ith himself; it must be left to him (the son) to stay
depart. If the latter, the Shah must dismiss him and
s companions with honour, and conduct him safe to
e Candahar boundary.

(sealed) KUMBER ALEE KHAN.

apport de l'agent britannique à Caboul (Capitain urnes) au gouvernement-général des Indes orien-les, relativement au Traité précédent. En date du 8 Juillet 1838.

When the Sirdars of Candahar were disappointed,
id sure that the British Government would do nothing
r them, they sent the treaty that had been drawn
etween them and Kumber Alee Khan to the Russian
nbassador.

After perusing the treaty, the Russian envoy took
to Mahomed Shah, who agreed to every article of
. The envoy made himself guarantee for the fulfil-

1838 ment of its articles, and then sent it back to the Sirdars, along with his own letter, the contents of which are as follow:

„Mahomed Shah has promised to give you the possession of Herat, and I sincerely tell you that you will also get Ghorian, on my account, from the Shah. It is, therefore, advisable that you send your son Mahomed Omar Khan to Herat, where you must also afterwards come.

„When Mahomed Omar Khan arrives here, I will ask the Shah to quit Herat, and send your son along with His Majesty to Tehran; I (the Russian envoy) will remain here with 12,000 troops; and when you join, we will take Herat, which will be afterwards delivered to you."

On the arrival of this letter, the Sirdars had no bounds to their joy, and sent it to Cabool. The report was, that it did not please the Ameer at all.

Sirdar Mehir Dil Khan has returned to Candahar. The Russian agent (Vickovitch) who accompanied him from Cabool to this place, was received here with honour, since the Russian envoy at Herat had written strongly to the Sirdars, that they must treat Omar Khan, or Vickovitch, with all sorts of consideration; and believe his tongue, oath and words, as if they were from him (Russian envoy).

The Sirdars have sent Mahomed Omar with 250 horsemen to Herat, to wait for Mahomed Shah, and have sent an elephant for His Majesty, and some shawls for the Russian envoy.

The Sirdars have sent 114 letters, etc. ordering the heads of Seistan, Furrah, Subzawar, and other Affghans, to join their son Mahomed Sadig Khan at Furrah. They have also informed them that the Russian envoy has made them the „Miri Affghan," and has promised to give them possession of Herat, when, if any of them will not obey our (Sirdars) orders, he will be banished from the country for ever.

64.

Convention de navigation entre la Hollande et la Bavière.

(Journal de la Haye 1838. Mars).

Arrêté du Roi des Pays-Bas du 8 Mars 1838.

Les articles 1—5 du Traité, conclu le 3 Juin 1837 vec la Prusse, seront applicables aux navires bavarois t à leurs cargaisons et ceux-ci jouiront également des vantages accordés par l'art. 7 au pavillon prussien. es concessions ont été faites à la Bavière à titre de iciprocité de sa part.

65.

)écret du Congrès de la Nouvelle-rénade, portant l'admission des avires et produits espagnols. En date de Bagota, le 13 *Mars* 1838.

(Journal des Débats. 1838. Août).

(traduction authentique).

Le Sénat et la Chambre des représentans, réunis congrès, décrètent:

Article unique. Les sujets, navires marchands et oduits naturels et fabriqués de la nation espagnole ront admis dans la Nouvelle-Grenade, à partir de publication du présent décret, aux mêmes termes et ec les mêmes garanties que sont admis ceux des na-ons amies avec lesquelles il n'existe pas de traités.

Donné à Bogota le 13 mars 1838, et signé par les ésidens et secrétaires des deux Chambres.

Qu'il soit publié et exécuté. Bogota, 14 mars 1838.

Signé par le président de la république, et contre-gné par le ministre des affaires étrangères.

66.

Actes et Documens relatifs au nouvellement des négociations p la séparation définitive de la B gique d'avec la Hollande.

(Histoire parlementaire du Traité de Paix du 19 . 1839 entre la Belgique et la Hollande. T. I. Br les, 1839).

I.

Note de M. Salomon Dedel, Plénipotenti des Pays-Bas à Londres, par laquelle le Guillaume fait connaitre officiellement son hésion au Traité du 15 Novembre 1831 la séparation de la Belgique d'avec la H lande. En date du 14 Mars 1838.

A la fin du mois d'Octobre 1836, le Sous plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, en tant le résultat des démarches de son Souverain au des agnats de la maison de Nassau et de la confédé tion germanique, à la connaissance de la conférence Londres, exprima en même temps le vœu du Roi voir reprendre avec elle les négociations concernant, Belgique. Constamment frustré dans sa juste atte d'obtenir, par la voie des négociations de meilleurs te mes pour ses fidèles sujets, le Roi s'est convaincu q le seul gage qui lui restait à donner de l'invariable sol licitude qu'il a vouée à leur bienêtre et l'unique moye de faire apprécier ses intentions, étaient d'adhérer pl nement et entièrement aux conditions de séparat les cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Fran de Russie et de Prusse ont déclarées finales et irrév cables. Dans cette conviction S. Ma. envoyé à son pl nipotentiaire l'ordre de signer, avec ceux des cinq Puis sances, réunis en conférence à Londres, les 24 art cles, à la signature desquels les plénipotentiaires d Roi ont été invités par la note de leurs Excellences d 15 Octobre 1831.

Parvenu au terme de ces longues discussions, le 1838
et de la Haye prend, à ce qu'il espère, une pré-
on superflue, en faisant annoncer par le soussigné,
dans le cas inespéré d'un défaut de coincidence ré-
que de vues et d'action chez toutes les parties in-
sées, la présente déclaration devra être considérée
ae non avenue.

II.

cès-verbal des séances de la Commission
ituée le 29 *Juin* 1838 *à Bruxelles, ayant*
objet l'examen des questions financières
souleva le Traité du 15 *Novembre* 1831,
a servi de base aux Instructions du gou-
ement belge pour les négociations renou-
es sur la séparation de la Belgique d'avec
Hollande. En date du 27 *Juillet* 1838.

La commission nommée par arrêté de M. le mi-
e des finances en date du 29 juin 1838, afin de
ier un avis motivé sur chacun des points financiers
seraient nécessairement soulevés dans les négocia-
qui pourraient être ouvertes au sujet du traité
15 novembre 1831, s'étant réunie, a d'abord déli-
sur la question de savoir quelle serait la marche
lus convenable à suivre à l'effet de ramener la fixa-
de la dette qui se trouverait à la charge de la
gique par ce traité, à une proportion plus conforme
principes de justice et d'équité, proclamés dans
actes de la conférence de Londres, qui ont préparé
déterminé les stipulations relatives au partage de la
e du royaume des Pays-Bas; elle a pensé, qu'afin
iter de s'égarer dans les discussions politiques qui
aient la distraire du véritable objet de son man-
il convenait de tracer avant tout le cercle des opé-
ns auxquelles elle était appelée à se livrer, et par
équent de poser immédiatement les règles qu'il con-
it d'adopter pour établir et faire prévaloir le bon
de la Belgique.

Le premier point qu'elle a ainsi abordé, consiste
oir si, pour parvenir à la réparation du préjudice
nant d'erreurs commises au détriment de la Bel-

1838 gique dans la liquidation faite par le protocole n° du 6 octobre 1831 et reportée dans l'art. 13 du tr du 15 novembre suivant, il est opportun de rev cette liquidation en livrant tous les faits de la com nauté à une nouvelle discussion, ou s'il ne convient plutôt de se borner à provoquer la rectification des reurs, omissions ou doubles emplois résultant des seignements qui ont été fournis à la conférence par plénipotentiaires hollandais, ainsi que le redresser des fausses applications des principes mêmes qui servi de bases à cette liquidation, fausses applicat résultant également de l'inexactitude de ces mêmes seignements.

La commission, après avoir examiné et discuté motifs qui appuient ce dernier système, a pensé q fallait principalement tenir compte des circonstan suivantes, sur lesquelles il importait d'appeler spéci ment l'attention :

Que les éléments les plus propres à éclairer la c férence sur la véritable situation des dettes respecti et communes aux deux divisions du royaume, n'ont p été remis sous ses yeux avec les détails et explicati nécessaires, par les plénipotentiaires hollandais au po voir desquels se trouvaient ces éléments;

Que c'est principalement cette circonstance, aut que les principes d'équité et de justice qui dirigeai les puissances médiatrices, qui ont déterminé leurs p nipotentiaires à déclarer, dans le protocole dudit jo 6 octobre 1831, que si les tableaux qui avaient é fournis par les plénipotentiaires hollandais se trouvai inexacts, malgré toutes les précautions qui avaient é prises pour en garantir l'exactitude, les cinq cours raient par là même en droit de regarder comme n avenus les résultats des calculs auxquels les tables en question auraient servi de base, déclaration renfor dans le *memorandum* du jour suivant, où il est d que si malgré la garantie positive des plénipotentiai des Pays-Bas, ces tableaux renfermaient des inexacti des essentielles, alors la conférence serait en droit d' fectuer un arrangement proportionnel dans les calc qu'elle a basés sur ces mêmes tableaux;

Que c'est sous cette réserve formelle et indivisil

l'opération même, consommée par ce protocole, que 1838
dette de la Belgique a été élevée au chiffre de fl.
00,000;

Que c'est sous la foi de cette même réserve et
ut en en prenant acte dans les termes les plus for-
els, que le plénipotentiaire belge a déclaré dans la
te remise à la conférence, le 12 novembre suivant,
e son gouvernement adhérait au traité;

Qu'en conséquence; c'est bien dans le sens de cette
me réserve et sans y préjudicier aucunement, qu'il
ut nécessairement comprendre la réponse que la con-
rence a donnée à la demande qui lui était faite dans
même note, de quelques modifications à d'autres sti-
lations du traité, en déclarant, ainsi qu'elle l'a fait
ns l'acte postérieur du 14 du même mois, que ni le
nd, ni la lettre des 24 articles ne sauraient désormais
bir de modification, et qu'il n'était plus au pouvoir
s cinq puissances d'en consentir une seule.

En présence de ces faits et circonstances, il a paru
ident à la commission que pour faire prévaloir le bon
oit de la Belgique, en ce qui regarde spécialement la
uidation de la dette, elle n'a nullement besoin de se
cer en opposition avec ses antécédents, ni d'user, à
t égard, des droits et avantages de la nouvelle posi-
n que le temps et l'obstination du gouvernement hol-
ndais lui ont créée, puisqu'en se bornant à insister
r la rectification des inexactitudes, réticences, ou omis-
ns *essentielles* résultant des renseignements fournis
r les plénipotentiaires hollandais ou puisés dans des
cuments erronés, elle ne fera qu'un appel aux enga-
nents mêmes et à la loyauté non douteuse des pléni-
tentiaires des puissances médiatrices.

Par suite de ces considérations, la commission a
olu unanimement que, pour écarter toute fin de
n-recevoir et mieux assurer l'adoption des mesures
nt l'opportunité se fera sentir par l'examen et la dis-
ssion auxquels elle va se livrer, elle se renfermera
ictement dans l'application des principes de la liqui-
tion de la dette, tels que ces principes sont énoncés
ns le protocole n° 48, dudit jour 6 octobre 1831;
c'est dans ce sens qu'elle a dirigé ses travaux d'après

1838 l'ordre retracé ci-dessous *) qui a été suivi par la conférence dans ce même protocole, en les appuyant de documents authentiques, mais en en résumant le développement le plus possible, afin que l'ensemble puisse en être plus facilement saisi.

1° La dette de fl. 14,136,836 a été créée par la loi du 9 février 1818 pour satisfaire aux réclamations diverses, liquidées sous le nom d'arriéré des Pays-Bas arriéré antérieur à la réunion des deux parties du royaume.

Les plénipotentiaires hollandais ont joint à ce chiffre l'annotation suivante: „Il y a lieu de croire que „ces réclamations, connues sous le nom d'arriéré des „Pays-Bas, provenaient à peu près par parties égales „des provinces du Nord et de celles du Midi; mais „cela peut être ultérieurement vérifié."

---

*) *Ordre adopté par la conférence pour le partage des dettes entre la Belgique et la Hollande.*

1er CHEF.

Dettes contractées pendant l'union.

1° Arriéré des Pays-Bas (loi du 9 février 1818).	fl.	14,136,836
2° Loi du 31 décembre 1819.		23,083,000
3° Loi du 24 décembre 1820.		7,788,000
4° Loi du 2 août 1822.		56,902,000
5° Loi du 27 décembre 1822.		67,292,000
6° Loi du 3 mai 1825.		12,605,000
		181,806,836
Annulation ordonnée par la loi du 24 décembre 1829.		14,000,000
Reste . .		167,806,836
A l'intérêt de 2½ p. %, soit		4,195,170

Déduction faite des sommes amorties.

Obligations du syndicat.

7° 110,000,000 à 4½ p. %		4,950,000
8° 30,000,000 à 3½ p. %		1,050,000
		10,195,170
Ou somme ronde.		10,100,000
Dont moitié mise au passif de Belgique, soit		5,050,000

2e CHEF.

9° Dette austro-belge.		750,000

3e CHEF.

10° Dette inscrite au grand-livre de l'empire français, fr. 4,000,000, soit.		2,000,000
11° Prix d'avantages de commerce et de navigation.		600,000
Total. .	fl.	8,400,000

Ayant considéré 1° que les dettes de la Belgique, 1838
rieures à la domination française, doivent se trou-
comprises dans les liquidations inscrites au grand-
de l'empire français, qui ont été remboursées par
pensation, et dans la liquidation faite ou à faire
'ancienne dette constituée des provinces méridionales,
est portée par le traité du 15 novembre à charge
a Belgique dans le chiffre de la dette austro-belge;
Et 2° que pour celles résultant de l'administration
çaise dans nos contrées, elles ont été reprises, en
ral, dans les compensations de la liquidation opé-
par la convention du 25 avril 1818, et que dès
il est présumable que la Belgique n'était comprise
pour peu de chose dans le chiffre total de la li-
ation qui a donné naissance à cette dette, la com-
ion est d'avis d'admettre provisoirement le chiffre
enté, qui ne peut d'ailleurs être utilement débattu
puisque tous les documents de la liquidation qui l'a
né se trouvent à la Haye. Mais en admettant ce
re, elle pense qu'on doit prendre acte et accepter
éserve des plénipotentiaires hollandais. Ci donc,
36,836 sauf ratification, s'il y a lieu, 14,136,836 fl.

2° fl. 23,083,000, somme restant en 1824 de l'emprunt autorisé par la loi du 21 décembre 1819 et dont l'objet était de pourvoir aux déficits du trésor des exercices 1819 et antérieurs.

Ce chiffre est admis, mais il y aura lieu toutefois de le réduire, ainsi qu'il sera dit ci-après, des sommes qui ont dû être amorties collectivement pendant les trois premiers trimestres de 1830, sur cet emprunt et sur ceux qui vont suivre, en exécution de la loi du 24 décembre 1829, qui a ordonné la reprise ou la continuation de l'amortissement suspendu par
83,000 la loi du 5 juin 1824; ci-contre.

3° fl. 7,788,000 (loi du 24 décembre 1820, pour déficit du trésor, exercice 1820).

Ce chiffre est également admis par la commission avec la
58,000 même restriction que le précédent; ci-contre.

4° fl. 56,902,000 (loi du 2 août 1822).

Cet emprunt ayant été destiné à pourvoir

1838 à des besoins du trésor ou à l'exécution de diverses lois, et aussi à la construction extraordinaire de vaisseaux de guerre, ne soulève, quant au chiffre, aucune observa-
7,778,000 tion que celle qui précède.

Là commission pense toutefois que c'est ici le lieu de faire remarquer que la Belgique pourrait prétendre à exercer des reprises envers la Hollande relativement au matériel naval acquis ou construit pendant la communauté; mais, en restant dans les limites que la commission s'est posées, elle ne croit pas devoir aborder la discussion de ce point, non plus que de tous les autres bénéfices de la communauté qui profitent exclusive-
56,902,000 ment à la Hollande.

5° fl. 67,293,000 (loi du 27 décembre 1822, ouvrant un crédit de fl. 68,000,000 en dette active au syndicat d'amortissement).

Cette loi ne crée pas, n'ordonne pas la création d'une dette de fl. 68,000,000, elle se borne à ouvrir un crédit éventuel de pareille somme en capital nominal de la dette active en faveur du syndicat d'amortissement (art. 10 et 11) (*Annexe* 6), et sous la condition expresse de ne réaliser tous les six mois qu'autant qu'il serait nécessaire pour satisfaire au payement des pensions extraordinaires et autres dépenses qui s'éteignent successivement. En d'autres termes, l'Etat s'engageait à payer au syndicat une rente de fl. 1,700,000, et il l'autorisait à aliéner la quantité de rentes qu'il était nécessaire de capitaliser pour subvenir à un excédant de besoins momentanés.

Il était donc usé de ce crédit comme l'Etat use d'un budget; la faculté de dépenser, d'émettre le capital sous forme de dette active, était accordée par la loi; mais cette loi n'imposait pas l'obligation d'aliéner la rente, de créer une nouvelle dette; loin de là, elle en restreignait la faculté; le besoin devait exister, être reconnu par le roi, avant qu'il fût loisible au syndicat de capitaliser.

Les faits sont d'ailleurs d'accord avec les conséquences à tirer du texte de la loi. Il résulte de l'état de situation du syndicat d'amortissement au 15 janvier 1829, fourni aux états-généraux, qu'il n'avait été créé jusqu'alors que fl. 20,000,000 de dette active à charge de l'Etat, et qu'il pouvait encore être disposé de fl. 48,000,000. Depuis cette époque jusques et y compris le premier semestre de 1830, il a pu être employé encore une somme proportionnelle de 5 millions, en sorte que le capital émis au moment de la révolution pouvait s'élever à fl. 25,000,000 *). 1838

Le restant du crédit, s'élevant à florins 43,000,000 est demeuré inopérant pour la Belgique. S'il en a été usé, ce n'a pu être que pour le payement des pensions des sujets hollandais, car la Belgique a payé celles dues aux sujets belges à partir du deuxième semestre de 1830, et le traité du 15 novembre 1831 (art. 22) imposant à chacun des Etats la continuation de ces payements, il y aurait évidemment double emploi au préjudice de la Belgique, si on la faisait contribuer à la dette consentie pour les acquitter, au delà de ce qui en avait été usé au moment de la séparation des deux pays.

Et qu'on n'argumente pas du chiffre de la dette annuelle portée au budget de l'Etat, afin de faire entrer la totalité des florins 68,000,000 (réduits par l'amortissement à florins 67,293,000) dans la communauté des charges; car d'une part, il suffisait que le crédit fût ouvert pour que la charge qui pouvait éventuellement en résulter figurât au budget, et d'autre part, comme on l'a fait observer plus haut, l'Etat payait effectivement la rente au syndicat; c'était une charge annuelle du trésor public pour le

---

l est à remarquer que si la rente de fl. 1,700,000 décroissait pour le syndicat au fur et à mesure de la réalisation du apital, les pensions devaient, suivant les probabilités, décroire dans une proportion au moins égale.

1838 payement des dépenses extraordinaires. Cette charge ne pouvant dès la première année suffire à l'acquittement de toutes les pensions; la diminution, l'extinction successive de celles-ci, étant soumises à des chances inappréciables, dépendant d'événements fortuits, il avait été ouvert un crédit éventuel comme l'usage auquel il était destiné.

Ce crédit avait été combiné de telle manière que le budget ne s'en ressentit pas: c'était une opération adroite et en même temps commode pour le gouvernement, qui avait ainsi la faculté d'augmenter la dette publique sans contrôle de la législature.

Mais il est si vrai que la somme totale des fl. 68,000,000 ne peut pas être considérée comme dette effective de l'Etat, que si, pendant l'existence du royaume des Pays-Bas, la loi du 27 décembre 1822 avait été rapportée, ou si le syndicat avait été dissous en 1822, par exemple, l'Etat n'eût dû servir que la rente de 20 millions de dette active émise sur le crédit à cette époque, sauf à reprendre directement le payement des pensions extraordinaires qui n'étaient pas encore éteintes.

Cette supposition s'est réalisée non par une loi, mais par le fait de la révolution. Le syndicat est dissous depuis le 1er octobre 1830 quant à la Belgique, qui ne peut prétendre à aucun de ses bénéfices, depuis cette époque, ni participer à aucune de ses dépenses. Elle ne peut donc être affectée que de la moitié du capital en dette active émise au moment de la révolution, capital évalué largement plus haut à 25 millions, que l'amortissement qui n'a pu porter que sur la partie en émission avait réduit à
24,292,000 24,292,000; ci-contre.

6° 12,605,000 (loi du 3 mars 1825).

Cet emprunt a été contracté pour rétablir les ouvrages publics détruits par les tempêtes et les hautes marées de février 1825 et pour soulager les victimes de ces calamités.

Ces désastres ont eu lieu particulièrement 1838
en Hollande. Mais la Belgique, se conformant aux principes du protocole n° 48, ne recherche pas ce qui a pu profiter plus particulièrement à l'une des deux parties du royaume, et dès lors la commission n'hésite pas à reconnaître que cette dette doit entrer parmi celles de la communauté, et en
)5,000 admet ainsi le partage; ci-contre.

Ainsi qu'il en a été fait la remarque au n° 2, l'amortissement qui avait été suspendu par la loi du 5 Juin 1824 sur les emprunts des 31 décembre 1819, 24 décembre 1820, 2 août 1822 et 27 décembre 1822, a été repris sur ces emprunts et continué sur celui du 3 mars 1825, à partir du 1er janvier 1830, et une somme effective de fl. 768,350 a été affectée à ce service spécial par l'art. 5 de la loi du 24 décembre 1829. Mais les plénipotentiaires hollandais n'ayant fourni à la conférence que la situation des emprunts dont il s'agit au 15 janvier 1829, il y a lieu de retrancher du chiffre ci-contre une somme nominale d'au moins un million de florins, qui a dû être rachetée pour trois trimestres, au moyen de fl. 576,262, formant les $\frac{3}{4}$ de la dotation mentionnée ci-dessus, ce qui suppose ce rachat fait au taux moyen de fl. 57-62 p. $\frac{0}{0}$.

D'après les tableaux fournis à la conférence par les plénipotentiaires hollandais, il a été déduit des capitaux dont on faisait le partage, une somme de 14 millions de florins dette active rachetée par le syndicat, en exécution de l'art. 43 de la loi du 27 décembre 1822, et annulée en vertu de l'art. 1er de la loi du 24 décembre 1829.

Il a paru à la commission qu'il avait été fait, en ce point, préjudice à la Hollande, et comme le mandat dont cette commission est investie s'étend à éclairer toutes les erreurs de la liquidation du protocole n° 48, elle doit à la bonne foi de signaler et de

1838

rectifier celle-ci, comme elle le fait pour les autres.

En effet, ce n'est pas seulement sur les dettes contractées pendant l'union que l'annulation des 14 millions doit porter, mais sur la généralité de la dette active, s'élevant à fl. 784,610,680, et ce n'est ainsi que d'une somme proportionnelle à celle ci-contre de fl. 138,806,836 qu'on doit diminuer ce chiffre pour l'annulation dont il s'agit.

Cette opération n'amène qu'une réduction fl. 2,476,764 au lieu de 14 millions, et de cette réduction, jointe à celle du million dont on vient de parler plus haut pour l'amortissement spécial fait en 1830, conduit à un retranchement total de fl. 3,476,764, en sorte que les intérêts à 2½ p. % du capital de fl. 135,330,072 restant ou fl. 3,383,250-80 doivent seuls être partagés par moitié entre la Belgique et la Hollande, comme dette commune aux deux pays, soit 1,690,000, chiffre rond à porter au passif de la Belgique.

138,806,836
A déd. 3,476,764
Reste . . 135,330,072
Donnant à 2½ p. %
3,383,250 80
Donc annuité à porter au passif de la Belgique, chiffre rond
1,690,000

7° 110,000,000 fl., obligations du syndicat d'amortissement, à 4½ p. %. La conférence, après avoir posé en principe que la liquidation du syndicat d'amortissement ferait l'objet d'un réglement particulier entre la Belgique et la Hollande, et s'être réservé exclusivement le partage des dettes contractées pendant l'union par le gouvernement des Pays-Bas, et l'imputation à chaque partie des dettes qu'elle avait apportées à la communauté, la conférence, disons-nous, entraînée sans doute par les documents erronés des plénipotentiaires hollandais, a mis à la charge de la Belgique la moitié de tout le passif ou environ de l'établissement dont il s'agit.

En effet, privée de documents officiels, qui pouvaient la mettre à même d'établir de justes calculs (protocole n° 45), elle demanda aux plénipotentiaires hollandais, le 30 septembre 1831 (*Annexe* au protocole n° 45), les renseignements suivants.

1° Le montant de l'intérêt annuel de di- 1838
verses dettes contractées depuis la réunion de la Belgique à la Hollande par le royaume uni des Pays-Bas, en vertu des lois consenties par les états-généraux;

2° Le montant des charges du service de la dette totale du royaume uni des Pays-Bas, d'après les *derniers budgets*, consentis par les états-généraux.

Les tableaux fournis par les plénipotentiaires hollandais, en réponse à cette double demande, et garantis exacts par eux contiennent les capitaux et le montant des intérêts de deux opérations du syndicat d'amortissement, qui n'ont *jamais figuré aux budgets* de l'Etat, et ne devaient pas y figurer, parce que ces opérations n'avaient *dû* ni *pu* constituer une dette du trésor public; que celui-ci n'en soldait pas les intérêts, et ne pourvoyait pas à leur amortissement, mais bien le syndicat (*voir* état de situation de cet établissement, *Annexe* 7), et que le but de l'autorisation donnée par la loi d'émettre ces obligations, n'avait pas été d'ajouter le capital de ces emprunts aux ressources immenses mises dans les mains de cet établissement, mais bien de faciliter ses opérations, afin de lui fournir, par la voie du crédit, les moyens de satisfaire plus hâtivement au but de son institution.

C'est donc par erreur que l'on a porté à la charge de la communauté fl. 110,000,000 de capital, émis à $4\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$. Cet emprunt n'a pas été contracté par l'État, mais par le syndicat d'amortissement dont la liquidation est en dehors des attributions que la conférence a cru devoir exercer par elle-même. Cette émission avait pour but (art. 19 à 33 de la loi) la conversion d'une partie de la dette différée et des obligations de l'ancien syndicat; elle ne libérait le trésor public d'aucune charge actuelle, mais aussi le trésor n'intervenait pas dans le payement de la rente annuelle: c'était le syndicat créateur

1838 de l'émission qui servait la rente et l'amortissement de l'emprunt: du premier chef il portait à son passif fl. 4,995,000, en 1829, pour 111,000,000 de capital.

Si la Hollande a quelques droits à faire valoir, ce ne serait que lors de la liquidation du syndicat qu'elle serait recevable, non-seulement parce que le capital entier n'a pas été émis, et qu'au moment de la séparation il y avait au plus fl. 87,000,000 en circulation; non-seulement parce que le traité du 15 novembre et le protocole n° 48 ont voulu séparer la liquidation de la dette publique de celle du syndicat d'amortissement; non-seulement parce qu'il y aurait injustice, iniquité, après avoir posé le principe d'une liquidation amiable et entre parties, à charger l'une d'elles de moitié du passif*), et d'en agir ainsi précisément à l'égard de la partie qui est dessaisie de tous les titres et se trouve dans l'impossibilité de rendre ou faire rendre compte; mais avant tout parce qu'il y aurait confusion, double emploi entre l'émission du syndicat et le relevé des dettes de l'Etat. C'était en effet pour opérer une conversion que le syndicat avait contracté l'emprunt de fl. 116,000,000; or, une conversion n'étant pas un amortissement, il ne peut y avoir lieu, de ce chef, à décharger en aucune manière la Hollande au détriment de la Belgique, et ce d'autant moins qu'il s'agissait de convertir la dette différée, dont les $\frac{21}{22}$ étaient d'origine hollandaise.

D'après ce qui précède, il est démontré que la liquidation du syndicat au 30 septembre 1830, époque de la séparation des intérêts des deux parties du royaume, doit être opérée avant que d'admettre à charge de la Belgique une portion quelconque du passif de cette institution, et que ce sera

*) Il est à remarquer que l'autre partie demeure en jouissance provisoire de tout l'actif.

dans cette opération seulement qu'il y aura lieu de faire entrer en ligne de compte ce qui a pu être émis d'obligations à $4\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$, en même temps qu'il sera justifié de l'emploi de la légale application des capitaux que cette émission a dû produire. La commission rejette donc, quant à présent, le chiffre fictif de fl. 110,000,000. 1838

8° fl. 30,000,000 d'obligations du syndicat à $3\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$.

Les raisonnements qui précèdent s'appliquent en tous points aux obligations ci-dessus, mais en outre ces obligations avaient une destination spéciale, celle de remplacer les certificats de participation aux emprunts faits pour les possessions d'outremer. (Arrêté du 1er juin 1830 *).

---

*) La loi du 27 mai 1830 autorise le syndicat à retirer et amortir les capitaux à sa charge donnant un intérêt de $4\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$. et à les remplacer par des obligations dont les rentes seront au-dessous de ce taux. Ces capitaux sont non-seulement les 110 millions dont il vient d'être parlé, mais en outre, 35 millions de certificats de participation (15 *bis*) aux emprunts créés pour les besoins des possessions d'outre-mer, en vertu des lois des 23 mars 1826, 22 mars 1827 et 27 décembre 1828, jusqu'à concurrence d'un capital total de fl. 37,700,000. Un arrêté royal du 1er juin 1830 a limité à fl. 152,250,000 les obligations nouvelles à émettre par le syndicat et en a fixé l'intérêt à $3\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$. Le même arrêté divise ce chiffre en séries, fixe la première série à 30 millions de florins et détermine que cette 1re série *remplacera* autant que possible les 35 *millions de certificats de participation aux emprunts faits pour les besoins d'out re-mer.*

Cette création n'est donc que le commencement d'une conversion de la dette du syndicat, et soit que cette conversion s'applique aux 110 millions, soit qu'elle serve à rembourser les dettes que doit supporter la Belgique (car, si les obligations nouvelles ont servi à rembourser des obligations anciennes de 110 millions, elles font double emploi avec partie de ceux-ci, qui font eux-mêmes double emploi avec partie de l'ancienne dette hollandaise); si elles ont remplacé les certificats de participation aux emprunts pour les colonies, elles ne peuvent que représenter ces emprunts qui sont affectés sur les revenus et possessions du royaume dans les Indes orientales. (Lois des 23 mars 1826, 22 décembre 1827, et 27 décembre 1828).

D'après ce qui précède, ni les 110 millions de florins d'ob-

1838

La commission n'hésite pas non plus, par toutes ces considérations, à ne pas reconnaitre cette dette comme incombant en quoi que ce soit à la Belgique.

En résumé, elle est d'avis qu'il ne peut être porté au passif de la Belgique, du premier chef établi par la conférence, celui du partage des dettes contractées pendant l'union, qu'une annuité de fl. 1,690,000 au lieu de fl. 5,050,000.

2e CHEF.

9° La dette dite austro-belge, fixée dans le protocole n° 48 au chiffre de fl. 750,000 de rente annuelle, se compose sans doute, aux yeux de la conférence, de l'ancienne dette constituée des provinces méridionales, portée, en y comprenant la valeur de la dette différée, à fl. 300,000 de rente, et de la dette liquidée à charge des finances du royaume des Pays-Bas, sous le nom de dette austro-belgique, en exécution d'une convention passée avec l'Autriche, le 11 octobre 1815 (*Annexe* 20), et d'un arrêté royal du 22 fév. 1816 *Annexes* 21 et 22), comptée dans le premier chiffre cité pour fl. 450,000 de rente, y compris aussi la valeur de la dette différée qui y était encore attachée en 1830.

La commission n'a aucune objection à élever contre le premier de ces chiffres. Elle l'accepte en entier comme étant d'origine réellement belge, et dès lors la Belgique doit

---

ligations du syndicat à $4\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$, ni les 30 millions à $3\frac{1}{2}$ p. $\frac{0}{0}$ ne peuvent entrer dans les charges à partager, les premiers n'étant que le moyen mis dans les mains du syndicat pour retirer de la circulation de la dette différée, purement hollandaise pour les $\frac{2}{12}$, les billets de sort y appartenant et les obligations du syndicat des Pays-Bas, dont le syndicat d'amortissement s'était approprié l'actif sans en rendre compte (articles 19 et 36 de la loi du 27 décembre 1822) les secondes ne faisant que représenter la dette des possessions d'outre-mer, et qui n'étaient d'ailleurs probablement pas toutes en émission au moment de la séparation des deux parties du royaume, l'arrêté du roi qui les autorise étant du 1er juin 1830.

s'en charger seule en conformité des princi- 1838
pes de la conférence qui a trouvé équitable que chacun des deux pays reprenne les dettes qu'il avait apportées à la communauté. Ainsi, de ce point, la commission admet sans contestation fl. 300,000 au passif de la Belgique; ci-contre.

Mais il n'en est pas de même de la dette dite austro-belge. Cette dette n'est point d'essence belge. Elle n'a été contractée dans nos provinces que pour l'administration et dans l'intérêt des Etats autrichiens de l'empereur d'Allemagne.

La France, par le traité de Lunéville, celui de Campo-Formio et depuis, lors de l'admission en liquidation de créances belges, a formellement écarté tout ce qui avait rapport à cette dette, comme n'ayant point été contractée pour l'administration de la Belgique ni hypothequée sur son sol.

Si le roi des Pays-Bas l'a prise à charge des finances de son royaume, ce n'a pu être que comme dette nouvelle provenant de l'application des traités *) et nullement comme

*) Par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, la distinction entre la dette belge proprement dite et la dette purement personnelle de la maison d'Autriche (la dette austrobelge) fut parfaitement établie: après avoir stipulé que la république française ne prenait à sa charge que les dettes *résultant d'emprunts formellement consentis par les Etats des pays cédés ou des dépenses faites pour l'administration effective desdits pays*, il fut ajouté en termes formels que les parties contractantes s'obligeaient à acquitter tout ce qu'elles pouvaient devoir pour fonds à elles prêtés par les particuliers, ainsi que par les établissements publics desdits pays, et à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles.

Cette distinction fut très-explicitement confirmée par le traité de Paris du 30 mai 1814 et la convention du 20 novembre 1815.

Par le premier de ces traités, où l'union de la Belgique a la Hollande fut stipulée pour en former le royaume des Pays-Bas, aucune autre dette du chef de la Belgique ne fut portée à la charge du nouveau royaume, que celle spécialement hypothéquée dans son origine sur ce pays ou contractée pour son administration intérieure; et pour qu'il ne restât aucun doute que la Belgique, quant à sa dette, ne devait effectivement être incorporée dans ce nouveau royaume, que

1838 dette ancienne d'un des pays soumis à sa souveraineté. Ceci résulte même des ter-

---

telle et ainsi que la souveraineté en était passée à la France par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, il fut expliqué de nouveau qu'il ne s'était agi, dans l'art. 21 du traité du 30 mai 1814, que de dettes hypothéquées sur le sol de ces pays, tels qu'ils avaient été cédés à la France par les traités précédents; dettes résultantes, y est-il dit de nouveau, d'emprunts formellement consentis par les Etats des pays cédés ou de dépenses faites pour l'administration desdits pays.

Il fut donc reconnu formellement par ces divers traités, et spécialement par le traité même qui érigea le royaume des Pays-Bas, que la dette personnelle de la maison d'Autriche, antérieure à la réunion de la Belgique à la France, c'est-à-dire la dette austro-belge, n'affectait aucunement les provinces méridionales de ce nouveau royaume.

A quel titre cette dette devint-elle, toutefois, une charge du royaume des Pays-Bas?

Les traités de Paris et de Vienne ne font aucune mention que cette charge eût été le prix de la cession d'une souveraineté sur les provinces belgiques, souveraineté à laquelle la maison d'Autriche avait renoncé à perpétuité, et dans les termes les plus formels, dans les traités de Campo-Formio et de Lunéville, souveraineté qui passait directement de la France au royaume des Pays-Bas, non pas spécialement par l'intervention de la maison d'Autriche, mais par l'intervention commune des puissances alliées.

Tout ce que l'on sait, sans que la cause en soit connue, c'est que la dette austro-belge devint une charge du royaume des Pays-Bas, par suite de conventions secrètes passées entre l'empereur d'Autriche, le prince souverain des Pays-Bas et ensuite le roi des Pays-Bas: l'une par article séparé au traité de Vienne, et les autres les 11 octobre 1815 et 5 mars 1828.

Quelle que soit du reste cette cause, si le roi des Pays-Bas a pris cette dette à la charge des finances de son royaume, dans un intérêt que nous n'avons pas ici à rechercher, ce n'a pu être que comme dette nouvelle, nullement comme dette ancienne d'un des pays soumis à sa souveraineté; c'est donc sous ce seul point de vue qu'il faut la ranger, c'est-à-dire, comme le résultat d'un fait de la communauté que la Belgique doit accepter, mais pour sa part seulement.

La charge ne parvint-elle, même, au royaume des Pays-Bas, que comme condition d'une cession de souveraineté, encore dans ce cas ne pourrait-elle, sans injustice, être rejetée en totalité sur la Belgique.

L'événement politique qui plaça la Belgique et la Hollande sous une même souveraineté n'est certainement pas le fait de la Belgique; elle ne peut donc être responsable d'une combinaison à laquelle elle a été tout à fait étrangère, et par conséquent cette combinaison ne peut être plus préjudiciable à l'une qu'à l'autre des divisions de ce royaume.

mes de la convention du 11 octobre 1815 1838
et de son esprit; c'est donc sous ce seul point de que qu'il faut ranger cette dette.

Elle constitue un fait de la communauté dont la Belgique doit accepter sa part, mais rien que sa part, s'élevant à la moitié de fl. 450,000 de rente, soit donc fl. 225,000.

3e CHEF.

Fl. 2,000,000, dette d'origine belge inscrite au grand-livre de l'empire français.

La commission, après avoir examiné ce point avec toute la maturité que son importance comportait, a reconnu qu'il avait été fait à la fois ici erreur de chiffre et fausse application des principes proclamés par la conférence.

D'abord il résulte à l'évidence du décompte authentique fait avec la France en 1818, joint en copie au présent (*Annexe* 23) que 5,000 le chiffre des dettes belges inscrites au grand- de l'empire français n'a jamais excédé fr. 2,263,605 nte; que cette somme est celle que le gouverne- français qui certes, avait intérêt à produire iffre le plus élevé possible, a réclamée du royaume 'ays-Bas, en exécution des art. 21 du traité de , 6, 7 et 22 de la convention du 20 novembre , et 1 et 2 de la convention du 25 avril 1818; :ette même annuité a été ramenée à fr. 1,862,453, uite de la déduction des capitaux hypothéqués sur)maines et biens de corporations belges, vendus a France, et dont cette puissance est demeurée ée, en conformité des art. 6 et 7 de la susdite ıntion du 20 novembre 1815; et enfin, que le ca- nominal de cette rente de fr. 1,862,453, soit fr. 9,060, réduits au taux de 57,83 p. $\frac{0}{0}$ fixé par les s, a été compensé, partie par les intérêts arriérés s mêmes créances, toutes dues à des Belges, par- ar une somme nominale de fr. 22,000,000 repré nt fr. 14,488,802 effectifs, entrée en compensation le subside que la France devait fournir aux Pays- en vertu des traités pour extinction de dettes de inistration française.

Ce serait donc au plus de la rente du capital ef-

1838 fectif de fr. 14,488,802 ou fr. 724,444 dont la conférence aurait dû charger la Belgique, et non de 4 millions de francs ou 2 millions de florins de rente, chiffre vraisemblablement puisé dans un document erroné produit à l'appui du premier budget français de 1814, et reconnu fautif en 1816 et 1817, par le ministre des finances de France, ainsi que lors des réclamations qui ont amené la transaction d'avril 1818 *) mais même cette rente de fr. 724,444 ou, chiffre rond, fl. 340,000, ne pouvait être mise à charge de la Belgique sans froisser les principes équitables sur lesquels la conférence a basé ses opérations. Elle établit (protocole n° 48) que d'après le principe de l'art. 6 du protocole du 21 juillet 1814,

---

*) Lors de la formation du premier budget de la restauration, en 1814, le baron Louis, alors ministre des finances, fit un rapport au roi, à l'appui de ce budget, et y joignit un état de situation de la dette publique. Dans cet état il s'établit que la dette consolidée, après réduction, s'élevait en annuité à fr. 40,216,000

Les rentes inscrites par suite de la réunion à la France de certaines provinces étrangères à 6,086,000

SAVOIR :

La Belgique (par aperçu). . .	fr. 4,000,000	
Les départements de la rive gauche du Rhin (états exacts)	408,000	
Le Piémont (id.).	1,090,000	
La Ligurie (id.).	353,000	
Les duchés de Parme et de Plaisance (id.).	62,000	
Divers (id.)	173,000	
	6,086,000	

Accroissement de la dette française de l'an VIII à l'an 1814 17,004,000

Ensemble . fr. 63,306,000

Les rapports de M. Roy sur les budgets de 1817 et 1818 *Moniteur universel* de 1817, supplément au n° 25, page 2, 1re colonne, et de 1818, p. 364, 1re colonne) prouvent que l'erreur qui concernait la Belgique, prévue par le baron Louis lui-même, puisqu'il ne portait le chiffre fautif que par aperçu, avait déjà été reconnue et rectifiée, puisque dans ces rapports les rentes d'origines étrangères ne sont plus portées ensemble que pour fr. 4,271,486 au lieu de fr. 6,086,000; et en effet la France, en exécution des traités de 1814 et 1815, n'éleva ses réclamations au remboursement qui devait lui être fait par le royaume des Pays-Bas, des rentes inscrites pour la Belgique, qu'à fr. 2,263,605 et non à fr. 4,000,000, ainsi qu'il résulte à l'évidence des décomptes annexés au présent sous les numéros. . . .

annexé à l'acte général du congrès de Vienne) „il de- 1838
„vait y avoir communauté entière de charges et de bé-
„néfices entre les deux pays," et qu'il serait contraire à ce principe d'évaluer les bénéfices particuliers que la Hollande ou la Belgique ont pu retirer des faits financiers de la communauté. Or, l'extinction de la dette belge inscrite au grand-livre de l'empire français est le seul bénéfice qui peut revenir à la Belgique des opérations financières des quinze années d'union. Le lui dénier serait, abandonnant les principes posés par les cinq cours, lui donner le droit qui découlerait inévitablement d'une juste réciprocité, de prétendre, entre autres, à un dédommagement bien autrement important du chef de son concours à l'amortissement et au payement des intérêts de la dette hollandaise, concours qui, pendant quinze années, a valu plus de fl. 125,000,000 à la Hollande.

La commission, par ces considérations, demeure convaincue que la Belgique ne peut être chargée d'aucune partie de son ancienne dette inscrite au grand-livre de l'empire français, puisque cette dette se trouve éteinte par remboursement opéré au moyen de compensations diverses, et qu'on ne peut la faire revivre contre elle, sans renverser la base adoptée par la conférence, base qui profite à la Hollande.

Il suit de ce qui précède, que la Belgique ne peut être équitablement chargée, des 3 chefs du partage de la dette des Pays-Bas, que d'une rente annuelle de fl. 2,215,000 au lieu de fl. 7,800,000 que lui imposait le protocole n° 48, pour cet objet.

Quant aux fl. 600,000, prix d'avantages de commerce et de navigation, la commission ne croit pas avoir mandat de s'en occuper spécialement; mais elle pense que c'est par un traité particulier de commerce et de navigation où des faveurs réelles et réciproques pourront être concédées de part et d'autre, que cet objet doit être réglé, et non pas dans un traité politique, où ce prix acquiert la forme de tribut éternel, sans garantie aucune de la puissance éternelle de son équivalent.

A la suite de ces calculs et après en avoir fixé le résultat à fl. 8,400,000 pour le passif annuel de la Belgique, la conférence dit que ce qui a achevé de la déterminer dans cette occasion, c'est que fondant ses

1838 décisions sur l'équité et considérant que le montant des charges du service de la dette totale du royaume uni des Pays-Bas s'élevait, en nombre rond, à fl. 27,700,000 de rente, la Belgique qui, pendant la réunion, contribuait à l'acquittement de cette rente dans la proportion de $\frac{14}{31}$, c'est-à-dire pour 14 millions de florins, n'aurait, d'après cette décision, avec le bénéfice de sa neutralité, à acquitter pour sa part que fl. 8,400,000.

Ce raisonnement reposant sur des prémisses inexactes, est également inexact dans ses conséquences.

En effet, le service de la dette du trésor royal des Pays-Bas de fl. 27,700,000, comme l'avancent les plénipotentiaires des Pays-Bas, dans le tableau C, n° 2, remis à la conférence, mais de fl. 19,265,267 seulement, ainsi qu'il résulte de l'état officiel de la dette active et différée produit aux états-généraux. Les plénipotentiaires hollandais ont ajouté à cette somme les deux annuités du syndicat, lesquelles, ainsi que la commission en a fourni la preuve évidente, n'étaient et ne devaient être payées par le trésor public, et font ici double emploi, l'une avec la dette publique elle-même, l'autre avec la dette des possessions d'outre-mer, dont les intérêts sont fidèlement servis par les colonies. Les plénipotentiaires hollandais font aussi entrer dans leur chiffre, et la conférence l'y a par suite admise, la dotation d'amortissement s'élevant annuellement à fl. 2,500,000. Compter ensemble une dette et son amortissement, c'est en général faire double emploi; mais dans le cas actuel, c'est plus encore; car la dette mise à charge de la Belgique ne devait aucunement jouir des bienfaits de l'amortissement, dont on se prévaut à son désavantage, et qui, s'il continue à subsister, ne tournera qu'au dégrèvement de la dette hollandaise. Si les considérations qui terminent le protocole n° 48 ont eu quelque influence réelle sur la fixation du chiffre fl. 8,400,000, il suffira sans doute d'avoir indiqué la fausseté de la base sur laquelle ils reposent, pour détruire l'effet de cette influence.

La commission a cru de son devoir de le faire.

Il est un autre point qui se rattache essentiellement à la question de la dette, dont la conférence ne s'est point occupée dans ses protocoles, ni dans aucun article du traité du 15 novembre 1831, c'est celui qui concerne la liquidation d'anciennes créances belges de

diverses origines autres que françaises; telles sont les 1838
créances de provinces, de communes ou de corporations belges, non liquidées par la France, mais qui auraient dû l'être par le royaume des Pays-Bas, en exécution de la loi du 9 février 1818, et les engagères que le ministre des finances, à l'occasion de cette même loi, avait pris l'engagement formel de faire rembourser aux ayants droit et dont le montant est entré d'ailleurs en ligne de compte dans la convention faite avec l'Autriche le 5 mars 1828.

Quant aux créances dues à des Belges par suite des faits d'administration française dans nos contrées, les Pays-Bas en ont reçu la valeur à la suite de la liquidation du 25 Avril 1818, et sans en tenir compte aux créanciers. La commission pense qu'il est nécessaire d'obtenir une garantie positive de l'exécution des engagemens pris au sujet de ces diverses créances, engagemens méconnus jusqu'ici par le gouvernement des Pays-Bas.

Le présent procès-verbal clos et signé

Bruxelles, le 27 Juillet 1838.

E. D'HUART.
J. FALLON.
DE BRUCKERE.
B. C. DUMORTIER.
DU JARDIN.

III.

Rapport du Plénipotentiaire de la Belgique à Londres adressé au Ministre des affaires étrangères à Bruxelles, qui fait connaître le point de vue sous lequel le gouvernement belge envisageait les négociations renouvellées sur la séparation de la Belgique avec la Hollande. En date du 4 Août 1838.

Monsieur, le Ministre,

Vous avez appris, par des communications confidentielles, que les plénipotentiaires des cours du Nord avaient l'intention de nous proposer, par l'entremise officieuse de lord Palmerston, la signature d'un traité avec la Hollande, traité qui aurait compris les 24 articles plus quelques articles additionnels modifiant les premiers en ce qui concerne la navigation de l'Escaut, la dette, les arrérages, la liquidation du syndicat. Lorsque lord Palmerston me parla de ce projet, je lui déclarai, sans hésiter, qu'il

1838 était inacceptable; qu'en effet, si je saisissais bien le sens de ces propositions, elles n'auraient eu pour résultat que de décider contre nous la cession du territoire et le payement de la rente annuelle de fl. 8,400,000; que le non-payement des arrérages et le mode de liquidation du syndicat d'amortissement resteraient en question; que l'on remettrait de nouveau la solution de ces deux points importants à l'examen de commissaires, et, si ceux-ci ne parvenaient point à s'entendre, au *jugement arbitral* de la conférence; que c'était là changer le *statu quo* à notre détriment, et rendre, sans compensation pour nous, la condition du roi Guillaume bien meilleure que la nôtre; ne consentirions jamais à acheter sa reconnaissance à ce prix; qu'il ne s'agissait plus, en 1838, d'insérer les 24 articles dans un traité avec la Hollande, et d'y ajouter quelques articles explicatifs; qu'il fallait un traité définitif réglant tous les points, tranchant toutes les difficultés, établissant enfin, d'une manière stable et durable, les rapports des deux Etats; qu'un pareil traité ne se pouvait conclure qu'à l'aide d'une négociation directe entre les deux parties, où elles consulteraient leurs convenances et leurs intérêts réciproques, en ce qui concerne le territoire, la dette, la navigation des fleuves et rivières, etc, etc.; que, dès l'année 1833, il avait été entendu que l'on proposerait de part et d'autre les changements et les additions jugés nécessaires pour compléter le traité du 15 novembre; qu'il serait aujourd'hui impolitique et dangereux de retomber dans l'incomplet et le provisoire; que le gouvernement du roi avait d'ailleurs pris la ferme résolution d'examiner à fond les tableaux fournis par les plénipotentiaires hollandais, et d'en démontrer l'inexactitude; que nous ne perdrions point la seule occasion qui nous eût été offerte de nous livrer à cet examen, et que c'était par là que la négociation devait se rouvrir.

Ces observations firent impression sur l'esprit de lord Palmerston. Cependant il me fit remarquer que nous étions plus avancés qu'en 1833, puisque la Hollande ne faisait plus difficulté d'admettre des articles qu'elle avait constamment rejetés. Il finit par m'exprimer le désir que je fusse bientôt en mesure de produire nos objections contre le chiffre primitif de la dette.

Depuis cette conversation, j'appris que les plénipotentiaires du Nord, admettant en partie le principe

de la compensation de nos frais d'armements extraordi- 1838
naires contre les arrérages, entendaient cependant ne nous libérer qu'à partir du 1er janvier 1832, jusqu'à la signature de la convention du 21 mai. La Hollande, disent-ils, a fait seule les avances depuis le 1er novembre 1830 jusqu'au 1er janvier 1832; ils ajoutent que, depuis la convention du 21 mai, par laquelle la Hollande avait contracté l'obligation de ne point reprendre les hostilités, la Belgique avait été dispensée d'avoir recours aux mêmes précautions qu'auparavant, et de continuer ses armements. Lord Palmerston m'ayant fait part de ce raisonnement, je répondis que si, en 1833, le roi Guillaume eût accepté le désarmement qu'on lui proposait; s'il n'eût point maintenu sur nos frontières une armée menaçante; si la France et la Grande-Bretagne, signataires de la convention du 21 mai, avaient voulu ou pu nous garantir efficacement contre une nouvelle violation de l'armistice, la distinction posée par les plénipotentiaires du Nord pourrait avoir quelque fondement; mais que les faits et les principes s'opposaient également à ce qu'elle fût admise. J'ajoutai qu'il résultait de notre budget de paix, auquel la résistance de la Hollande nous avait deux fois obligés de substituer un budget de guerre, que nos frais d'armements extraordinaires excédaient de beaucoup la somme fixée par la Hollande (67,200,000), pour ce qu'elle appelle ses avances, au taux de fl. 8,400,000 par an; et qu'en conséquence nous entendions être libéré de la *totalité* des arrérages, jusqu'au jour de la signature du traité direct et définitif avec la Hollande.

Hier, dans une conférence que j'eus au Foreign-Office avec lord Palmerston et le général Sébastiani, nous examinâmes de nouveau cette question sous tous ces points de vue, ainsi que les premières propositions des plénipotentiaires du Nord. Je suis heureux, monsieur le Ministre, de pouvoir vous annoncer que Lord Palmerston et l'ambassadeur de France furent complétement d'accord avec moi sur la nécessité de déclarer ces propositions tout à fait inacceptables; et, en ce qui concerne les arrérages, de n'admettre aucune espèce de distinction. Cette double déclaration a été faite immédiatement à M. de Bulow. Nous avons lieu de croire que les quatre plénipotentiaires finiront plus tard par céder sur les arrérages à partir du 1er janvier 1832,

1838 jusqu'à la conclusion du traité définitif; mais qu'ils résisteront sur la question des avances faites depuis novembre 1830.

Dans cette même conférence, on examina l'article relatif à la navigation de l'Escaut. Je saisis cette occasion de prouver à lord Palmerston que l'on ne pourrait pas, sans danger, abandonner à des commissaires le règlement du balisage, du pilotage, du tarif, du péage, et que ces points devaient être clairement stipulés dans le traité définitif. Je démontrai combien l'art. 9. du traité du 15 novembre était défectueux et incomplet. Lord Palmerston partagea en partie mon opinion à cet égard. „Déjà, me dit-il, je m'en suis „expliqué dans „ce sens à M. de Bulow; mais il m'a répondu que si „l'on s'écartait de la rédaction arrêtée dans les 24 arti„cles, sauf en ce qui concerne le péage, que l'on con„sent à fixer à fl. 1-50, pour remplacer le tarif de Ma„yence, force lui serait, ainsi qu'à ses collègues, de de„mander de nouvelles instructions à leurs cours. Je „pense, ajouta lord Palmerston, que ce n'est là „qu'une défaite momentanée. Préparez donc, pour „l'époque où la négociation prendra une forme et une „marche régulières, une rédaction définitive."

Le général Sébastiani aurait voulu que cette marche régulière eût été adoptée dès le commencement de la semaine passée; que la conférence eût été convoquée sans plus de délai, et que l'on n'eût point prêté l'oreille à des propositions confidentielles et officieuses. Mais nous lui fîmes observer que ces propositions ne nous engageaient à rien, et que la convocation immédiate de la conférence aurait eu pour effet de hâter le moment où force m'eût été de m'expliquer sur le chiffre de la dette, avant d'avoir reçu les documents que j'attendais, ou de porter la négociation sur d'autres points. L'ambassadeur de France se rendit à ces raisons. Aujourd'hui que ces documents me sont parvenus, et que MM. du Jardain et Fallon sont arrivés à Londres, plus rien ne s'oppose à ce que l'on entre dans cette voie. J'ai prévenu lord Palmerston et le général Sébastiani que je leur remettrai confidentiellement une copie du rapport de la commission. Je m'empresserai, monsieur le Ministre, de vous informer de l'effet qu'aura produit sur eux la lecture de cette pièce. Lord Palmerston est très-satisfait de ne plus devoir attendre, car il a hâte d'en

finir; mais son empressement n'est ni de la tiédeur, ni 1838
de l'hostilité envers la Belgique. Il prend vivement ses intérêts à coeur, et il voudrait qu'il lui fût permis de seconder ses voeux pour l'intégrité du territoire; mais il me reste peu ou point d'espoir à cet égard. Cependant j'ai prié S. S. de faire en sorte, après l'examen du travail sur la dette, que je fusse mis en rapport direct et personnel avec le plénipotentiaire hollandais. Nous pourrions alors, si le chiffre de la dette était rectifié en notre faveur, lui faire des propositions relatives au territoire. „Je doute, me répondit lord „Palmerston, que M. Dedel soit autorisé à s'entendre „directement avec vous, et je doute même que sa cour consente à vous suivre sur ce terrain."

Je crois devoir ajouter que je me suis abstenu, depuis quinze jours, de voir aucun des plénipotentiaires du Nord. Je n'ai voulu leur montrer ni empressement, ni inquiétude, et j'ai mis autant de soin à me tenir à l'écart, que j'ai mis d'assiduité à voir les ministres de France et d'Angleterre.

Agréez, monsieur le Ministre, les assurances de la plus haute considération.

(Signé) Sylvain Van de Weyer.

IV.

Propositions faites par les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse (M. M. de Senfft-Pilsach et de Bulow) pour les questions financières. En date du . . . Août 1838.

Art. 2. Le payement des rentes annuelles, au montant de fl. 8,400,000, dont la Belgique est chargée, d'après l'art. 13, commencera à courir du jour de l'échange des ratifications du présent traité; le premier versement aura lieu conformément au § 3 du même article, le 30 juin 1839, au prorata de l'intervalle écoulé.

Art. 3. § 1er. La créance de la Hollande envers la Belgique, du chef des avances faites ou à faire par la première, pour le service de la totalité des dettes publiques du royaume uni des Pays-Bas, depuis le 1er novembre 1830, jusqu'au jour de l'échange des ratifications du présent traité, au prorata de la rente an-

1838 nuelle de fl. 8,400,000, à la charge de la Belgique, est, eu égard aux titres de compensation allégués par la Belgique, réduite et arrêtée à la somme de neuf millions huit cent mille florins.

Moyennant cette somme, la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation résultant de l'art. 13, § 1er, et de l'art. 14, à l'égard des rentes annuelles stipulées pour tout l'espace de temps écoulé depuis le 1er novembre 1830, jusqu'au jour de l'échange des ratifications du présent traité.

§ 2. Ladite somme de fl. 9,800,000 ne sera exigible qu'après la liquidation faite conformément à l'art. 13, §. 5, du fonds du syndicat d'amortissement, et d'après le bilan qui sera établi entre ladite somme et la part qui pourra revenir à la Belgique de l'actif du syndicat résultant de cette liquidation.

§ 3. Pour établir ce bilan et faire la liquidation du fonds du syndicat, on procédera d'après les principes suivants:

1° Seront compris dans l'actif du syndicat d'amortissement, les fonds, emprunts et crédits créés et alloués à cet établissement par la loi du 27 décembre 1822, art. 10 et 35, ainsi que par la loi du 24 mai 1830, pour autant que lesdits fonds, emprunts et crédits n'auront pas été aliénés ou émis et employés aux usages respectifs déterminés par la loi avant le 1er novembre 1830.

2° Les parties ainsi restées dans la possession du syndicat d'amortissement des fonds, emprunts et crédits ci-dessus mentionnés, seront, ainsi que les autres fonds et effets publics portant intérêt, qui se trouveront dans l'actif du syndicat, évaluées en rentes annuelles, suivant le taux de l'intérêt affecté à chacun de ces fonds; et la moitié du total de ces rentes sera portée au crédit de la Belgique.

3° Les fonds et valeurs ne portant point intérêt, qui se trouveraient dans l'actif du syndicat, seront évalués au cours de la bourse d'Amsterdam, du 1er novembre 1830. Le total, en étant ainsi déterminé, l'intérêt en sera calculé à 5 p. %, et la moitié de cet intérêt ajoutée à la rente mentionnée au numéro précédent au crédit de la Belgique.

4° La jouissance de la rente ainsi portée au crédit de la Belgique sera acquise à celle-ci à dater du 1er

novembre 1830. La somme à laquelle elle s'élèvera, à 1838
partir de ce terme jusqu'au jour de la liquidation arrêtée, soit par accord entre les commissaires, soit par décision des cinq puissances, comme il sera dit ci-après, sera évaluée en intérêts à 4 p. % et le montant de ces intérêts sera ajouté à la rente même, au crédit de la Belgique.

5° Les fl. 9,800,000 dus à la Hollande, d'après le § 1er du présent article, étant représentés par une rente annuelle de fl. 490,000 à porter au crédit de la Hollande, la somme de ces rentes calculée du 1er janvier 1832 jusqu'au jour de la liquidation arrêtée, sera évaluée à 4 p. % d'intérêts et le montant de ces intérêts sera ajouté à la rente même des fl. 490,000, au crédit de la Hollande.

6° Si le bilan des crédits respectifs en rentes qui résulteront, pour la Belgique, des opérations indiquées aux n°s 1, 2, 3 et 4, et, pour la Hollande, des opérations indiquées au n° 5, se trouve favorable à la Belgique, le surplus des rentes qui lui reviendra, sera défalqué de la rente de fl. 8,400,000, annuellement due par elle, et elle en demeurera ainsi déchargée jusqu'à la concurrence dudit surplus de rentes et ce, à dater du jour de la liquidation arrêtée comme ci-dessus.

Si, au contraire, ledit bilan se trouvait favorable à la Hollande, le surplus de rente qui lui en reviendrait, serait ajouté à la rente annuelle de fl. 8,400,000 à la charge de la Belgique, et ce également à dater du jour de la liquidation.

Art. 4. Si, dans le travail des commissaires qui seront chargés de procéder à la liquidation du fonds du syndicat, conformément à l'art. 13, § 5, il s'élevait des questions de principes sur lesquelles lesdits commissaires ne pourraient s'accorder dans l'espace de trois mois à dater du jour où ils auront commencé leurs travaux, savoir quinze jours après l'échange des ratifications du présent traité, les points ainsi demeurés litigieux seront portés à la décision des cinq puissances représentées à Londres, laquelle sera communiquée aux deux parties, au plus tard le 31 mai 1839, pour être exécutée d'un commun accord par lesdites parties.

Art. 5. Le transfert des capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du royaume uni des Pays-Bas, doivent retomber à la charge de la

1838 Belgique, aura lieu, conformément à l'art. 13, § 7, dans le courant du mois de juin 1839, d'après le résultat des opérations indiquées dans les art. 3 et 4 ci-dessus.

V.

Note du Plénipotentiaire et des Commissaires de la Belgique sur les propositions faites par les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, remise le 25 Août 1838 à la conférence de Londres.

Observations générales.

Ces propositions ne sont pas acceptables. Le principe qui leur sert de base, y est mis en action en sens inverse de toute règle pratique en matière de liquidation, et s'y trouve d'ailleurs dénaturé dans son application. Elles ont le grave inconvénient de ne faire encore que du provisoire sous la forme d'un Traité définitif. Elles sont d'ailleurs incomplètes.

Observations sur les Articles.

Art. 2. La disposition de cet article est un contre-sens avec l'opération subséquente, à laquelle on subordonne le règlement du chiffre. Cette manière d'opérer est inexpliquable.

Sauf le cas où il s'agit d'une dette contestée et entièrement liquide, on ne commence pas par formuler le chiffre de la dette avant d'avoir calculé, pas plus qu'en bonne règle de raison on ne débute par poser en fait ce qui est en question.

Il y a enfin quelque chose de trop offensant pour la partie avec laquelle on doit compter, que de lui proposer de se soumettre d'abord par se constituer débitrice des sommes qui sont en contestation, sauf à examiner ensuite si la dette s'élève effectivement au chiffre auquel on lui demande de souscrire avant toute vérification.

Dès lors que les auteurs de la proposition admettent le principe d'une liquidation préalable à toute exécution, ils reconnaissent que la dette n'est pas liquide, et cette reconnaissance emporte l'obligation de commencer par liquider.

On ne fait qu'intervertir les idées; on ne fait que 1833
des mots, en constituant d'abord, sous une formule définitive, la Belgique débitrice d'une dette au montant de fl. 8,400,000, tout en se réservant d'augmenter ou de diminuer le chiffre par un traité postérieur, et suivant le résultat d'une vérification ultérieure.

Comme on vient de le faire remarquer, cette marche a d'ailleurs l'inconvénient de multiplier inutilement les projets d'arrangement définitif.

Art. 3. § 1er. Il sera démontré par une note spéciale que charger la Belgique d'une portion quelconque de l'arriéré, quelque faible même que soit cette portion, ce serait méconnaître le principe d'éternelle justice qui veut que la réparation du préjudice causé par un fait soit complète.

Ce principe n'admettant pas de modification dans son application, la Belgique ne pourrait accepter l'accommodement proposé.

2e § D. Il existe ici deux dispositions qu'il faut apprécier séparément; l'une qui règle le mode de la liquidation, et l'autre qui la reporte jusqu'au 1er novembre 1830.

La première est au moins inutile, si elle n'est pas dangereuse, et de nature à amener des complications dans la manière de procéder, et de nouvelles erreurs dans son application. Si l'on ne veut pas s'exposer à de nouveaux mécomptes, il faut bien se garder de circonscrire l'opération par des principes exceptionnels. La prudence, comme la justice, exige que l'on reste à cet égard dans les termes du droit commun.

Il n'y peut avoir d'autre règle à suivre pour établir la balance et faire la liquidation du fonds du syndicat, que la procédure ordinaire en matière de liquidation, que la procédure adoptée par cette institution elle-même, et qui est formulée dans son état de situation de 1829, c'est-à-dire, en portant au passif comme à l'actif tout ce qui sera reconnu appartenir à l'une et à l'autre assiette de la balance pour arriver au résultat qui déterminera si, du chef des obligations, emprunts ou crédits dont il s'agit dans les tableaux fournis en 1831 par les plénipotentiaires hollandais, il résulte effectivement soit un passif à la charge de la dette publique, et par suite une charge pour la Belgique, soit un actif auquel celle-ci doit participer.

Dire que l'on comprendra dans les fonds, emprunts ou crédits dont spécialement mention dans les lois des 1822 et 24 mai 1830, c'est limiter l'acti dation et, par voie de conséquence, en rectement tout ce qui doit en faire, par de toutes autres dispositions, d'administr

Quant au mode d'apprécier les fond portant pas intérêts, c'est naturellement le syndicat a cessé de fonctionner pour Belgique, qu'il faut se reporter, et, c faire remarquer en s'occupant de la seco du 1er § de la proposition, cette époque du 1er novembre 1830.

Cette seconde disposition a pour ob l'opération de la liquidation à cette époq vembre 1830.

Si l'on ne savait que cette propos par des hommes d'Etat dont on honore à la loyauté desquels on se plaît à re on serait tenté de croire qu'ils ont été erreur qui recouvre un piége tendu à En effet, il ne faut pas se le dissimu d'une semblable stipulation, la Holland ger les choses de manière à avoir ruiné l'intervalle qui s'est écoulé entre l'époque effective et le 1er novembre suivant; c'est spécialement pendant ce laps de dû user de toutes les ressources.

Il en résulterait qu'on lui fourni yen très-commode de rendre la liqui illusoire pour la Belgique, d'échapp des chiffres portés aux tableaux de sir ainsi ce qui doit lui échapper la dette.

En acceptant une semblable bénéfice de toute liquidation que gique, et c'est, par conséquent, consentir à aucun prix.

C'est à la date du 30 septem effective a été et reste consommé que la Belgique est devenue tout opérations financières du royau donc cette époque qui doit être

1838

ni des intérêts financiers des deux divisions de ce
yaume.

Cette époque du 30 septembre ou le 1er octobre
t celle qui a été indiquée pour terme des dettes con-
ctées, et de la liquidation du compte des opérations
syndicat, dans le projet de traité entre la Belgique
la Hollande, projet que le plénipotentiaire belge a
is à la conférence avec la note du 23 septembre
31.

Depuis lors, cette date indiquée comme l'époque
la séparation effective, n'a été contestée dans aucun
ument postérieur, pas même dans le traité du 15
vembre, §§ 4 et 5. L'inadmissibilité et l'inopportunité
s dispositions que renferment ces §§ sont précédem-
nt démontrées.

Art. 4. Que l'on fixe un terme pour la liquidation
alable du syndicat, sauf à le proroger dans le cas où
xécution démontrerait la nécessité d'une prorogation,
que l'on avise à faire décider arbitralement les points
lesquels les comissaires ne pourraient se mettre
ccord, il n'y a rien là qui ne paraisse très-raisonna-
e, puisqu'il faut bien vouloir les moyens, lorsque
n veut la fin. Mais que la conférence se constitue
e-même un tribunal arbitral pour décider ces que-
ons de détails, c'est ce qui, aux yeux de l'Europe,
raîtrait contraire aux principes de droit public; un
mblable rôle qui ferait intervenir la conférence dans
s ces détails qui n'ont rien de politique, mais qui
nt purement financiers, semble répugner à la haute
ission des plénipotentiaires des puissances médiatrices.

Ce serait au surplus, car nulle part, en Europe,
ne se ferait illusion à cet égard, de serait consti-
er une magistrature arbitrale devant laquelle la par-
qui doit rendre compte se présenterait avec une
ance de succès, comme trois est à deux, dans tous
débats qui pourraient être soulevés.

Si l'on veut que ces débats soient jugés arbitrale-
nt, l'impartiale justice commande ce qu'il faut faire.
sont les parties intéressées elles-mêmes qui doivent
oisir leurs arbitres, ce qui ne présente aucune diffi-
té d'exécution.

Art. 5. Disposition qui tombe dès lors que le sy-
me auquel elle s'applique n'est pas adopté.

Restent maintenant plus d'une observation impor-

1838 tante à faire sur le travail de LL. EE. MM. de Bulow et de Senfft, et c'est ici que nous allons démontrer, comme nous l'avons dit précédemment, que ce travail est incomplet.

D'abord, il n'y est pas dit un mot de la dette austro-belge, ni de la dette inscrite au grand-livre de l'empire français, ce qui aurait pour effet de repousser, sans daigner même en faire connaître les motifs, la juste réclamation de la Belgique en rectification des erreurs d'application commises de ces deux chefs par la conférence elle-même, erreurs authentiquement démontrées.

Si ce silence provient de ce que l'on aurait cru pouvoir objecter que les éléments de cette portion de la dette mise à la charge de la Belgique n'auraient pas été puisés dans les tableaux fournis par les plénipotentiaires hollandais, et que de cette circonstance on doit conclure que la Belgique serait non-recevable à reclamer également un redressement de ces deux chefs, la réfutation de l'objection serait facile, puisqu'elle n'est pas fondée en fait, et qu'en admettant même l'exactitude du fait, la conséquence que l'on voudrait en déduire ne serait point logique.

En fait, il n'est pas exact de dire que les éléments erronés qui ont concourn à déterminer la conférence à grossir la portion de la dette mise à la charge de la Belgique, en y faisant entrer les dettes austro et franco-belges, n'ont pas leur germe dans les tableaux fournis par les plénipotentiaires hollandais. Et, en effet, quant à la dette austro-belge, ils ont omis d'en parler dans le premier tableau qui devait servir à faire connaître à la conférence *les dettes créées depuis la formation du royaume*, en la faisant ainsi considérer comme dette existante en totalité à la charge de la Belgique avant la réunion; tandis que, dans le second tableau ayant pour objet l'indication *de la dette totale qui était à la charge du royaume, conformément aux derniers budgets*, ils l'ont comprise en totalité dans le chiffre de cette dette qu'ils portent à fl. 19,272,275.

La Conférence a donc dû croire, comme elle l'a cru en effet, que la dette austro-belge était en totalité une charge appartenant à la Belgique avant la réunion, tandis que le fait n'était vrai que pour une partie seulement. Ainsi, c'est la réticence de cette dette dans le

premier tableau qui est la cause de l'erreur d'applica- 1838
tion que la conférence a commise en ce point.

Quant à la dette française d'origine belge, ils n'en ont parlé, à la vérité, ni dans l'autre tableau; mais ce n'est pas moins encore l'inexactitude du second tableau qui a amené la conférence à ne pas s'arrêter à l'importance réelle du chiffre de cette dette; elle a dit, en effet, dans le protocole n° 48, que ce qui avait achevé de la déterminer à porter la portion de la dette belge à un taux aussi élevé, c'était la circonstance que le montant de la dette du royaume uni s'élevait à fl. 27,700,000, chiffre qui est bien celui que lui avait fourni le second tableau.

Or les plénipotentiaires avaient commis une erreur de plus d'un tiers dans la position de ce chiffre, ainsi qu'il est démontré dans le rapport de la commission des finances, et, par conséquent, c'est encore parce que ce second tableau avait donné ce chiffre comme récapitulation de la dette totale du royaume, sans aucune explication propre à faire ressortir les doubles emplois résultant des diverses sommes par eux indiquées, et dont l'addition amenait ce résultat, que la conférence n'a pas pris garde à l'erreur qu'elle a commise dans le chiffre de la dette d'origine française, son intention n'étant autre que de faire ressusciter cette dette.

Il est donc démontré que les erreurs d'application commises par la conférence, à l'égard des dettes austro et franco-belges, ont eu pour cause première les inexactitudes des tableaux hollandais, comme il est démontré que ces erreurs sont essentielles, puisque le préjudice qui en résulterait pour la Belgique serait fort important, et, par conséquent, la Belgique est recevable, au même titre qu'en ce qui regarde les obligations du syndicat, d'invoquer l'engagement formel que la conférence a pris de réviser son travail dans le cas où les tableaux renfermeraient des inexactitudes essentielles, sans distinction si ces inexactitudes consisteraient en énonciations erronées, fausses indications, omissions ou réticences; distinction qui était, d'ailleurs, inutile dans le sens de cet engagement, puisque l'erreur n'aurait pas moins produit son effet, dans un cas comme dans l'autre.

Si maintenant, et malgré l'évidence des faits, on ne voulait pas admettre que les erreurs de chiffre et d'application commises par la conférence à l'égard des

1838 dettes dont il s'agit, ont leur germe dans les tableaux fournis par les plénipotentiaires hollandais, alors, ainsi que nous l'avons dit précédemment, il nous resterait à démontrer, et c'est ce que nous allons faire subsidiairement, que la conséquence de l'argumentation, sur laquelle repose l'objection, n'est nullement exacte. Que, dans cette hypothèse, on oppose à la Belgique qu'elle n'est pas recevable à réclamer une révision de ces chefs *par le même moyen* qu'elle invoque pour obtenir la révision en ce qui concerne les obligations du syndicat, la conséquence serait logique; mais, de ce que ce même moyen lui échapperait, en ce qui regarde la dette austro-belge, ainsi que la dette française, d'origine belge, on ne peut en conclure que tout autre moyen serait non-recevable pour obtenir également une révision de ce chef.

Sans doute, il ne s'agirait plus précisément ici du fait des plénipotentiaires hollandais; mais aussi ce ne serait plus dans le travail de ces plénipotentiaires que, sur ce point, la Belgique puiserait son droit à la révision; ce serait dans un document plus solennel, ce serait dans les motifs mêmes du jugement de la conférence; ce serait dans le protocole n° 48, et dans le *memorandum* qui y est annexé: et, dans ce cas, pas plus qu'à l'égard des obligations du syndicat, elle ne pourrait être repoussée par fin de non-recevoir. La raison en est qu'en principe de droit public, on n'admet pas de fin de non-recevoir en présence de juges ou arbitres jugeant souverainement, et encore moins en présence de puissances médiatrices, aussi longtemps que leur mission ne se trouve pas complétement terminée; et le fait seul de la réunion actuelle de la conférence, afin d'amener les parties à un traité définitif, prouve que sa mission n'est effectivement pas épuisée. Et, d'ailleurs, on n'admet pas de fins de non-recevoir dans aucun état de cause contre le redressement d'erreurs de fait.

La Belgique, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer d'autres considérations qui ne lui manqueraient pas, pour prouver qu'à cet égard les choses sont encore entières, est donc recevable à faire un appel à la loyauté des plénipotentiaires chargés de terminer le procès, pour obtenir le redressement des erreurs de fait qui ont vicié les calculs auxquels ils se sont livrés, spécialement au sujet de la dette inscrite au grand-livre de l'empire français, vu que le préjudice causé est le plus onéreux

ur la Belgique. Les fins de non-recevoir étant écar- 1838
s, la démonstration du fondement de la réclamation
t facile; il suffit de mettre les motifs énoncés dans le
otocole n° 48, et dans le *memorandum* qui lui sert
complément, en présence de la disposition où il en
été fait application.

Les considérations qui ont déterminé la conférence
élever le chiffre de la dette, à la charge de la Belgi-
ıe, du chef de la dette austro-belge, et de la dette
ançaise, d'origine belge, y sont clairement énoncés.
est, dit le protocole, qu'il a été jugé équitable de
ire peser exclusivement sur la Belgique, la dette au-
ro-belge qui lui appartenait exclusivement avant la
union; et il est démontré aujourd'hui, par des docu-
ents irrécusables, qu'ici l'équité, à laquelle la confé-
nce voulait se soumettre, lui a fait défaut dans l'ap-
ication, puisqu'il est prouvé qu'en fait elle a porté à
charge de la Belgique exclusivement, non seulement
dette qui lui appartenait réellement, mais encore,
en totalité, celle de la maison d'Autriche *qui ne lui
vait jamais appartenu* en aucun temps, avant la
union de la Belgique.

C'est que, dit encore le protocole, procédant tou-
urs d'après la règle de l'équité, la conférence a trouvé
r'une autre dette qui pesait originairement sur la Bel-
que avant la réunion, savoir la dette inscrite au
and-livre de l'empire français, et qui, d'après les
ıdgets, s'élevait par aperçu à 4 millions de francs,
ıt mise encore à charge du trésor belge.

Et aujourd'hui, vérification faite, le principe d'équité,
ans lequel elle proclame si hautement vouloir se main-
ınir, fait encore défaut à la conférence, puisqu'il est
rouvé à l'évidence que les documents français sur les-
uels elle a opéré étaient fautifs, et que le chiffre de
ette dette ne s'élevait guère au delà de fr. 1,800,000.

Ce qui a achevé, dit encore le protocole, de dé-
rminer la conférence, toujours en fondant ses déci-
ons sur l'équité (ce sont ses propres termes), c'est
u'elle a trouvé que le montant total de la dette du
yaume uni des Pays-Bas, était, en nombre rond, de
, 27,700,000. Et ici encore toujours, l'équité est mise
ı défaut par le fait, puisqu'il est démontré que ce
iffre est erroné de plus d'un tiers.

Plus loin, dans le *memorandum*, la conférence

1838 déclare *que si elle avait cité le chiffre de quatre millions de francs, c'était pour mieux expliquer sa pensée relative aux charges à l'acquittement desquelles la Belgique contribuait avant sa réunion avec la Hollande, mais sans que les circonstances particulières qui auraient rapport à la nature ou à la liquidation subséquente de ces inscriptions* de quatre millions de rentes dussent changer les calculs *de la conférence.*

Cette explication de la conférence bien loin de pouvoir servir à couvrir les erreurs de chiffre, vient pleinement confirmer que, dans son intention, elle ne voulait faire autre chose que de faire revivre, pour en charger la Belgique, une dette qui avait cessé d'exister.

La conférence avait précédemment proclamé le principe que, dans le partage de la dette, il ne serait tenu compte d'aucun bénéfice résultant du fait de la communauté, en faveur d'aucune des parties; par application de ce principe, l'extinction de la dette française, d'origine belge, s'étant opérée pendant la communauté, aurait dû profiter à la Belgique; c'était là le seul bénéfice qu'elle eût pu recueillir de cette fatale communauté, tandis que la Hollande en avait recueilli et en conservait d'énormes avantages.

Contrairement à ce principe de confusion qui devait être l'une des bases du partage, la conférence a trouvé bon d'enlever à la Belgique le bénéfice résultant de l'extinction de cette dette, et de convertir ce bénéfice en un accroissement de charge pour elle.

Voilà bien le sujet et l'unique sujet de l'explication qu'elle donne dans le *memorandum*, et il en résulte clairement que n'ayant voulu et n'ayant pu d'ailleurs faire revivre que ce qui existait réellement, elle ne peut se dispenser, s'il y a une erreur quant au chiffre, de la redresser.

Il est impossible de comprendre autrement les termes du protocole et de son annexe, sinon en supposant que la conférence eût voulu sciemment simuler un chiffre qui n'existait pas, pour en grossir la dette belge.

S'il en était ainsi, il serait sans doute de la dignité de la conférence, et surtout de la France, du fait de laquelle provient l'erreur du chiffre, de déclarer, franchement et sans détour, quelles sont les considérations politiques qui servent de justification à une simulation

aussi étonnante, à une aussi étrange application des 1838
principes d'équité, qu'elle déclarait vouloir prendre exclusivement pour guide de ses pensées. Il faut nécessairement que ces considérations politiques, en dehors du protocole et du *memorandum*, soient connues, si elles existent, afin que l'on puisse les apprécier; sinon, il restera pour tout le monde, dans les documents qui rendent compte des motifs de son jugement, une iniquité d'application dont la Belgique ne pourra jamais volontairement rester frappée, outre le droit qu'elle a déjà de persister à protester contre l'exception faite à son préjudice, et à l'avantage exclusif de la Hollande, contrairement à la confusion des bénéfices recueillis de part et d'autre dans le partage de la communauté.

Enfin, il est encore un point sur lequel la proposition faite par MM. de Bulow et de Senfft garde le silence; c'est sur le moyen de donner à la Belgique une garantie formelle du concours, de la part de la Hollande, à la liquidation effective des anciennes créances belges de diverses origines, autres que françaises, et notamment des engagères, créances qui restent à liquider.

La demande de la Belgique de ce chef est trop évidemment fondée pour que la conférence puisse laisser sans solution ce germe de difficultés futures entre la Belgique et la Hollande.

On persiste donc à réclamer de nouveau son attention sur ce point.

VI.

Memorandum confidentiel du Plénipotentiaire et des Commissaires de la Belgique, remis le 12 *Octobre* 1838 *aux Plénipotentiaires d'Angleterre et de France (Lord Palmerston et général Sebastiani) sur leur proposition d'accepter un chiffre transactionnel.*

La proposition officieuse d'un chiffre transactionnel global n'a pu être acceptée par le gouvernement belge. Il lui eût été impossible de fixer ce chiffre avec quelque certitude, attendu qu'il n'a point en sa possession tous les documents nécessaires pour établir le compte du syndicat. Dans ce système, la position des

1838 deux parties n'eût point, d'ailleurs, été égale, puisque la Hollande aurait toute latitude de ne pas accepter le chiffre. D'autres considérations encore, sur lesquelles il est, pour le moment, inutile de s'étendre, démontreraient que cette proposition présentait, pour le gouvernement belge, des difficultés d'exécution insurmontables. Dans cet état des choses, les plénipotentiaires réunis en conférence, doivent avoir à coeur de coopérer à une liquidation sincère et véritable de la dette, opération à laquelle ils n'ont pu se livrer en 1831.

Le seul moyen d'atteindre ce but si désirable, est de procéder simultanément à la révision de la dette d'après le travail fourni par la commission des finances, notamment en ce qui concerne la dette française et la dette austro-belge, et à la liquidation préalable du syndicat d'amortissement. Le terme de la liquidation devra être fixé au 30 septembre 1830.

Pour procéder à cette opération, des commissaires devraient être nommés, de part et d'autre; tous les documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission seraient communiqués. Ce serait seulement en cas de désaccord que les difficultés devraient être soumises à la commission d'arbitrage.

Cette commission pourrait être composée de trois membres, dont deux choisis par les parties, et un troisième à nommer, en cas de partage. La commission de liquidation se réunirait à Lille ou à Aix-la-Chapelle. Elle aurait à terminer son opération dans le délai de.....

La révision de la dette et la liquidation du syndicat étant terminées, on s'occuperait immédiatement des autres articles du traité définitif.

VII.

Protocole de la séance des Plénipotentiaires des cinq Puissances, réunis en conférence, à Londres le 6 *Décembre* 1838.

Les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie s'étant réunis en conférence, ont pris acte d'une Note, adressée, le 28 Novembre dernier, aux Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, par ceux d'Autriche et de Prusse, agissant de la part de la confédération germanique.

Les Plénipotentiaires des cinq cours, ayant aussi 1838
pris en considération l'état où se trouve la négociation confidentielle dont ils se sont occupés à la suite de l'ouverture adressée à la conférence par le Plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, le 14 Mars dernier, à l'effet d'arriver à une entente sur an arrangement définitif de l'affaire hollando-belge, acceptable pour les deux parties; il a été proposé de communiquer au gouvernement des Pays-Bas et à celui de la Belgique les articles ci-joints dans l'Annexe, rédigés dans le cours de cette négociation, comme renfermant des conditions justes et équitables, et dont il serait de la plus haute importance pour l'affermissement, de la tranquillité générale, d'effectuer, le plustôt possible, l'acceptation par les dits gouvernemens. Les projets également ci-joints dans l'Annexe de deux Notes destinées à être adressées dans cette vue aux Plénipotentiaires néerlandais et belge avec les projets annexés des traités à conclure, ont reçu l'approbation des Plénipotentiaires d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, tandis que le Plénipotentiaire de France a déclaré n'être pas autorisé à accéder aux termes et à l'esprit du présent Protocole et l'a pris *ad referendum.*

A la suite de cette déclaration les Plénipotentiaires des quatre autres cours ont invité le Plénipotentiaire de France à porter ce Protocole avec ses Annexes à la connaissance de sa cour, et ils ont exprimé la confiance que le cabinet français, toujours animé du désir de rester uni à ses Alliés, et de coopérer avec eux au maintien de la paix générale et des Traités qui en constituent la base, n'hésitera pas à adhérer à une marche conçue dans ce même but et dictée par une juste appréciation des circonstances, qui font regarder la prompte conclusion d'un arrangement final, dans l'affaire dont il s'agit, comme un objet d'un intérêt général et pressant.

1838

Annexes A.

Note à adresser de la part de la conference au Plénipotentiaire de la Belgique *).

A Son Excellence monsieur le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges.

Les soussignés, plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, en s'occupant, depuis plusieurs mois, par la voie d'une négociation confidentielle, des moyens de terminer le différend hollando-belge par un arrangement définitif, ont mûrement pesé les diverses réclamations élevées de la part de la Belgique contre la stricte application des dispositions du traité du 15 novembre 1831, qui a établi les conditions de la séparation entre la Hollande et la Belgique.

Il a été reconnu qu'une partie de ces réclamations est, en effet, de nature à motiver des changements dans les stipulations dudit traité, et ces stipulations ont été modifiées sur tous les points où des considérations d'équité ont paru justifier un pareil procédé.

Les soussignés présentent aujourd'hui le résultat de leurs travaux à l'acceptation de S. M. le roi des Belges, an ayant l'honneur d'adresser à S. E. M. Van de Weyer, plénipotentiaire de Sadite Majesté, les projets de traités ci-joints, savoir:

Un traité entre S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas, et

Un traité entre les cinq puissances et S. M. le roi des Belges, avec une annexe; et en le priant de porter ces pièces avec la présente note à la connaissance de son gouvernement.

Les soussignés se flattent que le cabinet de Bruxelles appréciera les motifs de justice comme les vues de conciliation et d'intérêt général qui ont dicté leurs propositions, et que son plénipotentiaire sera autorisé sans délai à signer les traités ci-dessus, aussitôt que la Hollande y aura accédé de son côté.

M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges trouvera ci-annexée une copie de la note que les soussignés adressent, sous la même date, au plénipotentiaire

*) Cette note fut expediée le 23 Janvier 1839.

e S. M. le roi des Pays-Bas, et où ils indiquent les 1838
onséquences d'un refus de la part du cabinet de La
aye, en supposant leurs propositions acceptées par la
elgique.

Si, au contraire, le cabinet de Bruxelles venait à
refuser auxdites propositions, tandis que la Hollande
aurait acceptées, il ne resterait aux cinq puissances,
présentées à la conférence, qu'à aviser aux moyens
donner suite aux titres que la Hollande aurait ainsi
quis à leur appui.

Après avoir rempli la tâche qui leur avait été im-
sée par leurs cours, les soussignés ont l'honneur de
nouveler à S. E. M. Van de Weyer, l'assurance de
ur haute considération.

igné:) Senfft. — H. Sébastiani. — Palmerston. —
Bulow. — Pozzo di Borgo.

B.

rojet de traité entre S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-
as, prenant en considération leurs traités conclus
ec LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi des Fran-
ais, le roi de la Grande-Bretagne, le roi de Prusse et
empereur de toutes les Russies, savoir: par S. M le
oi des Belges le 15 novembre 1831, et par S. M. le
oi des Pays-Bas en ce jour, ont nommé pour leurs
lénipotentiaires, savoir: etc., etc., lesquels, après avoir
hangé, etc., ont arrêté et signé ce qui suit:

Art. 1 — 24.

Art. 25. A la suite des stipulations du présent
raité il y aura paix et amitié entre S. M. le roi des
elges d'une part, et S. M. le roi des Pays-Bas de
autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats
t sujets respectifs.

Art. 26. Le présent traité sera ratifié et les rati-
cations seront échangées à Londres dans le délai de
ix semaines, ou plus tôt, si faire de peut.

Cet échange aura lieu en même temps que celui
es ratifications du traité conclu en ce jour entre S. M.
e roi des Belges et LL. MM. l'empereur d'Autriche, le
oi des Français, la reine de la Grande-Bretagne, le
oi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies.

1838 *Projet de traité entre les cinq puissances et S. M. le roi des Belges.*

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'empereur d'Autriche, S. M. le roi des Français, S. M. la reine de la Grande-Bretagne, S. M. le roi de Prusse, et S. M. l'empereur des toutes les Russies, prenant en considération, de même que S. M. le roi des Belges, leur traité conclu à Londres, le 15 novembre 1831, ainsi que les traités signés en ce jour entre LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi des Français, la reine de la Grande-Bretagne, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, d'une part, et S. M. le roi des Pays-Bas, de l'autre part, et entre S. M. le roi des Belges, et Sadite Majesté le roi des Pays-Bas, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: etc., lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, etc., ont arrêté et signé ce qui suit:

Art. 1. S. M. l'empereur d'Autriche, S. M. le roi des Français, S. M. la reine de la Grande-Bretagne, S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies déclarent que les articles ci-annexés, et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre S. M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leursdites MM.

Art. 2. Le traité du 15 novembre 1831 entre LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Français, la reine de la Grande-Bretagne, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, et S. M. le roi des Belges, est déclaré n'être point obligatoire pour les hautes parties contractantes.

Art. 3. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

Cet échange aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité entre la Belgique et la Hollande.

Texte des Articles 1—24.

Art. 1. Le territoire belge se composera des provinces de:

Brabant méridional, Liége, Namur, Hainaut, Flan- 1838
ccidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg,
qu'elles ont fait partie du royaume des Pays-Bas
itué en 1815, à l'exception des districts de la
nce de Limbourg désignés dans l'art. 4.

Le territoire belge comprendra, en outre, la par-
grand-duché du Luxembourg indiquée dans l'art. 2.

Art. 2. S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de
mbourg, consent à ce que, dans le grand-duché
uxembourg, les limites du territoire belge soient
qu'elles vont être décrites ci-dessous.

A partir de la frontière de France entre Rodange,
estera au grand-duché de Luxembourg, et Athus,
ppartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la
ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique
oute d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec
nlieue et la route d'Arlon à Bastogne, passera
Messancy, qui sera sur le territoire belge, et
ency, qui restera au grand-duché de Luxem-
g, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera
ment au grand-duché. De Steinfort cette ligne sera
ongée, dans la direction d'Eischen, de Hecbus,
sch, Oberpalen, Grende, Nothomb, Pareth et Perlé
u'à Martelange: Hecbus, Guirsch, Grende, Nothomb
areth devant appartenir à la Belgique; et Eischen,
rpalen, Perlé et Martelange au grand-duché. De
telange, ladite ligne descendra le cours de la Sure,
t le Thalweg servira de limite entre les deux Etats,
ue vis-à-vis Tintange, d'où elle sera prolongée aussi
ctement que possible vers la frontière actuelle de
ndissement de Diekirch, et passera entre Surret,
lange, Tarchamps, qu'elle laissera au grand-duché
uxembourg, et Honville, Livarchamps et Loutre-
ge qui feront partie du territoire belge; atteignant
ite aux environs de Doncols et de Sonlez, qui re-
nt au grand-duché, la frontière actuelle de l'arron-
ment de Diekirch, la ligne en question suivra la-
frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous
erritoires, villes, places et lieux situés à l'oust de
ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les
toires, villes, places et lieux situés à l'est de cette
e ligne, continueront d'appartenir au grand-duché
uxembourg.

1838 Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en conformant autant que possible à la description qui a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la c jointe, pour plus de clarté, au présent article, les c missaires démarcateurs dont il est fait mention d l'art. 6 auront égard aux localités, ainsi qu'aux con nances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. 3. Pour les cessions faites dans l'article p cédent, il sera assigné à S. M. le roi des Pays-B grand-duc de Luxembourg, une indemnité territori dans la province de Limbourg.

Art. 4. En exécution de la partie de l'art. 1er lative à la province de Limbourg, et par suite des c sions que S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc Luxembourg, fait dans l'art. 2, Sadite Majesté possède soit en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, pour être réunis à la Hollande, les territoires dont limites sont indiquées ci-dessous:

1° Sur la rive droite de la Meuse: aux ancien enclaves hollandaises, sur ladite rive dans la provi de Limbourg, seront joints les districts de cette mê province, sur cette même rive, qui n'appartenaient aux Etats-généraux en 1790, de façon que la partie la province actuelle du Limbourg, située sur la r droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ou la frontière du territoire prussien à l'est, la fronti actuelle de la province de Liége au midi, et la Guel hollandaise au nord, appartiendra désormais tout tière à S. M. le roi de Pays-Bas, soit en sa qualité grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunie à Hollande;

2° Sur la rive gauche de la Meuse: à partir point le plus méridional de la province hollandaise Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dess de Wessem, entre cet endroit et Stevensweert, au p où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, frontières des arrondissements actuels de Ruremond de Maestricht, de manière que Bergerot, Stampi Neer-Itteren, Ittervoord et Thorn, avec leurs banlie ainsi que tous les autres endroits situés au nord cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la p vince de Limbourg, sur la rive gauche de la Me

ndront à la Belgique, à l'exception de la ville 1838
stricht, laquelle, avec un rayon de territoire de
oises, à partir du glacis extérieur de la place
lite rive de ce fleuve, continuera d'être pos-
n toute souveraineté et propriété par S. M. le
Pays-Bas.

t. 5. S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de
ourg, s'entendra avec la confédération germa-
t les agnats de la maison de Nassau sur l'appli-
les stipulations renfermées dans les art. 3 et 4,
ie sur tous les arrangements que lesdits articles
ent rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-
nommés de la maison de Nassau, soit avec la
ration germanique.

yennant les arrangements territoriaux arrêtés
s, chacune des deux parties renonce réciproque-
our jamais, à toute prétention sur les territoires,
places et lieux situés dans les limites des posses-
e l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décri-
s les art. 1, 2 et 4.

sdites limites seront tracées conformément à ces
articles, par des commissaires démarcateurs bel-
ollandais qui se réuniront le plus tôt possible
ille de Maestricht.

. 7. La Belgique, dans les limites indiquées
. 1, 2 et 4 formera un Etat indépendant et per-
ment neutre.

e sera tenue d'observer cette même neutralité
tous les autres Etats.

. 8. L'écoulement des eaux des Flandres sera
itre la Hollande et la Belgique, d'après les sti-
s arrêtées à cet égard dans l'art. 6 du traité
conclu entre S. M. l'empereur d'Allemagne et
s-généraux, le 8 novembre 1785, et, conformé-
idit article, des commissaires nommés de part
re s'entendront sur l'application des dispositions
nsacre.

. 9. § 1er. Les dispositions des art. 108 jus-
17e inclusivement de l'acte général du congrès
ne, relatives à la libre navigation des fleuves
es navigables, seront appliquées aux fleuves et
navigables qui séparent ou traversent à la fois
oire belge et le territoire hollandais.

. En ce qui concerne spécialement la naviga-

1838 tion de l'Escaut et de ses embouchures, il est convenu que le pilotage et le balisage, ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune, et que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires nommés à cet effet de part et d'autre; des droits de pilotage modérés seront fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

En attendant et jusqu'à ce que ces droits soient arrêtés, il ne pourra être perçu des droits de pilotage plus élevés que ceux qui ont été établis par le tarif de 1829, pour les bouches de la Meuse, depuis la pleine mer jusqu'à Helvoet, et de Helvoet jusqu'à Rotterdam, en proportion des distances. Il sera au choix de tout navire se rendant de la pleine mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine mer par l'Escaut, de prendre tel pilote qu'il voudra, et il sera loisible d'après cela aux deux pays d'établir dans tout le cours de l'Escaut et à son embouchure les services de pilotage qui seront jugés nécessaires pour fournir les pilotes. Tout ce qui est relatif à ces établissements sera déterminé par le règlement à intervenir conformément au § 6 ci-après. Le service de ces établissements sera sous la surveillance commune mentionnée au commencement du présent paragraphe. Les deux gouvernements s'engagent à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures, et à y placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires, chacun pour sa partie du fleuve.

§ 3. Il sera perçu par le gouvernement des Pays-Bas, sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, un droit unique de fl. 1-50 par tonneau, savoir: fl. 1-12 pour les navires qui, arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuse; et de 0-38 par tonneau des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuse, descendront l'Escaut occidental, pour se rendre dans la pleine mer. Et afin que lesdits navires ne puissent être assujettis à aucune visite, ni à aucun retard ou entrave quelconque dans les rades hollandaises, soit en remontant l'Escaut de la pleine mer, soit en descendant l'Escaut pour se rendre en pleine mer, il est convenu que la perception du droit susmentionné aura lieu par les agents néerlandais à Anvers et à Terneuse. De même

es navires arrivant de la pleine mer pour se rendre à 1838
Anvers par l'Escaut occidental et venant d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, accompagnés d'un garde de santé, et de se rendre ainsi au lieu de leur destination. Les navires se rendant d'Anvers à Terneuse, et *vice versâ*, ou faisant dans le fleuve même le cabotage ou la pêche (ainsi que l'exercice de celle-ci sera réglé en conséquence du §. 6 ci-après), ne seront assujettis à aucun droit.

§ 4. La branche de l'Escaut, dite *l'Escaut oriental*, ne servant point, dans l'état actuel des localités, à la navigation de la pleine mer à Anvers et à Terneuse, et *vice versâ*, mais étant employée à la navigation entre Anvers et le Rhin, celle-ci ne pourra être grevée, dans tout son cours, de droits ou péages plus élevés que ceux qui sont perçus, d'après les tarifs de Mayence du 31 mars 1831, sur la navigation de Gorcum jusqu'à la pleine mer, en proportion des distances.

§ 5. Il est également convenu que la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, pour arriver d'Anvers au Rhin, et *vice versâ*, restera réciproquement libre, et qu'elle ne sera assujettie qu'à des péages modérés qui seront les mêmes pour le commerce des deux pays.

§ 6. Des commissaires se réuniront de part et d'autre à Anvers, dans le délai d'un mois, tant pour arrêter le montant définitif et permanent de ces péages, qu'afin de convenir d'un règlement général pour l'exécution des dispositions du présent article, et d'y comprendre l'exercice du droit de pêche et du commerce de pêcherie, dans toute l'étendue de l'Escaut, sur le pied d'une parfaite réciprocité et égalité en faveur des sujets des deux pays.

§ 7. En attendant, et jusqu'à ce que ledit règlement soit arrêté, la navigation de la Meuse et de ses embranchements restera libre au commerce des deux pays, qui adopteront provisoirement, à cet égard, les tarifs de la convention, signée le 31 mars 1831 à Mayence, pour la libre navigation du Rhin, ainsi que les autres dispositions de cette convention en autant qu'elles pourront s'appliquer à ladite rivière.

§ 8. Si des événements naturels ou des travaux d'art venaient, par la suite, à rendre impraticables les

1838 voies de navigation indiquées au présent artic
gouvernement des Pays-Bas assignera à la nav
belge d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes e
modes en remplacement desdites voies de nav
devenues impraticables.

Art. 10. L'usage des canaux qui traverser
fois les deux pays continuera d'être libre et c
à leurs habitants.

Il est entendu qu'ils en jouiront réciproq
et aux mêmes conditions; et que de part et d'
ne sera perçu, sur la navigation desdits canaux
des droits modérés.

Art. 11. Les communications commerciales
ville de Maestricht et par celle de Sittard reste
tièrement libres et ne pourront être entravées so
cun prétexte.

L'usage des routes qui, en traversant ces
villes, conduisent aux frontières de l'Allemagne, s
assujetti qu'au payement de droits de barrière n
pour l'entretien de ces routes, de telle sorte
commerce de transit n'y puisse éprouver aucun o
et que, moyennant les droits ci-dessus mentionn
routes soient entretenues en bon état et propres
liter ce commerce.

Art. 12. Dans le cas où il aurait été const
Belgique une nouvelle route, ou creusé un n
canal qui aboutirait à la Meuse, vis-à-vis le cant
landais de Sittard, alors il serait loisible à la B
de demander à la Hollande, qui ne s'y refuser
dans cette supposition, que ladite route ou ledi
fussent prolongés d'après le même plan, entiè
aux frais et dépens de la Belgique, par le can
Sittard, jusqu'aux frontières de l'Allemagne.

Cette route ou ce canal, qui ne pourraient
que de communication commerciale, seraient cor
aux choix de la Hollande, soit par des ingéni
ouvriers que la Belgique obtiendrait l'autorisation
ployer à cet effet dans le canton de Sittard, soit p
ingénieurs et ouvriers que la Hollande fournir
qui exécuteraient aux frais de la Belgique les t
convenus, le tout sans charge aucune pour la Ho
et sans préjudice de ses droits de souveraineté e
sur le territoire que traverseraient la route ou le
en question.

Les deux parties, fixeraient d'un commun accord, 1838
le montant et le mode de perception des droits et péages qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Art. 13. §. 1er. A partir du 1er janvier 1839, la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du royaume des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de cinq millions de florins des Pays-Bas de rente annuelle, dont les capitaux seront transférés du débet du grand-livre d'Amsterdam, et du débet du trésor général du royaume des Pays-Bas, sur le débet du grand-livre de la Belgique.

§ 2. Les capitaux transférés et les rentes inscrites sur le débet du grand-livre de la Belgique, par suite du paragraphe précédent, jusqu'à la concurrence de la somme totale de 5,000,000 fl. des Pays-Bas de rente annuelle, seront considérés comme faisant partie de la dette nationale belge, et la Belgique s'engage à n'admettre, ni pour le présent ni pour l'avenir, aucune distinction entre cette portion de sa dette publique provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale belge, déjà créée ou à créer.

§ 3. L'acquittement de la somme des rentes annuelles ci-dessus mentionnée de 5,000,000 fl. des Pays-Bas, aura lieu régulièrement de semestre en semestre, soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour le présent ni pour l'avenir.

§ 4. Moyennant la création de ladite somme de rentes annuelles de fl. 5,000,000, la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du royaume des Pays-Bas.

§ 5. Des commissaires nommés de part et d'autre se réuniront dans le délai de quinze jours en la ville d'Utrecht, afin de procéder au transport des capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du royaume des Pays-Bas, doivent passer à la charge de la Belgique jusqu'à la concurrence de fl. 5,000,000 de rentes annuelles. Ils procéderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans et documents quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

Art. 14. Le port d'Anvers, conformément aux stipulations de l'art. 15 du traité de Paris du 30 mai

lement affectés, seront compris dans lesdites cl
pour autant qu'ils ne sont pas encore rembours
sans que les remboursements déjà effectués pu
donner lieu à liquidation.

Art. 16. Les séquestres qui auraient été n
Belgique, pendant les troubles, pour cause pol
sur des biens et domaines patrimoniaux quelco
seront levés sans nul retard; et la jouissance des
et domaines susdits sera immédiatement rendue a
gitimes propriétaires.

Art. 17. Dans les deux pays dont la sépara
lieu en conséquence des présents articles, les hal
et propriétaires, s'ils veulent transférer leur do
d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer
dant deux ans de leurs propriétés, meubles ou i
bles, de quelque nature qu'elles soient, de les v
et d'emporter le produit de ces ventes, soit en
raire, soit en autres valeurs, sans empêchement
quittement de droits, autres que ceux qui sont auj
hui en vigueur dans les deux pays, pour les mut
et transferts.

Il est entendu que renonciation est faite, p
présent et pour l'avenir, à la perception de tout
d'aubaine et de détraction sur les personnes et s
biens des Hollandais en Belgique et des Belg

sujets de l'un ou de l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires ainsi qu'aux propriétés qui, en Hollande, dans le grand-duché de Luxembourg ou en Belgique, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne. 1838

Il est entendu que les productions minérales sont comprises dans les productions du sol mentionnées dans l'art. 20 du traité du 3 mai 1815 susallégué. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Hollande, le grand-duché de Luxembourg et la Belgique, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction, seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Art. 20. Personne, dans les pays qui changent de domination, ne pourra être recherché ni inquiété en aucune manière, pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux événements politiques.

Art. 21. Les pensions et traitements d'attente, de non-activité et de réforme, seront acquittés à l'avenir, de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils que militaires, qui y ont droit, conformément aux lois en vigueur avant le 1er novembre 1830.

Il est convenu que les pensions et traitements susdits des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui la Belgique, resteront à la charge du trésor belge, et les pensions et traitements des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui le royaume des Pays-Bas à celle du trésor néerlandais.

Art. 22. Toutes les réclamations des sujets belges sur des établissements particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination de fonds de legs et de la caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte dont il est question dans l'art. 13, et résolues d'après la teneur des règlements qui régissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnements fournis, ainsi que les versements faits par les comptables belges, les dépôts judiciaires et les consignations, seront également restitués aux titulaires sur la présentation de leurs titres.

Si, du chef des liquidations dites *françaises*, des sujets belges avaient encore à faire valoir des droits

1838 d'inscription, ces réclamations seront également examinées et liquidées par ladite commission.

Art. 23. Seront maintenus dans leur force et vigueur, les jugements rendus en matière civile et commerciale, les actes de l'état civil, et les actes passés devant le notaire ou autre officier public sous l'administration belge, dans les parties du Limbourg et du grand-duché de Luxembourg, dont S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, va être remis en possession.

Art. 24. Aussitôt après l'échange des ratifications du traité à intervenir entre les deux parties, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandants des troupes respectives pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux qui changent de domination.

Les autorités civiles y recevront aussi en même temps les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux aux commissaires qui seront désignés à cet effet de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de 15 jours, ou plus tôt, si faire se peut.

C.

Note des plénipotentiaires des cinq puissances à adresser a M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas *).

Les soussignés, plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont pris en mûre considération la communication qui leur a été adressée par M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas, le 14 mars dernier, et par laquelle Sadite Majesté s'est déclarée prête à faire signer par son plénipotentiaire les 24 articles arrêtés par la conférence le 24 octobre 1831.

Ils ont également donné leur attention aux dispositions manifestées par le cabinet de la Haye pour faciliter sur quelques points particuliers un arrangement conforme auxdits 24 articles, et, obligés d'avoir en même temps égard aux changements que le laps de sept années a produits dans les positions respectives,

*) Cette note fut également expédiée le 23 Janvier 1839.

ils ont employé leurs soins dans le cours d'une négo- 1838
ciation confidentielle prolongée, à s'entendre sur une proposition acceptable à faire aux deux parties, afin de terminer le différend hollando-belge par un traité définitif.

Parvenus au terme de leurs travaux, les soussignés sont aujourd'hui dans le cas d'en présenter le résultat à l'acceptation de S. M. le roi des Pays-Bas; et ils ont l'honneur d'adresser à cet effet à S. E. M. Dedel, son plénipotentiaire auprès de la conférence, les projets de traités ci-joints, savoir:

Un traité entre les cinq puissances et S. M. le roi des Pays-Bas, avec une annexe, et

Un traité entre S. M. le roi des Pays-Bas et S. M. le roi des Belges, en le priant de porter ces pièces avec la présente note à la connaissance de son gouvernement.

Les soussignés s'abstiennent d'entrer dans le détail des motifs qui les ont guidés à l'égard de quelques dispositions qui s'éloignent de celles des 24 articles. Ces motifs ne sauraient échapper dans leur ensemble à la pénétration du cabinet de La Haye, et les soussignés aiment à se flatter qu'en les pesant, S. M. le roi des Pays-Bas se trouvera porté à autoriser sans délai son plénipotentiaire à signer les traités ci-dessus, aussitôt que le gouvernement belge y aura accédé de son côté.

Les soussignés ont l'honneur de communiquer à M. le plénipotentiaire de S. M. le roi des Pays-Bas la copie ci-annexée de la note qu'ils adressent sous la même date au plénipotentiaire de S. M. le roi des Belges, et où S. E. trouvera indiquées les conséquences d'un refus de la part de la Belgique, en supposant les propositions acceptées par la Hollande.

Si, au contraire, le cabinet de La Haye venait à se refuser auxdites propositions, tandis que la Belgique les aurait acceptées, les cours des soussignés, tout en regrettant de n'avoir pu amener un arrangement définitif par les moyens de conciliation qu'elles ont employés, n'en continueraient pas moins à veiller en commun au maintien de la paix matérielle entre les deux parties.

Après avoir rempli la tâche qui leur avait été imposée par leurs cours, les soussignés ont l'honneur de renouveler à S. E. M. Dedel l'assurance de leur haute considération.

67.

Actes concernant le blocus de Buénos Ayres par la France. 1838. *Mars.*

(Nouv. Archives du Commerce. T. 1. 1838. p. 70).

Signification du blocus de Buénos-Ayres de la part de France au gouvernement argentin *).

A. S. E. le Ministre des affaires du gouvernement de Buénos-Ayres.

Le Contre-Amiral soussigné, commandant en chef les forces navales françaises en station au Brésil et dans les mers du Sud, a l'honneur d'informer M. le Ministre des affaires étrangères de la République Argentine, que le Consul de France à Buénos-Ayres ayant été obligé de se retirer à la suite des refus réitérés qui ont été fait à ses justes demandes, le port de Buénos-Ayres et tout le littoral du flemve appartenant à la république argentine sont en état de blocus rigoureux par les forces navales françaises, en conséquence des ordres du gouvernement du Roi des Français, et en attendant les mesures ultérieures qu'il jugera convenable de prendre. Ce blocus sera strictement exécuté tant que dureront les causes de mécontentement du gouvernement français.

Le Contre-Amiral adresse cet Avis à M. le Ministre des affaires étrangères pour qu'il soit par lui transmis au gouvernement de la république argentine.

Donné à bord de la corvette *l'Expéditive*, devant Buénos-Ayres, le 28 mars 1838.

Signé, Leblanc.

Notification du blocus de Buénos-Ayres a MM. les ministres et consuls étrangers.

Monsieur, le gouvernement argentin a, dans plusieurs circonstances, attenté aux droits de la France, à

*) Une notification analogue à été adressée le 20 Juin 1838, par le Ministre français des affaires étrangères, au corps diplomatique étranger à Paris, avec l'avis que le blocus avait été rendu effectif dès le 28 Mars 1838.

la sûreté des Français établis sur son territoire et à 1838
celle de leurs propriétés.

La France a fait adresser, par son représentant à Buénos-Ayres, de nombreuses réclamations qui, non-seulement ont été toutes repoussées, mais souvent l'ont été dans des termes aussi blessans qu'était injuste la conduite de l'administration argentine.

L'intérêt, la dignité de la France ne lui permettent pas de souffrir plus long-temps les actes de la malveillance du gouvernement argentin.

Après avoir épuisé sans succès, pour le ramener à des sentimens de justice que son propre intérêt lui commandait d'écouter, toutes les démarches qu'une sage modération peut concilier avec l'honneur national, la France doit employer d'autres mesures.

En conséquence, le contre-amiral, commandant en chef les forces navales françaises en station au Brésil et dans les mers du Sud, agissant d'après les ordres du gouvernement de S. M. le Roi des Français, a l'honneur de vous prévenir que le port de Buénos-Ayres et tout le littoral du fleuve appartenant à la république argentine sont en état de blocus rigoureux par les forces navales françaises. Ce blocus sera strictement exécuté tant que dureront les motifs qui ont déterminé le gouvernement français à l'établir.

Je vous prie donc, Monsieur, d'informer votre gouvernement de cette mesure, et de faire connaître, en même temps, qu'il serait pris, contre les bâtimens qui chercheraient à entrer dans les ports bloqués, après avoir reçu la signification du blocus par l'un des bâtimens de guerre français, les mesures de rigueur autorisées par les lois des nations.

Dans l'intérêt du commerce étranger, et pour atténuer autant que possible les inconvéniens dont il pourrait avoir à souffrir d'une mesure prise uniquement contre le gouvernement de Buénos-Ayres, les bâtimens de commerce actuellement dans les ports ou en rade de Buénos-Ayres conserveront la faculté d'en sortir jusqu'au 10 mai prochain, époque à laquelle l'interdiction sera générale, et s'étendra également aux bâtimens sortans ou entrans *).

*) Ce délai a été successivement étendu jusqu'au 20 mai et au 15 juin 1838.

1838 Donné à bord de la corvette *l'Expéditive*, devant Buénos-Ayres, le 28 mars 1838. Signé: LEBLANC.

68.

Convention de navigation entre la Hollande et la ville libre de Francfort.

(Journal de la Haye, 1838. Avril).

Arrêté du Roi des Pays-Bas, du 31 Mars 1838.

Les navires de la ville libre de Francfort, ainsi que leurs cargaisons, jouiront dans les ports hollandais des avantages stipulés par l'art. 7, lettre B, du Traité conclu, le 3 Juin 1837, entre les Pays-Bas et la Prusse.

69.

Décret du gouvernement de la République de Chili sur le blocus des Ports Péruviens. En date de Santjago, le 2 Avril 1838.

(Notifié au Consul-général de France au Chili, le 3 Avril 1838. Voy. Nouv. Archives du Commerce, Paris, 1838. Juillet).

Joachim Prieto, président de la république.

Le gouvernement chilien, désirant adoucir, autant que possible, les calamités de la guerre, s'était abstenu jusqu'à présent d'ordonner le blocus des ports occupés par l'usurpateur du Pérou, moyen aussi légitime de le combattre que facile à mettre à effet à raison de la supériorité des forces navales de la république.

L'usurpateur du Pérou a jugé convenable d'adopter une marche différente: il vient de rendre un décret par lequel il annonce qu'à partir du 18 août prochain le port de Valparaiso sera bloqué, pour toutes les nations de la terre, par les forces de la confédération Pérou-Bolivienne.

La défense de la république met le gouvernement 1838
Chili dans la nécessité de rétorquer les mesures ho-
les dont l'ennemi le menace.

En conséquence, j'ai résolu et je décrète ce qui suit:

Art. 1er. Le port de Callao et les ports adjacens Chorillos et d'Ancon devront être considérés, et se-nt effectivement bloqués par les navires de guerre du ili à partir du 18 avril présent mois.

2. Ce décret sera communiqué aux agens diploma-ues et consulaires de la république, près des nations ies, et à ceux desdites nations résidant sur le terri-re du Chili, pour l'information des cours respecti-s et du commerce en général; et il sera publié par voie de l'impression.

Donné au palais du gouvernement; scellé avec les mes de la république.

Santiago, le 2 avril 1838. Signé: J. Prieto.

Santiago, 11 avril 1838.

Le gouvernement arrête et décrète ce qui suit:

Art. 1er. Est prorogé jusqu'au 26 de ce mois le lai dans lequel les navires de guerre de l'escadre de-ont rendre effectif le blocus du port de Callao et ports voisins de Chorillos et d'Ancon, décrété par cret du 2 de ce mois.

2. Cette résolution sera communiquée à qui de oit, et publiée par la voie de l'impression.

Signé: Prieto.

ote circulaire du ministre des affaires étrangè-s de la république du Chili aux agens accrédités près du gouvernement chilien *).

J'ai l'honneur d'adresser à votre seigneurie copie message transmis aux Chambres législatives par le ésident de la république, le 21 du passé, ainsi que résolutions qu'elles ont adoptées d'après la proposi-n du président.

---

*) Nous donnons cette circulaire pour faire connaître les principes proclamés par le Chili en matière de blocus, mais nous avons eu soin d'indiquer dans des notes les points où ils s'écartent des principes suivis par les puissances maritimes de l'Europe et où ils ne seraient point par conséquent reconnus par les cabinets de celles-ci.

1838 Votre seigneurie connaît les événemens qui se
passés récemment au Pérou, ainsi que l'alarme q
ont répandue dans les Etats voisins; elle a vu, au
lieu de la paix, le territoire chilien envahi par
expédition péruvienne dans le but d'y répandre le
de la guerre civile; elle a vu le chef du gouverne
péruvien fouler aux pieds, dans la personne d'un
nistre public du Chili, les droits que les nations
plus barbares accordent aux envoyés de paix. Au
lieu de tant de provocations, qui toutes suffisaient p
autoriser le recours aux armes, votre seigneurie a
le gouvernement chilien rechercher un arrangen
pacifique par toutes les démarches qui pouvaient
concilier avec le danger de la patrie, doublement
nacée dans sa sûreté extérieure, et dans la conse
tion de l'ordre dans son intérieur. Votre seigne
sans aucun doute, rendra justice à la détermina
que le gouvernement du Chili a prise de rompre
relations avec celui du Pérou, de repousser pa
force des armes les insultes de l'ennemi, de venger
droits violés, et de pourvoir, par le seul moyen
était dans nos mains, au salut de la patrie. Il s
que l'intime conviction de la nécessité de cette me
qui ait pu décider le gouvernement à s'écarter d
marche pacifique qu'il a suivie jusqu'à ce jour; il
combien cette marche convient aux Etats qui, com
celui du Chili, commençant leur existence politi
doivent concentrer leur activité dans le développem
de leurs forces naissantes, et il s'empressera de la
vre de nouveau avec zèle et sollicitude dès que le
lut et l'honneur de la patrie le lui permettront.

Le gouvernement de la république désire sur
vivement de diminuer pour les autres nations les d
mages et inconvéniens qui sont liés à l'état de gue
il voudrait n'occasionner au commerce des nati
amies que les restrictions les plus faibles, concilia
avec la défense de droits précieux, sans la jouiss
desquels les Etats n'existent point, ou n'ont qu'
existence précaire et dégradée. Le gouvernement d
république croit avoir porté sur ce point son atten
à un degré dont il serait difficile de trouver un ex
ple dans l'histoire de la guerre, comme votre seig
rie le verra par la note ci-après des règlemens pres

la vice-amirauté de l'escadre chilienne, pour ce qui 1838
acerne les hostilités maritimes :

1° Les propriétés neutres seront respectées sous
t pavillon quelconque, et malgré le droit que le
ité du 16 mai 1832 avec les Etats-Unis d'Amérique
fère à la république du Chili, pour condamner
me bonne prise les propriétés américaines sous pa-
on ennemi, le commerce des Etats-Unis jouira sur
point des immunités accordées aux nations qui sui-
t une règle contraire.

2° Le pavillon neutre couvrira la propriété enne-
, et on observera cette règle même à l'égard des
ions qui, comme la Grande-Bretagne, ne reconnais-
t point ce principe.

3° Tout navire neutre pourra commercer librement,
port quelconque de la côte ennemie avec un port
lconque national ou ami, ou un port quelconque
la côte ennemie, ou d'un port quelconque de la
ennemie avec un port quelconque de la même côte.

4° On ne considérera comme contrebande de guerre
les objets qui sont compris dans l'énumération de
ticle 14 du traité entre cette république et les Etats-
is d'Amérique; les règles prescrites par les articles
et 16 du même traité s'étendront à tous les pavil-
neutres.

5° Lorsque le cas de la déclaration d'une place
d'un port, en état de blocus (qui devra toujours
effectif), se présentera, il en sera donné notifica-
spéciale à chaque navire neutre qui arrivera à la
de ladite place ou dudit port pour qu'il respecte
blocus; *et ce ne sera que dans le cas où ce na-
e n'obéirait point au signal d'appel* *) et persiste-
, malgré ce signal, à se diriger vers le port bloqué
manifestant l'intention de rompre le blocus après
notification spéciale, qu'il sera capturé pour être
idu d'une manière compétente par un tribunal de
ses. Toutefois la natification spéciale **) ne sera pas

---

*) Cette clause paraît beaucoup trop vague pour ne pas être sujette à des abus: les conséquences de son exécution ne peuvent être appréciées que d'après les circonstances.

**) Cette prétention est contraire aux principes suivis par la France; car il ne suffit pas d'une déclaration donnée dans un port qu'un autre port est bloqué pour constater le fait

1838 nécessaire à l'égard des navires qui l'auront re
forme dans un port chilien, c'est-à-dire qui la po
par écrit sur leurs papiers de mer. Les règles p
tes pour les cas de blocus par l'article 17 de
traité avec les Etats-Unis d'Amérique s'étendront
les pavillons neutres.

Le président espère qu'un système de tant d
dération à l'égard de l'ennemi, et de tant d'atte
pour les intérêts du commerce, sera reçu avec s
tion par les puissances neutres, et qu'on le reg
comme une démonstration sincère de l'extrême
gnance avec laquelle il a recours à la triste d
des armes pour le règlement des différends qu'il
le gouvernement d'une nation avec laquelle le
des relations naturelles et politiques si étroites.
pour la continuation indéfinie de ce système
et humain d'hostilités maritimes, le président croi
est nécessaire que les ennemis l'observent aussi d
côté, et il se flatte que les envoyés diplomatiq
les consuls étrangères feront usage de leur resp
influence pour que cela soit ainsi; dans le cas co
il se verrait forcé de suivre l'exemple de son
saire, augmentant les opérations hostiles jusqu'au
permis par les usages des nations civilisées et le
gations spéciales de l'Etat chilien *). Votre seig
reconnaîtra que sans cette réciprocité, les arm
Chili occuperaient dans cette lutte une très-dés
geuse position.

J'ai l'honneur d'être, etc. Diego Po

---

du blocus de celui-ci; il doit être loisible aux navir
tres d'aller s'en assurer. Toutefois, si le navire était p
un port bloqué avec un chargement de contrebande de
après que le blocus aurait été officiellement notifié,
poserait à la saisie, sans autre avertissement préalabl
que le commerce des objets de contrebande de gu
entièrement prohibé en temps de guerre, et que le
n'est après tout qu'un acte de guerre d'une nature is

*) Cette doctrine ne saurait être admise: car les dr
neutres ne sauraient être compromis par la conduite
vernement péruvien à l'égard du gouvernement du Ch

70.

lu 7 Avril 1838 *qui modifie le ta- les douanes en Belgique, avec un é royal de la même date qui établit diverses surtaxes.*

(Moniteur belge. 1838. Avril).

icle unique. Par modification au tarif actuellement en les droits d'entrée et de sortie sur les articles dédans le tarif qui suit sont établis ainsi qu'ils y sont indiqués.

ignation des objets.	Unité à laquelle s'applique la quotité du droit.	Droit en Francs.	
		Entrée.	Sortie.
eterie :			
, de coton, savoir :			
settes, bonnets, gants .	Par kilog.	4 "	1/2 p. 100.
n dénommés	"	1 50	1/2 p. 100.
de laine *)	"	2 75	1/2 p. 100.
de lin.	"	2 "	1/2 p. 100.
glisse, sans distinction de ine ni de qualité . . .	100 kilog.	" 60	" 30
ns distillées :			
lcooliques quelconques, non aux accises, contenant en ou en solution des subui en altèrent le degré **).	Le litre. . .	" 50	" 01
rée :			

oit ci-dessus, quant aux articles en laine, sera augmenté, à l'edes provenances de pays où il est accordé, sur les articles de e, des primes d'exportation, du montant de ces primes.

gouvernement prendra les mesures nécessaires pour régler et r la perception de cette augmentation à chaque bureau de douanes.

nportateur sera tenu de représenter au bureau d'entrée les doıs officiels du pays de provenance constatant la déclaration de eur sur laquelle ces primes auront été basées, et, indépendamdes conditions et pénalités établies par la loi en matière de es, l'importation pourra être interdite jusqu'à ce qu'il ait été it à cette formalité.

ont, entr'autres, les sirops, les gommes, les vernis, etc. Les ns spiritueuses soumises aux droits d'accises demeurent assujéıx droits de douanes actuellement existans.

Désignation des objets.	Unité à laquelle s'applique la quotité du droit.	Droit en Fra	
		Entre.	So
Racines de chicorée	100 kilog.	3 "	½ p
— — brûtées, préparées ou moulues	Idem. . .	5 "	"
Draps:			
Draps, casimirs et autres tissus similaires où la laine domine *). (A partir du 1er janvier 1839, la prohibition sera levée).	100 kilog.	250 "	"
Fils:			
Fils de coton retors à faire tulle du n° 140 métrique et au-dessus .	Par 100 kilog.	5 "	"
— de laine, écrus et non teints .	Idem. . .	45 "	"
— tors, dégraissés, blanchis ou teints.	Idem. . .	60 "	"
— de lin, écrus, à tisser	100 fr. de val.	" "	"
— — à dentelles, écrus et non tors, de toute provenance.	Idem. . .	" "	"
Fromages:			
Fromages de Limbourg.	100 kil. .	" "	"
Ouvrages de terre:			
Poterie commune de terre ou de grès de toute espèce **).	100 kil. .	3 "	½ p.
Faïences en terre commune ou en pâte colorée, non décorées. . .	"	8 "	"
— — décorées.	"	12 "	"

*) Le droit ci-dessus sera augmenté, à l'égard des provenances d où il est accordé, sur les articles de l'espèce, des primes d'e tion, du montant de ces primes.

Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour régler surer la perception de cette augmentation à chaque bureau de d

L'importateur sera tenu de représenter au bureau d'entrée cumens officiels du pays de provenance constatant la déclaratio valeur sur laquelle ces primes auront été basées, et, indép ment des conditions et pénalités établies par la loi en matière d nes, l'importation pourra être interdite jusqu'à ce qu'il ait ét fait à cette formalité.

**) Les boissons et liquides non spécialement tarifés en *cruches*, t les liquides spiritueux, le vinaigre, etc., ne sont pas soumi droit distinct pour les cruches, lorsque le droit dû sur le liqu lève à plus de 5 centimes par litre, et qu'elles en sont rem entier. Les eaux minérales ou tous autres liquides dont le d rait inférieur à cette proportion, seront assujéties à un droit pour les vaisseaux qui les contiennent, et, dans les cas de p tion, le liquide sera considéré comme compris dans la valeur rée de ces vases.

ignation des objets.	Unité à laquelle s'applique la quotité du droit.	Droit en Francs. Entrée	Sortie.
ı terre de pipe et en pâte blan-			
colorées, non décorées. .	100 kilog.	18 „	$\frac{1}{4}$ p. 100.
orées	„	27 „	$\frac{1}{2}$ p. 100.
ı blanches ou teintes . .	„	60 „	1 p. 100.
ou dorées	„	80 „	1 p. 100.
. . . . .	Valeur. . .	1 p. 100.	2 p. 100.
rres:			
our toiture, sans distinction			
. . . . .	1000 en nomb	5 „	„ 20
à écrire ou encadrées. (Com-			
erie).			
osition n'aura d'effet qu'à			
ı 1er janvier 1840) *).			
duits chimiques:			
glorique (acide muriatique).	100 kilog.	8 „	1 p. 100.
ue (acide vitriolique, huile			
l)	Idem. . .	15 „	1 p. 100.
(acide nitrique ou eauforte).	Idem. . .	40 „	1 p. 100.
duits chimiques non spécia-			
arifés	Valeur . .	5 p. 100.	1 p. 100.
somme égale à la prime ac-			
. la sortie dans le pays de			
ce).			
us, toiles et étoffes:			
coton écrus, unis et bro-			
. . . . .	Valeur . .	8 p. 100.	1 p. 100.
, idem	Idem. . .	12 p. 100.	1 p. 100.
dés	Idem. . .	15 p. 100.	1 p. 100.
)	Par kilog.	5 p. „	$\frac{1}{2}$ p. 100.
soie, de toute espèce, tels			
, taffetas velours de soie,			

ouvernement est autorisé à permettre le transit par la Meuse et Sambre, des ardoises de France aux mêmes droits auxquels ıvernement français admet le transit des ardoises belges par la r et par la Meuse.

oit sera perçu sur le poids brut diminué seulement de la tare accordée pour l'emballage extérieur de la marchandise, sans déduction pour les planches ou rouleaux à l'intérieur des colis lesquels les étoffes, rubans, etc., se trouveraient roulés. L'on ettra point en transit, soit à l'entrée, soit à l'entrepôt, soit à la , des tissus qui seraient trouvés contenir des rouleaux, planches res emballages intérieurs d'un poids supérieur à 2 p. 100 de les tissus. Dans ce cas, le droit d'entrée sera appliqué à toute tie déclarée, sans compensation des autres droits déjà acquittés e transit.

Désignation des objets.	Unité à laquelle s'applique la quotité du droit.	Droit en Francs. Entrée	Sortie.
rubans et autres (à l'exception des foulards écrus tarifés spécialement **).	Idem. . .	5 „	„ 40
Coutils	„	„ „	Libre.
Tissus et étoffes de laine:			
Tissus de laine ou de poils et étoffes où ces matières dominent, qui ne sont pas classés dans une des catégories énoncées ou qui ne sont dénommées spécialement au tarif.	100 kilog.	180 „	„ 10
Coatings, calmoucks, ulpagas, duffels, frises, castorines, serges, domets, baies, molletons, kerseys, couvertures et autres tissus de cette nature.	Idem. . .	125 „	„ 10
Verreries *):			
Glaces à miroir non étamées . .	Valeur. . .	10 p. 100.	½ p. 100.
— étamées	Idem. . .	12 p. 100.	½ p. 100.
Verrerie et cristallerie de toute sorte, taillée, gravée, dorée, colorée, ou avec application	100 kilog.	100 „	„ 50
— unie ou moulée	Idem. . .	40 „	„ 50
Verre à vitre.	Idem. . .	15 „	„ 50
Cloches à cylindre et bocaux . .	A la valeur.	20 p. 100.	½ p. 100.
Bouteilles ordinaires.	100 en nomb.	6 „	„ 10
Bouteilles d'une contenance de sept litres et au-dessus	La pièce. .	„ 60	„ 02
Fioles d'apothicaire, flacons d'eau de Cologne et autres de cette espèce	A la valeur.	10 p. 100.	½ p. 100.
Verres cassés ou grésil	L'hectolitre.	„ 10	Prohibé.
Lorsque les verreries et cristalleries forment comme partie principale un emsemble avec des objets d'une autre matière auxquels elles sont jointes ou adhérentes, elles paieront, au lieu du droit au poidsci-contre un droit à la valeur, savoir.	. . . .	10 p. 100.	½ p. 100.
(A partir du 1er janvier 1839, la prohibition sera levée).			
Vins:			
Vins, par mer et par terre, en cercles en futailles	L'hectolitre.	2 „	„ 10
Vins en bouteilles de 116 ou plus à l'hectolitre.	Les 100 bout.	12 „	„ 10

*) L'importation des verreries et cristaux de toute espèce est prohibée autrement que par parties séparées, selon la classification du tarif.

Arrêté royal du 7 avril qui établit diverses surtaxes. 1838

Vu la loi de ce jour, modifiant plusieurs articles du tarif des douanes et portant, en ce qui concerne:

„Les draps, casimirs et tissus similaires,

„La bonneterie de laine,

„Et les acides (produits chimiques)";

La disposition particulière:

1° Que le droit d'importation de ces articles, lorsqu'ils proviennent des primes d'exportation, sera augmenté du montant de ces primes; et

2° Que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour régler et assurer la perception de cette augmentation à chaque bureau de douanes;

Vu les renseignemens ci-après constatant le régime des primes de sortie accordées en France sur les articles de l'espèce, savoir:

La loi du 2 juillet 1836, n° 6385 (*Bulletin des lois*, n° 442), ainsi que l'ordonnance royale du 4 décembre 1836 (même Bulletin, n. 470), qui fixent les primes,

1° Pour les draps, casimirs et tissus similaires:

a. De laine pure à 9 p. c.	De la valeur de ces march. en fabrique et au comptant.
b. — mélangés de plus de moitié de laine à 6¾ p. c.	

2° Pour la bonneterie:

a. De laine pure à 100 fr.	Par 100 kilogrammes.
b. — mélangés de plus de moitié de laine, à 85 fr.	
c. De laine mélangés de moins de moitié de laine, à 25 fr.	

3° Pour l'acide sulfurique concentré au moins à 64 degrés de densité (Baumé), à 16 degrés centigrades de température à 50 c.;	Par 100 kilogrammes.
4° Pour l'acide nitrique concentré au moins à 34 degrés de même densité, 14 fr.	

Sur la proposition de notre ministre de l'intérieur et des affaires étrangères et de notre ministre des finances,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Art. 1er. Le montant de l'augmentation à ajouter aux droits d'importation sur les articles ci-après de provenance de France, est provisoirement fixé comme suit;

1° Draps, casimirs et tissus similaires.

1838 La prohibition encore existante à l'égard de cet article ne devant être levée qu'au 1er janvier 1839, nous nous réservons de déterminer, pour cette époque, le mode de perception de la prime prémentionnée.

2° Bonneterie de laine.

La perception de cette prime sera appliquée au poids, savoir:

a. Pour la bonneterie de laine pure, à	fr. 100	Par 100 kilogrammes.
b. Pour celle mélangée de plus de moitié de laine,	85	
c. Pour celle mélangée de moins de moitié de laine	25	

A cet effet, les importateurs seront tenus de mentionner spécialement dans leur déclaration le degré de mélange de la bonneterie des catégories *b* ou *c* qu'ils présenteront à la visite.

3° Acides (produits chimiques).

La perception de cette prime sera également appliquée au poids, savoir:

a. Acide sulfurique concentré à 64 degrés ou plus de densité (à 15 degrés centigrades de température),	fr. 0 50	Les 100 kilogrammes.
b. Acide nitrique concentré à 34 degrés ou plus de même densité,	1400	

2. Des dispositions analogues seront prises à l'égard de tous autres pays où l'on accorderait des primes à l'exportation des articles précités.

3. Notre ministre des finances, etc.

71.

Articles proposés pour la conclusion d'un Traité entre la Perse et Kohoundil Khan, Sirdar de Candahar, sous la garantie de l'ambassadeur de la Russie accrédité près la cour de Teheran, et ratifiés par le dit Sirdar . . . . Avril 1838.

Papers relating to Persia and Affghanistan. Lond. 1839. p. 85).

(Traduction authentique).

I, As Minister Plenipotentiary of the Russian Government at the Court of Persia, guarantee the fulfilment of the following conditions of Treaty between His Majesty Mahommed Shah, and the Sirdar of Kandahar.

Art. 1. The Principality of Herat to be bestowed by the Shah on the Rulers of Kandahar, as a reward for their faithful services performed to him since his accession to the throne of Persia.

Art. 2. The territories and tribes at present subject to the Sirdars of Kandahar to be preserved to them free of violence, injury, or confiscation.

Art. 3. The Persian Government in no way to malgamate with their own subjects, any of the Affghan Tribes, great or small, nor to employ them upon service unconnected with their own affairs, — and all business relative to the Affghan States to be submitted by the Persian Government to the Rulers of Kandahar.

Art. 4. The Prince Kamran and his Minister Yar Mahommed Khan to be excluded from all participation in the Councils of Persia.

Art. 5. Should any hostile movement be made against Kandahar by Shooja-ool-Molk, the English, or the Ameer of Cabool, aid to be afforded by the Shah to the Sirdars.

Art. 6. In the event of the sons or brothers of Kohundil Khan coming with an auxiliary force to the royal camp, no violence or injury to be in any way

1838 offered to the persons or property of them or their followers, and none of them to be detained as hostages, with the exception of a single son of Kohundil Khan's who will always remain in the service of the Shah.

Art. 7. A contingent of twelve thousand horse and twelve guns to be supplied by the Kandaharees to garrison Herat, receiving pay and rations from them, and to assist the Shah on occasion of service.

Art. 8. On the arrival of the Treaty duly ratified at Kandahar, Mahommed Omar Khan to be immediately despatched to the royal presence.

Art 9. After the presentation of this prince, the necessary money for the outfit of the horse and artillery to be made over by the Persian Government to the Sirdars of Kandahar; Sirdar Mehrdil Khan to be then sent with a thousand horse to the royal camp. This Prince being presented, and mutual confidence being established between the Shah and the Sirdars, no other demand to be made upon the Kandaharees by the Persian Government than that of military service.

Should Mahommed Shah fail to fulfil any of these several conditions, or depart in any way from the stipulations, I, as Minister Plenipotentiary of the Russian Government, becoming myself responsible, will oblige him in whatever way may be necessary, to act fully up to the terms and conditions of the Treaty.

This memorandum is framed as a draft of the proposed terms of Treaty.

72.

Stipulations proposées pour un Traité de paix entre la Perse et Kamran Mirza, Prince de Hérat sous la garantie de la Grande-Bretagne, et acceptée par le dernier . . . Avril 1838.

(Papers relating to Persia and Affghanistan. Lond. 1839. p. 94 et 95).

I. Hostilities and plunder shall cease, and the capture and selling of slaves shall entirely be put a stop to

II. The subjects and dependents of the Shah-in-Shah of Irân, shall in no way be annoyed, and no attempt shall be made to injure them, and no disturbance shall be created on the frontier of Khorassan. 1838

III. Every possible endeavour shall be used to prevent the Turcomans or others from plundering in the territory of the Shah-in-Shah of Irân, and in the event of these tribes offending, should the Shah-in-Shah of Irân desire to chastise and punish them, this Government shall furnish troops to the extent of its ability to co-operate with the troops of the Shah-in-Shah of Persia, for the chastisement of the above-mentioned tribes.

IV. Whatever number of slaves may be in bondage with the Affghans of Herat and its dependencies, all that are within reach, or that they may be able to restore, shall be restored.

V. Whatever persons of the Affghans may have joined the Shah-in-Shah of Irân, shall not in any way be molested or injured.

VI. Hereafter Prince Kamran shall not give himself the title of Shah, but shall content himself with that of Shahzadeh.

VII. Merchants from all parts who shall enter the territory of Herat and its dependencies, shall be in every respect protected, and shall not be molested in life or property.

VIII. The tribe of Hazareh shall not be restored, but this Government shall do all in its power to remove them to their former abodes in the Persian territory.

Demandes du Prince Kamran.

I. His Majesty the Shah-in-Shah of Irân shall treat Prince Kamran as one of his own brothers.

II. The Ministers of the Persian Government shall in no possible way interfere in the internal affairs of the dominions in possession of Prince Kamran; but these affairs shall be left under the entire control of the Ministers of the Government of Herat, that they may be able to fulfil their engagement.

III. Ghorian shall be given over to Sheer Mahommed Khan, and Sheer Mahommed Khan himself shall at all times remain with the Shah-in-Shah of Irân.

IV. The Shah-in-Shah of Irân shall not send troops

1838 to the territories in possession of Prince Kamran, and shall prohibit his governors and soldiers and subjects from plundering.

After the above terms have been agreed to and ratified and the Persian army has been removed from the immediate vicinity of Herat, Yar Mahommed Khan, Vizier of Herat, shall himself come to the persence of His Majesty the Shah-in-Shah of Iran, and shall present a Peesh-Kush to His Majesty.

His Excellency John Mc Neill, Esq. Her Britannic Majesty's Envoy extraordinary and Minister plenipotentiary at the court of Persia, engages that in the fulfilment or non-fulfilment of these stipulations the British Government shall act as judge; and in the event of either party failing to perform its engagements, it (the British Government) shall use its best endeavours to make such party fulfil the above stipulations.

73.

Notes échangées entre le cabinet Prussien et la cour de Rome.

(Diario di Roma. Aprile 1839.)

I.

Note du Chev. Bunsen, Envoyé de Prusse au Cardinal Secrétaire d'Etat du Pape à Rome, en date du 7 Avril 1838.

Les articles de presque tous les Journaux étrangers, et plusieurs lettres particulières dignes de foi, écrites sur les lieux, parlent d'une prétendue Circulaire de Monsieur l'Abbé Spinelli Chargé d'Affaires de la Nonciature de Bruxelles, adressée au Clergé du Diocèse de Cologne, et contenant des dispositions Pontificales relativement au Carême, et une protestation contre l'administration provisoirement établie du Chapître.

Le soussigné Envoyé Extraordinaire, et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse près le Saint Siège, se voit donc dans la nécessité d's'adresser à Son Eminence Rme Monseigneur le Cardinal Lambruschini,

Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, pour la prier de vou- 1838
loir bien le mettre en état de donner sans délai à la Cour Royale des explications rassurantes sur des publications, dans lesquelles on a sans doute abusé du Nom révéré de Sa Sainteté, mais qui cependant paraissent s'attacher en quelque manière à la personne de Monsieur l'Abbé Spinelli. La tendance de la publicité donnée à ces Actes par des feuilles Belges, devient encore plus manifeste par un prétendu Bref Pontifical, forgé dans les ateliers de Sittard et répandu en plusieurs centaines d'exemplaires dans le Diocèse: car ce prétendu Bref, qui déclare ce même Employé Pontifical Vicaire Apostolique du Diocèse, ne peut certainement pas avoir, même indirectement, sa source dans la personne de cet Ecclésiastique. Cependant il parait aussi évident, que ce faux impudent a été occasionné par les publications apparemment authentiques et prétendues officielles de Monsieur l'Abbé Spinelli. Le Soussigné repète, qu'il est convaincu d'avance que les explications, que Son Eminence Rme voudra lui donner à ce sujet, seront de nature à tranquilliser parfaitement le Gouvernement Royal, qui sans doute aura dû être très péniblement affecté par des incidens si désagréables, auxquels il ne pouvait nullement s'attendre.

Le retard imprévu de l'arrivée du Courrier, que le Soussigné attend depuis un mois de Berlin, parait en même temps prescrire au Soussigné de remettre à cette occasion à Son Eminence Révérendissime deux documens, qui regardent la position du Chapître et de son Vicaire vis-à-vis de Sa Sainteté; l'une du Doyen du Chapître datée du 5 Décembre de l'année passée, l'autre du Chapître entier en date du 19 du même mois.

Sans entrer dans la discussion du contenu, le devoir du Soussigné paraît être celui d'expliquer à Son Eminence Révérendissime, pourquoi ces documens n'ont pas été présentés plutôt au Saint Siège.

Le Soussigné reçut la première de ces lettres, celle du Doyen le 6 Janvier avec la notification officielle qu'il pourrait attendre sous peu l'arrivée de la lettre du Chapître destinée à donner directement part à Sa Sainteté de l'élection du Doyen et de ses motifs. Les égards dûs à Sa Sainteté paraissaient donc prescrire clairement de ne remettre la lettre du Doyen qu'avec celle du Chapître entier, au conteau de laquelle sa demande se

1838 rapportait, et qui devait servir de confirmation à l'assertion de l'élu. C'est ainsi que le Soussigné ne se trouva en règle pour une communication officielle que le jour de l'arrivée de la lettre du Chapître, c'est à dire le 25 Janvier.

Or le Bref adressé au Chapître de la part de Sa Sainteté avait été expédié en attendant par un Courrier, qui avait quitté Rome le 2 Janvier.

Le Bref imposait évidemment au Chapître le devoir de répondre au sujet des reproches, qui lui avaient été adressés. Il était possible que cette réponse modifiât la demande avancée dans les deux documens en question, et il était évident qu'elle devait influer sur la réponse, que le Saint Siège daignerait y donner.

En même temps Son Eminence Révérendissime avait, dans les Notes du 25 Décembre et du 2 Janvier, fait part au Soussigné des déclarations définitives de Sa Sainteté quant à l'affaire de Cologne, et ces déclarations avaient été expédiées à Berlin par le même Courrier.

La réponse de la Cour Royale à ces déclarations devant contenir la résolution définitive du Gouvernement, relativement à la question personnelle de l'Archevêque, cette décision devait naturellement ou rendre superflus des arrangemens provisoires, ou en démontrer la nécessité et en indiquer la nature. Ce furent ces deux reflexions, qui parurent à la fin de Janvier pouvoir autoriser le Soussigné, et devoir lui conseiller à ne pas remettre jusqu'à des ordres nouveaux les documens en question, écrits et expédiés sans la moindre connaissance des graves incidens arrivés depuis.

Il se décida définitivement à agir d'après cette considération, dans la supposition qu'une telle manière d'agir, loin de donner au Saint Siège un sujet de plainte ou de doléance, serait au contraire appréciée dans son véritable motif, comme calculée de Lui épargner des embarras et de diminuer les complications des circonstances.

Si le Courrier, qui doit apporter et la réponse du Chapître et celle du Gouvernement, n'est pas arrivé sitôt que le Soussigné pouvait l'espérer, il n'est pas difficile d'expliquer ce retard par les communications multipliées et compliquées, qui doivent précéder la ré-

lution définitive quant au point principal, dont la 1838
sition du Chapître ne saurait être que le corollaire.

Le soussigné cependant, même dans l'absence de uveaux ordres qu'à la fin même du mois de Janvier a demandés, ne peut pas hésiter maintenant de re-ttre à Son Eminence Révérendissime les deux docu-ns en question, parcequ'il s'agit dans ce moment de re constater au Saint Siège la position, prise et par Chapître entier et par son administrateur dès le com-mencement.

Ces simples faits paraissent au Soussigné devoir pondre d'une manière satisfaisante aux observations, i se trouvent énoncées à ce sujet à la fin de l'Ex-sé officiel de la Cour de Rome sur l'affaire de Co-gne, et le Soussigné profite de cette occasion pour clarer à Son Eminence Révérendissime, qu'ayant eu onneur de recevoir cet Exposé le 6 du mois dernier ec une Note circulaire, il croit devoir le considérer mme la réponse indirecte à l'office du 20 Décembre, compagnant l'envoi officiel du memoire du 25 No-mbre, dont jusqu'ici il n'a pas reçu l'accuse de ré-ption.

Le Soussigné profite de cette occasion pour renou-ler a Son Eminence Révérendissime l'hommage re-ectueux de sa plus haute considération.

(Signé) Bunsen.

II.

isposta del Cardinale Segretario di Stato al inistro di Prussia in data 8 *Aprile* 1838.

Il Cardinal Segretario di Stato è premuroso di ri-ondere senza indugio alla Nota, che Vostra Eccellenza ha diretta in data dei 7 del corrente mese.

Non è che dai pubblici fogli, che il Cardinale scri-nte ha avuto notizia del tenore dell' atto che viene tribuito all' Abb. Spinelli: prima però di ricevere la ota di Vostra Eccellenza, già era stato sollecito di rivere al medesimo, accio gli desse contezza di quanto avuto luogo su questo particolare.

Intanto il Cardinal Segretario di Stato farà cono-ere a Vostra Eccellenza quello che è fatto della S. de; d'onde Ella rileverà ciò, che non può essere tribuito alla medesima.

L'Abb. Spinelli aveva significato al Cardinale scri-

1838 vente, avergli un individuo della Diocesi di Colonia fatto conoscere per lettera, trovarsi i Cattolici di detta Diocesi in grave agitazione di coscienza a motivo della Dispensa della Quaresima, non sapendo se potessero o no far uso di cibi di grasso.

La S. Sede non aveva conosciuto officialmente, se non l'arresto e la deportazione dell' Arcivescovo di Colonia, e non aveva ricevuto altra comunicazione dal Capitolo di Colonia, che quella contenuta nella lettera diretta al S. Padre li 22 Novembre scorso. Vostra Eccellenza ben lo sà, poichè non è che colla Nota dei 7 del corrente, ch' Ella ha fatto giungere al Cardinal Segretario di Stato le due lettere dirette al S. Padre; l'una, come Vostra Eccellenza accenna, dal Decano Capitolare di Colonia del 5 Decembre scorso; l'altra dal Capitolo stesso, com' Ella indica, dei 19 di detto mese.

In così tristo stato di cose il Santo Padre, affine di provvedere al bene spirituale di quei fedeli, e di tranquillizzar le loro coscienze, in conformità del sagro dovere impostogli dal suo Apostolato, fece rispondere all' Abb. Spinelli, che si degnava concedere per la suddetta Diocesi quella stessa Dispensa, che l'Arcivescovo aveva accordato l' anno scorso in virtù delle facoltà delegategli dalla Santa Sede; acciò lo Spinelli facesse noto questo stesso colla dovuta prudenza e riserva alla persona, che gli aveva espresso le succennate inquietezze di coscienza, o ad altri che si trovassero in pari agitazione. Intanto poi questa risposta, ad un dubbio sol di coscienza, fu inviata per mezzo dell' Abb. Spinelli, in quanto che la persona agitata si era servita del medesimo per provocarla. Quant' altro sia seguito su quest' oggetto non deve essere riguardato come fatto della S. Sede. Nell' accennata misura poi adottata dal Santo Padre ognuno ravviserà l'adempimento di un sagro dovere, al quale Sua Santità si trovava astretta dalla stessa condotta, che il Governo Prussiano ha seguito contro il legittimo Pastore di quella Diocesi.

Il Cardinal Segretario di Stato dichiara poi, essere una mera invenzione quanto sia stato annunziato intorno all'esistenza di un Breve, con cui lo Spinelli venga nominato Vicario Apostolico della Diocesi di Colonia.

Dati questi chiarimenti intorno all' incidente di cui finor si è parlato, il Cardinal Segretario di Stato si

recherà a dovere di rassegnare quanto prima al S. Pa- 1838
dre le lettere che Vostra Eccellenza gli ha compiegate, ed attenderà gli ordini che Sua Santità sia per dargli in proposito.

Intanto coglie questo incontro per rinnovare a Vostra Eccellenza le assicurazioni della sua distinta considerazione.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

III.

Seconde note du Chev. Bunsen adressée au Cardinal Lambruschini, en date du 10 *Avril.* 1838.

Le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse a eu l'honneur de recevoir hier au soir la communication, que Son Eminence Rme Monseigneur le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, a bien voulu lui faire en réponse à l'office d'avant-hier.

Il lui paraît en résulter clairement, que la seule source authentique de ce qui a été publié sous le nom de Mr. l'Abbé Spinelli, ou en conséquence de communications non autorisées, ou malentendues de sa part, a été une décision Pontificale quant à un cas individuel et de conscience; donc le contraire absolu de ce que des hommes malveillans ont voulu faire croire au monde, à la consternation de tous les hommes de bien, c'est à dire le contraire d'un acte d'administration du Diocèse et d'ordres délégués à ce sujet.

Le Soussigné s'estime d'autant plus heureux de voir ainsi pleinement confirmer les suppositions exprimées dans l'office d'avant-hier, que les feuilles d'hier, ont donné un prétendu document, qui porte le haut Nom de Son Eminence Rme, et qui par son contenu et la rédaction latine doit paraître au public plus même qu'un document diplomatique; c'est a dire une disposition Pontificale d'administration.

Le Soussigné est trop convaincu de ce que, vu ces circonstances, Son Eminence Rme, dans le sentiment de sa haute dignité, autant que dans celle de la justice, aura déjà reconnu avec lui la nécessité urgente de ce qu'un démenti public et solemnel soit donné à de tels actes d'impudent abus du Nom révéré du premier Ministre de Sa Sainteté; pour qu'il croie avoir

1838 besoin d'appeler l'attention de Son Eminence Rme sur ce point.

. . . . . .

. . . . . .

Le Soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Eminence Rme l'hommage respectueux de sa plus haute considération.

(Signé) Bunsen.

IV.

Risposta del Cardinale Lambruschini in data dello stesso giorno 10 *Aprile* 1838.

Il Cardinal Segretario di Stato si reca a premura di riscontrare la Nota di Vostra Eccellenza in data di questo giorno, colla quale Ella vuol far sentire la necessità che sia smentito un preteso documento, che da lei viene indicato essere stato nei pubblici fogli inserito sotto il nome del Cardinal sottoscritto, e = *come una disposizione Pontificia di amministrazione* =.

Il Cardinal Segretario di Stato non si occupa per massima di quello che sia detto o pubblicato dai Giornali, poichè reputa esser ciò al di sotto della sua stessa dignità. Di ciò avrà Ella una prova nel riflettere, che il Cardinale scrivente non si è mai rivolto a Vostra Eccellenza per domandare, che fossero smentite delle pubblicazioni fatte sull' affar di Colonia da molti Giornali, e da quelli stessi che si stampano in Prussia, su cose che interessavano gravemente la S. Sede.

Del resto il Cardinal Segretario di Stato già significò a Vostra Eccellenza nella Nota di jeri, ch'esso ignorava il tenore dell' atto, o degli atti che abbia potuto emettere l'Abbate Spinelli. D'altronde non può fin quì indursi a supporre, che lo Spinelli abbia concorso a pubblicare con evidente alterazione la risposta, che egli ha ricevuta alla domanda di chi bramava tranquillizzare la propria coscienza. Il Cardinal sottoscritto attenderà dunque, che l'Abbate Spinelli corrispondendo agli ordini, che gli sono stati dati, gli dia conoscenza di quanto egli abbia fatto, a fin di poterne giudicare.

. . . . . .

. . . . . .

Il Cardinale scrivente rinnova in questo incontro

ra Eccellenza leassicurazioni della sua distinta 1838
razione.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

V.

ème note odressée par le Chev. Bunsen rdinal Lambruschini, en date de 24 Avril 1838.

soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre tentiaire de S. M. le Roi de Prusse près le S. 'a pas manqué de soumettre à son Gouverne- ı Note, que Son Eminence Rme Monseigneur le il Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sain- ni a fait l'honneur de lui adresser sous la date Décembre de l'année passée, relativement à l'af- e Monseigneur l'Archêveque de Cologne, ainsi avait annoncé à Son Eminence Rme dans sa ré- préalable du 29 Décembre de la même année.

Gouvernement du Roi a donné son approba- l'esprit de paix et de conciliation, qui a dirigé miers pas du Soussigné dans la reprise de ses s officiels avec le S. Siège. Mais comme il a en même temps, que les déclarations et les pro- ıs, que le Soussigné, guidé par ces mêmes sen- , avait faites au S. Siège, en allant même au s limites qui lui étaient tracées pas ses instruc- n'avaient pas trouvé un accueil, autre que celui es Notes de Son Eminence Rme du 25 Décem- du 2 Janvier font foi, la demande exprimée es Notes ne peut dans aucun cas être admise Gouvernement Prussien comme base des négo- ı ultérieures. Le retablissement de l'Archevêque ogne dans son Diocèse, est et reste impossible s conjonctures actuelles, comme les motifs, qui cé le Gouvernement à éloigner ce Prélat, subsi- ncore dans ce moment et s'opposent à ce que ire soit changée.

s déclarations et les propositions contenues dans confidentielle du 17 Décembre ont donc cessé sister par le fait des Notes de son Eminence u 25 Décembre et du 2 Janvier, et doivent être rées comme non avenues. En faisant aujourd'hui

1838 cette déclaration en tant qu' elle n'a pas été faite déjà dans la réponse préalable du 29 Décembre, le Soussigné doit en même temps appeler au nom de son Gouvernement l'attention de la Cour de Rome sur la nécessité d'adopter l'impossibilité d'une réintégration de Monseigneur l'Archevêque de Cologne pour point de départ, lorsqu'Elle voudra s'occuper des mesures, que dans l'état actuel des choses Elle jugerait nécessaires pour le bien de l'Eglise; mesures, auxquelles le Gouvernement du Roi sera toujours disposé a concourir franchement, en autant qu'elles auront pour but le rétablissement durable de la bonne harmonie entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel.

Si la présente déclaration a été retardée jusqu'à ce jour, ce n'est pas que le Gouvernement du Roi ait été un seul moment dans le doute sur la détermination qu'il avait à prendre; mais c'est parcequ'il a cru qu'elle ne serait pas sans utilité, et pourrait même être agréable à la Cour de Rome, si Elle avait le temps de se procurer une connaissance exacte de l'état de la question, et de peser dans sa sagesse, mûrement et avec calme, tout ce qui peut mériter d'être pris en considération avant qu'Elle prenne des déterminations ultérieures.

Le Soussigné profite de cette occasion pour renouveler à Son Eminence Rme l'expression de sa considération la plus respectueuse.

(Signé) Bunsen.

VI.

Note de M. de Buch, Envoyé de Prusse au Cardinal Lambruschini, en date du 28 Avril 1838.

Le Chapître Métropolitain de Cologne, réuni sous Vicaire qu'il a élu, ayant cru devoir adresser à Sa Sainteté un très humble rapport pour s'expliquer sur les assertions contenues dans la lettre, que Monsr l'Abbé Spinelli, Chargé d'Affaires de la Nonciature à Bruxelles, a écrite au Clergé du Diocèse de Cologne, le Soussigné Chargé d'affaires de S. M. le Roi de Prusse a l'honneur de transmettre ci-joint ce rapport à Son Eminence Rme Monseigneur le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, en la suppliant de faire parvenir cette pièce à sa haute destination.

En s'acquittant ainsi des ordres reçus de sa Cour

…it également, en conformité de ces mêmes direc- 1838
…, avoir l'honneur de faire remarquer, que le Cha-
…, *observant consciencieusement les lois du pays,*
…ours à l'entremise du Gouvernement du Roi pour
… parvenir son rapport précité à la Cour Pontificale.
…même le Chapître ne peut, et ne doit accepter une
…se, qu'il puisse regarder come telle, qu'en tant
…lui aura été transmise par la même voie. D'ail-
…, comme Son Eminence Rme avec son équité ac-
…née voudra bien le reconnaître, le Gouvernement
…i est trop intéressé lui-même, par rapport au
…ien de l'ordre public dans les Provinces Rhénanes,
…réponse qu'il plaira au Saint Siège de faire à la
…ettre du Chapître, pour qu'il ne soit de son de-
…de veiller attentivement à ce que la voie légale
…pour les communications entre la Cour de Rome
… Diocèses de la Prusse soit strictement suivie.

C'est avec un vrai empressement que le Soussigné
…cette occasion pour renouveler à Son Eminence
…endissime les hommages de sa respectueuse consi-
…ion.

(Signé) B. DE BUCH.

VII.

…nde Note de M. de Buch, Envoyé de Prusse Cardinal Lambruschini, en date de 29 Avril 1838.

La démarche faite auprès du Clergé du Diocèse
…ologne par Monsieur l'Abbé Spinelli, Chargé d'af-
… de la Nonciature à Bruxelles, a été, comme Son
…ence Rme Monseigneur le Cardinal Lambruschini
…taire d'Etat de Sa Sainteté voudra bien se le rap-
…, récemment l'objet d'une correspondance entre
…et l'Envoyé de S. M. le Roi de Prusse près le
… Siège. Aujourd'hui le soussigné Chargé d'Affaires
…oi vient de recevoir des renseignemens officiels
…tte même affaire, desquels il résulte qu'une lettre
…ée en date du 12 Mars par Monsieur l'Abbé Spi-
…au Clergé du Diocèse précité, est parvenue dans
…rant du mois passé à la connaissance des Autori-
…yales d'Aix-la-Chapelle. Dans cette lettre, dont
…ssigné a l'honneur de joindre ci-près une copie,
… Abbé, en se prévalant d'un Mandat spécial de

1838 Sa Sainteté, désigne l'administration du Diocèse de C
logne par Monsieur Hüsgen, Doyen et Vicaire élu
Chapître de cette ville, comme étant contraire aux l
canoniques, et déclare que la dispense publiée par
Vicaire à l'occasion du dernier Carême doit être
gardée comme nulle. Il y invite aussi celui, à
cette lettre est spécialement adressée, d'en faire con
tre le contenu à ses Confrères, en lui recomman
toutefois d'user dans ces communications de toute
précautions possibles. Il ne put manquer d'arriver,
cette lettre ne fût multipliée en peu de tems, et
par le moyen de la presse, en beaucoup d'exemplai
et qu'elle ne passât dans les feuilles publiques. Il impor
tait par conséquent d'en constater l'authenticité. Le
Chargé d'affaires de Prusse à Bruxelles, ayant reçu cette
commission, s'adressa à cet effet à Monsieur Spinelli, qui
n'hésita point de se déclarer l'auteur du dit écrit.

Le Gouvernement du Roi a été, comme de raison,
au plus haut degré indigné de ce procédé de Monsieur
Spinelli, dans lequel il n'a pu voir qu'une tentative de
troubler l'ordre provisoire établi dans le Diocèse de
Cologne et de compromettre le repos de toute la pro-
vince; intention, dont l'Auteur de la lettre se rend
d'autant plus suspect, qu'il appert par le passage final
de cette pièce, qu'il tâche de dérober sa démarche illé-
gale à la connaissance des autorités et de tromper leur
vigilance. Pour empêcher que de pareilles tentatives
qui ne pourraient être considerées et traitées que comme
des provocations à la désobéissance envers le Souverain
et les loix du pays, ne se réitérassent, le Gouverne-
ment Royal n'a pas tardé de prendre les mesures les
plus sévères non seulement contre les auteurs de mal-
nées de cette espèce, mais aussi contre tous ceux, qui
d'une manière ou de l'autre séconderaient leurs projets
hostiles et déstructifs.

Le soussigné en s'acquittant par la présente com-
munication des ordres de sa Cour, s'empresse d'ajouter
que d'après les bienveillantes explications, que dans la
Note du 8 et du 10 de ce mois Son Eminence Rme a
bien voulu donner à la Mission du Roi, et que celle-
ci n'a pas manqué de transmettre à son Gouvernement,
il ne peut conserver aucun doute, que la Cour Ponti-
ficale ne renie et ne désapprouve hautement la con-
duite, que Monsieur l'Abbé Spinelli a tenue dans cette

on. De plus, il aime à croire que le Saint Siège 1838
a bien aussi de son côté concourir par l'emploi
oyens les plus efficaces à prévenir le renouvelle-
d'incidens aussi facheux, et enjoindre à cet effet
Agens diplomatiques à l'étranger les ordres les
xplicites.

'est en s'abandonnant à cet espoir qu'il saisit
ɔccasion pour avoir l'honneur de renouveler à
minence Rme l'hommage respectueux de sa plus
considération.

(Signé) B. DE BUCH.

Annexe à la note précédente.

um ad aures pervenerit Sanctissimi D. N. Gre-
apae XVI, Dominum Hüsgen contra Sacrorum
um statuta a Capitulo Cathedralis Ecclesiae Colo-
, post injustam legitimi Archiepiscopi expulsionem,
n administratorem istius Archidioecesis fuisse;
e hunc, nulla auctoritate apostolica fulcitum, eas-
unctiones adhuc exercere, insuper dispensationes
e ejusmodi impertiri tamquam a Reverendissimo
piscopo subdelegatum (quod nullo modo constat)
us palam sit; Sanctitas Sua de hisce rebus vehe-
r dolens, volensque, quantum fieri potest, bono
rum ejusmodi Dioecesis providere, mihi speciali-
ndavit, ut tibi ceterisque curam animarum ge-
us significarem quae sequuntur.

ummus Pontifex pro nullo reputans indultum pro
nti Quadragesima a Domino Hüsgen emissum, be-
indulget, ut fideles tibi commissi uti possint, du-
praesenti tempore quadragesimali, iisdem faculta-
seu dispensationibus, quas anno praeterito Rmus
ius Archiepiscopus a Sede Apostolica sibi delegatas
serat. Hanc benignam voluntatem Summi Ponti-
bi patefaciens, oro, ut eam quamprimum ceteris
ɔnfratribus ore saltem, si scripto non licet, adhi-
dhuc omnibus cautelis, notam facere velis.

ruxellis hac die 12 Martii 1838.

) (Sign.) ALOYSIUS SPINELLI Nunciaturae Apo-
stolicae Negotiorum Gestor.

ed in cui era espressa la determinazione di S
Prussiana di non permettere, nelle circostanz
il ritorno di Monsig. Arcivescovo di Colonia
Diocesi.

Vivissima è stata l'afflizione del Santo P
apprendere siffatta determinazione, e la sorpre
Santità è stata tanto più grave, quanto mag
la fiducia che aveva riposta sul diritto, su
fondati i suoi giusti reclami, espressi nelle
Cardinal Segretario di Stato dei 25 Decembre
naio scorso, non meno che sulla giustizia di Su

Il Santo Padre, lungi dall' ammettere
modo l'accennata determinazione del Governo I
ha incaricato anzi il Cardinal Segretario di
reclamare di bel nuovo formalmente contro
nuazione della detenzione di Monsig. Arcive
Colonia, e di domandare nuovamente il di l
ritorno alla libera amministrazione della sua D

Come Sua Santità non può mai supporre,
il regime di un giusto Monarca si tenga a forza
covo lontano dalla sua Diocesi e privato dell
bertà per il motivo di aver seguito religiosamen
tami di sua coscienza, e di essersi mostrato
Pastoral suo Ministero; così il Santo Padre
trire fondata fiducia, che Sua Maestà Prussiana

non può non isperare che sia per seguir quanto 1838
ia.

Il Cardinal Segretario di Stato Le invia copia della ra Pontificia, nella sola vista che la medesima serva isposta alla di Lei Nota del 29 Aprile scorso in- o al fatto dell Abbate Spinelli.

Nel pregare V. S. Illma a far giungere la lettera letta, non che l'altra diretta al Sig. Dottor Hüsgen, oro rispettivo indirizzo, e riservandosi di dare ap- ta risposta all' altra di Lei Nota del 28 Aprile, il linal Segretario di Stato Le rinnova le assicurazioni a sua distinta stima.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

IX.

ta del Cardinal Segretario di Stato al detto Incaricato in data 15 *Giugno* 1838.

Nella Nota dei 12 dello scorso mese il Cardinal retario di Stato si riservò espressamente di dare loga risposta a quella, che V. S. Illustrissima gli esse in data dei 28 Aprile. A questo suo debito i or soddisfa in conformità degli ordini che ne ha avuti dal S. Padre.

Sua Santità ha rinvenuto nella Nota suddetta nuovi tivi di sorpresa e di afflizione nel conoscere le pre- e del Governo Prussiano di non ammettere altre unicazioni tra la S. Sede ed il Capitolo di Colonia, non quelle che fossero praticate per la via del Go- no medesimo.

Il Santo Padre non solo non può ammettere in do alcuno siffatte pretese, ma anzi a difesa della sa- libertà della Chiesa, e degl' inviolabili diritti del tificio Primato, ha comandato al Cardinale scrivente reclamare formalmente contro un principio del tutto ovevole, con cui si vorrebbe impedire la libera co- nicazione del Capo della Chiesa con i membri della lesima in quello che concerne la direzione e regime ituale dei fedeli.

La Chiesa Cattolica, in forza della inviolabile Co- zione ricevuta dal suo divino Autore, è e deve tenersi sempre *una*; tanto che *una sola* dev'essere ua dottrina, *uno solo* il suo governo. Perciò Gesù to nella persona di S. Pietro e de' suoi legittimi Suc-

1838 cessori le diede un Capo Supremo e Visibile che ne fosse centro, ed il cui Primato non di onore solo, ma ben anche di giurisdizione, si estendesse non meno all' insegnamento, che al governo di tutti i fedeli. Ora come manterrebbesi questa essenziale unità nella Cattolica Chiesa, se nell' ordine spirituale ed ecclesiastico libera non fosse la comunicazione del Capo colle membra, di queste con quello? Il non voler questa comunicazione tra i fedeli ed il Romano Pontefice, Successore ed Erede delle prerogative conferite da Gesù Cristo a S. Pietro, sarebbe lo stesso che non volere che la Chiesa Cattolica conservi ed eserciti quella unità, che fin dal suo nascere le impresse Cristo medesimo, qual essenziale condizione della sua esistenza, e come carattere tutto proprio di lei, che distinguere la facesse da qualsivoglia umana società. Il pretender poi che la comunicazione tra i fedeli ed il Pastore Supremo debba esercitarsi per il canale del Secolare Governo, sarebbe lo stesso che volerla spogliare nella sua spirituale azione di quella libertà, che Gesù Cristo le ottenne col prezzo del Divino suo Sangue, lo stesso che riguardarla siccome una schiava nello Stato.

Il Santo Padre pertanto, cui incombe il sacro e rigoroso dovere di coscienza di conservare intatta la forma, e di difendere le imprescrittibili prerogative della Chiesa di Gesù Cristo, della quale è Capo Supremo, si trova nella necessità di reclamare, ed ha ingiunto al sottoscritto Cardinale di protestare altamente contro l'inammissibile principio, che V. S. Illma ha enunciato nella Nota suddetta, non meno che contro qualunque misura che fosse adottata dal Governo Prussiano per mandarlo ad effetto. A dir vero, se queste massime tanto antiche, quanto è antica la Chiesa, debbono da tutti rispettarsi, non si saprebbe intendere come non debba rispettarle il Monarca Prussiano, che ha promesso solennemente di mantenere l'esistenza, e l'integrità della Chiesa Cattolica ne'suoi dominii. Sua Santità è pertanto in diritto di attendere, che Sua Maestà il Re di Prussia, conosciuta la natura degli espressi reclami, sarà premuroso di deferire ai medesimi, e di togliere qualunque ostacolo alla libera comunicazione del Clero e dei Cattolici Prussiani colla S. Sede in cose di Religione.

Il Cardinale scrivente, nel pregare V. S. Illustris-

sima ad elevare questa Nota a notizia del Suo Sovrano, 1838
Le rinnova le assicurazioni della sua distinta stima.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

X.

Réponse de l'Envoyé Prussien, en date du 20 *Juin* 1838.

Le soussigné Chargé d'Affaires de Sa Majesté le Roi de Prusse près le S. Siège a reçu la Note, que S. E. R. Monseigneur le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, lui a fait l'honneur de lui adresser sous la date du 15 du courant en réponse à celle, qu'il a pris la liberté de remettre à Son Eminence Rme en date du 28 Avril dernier.

Suivant le désir, que lui a bien voulu exprimer Monseigneur le Cardinal, il s'est empressé de porter cette Note à la connaissance de sa Cour, e il profite de cette occasion pour renouveler à Son Eminence l'hommage respectueux de sa plus haute considération.

(Signé) B. de Buch.

XI.

Nota del Cardinal Segretario di Stato al Signor Incaricato di Prussia in data 2 *Luglio* 1838.

Nei pubblici fogli sono state lette due Circolari, di cui il Cardinal Segretario di Stato annette quì copia a V. S. Illma; l'una delle quali porta la data dei 21 Aprile di quest' anno e la firma del Sig. Strödel, l'altra la data 27 Aprile dell' anno medesimo colla firma del Sig. Flottwell. Indipendentemente dai pubblici fogli, da altre parti ancora la S. Sede ha avuto contezza di siffatti documenti.

I medesimi hanno dovuto fissare tutta l'attenzione del S. Padre, non mèno per i principii che contengono in opposizione cogl' inviolabili diritti e colla stessa divina costituzione della Chiesa Cattolica, che per le misure violente, particolarmente nel secondo di essi prescritte contro qualunque membro del Clero Cattolico di Posnania, il quale intrattenesse qualunque comuni-

1838 cazione colla S. Sede, che è il centro dell' Unità Cattolica.

Sua Santità ha pur troppo motivo di credere autentici tali ostili atti del Governo Prussiano; pure, prima di prestarvi piena fede e di regolare in conseguenza le sue risoluzioni, ha dato incarico al Cardinale scrivente di fare richiesta formale a V. S. Illma, onde sapere esplicitamente, se i due documenti in discorso, come si trovano nelle copie annesse, o almeno nella loro sostanza, procedano dalle Autorità Prussiane.

Nel soddisfare ai comandi del S. Padre, ed in attenzione di una formale dichiarazione per parte di V. S. Illma, il Cardinale scrivente le ripete i sensi della sua distinta stima.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

XII.

Réponse de l'Envoyé Prussien, en date du 2 Juillet 1838.

Le soussigné Chargé d'affaires de Sa Majesté le Roi de Prusse près le Saint Siège vient de recevoir la Note, que Son Eminence Rme Monseigneur le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, a bien voulu lui adresser en date d'aujourd'hui pour savoir, si les deux Circulaires, dont la copie s'y trouvait annexée, sont emanées d'Autorités Prussiennes, ou non.

Le Soussigné, n'ayant reçu aucune communication ni officielle ni privée de ces documens, et ne connaissant que l'Ordre du Cabinet du 9 Avril dernier, qui a été provoqué par les démarches illicites de Monsieur l'Abbé Spinelli, et dont il a l'honneur de joindre ci-près une copie, regrette de ne pouvoir donner à Son Eminence Rme le renseignement qu' Elle réclame, et profite de cette occasion pour lui renouveler les hommages respectueux de sa plus haute considération.

(Signé) B. de Bucq.

XIII.

Nota del Cardinal Segretario di Stato all' Incaricato Prussiano in data 11 *Luglio* 1838.

Il Cardinal Segretario di Stato accusa il ricevimento

della Nota di V. S. Illma del 2 corrente responsiva 1838
alla di lui Nota dello stesso giorno, colla quale Le furono comunicate in copia le due Circolari, l'una del 21, l'altra del 27 Aprile di quest'anno, riportate dai pubblici fogli come atti del Governo Prussiano. Mentre V. S. Illma ha dichiarato nella sua risposta di non aver ricevuto alcuna partecipazione nè officiale, nè privata di siffatti documenti, il S. Padre in seguito di esatti posteriori rapporti ha luogo a persuadersi, che tali atti siano pur troppo autentici, emessi cioè dalle sottoscritte autorità del Governo anzidetto.

Profondamente afflitta n'è stata Sua Santità; perchè nelle due suddette Circolari, e specialmente nella seconda, non solo si riconosce l'applicazione evidentissima del principio, già quasi contemporaneamente enunciato al Cardinale scrivente nella Nota di V. S. Illma del 28 Aprile decorso, con cui vorrebbe il Governo Prussiano impedire nelle cose spirituali ed ecclesiastiche la libera comunicazione del Capo della Chiesa col Clero e con tutti gli altri Fedeli che ne sono le membra; ma si trova altresì prescritta la esecuzione delle più ostili misure, onde l'osservanza di tal principio venga inesorabilmente introdotta ed assicurata col massimo oltraggio della sacra libertà della stessa Chiesa, e degl' inviolabili diritti del Pontificio Primato.

Ora se il S. Padre, appena sì riprovevole principio fu semplicemente esternato nella succitata Nota di V. S. Illma, si vide nella necessità di avanzare con apposita Nota del Cardinal sottoscritto in data 15 Giugno passato le sue formali proteste contro il principio in se stesso, non meno che contro qualsiasi misura che adottata si fosse dal Governo di Prussia per mandarlo ad effetto; come potrebbe Egli rimanersene indifferente dopo la cognizione delle due Circolari in discorso? Se tal è pertanto lo stato delle cose, la Santità Sua mossa in sì grave materia dai sacri doveri di sua coscienza, ha ordinato al Cardinale scrivente di tornare a reclamare altamente, e ripetere, contro l'inammissibile principio e l'ingiuriose adottate misure, le più solenni proteste nel senso e per le ragioni stesse che furono a V. S. Illma debitamente sviluppate nella succennata Nota del 15 Giugno.

E per quel che riguarda in fine l'Ordine di Gabinetto del 9 Aprile, di cui V. S. Illma ha dato per la

1838 prima volta al Cardinal sottoscritto una officiale comunicazione colla sua Nota del 2 corrente; siccome in esso ha dovuto il S. Padre riconoscere il medesimo principio, che serve di base alle due Circolari in questione, così egli non può adesso dispensarsi dall'estendere i suoi giusti reclami anche su tal Ordine di Gabinetto, non essendo questo in verun conto giustificabile per parte del Governo Prussiano, e molto meno a causa della condotta tenuta dall' Abbate Spinelli. Il Cardinale scrivente per ben due volte è stato infatti premuroso di dare su tal argomento gli opportuni richiesti schiarimenti a cotesta Legazione. La prima volta colla Nota responsiva dell' 8 Aprile, diretta al Sig. Cav. Bunsen, il sottoscritto dopo aver premesso le relative notizie di fatto veniva a conchiudere, che la Circolare dell'Abbate Spinelli non era un atto della S. Sede, nè da lei autorizzato. La seconda volta, colla Nota del 12 Maggio diretta a V. S. Illma, il Cardinale stesso volle accluderle in copia la lettera del S. Padre scritta il 9 anzidetto al Capitolo di Colonia, esprimendole di farlene comunicazione nella sola vista, che la medesima servisse appunto di risposta alla di Lei Nota del 29 Aprile intorno al fatto dell' Abb. Spinelli.

Il Cardinale scrivente prega V. S. Illma di trasmettere anche questa Nota a notizia del Suo Sovrano, e Le rinnova i sensi della sua distinta stima.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

XIV.

Réponse de l'Envoyé de Prusse, en date du 14 *Juillet* 1838.

Le soussigné Chargé d'Affaires de S. M. le Roi de Prusse près le S. Siège a l'honneur d'accuser à Son Eminence Rme Monseigneur le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, la réception de la Note, qu'en date du 11 du courant Elle a bien voulu lui adresser au sujet de deux circulaires, qui seraient émanées d'Autorités Royales du Grand Duché de Posen.

Suivant le désir que Monseigneur le Cardinal lui a témoigné, il ne manquera pas de porter cette pièce à la connaissance de sa Cour, et il profite de cette oc-

asion pour renouveler à Son Eminence Rme les hom- 1838
nages de sa plus haute considération.

(Signé) B. DE BUCH.

XV.

Nota del Cardinal Segretario di Stato all' Incaricato di Prussia in data 25 Luglio 1838.

La Gazzetta Universale di Augusta, nel suo foglio Num. 182 sotto la rubrica di Prussia, ha pubblicato in data di Posnania 2 Luglio corrente un nuovo Atto Ministeriale, emanato in Berlino il 25 Giugno prossimo passato dal Sig. Baron d'Altenstein, Ministro per gli Affari Ecclesiastici. Con quest' Atto si sopprime dal Governo Prussiano e si dichiara di niun valore la Circolare dell' Arcivescovo di Gnesna e Posnania, diretta al suo Clero in data 27 dello scorso Febbrajo sui Matrimonii misti; si proibisce con minaccia di una pena agli Ecclesiastici di mettere in pratica o anche pubblicare tal Circolare, si richiama l'osservanza di quanto prescrivono le leggi Civili Prussiane pel caso, in cui un Parroco, a causa della mancanza della dispensa del Superiore Ecclesiastico, avesse difficoltà di benedire un Matrimonio misto secondo le leggi dello Stato; si offre finalmente il potente sostegno del Governo per proteggere contro gli ordini del sunnominato Arcivescovo chiunque del suo Clero ne venisse in qualche modo molestato per la trasgressione della Circolare in discorso.

Sua Santità non potendo dubitare, che un tal Atto Ministeriale sia autentico, ha dovuto con ragione esserne dolentissima, mentre vede chiaramente, che il Governo Prussiano, lungi dall' allontanare le cause che hanno determinato lo stato attuale di cose, non fa che renderne peggiore la condizione con nuovi atti guidati sempre da un medesimo spirito.

Siccome poi il surriferito Atto Ministeriale tende apertamente a vieppiù impedire nei Dominii di S. M. Prussiana il libero esercizio della Religione Cattolica, con paralizzare affatto gli ordini della legittima giurisdizione del rispettivo Ordinario, e con eccitare il Clero sull' affare d' Matrimonii misti all' osservanza delle leggi Civili, e perciò alla violazione delle regole Canoniche prescrittegli dalla S. Sede; così il Santo Padre non può non adempire anche in questa occasione al

1838 sacro dovere, che gl' incombe, di reclamare altamente contro un siffatto abuso del potere secolare, ed ha in conseguenza ordinato al sottoscritto Cardinal Segretario mezzo di essa al Governo Prussiano, le Sue ben giuste solenni proteste contro un Atte si riprovevole ed irregolare.

Il Cardinale serivente pregando V. S. Illma di Stato di avanzare sul propositio a V. S. Illme per rimettere questa Nota alla di Lei Corte, torna a ripeterle le assicurazioni della sua distinta stima.

(Firm.) L. Card. Lambruschini.

XVI.

Réponse de l'Envoyé de Prusse, en date du 27 Juillet 1838.

Le soussigné Chargé d'Affaires de Sa Majesté le Roi de Prusse près le S. Siège, ayant reçu la Note que Son Eminence Rme Mgr. le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 25 du courant eu sujet d'un rescrit, que, suivant la Gazette d'Augsbourg, le Baron d'Altenstein, Ministre de l'Instruction publique et des Affaires Ecclésiastiques de Sa Majesté le Roi de Prusse, aurait publié pour annuller une circulaire émanée sous la date du 27 Février dernier de Monseigneur l'Archevêque de Posen et de Gnesen, s'est empressé de la transmettre à sa Cour, et profite de cette occasion pour renouveler à Son Eminence Rme l'hommage respectueux de sa plus haute considération. (Signé) B. de Bunsen.

XVII.

Note de l'Envoyé de Prusse à Rome adressée au Cardinal Lambruschini, en date du 8 *Août* 1838.

Le soussigné Chargé d'Affaires de S. M. le Roi de Prusse près le St. Siège n'a pas manqué de transmettre en son tems à sa Cour la Note, que Son Emce Rme Mgr. le Cardinal Lambruschini, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, lui a fait l'honneur de lui adresser sous le 15 Juin, en réponse à celle de la Mission du Roi en date du 28 Avril dernier.

Aujourd'hui que le Soussigné vient de recevoir les instructions, qu'il avait demandées pour y répondre, conformément à celles-ci il a l'honneur de faire obser-

er à Son Emce Rme, que le Gouvernement du Roi 1838
ar la Note précitée du 28 Avril n'a point voulu enga-
er une discussion de principes: bien loin de cela, il
'a pensé qu' à réclamer pour le cas particulier, dont
l s'agissait, l'observation de la pratique depuis long
tems établie, et suivant laquelle la correspondance entre
le St. Siège et le Clergé Catholique en Prusse se trans-
met par l'entremise du Ministère Royal et de la Mis-
sion du Roi à Rome. Il ne demandait donc point une
innovation, ou un changement quelconque; mais tout
implement le maintien de ce qui avait été observé jus-
que-là, et ce qui pouvait paraître avoir été négligé dans
'affaire Spinelli.

La Cour Royale n'a par conséquent pu s'attendre
la protestation du St. Siège contenue dans la Note
u 15 Juin, et en a dû éprouver une juste surprise.
'outefois elle n'a pas plus aujourd'hui, que lors de la
emise de la Note du 28 Avril, l'intention de discuter
vec la Cour de Rome sur le principe, qui fait l'ob-
t de la Note du 15 Juin; d'autant moins qué les ma-
imes énoncées dans cette pièce diffèrent tellement des
ispositions de la législation Prussienne, qu'on ne pour-
ait guère espérer d'arriver à un accord de principes
éciproques à ce sujet. En conséquence, au lieu de se
ivrer à une discussion qui ne promettrait point de ré-
ultat, le Gouvernement Royal se borne à opposer à
a protestation du St. Siège, renfermée dans la Note
lu 15 Juin, la déclaration que les susdites dispositions
le la législation Prussienne, qui obligent le Clergé Ca-
holique de faire passer sa correspondance avec le St.
Siège par les mains du Ministère Royal, doivent être
invariablement maintenues, et que les autorités ont
'ordre de veiller attentivement à leur exécution.

Après ceci, il ne reste au Soussigné qu'à exprimer
à Son Emce Rme l'espoir, auquel le Gouvernement
'abandonne avec d'autant plus de confiance qu'il laisse
a question de principes à part, que la Cour de Rome
'oudra bien aussi de son côté éviter soigneusement
out ce qui serait contraire à la pratique existante, re-
ativement à la voie de communication de la correspon-
ance du St. Siège avec le Clergé Catholique en Prusse.
'oute déviation de cet ordre établi ne pourrait qu' en-
raîner de grands inconveniens; entr' autres celui, que
e St. Siège lui-même n'aurait plus de garantie, que

1838 l'on n'abuse de son nom et de son autorité, comme cela a eu lieu dans une affaire récente.

C'est d'ailleurs avec un vrai empressement, que le Soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Emce Rme les hommages respectueux de sa plus haute considération.

(Signé) B. DE BUCH.

XVIII.

Risposta del Cardinal Segretario di Stato allo stesso Incaricato in data 25 Agosto 1838.

Il sottoscritto Cardinal Segretario di Stato ha posto sotto gli occhi di Sua Santità la Nota, che V. S. Illma gli ha diretto in data 8 corrente.

Da questa Nota ha dovuto il Santo Padre col più vivo dispiacere rilevare, che il Governo Prussiano, mentre dichiara di non aver voluto colla Nota die cotesta Legazione in data 28 Aprile entrare colla Santa Sede in discussione di principii, persiste nondimeno col fatto proprio, e colle insinuazioni fatte alla stessa Santa Sede, a voler costantemente agire contro quei principii medesimi, che Sua Santità in forza dei suoi più sacri doveri deve irremovibilmente sostenere.

Si dichiara infatti dal Governo Prussiano, che al Clero ed ai Fedeli di Prussia rimane per legge severamente proibito di aver corrispondenza colla Santa Sede per altra via che per mezzo del Ministero; e s'insinua in pari tempo alla medesima Santa Sede di uniformarsi al preindicato sistema.

Tal essendo lo spirito della Nota di V. S. Illma in data 8 corrente, non può il Santo Padre non avanzarne in replica i suoi nuovi reclami al Governo Prussiano; anche perchè altrimenti la stessa Santa Sede verrebbe colla sua acquiescenza ad approvare quanto essenzialmente si oppone alla Divina Costituzione della Chiesa Cattolica. Quindi è che Sua Santità, inerendo alle ragioni già esposte nella precedente Nota del 15 Giugno decorso, ha ordinato al Cardinale scrivente di riscontrare la precitata Nota di V. S. Illma con ripetere formalmente le sue proteste contro qualunque ostacolo, che per parte del Governo di Prussia tenda ad impedire la libera comunicazione della Santa Sede col Clero, e coi Cattolici della Monarchia Prussiana.

Il Cardinal sottoscritto rinnova a V. S. Illma le 1838
sicurazioni della sua distinta stima.

(Firm.) L. Card. LAMBRUSCHINI.

74.

Décrets rendus les 6 *et* 17 *Avril* 1838. *par le Congrès de l'Etat de l'Uruguay, pour modifier le système de douanes établi le* 13 *Juin* 1837.

(Journal de commerce 1838. Août.)

Loi *du* 6 *avril* 1838, *relative aux marchandises d'entrepôt.*

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république orientale de l'Uruguay, réunis en assemblée générale, décrètent pour avoir force de loi:

Art. 1er. Toutes les marchandises qui sortiront de l'entrepôt de la douane de Montevideo pour les marchés étrangers paieront un droit unique de 8 p. % sur la valeur d'estimation.

2. Celles qui sortiront par transbordement, pour les mêmes destinations, paieront un droit unique de 4 p. %.

3. Le pouvoir exécutif est autorisé à suspendre les effets de la présente disposition en laissant jouir lesdites marchandises de la franchise que leur accorde la loi, aussitôt que les exigences du trésor public la rendront inutile.

Loi *du* 18 *avril* 1838, *qui augmente les droits de douanes.*

Le Sénat et la Chambre des représentans de la république orientale de l'Uruguay, réunis en assemblée générale, décrètent pour avoir force de loi:

Art. 1er. Toutes les marchandises comprises dans les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi générale paieront un droit extraordinaire de guerre de 6 p. %.

2. Sont exceptées celles que désigne l'article 5, sous la dénomination de *comestibles en général*, les *fers ouvrés*, le *froment*, les *pâtes alimentaires* et la *farine.*

1838 3. Le *sel* commun paiera, à l'importation, 2 réaux par fanègue.

4. Le *suif* en branche paiera 8 p. $\frac{0}{0}$ à l'exportation.

5. Les articles précédens commenceront à avoir leur effet:

Six mois après leur publication pour les provenances des ports situés au nord de la ligne équinoxiale;

Trois mois après pour celles des ports au nord de *Rio-Janeiro*;

Un mois après pour les provenances des ports situés en deçà des caps de *Rio de la Plata*;

Quinze jours après pour les marchandises entreposées.

6. La présente loi sera revisée l'année prochaine.

75.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le gouvernement de la République de Texas concernant les réclamations des premiers. Conclue et signée à Houston dans le pays de Texas, le 11 *Avril* 1838.

(Acts and Resolutions passed at the 2d Session of the 25th Congress of the United States. Washingt. 1838. Append. p. 1.)

Convention between the government of the United States of America and the government of the Republic of Texas, to terminate the reclamations of the former government, for the capture, seizure and detention of the brigs Pocket and Durango, and for injuries suffered by American citizens on board the Pocket.

Alcee La Branche, Chargé d'Affaires of the United States of America, near the Republic of Texas, acting on behalf of the said United States of America, and R. A. Irion, Secretary of State of the Republic of

exas, acting on behalf of the said Republic, have 1838
greed to the following articles:

Art. 1. The Government of the Republic of Te-
as, with a view to satisfy the aforesaid reclamations
or the capture, seizure and confiscation of the two
essels aforementioned, as well as for indemnity to
merican citizens who have suffered injuries from the
aid government of Texas or its officers, oblige itself
o pay the sum of 11,750 Dollars to the Government
f the United States of America, to be distributed amongst
he claimants by the said government of the United
tates of America.

Art. 2. The sum of 11,750 Dollars, agreed on
n the first article shall be paid in gold or silver, with
nterest at 6§ one year after the exchange of the ra-
ifications of this convention. The said payment shall
e made at the seat of Government of the Republic of
exas, into the hands of such person or persons as
hall be duly authorized by the government of the Uni-
ed States of America to receive the same.

Art. 3. The present convention shall be ratified
nd the ratifications thereof shall be exchanged in the
ity of Washington, in the space of three months from
his date, or sooner, if possible.

In faith whereof the parties above named have
espectively subscribed these articles and thereto affixed
heir seals.

Done at the city of Houston, on the 11 day of
he month of April 1838.

(L. S.) Alcee La Blanche.
R. A. Irion.

Proclamation du Président des Etats-unis.

Whereas a convention was concluded and signed
c. and whereas this convention has been duly rati-
ed on both parts and the respective ratifications of
he same were exchanged at Washington on the 6 July
838, by John Forsyth, Secretary of State of the Uni-
d States, and Fairfax Catlett, Chargé d'Affaires of
e Republic of Texas accredited to the government of
e United States, on the part of their respective go-
rnments;

Now therefore be it known, that I, Martin van
uren, President of the United States, have caused the

1838 said convention to be made public, to the end that the same and every clause and article thereof may be observed and fulfilled with good faith by the United ate s and the citizens thereof.

In witness whereof I etc.

Washington, 6 July 1838.

M. VAN BUREN.

By the President:

JOHN FORSYTH,

Secretary of State.

76.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de Texas, pour la fixation des frontières réciproques. Conclue et signée à Washington, le 25 Avril 1838.

(Acts and Resolutions passed at the third Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1838. p. 1. and Appendix p. 25.)

Whereas the Treaty of limits made and concluded on the 12 January 1828 between the United States of America on the one part and the United Mexican States on the other, is binding upon the Republic of Texas, the same having been entered into at a time when Texas formed a part of the said United Mexican States;

And whereas it is deemed proper and expedient in order to prevent future disputes and collisions between the United States and Texas in regard to the boundary between the two countries as designated by the said Treaty, that a portion of the same should be run and marked without unnecessary delay:

The President of the United States has appointed Joh Forsyth their Plenipotentiary, and the President of the Republic of Texas has appointed Memucan Hunt its Plenipotentiary;

And the said Plenipotentiaries having exchanged their full powers, have agreed upon and concluded the following articles:

Art. 1. Each of the contracting parties shall ap- 1838
oint a Commissioner and surveyor, who shall meet
efore the termination of twelve months from the ex-
ange of the ratifications of this convention, at New-
rleans, and proceed to run and mark that portion
f the said boundary which extends from the mouth
f the Sabine, where that river enters the Gulf of
exico, to the Red River. They shall make out plans
d keep journals of their proceedings, and the result
greed upon by them shall be considered as part of
is convention and shall have the same force as if,
were inserted therein. The two governments will
micably agree respecting the necessary articles to be
rnished to those persons, and also as to their respec-
e escorts should such be deemed necessary.

Art. 2. And it is agreed that until this line shall
e marked out, as is provided for in the foregoing ar-
cle, each of the contracting parties shall continue to
xercise jurisdiction in all territory over which its ju-
isdiction has hitherto been exercised, and that the re-
aining portion of the said boundary line shall be run
d marked at such time hereafter as may suit the
nvenience of both the contracting parties, until which
me each of the said parties shall exercise without the
terference of the other, within the territory of which
e boundary shall not have been so marked and run,
risdiction to the same extent, to which it has been
retofore usually exercised.

Art. 3. The present convention shall be ratified
d the ratifications shall be exchanged at Washington,
thin the term of six months from the date hereof,
r sooner if possible.

In witness whereof we the respective plenipoten-
aries have signed the same, and have hereunto affi-
d our respective seals. Done at Washington, this
day of April in the year of our Lord 1838, in the
year of the independence of the United States of
merica, and in the third of that of the Republic of
exas.

(L. S.) John Forsyth.
(L. S.) Memucan Hunt.

L'échange reciproque des ratifications respectives
cette Convention a eu lieu à Washington, le 12

1838 Octobre 1838 entre Aaron Vail (Acting Secretary of State of the United States of America) et Anson Jones (Plénipotentiaire de la Republique de Texas) au nom de leurs gouvernemens. La proclamation, de Martin van Buren, Président des Etats-unis de l'Amérique, par laquelle la promulguation s'est effectuée, est datée de Washington, le 13 Octobre 1838.

Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique, pour mettre en exécution la convention précédente conclue avec la Republique de Texas. En date du 11 Janvier 1839.

Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, that the Commissioner and surveyor to be appointed on the part of the United States, according to the first article of the Convention between the United States of America and the Republic of Texas, for making the boundary between them, concluded 25 April 1838, be severally appointed by the President of the United States, by and with the Consent of the Senate, together with a clerk to the said Commissioner, to be appointed in the same manner; and that for the purpose of carrying into effect the said first article of said convention, there be appropriated out of any money in the Treasury not otherwise appropriated, the following sums:

For the salary of the Commissioner 2,500 dollars. For the salary of the Clerk 1,200 dollars; provided that the salaries of the said officers shall not commence until they shall be ordered into service;

For other expenses of the survey boundary required by said convention, including the purchase of instruments, wages to persons employed, and other contingencies 10,000 dollars.

77.

*entre la Compagnie britan-
des Indes Orientales et les
de Sinde, conclu par le Co-
Henry Pottinger, Agent du
neur-général britannique des
Orientales pour Sinde d'une
Ses Altesses Mir Nour Ma-
d Khan et Mir Nussir Ma-
d Nussir Khan de l'autre part,
le 20 Avril 1838.*

par ordre du Parlament d'Angleterre du 11 Mars 1839.)

In consideration of the long friendship subsisted between the British Government
meers of Sinde, the Governor-general in
gage to use his good offices to adjust the pre-
nces which are understood to subsist between
s of Sinde and Maharajah Runjeet Sing, so
and friendship may be established between
tates.

In order to secure and improve the re-
amity and peace which have so long subsi-
en the Sinde State and the British Govern-
s agreed that an accredited British Minister
e at the Court of Hyderabad, and that the
Sinde shall also be at liberty to depute a
reside at the Court of the British Govern-
that the British Minister shall be empowe-
nge his ordinary place of residence as may
to time seem expedient, and be attended by
cort as may be deemed suitable by his Go-

d by the Right honourable the Governor-
Simla, this 20th day of April 1838.

78.

Nouveau Tarif de Douane pour la publique de Vénézuéla, publié à Car le 28 Avril 1838, pour être mis en gueur pour les provenances d'Euro des Etats-unis d'Amérique, à partu 1er Octobre 1838.

(Traduction transmise aux chambres de commerce en par un circulaire du Ministre du commerce, daté du F 14 Août 1838).

Marchandises étrangères dont l'introduction dans le de la Republique est soumise au payement d'un droit.

Marchandises.	Unités.
Albatre Voy. Marbre.	
Alènes pour cordonniers, sans manche.	La grosse
— avec manche.	La douzaine
Amidon.	Le quintal
Anchois Voy. Poissons.	
Anneaux. — Sortijas Voy. Bagues.	
Ardoises à écrire, vernies jusqu'à 9 pouces.	La pièce
— — — au dessus.	Droit propor
— — — en pierres, avec cadre de bois.	La pièce
— — — sans cadre.	Idem.
— — — pour toiture.	100 en nomb.
Aréomètres Voy. Instrumens pour les sciences.	
Argenterie et orfévrerie. - *Alhajas* de métaux autres qu'argent et or.	La valeur
Armes blanches: Epées. - *Espadas* communes.	La pièce
— — *Espadinas* communes *C.* Espadas.	
— Fleurets d'escrime, en fer, avec poignée.	La douzaine
— — sans poignée.	Idem
— Sabres communs.	La pièce
Artichaux.	La livre
Aubes. *V.* Ornemens. - *Ornamentos* d'église.	
Bagues. - *Sortijas* en faux métal.	La valeur
Baies. - *Grano* de genièvre.	La livre

*) Pour le rapport des monnaies, poids et mesures employés Tarif avec ceux de la France voir ci-après à la fin.

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
ou sans manche de bois, de jonc.	La douzaine	75
ier et autres. *C.* de jonc.		
Romanas montées avec plateaux, par		
robe du poids qu'elles expriment.	L'arrobe	30
'utailles.		
V. Instrumens pour les sciences.		
Biricues d'étoffe.	La valeur	30 p. %
C. étoffe.		
Lunettes.		
ıusse.	Idem	30 p. %
re. *V.* Ivoire ouvré.		
:: Chevaux de bois pour enfans.	Idem	30 p. %
ɔmmée au *tarif*. *C.* Chevaux de bois.		
ıleine, brut.	La livre	10
'. brut.		
ruire: Pin résineux. - *Peech pine.* Plan-	Les 1000 pieds	600
olives. *C.* Planches.	Idem	900
Planches.		
olives. *C.* Planches.		
ɔmmés au *tarif*.	La valeur	30 p. %
ıau-de-vie de vin, de toute preuve, en	Les 12 bout.	400
ı tout autre contenant.	L'arrobe	350
dénommée au *tarif* *C.* de vin.		
:spagne, rouges, de Catalogne, etc., en	Les 12 bout.	100
n tout autre contenant.	L'arrobe	50
rance: Bordeaux, rouges. *C.* d'Espagne.		
ɔourgogne, en bouteilles.	Les 12 bout.	300
- en tout autre contenant.	L'arrobe	200
hampagne. *C.* Bourgogne.		
Iarseille, rouges. *C.* Bordeaux.		
utres, rouges *V.* autres, non dénommés.		
Iadère. *C.* de France. - Bourgogne.		
ortugal. - Oporto. *C. idem.*		
s, non dénommés ci-dessus, rouges. *C.*		
lancs, généreux et communs, en bou-	Les 12 bout.	150
- en tout autre contenant.	L'arrobe	75
ıohadillas à pelote, pour femme.	La valeur	30 p. %
e bois pour loto. *V.* Jeux. - Loto.		
os à ouvrage, pour femme. *C.* Almo-		
irretes pour homme, de coton.	La douzaine.	25
ıine, de lin (fil). *C.* de cotou.	La valeur.	30 p. %

Marchandises.	Unités.	Dr
Bonnets: *Gorras* pour femme. *V.* Chapeaux.		
— *Gorros* pour homme. *C.* Birretes.		
Bordures de cadres. *V.* Cadres.		
Boucauts. *V.* Futailles.		
Boucles. - *Hebillas* pour étriers, en composition.	La douzaine	
— — en fer, communes.	Idem	
— — en métal blanc.	Idem	
— — — jaune. *C.* blanc.		
— — — autre *C.* en composition.		
— pour selle. *C.* pour étriers.		
— autres, grandes, en acier.	Idem	
— — — en argent plaqué, faux. *C.* en acier.		
— — petites, en métal blanc.	La grosse	
— — — jaune, verni et noir. *C.* blanc.		
Bouteilles vides. *V.* Verres et Verreries.		
Boutons: *Botones* de bois.	La valeur	
— — d'os. *C.* de bois.		
— — de métal, autres qu'argent et or.	Idem	
— *Hormillas.* *C.* Botones.		
Bracelets: *Brazaletes* en métal faux.	Idem	
— *Manillas*, *Pulseras.* *C.* Brazaletes.		
Brai et goudron: Brai.	Le quintal	
— Goudron.	Baril de 8 arrob.	
Bretelles élastiques et autres, de coton.	La douzaine	
— de fil. *C.* de coton.		
— de peau, brodées et unies.	Idem	
— de soie. *C.* de peau.		
Brocas en fer, pour cordonnier.	La grosse	
Bureaux et secrétaires. *V.* Meubles.		
Câbles. *V.* Cordages.		
Cachets pour lettres.	Idem	
Cadenas en fer, à double pêne.	La douzaine.	
— autres.	Idem	
Cadres pour miroirs et pour tableaux. *V.* Meubles.		
Caisses militaires. *V.* Instrumens de musique. - Tambours.		
Canapés et coussins de canapés. *V.* Meubles.		
Canifs avec ou sans ciseaux.	La valeur	
Cannes, avec ou sans pomme, en jonc.	Idem	
— autres. *C.* en jonc.		
Cantines. *V.* Caves.		
Caoutchouc. - Gomme élastique.	La livre	
Câpres - *Alcaparras*, en flacons, - *frasquitos.*	La douzaine	
— — en tout autre contenant.	La livre	
— *Alcaparrones* *C.* Alcaparras.		
Cartes à jouer. - *Barajas* ou *Naipes.*	Le jeu	
Carton non pressé, jusqu'à la dimension d'une feuille de papier de *marquilla.*	La douzaine	

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Carton de plus que la dimension d'une feuile *idem.*	La douzaine	12
Caves a liqueurs, vides, communes, avec flacons.	La pièce	100
— — vides, plus grandes.	Droit proportionnel.	
— — pleines. — Droit afférent aux liqueurs.		
Ceinturons. *V.* Baudriers.		
Ceintures. - *Cintas*, pour femme, de soie, en pièce. *V.* Tissus de soie. - Rubans.		
— — non dénommées au *tarif.*	La valeur	30 p. %
— Cinturones, idem, avec boucle, de cheveux ou crin.	Idem	30 p. %
— — de fil de laiton, autres. *C.* de cheveux.		
Cévadille.	La livre	8
Chaines de montre, et pour femme, en matières fausses.	La valeur	30 p. %
Chaises. *V.* Meubles.		
Chandeliers ou flambeaux. - *Candeleros*, de marbre, avec garde - brises ou cylindres de verre - *briseros.*	La paire	200
— de métal argenté, doré, plaqué ou non, avec *idem. C.* de marbre.		
— de verre ou cristal, avec garde-brises, etc. *C.* de marbre.		
— — sans garde-brises, jusqu'à 9 pouces.	Idem	25
— — — de 9 pouces et au-dessus.	Idem	50
— autres, avec garde-brises, etc. *C.* de marbre.		
Chapelets, autres que d'or et d'argent.	La valeur	30 p. %
Chapellerie. - Chapeaux. - *Gorras* pour femme, d'étoffe de coton, non ornés.	La pièce	25
— — — — ornés.	Idem	50
— — — de laine. *C.* de soie.		
— — — de soie, non ornés.	Idem	75
— — — — ornés.	Idem	150
— — de paille d'Italie, non ornés.	Idem	300
— — — — ornés.	Idem	400
— — — autre, de froment, etc. *C.* d'étoffe de soie.		
— *Sombreros*, pour enfant, de paille.	Idem	12
— — pour homme, de castor, non montés.	Idem	50
— — — de *jipijapa.*	Idem	50
— — — de laine (feutre), non montés. *C.* de castor.		
— — — de paille. *C.* pour enfant.		
— Coiffes-*Sacos* ou *fieltros* de laine pour monter les chapeaux.	Idem	4
Charnières. *V.* Gonds.		
Charrues montées.	Idem	50
Chasubles. *V.* Ornemens. - *Ornamentos* d'église.		
Chaussures. *V.* Cordonnerie.		

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Chemises longues, - *Camisones* confectionnées ou simplement taillées,	La valeur	30 p. %
Chemisettes et canezous pour femme, de coton de mousseline brodée au tambour.	La pièce	18
— — — brodée à la main ou au métier.	Idem	37
— — de tulle,	Idem	50
— de lin, de batiste brodée.	Idem	75
— — autre. *C.* brodée,		
— — de *hilo*,	Idem	100
— de pite, en tulle.	Idem	50
— de soie.	Idem	100
Chenille. - *Felpilla* de soie.	La livre	150
Chevaux de bois pour enfant. *V.* Bimbeloterie.		
Cirage pour souliers, - *Betun* en bouteilles.	Les 12 bout.	50
Cire. - *Lacre* à cacheter.	La livre	37
Ciseaux. - *Tijeras* à double branche, avec canif, *V.* Canifs.		
— autres.	La valeur	30 p. %
Clefs de montre, en faux. *V.* Bijouterie.		
Clochettes. *V.* Sonnettes.		
Clous. - *Clavitos* de cuivre.	1000 en nomb.	25
— de fer.	Idem	6
— *Estoperoles* de fer, à tête ronde.	Idem	25
Coiffes de chapeaux. *V.* Chapeaux - *Sombreros.*		
Coffres-forts en fer.	Le quintal	200
Colle.	La livre	4
Cols. - *Corbatines* et cravates - *corbatas* de coton.	La douzaine	225
— de crin, de laine et de soie, *C.* de coton.		
— Montures de.	Idem	75
Colliers, - *Collares* et *Gargantillas. V.* Parures.		
Confitures. *V.* Sucreries.		
Conterie de verre. *V.* Verroterie.		
Corail non ouvré en bijoux.	La livre	150
Corbeilles. - *Canastillos* à ouvrage, pour femme.	La valeur	30 p. %
— — autres. *C.* à ouvrage.		
— *Canastos. C.* Canastillos.		
Cordages et cordes non dénommés: *Cordajes.*	Le quintal	200
— *Jarcias. C.* Cordajes.		
Cordes, - *Cuerdas* à boyau, pour instrumens de musique.	La grosse	12
Cordonnerie, - Chaussons de laine,	La douzaine	50
— de toile. *C.* de laine.		
Corsets.	La pièce	75
Couleurs, - *Colores* en tablettes, pour peintre.	La livre	60
Coussins de canapé. *V.* Canapés.		
Couteaux: *Chambetas*-jambettes de matelot, à manche de fer.	La douzaine	37
— *Cuchillos* à manche de bois, pour cordonnier.	Idem	18

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Cuchillos d'ivoire, sans fourchette.	La douzaine	100
os, idem, jusqu'à 12 pouces.	Idem	37
jas de matelot. *C.* Chambetas.		
s de fer-blanc.	La pièce	12
étal. *C.* de fer blanc.		
lisa.	Le quintal	40
pour ardoise.	1000 en nomb.	50
V. Cols.		
V. Verres.		
Cucharas à bouche, d'argent.	La valeur	30 p. %
arones (grandes) d'argent. *C.* Cucharas.		
aune (laiton). *C.* rouge.		
, brut.	Le quintal	200
saumons.	Idem	200
planches. *C.* en barres.		
uvré non dénommé.	La valeur	30 p. %
	La livre	5
eaunes, vides. *V.* Verres.		
V. Fruits.		
V. Pierres gemmes.		
raze.	L'arrobe	90
senteur, pour toilette, de Cologne.	La valeur	30 p. %
e lavande, de la reine de Hongrie, autres.		
Cologne.		
s, dites *composées*. *C.* de Cologne.		
-vie. *V.* Boissons.		
le tortue de toute provenance, même de		
ance nationale.	La livre	150
s et encriers. - *Escritorios* et *Tinteros*, de		
sorte.	La valeur	30 p. %
es.	Idem	30 p. %
Tinta sèche, de la Chine, en tablettes.	La livre	60
le, à marquer, en étuis, contenant 2 fioles		
cons.	L'étui	12
V. Ecritoires.		
- *Bocallaves* de serrure. *V.* Serrures.		
es d'uniforme, en métal commun, cuivre,		
rgenté.	La paire	150
oré. *C.* argenté.		
ie.	Idem	50
: *Alfileres*, pour parure, de matières au-		
ue celles dénommées au *tarif*.	La valeur	30 p. %
illas, pour cheveux, en fer.	1000 en nomb.	75
s: *Cuadros de gravados*, encadrées.	La valeur	30 p. %
mpas. *C.* Cuadros.		
corne.	La douzaine	100
ille, d'ivoire, de nacre, autres. *C.* de corne.		
de baleine.	La livre	12

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Faience. *V.* Poterie.		
Fèves. *V.* Grains-Menus grains.		
Figures. *V.* Sculpture.		
Fils métalliques: *Alambrillo* à broder, fin, d'argent.	La valeur	3 p. $\frac{0}{0}$
— — — d'or. *C.* d'argent.		
— — Faux.	La livre	37
— *Hilo*, fin, d'argent.	La valeur	6 p. $\frac{0}{0}$
— — d'or *C.* d'argent.		
Fourreaux d'épée, de sabre, etc.	Idem	30 p. $\frac{0}{0}$
Franges. - *Flecos* d'argent, faux.	L'once	18
— — fin.	La valeur	6 p. $\frac{0}{0}$
— d'or. *C.* d'argent.		
— de soie pure.	La vare	5
— — mélangée d'autres matières. *C.* pure.		
Fruits: Dattes.	La livre	2
— Figues sèches.	Idem	4
— Noisettes.	Le quintal	200
— Prunes sèches, raisins frais. *C.* Figues.		
— Non dénommés. - *Encurtidos* (confits au vinaigre), en flacons.	Les 12 flacons	50
Futailles vides: *Bariles* avec cercles de bois.	La charge	6
— — de fer.	Idem	25
— *Bocoyes.* - Boucaut. *C.* Pipas.		
— *Pipas* avec cercles de bois.	La *pipa*	50
Galons: *Cintas* de coton, dits *hiladillas.*	Les 100 vares	6
— — de laine, jusqu'à 3 pouces de large.	Idem	45
— — — plus large, pour sangle.	La vare	$1\frac{1}{2}$
— *Trensillas* de coton, jusqu'à 2 lignes de large.	Les 100 vares	37
— — de laine, *idem.* *C.* de coton.		
— — de soie.	La livre	125
Ganses. - *Trensillas.* *V.* Galons.		
Gants de peau, pour femme, courts.	La douzaine	75
— — longs.	Idem	100
Garde-brises. *V.* Verre. - *Verrines.*		
Glands. - *Borlas* de laine.	La valeur	30 p. $\frac{0}{0}$
— de soie, autres que d'or et d'argent. *C.* de laine.		
Gomme élastique. *V.* Caoutchouc.		
Gonds et charnières: *Bisagras.*	La livre	25
— *Gonces* ou *goznes* de fer. *C.* Bisagras.		
Goudron. *V.* Brai.		
Grains, menus grains et farine: Céréales, Grains. - Maïs.	L'arrobe	100
— — Farines d'avoine.	La livre	$1\frac{1}{2}$
— — — d'orge, de seigle. *C.* d'avoine.		
— Menus grains: Fèves, en barils de 7 à 8 arrobes.	Le baril	400
— — Vesce.	La livre	1
— — autres, dits *Menestras.*	Idem	2
— *Voy.* en outre *Sels.*		

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Grains pour chapelets et autres, en or.	La valeur	3 p. %
— en verre. *V.* Verroterie.		
Graisse. - *Aceite* de poisson, pour l'éclairage et autre, de baleine.	La livre.	3
— autre. *C.* de baleine.		
Habillement (Effets d'). *V.* Baudriers, Bonnets, Bretelles, Ceintures, Chapellerie, Chemisettes, Cols, Cordonnerie, Corsets, Cravates, Gants, Pélerines, Robes.		
Hamacs.	La pièce	200
Harnais. *V.* Sellerie.		
Horlogerie. - Pendules.	La valeur	30 p. %
Huiles: de graine de lin.	L'arrobe	90
— de poisson. *V.* Graisse.		
— de senteur. *V.* Parfumerie.		
Huiliers. *V.* Porte-huiliers.		
Hydromètres. *V.* Instrumens pour les sciences.		
Instrumens-*Instrumentos* aratoires. *V.* Charrues.		
— de chirurgie, non dénommés, en trousses-*Estuches*.	La valeur	20 p. %
— de musique: Métronomes.	Idem	15 p. %
— — Tambours.	La pièce	100
— — non dénommés.	La valeur	30 p. %
pour les sciences naturelles et les arts: Alcoolomètres.	Idem	4 p. %
— — Aréomètres, baromètres, hydromètres. *C.* Alcoolomètres.		
— — Microscopes.	Idem	15 p. %
— — Thermomètres. *C.* Alcoolomètres.		
Ivoire ouvré en billes de billard.	La douzaine	500
Jarretières de coton.	Idem	50
— de laine, de lin (fil), de peau, de soie. *C.* de coton.		
Jaspe autre que pour l'ornement des monumens et édifices publics. *V.* Marbre.		
Jeux de dames.	La valeur	30 p. %
— d'échec. *C.* de dames.		
— de loto, en boites de bois ou de carton.	Le jeu	25
— autres. *C.* de dames.		
Joaillerie. *V.* Bijouterie.		
Joncs. *V.* Cannes.		
Jouets d'enfant. *V.* Bimbeloterie.		
Laine brute.	La livre	25
Laiton. *V.* Cuivre.		
Lampes. - *Lamparas* de toutes sortes.	La valeur	30 p. %
Lignes à pêcher.	La livre	5
Lits. *V.* Meubles.		
Livres blancs. *V.* Registres,		
Loupes.	La valeur	30 p. %

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Lunettes de métal autres que celles dénommées.	La valeur	30 p. 0/0.
Lustres de cristal.	Idem	30 p. 0/0.
— autres *C.* de cristal.		
Marbre autre que pour l'ornement des monumens et édifices publics, brut.	Idem	30 p. 0/0.
— ouvré. *C.* brut.		
Nota. Les *marbres, albâtre*, etc., pour l'ornement des monumens et édifices publics, sont exempts de droits à l'importation.		
Masques communs, en carton.	La douzaine	75
— de fil métallique.	Idem	150
— de soie. *C.* de fil métallique.		
Médailles et médaillons en faux.	La valeur	30 p. 0/0.
Médicamens de toutes sortes.	Idem	30 p. 0/0.
Merluche. *V.* Poisson.		
Metras.	Idem	30 p. 0/0.
Métronomes. *V.* Instrumens de musique.		
Meubles non spécialement dénommés.	Idem	30 p. 0/0.
Nota. Restent soumis aux droits spécifiques du *tarif* les chaises et fauteuils, les couvertures, les lits de plumes, matelas et sommiers. (*Voir* er outre, ci-avant, Hamacs.		
Microscopes. *V.* Instrumens pour les sciences.		
Miroirs. *V.* Toilettes.		
Montures de cols. *V.* Cols.		
Mors. *V.* Sellerie.		
Mortiers: *Almireces* de bronze.	Idem	30 p. 0/0.
— — de cuivre *C.* de bronze.		
— *Morteros. C.* Almireces.		
Morue. *V.* Poisson.		
Mouchettes d'argent.	Idem	3 p. 0/0.
— d'or. *C.* d'argent.		
Moules: *Hormillas* de boutons. *V.* Boutons.		
— *Moldes* pour chandelles.	Idem	30 p. 0/0.
Moulins. - *Molinos* pour coton, à égrener.	La pièce	150
— pour maïs, *idem.*	Idem	200
Moustiquaires. *V.* Armes.		
Moustiquaires pour lits: de coton.	Idem	100
— de lin ou de chanvre. *C.* de coton.		
— de soie.	La valeur	20 p. 0/0.
Muscades. *V.* Muscades.	La livre	50
Nécessaires à ouvrage, pour femme, *Almohadillas* et *Costureros. V.* Meubles.		
Noisettes. *V.* Fruits.		
Noix-muscades.		
Ocre. - *Almagre* en poudre.	L'arrobe	15
Œufs de poisson.	La livre	5
Olives, en toute espèce de contenant.	La livres	4

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Ombrelles. *V.* Parapluies.		
Oreillers de lit. *V.* Meubles.		
Orfévrerie. *V.* Argenterie.		
Ornemens: *Adornos* et *chapas* de métal, etc., pour meubles.	La valeur	30 p. %
— *Ornamentos* d'église non dénommés.	Idem	30 p. %
Papier blanc, désigné au *tarif* sous la dénomination de *autre*, en rames de 450 feuilles, *florete* commun, en feuilles de 12 pouces.	La rame	45
— — demi-*florete*, idem. *C.* florete.		
— à polir.	Idem	100
Parapluies et parasols (ombrelles) de soie: *Paraguas* de 25 à 50 pouces.	La pièce	75
— *Paraguitas* ou *Sombrillas*, jusqu'à 24 pouces.	Idem	50
Parfumerie: Pommades, en pots communs de faïence ou de verre, autres que celles qui font partie d'un assortiment.	Les 12 pots.	50
— Huiles de senteur.	La valeur	30 p. %
— Savons *idem*.	La livre	25
— de toute sorte, y compris la pommade et autres articles assortis, importés en caisses ou autre contenant.	La valeur	30 p. %
— *V.* en outre Eaux de senteur.		
Parures pour femme, en métal faux: *Aderezos*.	Idem	30 p. %
— *Adornos*, *Collares* et *Gargantillas*. *C.* Aderezos.		
Passementerie. *V.* Epaulettes, Galons, Glands.		
Peaux: *Cabrilla* ou *Cabritilla*. - Chevreau.	La douzaine	450
— *Suela*. (Peau tannée pour semelles).	Le quintal	600
Peignes: *Escarmenadores* à démêler, de bois.	La douzaine	25
— — de corne, d'os. *C.* de bois.		
— *Peines* à peigner. *C.* Escarmenadores.		
— *Peinetas* à coiffer, d'écaille, grands.	La pièce	200
Pélerines *V.* Chemisettes.		
Pendules. *V.* Horlogerie.		
Perles fausses enfilées.	Les 12 fils	50
— non enfilées.	Idem	25
Pierres gemmes fausses, montées.	La valeur	30 p. %
— non montées. *C.* montées.		
Pipes à fumer.	Idem	30 p. %
Pipes pour liquides. *V.* Futailles.		
Planches. *V.* Bois à contruire.		
Plateaux. - *Platos* de fer-blanc.	La douzaine	48
Plâtre moulu, *mate* et autres.	Le quintal	90
Plomb ouvré, non dénommé au *tarif*.	La valeur	30 p. %
Plumes. - *Plumas*, de parure, pour bonnets et chapeaux, en *ramos* de 5 plumes.	La douzaine	150
— à écrire, métalliques, en acier.	La grosse	75
— — en cuivre, en fer. *C.* en acier.		

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Poissons: Anchois en pots.	La douzaine	50
Poissons: Anchois en tout autre contenant.	La livre	8
— Morue et merluche: *Abadejo.*	Idem	2½
— — *Bacalao. C.* Abadejo.		
— Sardines à l'huile.	Idem	6
— — salées.	Idem	4
— Saumon.	Idem	5
— Thon à l'huile.	Idem	6
Poissons: Thon en saumure. *C.* à l'huile.		
Poivre. - *Pimienta* de Tabasco.	Le quintal	500
— noir, dit de Castile. *C.* de Tabasco.		
Pommade. V. Parfumerie.		
Porte bouteilles. - *Porta-botellas.*	La valeur	30 p. %
Portefeuilles. - *Carteras,* en maroquin.	La douzaine	50
— autres. *C.* en maroquin.		
Porte-huiliers. - *Aceiteras,* etc.	La valeur	30 p. %
Porte-verres. *V.* Porte-bouteilles.		
Poterie de toutes sortes.	Idem	30 p. %
Pots. - *Orinales* (de chambre) d'étain.	Idem	30 p. %
— de plaqué, autres de métal autres que fer-blanc. *C.* d'étain.		
Poutres. *V.* Bois à construire.		
Presses à cacheter les lettres.	La pièce	400
— à copier *idem. C.* à cacheter.		
Prunes sèches. *V.* Fruits.		
Pupitres. *V.* Meubles.		
Raisins secs. *V.* Fruits.		
Rasoirs, avec boîte.	La valeur	30 p. %
— autres. *C.* avec boîte.		
Registres blancs.	Idem	30 p. %
Rideaux. - *Colgaduras* et *Cortinas. V.* Meubles.		
Robes et jupes: *Basquinas,* confectionnées, de velours.	Idem	30 p. %
— — — de toute autre étoffe. *C.* de velours.		
— — simplement taillées. *C.* confectionnées.		
— *Sayas. C.* Basquinas.		
Rosaires. *V.* Chapelets.		
Romaines. *V.* Balances.		
Sacs. - *Bolsas* ou *Indispensables,* pour femme.	Idem	30 p. %
Sagou.	La livre	4
Sardines. *V.* Poissons.		
Savons de senteur. *V.* Parfumerie.		
Savonnettes en bois, avec miroir et pinceau.	La douzaine	100
— en métal commun, sans miroir, en étain, avec et sans pinceau.	Idem	25
— — autres. *C.* en étain.		
Sculpture (Ouvrages de). - Effigies ou images de *toute matière.*	La valeur	30 p. %

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
s. *V.* Meubles.		
Articles de) : Harnais de toute sorte.	Idem	30 p. 0/0.
en fer, avec ornemens, argentés.	La pièce	100
dorés, plaqués, autres. *C.* argentés.		
ıs ornemens.	Idem	50
. - *Geringas* élastiques, à pompe.	Idem	100
(Entrées de).	La douzaine	12
	Le quintal	100
Meubles.		
de cuivre.	La douzaine	10
. *C.* de cuivre.		
	La livre	1½
cristallisées.	Idem	15
grains.	Idem	8
arine. *C.* en grains.		
feuilles, de Saint-Domingue.	Idem	6
Virginie. *C.* de Saint-Domingue.		
ares, de Saint-Domingue.	1000 en nomb.	200
la Havane.	Idem	300
Virgine. *C.* de Saint-Domingue.		
: *Cuadros de pinturas*, encadrés.	La valeur	30 p. 0/0.
as, encadrés, sans cadres. *C. Cuadros.*		
e. *V.* Boîtes à ouvrage, Corbeilles, Ne-		
s, Peignes.		
Pinzas de cordonnier.	La douzaine	75
as de cordonnier. *C.* Pinzas.		
res.	Idem	50
ine commune.	L'arrobe	90
nise. *C.* commune.		
ètres. *V.* Instrumens pour les sciences.		
Poissons.		
toute sorte.	La valeur	30 p. 0/0.
: coton: Batiste. - *Holan - clarin.*, pure,		
jusqu'à ⅘ de large.	La vare	8
plus large.	Droit proportionnel.	
langée de lin. *V.* Tissus de lin.		
gnes pures, jusqu'à ⅘ de large.	La vare	2½
ıs larges.	Droit proportionnel.	
langées de lin. *V.* Tissus de lin.		
. *V.* Coqui.		
, jusqu'à ⅘ de large.	La vare	4
ia, jusqu'à ⅘ *idem.*	Idem	5
qu'à ⅘ *idem.*	Idem	6
pur, jusqu'à ⅘ *idem.*	Idem	3
plus large.	Droit proportionnel.	
langé de lin *V.* Tissus de lin.		
jusqu'à ⅘ de large.	La vave	3
ssé jusqu'à ⅘ *idem.*	Idem	25

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Tissus *Domesticos* (toiles de ménage) ou *Liencillos. V.* non dénommés, en pièces.		
— *Dril. V.* Coqui.		
— Estopilles pures, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	3
— *Florentina. V.* Nankinette.		
— *Fulas* blanches, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	3
— — — plus larges.	Droit proportionnel.	
— — bleues. *V.* Hollande. - *Holandillas.*		
— Galons. *V.* ci-avant Galons.		
— Gazes, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	5
— — plus larges.	Droit proportionnel.	
— *Guingas* purs, jusqu'à $\frac{3}{4}$.	La vare	2
— — — jusqu'à $\frac{4}{4}$.	Idem	3
— — — jusqu'à $\frac{5}{4}$.	Idem	$3\frac{1}{2}$
— — mélangés de lin. *V.* Tissus de lin.		
— Hollande : *Holan. V.* Batiste.		
— — *Holandillas* ou *Fulas* blanches, jusqu'à $\frac{4}{4}$. de large.	Idem	3
— — — jusqu'à $\frac{5}{4}$ *idem.*	Idem	$3\frac{1}{2}$
— — bleues, jusqu'à $\frac{5}{4}$ *idem.*	Idem	$4\frac{1}{2}$
— Indiennes de toute sorte, jusqu'à $\frac{3}{4}$ *idem.*	Idem	$3\frac{1}{2}$
— — jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	$4\frac{1}{2}$
— Irlandes, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	4
— Linon pur, uni ou ouvragé, jusqu'à $\frac{6}{4}$ de large.	Idem	5
— — — brodé, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	8
— — — — plus large.	Droit proportionnel.	
— Tissus de coton : Linon mélangé de lin. *V.* Tissus de lin.		
— *Listados.* - Tissus à raies, jusqu'à $\frac{2}{3}$ de large.	La vare	$1\frac{1}{4}$
— — jusqu'à $\frac{3}{4}$ *idem.*	Idem	2
— — jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	3
— — jusqu'à $\frac{5}{4}$ *idem.*	Idem	$3\frac{1}{2}$
— Madapolams, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	$2\frac{1}{2}$
— — plus larges.	Droit proportionnel.	
— Malvina, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	5
— Mouchoirs. - *Panuelos* blancs. *C.* de couleur.		
— — de couleur, de moins de $\frac{3}{4}$.	La douzaine	25
— — — jusqu'à $\frac{3}{4}$.	Idem	37
— Mousseline blanche, brodée à la main ou au crochet, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, à fleurettes ou à petites mouches.	La vare	12
— — — — — autres.	Idem	15
— — — — plus large.	Droit proportionnel.	
— — — au tambour, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	8
— — — — plus large.	Droit proportionnel.	
— — de couleur, brodée. *C.* blanche.		
— Nankin-*Mahon*, jusqu'à $\frac{2}{4}$ de large, blanc.	La vare	2
— — bleu, jaune. C. blanc.		

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
Tissus Nankinettes, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	3
— *Panilla. V.* Coqui.		
— Percales damassées ou *Estampadas* de couleur.	Idem	3
— Piqué ou *Colchado*, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	8
— Platilles pures, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem*, écrues.	Idem	$2\frac{1}{2}$
— — — blanche. *C.* écrues.		
— — mélangées de lin. *V.* Tissus de lin.		
— Printannières. *V.* Nankinettes.		
— Rouen pur, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	$2\frac{1}{2}$
— — — plus large.	Droit proportionnel.	
— — mélangé de lin. *V.* Tissus de lin.		
— *Velillo. V.* Gaze.		
— *Yin* ou Satin-*Saten. V.* Coqui.		
— non dénommés, en pièces, à voiles (*Lonas* et *lonetas*), jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, purs.	La vare	4
— — — mélangés. *C.* purs.		
— — autres, désignés sous la dénomination générale de Toiles sans impression aucune, écrus, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	$1\frac{3}{4}$
— — — — plus larges.	Droit proportionnel.	
— — — blancs, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	$2\frac{1}{2}$
— — — — plus larges.	Droit proportionnel.	
— de crin, non dénommés, jusqu'à $\frac{3}{4}$ de large.	La vare	25
— plus larges.	Droit proportionnel.	
— de laine: Alépine, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	8
— Chali, jusqu'à $\frac{3}{4}$ *idem.*	Idem	20
— Damassé, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	25
— Draps.-*Pano*, jusqu'à $\frac{6}{4}$ *idem.*	Idem	100
— — jusqu'à $\frac{8}{4}$ *idem.*	Idem	150
— Ecossaises pour manteaux, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem.*	Idem	8
— — plus larges.	Droit proportionnel.	
— Flanelle.-*Bayetilla*, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	6
— — — plus large.	Droit proportionnel.	
— — *Franela*, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	5
— de laine: Flanelle.-*Franela*, plus large.	Droit proportionnel.	
— *Lanillas* pour gilets, non dénommés.	La vare	18
— — pour pavillons, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	5
— Ratines. *V.* Bayetilla.		
— Séraphine ou *Estambre* pour gilets, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	18
— de lin et de chanvre: *Arabias. V.* Listados.		
— Batiste.-*Holan-batista* pure, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	25
— — — — plus large.	Droit porportionnel.	
— — — — Mélangée de coton. *C.* pure.		
— — *Holan-clarin. V.* Linon.		
— Brabant, jusqu'à $\frac{5}{4}$ de large, écru.	La vare	5
— — blanc ou fleuret.	Idem	10

Marchandises.	Unités.	Droits.
Tissus Bretagnes pures, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	5
— — — jusqu'à $\frac{5}{4}$ *idem*.	Idem	7
— — mélangés de coton. *C.* purs.		
— *Canamazos* écrus, jusqu'à $\frac{3}{4}$ de large.	Idem	$1\frac{1}{2}$
— — plus larges.	Idem	2
Caserillos (toiles de ménage), jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, purs.	Idem	$3\frac{1}{2}$
— — — mélangés de coton. *C.* purs.		
— Chollet, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, écru.	Idem	2
— — blanc.	Idem	$3\frac{1}{2}$
— Coutil, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem*, pur.	Idem	5
— — mélangé de coton. *C.* pur.		
— *Crehuela*. *V.* Chollet blanc.		
— *Crudos*. *V.* Canamazos.		
— Estopilles, en pièces de 8 à 9 vares, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, pures.	Idem	10
— — mélangées de coton. *C.* pures.		
— *Guingas*, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, purs.	Idem	5
— — mélangés de coton. *C.* purs.		
— Linon ou clairon pur, uni, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	10
— — — — plus large.	Droit proportionnel.	
Nota. Ce droit est celui indiqué pour le *Lino de hilo*. A l'article *Holan-clarin de lino*, le droit de 10 cents est appliqué au *Holan* uni ou ouvré, jusqu'à $\frac{6}{4}$.		
— — — brodé, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	20
— — — — plus large.	Droit proportionnel.	
— — mélangé de coton. *C.* pur. *V.* ci-avant Tissus de coton.		
— *Listados* n° 2, *arabias* ou *libretes* de Flandre, de Harlem, etc., purs, jusqu'à $\frac{3}{4}$ de large.	La vare	$3\frac{1}{2}$
— — — plus larges.	Droit proportionnel.	
— — mélangés de coton. *C.* purs.		
— Platilles, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, pures, écrues.	La vare	$3\frac{1}{2}$
— — — blanches.	Idem	5
— — mélangées de coton. *C.* pures.		
— Rouen, *à la couronne*, jusqu'à $\frac{5}{4}$ de large, écru, pur.	Idem	6
— — — mélangé de coton. *C.* pur.		
— — blanc. *C.* écru.		
— Tapis. - *Carpetas* vernis, jusqu'à 2 vares de large.	La pièce	100
— de lin et de chanvre: Tapis. - *Carpetas* vernis, plus large.	Droit prodortionnel.	
— dénommés sous la désignation générale de *Telas* à la rose. *V.* Chollet blanc.		
— d'or et d'argent: Brocard.	La valeur	3 p. c.
— Dentelles fausses.	Idem	6 p. c.

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
entelles fines. *C.* fausses.		
e.- Gaze. *V.* Tissus de coton.-Gaze.		
ie: Alépine, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large, pure.	La vare	15
élangée. *C.* pure.		
es, dentelles, point et tulle de toute lar-		
Blondas.	La valeur	6 p. $\frac{0}{0}$
ncages, Punto. C. Blondas.		
Le droit ci-dessus est indiqué pour les *idas de seda o punto;* le *Punto o tul de* reste assujetti au droit antérieur.		
ul. C. Punto.		
ird. *V.* Tissus d'argent et d'or.		
, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	20
s, jusqu'à $\frac{4}{4}$ *idem*, pur.	Idem	75
élangé de coton. *C.* pur.		
lles. *V.* Blondes.		
Gros (*Genero*) de Naples, *Lausi*, *V.*		
(*Tabinete*), jusqu'à $\frac{3}{4}$ de large, pure.	Idem	17
élangée de coton. *C.* pure.		
yrine, mélangée de coton, jusqu'à $\frac{4}{4}$	Idem	12
he pure, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	Idem	15
- plus large.	Droit proportionnel.	
élangé de coton. *C.* pure.		
ns: *Cintas* pour garnitures de robes ou		
eintures, en pièces ou coupées, jusqu'à		
e de large, brodées en argent ou en or.	La vare	12
— — en soie. *C.* en argent.		
— non brodées.	Idem	5
autres, de gaze, jusqu'à 2 pouces de large.	Idem	8
— — jusqu'à 3 *idem* et plus.	Idem	11
— — jusqu'à 5 *idem*.	Idem	9
— de satin, jusqu'à $\frac{1}{2}$ pouce de large.	Les 100 vares.	33
— — jusqu'à $\frac{3}{4}$ *idem*.	Idem	48
— — jusqu'à 1 *idem*.	Idem	62
— — de plus de 1 *idem*.	Idem	150
— de taffetas. *C.* de satin.		— —
— autre que de velours. *C.* de gaze.		
istoneria. C. Cintas.		
ttes. *C.* Satins.		
purs, unis jusqu'à $\frac{2}{3}$ de large.	Idem	25
— plus large.	Droit proportionnel.	
ouvragés. *C.* unis.		
élangés de coton. *C.* purs.		
unie, jusqu'à $\frac{4}{4}$ de large.	La vare	20
jusqu'à $\frac{5}{4}$ *idem*.	Idem	25
ivragée. *C.* unie.		

Marchandises.	Unités.	Droits. cents.
Tissus non dénommés, pouvant être assimilés à la moire. *V.* Moire.		
— autres, non brochés, en argent ou en or, désignés sous la dénomination générale de *Telas*, unis, purs, jusju'à $\frac{2}{3}$ de large.	La vare	25
— de soie non dénommés, autres, non brochés, en argent ou en or, désigné sous la dénomination générale de *Telas*, unis, purs, plus larges.	Droit proportionnel.	
— — — — mélangés de coton. *C.* purs.		
— — — ouvragés ou brodés. *C.* unis.		
Toilettes. *V.* Meubles.		
Tresses: *Esterillas* pour chapeaux, en pièce, jusqu'à $\frac{2}{4}$ de large.	La vare	$\frac{1}{2}$
— *Tresillas*. *V.* Galons et Ganses.		
Trousses de chirurgie. *V.* Instrumens.		
Vases à fleurs. - *Floreros* sans fleurs, en porcelaine, jusqu'à 8 pouces de haut.	La pièce	75
— — plus grands.	Idem	200
— en verre.	Idem	50
— autres. *C.* de Porcelaine.		
Verre, verrerie et cristaux: Bouteilles, dames-jeannes, carafes et flacons, vides: *Botellas* de cristal, unies.	La douzaine	300
— — — — taillées.	Idem	500
— — — de *vidrio* blanc, unies.	Idem	75
— — — — — taillées.	Idem	100
— — — — noir.	Idem	150
— — *Damesanas*.	Idem	100
— — *Frasquitos* de verre, de toute dimension.	Idem	18
— Cristaux, petits. *V.* Verres à lunettes.		
— — non dénommés.	La valeur	30 p. %
— Verres à boire. - *Vasos* de cristal, dorés.	La douzaine	100
— — — taillés. *C.* dorés.		
— — à lampes ou quinquets, longs.	Idem	50
— — à lunettes, loupes et autres semblables, jusqu'à 36 lignes.	Idem	25
— — de montre. *C.* à lunettes.		
— — en tables ou en feuilles.	La valeur	30 p. %
— Verrines ou cylindres-*Briseros*, avec flambeaux ou chandeliers. *V.* Chandeliers.		
— — sans flambeaux ni lampes, jusqu'à $\frac{1}{4}$ de large.	La douzaine	50
— — — jusqu'à $\frac{1}{3}$ *idem*.	Idem	75
Nota. Pour les *Briseras* ou *Guarda brisas*, le droit antérieur est maintenu.		
Verroteries et vitrifications. - *Abalorios*, etc.	La livre	37
Viandes: Langues fumées.	Idem	4
— — salées. *C.* fumées.		
— Saucissons de toute sorte.	Idem	6

Marchandises.	Unités.	Droits.
		cents.
s. *V.* Boissons.		
tures : *Birloches.*	La valeur	
Calesas et *Calesines*, *Coches* ou *Carros* (roues		30 p. %
e). *C.* Birloches.		
icles (*Efectos* et *Mercancias*) non dénommés		
a *Tarif.*	Idem	30 p. %

Ne figurent plus au tarif de 1838 les articles ci-après des *trois* premières sections du tarif de 1831 :

1er Section. — Bourses à argent.

2e Section. — Ecaille ouvrée.

— Plats. — *Basinillas.*

— Sellerie. — Plaques pour têtières de bride.

3e Section. — Viandes. — Autres. — *Carne* de boeuf, fumé.

Conséquemment, ces articles sont, depuis 1838, rentrés dans la catégorie des articles non dénommés.

De la 4e section du tarif de 1834, la *loi* de 1838 n'a conservé que les articles ci-après :

Articles dont le droit est modifié : Cévadille ; colle ordinaire ; eau de raze ; eaux composées ; encre, *tinta* sèche, de la Chine, liquide, à marquer ; graisse, *aceite* de poisson *) ; huile, *aceite* de graine de lin ; plâtre moulu autre que *mate* ; soufre autre que sublimé *) ; téré benthine.

Articles dont le droit est maintenu : Bandages herniaires **) ; bois bonaire, brésilet, campêche, gaïac,

---

*) Dans la 3e et dans la 4e section où la *graisse de poisson* et le *soufre* avaient été repris, la base du droit variait comme il suit :

Graisse de poisson . . { la livre (3e section) . . 3 cents. / l'arrobe (4e *idem*) . . . 30

Soufre autre que sublimé, { la livre (3e *idem*) . . . 1 / le quintal (4e *idem*) . . 80

**) Les *bandages* et les *tamis* étaient aussi repris à la 2e section.

Les *briquets phosphoriques* (*fosforos*) n'étaient taxés, dans la 4e section, qu'à 10 cents la douzaine. A la 2e section, le droit, par douzaine, était fixé à 12 cents. C'est ce dernier droit qui a été maintenu.

mora, nicaragua, rio hacha; briquets phosphoriques; couleurs, *colores* en tablettes; éponges; étain en poudre; gommes, résine de pin; gouttes amères; noir, *tierra* noire d'imprimeur; ocre, *almarrazon* ou terre fine; plâtre en pierre, moulu, dit *mate*; tamis; terre, *greda* pour peinture, sigillée ou de Lemnos.

Tous les articles de la 4e section, autres que ceux ci-dessus, se trouvent, par la *loi* de 1838, soumis au droit à la valeur imposée aux *médicamens composés* et aux *articles non dénommés*.

Monnaies, poids et mesures.

Les monnaies, poids et mesures employés au tarif de Vénézuéla, présentent les rapports ci-après avec les monnaies, poids et mesures de France.

Monnaies.

Piastre *macuquina* (gourde)	4 f.	00 c.
Cent.	0	04.

Poids et mesures.

Mesures de pesanteur.	Livre 2 marcs-16 onces).	0 k.	460.
	Arrobe (25 livres).	11	500.
	Quintal (100 livres).	46	000.
Mesures de capacité. — *Arrobe*	Huile .	12 l.	630.
	Vin. .	16	073.
Mesures linéaires. .	Pouce.	0 m.	0254.
	Pied (12 pouces) .	0	2826.
	Vare (3 pieds) . .	0	847.
Mesures de superficie. — *Vare* carrée. .		0	717409

79.

Actes et Documens concernant l'occupation de l'Isle de Karrak dans le golfe de Perse par la Grande-Bretagne.

1 Mai — 5 Décembre.

(Présentés au Parlament d'Angleterre le 27 Mars 1839).

No. 1.

W. H. Macnaghten, Esq., Secretary with the Governor-general of India, to John Mc Neill, Esq., Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Persia.

(Extract.) Simla, 1 May 1838.

I am directed by the Governor-general of India to acknowledge the receipt of your Excellency's letter dated the 7th ultimo, with the copies of dispatches to the address of Her Majesty's Principal Secretary of State for foreign Affairs, which accompanied it, and for which his Lordship desires me to tender to you his best thanks.

His Lordship gathers from these documents, that the state of your relations with Persia is at the present moment exceedingly critical. It has occurred to the Governor-general, that it might prove of very essential aid to your negotiations, were as many cruisers as can be spared for the service, together with a regiment of native infantry, dispatched to the Persian Gulf, to hold themselves in readiness for any service on which your Excellency might deem it expedient, under the orders of Her Majesty's Government, or the general authority which you may possess from it, to employ them, with a view to the maintenance of your interests in Persia. A recommendation to this effect will accordingly be made immediately to the Governor in Council of Bombay, who will further be requested to dispatch the Hugh Lindsay to the Gulf, with a view of conveying rapid intelligence to India of the state of affairs in Persia, in the present highly critical emergency.

His Lordship understands from a demi-official communication with which your Excellency has favoured him, that it is your intention to proceed to Herat, with a view of prevailing on His Majesty the Shah to raise the siege of that city. Your Excellency is fully aware of the great importance attached by the British Government in India to the preservation of the integrity of that place,

1838 and his Lordship would be glad of any efforts you can make to save it, which may not be inconsistent with the instructions under which you are acting from Her Majesty's Government.

No. 2.

W. H. Macnaghten, Esq., to J. P. Willoughby, Esq., Secretary to the Government of Bombay.

Sir, Simla, 1 May 1838.

I am desired by the Right Honourable the Governor-general of India to acknowledge the receipt of your letter, dated the 16th ultimo, transmitting a packet from the Envoy Extraordinary in Persia, to my address, containing copies of dispatches to Her Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and, in reply, to forward to you the accompanying copy of a letter this day written to Mr. Mc Neill.

It is requested that the Right Honourable the Governor in Council will comply with the suggestions contained in the second paragraph of that letter, at the earliest practicable period, if the troops and cruisers can be conveniently spared; and that the Hugh Lindsay may be forthwith dispatched with the accompanying dispatch to Mr. Mc Neill, with instructions to the Resident at Bushire to forward it to his Excellency either at Herat, or Tehran, or whereever he may happen to be.

The Hugh Lindsay should be considered at the disposal of Mr. Mc Neill, or, failing instructions from his Excellency, of the Resident at Bushire, until the present crisis is passed.

I have, etc.

(Signed) W. H. Macnaghten.

No. 3.

The Governor-general of India to the Secret Committee of the Court of directors of the East India Company.

(Extract). Simla, 1 May 1838.

You will observe that, with reference to the very critical state of our relations with Persia, I have taken upon myself to request the Bombay government to dispatch the Hugh Lindsay to the Gulf, with a regiment, and such cruisers as can be spared, having reason to believe that, in the opinion of Her Majesty's Envoy, the presence of this force will tend materially to the success of his negotiation.

No. 4.

Proceedings held at an Extraordinary Council of the Bombay Government, on the 19th May 1838.

Read and recorded a letter from Mr. Secretary Macnaghten, dated the 1st instant, with its enclosure of the same date, being

py of a letter from Mr. Secretary Macnaghten to his Excellency 1838
hn Mc Neill, Esq., Her Britannic Majesty's Envoy Extraordi-
ry and Minister Plenipotentiary at the court of Persia.

The Board having taken the above into consideration, and
ving consulted Rear-admiral Sir Charles Malcolm, superinten-
nt of the Indian navy, Major Neill Campbell, acting quarter-
ister-general of the army, Captain Turner, mint engineer, and
ptain Lowe, commanding the Honourable Company's steamer
renice, as to the best and easiest mode of equipping and trans-
rting a small force to the Persian Gulf, it is unanimously re-
ved as follows:

That, in consideration of the probable importance of the dis-
:ches received yesterday by express from the Governor-general
Simla, it is not expedient that the departure of the Berenice
:h the overland mail, on the 21st instant, should be interfe-
l with.

That, with reference to that part of the Governor-general's
tructions directing that the Hugh Lindsay steamer be sent to
e Persian Gulf, his Lordship be informed that both Rear-Admi-
l Sir Charles Malcolm and Captain Lowe being of opinion that
this late season of the year it is more than doubtful whether
is vessel could reach Muscat, and that on failure thereof she
ould have no alternative but to return to Bombay, it is impos-
ble that this part of the instructions can be carried into effect.

That it appearing that the Honourable Company's steamer
emiramis can be got ready for sea in ten days from this date,
id that as this vessel has been directed to proceed to Calcutta
) try an experiment, which ought to yield to the necessity of
mplying with the Governor-general's orders in an emergency
f the present description, she be dispatched to the Persian Gulf,
ith as many troops on board as she can conveniently accom-
odate.

That as it distinctly appears, from the statements of Sir
harles Malcolm, that the Tigris can carry no troops, and the
oote a very few, while the Semiramis cannot well carry above
00, Sir C. Malcolm be directed to endeavour to engage a vessel
f 400 or 500 tons for the conveyance of troops to the Persian
ulf.

That he be directed to prepare the Company's sloop of war
oote for service in the Persian Gulf with all practicable dispatch.

That the Company's brig of war Tigris, now ready for sea,
e ordered to proceed to the Persian Gulf as soon as dispatches
an be prepared for the Envoy in Persia, and the Resident at Bushire,
nforming those officers of the measures about to be adopted by
his Government, to give effect to the instructions of the Gover-
or-general.

That by the above vessel orders be issued to the Resident at
ushire, to concentrate the whole of the squadron in the Persian
ulf at Bushire, or at the Isle of Karrak.

That, provided tonnage can be obtained, a force consisting
f 500 rank and file of native infantry, and two six-pounders,
ompletely equipped for service, be dispatched with as little delay
s possible to Bushire.

1838 That the native infantry be composed of detachments from the 15th, 23d and 24th regiments, and the marine battalion, now forming part of the garrison of Bombay, in order to admit of those castes being selected which are likely to suffer least from a sea voyage.

That it being highly desirable that an officer of judgment and experience should be selected to command on this service, the President proposes that Lieutenant-colonel Shirriff be specially selected to command the expedition, and be directed to place himself under the political control of the Resident in the Persian Gulf.

That the commissariat department be directed to provision the troops for a period of six weeks; that all indents connected with the expedition, be passed as on an emergent service, and that all expenses incurred be debited to the Government of India.

That Captain Hennell be directed to make the best arrangements in his power for landing the troops, he being informed that the island of Karrak appears to this Government to be the most convenient spot for this purpose; and that he also be informed that the troops are placed under his political control, subject to the instructions of the Envoy in Persia.

That a copy of Mr. Secretary Macnaghten's letter of the 1st instant, and of its enclosure, be transmitted to Captain Hennell in explanation of his Lordship's views in ordering this demonstration.

That the Resident be directed to apprize the Envoy in Persia of the arrival of these troops, and of their being placed entirely at his Excellency's disposal.

That the Resident be directed to apprize the Persian authorities at Bushire that the troops are sent on a special service to the Gulf, and that the British Government hope that they will make no objection to their being landed at Karrak, and that they will afford every aid in effecting that object; Captain Hennell being informed that it is left to his discretion to land them on that island, even in opposition to the wishes of those authorities, provided he deems this necessary and expedient, and that it can be done without compromising the safety of the troops.

That the dispatches recently received from the Governor-general to the Envoy in Persia, be forwarded by the Semiramis, together with duplicates of the dispatches of this Government, to be sent by the Tigris.

That a copy of Mr. Secretary Macnaghten's letter, and enclosure, of the 1st instant, and a copy of these Resolutions, be forwarded to the Secret Committee of the Court of Directors, by the steamer Berenice.

That a copy of these Resolutions be immediately transmitted to the Governor-general, and to the Government of India, with an intimation that, being unable to carry into effect literally the instructions of the Supreme Government, we have felt it our duty to comply, in the best manner our means will permit, with those instructions, in a case in which the interests of the British empire may be materially, and perhaps vitally, involved.

1838

No. 5.

The Governor in Council at Bombay to the Secret Committee.

Honourables Sirs, Bombay Castle, 21 May 1838.

We have the honour to transmit to your Committee, by the steamer Berenice, which leaves this day with the overland mail for Suez, copy of a dispatch from the Secretary to the Governor-general of India, dated the 1st instant, relative to the present unsettled state of affairs in Persia.

In reference to the second paragraph of Mr. Secretary Macnaghten's letter above adverted to, we beg to forward to your Committee a copy of the resolutions of this Government for carrying into effect the wishes of his Lordship, and to express our hope that the measures which we have deemed it our duty to adopt, will meet the approval of your Committee.

We have, etc.
(signed) R. GRANT.
J. FARISH.
GEO. W. ANDERSON.

No. 6.

Captain Hennell, Resident at Bushire, to J. P. Willoughby, Esq. Secretary to the Bombay Government.

(Extract). Bushire, 18 June 1838.

This morning, by the Semiramis steamer, I had the honour to receive the important letter addressed to Her Majesty's Minister at the court of Persia, and now beg to acquaint you that it has been dispatched to Tehran, under charge of my jellowdar, and a cossid mounted from my stable, under instructions to use every exertion for its speedy and safe conveyance to its destination.

No. 7.

L. R. Reid, Esq., Secretary to the Government of Bombay, to Captain Hennell.

Sir, Bombay Castle, 3 July 1838.

I am directed to acknowledge the receipt of your letter, dated the 18th ultimo, No. 37, and to acquaint you that the Governor in Council approves of your having forwarded the dispatch to the Envoy in Persia, in the manner therein indicated.

I have, etc.
(signed) L R. REID.

1838

No. 8.

Commodore Brucks, of the Indian Navy, to J. C. Melvill, Esq., Secretary to the Court of Directors of the East India Company.

(Extract.) Steamer Semiramis, Karrak Island, 19 June 1838.

Agreeable to my instructions, I have the honour to acquaint you, for the information of the Court of Directors of the East India Company, that the Semiramis anchored at this island at 1 30 P. M. this day, having sailed from Bombay on the 4th June at 4 P. M.; arrived at Muscat at 7 P. M. of the 11th; sailed from thence at 10 P. M. of the 13th; anchored off Bushire at midnight of the 17th, and sailed from thence this morning.

We had 387 troops and followers, besides two guns, carriages and ammunition embarked. On the passage across, except the two last days, we had a moderate monsoon; on those days we had a strong wind from south-west, with an increasing head sea. Considering the great top weight (for all were on deck), we made good way, averaging 128 miles per diem. We should have done much better, but had only two firemen who had ever seen a coal fire; the consequence was, we never could get the steam kept up; two inches, instead of three and a half, being the highest it ever rose on the gauge.

The troops, I am happy to say, are now being landed, with the consent of the autorities of the place.

No. 9.

Captain Hennell to the Secretary to the Government of Bombay.

(Extract). H. C. Steamer Semiramis, off Karrak, 20 June 1838.

I embarked early yesterday morning on board the Semiramis, and, accompanied by the Hugh Lindsay steamer, reached the island of Karrak about I o'clock P. M.

Finding no notice taken of the gun which had been fired for a boat, I sent my Arabic meerza, Hajee Ahmed, on shore, with a message to Sheik Nasir, requesting he would pay me a visit on board, as I wished to communicate with him upon matters of consequence. The meerza did not return until the afternoon, when I learnt from him that Sheik Nasir with six boats had that morning gone over to Bushire Roads, for the purpose of having an interview with me upon the subject of his own affairs. He added that Sheik Abdoolah (the uncle of Sheik Nasir), and the only authority here, was too much alarmed to come off, and that he was very anxious that I should wait the return of his nephew. To do this, however, appeared to me only a waste of valuable time; and it was therefore arranged that the troops should forthwith commence their landing in the boats of the steamers; while

accompanied by my meerza, proceeded on a native bugalah to 1838
ie fort. I was met on the beach by Sheik Abdoolah, who ap-
eared much relieved on seeing me. I told him, in a few words,
at the British Government had sent up a body of troops upon
special service; and that the island of Karrak, on account of
e salubrity of its climate, had been chosen for their place of re-
lence. The Sheik replied that the island, its inhabitants, and
erything it contained, were entirely at our disposal. I then in-
nated that it was desirable the vessels should be unladen as
ickly as possible, as one was to return immediately to Bombay;
d begged he would give orders for the native boats to go off,
d assist in the disembarkation, upon the usual hire; with which
quest he immediately complied. The assistance given by the
amers' boats and the Karrak bugalahs was so effective, that
fore dark all the troops, excepting a guard and working party
board each vessel, were landed.

The whole of this day has been employed in landing the guns
d stores. The tents sent from Bombay on board the steamers,
ing too few in number to cover the troops and officers, without
eir being much crowded, I placed the whole of those belonging
the residency at the disposal of Lieut.-colonel Shiriff, so that,
ith this addition, the whole detachment will be comfortably lod-
ed until the Tamerlane transport brings up the remainder of
e tents.

The island of Karrak abounds with wells, and springs of ex-
llent water; but the limited population can furnish but small
pplies for the troops. As far, however, as my inquiries go,
ere will be no great difficulty experienced in procuring these
om the neighbouring ports of Gonaya, Bunder Reight, and Bushire.

The presence of the schooner Emily, at the present juncture,
ould have been attended with great advantages, as she would
ve been very useful in carrying supplies, and keeping up the
mmunication between the troops on the island, and the residency
Bushire. I propose, however, to supply her place, as far as
ssible, by hiring a suitable vessel, if I can meet with one upon
asonable terms, to be employed as a tender.

No. 10.

L. R. Reid, Esq., to Captain Hennell.

Sir, Bombay Castle, 3 July 1838.

I am directed to acknowledge the receipt of your letter, dated
e 20th ultimo, announcing the arrival of the detachment from
ombay, and its disembarkation on the island of Karrak, and to
form you that the Governor in Council approves of all your pro-
edings as therein reported. I have, etc.

(signed) L. R. Reid.

No. 11.

L. R. Reid, Esq., to the Secretary with the Governor-general of India.

Sir, Bombay Castle, 3 July 1838.

I am directed by the Governor in Council to transmit to

1838 you, for the purpose of being submitted to the Governor-general of India, the enclosed copy of a letter from the officiating Resident in the Persian Gulf, dated the 20th ultimo, announcing the arrival of the detachment from Bombay, and its disembarkation on the island of Karrak, and of my reply thereto of this date.

I have, etc.

(signed) L. R. Reid.

No. 12.

Captain Hennell to J. P. Willoughby, Esq.

(Extract). 22 June 1838.

I have the honour to report my return yesterday to Bushire from Karrak, on board the steamer Semiramis, in company with the Hugh Lindsay.

I now do myself the honour to enclose, for the information of the Governor in Council, a copy of a note addressed by me to Meerza Abbas, the governor of Bushire, immediately subsequent to my return, upon the subject of the location of the troops in the island, together with a copy of his reply to the same.

No. 13.

Captain Hennell to Meerza Abbas, the Governor of Bushire.

Bushire, 21 June 1838.

Having been much engaged on the arrival of the Government vessels with packets from Bombay, I had not leisure to wait upon you to explain the reason of my sudden departure from Bushire; but I take the earliest opportunity after my return, to acquaint you, that the British Government having sent a body of troops to the Persian Gulf, upon a special service, I have been instructed to intimate the same to you, and to acquaint you that, on account of the superiority of Karrak over Bassadore, and every other island, in point of climate, the troops have been landed there. At the same time I have been directed to express the hopes entertained by the British Government that jou will show them all kindness, and afford them every aid during their stay, particularly in allowing boats to carry out supplies of whatever may be required.

(signed) S. Hennell.

No. 14.

Meerza Abbas to Captain Hennell.

Persian Gulf, 21 June 1838.

I have had the honour of receiving your note brought by Meerza Juwad, and have understood what was written and spoken. What you state in apology, that in carrying into effect the orders of your Government you have not had leisure to visit me, and that for the forwarding the service of the Sirkar you had been

rected to proceed to Karrak on account of the superiority of its 1838
imate, this is very good. It is necessary for a subject to per-
rm whatever orders he may receive from his superior.

It is also incumbent upon me to represent to my own Go-
rnment these new arrangements which have been made and exe-
ted by you, and to act according to whatever directions may be
nt, as on certain points I do not possess authority to act, and
erefore it becomes necessary to apply for instructions, and to
guided by them. Touching transport of supplies to the ves-
ls, as no misunderstanding or separation has taken place between
e two States, very good; there is no objection; let them be
warded.

No. 15.

L. R. Reid, Esq., to Captain Hennell.

Sir, Bombay, 3 July 1838.

I am directed to acknowledge the receipt of your letter da-
d the 22d ultimo reporting your return to Bushire from Karrak,
d submitting the copy of a note addressed by you to Meerza
bbas, the governor of Bushire, on the subject of the location
the troops at Karrak, together with copy of the Meerza's reply;
d to acquaint you that the Governor in Council approves of the
nor of your communication to Meerza Abbas.

I have, etc.
(signed) L. R. Reid.

No. 16.

L. R. Reid, Esq., to W. H. Macnaghten, Esq. Secretary with the Governor-general.

Sir, Bombay, 3 July 1838.

I am directed by the Governor in Council, to transmit to
u, for the purpose of being submitted to the Governor-general
India, the enclosed copy of a dispatch from the officiating Re-
lent in the Persian Gulf, dated the 22d ultimo, reporting the
rrespondence which he had with Meerza Abbas, the governor
Bushire, on the subject of the location of the British troops at
rrak, and of my reply thereto of this date.

I have, etc.
(signed) L. R. Reid.

No. 17.

he Governor in Council at Bombay to the Secret Committee.

Honourable Sirs, Bombay Castle, 11 July 1838.

With reference to our letter dated the 21st May last, relative
the unsettled state of affairs in Persia, we have the honour to
nsmit to your Committee copies of dispatches from the officiating
sident in the Persian Gulf, regarding the location of the detach-
nt under Colonel Shirriff in the island of Karrak, and the com-

1838 munications held by Captain Hennell with the governor of Bushire on the subject.

The measures adopted by Captain Hennell, and his communication to the governor of Bushire, relative to the occupation of Karrak, are, in our opinion, very judicious, and have met with our entire approbation.

Copies of the above dispatches have been forwarded to the Governor-general of India, for his Lordship's information.

The dispatches received by the Semiramis from the Persian Gulf, not showing any necessity for the Atalanta's proceeding to that quarter at present, as announced in the Government Gazette of the 28th ultimo, we have determined to await the receipt of further intelligence from the Resident before deciding on the dispatch of that steamer to Bushire.

We have, etc.
(signed) J. Farish.
G. W. Anderson.

No. 18.

Captain Hennell to J. P. Willoughby, Esq.

(Extract). Bushire, 15 June 1838.

I would respectfully suggest the extreme expediency, under the present very unsettled and critical posture of affairs, that the field force should be forthwith reinforced by four, or at least two, companies of Europeans, together with an additional detail of gunn, artillerymen, ammunition, and military stores.

No. 19.

Captain Hennell to J. P. Willoughby, Esq.

(Extract). 1 July 1838.

I have the honour to report, for the information of the Governor in Council, the arrival at this port of the brig of war, Tigris, on the 26th; and on the 29th ultimo, that of the sloop of war, Elphinstone, and transport, Tamerlane; which latter vessel proceeded directly over to Karrak, for the purpose of landing the troops, stores, and coals, upon that island.

On the 28th ultimo the replies from the Shiraz government, to their communications reporting the arrival of the field force, and its location upon the island of Karrak, were received by the authorities of this place. From private information I have reason to believe, that the Prince of Fars does not contemplate any immediate movements of a hostile character; but that it is his intention to await the receipt of instructions from the Shah.

No. 20.

Captain Hennell to Lieutenant-Colonel Shirriff.

(Extract). (No date).

I have the honour to acquaint you that the steamer, Hugh Lindsay, now proceeds over to Karrak, for the purpose of receiving on board

a supply of coals from the Tamerlane transport, which passed 1838
this port yesterday afternoon.

As far as I can learn, no movements of a hostile character, consequent upon our occupation of the island of Karrak, are at present contemplated by the government of Shiraz; and as the authorities here continue to exhibit the same friendly conduct as before, the service of the detachment under the command of Lieutenant Jackson, now on board the Hugh Lindsay, may be dispensed with for the present; particularly as the crews and marines of the two vessels of war, Elphinstone and Tigris, now in these roads, are available in case of necessity.

No. 21.

Captain Hennell to Lieutenant-Colonel Shirriff.

Sir,

It being advisable that the marines of the steamer, Hugh Lindsay, should remain attached to the escort of the Bushire residency for the present, may I request the favour of your allowing that vessel to be furnished with a detail of the marine battalion from the field force under your command, to act in the place of the party which has been landed here.

I have, etc.
(signed) S. Hennell.

No. 22.

The Governor in Council at Bombay to the Secret Committee.

Bombay Castle, 14 July 1838.

We have the honour to transmit to your Committee copies of dispatches this day received from the officiating Resident in the Persian Gulf, conveying the latest intelligence of affairs in that quarter.

We have, etc.
(signed) J. Farish.
G. W. Anderson.

No. 23.

Captain Hennell to J. P. Willoughby, Esq.

(Extract). Bushire, 7 August 1838.

Up to the present date, with the exception of the impediments thrown in the way of the transmission of supplies to the troops at Karrak, and a few other petty annoyances, no exhibition of hostility has been made by the governor of Bushire, or the authorities of Fars.

No. 24.

Captain Hennell to the Secret Committee.

(Extract). Bushire, 11 August 1838.

I have the honour to acquaint you, that this evening I recei-

1838 ved instructions from the Governor in Council of Bombay, by the Atalanta steamer, to apprise your Committee of the latest intelligence which might be in my possession regarding the state of affairs in Persia, and more especially at Herat.

As it is necessary that the Atalanta should be immediately dispatched to Bussorah, in order to afford her packets the slightest chance of reaching Beirout in sufficient time for the steamer which leaves that port on the 1st September, I have thought that the instructions of the Government would be best carried into effect by the transmission to your Committee of copies of my last dispatches to Bombay.

No. 25.

J. P. Willoughby, Esq. to Captain Hennell.

(Extract). Bombay Castle, 13 September 1838.

With reference to my letter dated the 10th instant I am directed by the Governor in Council to inform you, that it has been deemed advisable to increase the detail of artillery to be sent to Karrak, from 12 to 24 men, and to send two light six-pounders with this detachment.

I am at the same time desired to inform you that the reinforcement of troops now sent to Karrak, is chiefly intended, by having a force there of a character that will be respected, to prevent any attempt to attack it, or if, notwithstanding your representations and remonstrances, should you have the opportunity to offer them, such attempt should be made, Lieutenant-colonel Shirriff may be enabled, with the troops under his command, and the vessels of war at the station, to maintain possession of the island.

No. 26.

J. P. Willoughby, Esq., to W. H. Macnaghten Esq.

Sir, Bombay Castle, 13 September 1838.

With reference to my letter dated the 10th instant, I am directed by the Governor in Council to transmit to you, for submission to the Governor-general of India, an extract from the proceedings of this Government regarding an increase to the detail of artillery proceeding to Karrak, and the instructions this day issued to the Resident at Bushire, explaining to him the object of the measure.

I have, etc.

(signed) J. P. Willoughby.

No. 27.

J. P. Willoughby, Esq., to W. H. Macnaghten Esq.

(Extract). Bombay Castle, 27 September 1838.

I am directed by the Governor in Council to acknowledge the receipt of your letter, dated the 3d instant, relative to the sending to the island of Karrak a reinforcement of troops, of the nature indicated by Colonel Shirriff; and, in reply, to refer you to my communications dated the 5th inst. and the 30th ult. from

which the Governor-general of India will have learnt that this Government has anticipated his Lordship's instructions. 1838

No. 28.

Captain Hennell to the Secret Committee.

(Extract). Bushire, 26 October 1838.

I have now the honour to report, that from the date of my last communication until the present time, affairs in this quarter have remained perfectly tranquil, and everything has gone on in its usual routine, excepting that the exportation to Karrak of rice and wheat from this port is strictly prohibited.

The intercourse between Meerza Abbas, the governor of Bushire, and the British Residency, continues of a polite and even friendly character. The subject of the field detachment at Karrak is never alluded to, either by the Shiraz government, or the local authorities. To the present date no symptom of hostility has been exhibited, nor has any attempt been made to garrison the town.

The climate of the island of Karrak has been found exceedingly salubrious by the troops located there: although exposed to the powerful heat of a Gulf summer, under canvas, they have never had more than from three to five individuals sick in the hospital, while in a space of upwards of four months not a single casualty has occurred.

No. 29.

Captain Hennell to the Secret Committee.

(Extract). Bushire, 27 October 1838.

I have the honour to report, for the information of your Committee, that since closing my letter in this department of yesterday's date I have received a communication from Lieutenant-colonel Shirriff, the commanding officer of the force at Karrak, acquainting me with the arrival there of the merchant ship Ernaad, having on board 300 European troops, and 24 artillerymen, as a reinforcement to the field detachment located upon that island.

No. 30.

Captain Hennell to J. P. Willoughby, Esq.

(Extract). Bushire, 29 October 1830.

The Government will have been made aware from my former communications, that Sheik Nasir, the late governor of Bushire, on taking flight (under the impression that Meerza Abbas, the present ruler, had been dispatched for the purpose of seizing, and sending him a prisoner to Shiraz), took refuge on that island, which has always been looked upon as the stronghold of the family.

At the period when the field detachment under the command of Lieutenant-colonel Shirriff arrived in the Gulf, that island was in the possession of Sheik Nasir; and with reference to the peculiar circumstances under which the force was sent up, I judged

1838 it expedient to land the troops rather as friends than as enemies, consequently, I have not hitherto interfered with the local government of the place, either by taking possession of the defences of the town and small star fort (now occupied by the Sheik and his few followers), or assuming any authority over the native inhabitants.

No. 31.

J. P. Willoughby, Esq., to Captain Hennell.

(Extract). Bombay Castle, 5 December 1838.

I am directed by the Governor in Council to acknowledge the receipt of your letter, dated the 29th October last, and to acquaint you that the information therein contained, regarding the island of Karrak, now occupied by the British troops, is satisfactory.

With reference to your letter, I am desired to inform you that the necessary orders will be issued from the military department for sending the requisite supply of provisions for the troops at Karrak.

No. 32.

The Governor in Council at Bombay to the Secret Committee.

Honourable Sirs, Bombay Castle, 5 December 1838.

We have the honour to forward, for the information of your Committee, the accompanying copy of a report from the Resident in the Persian Gulf, dated the 29th October last, regarding the island of Karrak, now occupied by the British troops, which in our opinion is very satisfactory.

Copy of the reply which we caused to be returned to the Resident, is herewith enclosed; and we hope that our instructions to that officer will meet your Committee's approbation.

We have, etc.

(signed) James Farish.

G. W. Anderson. J. A. Dunlop.

80.

Traité de commerce, de navigation et d'amitié, conclu le 8 mai 1838, entre la Suède et la Russie, ratifié par l'Empereur de Russie le 25 juillet, et par le Roi de Suède le 26 août.

(Publication officielle faite à Stockholm).

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, également

animés du désir de cimenter les liens d'amitié et de 1838
bon voisinage qui les unissent si heureusement, ayant résolu d'un commun accord, après l'expiration de la convention du 23—11 juin 1834, de conclure un traité de commerce, de navigation et d'amitié, selon que l'exige l'interêt des relations commerciales entre leurs Etats respectifs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, le sieur David, baron de Schulzenheim, membre de son conseil d'état, chambellan, grand-officier et secrétaire de ses ordres, etc. et le sieur Charles David de Skogman, son secrétaire d'état au département du commerce et des finances, etc.; et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Léon, comte Potocki, son conseiller privé, chambellan, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, etc., et le sieur Laurent de Haartman, son conseiller d'état actuel, chambellan, gouverneur civil d'Abo, etc.; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. Les bâtimens suédois et norwégiens, ainsi que les bâtimens russes et finlandais, seront traités dans les ports respectifs des deux hautes puissances contractantes, tant à leur entrée qu'à leur sortie, à l'égal des nationaux pour les droits de port, de tonnage, de fanaux, de pilotage et de sauvetage, ainsi que pour tout autre droit ou imposition payable, soit à la couronne, soit aux villes ou à des établissemens particuliers quelconques, à quel titre et sous quel dénomination que ce soit. Il est convenu que ces dispositions s'étendent aux droits de navigation par les canaux de Gothie et de Trollhatta.

Les dispositions ci-dessus sont applicables indistinctement à toutes les embarcations et à tous les bâtimens marchands chargés ou sur leur lest, quelles qu'en soient la capacité et la construction.

En attendant qu'un règlement uniforme puisse être établi dans les ports russes de la mer Baltique; de la mer Noire et de la mer d'Azow, où des différences locales existent, pour le paiement des impositions et droits dénommés ci-dessus, les bâtimens suédois et norwégiens y seront traités sur le pied des nations les plus favorisées; et dans le cas où, pendant la durée du présent

1838 traité, les règlemens actuellement en vigueur pour les susdits ports viendraient à subir des modifications, ces modifications ne pourront déroger au principe établi par les clauses précédentes.

2. Toutes les denrées et marchandises dont l'importation dans les ports russes ou finlandais est légalement permise sur des bâtimens nationaux, qu'elles soient les productions du sol ou de l'industrie des royaumes de Suède et de Norwège, ou de tout autre pays, pourront également être importées dans lesdits ports sur des bâtimens suédois et norwégiens de quelle place que ce soit, sans être assujéties à des droits plus forts ou autres, a quel titre et sous quelle dénomination que ce soit, que si elles étaient importées sur des bâtimens nationaux.

Réciproquement, toutes les denrées et marchandises dont l'importation dans les ports des royaumes de Suède et de Norwège est légalement permise sur des bâtimens nationaux, qu'elles soient les productions du sol ou de l'industrie de l'empire de Russie ou de tout autre pays, pourront également être importées dans lesdits ports sur des bâtimens russes et finlandais de quelle place que ce soit, sans être assujéties à des droits plus forts ou autres, à quel titre et sous quelle dénomination que ce soit, que si elles étaient importées sur des bâtimens suédois et norwégiens.

Toutes les denrées et marchandises dont l'exportation des ports russes et finlandais est légalement permise sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportées par des bâtimens suédois ou norwégiens, sans être assujéties à des droits plus forts ou autres que si l'exportation était effectuée par des bâtimens russes ou finlandais.

Réciproquement, toutes les denrées et marchandises dont l'exportation des ports des royaumes de Suède et de Norwège est légalement permise sur des bâtimens nationaux, pourront également en être exportées par des bâtimens russes ou finlandais, sans être assujéties à des droits plus forts ou autres que si l'exportation était effectuée par des bâtimens suédois ou norwégiens.

3. Il est convenu que les deux hautes parties contractantes n'entendent point préjudicier, par les stipulations de l'art. 2, aux conventions qu'elles concluraient respectivement avec une puissance tierce, et par les-

quelles il serait concédé, moyennant un équivalent quel- 1838
que avantage spécial pour l'importation ou l'exportation de certaines marchandises déterminées, et ces conventions ne pourront être invoquées en faveur des sujets russes ou finlandais en Suède et en Norwège, ni en faveur des sujets suédois et norwégiens en Russie et en Finlande.

Toutefois, les conventions particulières conclues ou à conclure entre l'une des deux hautes parties contractantes et une puissance tierce, ne pourront déroger à la faculté que l'art. 2 implique, pour les sujets respectifs, de pouvoir importer du sel, de quelque endroit que ce soit, et moyennant les mêmes droits que paient les nationaux, tant par des vaisseaux et bâtimens marchands russes et finlandais en Suède et en Norwège, que par des vaisseaux et bâtimens marchands suédois et norwégiens en Russie et en Finlande.

De cette disposition sont exceptés les ports russes de la mer Noire, pour aussi long-temps que l'importation du sel y est généralement prohibée.

4. Les bâtimens clincarts et non pontés des habitans de la Finlande, en naviguant directement entre la Suède et la Finlande, ne paieront dans les ports de Suède que les droits de douane et autres, dits *Helfria*, sans l'augmentation à laquelle les bâtimens suédois et étrangers de la même construction ont été assujétis. Les bâtimens suédois clincarts et non pontés jouiront de la même exemption dans les ports de Finlande.

Les bâtimens des paysans finlandais continueront à jouir, dans les ports de Suède, des mêmes facilités qui leur ont été accordées jusqu'ici pour la déclaration des cargaisons et pour le mode d'acquittement des droits, ainsi que pour la vente de leurs denrées. Chaque capitaine de navire finlandais pourra, dans les vingt-et-un jours après son arrivée dans un port suédois, vendre en détail, à bord de son bâtiment, toute production rurale d'origine finlandaise; le même avantage sera *vice versâ* réservé aux bâtimens suédois dans les ports du grand-duché.

5. Les vaisseaux russes venant de la mer Blanche dans les ports de la province de Finmarken, savoir: les bailliages du Finmarken occidental et oriental (*West- och-Ost-Finmarken*) en Norwège pourront vendre leurs marchandises à bord, conformément à ce qui

1838 s'est légalement pratiqué jusqu'ici dans les villes, pendant quatre semaines, non-seulement aux habitans, mais aussi aux bâtimens norwégiens, et dans tout autre port du Finmarken, aux bâtimens norwégiens, pendant quinze jours.

Le poisson sec ou salé, importé à Archangel par les bâtimens norwégiens, pourra y être vendu à bord, dans le rayon de la douane, aussitôt après que la cargaison aura été déclarée et que le bâtiment aura subi la visite légale. Dans la déclaration, le poids du poisson apporté pourra n'être indiqué que d'une manière approximative. Elle sera admise sans connaissement. La vente se fera sous la surveillance immédiate d'un employé de la douane placé à bord et chargé de dresser une spécification exacte des quantités vendues. La vente terminée, cette spécification sera vérifiée à la douane et la quotité des droits payables réglée en conséquence.

6. Il sera permis aux habitans des communes d'Utsjocki et d'Enara, dans la Laponie finlandaise, de faire un commerce d'échange avec les bâtimens russes arrivant de la mer Blanche sur cette partie des côtes du golfe de Varanger, qui, ci-devant, était comprise dans les districts appelés communs, ainsi qu'à l'embouchure de la rivière du Passvig, en troquant leurs propres productions contre les denrées suivantes de première nécessité, savoir: Blé, farine, gruau, pois, chanvre, toile à voile, cordage, goudron, suif, chandelles et sel. Il n'y sera prélevé aucun droit sur ce trafic.

7. Les commerçans suédois et norwégiens jouiront du droit d'entrepôt pour l'alun, le rouge soufré, le hareng et autre poisson salé, ainsi que pour le poisson sec, à Saint-Pétersbourg et à Riga, pendant huit mois, et à Archangel, pendant douze mois, à dater du jour de l'arrivée de la marchandise; l'alun et le rouge soufré, sans payer aucun droit ou imposition. Le sel importé sur des bâtimens suédois ou norwégiens à Saint-Pétersbourg, à Réval et dans les ports de Livonie et de Courlande, pourra également y être mis en entrepôt, sans payer de droits et aux conditions établies par le règlement actuellement en vigueur.

Toutes les marchandises qui sont la propriété de commerçans suédois et norwégiens, dont l'entrée n'est pas prohibée en Finlande, pourront être mises en en-

epôt à Abo et à Helsingfors. Pour les marchandises 1838
ıi seront mises en entrepôt dans les susdits ports de Finnde, il sera payé à l'entrée un demi pour cent de ur valeur. Si ces marchandises restaient à l'entrepôt ı-delà de deux ans, ce paiement d'un demi pour cent ra renouvelé, d'abord au bout des deux premières nnées, et ensuite à l'expiration de chacune des anées suivantes. Quelle que soit la durée de l'entrepôt, s marchandises paieront à leur sortie une nouvelle nposition d'un demi pour cent.

Les productions et marchandises russes et finlanaises, le sel importé par les bâtimens russes ou finndais, ainsi que toutes autres marchandises, qui sont ı propriété des commerçans russes ou finlandais, pournt être mises en entrepôt à Stockholm, Gothembourg, arlshamn et Landscrona, ainsi qu'à Christiania, Hamerfest et dans tout autre port norwégien, où il y a ne chambre de douane, aux conditions qui se trouent fixées pour les marchandises de même nature imortées sur des bâtimens suédois et norwégiens.

Sont exceptés du droit d'entrepôt dans les ports orvégiens les articles dont l'entrée y est généralement rohibée.

Pour ce qui regarde les marchandises produites et abriquées dans un pays tiers, qui seraient déclarées our la consommation interieure du pays où elles ont té importées et mises en entrepôt, les droits d'entrée t autres seront perçus alors, tant en Suède et en orwège, qu'en Finlande, selon la qualité du bâtiment ar lequel l'importation a eu lieu, l'augmentation, conue sous la dénomination de *Ofri tull*, étant en ce as applicable aux objets apportés par les bâtimens non rivilégiés.

Le sel importé par des bâtimens appartenant aux ujets respectifs, et qui, après avoir été mis en entreôt, sera déclaré pour la consommation, paiera les roits conformément aux stipulations contenues dans art. 3, sans que dans ce cas et pour le paiement de es droits, il soit fait aucune distinction entre les bâimens privilégiés et non privilégiés.

La réexportation des denrées mises en entrepôt est ermise, de part et d'autre, dans tous les ports désinés au présent article.

8. Les hautes parties contractantes ayant, dans un

1838 article additionnel, signé en même temps que le prés traité, stipulé quelques concessions mutuelles destin à faciliter encore davantage les rapports de comme et de navigation entre leurs Etats respectifs, cet art et ses annexes auront la même force et valeur que i étaient insérés textuellement dans le présent traité.

9. Le présent traité sera en vigueur pendant années, à partir du 1er Septembre - 20 août de l'an courante, et si, avant l'expiration des neuf premi années, l'une des hautes parties contractantes n'a pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, intention d'en faire cesser l'effet, ce traité restera o gatoire une année au-delà, et ainsi de suite, jus l'expiration des douze mois qui suivront une semb notification, à quelque époque qu'elle ait lieu.

10. Le présent traité, avec son article addition sera ratifié, et les ratifications échangées à Stockh dans l'espace de six semaines, ou plus tôt, si faire se p

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l' signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Stockholm, le 8 mai - 26 avril, l'an grâce mil huit cent trente - huit.

(L. S.) David baron de Schulzenheim. (L. S.) C. D. Skog (L. S.) Léon comte Potocki. (L. S.) L. de Haart

Article additionnel.

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norwège, et Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant arr dans le traité de commerce, de navigation et d'an de ce jour, les principes généraux qu'auront à ré dorénavant les rapports de commerce et de navigat entre leurs Etats respectifs, et ayant reconnu l'uti de conserver encore pour un temps limité certai concessions mutuelles, établissant quelques excepti aux tarifs et règlemens en vigueur, ont autorisé le plénipotentiaires à convenir des stipulations spéci qui suivent.

§. 1. L'alun et le rouge soufré pourront être i portés de Suède sur des bâtimens suédois, norwégie russes ou finlandais dans les ports russes de la n Baltique et de la mer Blanche, en ne payant que moitié des droits fixés dans le tarif des douanes russ

§. 2. L'alun suédois, importé à Saint-Pétersbou y sera libéré du triage, ainsi que de la rétribution pay à ce titre.

§. 3. Le suif et les chandelles (de suif) importés en 1838
ède des ports de la Russie, comme de ceux du grand-
hé de Finlande, par des bâtimens suédois, norwé-
s, russes ou finlandais, ne seront assujétis qu'à la
tié des droits d'entrée et autres, généralement fixés
r ces marchandises en Suède.

§. 4. Le thé de caravane, importé de Russie en
de, sur des bâtimens appartenant aux sujets de
ou de l'autre des hautes parties contractantes,
a d'une diminution de dix pour cent du taux gé-
l des droits d'entrée et autres, auxquels cette den-
est soumise en Suède.

§. 5. Toutes les dispositions contenues dans les
graphes précédens entreront en vigueur le 1er sep-
re-20 août 1838 et subsisteront jusqu'an 1er jan-
1845-20 décembre 1844.

§. 6. Les productions du sol ou de l'industrie de
ède, ainsi que les productions du sol ou de l'in-
ie du grand-duché de Finlande, qui se trouvent
ifiées dans les deux tarifs ci-annexés, seront, à
entrée dans les pays respectifs, soumises aux droits
ouane qui s'y trouvent fixés pour chacun de ces
s séparément, pendant les deux époques y énon-
, dont l'une commence le 1er septembre-20 août
8 et finit au 31-19 décembre 1841, l'autre com-
ce au 1er janvier 1842-20 décembre 1841 et finit
1-19 décembre 1844. Lesdits tarifs annexés au-
la même force et valeur que s'ils étaient textuel-
nt insérés dans le présent article additionnel.

§. 7. Les propriétaires de forges en Finlande
ront faire acheter en Suède et exporter les quan-
suivantes de fer de fonte et de minerai de fer, savoir:

En 1839. . . .	6,000	skepp:d	de fer de fonte;
Id.	20,000	id.	de minerai;
En 1840. . . .	5,000	id.	de fer de fonte;
Id.	15,000	id.	de minerai;
En 1841. . . .	4,000	id.	de fer de fonte;
Id.	12,000	id.	de minerai.

Le fer de fonte pourra être acheté de toute espèce
de tout endroit que les propriétaires voudront, sans
'ils soient obligés de s'en tenir aux qualités que por-
nt leurs priviléges; mais le minerai sera pris des en-
oits d'où il a été tiré auparavant, savoir: des mines

1838 de Roslagen, jusqu'à la concurrence d'un six
nuellement, et le reste des mines de Sudermar

Les droits de sortie en Suède ne pourront
pendant les trois années précitées, pour un sk
fer de fonte seize sk. de banque, et pour un
de minerai de fer un skilling, quatre rundst. d

S'il arrivait que les quantités stipulées
pas été exportées avant la fin d'une année,
constance ne pourra servir de raison, l'année
pour augmenter, en faveur du grand-duché, l
tion du fer de fonte et du minerai, et cette
tion ne pourra, dans aucun cas, outrepasser p
que année les quantités déterminées ci-dessus.

§. 8. Tant que la franchise des droits
statuée en Norwège, par le §. 1er de la loi du
tembre 1830, pour certaines marchandises i
dans les bailliages de West- et Ost-Finmarke
en vigueur, la Norwège pourra annuellement
des ports de la mer Blanche, libre de tout
douane, jusqu'à la concurrence de 25,000 ts
de blé, sur des bâtimens norwégiens, et u
quantité sur des bâtimens russes. Il dépend
convenance réciproque des acheteurs et des
de substituer la farine au blé, pour une partie
la totalité de la quantité susmentionnée, et dan
la farine sera également libre de tout droit de

§. 9. Le hareng suédois et norwégien et au
son salé, ainsi que le poisson sec, mis en
conformément à l'art. 7 du traité principal de
seront libres de tout droit ou imposition p
entrepôt.

Le droit pour l'emmagasinage du hareng
et norwégien importé à Saint-Pétersbourg ne
dépasser 80 copeks en assignations pour chac
neau effectif, c'est-à-dire rempli et encaqué ap
subi le triage légal.

Les deux stipulations ci-dessus resteront en
tant que les facilités dont les habitans des p
russes, de la mer Blanche et de la mer Gla
joui d'ancienne date dans les parages des baill
West- et Ost-Finmarken, leur seront continué
qu'elles se trouvent déterminées en Norwège
loi sur les pêcheries du Finmarken du 13 se
1830, §. 40.

§. 10. Afin d'établir les contrôles nécessaires, en 1838
constatant l'origine ou l'endroit de fabrication des den-
ées et marchandises provenant des Etats de l'une des
utes parties contractantes, et qui pourront être im-
rtées dans ceux de l'autre, aux conditions fixées
s le présent article additionnel, on est convenu des
les qui suivent:

1° *Pour les denrées et marchandises qui s'ex-
rtent d'une ville;*

A. Quiconque aura des denrées à expédier pour
n propre compte, sera tenu de présenter au tribunal
lieu une liste dressée en double, signée par lui et
écifiant toutes les denrées qu'il expédie par la même
asion. Quiconque sera chargé d'une expédition pour
pte d'un ou de plusieurs propriétaires absens, pré-
tera pour l'envoi de chaque propriétaire, séparé-
nt, une liste semblable, également en double exem-
re. Dans l'un et l'autre cas, lecture sera faite de
liste, en sa présence, et il affirmera par serment,
é de vive voix pardevant le tribunal: „que ces den-
es sont le produit du sol ou de l'industrie du pays
où elles s'exportent, et qu'elles sont sa propriété ou
lle de toute autre personne demeurant hors de la
ille, ou qui, pour cause d'absence légale et constatée,
a chargé d'en soigner l'expédition." Dans le cas où
sieurs envois se feraient à la fois par le même indi-
du, il suffira d'un seul serment, dans lequel il sera
mention spéciale de chaque envoi.

Le tribunal certifiera la prestation du serment sur
n des deux exemplaires de chacune des listes ainsi
ésentées, et cet exemplaire accompagnera l'envoi de
marchandise comme certificat d'origine.

B. Pour la validité de ce certificat, et pour qu'il
ure aux marchandises qu'il accompagne la jouissance
s avantages stipulés, il est requis:

a. Que les signatures du certificat soient dûment
galisées par le consul ou vice-consul du pays, pour
quel la marchandise est exportée, en cas qu'un fonc-
nnaire pareil se trouve établi dans la ville;

b. Que le certificat soit remis au capitaine dans le
rt de partance pas plus tard que ne sera délivré le
sseport de son navire; et

c. Qu'à son arrivée au port de destination, ce cer-

les qui s'exportent de ce port pour la Suède.

2° *Pour les denrées et marchandises* [illegible] *vent de la campagne*:

Les denrées et marchandises arrivant dans la campagne jouiront des avantages sti tant qu'à l'arrivée au lieu de leur destinat sont accompagnées d'un certificat émis par civile (Krono-Betjeningen) du lieu de l'expor par lequel il est attesté qu'elles sont le produi qui les exporte, qu'elles ont été produites ou à la campagne, et qu'elles en sont directement

Il est en outre convenu que, dans tous l passeports des navires ou bâtimens naviguan ment entre la Suède et la Finlande seront d galisés par les consuls ou vice-consuls du pay quel les navires ou bâtimens sont destinés.

§. 11. Entre les objets admis exceptior avec des droits d'entrée modifiés conformém article additionnel, ceux désignés ci-après de munis de certificats, pour constater leur origin droit de leur fabrication, lors de l'importati denrées ou marchandises des ports de l'une parties contractantes, dans ceux de l'autre, sa

Pour l'importation de la Finlande e

Suif et chandelles de suif; tissus: ruba

foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le article additionnel, et y ont apposé le cachet de leurs armes. t à Stockholm, le 8 mai de l'an de grâce mil huit ıte-huit. (*Suivent les signatures.*)

pécial pour les marchandises, produits du sol ou industrie de la Suède, importées en Finlande.

	NOMBRE, POIDS, MESURE, VALEUR.	DROITS D'ENTRÉE à prélever en Finlande			
		jusqu'au 1 janvier 1842		depuis le 1 janvier 1842 jusqu'au 1 janvier 1845	
		EN ARGENT.			
		Roubles.	Cop.	Roubles.	Cop.
. . . . .	par 100 roubles en argent de valeur.	2	„	5	„
. . . . .	1 tonneau.	„	30	„	35
rter et bière forte.	par 100 roubles en argent de valeur	4	„	6	„
froment.	1 lispund.	„	5	„	8
res, à boulons, coudé	par 100 roubles en argent de valeur.	6	„	8	„
clous, ancres et tôles.	Idem .	2	50	5	„
de toutes espèces.	Idem .	3	„	5	„
es, poêles et ouvra- n fer fondu. . .	Idem .	6	„	8	„
, faïence blanche ou née.	Idem .	12	„	15	„
ıfré.	1 tonneau.	„	50	„	60
pains.	par 100 roubles en argent de valeur .	10	„	12	„
ımer.	1 lispund	1	45	1	85
udre.	Idem .	1	75	2	20
iles de lin.	1 aune. .	„	2	„	5
us et mouchoirs de	par 100 roubles en argent de valeur .	10	„	12	„
e coton, imprimés.	Idem .	6	„	8	„
et autres fabrications ne.	Idem .	6	„	8	„
t ou de fer. . .	1 lispund.	„	10	„	12

ıolm, le 8 mai 1838. (*Suivent les signatures.*)

Tarif spécial pour les marchandises, produits du sol de l'industrie de la Finlande, importées en Suède,

	NOMBRE, POIDS, MESURE, VALEUR,	DROITS D'ENTRÉE à prélever en Suède jusqu'au 1 janvier 1842			depuis 1 janvier jusqu'au 1 janvier	
		BILLETS DE BANQUE DE SUÈDE				
		Rixd	sk.	r.	Rixd	sk.
Bestiaux: Boeufs	Par tête.	4	24	„	5	„
Vaches et jeune bétail	Idem	2	44	„	3	„
Veaux	Idem	2	„	„	2	10
Moutons . . .	Idem	„	32	„	„	36
Cochons	Idem	1	32	„	1	36
Chevaux	Idem	6	„	„	8	„
Beurre	1 lispund	„	26	8	„	32
Bois de chauffage: Bouleau.	par cordes de 4 annes de long., 3 de h. et $1\frac{1}{2}$ de l.	„	16	„	„	18
— — autres espèces	Idem	„	14	„	„	16
Nota. Pour les deux catégories de chauffage, s'il devait entrer moitié de la longueur désignée, il n'aurait aussi à payer que la moitié des droits fixés pour l'importation.						
Lard salé ou fumé . . .	1 lispund.	„	24	„	„	32
Poisson salé: Saumon.	1 tonneau.	„	20	„	1	28
Seigle de Vasa et de Nyland, à un maximum de 6,000 tonneaux par an	Idem	„	32	„	„	32
Tissus. (Notoirement fabriqués par les habitants de la Finlande) Rubans de lin .	par 100 rixd. en billets de banque de Suède de valeur.	6	„	„	8	„
Mouchoirs . . .	1 douzaine.	„	8	„	„	12
Toile d'étoupe, non teinte. . . .	1 aune.	„	„	6	„	1
Toile de lin, id.	Idem	„	„	8	„	1
Toile à voiles .	Idem	„	3	„	„	4
Bure de laine.	Idem	„	2	8	„	3
Vaisseaux grands et petits, avec effets d'équipement.	par 100 rixd. en billets de banque de Suède de valeur.	5	„	„	6	„
Verre: vitres, bouteilles, flacons, etc.	Idem	12	„	„	15	„
Viande salée et langues de boeuf, de mouton et de renne.	1 tonneau.	3	8	„	3	32

Stockholm, le 8 mai 1838. (Suivent les signatures)

81.

ıblication ministerielle concernant rénouvellement de la convention tappes entre la Prusse et la Hesse-ctorale, en date du 9 Mai 1838.

nmlung der Gesetze für Kurhessen 1838. Nro VIII.)

sschreiben der Ministerien der auswärtigen gelegenheiten, des Krieges und des Innern,

vom 9ten Mai 1838,

zwischen Kurhessen und dem Königrei-ıe Preussen erneuerte Convention über ilitair-Durchmärsche betreffend.

Nachdem die Gültigkeit der von den unterzeichne-Ministerien mittelst eines Ausschreibens vom 12ten 1834 bekannt gemachten Truppen-Durchmarsch-Verpflegungs-Convention durch eine weitere Ue-inkunft bis zum 1sten October 1846 verlängert wor-ist, jedoch unter den Abänderungen, dass

on Königlich Preussischer Seite die Benutzung der ı ersten Artikel erwähnter Convention vorbehalte-an, von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cas-l nach Warburg führenden Militairstrasse nur in sserordentlichen Fällen angeordnet, und eine jede lche Benutzung vierzehn Tage vor ihrem Eintritte m mitunterzeichneten Ministerium des Aeussern an-kündigt werden soll,

len Ortschaften, welche der im zweiten Artikel ehrerwähnter Convention angeführte Bezirk umfasst, e Gemeinde Bensen hinzugefügt, und

ie in demselben Artikel gedachte Entfernung von oppenbrügge nach Oldendorf auf vier Meilen fest-setzt worden ist;

wird diese Uebereinkunft hierdurch zur Nachachtung llgemeiner Kenntniss gebracht.

Cassel am 9ten Mai 1838.

Die Kurfürstlichen Ministerien

des Aussern, des Krieges, des Innern,

Lepel. v. Lossberg. Hanstein.

82.

Rapports de Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales, adressés au Comité secret de la cour des Directeurs de la Compagnie des Indes orientales à Londres. En date de 22 Mai et de 13 Août 1838.

(Portés à la connaissance du Parlement d'Angleterre le 27 Mars 1839).

No. 1.

Lord Auckland, Governor-General of India, to the Secret Committee of the Court of Directors of the East India Company.

(Extract). Simla, 22 May 1838.

I have the honour to submit herewith copies of dispatches from Captain Burnes, on political employ at Cabool, from which your Committee will perceive that the increase of Russian and Persian influence in Afghanistan, and the impression of the certain fall of Herat to the Persian army, have induced the Ameer Dost Mahomed Khan to avow and to insist upon pretensions for the cession to him, by Maharajah Runjeet Sing, of the Peshawur territory, and to take other steps which are tantamount to the rejection of the friendship and good offices of the British Government, and have in consequence led to the retirement of Captain Burnes from the territories of Cabool.

A minute recorded by me on the 12th instant, previously to the receipt of the latest dispatches, a copy of which is herewith forwarded, will put your Committee in possession of my views upon the general aspect of our relations with the States on our north-western frontier; and I also append a note of instructions addressed to Mr. Macnaghten, Secretary in the Political Department, on the occasion of his being deputed on a mission to the Maharajah of Lahore.

t will be evident to your Committee, on perusal 1838
e above documents, that the emergency of affairs
compel me to act without awaiting any intimation
ur views upon the events which have recently
red in Persia and Affghanistan. But it will still
ost satisfactory to me to be placed, at the earliest
ble period, in full possession of your general opi-
and instructions.

In anticipation of the possibility of such a contin-
, I have deemed it expedient to put matters in
by previous negotiation, in order to render what-
measures of direct interference I may be obliged
lopt as effective as possible.

Demi-official intelligence has been received of the
al of Captain Burnes at Peshawur on the 7th or
nstant; and there is every hope, that in the con-
ce between Mr. Macnaghten and the Maharajah,
hich Captain Burnes has been directed to attend,
ible assistance may be given by that officer, who
intimately acquainted with the existing state of
es in Affghanistan.

P. S. — Subsequent to the preparation of the
dispatch, I received communications from Captain
es.

I beg leave to draw the attention of your Com-
e to the unequivocal demonstrations therein noted,
e extent to which Russia is carrying her system
terference on the very threshold of the British In-
possessions.

I need not repeat my anxiety, even though the
march of events may oblige me to act without
instructions, to be favoured with a communica-
of your views upon the present crisis at the ear-
possible opportunity.

Enclosure 1, in No. 1.

Minute by the Governor-General.

Simla, 12 May 1838.

this important crisis of affairs in Affghanistan I would wish
ce on record a brief retrospect of our past policy, and to
, with as much certainty as is at present possible, what
res it may be proper to adopt under different future con-
cies. It is the more necessary to endeavour, at this time,
pose to ourselves some clear plans of future action, as a
tion is about to proceed to Maharajah Runjeet Sing, headed

1838 by my principal secretary, Mr. Macnaghten; and as it will, no doubt, be sought by that chief to elicit some unreserved expression of our views, so it will be of the greatest advantage to avail ourselves of this occasion for the purpose both of confirming in his mind the conviction of the complete identity of interest between the two governments, and of ascertaining his sentiments in return, and so guiding our proceedings as to secure to the utmost his cordial co-operation.

Of our past policy it may be sufficient to say, that the considerations which dictated it, were direct and obvious; and that it is yet very possible that, although the ambitious temper of the Chief of Cabool has disappointed the expectations under which our political intercourse with him was opened, effectual benefit may have been derived from it.

The distracted condition of Affghanistan, from the open and acrimonious contestes between the Sikhs and the Chief of Cabool on the one side, and between the Rulers of Candahar and Herat on the other, and from the total absence of any feeling of harmony and mutual confidence among the different branches of the Barukzye family, had been the immediate cause of proffered submission to Tehran, and of the invitation of Persian and Russian influence into the country. It was our plain course to endeavour to remove this inducement to connexions so prejudicial to us, by the exercise of our counter influence, in order to reconcile these differences, and to convince all parties of the common danger which would arise to them from Persian encroachment. It will be remembered at the same time, that in dealing with these difficulties we had also to deal with engagements of treaty, binding us not to interfere in wars between Persians and Affghans, and with the position of Mr. M'Neill, who, mainly guided by instructions from home, and acting as much in reference to European as to Indian politics, was endeavouring to sustain the tottering influence of his country with the court of Persia. Yet there was every reason to believe that opportunity would be afforded, notwithstanding these difficulties, for the beneficial operation of such a policy, and Mr. McNeill was far from anticipating that any effectual advance could be made upon Herat by the Shah of Persia in the season then current. There was, indeed, at the time a reasonable probability that that advance might be altogether prevented when the hope of assistance from the eastern portion of Affghanistan was taken away.

The rapid and successful advance of Persia in the investment of Herat, and the welljudged diversion by which the Shah has been able to cut off, apparently, every hope of succour to the place from any of the friendly tribes in Toorkistan, have, unfortunately, intervened to baffle all our calculations. These circumstances, the presence of a Russian agent at Cabool, and his own restless and unaccommodating spirit, have led Dost Mahomed Khan to reject the terms which we held out to him, of security in his actual possessions (which are all to which he has any fair claim, or that have ever been subject to his authority); and I have been, in consequence, compelled to relinquish the hope of coming to any good understanding with him, such as would ma-

: us in placing the least reliance on his adherence to our in- 1838
sts.

The failure, therefore, of our negotiations, in regard to their nate and main object of general union and pacification, must admitted; yet I cannot doubt that our intervention has been t usefully instrumental, up to the date of the latest dispatches, reventing the impression even of good will at Cabool to the sian enterprise, and in confirming the Chiefs of Candahar heir resolution to afford no support to it. Unhappily the ab- e of aid from these chiefships to the Persian attack may be fficient to save Herat; but that it has been, in itself, an ad- age to Herat in the contest can scarcely be questioned. The stance, in supplies alone, which might have been furnished Candahar, would have been of the utmost value to the Per- army.

More direct aid to Herat has not been in our power; direct rference, even if the difficulties of time and distance could been surmounted, would have been opposed to the positive gement of treaty. Arms in the hands of the present Affghan chiefs abool and Candahar would, could they have been given by more probably have been used against Sikhs than against Per- . Candahar would not move but in concert with Cabool. Ca- l, we have found, would not move but on the condition of cession of Peshawur; and armaments and subsidies to Dost omed Khan and his brothers, would, especially while such ensions were advanced as regards Peshawur, have been attended the absolute certainty of wholly destroying the cordiality of alliance with the most powerful and valuable of our friends, arajah Runjeet Sing, while they would have involved us in onsibilities that could in no degree be compensated by any from chiefs so weak, and divided by so many jealousies and ractions.

Captain Burnes has now been desired to retire from Cabool oon as there is reasonable certainty as to the fate of the ex- ition against Herat; because it is felt that, under the best umstances, any professions which Dost Mahomed Khan might e of submission to our wishes, would be only hollow and in- ere: whatever may be the course of our future proceedings, clear that the presence of a British negotiator at Cabool ex- this chief to intrigue in support of extravagant pretensions; our continued intercourse with him would lead to no real ad- age, while it might, to a greater or less degree, compromise ith the court of Lahore.

To proceed now to the consideration of our future policy in different results which may attend the attack upon Herat, I ld first remark, that since the transmission of my dispatch to Secret Committee, in which I stated that it was not then intention to oppose the hostile advance of Persia upon Canda- and Cabool, whether by arms or money, circumstances have rred which may materially modify my views; for Russian ts have now put themselves prominently forward in aid of the ns of Persia, and we could scarcely, with prudence, allow new and more formidable element of disorder and intrigue to

1838 be established, without opposition, on our frontiers. The extraordinary excitement which has been produced in the public mind, as well in the Punjaub as in Affghanistan, in consequence of the approach of the Persian power, is also a signal to us of the mischief which might arise, were that power to acquire a settled authority for influence over all the Affghan countries.

Herat may yet escape, and in that event it will behove the British Government seriously to consider whether means ought not to be taken to guard it against future similar attacks. It would be no violation of our treaty with Persia to give strength to Herat as we have done to Persia; to advise her, by the presence of a resident agent; to discipline her troops; to fortify her defences, and to give her facilities for procuring efficient supplies of artillery and military stores. Indeed Herat might well complain, that while we are bound to abstain from interference between them, we have yet supplied ample means of offence to Persia, but have left Herat in the day of need to her own resources; I need not however, dwell further on this point at present. It would remain in the case, to determine how to act towards the chiefs of Caubul and Candahar. Herat having escaped, both might be expected to be profuse in their declarations of devotion to us. But Dost Mahomed Khan has shown himself to be so disaffected and ambitious that with him, at least, we could form no satisfactory connexion. Although he might not, under such circumstances, furnish us with grounds for measures of direct hostility against him, he must be regarded as a person of more than equivocal feelings, occupying a position in which it is of the first importance to the tranquillity of our territories that we should have assured friends.

Should Herat fall, and this, as it is I fear the most probable event, so must it principally engage our attention, we must prepare to see the rapid advance of Persian influence, if not of her arms and direct power, towards India. In such a state of things it were much to be desired that we had some distinct instructions from the Home authorities for our guidance, as our measures may involve the national interests in reference both to Persia and Russia. But, on the other hand, time may be precious to us, and that may be accomplished with facility at an early period, which may afterwards be attended with much difficulty when opportunity has been given for growth and consolidation of adverse influences. One thing is to my mind very certain, that we ought not to suffer Persian and Russian influence quietly to fix themselves along our entire western frontier, and that it is in fairness, open to us to take the high ground with Persia of her whole demeanour having lately been estranged and unfriendly to the British nation; of her schemes in Affghanistan being in the universal belief combined with designs of aggression upon India and of her advance, therefore, in the mere lust of conquest to a position which would enable her to take up a threatening attitude towards our Indian possessions, being a measure not merely of attack on the Affghan independence, with which we might be restricted by treaty from interfering, but one injurious, in intention and in effect, to ourselves, which we are warranted in repelling by all means in our power. Other circumstances may occur

trengthen further this language of direct and open opposition 1838
ersia, as for instance, if satisfaction be not afforded to our
ernment for the insults offered to Mr. McNeill's gholam; in-
which the Persian Government has attempted to justify.

Enclosure 2, in No. 1.

W. Torrens, Esq., Deputy Secretary with the Governor-Gene-
of India, to W. H. Macnaghten, Esq., Secretary to the Go-
ment of India, with the Governor-General, on a Mission to
Lahore.

(Extract). Simla, 15 May 1838.

In any discussion upon the present policy of the Indian Go-
ment, you may remark that the Governor-general has no ap-
ite for wars and conquest; that the boundaries of the East In-
Empire have seemed to him to be amply extensive; and that
would rather conquer the jungle with the plough, plant villages
re tigers have possession, and spread commerce and naviga-
upon waters which have hitherto been barren, than take one
of territory from his neighbours, or sanction the march of
es for the acquisition of kingdoms; yet that he feels strong in
ry means, and that with an army of 100,000 men under Eu-
n officers in Bengal, and with 100,000 more, whom he might
his aid from Madras and Bombay, he can with ease repel
aggression, and punish every enemy; yet he looks on this
only as a security for peace, and as an instrument of pre-
in their integrity the present territories and the dignity of
st India Company. In discussing the dangers to which the
Government may be exposed, you may remark that; for
s from the westward, the Sikhs and the English are as one
and their armies, acting in the field together, would be
ble. To the north is Nepaul, and it may be stated that the
nor-general is well aware of the dissensions which have pre-
in that kingdom, and of its present distracted state. He
that every divided country is dangerous to its neighbours,
hat designing men are active in endeavours to raise their
quence at home, by exciting disturbance abroad. Every
ment of these men is known to, and watched by him; but
Governor-general expects that this fever of excitement will
ide in Nepaul, as it promises to subside in Ava. The moun-
s of Nepaul may be difficult to climb, but they have been
bed by British troops; a contest on the plains would be fatal
the Goorkhas, and Nepaul could ill afford to lose the many
s which its possessions in the terrace afford her. The state of
has been similar to that of Nepaul; there has been internal
motion, which has had influence on external relations; with its
mers and men-of-war, and a few regiments from Madras,
British Government might overrun and conquer large tracts
unhealthy country; but it has been slow to take offence, and
et looks with confidence to the adjustment of every difference.
serious internal disturbance his Lordship can have no appre-
ion, for whilst every native chieftain appreciates the good
and the forbearance of the British Government towards those

1838 who are faithful to their engagements, they are conscious also of their weakness, and that treason would ensure their own ruin, as it would add to the power and resources of the paramount authority.

With regard to commercial matters, you may particularly express the gratification with which the British Government receive information of the fostering protection which the Maharajah has extended to the commerce of the two States, in the sanction given by him to the transmission of boats and merchandize by the Indus to Bombay. It is well known with how much favour the British Government regards the interest of merchants, how it looks upon commerce as the legitimate source of wealth and of power, and as the best bond of concord amongst nations in the extension of its own wealth; by those means it foresees also the extension of the wealth and power of the Maharajah, and rejoices in the joint aggrandizement of the two nations.

No. 2.

Lord Auckland to the Secret Committee.

(Extract). Simla, 13 August 1838.

I purposeley delayed reporting to your Committee the progress of the interesting and important negotiations with the ex-King of Cabool, and the Maharajah Runjeet Sing, conducted by Mr. Macnaghten; the Secretary to Government, until enabled to submit their final result, together with the detail of proceedings.

Mr. Macnaghten, accompanied by Captain Wade, political agent at Loodiana, by the Honourable W. Osborn, my military secretary, Dr. Drummond, and Lieutenant Macgregor, one of my aides-de-camp, arrived at the town of Adeenanuggur, situated about 70 miles to the N. E. of Lahore, on the 30th May, and found the Maharajah encamped there. The mission had been joined previously by Lieutenant Mackeson, agent with the ruler of Lahore for the navigation of the Indus. Among the enclosures with this dispatch, I have not deemed it necessary to forward the daily reports of the progress of the mission, but shall content myself with noting that it was everywhere received with marks of honour and attention.

I have already stated that there is every likelihood of remaining on amicable terms with Ava; and the State of Nepaul has recently, and voluntarily, disclaimed having the slightest intention of hostility towards our power. The details of transactions connected with these States will be separately reported to you. I mention

them here, merely because I believe that the favourable 1838
result adverted to has been brought about, especially in the instance of Nepaul, mainly by the notoriety of our new treaty with Runjeet Sing.

Of the justice of the course about to be pursued, there cannot exist a reasonable doubt. We owe it to our own safety to assists the lawful sovereign of Affghanistan in the recovery of his throne. The welfare of our possessions in the East requires that we should, in the present crisis of affairs, have a decidedly friendly power on our frontiers; and that we should have an ally who is interested in resisting aggression, and establishing tranquillity, in place of a chief seeking to identify himself with those whose schemes of aggrandizement and conquest are not to be disguised.

The Barukzye chiefs, from their disunion, weakness, and unpopularity, were ill-fitted under any circumstances to be useful allies, or to aid us in our just and necessary views of resisting encroachment from the westward. Yet, as long as they refrained from proceedings positively injurious to our interests, we withheld our aid from Shah Shooja in his attempts to recover his lost throne. But the grant of this aid has now become indispensable to our own safety, if we desire to avert Persian and Russian intrigue from the very confines of our territories. With those Powers the Cabool and Candahar chiefs have openly allied themselves; and the declared object of Dost Mahomed Khan is to obtain foreign aid in the prosecution of hostilities against our old and faithful ally, Runjeet Sing, with a view to whose destruction he has avowedly been exciting the whole Mahomedan population of Central Asia to engage in a religious warfare. His determination to resist our efforts at mediating his disputes with the Maharajah, showed too plainly that so long as Cabool remained under his government, we could never expect that the tranquillity of our neighbourhood would be preserved. We are warranted, therefore, by every consideration of prudence and justice in espousing the cause of Shah Shooja-ool-Moolk.

Still it must be admitted, that in one respect the conduct of the Barukzye chiefs is not without some colour of excuse; and though a spirit of ambition was unquestionably the governing motive of Dost Mahomed's

1838 conduct, yet he and his Candahar brothers may not have been without apprehension of the displeasure of the powers to the westward, in the event of their holding back from the Persian alliance. It is my intention, therefore, when our preparations are sufficiently matured, to tender to Dost Mahomed Khan an honourable asylum in the Company's territories. That an individual of his character could ever be trusted by Shooja-ool-Moolk is not to be hoped for. With the Candahar brothers his Majesty may, perhaps, be left with propriety to make his own terms.

The operations which we are about to undertake, will doubtless be attended with much expense; but this consideration must, I feel assured, be held comparatively light, when contrasted with the magnitude of the object to be gained, which is no less than to raise up a barrier to all encroachments from the westward. We shall, at all events, by the means we are adopting, avert a danger immediately threatening us, at a period when a more than usual excitement prevails throughout our Indian territory; and we shall gain time (ample, if judiciously employed) to strengthen our frontier, and render us independent of external aid in warding off such designs as those which have now been clearly developed.

I have acted, in a crisis which has suddenly arisen, and at a period when appearances in every quarter were the most threatening to the tranquillity of the British Indian empire, in the manner which has seemed to me essential to ensure the safety, and to assert the power and dignity, of our Government. I have, in adopting this step, been deeply sensible of the responsibility which it places on me; but I have felt, after the most anxious deliberation, that I could not otherwise rightly acquit myself of my trust.

The encouragement afforded to dangerous intrigues by the division of Affghanistan into weak and disunited chiefships, has been prominently developed by the experience of the past year. I have determined, I may here likewise state, to give the direct and powerful assistance of the British Government to the enterprise of Shah Shooja-ool-Moolk, in a degree which was not in the first instance contemplated by me, from a conviction, confirmed in the most decided manner by

every opinion of authority on the subject, that the measure could not be trusted mainly to the support of the Sikh ruler and army, without imminent hazard of failure, and of serious detriment to the reputation of the British name among the Affghan people. 1838

I need not enlarge on the additional proofs which have been furnished, since the date of my former dispatches, of the manifest designs of the Russian officers to extend the interference and authority of their country to the borders of India. The opposition of the Russian Ambassador before Herat, by which the efforts of Mr. McNeill to arrange a peace upon just and reasonable terms, between the Shah and the besieged, were wholly frustrated when they seemed on the point of being effectual; the aid given by the Russian Ambassador to the siege by advance of money; and still more, the employment of an officer of the mission to direct the works of siege, are facts which will have forcibly arrested the attention of your Committee.

83.

Nouvelle convention d'etappes entre les Royaumes de Prusse et de Hannovre. En date de Berlin, le 25 Mai 1838.

(Gesetzsamml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1838. Aug.)

Der unterzeichnete Königlich Preussische Geheime Staats- und Kabinets-Minister der auswärtigen Angelegenheiten erklärt hierdurch: dass, nachdem die zwischen dem Königlich Preussischen und Königlich Hannöverschen Gouvernement am 6. Dezember 1816. abgeschlossene und im Jahre 1827. verlängerte Durchmarsch- und Etappen-Konvention mit dem 1. Januar v. J. abgelaufen ist, und seitdem nur stillschweigend fortgedauert hat, eine Erneuerung und resp. Modifikation derselben jedoch von den beiderseitigen Gouvernements für nothwendig und angemessen erachtet worden, die beiderseitigen betreffenden Königlichen Ministerien

1838 Namens ihrer Regierungen die nachstehende anderweite Uebereinkunft abgeschlossen haben:

§. 1. Die Militairstrassen, welche die beiderseitigen Allerhöchsten Gouvernements für die durchmarschirenden Truppen festgesetzt haben, begreifen folgende Linien:

A. Für die Königlich Preussischen Truppen:

1) Von Wolfenbüttel über Gross-Lafferde nach Hildesheim, und von da,
   a) nach Alfeld auf Eschershausen,
   b) nach Coppenbrügge auf Oldendorf.
2) Von Heiligenstadt über Nörthen, Einbeck, und Alfeld nach Coppenbrügge auf Oldendorf.

Gegen Einräumung der Strassen von Hildesheim über Alfeld, fällt die bisherige Strasse über Hameln weg, und gegen Einräumung der unter Nr. 2. bezeichneten Strasse ist von dem Königlich Preussischen Gouvernement diejenige Militairstrasse, welche nach den unterm 29. Mai 1815. zu Wien abgeschlossenen Traktaten über Gifhorn, Celle u. s. w. führen sollte, für die Zeit des Friedens völlig aufgegeben und wird nur für den Fall eines Krieges und der hierdurch sich verändernden Truppen-Direktionen vorbehalten.

B. Für die Königlich Hannöverschen Truppen:

Von Osnabrück über Ippenbühren nach Rheine auf Bentheim.

§. 2. Die Etappen-Hauptorte, deren Entfernungen von einander und die ihnen beigelegten Rayons sind folgende.

1) Auf der Strasse von Wolfenbüttel nach Eschershausen oder Oldendorf:

von Wolfenbüttel nach Gross-Lafferde,
mit Klein-Lafferde, Gadenstedt, Lengende, Münstadt, Oberg, Gross-Ilsede, Adenstadt, Steinbrück, Söhlde, Gross-Himstedt, Klein-Himstedt, Bettrum, Feldbergen, Oedlum, Möllme, Garmissen, Garbolzum, Hoheneggelsen . . . . . 3 Meilen,

von Gross-Lafferde nach Hildesheim,
mit Steuerwald, Himmelthür, Sorsum, Emmerke, Gross-Escherde, Klein-Escherde, Gross-Giesen, Klein-Giesen, Bettmar, Drispenstedt, Barenstedt, Einum, Dinklar, Kemme, Achthum, Uppen, Schelverten, Moritzburg, Achtersum, Harsum, Hönnersum, Borsum, Hasede, Asel, Machtsum . . . . . 3 Meilen,

von Hildesheim nach Alfeld, 1838
mit Sack, Langenholzen, Gerzen, Imsen, Limmer, Ahrste . . . . . 3¼ Meilen,
von Alfeld nach Eschershausen . . 3 Meilen,
von Hildesheim nach Coppenbrügge,
mit Brünninghausen, Brullsen, Neustadt, Hohnsen, Herensen, Bentorf, Dörpe, Marienau und Volldagsen, Hemmendorf, Salzhemmendorf, Lauenstein, Bessingen, Hidessen, Behrensee, Oldendorf, Bensdorf, Oersum, Esperode . . . . . 4 Meilen,
von Coppenbrügge nach Oldendorf . 4 Meilen,

2) Auf der Strasse von Heiligenstadt nach Oldendorf (siehe §. 3.):
von Heiligenstadt nach Nörthen . . 5 Meilen,
von Nörthen nach Einbeck . . . 3¾ Meilen.
von Einbeck nach Alfeld . . . . 3¼ Meilen,
von Alfeld nach Coppenbrügge . . 4 Meilen,

3) Auf der Strasse von Osnabrück nach Bentheim:
von Osnabrück nach Ippenbühren,
mit Lehne, Kloster Gravenhorst, Pusselbühren, Lanbeck, Westcappeln nebst Dependenz, Lotte, Mettingen, Ibergen . . . . . 3½ Meilen,
von Ippenbühren nach Rheine,
mit dem Kirchspiele Rheine und Dependenz, Museum nebst Dependenz, Neuenkirchen nebst Dependenz 3 Meilen,
von Rheine nach Bentheim . . . . 3 Meilen.

§. 3. Die durchmarschirenden Truppen (mit Ausnahme von kleinen Detaschements bis 50 Mann, welche in die Baracken (Ordonnanzhäuser) kommen, sobald dieselben eingerichtet seyn werden) sind gehalten, nach dem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappen-Behörde angewiesen wird; es sey denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bedeckung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstrasse liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Eschelons marschiren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten

1838 Offiziere mit den Etappen-Behörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

In sofern den Königlich Preussischen Truppen bei ihrem Durchmarsche auf der Strasse von Wolfenbüttel nach Eschershausen oder Oldendorf ein Ruhetag zu geben ist, soll solches auf der Etappe Hildesheim geschehen.

Die Strasse von Heiligenstadt nach Oldendorf darf nur selten und nur zum Marsche von kleineren Truppen-Abtheilungen, zu höchsens 1 bis 2 Bataillons oder Eskadrons, benutzt werden. Es sind daher von den dortigen Etappen-Orten keine dauernden Rayons beigelegt worden, jedoch bleibt der Königlich Hannöverschen Regierung vorbehalten, solche in einzelnen Fällen, wo es nöthig seyn sollte, zu bestimmen und soll dieselbe von etwa beabsichtigten Truppen-Durchmärschen auf dieser Strasse (kleine Detaschements unter 20 Mann ausgenommen) jedesmal drei Wochen vorher benachrichtigt werden.

§. 4. Sämmtliche respektive durch die Königlich Preussischen und Königlich Hannöverschen Lande marschirende Truppen müssen auf einer der betreffenden Militairstrassen mit genauer Berücksichtigung der festgestellten Etappen-Haupt-Orte instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

§. 5. Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so werden die Marschrouten für die Königlich Preussischen Truppen, welche durch die Königlich Hannöverschen Lande marschiren, von dem Königlich Preussischen Kriegs-Ministerium und dem General-Kommando in Sachsen oder Westphalen; dagegen für die durch die Königlich Preussischen Staaten marschirenden Königlich Hannöverschen Truppen die Marschrouten von der Königlich Hannöverschen General-Adjutantur oder dem Chef des General-Stabes ertheilt werden.

In den anzustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere, Soldaten, Frauen, Kinder und Privat-Bediente der Offiziere) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen.

§. 6. Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden.

Den Detaschements von 20 bis 50 Mann ist Tags

zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bei 1838
der Etappen-Behörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft grösserer Detaschements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Etappen-Behörden wenigstens 3 Tage zuvor benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so müssen nicht allein die Etappen-Behörden, sondern auch die gegenseitigen Landes-Regierungen wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt werden.

Ausserdem soll, wenn ein oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Korps ein kommandirter Offizier wenigstens 3 Tage vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel etc. etc. mit der die Direktion über die betreffende Militairstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Haupt-Orten für das ganze Korps zu treffen.

Dieser kommandirte Offizier muss von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transport-Mitteln, Tag der Ankunft etc. etc. genau instruirt seyn.

Auch kleine Detaschements unter 20 Mann sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren.

§. 7. Einzelne Beurlaubte, und sonst nicht im Dienst befindliche Militair-Personen haben weder auf Quartiere noch Verpflegung Anspruch, wenn sie sich nicht durch Marschrouten als dazu berechtigt ausweisen; diejenigen Truppen aber, welche zu Quartier und Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern oder in den Baracken (Ordonnanzhäusern), deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt.

Die Utensilien in den Baracken (Ordonnanzhäusern) bestehen für den Unteroffizier und Soldaten in Lagerstroh, 1 Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken (Ordonnanzhäusern) zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er konventionsmässig zu fordern berechtigt ist.

§. 8. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss bei den Unterthanen einquar-

1838 tiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappen-Behörden und gegen auszustellende Quittungen der Kommandirenden die Natural-Verpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dass der Offizier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirthes zufrieden seyn muss. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirthes, wie übermässigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unteroffizier und Soldat, so wie jede zum Militair gehörende Person, welche nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bei dem Einwohner oder in Baracken (Ordonnanzhäusern) verlangen: 2 Pfund gut ausgebackenes Roggenbrodt, ½ Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört. Ein Mehreres können Unteroffiziere, Soldaten etc. überall nicht fordern, namentlich nicht die Verabreichung von Frühstück, Bier, Branntewein und Kaffee; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte verkäuflich ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird.

Die Subaltern-Offiziere, bis zum Kapitain exclusive, erhalten ausser Quartier, Heizung und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ½ Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebraut wird, Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ⅛ Quart Branntwein.

Der Kapitain kann ausser der eben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 9. Für Quartier und Verpflegung der hierauf angewiesenen Militairpersonen werden, nach Verschiedenheit der Grade, die folgenden Vergütungs-Sätze bezahlt:

für den Soldaten und eine jede in diesem Grade stehende Militairperson, auch jeden Offizier-Bedienten 4 gGr. Gold

für den Unteroffizier	4	„	„
für die Frau aus diesen beiden Klassen	4	„	„
für jedes Kind	2	„	„

für den Subaltern-Offizier . . . . 12 gGr. Gold 1838
für den Kapitain . . . . . 16 „ „

Stabs-Offiziere und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern, in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt ein

General oder Oberst . . 1 Rthlr. 12 gGr. Gold
jeder andere Stabs-Offizier 1 „ — „ „

wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss.

§. 10. Den Frauen und Kindern von Unteroffizieren, Soldaten etc. gebührt nur dann Quartier und Verpflegung, wenn sie in den Marschrouten besonders aufgeführt sind; dagegen haben Frauen und Kinder von Offizieren auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch.

§. 11. Sollten durchmarschirende Unteroffiziere und Soldaten etc. dergestalt erkranken, dass sie nicht füglich gleich weiter transportirt werden könnten, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem geeigneten Lokale, die Königlich Preussischen Truppen wo möglich in dem Militair-Hospitale zu Hildesheim, untergebracht, verpflegt und ärztlich behandelt werden.

Wofern jedoch gegen die bisher gestattete Mitbenutzung des Militair-Hospitals in Hildesheim für erkrankte Königlich Preussische Militairs auf Seiten der Königlich Hannöverschen Regierung künftig Bedenken eintreten sollten, ist die Königlich Preussische Regierung nur berechtigt, daselbst die unentgeltliche Einräumung eines Lokals zu dem einzurichtenden besonderen Etappen-Hospitale zu verlangen, und hat sodann für die Anschaffung der nöthigen Effekten, so wie für alle sonstigen Erfordernisse auf eigene Kosten zu sorgen.

Führen die durchmarschirenden Truppen Arrestaten mit sich, deren Unterbringung in einem Arrest-Lokale erforderlich ist, so wird ausser den gewöhnlichen Vergütungssätzen der Quartierwirthe bezahlt auf jeden Arrestaten, für Lagerstroh 1 Gr., für Aufwartung 1 Gr. und daneben in den Wintermonaten, vom 1. Oktober bis ult. März, für Heizung und Licht im Arrest-Lokale 4 Gr., Alles in Kourant.

§. 12. Die Etappen-Behörden und Orts-Obrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen wird.

Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden ein-

1838 geräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Orts-Obrigkeit vorzubringen, dagegen ist es durchaus unzulässig und bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass von den Militair-Personen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle heraus und ihre Pferde hineingebracht werden. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappen-Behörden und gegen Quittung des Empfängers aus einem in jedem Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappen-Behörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freisteht, so hat ein Kommandirter des Detaschements die Fourage zur weiteren Distribution von der Orts-Obrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Ist auf dem Marsche ein Pferd dergestalt erkrankt, dass es vorerst nicht weiter zu bringen ist, so wird auf die Dauer der Krankheit für den Mann und das Pferd dieselbe Vergütung geleistet, welche für einen auf dem Marsche befindlichen Mann und dessen Pferd gewährt wird.

§. 13. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direktion über die betreffende Militairstrasse beauftragten Behörde jährlich öffentlich lizitirt und dem Mindestfordernden übertragen werden.

Der Königlich Preussische Etappen-Inspektor muss zu dieser Lizitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, dass ein weiterer Lizitations-Termin anberaumt werde, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die Königlich Hannöversche Behörde nicht verweigern kann.

In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern von der Gemeinde geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

§. 14. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappen-Behörden und gegen Quittung nur insofern verabreicht, als deshalb in den Marschrouten das Nöthige bemerkt worden. Nur diejenigen Militairpersonen, welche unterwe-

erkrankt sind, können ausserdem und zwar gegen 1838
tung, und nachdem die Unfähigkeit zum Marschi-
durch das Attest eines approbirten Arztes oder
ndarztes nachgewiesen worden, auf Transportmit-
ur Fortschaffung in das nächste Etappen-Hospital
ruch machen.

In den Fällen, wo kein Arzt sich an Ort und Stelle
det, um die nöthigen Atteste auszustellen, oder
en Entfernung vom Haupt-Etappen-Orte nicht leicht
m angegangen werden kann, soll die Bescheinigung
Detaschementsführers allein genügen, um die Noth-
digkeit der zu gewährenden Krankenfuhren zu kon-
ren. Uebrigens sind die Kosten, welche die ärzt-
n Untersuchungen und Atteste in Fällen der Lei-
g von Krankenfuhren veranlassen, von dem betref-
en Gouvernement zu vergüten.

§. 15. Wenn bei Durchmärschen starker Armeeps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheinicht bestimmt angegeben worden, so ist der
mandeur der in einem Orte bequartierten Abtheizwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transmittel zu requiriren, dieses muss aber durch eine
iftliche an die Obrigkeit des Ort gerichtete Requisigeschehen, welche für die Leistung der Fuhren,
n die bei der Stellung sogleich zu ertheilende Quit-
, sorgen wird. Die quartiermachenden Kommanen dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde
sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch
schriftliche Order des Regiments-Kommandeurs als
berechtigt legitimiren können.

§. 16. Die Transportmittel werden von einem Nachtier bis zum andern, d. h. von einem Etappenrke bis zum nächsten gestellt, und die Art der
ung bleibt den Landesbehörden überlassen. Die
hmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu
ssen, dagegen muss von den Obrigkeiten dafür gewerden, dass es an den nöthigen frischen Transmitteln nicht fehle und solche zur gehörigen Zeit
effen.

§. 17. Die durchmarschirenden Truppen oder einreisende Militairpersonen, welche auf einer Etappe
effen, werden den andern Morgen weiter geschafft.
können nur dann verlangen, denselben Tag weiter

1838 transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor e
ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigens
müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Et
pen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten sich f
schaffen.

§. 18. Den betreffenden Offizieren wird es bei
gener Verantwortung zur besonderen Pflicht gem
darauf zu achten, dass die Fuhren unterwegs n
durch Personen erschwert werden, welche zum Fal
kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner ü
Behandlung ausgesetzt sind.

§. 19. Als Vergütung für den Vorspann, w
von dem resp. Gouvernement für jede Meile und
jedes Pferd, inkl. des Wagens, wenn ein solcher
forderlich ist, die Summe von 6 gGr. Gold bezah

§. 20. Die Entfernung von einem Nachtqua
in das andere wird der Entfernung des Etappen-Ha
orts bis zum andern gleichgerechnet, die Fuhrpfli
gen mögen einen weiteren oder näheren Weg zur
gelegt haben.

Der Weg des Fuhrpflichtigen bis zum Anspannt
orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht.

§. 21. Die Fussboten und Wegweiser dürfen vom
litair nicht eigenmächtig genommen, viel weniger
Gewalt gezwungen werden, sondern es sind s
von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtq
tier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich
requiriren und die Requirenten haben darüber s
zu quittiren. Als Botenlohn werden für jede M
4 gGr. Gold vergütet, wobei der Rückweg nicht ge
net wird.

§. 22. Die Kommandirenden haben über die
den Quartierwirthen prästirte Naturalverpflegung
über die sonstigen Leistungen ordnungsmässige, d
liche und hinreichend spezielle Bescheinigungen zu
theilen, in welche auch alle verpflegten Offiziere
Zeit mit aufzunehmen sind; diese Bescheinigungen
an die Ortsbehörden abzugeben. Sollten die Bes
nigungen nicht gehörig ausgestellt oder ganz verwe
worden seyn, so soll die von der Etappen-Beh
pflichtmässig geschehene Attestation der nach der Ma
route beschafften Leistungen aller Art bei der Li
dation als gültige Quittung angenommen werden.

§. 23. Die wegen Vergütung der verabreic

köstigung, des gestellten Vorspanns und der 1838
en oder Wegweiser bisher Statt gehabte Quar-
iquidation soll nur für die einzeln durchmar-
irenden Soldaten und kleinen ohne Of-
ere marschirenden Detaschements fortdauern; da-
n sollen bei Durchmärschen grösserer unter Füh-
g von Offizieren marschirender Detaschements
ganzer Truppenabtheilungen die vorerwähnten
tungen nach den bestimmten Sätzen in der Regel
nittelbar und sofort von den Kommandirenden
in jeder einzelnen Ortschaft einquartierten Mann-
ft an die Ortsobrigkeit gegen deren Quittung be-
t werden.

Sollte diese unmittelbare sofortige Bezahlung in
nen Ausnahmefällen durch die Truppen selbst nicht
n bewirkt werden können, so tritt das Liquida-
verfahren ein, jedoch nicht erst am Schlusse des
rtals, sondern in jedem einzelnen Falle sogleich,
soll dasselbe so viel als thunlich beschleunigt wer-
damit die Befriedigung der Berechtigten in den
lichst kürzesten Fristen erfolge. Im Uebrigen be-
es bei den bisherigen Quartalsliquidationen sein
enden.

§. 24. In allen den Fällen, wo nach dem vorste-
len §. eine sofortige Bezahlung der Beköstigung,
Vorspanns und der Boten erfolgt, ist die Bezah-
der im §. 9. normirten Vergütungssätze nach fol-
er Reduktion baar in grobem Kourant mit gänz-
m Ausschlusse aller ausländischen Scheidemünze zu
n: für den Vergütungssatz

2 gGr.	Gold		2 gGr.	8	Pf.	Kourant,
4 „	„		4 „	6	„	„
6 „	„		6 „	9	„	„
2 „	„		13 „	7	„	„
6 „	„		18 „	2	„	„
Rthlr.	„	1 Rthlr.	3 „	2	„	„
1 Rthlr. 12 gGr	Gold	1 Rthrl.	16 „	9	„	„

Die sofortige Bezahlung des Botenlohns ist nach
von der Orts-Obrigkeit dem Kommandirenden zu
tirenden Entfernungen zu leisten.

Uebrigens haben die Kommandirenden auch bei
tiger Bezahlung der Beköstigung, des Vorspanns
der Boten über den Natural-Empfang dieser Lei-
gen die im §. 22. vorgeschriebenen Bescheinigungen,

schen Unterthanen.

Dem Etappen-Inspektor wird die Portofr
Dienstsiegel und Kontrasignatur der Militairb
gestanden, er soll ein angemessenes Quartier o
pflegung gegen eine billige Vergütung in Hilde
halten.

§. 26. Sollten hin und wieder Differen
schen dem Bequartierten und den Soldaten
so werden dieselben von der betreffenden Eta
hörde und den kommandirenden Offizieren,
von dem oben erwähnten Etappen-Inspektor
schaftlich beseitigt. Die Etappen-Behörde ist
jeden Unteroffizier oder Soldaten, welcher si
che Misshandlungen seines Wirths oder eine
Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an d
mandirenden zur weitern Untersuchung und E
abzuliefern.

§. 27. Den gegenseitigen Etappen-Behör
es noch zur besondern Pflicht gemacht, ihre s
samkeit darauf zu richten, dass es den durc
renden Truppen an nichts fehle, was diese
Recht und Billigkeit verlangen können, wor
Etappen-Inspektor gleichfalls zu wachen hat,
den Landesbehörden Beschwerde führen kann

Die kommandirenden Offiziere sowohl,
Etappen-Behörden, sind anzuweisen, stets mit

welche auf eine der genannten Militairstrassen 1838
irt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte die-
nvention, so weit es nöthig ist, vollständig un-
et werden, so wie die erforderlichen Auszüge
selben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt
t und affigirt werden sollen.

e vorstehende, Namens der Königlich Preussi-
ınd der Königlich Hannöverschen Regierung ab-
ssene erneuerte Durchmarsch- und Etappen-Kon-
soll nach erfolgter Auswechselung der darüber
rtigten gegenseitigen Ministerial-Erklärungen vom
1838. bis 1. Juli 1848. Kraft und Wirksamkeit
beiderseitigen Staaten haben und zu diesem Be-
fentlich bekannt gemacht werden.

loch wird dabei bevorwortet, dass für den Fall ei-
dieser Periode eintretenden Krieges den Umstän-
ch die etwa nothwendigen abändernden Bestim-
durch eine besondere Uebereinkunft regulirt
sollen.

rlin, den 25. Mai 1838.

(L. S.)

niglich Preussische Geheime Staats- und Kabi-
ister und Minister der auswärtigen Angelegen-
heiten.

Frh. v. Werther.

rstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen
ereinstimmende Erklärung des Königlich Hannö-
ı Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten aus-
ielt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kennt-
racht.

rlin, den 23. August 1838.

Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. Werther.

84.

Convention entre la Prusse et le Grandduché d'Oldenbourg pour la repression et punition des delits forestiers. En date de Berlin, le 26 *Mai* 1838.

(Gesetz-Samml. für die Königl. Preussischen Staaten. 1388. Nro. 22 v. 16. Juni.)

Nachdem für die Königlich-Preussische und die Grossherzoglich-Oldenburgische Regierung das Bedürfniss sich ergeben hat, die laut der wechselseitigen Ministerial-Erklärungen vom 8. Dezember und resp. 19. November 1821. zwischen Ihnen geschlossene Konvention zur Verhütung und Bestrafung der Forstfrevel in den Grenzwaldungen in verschiedenen Punkten abzuändern und zu vervollständigen, beide Regierungen auch zu dem Ende dahin übereingekommen sind, sowohl die in Kraft bleibenden älteren Bestimmungen, als die getroffenen neuen Verabredungen, unter Aufhebung der früheren, in eine neue Vereinbarung zusammen zu fassen, so erklären Dieselben zu diesem Zwecke Folgendes:

Art. 1. Es verpflichtet sich sowohl die Königlich-Preussische, als auch die Grossherzoglich-Oldenburgische Regierung, die Forstfrevel, welche Ihre Unterthanen in den Waldungen des anderen Gebietes verübt haben möchten, sobald Sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie in inländischen Forsten begangen worden wären.

Art. 2. Von den beiderseitigen Behörden soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche Hülfe geleistet werden, und namentlich wird gestattet, dass die Spur der Frevler durch die Förster und Waldwärter etc. bis auf Eine Meile Entfernung von der Grenze verfolgt, und dass, wenn die auf der Verfolgung eines Forstfrevlers begriffenen Forstbeamten eine Haussuchung

in dem jenseitigen Gebiete vorzunehmen für nöthig fin- 1838
den, sie solches an Orten, wo der Sitz eines Gerichts ist, bei dem Ortsrichter, im Fall der Verhinderung desselben aber, so wie an Orten, wo ein Ortsgericht sich nicht befindet, bei dem Polizei-Kommissair, Bürgermeister oder Beigeordneten, Ortsschultheissen oder Ortsschöffen anzuzeigen haben, von welchen alsdann unverzüglich die Haussuchung verfügt werden wird.

Art. 3. Dem nacheilenden Forstbeamten wird überlassen, das über den Hergang, Befund und alle Umstände des begangenen Frevels, welche auf dessen Bestrafung von Einfluss seyn können, im Gebiete seiner Landesherrschaft aufgenommene Protokoll in dem benachbarten Gebiete fortzusetzen, und darin Alles, was er auf der Nacheile in Beziehung auf den begangenen Frevel bemerkt, aufzuzeichnen. Es soll jedoch diese Aufzeichnung unter Mitwirkung und Mitunterschrift des, nach dem vorhergehenden Artikel die Haussuchung veranstaltenden, Ortsvorstandes, in Bezug auf denjenigen Theil des Protokolls erfolgen, welcher die von diesem Vorstande vorgenommenen Handlungen betrifft, und soweit es sich von Haussuchungen handelt, bei welchen der Ortsrichter etc. (Artikel 2.) zugegen war, unter Mitwirkung und Mitunterschrift des Letztern. Das Einverständniss des Ortsrichters oder Ortsvorstandes oder das, was er seinerseits besonders oder abweichend zu erinnern hat, muss in dem Protokoll ausdrücklich bemerkt werden.

Von diesem Protokoll, worin jedesmal über etwanige Beschlagnahme und Aufbewahrung entwendeter Gegenstände und von den Frevlern gebrauchter Geräthschaften die nöthigen Bemerkungen aufzunehmen sind, händigt der Fortsbeamte sofort ein Duplikat dem, Behufs der Haussuchung requirirten Beamten des Ortes ein, welcher Letztere, sofern dies nicht der Ortsrichter ist, dasselbe sogleich seiner vorgesetzten Behörde zu übersenden hat, bei Vermeidung einer Polizeistrafe von 1 bis 5 Rthlr. für denjenigen Ortsvorstand, welcher der Requisition nicht Genüge leistet.

Art. 4. Für die Konstatirung eines Frevels, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübt worden, soll den offiziellen Angaben und Abschätzungen, welche von den kompetenten und gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-

1838 beamten des Orts des begangenen Frevels oder von den dort kompetenten polizeilichen Beamten aufgenommen worden, jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle beigelegt werden, welchen die Gesetze den offiziellen Angaben der inländischen Beamten beilegen.

Art. 5. Die Einziehung des Betrages der Strafe und der etwa stattgehabten Gerichtskosten soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntniss stattgefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

Art. 6. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den Königlich-Preussischen und in den Grossherzoglich-Oldenburgischen Staaten wird zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der Forstfrevel in jedem einzelnen Falle so schleunig vorzunehmen, als es nach der Verfassung des Landes nur irgend möglich seyn wird.

Art. 7. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 26 Mai 1838.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

v. Werther.

Vorstehende Ministerial-Erklärung ist gegen eine unter dem 13. d. M. von dem Grossherzoglich-Oldenburgischen Staats- und Kabinets-Ministerium ausgestellte gleichlautende Erklärung ausgewechselt worden.

85.

Arrangement verbal entre la France et la Sardaigne, relatif aux navires entrant dans les ports respectifs en relâche forcée, du . . . Juin 1838.

(Nouv. Archives du commerce. 1838. Août. p. 132.)

La déclaration ci-dessous a été échangée le 12 juin par M. le ministre des affaires étrangères en France contre une déclaration analogue de M. l'ambassadeur de Sardaigne, spécialement autorisé à cet effet par son gouvernement.

„A partir du 1er septembre de la présente année, et pour l'avenir, tout navire de commerce sarde entrant en relâche forcée dans un port de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, y sera exempt de tout droit de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes pourvu qu'il ne se livre dans le port de relâche à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu toutefois que les déchargemens et rechargemens motivés par l'obligation de réparer le navire ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le navire ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche."

Circulaire des douanes en France du 4 Juillet 1838 *relative à l'arrangement ci-dessus.*

Aux termes de la convention transmise par la circulaire du 10 juillet 1835, n° 1491 les navires portugais que des circonstances de force majeure conduisent dans nos ports y sont affranchis des droits de navigation, pourvu que la relâche ne soit suivie d'aucun déchargement ni chargement de marchandises.

Une semblable disposition vient d'être prise à titre de réciprocité à l'égard du pavillon sarde.

1838 Il résulte, en effet, d'un arrangement conclu, le 12 du mois dernier, entre la France et la Sardaigne, qu'à partir du 1er septembre prochain, tout navire de commerce sarde entrant en relâche forcée dans un port français y jouira de l'exemption des droits de navigation perçus ou à percevoir au profit de l'Etat, si sa relâche est évidemment forcée et ne donne lieu à aucune opération de commerce; bien entendu, toutefois, que les déchargemens et les rechargemens motivés par l'obligation de réparer le navire ne sont point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits: ceux-ci ne seraient exigibles que si le bâtiment ne reprenait pas toutes les marchandises mises à terre, ou s'il en recevait d'autres.

Quant aux causes qui auront rendu la relâche nécessaire, elles doivent, d'après les dispositions rappelées au tarif général des droits de navigation, note 22, être reconnues par les agens de la douane. Ils peuvent même, dans cet objet, procéder à l'interrogatoire des gens de l'équipage; mais ils n'useront de cette faculté qu'en cas d'absolue nécessité, attendu qu'il est peu probable que les capitaines s'imposent des frais plus ou moins considérables pour se rendre volontairement dans un port où ils ne peuvent faire aucune opération commerciale, sans rentrer aussitôt sous l'empire de la loi commune.

Je prie les directeurs de donner des instructions dans le sens de la présente, et d'en informer le commerce.

Le Conseiller d'état, Directeur de l'administration.

Signé: Th. Gretern.

86.

Traité entre la Grande-Bretagne, le Maharajah Runjet Sing et Shah Shoudscha-oul-Moulk. Conclu à Lahore le 26 *Juin* 1838.

(Presenté au Parlament d'Angleterre le 20 Février 1839).

Whereas a Treaty was formerly concluded between Maharajah Runjeet Sing and Shah Shooja-ool-Moolk,

consisting of fourteen articles, exclusive of the Preamble 1838
and the Conclusion: and whereas the execution of the provisions of the said Treaty was suspended for certain reasons: and whereas at this time Mr. W. H. Macnaghten having been deputed by the Right honourable George Lord Auckland, G. C. B., Governor-general of India, to the presence of Maharajah Runjeet Sing, and vested with full powers to form a treaty in a manner consistent with the friendly engagements subsisting between the two States, the Treaty aforesaid is received and concluded, with certain modifications; and four new articles have been added thereto, with the approbation of, and in concert with, the British Government, the provisions whereof, as contained in the following eighteen articles, will be duly and faithfully observed.

1. Shah Shooja-ool-Moolk disclaims all title on the part of himself, his heirs, successors, and all the Suddozyes, to whatever territories lying on either bank of the River Indus may be possessed by the Maharajah; viz. Cashmere, including its limits E. W. N. S., together with the fort of Attock, Chetch, Hezara, Khebel, Aub, with its dependencies, on the left bank of the aforesaid river: and, on the right bank, Peshawur, with the Eusefzye territory, Kheteks, Hesht, Nagor, Meehnee, Cohaut, Hungoo, and all the places dependent on Peshawur, as far as the Khyber Pass; Bennoo, the Veeeeree territory, Dour, Tonk, Gorauk, Kalabagh, and Kushal Ghur, with their dependent districts, Dera Ismael Khan, and its dependency, together with Dera Ghazee Khan, Kote Mitthun, Omar Kote, and their dependent territory, Singhur, Heren, Dajel, Hajeepoor, Rajenpore, and the three Ketches; as well as Mankera, with its district, and the province of Mooltan, situated on the left bank. These countries and places are considered to be the property, and to form the estate of the Maharajah; and the Shah neither has, or will have, any concern with them; they belong to the Maharajah and his posterity, from generation to generation.

2. The people of the country on the other side of Khyber, will not be suffered to commit robberies or aggressions, or any disturbances, on this side. If any defaulter of either state, who has embezzled the revenue, take refuge in the territory of the other, each party en-

1838 gages to surrender him; and no person shall obstruct the passage of the stream which issues out of the Khyber defile, and supplies the fort of Futtighur with water, according to ancient usage.

3. As, agreably to the treaty established between the British Government and the Maharajah, no one can cross from the left to the right banc of the Sudledge without a passport from the Maharajah, the same rule shall be observed regardin the passage of the Indus, whose water join the Sutledge, and no one shall be allowed to cross the Indus without the Maharajah's permission.

4. Regarding Shilkarpore and the territory of Sinde, lying on the right bank of the Indus, the Shah will agree to abide by whatever may be settled as right and proper, in conformity with the happy relations of friendship subsisting between the British Government and the Maharajah, through Captain Wade.

5. When the Shah shall have established authority in Cabool and Candahar, he will annually send the Maharajah the following articles; viz. 55 high-bred horses, approved colour and pleasant paces, 11 Persian scimitars, 7 Persian poignards, 26 good mules, fruits of various kinds, both dry and fresh, and sirdars or musk melons, of a sweet and delicate flavour (to be sent throughout the year), by the way of Cabool River to Peshawur; grapes, pomegranates, apples, quinces, almonds, raisins, pisthas or chrronuts, an abundant supply of each; as well as pieces of satin of every colour; chogas of fur, kimkhabs wrought with gold and silver, and Persian carpets, altogether to the number of 101 pieces. All these articles the Shah will continue to send every year to the Maharajah.

6. Eeach party shall address the other on terms of equality.

7. Merchants of Affghanistan who will be desirous of trading to Lahore, Umritsir, or any other parts of the Maharajah's possessions, shall not be stopped or molested on the contrary, strict orders shall be issued to facilitate their intercourse, and the Maharajah engages to observe the same line of conduct on his part with respect to traders who may wish to proceed to Affghanistan.

8. The Maharajah will yearly send to the Shah

ıe following articles, in the way of friendship: — 55 1838
ieces of shawls, 25 pieces of muslin, 11 dooputtahs, pieces of kimkhab, 5 scarfs, 5 turbans, 55 loads of areh rice (peculiar to Peshawur).

9. Any of the Maharajah's officers who may be puted to Affghanistan to purchase horses, or on any her business, as well as those who may be sent by e Shah into the Punjaub for the purpose of purcha- ıg piece-goods, or shawls, etc., to the amount of ,000 rupees, will be treated by both sides with due tention, and every facility will be afforded to them the execution of their commissions.

10. Whenever the armies of the two states may ppen to be assembled at the same place, on no ac- unt shall the slaughter of kine be permitted to take ace.

11. In the event of the Shah taking an auxiliary rce from the Maharajah, whatever booty may be quired from the Barukzyes in jewels, horses, arms, eat and small, be equally divided between the two ntracting parties. If the Shah agrees to send a por- ın of it by his own agent to the Maharajah, in the ay of friendship.

12. An exchange of missions charged with letters d presents, shall constantly take place between the o parties.

13. Should the Maharajah require the aid of any the Shah's troops, in furtherance of the objects con- nplated by this Treaty, the Shah engages to send a ce, commanded by one of his principal officers. In e manner the Maharajah will furnish the Shah, when quired, with an auxiliary force, composed of Maho- dans, and commanded by one of his principal offi- rs, as far as Cabool, in furtherance of the objects ntemplated b this Treaty. When the Maharajah may to Peshawur, the Shah will depute a Shahzadah visit him, on which occasions the Maharajah will ceive and dissmiss him with the honour and conside- tion due to his rank and dignity.

14. The friends and enemies of each of the three gh Powers, that is to say, the British and Sikh Go- rnments and Shah Shooja-ool-Moolk, shall be the ends and enemies of all.

15. Shah Shooja-ool-Moolk engages, after the at-

1838 tainment of his object, to pay without fail to the Maharajah the sum of two lacs of rupees, of the Nanuk shahee, or Kuldar currency, calculating from the date on which the Sikh troops may be dispatched for the purpose of reinstating his Majesty in Cabool, in consideration of the Maharajah stationing a force of not less than 5,000 men, cavalry and infantry, of the Mahomedan persuasion, within the limits of the Peshawer territory for the support of the Shah; and to be sent to the aid of his Majesty, whenever the British Government, in concert and counsel with the Maharajah, shall deem their aid necessary; and when any matter of great importance may arise to the westward, such measures will be adopted with regard to it, as may seem expedient and proper at the time, to the British and Sikh Governments. In the event of the Maharajah requiring the aid of any of the Shah's troops, a deduction shall be made from the subsidy, proportioned to the period for which such aid may be afforded; and the British Government holds itself responsible for the punctual payment of the above sum annually to the Maharajah, so long as the provisions of this Treaty are duly observed.

16. Shah Shooja-ool-Moolk agrees to relinquish for himself, his heirs and successors, all claims of supremacy, and arrears of tribute, over the country now held by the Ameers of Sinde (which will continue to belong to the Ameers and their successors in perpetuity), on condition of the payment to him by the Ameers of such a sum as may be determined, under the mediation of the British Government, 15,000,000 of rupees, of such payment being made over by him to Maharajah Runjeet Sing. On these payments being completed, Article 4th of the Treaty of 12 Mars 1833 will be considered cancelled, and the customary interchange of letters and suitable presents between the Maharajah and the Ameers of Sinde shall be maintained as heretofore.

17. When Shah Shooja-ool-Moolk shall have succeeded in establishing his Authority in Affghanistan, he shall not attack or molest his nephew, the ruler of Herat, in the possession of the territories now subject to his government.

18. Shah Schooja-ool-Moolk binds himself his heirs

nd successors, to refrain from entering into negotia- 1838
ons with any foreign State without the knowledge
nd consent of the British and Sikh governments, and
) oppose any power having the design to invade the
ikh or British Territories, by force of arms, to the
tmost of his ability. The three Powers, parties of
his Treaty, viz the British Government, Maharajah
unjeet Sing and Shah Shooja-ool-Moolk, cordialy agree
o the foregoing articles. There shall be no devia-
ion from them; and in that case the present Treaty
hall be considered binding for ever; and this Treaty
hall come into operation from and after the date, on
hich the seals and signatures of the three contracting
arties shall have been affixed thereto.

Done at Lahore, this 26th day of June, in the
ar of our Lord 1838, corresponding with the 5th of
e month of Asarh 1895, aera of Bikarmajit.

87.

Nouveau Traité de commerce et de navigation conclu entre S. M. apostolique l'Empereur d'Autriche et S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Signé à Vienne, 3 Juillet 1838 *).

(Confirmé et ratifié par l'Empereur d'Autriche à Milan le 14 Septembre 1838.)

Au nom de la très-sainte Trinité.

Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, animés du désir d'étendre, d'accroître, et de consolider les relations commerciales de leurs Etats et possessions respectifs, et de se procurer par là toutes les facilités et tous les encouragemens possibles à ceux de leurs sujets qui ont part à ces relations; persuadés que rien ne saurait contribuer davantage à l'accomplissement de leurs souhaits mutuels à cet égard, que le maintien de l'abolition réciproque des différences entre les impôts qui, avant l'existen-

*) Ce traité, que les feuilles publiques ont signalé comme devant marquer une nouvelle ère dans les relations commerciales de l'Angleterre, n'est que la reproduction presque littérale du traité qui avait été conclu entre la Grande-Bretagne et l'Autriche, le 21 décembre 1829, et dont la durée, fixée au 18 mars 1836, avait été tacitement prorogée. Une seule clause nouvelle mérite d'être signalée: c'est celle de l'art. 4, qui règle le commerce entre les deux pays par la voie du Danube; d'après les explications fournies par les ministres anglais au sein du Parlement, cette clause aurait été introduite dans le traité sur la demande de l'Autriche, mais son exécution serait nécessairement subordonnée au concours de la Porte-Ottomane, sur le territoire de laquelle se trouvent les principales embouchures du Danube, et jusqu'à présent aucune démarche n'aurait été faite pour obtenir ce concours.

87.

Neuer Handels- und Schifffahrtsvertrag abgeschlossen zwischen Sr. apostolischen Majestät, dem Kaiser von Oestreich, König von Ungarn und Böhmen und Ihrer Majestät der Königin von Grossbritannien und Irland. Unterzeichnet zu Wien, am 3 Julius 1838.

(Oesterreichischer Beobachter. 1838. Oktober).
(Les ratifications de ce Traité on été échangées à Milan le 14 Septembre 1838.)

Im Namen der allerheiligsten Dreieinigkeit.

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, beseelt von dem Verlangen, die Handelsverbindungen zwischen Ihren Staaten und Besitzungen zu erweitern, zu vermehren und zu befestigen, und dadurch Ihren Unterthanen, die an diesen Handelsverbindungen Theil nehmen, alle mögliche Erleichterung zu verschaffen, und überzeugt, dass nichts so sehr zu der Erfüllung dieses gegenseitigen Wunsches beitragen könne, als die Aufhebung jeder Ungleichheit in den Zöllen, = welche vor dem Abschlusse der zu London am 21. December 1829 unterzeichneten Convention in den Häfen des einen Staates von den Schiffen des andern erhoben wurden, — auch noch fernerhin bestehen zu lassen, haben Bevollmächtigte ernannt, um einen Vertrag zu diesem Zwecke abzuschliessen, nämlich:

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen:

den Hrn. Clemens Wenzel Lothar Fürsten von Metternich-Winneburg, Herzog von Portella, Grafen von Königswart, Grand von Spanien erster Classe, Ritter des goldenen Vliesses, Grosskreuz des Königl. Ungrischen St. Stephanordens und des goldenen Civil-Verdienst-Ehrenzeichens, Sr. K. K. apostol. Majestät

1838 de la convention conclue le 21 décembre 1829 à Londres, étaient levés sur les bâtimens de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, ont nommé des plénipotentiaires pour conclure un traité à cet effet, savoir:

Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable sir Frédéric-James Lamb, chevalier grand'croix du très-honorable ordre du Bain, conseiller de Sa Majesté Britannique en son conseil privé, et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Son Altesse Clément-Wenceslas-Lothaire, prince de Metternich-Winnebourg, duc de Portella, comte de Konigswart, grand d'Espagne de la première classe, chevalier de la Toison d'Or, grand' croix de l'ordre de Saint-Etienne de Hongrie, et de la décoration pour le mérite civil, chambellan, conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, son ministre d'état et des conférences, et chancelier de Cour et d'Etat et de la maison impériale;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. 1er *). A dater de la ratification du présent traité, les navires anglais qui entreront dans les ports de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ou qui en sortiront, et les bâtimens autrichiens qui entreront dans les ports du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et dans ceux de toutes les possessions de Sa Majesté Britannique, ou qui en sortiront, ne seront sujets à aucuns droits ou charges, de quelque nature qu'ils soient, autres que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite être imposés aux navires indigènes, à leur entrée dans ces ports, ou à leur sortie.

Art. 2. **) Toutes les productions du sol, de l'industrie et de l'art des Etats et des possessions de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, y compris lesdites produc-

---

*) Cet article est la reproduction littérale de l'art. 1er du traité du 21 décembre.

**) Cet article est littéralement le même que l'article 2 du traité du 21 décembre, sauf l'addition des mots: *y compris ceux du Danube*, qui y ont été ajoutés.

Cämmerer, Geheimen Rath, Staats- und Conferenzmi- 1838
nister, und Haus-, Hof- und Staatscanzler,

und Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland:

den sehr ehrenwerthen Sir Frederic James Lamb, Grosskreuz des sehr ehrenwerthen Bathordens, Mitglied des Geheimen Rathes Ihrer Britischen Majestät, und Ihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Sr. K. K. apostol. Majestät,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und richtig befunden, die nachstehenden Artikel festgesetzt und unterzeichnet.

Art. I. Von dem Tage der Ratification des gegenwärtigen Vertrages angefangen, sollen die Oesterreichischen Schiffe bei ihrem Einlaufen in die Häfen des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, so wie in jene aller Besitzungen Ihrer Britischen Majestät, oder bei ihrem Auslaufen aus denselben, und die Englischen Schiffe bei ihrem Einlaufen in die Häfen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, oder bei ihrem Auslaufen aus denselben, keinen andern oder höhern Abgaben und Zöllen von was immer für einer Art unterworfen seyn, als jenen, welche gegenwärtig den eigenen Schiffen der Nation bei ihrem Einlaufen in die besagten Häfen, oder bei ihrem Auslaufen aus denselben auferlegt sind, oder in Folge ihnen auferlegt werden dürften.

Art. II. Alle Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses der Staaten und Besitzungen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, mit Inbegriff der genannten Erzeugnisse, welche im Norden auf der Elbe, oder im Osten auf der Donau ausgeführt werden können, und die in den Häfen des vereinigten Königreichs und die Besitzungen Ihrer Britischen Majestät eingeführt werden dürfen, — so wie alle Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses des Vereinigten Königreichs und der Besitzungen Ihrer Britischen Majestät, die in die Häfen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich eingeführt werden dürfen, — sollen in jeder Beziehung gegenseitig die nämlichen Privilegien und Freiheiten geniessen, und sollen auf ganz gleiche Weise auf den Schiffen des einen, wie auf den Schiffen des andern der hohen contrahirenden Theile eingeführt und ausgeführt werden können.

1838 tions dont l'exportation pourra avoir lieu au nord de ses Etats sur l'Elbe, ou à l'est par le Danube, et qui peuvent être importées dans les ports du royaume uni et les possessions de Sa Majesté Britannique; de même que toutes les productions du sol, de l'industrie et de l'art du royaume uni et des possessions de Sa Majesté Britannique, qui peuvent être importées dans les ports de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, jouiront réciproquement, à tous égards, des mêmes priviléges at immunités, et pourront être importées et exportées exactement de la même manière, sur les navires de l'une comme sur les navires de l'autre des Hautes Parties contractantes.

Art. 3. Tous les objets qui ne sont pas des productions du sol, de l'industrie et de l'art des deux Etats respectifs ou de leurs possessions, et qui peuvent légalement être importées des ports de l'Autriche, y compris ceux du Danube, dans les ports du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de Malte, de Gibraltar, et autres possessions de Sa Majesté Britannique, sur des vaisseaux autrichiens, ne seront soumis qu'aux mêmes droits que paieront ces mêmes objets, s'ils étaient importés sur des vaisseaux anglais.

Sa Majesté Britannique accorde par le présent traité à la navigation et au commerce autrichiens, tous les bénéfices ressortant des deux actes du Parlement publiés le 28 août 1833, et servant à régler le commerce et la navigation du royaume uni et des possessions britanniques, ainsi que tous les autres priviléges de navigation et de commerce dont jouissent actuellement, et dont pourraient jouir par la suite, soit par les lois existantes, ou en vertu d'ordres du Conseil de Sa Majesté Britannique, ou par traités, les nations les plus favorisées.

Art. 4. Tous les vaisseaux autrichiens arrivant des ports du Danube, jusqu'à Galatz inclusivement, seront admis, avec leurs cargaisons, dans les ports du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et de toutes les possessions de Sa Majesté Britannique, exactement de la même manière que si ces vaisseaux venaient directement de ports autrichiens, avec tous les priviléges

*) Le premier paragraphe de l'art. 3. correspond au paragraphe 2 de l'article 3 du traité antérieur; le deuxième paragraphe a été ajouté. Voyez en outre ci-après les déclaration et contre-déclaration des plénipotentiaires.

Art. III. Alle Gegenstände, welche nicht Erzeug- 1838
nisse des Bodens; des Gewerb- und Kunstfleisses der beiden betreffenden Staaten oder ihrer Besitzungen sind, und die rechtmässigerweise aus den Häfen Oesterreichs, mit Inbegriff jener der Donau, in die Häfen des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, von Malta, von Gibraltar und in jene der andern Besitzungen Ihrer Britischen Majestät auf Oesterreichischen Schiffen eingeführt werden dürfen, sollen nur denselben Abgaben unterworfen seyn, welche für diese Artikel zu entrichten wären, falls sie auf Englischen Schiffen eingeführt würden.

Ihre Britische Majestät bewilligt durch den gegenwärtigen Vertrag dem Handel und der Schifffahrt Oesterreichs alle Vortheile, welche aus den beiden Parlamentsacten vom 28. August 1833 zu Regulirung des Handels und der Schifffahrt des Vereinigten Königreichs und der Britischen Besitzungen entspringen, so wie alle andern Vorrechte in Bezug auf Handel und Schifffahrt, deren sich die meist begünstigten Nationen bereits gegenwärtig erfreuen, oder welche denselben in der Folge durch eingeführte Gesetze, durch geheime Rathsbefehle oder durch Tractate noch gewährt werden dürften.

Art. IV. Alle Oesterreichischen Schiffe, welche aus den Häfen der Donau bis einschliesslich Galacz kommen, sollen sammt ihren Ladungen in die Häfen des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, und aller Besitzungen Ihrer Britischen Majestät gerade in derselben Weise, als wenn diese Schiffe direct aus Oesterreichischen Häfen kämen, und mit allen Vorrechten und Freiheiten, die durch den gegenwärtigen Schifffahrts- und Handelsvertrag festgesetzt sind, zugelassen werden. In gleicher Weise sollen alle Englischen Schiffe mit ihren Ladungen ganz den Oesterreichischen gleichgestellt seyn und fernerhin gleichgestellt bleiben, so oft diese Englischen Schiffe in die erwähnten Häfen einlaufen oder aus denselben auslaufen werden.

Art. V. In Erwägung des Umstandes, dass die Englischen Schiffe, wenn sie unmittelbar aus andern Ländern kommen, welche nicht unter der Botmässigkeit der hohen contrahirenden Theile stehen, mit ihren Ladungen in die Oesterreichischen Häfen zugelassen werden, ohne irgend andere Abgaben zu bezahlen, als jene, Oesterreichische Schiffe entrichten müssen, sollen auch

1838 et immunités convenus par le présent traité de navigation et de commerce. De même, tous les navires anglais, avec leurs cargaisons, seront et continueront à être placés sur le même pied que les vaisseaux autrichiens, lorsque lesdits navires anglais entreront ou sortiront de ces mêmes ports.

Art. 5. *) En considération de ce que les vaisseaux anglais, arrivant directement d'autres pays que ceux appartenant aux Hautes Parties contractantes, sont admis avec leurs cargaisons dans les ports autrichiens, sans payer d'autres droits quelconques que ceux que paient les vaisseaux autrichiens, de même les productions du sol et de l'industrie des parties de l'Asie et de l'Afrique situées dans l'intérieur du détroit de Gibraltar, et qui auront été importées dans des ports autrichiens, pourront en être réexportées par des vaisseaux autrichiens directement dans des ports anglais, de la même manière, et avec les mêmes priviléges à l'égard de toute espèce de droits et immunités, que si ces productions étaient importées des ports autrichiens par des vaisseaux anglais.

Art. 6. Toutes les marchandises et objets de commerce qui, d'après les stipulations convenues par le présent traité, ou d'après les règlemens et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs, peuvent être légalement importés dans les Etats et les possessions des Hautes Parties contractantes, ou exportés de ces mêmes Etats ou possessions, soit sous pavillon anglais, soit sous pavillon autrichien, seront également assujétis aux mêmes droits, qu'ils soient importés par les navires de l'autre Etat, ou par les bâtimens nationaux; et il sera accordé pour toutes les marchandises et objets de commerce dont la sortie des ports des deux Etats est permise, les mêmes primes, remboursemens de droits et avantages, que l'exportation s'en fasse par les navires de l'un ou par ceux de l'autre Etat.

Art. 7. Toutes les marchandises et objets de commerce qui seront importés, déposés ou emmagasinés dans les ports des Etats et possessions des Hautes Parties contractantes, aussi long-temps qu'ils y resteront déposés ou emmagasinés, et ne seront pas employés

*) Les articles 5 et 7 sont des articles nouveaux; l'article 6 correspond à l'article 4, l'article 8 à l'article 5, et l'article 9 à l'article 6 du traité du 21 décembre.

Erzeugnisse des Bodens und der Industrie jener 1838
ile von Asien und Afrika, welche innerhalb der
erenge von Gibraltar liegen, und welche in die Hä-
Oesterreichs gebracht worden sind, von dort auf
terreichischen Schiffen direct in Englische Häfen, auf
che Weise und mit denselben Begünstigungen hin-
tlich aller Abgaben und Vorrechte wieder ausgeführt
den können, als wenn diese Erzeugnisse in Engli-
en Schiffen aus Oesterreichischen Häfen eingeführt
en.

Art. VI. Alle Waaren und Handelsartikel, welche
h den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages,
r nach den in den betreffenden Staaten bestehenden
schriften und Verordnungen sowohl unter Oester-
hischer als unter Englischer Flagge gesetzlich in die
der und Besitzungen der hohen contrahirenden
chte eingeführt oder aus diesen Ländern und Be-
ungen ausgeführt werden dürfen, sollen denselben
gaben unterworfen seyn, es mögen selbe auf Schif-
des andern Staates oder auf Nationalschiffen einge-
rt werden; und alle Waaren und Handelsartikel de-
Ausfuhr aus den Häfen der beiden Staaten erlaubt
, sollen zu denselben Prämien, Zollerstattungen und
theilen berechtigt seyn, die Ausfuhr mag auf Schif-
des einen oder des andern Staates geschehen.

Art. VII. Alle Waaren und Handelsartikel, welche
den Häfen der Länder und Besitzungen der hohen
trahirenden Mächte eingeführt, niedergelegt oder ma-
nirt werden, sollen, so lange sie im Depot oder
gazin bleiben, und nicht zum Verbrauche im Innern
wendet werden, bei ihrer Wiederausfuhr derselben
andlung und denselben Abgaben unterworfen wer-
, diese Wiederausfuhr mag in den Schiffen des
n oder des andern Staates Statt finden.

Art. VIII. In keiner Art soll von der Regierung
einen wie des andern Staates, noch von irgend
r in deren Namen oder unter deren Autorität han-
den Gesellschaft, Corporation, oder irgend einem
nten, den Erzeugnissen des Bodens und des Gewerb-
Kunstfleisses des einen oder des andern Staates
dessen Besitzungen, wenn selbe in die Häfen des
ern Staates eingeführt werden, in Anbetracht der
onalität des Schiffes, auf welchem die Einfuhr die-
Erzeugnisse Statt gefunden hätte, bei dem Kaufe

1838 pour la consommation intérieure, lorsqu'ils er réexportés, seront sujets au même traitement mêmes droits, que la réexportation s'en fasse navires de l'un ou par ceux de l'autre Etat.

Art. 8. Il ne sera donné, ni directement directement, ni par l'un des deux Gouvernem par aucune compagnie, corporation ou agent en son nom ou sous son autorité, aucune pr quelconque pour l'achat d'aucune production de l'industrie ou de l'art de l'un des deux Eta ses possessions, importée dans les ports de l'a cause de la nationalité du navire qui aurait tr cette production; l'intention bien positive des d ties contractantes étant qu'aucune différence ou tion quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. 9. Quant au commerce à faire par l seaux autrichiens avec les possessions anglaises Indes orientales, Sa Majesté Britannique conse corder aux sujets de Sa Majesté Impériale et Apostolique, les mêmes avantages et privilég jouissent ou pourront jouir, en conséquence traité ou acte quelconque de Parlement, les s citoyens de la nation la plus favorisée, sou lois, règles, règlemens et restrictions qui sont vent devenir applicables aux vaisseaux et au de tout autre Etat jouissant des mêmes avantage viléges pour faire le commerce avec lesdites pos

Art. 10.*) Le présent traité ne comprend communication des transports entre les ports i d'une des parties contractantes par les vaisseaux tre, pour ce qui regarde la prise à bord de pe de marchandises ou d'objets de commerce; ce g transport étant réservé aux bâtimens nationaux.

Art. 11. Les vaisseaux et sujets des Hau ties contractantes jouiront, par le présent trait proquement de tous les avantages, immunités e léges, dans les ports de leurs Etats respectifs possessions, dont jouissent présentement la na

*) Les articles 10 et 11 sont des articles nouveaux; le 12, 13 et 14, correspondent aux articles 8, 9 et 10 du 21 décembre; l'article 7 de ce traité, qui définis pression de royaume uni, a été omis, sans doute, superflu.

ɜnd ein directer oder indirecter Vorzug gegeben wer- 1838
ı, indem es die bestimmte Meinung und Absicht der
den hohen contrahirenden Mächte ist, dass auf keine
ɜise in solcher Hinsicht irgend ein Unterschied Platz
ifen soll.

Art. IX. In Betreff des Handelsverkehrs durch Oe-
rreichische Schiffe mit den Englischen Besitzungen
Ostindien, willigt Ihre Britische Majestät ein, den
ıterthanen Sr. K. K. apostolischen Majestät alle jene
ɔrtheile und Privilegien zuzugestehen, in deren Genuss,
Folge irgend eines Vertrags oder irgend einer Par-
ɜentsacte, die Unterthanen oder Bürger der meist
günstigten Nation gegenwärtig stehen, oder in Zu-
ınft stehen dürften, jedoch mit Unterordnung unter
ə Gesetze, Normen, Verordnungen und Einschrän-
ıngen, welche gegen die Schiffe und Unterthanen je-
ə andern fremden Staates, welcher die gleichen Vor-
ıile und Privilegien zum Behufe des Handels mit den
ıngten Besitzungen geniesst, bereits in Anwendung
ıd, oder in der Folge anwendbar befunden werden
ɜften.

Art. X. Der gegenwärtige Vertrag bezieht sich
ıht auf die Schifffahrt und den Küstenhandel zwi-
ıen den Häfen eines und desselben der beiden con-
ıhirenden Staaten durch Schiffe des andern Staates,
so weit solche das Verführen von Passagieren, Gü-
ɜn und Handelsartikeln betreffen, indem diese Schiff-
ırt und dieser Küstenhandel den Nationalschiffen vor-
ıalten bleiben.

Art. XI. Die Schiffe und Unterthanen der hohen
ntrahirenden Mächte sollen durch den gegenwärtigen
ɜrtrag wechselseitig alle die Vortheile, Vorrechte und
·ivilegien in den Häfen der betreffenden Staaten und
ɜsitzungen geniessen, welcher sich dermalen der Han-
l und die Schifffahrt der meist begünstigten Nationen
freuen, indem der Zweck ist, den Oesterreichischen
hiffen und Unterthanen in dem vereinigten Königı-
ıche und in den Britischen Besitzungen alle jene Vor-
ɔile für Schifffahrt und Handel ungeschmälert zuzu-
ɔnden, welche durch die Navigationsacte dd. London,
ı 28. August 1838, und durch eine andere Acte von
ıselben Datum, zur Regulirung des Handels der
ɜwärtigen Britischen Besitzungen, zugestanden wor-
ı sind, oder welche durch Geheime Rathsbefehle oder

1838 et le commerce des nations les plus favorisées; l'objet en étant d'assurer, dans le royaume uni et les possessions britanniques, aux vaisseaux et sujets autrichiens, les avantages pleins et entiers de navigation, et de commerce accordés par l'acte de navigation, passé le 28 août 1833 à Londres, et par un autre acte de la même date, réglant le commerce des possessions britanniques d'outremer, ou qui pourraient être accordées par des ordres du Conseil de Sa Majesté Britannique, ou par traité, à d'autres puissances; et de même, les vaisseaux et sujets britanniques jouiront, dans les ports des Etats et possessions de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, des avantages pleins et entiers de navigation et de commerce accordés par les lois existantes, règlemens, ordonnances, ou par traités, à des puissances étrangères; et Leurs Majestés la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, s'engagent réciproquement à n'accorder aucunes faveurs, priviléges ou immunités quelconques, en matière de commerce et de navigation, aux sujets d'aucun autre Etat, qui ne soient en même temps accordés aux sujets de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, *gratuitement*, si la concession en faveur de l'autre Etat a été gratuite, ou en donnant, en autant qu'il sera possible de le faire, la même compensation ou le même équivalent, dans le cas où la concession aura été conditionnelle.

Art. 12. La clause de l'art. 7 de la convention conclue à Paris le 5 novembre 1815, entre les Cours de la Grande-Bretagne, l'Autriche, de Prusse et de Russie, relativement au commerce entre les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique et les Etats-unis des Isles Joniennes, sera maintenue.

Art. 13. Le présent traité, qui remplace la convention de commerce et de navigation passée le 21 décembre 1829 à Londres entre les gouvernemens autrichien et de la Grande-Bretagne, restera, après la signature et la ratification en vigueur, jusqu'au 31 décembre de l'année, 1848, et, après ce délai, encore douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de limiter la durée du traité. Il est convenu en outre entre les hautes parties contractantes, que douze mois après le jour où l'une d'elles aura reçu de l'autre une pareille décla-

:h Tractate andern Mächten zugestanden werden 1838
ten, eben so sollen die Englischen Schiffe und Un-
ıanen in den Häfen und Besitzungen Sr. K. K. apo-
schen Majestät alle Vorrechte für Schiffahrt und
del ungeschmälert geniessen, welche durch die be-
enden Gesetze, Vorschriften und Verordnungen,
durch Tractate fremden Mächten zugesichert sind,
verpflichten Sich Ihre Majestät der Kaiser von Oe-
reich, König von Ungarn und Böhmen, und die
igin des vereinigten Königreichs von Grossbritan-
und Irland gegenseitig, keine Begünstigungen, Pri-
ien und Vorrechte irgend einer Art in Bezug auf
del und Schifffahrt den Unterthanen irgend eines
ern Staates zuzustehen, welche nicht auch zu glei-
Zeit auf die Unterthanen des einen oder des an-
ı der hohen contrahirenden Theile ausgedehnt wür-
, und zwar unentgeltlich, wenn die Concession zu
ısten des andern Staates unentgeltlich war, oder so
möglich gegen Zugestehung derselben Compensa-
ı oder desselben Aequivalents, falls die Concession
ingt gewesen sein sollte.

Art. XII. Die Bestimmungen des Artikels VII der
schen den Höfen von Oesterreich, Grossbritannien,
ussen und Russland am 5. November 1815 zu Pa-
abgeschlossenen Convention, welche sich auf den
idelsverkehr zwischen den Staaten Sr. K. K. apo-
schen Majestät und den vereinigten Staaten der Jo-
hen Inseln bezieht, soll fernerhin in Kraft bleiben.

Art. XIII. Gegenwärtiger Vertrag soll, nach er-
ter Unterzeichnung und Ratificirung, die am 21. De-
ber 1829 zu London zwischen der Kaiserlich Oe-
reichischen und der Königlich Grossbritannischen
ierung abgeschlossene Schifffahrts- und Handelscon-
ion ersetzen, und bis zum 31. December des Jah-
1848 in Kraft bleiben, und noch über diesen Ter-
hinaus, bis nach Ablauf von zwölf Monaten, nach-
einer der hohen contrahirenden Theile dem andern
e Absicht zu erkennen gegeben haben wird, seiner
ıer eine Gränze zu setzen. Sie sind nebstbei unter
ı übereingekommen, dass nach Ablauf von zwölf
ıaten nach dem Tage, an welchem eine der contra-
nden Mächte eine solche Erklärung von der andern
ılten haben würde, der gegenwärtige Vertrag und

1838 ration, le présent traité et toutes ses dispositions cesseront d'être obligatoires pour les deux parties.

„Art. 14. Le présent traité sera ratifié et les actes de ratification échangés à Vienne dans un mois, ou plus tôt s'il est possible. En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

„Fait à Vienne, le 3 juillet de l'an de grace 1838.

„L. S. METTERNICH; L. S. FREDERIC JAMES LAMB."

Déclaration signée par les plénipotentiaires respectifs lors de la signature du traité.

Dans la juste sollicitude de prévenir d'avance tout doute qui pourrait s'élever dans la suite sur le véritable sens des expressions contenues dans le traité de commerce et de navigation signé ce-jourd'hui entre les plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, les Hautes Parties sont convenues, d'un commun accord, que le texte français dudit traité sera considéré par le Gouvernement autrichien comme le texte original.

En foi de quoi la présente déclaration a été faite en double et signée par les plénipotentiaires respectifs.

Vienne, le 3 juillet 1838.

(L. S.) F. J. LAMB. (L. S.) METTERNICH.

Déclaration des plénipotentiaires de Sa Majesté Britannique lors de l'échange des ratifications.

En procédant à l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation conclu et signé à Vienne le 3 juillet 1838, entre Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le soussigné plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique a reçu de Sa Majesté l'ordre d'expliquer et de déclarer:

1° Que dans le préambule dudit traité, les mots: les relations commerciales *de* leurs Etats et possessions respectifs, doivent être censées signifier: les relations commerciales *entre* leurs Etats et possessions respectifs;

le in demselben enthaltenen Bestimmungen für beide 1838
heile aufhören sollen, verbindlich zu seyn.

Art. XIV. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt nd die Ratificatfons-Urkunden sollen in Wien innerlb eines Monats, oder wo möglich noch früher auswechselt werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächgten denselben unterzeichnet und ihre Insiegel beigerückt.

So geschehen zu Wien, am 3. Juli des Jahres Unrs Herrn 1838.

. S.) Metternich. (L. S.) Frederik James Lamb.

---

dernière forme de mots ayant été celle adoptée dans préambule de la convention de commerce entre la rande-Bretagne et l'Autriche, signée à Londres le 21 c. 1829.

2° Que les stipulations du troisième article dudit aité du 3 juillet 1838, relatif aux objets qui ne sont as les produits des Etats respectifs, seront entendues re réciproques.

3° Que par le septième article dudit traité du 3 juilt 1838, il est entendu que les objets de commerce posés dans des magasins ne seront pas soumis à des oits, à moins qu'ils ne soient introduits pour la conmmation, et pourront être exportés aux mêmes conitions dans les vaisseaux de l'un aussi bien que dans ux de l'autre Etat.

La ratification de Sa Majesté Britannique sur ledit aité de commerce est échangée sous les déclarations et plications formelles ci-dessus mentionnées.

Fait à Milan, le 14 septembre 1838.

(L. S.) F. J. Lamb.

ontre-déclaration du plénipotentiaire autrichien.

En conséquence de la déclaration présentée aurd'hui par Son Excellence sir F. Lamb, ambassadeur Sa Majesté Britannique près Sa Majesté Impériale Royale Apostolique, à l'occasion de l'échange des tifications du traité de commerce et de navigation, nclu et signé à Vienne, le 3 juillet, entre les plénitentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale Aposto-

1838 lique, et de Sa Majesté Britannique, laquelle déclaration est conçue dans les termes suivans:

1° Que dans le préambule dudit traité, les mots „les relations commerciales *de* (of) leurs Etats et possessions respectifs," seront entendus signifier „les relations commerciales *entre* (between) leurs Etats et possessions respectifs;" la dernière forme de mots ayant été celle adoptée dans le préambule de la convention de commerce, signée à Londres, le 21 décembre 1838, entre l'Autriche et la Grande-Bretagne;

2° Que les stipulations du troisième article du susdit traité du 3 juillet 1838, relatives aux objets qui ne sont pas les produits des Etats respectifs, seront entendues être réciproques;

3° Que par le septième article du traité du 3 juillet 1838, il est entendu que les objets de commerce déposés dans les magasins, ne seront pas soumis à des droits, à moins qu'ils ne soient introduits pour la consommation; et pourront être exportés aux mêmes conditions dans les vaisseaux de l'un aussi bien que dans ceux de l'autre Etat.

Le soussigné, chancelier de Cour et d'Etat, est autorisé par Sa Majesté l'Empereur, son Auguste Maître, à accorder, en tout point, à cette déclaration, présentée par Son Excellence M. l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique.

Fait à Milan, le 14 septembre 1838.

(L. S.) Metternich.

Erklärung und Gegen-Erklärung.

(Oesterr. Beobachter vom 23. Febr. 1839).

Der unterzeichnete Bevollmächtigte Ihrer Maj. der Königin des vereinten Königreichs Grossbritannien und Irland hat von Ihrer Maj. den Befehl erhalten, bei Vornahme der Auswechselung der Ratifikationsurkunden des zwischen Ihrer Grossbritannischen Maj. und Sr. Maj. dem Kaiser von Oestereich, König von Ungarn und Böhmen abgeschlossenen und am 3. Juli 1838 zu Wien unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrags, folgendes zu erläutern und zu erklären:

1) dass die in dem Eingange des besagten Vertrags enthaltenen Worte des englischen Textes: „The Commercial relations of their respective States and Pos-

sessions," bedeuten sollen, „the Commercial relations 1838
between their respective States and Possessions," indem diese letzte Wortform diejenige ist, die in dem Eingange der am 21sten December 1829 zwischen England und Oesterreich abgeschlossenen Handelsconvention angewendet wurde.

dass die Bestimmungen des 3ten Artikels des vorerwähnten Traktats v. 3ten Jul. 1838, welche sich auf Waaren beziehen, die nicht Erzeugnisse der betreffenden Staaten sind; als gegenseitig gültig betrachtet werden sollen;

dass unter dem 7ten Art. des mehrerwähnten Traktats v. 3. Juli 1838 verstanden seyn soll, dass Waaren, welche in Magazinen niedergelegt werden, einer Abgabe nicht unterworfen seyn sollen, ausser wenn sie als zum Verbrauche bestimmt declarirt werden, und dass sie unter denselben Bedingungen auf den Schiffen des einen wie des andern Staates ausgeliefert werden können.

Die Ratification des besagten Handels- und Schifffahrtsvertrags von Seiten Ihrer Grossbritannischen Maj. wird unter den vorerwähnten ausdrücklichen Erklärungen und Erläuterungen ausgewechselt.

Gegeben zu Mailand am 14. September 1838.

(L. S.) F. J. Lamb.

(Folgt eine gleichlautende Gegenerklärung an demselben Tage vom Fürsten von Metternich in Mailand unterzeichnet.)

88.

Traité entre Mahommed Shah de Perse d'une part et Kohoundil Khan et les autres Sirdars de Candahar de l'autre part, conclu sous la garantie du Ministre plénipotentiaire de la Russie accrédité près la cour de Teheran (General, Comte de Simonich) et ratifié le .... Juillet 183

(Communiqué par ordre de S. M. au Parlament d'Angleterre 1839).

(*Written with the Shah's own hand*).

„It is agreed to—Please God we shall so conduct (matters) that it shall be an object of envy to all the world.

Art. I. The Sirdars (of Kandahar) shall not act in opposition (to the Shah) and shall not connect themselves with any one else, but shall serve truly and faithfully; they shall be friends of the friends of Persia and enemies of her enemies, and they shall not hold a friendly intercourse with persons who are opposed to (or at enmity with) the Persian Government, and they shall not act deceitfully or unfaithfully, and if they should so act, this Treaty is null and void.

Art. II. We, (the Shah), have given the territory of Kandahar, and the territory of Herat with their dependencies to the Sirdars, with the exception of Shekkiwan, and the territory beyond it, (towards Persia), and so long as they shall not have committed any act of opposition (or hostility), these territories shall be in their possession, and in that of their heirs; and if they should commit any act of opposition (or hostility), the circumstances shall first be communicated to the Sirdars, when if they rectify the error (or make reparation) it is well; but if they do not, then they shall be dealt with in whatever manner the haughty Government (of Persia) shall consider expedient.

Art. III. The Sirdars shall not attack (or invade)

other territory without the consent of His Majesty 1838
Shah; but if any of the subjects (dependents) of
dahar or Herat, should not submit to their autho-
(or rebel) they are permitted to punish such persons.

Art. IV. The Sirdars shall treat the Ryots and
cially the Sheeahs with justice and equity, and
l protect them, and shall make no distinction be-
en Soonnees and Sheeahs, and shall consider them
rue believers and followers of the seal of the Pro-
s—the blessed—and they shall not, without cause,
ect them to pain or injury, whether injury in per-
or in property.

Art. V. If an enemy should appear from any
rter, and if the Sirdars should themselves be unable
epel him, the Shah binds himself (or becomes re-
sible) to supply them (the Sirdars) with troops,
llery, and money, to whatever extent may be ne-
ary, and not to withhold any description of assi-
ce or support.

Art. VI. Each of the Sirdars and the Chief No-
shall give trustworthy hostages to the Shah, that
fidence may be established between the parties.

Art. VII. If a Commercial Agent and a trustwor-
(or responsible) person on the part of the exalted
ernments of Persia and Russia, should reside in
at and Kandahar, they (the Sirdars) shall treat him
a all honour, and shall credit his statements on
mercial affairs, and if the property of merchants
ald be made away with, they (the Sirdars) shall
rt themselves to recover it.

Art. VIII. They (the Sirdars) shall not molest or
rfere with the merchants and subjects of the two
ates, (Persia and Russia) and they shall levy no
e than the rate of custom dues which shall hereaf-
be specified, from the merchants of the exalted
ernment of Russia, and from the inhabitants of the
sian territory, that is to say (the territory) beyond
st of) Ghorian.

Art. IX. A Peesh-kush (present or tribute) ac-
ding to their means shall be sent by them (the Sir-
s) yearly, to the presence of the Shah, as an evi-
ce of their submission and allegiance, and the Per-
Government shall make no other demand of the
lars except service (allegiance).

1838 Art. X. The Affghan tribes connected with Kandahar and Herat shall be given over to the Sirdars, and no one shall interfere with them, and if in time of need, troops should be required from them, a small body of troops, with an Affghan nobleman, shall be sent to the stirrup of the Shah. For the pay and expenses of these troops, the Persian Government is responsible, and after the termination of the service, they shall be sent back to the Sirdars.

I, who am the Minister Plenipotentiary of the exalted Government of Russia, will be guarantee, that neither on the part of His Majesty, etc. etc. etc. the Shah of Persia, nor on the part of the powerful Sirdars shall there occur any deviation from, or violation of, this entire Treaty and these engagements.

(L. S.)
COUNT SIMONICH.
Minister Plenipotentiary of His Imperial Majesty the Emperor of Russia.

I, who pray for the stability of His Majesty's Government—the pilgrim of the House of God, Meerza Aghassee, am guarantee (or responsible) for the preceding matters, so that if there should be any deviation (from the Treaty) on the part of the Government of His Majesty, etc. etc. etc. the Shah, this slave shall be guilty in the sight of God and man, and shall be the scorn of those who have gone before and those who come after.

(L. S.)
HAJEENMEERZA AGHASSEE.
Chief Minister of the Shah of Persia.

89.

Loi donnée le 23 Juillet 1838 dans la République de Hayti sur l'administration et la direction des douanes.

(Publication officielle au Port-au-Prince en Hayti).

Titre 1er. Dispositions générales.

Art. 1er. Les douanes étant établies pour la perception des droits d'entrée et de sortie sur les mar-

ndises et denrées importées ou exportées par le com- 1838
ce, soit d'outre-mer, soit du cabotage intérieur, tou-
tentatives ou entreprises dont le but sera de frustrer
tout ou en partie les droits de l'Etat, déterminés
la loi, seront considérées et classées comme délits
crimes, et seront poursuivies et punies conformé-
nt à la présente loi.

2. Tous Haïtiens ou tous étrangers, convaincus
voir participé, soit directement, soit indirectement,
s la frustration des droits de douane revenant à
tat, seront passibles des peines établies par les arti-
s 409, 326, 327 et 328 du Code pénal, relatifs au
cin et au vol.

Les tentatives ou exécutions de contrebande à main
née, seront assimilées, pour la punition, au vol ou
x tentatives de vol à main armée.

Tout étranger condamné en vertu des articles sus-
s, après avoir subi la peine à laquelle il aura été
damné, sera renvoyé de la république, et ne pourra
ais y revenir, à peine d'être poursuivi de nouveau
transporté hors du pays. Communication sera faite,
et égard, par la voie diplomatique, s'il y a lieu, au
vernement de la nation à laquelle il appartiendra.

3. Tout bâtiment, soit du commerce de longcours,
du cabotage, ou toute autre embarcation qui aura
vi à faire la contrebande, soit en recevant à son
d les marchandises ou denrées qui n'auraient pas
sé régulièrement par les douanes, soit en débarquant
son bord des marchandises ou denrées ailleurs qu'-
douanes établies, seront, ainsi que les marchandi-
ou denrées, confisquées au profit de la république,
vendues judiciairement.

La moitié du produit net de la vente des bâtimens,
rchandises et denrées, appartiendra à celui ou ceux
auront signalé la fraude.

4. Tout individu qui, sans appartenir aux bâti-
s du commerce de long cours, ou à ceux du cabo-
e, aura aidé et favorisé le transport, soit au débar-
ement, soit à l'embarquement des marchandises qui
uraient pas passé régulièrement par les douanes; tout
lividu qui aura sciemment reçu en dépôt des mar-
ndises ou denrées résultant de la contrebande, sera
été, poursuivi et condamné d'après les articles 44,

1838 45, 46 et 47 du Code pénal, comme les complices dans les vols.

5. Les agens des douanes, sans distinction, ceux de l'administration des finances, les agens de la police militaire et tous les citoyens auront droit de provoquer la vérification, par le juge de paix ou le ministère public, des magasins, soit des consignataires, soit de leurs agens, afin de découvrir les marchandises ou denrées qui auraient été introduites furtivement ou en frustration des droits revenant à l'Etat, et tout ce qui sera reconnu avoir été introduit en contravention à la loi, sera confisqué et vendu au profit de l'Etat; la moitié du produit net appartiendra à celui qui aura signalé la fraude.

Les personnes reconnues coupables de ces introductions frauduleuses seront poursuivies et condamnées d'après l'art. 2 ci-dessus.

Dans tous les cas de provocation de visites des lieux, le conseil des notables, le juge de paix et le commissaire du gouvernement formeront un jury extraordinaire pour apprécier la dénonciation, avant qu'aucune visite domiciliaire puisse avoir lieu.

6. Les agens des douanes demeurent autorisés à opérer, lorsqu'ils le jugeront convenable, des recherches sur les personnes au moment de leur débarquement des bâtimens, soit du commerce extérieur, soit du cabotage, afin de découvrir les objets qu'on tenterait de soustraire aux droits de douane.

Les personnes trouvées en contravention seront poursuivies d'après les dispositions du présent titre.

7. Toutes les actions ou poursuites contre les contrevenans aux dispositions de la présente loi, seront dirigées par le ministère public du ressort extraordinairement devant les tribunaux compétens, soit à la réquisition des directeurs et agens de douane, soit a celle de l'administrateur ou des agens de l'administration des finances, soit à celle de l'autorité chargée de la police militaire, soit enfin d'office.

Titre II. Des droits d'importation, d'exportation et de navigation.

8. Les droits de douane à prélever dans les ports ouverts se divisent en deux classes: l'une affectant les marchandises ou produits de toute nature, tant à leur

importation dans la république, qu'à leur exportation 1838
du pays à l'étranger; l'autre affectant le corps des bâtimens fesant le commerce extérieur.

9. Les marchandises ou produits de toute nature non prohibés, venant des pays étrangers, soit par bâtimens nationaux, soit par bâtimens étrangers, seront assujétis, à leur entrée dans les ports ouverts de la république, à un droit fixe d'importation, conformément au tarif annexé à la présente loi, sous le n° 1er.

Le droit d'importation continuera à être payé, dans tous les cas, en monnaie étrangère, conformément à la loi en date du 14 juillet 1835.

10. Il sera également perçu sur les mêmes marchandises ou produits, mais en monnaie du pays, là où il y a des warfs, un droit de warfage, conformément au tarif n° 3.

11. Ceux des produits ou marchandises, n'importe leur désignation, qui se vendent à la livre, au quintal ou par tonneau, par piétage ou par quantité, paieront, en monnaie nationale, un droit de pesage et de mesurage, conformément au tarif n° 4.

12. Le droit de consignation sera perçu en monnaie du pays, sur le montant total du droit fixe d'importation desdites marchandises, à raison de *six pour cent* pour les consignations aux maisons de commerce haïtiennes.

13. Les droits d'importation et le droit de tonnage seront augmentés d'un droit additionnel calculé sur la masse totale desdits droits à raison de 10 pour cent, payable en monnaie étrangère sur les marchandises et bâtimens des nations qui n'entretiendraient pas, dans la république, des consuls ou des agens consulaires accrédités près le gouvernement.

14. Les productions du sol et de l'industrie d'Haïti, dont l'exportation est permise, paieront, en monnaie du pays, à leur sortie du territoire de la république, un droit fixe, conformément aux taxes déterminées dans la première colonne du tarif n° 2 annexé à la présente loi.

15. Les productions mentionnées en l'article précédent seront pareillement assujéties aux droits de warfage et de pesage, prévus aux articles ci-dessus, 10 et 11, et tels qu'ils sont fixés aux tarifs y relatifs.

16. Les bâtimens étrangers venant d'outre-mer, ou

1838 y allant, paieront avant leur départ des ports ouverts de la république, en monnaie étrangère, pour tous droits de tonnage, d'ancrage, de port et d'expédition, une gourde pour chaque tonneau, d'après la constatation de leur capacité établie d'après les papiers des bâtimens.

17. Les bâtimens fesant le commerce extérieur arrivant en Haïti, ne pourront relever d'un port à un autre. Ceux, cependant, qui, pour cause de force majeure dûment constatée, seront contraints de relâcher dans un des ports ouverts de la république autre que celui de leur destination originaire, ne pourront, sans une autorisation spéciale, y débarquer aucune marchandise.

18. Là où il existera des fontaines marines pour l'usage des bâtimens fesant le commerce extérieur, chacun de ces bâtimens paiera un droit en monnaie nationale, conformément au tarif. n° 5.

19. Les droits de douane établis tant à l'importation qu'à l'exportation, le droit de consignation et ceux affectant le corps des bâtimens par la présente loi, seront versés en masse au trésor public par les consignataires desdits bâtimens, avant que ces derniers puissent obtenir leurs feuilles d'expédition pour l'étranger.

Dans tous les cas, les consignataires sont responsables, envers l'Etat, des droits dus par les cargaisons et bâtimens à leur consignation.

20. L'impôt territorial établi sur les productions du sol et de l'industrie d'Haïti, continuera, comme par le passé, d'être retenu par les consignataires, et d'être, par eux, payé au trésor public à l'exportation desdites productions, ensemble avec les autres droits de douane, et ce, conformément aux taxes déterminées en la deuxième colonne du tarif n° 2 annexé à la présente loi.

21. Les marchandises ou produits venant de l'étranger et non désignés au tarif n° 1er, seront évalués par trois commerçans patentés, d'après le cours en gros desdites marchandises sur la place au moment de leur importation, et le droit fixe sera prélevé d'après cette évaluation sur chaque article, en le calculant à raison de *douze pour cent*, payable de la même manière qu'il a été dit à l'article 9, sans préjudice des droits de warfage, de pesage et de consignation auxquels ils sont assujétis.

22. Les produits ou marchandises venant de l'é- 1838
anger, introduits dans un des ports ouverts de la ré-
ublique, par suite du naufrage du bâtiment à bord
uquel ils étaient chargés, s'ils sont réclamés pour être
endus dans le pays, seront assujétis aux droits d'im-
ortation, de pesage, de warfage et de consignation
ablis par la présente loi; et dans le cas où leurs
éclamateurs voudraient les exporter, ils seront tenus
e les déposer dans un magasin de la république, jus-
u'au moment de leur exportation, et paieront, dans ce
as, en monnaie étrangère, pour droit d'entrepôt, *deux*
our cent sur la valeur de l'estimation qui en sera
aite, conformément à l'article précédent. Après un an
e dépôt, si ces objets n'étaient pas exportés, ils seront
endus publiquement pour le compte de qui il appar-
iendra, et les droits de l'Etat seront prélevés confor-
ément à la loi.

23. Si les produits ou les marchandises mention-
és en l'article précédent, n'étaient pas réclamés dix
ours après leur sauvetage, ils seront vendus à l'encan
ublic, à la diligence des agens supérieurs de la douane
t de l'administration, ainsi qu'à celle du ministère pu-
lic, pour le compte de qui il appartiendra: le mon-
ant des droits d'importation sera payé, en monnaie
trangère, à raison de *douze pour cent*, sur le pro-
uit total de la vente, sans préjudice des droits de
arfage et de pesage; et l'excédant, distraction faite
es frais d'encan, sera versé au trésor public pour être
emis au propriétaire desdits produits ou marchandises,
i la réclamation en est faite dans le délai de trois ans.

24. Les marchandises et produits venant de l'étran-
er, dont l'avarie aura été légalement constatée, seront
nvoyés à la vente publique, et le montant des droits
'importation sera payé en monnaie étrangère, à rai-
on de *douze pour cent*, sur le bordereau de la vente
e l'encanteur, vérifié par la douane et visé par le mi-
istère public, et ce, sans préjudice des droits de war-
age et de pesage mentionnés aux articles 10 et 11
i-dessus.

25. Les avaries des marchandises débarquées se-
ont constatées à l'heure même de leur débarquement
ar le directeur de la douane, le ministère public et
rois négocians patentés, et il en sera dressé procès-
erbal en bonne forme, que le consignataire adressera

1838 avec sa réclamation à l'administrateur du lieu, dans les vingt-quatre heures qu'il aura été dressé: passé ce temps, aucune réclamation pour cause d'avarie ne pourra être admise.

26. Sont déclarés francs de tous droits de douane à l'importation, les projectiles et bouches à feu de tous calibres et de toutes sortes, les fusils de munition avec baïonnettes, les mousquetons, pistolets et sabres de cavalerie pour troupes, les briquets d'infanterie, les monnaies d'or et d'argent, les machines propres à faciliter l'exploitation du sol ou la préparation des produits du pays.

27. Sont prohibés à l'importation, les bois d'acajou et d'espinille, de campêche, de gaïac, le bois jaune, dit fustic, le café, le coton en soie, le cacao, le sucre brut et terré, le rum, le tafia, le sirop de batterie, la mélasse, les cuirs en poil, les cannes, fouets et parasols renfermant des épées ou stilets, ou autres armes, les livres, gravures, tableaux, estampes, ou autres ouvrages, n'importe leur nature, qui seraient contraires aux bonnes moeurs.

28. Sont prohibés à l'exportation, les armes blanches et à feu, les munitions ou autres articles de guerre, les jumens, les ânesses, les mules et mulets, et les bois de construction navale.

Titre III. De l'arrivée des bâtimens du commerce de long cours dans les ports ouverts.

Art. 29. Les chefs des mouvemens des ports ouverts, sous leur responsabilité personnelle, et sous peine de destitution, veilleront à ce que personne autre que le pilote et les agens de douane, dépêchés par les directeurs, ne mette le pied à bord des bâtimens du commerce étranger, tant que les formalités d'arrivée, comme il sera désigné par les articles suivans, n'auront pas été remplies.

30. Aussitôt qu'un bâtiment de commerce venant de long cours se présentera devant le port, le chef des mouvemens du port accompagnera, ou fera accompagner, par le major des pilotes, l'agent ou les agens de douane, que le directeur de cette administration aura jugé devoir y envoyer.

L'agent de la douane procédera immédiatement à l'apposition des scellés sur les écoutilles ou panneaux

du bâtiment, en dressant procès-verbal d'inventaire de 1838
tout ce qui sera trouvé sur le pont ou dans la chambre et qu'il n'aurait pas pu faire entrer dans la cale.

Après ces formalités, l'agent de la douane et le pilote débarqueront avec le capitaine du bâtiment, lequel sera immédiatement accompagné par le sous-chef des mouvemens du port, chez le commandant de la place, et de là à la douane, pour y faire la déclaration d'arrivage.

31. Le directeur de la douane pourra, quand il le jugera convenable, envoyer à bord du bâtiment, jusqu'à nouvel ordre, un ou plusieurs agens de la douane, pour veiller à la conservation des droits de l'Etat.

32. Les passagers venant par le bâtiment arrivé, seront menés, en débarquant, devant le commandant de la place.

33. Le capitaine du bâtiment arrivant, aura 48 heures pour faire sa déclaration d'entrée, et se soumettre à l'exécution de la loi sur tout ce qui est relatif au commerce étranger.

Dans le cas où le bâtiment releverait pour un port étranger, il paiera, en monnaie étrangère, pour tous droits d'ancrage, etc., *vingt-cinq gourdes*, et les scellés ne seront levés que lorsque le bâtiment aura mis sous voile.

34. L'interprète juré sera, de rigueur, tenu d'assister le capitaine du bâtiment dont la langue ne serait pas celle en usage dans la république, et qui ne pourrait pas en faire usage, à l'effet de rendre cette déclaration authentique.

35. Le chef des mouvemens du port, l'interprète juré et le directeur de la douane seront chacun individuellement obligés, sous leur responsabilité personnelle, et à peine de destitution, s'il y a lieu, d'envoyer à la fin de chaque mois, à la chambre des comptes et à l'administrateur des finances de l'arrondissement, un état détaillé des bâtimens qui, pendant le mois, seront arrivés de l'étranger, ou seront sortis pour l'étranger.

Aux mêmes époques et sous la même responsabilité, pareil état sera adressé par le commandant de la place au commandant de l'arrondissement duquel il relève, et, par celui-ci, à la secrétairerie générale.

1838 *Titre IV. De l'entrée en douane des bâtimens de commerce venant de l'étranger.*

36. A l'expiration des 48 heures accordées par l'article 33, au bâtiment arrivant de l'étranger, s'il n'a point relevé pour un port étranger, le capitaine sera tenu de se faire accompagner par un négociant consignataire patenté ou son agent, et par l'interprète juré pour la langue dont il se servira, si elle n'est pas celle en usage dans la république, afin de faire la déclaration de l'entrée en douane de son bâtiment, et de son obligation de se soumettre aux règles établies par les lois et règlemens en vigueur, affectant le corps de son bâtiment, ainsi que les marchandises de sa cargaison d'importation et celles qui composeront sa cargaison d'exportation, et ce, sous toutes les peines établies par ladite loi ou lesdits règlemens.

Ces déclaration et obligation seront transcrites de suite sur un registre expressément tenu, et seront signées par le capitaine, par le négociant consignataire ou son agent, par l'interprète, s'il y en a un, et par le directeur de la douane.

Le capitaine du bâtiment sera tenu de déposer en même temps les papiers de mer de son bâtiment, ainsi que les expéditions en bonne et due forme de la douane du port étranger de son départ; il sera en outre tenu de présenter au directeur de la douane le manifeste original de la cargaison, sans distraction aucune des objets, articles ou marchandises dont la cargaison du bâtiment sera composée.

Le manifeste devra faire mention du nombre de malles, caisses, emballages, colis ou futailles quelconques, etc., etc., ainsi que des numéros, marques et contre-marques de chaque malle, caisse, emballage, colis ou futaille.

37. Le manifeste qui sera présenté devra, pour être considéré authentique, avoir été arrêté et signé au port étranger de l'expédition du bâtiment par les autorités de la douane dudit port, et visé par le consul ou agent consulaire de la république, s'il s'en trouve dans le lieu de l'expédition.

38. Le capitaine de bâtiment qui ne pourra pas produire le manifeste dans les formes voulues par l'article précédent, sera tenu de remettre au directeur de la douane un état détaillé, certifié et signé par lui, du

chargement à l'étranger de son bâtiment, lequel état il relevera de son journal de bord, ainsi que des connaissemens en sa possession. 1838

Cet état sera copié au livre des manifestes, comme il est établi en l'article suivant.

39. Le manifeste mentionné aux articles 36 et 37 sera déposé à la douane et immédiatement copié sur le registre des manifestes qui sera tenu à cet effet; le capitaine et le consignataire, ou son agent, seront tenus de déclarer à la suite de cette transcription, toutes les marchandises ou objets quelconques qu'ils entendront destiner pour l'exportation à l'étranger.

Cette déclaration, ainsi que la transcription des manifestes, seront aussitôt signées par le capitaine, le consignataire ou son agent, l'interprète, s'il y en a un, et le directeur de la douane.

40. Le directeur de la douane fera extraire, dans les vingt-quatre heures, du livre des manifestes, la copie de celui dont il est dépositaire, ainsi que des déclarations des objets destinés pour l'exportation, et certifiera et signera ledit extrait qu'il remettra au consignataire du bâtiment, ponr obtenir de l'administrateur des finances de l'arrondissement, le permis de débarquer la cargaison, lequel permis sera délivré par un simple ordre, l'administrateur gardant la copie du manifeste et des déclarations y attachées, pour servir à opérer au besoin des contre-vérifications.

Il en sera de même pour les états fournis d'après l'article 38 pour les bâtimens qui n'auraient pas le manifeste exigé par l'art. 37.

41. Le directeur de la douane qui aura négligé, pour l'entrée en douane des bâtimens du commerce étranger, l'accomplissement des formalités prescrites au présent titre, sera signalé par l'administrateur des finances de l'arrondissement à l'autorité superieure, pour obtenir son remplacement, s'il y a lieu.

42. L'administrateur enverra, à la fin de chaque mois, à la chambre des comptes, les manifestes dont il a été question en l'article 37, ou les déclarations de manque de manifeste, suivant l'article 38.

1838 *Titre V. Du déchargement des bâtimens du commerce de long cours; de la vérification des marchandises, et du classement des droits relatifs aux importations.*

43. Dès que le consignataire d'un bâtiment du commerce extérieur déclarera vouloir commencer à opérer son déchargement, le directeur enverra reconnaître, par un agent de la douane, l'état des scellés apposés en vertu de l'article 30, titre 3 de la présente loi, et fera opérer en même temps le récolement du procès-verbal d'inventaire, dressé en vertu de l'article susdit, des marchandises ou autres articles laissés sur le pont ou dans la chambre du bâtiment, comme n'ayant pu entrer dans sa cale.

L'agent de la douane restera à bord tout le temps du déchargement, et ne pourra descendre que lorsqu'il y aura suspension, sauf à être relevé, s'il est nécessaire, par un autre agent de la douane.

44. Le directeur de la douane fera établir, sur un cahier à souche, tenu exprès pour le débarquement des cargaisons d'importation, coté et paraphé par l'administrateur, la déclaration du consignataire ou de son agent, jour par jour, des marchandises qui devront être débarquées du bâtiment en déchargement, et qui pourraient être vérifiées dans la journée. Cette déclaration faite à gauche de la demi-page, portera une série de numéros d'ordre dont le renouvellement commencera avec chaque trimestre, et sera datée et signée par le consignataire ou son agent.

Cette déclaration devra porter les numéros, marques, contremarques des malles, caisses, colis ou emballages quelconques, en spécifiant en toutes lettres le nombre des malles ou divers colis, d'après le manifeste du bâtiment; et lorsqu'il n'y en aura point eu, d'après l'état de chargement à l'étranger, qu'aura fourni le capitaine, suivant les articles 37 et 38, titre 4.

45. Le directeur de la douane délivrera le permis extrait du cahier à souche sur la demi-page en regard de la déclaration dont il est question en l'article précédent: ce permis, qui ne validera que pour le jour de sa date, répétera le contenu de la déclaration, et portera le même numéro et la même date: il restera attaché au cahier à souche, pour recours au besoin.

46. Chaque page du cahier à souche portera le

timbre de 12 c. ½, et chaque rôle sera consacré pour 1838
une seule déclaration et un seul permis.

47. Les déchargemens commenceront toujours à s'opérer par les articles ou marchandises existant sur le pont ou dans la chambre du bâtiment.

Au fur et à mesure du débarquement, l'agent de douane qui sera à bord, prendra note du nombre des colis, de leurs numéros et de leurs différentes marques.

48. L'agent de la douane désigné pour recevoir les marchandises ou autres objets au moment de leur débarquement, constatera, en présence du consignataire ou de son agent, qui sera tenu de lui faire remise du permis mentionné en l'article 44, les objets débarqués, en confrontant les numéros, marques, contre-marques des malles, caisses, colis ou autres emballages quelconques, et en rendra compte au directeur de la douane, en lui remettant le permis pour le débarquement, au dos duquel l'employé écrira: *Vu, débarqués,* et signera.

49. Le directeur de la douane se mettra aussitôt en œuvre d'opérer ou de faire opérer la vérification la plus détaillée des objets débarqués, en faisant leur récolement avec le permis qui lui aura été remis par l'employé chargé de ce servie.

50. Le directeur de la douane portera, en même temps que la vérification, s'opérera, sur le compte particulier ouvert dans le livre d'importation pour chaque déchargement, séance par séance, les articles vérifiés.

Ce compte sera intitulé. *Vérification de la cargaison d..... l..... arrivé le..... et consigné à.....;* la marque, le numéro, etc., des caisses ou emballages, colis, malles, balles et futailles, seront mis en marge du compte. Le droit fixé par le tarif, des marchandises vérifiées, sera également porté à la suite de chaque article; et le directeur de la douane, ainsi que le consignataire ou son agent, qui auront opéré la vérification, certifieront et signeront aussitôt au registre qui sera écrit sans blanc, ou rature indéchiffrable; et il sera de suite délivré au consignataire copie signée de la douane, de l'inscription de la vérification du jour.

51. Il sera fait mention sur le livre des manifestes, jour par jour, du déchargement de chaque bâtiment, et, en marge de chaque article, des objets qui auront été debarqués et trouvés justes.

52. Tous articles trouvés en plus dans les colis,

1838 futailles ou emballages quelconques, lors des vérifications, seront saisis et confisqués au profit de l'Etat, et vendus publiquement: le quart du net produit de la vente sera distribué aux employés de la douane, et le reste versé au trésor public.

53. Après que le pont et la chambre du bâtiment en déchargement auront été dégagés des marchandises qui s'y trouvaient, les scellés apposés sur les écoutilles et panneaux seront levés par l'employé de la douane, pour faire extraire les marchandises et effets portés dans le permis de débarquement pour le jour, délivré par le directeur de la douane, en vertu de l'article 45; et aussitôt que ces marchandises et effets seront mis dans l'embarcation pour les porter à terre, l'employé de la douane fera fermer les panneaux et écoutilles, et procédera aussitôt à l'apposition de nouveaux scellés: il sera ainsi procédé jusqu'à l'entier déchargement du bâtiment.

54. Les marchandises ou effets déclarés pour l'exportation, seront débarqués et déposés dans les magasins de la douane, pour être remis à bord du bâtiment, ou de tout autre bâtiment allant au port étranger de leur destination.

Ces marchandises ainsi déposées ne seront assujéties qu'au droit de warfage pour le chargement et le déchargement; et leur dépôt ne pourra durer que pendant le temps que le bâtiment qui les aurait importées restera dans le port.

55. Aussitôt que le bâtiment du commerce étranger aura entièrement opéré son déchargement, le directeur de la douane en donnera avis à l'administrateur des finances de l'arrondissement, et il fera aussitôt établir la feuille générale des droits d'importation, en relevant les inscriptions des vérifications du livre des comptes particuliers mentionnés en l'article 50: à cette feuille seront attachés les permis de débarquement mentionnés en l'article 46; et elle sera adressée à l'administrateur des finances, pour opérer lesdites vérifications.

Titre VI. De l'exportation des denrées de toute nature et marchandises; de la constatation de leurs qualité, poids, mesure; et de l'établissement des droits.

56. Préalablement au transport à la douane des denrées ou marchandises destinées pour l'exportation,

le consignataire, ou son agent, sera tenu de prévenir, 1838
la veille, le directeur de la douane de ce qu'il aura intention d'embarquer le lendemain; le jour arrivé, il ne présentera que ce qui aura été reconnu possible de peser, vérifier et embarquer dans la journée même.

57. Le directeur désignera l'employé qui, de concert avec le peseur, comptera les sacs, futailles, emballages ou colis, denrées ou marchandises, à leur arrivée aux balances, d'après ce qui aura été arrêté la veille, en vertu de l'article précédent. Le peseur prendra note de son côté, sur un cahier coté et paraphé par le directeur, de ce qu'il aura à peser, mesurer, jauger, etc.; et l'employé dont il vient d'être parlé, prendra aussi de son côté, sur le cahier à ce destiné, note de ce qu'il aura compté; il paraphera cette note, et remettra le cahier au directeur.

58. Le peseur procédera aussitôt à peser, mesurer, jauger les denrées ou marchandises à embarquer; il transcrira immédiatement à gauche d'un cahier à souche, semblable à celui mentionné en l'article 44, titre 5, mais coté et paraphé par le directeur de la douane, le poids, la mesure, le jaugeage, etc., de ce qu'il aura pesé, mesuré ou jaugé; il portera en marge les marques et numéros des futailles, sacs, balles ou colis quelconques, et il remettra aussitôt au consignataire, ou à son agent, copie de cette constatation sur la partie droite du rôle à souche.

59. La transcription des pesées, mesurages, jaugeages, etc., établie par l'article précédent, portera une série de numéros, du commencement à la fin de chaque trimestre: elle sera datée et signée par le peseur et par le consignataire ou son agent; la copie fournie au consignataire ou à son agent, portera les mêmes dates et numéros que la transcription, et ne sera signée que du peseur.

60. Le consignataire ou son agent présentera, sur-le-champ, au directeur de la douane, la copie qui lui aura été remise par le peseur. Le directeur gardera cette copie en la faisant transcrire immédiatement sur le livre d'exportation, au compte particulier du bâtiment en chargement, pour l'établissement des droits; le consignataire ou son agent signera cette transcription.

Le directeur délivrera un permis d'embarquement, sur un timbre de 12 c. ½, mentionnant les numéros,

1838 marques, quantité de futailles, sacs, balles ou colis quelconques, des objets à embarquer, et leurs poids et mesures; il désignera l'employé qui devra voir mettre dans l'embarcation, pour porter à bord, les articles mentionnés au permis; cet employé écrira au dos dudit permis: *vû et embarqués*, après s'être assuré de l'exactitude des objets embarqués, et signera. Il fera remise de ce permis au directeur, qui, dans le délai convenable, dépêchera à bord un autre employé pour voir mettre dans le bâtiment en chargement, les objets embarqués de la douane, en prendre note et procéder, après la mise dans la cale, à l'apposition des scellés sur les panneaux et écoutilles du bâtiment.

61. A chaque embarquement des denrées ou autres objets d'exportation, les mêmes formalités détaillées aux articles précédens du présent titre, seront observées. Le directeur de la douane fera procéder, à chaque fois, à la levée des scellés, pour mettre à même de faire les nouveaux chargemens, et à leur apposition aussitôt que lesdits chargemens seront effectués.

62. Lorsqu'il arrivera que la cale du bâtiment sera bondée, et qu'il faudra mettre des denrées ou marchandises dans la chambre ou sur le pont, il sera dressé procès-verbal, par l'employé de la douane, des objets qui seront ainsi placés; il en sera laissé expédition au capitaine, afin qu'en cas de vérification inopinée, il puisse être constaté ce que de justice.

63. La tare pour les futailles, contenant des denrées, sera prélevée à raison de 10 p. $\frac{0}{0}$, et les sacs à raison d'une livre et demie chaque.

64. Aussitôt que le bâtiment en chargement aura complété la mise à bord des denrées ou articles de son exportation, le consignataire en informera le directeur de la douane, qui donnera avis à l'administrateur des finances de l'arrondissement. Le directeur fera aussitôt dresser le bordereau général de tous les droits d'exportation, qu'il adressera à l'administrateur, accompagné des certificats de pesage, mesurage, jaugeage, etc., ainsi que des permis mentionnés en l'article 60. Ce bordereau sera transcrit au livre général des droits d'exportation.

Titre VII. Dispositions communes aux importations et aux exportations.

65. Si les scellés apposés à l'entrée, pendant le

déchargement et pendant le chargement du bâtiment, 1833
n'étaient pas trouvés sains et entiers, et si les objets laissés sur le pont ou dans la chambre du bâtiment, n'étaient pas retrouvés en même quantité, le capitaine du bâtiment sera passible des peines établies par les articles 207, jusques y compris 214 du Code pénal sur les bris des scellés, et en outre à toute autre peine établie par la présente loi, relative à la frustration des droits revenant à la république.

66. Aucun débarquement ou embarquement des marchandises ou denrées quelconques assujéties ou non aux droits de douane, ne pourra être opéré, qu'il y ait permis ou non, avant le lever ou après le coucher du soleil.

Les débarquemens ou embarquemens des marchandises ou denrées quelconques, pour lesquelles il aurait été délivré des permis, ne pourront s'opérer que là seulement où le directeur l'aura désigné, et en présence des employés de la douane préposés pour voir s'effectuer lesdits débarquemens ou embarquemens.

Toute contravention aux dispositions précédentes, entraînera la confiscation des objets ou marchandises débarqués ou embarqués, et rendra les personnes qui auront opéré ou facilité les débarquemens ou embarquemens en violation de la loi, passibles des peines établies par le titre Ier de la présente loi.

67. A tout jour et heure, pendant le déchargement ou chargement d'un bâtiment du commerce de long cours, l'administrateur des finances de l'arrondissement et le commandant de la place, ou le commandant d'arrondissement, pourront, selon qu'ils le jugeront de l'intérêt du fisc, faire opérer, par qui ils le trouveront convenable, des vérifications ou contre-vérifications des marchandises ou denrées quelconques, au moment de leur enlèvement des douanes, jusqu'à leur entrée dans les magasins de la ville, ou jusqu'à leur arrivée ou mise à bord du bâtiment en chargement. Les agens chargés d'opérer ces vérifications demeurent autorisés à prendre des notes sur la qualité et la quantité des marchandises ou denrées par eux ainsi vérifiées, et à se faire exhiber les permis ou autres documens qui seront nécessaires à ces vérifications; ils devront en référer, dans trois heures au plus, pour tout délai, à l'autorité dont ils auraient reçu le mandat.

1838 68. Les autorités qui auraient commis des agens pour opérer des vérifications inopinées, seront tenues de vérifier, à l'heure même, les rapports qu'ils auront reçus, la régularité ou l'irrégularité des opérations relatives à ce qui aurait été vérifié.

Toute contravention reconnue entraînera la saisie ou confiscation des marchandises ou denrées qui auraient été l'objet de la fraude, lesquelles seront vendues publiquement. Les droits revenant à la république seront prélevés sur le montant de la vente: la moitié de la somme restante reviendra à l'agent qui aura découvert la fraude, et l'autre moitié à la république.

Les personnes qui seront reconnues avoir favorisé la contravention seront passibles des peines à appliquer d'après le titre Ier de la présente loi.

69. Les bâtimens, soit nationaux, soit étrangers, faisant le commerce de long cours, ne pourront, ni en se rendant dans un port ouvert de la république, ni en sortant dudit port pour aller à l'étranger, mouiller sur les côtes, à moins d'accident de force majeure qui mettrait le bâtiment dans un péril imminent, s'il restait sous voiles.

Tout bâtiment trouvé en contravention à la disposition ci-dessus, sera passible d'une amende qui ne pourra être moindre de 500 g. ni plus de 1,000 g; et s'il était reconnu que le bâtiment aurait opéré sur la côte des déchargemens ou chargemens, il sera confisqué et vendu, ainsi que les objets de sa cargaison, publiquement; les droits de l'Etat prélevés sur le montant de la vente, la moitié du reste appartiendra aux capteurs, et l'autre moitié à la république; il en sera de même de l'amende, si elle avait lieu.

Titre VIII. De l'expédition des bâtimens allant à l'étranger, et de la comptabilité des douanes.

70. Après que le bâtiment du commerce étranger aura complété son déchargement et son chargement; que les feuilles d'importation et celles d'exportation mentionnées aux articles 56 et 64, auront été envoyées à l'administrateur des finances de l'arrondissement, et lorsqu'il voudra s'expédier pour l'étranger, le consignataire, ou son agent, prendra les doubles desdites feuilles, et se présentera à l'administrateur des finances de l'arrondissement, qui les ordonnancera en recettes.

71. Le montant des droits sera immédiatement 1838
ersé au trésor, d'après l'ordonnance de l'administrateur, t le trésorier fournira reçu sur le double des feuilles, esquelles seront présentées à l'administrateur pour avoir on visa.

Le consignataire, ou son agent, se présentera au irecteur de la douane avec la quittance du trésor, vi- ée de l'administrateur. Le directeur fera mention de a quittance du trésorier sur les livres d'importation, t d'exportation, en marge de la transcription des feuil- es de droits; il apposera sur les feuilles son visa pour enregistrement des quittances, et il donnera au capi- aine du bâtiment en partance une feuille d'expédition, en lui faisant remise de ses papiers de mer qui se trou- aient déposés au bureau de la douane en vertu de rticle 36.

72. Le consignataire ou son agent, accompagnera e capitaine du bâtiment au bureau des mouvemens du ort, et le chef des mouvemens, sur l'exhibition des uittances du trésor dûment visées et de la feuille de ouane, permettra la sortie du port du bâtiment.

73. Au moment du départ pour l'étranger du bâ- iment du commerce de long cours, le directeur fera rocéder à la levée des scellés.

74. A la fin de chaque mois, le directeur de la ouane enverra à l'administrateur des finances de l'ar- ondissement et à la Chambre des comptes, un état ommaire des bâtimens du commerce étranger entrés t sortis pendant le mois expiré, mentionnant la nature t la quotité des sommes payées pour les divers droits, oit à l'entrée, soit à la sortie desdits bâtimens.

75. Les administrateurs des finances seront respon- ables, conjointement avec les directeurs des douanes, es omissions ou erreurs qui pourraient exister dans es bordereaux établis pour la perception des droits de ouane par les directeurs qui sont sous leur surveil- ance, si, en ordonnançant en recette les mêmes bor- ereaux, ils n'ont pas reconnu les erreurs y existant.

76. Les chefs des mouvemens des ports ouverts en- erront, à la fin de chaque mois, à la Chambre des omptes, l'état détaillé des bâtimens du commerce de ng cours dont l'entrée ou la sortie aura été effectuée, endant le mois expiré, dans le port sous leur surveil- nce. Cet état comprendra le jour de l'arrivée ou du

1888 départ du bâtiment, le nom et la nation d'icelui, le nom du capitaine et du consignataire, le tonnage, le lieu d'où vient le bâtiment ou celui de sa destination, et la nature du chargement d'entrée ou de sortie.

Titre IX. Du cabotage.

77. Le cabotage ne peut être fait que par les bâtimens de construction haïtienne, ou porteurs de l'acte de naturalisation délivré en conformité des lois.

78. Les bâtimens faisant le cabotage ne pourront être montés que par des Haïtiens, et les douaniers ou préposés d'administration ne connaîtront, sous aucun prétexte, pour les expédier ou pour recevoir leurs déclarations, que des citoyens du pays.

79. Les marchandises ou denrées quelconques, transportées par le cabotage, ne pourront être expédiées d'un port à un autre, que d'après une facture où les articles seront détaillés par poids, mesure, quantité et espèces, et après que la vérification en aura été faite à la douane du port de l'expédition. Le débarquement ne pourra se faire, au port de la destination, qu'après vérification, en bonne forme, par le préposé d'administration ou les agens des douanes.

80. Les factures seront transcrites par le chargeur ou sa caution, sur un cahier intitulé: *Journal du.... capitaine..., faisant le cabotage sur les côtes de la république;* elle fera mention des numéros et marques des balles, futailles ou colis, sacs ou autres emballages; la transcription sera datée et signée par le chargeur ou sa caution.

81. Le journal mentionné en l'article précédent, sera coté et paraphé par le directeur de la douane du port ouvert dans lequel le caboteur aura fait son armement; chaque feuillet d'icelui portera le timbre de six centimes, et le journal de chaque caboteur sera retiré, à la fin de chaque trimestre, par le directeur de la douane du port où il se trouvera, et un nouveau journal, pour le trimestre suivant, sera coté et paraphé par le directeur.

Le journal retiré sera envoyé à l'administrateur principal de l'arrondissement pour être expédié à la Chambre des comptes.

82. Les agens des douanes et les préposés d'administration, soit au port de l'embarquement, ou à celui du débarquement, seront tenus de vérifier strictement

i marchandises ou denrées embarquées, et de consta- 1838
: sur le journal du caboteur les vérifications qu'ils
ront opérées, soit pour permettre le chargement, soit
ur permettre le déchargement des objets mentionnés
ns la facture.

83. Outre les formalités prescrites par les articles
écédens du présent titre, le capitaine caboteur, assisté
ne caution solvable, sera tenu de souscrire l'obliga-
n de délivrer, dans les délais de huit jours au moins
de deux mois au plus, selon les distances, sauf les
cidens de mer légalement prouvés, les articles de mar-
andises ou denrées portés dans la facture, et qui se-
nt énumérés dans l'obligation au port de la destina-
n, et d'en rapporter, dans les mêmes délais, le cer-
icat de déchargement et de livraison.

84. L'obligation, en forme d'acquit-à-caution, sera
nscrite à droite de la page sur un cahier à souche,
té et paraphé par l'administrateur de l'arrondissement,
dont chaque feuillet portera le timbre de douze cen-
ies, lequel sera tenu au bureau de la douane, ainsi
aux bureaux des préposés d'administration des ports
n-ouverts au commerce extérieur. L'expédition du
oteur, qui portera les mêmes date et numéro que
bligation, sera faite sur la partie gauche du feuillet,
sera inscrit le cautionnement; et le certificat, au
rt du déchargement, sera fait au dos de cette expé-
ion pour servir d'acquit-à-caution.

Les numéros de l'obligation et du cautionnement,
ceux de l'expédition et du certificat seront portés en
rge de la facture inscrite sur le journal du caboteur.

85. Les bâtimens du cabotage pourront être ex-
diés pour tous les ports de l'île, lorsqu'ils seront
rgés de marchandises ou productions étrangères, ou
productions de la république, pour la consomma-
n du pays; mais lorsqu'ils seront chargés de denrées,
productions destinées à l'exportation pour l'étranger,
ne pourront être expédiés que pour les ports ou-
:ts de la république, toujours en remplissant les for-
lités prescrites au présent titre.

86. En cas d'événement survenu à la mer, par
ce majeure ou autrement, au caboteur destiné pour
port ouvert de la république, et qui occasionnerait
perte de tout ou partie de la denrée dont il serait
rgé; l'impôt territorial dû à l'Etat sur les denrées

1838 d'exportation à l'étranger, sera néanmoins versé au trésor public par le chargeur, à la diligence de l'administrateur des finances de l'arrondissement, attendu que le chargeur de la denrée aurait retenu du producteur le même impôt territorial en achetant cette denrée.

87. Tous les quinze jours, les préposés d'administration des ports non ouverts au commerce étranger, seront tenus de faire parvenir au directeur de la douane du port de la juridiction, l'état des caboteurs dont l'entrée et la sortie auront lieu dans le port sous leur administration; cet état comprendra la date de l'arrivée et du départ, le nom du bâtiment caboteur, et celui du capitaine, le lieu de la destination et les objets du chargement ou déchargement.

A la réception des états ci-dessus, l'administrateur fera opérer les vérifications nécessaires, et à la fin du trimestre, il formera un état général des mouvemens du cabotage de l'administration sous sa direction, qu'il adressera au secrétaire d'état, afin que les vérifications sur les mouvemens du cabotage puissent s'établir par comparaison des départs et arrivées, pour s'assurer de l'exactitude des opérations du cabotage.

88. Les productions du pays en liquides, les sucres et les sirops dont les caboteurs seront chargés pour les ports de la côte et pour la consommation intérieure, devront être toujours accompagnés du certificat d'origine, signé du producteur et visé par le juge de paix et le commandant de la commune, lesquels ne donneront leur visa qu'après l'exhibition de la quittance pour la patente ou pour l'impôt foncier payable par le producteur.

Ces liquides et sucres seront vérifiés à leur embarquement et débarquement, afin de s'assurer qu'ils sont réellement d'origine et production haïtienne. Les liquides seront, en outre, dégustés.

89. Dans les ports non ouverts au commerce extérieur, il ne sera permis ni d'embarquer ni de débarquer les denrées ou marchandises par le cabotage, ailleurs que sur les points où seront établis les bureaux des préposés d'administration.

90. Toute denrée propre à l'exportation du commerce extérieur qui sera trouvée en dépôt sur le littoral, et pour laquelle il n'y aurait pas un permis de la police locale pour la transporter par mer dans le port

plus voisin, sera saisie et confisquée, moitié au pro- 1838
t de la police qui aura saisi, et moitié au profit de la
épublique.

91. Toute négligence des préposés d'administration
u agens de douane, en ce qui est relatif au service et
l'expédition du cabotage, sera signalée à l'autorité
upérieure; lesdits préposés et agens encourront la perte
le leurs emplois, et pourront même être passibles de
lus fortes peines, d'après la présente loi, si le cas y
chet.

92. Toutes denrées, marchandises ou effets trouvés
bord des caboteurs sans expédition, ou tous ceux
rouvés en plus des quantités mentionnées aux expédi-
ions prévues par le présent titre, ou qui seraient d'une
utre nature que celle spécifiée, seront saisis, confis-
qués et vendus publiquement.

La moitié du net produit appartiendra à ceux qui
auront fait découvrir la fraude, et l'autre moitié à l'Etat.

Le capitaine sera, en outre, passible d'une amende
gale à la valeur des objets saisis, à laquelle il sera
ondamné même par corps; et il sera, en outre, pas-
ible de plus fortes peines, si le cas y échet.

93. Tous bâtimens fesant le cabotage sur les côtes
e la république, qui auront été employés, ou qui au-
ont servi à faire ou aider à faire la contrebande, soit
n denrées du pays, soit en marchandises étrangères,
oit sur les côtes ou en mer jusqu'à 25 lieues au large,
eront saisis et confisqués, ainsi que les marchandises
u denrées dont ils seront chargés, et seront vendus
ubliquement. Après le prélèvement des frais et des
roits dus à l'Etat sur les marchandises ou denrées, la
oitié du net produit appartiendra aux capteurs et
'autre moitié à la république.

Le capitaine, les hommes de l'équipage et les pas-
agers qui seraient reconnus auteurs ou complices de
a fraude, seront condamnés aux peines à établir d'après
es dispositions du Titre I de la présente loi.

Disposition finale.

94. La présente loi abroge toutes lois, arrêtés et
èglemens relatifs aux opérations de l'administration des
ouanes en général, qui lui sont contraires.

Elle sera expédié au Sénat dans les 24 heures,
our avoir sa sanction.

1838 Rendue en la Chambre des Représentans des communes, au Port-au Prince, le 9 Juillet 1838.

Signé: Herat Dumesle, Président de la Chambre.

Signés: F. Tesson, E. Lochard, Secrétaires.

Le Sénat décrète l'acceptation de la *Loi sur l'administration et la direction des douanes*; laquelle sera dans 24 heures expédiée au Président de Hayti pour avoir son exécution, suivant le mode établi par la constitution.

Donné à la Maison nationale au Port-au-Prince, le 21 Juillet 1838, en 35 de l'indépendance.

Le Président du Sénat: Bazelais.

Les Secrétaires: Jh. Noel, M. Vilaire.

Au nom de la République.

Le Président de Hayti ordonne que la loi ci-dessus du corps législatif, soit revêtue du sçeau de la République, publiée et exécutée.

Donné au Palais national du Port-au-Prince, le 23 Juillet 1838, an 35 de l'indépendance.

Par le Président de Hayti Signé: Boyer.

Le Secrétaire-général, signé: Inginac.

90.

Ordonnance royale du 23 Juillet 1838, qui modifie le tarif des douanes en France.

(Nouv. Archives du commerce 1838. Août. p. 142.)

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu les ordonnances que nous avons rendues en matière de douanes, savoir:

Le 10 octobre 1835, pour supprimer le droit que les sucres payaient à l'exportation des Antilles françaises, sauf à l'administration des colonies à le remplacer par un droit sur l'importation de quelques produits destinés à la consommation;

Le 17 mars 1836, pour créer à Tréport (Seine-Inférieure) un entrepôt réel et général des sels;

Le 8 août 1836, pour l'exécution, en Corse, de la loi du 26 juin 1835;

Le 31 octobre 1836, pour dispenser d'un poids minimum les colis renfermant des toiles ou des outils;

Le 1er novembre 1836, pour permettre l'admission dans les Antilles françaises de petites voitures locomotives;

Le 4 décembre 1836, pour modifier quelques dispositions du tarif d'entrée et de sortie du royaume;

Le même jour, pour régler la prime à la sortie des acides sulfurique et nitrique;

Le 25 juillet 1837, pour modifier quelques dispositions du tarif d'entrée et de sortie du royaume;

Le même jour, pour remplacer par un droit la prohibition existante sur les fils de laine longue, tordus, dégraissés et grillés;

Le 25 novembre 1837, pour modifier le tarif des houilles à l'entrée;

Vu l'exposé des motifs du 22 mai 1838, par lequel ces diverses dispositions ont été présentées, en notre nom, à la Chambre des députés sous forme de projet de loi;

Attendu que ce projet n'a pu être discuté avant la clôture de la session;

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Sur le rapport de nos ministres, secrétaires d'état au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce et au département des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. Nos ordonnances des 10 octobre 1835, 17 mars, 8 août, 31 octobre, 1er novembre, 4 décembre 1836, 25 juillet et 25 novembre 1837, continueront à être exécutées selon leur forme et leur teneur, sauf les modifications ci-après.

Tarif d'entrée.

Art. 2. Les droits de douane seront, pour les objets ci-après désignés, établis ou modifiés de la manière suivante:

Huiles.

Fixes.
- D'olive, de palme et de graines grasses. — Droits actuels.
- De coco. — Même droit que l'huile de palme.
- Autres. — Pures. . . . . „ f. 25 c.
- Autres. — Aromatisées. . . . . 1 „

Volatiles ou essences
- De roses et de bois de Rhodes. . . . . 40 „
- De girofle, muscade, macis, cannelle, sassafras, fenouil, anis, carvi, cajeput, camomille, valériane et amendes amères. . . . . 5 „
- D'oranges, de citrons, et leurs variétés . . . 4 „
- Toutes autres. . . . . „ 75

Bitumes.

Houilles.
- Crue. — Droits actuels.
- Carbonisée (coke). — Le double desdits droits.

Autres.

Solides.
- Jais. . . . . } Droits actuels
- Succin. . . . . } Droits actuels

Tous autres.
- Purs (bitumes de Judée et autres analogues: 2 f. les 100 kilog.
- A l'état de minerai (terres et roches bitumineuses dites) *aspholtes*. . . . . 10 c. les 100 kilog.

Fluides.
- Goudron minéral provenant de la distillation de la houille. . . . . 10 c. les 100 kilog.
- Autres, sans distinction de couleur, naphte, pétrole, malte, etc. . . . . Droits actuels

Sulfate de barite (spath pesant) . . . . . 1 f. 50 c. les 100 kilog.

Pierres calcaires à cristallisations confuses, dites *écossines*, désignées par la loi du 2 juillet 1836.
- Brutes ou simplement écarries autrement que par le sciage. — Droits actuels.
- Ouvrées ou en pièces préparées pour la bâtisse et non polies. . . . . 15 % de la valeur.
- En carreaux de pavage — Taillés dans les feuilles ou lames schisteuses d'extraction naturelle. . } 15 % de la valeur.
- En carreaux de pavage — Sciés . . } 15 % de la valeur.
- Sculptées, moulées, polies, ou autrement ouvrées. — Le droit des marbres selon leur état.

Moellons et déchets de pierres. . . . . . 1 c. les 100 kilog.

Marbre scié et simplement plané à la meule ou au sable. — Comme marbres sciés sans autre main-d'oeuvre.

Peaux de vigogne et de lama revêtues de leur laine. — Comme peaux de mouton, selon l'état.

Chapeaux de fibres de palmier.
- Fins. . . 75 c. } la pièce, sous les conditions déterminées par la loi du 17 mai 1826, pour les chapeaux de paille, chaque croisure étant considérée comme une tresse.
- Grossiers . 25 } la pièce, sous les conditions déterminées par la loi du 17 mai 1826, pour les chapeaux de paille, chaque croisure étant considérée comme une tresse.

Baumes non dénommés au tarif. — Mêmes droits que le baume de copahu.

ılfate double de fer et de cuivre vitriol d'Admonde ou de Salzbourg.	18 f.	50 c.	1838 les 100 kil.
cide arsenieux.	8	"	
linerai d'étain.	"	10	
essies natatoires de poissons, brutes et simplement desséchées.	30	"	

lmoules. { En pâte. — Comme pâte d'Italie. / En gruau (grosse farine). — Comme farine ordinaire, selon l'espèce.

Ce même tarif s'appliquera aux semoules importées en Corse.

Les toiles de lin et de chanvre qui, ayant reçu un gré quelconque de blanchiment, soit avant, soit après tissage, ne conserveront pas la couleur prononcée l'écru, paieront comme toiles blanches.

Tarif de sortie.

Art. 3. Les droits de douane seront, pour les objets désignés ci-après, établis ou modifiés de la manière ivante:

is de noyer, scié en planches ou plateaux, ayant 27 millimètres ou plus d'épaisseur, sur 1 mètre 46 centimètres ou plus de longueur, y compris les bois de fusil terminés ou ébauchés. 30 fr. les 100 kilog.

ke. . . . . } Comme
rres et roches bitumineuses. . . . . } les houilles.

Dispositions relatives aux colonies françaises.

Art. 4. Les mouchoirs de l'Inde, en coton teint en , seront admis à la Martinique et à la Guadeloupe x droits ci-après:

s apprêt, dits *madras* ou *paliacats*. . . .	8 f.	la pièce
pés ou cylindrés à chaud, dits *ventapolam* ou *ma-*		de huit
ulipatam.		mouchoirs.

Droits de navigation au cabotage et de congé.

Art. 5. L'exemption du droit de tonnage et d'expédition accordée par la loi du 27 vendémiaire an 2 x bâtimens français qui viennent de la pêche, de la urse ou d'un port étranger, sera étendue aux navires i font le cabotage d'un port à un autre du royaume.

La disposition de l'article 5 de la même loi, qui e à une année la durée du congé des navires de ins de trente tonneaux, sera appliquée à tous les ngés.

Entrepôts.

Art. 6. Les ports de La Rochelle et de Cette sont utés à ceux où l'entrepôt des marchandises prohi-

1838 bées de toute espèce peut avoir lieu, aux conditions
la loi du 9 février le 1832.

Art. 7. Un entrepôt réel de marchandises é
gères de toute espèce, et quel que soit leur régi
l'importation, est accordé à la ville de Saint-Se
sous les conditions déterminées par l'article 25 d
loi du 8 floréal an 11, et par l'article 17 de la loi
9 février 1832.

Art. 8. Nos ministres secrétaires d'état au dé
tement des finances et au département des travaux
blics, de l'agriculture et du commerce, sont ch
chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la
sente ordonnance.

Au palais de Neuilly, le 23 juillet 1838.

Signé: Louis-Philippe.

Par le Roi: *Le Ministre Secretaire d'état au
partement des travaux publics, de l'agricul
et du commerce*, Signé: N. Martin (du N

91.

*Convention générale de monnoie co
clue entre les Etats associés à la
gue commune de douanes en All
magne. En date de Dresden, le
Juillet* 1838.

(Königl. Preussische Gesetzsammlung. 1839. St. 2)

Nachdem die sämmtlichen zu dem Zoll- und H
delsvereine verbundenen Regierungen, in Gemässheit
in den Zollvereinigungsverträgen getroffenen Vera
dung, auf die Einführung eines gleichen Münzsyst
in ihren Landen hinzuwirken, übereingekommen si
die vorbehaltenen besondern Unterhandlungen hierü
eröffnen zu lassen; so haben zu diesem Zwecke
Bevollmächtigten ernannt: Se. Majestät der König v
Preussen: Allerhöchstihren geheimen Oberfinanzr
Adolph von Pommer-Esche; Se. Majestät der Kö
von Bayern: Allerhöchstihren Ministerialrath im Sta
ministerium der Finanzen Moriz Weigand, Ritter
Ordens der königlich würtembergischen Krone und
ter erster Klasse des grossherzoglich hessischen L

dens; Se. Majestät der König von Sachsen: 1838
ıstihren geheimen Finanzrath Karl Friedrich
er, Ritter des königlich sächsischen Civilver-
lens, und Allerhöchstihren geheimen Finanzrath
von Weissenbach; Se. Majestät der König von
ıerg: Allerhöchstihren Finanzrath Gustav Hau-
ter des königlich preussischen rothen Adleror-
ter Classe, des Civilverdienstordens der königl-
erischen Krone, des grossherzoglich badischen
r Löwenordens und Ritter erster Classe des
oglich hessischen Ludwigsordens; Se. königl.
er Grossherzog von Baden: Höchstihren Refe-
Franz Anton Regenauer, Ritter des grossher-
adischen Zähringer Löwenordens und Comman-
eiter Classe des kurfürstlich hessischen Hausor-
ı goldenen Löwen; Se. Hoheit der Kurprinz
egent von Kurhessen: Höchstihren Finanzrath
Duysing; Se. königl. Hoheit der Grossherzog
en: Höchstihren Ministerialrath Christian Eck-
itter erster Classe des grossherzogl. hessischen
ıdens und Ritter des Civilverdienst-Ordens
ıyer. Krone; Se. königl. Hoheit der Grossher-
Sachsen-Weimar-Eisenach: Höchstihren Geh.
ırath Ottokar Thon, Ritter des grossherzogl.
ausordens vom weissen Falken, des königl.
othen Adler-Ordens dritter Classe, des Civil-
t-Ordens der königl. bayer. Krone und des
ächs. Civilverdienst-Ordens und Commandeur
Classe des kurfürstl. hess. Hausordens vom gol-
öwen; Se. herzogl. Durchlaucht der Herzog
ıen-Meiningen: Höchstihren Regierungsrath und
n des Finanzsenats der Landesregierung, Lud-
ıeyer, Inhaber des dem herzogl. Sachsen-Erne-
ı Haus-Orden affiliirten Verdienst-Kreuzes;
ıgl. Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Al-
Höchstihren Regierungs- und Obersteuerrath
ıtebrück, Ritter des herzogl. Sachsen-Ernesti-
Haus-Ordens und des königl. preuss. rothen
rdens dritter Classe; Se. herzogl. Durchlaucht
ıg von Sachen-Coburg und Gotha: Höchstihren
ath Julius Gelbke, Inhaber des dem herzogl.
Ernestinischen Haus-Ordens affiliirten Verdienst-
und Ritter des königl. preuss. rothen Adler-
ierter Classe; Se. herzogl. Durchlaucht der

1838 Herzog von Nassau: Höchstihren. Zoll-Direc
Philipp Scholz; Se. Durchlaucht der Fürst von
burg-Rudolstadt und Se. Durchlaucht der F
Schwarzburg-Sondershausen: den. grossherzo
Geh. Legationsrath Ottokar Thon; Se. Durchl
Fürst von Reuss älterer Linie: Höchstihren Re
und Consistorialrath Ludwig Frhrn. v. Manns
Durchlaucht der Fürst von Reuss-Schleiz und S
laucht der Fürst von Reuss-Lobenstein und E
den grossherzogl. sächs. Geh. Legationsrath
Thon; der Senat der freien Stadt Frankfurt: d
fen und Senator Konrad Adolph Bansa; von
Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ra
folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Als Grundlage des gesammten Mü
in den Landen der hohen contrahirenden Tl
in allen Münzstätten einerlei Münzmark an
werden, deren Gewicht mit dem Gewichte de
Königreiche Preussen und den süddeutschen
des Zoll- und Handelsvereins bereits bestehend
übereinstimmend auf 233,855... Gramme festgese

Art. 2. Nach dieser gemeinsamen Grund
das Münzwesen in den sämmtlichen Landen
trahirenden Staaten geordnet werden und zwa
Art, dass, je nachdem darin die Thaler und G
oder die Gulden- und Kreuzerrechnung hergebra
den Verhältnissen entsprechend ist, entweder: d
zehnthalerfuss, bei welchem die Mark fe
bers zu vierzehn Thalern ausgebracht wird,
Werthsverhältnisse des Thalers zu $1\frac{3}{4}$ Gulden,
vierundzwanzig und einhalb Guldenf
welchem aus der Mark feinen Silbers vierun
und ein halber Gulden geprägt werden, mit dem
verhältnisse des Gulden zu $\frac{4}{7}$ Thaler, als Land
fuss gelten wird.

Art. 3. Insbesondere wird einerseits
königlich preussischen und sächsischen, in d
fürstlich hessischen, grossherzoglich sächsischen
zoglich sachsen-altenburgischen Landen, in d
zoglich sachsen-coburg- und gotha'schen Herz
Gotha, in der fürstlich schwarzburg-rudolsta
Unterherrschaft, in den fürstlich schwarzburg-
hausenschen Landen, so wie in den Landen d
lich reussischen älteren und jüngeren Linie: d

thalerfuss, andererseits in den königlich baye- 1838
hen und würtembergischen, in den grossherzoglich
enschen und hessischen, so wie in den herzoglich
ısen-meiningenschen Landen, in dem herzoglich
ısen-coburg- und gotha'schen Fürstenthume Coburg,
lem Herzogthume Nassau, in der fürstlich schwarz-
g-rudolstädtischen Oberherrschaft und in der freien
lt Frankfurt: der 24½ Guldenfuss, ausschliesslich
Landesmünzfuss fortbestehen, oder, wo ein anderer
ıdesmünzfuss besteht, spätestens mit dem 1. Januar
1 eingeführt werden.

Art. 4. Ein jeder der contrahirenden Staaten wird
ıe Ausmünzungen auf solche Stücke beschränken,
lche der dem vereinbarten Münzfusse (Art. 2 und 3)
sprechenden Rechnungsweise gemäss sind. Die An-
ıme gleichförmiger Vorschriften hierüber bleibt der
rständigung unter denjenigen der contrahirenden Staa-
ı, die sich zu demselben Landesmünzfusse bekennen,
behalten.

Art. 5. Sämmtliche contrahirende Regierungen ver-
chten sich, bei den Ausmünzungen von grober Sil-
münze, folglich von Hauptmünzen sowohl, als de-
ı Theilstücken — Courantmünzen — ihren Lan-
münzfuss (Art. 3) genau innehalten und die mög-
ste Sorgfalt darauf verwenden zu lassen, dass auch
einzelnen Stücke durchaus vollhaltig und vollwich-
ausgemünzt werden. Sie vereinigen sich insbeson-
e gegenseitig zu dem Grundsatze, dass unter dem
wande eines sogenannten Remediums an dem Ge-
e oder dem Gewichte der Münzen nichts gekürzt,
mehr eine Abweichung von dem den letzteren zukom-
ıden Gehalte oder Gewichte nur in so weit nachge-
ın werden dürfe, als solche durch die Unerreichbar-
: einer absoluten Genauigkeit bedingt wird.

Art. 6. Bei der Bestimmung des Feingehalts der
ermünzen soll überall die Probe auf nassem Wege
cheidend seyn.

Art. 7. Zur Vermittlung und Erleichterung des
ınseitigen Verkehrs unter den contrahirenden Staa-
soll eine den beiden im Art. 2. gedachten Münz-
ıen entsprechende gemeinschaftliche Hauptsilbermünze
Vereinsmünze — zu einem Siebentheile der
ck feinen Silbers ausgeprägt werden, welche sonach
Werth von 2 Thalern oder 3½ Gulden erhalten

1838 wird, und zu diesem Werthe im ganzen Umfange der contrahirenden Staaten, bei allen Staats-, Gemeinde-, Stiftungs- und andern öffentlichen Cassen, so wie im Privatverkehr, namentlich auch bei Wechselzahlungen, unbeschränkt Gültigkeit, gleich den eigenen Landesmünzen, haben soll.

Art. 8. Das Mischungsverhältniss der Vereinsmünze wird auf neun Zehntheile Silber und ein Zehntheil Kupfer festgesetzt. Es werden demnach $6\frac{8}{10}$ Stücke eine Mark oder 63 Stücke zehn Mark wiegen. Die Abweichung im Mehr oder Weniger darf, unter Festhaltung des im Art. 5 anerkannten Grundsatzes, bei dem einzelnen Stücke im Feingehalte sowohl, als im Gewichte, nicht mehr als drei Tausendtheile betragen. Die Vereinsmünze erhält einen Durchmesser von 41 Millimetern; sie wird im Ringe und mit einem glatten, mit vertiefter Schrift oder Verzierung versehenen Rande geprägt. Der Revers, auf dessen möglichste Uebereinstimmung von allen Regierungen Bedacht genommen werden wird, muss jedenfalls die Angabe des Theilverhältnisses zur Mark feinen Silbers, dann des Werthes in Thalern und Gulden und die ausdrückliche Bezeichnung als Vereinsmünze enthalten.

Art. 9. Es sollen vom 1. Januar 1839 bis dahin 1842 an Vereinsmünze mindestens zwei Millionen Stücke, und zwar jährlich zum dritten Theile, ausgeprägt werden, und es verpflichtet sich ein jeder der contrahirenden Staaten, hieran nach dem Maassstabe seiner Bevölkerung Antheil zu nehmen. Die ferneren Ausprägungen von Vereinsmünzen nach Ablauf des vorbestimmten Zeitraums sollen, sofern darüber eine anderweite Vereinbarung nicht erfolgt, in dem Maasse fortgesetzt werden, dass innerhalb jedesmaliger vier Jahre mindestens ebenfalls zwei Millionen Stücke, unter Aufrechthaltung des angenommenen Vertheilungsmaassstabes, ausgeprägt werden. Ueber die erfolgten Ausprägungen werden die contrahirenden Regierungen am Schlusse jedes Jahres sich gegenseitig Nachweisung zugehen lassen.

Art. 10. Die contrahirenden Regierungen werden die neu ausgegebenen Vereinsmünzen gegenseitig von Zeit zu Zeit in Bezug auf ihren Feingehalt und auf ihr Gewicht prüfen lassen und von den Ausstellungen, die sich dabei etwa ergeben, einander Mittheilung machen. Für den unerwarteten Fall, dass die Ausmünzung der

oder der andern der betheiligten Regierungen im 1838.
;ehalte oder im Gewichte den vertragsmässigen Be-
ıungen nicht entsprechend befunden würde, über-
t dieselbe die Verbindlichkeit, entweder sofort,
nach vorangegangener schiedsrichterlicher Entschei-
, sämmtliche von ihr geprägte Vereinsmünzen des-
:n Jahrgangs, welchem die fehlerhafte Ausmünzung
ıört, wieder einzuziehen.

Art. 11. Sämmtliche contrahirende Staaten ver-
ten sich, ihre eigenen groben Silbermünzen nie-
gegen den ihnen beigelegten Werth herabzusetzen,
eine Aussercurssetzung derselben anders nicht ein-
ı zu lassen, als nachdem eine Einlösungsfrist von
estens vier Wochen festgesetzt und wenigstens drei
ıte vor ihrem Ablaufe öffentlich bekannt gemacht
en ist. Die Feststellung des Werthverhältnisses,
welchem zum Behufe des Ueberganges zu dem
ı Landesmünzfusse (Art. 3) die Münzen des bishe-
Landesmünzfusses eingelöst, oder in Umlauf ge-
ı werden sollen, bleibt jedoch einer jeden bethei-
ı Regierung vorbehalten.

Nicht minder macht jeder Staat sich verbindlich,
:ingangs gedachten Münzen, einschliesslich der von
ausgeprägten Vereinsmünzen, wenn dieselben in
: längerer Circulation und Abnutzung eine erheb-
Verminderung des ihnen urspünglich zukommen-
Metallwerths erlitten haben, allmählich zum Ein-
:lzen einzuziehen, und dergleichen abgenutzte Stücke
dann, wenn das Gepräge undeutlich geworden, stets
oll zu demjenigen Werthe, zu welchem sie, nach
on ihm getroffenen Bestimmung, gegenwärtig im
ufe sind, oder künftig werden in Umlauf gesetzt
:n, bei allen seinen Cassen anzunehmen.

Art. 12. Es bleibt vorbehalten, zu Zahlung im
:n Verkehre und zur Ausgleichung, kleinere Münze
einem leichteren Münzfusse, als dem Landesmünz-
(Art. 2 und 3), in einem dem letztern entsprechen-
Nennwerthe, als Scheidemünze prägen zu lassen.
ıtliche contrahirende Staaten verpflichten sich aber,
mehr Scheidemünze in Umlauf zu setzen, als zu
m Zwecke für das Bedürfniss des eigenen Landes
lerlich ist. Sie werden auch nach Thunlichkeit
f hinwirken, dass die gegenwärtig im Umlauf be-
:he Scheidemünze auf jenes Maass zurückgeführt

1838 und sodann Niemand genöthigt werde, eine Zahlung, welche den Werth der kleinsten groben Münze (Art. 5.) erreicht, in Scheidemünze anzunehmen.

Art. 13. Jeder contrahirende Staat macht sich ferner verbindlich: a) seine eigene Silberscheidemünze niemals gegen den ihr beigelegten Werth herunterzusetzen, auch eine Aussercurssetzung derselben nur dann eintreten zu lassen, wenn eine Einlösungsfrist von mindestens vier Wochen festgesetzt, und wenigstens drei Monate vor ihrem Ablaufe öffentlich bekannt gemacht worden ist, b) dieselbe, wenn in Folge längerer Circulation und Abnutzung das Gepräge undeutlich geworden ist, nach demjenigen Werthe, zu welchem sie nach der von ihm getroffenen Bestimmung gegenwärtig im Umlaufe ist, oder künftig wird in Umlauf gesetzt werden, allmählich zum Einschmelzen einzuziehen, auch nach dem nämlichen Werthe, c) seine Silberscheidemünze aller Art in näher zu bezeichnenden Cassen auf Verlangen, gegen grobe, in seinen Landen cursfähige Münze, umzuwechseln. Die zum Umwechseln bestimmte Summe darf jedoch nicht unter Einhundert Thalern, beziehungsweise Einhundert Gulden, betragen.

Art. 14. Durch gegenwärtigen Vertrag soll an den Bestimmungen der Münzconvention d. d. München, den 25. August 1837 und der besondern Uebereinkunft über die Scheidemünze von demselben Datum nichts geändert werden.

Art. 15. Die contrahirenden Staaten werden alle Gesetze und Verordnungen, welche zur Ordnung des Münzwesens im Sinne der gegenwärtigen Convention ergehen werden, ingleichen die zu deren Ausführung unter Einzelnen von ihnen etwa zu Stande kommenden Vereinbarungen sich einander mittheilen.

Art. 16. Sämmtliche Regierungen sichern sich gegenseitig zu, der Begehung von Münzverbrechen, es mögen solche gegen den eigenen Staat oder gegen einen andern Vereinsstaat gerichtet seyn, auf das nachdrücklichste entgegenzuwirken, zu dem Ende alle gesetzlichen Mittel in Anwendung zu bringen, welche zur Verhütung, Entdeckung und Bestrafung derartiger Verbrechen dienen können, auch in dem Falle, wo dabei das Interesse einer andern Vereinsregierung betheiligt ist, die letztere von den gemachten Entdeckungen und

von dem Ergebnisse der geführten Untersuchungen un- 1838
gesäumt zu benachrichtigen.

Art. 17. Für den Fall, dass andere deutsche Staaten der gegenwärtigen Münzconvention beizutreten wünschen, erklären die contrahirenden Regierungen sich bereit, diesem Wunsche durch desshalb einzuleitende Verhandlungen Folge zu geben.

Art. 18. Die Dauer der gegenwärtigen, vom Tage der Auswechselung der Ratificationen an in Kraft tretenden Uebereinkunft wird bis zum Schlusse des Jahres 1858 festgesetzt, und soll dieselbe alsdann, insofern der Rücktritt von der einen oder von der anderen Seite nicht erklärt, oder eine anderweite Vereinbarung darüber nicht getroffen worden ist, stillschweigend von fünf zu fünf Jahren als verlängert angesehen werden. Es ist aber ein solcher Rücktritt nur dann zulässig, wenn die betreffende Regierung ihren Entschluss mindestens zwei Jahre vor Ablauf der ausdrücklich festgesetzten oder stillschweigend verlängerten Vertragsdauer den übrigen mitcontrahirenden Regierungen bekannt gemacht hat, worauf sodann unter sämmtlichen Vereinsstaaten unverweilt weitere Verhandlung einzutreten hat, um nach Befinden die Veranlassung der erfolgten RücktrittsEr-klärung selbst im Wege gemeinsamer Verständigung zur Erledigung bringen zu können. Gegenwärtige allgemeine Münz-Convention soll allsbald zur Ratification den hohen Contrahenten vorgelegt und die Auswechslung de Ratifications-Urkunden spätestens binnen drei Monaten in Dresden bewirkt werden.

So geschehen Dresden 30. Julius 1838.

A. v. Pommer Esche. (L. S.) M. Weigand. (L. S.) C. F. Scheuchler. (L. S.)

A. v. Weissenbach. (L. S.) G. Hauber. (L. S.) F. A. Regenauer. (L. S.)

W. Duysing. (L. S.) E. Eckhardt. (L. S.) O. Thon. (L. S.) L. Blomeyer. (L. S.)

K. Gentebrück. (L. S.) Jul. Gelbke. (L. S.) Ph. Scholz. (L. S.)

L. Frhr. v. Mannsbach. (L. S.) K. A. Bansa. (L. S.)

92.

Rapport du gouvernement britann que de Bombay au gouvernemen général des Indes orientales à Cal cuta. En date du 6 Août 1838.

(The Times).

J. P. Willoughby, Esq. Secretary to the Govern ment of Bombay, to the Secretary with the Gov nor-general of India.

(Extract). Bombay Castle, 6 August 18

I am directed by the Honourable the Governor Council to transmit to you, for submission to the Rig honourable the Governor-general of India, a copy of letter from the resident in the Persian Gulf, dated th 19th ultimo, regarding two Russian agents named Die kau and Frees, said to have been deputed to Ind with a view to obtain certain information as to th country and its inhabitants.

Enclosure.

Captain Hennell, Resident in the Persian Gulf to J. P. Willoughby, Esq.

(Extract).

About four years ago, I had the honour to com municate some circumstances of a suspicious nature connected with an individual, calling himself Count Dieskau, a native of Hambourgh, then on the point of embarking for Bombay from this port.

From private information received this day, which I have permission to lay before Government, it appears that the person above referred to, after traversing a great part of India, and passing himself off as an Eng lish Ambassador at Cabool and Herat two years ago, proceeded to Tiflis, and there entered into the Russian service: it goes on to say, that he has lately received letters informing him that the *soi-disant* Count Dies kau, accompanied by a Mr. Frees (the son of a Ger man professor), left on a mission to India, in October

November last, employed and paid by Russia. Their 1838
structions were to visit Bokhara, Cabool, Lahore and
lcutta; for which purpose they had been furnished
ith letters of introduction from the Russian Govern-
nt to a Turkoman Chief, on the eastern shore of
e Caspian, to the rulers of the two former places
abool and Bokhara), to Monsieur Allard, and an
nerican at the capital of Runjeet Sing. They were
rected to examine, with the greatest care and accu-
cy, all the passes of the Hindoo Koosh; to inform
emselves most minutely regarding the chiefs, the in-
bitants, their feelings, views and sentiments; while
e resources of the countries they passed through were
occupy a prominent part in their inquiries. To
able them to acquire a perfect acquaintance with the
rritories of the Sikhs, and the leading men of that
tion, they were instructed, as a temporary arrange-
nt, to enter into the service of Runjeet Sing; and
ving accomplished the varied and important objects
mmitted to their charge, to proceed to Calcutta, and
om thence to return to Russia, in order to lay all the
formation thus acquired before the government of that
untry.

93.

onvention conclue, le 9 Août 1838, ntre la France et le Saint-Siège à ome, pour la transmission des correspondances par voie de mer.

opie authentique donnée par les Journaux français).

Sa Sainteté Grégoire XVI et Sa Majesté le Roi des
ançais, désirant faciliter l'échange des correspondan-
s entre leurs Etats respectifs, et assurer au moyen
ne convention, cet important résultat, ont nommé
ur leurs commissaires à cet effet, savoir;

Sa Sainteté Grégoire XVI Monseigneur le Prince
milie Massimo, patricien romain, grand-croix de
rdre de Saint-Grégoire, chevalier de première classe
l'ordre impérial et royal de la couronne de fer,
and-croix de l'ordre des Saints-Maurice et Lazare,

1838 commandeur de l'ordre de Saint-Joseph etc. etc., surintendant-général des postes pontificales.

Et Sa Maj. le Roi des Français, le Sieur *Alexandre de Lurde*, officier de l'ordre royal de la Légion-d'honneur etc. etc., son chargé d'affaires près le gouvernement pontifical; lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Independamment des correspondances échangées entre les Etats pontificaux et la France, par l'intermédiaire des postes toscanes, autrichiennes et sardes, il sera établi un échange direct de correspondances entre les offices de poste respectifs, au moyen des paquebots à vapeur affectés par S. M. le Roi des Français au transport des correspondances dans la méditerranée. Cet échange comprendra non seulement les lettres, échantillons de marchandises journaux et imprimés de toute espèce des deux pays, ou des pays où la France entretient des établissemens de poste, mais encore les objets de même nature que ceux designés ci-dessus, originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire, toutes les fois qu'ils pourront avec avantage être dirigés par ladite voie, et sans préjudice du droit réservé aux expediteurs de réclamer l'envoi par terre.

Art. 2. Les correspondances ci-dessus designées seront échangées par les bureaux de poste suivans, savoir:

Du côté des Etats pontificaux,

1° Rome, 2° Civita-Vecchia;

Du côté de la France,

1° Paris, 2° Marseille, 3° Constantinople, 4° Smyrne, 5° Alexandrie.

3. Les jours et heures d'arrivée et de départ des paquebots français affectés au transport des correspondances des deux pays dans les ports mentionnés à l'article précédent seront réglés par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Français, selon les besoins du service et dans l'intérêt bien entendu des sorrespondances des deux pays; il y aura toutefois trois départs et trois arrivées, au moins, par mois dans les ports pontificaux.

4. Les frais d'armement, d'équipement et d'entretien des paquebots à vapeur employés à la transmission des correspondances entre les deux pays, et générale-

nt toute dépense quelconque relative à ces bâtimens, 1838
ont à la charge du Gouvernement français.

5. Les paquebots mentionnés dans les articles pré-
lens seront considérés et reçus dans le port de Ci-
a-Vecchia comme bâtimens de guerre; ils seront
mpts de tout droit de navigation, et y jouiront des
aneurs et priviléges que reclament les intérêts et l'im-
rtance du service qui leur est confié. Ils ne pour-
ıt être détournés de leur destination spéciale, c'est-à-
e, du transport des correspondances des voyageurs,
r quelque autorité que ce soit, ni être sujets à sai-
-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

6. Les paquebots sus-mentionnés pourront embar-
er ou débarquer dans le port de Civita-Vecchia des
èces et matières d'or ou d'argent, ainsi que des pas-
ers, de quelque nation qu'ils puissent être, avec leurs
rdes et effets personnels, sous la condition que les
pitaines se conformeront aux règlemens sanitaires, de
lice et de douane de ce port, concernant l'entrée et
sortie des voyageurs. Toutefois les passagers admis
r ces paquebots qui ne jugeraient pas à propos de
scendre à terre pendant leur relâche dans le susdit
rt ne pourront, sous aucun prétexte, être enlevés
bord, ni assujétis à aucune perquisition, ni soumis
la formalité du visa de leurs passe-ports.

7. Le Gouvernement français prend l'engagement
faire transporter par les paquebots sus-mentionnés,
aux conditions qui seront ultérieurement stipulées,
correspondances des Etats pontificaux pour les divers
ats d'Italie, pour l'île de Malte, la Grèce et autres
ys auxquels la France peut servir d'intermédiaire,
si que de ces mêmes pays, des Etats d'Italie, de l'île
Malte et de la Grèce pour les Etats pontificaux.

8. Toutes les lettres remises ou reçues devront être
nsignées directement, sans exception et sans interme-
iire, après l'accomplissement des mesures sanitaires,
r l'agent des paquebots français à Civita-Vecchia, au
reau de poste pontifical en cette ville, *et vice versâ:*
ıt autre mode de consignation ou de reception re-
ınt expressément interdit.

9. Les personnes qui voudront adresser des lettres,
it de la France ou des possessions françaises dans le
rd de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où
France entretient des bureaux de poste pour les

1838 Etats pontificaux, soit des Etats pontificaux pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les stations du Levant susmentionnées, auront le choix 1° de laisser le port entier de ces correspondances à la charge des destinataires; 2° de payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination.

10. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif, stipulé par l'article précédent en faveur des lettres ordinaires, sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

11. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises qui seront envoyés d'un pays pour l'autre, affranchis ou non affranchis, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et règlemens des deux pays.

12. Le public des deux pays pourra envoyer d'un pays pour l'autre des lettres dites *chargées*. Le port de ces lettres sera établi et perçu selon les tarifs combinés des offices des Etats pontificaux et de France; il devra toujours être acquitté d'avance et jusqu'à destination.

13. Les deux offices se tiendront réciproquement compte du port des lettres ordinaires ou chargées et des échantillons de marchandises affranchis jusqu'à destination dans un des pays pour l'autre, d'après les tarifs en usage dans celui des deux pays en faveur duquel ce remboursement devra avoir été fait.

14. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographiés, ou authographiés, qui seront envoyés sous bandes des Etats pontificaux pour la France ou les pays où la France entretient des bureaux de poste, ainsi que de France ou des pays où la France entretient des bureaux de poste pour les Etats pontificaux, ne pourront être livrés de part et d'autre qu'affranchis jusqu'aux limites de l'exploitation respective de chacun des deux offices pontifical et français.

Toutefois les journaux et ouvrages périodiques ne seront admis de part et d'autre qu'autant que ces objets seront imprimés dans la langue du pays où ils auront été publiés, et qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et règlemens qui fixent les conditions de leur publication dans et de leur circulation les deux pays.

15. Les lettres ordinaires et non affranchies, ori- 1838
naires de France ou des possessions françaises dans
nord de l'Afrique, pour les Etats de Sa Sainteté, se-
ont livrées à l'office des postes pontificales au prix
oyen de *trois francs* par trente grammes, poids net,
ont *un franc* sera applicable au port de voie de mer.

Les objets de même nature, originaires des stations
u Levant où la France entretient des établissemens de
oste, et destinés pour les Etats pontificaux, seront li-
rés aux prix moyen de *deux francs cinquante cen-
imes* aussi par trente grammes, poids net.

16. Réciproquement, les lettres ordinaires et non
ffranchies, originaires des Etats pontificaux, destinées
our la France et les possessions françaises dans le
ord de l'Afrique, ainsi que pour les différentes sta-
ons du Levant où la France entretient des établisse-
ens de poste, seront livrées à l'office des postes de
rance au prix de *cinqqante centimes* par trente
rammes, poids net.

17. Les échantillons de marchandises provenant des
rigines et pour les destinations mentionnées dans les
rticles 15 et 16 précédens, seront réciproquement li-
rés par les deux offices des postes de France et des
ostes pontificales, au tiers des prix respectivement fixés
ar lesdits articles.

18. Les deux offices des postes pontificales et de
rance n'admettront, à destination de l'un des deux
ays, ou des pays auxquels ils servent respectivement
intermédiaire, aucune lettre chargée qui contiendrait
oit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux
autres effets précieux, ou tout objet passible des
roits de douane.

19. Dans le cas où quelque chargement viendrait
être perdu, celui des deux offices sur le territoire
uquel la perte aurait eu lieu, paiera à l'autre office,
titre de dédommagement, soit pour le destinataire,
oit pour l'envoyeur, suivant le cas, une somme de
nquante francs, dans le délai de trois mois, à dater
u jour de la réclamation.

Les réclamations ne seront admises que dans les
x mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi
u chargement; passé ce terme, les deux officiers ne
ront tenus l'un envers l'autre à aucune indemnité.

20. Les lettres mal adressées ou mal dirigées, seront,

1838 sans aucun délai, renvoyées à l'un des bureaux d'échange de l'office expéditeur, pour les poids et prix auxquels cet office aura livré ces lettres en compte à l'autre office.

Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement livrées, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

21. Les lettres tombées en rebut pour quelque cause que ce soit seront renvoyées de part et d'autre, à la fin de chaque trimestre. Celles de ces lettres qui auront été livrées en compte seront remises pour les poids et prix auxquels elles auront été originairement livrées par l'office envoyeur à l'office destinataire.

22 Les offices des postes de France et des postes pontificales dresseront, chaque trimestre, les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances; et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces offices, seront immédiatement soldés par celui des deux offices qui sera reconnu débiteur envers l'autre.

23. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'article précédent, et toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devront être arrêtées de concert pour assurer l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, seront réglées entre les offices des postes des deux pays aussitôt après l'échange des ratifications de ladite convention.

24. Si le Gouvernement pontifical venait à établir un service de paquebots à vapeur portant son pavillon, dans le but d'augmenter les moyens de communication existant entre les deux Etats, ces bâtimens jouiront, par réciprocité, de tous les priyiléges, avantages et franchises stipulés en faveur des paquebots français dans le port de Civita-Vecchia.

Il sera alors tenu compte à l'office des postes de Sa Sainteté, sur toutes les correspondances qui seront transportées par les paquebots pontificaux, d'un prix de port de voie de mer égal à celui attribué à l'office des postes de France.

25. La présente convention est conclue pour trois ans; à l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pendant trois autres années, et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite par l'une des

Hautes Parties contractantes six mois avant l'expiration 1838
de chaque terme. Pendant ces derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les deux offices après l'expiration des six mois.

26. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Rome dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise à exécution au plus tard dans le délai d'un mois après l'échange desdites ratifications *).

En foi de quoi, les commissaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le 9 du mois d'août de l'an 1838.

(L. S.) Signé Camillo, principe Massimo.
(L. S.) Signé Alexandre de Lurde.

Ordonnance du 30 *Novembre* 1838. *Pour l'exécution de la convention ci-dessus.*

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu 1° la convention postale conclue et signée, le 9 août 1838, entre la France et le Saint-Siége;

2° La loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802);

3° Les lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. A dater du 15 décembre 1838, les personnes qui voudront envoyer de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, des lettres et échantillons de marchandises pour les Etats pontificaux, par la voie des paquebots de la marine royale, auront le choix de laisser le port de ces objets à la charge des destinataires, ou d'en payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination; le tout par réciprocité de la même faculté, accordée aux regnicoles des Etats pontificaux, pour les lettres et échantillons de marchandises à envoyer par eux en

*) Les ratifications ont été échangées à Rome le 7 octobre 1838.

1838 France et dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste.

Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises qui seront envoyés de part et d'autre, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et règlemens respectifs de la France et du Saint-Siége.

2. Le public pourra envoyer aussi, par la voie des paquebots sus-mentionnés, des lettres dites *chargées*, à destination des Etats pontificaux. Le port de ces objets sera établi d'aprés les tarifs combinés des deux pays; il devra toujours être acquitté d'avance et jusqu'à destination.

3. La taxe des lettres venant par la voie des paquebots de la marine française des Etats pontificaux pour la France, ou de la France pour les Etats pontificaux, due au Trésor, en raison de leur parcours sur le territoire français, sera établie conformément aux dispositions des articles 1, 2 et 3 de la loi du 15 mars 1827.

4. La taxe de voie de mer, au profit du Trésor, à appliquer aux lettres originaires des Etats pontificaux pour la France et les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, et, réciproquement, la même taxe de voie de mer à appliquer aux lettres originaires de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste pour les Etats pontificaux, sera réglée pour chaque lettre pesant moins de sept grammes et demi, en raison de son parcours sur mer, d'après la distance en ligne droite existant entre le port d'embarquement et le port de débarquement, conformément au tarif établi par l'article 1er de l'ordonnance du 30 mai de la présente année.

La progression de la taxe de celles des lettres ci-dessus mentionnées dont le poids atteindra ou dépassera sept grammes et demi, sera celle qui est déterminée par l'article 3 de la loi du 15 mars 1827.

5. Lorsqu'il y aura lieu d'ajouter aux taxes réglées par les deux articles précédens le port revenant à l'office des postes pontificales, ce port sera perçu sur les

envoyeurs et sur les destinataires, soit en France, soit 1838
dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, soit enfin dans les stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste, conformément au tarif en usage dans les Etats du Saint-Siége.

6. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, lithographiés, ou authographiés qui seront envoyés sous bandes de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que des stations du Levant où la France entretient des bureaux de poste dans les Etats pontificaux, par la voie des paquebots sus-mentionnés, devront être affranchis jusqu'au port de débarquement des Etats pontificaux.

7. Les objets mentionnés au précédent article, qui seront déposés dans les bureaux de poste de France (le port de Marseille excepté), supporteront, outre la taxe voulue par les lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830, une taxe de voie de mer, qui est fixée à quatre centimes pour chaque feuille de journal ou d'écrit périodique, et à cinq centimes pour chaque feuille de tous autres imprimés.

Les journaux ou imprimés destinés pour les Etats potificaux, qui seront déposés au bureau de Marseille, ou dans les bureaux de poste des possessions françaises au nord de l'Afrique, ainsi que dans les bureaux entretenus par la France dans les stations du Levant, ne supporteront que la taxe de voie de mer ci-dessus fixée.

8. La taxe des journaux et imprimés de toute nature, originaires des Etats pontificaux, destinés pour la France ou les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, ainsi que pour les bureaux de poste entretenus par la France dans les stations du Levant, qui seront transportés par les paquebots de la marine française, sera la même que celle qui est déterminée par l'article précédent. Cette taxe sera acquittée par les destinataires.

9. Les journaux, gazettes et ouvrages périodiques envoyés par la voie des paquebots de la marine française, des Etats pontificaux en France, ainsi que les objets de même nature originaires de France envoyés par la même voie dans les Etats sus-mentionnés, ne seront admis, de part et d'autre, qu'autant qu'ils se-

1838 ront imprimés dans la langue du pays où ils auront été publiés, et qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et règlemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

10. Notre ministre secrétaire d'état, etc.

Signé : LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *Le Ministre Secrétaire d'état des finances*, Signé : LAFLAGNE.

94.

Pièces concernant l'expulsion de Louis Napoléon Bonaparte de Suisse.

(Feuilles publiques de la Suisse.)

I.

Lettre adressée au Duc de Montebello, Envoyé de la France en Suisse, par le Président du Ministère français, en date du 14 *Août* 183

Monsieur le duc,

Je viens de recevoir vos dépêches en date du 5 et du 10 courant, et j'y ai lu avec attention tous les détails de la séance du conseil dans laquelle on a délibéré sur la note par vous présentée au nom de la France, et relative à l'expulsion de Louis Bonaparte. Je passerai sous silence l'animosité des discours tenus ainsi que de la manière dont on a parlé de la France et de son alliance. La France a trop la conscience de sa force et de sa dignité pour ne pas mépriser un langage que la Suisse elle-même est, nous n'en doutons point, loin d'approuver. Vous représenterez encore une fois au vorort qu'il ne s'agit ici que de savoir si la Suisse veut cacher dans son sein, sous le masque de l'hospitalité, des intrigues et des prétentions franchement avouées sur un état voisin, en les encourageant par sa protection. Est-il donc admissible pour qui que ce soit, que Louis Bonaparte soit un Suisse naturalisé, un bourgeois de Thurgovie, qui se trouve aspirer au gouvernement de la France? La Suisse a-t-elle le droit

favoriser sur son territoire des entreprises qui — 1838
a que dénuées de toutes chances de succès — ne
sent pas de produire un grand scandale, comme au
is d'octobre 1836, et d'entraîner quelques hommes
les d'esprit ou insensés? L'opinion publique, dans
sagesse, réduira certainement tant en Suisse qu'ail-
rs à sa juste valeur la raison qu'on nous a opposée
droit de bourgeoisie que le canton de Thurgovie
onféré à Louis Bonaparte. A-t-il rempli la condi-
ı exigée par l'article 25 de la constitution de Thur-
ie? a-t-il renoncé à la France son ancienne patrie?
s'il l'a fait, comment expliquer sa conduite et ses ac-
récens, tels que la brochure de Laity, la mission
ınée à Laity et la lettre écrite de sa main trouvée
z Laity? N'est-ce pas se jouer de la vérité que de
ıpeler alternativement Français et Suisse selon les
:onstances? Français pour former des tentatives cri-
ıelles contre le repos et le bonheur de la France,
ıse pour s'assurer l'asile où l'on forge de nouvelles
ıigues, où l'on prépare de nouvelles tentatives si les
mières ont échoué? Louis Bonaparte a certes, assez
ıuvé qu'il n'est accessible à aucun sentiment de re-
naissance, qu'une plus longue patience de la part
gouvernement français le ferait persévérer dans son
ıglement et l'encouragerait à de nouvelles menées.
France, monsieur le duc, se doit à elle-même de
plus souffrir que la Suisse autorise par sa tolérance
intrigues d'Arenenberg; déclarez au vorort que dans
cas peu probable où la Suisse prendrait fait et cause
ır celui qui a porté atteinte à son repos, et où elle refu-
ait l'expulsion de Louis Bonaparte, *vous avez l'or-*
de demander sur-le-champ, vos passeports.
sitôt après la réception de cette dépêche, vous en
ez lecture à M. le schultheis Kopp, et lui en don-
ez copie, si vous le croyez nécessaire. Cependant
ıs ne quitterez pas le schultheis avant de lui avoir
ıné encore une fois l'assurance que la France, forte
son droit et de la justice de sa demande, *emploiera*
es les moyens dont elle dispose pour obtenir de
Suisse une satisfaction à laquelle aucune considéra-
n ne saurait la faire renouer.

Recevez, monsieur le duc, l'expression de ma par-
te considération.

Paris 14 août 1838. Signé: Molé.

1838

II.

Lettre de Louis Napoléon Bonaparte au grand Conseil du Canton de Turgovie, en date d'Arenenberg, le 20 *Août* 1838.

Messieurs les membres du grand conseil,

Si je viens dans cette circonstance de vous faire une communication, c'est pour rectifier à vos yeux certains faits et pour vous donner une preuve de ma confiance et de mon estime.

Je suis revenu d'Amérique en Suisse il y a un an avec la ferme intention de rester étranger à toute espèce d'intrigue, ma résolution n'a pas changé, mais aussi je n'ai jamais voulu acheter mon repos au dépens de mon honneur. On m'avait indignement calomnié, on avait dénaturé des faits, j'ai permis à un ami de me défendre; voilà la seule démarche politique qui, à ma connaissance, ait eu lieu depuis mon retour. Mais le ministère français, pour arriver au but où il tend, continue toujours ses fausses allégations; il prétend que la maison où ma mère vient de mourir et où je vis presque seul, est *un centre d'intrigues;* qu'il le prouve s'il le peut! Quant à moi, je démens cette accusation de la manière la plus formelle, car ma ferme volonté est de rester tranquille en Turgovie et d'éviter tout ce qui pourrait nuire aux relations amicales de la France et vers la Suisse. Mais, Messieurs, pour avoir encore une preuve de la fausseté des accusations portées contre moi, lisez certains articles récens des feuilles ministérielles, et vous y verrez que non content de me poursuivre jusque dans ma retraite, on tache encore de me rendre ridicule aux yeux de tout le monde en débitant sur mon compte d'absurdes mensonges.

Messieurs les membres du grand-conseil, c'est à vous que je m'adresse, à vous avec lesquels jusqu'à présent j'ai vécu en frère et en ami, c'est à vous à dire aux autres cantons la vérité sur mon compte.

L'invasion étrangère qui en 1815 renversa l'empereur Napoléon amena l'exil de tous les membres de sa famille. Depuis cette époque je n'avais donc légalement plus de patrie, lorsqu'en 1832 vous me donnâtes le droit de bourgeoisie du canton. C'est donc le seul que je possède. Le gouvernement français, qui maintient la loi qui me considère comme *mort civi-*

t, n'a pas besoin de s'adresser à la Suisse pour sa- 1838
qu'il n'y a qu'en Turgovie où j'ai des droits de
en. Quand il s'agit de me persécuter, le gouver-
ent me reconnaît alors seulement comme Français;
rasbourg il faisait dire par le procureur-général
me regardait comme étranger!

Messieurs, j'ose le dire, j'ai montré par mes ac-
depuis cinq ans que j'avais su apprécier le don
vous m'aviez fait, et si maintenant à mon grand
et, je devenais un sujet d'embarras pour la Suisse,
'est pas à moi qu'on devrait s'en prendre, mais à
qui, se fondant sur de fausses assertions, avancent
prétentions contraires à la justice et aux droits
gens.

Recevez, Messieurs, l'assurance de mon estime et
na haute considération.

Signé: Louis Napoleon Bonaparte.

Arenenberg, le 20 août 1838.

III.

tre de Louis Napoléon Bonaparte à M. le ndamman Anderwert, président du petit seil du canton de Turgovie, en date d'Arenenberg, le 22 *Septembre* 1838.

M. le Landamman,

Lors de la présentation de la note du duc de Mon-
llo à la Diète, je refusai de me soumettre aux exi-
es du gouvernement français; parce que je tenais
montrer par ce refus que j'étais revenu en Suisse
rien éluder de ce que mon devoir me prescrivait;
j'avais le droit d'y rester réellement et que j'y trou-
is assistance et protection.

La Suisse a, depuis un mois, prouvé, d'abord par
énergiques protestations, ensuite par les résolutions
grands-conseils qui se sont réunis jusqu'à présent,
lle était disposée à maintenir sa dignité et son droit.
a su remplir son devoir de nation indépendante;
urai aussi accomplir le mien et je demeurerai fidèle
voix de l'honneur, on peut bien me persécuter
jamais on ne réussira à m'avilir.

Le gouvernement français ayant déclaré, que le
de la Diète d'obtempérer à sa demande, serait
ignal d'une conflagration qui pourrait attirer de

1838 grands malheurs sur la Suisse, il ne me reste plus autre chose à faire que de m'éloigner d'un pays contre lequel ma présence sert de motif à des exigences de la plus criante injustice; comme elle servirait de prétexte aux plus grands attentats.

Je vous prie donc, M. le Landamman, de faire savoir au Vorort que, sitôt qu'il aura obtenu pour moi les passeports qui me sont nécessaires de la part des envoyés des différentes puissances, je partirai et me rendrai en un lieu où je trouverai un asyle assuré.

En quittant aujourd'hui, de mon plein gré, le seul pays de l'Europe où j'ai trouvé appui et protection en quittant un lieu qui m'est cher à tant de titres, je crois avoir démontré au peuple suisse que j'étais digne de l'estime et de l'intérêt qu'il m'a si noblement témoignés. Jamais je n'oublierai l'attitude des cantons qui se sont prononcés si courageusement en ma faveur; mais j'emporte surtout gravé profondément dans mon coeur le souvenir du généreux appui que m'a accordé le canton de Thurgovie.

J'espère que cette séparation ne sera pas éternelle et qu'il viendra un jour, où, sans compromettre les intérêts de deux nations qui doivent rester amies, je pourrai retrouver encore l'asile qui, par un séjour de vingt ans et par les droits que j'y avais acquis, est devenu pour moi une seconde patrie.

Veuillez, M. le Landammann, être auprès des autorités, l'interprête de mes sentimens de gratitude, et soyez assuré qu'une seule chose peut adoucir l'amertume de cette séparation, c'est la pensée d'épargner à la Suisse les troubles dont elle est menacée.

Recevez l'expression, etc.

Arenenberg, 22 septembre 1838.

NAPOLEON LOUIS BONAPARTE.

IV.

Note adressée au gouvernement français par dix-sept cantons de la Suisse, dans la séance de la Diète du 6 Octobre 1838.

S. Exc. M. le duc de Montebello, ambassadeur de S. M. le Roi des Français, ayant par son office du 1er août, demandé aux autorités fédérales que Napoléon

ouis Bonaparte soit tenu de quitter le territoire hel- 1838
étique, les avoyer et conseil-d'état de Lucerne, direc-
ire fédéral, ont reçu de la haute Diète l'ordre de ré-
ondre ce qui suit:

Lorsque les grands-conseils des cantons ont été ppelés à délibérer sur la demande de M. le duc de ontebello, leurs votes se sont partagés sur la position Napoléon Louis Bonaparte et sur la question de sa ationalité, mais non sur le principe que la demande 'expulsion d'un citoyen suisse serait inadmissible, comme ontraire à l'indépendance d'un état souverain.

Depuis que Napoléon Louis Bonaparte a fait, pour loigner du sol de la Confédération, des démarches ubliques, que le directoire fédéral est occupé à facili-r, une délibération de la Diète sur cette matière de-ient superflue.

Fidèle aux sentimens qui depuis des siècles l'ont ié à la France, la Suisse ne peut toutefois s'empê-her d'exprimer avec franchise le pénible étonnement ue lui ont causé les démonstrations hostiles faites con-e elle avant même que la Diète ait été réunie pour élibérer définitivement sur la réclamation qui lui était ressée.

La Diète désire autant que peut le désirer le gou-ernement français, que des complications de la nature e celles qui ont eu lieu ne se renouvellent plus, et ue rien ne trouble à l'avenir la bonne harmonie de eux pays rapprochés par leurs souvenirs comme par urs intérêts. Elle se livre à l'espérance de voir promp-ment rétablies et consolidées entre la France et la uisse les précédentes relations de bon voisinage et la ieille réciprocité d'affection.

Les avoyer et conseil-d'état du canton de Lucerne, irectoire fédéral, ont l'honneur, etc.

(Suivent les signatures).

V.

Note présentée par la France à la Diète de la Suisse, en date du 12 *Octobre* 1838.

A S. Exc. M. le duc de Montebello,

Paris, 12 octobre 1838.

Monsieur le duc, M. le comte Reinhard m'a remis vec votre dépêche du 6 octobre, la réponse du direc-

1838 toire fédéral à votre office du 1er août, et je m'empresse de vous en accuser réception.

Le gouvernement du Roi n'a jamais demandé à la Suisse d'éloigner de son sein l'un de ses citoyens. Autant qu'aucune autre nation, la France respecte l'indépendance et la dignité de ses voisins; mais elle veille en même tems au maintien de son honneur et de son repos. La Confédération, nous le croyons, ne laissera plus abuser d'une généreuse hospitalité celui dont les étranges prétentions sur la France prouvent assez que la Suisse ne saurait le compter parmi ses enfans. C'est avec une véritable satisfaction, M. le duc, que le gouvernement du Roi a vu la Diète déclarer, *qu'elle désire autant que peut le désirer le gouvernement français, que des complications de la nature de celles qui ont eu lieu, ne se renouvellent plus.* La Suisse sentira sûrement, sans qu'il soit besoin de le rappeler ici, tout ce que la France se devrait à elle même, si jamais, et par impossible, les mêmes conjonctures se reproduisaient.

Quant aux démonstrations que la Diète appelle *hostiles*, et qui lui auraient causé un *pénible étonnement*, le gouvernement du Roi n'a pas cessé d'espérer un seul instant que des mesures suggérées par la prudence ne prendraient pas un autre caractère. Pour comprendre ces mesures et le sentiment qui les a dictées, la Diète aurait pu se reporter à l'attitude qu'elle même avait prise, et au refus dont les délibérations des grands conseils menaçaient la France. Aujourd'hui, M. le duc, ces circonstances ont changé. Louis Bonaparte quitte la Suisse. Il vous reste à annoncer au vorort que le corps d'observation formé sur notre frontière de l'Est va se dissoudre.

Ce n'est pas sans émotion que le Roi et son gouvernement ont lu les paroles qui terminent la réponse de la Diète. Comme à toutes les époques de son histoire, la France est encore prête à témoigner à la Suisse qu'elle est son allié le plus fidèle, son ami le plus sincère, le défenseur le plus invariable de son indépendance. De son côté, la Suisse veillera, nous n'en doutons pas, à ce qu'aucune cause de mésintelligence ou de mécontentement ne vienne troubler désormais la bonne harmonie et les rapports d'une amitié si ancienne que les deux pays ont tant d'intérêt à perpétuer.

Veuillez, M. le duc, donner lecture de cette dé- 1838
êche à M. le président du directoire et lui en laisser
opie.

Signé: Mole.

95.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la Porte Ottomane. Signé à Balta-Liman près Constantinople, le 16 Août 1838.

(Traduction d'après le texte officiel anglais).

Pendant les relations amicales qui ont heureuse-
ent subsisté si long-temps entre la Sublime Porte et
s souverains de la Grande-Bretagne, des capitulations
nsenties par la Porte, et des traités conclus entre
s deux puissances, ont réglé les droits payables sur
s marchandises exportées et importées dans les do-
aines de la Sublime Porte, établi et déclaré les droits,
ivilèges, immunités et obligations des marchands bri-
nniques faisant le commerce ou résidant dans les ter-
oires de l'empire. Mais, depuis l'époque où les sti-
ılations susmentionnées ont été révisées pour la der-
ère fois, des changemens de diverse nature sont inter-
nus dans l'administration intérieure de l'empire otto-
an et dans les relations étrangères de cet empire avec
s autres puissances. Sa Majesté la Reine du royaume
ıi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Hautesse
Sultan sont convenus, en conséquence, de régler
aintenant, de nouveau, par un acte spécial et addi-
nnel, les rapports commerciaux de leurs sujets afin
augmenter le commerce entre leurs domaines respec-
s, et de rendre plus facile l'échange des produits de
ın des pays contre ceux de l'autre; ils ont, à cet
fet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir: Sa
ajesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bre-
gne et d'Irlande, le très-honorable John Brabazon
rd Ponsonby, baron d'Imokilly, pair du royaume uni
e la Grande-Bretagne et d'Irlande, chevalier grand'-
oix du très-honorable ordre du Bain, de celui du

1838 Nichan d'honneur, etc., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté près la Sublime Porte etc;

Sa Hautesse le Sultan, le très-illustre et très-excellent Vizir Mustapha-Réchid Pacha, ministre des affaires étrangères, portant la décoration appartenant à son haut rang, chevalier grand'-croix de la Légion-d'Honneur de France, etc.,

Le très-excellent et très-distingué Mustapha-Kiamé Bey, membre du suprême conseil d'état adjoint au premier ministre, président du conseil d'agriculture et de l'industrie, ministre d'état de première classe, portant les deux décorations appartenant à son office, etc., et le très-excellent et très-distingué Mehemed-Nouri-Effendi, conseiller d'état, attaché au département des affaires étrangères, portant le Nichan d'honneur de la première classe, etc.;

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans:

Art. 1er. Tous les droits, priviléges et immunités concédés aux sujets et bâtimens de la Grande-Bretagne par les capitulations et traités existans, sont confirmés de nouveau et à jamais, sauf les dérogations spéciales contenues dans la présente convention; et il est en outre expressément stipulé que tous les droits, priviléges ou immunités que la Sublime Porte accorde en ce moment ou pourra accorder par la suite, aux bâtimens et sujets de quelque autre puissance étrangère, ou dont elle pourra tolérer la jouissance au profit des bâtimens et sujets de quelque autre puissance étrangère, seront également accordées et laissées en jouissance aux sujets et bâtimens de la Grande-Bretagne et exercés par eux.

2. Les sujets de Sa Majesté britannique ou leurs agens pourront acheter, dans toutes les parties des domaines ottomans (soit pour le trafic intérieur, soit pour l'exportation), tous articles, sans exception aucune, appartenant aux productions ou aux produits naturels ou manufacturés du pays. Et la Sublime Porte s'engage formellement à abolir tous les monopoles des produits agricoles, ou de tous autres articles quelconques, ainsi que toute licence des gouverneurs locaux, soit pour l'achat d'un article quelconque, soit pour son transport d'un endroit à un autre après son achat; et toute ten-

tative pour contraindre les sujets de Sa Majesté Bri- 1838
tannique à recevoir de telles licences des gouverneurs locaux, sera considérée comme une infraction aux traités, et la Sublime Porte punira immédiatement avec sévérité tous vizirs et autres officiers qui seront coupables d'une telle infraction, et rendra pleine justice aux sujets britanniques pour tout dommage ou perte dont ils pourront dûment justifier.

3. Lorsqu'un marchand anglais ou son agent achètera quelque production ou quelque produit naturel ou manufacturé turc, dans le but de le revendre en Turquie pour la consommation intérieure, il paiera, lors de l'achat et de la vente desdits articles, et pour toute espèce de trafic y relatif, les mêmes droits que ceux qui sont payés dans des circonstances analogues, par la classe la plus favorisée des sujets turcs, musulmans ou rajahs, qui se livrent au commerce intérieur de la Turquie.

4. Lorsque quelque production ou quelque produit naturel ou manufacturé turc, sera acheté pour l'exportation, le négociant anglais ou son agent pourra le transporter, franc de toute espèce de charge ou de droit, à un lieu convenable pour l'embarquement où il sera assujéti, lors de son entrée, à un droit fixe de neuf pour cent sur la valeur, en remplacement de tous autres droits intérieurs.

Postérieurement, lors de l'exportation, il sera payé un droit de 3 pour $\frac{0}{0}$, tel qu'il est établi et existe en ce moment. Mais tous articles achetés dans les ports d'embarquement pour l'exportation et qui ont déjà payé le droit intérieur lors de leur introduction dans lesdits ports, ne paieront que le droit d'exportation de 3 p. $\frac{0}{0}$.

5. Les règlemens en vertu desquels des firmans sont délivrés aux navires de commerce anglais pour passer les Dardanelles et le Bosphore, seront rédigés de manière à causer à ces bâtimens le moindre retard possible.

6. Il est convenu par le gouvernement turc que les dispositions établies par la présente convention seront générales pour tout l'empire Ottoman, soit pour la Turquie d'Europe, soit pour la Turquie d'Asie, l'Egypte ou les autres possessions africaines appartenant à la Sublime Porte, et seront applicables à tous les sujets des domaines ottomans, quelle que soit leur qualité; et le gouvernement turc convient en outre de ne point

1838 refuser à d'autres puissances étrangères le règlement de leur commerce sur la base de la présente convention.

7. L'usage établi entre la Grande-Bretagne et la Sublime Porte, pour prévenir toute difficulté et tout délai dans l'estimation de la valeur des articles importés dans les domaines turcs ou exportés de ces domaines par des sujets britanniques, ayant été de nommer, tous les 14 ans, une commission d'hommes versés dans le commerce de deux pays à l'effet de fixer, par un tarif, la somme d'argent en monnaie au coin du Grand-Seigneur, qui devait être payée à titre de droit sur chaque article, et le terme de 14 ans pendant lequel la dernière fixation dudit tarif devait demeurer en vigueur, étant expiré, les Hautes Parties contractantes sont convenues de nommer conjointement de nouveaux commissaires pour fixer et déterminer le montant en argent qui devra être payé par les sujets britanniques pour le droit de 3 p. $\frac{0}{0}$ sur la valeur de toutes les marchandises importées et exportées par eux; et lesdits commissaires établiront un arrangement équitable pour l'estimation des droits extérieurs qui sont établis par le présent traité sur les marchandises turques destinées à l'exportation, et ils détermineront également les lieux de chargement où il sera le plus convenable de prélever lesdits droits.

Le nouveau tarif, ainsi établi, sera en vigueur pendant 7 ans à partir du jour de sa fixation, et, à l'expiration de ce terme, il sera loisible à chacune des deux parties d'en demander la révision; mais si aucune demande de ce genre n'est faite de part ni d'autre dans les six mois qui suivront l'expiration des sept premières années, le tarif restera en vigueur pendant sept autres années à partir de l'expiration des sept années précédentes, et ainsi de suite lors de l'expiration de chaque période de sept années.

8. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Constantinople dans le délai de quatre mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Balta-Liman, près Constantinople, le 16 août 1828.

(L. S.) Ponsonby. (L. S.) Mustapha-Rechid.
(L. S.) Mustapha-Kiani. (L. S.) Mehemed-Nourl

Articles additionnels. 1838

Certaines difficultés s'étant élevées entre l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique et les plénipotentiaires de la Sublime Porte, à l'occasion de la fixation des nouvelles conditions destinées à régler le commerce des marchandises anglaises importées dans les domaines turcs ou traversant ces domaines en transit, il a été convenu entre Son Excellence l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique et les plénipotentiaires de la Sublime Porte que la présente convention serait signée par eux, sans que les articles qui ont rapport aux objets ci-dessus mentionnés, forment partie intégrante de ladite convention; mais en même temps il a été aussi convenu que les articles suivans, auxquels le gouvernement turc a adhéré, seraient soumis à l'approbation du gouvernement de Sa Majesté, et que, dans le cas où ils seraient approuvés et acceptés par le gouvernement de Sa Majesté, ils formeraient alors une partie intégrante du traité actuellement conclu.

Les articles en question sont ceux qui suivent:

Art. 1er. Toutes productions, tous produits naturels ou manufacturés du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et de ses dépendances, et toutes marchandises de quelque nature que ce soit, embarquées à bord de bâtimens anglais, et appartenant à des sujets anglais, ou introduites par eux d'un autre pays par terre ou par mer, sera admise, comme jusqu'ici, dans toutes les parties des domaines ottomans, sans exception, moyennant le paiement d'un droit de 3 p. $\frac{0}{0}$ sur la valeur desdits objets.

Et, au lieu de tous droits extérieurs et autres, prélevés soit sur l'acheteur, soit sur le vendeur, auxquels ces objets sont soumis en ce moment, il est convenu que l'importateur paiera, après la réception de ces marchandises, s'il les vend dans le lieu de la réception, ou s'il les envoie de là pour être vendues ailleurs dans l'intérieur de l'empire ottoman, un droit fixe de 2 p. $\frac{0}{0}$, après quoi lesdites marchandises pourront être vendues et revendues dans l'intérieur ou réexportées, sans qu'il puisse être levé ou réclamé sur elles aucun autre droit quelconque.

Mais toutes les marchandises qui auront payé le droit d'importation de 3 p. $\frac{0}{0}$ dans un port, pourront

1838 être envoyées dans un autre, en franchise de tout droit ultérieur, et ce n'est que lorsqu'elles y seront vendues ou qu'elles seront envoyées de là dans l'intérieur que le second droit sera payable.

Il est toujours entendu que le gouvernement de Sa Majesté ne prétend pas, par cet article ni aucun autre du présent traité, stipuler plus que ne comporte l'interprétation simple et loyale des termes employés; ni gêner, en aucune manière le gouvernement ottoman dans l'exercice de ses droits d'administration intérieure, lorsque cet exercice n'enfreindra pas évidemment les priviléges accordés par les anciens traités ou le traité actuel aux marchandises et aux sujets britanniques.

2. Les sujets de Sa Majesté Britannique ou leurs agens pourront librement acheter et trafiquer de toute manière avec toute espèce de marchandises étrangères introduites en Turquie des pays étrangers, dans toutes les parties des domaines ottomans, et si ces marchandises étrangères n'ont payé d'autre droit que le droit d'importation, les sujets anglais ou leurs agens pourront les acheter en payant le droit extraordinaire de 2 p. ½ qu'ils auraient à payer pour la vente des marchandises importées par eux ou lors de leur envoi pour être vendues dans l'intérieur; et ensuite lesdites marchandises pourront être vendues dans l'intérieur ou réexportées sans autre droit; ou si lesdites marchandises étrangères ont déjà acquitté le montant des deux droits, c'est-à-dire le droit d'importation et un droit fixe intérieur, alors elles pourront être achetées par les sujets anglais ou leurs agens, et ultérieurement revendues ou exportées, sans être soumises à un nouveau droit.

3. Aucun impôt quelconque ne sera imposé sur les marchandises anglaises (productions ou produits naturels ou manufacturés du royaume uni et de ses dépendances, ou productions, produits naturels ou manufacturés d'un pays étranger, chargés sur bâtimens anglais et appartenant à des sujets anglais) qui passeront par les détroits des Dardanelles, du Bosphore ou de la mer Noire, soit qu'elles passent ces détroits dans les bâtimens qui les ont apportées, ou qu'elles aient été transbordées dans ces détroits, ou qu'étant destinées à être vendues ailleurs, elles soient débarquées pour être mises à bord d'autres navires dans un délai raisonnable (afin de continuer ainsi leur voyage).

Toute marchandise importée en Turquie dans le but d'être envoyée dans un autre pays, ou qui, restant entre les mains de l'importateur, sera envoyée par lui pour être vendue dans d'autres pays, ne paiera que le droit de 3 p. % payable à l'importation, et ne paiera aucun autre droit quelconque. 1838

Fait à Balta-Liman, près Constantinople, le 18 août 1838.

Signé comme dessus.

Note officielle remise à lord Ponsonby par son excellence Nouri-Effendi, le 27 août 1838, relativement à l'art. 2. de la convention qui précède.

Il est stipulé dans le deuxième article du traité de commerce conclu entre la Sublime Porte et le gouvernement britannique le 16 août 1838, que les marchands anglais sont libres d'acheter toute espèce de marchandises dans l'empire ottoman.

Mais, pour que le droit des marchands anglais de vendre dans l'empire ottoman et d'en exporter les marchandises qu'ils peuvent acheter, ne soit sujet à aucun malentendu, l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique a désiré qu'une explication fût donnée sur ce point, soit dans le traité, soit par une note séparée.

Le sens du passage, dont une explication est demandée, est clair, d'après le rapport qui existe entre les dispositions subséquentes dudit article 2; mais nous répétons cependant que les négocians anglais peuvent, d'après le traité, acheter dans l'empire ottoman toute espèce de marchandises, les envoyer au dehors, s'ils le jugent convenable, après avoir payé le droit stipulé par le traité, ou s'ils le croient à propos, les revendre dans l'intérieur de l'empire ottoman, en se conformant aux arrangemens établis par ledit traité relativement au commerce intérieur.

Telles sont les stipulations du traité; et nous donnons cette explication à l'ambassadeur, en lui renouvelant les assurances de notre sincère et parfaite amitié.

Déclaration convenue et signée par les plénipotentiaires respectifs lors de l'échange des ratifications de la convention qui précède.

Comme il paraît en examinant la traduction anglaise du 8e article de l'original turc du traité, signé à

1838 Balta-Liman le 16 août, que certains mots insérés dans le texte turc de cet article n'ont pas d'équivalens dans le texte anglais signé par le plénipotentiaire anglais, ces mots ayant pour objet de stipuler que le traité ne sera mis en vigueur qu'après le 1er mars 1839, et comme il est désirable de prévenir les doutes qui pourront naître de la différence des deux textes originaux anglais et turcs, il est déclaré par le présent acte que les plénipotentiaires respectifs entendent que le traité ci-dessus cité commencera à avoir son effet au 1er mars 1839.

Il est en outre convenu et déclaré, le texte turc du premier des trois articles additionnels contenant les mots : *par terre ou par mer*, et les mots *ou par mer* étant omis dans le texte anglais, mais ayant été suppléés dans les ratifications de Sa Majesté Britannique, que lesdits mots seront considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés dans les articles originaux respectivement signés par les plénipotentiaires anglais et turcs.

Fait à Calendu, le 16 novembre 1838.

(L. S.) PONSONBY. (L. S.) MUSTAPHA-KIAIL

(L. S.) MEHEMED-NOURI.

88.

Convention conclue à Paris le 27 Août 1838, *entre la France et la Sardaigne, pour la transmission des correspondances.*

(Publiée par les Journaux de Paris).

Sa Maj. le Roi des Français et Sa Maj. le Roi de Sardaigne, désirant augmenter les facilités de communication par la poste entre leurs Etats respectifs, et assurer, au moyen d'une convention, cet important résultat, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Sa Maj. le Roi des Français, le comte *Matthieu Molé*, pair de France, grand-croix de son ordre royal de la légion-d'honneur, son ministre et Secrétaire d'état

au departement des affaires étrangères, président du conseil des ministres etc. 1838

Et Sa Maj. le Roi de Sardaigne, le Marquis *Antoine Brignole-Sale*, chevalier grand-cordon de son ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, et de celui de Saint-Joseph de Toscane, grand-croix de l'ordre de Saint-Stanislas de Russie, et chevalier de l'ordre de l'aigle blanc de Pologne son ministre d'état et son ambassadeur auprès de Sa Maj. le Roi des Français; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

1. Il y aura un échange journalier de correspondances entre la France et la Sardaigne, tant pour les lettres, échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute espèce des deux pays, que pour les objets de même nature originaires ou à destination des pays qui empruntent leur intermédiaire.

2. Les deux offices des postes de France et de Sardaigne n'admettront à destination de l'un des deux offices ou des pays auxquels ils servent respectivement d'intermédiaire, aucune lettre, même chargée, qui contiendrait, soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux et autres objets précieux, ou tout effet passible des droits de douane.

3. Afin de s'assurer réciproquement tous les produits des corrrespondances de l'un pour l'autre pays, les Gouvernemens français et sarde s'engagent à empêcher, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, que ces correspondances ne passent par d'autres voies que par leurs postes respectives.

4. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent, dans le cas où elles y trouveraient leurs convenances respectives, de s'entendre ultérieurement, et par une convention séparée, sur la question de l'admission des paquebots français du Levant dans le port de Gênes, et de l'établissement de nouvelles communications postales entre la France et la Sardaigne, par la voie de ces paquebots.

5. L'échange des correspondances désignées dans l'article 1er aura lieu par les bureaux de poste suivans, savoir:

1838 Du côté de la France,
1° Paris, 2° Antibes, 3° Lyon, 4° Pont-de-Beauvoisin;
Du côté de la Sardaigne,
1° Turin, 2° Chambéry, 3° Nice.

6. Les lieux dans lesquels les dépêches des deux offices devront être respectivement livrées, ainsi que les heures d'arrivée et de départ des courriers réciproques, dans ces différens lieux, seront réglés entre les deux offices selon les besoins du service et les moyens d'accélération que se procureront l'une et l'autre administration.

Cependant les deux offices combineront leurs services de transport des dépêches entre Paris et Turin de telle sorte que la durée du trajet n'excède pas, savoir: sur le territoire français, quarante-sept heures, et sur le territoire sarde, trente-six heures.

7. Chacun des deux offices des postes de France et de Sardaigne supportera, proportionnellement à la distance parcourue sur son propre territoire, les frais du transport des correspondances échangées. A cet effet, celui des deux offices qui acquittera la totalité de ces frais sur un point quelconque des frontières respectives devra fournir à l'autre un double du marché conclu pour cet objet avec l'entrepreneur.

8. Les personnes qui voudront adresser des lettres ou des échantillons de marchandises, soit de la France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique pour le royaume de Sardaigne, soit du royaume de Sardaigne pour la France ou les possessions françaises susmentionnées, auront le choix de laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires ou d'en acquitter le port d'avance jusqu'à destination.

9. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés, lithographiés ou authographiés, qui seront envoyés sous bandes de France en Sardaigne et de Sardaigne en France, devront être livrés de part et d'autre exempts de tout prix de port.

Toutefois ces objets ne seront admis réciproquement qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et règlemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

10. Le public des deux pays pourra envoyer d'un 1838
rs pour l'autre des lettres dites *chargées;* le port
ces lettres devra toujours être acquitté d'avance jus-
à destination.

11. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait
tre perdue, celui des deux offices sur le territoire
quel la perte aurait eu lieu paiera à l'autre office, à
e de dédommagement, soit pour le destinataire, soit
ur l'envoyeur, suivant le cas, une somme de cin-
ante francs, dans le délai de deux mois, à dater du
r de la réclamation.

Les réclamations seront admises pendant un an, à
tir de la date du dépôt ou de l'envoi de la lettre
rgée; passé ce terme, les deux offices ne seront te-
s l'un envers l'autre à aucune indemnité.

12. L'office des postes sardes paiera à l'office des
stes de France, pour prix du port des lettres non
ranchies, originaires de France ou des possessions
nçaises dans le nord de l'Afrique, à destination de
Sardaigne, la somme de deux francs par trente gram-
s, poids net.

13. Réciproquement, l'office des postes de France
iera à l'office des postes sardes, pour prix du port
s lettres non affranchies, originaires des Etats sardes,
lestination de la France et des possessions françaises
ns le nord de l'Afrique, la somme d'un franc vingt-
q centimes par trente grammes, poids net.

14. Les deux offices se tiendront réciproquement
mpte du port des lettres ordinaires, affranchies jus-
à destination dans l'un des deux pays pour l'autre,
près les prix respectivement attribués à chaque office
r les articles 12 et 13 précédens pour le port des
tres non affranchies.

15. Les lettres transitant par la Sardaigne, destinées
ur la France et les possessions françaises dans le nord
l'Afrique, seront payées à l'office des postes sardes
r l'office des postes de France à raison de trente gram-
es, poids net, savoir:

1° Les lettres originaires du duché de Lucques, du
and-duché de Toscane, des duchés de Parme et de
aisance, du royaume Lombardo-Vénitien, et des can-
ns Suisses, dont les lettres pourront être dirigées avec
antage par la Sardaigne, deux francs trente centimes;

1838 2° Les lettres originaires des Etats pontificaux et d
duché de Modène, deux francs quatre-vingt-cinq centime
3° Les lettres originaires du royaume des Deux
Siciles, trois francs vingt-cinq centimes.

16. L'office des postes sardes paiera à l'office de
postes de France la somme de trois francs soixant
centimes par trente grammes, poids net, pour prix d
port de transit des lettres destinées pour la Sardaign
et les Etats d'Italie, originaires de l'Espagne, du Por
tugal et de Gibraltar, des divers Etats de l'Allemagne
ainsi que des colonies et pays d'outre-mer, le royaum
uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande excepté.

17. L'office des postes sardes paiera pareillement à
l'office des postes de France le même prix de trois franc
soixante centimes par trente grammes, poids net, pour
le port des lettres, transitant par la France, que l'office
sarde livrera à l'office français pour l'Espagne, le Por-
tugal, Gibraltar, les colonies et pays d'outre-mer, le
royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande excepté.

18. L'office des postes sardes sera dispensé de payer
à l'office des postes de France le port de transit des
lettres et échantillons de marchandises à destination de
'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, stipulé dans les
articles 17 et 27 de la présente convention, du moment
où le Gouvernement espagnol aura consenti à tenir
compte de ce port à la France.

Le Gouvernement français prend, à cet effet, l'en-
gagement d'entamer des négociations avec le Gouverne-
ment de Sa Majesté Catholique.

19. Seront livrés exempts de tout prix de port
par l'office des postes de France à l'office des postes de
Sardaigne, les lettres et échantillons de marchandises
originaires de France, destinés pour le royaume Lom-
bardo-Vénitien, qui pourront être dirigés avec avantage
par les Etats sardes.

20. Seront aussi livrés exempts de tout prix de
port, savoir:

1° Par l'office des postes de France à l'office des
postes sardes, les lettres et échantillons de marchandi-
ses transitant par la France et venant du royaume uni
de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ainsi que des roy-
aumes de Belgique et des Pays-Bas, destinés pour la
Sardaigne et les Etats d'Italie;

2° Par l'office des postes sardes à l'office des po-

s de France, les lettres et échantillons de marchan- 1838
es originaires de la Sardaigne, ou transitant par les
ıts sardes, destinés pour le royaume uni de la Grande-
ɜtagne et d'Irlande, ainsi que pour les royaumes de
lgique et des Pays-Bas.

21. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et
ɔrimés de toute nature, transitant par la France et
ɾés à l'office des postes de Sardaigne, et réciproque-
nt les objets de même nature, transitant par la Sar-
gne et livrés à l'office des postes de France, seront
nis, de part et d'autre, au prix de cinq centimes par
ille d'impression.

22. Les personnes qui voudront adresser de la
ance des lettres et des échantillons de marchandises
ur les divers Etats d'Italie auxquels la Sardaigne
t d'intermédiaire (le royaume Lombardo-Vénitien ex-
pté), auront le choix d'en laisser le port entier à la
arge des destinataires ou d'acquitter ce port d'avance
qu'aux bureaux frontières sardes de Broni ou de
rzane, suivant la destination de ces objets.

23. Les lettres et échantillons de marchandises
ncés dans l'article précédent, qui seront remis non
ranchis à l'office des postes sardes, seront livrés à cet of-
par l'office des postes de France aux prix respectivement
s par les articles 12 et 27 de la présente convention.

Quant aux lettres et échantillons de marchandises
ginaires de France, destinés pour les Etats d'Italie
quels la Sardaigne sert d'intermédiaire, qui seront
és affranchis jusqu'à Broni ou Sarzane, l'office des
tes de France paiera à l'office des postes sardes, pour
t de transit de ces objets, les prix respectivement
s au n° 1 de l'article 15 et par l'article 27.

24. Les stipulations contenues dans les articles 22
23 ci-dessus, relatives à la faculté laissée aux regni-
s français d'affranchir jusqu'aux frontières sardes les
es et échantillons de marchandises destinés pour les
ts d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire,
ont applicables aux lettres et échantillons de mar-
ndises originaires des pays qui empruntent le terri-
e de la France et destinés pour les divers Etats
alie mentionnés dans l'art. 15 précédent.

25. Sa Majesté le Roi de Sardaigne promet d'in-
poser ses bons offices auprès des Gouvernemens des
ts italiens pour procurer aux regnicoles de la France

1838 et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire la faculté d'acquitter d'avance et jusqu'à destination le port des lettres et des échantillons de marchandises que ses regnicoles adresseront dans les Etats susmentionnés.

26. Les lettres et échantillons de marchandises destinés pour le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les royaumes de Belgique et des Pays-Bas, et les divers Etats d'Allemagne, originaires du royaume de Sardaigne et des Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire, pourront être livrés par l'office des postes sardes à l'office des postes de France affranchis jusqu'aux points de sortie de France, ou même jusqu'à destination.

L'office des postes de Sardaigne remboursera à l'office des postes de France le port des lettres et échantillons de marchandises mentionnés ci-dessus d'après les prix ci-après fixés, et à raison de trente grammes, poids net, savoir:

1° Les lettres ordinaires et échantillons de marchandises affranchis jusqu'aux différens points de sortie de France, trois francs soixante centimes;

2° Les lettres ordinaires et échantillons de marchandises affranchis jusqu'à destination dans le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, dix francs;

3° Les mêmes objets qui seront affranchis jusqu'à destination dans le royaume de Belgique, six francs;

4° Ceux qui seront affranchis jusqu'à destination dans le royaume des Pays-Bas, sept francs cinquante centimes;

5° Ceux qui seront affranchis jusqu'à destination dans les divers Etats d'Allemagne, huit francs.

27. Le prix dont les deux offices se tiendront réciproquement compte pour le port des lettres chargées sera du double des prix établis dans les articles précédens.

Les échantillons de marchandises affranchis ou non affranchis que se transmettront les deux offices de France et de Sardaigne, conformément aux stipulations contenues dans les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 précédens, seront réciproquement livrés au tiers des prix fixés par lesdits articles pour le port des lettres ordinaires.

28. Les lettres mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, renvoyées à l'un des bureaux d'échange de l'office expéditeur, pour les poids et prix

auxquels cet office avait livré ces lettres en compte à 1838
l'autre office.

Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement livrées, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

29. Les lettres et échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute nature, tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre, à la fin de chaque mois, ou plus souvent, si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront remis pour les poids ou prix auxquels ils auront été originairement livrés par l'office envoyeur à l'office destinataire.

30. Les offices des postes de France et de Sardaigne dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances; et ces comptes, après avoir été débattus et contradictoirement arrêtés par ces offices, seront soldés, sans délai, par celui des deux offices qui sera reconnu débiteur envers l'autre.

31. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'article précédent, et toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devront être arrêtées de concert pour procurer l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, seront réglées entre les offices des postes des deux pays aussitôt après l'échange des ratifications de ladite convention.

Il est aussi convenu que les mesures de détail mentionnées au présent article pourront être modifiées par les deux offices toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux offices auront reconnu que ces modifications seront utiles au bien du service des postes des deux pays.

32. La présente convention est conclue pour cinq ans; à l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pendant cinq autres années, et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite par l'une des Hautes Parties contractantes six mois avant l'expiration de chaque terme. Pendant ces derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les deux offices après l'expiration des six mois.

1838 et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire la faculté d'acquitter d'avance et jusqu'à destination le port des lettres et des échantillons de marchandises que ces regnicoles adresseront dans les Etats susmentionnés.

26. Les lettres et échantillons de marchandises destinés pour le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les royaumes de Belgique et des Pays-Bas, et les divers Etats d'Allemagne, originaires du royaume de Sardaigne et des Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire, pourront être livrés par l'office des postes sardes à l'office des postes de France affranchis jusqu'aux points de sortie de France, ou même jusqu'à destination.

L'office des postes de Sardaigne remboursera à l'office des postes de France le port des lettres et échantillons de marchandises mentionnés ci-dessus d'après les prix ci-après fixés, et à raison de trente grammes, poids net, savoir:

1° Les lettres ordinaires et échantillons de marchandises affranchis jusqu'aux différens points de sortie de France, trois francs soixante centimes;

2° Les lettres ordinaires et échantillons de marchandises affranchis jusqu'à destination dans le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, dix francs;

3° Les mêmes objets qui seront affranchis jusqu'à destination dans le royaume de Belgique, six francs;

4° Ceux qui seront affranchis jusqu'à destination dans le royaume des Pays-Bas, sept francs cinquante centimes;

5° Ceux qui seront affranchis jusqu'à destination dans les divers Etats d'Allemagne, huit francs.

27. Le prix dont les deux offices se tiendront réciproquement compte pour le port des lettres chargées sera du double des prix établis dans les articles précédens.

Les échantillons de marchandises affranchis ou non affranchis que se transmettront les deux offices de France et de Sardaigne, conformément aux stipulations contenues dans les articles 12, 13, 14, 15, 16 et 17 précédens, seront réciproquement livrés au tiers des prix fixés par lesdits articles pour le port des lettres ordinaires.

28. Les lettres mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, renvoyées à l'un des bureaux d'échange de l'office expéditeur, pour les poids et prix

auxquels cet office avait livré ces lettres en compte à 1838
l'autre office.

Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement livrées, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires à l'office réexpéditeur.

29. Les lettres et échantillons de marchandises, journaux et imprimés de toute nature, tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés de part et d'autre, à la fin de chaque mois, ou plus souvent, si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront remis pour les poids ou prix auxquels ils auront été originairement livrés par l'office envoyeur à l'office destinataire.

30. Les offices des postes de France et de Sardaigne dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission des correspondances; et ces comptes, après avoir été débattus et contradictoirement arrêtés par ces offices, seront soldés, sans délai, par celui des deux offices qui sera reconnu débiteur envers l'autre.

31. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'article précédent, et toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devront être arrêtées de concert pour procurer l'exécution des stipulations contenues dans la présente convention, seront réglées entre les offices des postes des deux pays aussitôt après l'échange des ratifications de ladite convention.

Il est aussi convenu que les mesures de détail mentionnées au présent article pourront être modifiées par les deux offices toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux offices auront reconnu que ces modifications seront utiles au bien du service des postes des deux pays.

32. La présente convention est conclue pour cinq ans; à l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pendant cinq autres années, et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite par l'une des Hautes Parties contractantes six mois avant l'expiration de chaque terme. Pendant ces derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les deux offices après l'expiration des six mois.

1838 33. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise à exécution le 1er janvier de l'an 1839 *).

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris en double original, le 27 du mois d'août de l'an de grâce 1838.

(L. S.) Molé. (L. S.) Brignole-Sale.

Ordonnance du 28 Novembre 1838. Pour l'exécution de la convention ci-dessus.

Louis-Philippe, Roi des Français,

Vu, 1° la convention postale conclue et signée, le 27 août 1838, entre la France et la Sardaigne;

2° La loi du 14 floréal an 10 (4 mai 1802);

3° Les lois du 15 mars 1827 et du 14 décembre 1830;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. A dater du 1er janvier prochain, les personnes qui voudront adresser, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, des lettres pour le royaume de Sardaigne, auront le choix de laisser le port de ces lettres à la charge des destinataires, ou de payer ce port d'avance jusqu'au lieu de destination, le tout par réciprocité de la même faculté accordée aux regnicoles des Etats sardes, pour les lettres à envoyer par eux en France et dans les possessions françaises au nord de l'Afrique.

2. Les personnes qui voudront pareillement, à dater de ladite époque, adresser de France ou des possessions françaises au nord de l'Afrique, des lettres pour les divers Etats d'Italie auxquels la Sardaigne sert d'intermédiaire (le royaume Lombardo-Vénitien excepté), auront le choix d'en laisser le port entier à la charge des destinataires, ou d'acquitter ce port d'avance, mais seulement jusqu'aux bureaux frontières sardes de *Bronì* ou de *Sarzane*, suivant la destination de ces objets.

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 6 octobre 1838.

3. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif 1838
établi par les articles 1 et 2 précédens, en faveur des lettres ordinaires, sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises.

4. Les lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises, qui seront envoyés affranchis ou non affranchis, de France ou des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, pour le royaume de Sardaigne ou les Etats auxquels il sert d'intermédiaire (le royaume Lombardo-Vénitien excepté); et réciproquement les objets de même nature qui seront envoyés du royaume de Sardaigne, ou des pays auxquels il sert d'intermédiaire, en France ou dans les possessions françaises au nord de l'Afrique, jouiront des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les lois et règlemens de la France et des pays susmentionnés.

5. L'affranchissement jusqu'aux bureaux frontières français d'*Antibes* ou du *Pont-de-Beauvoisin* sera obligatoire à l'égard des lettres et échantillons de marchandises originaires de France, destinés pour le royaume Lombardo-Vénitien, qui pourront être dirigés avec avantage par les Etats sardes.

6. Le public pourra envoyer des lettres dites *chargées*, à destination du royaume de Sardaigne et des pays auxquels il sert d'intermédiaire. Le port de ces objets sera établi suivant les cas, d'après les tarifs combinés de la France et des pays sus-mentionnés.

Il devra toujours être acquitté, savoir:

1° Jusqu'à destination lorsque les lettres chargées seront destinées pour le royaume de Sardaigne;

2° Et seulement jusqu'aux frontières indiquées dans les articles 2 et 5 précédens, suivant les destinations respectives de ces lettres chargées, lorsqu'elles devront emprunter le territoire des Etats sardes.

7. La taxe, au profit du Trésor, des lettres et échantillons de marchandises venant du royaume de Sardaigne ou des Etats empruntant son territoire, pour la France ou les possessions françaises au nord de l'Afrique, ou de la France et des possessions françaises au nord de l'Afrique pour le royaume de Sardaigne et les Etats sus-mentionnés, sera établie en raison du parcours de ces objets en France, et conformément aux dispositions de la loi du 15 mars 1827.

Lorsqu'il y aura lieu d'ajouter à la taxe établie en

1838 vertu de la loi précitée le port revenant à l'office des postes du royaume de Sardaigne, ce port sera perçu sur les envoyeurs ou sur les destinataires des lettres en France, conformément au tarif en usage dans le royaume de Sardaigne.

8. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront envoyés sous bandes de France en Sardaigne, devront être affranchis jusqu'à la frontière du territoire français, et le port en sera perçu conformément aux lois des 15 mars 1827 et 14 décembre 1830.

Les mêmes objets, originaires du royaume de Sardaigne, qui seront destinés pour la France, supporteront les taxes fixées par les lois ci-dessus mentionnées, et ces taxes seront acquittées par les destinaires.

Quant aux journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, destinés pour la France, originaires des pays auxquels les Etats sardes servent d'intermédiaires, ils seront soumis aux mêmes taxes que les journaux, gazettes, ouvrages périodiques et imprimés de toute nature, originaires des Etats sardes; mais il sera ajouté à ces taxes un port de cinq centimes par feuille d'imprimés, remboursable à l'office des postes de Sardaigne, pour le prix du parcours de ces objets sur son territoire.

9. Les objets désignés dans l'article précédent qui seront envoyés de Sardaigne en France, ou de France en Sardaigne, ne seront admis qu'autant qu'il aura été satisfait, à leur égard, aux lois, arrêtés et règlemens qui fixent les conditions de leur publication et de leur circulation dans les deux pays.

10. Sont abrogées les dispositions de l'ordonnance royale du 6 novembre 1817, qui seraient contraires à la présente ordonnance.

11. Notre ministre secrétaire d'état, etc.

Signé: Louis-Philippe.

Par le Roi: *Le Ministre des finances*, Signé: Lafiagel.

97.

rdonnance royale du 31 Août 1838, ubliée en France, portant création entrepôts réels de douane à la Martinique et à la Guadeloupe.

(Moniteur 1838).

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu la loi du 12 juillet 1837, qui autorise l'établissement d'entrepôt réels de douanes dans les colonies s Antilles et de l'île Bourbon;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état la marine et des colonies, des travaux publics, de griculture et du commerce, et des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. Un entrepôt réel de douanes, destiné à cevoir les marchandises désignées par l'art. 1er de la du 12 juillet 1837, est accordé aux ports de Saint-erre et du Fort-Royal à la Martinique, et, à la Guaoupe, aux ports de la Pointe-à-Pitre et de la Basserre.

2. Cet entrepôt sera situé sur le port et établi dans s magasins convenables, sûrs, réunis en un seul ps de bâtiment, et entièrement isolés de toutes aus constructions. Un local y sera réservé pour le planent d'un corps de garde de douanes.

Ces édifices, après avoir été agréés par le chef des uanes, seront affectés à l'entrepôt en vertu d'un aré spécial du gouverneur de la colonie.

3. Tous les magasins servant d'entrepôt réel seront més à deux clefs, dont l'une restera entre les mains s préposés des douanes et l'autre entre les mains de gent du commerce.

4. Les marchandises non admissibles pour la conmmation des colonies, qu'on apportera aux entrepôts, vront être inscrites séparément sur le manifeste ou t général de la cargaison du navire, avec indication leur nature, et du nombre, espèce, marques et nuéros des colis.

5. Le manifeste est affranchi du timbre.

1838 Il est défendu d'y présenter comme unité plusieurs ballots ou autres colis fermés, réunis de quelque manière que ce soit, à peine de confiscation et d'une amende de 100 fr.

6. Le capitaine arrivé dans les quatre lieues des côtes devra, sous peine de 500 fr. d'amende, remettre, lorsqu'il en sera requis, une copie du manifeste au préposé des douanes, qui viendra à son bord et qui en visera l'original.

Dans tous les cas, le capitaine sera tenu, sous peine de pareille amende, de remettre, dans les vingt-quatre heures de son entrée dans le port, son manifeste original à la douane.

7. Les employés des douanes pourront se rendre à bord des navires entrant dans le port. Les capitaines et officiers des bâtimens seront tenus, sous peine de 500 fr. d'amende, de recevoir lesdits employés et de leur ouvrir les chambres et armoires desdits bâtimens, à l'effet d'y faire les visites nécessaires pour prévenir la fraude. Ces employés auront d'ailleurs la faculté de faire sceller les écoutilles et autres issues de la cale. Dans ce cas, les scellés ne seront levés, au moment du déchargement, qu'en présence des agens de la douane, et ils pourront être rétablis si le déchargement ne se termine pas dans la même journée. La douane pourra aussi laisser à bord des préposés qui auront droit aux vivres de bord.

8. Les marchandises non comprises au manifeste et celles dont la nature n'y serait pas exactement désignée, ou qui seraient différentes de l'énoncé du manifeste, seront confisquées avec amende de 1,000 fr.

9. Si tous les colis portés sur le manifeste ne sont pas présentés aux agens de la douane, le capitaine sera passible d'une amende de 300 fr. par colis manquant.

10. Dans tous les cas où, d'après les art. 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessus, il y aura lieu de prononcer une amende contre le capitaine, le navire pourra être retenu pour sûreté de cette amende, à moins que le montant n'en soit immédiatement consigné ou qu'il ne soit fourni bonne et suffisante caution.

11. Trois jours après l'arrivée du navire, le propriétaire ou consignataire des marchandises destinées pour l'entrepôt remettra une déclaration détaillée de ces marchandises, laquelle, indépendamment des indi-

rescrites par l'art. 4, énoncera l'espèce, la qua- 1838
aleur et le poids, nombre ou mesure des mar-
, ainsi que le lieu du chargement, le nom du
, le nom du navire et son pavillon. Cette
on, faite au bureau de la douane, sera enre-
ar les préposés et signée par le déclarant; s'il
oint signer, il en sera fait mention.

t. 5 est applicable aux déclarations en détail.

Il ne pourra être déchargé des navires aucune
lise sans une permission par écrit (permis) des
de la douane, et qu'en leur présence, sous
confiscation des marchandises et de 100 fr.

Immédiatement après leur débarquement, les
lises seront présentées à la visite, laquelle ne
tre faite qu'en présence du déclarant. Le vé-
qui y procédera en inscrira les détails sur son

Si la visite fait découvrir un excédant sur les
déclarées, et si cet excédant est de plus du
pour les métaux et de plus du dixième pour
marchandises, le déclarant sera passible d'une
égale au montant des droits exigibles sur cet
, d'après le tarif d'entrée de la métropole;
s l'excédant, ainsi que les quantités décla-
ont reçus en entrepôt sous les mêmes con-

s'agit de marchandises admissibles à la colonie,
sera égale au montant du droit que l'excé-
ait acquitté d'après le tarif de la colonie.

Si la déclaration se trouve fausse dans la qua-
espèce des marchandises, les marchandises fausse-
clarées seront confisquées avec amende de 100 fr.

endant, si le droit auquel on se serait soustrait,
le tarif de la métropole, par une semblable dé-
, n'excède pas 12 fr., il n'y aura pas lieu à la
ation en ladite amende de 100 fr., pour sûreté
lle la marchandise sera retenue.

e dernière disposition sera applicable, s'il s'agit
handises d'origine française, et si le droit au-
se serait soustrait, à la colonie, par suite de
déclaration, ne s'élève pas à plus de 12 fr.
édait cette somme, il y aurait lieu, indépen-

1838 damment de l'amende, à la confiscation des marchandises faussement déclarées.

16. Lorsqu'à la visite les colis se trouveront en moindre nombre que celui porté dans la déclaration, le déclarant sera condamné à 300 fr. d'amende par colis manquant, pour sûreté de laquelle les marchandises présentées pourront être retenues.

17. Les marchandises qui, d'après les tarifs de la métropole, y jouissent d'une modération de droits, lorsqu'elles y arrivent directement des lieux de production, conserveront cet avantage, nonobstant leur escale et leur séjour dans les entrepôts des Antilles françaises, pourvu toutefois que les justifications exigées en pareil cas, en France, aient été produites et admises à la colonie.

18. Après avoir été visités et revêtus d'une estampille à la rouille portant ces mots, *Entrepôt de* (nom du port), les colis seront conduits, sous la surveillance des préposés, dans le bâtiment de l'entrepôt réel.

Les marchandises françaises seront placées dans des magasins particuliers et distincts de ceux où seront entreposées les productions étrangères.

19. Le transport des marchandises à la douane et à l'entrepôt, leur déballage, remballage et pesage, seront aux frais des propriétaires.

Les hommes de peine employés à cet effet, quoique salariés par le commerce, devront être agréés et commissionnés par le directeur des douanes de la colonie, qui aura le droit de les révoquer.

20. Les marchandises admises en entrepôt seront inscrites sur un registre (sommier), d'après les résultats de la visite. Ce registre mentionnera l'espèce, la qualité et la provenance des marchandises, ainsi que le pavillon du navire importateur.

21. L'entrepôt aura lieu à charge de réexporter les marchandises ou d'en payer les droits à l'expiration du délai d'entrepôt.

La durée de l'entrepôt sera de trois ans. Si, à l'expiration de ce délai, il n'est pas satisfait à l'obligation d'acquitter les droits ou de réexporter, l'entrepositaire sera mis en demeure de remplir son engagement, et s'il ne l'a pas fait dans le mois de la sommation qui lui en sera faite à son domicile, s'il est présent, ou à celui du maire, s'il est absent, les marchandises

ont vendues conformément à la loi de douanes du 1838
fructidor an 3, et le produit de la vente, déduction
te de tous droits et frais de toute nature, sera versé au
ésor, pour être remis au propriétaire, s'il est réclamé
ns les trois années à partir du jour de la vente, ou,
léfaut de réclamation dans ce délai, être définitivement
uis à la caisse coloniale.

Les marchandises admissibles à la consommation
la colonie pourront être vendues à charge du paie-
nt des droits d'entrée. Les autres devront être ré-
portées.

22. Indépendamment des recensemens partiels que
contrôleur aux entrepôts et les employés supérieurs
urront faire des marchandises entreposées, il sera
océdé chaque année à un recensement général de tous
s objets devant exister dans l'entrepôt.

Les frais de déplacement ou d'arrangement des
archandises demeureront à la charge des propriétaires.

23. Les entrepositaires resteront, en vertu de leur
claration, obligés, soit de réexporter les marchandi-
s ou d'en payer les droits, soit de répondre des dé-
its reconnus à l'époque des recensemens ou à la sor-
e d'entrepôt.

Leur responsabilité à cet égard subsistera, lors
ême qu'ils auront cessé d'être propriétaires des objets
ntreposés, tant qu'ils n'auront pas déclaré et justifié
cession du transfert de leur propriété à un tiers et
it intervenir ce tiers pour s'engager envers la douane.

24. Dans l'intérieur des magasins, tout déballage
s marchandises, tout mélange, bénéficiement ou simple
ansvasement, toute division ou réunion de colis, sont
xpressément interdits aux entrepositaires, s'ils n'ont
éalablement obtenu à cet effet la permission de l'agent
périeur de la douane.

25. Lorsque les entrepositaires voudront obtenir
sortie d'entrepôt de leurs marchandises, soit pour
réexportation, soit pour les faire passer dans un au-
e entrepôt par simple mutation, soit enfin pour les
rser, quand il y aura lieu, à la consommation inté-
eure de la colonie, ils devront en faire la déclaration
ır écrit à la douane.

Cette déclaration devra reproduire toutes les indi-
tions constatées à l'entrée, et mentionner en outre
destination ultérieure des marchandises, le nom et

1838 le pavillon du navire à bord duquel elles devront être chargées, ainsi que le nom du capitaine.

Si les marchandises sont destinées pour la consommation locale, la déclaration indiquera leur valeur *actuelle*, lorsque la valeur devra servir de base à la perception des droits.

26. Les marchandises à la sortie d'entrepôt seront assujéties à une nouvelle visite.

Les déficits qui seraient constatés par ces visites ou par les recensemens d'entrepôt donneront lieu au paiement du simple droit d'entrée établi par le tarif de la colonie ou celui de la métropole, selon que la marchandise sera ou non admissible à la consommation locale.

Toutefois le directeur des douanes de la colonie pourra accorder la remise de ce droit à l'égard du déficit provenant évidemment du déchet naturel des marchandises pendant leur séjour en entrepôt.

27. Les marchandises retirées de l'entrepôt pour la consommation de la colonie seront passibles des droits qui se trouveront en vigueur au moment où elles auront été déclarées pour cette destination.

28. Les mutations d'un entrepôt à un autre de la même colonie, ou d'une colonie dans l'autre, pourront s'effectuer par des navires français de tout tonnage.

La destination des marchandises sera assurée par un acquit-à-caution valablement cautionné, et leur identité sera garantie par plombage des colis, dans tous les cas où cette formalité est prescrite à la métropole en vertu de l'art. 20 de la loi du 2 juillet 1836.

Le prix du plomb demeure fixé à 50 centimes.

29. Dans le cas de non rapport en temps utile et avec décharge valable des acquits-à-caution délivrés en vertu de l'article précédent, le soumissionnaire et sa caution seront contraints à payer, outre une amende de 100 fr., le double droit d'entrée des marchandises, d'après le tarif colonial ou métropolitain, selon qu'il s'agira d'objets admissibles ou non à la consommation de la colonie d'expédition.

30. Les deux articles précédens sont applicables aux marchandises expédiées par mutation d'entrepôt sur les ports de la métropole; seulement elles ne pourront être chargées que sur des navires de quarante tonneaux ou plus.

31. Avant de réintégrer les marchandises dans le 1838
uvel entrepôt, on en constatera le poids effectif; l'ac-
it-à-caution sera déchargé pour la quantité reconnue,
uelle sera prise en charge sur les registres de cet
trepôt, sauf à la douane du port d'expédition à pour-
ivre, s'il y a lieu, l'application des peines édictées
r l'art. 29 à l'égard des manquans.

32. Les marchandises retirées de l'entrepôt pour la exportation directe à l'étranger seront assujéties aux nditions suivantes:

Les propriétaires ou consignataires se soumettront, r leur déclaration de sortie d'entrepôt, à rapporter, r le permis qui leur sera délivré, le certificat des éposés des douanes qui auront été présens à l'embar-ement des marchandises et de ceux qui auront con-até leur existence à bord au moment du départ du ivire pour la haute mer, le tout sous peine d'être ntraints au paiement de la valeur de ces marchan-ses et d'une amende de 100 fr.

L'exécution de ces soumissions sera garantie par cautionnement, si les propriétaires ou consignatai-s n'ont pas leur domicile dans le port d'expédition, s'ils ne sont pas reconnus solvables par le receveur la douane.

33. L'embarquement des marchandises déclarées ur la réexportation ou en simple mutation d'entrepôt pourra être commencé qu'après que tous les objets mpris en un même permis auront été réunis sur le ai, et comptés par les préposés des douanes chargés n constater la mise à bord.

34. Toutes marchandises qu'on tenterait d'extraire ntrepôt sans avoir préalablement rempli les forma-és prescrites ci-dessus, seront confisquées, et les con-venans condamnés à une amende de 100 fr.

35. Tous négocians et commissionnaires qui seront nvaincus d'avoir, à la faveur des entrepôts, effectué s soustractions, substitutions ou versemens dans l'in-ieur, pourront, indépendamment des peines encou-es, être privés, par un arrêté du gouverneur de la lonie, de la faculté de l'entrepôt.

Les négocians et commissionnaires qui prêteraient r nom pour soustraire aux effets de cette disposition ux qui auraient été atteints, encourront les mêmes nes.

1838 36. La présente ordonnance n'aura d'effet qu'après que les bâtimens d'entrepôt exigés par l'art. 2. auront été construits, et que le service de ces établissemens, ainsi que la défense du littoral des colonies, auront été assurés. Les mesures à prendre dans cet objet seront concertées entre nos ministres de la marine et des colonies, et des finances.

37. Nos ministres secrétaires d'état aux départemens de la marine et des colonies, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Signé: Louis-Philippe.
Et plus bas: Rosamel.

98.

Convention conclue entre l'Electorat de Hesse et la Suisse, pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. Publiée à Cassel, le 21 Septembre 1838.

(Samml. von Gesetzen für Kurhessen. Jahrg. 1838. Nro XII.)

Ausschreiben des Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten,

vom 21sten September 1838,

den mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrag betreffend.

Nachdem von dem unterzeichneten Ministerium mit dem Vorort der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein von Seiner Hoheit dem Kurprinzen und Mitregenten genehmigter Freizügigkeits-Vertrag abgeschlossen und dadurch festgesetzt worden ist, dass vom 2ten August 1838 an Abzugsgeld oder Nachsteuer von dem aus dem Kurfürstenthume Hessen in das Gebiet der Schweizerischen Eidgenossenschaft oder aus diesem Gebiete in die Kurfürstlich Hessischen Staaten übergehenden Ver-

mögen nicht erhoben werden soll; so wird solches 1838
hierdurch zu öffentlicher Kunde gebracht.

Cassel am 21sten September 1838.

Kurfürstliches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

LEPEL. Vt. WIEDERHOLD.

99.

Traité entre la Grande-Bretagne et le Sultan d'Aden en Arabie, du mois de Septembre 1838.

(Présenté au Parlament d'Angleterre au mois de Mai 1839.)

1. The Sultan of Aden agrees to cede in perpetuity, in free sovereignty to the British Government, the land of Aden, as far as the northern side of the Khore Muksa, including the mountains and every part of the land generally included in what is called Cape Aden, together with the harbours of the same, named Gubet Toowye, Bunder Serah, Bunder Duras, and the islands within the same, as well as Seerah Island, and all fortifications, reservoirs, tanks, wells, public buildings, gates and ruins, now existing within the above limits.

2. The British Government agrees to pay the sum of dollars to the Sultan of Aden annually in arrears on the 31st December of each year, or so long as they may retain possession of the territory ceded in the first article.

3. The British Government engages that no interference or molestation shall at any time be offered those who profess the Mahomedan religion, and that no injury or damage shall be done to the mosque of Sheik Hydroosse, or to any other mosque or place of Mahomedan worship. The free and unrestricted exercise of religion is guaranteed the Mahomedan priests and all who profess that faith.

4. All persons who may choose to reside within the limits defined in the first article, shall be entitled to British protection, according to the laws which may be established by the British Government.

1838 5. The Sultan of Aden engages to afford every facility in his power for the prosecution of commerce within his dominions, and the country adjacent thereto, and will afford efficient protection to all persons under the British Government and flag, resorting to them for commercial or other peaceful pursuits.

6. The British Government will maintain the most amicable relations with the Sultan, his family, relations, and tribe. The Sultan and his family will be at liberty to reside at Aden, and will be treated with the courtesy and honour due to their rank and station.

7. Two of the vessels belonging to the Sultan of Aden, not exceeding the burthen of 200 tons each, shall be allowed to trade with Aden free of duties; should they, however, be freighted with the property of his subjects or other persons, the usual duties will be levied thereon.

8. The British Government guarantees to the present inhabitants of the territory ceded in the first article, the full and undisturbed enjoyment of all houses and other private property now in their possession. In the event of any part of the same being required for public purposes, the same will be purchased at a fair valuation.

9. The Sultan of Aden will be allowed to retain his present private dwellinghouses. All ordnance now at Aden is the property of the Sultan, and may be removed to Lahedge.

100.

Déclaration du Gouverneur-général britannique des Indes Orientales (Lord Auckland). Datée de Simla le 1er Octobre 1838.

(The Times from the Agra Ukhlar Extra of October 11. 1838).

The Right Honourable the Governor-General of India having, with the concurrence of the Supreme Council, directed the assemblage of the British force for service across the Indus, his Lordship deems it

oper to publish the following exposition of the rea- 1838
ns which have led to this important measure.

It is a matter of notority that the Treaties entered
o by the British Government in the year 1832, with
› Ameers of Sinde, the Nawab of Bahawulpore and
harajah Runjeet Sing, had for their object, by open-
; the navigation of the Indus, to facilitate the exten-
n of commerce and to gain for the British nation
Central Asia that legitimate influence which an in-
change of benefits would naturally produce.

With a view to invite the aid of the *de facto*
lers of Affghanistan to the measures necessary for gi-
ng full effect to those treaties, Captain Burnes was
puted, towards the close of the year 1836, on a mis-
on to Dost Mahomed Khan, the chief of Cabool.
ie original objects of that officer's mission were pu-
ly of a commercial nature. Whilst Captain Burnes,
wever, was on his journey to Cabool, information
s received by the Governor-general, that the troops
Dost Mahomed Khan, had made a sudden and un-
oked attack on those of our ancient ally Mahara-
Runjeet Sing. It was naturally to be apprehended
t his Highness the Maharajah would not be slow to
nge this aggression; and it was to be feared that,
flames of war being once kindled in the very re-
ns into which we were endeavouring to extend our
mmerce, the peaceful and beneficial purposes of the
tish Government would be altogether frustrated. In
er to avert a result so calamitous, the Governor-
eral resolved on authorizing Captain Burnes to in-
ate to Dost Mahomed Khan, that if he should evince
lisposition to come to just and reasonable terms with
Maharajah, his Lordship would exert his good of-
s with his Highness for the restoration of an amia-
le understanding between the two powers. The
harajah, with the characteristic confidence which he
uniformly placed in the faith and friendship of the
tish nation, at once assented to the proposition of
Governor-general, to the effect that, in the meane,
hostilities on his part should be suspended.

It subsequently came to the knowledge of the Go-
nor-general, that a Persian army was besieging He-
; that intrigues were actively prosecuted throughout
ghanistan, for the purpose of extending Persian in-

1838 fluence and authority to the banks of, and even beyond, the Indus; and that the Court of Persia had not only commenced a course of injury and insult to the officers of Her Majesty's Mission in the Persian territory; but had afforded evidence of being engaged in designs wholly at variance with the principles and objects of its alliance with Great Britain.

After much time spent by Captain Burnes in fruitless negotiation at Cabool, it appeared that Dost Mahomed Khan, chiefly in consequence of his reliance upon Persian encouragement and assistance, persisted, as respected his misunderstanding with the Sikhs, in urging the most unreasonable pretensions, such as the Governor-general could not, consistently with justice and his regard for the friendship of Maharajah Runjeet Sing, be the channel of submitting to the consideration of his Highness; that he avowed schemes of aggrandizement and ambition injurious to the security and peace of the frontiers of India; and that he openly threatened, in furtherance of those schemes, to call in every foreign aid which he could command. Ultimately he gave his undisguised support to the Persian designs in Affghanistan, of the unfriendly and injurious character of which, as concerned the British power in India, he was well apprized, and by his utter disregard of the views and interests of the British Government, compelled Captain Burnes to leave Cabool without having effected any of the objects of his mission.

It was now evident that no further interference could be exercised by the British Government to bring about a good understanding between the Sikh ruler and Dost Mahomed Khan; and the hostile policy of the latter chief showed too plainly that, so long as Cabool remained under his government, we could never hope that the tranquillity of our neighbourhood would be secured, or that the interests of our Indian empire would be preserved inviolate.

The Governor-general deems it in this place necessary to revert to the siege of Herat, and the conduct of the Persian nation. The siege of that city has now been carried on by the Persian army for many months. The attack upon it was a most unjustifiable and cruel aggression, perpetrated and continued, notwithstanding the solemn and repeated remonstrances of

the British Envoy at the Court of Persia, and after 1838
every just and becoming offer of accommodation had been made and rejected. The besieged have behaved with a gallantry and fortitude worthy of the justice of their cause; and the Governor-general would yet indulge the hope that their heroism may enable them to maintain a successful defence, until succours shall reach them from British India. In the meantime the ulterior designs of Persia, affecting the interests of the British Government, have been, by a succession of events, more and more openly manifested. The Governor-general has recently ascertained by an official dispatch from Mr. McNeill, Her Majesty's Envoy, that his Excellency has been compelled, by a refusal of his just demands, and by a systematic course of disrespect adopted towards him by the Persian Government, to quit the Court of the Shah, and to make a public declaration of the cessation of all intercourse between the two Governments. The necessity under which Great Britain is placed of regarding the present advance of the Persian arms into Affghanistan as an act of hostility towards herself, has also been officially communicated to the Shah, under the express order of Her Majesty's Government.

The chiefs of Candahar (brothers of Dost Mahomed Khan of Cabool) have avowed their adherence to the Persian policy, with the same full knowledge of its opposition to the rights and interests of the British nation in India, and have been openly assisting in the operations against Herat.

In the crisis of affairs consequent upon the retirement of our Envoy from Cabool, the Governor-general felt the importance of taking immediate measures for arresting the rapid progress of foreign intrigue and aggression towards our own territories.

His attention was naturally drawn at this conjuncture to the position and claims of Shah Shooja-ool-Moolk, a monarch, who, when in power, had cordially acceded to the measures of united resistance to external enmity, which were at that time judged necessary by the British Government, and who, on his empire being usurped by its present rulers, had found an honourable asylum in the British dominions.

It had been clearly ascertained, from the infor-

1838 mation furnished by the various officers who have visited Affghanistan, that the Barukzye chiefs, from their disunion and unpopularity, were ill-fitted, under any circumstances, to be useful allies to the British Government, and to aid us in our just and necessary measures of national defence. Yet so long as they refrained from proceedings injurious to our interests and security, the British Government acknowledged and respected their authority; but a different policy appeared to be now more than justified by the conduct of those chiefs, and to be indispensable to our own safety. The welfare of our possessions in the East requires that we should have on our western frontier an ally who is interested in resisting aggression, and establishing tranquillity, in the place of chiefs ranging themselves in subservience to a hostile power, and seeking to promote schemes of conquest and aggrandizement.

After serious and mature deliberation, the Governor-general was satisfied that a pressing necessity, as well as every consideration of policy and justice, warranted us in espousing the cause of Shah Shooja-ool-Moolk, whose popularity throughout Affghanistan had been proved to his Lordship by the strong and unanimous testimony of the best authorities. Having arrived at this determination, the Governor-general was further of opinion that it was just and proper, no less from the position of Maharajah Runjeet Sing, than from his undeviating friendship towards the British Government, that his Highness should have the offer of becoming a party to the contemplated operations.

Mr. Macnaghten was accordingly deputed, in June last, to the court of his Highness, and the result of his mission has been the conclusion of a tripartite Treaty by the British Government, the Maharajah, and Shah Shooja-ool-Moolk, whereby his Highness is guaranteed in his present possessions, and has bound himself to co-operate for the restoration of the Shah to the throne of his ancestors. The friends and enemies of any one of the contracting parties have been declared to be the friends and enemies of all.

Various points have been adjusted, which had been the subjects of discussion between the British Government and his Highness the Maharajah, the identity of whose interests with those of the Honourable Com-

pany has now been made apparent to all the surround- 1838
ing Staates. A guaranteed independence will, upon favourable conditions, be tendered to the Ameers of Sinde; and the integrity of Herat, in the possession of its present ruler, will be fully respected; while by the measures completed, or in progress, it may reasonably be hoped that the general freedom and security of commerce will be promoted; that the name and just influence of the British Government will gain their proper footing among the nations of Central Asia; that tranquillity will be established upon the most important frontier of India; and that a lasting barrier will be raised against hostile intrigue and encroachment.

His Majesty Shah Shooja-ool-Moolk will enter Affghanistan surrounded by his own troops, and will be supported against foreign interference and factious opposition by a British army. The Governor-general confidently hopes that the Shah will be speedily replaced on his throne by his own subjects and adherents; and when once he shall be secured in power, and the independence and integrity of Affghanistan established, the British army will be withdrawn. The Governor-general has been led to these measures by the duty which is imposed upon him, of providing for the security of the possessions of the British Crown; but he rejoices that, in the discharge of his duty, he will be enabled to assist in restoring the union and prosperity of the Affghan people. Throughout the approaching operations, British influence will be sedulously employed to further every measure of general benefit, to reconcile differences, to secure oblivion of injuries, and to put an end to the distractions by which, for so many years, the welfare and happiness of the Affghans have been impaired. Even to the chiefs, whose hostile proceedings have given just cause of offence to the British Government, it will seek to secure liberal and honourable treatment, on their tendering early submission, and ceasing from opposition to that course of measures which may be judged the most suitable for the general advantage of their country.

By order of the Right Honourable the Governor-general of India, W. H. Macnaghten,
Secretary to the Government of India, with the Governor-general.

1838 Notification. With reference to the preceding Declaration, the following appointments are made: — Mr. W. H. Macnaghten, Secretary to Government, will assume the functions of Envoy and Minister, on the part of the Government of India, at the court of Shah Shooja-ool-Moolk. Mr. Macnaghten will be assisted by the following officers: — Captain Alexander Burnes, of the Bombay establishment, will be employed, under Mr. Macnaghten's directions, as Envoy to the chief of Kelat, or other states; Lieutenant E. D'Arcy Todd, of the Bengal Artillery, to be Political Assistant, and Military Secretary, to the Envoy and Minister; Lieutenant Eldred Pottinger, of the Bombay Artillery; Lieutenant R. Leech, of the Bombay Engineers; Mr. P. E. Lord, of the Bombay Medical Establishment; to be Political Assistants to ditto, ditto; Lieutenant E. R. Conolly, of the 6th regiment of Bengal Cavalry, to command the escort of the Envoy and Minister, and to be Military Assistant to ditto, ditto; Mr. G. J. Berwick, of the Bengal Medical Establishment, to be Surgeon to ditto, ditto.

W. H. Macnaghten,
Secretary to the Government of India, with the Governor-General.

Orders by the Governor-General of India.

Camp de Buddee, the 8th November. — The Right Honourable the Governor-general of India is pleased to publish, for general information, the subjoined extract of a letter from Lieutenant-colonel Stoddart, dated Herat, the 10th September 1838, and addressed to the Secretary to the Government of India.

„I have the honour, by direction of Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and the East India Company's Envoy at the Court of Persia, to acquaint you, for the information of the Governor-general of India in Council, that His Majesty the Shah of Persia yesterday raised the siege of this city, and, with the whole of the royal camp, marched to Sangbust, about twelve miles, on his return to his own dominions. His Majesty proceeds without delay, by Toorbut, Sheikhi Jaum, and Meshid, to Tehran.

„This is in fulfilment of His Majesty's compliance

with the demands of the British Government, which I had the honour of delivering on the 12th of August, and of the whole of which His Majesty announced his acceptance on the 14th of August. 1838

„His Majesty Shah Kamran, and his Vizeer, Yar Mahomed Khan, and the whole city, feel sensible of the sincerity of the friendship of the British Government, and Mr. Pottinger and myself fully participate in their gratitude to Providence for the happy event I have now the honour to report."

In giving publicity to this important intelligence, the Governor-general deems in proper at the same time to notify, that while he regards the relinquishment by the Shah of Persia of his hostile designs upon Herat, as a just cause of congratulation to the Government of British India, and its allies, he will continue to prosecute with vigour the measures which have been announced, with a view to the substitution of a friendly for a hostile power in the eastern provinces of Affghanistan, and to the establishment of a permanent barrier against schemes of aggression upon our north-west frontier.

The Right Honourable the Governor-general is pleased to appoint Lieutenant Eldred Pottinger, of the Bombay Artillery, to be political agent at Herat, subject to the orders of the Envoy and Minister at the Court of Shah Shooja-ool-Moolk. This appointment is to have effect from the 9th of September last, the date on which the siege of Herat was raised by the Shah of Persia.

In conferring the above appointment upon Lieutenant Pottinger, the Governor-general is glad of the opportunity afforded him, of bestowing the high applause which is due to the signal merits of that officer, who was present in Herat during the whole period of its protracted siege, and who, under circumstances of peculiar danger and difficulty, has, by his fortitude, ability, and judgment, honourably sustained the reputation and interests of his country.

By order of the Right Honourable the Governor-general of India,

W. H. Macnaghten,
Secretary to the Government of India, with the Governor-general.

101.

Contre-Déclaration des Etats de Caboul, de Candahar et de Hérat, en date du 17 *Octobre* 1838.

(Galignani's Messenger 1839).

Their Highnesses the rulers of Affghanistan having lately noticed a publication, which purports to be a manifesto on the part of the Right Hon. the Governor-General of India, declaratory of the reasons of the approaching invasion of these countries, consider it due to themselves and to the world, to publish a counter-declaration in exposure of the perfidious aggressions of the merchants and rulers of India. It is a matter of notoriety that the British established a footing in India in the character of merchants. Commerce has invariably been the plea which they have so ostentatiously thrust forward, and the annals of Asia, Europe, and America, can prove, that there is no injustice so glaring, no perfidy so base, of which they are not prepared to be guilty, in order to add an item to their ledger. It is, therefore, no matter of surprise to us to perceive that in the opening paragraph of their declaration of war, reference is made to the same hypocritical pretext, in justification of the invasion of an independent country; but it will surprise us, if such effrontery should deceive an observing world. We question not the right of the British to form whatever treaties might be most conducive to their interest with the rule of the Punjaub, or the Nawab of Buhawalpoor, but no treaties whatever with the Ameers of Sinde can be valid unless they are ratified by our authority. No such confirmation by us has taken place, and the very negotiation of treaties with our factious subjects, or with rebellious usurpers, is as offensive to our natural feeling and honour as it is injurious to our independence. We shall now proceed to consider the pretexts referred to in the following paragraph, which embraces two points—our hostility to the Maharajay Runjeet Singh, and the deputation of Capt. Burnes by the British government, with the view of

t is improperly called the mediating between the 1838
parties. It little becomes a nation, which deals so
ely in professions of justice, to reproach us with
hostility to a power which has robbed us of our
nues, weakened our resources, invaded and ruined
provinces, destroyed our trade, sacked our towns,
mated our population, slaughtered our subjects, and
ted our religion. Under such circumstances is ho-
y unjustifiable? If the British government had suf-
l but one hundredth part of the injuries which we
endured, it would have raised a flame which
ld only have been extinguished in the utter destruc-
of the perpetrator of the wrong. We, too, are
not void of human feelings, and we could not
tamely on the degradation of our country, and, as
uty and honour bound, we strained every nerve
eplace her in her natural position. We were not,
ever, insensible to the offers of mediation made
he British government, and, with the humane view
voiding war, and the numerous evils which follow
s train, we declared our willingness to listen to
onable terms, and conceded many points which we
more than sufficient grounds for maintaining. This
the best proof of our sincerity, and, if any were
ssary, we might advance the manner of our re-
ion of the Envoy, Captain Burnes, who was depu-
to our Court. The offer of mediation, however,
h was so jesuitically made, was a mockery as com-
e as the sehrab of our deserts, its sole tendency
g not to redress our wrongs, but to secure the
essor in the enjoyment of his spoils. The futility
he above pretexts is supported by what follows: —
army of Persians has besieged one of our towns,
at. By the union of our resources in men and
ey we have, by the favour of God, beaten back
heretical invaders, and yet the British government
ives the world so grossly as to endeavour to make
ppose that the Persian invasion has taken place
er its own auspices; and that we have conspired
xtend Persian influence and authority. To give this
ext an air of plausibility, it is pretended that the
rests of Herat are separate from those of the rest
Affghanistan. But as we have united before, so we
united now, and will spill our blood in one stream

1838 in the common cause—the expulsion of the
enemy, whether he come from the east or
west.

It is time, therefore, that we performed t
greeable but unavoidable duty of rejecting the
offer of mediation; but its rejection, accordi
the principles of international law, did not in
affect the amicable relations existing between
the British government. In rejecting it, we re
as we do still, all schemes of aggrandisement
bition. The falsehood of such imputations is
dent; for, not only does the declaration allege
openly threatened to call in foreign aid—a d
folly and want of political craft so glaring as
stitute in itself a sufficient refutation of the
but we are declared to be disunited, unpopul
incapable. We leave it, therefore, to British i
to discover how these assertions are compatib
each other. In this position of affairs the Bri
voy took his departure from our Court, aba
all hopes of being able to induce us to sacri
just rights, and be traitors to our country.

It is here necessary to revert to the siege
rat, as the sophistry of the Simlah Cabinet en
to connect that unjustifiable and cruel aggres
the part of Persia with the policy of Affghanista
have devoted our energies, our properties,
lives, to the expulsion of the invaders, who
national enemies, and whose interests, manne
guage, and religion, are so particularly differ
our own. Were these all-powerful considera
sufficient, the injuries which we have receiv
the Persians during a series of ages up to the
hour would obviate possibility of our cordial
tion. If therefore, the British Government h
ved insult and injury from the Schah of Persia
ject on which it is unnecessary for us to ex
opinion, we have and shall offer no oppositio
just demands—all that we demand is to be all
preserve a strict neutrality between the belliger
ties. To this policy, and to this policy alone,
the rulers of the United States of Affghanistan,
our adherence; nor can we in justice be made
able for the factious acts of a few inhabitants

vinces, who, in opposition to our express and rei- 1838
ted commands, have disgraced the Affghan name,
forfeited their allegiance by siding with the Persian
ders.

It is, however, a policy, which though just in
f, does not suit the Machiavelian politicians of Cal-
a, who, in defiance of international law, have set
a creature of their own, and that creature a Soo-
ool-Moolk, who is ready to sacrifice all the inter-
of his country for his own aggrandizement, and
, since he became an outlaw and a beggar, has
d on the degrading charity of the British govern-
t. With so contemptible an instrument as this does
British government combine to destroy the legitimate
er of the rulers of Affghanistan—a power founded
the love and willing obedience of our subjects. It
its us with our disunion and unpopularity. While
y other Eastern power has been shaken or distracted,
have preserved our power and the national inde-
dence inviolate, without impoverishing and oppress-
our people by standing armies and grinding re-
ue-officers. If these are proofs of disunion and un-
ularity, then, and then only, will we plead guilty
he charge. The *onus probandi* lies with our ad-
aries—and what proof have they brought? But we
join issue on their own ground. It is notorious
the two best British authorities on Affghanistan have
mented on our rule in terms of the highest com-
dation. Our real crime, however, lies in our de-
ination not to allow our country to become a sub-
ary province of the Indian empire, and it is for
that we are rejected to make room for a stipen-
y refugee. It is for this that the Simlah politicians
ue with our inveterate enemy, Runjeet Singh, and
rebellious subjects of Sinde, to dismember the
dom, and partition its provinces.

We warn them, however, to pause while it is yet time.
not Soojah-ool-Moolk enter Affghanistan supported
oreign bayonets, lest another and another flight should
sign his name to the lowest pit of infamy. Let not
Governor-General mock us by pretending to estab-
the integrity of Affghanistan by an alien army.
appeal to the honour of the British nation; but
uld that appeal be vain, we will submit ourselves

102.

Note de la cour de Vienne d
8 *Octobre* 1838, *remise à l*
de la Suisse.

(Journ. de Francfort. 1838. Nro 319, du 19

Circulaire du Directoire fédéral aux cantons

„Tit., Lucerne, le 7 Novem

„S. Exc. M. le comte de Bombelles, traordinaire et ministre plénipotentiaire d'A la Confédération suisse, a communiqué pa le président de la Diète la dépêche suivante été adressée sous la date du 8 octobre der A. le prince de Metternich, chancelier d'ét trichien.

„Le directoire fédéral a trouvé le conte dépêche trop important pour hésiter à rec tous les états confédérés de le prendre sér coeur.

„Si le directoire fédéral est parfaiteme avec la dépêche ci-jointe en copie, que l tenue de satisfaire aux obligations que le dr impose, à un degré égal, aux états formar

Directoire fédéral au nom de la Confédération, et 1838
rouvées par la Diète le 22 juillet suivant, existent
ours encore dans toute leur force. Dans ces assu-
:es, le directoire a déclaré qu'il est dans l'opinion
» si tout état indépendant a sans contredit le droit
cueillir des fugitifs étrangers dont la conduite est
ible, il est en revanche de son devoir de mettre
e des refugiés qui abusent de l'asile qui leur est
rdé pour troubler la tranquillité d'autres états, dans
puissance de fomenter d'autres désordres de cette
re. Que, d'après ce même principe de droit inter-
onal, la Suisse renverra donc de son territoire et
laissera pas rentrer, tout refugié qui, abusant de
le accordé, tenterait de troubler la tranquillité d'au-
états.

„D'un autre côté: le conclusum pris par la Diète
3 août 1836 (*recès de la Diète ordinaire de* 1836,
VIII, B. III et VIII), au sujet des refugiés turbu-
, ne peut être considéré que comme une mesure
iale exceptionnelle, commandée par les circonstan-
d'alors et qui avait pour but le maintien du prin-
international général dont il a été parlé, mesure
d'après le dernier article du conclusum, devait
er avec les circonstances extraordinaires qui l'ont
roquée.

„Lorsque le directoire fédéral, en vertu de l'obli-
n qui lui était imposée à ce sujet, a déclaré le 25
1838, à l'occasion de la circulaire instructionnelle
la Diète ordinaire de l'année 1838, que le con-
um avait cessé d'exister, il est parti de l'opinion
les circonstances extraordinaires qui l'avaient pro-
é, avaient effectivement cessé d'exister aussi.

„Il l'a donc déclaré aboli dans la ferme confiance
tous les états confédérés continueraient leurs efforts
écarter à tems et sans instigation particulière du
toire, tout ce qui pourrait réellement troubler les
tions de bon voisinage avec d'autres états, au main-
non interrompu desquelles la Suisse met un grand
Le directoire n'a jamais pensé que des individus
oyés de la Suisse ensuite du conclusum du 23 août
5, pussent y revenir sous prétexte que ce conclu-
a été déclaré éteint. Le directoire, se fondant sur
urance formelle donnée le 24 juin 1834, de ne plus
er rentrer en Suisse les réfugiés expulsés, et con-

le tems de cette manière, qui rentreraient s
toire suisse, devront être éloignés sur-le-cha

„Le directoire fédéral, en appelant l'at
tous les états confédérés sur l'état de l'affaire
croit pouvoir exprimer en toute assurance la
que les états confédérés emploieront tous l
possibles pour empêcher que les rapports inte
entre la Confédération et les états européens
ne soient ni compromis ni troublés.

„Nous saisissons du reste, etc.

„Les avoyer et petit-conseil du canto
cerne, directoire fédéral."

(Suivent les sig

Copie d'une dépêche adressée par S. A. M.
de Metternich, etc., à S. Exc. M. le comte
belles, etc., en date de Venise, 8 *octob*

„Monsieur le comte,

„Lorsque nous avons eu connaissance, il
ques semaines, de la décision prise par la D
tique, le 5 septembre dernier, de regarder co
le conclusum du 11 août 1836, nous nous s
mandé si le but salutaire que la Diète avait
en adoptant le dit conclusum, était en effet
rempli assez complétement et d'une manière
lide, pour que l'autorité centrale en Suisse

te catégorie, qui avaient été expulsés en vertu 1838
nclusum, sont depuis rentrés en Suisse; connais-
nfin trop bien l'esprit qui anime les chefs de la
momentanément retirés de ce pays, pour douter
ir constant qui les anime d'y rentrer à la pre-
occasion opportune, nous n'avons pu nous dé-
d'un sentiment d'inquiétude mêlé de surprise, en
: la Diète, par son arrêté du 5 septembre der-
se dessaisir elle-même et priver le directoire fé-
les moyens exceptionnels qui avaient été mis en-
mains, afin de pouvoir garantir leur patrie des
de toute espèce que le séjour de ces hommes de
ur sur le sol helvétique doit engendrer.

Nos prévisions à ce sujet n'ont pas tardé à se
r. De toutes parts on nous mande qu'à la pre-
nouvelle des dispositions existantes à Lucerne,
larer éteint le conclusum de l'année 1836, les
aux révolutionnaires refugiés qui se trouvent dis-
s dans l'Ouest de l'Europe, et nommément ceux
rment le noyau de la *Jeune Italie*, ont com-
à faire leurs préparatifs de départ pour la Suisse.
là qu'ils veulent, à ce qu'il semble, se réunir de
au autour de leurs chefs bien connus, qui simul-
ent rentreraient en Suisse; c'est le pays qu'ils
it derechef choisir comme centre de leurs con-
ons et comme le point de départ de leurs funes-
péditions; c'est enfin l'état de choses tel qu'il exi-
vant les conclusums de la Diète des années 1835
36, cet état de choses qui a donné aux puissances
es de la Suisse d'aussi justes griefs apaisés avec
par les deux arrêtés précités, qu'ils veulent ra-
pire qu'auparavant, parce que l'expérience du
ie de persévérance des autorités helvétiques dans
esures de repression fortes et conséquentes, serait
se joindre à l'audace antérieure et naturelle de
uteurs de troubles et de désordres.

Nous craignons, et cela plus particulièrement dans
êt de la Suisse elle-même, qu'elle ne soit de cette
re promptement refoulée dans une voie bien pé-
e.

Ce ne sera certes pas nous, pénétrés que nous
es de respect pour les droits et l'indépendance
ue et administrative de nos voisins, qui jamais
ons influer sur la nature et la forme des mesures

1838 que la Suisse, d'après les lois constitutionnelles de son union, jugera devoir prendre afin de satisfaire aux applications que le droit des gens impose, à un degré égal, aux états formant la grande association européenne. Mais ce à quoi nous tiendrons, sans concession ni hésitation, *c'est à ce que ces obligations soient remplies à notre égard.*

„Si donc la Suisse, représentée à nos yeux par la Diète, et, en l'absence de celle-ci, par le directoire fédéral, s'était privée, moyennant un acte de sa propre volonté, de satisfaire envers nous à ses devoirs internationaux; si, de ce fait, il résultait pour notre empire une lésion du droit qui nous compète, d'exiger que le sol de nos voisins ne soit pas un foyer permanent de troubles et de malheurs pour nous, et si, enfin, dans un état de choses aussi regrettable, nous nous voyions forcés de soutenir par tous les moyens une cause qui nous serait commune avec tous les voisins de la Suisse et en général avec tous les états professant en Europe le respect dû aux principes du droit des gens, ce ne serait certes du moins pas sur l'Autriche que retomberait la responsabilité de la perturbation apportée dans des rapports qu'il a été de tout tems dans nos voeux de maintenir sur le pied d'une franche et bonne amitié.

„La Suisse a eu lieu de se convaincre plus d'une fois, dans le courant des dernières années, que l'Autriche, prête à faire respecter par l'emploi de moyens matériels ses droits méconnus, a volontiers saisi les premiers symptômes d'un retour véritable de la part de la Suisse à des sentimens et à une manière d'agir plus correcte, pour surseoir à la mise à exécution des mesures déjà préparées, et pour rétablir sur l'ancien pied des relations momentanément troublées. Mais plus notre longanimité à cet égard a été grande et patente, et plus nous avons le sentiment qu'elle doit avoir son terme, et que ce terme serait près d'être atteint, si de nouvelles provocations, venant du sol helvétique, imposaient une seconde et une troisième fois à l'Autriche et aux autres voisins de la Suisse, la nécessité de pourvoir eux-mêmes à leur sûreté compromise.

„Je ne sais jusqu'à quel point il est encore possible à la Diète de revenir sur l'arrêté pris par elle le 5 septembre dernier; nous sommes loin d'ailleurs, je le ré-

le vouloir imposer à la Suisse notre propre opi- 1838
r le choix des voies par lesquelles elle arrive-
plus sûrement au but du maintien des rapports
avec ses voisins. Mais ce que nous nous sen-
le besoin et le droit de lui dire, c'est qu'en
t anciens amis de la Confédération helvétique,
ésirons qu'en maintenant en vigueur *les princi-*
ernellement vrais qui ont servi à son conclusum
août, elle trouve et qu'elle emploie immédiate-
es moyens en son pouvoir, afin de désabuser la
révolutionnaire, qui croit que les frontières de
sse lui sont de nouveau amplement ouvertes, et
en ne l'empêchera dorénavant de placer sur le
elvétique le levier destiné à ébranler le repos et
nheur des états voisins.

„Nous nous en remettons avec une entière con-
ce, M. le comte, à vos lumières et à votre connais-
ce des hommes et des choses, pour la manière en
uelle vous porterez à la connaissance des autorités
trales de la Suisse, les réflexions contenues dans la
ésente dépêche. Elles nous semblent d'ailleurs telle-
nt justes, et elles nous sont si évidemment dictées
le seul sentiment d'une véritable bienveillance pour
pays à qui nous les adressons, que, quelle que soit
forme sous laquelle elles soient présentées aux hom-
honorables de la Suisse, nous sommes rassurés
l'effet qu'elles produiront sur eux.

„Recevez, etc."

103.

donnance royale du 8 octobre 1838, ıbliée en France, relative au tarif des droits de sortie.

(Moniteur 1838).

Rapport au Roi.

Sire, les anciens tarifs de sortie avaient principale-
nt pour but de retenir, par des prohibitions, les
duits bruts qui servent aux manufactures, ainsi que
t ce qui appartient à l'approvisionnement des sub-
ances: ce régime fut poussé à l'excès lorsque la

système a de faux; on l'a reconnu surtout
l'industrie est parvenue à rendre la valeur
tions de toute nature peu différente d'un pay
On a compris que plus on agrandissait le
nos produits agricoles et manufacturiers, pl
tait à les multiplier, et que c'était le meil
d'obtenir tout à la fois l'abondance et le ba

Il est maintenant avoué de toutes parts
gêne la sortie des denrées ou marchandise
jours par devenir onéreux au pays; et le
des finances est le premier à poser ce princ
tarif de sortie ne doit pas avoir pour objet
les ressources du Trésor.

Aussi, depuis la fin du régime impéria
attaché à supprimer les prohibitions et les
qui frappaient divers genres de marchandis
fait, avec réserve et successivement, par
lois qui ont été rendues depuis 1814.

Aujourd'hui, il ne reste plus que quel
bitions qui avaient été considérées comme
cause et une utilité spéciales.

En dernier lieu, nous avons, M. le
finances et moi, appelé les conseils-généra
griculture, du commerce et des manuf
examiner ce qu'il y avait encore de ré

bition des armes et projectiles de guerre, des dril- 1838
pâtes à papier, des rognures de peaux et des
de contrefaçon. Pour ce dernier article, ce n'est
urs qu'une simple mesure d'ordre, car les lois gé-
es le rendent passible de saisie en toutes circon-
es, à l'entrée aussi bien qu'à la vente dans l'intérieur.
Quant aux objets permis à la sortie, il était éga-
it nécessaire d'en réviser le tarif, car il n'a jamais
kaminé dans son ensemble. Le tarif résulte d'une
de lois qui n'ont pas toutes été rendues dans le
esprit, et qui ont toujours procédé partiellement;
lle sorte que les diverses taxes, successivement
es, n'ont pas entre elles l'analogie que semblent com-
r les objets auxquels elles se rapportent. D'ailleurs,
iste un grand nombre de ces taxes qui ont été
à un taux dont aujourd'hui rien ne justifie l'élé-
1, par la seule raison qu'elles succédaient à des
bitions absolues, et qu'on voulait ménager la tran-
d'un régime à l'autre, en attendant les résultats
xpérience qui devaient dissiper certaines craintes:
, le tarif de sortie manque d'ensemble, et frappe
nécessité beaucoup d'objets de droits qui, sans
considérables, peuvent néanmoins s'opposer à ce
es objets soutiennent facilement la concurrence à
nger.

Il est une autre considération qui doit déterminer
orme de ce tarif: c'est qu'il présente des difficul-
rieuses lorsqu'il s'agit d'appliquer les distinctions
ement minutieuses qu'il établit entre des marchan-
qui, en définitive, n'ont à payer que quelques
nes par quintal. C'est un inconvénient réel, car
porte aux commerçans pour leurs déclarations, aussi
qu'à la douane pour ses vérifications, que les no-
latures soient aussi simples que possible.

C'est en vue de ces diverses considérations, Sire,
ec le désir que nous aurons toujours d'épargner
mmerce toute gêne inutile, que nous avons re-
hé, M. le ministre des finances et moi, les moyens
mener toutes les taxes pour lesquelles il n'y a pas
sité de maintenir le régime actuel à un taux com-
qui ne représenterait plus que ce qu'on peut ap-
un droit de contrôle ou d'inscription, droit dont
incipal objet est de faire déclarer et vérifier tout
ui passe à l'étranger, afin d'obtenir, selon le voeu

1838 des lois des 24 nivôse an 5 et 28 avril 1816, les éléments des états de commerce que l'administration des finances forme avec tant de soin, et qui offrent de si grands avantages pour l'examen des questions économiques et législatives. Je viens soumettre à Votre Majesté le résultat de notre travail, et la prier d'en faire immédiatement jouir le commerce par une ordonnance qui serait rendue en vertu de l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814. La mesure est urgente, puisqu'elle est incontestablement utile et qu'elle ne blesse aucun intérêt.

Je suis, etc.

Le Ministre des travaux publics, de l'agriculture et du commerce,

Signé: N. MARTIN (du Nord).

Ordonnance.

Louis-Philippe, Roi des Français, etc.;

Vu l'art. 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Sur le rapport de nos ministres secrétaires d'état au département des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et au département des finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. Les droits de douane, à la sortie, seront établis ou modifiés de la manière suivante à l'égard des marchandises ci-après:

Chevaux entiers, 5 fr. par tête; carton collé et complètement fabriqué, à l'exclusion de la pâte de papier mise en rames ou en *feuilles*, 1 fr. les 100 kilogrammes; charbon de bois et de chenevottes, 10 centimes les 100 kilogrammes, par les points que le Gouvernement désignera; minerai de fer, 10 cent. les 100 kilog., *idem*, *idem*; minerai de cuivre et autres non dénommés, 10 cent. les 100 kilog.; duvet de cachemire et autres poils actuellement prohibés, 50 cent. le kilog.; cocons de vers à soie, même droit que la bourre en masse écrue; bouteilles pleines, même droit que les bouteilles vides; bitumes solides de l'espèce du bitume de Judée, le droit fixé par l'ordonnance du 23 juillet 1838, pour les terres et roches bitumineuses.

Art. 2. Les dispositions du tarif de sortie actuellement en vigueur seront maintenues à l'égard des marchandises ci-après:

Animaux vivans; peaux brutes, y compris celles de lièvre et de lapin; laines; soies; poils de lapin, de

lièvre, de blaireau et de castor; oeufs de volaille et au- 1838
tres; poissons; huîtres fraîches; os, cornes et sabots de bétail; grains et farines; amandes; bois à brûler, perches et écorces à tan; bois à construire; merrains de chêne; bois feuillard; garance; écorces de pin moulues; plans d'arbres; chardons cardières; drilles et chiffons, oreillons et pâte à papier; tourbe; marc de raisin; pierres précieuses; marbres; meules à moudre et à aiguiser; matériaux à bâtir; ocres (argiles chargées d'oxides); marne; terres et roches bitumineuses, et houille carbonisée (coke), et cendres de houille; or battu, étiré ou filé; mâchefer; sel marin; boissons fermentées et distillées; fil de mulquinerie; cartes à jouer; bois de noyer, scié en planches ou plateaux ayant 27 millimètres ou plus d'épaisseur sur 1m 46 c. au plus de longueur, y compris les bois de fusils terminés ou ébauchés; contrefaçons en librairie; monnaies d'or et d'argent; armes de guerre, projectiles, plomb, balles de calibre et poudre à tirer; embarcations; objets de l'industrie parisienne.

Art. 3. Toutes autres marchandises paieront à la sortie, comme n'étant pas dénommées, les droits fixés par les art. 13 et 14 de la loi du 28 avril 1816.

Art. 4. Nos ministres secrétaires d'état aux départemens des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au palais des Tuileries, le 8 octobre 1838.

Signé: Louis-Philippe.

Et plus bas: N. Martin (du Nord).

Circulaire des douanes du 18 *octobre* 1838, *Relative à l'ordonnance ci-dessus.*

Une ordonnance du Roi, en date du 8 de ce mois, et dont je joins l'ampliation à la présente, réduit à un petit nombre d'articles les marchandises prohibées ou nommément taxées à la sortie, et ne laisse subsister à l'égard des autres qu'un simple droit d'inscription ou de contrôle, uniquement destiné à assurer la constatation régulière des faits d'exportation.

Les vues qui ont porté l'administration à proposer cette mesure sont développées dans le rapport au Roi dont l'ordonnance est précédée.

Lever des prohibitions reconnues nuisibles ou in-

1838 utiles; dégrever de nombreux produits agricoles et industriels des droits plus ou moins élevés dont ils étaient frappés; simplifier le tarif, et en rendre par conséquent l'application plus prompte et plus facile, tel est le but que j'ai eu en vue en proposant une révision générale du tarif de sortie.

Aux termes de l'article 1er de l'ordonnance, plusieurs des prohibitions qui subsistaient encore, se trouveront levées.

Ainsi, les chevaux entiers pourront sortir en payant le même droit que les chevaux hongres et les jumens.

Les cartons, dont la prohibition de sortie n'avait eu d'autre objet que d'empêcher l'exportation des pâtes de chiffons destinées à être remises sous la meule pour la fabrication du papier, pourront de même être exportés, à l'exception toutefois des cartons de *simple moulage*, dits aussi *pâte de papier en feuilles*. Tout carton collé et complètement fabriqué pourra sortir en acquittant le droit de 1 fr. par 100 kilog.

La pâte de papier *en rame* ou *en meules*, aussi bien que celle moulée en feuilles, continuera, au contraire, à être soumise à la prohibition qui, sous la dénomination générique de drilles et chiffons, atteint les matières propres à la fabrication du papier.

La défense d'exporter les poils propres à la filature et à la chapellerie ne subsistait plus qu'à l'égard du duvet de cachemire et des poils non dénommés au tarif. La nouvelle ordonnance en permet la sortie moyennant le droit de 50 cent. par kilogramme, déjà imposé par la loi du 2 juillet 1836 sur les poils de lièvre, de blaireau et de castor.

L'interdiction de sortie qui s'étendait autrefois aux soies de toutes sortes et dans tous les degrés de préparation frappait encore les soies en cocons; elle vient également d'être levée à leur égard et remplacée par un droit de 2 fr. le kilog.

Parmi les autres dispositions de l'article 1er, je citerai celle qui rend uniforme le droit à percevoir sur les charbons de bois et de chenevottes, dans le cas où l'exportation en est permise, et celle qui modifie, en la modérant, la taxe perçue sur les bouteilles pleines. Celles-ci ne supporteront dorénavant que le droit de 25 centimes par 100 kilog. imposé depuis long-temps

sur les bouteilles vides: l'égalité de condition dans les deux cas s'explique d'elle-même, car il n'y avait assurément aucun motif de traiter les bouteilles servant de récipiens à des liquides qu'on exporte moins favorablement que celles qui sortent vides; et cependant la tarification à 1 cent. par litre de contenance était par le fait huit fois plus élevée que celle de 25 cent. par 100 kilog. Il est entendu que le changement de l'unité de perception ne devra jamais donner lieu au transvasement des liquides. On peut toujours, au moyen de vases semblables établir le poids des récipiens par approximation, ce qui est suffisant pour un droit d'ordre tel que celui qu'il s'agira d'appliquer. 1838

L'article 2 a exclusivement pour objet d'indiquer les marchandises dont les droits actuels sont maintenus.

Enfin, l'article 3 soumet toutes les marchandises dont il n'est pas fait mention dans les deux articles qui précèdent, aux droits fixés par les articles 13 et 14 de la loi du 28 avril 1816, pour les marchandises non dénommés au tarif de sortie, c'est-à-dire au droit de 25 cent. par 100 kilog. pour les marchandises qui, à l'entrée, sont taxées au poids ou prohibées, et au droit de $\frac{1}{4}$ pour $\frac{0}{0}$ de la valeur pour celles qui, à l'entrée aussi, sont taxées à la valeur ou à toute autre unité.

J'invite les employés à bien se pénétrer de cette disposition, qui a une importance toute particulière, à raison du grand nombre d'articles auxquels elle devra s'appliquer.

En effet, le tarif de sortie est réduit par la nouvelle ordonnance aux seules marchandises énumérées dans les articles 1 et 2, et dont on trouvera le détail dans le tableau n° 1 joint à la présente *); je l'ai fait dresser pour faciliter l'application de ce tarif et en offrir l'ensemble dans un seul et même cadre.

Toutes les autres marchandises seront soumises, comme n'y étant pas dénommées, au droit de contrôle établi par l'article 3. En conséquence, toutes les fois qu'il s'agira de percevoir des droits de sortie sur des marchandises autres que celles qui sont spécialement tarifées à l'exportation, les employés devront se reporter, avant tout, au tarif d'entrée, afin de voir si elles

*) Nous croyons superflu de reproduire les tableaux cités dans cette circul.

1838 y figurent, soit comme prohibées ou taxées au poids, soit comme taxées à la valeur ou d'après toute autre unité, et ils appliqueront par suite le droit de 25 centimes ou celui de ¼ pour cent.

L'exécution de cette disposition sera de même facilitée par un autre tableau que je joins ici sous le n° 2, et qui présente la nomenclature alphabétique de tous les articles du tarif d'entrée auxquels, à la sortie, le droit de ¼ pour cent sera applicable. Les autres, à l'exception des marchandises qui, nommément reprises au tarif de sortie, figurent au tableau n° 1, seront passibles du droit de 25 centimes par 100 kilog.

Lorsqu'il y aura lieu de soumettre aux droits de sortie une marchandise non dénommée au tarif d'entrée, les employés, en se reportant au régime établi par ce tarif pour l'article le plus analogue, devront percevoir pareillement, suivant le cas, le droit de 25 centimes ou celui de ¼ pour cent, en ayant soin de rendre compte à leurs chefs de l'assimilation qu'ils auront cru devoir faire.

Je terminerai par une observation essentielle.

Les nombreuses réductions que l'ordonnance dont il est question vient d'opérer dans les droits de sortie ne doivent faire apporter aucun changement dans la marche suivie jusqu'à ce jour pour la constatation des faits d'exportation. La quotité des taxes ne doit, en effet, influer dans aucun cas, ni sur l'obligation que la loi impose au commerce d'énoncer dans ses déclarations tout ce qui est nécessaire pour la perception, ni sur le droit qu'ont les employés d'en vérifier l'exactitude, toutes les fois qu'ils jugent convenable de le faire.

D'un autre côté, si dans quelque cas, d'ailleurs très-rare, on est dans l'usage d'exiger du commerce, pour la plus complète exactitude des états d'importation et d'exportation, des déclarations plus explicites que la loi ne l'y oblige, l'expérience démontre qu'éclairé comme il l'est sur l'importance et l'utilité de ces états, il ne se refuse jamais à fournir, dans ce but spécial, les indications qui lui sont demandées.

On continuera donc à suivre de tous points, pour la rédaction des états de commerce, les instructions précédemment données et la même nomenclature que par le passé, c'est-à-dire la nomenclature du tarif d'entrée, telle qu'elle est établie au tarif officiel, sauf les modi-

fications indiquées dans le tableau ci-joint, sous le n° 3, qui, à partir du 1er janvier prochain, remplacera, en ce qui touche l'exportation seulement, les tableaux de l'espèce joints aux circulaires n°s 1022 et 1075. 1838

J'invite les employés à se conformer ponctuellement aux prescriptions et instructions contenues dans la présente, qui devra être portée à la connaissance du commerce.

Le Conseiller d'état, Directeur de l'administration,
Signé: Th. Greterin.

104.

Convention de navigation entre la Sardaigne et la Belgique, conclue et signée à Londres le 10 *Octobre* 1838.

(Moniteur belge 1838).

(Les ratifications de cette convention ont été échangées à Londres le 16 Décembre 1838).

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, animés également du désir de rendre plus faciles les communications commerciales entre leurs sujets respectifs, et persuadés que rien ne saurait contribuer davantage à l'accomplissement de leurs voeux mutuels à cet égard que de simplifier et d'égaliser les règlemens qui sont aujourd'hui en vigueur quant à la navigation de l'un et de l'autre royaume, par l'abolition réciproque de tous droits différentiels perçus sur la coque des navires d'une des deux nations, dans les ports de l'autre, soit à titre de droit de tonnage, soit à titre de droit de pilotage, de balisage, de phare et de quai, et autres de même nature, ont jugé convenable de conclure dans ce but une convention.

Ils ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvain Van de Weyer, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand'croix de la Tour et de l'Epée,

8 grand'croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, décoré de la croix de Fer, etc.;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le comte Joseph Nomis de Pollon, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté britannique; colonel de l'état-major-général, commandeur de l'ordre militaire et religieux de St-Maurice et Lazare, etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1er. A partir de la date de la ratification du présent traité, les navires belges qui arriveront sur lest ou chargés dans les ports de la Sardaigne, et respectivement les navires sardes dans les ports du royaume de Belgique, seront traités dans les deux pays, à leur entrée, pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les bâtimens nationaux pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de balisage, de quayage, et généralement pour tous les droits de navigation quelconques qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'État, les provinces, les communes, etc., ou qu'ils le soient par des établissemens publics ou corporations quelconques.

2. Seront considérés comme navires belges et des ceux qui navigueront avec des lettres de mer leur gouvernement, et qui seront possédés conformément aux lois et règlemens en vigueur dans leurs respectifs.

3. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, bassins, rades ou havres de l'un des deux il ne sera accordé aucun privilége aux navires naux qu'il ne le soit également à ceux de l'autre la volonté des deux souverains étant que, sous ce port aussi, les bâtimens de l'un et de l'autre soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

4. Les bâtimens de l'une des hautes parties contractantes, qui entreront dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, selon que le capitaine ou le propriétaire le désirera, et ils pourront quitter ces ports librement avec le reste.

5. Si quelques vaisseaux de guerre ou navires marchands viennent à faire naufrage sur les côtes des Etats

de l'une ou de l'autre des hautes parties contractantes, 1838
ces vaisseaux ou navires, ou toutes leurs parties ou débris, et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires, sur leur réclamation, ou sur celle de leurs agens, à ce dûment autorisés; et, dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire ou d'agent sur les lieux, lesdits effets ou marchandises, ou le produit de la vente qui en sera faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord des vaisseaux naufragés, seront remis au consul belge ou sarde, dans la juridiction duquel le naufrage aura eu lieu, et le consul, les propriétaires ou agens précités n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets, et, en outre, le droit de sauvetage, tel qu'il aurait dû être payé dans le cas où un navire national aurait fait naufrage; et les effets et les marchandises sauvés du naufrage ne seront soumis à aucun droit, à moins qu'ils ne soient déclarés pour la consommation intérieure.

6. La présente convention sera en vigueur pendant six ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser, chacune de ces parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des six ans susmentionnés; et il est convenu entre elles qu'à l'expiration de douze mois après qu'une telle déclaration aura été faite par l'une des hautes parties contractantes à l'autre, la présente convention et toutes les stipulations qui y sont renfermées cesseront d'être obligatoires pour les deux parties.

7. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires, l'avons signée en double original, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Londres, le 10 du mois d'octobre 1838.

(L. S.) Sylvain van de Weyer.

(L. S.) Pollon.

105.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Joways, conclu le 19 *Octobre* 1838.

(Acts and Resolutions passed at the third Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. p. 33).

Articles of a Treaty made at the Great Nemowhaw sub-agency between John Dougherty Agent of Indian affairs on the part of the United States, being specially authorized, and the chiefs and headmen of the Joway tribe of Indians for themselves and on the part of their tribe.

Art. 1. The Joway tribe of Indians cede to the United States

1th All right or interest in the country between the Missouri and Mississippi rivers and the boundary between the Sacs and Foxes, and Sioux, described in the second article of the Treaty made with these and other tribes, on the 19 August 1825, to the full extent to which said claim is recognised in the 3d Article of said Treaty, and all interest or claim by virtue of the provisions of any Treaties since made by the United States with the Sacs and Foxes of the Mississippi.

2d All claims or interest under the Treaties of 4 August 1824, 15 July 1830 and 17 September 1836, except so much of the lost mentioned Treaty as secures to them 200 sections of land, the erection of 5 comfortable houses, to enclose and break up for them 200 acres of ground, to furnish them with a ferry boat, 100 cows and calves, 5 bulls, 100 head of stock hogs, a mill and interpreter.

Art. 2. In consideration of the cession contained in the preceding article, the United States agree to the following stipulations on their part:

1° To pay to the said Joway tribe of Indians the sum of 157,500 dollars.

2do To invest said sum of 157,500 dollars and to 1838
guaranty then an annual income of not less than 5% thereon during the existence of their tribe.

3° To set apart annually such amount of said income as the chiefs and headmen of said tribe may require, for the support of a blacksmiths shop agricultural assistance and education to be expended under the direction of the President of the United States.

4to To pay out of said income to Jeffrey Derroin interpreter for said tribe for services rendered, the sum of 50 dollars annually during his natural life. The balance of said income shall be delivered at the cost of the United States to said tribe of Joway Indians in money or merchandise, at their own direction, at such time and place as the President may direct, provided always, that the payment shall be made each year in the month of October.

Art. 3. The United States further agree in addition to the above consideration to cause to be erected 10 houses at such place or places, on their own land as said Joways may select, of the following description (viz) each house to be 10 feet high from bottom till to top plate, 18 by 20 feet in the clear, the roof to be well sheeted and shingled, the gable ends to be weather boarded a good floor above and below, one door and two windows complete, one chimney of stone or brick, and the whole house to be underpinned.

Art. 4. This Treaty to be binding upon the contracting parties, when the some shall be ratified by the United States. In witness whereof etc. 19 day of October A. D. 1838.

Ino. Dougherty,
Ind. Agent.

Signatures de 13 Chefs indiens et de 4 témoins.

La ratification de ce Traité par le Président van Buren est datée de Washington, le 2 Mars, 1839.

106.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Miami sur le Wabash dans l'Etat d'Indiana. En date du 6 Novembre 1838.

(Acts and Resolutions of the 3d Session of the 25 Congress of the United States. Washingt. 1839. Append. p. 27).

Articles of a Treaty made and concluded at the Forks of the Wabash in the State of Indiana, between the United States of America, by her Commissioner Abel C. Pepper, and the Miami tribe of Indians, on the sixth day of November 1838.

Art. 1. The Miami tribe of Indians hereby cede to the United States all that tract of land lying south of the Wabash river and included within the following bounds to wit: Commencing at a point on said river where the western boundary line of the Miami reserve intersects the same, near the mouth of Pipe creek; thence south two miles; thence west one mile; thence south along said boundary line three miles; thence east to the Mississinneva river; thence up the said river with the meanders thereof to the eastern boundary line of the said Miami reserve; thence north along said eastern boundary line to the Wabash river; thence down the said last named river with the meanders thereof to the place of beginning.

The said Miami tribe of Indians do also hereby cede to the United States the three following reservations of land made for the use of the Miami nation of Indians by the 2d article of a Treaty made and concluded at St. Mary's in the State of Ohio, on the 6 October 1818 to wit:

The reservation on the Wabash river, below the forks thereof;

The residue of the reservation opposite the mouth of the river Abouette;

The reservation at the mouth of a creek called

Flat Rock, where the road to White river crosses the same. 1838

Also one other reservation of land made for the use of said tribe at Seeks village on Eel river, by the 2d Article of a Treaty made and concluded on the 23 October 1826.

Art. 2. From the cession aforesaid the Miami tribe reserve for the band of Me-to-sin-ja the following tract of land to wit: Beginning on the eastern boundary line of the big reserve, where the Mississinneva river crosses the same; thence down said river with the meanders thereof to the mouth of the creek called Forked Branch; thence north two miles; thence in a direct line to a point on the eastern boundary line two miles north of the place of beginning; thence south to the place of beginning, supposed to contain ten square miles.

Art. 3. In consideration of the cession aforesaid, the United States agree to pay the Miami tribe of Indians 335,680 dollars, 60,000 of which to be paid immediately after the ratification of this Treaty, and the residue of said sum after the payment of claims hereinafter stipulated to be paid in 10 yearly instalments of 12,568 dollars per year.

Art. 4. It is further stipulated that the sum of 6800 dollars be paid John B. Richardville; and the sum of 2612 dollars to be paid Francis Godfrey; which said sums are their respective claims against said tribe prior to October 23, 1834, excluded from investigation by the late Commissioner of the United States, by reason of their being Indians of said tribe.

Art. 5. The said Miami tribe of Indians being anxious to pay all their just debts, at their request it is stipulated, that immediately after the ratification of this Treaty the United States shall appoint a commissioner or commissioners, who shall be authorized to investigate all claims against said tribe which have accrued since the 23d day of October 1834, without regard to distinction of blood in the claimants; and to pay such debts as, having accrued since the said period, shall be proved to his or their satisfaction, to be legal and just.

Art. 6. It is further stipulated that the sum of 150,000 dollars out of the amount agreed to be paid

1838 said tribe in the third article of this Treaty, shall be set apart for the payment of the claims under the provisions of the 4 and 5th articles of this Treaty, as well as for the payment of any balance ascertained to be due from said tribe by the investigation under the provisions of the Treaty of 1834; and should there be an unexpended balance in the hands of said commissioner or commissioners after the payment of said claims, the same shall be paid over to the said tribe at the payment of their next subsequent annuity; but should the said sum so set apart for the purpose aforesaid, be found insufficient to pay the same, then the ascertained balance due on said claims shall be paid in three equal instalments from the annuities of said tribe.

And the said Miami tribe of Indians through this public instrument proclaim to all concerned, that no debt or debts that any Indian or Indians of said tribe may contract with any person or persons, shall operate a lien on the annuity or annuities, nor on the land of the said tribe for legal enforcement. Nor shall any person or persons other than the members of said Miami tribe, who may by suffarence live on the land of, or intermarry in said tribe, have any right, to the land or any interest in the annuities of said tribe, until such person or persons shall have been by general council adopted into their tribe.

Art. 7. It is further stipulated, that the United States will cause the buildings and improvements on the land hereby ceded, to be appraised, and have buildings and improvements of a corresponding value made at such places as the chiefs of said tribe may designate; and the Indians of said tribe are to remain in the peaceable occupation of their present improvements, until the United States shall make the said corresponding improvements.

Art. 8. It is further stipulated that the United States patent to Beaver, the five sections of land, and to Chapine the one section of land, reserved to them respectively in the second article of the Treaty made anno Domini 1826 between the parties to the present Treaty.

Art. 9. The United States agree to cause, the boundary lines of the land of said tribe in the State

of Indiana, to be surveyed and marked within the pe- 1838
riod of one year after the ratification of this Treaty.

Art. 10. The United States stipulate to possess, the Miami tribe of Indians of, and guaranty to them forever, a country west of the Mississippi river, to remove to and settle on, *when the said tribe may be disposed to emigrate from the present country,* and that guaranty is hereby pledged; and the said country shall be sufficient in extent and suited to their wants and condition and be in a region contiguous to that in the occupation of the tribes which emigrated from the States of Ohio and Indiana. And when the said tribe shall have emigrated, the United States shall protect the said tribe and the people thereof in their rights and possessions, against the injuries, encroachments and oppressions of any person or persons, tribe or tribes whatsoever.

Art. 11. It is further stipulated, that the United States will defray the expenses of a deputation of six chiefs or headmen to explore the country to be assigned to said tribe, west of the Mississippi river — said deputation to be selected by said tribe in general council.

Art. 12. The United States agree to grant by patent to each of the Miami Indians named in the shedule hereunto annexed, the tracts of land therein respectively designated. And the said tribe in general council request, that the patents for the grants in said schedule contained shall be transmitted to the principal chief of said tribe, to be by him distributed to the respective grantees.

Art. 13. It is further stipulated, that should this Treaty not be ratified at the next Session of the Congress of the United States, then it shall be null and void to all intents and purposes between the parties.

Art. 14. And whereas John B. Richardville the principal chief of said tribe, is very old and infirm, and not well able to endure the fatigue of a long journey, it is agreed, that the United States will pay to him and his family the portion of the annuity of said tribe, which their number shall indicate to be due to them at Fort Wayne, whenever the said tribe shall emigrate to the country to be assigned them west as a future residence.

Art. 15. It is further stipulated that as long as

1838 the Congress of the United States shall in its discretion make an appropriation under the 6 article of the Treaty made between the United States and said tribe in the year 1826 for the support of the infirm and the education of the youth of said tribe, one half of the amount so appropriated shall be paid to the chiefs, to be by them applied to the support of the poor and infirm of said tribe, in such manner as shall be most beneficial.

Art. 16. This Treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties. In testimony whereof the said Abel C. Pipper, commissioner as aforesaid, and the chiefs, headmen and warriors of the Miami tribe of Indians have hereunto set their hands at the forks of the Wabash, the 6th day of November in the year of our Lord 1838.

Abel C. Pipper, Commissioner.

(Suivent les noms de 23 Indiens et de six témoins).

La ratification du Sénat des Etats-unis est du 23 Janvier et celle du Président van Buren du 8 Février 1839.

107.

Déclaration explicative concernant la convention subsistante depuis 1820 *entre les Royaumes de Prusse et de Saxe relativement à la réception réciproque des sujets respectifs renvoyés d'un des deux pays à l'autre. Datée du* 12 *Novembre* 1838.

(Gesetz-Sammlung für die Königl. Preussischen Staaten. Jahrg. 1838. Nr. 37. v. 8. Decemb.)

Ministerial-Erklärung zur Erläuterung und Ergänzung der mit der Königlich Sächsischen Regierung wegen der wechselseitigen Uebernahme der Ausgewiesenen bestehenden Konvention vom $\frac{\text{21 Januar}}{\text{5 Februar}}$ 1820. D. d. Berlin, den 12. November 1838.

Zur Beseitigung derjenigen Zweifel und Missverständnisse, welche sich seither über die Auslegung der

Bestimmungen §. 2. a. und c. der zwischen der Königlich Preussischen und der Königlich Sächsischen Regierung bestehenden Konvention wegen wechselseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen vom $\frac{21\text{ Januar}}{5\text{ Februar}}$ 1820. namentlich 1838

a. in Beziehung auf die Beantwortung der Frage: ob und in wie weit die in der Staatsangehörigkeit selbstständiger Individuen eingetretenen Veränderungen auf die Staatsangehörigkeit der unselbstständigen, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassenen Kinder derselben von Einfluss seyen?

so wie

b. über die Beschaffenheit des, §. 2. c. der Konvention erwähnten zehnjährigen Aufenthalts und den Begriff der Wirthschaftsführung

ergeben haben, sind die gedachten Regierungen, ohne hierdurch an dem, in der Konvention ausgesprochenen Prinzipe etwas ändern zu wollen, dass die Unterthanenschaft eines Individuums jedesmal nach der eignen innern Gesetzgebung des betreffenden Staates zu beurtheilen sey, dahin übereingekommen, hinkünftig und bis auf Weiteres, nachstehende Grundsätze gegenseitig zur Anwendung gelangen zu lassen, und zwar

zu a.

1) dass unselbstständige, d. h. aus der älterlichen Gewalt noch nicht entlassene Kinder, schon durch die Handlungen ihrer Aeltern an und für sich und ohne dass es einer eignen Thätigkeit oder eines besonders begründeten Rechts der Kinder bedürfte, derjenigen Staatsangehörigkeit theilhaftig werden, welche die Aeltern während der Unselbstständigkeit ihrer Kinder erwerben,

ingleichen

2) dass dagegen einen solchen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit unselbstständiger ehelicher Kinder, diejenigen Veränderungen nicht äussern können, welche sich nach dem Tode des Vaters derselben in der Staatsangehörigkeit ihrer ehelichen Mutter ereignen, indem vielmehr über die Staatsangehörigkeit ehelicher unselbstständiger Kinder lediglich die Kondition ihres Vaters entscheidet, und Veränderungen in deren Staatsangehörigkeit nur mit Zustimmung ihrer vormundschaftlichen Behörde eintreten können.

1838 Nächstdem soll

zu b.

die Verbindlichkeit eines der kontrahirenden Staaten zur Uebernahme eines Individuums, welches der andere Staat, weil es ihm aus irgend einem Grunde lästig geworden, auszuweisen beabsichtigt, in den Fällen des §. 2. c. der Konvention eintreten:

1) wenn der Auszuweisende sich in dem Staate, in welchem er ausgewiesen werden soll, verheirathet, und ausserdem zugleich eine eigne Wirthschaft geführt hat, wobei zur näheren Bestimmung des Begriffs von Wirthschaft anzunehmen ist, dass solche auch dann schon eintrete, wenn selbst nur einer der Eheleute sich auf eine andere Art, als im herrschaftlichen Gesindedienste, Beköstigung verschafft hat; oder

2) wenn Jemand sich zwar nicht in dem Staate, der ihn übernehmen soll, verheirathet, jedoch darin sich zehn Jahre hindurch ohne Unterbrechung aufgehalten hat, wobei es dann auf Konstituirung eines Domizils, Verheirathung und sonstige Rechtsverhältnisse nicht weiter ankommen soll.

Endlich sind die genannten Regierungen zugleich annoch dahin übereingekommen:

Können die resp. Behörden über die Verpflichtung des Staats, dem die Uebernahme angesonnen wird, der in der Konvention und vorstehend aufgestellten Kennzeichen der Verpflichtung ungeachtet, bei der darüber stattfindenden Korrespondenz sich nicht vereinigen, und ist die diesfällige Differenz derselben auch im diplomatischen Wege nicht zu beseitigen gewesen; so wollen beide kontrahirende Theile den Streitfall zur kompromissarischen Entscheidung eines solchen dritten Deutschen Bundes-Staates stellen, welcher sich mit beiden kontrahirenden Theilen wegen gegenseitiger Uebernahme der Ausgewiesenen in denselben Vertragsverhältnissen befindet.

Die Wahl der zur Uebernahme des Kompromisses zu ersuchenden Bundesregierung bleibt demjenigen der kontrahirenden Theile überlassen, der zur Uebernahme des Ausgewiesenen verpflichtet werden soll.

An diese dritte Regierung hat jede der betheiligten Regierungen jedesmal nur eine Darlegung der Sachlage, wovon der andern Regierung eine Abschrift

nachrichtlich mitzutheilen ist, in kürzester Frist ein- 1838
zusenden.

Bis die schiedsrichterliche Entscheidung erfolgt, gegen deren Inhalt von keinem Theile eine weitere Einwendung zulässig ist, hat derjenige Staat, in dessen Gebiet das auszuweisende Individuum beim Entstehen der Differenz sich befunden, die Verpflichtung, dasselbe in seinem Gebiete zu behalten.

Berlin, den 12. November 1838.

(L. S.)

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. Werther.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende Erklärung des Königlich Sächsischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten vom 20. d. M. ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin, den 29. November 1838.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. Werther.

108.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Criks, conclu au fort Gibson à l'ouest de l'Arkansas, le 23 *Novembre* 1838.

(Acts and Resolutions passed at the third Session of the 25th Congress of the United States. Washington. 1839. Append. p. 36).

Articles of a Treaty, made and concluded at Fort Gibson west of Arkansas, between Captain William Armstrong, act superintendent Western Territory, and Brevt Brig Gen Arbukle, Commissioners on the part of the United States, and the undersigned chiefs being a full delegation of the Creek chiefs duly authorized and empowered by their nation to adjust „their claims

1838 for property and improvements abandoned or lost, in consequence of their emigration west of the Mississippi."

Art. 1. The Creek nation do hereby relinquish all „claims for property and improvements abandoned or lost in consequence of their emigration west of the Mississippi," in consideration of their emigration west of the Mississippi" in consideration of the sums stipulated in the following articles.

Art. 2. The United States agree to pay the Creek nation for property etc. as set forth in the preceding article the sum of 50,000 dollars in stock animals as soon as practicable after the ratification of this Treaty. These animals to be furnished and distributed to the people of each town in proportion to their loss, as set forth by the accompanying schedule under the direction of their chiefs and an Agent of the Government.

Art. 3. The United States further agrees to invest for the benefit of the individuals of the Creek nation referred to in the preceding article, the sum of 350,000 dollars and secure to them the interest of 5% thereon, to be paid annually, the interest for the first year to be paid in money, the interest thereafter to be paid in money, stock animals, blankets domestics or such articles of a similar nature as the President of the United States may direct to be distributed as set forth in the preceding article.

Art. 4. It is further agreed that the sum invested by the preceding article shall at the expiration of 25 years be appropriated under the direction of the President of the United States for the common benefit of the Creek nation.

Art. 5. The United States further agree to pay the sum of 21,103 dollars and 33 Cents, to satisfy claims of the early Creek emigrants to the west of the MeJntosh party as set forth in the accompanying schedule marked (A).

Art. 6. In consideration of the suffering condition of about 2500 of the Creek nation who were removed to this country as hostiles and that are not provided for by this Treaty, and the representation of the chiefs of the nation that their extreme poverty has and will cause them to commit depredations on their neighbors, it is therefore agreed on the part of the United States that the Creek Indians referred to in this article shall

eceive 10,000 dollars in stock animals for one year, 1838
s soon as convenience will permit after the ratification
f this Treaty.

It is however understood by the contracting parties that the rejection of this article will not affect the other provisions of this Treaty.

In testimony whereof the commissioners on behalf of the United States and the delegates of the Creek nation have hereunto signed their names, this 23 November A. D. 1838 at Fort Gibson.

W. M. ARMSTRONG, Act. Sup. Westn. Tery.
M. ARBUKLE, Brevt. Brig. Gen. U. S. A.

uivent les Signatures de 27 Indiens et de 10 témoins.

La ratification de ce Traité par le président *van uren* est datée de Washington, le 2 Mars 1839.

109.

onvention conclue à Constantino- le le 25 novembre 1838, et formant ppendice aux Capitulations garan- es à la France par la Porte-Otto- ane, et amendant ou modifiant, ans l'intérêt du commerce et de la avigation des deux pays, certaines ipulations qui étaient contenues dans les Capitulations.

(Imprimé officiel).

Pendant la longue alliance qui a heureusement substé entre la France et la Sublime Porte, des capitulations obtenues de la Porte, et des traités conclus en- les deux puissances ont réglé le taux des droits yables sur les marchandises exportées de Turquie, mme sur celles importées dans les domaines du Grand- igneur, et ont établi et consacré les droits, priviléges, munités et obligations des marchands français trafiant ou résidant dans l'étendue de l'empire ottoman. pendant, depuis l'époque où les capitulations ont été visées pour la dernière fois, des changemens de diffé-

1838 rente nature sont survenus, tant dans l'administration intérieure de l'empire turc que dans ses relations extérieures avec les autres puissances, et Sa Majesté le Roi des Français et Sa Hautesse le Sultan sont convenus de régler de nouveau, par un acte spécial et additionnel, les rapports commerciaux de leurs sujets, le tout dans le but d'augmenter le commerce entre leurs Etats respectifs, comme dans celui de faciliter davantage l'échange des produits de l'un des deux pays avec ceux de l'autre.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires,

Sa Majesté le Roi des Français, — M. Albin-Reine, baron Roussin, vice-amiral, pair de France, membre de l'académie des sciences, grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, décoré du grand ordre du Nichani Iftihar, grand'croix de l'ordre grec du Sauveur, commandeur de l'ordre de la Croix du Sud du Brésil, son ambassadeur près la Sublime Porte;

Et Sa Hautesse le Sultan, — le très-excellent et très-distingué Mehemet-Nourry-Effendi, conseiller d'état au département des affaires étrangères, tenant le portefeuille de ce ministère par intérim, décoré de l'ordre du Nichani Iftihar de première classe, grand'croix de l'ordre belge de Léopold, et le très-excellent et très-distingué Mustapha-Kiani-Bey, membre du conseil suprême d'état, président du conseil d'utilité publique et du commerce, ministre d'état de première classe, revêtu des décorations affectées à ces deux emplois;

Lesquels, après s'être donné réciproquement communication de leurs pleins pouvoirs, trouvés dans la bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivans:

Art. 1er. Tous les droits, priviléges et immunités qui ont été conférés aux sujets ou aux bâtimens français par les capitulations et les traités existans sont confirmés aujourd'hui et pour toujours, à l'exception de ceux qui vont être spécialement modifiés par la présente convention; et il est, en outre, expressément entendu que tous les droits, priviléges et immunités que la Sublime Porte accorde aujourd'hui, ou pourrait accorder à l'avenir, aux bâtimens et aux sujets de toute autre puissance étrangère, seront également accordés

sujets et aux bâtimens français, qui en auront de 1838
l'exercice et la jouissance.

2. Les sujets de Sa Majesté le Roi des Français ou
ayant-cause pourront acheter dans toutes les par-
de l'empire ottoman, soit qu'ils veuillent en faire
mmerce à l'intérieur, soit qu'ils se proposent de
xporter, tous les articles, sans exception, prove-
du sol ou de l'industrie de ce pays. La Sublime
e s'engage formellement à abolir tous les monopo-
qui frappent les produits de l'agriculture et les au-
productions quelconques de son territoire, comme
elle renonce à l'usage des teskérès demandés aux
rités locales pour l'achat de ces marchandises, ou
r les transporter d'un lieu à l'autre, quand elles
nt achetées. Toute tentative qui serait faite par
autorité quelconque pour forcer les sujets français
pourvoir de semblables permis ou teskérès sera
idérée comme une infraction aux traités, et la Su-
e Porte punira immédiatement avec sévérité tous
rs ou autres fonctionnaires, auxquels on aurait une
ille infraction à reprocher, et elle indemnisera les
ts français des pertes ou vexations dont ils pour-
prouver qu'ils ont eu à souffrir.

3. Les marchands français ou leurs ayant-cause qui
teront un objet quelconque, produit du sol ou de
lustrie de la Turquie, dans le but de le revendre
r la consommation dans l'intérieur de l'empire otto-
, paieront, lors de l'achat ou de la vente, les mê-
droits qui sont payés, dans les circonstances ana-
es, par les sujets musulmans ou par les rayas les
favorisés parmi ceux qui se livrent au commerce
rieur.

4. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de
urquie, acheté pour l'exportation, sera transporté,
e de toute espèce de charge et de droits, à un lieu
venable d'embarquement, par les négocians français
leurs ayant-cause. Arrivé là, il paiera, à son en-
, un droit fixe de *neuf pour cent* de sa valeur,
remplacement des anciens droits de commerce inté-
r supprimés par la présente convention. A sa sor-
il paiera le droit de *trois pour cent* anciennement établi, et qui demeure subsistant. Il est, toute-
, bien entendu que tout article acheté au lieu d'em-
quement pour l'exportation, et qui aura déjà payé,

1838 à son entrée, le droit intérieur, ne sera plus soumis qu'au seul droit primitif de *trois pour cent.*

5. Tout article, produit du sol ou de l'industrie de la France et de ses dépendances, et toutes marchandises de quelque espèce qu'elles soient, embarquées sur des bâtimens français et étant la propriété de sujets français, ou apportées, par terre ou par mer, d'autres pays, par des sujets français, seront admis comme antérieurement dans toutes les parties de l'empire ottoman, sans aucune exception, moyennant un droit de *trois pour cent*, calculé sur la valeur de ces articles.

En remplacement de tous les droits de commerce intérieur qui se perçoivent aujourd'hui sur lesdites marchandises, le négociant français qui les importera, soit qu'il les vende au lieu d'arrivée, soit qu'il les expédie dans l'intérieur pour les y vendre, paiera un droit additionnel de *deux pour cent.* Si, ensuite, ces marchandises sont revendues à l'intérieur ou à l'extérieur, il ne sera plus exigé aucun droit, ni du vendeur, ni de l'acheteur, ni de celui qui, les ayant achetées, désirera les expédier au dehors.

Les marchandises qui auront payé l'ancien droit d'importation de *trois pour cent* dans un port pourront être envoyées dans un autre port, franches de tout droit, et ce n'est que lorsqu'elles y seront vendues ou transportées de celui-ci dans l'intérieur du pays, que le droit additionnel de *deux pour cent* devra être acquitté.

Il demeure entendu que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Français ne prétend pas, soit par cet article, soit par aucun autre du présent traité, stipuler au-delà du sens naturel et précis des termes employés, ni priver, en aucune manière, le Gouvernement de Sa Hautesse de l'exercice de ses droits d'administration intérieure, en tant, toutefois, que ces droits ne porteront pas une atteinte manifeste aux stipulations des anciens traités et aux priviléges accordés par la présente convention aux sujets français et à leurs propriétés.

6. Les sujets français ou leurs ayant-cause pourront librement trafiquer, dans toutes les parties de l'empire ottoman, des marchandises apportées des pays étrangers; et si ces marchandises n'ont payé à leur entrée que le droit d'importation, le négociant français, ou son ayant-cause, aura la faculté d'en trafiquer en pay-

le droit additionnel de *deux pour cent* auquel il 1838
soumis pour la vente des propres marchandises
aurait lui-même importées, ou pour leur transmis-
faite dans l'intérieur avec l'intention de les y ven-

Ce paiement une fois acquitté, ces marchandises
t libres de tous autres droits, quelle que soit la
ation ultérieure qui sera donnée à ces marchandises.

. Aucun droit quelconque ne sera prélevé sur les
andises françaises, produit du sol ou de l'indu-
de la France et de ses dépendances, ni sur les
andises provenant du sol ou de l'industrie de tout
pays étranger, quand ces deux sortes de marchan-
, embarquées sur des bâtimens français apparte-
à des sujets français, passeront par les détroits
Dardanelles, du Bosphore ou de la mer Noire, soit
es marchandises traversent ces détroits sur les bâ-
qui les ont apportées, ou qu'elles soient trans-
es sur d'autres bâtimens, ou que, devant être
es ailleurs, elles soient, pour un temps limité,
ées à terre pour être mises à bord d'autres bâti-
et continuer leur voyage.

Toutes les marchandises importées en Turquie pour
transportées en d'autre pays, ou qui, restant en-
s mains de l'importateur, seront expédiées par lui
d'autres pays pour y être vendues, ne paieront
e premier droit d'importation de *trois pour cent*,
que, sous aucun prétexte, on puisse les assujettir
utres droits.

8. Les firmans exigés des bâtimens marchands fran-
à leur passage dans les Dardanelles et dans le
hore, leur seront toujours délivrés de manière à
occasionner le moins de retard possible.

9. La Sublime Porte consent à ce que la législa-
créée par la présente convention soit exécutable
toutes les provinces de l'empire ottoman (c'est-à-
dans les possessions de Sa Hautesse situées en
pe et en Asie, en Egypte et dans les autres par-
de l'Afrique appartenant à la Sublime Porte), et
lle soit applicable à toutes les classes de sujets ot-
ns.

La Sublime Porte déclare aussi ne point s'opposer
que les autres puissances étrangères cherchent à
jouir leur commerce des stipulations contenues
la présente convention.

1838 10. Suivant la coutume établie entre la France et la Sublime Porte, et afin de prévenir toute difficulté et tout retard dans l'estimation de la valeur des articles importés en Turquie ou exportés des Etats ottomans par les sujets français, des commissaires versés dans la connaissance du commerce des deux pays ont été nommés, tous les quatorze ans, pour fixer, par un tarif, la somme d'argent en monnaie du Grand-Seigneur, qui devra être payée sur chaque article. Or, le terme de quatorze ans, pendant lequel le dernier tarif devait rester en vigueur, étant expiré, les hautes parties contractantes sont convenues de nommer conjointement de nouveaux commissaires, pour fixer et déterminer le montant en argent qui doit être payé par les sujets français, comme droit de *trois pour cent*, sur la valeur de tous les articles de commerce importés et exportés par eux. Lesdits commissaires s'occuperont de régler avec équité le mode de paiement des nouveaux droits auxquels la présente convention soumet les produits turcs destinés à l'exportation, et détermineront les lieux d'embarquement dans lesquels l'acquittement de ces droits sera le plus facile.

Le nouveau tarif établi restera en vigueur pendant sept années à dater de sa fixation. Après ce terme, chacune des hautes parties contractantes aura droit d'en demander la révision. Mais si, pendant les six mois qui suivront l'expiration des sept premières années, ni l'une ni l'autre n'use de cette faculté, le tarif continuera d'avoir force de loi pour sept autres années, à dater du jour où les premières seront expirées, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de sept années.

Conclusion.

La présente convention sera ratifiée, les ratifications en seront échangées à Constantinople, dans l'espace de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut*), et elle ne commencera toutefois, à être mise à exécution qu'au mois de mars 1839.

Les dix articles qui précèdent ayant été arrêtés et conclus, le présent acte a été signé par nous, et il est

*) Les ratifications ont été échangées à Constantinople le 21 mars.

nis à leurs excellences les plénipotentiaires de la Sublime rte, en échange de celui qu'ils nous remettent eux-mêmes.

Fait à Constantinople, le 25 novembre 1838.

Vice-Amiral, Pair de France, Ambassadeur du Roi,
(L. S.) Baron Roussin.

rif général des Douanes Turques, pour les commerçans Français.

rêté le 6 avril 1839, entre les commissaires nommés cet effet par S. E. l'ambassadeur de France et par la Porte-Ottomane.

Exportation.

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
lanède. Voyez Vallonée.	*)	**)	**)
aris de Chypres, Syrie et Tripoli de Barbarie. *Keuk boya Kebres ve Berri-ham ve Traboloussi Gharb*		Asp.	Asp.
	Le quintal.	1080	360
d'Anatolie. *Keuk boya Anadolou.*	Idem.	1944	648
is de Césarée. *Anissoni Caïssariè.*	L'ocque.	16	5
de Romélie. *Anissoni Roumily.*	Idem.	12	4
oine de l'empire ottoman. *Youlafi Memaliki Mahroussè.*	Sur le prix courant.	9%	3%
urre de Valachie, Moldavie et autres ays ottomans. *Roughani Sade Iffak ve Boghdan ve Sairè.*	Le quintal.	2376	792
i de l'empire ottoman. *Hintaï memaliki mahroussè.*	Le kilo de Constantino.	150	48
is de buis de toute qualité. *Tchimchir ula ve edna.*	Le quintal.	140	47

) Les droits sont fixés en aspres: 120 aspres équivalent à une piastre; une piastre vaut 40 paras, et le cours moyen du change sur la France étant de 165 paras pour 1 franc, la piastre équivaut à 24,833 centimes.

) Les poids et mesures, cités dans le tarif, sont dans le rapport suivant avec les poids et mesures de France: le quintal = 58 kil. 666,652 grammes. L'ocque = 1 kil. 333,333. La roue = 0,333,30. Le métical = 0,4,975. Le dragme = 0,3,333. Le grain = 0,0,52. Le teffé = 2,033,130. Le tcheki = 250 drachmes. Le patman = 6 ocques. Le pic = 0,67,90 centimètres. Le yard = 0,91,00. Les 25 yards = 22,75,00. Le kilo de Constantinople de 22 ocques = 29 kilogrammes 333,326. Le kilo de 20 ocques = 26 kil. 666,660. Le kilo pour le riz de 10 ocques = 13,333,330. Le baril pour les liquides = 62 litres. Le galon = 1070 drachmes.

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
Bois de construct. de toute espèce. *Edjnassi kerestè.*	Sur la valeur.	9%	3%
Bonnets de Tunis, petits, supérieurs et inférieurs. *Fessi Tounous Saghir ala ve edna.*	La douzaine.	2160	720
— — grands, supérieurs et inférieurs. *Fessi Tounous Kebir ala ve edna.*	Le paq. de 4 bonnets.	2160	720
Boulamatch. *Boulamatch.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Bourre ou estrace de soie. *Camtchi Bachi.*	Idem.	9%	3%
Café Moka. *Cahvei yemeni.*	L'ocque.	129	43
Caroubes. *Kharnoub.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Chandelles. *Chemi Roughan.*	Idem.	9%	3%
Cire. *Chemi assel.*	L'ocque.	200	67
Colle de Cordonnier de toute qualité. *Biljumlè Tchirich.*	Idem.	37	12
Coloquinte. *Aboudjehil Carpouzou.*	Idem.	129	43
Coton en laine de Romélie, de Syrie et de Chypres, supérieur et inférieur. *Pembeï khami Roumily ve Kebres ve Berricham ala ve edna.*	Le quintal.	2214	738
— — d'Anatolie de toute qualité. *Biljumlè pembeï khami Anadolou.*	Idem.	2554	851
— — d'Egypte. *Pembeï khami Missir.*	Le quintal de 44 ocques.	4276	1425
— filé de Smyrne de toute couleur. *Flvan Richteï pembeï Izmir.*	L'ocque.	237	79
— — — blanc. *Beiaz Richteï pembeï Izmir.*	Idem.	162	54
— — de Chio. *Richteï pembeï Sakis.*	Idem.	194	64
Cornes de buffle. *Manda boïnouzou.*	Les 100 paires.	3240	1080
— de boeuf. *Carni bacar.*	Idem.	1620	540
Couleur rouge dite Gulbaar. *Gulbahar.*	L'ocque.	21	7
Cuirs. Voyez Pelleteries.			
Cuivre en pains. *Nihas Keultchè.*	Idem.	108	36
— vieux. *Keuhnè Nihas.*	Idem.	97	33
— ouvré soit ouvrages en cuivre. *Avani Nihas.*	Idem.	248	81
Cumin. *Kimion.*	Idem.	21	7
Douves. *Varil tahtassi.*	Sur la valeur.	9%	3%
Eau-de-vie de l'empire ottoman. *Araki memaliki mahroussè.*	L'ocque.	37½	12½
Ecume de mer. *Luleï istifè.*	La caisse.	5400	1800
Encens. *Gunluk.*	Le quintal.	1944	648
Eponges. *Indjè sungher.*	Sur la valeur.	9%	3%
Nota. Attendu qu'étant nettoyées et travaillées le prix en augmente à la sortie, les 3 p. 100 seront perçus sur la valeur à la sortie.	Les med. de 1½ dme.		
Essence ou huile de rose. *Gul yaghi.*		108	36
Estrace ou bourre de soie. *Camtchi Bachi.*	Sur la valeur.	9%	3%

on des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
housses. *Ketcheï Ghachiè.*	L'un.	270	90
s de toute couleur. *Elvan*			
es.	Idem.	216	72
issar, blancs et autres cou-			
ve elvan ketcheï Carahissar.	Idem.	162	54
cs vides de crin de Romélie			
. Tehi harar ve Cazil Rou-			
dolou.	L'ocque.	102	34
de toute qualité. *Bildjumlè*			
ir.	Sur la valeur.	9 %	3 %
ue les négocians ne pourront			
avec l'autorité locale relati-			
ix des figues, les 9 p. 100			
perçus en nature suivant la qua-			
andise au moment de l'arrivée.			
Monastir. *Beïaz richtei pem-*			
r.	Idem.	9 %	3 %
d'Angora de toute qualité.			
ora bildjumlè.	L'ocque.	267	122
Richteï agh.	Idem.	270	90
. Richteï toura.	Idem.	243	81
tolie. *Richteï Keten Anadolou.*	Idem.	86	28
Richteï Hamid.	Idem.	216	72
Richteï Arghath.	Idem.	54	18
ool et Alayé. *Richteï Casta-*			
laiè.	Idem.	135	45
ichteï Tiré.	Idem.	270	90
elles. *Richteï Boghaz.*	Idem.	135	45
lar. *Richteï Caradjalar.*	Idem.	216	72
t de Surméné. *Richteï Keleb*			
	Idem.	162	54
la. *Richteï Marcoula.*	Idem.	135	45
oute qualité. *Bidjumlè Penir.*	Sur le prix courant.	9 %	3 %
e espèce. *Envaï Mazi.*	Le quintal.	3888	1296
nte blanche, première qualité.			
Citrè.	L'ocque.	237	79
. Mahlout Kitrè.	Idem.	108	36
é. *Tchadir Ouchaghi.*	Idem.	54	18
périeure et inférieure. *Zamki*			
e edna.	Idem.	81	27
l'Anatolie, Césarée, Iskilip et			
its. *Aladjehir Anadolou ve*			
Iskilip ve Saïrè.	Idem.	303	100
nélie de toute espèce. *Envaï*			
adjehiri ala ve edna.	Idem.	59	19
en Tohoumou.	Le kilo de 20 ocques	194	65
Kenevir Tohoumou.	Idem.	140	47
Soussam.	Idem.	302	100

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
Graine de mérisier dite Mehlep. *Mahleb.*	L'ocque.	54	18
Gulbear, couleur rouge. *Gulbahar.*	Idem.	21	7
Huile ou essence de rose. *Gul yaghi.*	Le médical.	108	36
— d'olive. *Roughani Zeit.*	Le quintal.	1836	612
Indigo d'Egypte. *Tchividi Missir.*	L'ocque.	702	234
Laines supérieures et inférieures. *Yapak ala ve edna.*	Le quintal.	2214	738
Nota. Les laines de Constantinople sont comprises dans cette fixation de droits.			
Langues fumées, saucissons et Pastourma de toute qualité. *Bidjumlé Pastourma ve Soudjouk ve Sighir dily.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Légumes secs de toute espèce, haricots, pois, lentilles, etc., etc. *Bamiaï Kheuck ve Beuryuldjé ve Fassoulla ve Bacla ve Nohoud ve Merdjimek ve Bizelia.*	Idem.	9%	3%
Manufactures diverses des pays Ottomans.			
Aghabani à jour supérieur. *Ala Cafesli Aghabani.*	La pièce.	1944	648
— de Bagdad. *Aghabani Bagdad.*	Idem.	324	108
— de Ustluk. *Aghabani Ustluk.*	Idem.	270	90
— — à bords rayés à fil. *Tireli Ustluk.*	Idem.	216	72
Aladja de Damas et Kitabi. *Aladjaï Chamma Kitabi.*	Idem.	1188	396
— d'Alep. *Aladjaï Haleb.*	Idem.	648	216
— de Magnésie. *Aladjaï Manissa.*	La balle de 100 pièces.	19440	6480
— de Tiré et de Bor. *Aladjaï Tiré ve Bor.*	La pièce.	216	72
— de Diarbékir. *Aladjaï Diarbékir.*	Idem.	486	162
Boucassin blanc, de diverses couleurs et mélangé de Dénizli. *Beïaz Boghassi Denizli ve elvan ve aladja.*	L'ocque.	540	180
Ceintures de Hama. *Hama Couchaghi.*	La pièce.	270	90
— de Tripoli. *Trabolous Couchaghi.*	Idem.	2160	720
— dites Bamri. *Bamri Couchak.*	Idem.	648	216
— en laine blanche et de diverses couleurs de Caradjalar. *Beïaz ve elvan Caradjalar.*	L'ocque.	270	90
Chali de Tossia blanc. *Beïaz Chali Tossia.*	La pièce.	540	180
— — de toute couleur. *Elvan Chali Tossia.*	Idem.	648	216
— et Soff d'Angora large et étroit. *Sof ve Chali Angora enli ve ensiz.*	La pièce de 30 pics.	5400	1800
Chals dits Caradjalar. *Chal Caradjalar.*	L'un.	162	54
— dits Tallet. *Tallet.*	La paire.	1080	360
— de Tunis blancs. *Beïaz Chal Tounous.*	L'un.	237	79
— — Donlouk. *Donlouk Chal Tounous.*	Idem.	1350	450
— — Helali. *Helali Chal Tounous.*	Idem.	648	216
— — de toute couleur. *Elvan Chal Tounous.*	Idem.	648	216

tion des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
hitari de Damas. *Tchitari Cham*			
i Cham.	La pièce.	1350	450
'outni Haleb.	Idem.	864	288
de Brousse. *Coutni Broussa*			
	Idem.	756	252
rousse dits Beledi. *Beledi Broussa*	La paire.	270	90
biledjik simples. *Balini sadè*			
Broussa.	Idem.	544	180
foun. *Beledi Merzifoun.*	Idem.	32	108
Chypres pour dessus de cou-			
t nappes. *Kebres yerghan yuzu*			
	La pièce.	248	83
fazla avec boktchas et coussins.	L'ass. de 4 mor-		
:la ma boktcha ve yastik.	ceaux.	302	100
ıtelas. *Kebres deuchek ma chiltè.*	La pièce.	302	100
:eintures. *Basma Conchak.*	Idem.	162	54
ıeublement de sofa. *Kebres takem.*	L'assortiment.	1512	504
ekir. *Tchiti Diarbekir.*	La pièce.	194	65
dessus de couverture et Bou-			
Diarbekir et Tokat. *Yorghan*			
boghassi Diarbekir ve Tocat.	Idem.	162	54
laine blancs et de couleur de			
Beïaz ve elvan ihrami Roumily.	L'ocque.	324	108
arrés en mousseline du pays dits			
ery. *Nefti sukkeri.*	La pièce de 10		
erviettes de table unies et bro-	carrés.	237	79
è ve telli soffrà ma pechkir.	Les 2 ensemble.	2700	900
lar simple. *Sadè Sevaï ve Beldar.*	La pièce.	3780	1260
Hama brodés. *Telli fouttaï hama.*	La paire.	1620	540
Hama simples. *Sadè foutaï hama.*	Idem.	648	216
ıse dits fouta. *Foutaï Broussa.*	Idem.	432	144
pechtimal. *Pechtimali Broussa.*	Idem.	270	90
ı. *Akbach pechtimali.*	Idem.	135	45
ique. *Pechtimali Selanik.*	Idem.	324	108
djreti et Méhémed chahi. *Heud-*			
'tari ve Méhémed chahi.	La pièce.	2160	720
Tchitari Haleb.	Idem.	756	252
ıs et coutni. *Tchitari Cham ma*			
ıam.	Idem.	1350	450
ekir. *Tchitari Diarbeki.*	Idem.	648	216
ine dits papas mouhayeri. *Pa-*			
hayeri.	La pièce de 15 pics.	378	126
Tossia Mouhayeri. *Moukhayeri*			
	La balle de 90 piè-		
ordinaire des pays ottomans.	ces.	21600	7200
sè.	La pièce de 32 pics.	648	216
es pays ottomans et houmayoun.			
ısè ve humayoun.	Idem.	1080	360

Designation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
Toile à voiles. *Kirbassi Badouban.*	La pièce de 15 pics.	270	90
— d'Alep. *Kirbassi Haleb.*	Idem.	540	180
— dite Dagh. *Kirbassi Dagh.*	Idem.	270	90
— de Merzifoun. *Kirbassi Merzifoun.*	Le bt. de 6 p. de 600 pics.	8100	2700
— de drama. *Kirbassi Drama.*	L'ocque.	324	108
— d'Alayé. *Kirbassi Alaié.*	La pièce de 18 pics.	194	65
— — — —	La pièce de 9 pics.	87	27
— de Malatia. *Kirbassi Malatia.*	L'ocque.	270	90
— de lin. *Kirbassi keten.*	Idem.	270	90
— de rizè. *Kirbassi rizè.*	Idem.	1188	396
— dite astar de Césarée, Nigdé et Sivas. *Astari Caïssariè ve Nikdè ve Sivas.*	La pièce.	194	65
— dite astar de Hamit. *Astari Hamid.*	L'ocque.	270	90
— large de Kedos. *Kirbassi Kedos enli.*	La balle de 50 pièces.	6750	2250
— étroite de Kedos, *Kirbassi Kedos ensiz.*	La balle de 60 pièces.	5184	1728
— hamalat de Tiré. *Hamalati Tirè.*	L'ocque.	540	180
— dite astar de Gheyvé. *Astari Gheivè.*	La pièce.	216	72
— de Castambol. *Astari Castamouni.*	La balle de 60 pièces.	11664	3888
— dite astar de Tach-Keupru. *Astari Tach-Keupru.*	La pièce.	162	54
— écrue astar de Tokat.. *Astari kham Tocat.*	Idem.	216	72
— de toute couleur de Moussoul. *Elvani Moussoul.*	Idem.	237	79
— de Ménémen. *Kirbassi Menemen.*	Idem.	140	46
Mastic. *Mastaki.*	La cs. ou bar. de 70 ocq.	21600	7200
— en larmes. *Tanè Mastaki.*	L'ocque.	432	144
Maïs de l'empire ottoman. *Cocorozi memaliki mahroussè.*	Le kilo de Constple.	75	25
Miel. *Assel.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Mirrhe. *Murri safi.*	L'ocque.	48	16
Noisettes. *Foundouk.*	Le quintal.	756	252
Noix. *Djeviz.*	Le kilo de 100 oques.	648	216
Opium. *Afion.*	Le tcheki de 250 drm.	1090	363
— d'Egypte. *Afioni Missir.*	Idem.	756	252
Orge de l'empire ottoman. *Chaïri memaliki mahroussè.*	Le kilo de Constple.	67	23
Orpiment. *Zernikh.*	L'ocque.	37	12
Pelleteries diverses.			
Cuirs pour semelles de ghérédé. *Keusselei ghéredè.*	La pièce.	486	162

Désignation des Marchandises.	Quantités. Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
Cuirs pour semelles d'Aïdin. *Keusseleï Aïdin.*	La pièce.	324	108
— — — de buffles dits yerli. *Yerli pichmich keusseleï manda.*	Idem.	2160	720
— — — d'Egypte. *Keusseleï Missir.*	Idem.	972	324
Maroquins de Césarée et d'Eghin. *Sakhtiani Caïssariè ve Eghin.*	Le pag. de 6 peaux.	1080	360
— rouges d'Ouchak. *Kermezi sakhtiani Ouchak.*	Le paq. de 6 peaux.	1296	432
— de Tossia. *Sakhtiani Tossia.*	Idem.	1080	360
— bleus de Sparta, Konia, Aïdindjik et Nicomédie. *Sakhtiani Sparta ve Konia ve Aïdinjik ve Ismit ve Assoumani.*	L'un.	162	54
— noirs d'Ouchak. *Siah sakhtiani Ouchak.*	Le paq. de 6 peaux.	972	324
— écarlates d'Erekli et de Bale-Kesser. *Al sakhtiani Erekly ve Balikesser.*	L'un.	270	90
— rouges grands de Coula et Berghi *Kermezi sakhtiani Coula ve Berghi.*	Idem.	216	72
— — petits de coula et Berghi inférieurs. *Kermezi sakhtiani Coula ve Berghi saghir ve edna.*	Idem.	194	65
— jaunes et noirs de Coula et Sparta. *Sari ve siah sahktiani Coula ve Sparta.*	Idem.	216	72
Peaux de chèvre d'Angora en poil. *Post ketchi Angora.*	L'une.	378	126
— de moutons et de chèvres en poil. *Djildi couyoun ve ketchi.*	Idem.	48	16
— d'agneaux et de chevreaux en poil. *Djildi couzou ve saghir ketchi.*	Idem.	27	9
— de lièvres d'Asie. *Djildi erneb Anadolou.*	Les 100 peaux.	1728	576
— — de Romélie. *Djildi erneb Roumily.*	Idem.	918	306
— de moutons écarlates. *Al mechin.*	L'une.	140	46
— — travaillées d'Ada. *Mechini Ada.*	Idem.	54	18
— de buffle et de boeuf, sèches et salées, grandes et petites. *Manda gheunu ve djildi bacar saghir ve kebir courou touzlou.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Pâte de mou de raisin dite keufter. *Keufter.*	Le quintal.	1080	360
Pastourma, langues fumées et saucissons de toute qualité. *Bidjumlè pastourma ve soudjouk ve sighir dily.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Petmez. *Petmez.*	Idem.	9%	3%
Pignons de pin avec coque. *Tcham fistighy.*	L'ocque.	43	14
Plumes d'autruche. *Devè couchou tuyu.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Poil de chèvre d'Angora et de Konia de toute qualité. *Tiftik Angora ve Konia bidjumlé.*	L'ocque.	130	43
Poisson salé de toute espèce. *Enveï touzlou balouk.*	Sur le prix courant.	9%	3%
Poutargue. *Balouk youmourtassi.*	Idem.	9%	3%

Désignation des Marchandises.	Quantités. Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp.
Raisins secs dits sultani de Cara-bournou. *Carabournou tchekirdeksiz uzum.*	Le quintal.	1620	540
— — — — — de Tchechmé et yerli. *Tchechmé mahsoulou ve yerli tchekirdeksiz uzum.*	Idem.	1296	432
— — — — — d'Ourla. *Ourla tchekirdeksiz uzum.*	Idem.	1512	504
— — — — Rezaki d'Ourla, Tchechmé, Aïdin, Mentéché et yerli. *Ourla ve Tchechmè ve Aïdin ve Mentechè ve yerli razakissi.*	Idem.	756	252
— — — — — de Carabournou. *Carabournou razakissi.*	Idem.	972	324
— — de Beylerdjé. *Beylerdjè uzumu.*	Idem.	432	144
— — noirs. *Siah uzum.*	Idem.	367	122
— — — dits de Corinthe. *Bildjumlè couch uzumu.*	Idem.	1620	540
— — de Stanchio et Samos. *Istankuï ve Soussam uzumu.*	Idem.	345	115
Riz d'Egypte, Philippopolis, Trébizonde et autres endroits. *Ruzzi Missir ve Filibè ve Tarbezoun ve Sairè.*	Sur le prix courant.	9 %	3 %
Sacs vides et ficelle de crin d'Anatolie et de Romélie. *Tchi kharar ve cazil Roumily ve Anadolou.*	L'ocque.	102	34
Safran d'Anatolie. *Zaferani Anadolou.*	Idem.	1458	486
— de Romélie. *Zaferani Roumily.*	Idem.	378	126
Safranum d'Anatolie. *Affouri Anadolou.*	Idem.	162	54
— d'Egypte. *Affouri Missir.*	Le quintal de 44 ocq.	5464	1821
Salep d'Anatolie *Salebi Anadolou.*	L'ocque.	140	46
— de Romélie. — *Roumily.*	Sur le prix courant.	9 %	3 %
Salpêtre et natron d'Egypte. *Guherdjilè ve natrouni Missir.*	Idem.	9 %	3 %
Sandaraque. *Sandarak.*	L'ocque.	54	18
Sangsues. *Suluk.*	Idem.	216	72
Saponaire. *Tchoën.*	Idem.	16	5
Saucissons, langues fumées et pastourma. *Bidjumlè pastourma ve soudjouk ve sighir dily.*	Sur le prix courant.	9 %	3 %
Savon. *Saboun.*	Le quintal.	1836	612
Scamonée. *Mahmouzè.*	L'ocque.	1836	612
Seigle de l'empire ottoman. *Tchardari memaliki mahroussè*	Le kilo de Constple.	75	25
Sel ammoniac d'Egypte. *Nichadiri Missir.*	L'ocque.	135	45
Senné. *Sinameki.*	Idem.	97	32
Soie de Brousse des Sandjaks de Khodavendiguiar, Saroukhan, Carassi et Kodja-Hili. *Khodavendiguiar ve Saroukhan, ve Carassi ve Codja-Ili Sandjaklari hariri.*	Idem.	2160	720

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Droits d'entrée	Droits de sortie
		Asp.	Asp
— de Salonique, Tricala et Yanina. *Hariri Yania ve Terhala ve Selanik.*	L'ocque.	2160	720
— d'Andrinople et Ternova. *Hariri Ternovi ve Edirnè.*	Idem.	2160	720
— d'Amassia. *Hariri Amassia.*	Idem.	2160	720
— dite Payambol des Sandjaks d'Aïdin, Seghala et Menteché. *Aïdin ve Sighala ve Mentéchè Sandjaklari hariri.*	Idem.	1620	540
— de Syrie et de Chypres. *Hariri Kebres ve Cham ve Haleb ve Saïda havalileri hariri.*	Idem.	1296	432
Soie jaune et blanc de Valachie, Moldavie et autres pays ottomans. *Roughani Tchervich ve don Iffak ve Boghdan ve Saïre*	Le quintal.	2019	673
Tabac en feuilles dit gueubek en Boktchas. *Doukhani gheubek Boktcha.*	L'ocque.	90	30
— en boktchas de toile de lin. *Doukhani Kenevir Boktcha.*	Idem.	66	22
— — d'Ermié en Boktchas. *Doukhani Ermiè Boktcha.*	Idem.	66	22
— — — en balles. *Doukhani Ermiè Denk.*	Idem.	56	19
— de Bafra, Samson, Camari, Persitchan, Basma et autres endroits. *Doukhani Bafra ve Samsoun ve Camari ve Persitchan ve Basma ve Saïrè.*	Idem.	56	19
Tapis Turkmen. *Kilimi Turkmen.*	L'un.	1188	396
— de Smyrne dits d'Ouchak. *Calitcheï Ouchak.*	L'ocque.	216	72
— et Sedjadés de Kedos, Sedjadés de Coula, Zellis d'Ouchak et autres Sedjadés. *Seddjadeï Kedos ve Calitcheï Kedos ve Seddjadeï Coula ve Zilli Ouchak ve Seddjadeï Sairè.*	Sur le prix courant.	9 %	3 %
Vallonnée supérieure et inférieure. *Palamoud ala ve edna.*	Le quintal.	720	240
Vin de Chypres (Commanderie). *Kebres Comandariassi.*	L'ocque.	54	18
Vin de l'empire ottoman. *Khamri memaliki mahroussè.*	Idem.	15½	5½

Importation.

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
Acier. *Tchelik.*	Le quintal.	540
— de Russie. *Tchelik Roussiè.*	Idem.	420
— surfin en petites caissettes. *Ala tchelik.*	Sur la valeur.	3%
Aiguilles. *Yinè.*	La poche de 50 mille.	830
— à voiles, nos 1 à 10 *Harbali yinè.*	Les 4000.	260
Alun de roche. *Chabi frenghi.*	Le quintal.	360
Amadou et Agaric. *Agatch cavi.*	L'ocque.	36
Amandes nettoyées. *Badem itchi.*	Idem.	22
— en coque. *Cabouklou badem.*	Idem.	11
Ambre jaune brut. *Kehribari kham.*	Idem.	2600
Nota. S'il s'élève quelque contestation sur la douane de cet ambre, elle sera perçue en nature.		
— gris. *Amber.*	Le médical.	106
Amidon. *Nichestè.*	L'ocque.	13
Amome, piment, poivre, girofle. *Bahari djedid.*	Idem.	15
Anchoix, olives, câpres, huiles et autres salaisons. *Antchoiè ve gheberè ve zeïtin ve roughani zeït.*	La css. de 12 bls.	180
Ancres en fer. *Demir lenghèr.*	Le quintal.	320
Anis de Russie. *Anissoni Roussiè.*	Idem.	130
Antimoine. *Demir bozan.*	Idem.	900
Argent ouvré, ou soit ouvrages en argent de toute qualité. *Sim avani efrendji.*	La dramme.	15
Argent vif. *Djiva.*	L'ocque.	160
Armes de luxe, fusils, carabines, épées et pistolets. *Tufenk ve carabina ve pichtov ve eslibaï saïrè.*	Sur la valeur.	3%
Arsenic blanc et jaune. *Semmuï fa-è beïaz ve sari.*	L'ocque.	15
Assiettes en terre rouge de Gênes. *Kermizi Djenova tabaghi*	La douzaine.	5
Azur. *Ladjiverd boya.*	L'ocque.	18
Bas de soie longs. *Harir calcheta.*	La douzaine.	600
— — courts. *Harir tchorab.*	Idem.	315
Bas de laine, de coton et de fil, longs d'Angleterre. *Yapapghi ve pembè ve iplik caltchetaï Ingliz.*	Idem.	360
— — — — courts d'Angleterre. *Yapaghi ve pembè ve iplik tchorabi Ingliz.*	Idem.	180
— — — — longs d'Allemagne et Prusse. *Yapaghi caltchetaï Nemtchè ve Proussia.*	Idem.	280
— — — — courts d'Allemagne et Prusse. *Yapaghi tchorabi Nemtchè ve Proussia.*	Idem.	140
— de coton longs d'Allemagne. Pembè caltchetaï *Nemtchè.*	Idem.	250

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
de courts d'Allemagne. *Pembè tchorabi mtchè.*	La douzaine.	125
- longs de Gênes et de Prusse. *Pembè caltaï Djenova ve Proussia.*	Idem.	180
- courts. *Pembè Tchorabi Djenova.*	Idem.	120
ie de Chrétienté. *Roughani Pelessenk.*	Sur la valeurs	3 o/o
in. *Asselbend.*	L'ocque.	56
e de Russie. *Roughani Sadeï Roussiè.*	Le quintal.	780
lé d'Angleterre. — — *Ingliz.*	Sur la valeur.	3 o/o
de Francé en bouteilles. *Arpa Soujou nsiz.*	Les 12 bouteilles.	102
Angleterre. *Arpa Soujou Ingliz.*	Idem.	144
it et farine. *Dakik ve peksimet.*	Sur la valeur.	3 o/o
de Berlin. *Tchividi Betch.*	L'ocque.	57
de Campêche. *Bacam Campadjo.*	Le quintal.	100
Sainte-Marthe. *Bacam Santa-Marca.*	Idem.	378
Fernambouc. *Bacam Dal ve Portoucal.*	Idem.	1500
Sandal. *Sandal Aghadji.*	Idem.	880
Acajou. *Maon Aghadji.*		
Lignum vitae (Ligno Santo). *Peighamber hadji.*	Sur la valeur.	3 o/o
	Idem.	3 o/o
ébène. *Abanos Aghadji.*	Le quintal.	540
buis de Russie. *Tchimchiri Roussiè.*	Idem.	40
en ferblanc à petits miroirs. *Aïneli téneké tou.*	La douzaine.	26
bois. *Tehi aghatch Coutou*	La barrique.	2500
ts de France fins et communs, dits Fess, its. *Fessi Fransiz saghir ala ve edna.*	La douzaine.	206
Gênes. *Fessi Djenova saghir.*	Idem.	205
Livourne. *Fessi Alighorna saghir ala ve a.*	Idem.	200
Allemagne de toute qualité. *Nemché mahlou Fess ala evsaf ve edna.*	Idem.	80
- fins, imitation de Livourne. *Alighorna lidi fessi Nemtchè ala.*	Idem.	180
France, supérieurs et inférieurs, grands, r militaires. *Fessi Fransiz kebir asker ala edna.*	Idem.	584
Livourne. *Alighornanin kebir asker Fessi ve edna.*	Idem.	550
Allemagne de toute qualité. *Nemtchè mahlou kebir Fess askeri ala evsaf ve edna.*	Idem.	360
Venise et d'Allemagne, en laine, pour elots. *Elvan scoufaï Nemtchè ve Venedik.*	Idem.	700
. *Tenekiar.*	Les cinq ocques.	216
de France, d'Angleterre et Belgique. *Djiz Fransiz ve Bèdjika ve Ingliz.*	La paire.	216

Désignation des Marchandises.	Quantités. Tarifées.	Quotité des droits.
Bottes d'Allemagne, de Naples et Prusse. *Djizmeï Nemtché ve Proussia ve sitchiliatein.*	La paire.	12%
— de Gênes. *Djizmeï Djenova.*	Idem.	15%
— Russie. — *Roussiè.*	Idem.	10%
Bougies en cire, ou cire travaillée. *Chemi assel mamoul.*	Le quintal.	3100
— en spermacetti. *Balouq yaghindan moum.*	L'ocque.	12%
Bouteilles noires, grandeur ordinaire de 200 à 400 dragmes. *Tchi boucal.*	Les cent.	26%
— noires, grandeur ordinaire de 1000 dragmes. *Tchi boucal.*	Idem.	54%
— grandes de 4 ocques, bouteilles à tabac. *Tchi boucal.*	Idem.	1080
Boutons et agrafes de toutes espèces. *Enva Coptcha ve duïmè.*	Sur la valeur.	3%
Brosses à souliers. *Condoura fourtchassi.*	La douzaine.	48
— a habits. *Esvab fourtchassi.*	Idem.	12%
— d'orfèvre en fil de laiton. *Couyoumdjou fourtchassi.*	La boîte de 10 paq. ou soit 30 brosses.	
Câbles et cordages goudronnés et non goudronnés. *Alati sefiné ve Gomena.*	Le quintal.	140 210
Cadenas de valise de Russie. *Demir heibé killdi Roussiè.*	Les cent.	144
Café d'Amérique. *Cahvei frenghi.*	L'ocque.	23
— de Moka, venant de Chrétienté, autre que celui venant d'Egypte. *Cahvei yemeni.*	Idem.	37
Camphre. *Kiafour.*	Idem.	100
Cannelle ordinaire. *Tartchin bayaghi.*	Idem.	40
— de Ceylan (Cinamomum). *Tartchin Seylani.*	Idem.	100
Canons en fer. *Demir Top.*	Le quintal.	320
Capottes et housses de Circassie. *Yyamtchi tcherkes.*	La pièce.	160
Câpres. *Ghébéré.*	Le quintal.	160
Câpres, anchois, olives, huile et salaisons en bouteilles. *Antchoïé ve ghebéré vo zeitin ve roughani zeit.*	La caisse de 12 bout.	180
Cardamome. *Caconlé.*	Sur le prix courant.	3%
Cartes à jouer. *Kiaghid leub.*	La douzaine.	40
— à jouer de Russie. *Kiaghid Roussiè.*	Idem.	70
Cascarille. *Anber qaboughi qascarilia.*	L'ocque.	100
Caviar noir. *Siah caviar.*	Le quintal.	1080
— rouge. *Kermizi caviar.*	Idem.	180
Céruse de France, Angleterre, Belgique et Hollande. *Isfidagji Flemenk ve Beldjija ve Fransiz ve Ingliz.*	Idem.	540
— de Gênes. Isfidadji *Djenova.*	Idem.	1044
— d'Allemagne et de Prusse. Isfidagji Trieste *ve Proussia.*	Idem.	500

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits.
		Asp.
Chagrin de Crimée dit saghri. *Saghri Crim.*	La pièce.	25
Chaînes ou câbles en fer. *Demirden sefinè zindjiri.*	Le quintal.	400
Chandelles de suif de Russie. *Chemi roughan Roussiè.*	Idem.	700
Chanvre écru de Russie. *Kendiri kham Roussiè*	Idem.	320
— filé de Russie, dit Tel. *Fel kendir Roussiè.*	Idem.	320
Chapeaux de France et d'Angleterre. *Chapkaʻ Frantcha ve Ingliz.*	La douzaine.	1500
— de Russie. *Chapkaʻ Roussiè.*	Idem.	1728
— d'Allemagne. *Chapkaʻ Triesté.*	La douzaine.	680
— de Livourne, inférieurs. *Chapkaʻ Alighorna edna.*	Idem.	1296
— de paille ordinaires, pour matelots, d'Allemagne et de Livourne. *Marinel hassir chapkaʻ Nemtché ve Alighorna.*	Idem.	140
— — moyens. *Evsat hassir chapkaʻ Nemtché ve Alighorna.*	Idem.	300
— — fins. *Ala hassir chapkaʻ Nemtché ve Alighorna.*	Idem.	1260
— — de Toscane, supérieurs. *Toscana mahsoulou ala hassir chapca.*	Sur la valeur.	3 p. %
— — moyens. *Toscana mahsoulou evsat hassir chapca.*	La douzaine.	564
— — — inférieurs. *Toscana mahsoulou edna hassir chapca.*	Idem.	259
— — — moyens et inférieurs pour femmes. *Toscana mahsoulou hassir zenné chapcassi evsat ve edna.*	Idem.	1598
— — — supérieurs. *Toscana mahsoulou hassir zenné chapcassi ala.*	Idem.	4320
Charbon de terre. *Maden keumuru.*	Le quintal.	32
Cheveux. *Satch qeli.*	L'ocque.	1080
Chocolat. *Tchocolata.*	Idem.	68
Cigares. *Sigara.*	Les mille.	450
Cinabre, ou vermillon. *Zindjifra.*	L'ocque.	162
Cire à cacheter. *Muhur moumou.*	Idem.	100
— — d'Allemagne. — — *Nemtché.*	Idem.	72
— de Russie. *Chemi assel keultché Roussiè.*	Le quintal.	2350
— travaillée (bougies). *Chemi assel mamoul.*	Idem.	3100
Citrons. *Limon.*	Les mille.	288
Ciseaux et petits couteaux de Russie. *Mikras ve tchaki Roussiè.*	Sur la valeur.	3 p. %
— — d'Allemagne. *Tchaki ve mikrassi Nemtché.*	La douzaine.	36
Civadille. *Papaz otou.*	L'ocque.	
Clous de France, Belgique, Hollande, Russie et		

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits.
		Asp.
Prusse. *Mismari Frantcha ve Beldjica ve Flemenk ve Roussiè ve Proussia.*	Le quintal.	606
Clous de Trieste. *Mismari Trieste.*	Idem.	800
— d'Angleterre. — *Ingliz.*	Idem.	576
— de Belgique, grands. *Beldjicanin mismari kebir.*	Idem.	576
— à tête d'or *Cabara.*	Les 5 papiers.	54
Cochenille. *Kermiz.*	L'ocque.	300
Colle de poisson. *Balouq toutqal.*	Idem.	360
— forte noire. *Siah toutqal.*	Le quintal.	633
Corail en chapelets, supérieur. *Tespihlik dizi merdjan.*	L'ocque.	3960
— — moyen. *Tespihlik dizi merdjan evsat.*	Idem.	1800
— — inférieur. — — *edna.*	Idem.	900
— non travaillé. *Merdjani kham.*	Idem.	1100
Cordes en écorce d'arbre ou orghan de Russie *Orghani Roussiè.*	Le quintal.	300
— d'instrumens de Russie. *Kirich Roussiè.*	Le paq. de 12.	36
Cordonnets en laine. *Yapaghi cherit.*	Sur la valeur.	3%
Coton filé supérieur, moyen et inférieur d'Angleterre. *Richtev pembev Ingliz.*	L'ocque.	63
— — en couleur. *Elvan richthev pembev Ingliz.*	Idem.	90
Courroies pour baudriers. *Tokmaq qaïchi.*	La paire.	72
Couteaux de Circassie. *Tcherkess bitchaghi.*	Les 10.	100
— et fourchettes de toute qualité. *Bitchak tchatal.*	La dan. de 12 paires.	60
Couvertures, dites blankets, en laine d'Angleterre. *Beyaz Ingliz kepessi.*	L'une.	180
Crême de tartre. *Crim tartar.*	L'ocque.	23
Crin de chèvre de Russie. *Ketchi qeli Roussie.*	Le quintal.	270
— de cheval dépouillé. *Qotchansiz at qonroughou.*	L'ocque.	60
— — brut. *Qotchauli at qonroughou.*	Idem.	18
Crinière de cheval de Russie. *At yelessi Roussiè.*	Le quintal.	792
Crum (couleur jaune). *Serav saryssi ve Djihanguln boya.*	L'ocque.	40
Cubèbe. *Kebabé.*	Idem.	54
Cuillers en fer, poêles et planches en fer de Russie. *Demir kepché ve tava ve tahta Roussiè.*	Idem.	15
Cuillers en étain d'Allemagne. *Qalav qachiq Nemtchè.*	La douzaine.	36
Cuirs. Voyez Pelleteries.		
Cuivre de Roussie en pains non travaillé. *Nihas kham.*	L'ocque.	30
— travaillé en feuilles et en rouleaux, *Nihas avani Roussiè ve tahta ve yuvarlak.*	Idem.	70

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits Asp.
Cuivre en feuilles pour doublage de navires. *Nihas tahta.*	L'ocque.	54
Dents d'éléphant ou ivoire. *Fil dichi.*	Idem.	252
— — — en morceaux. *Fil dichi khurdessi.*	Idem.	90
— de poissons. *Balouk dichi.*	Idem.	120
Dés à coudre en laiton. *Sari ténékeden yuksuk.*	La grosse de 12 douz.	40
Draps surfins de Paris. *Parizin ala tchohassi.*	Sur la valeur.	3 p. 0/0
— de Sédan. *Tchohaï Sedan.*	L'aune.	409
— d'Elbeuf, façon Elbeuf, Saxonia, Lepsica à deux poissons. Uso inglese, de France, Belgique, Allemagne et Hollande. *Tchohaï Elbof ve taqlidi ve Saxonia taqlidi ve Lepsica ve Ingliz taqlidi tchifté balouq.*	Les 2 pièc. de 55 pics.	6105
— de France, Allemagne, Belgique et Hollande Mahout à couronne et sans couronne, Zephir et Corposi, Corsés, drap de Cour et Sultan. *Tchohaï mahoud coronali ve coronasiz ve zephir ve corposi calindjé ve Dradecour ve Soultan.*	Idem.	4730
Nota. S'il vient des draps sous d'autres dénominations, mais qui soient des mêmes qualités et des mêmes prix que ceux désignés ci-dessus, ils paieront la douane sur le même pied.		
— de Saya et Parangon. *Tchohaï Saya ve Parangon.*	Idem.	10890
— Mahout Seraï. *Tchohaï Mahoud Seraï.*	Idem.	3520
— Londrins de France moyens et inférieurs. *Londrina Tchohassi evsat ve edna.*	Idem.	2170
— Casimir. *Tchohaï Casimir.*	Sur la valeur.	3 p. 0/0
— ordinaires étroits, dits Rift d'Allemagne. *Tchohaï Rift ensyz.*	Les 2 pièc. de 55 pics.	1700
— — larges, dits Rift d'Allemagne. *Tchohaï Rift enly.*	Idem.	2850
— à deux poissons d'Allemagne. *Tchifté balouq qaba baloutchon.*	Idem.	3960
— dits Rift Albouf. *Tchohaï Rift elbof.*	Idem.	5850
— de Pologne. — *Leh.*	Idem.	860
— Abas de Russie moyens et inférieurs. *Abaï Roussiè evsat ve edna.*	La pièce de 60 pics.	1200
Nota. Les draps de Russie paieront la douane comparativement à ceux venant d'Allemagne, de France et de Hollande.		
— d'Angleterre de toute espèce. *Envaï tchohaï Ingliz.*	Sur la valeur.	3 p. 0/0
Eau-de-vie de France. *Araki Frantcha.*	L'ocque.	8
— de Cologne. *Colonia Souïou qoqoulou.*	La boite de 6 flacons.	108
— de lavande. *Lavanda Souïou.*	Les 100 flacons.	360
— — en bouteilles. *Lavanda Souïou.*	La bouteille.	27

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits. Asp.
Eau de la reine de Hongrie, *Cral Souiou.*	Les 100 flacons.	520
— **forte.** *Kezzab Souiou.*	Sur la valeur.	3%
— **de rase.** *Ronghani Neft Frenghi.*	L'ocque.	25
Ecorces d'orange et de citron. *Limon ve Portoucal caboughou.*	Idem.	10
Email transparent. *Djam ghibi saf miné.*	Idem.	1440
— **opaque.** *Boulanik miné.*	Idem.	2700
Epingles. *Toplou viné.*	Le paq. de 1000.	18
— **émaillées.** *Mineli toplou viné.*	Sur la valeur.	3%
Esturgeon salé, dit xirichi. *Mersin xirikhi.*	L'ocque.	22
— — — — **midhi.** *Mersin midhia.*	Idem.	30
Etain. *Calai.*	Le quintal.	2000
Etoffes d'or et d'argent (lustrines). *Telli kemha ve stofa ve scaki.*	Le pic.	216
— — — **plus riches.** *Telli molla.*	Sur la valeur.	324
Farine et biscuit. *Dakik ve Peksimet.*	Idem.	3%
Faulx grandes et petites. *Tirpan saghir ve kebir.*	L'une.	17
Faïence. *Tabak ve kiassé.*	Sur la valeur.	3%
Feuilles d'or faux battu. *Yalandji Varak.*	Le paq. de 10 livres.	50
Feuilles d'or faux, ou clinquant en feuilles. *Chamata teli.*	Le caisson.	1008
Ferblanc d'Angleterre. *Beiaz ténékèi Ingliz.*	Les 2 css. de 450 fils.	1260
Fer en barres. *Aheni kham.*	Le quintal.	20
Fer en barres de Russie. *Aheni kham Roussiè.*	Idem.	270
— **mince, diverses dimensions, d'Angleterre, en paquets.** *Indjé Demir Ingliz demet.*	Idem.	234
— **en feuilles pour l'usage des cuisines.** *Demir satch.*	Sur la valeur.	3%
Fers à repasser. *Demir eutu.*	La douzaine.	200
Feutres de Crimée. *Sadé Crim ketchesse.*	La pièce.	45
— — — — — **gris.** *Aladja Crim ketchessi.*	Idem.	135
Ficelle de Russie. *Spango Roussiè.*	Le quintal.	900
Fil de lin de Russie. *Ritchtei keten Roussiè.*	Idem.	700
— **de Chotzin.** — *tirei Khotin.*	L'ocque.	54
— **de coton d'Angleterre.** *Ritchtei tirei Ingliz.*	Idem.	90
— — — **en pelottes ou bobines.** *Bukulu tiré taqlidi Ingliz Iplighi.*	La bt. ou le paq. de 12 bobines ou pelottes.	180
— — **d'Allemagne.** *Ritchtei tirei Nemtchè.*	L'ocque.	60
— — **de Venise, dit Reffi.** *Richtei tirei Venedik.*	Idem.	115
— **d'or de Russie.** *Kelabdan Roussiè.*	Le paq. de 80 dmes.	1080
— **et lames d'or et d'argent cannetille et paillettes unies et en couleur.** *Elvan sim poul ve tirtil ve tel.*	Le médical.	25
— **et lames dor et d'argent canneiille et paillettes unies et en couleur, de Russie.** *Elvan sim poul ve tirtil ve tel Roussiè.*	La dramme.	15

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
Fil et lames dor faux de Russie. *Yalandjy kelabdan ve tel Roussiè.*	L'ocque.	165
— de Pologne en argent et or faux. *Maden tel.*	Idem.	130
— de laiton et laiton. *Sari tenéké ve tel.*	Idem.	58
— et lames de laiton en bobines. *Maqara teli.*	Le paquet.	23
— de fer d'Allemagne. *Demir tel Nemtché.*	Le quintal.	800
— — d'Angleterre et Russie. *Kalen demir tel Ingliz ve Roussiè.*	Idem.	792
— — — mince. *Indjé demir tel Ingliz.*	Idem.	900
Flanelle d'Allemagne et de Prusse, de toute qualité. *Flanélaï Nemtchè ve Proussia ala, evsat ve edna.*	Le pièce de 55 pics.	850
— d'Angleterre ordinaire et moyenne. *Flanélaï Ingliz evsat ve edna.*	Idem.	800
— — supérieure. *Flanélaï Ingliz ala.*	Sur la valeur.	3%
Fourchettes et couteaux de toutes qualités *Bitchak tchatal.*	La dzne. de 12 paires.	60
Fourrures petit-gris non travaillé. *Kham zindjab.*	Les mille.	3750
— — — — de Sibérie. *Sibir zindjabi kham.*	Idem.	7500
— — — — noir. *Siah zindjabi kham.*	Idem.	5625
— — — préparé. *Zindjab terbiè olounmouch.*	Le paq. de 10 paires.	85
— — — — noir. *Siah zindjab terbié olounmouch.*	Idem.	120
— hermine ordinaire dite Lasca. *Lasca.*	Le sorok de 40.	72
— — dite Cacoum. *Cacoum.*	Idem.	400
— de renard d'Azof. *Azak tilkissi.*	La pièce.	288
— — rouges première qualité. *Ala kermizi tilki.*	Idem.	342
— — ordinaires. *Bayaghi tilki.*	Idem.	90
— — noires. *Tilki siah.*	La paire.	2500
— — blanches. *Baïaz tilki.*	La pièce.	43
— petits morceaux de renard *Tilki khurdessi.*	L'ocque.	100
— gorge de renard blanche. *Baïaz tilki boghaze.*	La paire.	36
— de loup. *Court.*	La pièce.	120
— de lièvre blanc. *Baïaz taouchan.*	La peliss. ou tohloum	90
— dite Karsak. *Carsac.*	La pièce.	40
— de chat noir. *Siah kedi.*	Idem.	18
— de Martre dite Zerdava. *Zerdava.*	Idem.	72
— petits morceaux de martre. — *khurdhessi.*	L'ocque.	720
— peau d'ours. *Aye derissi.*	La pièce.	180
— de loup cervier post-vachak. *Vachak.*	Idem.	540
— de fouine. *Simsar.*	Idem.	45
— loutre d'eau. *Sou samourou.*	Idem.	36
— de zibeline moyenne et inférieure de Pologne. *Samouri Leh evsat se edna.*	La paire.	270
— — première qualité de Russie. *Samouri Roussiè ala.*	Idem.	900
— ventre de zibeline. *Samour nafessi.*	Idem.	144

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits.
		Asp.
Fourrures, queue de zibeline. *Samour qouïroghou.*	La pièce.	40
— petits morceaux de zibeline. *Samour khurdessi.*	L'ocque.	540
— pattes et petits morceaux d'ongles de zibeline. *Samour patchassi ve ternak.*	Idem.	180
— dites gheudjen. *Gheudjen.*	La pièce.	10
— — mouchetées. *Aladja gheudjen.*	Idem.	10
— petits morceaux de gheudjen et de renard. *Gheudjen ve tilki khurdessi.*	L'ocque.	180
Franges en soie, fil, laine et coton. *Harir ve tirè ve yapaghi ve pembé sadjak.*	Sur la valeur.	8 p. %
Fromage de toute espèce. *Penir.*	Idem.	3 p. %
— de Gènes. *Peniri Djenova.*	L'ocque.	25
Fusils de munition à bayonnette. *Harbali tufenk.*	L'un.	343
Galette et farine. *Dakik ve peksimet.*	Sur la valeur.	3 p. %
Galons d'or et d'argent et galons à fleurs en soie et velours. *Kelabdanli Sadjak ve cherit tchitchekli qatifeli.*	Le médical.	18
— — — et franges de Russie. *Kelabdan sadjak ve cherit Roussiè.*	La drachme.	18
Genièvre. *Djinévra.*	Le cruchon.	9
— en barrique. *Djinévra.*	L'ocque.	16
Girofle. *Carenfil.*	Idem.	56
Gingembre noir et blanc. *Zindjebil bayaz ve siah.*	Le quintal.	720
Gomme gutte. *Goma gouta.*	L'ocque.	130
— laque. *Gomalaca.*	Idem	60
Gottagamba. *Gottagamba.*	Idem.	144
Goudron et pois résine. *Qatran ve zift.*	Sur la valeur.	3 p. %
— — — de Russie. *Zift ve qatrani Roussiè.*	Le quintal.	90
Graine de lin de Russie. *Tohoumi keten Roussiè.*	Le kilo de 20 ocques.	64
— de chanvre de Russie. *Tohoumi kenevir Roussiè.*	Idem.	43
Grelots en cuivre. *Tchengherak.*	La boîte.	144
Grenaille. *Courchoun satchma.*	Le quintal.	540
Hameçons. *Volta.*	Le paq. de 1000.	60
Housses et capotes de Circassie. *Yamtchi tcherkess.*	L'une.	460
Huile d'olive, câpres, olives, anchois et salaisons diverses. *Antchoïé ve gheberé ve zeïtin ve roughani zeït.*	Le cssn de 12 bouteles	180
— — de Naples. *Sitchiliatein mahsolou roughani zeït.*	L'ocque.	11
— de vitriol. *Roughani Zadj.*	Idem.	11
— de lin de Russie. *Roughani bezir Roussiè.*	Le quintal.	633
— ou eau de rase. *Roughani neft Frenghi.*	L'ocque.	25
Indiennes. Voyez Manufactures.		
Indigo en caisse. *Tchividi Hindi ve Yenidounia.*	Idem.	360

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
Indigo en surrons. *Tchividi Lahour.*	Sur la valeur.	3 %
Ipécacuana. *Papacouana.*	L'ocque.	220
Ivoire entier (Dents d'éléphans). *Fil dichi.*	L'ocque.	252
— en morceaux. *Fil khurdessi.*	Idem.	90
Jalap. *Tchalapa.*	L'ocque.	72
Jus de citron. *Limon souyou.*	Le quintal.	120
— de réglisse. *Mian bali.*	L'ocque.	27
Laine mérinos laxée. *Yapaghi merinos yecanmich.*	L'ocque.	115
— de Russie. *Yapaghi Roussiè.*	Le quintal.	360
Laiton et fil de laiton. *Sari tenékè ve tel.*	L'ocque.	58
Langues fumées de boeuf et saucisson. *Sighir dili ve Soudjouk.*	Le quintal.	475
Lard et saucissons de porc. *Roughani Khinzir ve Soudjouk.*	Idem.	1620
Lames et fil de laiton en bobines (Lamette). *Macara teli.*	Le paquet.	23
Liége. *Mantaf.*	Le quintal.	154
Limes d'orfèvre. *Couyoumdjou eyessi.*	La douzaine.	37
— ordinaires empaillées. *Samanli eyè.*	Idem.	15
Lin de Russie, *Keteni Roussiè.*	Le quintal.	360
Liqueurs, sirops et élixirs en flacons. *Amberiè ve Churoup ve Hussamè.*	Les 100 flacons.	468
— — — en bouteilles. *Amberiè ve Churoup ve Hussamè.*	Les 100 bouteilles.	1000
Lunettes en boîtes. *Gheuzluk.*	La boîte de 15 doua.	75
— à branches en fer. *Demir maden coulakli gheuzluk.*	La douzaine.	60
Macaronis, vermicelles et autres pâtes. *Chehriè ve macarona.*	L'ocque.	8
— — de Russie. *Chehriè ve macarona Roussiè.*	Idem.	9
Manne. *Coudret helvassi.*	Idem.	90
Manufactures diverses en coton.		
Calicot dit (Tchit Bezi) 6/4 ou soit 7/8 de pic à un pic aun. 22. *Tchit Bezi.*	La pièce.	144
Cambric et percale de France, Belgique, Suisse, 10/4 ou soit pic 1 6/8 aun. 16. *Cambri percal Fransiz ve Beldjica ve Svitcher,*	Idem.	241
— — — — — 10/4 soit pic 1 6/8; aun. 9 1/2 à 11. *Cambri percal Fransiz ve Beldgica ve Svitcher.*	La pièce.	144
— — — — — 12/4 soit pic 2 à 2 1/8; aun. 16. *Cambri perc. Fransiz ve Beldg. ve Svitch.*	Idem.	260
— — — — — 12/4 soit pic 2 à 2 1/8; a. 9 1/2 à 11. *Cambri perc. Fransiz ve Beldg. ve Svitch.*	Idem.	162
— — — — — 14/4 soit pic 2 5/8 à 2 1/2; aun. 16. *Cambri perc. Fransiz ve Beldg. ve Svitch.*	Idem.	291

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits.
		Asp.
Cambric et percale de France, Belgique, Suisse, $^{20}/_{4}$ soit pic 3 à $3^{1}/_{2}$; aun. 16. *Cambri perc. Fransiz ve Beldg. ve Svitch.*	La pièce.	396
— — — — — $^{24}/_{4}$ soit pic 4 à $4^{2}/_{8}$; aun. 16. *Cambri perc. Fransiz ve Beldg. ve Svitch.*	Idem.	536
— d'Angleterre long: 12 yards. *Ingliz mahsoulou Cambri Sadè ve beyaz.*	Idem.	108
— — — 24 yards. *Ingliz mahsoulou Cambri Sadè ve beyaz.*	Idem.	255
Calicot blanc d'Angleterre, large 1 pic, long 28 yards. *Hasseï Ingliz.*	Idem.	126
— en rouleaux, d'Angleterre. Frith Linen 24 yards. *Calico Sartin.*	Idem.	198
— d'Angleterre de toute couleur étroit dit Sarsnets. 28 yards. *Elvan hassè Caba Ensiz.*	Idem.	108
— — long Cloths large 1 yard, long 36 yards. *Hasseï Ingliz.*	Idem.	234
— Printers large $1^{2}/_{8}$ pic 42 ponc. 24 yards. *Hassei-Ingliz.*	Idem.	170
— — écru dit toile d'Amériq. *Kirbassi America.*	Sous déduction d'ocq. 10 par b. pour tare, 1 ocq. par pièce.	73
— des Indes long Cloths 36 yards. *Hasseï Hindi.*	Idem.	324
— Salampori 18 yards. *Hasseï Hindi.*	La pièce.	162
— Baftas 12 yards. — —	Idem.	108
Basin d'Angleterre, Dimitics de toute couleur 24 yards. *Elvan bazen.*	Idem.	180
Dimicaton mélangé et rayé. *Aladja ve tchibouklou dimicaton.*	La yard.	11½
Chals Zebra d'Angleterre rayés, bleus, blancs, bleus et orange dit Marpitch. *Lahouraki Marpitch Chal Couchak mavi ve touroundji.*	La pièce.	95
— — — — — — — — dit Fermaïch. *Fermaïch Chal Ingliz Couchak.*	Idem.	150
— — — à fleurs palmettes et bouquets à l'usage de la Perse, grands et petits. *Adjem hardji lahouraki Couchak buyuk ve kutchuk.*	Idem.	144
Cambrics d'Angleterre à grains d'orge (Martolati), 12 yards. *Arpali tulbend.*	Idem.	100
Indiennes d'Angleterre 1 à 2 couleurs, 1 pic 28 yards. *Bir ve iki renk tchiti Ingliz.*	dem.	176
— — 3, 4, 5, couleurs, 1 pic 28 yards. *Utch ve deurt ve bech renk tchiti Ingliz.*	Idem.	285
— de France, Suisse et Belgique, pour ameublement, dites leh et autres supérieures, bon teint et faux teint, pics $1^{2}/_{8}$ à $1^{5}/_{8}$; aun. 22 à		

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits Asp.
26. *Tchiti leh denchemelik ve Saïr ala khas ve calp, Fransiz ve Beldjica ve Svitcher.*	La pièce.	612
— — — — — moyennes et inférieures, bon teint et faux teint, de pics 1²/₈ à 1⁵/₈; aun. 22. *Denchemelik tchit khas ve calp evsat ve edna Fransiz ve Beldjica ve Svitcher*	Idem.	252
Indiennes de France, pour habillement, bon teint, faux teint, supérieures, moyennes et inférieures, pic 1²/₈ à 1⁵/₈ aun. 22 à 30. *Esvablik tchit Fransiz calp khas ala evsat ve edna.*	Idem.	350
— de Suisse et Belgique, pic 1²/₈ à 1 ⁵/₈; aun. 22. *Fsvablik tchit Svitcher ve Beldjica calp ve khas ala ve evsat ve edna.*	Idem.	290
— de France, Suisse et Belgique rouges, dites mérinos, à pic 1²/₈ à 1⁵/₈ aun. 22 à 25. *Al tchit Fransiz ve Svitcher ve Beldjica.*	Idem.	576
— — — — — pic ⁷/₈ à 1; aun. 22. *Al tchit Fransiz ve Svitcher ve Beldjica.*	Idem.	414
— — — — pour ameublement et habillement, supérieures et inférieures, bon et faux teint pic ⁷/₈ à 1; a. 22. *Tchitdeuchemelik ve esvablik Fransiz ve Svitcher ve Beldjica khasve calp ala ve edna.*	Idem.	216
— de Suisse bengaline et orientale, qualité ordinaire dite Sirkeli. *Tchiti Svitch Sirkely.*	Sur le prix courant.	3%
— de Russie. *Tchiti Roussiè.*	La pièce de 36 pics.	270
— de Gênes, 28 yards. *Tchiti Djenova.*	La pièce.	504
— — 25 yards. *Tchiti Djenova Saghir.*	Idem.	216
Madapolam d'Angleterre de toute couleur, 1 yard 24 yards. *Elvan Madapolam Ingliz.*	Idem.	198
— — blanc, 1 yard, 40 yards. *Beïaz Madap. Ing.*	Idem.	300
— — écru 1 — 40 — *Casarsiz* — —	Idem.	280
Mouchoirs et carrés en mousseline d'Angleterre, imprimés, brochés ou brodés de toute qualité. *Tirè ichlemè tulbend ve Basma, Boktscha ve mendil.*	Sur la valeur.	8%
— de France, Suisse et Belgique, en mousseline et Cambrick à bords rayés. *Tirè kenarli tulbend ve Cambri mendil.*	La douzaine.	108
— — — — — — à coins brodés. *Tirè ichlemé tulbend ve Cambri mendil kenchelery dally.*	Idem.	216
— — — — — — en coton quadrillés bon et faux teint, pic ⁵/₈ à ⁷/₈. *Chatrandjli mendil pembeden Fransiz ve Svitch. ve Beldj.*	Idem.	32
— — — — — — quadrillés, bon et faux teint, pic 1 à 1¹/₈. *Chatrandjli mendil pembeden Fransiz ve Svitcher ve Beldjica.*	Idem.	65
— — — — — — quadrillés, bon et faux teint,		

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
pic 1²/₈ à 1⁵/₈. *Chatrandjli mendil pembeden Fransiz ve Svitch. ve Beldjica.*	La douzaine.	108
Mouchoirs Chals de France, Suisse et Belgique, en coton fond rouge mérinos imprimés dits Boktchas, pics 2¹/₂. *Al Basma boktcha Fransiz, Svitcher ve Beldjica.*	L'un.	100
— — — Suisse, Belgique mérinos en coton fond rouge mérinos imprimés dits Boktchas, pics 2 à 2²/₈. *Al Basma boktcha Fransiz, Svitcher ve Beldjica.*	Idem.	75
— — — — — — en coton fond rouge imprimés, pics 1⁶/₈. *Al Basma mendil Fransiz, Svitcher ve Beldjica.*	La douzaine.	400
— — — — — — — — — pics 1¹/₈ à 1⁵/₈. *Al Basma mendil Fransiz, Svitch. ve Beldj.*	Idem.	172
— — — — — en coton, ordinaires, bleus, mouchetés et unis. *Bayaghi ladjwerd mendil.*	Idem.	57
— — — — — supérieurs et moyens, grands et petits. *Ladjiverd mendil ala evsat.*	Idem.	108
— — — — en mousseline, imprimés dits Calemkiars, bon et faux teint, supérieurs pour le tissu. *Calemkiari tulbend mendil ala Fransiz ve Beldjica ve Svitcher.*	L'un.	43
— d'Allemagne, bon et faux teint, supér. pour le tissu. *Calemkiar yemeni Nemtchè.*	Idem.	43
— de France, Suisse et Belgique, bon et faux teint, moyens et inférieurs. *Calemkiari tulbend mendil Fransiz ve Beldjica ve Svitcher evsat ve edna.*	Sur la valeur.	3%
— d'Allemagne en coton rouge, faux teint. *Pembeden mahramaï Triestè calp.*	La douzaine.	73
— — — bon teint. *Pembeden mahramaï Triesté khas.*	Idem.	105
— — dits chals de Berlin, imprimés sur piqué avec franges. *Bazen Boktcha.*	Idem.	350
Mousselines d'Allemagne, dites Tchapali. *Tchapali tulbendi Triestè.*	La pièce.	150
— — dites Keten. *Tulbend keten.*	Idem.	60
— de Suisse dites Mermer et Tensif, de toute largeur, aun. 16. *Svitcherin mermer tulbend ve tensouh.*	Idem.	165
— — dites Jaconets, pics 1⁵/₈ à 1⁶/₈; aun. 16 ou yards 20. *Savachpour Caba tulbend Svitch.*	Idem.	120
— — — — pics 1³/₈ à 1²/₈; aun. 16 ou yards 20. *Savachpour Caba tulbend Svitcher.*	Idem.	100
— — — — pics 1¹/₈ à 1²/₈; aun. 16 ou yards 20. *Savachpour Caba tulbend Svitcher.*	Idem.	90

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
Mousselines de France, Suisse et Belgique, brodées en soie, or ou argent, à fleurs et à ramages. *Kelabdanli ve telli ve harir ve tirè ichlemé tulbend.*	Sur la valeur.	3 %
— de Suisse, brochées, à bouquets à fleurs et quadrillés, pics 1 2/8 à 1 6/8; aun. 8. *Svitcherin docouma tulbend tchitchekli ve Chatrandjli.*	La pièce.	136
— de France, imprimées pour habillement, bon et faux teint, supérieures, moyennes et inférieures, pic 1 2/8 à 1 1/2 aun. 25 à 30. *Tulbend basmâ esvablik Fransiz khas ve calp ala evsat ve edna.*	Idem.	470
— de Suisse et Belgique, pic 1 2/8 à 1 1/2; aun. 22. *Tulbend basmâ esvablik Beldjica ve Svitcher ala evsat ve edna khas ve calp.*	Idem.	360
— d'Angleterre, imprimées de toute largeur, yards 24. *Tulbend uzarinè basma.*	Idem.	360
— — Books, dites Sakankouli, yards 10. *Sacancoudi Ingliz.*	La demi pièce de 15 pc.	100
— — Tengibs, dites Sevaspour 9/8 ou yard 1, 20 yards. *Savachpour tulbendi Ingliz.*	La pièce.	100
— — — — — 6/4 ou 44 pouces, yard 1 1/2; 20. *Tchicanot Savachpour tulbendi Ingliz.*	Idem.	135
— — Jaconets, dites Mermes, pic 1 6/8; 20 y. *Mermer tulbendi Ingliz.*	Idem.	155
— — brochées à fleurs lapets ord. 10 y. *Lapet tahis olounour sade tchuchekli tiré ichlemé tulbend.*	Idem.	100
— — de couleur lapets fin, dit Bervetch 10 y. *Bervetch elvan tulbendi Ingliz.*	Idem.	198
— — Mulls fines, propres à être imprim. 20 y. *Mull tabir olounour basma hardji indjè tulbend.*	Idem.	150
— — — — dites Yachmakliks. 20 *Mull tabir olonnour yachmaklik indjè tulbend.*	Idem.	250
— des Indes, surfines. *Mull tabir olounour yachmaklik tulbend alassi.*	Sur la valeur.	3 %
Nankins ou printannières d'Angleterre, rayés, unis et à fleurs, dits Cheïtan Bezi de toute couleur, pics 40 *Cheïtan bezi elvan tchitchekli ve tchiboukli.*	La pièce de 40 pics.	200
— des Indes, pics 9. *Kirbassi nankin Frenghi boghassi.*	La pièce de 9 pics.	54
— printannières ou cotonnes de France, Suisse et Belgique, bon teint, quaorillées, rayées et unies. *Cheïtan bezi Fransiz ve Svitcher ve Beldjica duz ve tchiboukli ve charandjli khas.*	L'aune.	10 1/2
— — — — — faux teint. *Cheïtan bezi Fran-*		

Désignation des Marchandises.	Quantités. Tarifées.	Quotité des droits. Asp.
six ve Svitcher ve Beldjica duz ve tchiboukli ve charandjli calp.	L'aune.	6½
Nankins ou printanniéres d'Allemagne. *Chevtan bezi.*	Sur la valeur.	3%
Piqué de toute couleur. *Elvan kirbassi pikè.*	Le pic.	9
Toile de coton écru, de Suisse, 10/4 ou pic 1⅝; aun. 16. *Svitcher. Casarsiz pembeden bez.*	La pièce.	234
— — — — 12/4 ou pic 2 à 2⅛; aun. 16 *Svitcherin Casarsiz.*	Idem.	273
— — — — 14/4 ou pic 2⅝ à 2½; aun. 16. *Svitcherin Casarsiz.*	Idem.	295
— — — — 20/4 ou pic 3⅛ à 3½; aun. 16. *Svitcherin Casarsiz.*	Idem.	396
— — — — 24/4 ou pic 4 à 4⅛; aun. 16. *Svitcherin Casarsiz.*	Idem.	475
Manufactures diverses.		
Alagia de Russie, large. *Enli aladjai Roussiè.*	La pièce de 35 pics.	490
— — étroite. *Ensiz* — —	Idem.	245
Chalis d'Angleterre, uni étroit, 1 pic 28 yards. *Chali Ingliz Ensiz.*	La pièce.	378
— — à fleurs étroit, 1 pic 28 yards. *Tchitchekli chali Ingliz Ensiz.*	Idem.	540
— — imitation de celui d'angora, lasting et camelot, 28 yards. *Caramandola ve angora takhdi chali Ingliz.*	Idem.	1080
— — dit Stoff, 28 yards. *Sofi Ingliz.*	La pièce de 45 pics.	540
— — broché à fleurs, large, pic 1⅝ à 2, 28 yards. *Chali docoumadan tchitchekli.*	La pièce.	1224
— — imprimé à fleurs, large, pic 1⅝ à 2, 28 yards. *Basma chali Ingliz.*	Idem.	1260
— — uni à fleurs, large, pic 1⅝ à 2; 28 yards. *Sadè duz chali Ingliz.*	Idem.	1080
— — pour ameublement, damassé et moiré, large et étroit, 28 yards. *Deuchemelik harèli ve tchitchekli.*	Idem.	1332
— mérinos largeur, 1 pic. *Chali merinos.*	Le pic.	14
— — — 2 — — —	Idem.	28
Châles de France, imitation des Indes, longs et carrés. *Hind takhdi chal ve boktcha Fransiz.*	Sur la valeur.	3%
Cravates de soie noires et autres couleurs, fichus et foulards en soie ou soie et coton. *Boyoun baghi Spaleta ve foular.*	Idem.	3%
Crêpes larges, Nr. 36. *Enli broundjouk.*	Les 2 demi pièces.	520
— étroits, Nr. 22. *Ensiz* —	Idem.	360
Gazes à fleurs larges et étroites. *Harir gaz tchichekli Enli ve ensiz.*	L'aune.	50

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
Mérinos d'Allemagne, large 2 pics. *Enli merinos Nemtchè.*	Le pic.	62
— — large 1 pic. *Ensiz merinos Nemtchè.*	Idem.	31
Mouchoirs de tulle brodés en soie, pic 1½ à 2. *Tul harir ichlémè mendil.*	La douzaine.	1800
— — crêpe et gaze à fil d'or et lame d'or, bon et faux teint. *Tul ve broundjouk ve gaz boktcha kelâbdanli ve telli ve ipekli khas ve calp.*	Sur la valeur.	3 %
Taffetas simple, lévantine, satin et serge, étroit, pic ⅝ à 1. *Sadè djanfès ve atlas ve levantin ve serdji.*	L'aune.	50
— — — — — large, pic 1½ à 2. *Sadè djanfès ve atlas ve levantin ve serdji.*	Idem.	100
— et satin à fleurs, dits croisé, pic ⅝ à 1. *Tchitchekli croazè atlas ve djanfès.*	Idem.	60
— — brochés, pic ⅝ à 1. *Tchitchekli atlas ve djanfès docouma.*	Idem	100
— — — or. *Telli atlas.*	Le pic.	110
— double de Florence, dit mantine, pic 1 à 1½. *Mantin iki catli djanfès.*	Idem.	43
— — — — large. *Mantin iki.*	Sur la valeur.	3 %
Tabini moiré. *Tabini harè.*	Idem.	3 %
Satin de Florence, large et étroit. *Atlassi Florans Enli ve Ensiz.*	Le pic.	54
Tulle étroit à pic 1⅝ à 1⅞. *Cafesli broundjouk.*	L'aune.	32
— large à pic 2 à 2½. *Cafesli broundjouk.*	Idem.	42
Tchitari de Trieste. *Tchitari Trieste.*	Sur la valeur.	3 %
Toile de fil d'Allemagne, de toute qualité pour chemises. *Kirbassi Keten Nemtchè gheumlaklik.*	La pièce de 45 pics.	1260
— de Russie, dite Mezzalunetta. *Kirbassi Mezzalunetta.*	La pièce.	504
— — — Ravendouk. *Kirbassi Ravendouk.*	Idem.	432
— — — Salkata pour service de table, à rouleaux. *Youvarlak kirb. Roussiè Salcata.*	La pièce de 24 pics.	288
— — — — — — supérieure. *Youvarlak kirbassi Roussiè Salcata Alasse.*	La pièce de 36 pics.	720
— — large et fine, *Enli indjè kirbassi Roussiè.*	Idem.	640
— — pour sacs, dite Panova *Panova Tchuvallik.*	Le quintal.	378
— — étroite. *Ensiz kirbassi Roussiè.*	La pièce de 36 pics.	320
— — dite Kemha, large, pic 1½. *Kirbassi keten Roussiè Kemha.*	Idem.	900
— — — — pic 1⅛. *Keteni Kemhaï Roussiè.*	Idem.	540
— — quadrillée étroite, 4½ huitième de pic. *Roussièuin ensiz kirbas Chatrandli.*	Le pic.	3½

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits.
		Asp.
Toile de Pologne, inférieure et supérieure. *Kirbassi Leh ala ve edna.*	La pièce de 60 pics.	288
— — Berbout de toute qualité pour sacs, large et étroite. *Envaïkirbassi Berbout Tchouvallik.*	Idem.	180
— d'Allemagne pour sacs, en rouleaux. *Tchouvallik youvarlak Nemtchè.*	Idem.	180
Maroquins de toutes couleurs. *Elvan Sakhtian.*	La pièce.	60
Meubles, tels que chaises, commodes, tables, glaces, pendules, fleurs artificielles, etc., etc. *Sandaliè ve consol ve trevez ve aïnè ve Saïr.*	Sur la valeur.	3%
Miel de Russie. *Asseli Roussiè.*	Le quintal.	396
Minium. *Suluyen.*	Idem.	460
Miroirs, dits Lucci d'Ebreo. *Tchiplak aïnè.*	Les 2 caisses de 60.	576
— petits et ordinaires. *Khurdè aïnè.*	La douzaine.	23
Montres et pendules. *Tam Saat ve Caravana ve altoun Coyoun saati.*	Sur la valeur.	3%
— de poche en argent et en chrysocale. *Coyoun saati sim ve helali.*	L'aune.	1650
Morone (poisson salé de Russie). *Mahi Morona.*	Le quintal.	324
Morue et stockfich. *Courou balouk bacaliao ve stockfich.*	Idem.	360
Mouchettes ordinaires. *Khardji moum macassi.*	Les 5 douzaines.	288
Moulins à café de Russie. *Cahvè deyirmèni Rous.*	La pièce.	72
Musc. *Misk.*	Sur le prix courant.	3%
Nerfs de Morone *Marona Nevrassi.*	L'ocque.	43
Noix muscades. *Hindistan djevizi.*	Idem.	288
Paillettes unies et en couleur, cannetilles, fils et lames d'or et d'argent. *Elvan sim poul ve tirtil ve tel.*	Le médical.	25
— — — — fausses. *Kiazib poul ve tirtil.*	L'ocque.	240
Papier de France au raisin. *Kiaghidi Frantcha.*	La rame.	126
— — à cloche. *Kiaghidi yazi campana.*	Idem.	95
— — à lettres. — *post.*	Idem.	180
— — Croisette, dit de 24. *Kiaghidi tchertchivè.*	Le ballon de 24 rams.	648
— de Russie, bleu et blanc. *Kiaghidi Roussiè mavi ve beaïaz.*	La rame de 288 feill.	108
— d'Angleterre de toute qualité. *Envaï kiaghidi Ingliz.*	Sur la valeur.	3%
— de Gênes, *Kiaghidi Djenova.*	La balle de 32 rames.	1728
— de Trieste, Navigar. *Kiaghidi Poudcal.*	La rame.	36
— — Manganeri. — *Khartoutch.*	Idem.	103
— — Tre lune et Leone. — *aï damga ve aslan.*	Idem.	120
— — Tre capelli. *Utch takiè kiaghidi.*	Idem.	93
— — Reale. *Orta Stambol kiaghidi.*	Idem.	288
— — Imperiale. *Kiaghidi kebir batal ve telkhis.*	Idem.	600
— — — surfin, dit Hunkiari. *Nunkiari ala battal.*	Idem.	1500

ésignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quoti té des droits
		Asp.
e Trieste de couleur. *Boyali Kiaghidi.*	La rame.	180
ɔré. *Yaldizli Kiaghidi.*	Idem.	255
ɹivourne Tre lune. *Av damga Kiaghidi rna.*	Idem.	120
– plus grand. *Kiaghidi Abadi Aligorna.*	Idem.	158
nitation de celui de Gênes. *Djenova ta-Kiaghidi Aligorna.*	Idem.	108
lettres. *Kiaghidi post Aligorna.*	Idem.	108
es en soie. *Harir Chemsiè.*	L'un.	270
ɔton et toile cirée de toute grandeur. *Mou-nali ve hasseli Chemsiè kebir ve saghir.*	La douzaine.	684
et ombrelles en soie, pour femmes. *Ha-nnè Chemsiessi.*	L'un.	180
verses, vermicelle et macaroni. *Chehriè carona.*	L'ocque.	9
Pelleteries diverses.		
ɔur semelles de France et Belgique. *Fran-ve Beldjica mahsoulou keusselè.*	L'ocque.	43
e Russie. *Keusselev Roussiè.*	Idem.	36
e Livourne — *Aligorna.*	Idem.	48
de Russie, dit Gheuk-renk. *Gheuk-renk lef Roussiè.*	Idem.	27
— — Tabani. *Keusselè Tabani.*	Idem.	43
Russie, dits Vachettes ou Tellatines, noi-rouges. *Kermeze ve siah telatini Roussiè.*	Idem.	52
— — — dites Bulgari. *Telatini Boulgh.*	Idem.	30
ps de toutes couleurs. *Elvan Sakhtian.*	La pièce.	60
ièches d'Amérique. *America Gheunu.*	L'une.	396
veau cirées et blanches. *Vidal Sakhtian ve siah.*	La douzaine.	1296
moutons de Russie travaillées, dites Mé-*Mechini Roussiè.*	L'une.	12
ièvres de Russie. *Taouchani Roussiè.*	Les 100 peaux.	432
astor. *Condouz postou.*	La pièce.	90
uffle. *Djildi Djamous.*	Idem.	360
oeuf. — *bacar.*	Idem.	180
heval. *Djildi Esp.*	Idem.	108
bèvre. *Ketchi derissi.*	Idem.	36
neaux pour bonnets, de Boukarie. *Post anav Boukhara.*	Idem.	126
— de Zaporie. *Post bonev Pontcal.*	Idem.	54
— de Crimée. — *baghanav Crim.*	Idem.	80
— de Russie. — — *Roussiè.*	Idem.	130
en corne: *Boïnouz tarak.*	Les 5 douzaines.	100
voire. *Fil dichi tarak.*	L'ocque.	1170
es prépar. en petits barils. *Roughanli Boya.*	Sur la valeur.	3%

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits.
		Asp.
Perles fausses. *Yalandji indji.*	Le paq. de 10 colliers	60
Perles en verre de couleur, dites Contarie à lume. de Venise. *Elvan Seylani Boundjouk.*	Le pq. de 25 mateaux	100
— — — — — à peso de Venise. *Kié boundjoughou.*	L'ocque.	22
Pierres à repasser. *Berber bileghi tachi.*	L'une.	22½
— taillées de Gênes, couleur d'ardoise. *Courchounou renk yonma Djenova tachi.*	Idem.	21
Pistaches des Deux-Siciles. *Tcham fistighi taqlidi.*	L'ocque.	26
Planches de Trieste. *Tahtaï Triesté.*	L'une.	13
Plomb en saumons. *Courchouni kham.*	Le quintal.	400
— en feuilles. — *tahta.*	Idem.	480
Poêles à frire, en fer. *Demir tava.*	Idem.	720
Poil de chèvre, dit Tiftik de Russie. *Tiftiki Roussiè.*	L'ocque.	16
Poivre *Biber.*	Idem.	16
— giroflé, piment ou amome. *Bahari djedid.*	Idem.	15
Poissons salés. *Balouk efrendji.*	Sur la valeur.	8
Poix résine et goudron. *Catran ve zift.*	Idem.	3
— — — de Russie. *Zift ve Catrani Roussiè.*	Le quintal.	10
Poudre à tirer. *Barouti siah.*	Sur la valeur.	8
Précipité rouge. *Surour.*	L'ocque.	136
Queues ou crin de cheval travaillé. *Cotchansiz at qouiroughou.*	L'ocque.	60
— — — — non travaillé avec tronc. *Cotchanli at qouïroughou.*	Idem.	16
Quincailleries et joujoux de toute espèce. *Envai khurdevati Efrendji ve oïoundjak.*	Sur la valeur.	8
Quinquina (cortex Peruviana) *Kinakina.*	Idem.	8
Rasoirs d'Allemagne. *Oustouraï Nemtchè.*	La douzaine.	15
Raisins secs de Naples, dits de Corinthe. *Couch uzumu Sitchiliatevn.*	Le quintal.	720
— — — — Rezaki. *Uzum razaki Sitchiliatevn.*	Idem.	396
Rhubarbe. *Ravend.*	L'ocque.	252
Rhum. *Roum.*	Idem.	15
Riz de chrétienté, haricots, lentilles et autres légumes secs. *Pirindj ve fassoulia ve merdjimek ve emsali.*	Sur le prix de vente après déduc. de 20%	8
Racou. *Fès boyassi.*	L'ocque.	100
Rouge brun. *Achi boïa.*	Le quintal.	100
Rubans de gaze de soie, satin et autres de toute espèce. *Gaz ve harir ve atlas cordela.*	Sur la valeur.	8
Sacs vides de grosse toile et de crin, dits Berbout et Seklem. *Tehi tchouval Berbout veSeklem.*	Les cent.	1000
Salpêtre raffiné. *Cal olounmouch guherdjilé.*	Le quintal.	300
— brut. *Kham guherdjilé.*	Sur la valeur.	24
Salsepareille. *Saparina.*	L'ocque.	60

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits
		Asp.
Sardines salées. *Sardelia baloughou.*	Le barril de 3 à 4 ocq.	126
Saucissons et langues fumées de boeuf. *Sighir dili ve Soudjouk.*	Le quintal.	475
— et lard. *Roughani Khinzir ve Soudjouk.*	Idem.	1620
Savon. *Evropa mahsoulou saboun.*	L'ocque.	16
Sel ammoniac. *Nichadir.*	Idem.	30
— d'Angleterre. *Touzi Ingliz.*	Sur la valeur.	3 %
Sirops, liqueurs et élixir en flacons. *Ambérié ve churoub ve hussamé.*	Les 100 flacons.	468
— — — en bouteilles. *Ambérié ve churoub ve hussamé.*	Les 100 bouteilles.	1000
Soies de cochon. *Moni khinzir.*	L'ocque.	180
Souliers de France et de Belgique. *Condouraï Fransiz ve Beldjica.*	La paire.	95
— d'Allemagne, Gênes, Naples et Prusse. *Condouraï Nemtchè ve Sitchiliateïn ve Proussia ve Djenova.*	Idem.	82
— pour femmes de France et Belgique. *Zenné Condourassi Fransiz ve Beldjica.*	Idem.	43
— — d'Allemag. *Zennè Condourassi Nemtché.*	Sur la valeur.	3 %
— pour enfans, demi-grandeur de ceux pour hommes et pour femmes. *Erkek Condourasinin nisfi Fransiz ve Beldjica.*	La paire.	18
— — d'Allemagne. *Tchodjouk Condourassi Nemtchè.*	Sur la valeur.	3 %
Soufre brut. *Kukurd keultchè.*	Le quintal.	90
— en canons. *Tchibouk kukurdu.*	Idem.	190
Stockfisch et morue. *Courou balouk bacaliao ve Stockfich.*	Idem.	360
Sublimé. *Sulumen.*	L'ocque.	180
Sucre en pain. *Cheker kellé.*	Le quintal.	1080
— en poudre blanc, première qualité et gris. *Cheker ghoubar primo denymè ve esmer.*	Idem.	828
— brun et blond *Kham siah ve sari cheker-ghoubar.*	Idem.	612
Suif blanc et jaune de Russie. *Roussiè mahsoulou roughani tchervich ve don.*	Idem.	660
Sulfate de quinine. *Salfato.*	La dramme.	10½
Tapis de Russie petits. *Khalitchéï Roussiè.*	L'un.	72
— d'Angleterre. *Hali Ingliz.*	Le pic.	66
Tartre rouge. *Tortouï khamir.*	Le quintal.	900
Tasses d'Allemagne à café. *Betch kiari findjan.*	Les cent.	460
Thé. *Tchaï.*	L'ocque.	108
— noir de Russie. *Tchaï Roussiè siah.*	Idem.	540
Thériaque à tête d'or de Venise de toute qualité. *Altin bach tiriak ve bayaghe.*	Idem.	120
Térébenthine. *Trementi.*	Idem.	14

Désignation des Marchandises.	Quantités Tarifées.	Quotité des droits Asp.
Toile cirée de Russie. *Mouchammalik kirbassi Roussiè.*	La pièce.	720
Tôle. *Demir tahta.*	Le quintal.	270
Velours de soie. uni. *Sadè harir catifè.*	Le pic.	115
— de coton. *Pembé catifè.*	La pièce de 40 pics.	468
— — imprimé. *Basma pembé catifé.*	Idem.	720
Verdet en pains. *Tchenguiar keultchè.*	L'ocque.	36
— cristallisé. *Calem tchenguiari.*	Idem.	82
Vermillon (Cinabre). *Zindjifra.*	Idem.	162
Vermicelle et macaroni de Gênes. *Chehriè ve macarona Djenova.*	Idem.	6
— — de Russie. *Chehriè ve macarona Roussiè.*	Idem.	9
Verres de montres. *Saat djami.*	La douzaine.	5
Verreries et cristaux. *Billor avani.*	Sur la valeur.	3%
— carafes et autres d'Allemagne et de Venise. *Betch kiari chichè ve bayaghe Venedik.*	Le caisson.	3300
— — — — — dorées et cristaux travaillés à l'anglaise. *Billor avani Betch kiari ma taqlidi Ingliz.*	Idem.	9120
Verroterie ou soit grains de verre pour chapelets d'Allemagne. *Tespihlik boundjouk.*	Le pq. de 1200 grains	16
Viande fumée de la mer Noire et des Cosaques. *Lahmi cadid siah ve cazak.*	Le quintal.	300
— salée de boeuf. *Touzlou Sighir eti.*	Idem.	277
— — et fumée de porc. *Lahmi khinzir ve pastourma.*	Idem.	216
Vin de Champagne. *Khamri Champania.*	La bouteille.	63
— de Bordeaux et autres en bouteilles. *Khamri Bordo ve saïr.*	Idem.	22
— de France en barriques. *Khamri Frantcha.*	L'ocque.	41
— d'Oporto. — *Port.*	La bouteille.	63
— de Madères et de Xérès — *Madera ve Cheri.*	Idem.	33
— du Rhin. *Khamri. Rino.*	Idem.	22
— de Marsalla en barriques. *Khamri Marsalla.*	L'ocque.	41
— de Sicile. — — *Sitchiliatein.*	Idem.	41
Vinaigre. *Sirkeï Frenghi.*	Le quintal.	106
Vitres de France et de Belgique, imitation de Bohême, de 10 à 100 par caisse. *Fransiz ve Beldjicanin djami.*	Le caisse doub. de deux assortimens.	504
Vitriol bleu. *Gheuz tachi.*	L'ocque.	93
— ou couperose d'Allemagne. *Zadji kebres Nemtchè.*	Le quintal.	72
— d'Angleterre. *Zadji kebres Ingliz.*	Idem.	100
Zinc. *Toutia.*	L'ocque.	10

1838

duction des dispositions réglementaires annexées au tarif.

D'après les capitulations existantes entre la Su-
e Porte Ottomane et la haute Cour de France, un
avait été précédemment réglé pour les négocians
çais sur le pied de 3 p. % selon les prix courans.
uis lors, la durée de ce tarif étant expirée et la
ur des marchandises ayant varié, il a été conclu
la susdite Cour un traité contenant les bases sui-
es :

Quand les négocians français auront acheté sur les
soit par eux mêmes, soit par leurs ayant-cause,
produits du sol ou de l'industrie de la Turquie,
és à être expédiés dans leur pays, ils les feront
à Constantinople, Smyrne, Salonique et autres
es principales. Cependant; vu la difficulté du
ort et pour abréger les distances, certaines mar-
ises aboutiront à des échelles où il se trouvera
uaniers établis par le gouvernement ottoman.
leur arrivée, ces marchandises paieront un droit
e de 9 p. %. Les négocians français paieront en
une douane de sortie de 3 p. % sur toutes les
andises qu'ils embarqueront pour leur pays ou
es pays étrangers.
s paieront, d'après les stipulations du présent ta-
p. % de douane d'entrée pour tous les produits
ou de l'industrie de France et des pays étrangers
introduiront dans l'empire ottoman.
e plus, ils paieront un droit additionnel de 2 p.
tous les articles importés par eux pour être ven-
ans les lieux et échelles d'arrivée ou expédiés dans
ieur de l'empire. Ce droit additionnel sera les %
douane d'entrée de 3 p. % stipulée dans le ta-
lativement aux marchandises étrangères.

Si les négocians français, après avoir acheté en
uie des produits de Turquie, les revendent pour
nsommation dans le pays, ils en acquitteront les
s comme les négocians musulmans ou rayas les
favorisés.

Une négociation a eu lieu entre les délégués de la
ime Porte, d'une part, et de l'autre, l'interprète de
assade de France, M. Dantan, et les recom-
lables négocians français, MM. P. Durand, D. Gla-

1838 vany et A. Crespin, commissaires délégués par S. E. l'ambassadeur de France, vice-amiral baron Roussin, lesquels ont rédigé et arrêté le présent tarif d'après la valeur réelle des marchandises et selon leurs prix courans.

En conséquence, les négocians français acquitteront intégralement d'après ce tarif, les droits qui y sont stipulés, sur les produits de l'empire ottoman achetés en Turquie et expédiés dans leur pays ou dans les pays étrangers, sur les marchandises apportées de leur pays en Turquie, et enfin sur les articles achetés et revendus pour la consommation dans l'empire ottoman.

Quant aux marchandises qui ne figurent pas dans le présent tarif et qui se produiront par la suite, comme pour celles dont l'évaluation n'a pu être faite et qui n'y ont pas été comprises, la douane en sera payée sur le pied de 3 p. % d'après leur valeur. S'il s'élève quelque contestation sur cette valeur entre les douaniers et les négocians, la douane sera payée en nature selon l'ancien usage.

Le présent tarif sera exécutoire à dater du 13 mars de l'année de l'hégire 1254 (1839), tant à la douane de Constantinople que dans toutes les douanes de l'empire. Il aura cours pendant sept ans; à l'expiration de ce terme, ainsi que le prescrit le traité, et parce qu'avec le temps, la valeur des marchandises peut varier, il sera revisé du consentement des deux parties et suivant les prix courans à l'époque de la révision.

Constantinople, le 6 avril 1839.

Signé: Annibal Dantan, André Vent. Crespin,
Secrétaire interprète du Roi. Secrétaire de la commission.
Pierre Durand. David Glavany.

110.

Arrangement entre l'Autriche et la Suisse, portant l'indemnisation du canton des Grisons pour les biens-fonds de la Valteline confisqués en 1797, ratifié par la cour de Vienne au mois de Novembre 1838 *).

(Nürnberger Correspondent 1838. November).

1° L'Autriche cède au canton des Grisons tous les biens-fonds confisqués en 1797 qui existent encore, valant 1,201,437 lires autrichiennes, et payera en outre le montant d'intérêts de 10,674 lires; à ces sommes il faut en ajouter une troisième de 41,051 lires comme bonification pour quelques bâtimens séparés, tels que la maison de délégation à Sondrio, que le canton des Grisons cède à l'Autriche. 2° L'Autriche rembourse au canton des Grisons tous les revenus produits par les dits biens-fonds depuis le 21 avril 1814 et s'élevant à 41,786 lires dont il faut déduire les frais d'administration à raison de 25 p. c. 3° L'Autriche se charge du remboursement des fonds émis lors de l'existence du royaume d'Italie et s'élevant à 47,528 lires. 4° Déduction faite de la somme qui a été employée à rembourser les dettes qui pesaient sur les dits biens-fonds confisqués en 1797, l'Autriche s'engage à payer la somme de 2,128,910 lires pour les avantages qui sont résultés de ces biens-fonds depuis leur confiscation.

*) Lors de l'invasion des Français en 1797, des biens-fonds considérables de la Valteline furent confisqués et incorporés plus tard au royaume d'Italie. Quoique l'Autriche soit entrée en possession de ces provinces en 1814, en conséquence de la reconnaissance de ses droits, lors du congrès de Vienne, François Ier ordonna par son ultimatum de 1832, que la bonification que réclamait la Suisse pour ces biens-fonds soit accordée. A cette fin, il fut institué une commission composée de délégués du canton des Grisons et de membres de l'intendance des finances de Morbegus. Les résultats de leurs évaluations communes forment les articles de l'arrangement ci-dessûs. Par les stipulations qu'il renferme, le canton des Grisons reçoit une indemnité d'à-peu-près 4 millions de Francs.

Note de l'éditeur.

111.

Règlement donné en Russie sur l'admission des navires marchands chargés de coton dans les ports russes de la Baltique. Publié en ..... Novembre 1838.

(Copie privée).

I. *Du passage des navires dans les mers du Danemarck.*

1. Les vaisseaux chargés de coton, destinés pour les ports russes de la Baltique, passant par le Sund, le grand ou le petit Belt ou le canal de Holstein, et arrivant d'un endroit qui ne se trouve pas reconnu comme entièrement sain par l'oukase du 22 mai 1828, sont tenus de présenter, avant de pouvoir entrer dans la Baltique, un certificat en due forme, délivré par les établissemens de quarantaine danois, et constatant leur purification ou leur état sanitaire satisfaisant, en vertu du règlement du 25 mai 1816.

2. Tout navire chargé de coton, qui arrive dans les ports russes de la Baltique d'un endroit qui a été reconnu comme entièrement sain par l'oukase du 22 mai 1828, doit exhiber, lors de son passage par les mers du Danemarck, des preuves spéciales de l'état satisfaisant du coton.

3. Sont réputées preuves de l'état satisfaisant du coton, 1° les passeports de douane délivrés dans des ports non suspects, avec indication de la quantité et de l'origine du coton chargé dans lesdits ports; 2° des certificats de la même teneur délivrés par nos consuls ou les consuls des puissances auxquelles appartiennent les bâtimens, si ces documens ont été délivrés dans les ports où le coton a été chargé.

4. Tous les navires dont la cargaison partielle ou entière consiste en coton, doivent se munir d'un certificat en due forme des établissemens de quarantaine danois, sans quoi ils ne seront pas admis dans nos ports.

5. Lorsque les bâtimens ne seront munis ni d'un

passeport de douane, ni d'un certificat consulaire, con- 1838
statant la quantité du coton et sa provenance d'un endroit non suspect ou sa purification dans une quarantaine, et lorsque ces bâtimens n'auront pas même de certificats de quarantaine, ils seront tenus (s'ils se dirigent avec ce coton d'un endroit entièrement sain sur un port russe), de faire quarantaine en Danemarck, et de s'y munir des certificats requis et en due forme, sans quoi on ne les laissera pas continuer leur voyage; car ils ne seront pas reçus dans les ports russes.

6. S'il se trouve à bord d'un navire du coton venant d'Egypte ou de quelqu'autre endroit suspect, que le Gouvernement danois reconnaisse devoir être soumis à la désinfection, et qui soit déchargé à cet effet, le reste de la cargaison de ce navire ne pourra plus être regardé comme non suspect et devra subir une purification extérieure pour ce qui regarde l'emballage et l'enveloppe des marchandises. Le navire même devra être purifié d'après les règles de quarantaine, et l'équipage soumis à une quarantaine d'observation de 14 jours à compter du jour de la purification de la marchandise. Après quoi, la direction de quarantaine du lieu les munira du certificat requis, sans lequel ces navires ne seront pas reçus dans les ports russes.

II. *Sur l'admission des bâtimens dans les ports de la Russie.*

7. En conséquence des règles précédentes, ne seront reçus dans les ports russes et admis au déchargement que ceux des bâtimens chargés de coton qui exhiberont un certificat d'un des établissemens de quarantaine danois, constatant l'état satisfaisant du coton ou le déchargement du coton suspect pour être dûment purifié, et, dans ce dernier cas, que le bâtiment et le reste de la cargaison ont été également purifiés, et que l'équipage a subi la quarantaine d'observation requise.

8. Les quittances des droits du Sund ne suffiront pas pour l'admission des navires chargés de coton, et ces navires seront traités à l'instar de tous ceux qui ne sont pas munis de certificats suffisans, relatifs à leur état sanitaire, c'est-à-dire, à qu'ils seront renvoyés à Elseneur. On en agira de même à l'égard des bâtimens qui, ayant déchargé à Elseneur du coton suspect pour y être purifié, obtiendraient la permission de quitter

1838 cet endroit sans avoir été purifiés conformément aux dispositions de l'article 6.

Le Ministre de l'intérieur, Secrétaire d'état,
Signé: DE BLOUDOFF.

112.

Déclaration concernant une convention entre les deux Hesses pour la punition des delits forestiers, de chasse, de pêcherie et champétres. En date du 21 Décembre 1838.

(Kurhess. Gesetzsamml. 1838. Nro. XIV. December.)

Ausschreiben der Kurfürstlichen Ministerien der Finanzen, der auswärtigen Angelegenheiten und der Justiz,

vom 21sten December 1838,

die Anwendbarkeit der mit dem Grossherzogthume Hessen über Untersuchung und Bestrafung der Forst-, Jagd-, Fischerei- und Feld-Frevel abgeschlossenen Uebereinkunft auf Forst-, Jagd-, Fischerei- und Feld-Polizei-Vergehen betreffend.

Mit höchster Genehmigung Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten und unter Beziehung auf die landständische Zustimmung zu den Grundsätzen, welche in Verträgen über Untersuchung und Bestrafung der Feld-, Forst-, Jagd- und Fischerei-Frevel festzuhalten sind, wird in Folge einer, zu Beseitigung entstandener Zweifel, mit der Grossherzoglich Hessischen Regierung getroffenen Vereinbarung hierdurch öffentlich bekannt gemacht, dass die Bestimmungen, welche zufolge der am 27. December 1822 / 17. Januar 1823 mit dem Grossherzogthume Hessen abgeschlossenen Uebereinkunft über Forst-, Jagd- und Fischerei-Frevel in Nr. I der Gesetz-Sammlung von 1823 publicirt und durch Ausschreiben des Staatsministeriums vom 4ten Decbr. 1823 auf Feldfrevel ausgedehnt worden sind, nunmehr auch auf Forst-, Jagd-, Fi-

ıerei - und Feld-Polizei-Vergehen Anwendung finden, 1838
ɔnach Alle, die es angehet, sich zu achten haben.

Cassel am 21sten December 1838.

Die Kurfürstlichen Ministerien

der	des	der
Finanzen.	Aeussern.	Justiz.
Motz.	Lepel.	Mackeldey.

113.

ɔcumens relatifs à la guerre entre ı France et le Mexique et le blocus es ports du dernier par la première.

opies et traductions authentiques publiées successivement à Paris).

I.

xtrait de la notification adressée le 31 *Mai* 338 *par le Ministre français des affaires rangères, aux Membres du corps diplomatique étranger à Paris.*

Le gouvernement mexicain ayant refusé de faire oit aux nombreux griefs dont le ministre plénipotenıire du roi au Mexique avait été chargé de lui deander réparation, le commandant des forces navales ançaises devant la Véra-Cruz s'est vu dans la néces-é d'adopter, ainsi qu'il y était autorisé par ses inructions, les mesures qu'exigeaient en pareil cas la gnité de la France et la justice de ses réclamations. ı conséquence, tous les ports du Mexique ont été ɔclarés en état de blocus et ce blocus, devenu effec- pour la Véra-Cruz le 16 avril dernier, n'a pas dû rder à l'être également pour les autres ports mexiins. Les ordres donnés par le gouvernement du roi ɔur assurer l'exécution de ce blocus, sont d'ailleurs ɔnçus de manière à concilier l'exercice pratique d'un :oit légitime avec les égards dus à l'indépendance du avillon et avec le désir sincère de causer le moins de ɜne possible à la navigation neutre.

1838

II.

Notification adressée au secrétaire d'état des Etats-Unis, par le ministre du roi des Français à Washington, en date du 3 *mai* 1838.

Monsieur, le gouvernement mexicain ayant refusé d'accepter l'ultimatum que, dans un but de conciliation, lui avait fait adresser le gouvernement français, en date du 21 mars dernier, le ministre du roi au Mexique, qui se trouve en ce moment à bord de la frégate *l'Herminie*, vient de me donner connaissance, par le brick de guerre *l'Eclipse*, expédié à cet effet à Pensacola, et de ce refus et des mesures qu'il a provoquées de la part de M. le capitaine de vaisseau Bazoche, commandant les forces navales françaises, et je m'empresse, conformément aux ordres de sa majesté, de porter à la connaissance du gouvernement des Etats-Unis la notification officielle suivante:

Tous les ports du Mexique sont déclarés en état de blocus: ce blocus est devenu effectif pour la Véra-Cruz dès le 16 du mois dernier, et n'a pas dû tarder à l'être pour les autres ports de la république.

Les ordres qu'a reçus M. le commandant Bazoche pour l'exécution de la mission qui lui est confiée, sont, comme vous le verrez, Monsieur, par l'extrait ci-joint de la dépêche que j'ai reçue de M. le baron Deffaudis, entièrement conformes aux principes libéraux que la France professe en matière de blocus, et sont rédigés de manière à éviter aux neutres, principalement à la navigation des Etats-Unis, toutes les entraves qui ne seront pas absolument indispensables pour parvenir au but légitime que se propose le gouvernement du roi.

En vous adressant, Monsieur, cette communication, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien m'en accuser réception aussi promptement qu'il vous sera possible *), afin que le départ du brick *l'Eclipse*, qui attend ma réponse à Pensacola, n'éprouve pas de trop longs retards. Je profite de cette occasion, etc.

Signé: Baron Ed. de Pontois.

Pièce jointe. (*Extrait*).

A bord de la frégate de S. M. *l'Herminie*, mouillage de Sacrificios, près Véra-Cruz, 16 avril 1838.

*) Cette notification a été immédiatement portée à la connaissance du public.

1° Aucun navire neutre, dirigé vers l'entrée des ports bloqués, ne sera détenu, ni capturé s'il n'a pas reçu préalablement de l'un des bâtimens de la division française, la notification spéciale de l'existence du blocus. Cette notification sera consignée par écrit sur le rôle d'équipage des navires neutres, par le bâtiment croiseur qui les aura rencontrés, et elle contiendra l'énonciation du jour, du lieu et de la latitude où sera faite la rencontre; 1838

2° Les navires neutres qui se trouveraient dans l'un des ports de la république avant le blocus de ce port, auront toute faculté d'en sortir, chargés ou non chargés, pendant l'espace de quinze jours, à dater de celui où ledit blocus sera établi;

3° L'entrée et la sortie des ports de Véra-Cruz et de Tampico resteront entièrement libres pour les paquebots de correspondance; militaires et non commerçans;

4° L'entrée et la sortie de tous les ports de la république demeureront absolument libres pour les bateaux mexicains qui se livreront exclusivement à l'industrie de la pêche, à moins que la division navale française ne se trouve plus tard forcée de revenir, par voie de représailles, sur cette disposition bienveillante.

Vous voyez, Monsieur, que M. Bazoche, autant que de nouveaux attentats contre la personne ou la propriété des sujets du roi résidant au Mexique, n'exigeront point de sa part des mesures de répression décidément sévères, veut se borner à l'emploi des moyens de contrainte le plus doux, pour obtenir les réparations que le gouvernement mexicain doit à la France. Or, cette persistance dans les voies de modération indiquées, par mon ultimatum, commence à devenir méritoire, après la conduite toute récente du gouvernement mexicain qui, en tolérant (s'il ne l'a pas lui-même provoquée par ses écrits officiels) la publication des calomnies les plus odieuses sur nos intentions d'asservir le pays, de démembrer son territoire, etc., n'a pas craint d'exposer aux fureurs de la populace, dans l'unique but de se maintenir au pouvoir, non-seulement nos compatriotes, mais aussi tous les étrangers établis sur le sol de la république. Cette conduite a été essentiellement contraire aux lois de l'honneur, de la civilisation et de l'humanité.

Vous voyez aussi, Monsieur, par les principes que

1838 M. Bazoche a adoptés pour règle de sa conduite, que notre désir est d'éviter aux neutres toutes les entraves qui ne seront pas absolument indispensables au but que nous voulons légitimement atteindre. Je suis heureux, d'ailleurs, de pouvoir vous citer un fait qui prouve toute la sincérité de notre désir à cet égard, surtout quand il s'agit des Américains. Aujourd'hui même, M. le commandant de la corvette *l'Ontario* étant venu nous voir à bord de la frégate *l'Herminie*, pour nous entretenir de l'arrivée prochaine du paquebot de correspondance et de commerce, *l'Anna – Elisa*, de New-Yorck, nous avons dû lui exprimer notre regret de la nécessité où nous serions d'interdire à ce navire l'entrée de Véra-Cruz, ainsi que nous l'interdirions à nos propres paquebots de correspondance et de commerce du Havre. Mais nous avons en même temps promis à cet officier, sur la demande, de laisser communiquer en mer le consignataire de *l'Anna-Eliza* avec ce navire, pour recevoir sa correspondance et lui donner des instructions sur sa destination ultérieure.

Agréez, etc. Signé: Baron Deffaudis.

III.

*Lettre de la Chambre de commerce de New-Yorck à M. John Forsyth, secrétaire d'état, en date du 5 septembre 1838 *).*

Bien qu'il ne soit pas douteux que le blocus des ports du Mexique et de Buenos-Ayres par les vaisseaux français, n'ait attiré l'attention du pouvoir exécutif et provoqué de sa part des dispositions actives, la Chambre du commerce de la ville de New-York croit qu'il est de son devoir, vu le grand nombre de propriétés exposées à des risques, de réclamer respectueusement l'adoption de telles mesures ultérieures que pourront réclamer les droits et les intérêts du pays.

Sans prétendre hasarder une opinion sur la légalité de tels blocus, d'une durée indéfinie et non motivée par un état de guerre, la Chambre soutient que le droit

*) Cette réclamation annonce une entière ignorance des principes du droit des gens en matière de blocus: on verra par la réponse du secrétaire d'état, que le Gouvernement américain s'est gardé de l'encourager. Note d'un Journaliste français.

des gens, les droits et les intérêts des puissances amies, 1838
interdisaient, quelles que fussent les circonstances, d'adopter une mesure aussi équivoque, et nuisant si matériellement au commerce légal de tiers innocens, sans les en prévenir à temps.

Le blocus des ports du golfe du Mexique a frappé nos navires avant même que la déclaration faite par les croiseurs français ne fût connue aux Etats-Unis, et plusieurs de nos bâtimens richement chargés ont été obligés de revenir aux Etats-Unis.

Nous ignorons encore les pertes qu'essuiera notre commerce par le blocus des ports de Buenos-Ayres, ainsi que par celui des ports mexicains de la mer Pacifique, si, comme il y a lieu de le craindre, ces ports y sont soumis. Mais ces pertes seront aggravées par l'éloignement des lieux et par l'absence de tous marchés convenables dans les Etats voisins. La Chambre sait que plusieurs de nos vaisseaux, partis de nos ports avant toute déclaration de blocus des ports du Mexique, ont de riches cargaisons, et éprouveront des pertes considérables s'ils ne peuvent arriver à leur destination.

En abandonnant à vos lumières le soin de décider s'il est expédient d'adopter des mesures pour réclamer des indemnités du Gouvernement français, ainsi que d'obvier aux inconvéniens qui résultent de l'interruption que notre commerce a déjà éprouvée, et dont il est encore menacé, la Chambre du commerce vous prie, Monsieur, de lui communiquer les informations que vous jugerez convenables au sujet de l'extension et de la durée du blocus du Mexique et des ports de Buenos-Ayres, afin qu'elle puisse mettre les parties intéressées à même de donner des instructions convenables à leurs agens dans la situation critique où ils se trouvent placés.

Nous avons l'honneur, etc.

Signé: Robert Lenox, président.
Edw. D. A. B. Graves, secrét.

Réponse.

Washington, le 6 octobre 1838.

Messieurs, quoique votre lettre du 5 dernier me fût parvenue à temps, l'absence du président à qui elle a dû être soumise, ne m'a pas permis d'y répondre de suite; aujourd'hui, je suis chargé, Messieurs, de vous annoncer, que, connaissant les graves inconvéniens

1838 que notre commerce éprouve par suite des mesures restrictives adoptées par le Gouvernement français dans le golfe du Mexique et dans la rivière de la Plata, le président s'est empressé de prendre toutes les mesures que réclamaient les circonstances, afin de protéger les intérêts de nos concitoyens dans ces mers; que l'on a fait et que l'on fait encore tous les efforts nécessaires pour diminuer les maux qui résultent de l'état présent des choses. On n'a reçu aucun avis qui pût faire présumer que le blocus s'étendit aux ports mexicains de la mer Pacifique, et on ne doute même pas que, le cas échéant, on en instruirait notre gouvernement. Le département n'a aucun renseignement sur la durée probable du blocus; mais, à en juger par la sensation que l'événement a produit dans le monde commercial et par les efforts que l'on assure être faits pour parvenir à l'arrangement du différend qui y a donné lieu, on peut espérer que le blocus ne tardera pas à être levé.

J'ai l'honneur, etc. Signé: A. Vail, secrétaire d'état.

IV.

Convention du 28 *Novembre* 1838.

Entre MM. Doret, lieutenant de vaisseau, chef d'état-major de l'escadre française, et Page, lieutenant de vaisseau de la même escadre, au nom de M. Charles Baudin, contre-amiral commandant les forces navales françaises dans le golfe du Mexique, d'une part; et MM. le colonel don Manuel Rodriguez de Cela et le colonel don José Maria Mendoza, au nom de M. Antonio Gaona, maréchal-de-camp, gouverneur du fort Saint-Jean-d'Ulloa, d'une part, pour la reddition du fort de Saint-Jean-d'Ulloa.

Art. 1er. La forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa sera occupée, aujourd'hui à midi, par les troupes françaises, après le départ de sa garnison.

Art. 2. La garnison sortira de la place avec armes et bagages, et tous les honneurs de la guerre. L'amiral français lui fournira les moyens de transport. Les officiers conserveront leurs épées. Toutes les propriétés particulières seront religieusement respectées.

Art. 3. Les officiers, sous-officiers et soldats prendront l'engagement d'honneur de ne pas servir contre la France avant huit mois, à dater de ce jour.

Art. 4. Tous les officiers, sous-officiers et soldats 1838
qui voudront être débarqués sur un point quelconque du golfe du Mexique autre que Véra-Cruz, y seront transportés aux frais de la France.

Art. 5. L'amiral français s'engage à faire soigner les blessés de la garnison par les chirurgiens de son escadre, et à les faires traiter comme des blessés français.

Et pour que la présente convention soit respectée, accomplie et maintenue par les deux parties, après l'approbation de M. l'amiral français et de M. le général gouverneur, les commissaires, après lecture faite, l'ont signée en double expédition, l'une en français, pour M. l'amiral, l'autre en espagnol, pour M. le général gouverneur.

Dans la forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa, le 28 Novembre 1838.

DORET. PAGE.

MANUEL RODRIGUEZ DE CELA. J. M. MENDOZA.

Approuvé la présente convention: CHARLES BAUDIN. A. GAONA.

V.

Convention du 28 Novembre 1838.

Entre le contre-amiral Charles Baudin, commandant les forces navales de France dans le golfe du Mexique, et don Manuel Rincon, commandant général du département de Vera-Cruz.

Art. 1er. La ville de Vera-Cruz ne conservera qu'une garnison mexicaine de mille hommes. Tout ce qui excèdera ce nombre devra quitter la ville dans deux jours, et s'en éloigner, sous trois jours, à la distance de dix lieues. S. Exc. le général Rincon, commandant général du département de Vera-Cruz, conservera son autorité dans la ville, et s'engage, sur l'honneur, à ce que la garnison n'excède pas le nombre fixé de mille hommes, jusqu'à ce que les différends entre le Mexique et la France soient complètement aplanis.

Art. 2. Aussitôt que la présente convention aura été signée de part et d'autre, le port de Vera-Cruz sera ouvert à tous les pavillons, et il y aura suspension de blocus pendant huit mois, en attendant un arrangement amiable des différends existant entre le Mexique et la France.

1838 Art. 3. Le commandant de la ville s'engage à ne mettre ni souffrir qu'il soit mis aucun empêchement à ce que les troupes françaises qui occuperont le fort de Saint-Jean-d'Ulloa puissent s'approvisionner régulièrement de vivres frais dans la ville de Vera-Cruz.

Art. 4. De son côté, le contre-amiral Charles Baudin s'engage à ce que la forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa sera évacuée par les troupes françaises, et restituée au Mexique, aussitôt que les différends actuellement existant entre le Gouvernement mexicain et le Gouvernement français seront aplanis. Il sera fait en même temps restitution de tous les objets de guerre qui seront portés sur les inventaires respectifs.

Art. 5. Les Français qui, par suite du commencement des hostilités, ont été obligés de quitter Vera-Cruz, auront la liberté d'y revenir, et seront respectés dans leurs personnes et leurs propriétés; ils seront indemnisés des dommages qui pourront leur avoir été causés, pendant leur absence, par le fait de la population et des autorités mexicaines. Les indemnités qui leur seront dues en conséquence seront réglées à dire d'experts, ou par jugement des tribunaux de la république.

La présente convention est faite en deux originaux: l'une en français, pour le contre-amiral Charles Baudin, l'autre en espagnol, pour le général don Manuel Rincon; et, lecture faite, les parties contractantes l'ont revêtue de leur signature.

A bord de la frégate de S. M. *la Néréide*, le 28 novembre 1838.

Charles Baudin.

Vera-Cruz, 28 novembre 1838. Manuel Rincon.

VI.

Décret du Gouvernement mexicain du 30 Novembre 1838, portant déclaration de guerre contre la France.

Proclamation du Président de la république mexicaine.

Le Président de la république du Mexique à ses habitans.

Sachez que le Congrès-général à décrété ce qui suit:

„Dès que les forces françaises commettront quel-

que acte d'agression ou d'hostilité contre la république, 1838
le gouvernement la déclarera en état de guerre avec le gouvernement français et prendra toutes les mesures dérivant d'une telle déclaration.

Signé: JOSE-MARIA IMENEZ, président de la chambre des députés.
JOSE-IGNACIO DE ANGORENA, président du Sénat.
MARIANO DE MOREDA, Secrétaire.
AUGUSTIN PEREZ DE LEBRIJA, Sénateur, Secrétaire.

Et comme les forces navales françaises qui se trouvent dans la rade de Vera-Cruz, ont ouvert le feu contre la place et contre la forteresse, de Saint-Jean-d'Ulloa dans la journée du 27 du présent mois conformément à ce qui est prévu dans le décret qui précède, et en vertu de la faculté qui m'est concédée par le §. 18 de l'art. 17 de la quatrième loi constitutionelle.

Je déclare, au nom de la nation, que la république se trouve en état de guerre avec le gouvernement français.

Demeurent en conséquence rompus a partir de ce jour, toute espèce de relations entre cette république et la nation française; nos ports demeurent fermés à son commerce, ses marchandises resteront, prohibées, conformément à la loi du 12 Mai de la présente année, laquelle continuera en sa force et vigueur et les Français ne pourront entrer; sur le territoire de la république. En outre le gouvernement mexicain usera de tous les moyens autorisés par le droit des gens et la pratique des nations.

En conséquence toutes les autorités de la république, chacune en ce qui la concerne, agira d'accord avec la présente déclaration, conformément à ce que les lois disposent en pareil cas.

A l'effet de quoi, j'ordonne que les présentes soient imprimées, publiées, répandues et dûment observées.
Mexico, le 30 Novembre 1838.

Signé: ANASTASIO BUSTAMENTE.

1838

VII.

Lettre de l'amiral Baudin au président de la république mexicaine.

Frégate de S. M. la *Néréide* devant Véra-Cruz, 3 déc. 1838.

Monsieur le président,

Votre excellence comprendra que, dans les circonstances actuelles, je m'adresse directement à elle et non pas à son ministre des relations extérieures. Le langage de la dernière note de M. L.-G. Cuevas, en date du 26 novembre, est tel qu'il ne m'est plus permis désormais d'entrer en communication avec lui.

Le sort des armes m'ayant rendu maître de la forteresse de Saint-Jean-d'Ulloa, toute résistance de la part de la ville de Véra-Cruz devenait inutile. Je pouvais forcer cette ville à se rendre à discrétion, je pouvais l'occuper et y arborer les couleurs françaises; je m'en suis abstenu. Loin de là, j'ai conservé dans l'exercice de leur autorité le général Rincon et tous les fonctionnaires publics, et j'ai voulu qu'une garnison mexicaine, en nombre suffisant pour maintenir l'ordre, demeurât dans la ville.

La plus grande partie de sa population, privée de travail par l'effet du blocus, gémissait dans la misère depuis huit mois: j'ai voulu lui rendre le travail et la prospérité, et j'ai ouvert le port à tous les pavillons.

Monsieur le président, l'usage que la France fait de sa victoire doit prouver à votre excellence que la France est bien loin de toute pensée de conquête ou d'oppression envers la nation mexicaine. Et ce qui doit mieux vous le prouver encore, c'est que j'offre à votre excellence de traiter sur les bases de la convention que j'avais proposée au ministre des relations extérieures de la république, le 20 novembre dernier. M. Cuevas avait alors donné son assentiment à tous les articles de cette convention, sauf en ce qui touche la confirmation des déclarations de 1827, pour laquelle il avait prétendu manquer de pouvoirs suffisans. Ces déclarations, vous le savez, Monsieur le président, n'accordent à la France que ce qui est accordé aux autres nations avec lesquelles le Mexique a des traités: je ne vois pas en quoi la confirmation de ce qui constitue au Mexique le droit des étrangers et y existe de fait depuis

onze années, sans que les intérêts mexicains aient eu 1838
à en souffrir, pourrait être considérée aujourd'hui comme contraire à l'indépendance et à la dignité de la nation mexicaine et j'aime à penser que votre excellence n'y verra pas un obstacle sérieux au maintien de la paix.

Je prie, etc.

Le contre-amiral, commandant les forces navales de France dans le golfe du Mexique.

Signé: CHARLES BAUDIN.

VIII.

Lettre du général Santa-Anna à l'amiral Baudin, en date du 4 décembre.

Excellence, son excellence le président de la république a bien voulu me nommer commandant-général de ce département.

Les instructions qu'il me transmet avec ma nomination m'obligent à faire connaître à V. E. que, n'ayant pas jusqu'ici approuvé la convention signée par V. E. et mon prédécesseur, elle reste en ce moment sans effet *). J'envoie à V. E. les dispositions qui, au moment où l'on a eu connaissance de la cessation du feu, le 27 novembre, ont dû être prises par les pouvoirs législatifs et exécutifs de la république; comme elles sont exigées pour l'honneur de la nation, V. E., qui connaît toute la force de cet objet sacré, saura les apprécier dignement.

J'ai l'honnuer de présenter à V. E. les assurances de ma haute considération.

Dieu et la liberté.

Véra-Cruz, 4 décembre 1838.

Signé: ANTOINE LOPEZ DE SANTA-ANNA.

Réponse de M. le vice-amiral Baudin, en date du même jour.

Excellence, je reçois à l'instant (quatre heures après midi) la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date de ce jour.

*) Voir tome XXIII. page 88.

1838. Votre excellence m'informe que la convention conclue, le 28 du mois dernier, entre le lieutenant-général *Rincon* et moi, n'a pas été approuvée par le gouvernement de la république. En conséquence, les termes de cette convention cessent d'être obligatoires pour moi, et je pourrais dès à présent user de ma force pour vous obliger à vous retirer, vous et les troupes que vous avez introduites dans la ville, au mépris de ladite convention.

Mais j'ai pitié d'une malheureuse ville qui a déjà trop souffert, et je ne veux pas, en la détruisant, causer de nouvelles infortunes à une population innocente des erreurs de votre gouvernement.

Je prie votre excellence de vouloir bien remarquer que le décret portant déclaration de guerre de la république contre la France interdit seulement l'entrée du territoire mexicain aux citoyens français, mais n'oblige point à en sortir ceux qui s'y trouvent déjà.

D'ailleurs l'art. 12 du traité du 26 décembre 1826, entre le Mexique et la Grande-Bretagne, a établi à cet égard des règles que le gouvernement de la république a tout dernièrement encore reconnu devoir être applicables aux citoyens français en cas de guerre entre la France et le Mexique.

Si donc votre excellence contraignait par la force ou par la crainte ceux de mes compatriotes qui sont établis dans la ville de la Véra-Cruz à quitter cette résidence, ce serait de sa part un abus de pouvoir dont je lui déclare que je ferais sentir les conséquences aux Mexicains.

Et je déclare aussi que, s'il est fait le moindre dommage ou la moindre insulte à quelqu'un de mes compatriotes, votre pays aura lieu de s'en repentir.

Je présente à votre excellence l'assurance de ma haute considération.

Signé: CHARLES BAUDIN.

IX.

Nouvelle lettre de M. l'amiral Baudin au général Santa-Anna, en date du 5 décembre 1838.

Excellence, lorsque j'ai reçu hier la lettre par laquelle vous m'annonciez que le gouvernement mexicain refusait d'approuver la convention conclue au sujet de

la ville de Véra-Cruz, entre le général Rincon et moi, 1838
je me suis empressé de vous faire connaître *que je ne considérais plus les termes de cette convention comme obligatoires pour moi.*

J'ai donc dû détruire aujourd'hui toute l'artillerie des forts de *S. Ingo* et de la *Conception*, ainsi que celle des remparts de Véra-Cruz. Tel a été l'objet de mon expédition de ce matin; toutefois, V. E. a vu avec quels égards j'ai traité la ville; je n'ai fait tirer que sur les casernes seulement; pas une maison de la ville n'a été enfoncée, si ce n'est la vôtre.

V. E., qui a été témoin des ravages que j'ai commis à la forteresse d'Ulloa, *avec une partie de mes forces seulement*, doit comprendre que sa position n'est pas tenable dans la ville de Véra-Cruz, qui n'a plus d'artillerie pour se défendre, et que je puis écraser quand je voudrai.

J'engage V. E. a réfléchir sur ce sujet, et à prendre le parti que la raison et l'humanité semblent lui dicter dans la circonstance actuelle.

V. E. peut compter d'avance sur ma disposition à me prêter à un arrangement, qui, en faisant de Véra-Cruz une ville neutre, jusqu'à la fin de la guerre, préserverait cette héroïque et belle cité des horreurs de la destruction.

J'ai l'honneur de présenter à V. E. l'assurance de ma haute considération. Signé: CHARLES BAUDIN.

X.

Lettre de l'amiral Baudin au consul-général de France aux Etats-Unis, en date du 15 *décembre* 1838.

En me référant à ma dépêche de ce jour, je viens vous annoncer que j'ai donné avis au commandant de nos forces navales dans l'Océan-Pacifique de la déclaration de guerre du Mexique à la France, et ordre de porter immédiatement sur les côtes du Mexique tous les navires dont il pourra disposer.

Je vous prie, M. le consul-général, de vouloir bien faire parvenir, en mon nom, semblable avis à tous les consuls et agens de la France, sur les divers points du continent des deux Amériques par lesquels vous jugerez qu'il pourra parvenir, soit aux commandans de quel-

1838 ques navires de guerre français que ce soient, dans l'Océan-Pacifique.

Je compte, à cet égard, sur vos soins les plus actifs.

Agréez, M. le consul-général, l'assurance de ma haute considération. Signé : CHARLES BAUDIN.

XI.

Circulaire adressée par l'Amiral Baudin, aux Consuls étrangers à Vera-Cruz, relativement au blocus de ce port. En date du 22 Décembre 1838.

Anton, Lizardo, 22 décembre 1838.

M. le consul,

Vous avez eu connaissance de la convention que j'ai conclue le 28 novembre dernier, avec le général mexicain don Manuel Rincon, commandant général du département de Vera-Cruz.

Par l'article 2 de ladite convention, j'avais bien voulu ouvrir, pendant huit mois, le port de Vera-Cruz à tous les pavillons. En suspendant le blocus pendant ce temps, sans même attendre que les différends existant entre le Mexique et la France fussent aplanis, j'éprouvais une vive satisfaction de faire cesser un état de choses funeste à la prospérité de la ville de Vera-Cruz, et aux intérêts de toutes les nations qui commercent avec le Mexique.

Depuis ce temps, quoique le Gouvernement mexicain eût déclaré la guerre à la France et violé la capitulation de Vera-Cruz, je n'en étais pas moins resté disposé à laisser le port ouvert aux navires neutres qui s'y présenteraient, sur la foi de cette capitulation; et c'est dans ce sens que j'avais écrit, le 16 du courant, au commandant de la corvette des Etats-Unis l'*Erie*, qui a rendu ma lettre publique.

Mais le cabinet mexicain, ayant par le plus étrange oubli des convenances, laissé sans réponse les communications pacifiques émanées de moi, et notamment celle qui avait pour objet de rendre Vera-Cruz, ville neutre jusqu'à la fin de la guerre, ce cabinet semblant d'ailleurs se complaire à aggraver chaque jour, par toutes sortes de vexations envers mes compatriotes, la cruauté de l'acte sauvage par lequel il a, au mépris de ses précé-

dens engagemens, ordonné l'expulsion immédiate des 1838
Français, je déclare que, dans les circonstances actuelles, je ne vois pas la possibilité de prendre, avec un tel Gouvernement, les arrangemens nécessaires à la réalisation de mes vues en faveur du commerce de toutes les nations.

En conséquence, M. le consul, j'ai donné l'ordre d'admettre, soit dans le port de Vera-Cruz, soit à Sacrifios ou à Anton Lizardo, tous les navires neutres qui se présenteront, mais j'attendrai d'autres circonstances avant que de permettre le déchargement des cargaisons. Veuillez faire connaitre à Vos nationaux que toute tentative de débarquement de la moindre portion de marchandises sera considérée comme une violation du blocus après avertissement préalable et comme telle suivie de la mise immédiate sous sequestre du navire et de la cargaison.

Nulle embarcation, à l'exception de celles des navires de guerre français ou étranger, ne pourra, depuis le coucher du soleil jusqu'à son lever, circuler ni stationner sur aucune partie de la côte comprise entre la pointe de Zambaola et la barre d'Alvarado, sous peine d'être saisie.

Agréez Monsieur le Consul, etc.

Le Contre-Amiral, Commandant des forces navales etc. CHARLES BAUDIN.

114.

Déclaration du cabinet Prussien vis à vis de la cour de Rome. Publiée à Berlin le 31 *Décembre* 1838.

(Allg. Preussische Staatszeitung 1838, Nro. 362).

Die Königliche Regierung hat aus der Päpstlichen Allocution vom 13. September d. J. Sich überzeugen müssen, wie sehr der Römische Hof noch immer abgeneigt ist, auf dem Wege einer versöhnlichen und befriedigenden Verständigung die Irrungen auszugleichen, die in den Beziehungen der katholischen Landes-Bischöfe zum Oberhaupte des Staates unlängst entstanden sind.

Das in Deutscher Uebersetzung (unter A.) hier bei-

1838 gefügte Dokument, welches durch den Päpstlichen Stuhl nicht allein den fremden Gesandtschaften zu Rom amtlich mitgetheilt, sondern auch gleichzeitig mit besonderer Eile durch die öffentlichen Blätter des Auslandes verbreitet worden ist, enthält über neuere, durch die Allocution vom 10. Dezember 1837 hauptsächlich hervorgerufene Vorgänge in der Erz-Diöcese Posen und Gnesen eine Reihe von Angaben und Beschuldigungen, welchen theils eine unrichtige, die Kenntniss der gesetzlichen Landes-Verfassung verleugnende Darstellung der Thatsachen, theils, neben dem geflissentlichen Schweigen über die dem dortigen Erzbischofe bewiesene Königliche Milde und Langmuth, das offene Bestreben zum Grunde liegt, die kirchliche Gewalt auf eine, mit den Rechten des Landesherrn unvereinbare Weise auszudehnen.

Seit dem Erscheinen dieser neuen Allocution ist der öffentlichen Meinung hinreichende Zeit verblieben, über die Anklagen des Päpstlichen Stuhles und über ihre Bedeutsamkeit sich ein Urtheil zu bilden.

Die Königliche Regierung hat bis hierher mit einer öffentlichen Widerlegung in dieser höchst wichtigen Sache zögern zu müssen geglaubt, da ihr nicht alle Aussicht benommen war, sie auf anderem Wege zu beseitigen, weshalb ihr die hierüber von neuem kund gethane unveränderte Mässigung ihres Verfahrens nur zum Vortheil ausgelegt werden kann. Da indess jene Aussicht unerfüllt geblieben ist, so kann sie sich jetzt im Bewusstseyn ihres entschiedenen Rechts und der Versöhnlichkeit ihrer Gesinnungen um so freier über die Vorfälle aussprechen, aus welchen der Römische Hof einen neuen Anlass genommen hat, die unerfreuliche Spaltung zwischen dem Staat und der Kirche zu erweitern.

Die in der Beilage (unter B.) enthaltene aktenmässige Darstellung der, durch ein gesetzwidriges Beginnen des Erz-Bischofs von Posen und Gnesen entstandenen Missverhältnisse wird genügen, um alle Freunde der Mässigung, des Friedens und der bürgerlichen Ordnung, Alle, die der Stimme der Wahrheit zugänglich sind, in der Ueberzeugung zu befestigen, dass die Königliche Regierung, in Ihrem Verfahren gegen einen Prälaten, der sich bald bis zur äussersten Gränze eines sträflichen Trotzes verirrt, bald eine verzagte Wankel-

müthigkeit zur Schau trägt, nicht aus den Schranken 1838
Ihrer gesetz- und verfassungsmässigen, den Majestäts-Rechten des Landesherrn inhärirenden Befugnisse gewichen ist, dass Sie dem ungebührlichen Trotze nur schonende Milde, dem Ungehorsam und der Anmassung nur die äusserste Langmuth, dem beharrlichen Irrthume nur zurechtweisende Nachsicht entgegengestellt hat, und dass Sie nicht von den Vorwürfen betroffen wird, die gesetz- und herkömmliche Wirksamkeit der Geistlichkeit zu beschränken, das Verderben der Kirche zu bezwecken, und die katholische Bevölkerung der Monarchie von dem Mittelpunkte ihrer kirchlichen Einheit zu trennen; — Vorwürfe der Allocution, die auch der Ungestüm einer leidenschaftlichen Sprache nicht entschuldigen darf. Die darin angedeuteten Grundsätze des Römischen Hofes weiter zu erörtern und zu widerlegen, würde eine überflüssige Beschäftigung seyn. Sollte derselbe jemals die praktische Anwendung solcher Prinzipien versuchen, sollte er die Grundlagen erschüttern wollen, auf welchen seit Jahrhunderten der Friede und die Eintracht zwischen dem Staat und der Kirche beruhen, so würde ihm das vereinigte Recht und die vereinigte Kraft aller gleichbetheiligten Regierungen entgegentreten.

Weit entfernt, Aehnliches zu besorgen, hält die Königliche Regierung an der Hoffnung fest, dass die Zeit nicht entfernt seyn könne, den Oberhirten der katholischen Kirche für die Stimme der Versöhnung und der Weisheit zu gewinnen. Sie will, Sie mag nicht glauben, dass der Römische Hof entschlossen sey, den theuer erworbenen Rechten der Deutschen Staaten das Anerkenntniss und die Würdigung, die sie von ihm zu fordern berechtigt sind, zu versagen; Sie will, Sie mag nicht glauben, er werde jemals stillschweigend geschehen lassen oder gar billigen, dass die in den kirchlichen Angelegenheiten ihm untergeordneten Bischöfe und Priester die Fackel der Zwietracht am Altare anzünden, die Unterthanen zur Empörung anreizen, den Gesetzen Hohn sprechen, dem Landesherrn den gelobten Gehorsam verweigern und auf solchen Wegen das eigene, früh oder spät eintretende Verderben der Kirche vorbereiten.

So geneigt aber die Königliche Regierung ist, der Weisheit und der Erfahrung des Römischen Hofes zu

1838 vertrauen, so bereitwillig sie stets zu jeder friedfertigen Verständigung die Hand bieten wird, so wahrhaft sie bedauert, dass es Ihr bisjetzt nicht gelungen ist, ihn von der Grundlosigkeit seiner Beschuldigungen, von der Unzulässigkeit seiner Forderungen zu überzeugen, so kann und wird Sie doch niemals auf Eines Ihrer Rechte, auf Einen der Ansprüche verzichten, die der landesherrlichen Autorität in Bezug auf die Geistlichkeit der katholischen Kirche zustehen. Sie ist fern und wird immer fern bleiben jeder feindlichen oder übelwollenden Absicht gegen eine Kirche, deren Glauben sie ehrt, deren Freiheit sie anerkennt und schützt, so lange eine missverstandene Ausdehnung dieser Freiheit den Gesetzen und Einrichtungen des Staates nicht gefährlich zu werden droht. Gewissenhaft darf Sich die Königliche Regierung auf das unbestochene Zeugniss der Vergangenheit berufen. Wiewohl die Irrungen betrauernd, welche die wohlthätigen Formen einer Ordnung gefährden, worin die Kirche selbst die Gewährleistung ihres Bestehens und ihres Gedeihens findet; wiewohl in gerechtem Unwillen über die Missdeutung Ihrer Absichten, über die Verdächtigung Ihrer Gesinnungen, über die Entstellung Ihres Verfahrens, wird Sie dennoch die bisher betretene Bahn der Mässigung nicht verlassen; Sie wird Gerechtigkeit mit Milde vereinigen, dem Irrenden Nachsicht, dem Reumüthigen Verzeihung gewähren, und nur gegen den, der hartnäckig in der Widersetzlichkeit verharrt, die obrigkeitliche Macht und die Strenge des Gesetzes walten lassen. In der friedsamen Beschäftigung mit dem Glücke der Unterthanen ist die Königliche Regierung auch in den gegenwärtigen Irrungen Sich Ihrer aufrichtigsten Geneigtheit bewusst, kein mit der Ehre, der Unabhängigkeit und der Wohlfahrt des Staates vereinbares Mittel zur Herstellung eines friedlichen und freundschaftlichen Verhältnisses mit dem Römischen Hofe unversucht zu lassen. Aber keine Macht auf Erden vermag es, an der Behauptung Ihres Ansehens und Ihrer von Gott verliehenen Rechte Sie zu hindern.

Indem Sie mit unerschütterlicher Zuversicht auf die Gerechtigkeit Ihrer Sache, unter dem erflehten Beistande der göttlichen Vorsehung Sich des Erfolges Ihrer ernstlichen Bestrebungen zur Herstellung und Erhaltung eines friedlichen und gesetzmässigen Zustandes

in den Angelegenheiten der katholischen Kirche ver- 1838
sichert hält, erinnert Sie die dieser Kirche angehörigen Unterthanen des Staats, namentlich in den neu- und wiedererworbenen Provinzen, an die Wohlthaten, die ihrer Kirche durch die Gnade und das unermüdete Wohlwollen ihres Landesherrn erwiesen sind, an den Unterschied des ehemaligen, unter den Stürmen der Zeit verwahrloseten, und des gegenwärtigen, durch die Segnungen einer christlichen Regierung herbeigeführten Zustandes ihrer Kirche.

Um so mehr erwartet Sie mit Vertrauen auf die Dankbarkeit und die Treue Ihrer katholischen Unterthanen, dass sie, unverblendet und ungetäuscht von irrthümlichen, auf entstellten Thatsachen beruhenden Anklagen, den väterlichen Gesinnungen und den reifen Beschlüssen ihres Landesherrn die Erledigung der obwaltenden Misshelligkeiten in Gehorsam anheimgeben, und, Seiner Gerechtigkeit und Seiner versöhnlichen Neigung gewiss, der Herstellung eines friedfertigen Verhältnisses ruhig entgegen sehen werden.

A.

Ehrwürdige Brüder! Es liegt im Rathe Gottes, dessen Vorsehung alle Dinge lenkt, dass Er die Noth seiner Kirche, so lange Er sie unter Widerwärtigkeiten emporwachsen lassen will, fort und fort auch durch freundliche Tröstungen mildert und dem, was sie betrübt, manches Erfreuliche nach seiner Gnade beimischt. Solchergestalt offenbart Er in ihrem unablässigen Schutze eben sowohl seines Armes Stärke, als Er unserer Schwachheit Kraft verleiheit, auf dass wir nicht etwa aus Furcht vor dem Uebel wanken oder vor dessen wirklichem Andringen verzagend das Feld räumen mögen. Von dieser Gütigkeit Gottes haben wir, ehrwürdige Brüder, so wie vorlängst zu anderer Zeit, auch neuerlich erst wieder einen Beweis empfangen, welcher zwar auch eine Ursache gemeinsamer Freude darbeut, insonderheit aber Unserm Gemüthe zu fühlbarem Troste gereicht. Haben wir doch, als wir Eurem hochansehnlichen Collegio noch angehörten, dem Amte der Verbreitung des Christenthums eine eigene Mühwaltung zu widmen gehabt, und demnächst, da wir nach dem unerforschlichen Willen des Höchsten der allgemeinen Kirche vorgesetzt worden, die klare und völlige Einsicht gewonnen, dass uns gerade hiermit zugleich eine

1838 vorzügliche Fürsorge für eben denselben Zweck anbefohlen sey! Indem wir daher von diesem erhabenen Stand-Orte herab, unsern Blick auf die ganze Menge aller Völker unter dem Himmel hinwenden und das Innerste unsers liebenden Herzens gleichmässig für alle, noch so weit von uns entlegene Völkerschaften erweitern; unterlassen wir keine, dem apostolischen Berufe zukommende Befleissigung, damit unter denselben durch den wahren Glauben, — sey es, dass er ihnen zum Erstenmale gebracht oder bei ihnen wieder hergestellt oder fester begründet werde, — dem Namen des Herrn ein von Tage zu Tage immer weiter verbreitetes Lob erschallen möge.

Unterdessen ist Euch bekannt geworden, welche Umwandlung der Verhältnisse durch den Sieg der Waffen Frankreichs vor wenigen Jahren in Algier sich zugetragen hat. Wir haben die dadurch Uns gegebene gute Gelegenheit ergriffen und auch durch die frommen Wünsche Unseres theuersten Sohnes in Christo, Ludwig Philipp's Königes der Franzosen bewogen, die Förderung des dortigen Wachsthumes der Religion mit angestrengterem Bemühen Uns angelegen seyn lassen. Hiernach dürfen wir die Früchte, welche wir von Unserer Fürsorge Uns versprachen, mit der Hülfe Gottes dermalen schon einsammeln. Denn bald wird in jener Stadt eine Kathedral-Kirche emporsteigen, um nebst der ihr zugegebenen Diözese von einem durch Frömmigkeit, Wissenschaft und Einsicht ausgezeichneten Manne verwaltet zu werden, welchen wir noch am heutigen Tage auf diesen bischöflichen Sitz zu erheben gedenken. Und dies ist gewiss eine Ursache, weshalb unser Herz sich mit Freude und unsere Zunge mit Frohlocken zu erfüllen hat. So verlangt es die Ehre der Religion, verlangt es die Liebe des Heiles der Seelen, verlangt es die uns leitende, nicht unbegründete Hoffnung, dass der Herr, welcher reich ist an Barmherzigkeit, und welchem es gebührt, das Werk zur Vollendung hinauszuführen, seinen in jenem Theile von Afrika neuangepflanzten Weinberg mit dem Thau des Himmels fruchtbar machen und dessen Sprösslinge glücklich ausbreiten werde, um die ergiebigste Glaubens-Saat empor zu bringen in den weiten Räumen jener Gegenden, wo einstmals so viele Kirchen durch die Vortrefflichkeit ihres Ursprungs, durch die Menge des Christen-Volkes,

durch die Seelenstärke und Lehrweisheit der heiligsten 1838
Vorsteher in herrlicher Blüthe gestanden haben.

Wir machen Euch, ehrwürdige Brüder, am heutigen Tage diese Mittheilung nach dem Beispiele des Vaters aller Barmherzigkeit, welcher Widerwärtiges durch Glück zu mässigen pflegt, um Euch, die ihr unsere Sorgen zu theilen habt, nun auch zum Mitgenusse des Trostes einzuladen und Euch also unter trauervollen Wechselfällen aufzurichten und zu befestigen. Sintemal die Härte der Uebel, unter deren Last die Kirche von anderen Seiten her seufzt, uns nöthigt, zu traurigen Erörterungen überzugehen. Es sind derselben eine grosse Zahl, und sie sind tief eingewurzelt, obschon wir sonst in keiner Weise von der Bekümmerniss nachgelassen haben, welche uns lange schon drängt, das verabscheuungswürdige, langwierige Uebel, so viel an Uns ist, vom Hause Israel wegzuschaffen. Jedoch dasjenige mit Stillschweigen übergehend, was nur allzu bekannt und von Euch bereits auf das genaueste erkundet worden ist, können wir dagegen nicht umhin, die an unserem Herzen nagende bittere Wehmuth über die unglückliche Lage der Sache des katholischen Glaubens im Königreiche Preussen kundzugeben.

Ihr erinnert Euch, wie Wir zu anderer Zeit von diesem Orte aus unsere Klagen erhoben haben über die, dem bischöflichen Stande, dem Ansehen und der Freiheit der Kirche und Unserem, auf das göttliche Recht begründeten Primate in der Kirche durch die gewaltsame Vertreibung des ehrwürdigen Bruders und Erzbischofs von Köln, Clemens August, von seinem Sitze widerfahrene überaus grosse Beleidigung. Ausserdem wisset Ihr, dass Wir sogleich mittelst einer gewichtvollen und angemessenen Reclamation seine Rückkehr von dem Durchlauchtigsten Könige begehrt hatten. Es ist höchst empfindlich, dass unsere Worte kein geneigtes Gehör gefunden und der Wirkung entbehrt haben, welche in der allergerechtesten Sache von der Billigkeit des Königs erwartet werden musste. Aber das giebt unserer Traurigkeit das volle Mass, dass der Kirche Christi durch die weltliche Macht unaufhörlich neue Wunden beigebracht werden. Bereits am 9. April d. J. erschien eine Königl. Verfügung, welche den Päpstlichen Vorschriften und Anordnungen in geistlichen Sachen jeden Eingang in das Königreich Preussen,

1838 welcher Art er auch seyn möge, kraft einer unerhörten weltlichen Macht verbietet; mit der Strafe des Gefängnisses diejenigen bedrohend, welche — sie mögen geistliche oder weltliche, Preussische oder fremde Unterthanen seyn, — auf irgend eine Weise hierbei behülflich sind. Wir halten uns nicht dabei auf, wie nachher erklärt worden, dass jeder Weg der Mittheilung zwischen dem Kapitel zu Köln und dem apostolischen Stuhle künftig ganz unstatthaft seyn solle, sofern das Königl. Staats-Ministerium dabei nicht mitwirke: was offenbar darauf hinausgeht, dass alle Mittheilung der Beaufsichtigung, Prüfung und Genehmigung des Gouvernements unterworfen seyn sollen. Wir übergehen, dass auf gleiche Weise mit einigen theologischen Professoren verfahren worden ist, denen man, wie Wir in Erfahrung gebracht, nicht einmal zugestanden, ihre völlige Unterwerfung unter das apostolische Urtheil über die Schriften des Hermes in einem Schreiben an Uns zu bezeugen. Wir übergehen andere dergleichen nicht weniger zu missbilligende Dinge. Aber vernehmet dagegen, welche Ungebühr in dem östlichen Theile des Königreichs Preussen nach einem langen heftigen Streite mit dem ehrwürdigen Bruder Martin, Erzbischofe von Gnesen und Posen, stattgefunden hat.

Es schmerzte diesen vortrefflichen Prälaten heftig, dass durch die Gewalt der bürgerlichen Gesetze in jenen Gegenden eine der Lehre und Disziplin der katholischen Kirche durchaus widerstreitende Praxis in Betreff der gemischten Ehen eingepflanzt worden war. Dafür haltend, dass er solches, ohne sich einer schweren Versündigung schuldig zu machen, nicht länger dulden könne, wandte er sich zunächst mehrmals an den Königl. Minister, sodann an den König selbst in einem mit pflichtmässiger Ehrerbietung abgefassten Schreiben und begehrte unter Auseinandersetzung seiner Gründe und Gewissensbedrängnisse, dass in dieser lediglich der kirchlichen Autorität zustehenden Angelegenheit ihm erlaubt werden wolle, entweder für die Aufrechthaltung derjenigen Regel zu sorgen, welche in dem an die Bischöfe Polens gerichteten Erlasse Benedikt's XIV., unseres Vorgängers, vom 29sten Juni 1748 gegeben worden war, oder den Ausspruch des apostolischen Stuhles einzuholen. Aber weder das Eine noch das Andere wurde ihm, so billig es auch war, zugestanden. In

welche peinliche Verlegenheit der fromme Mann hier- 1838
durch nothwendig versetzt werden musste, brauchen wir wohl nicht mit mehreren Worten auszuführen. Inzwischen gelangte zu seiner Kenntniss, dass Wir, was Wir bereits auf Privatwegen gethan, auch öffentlich in Eurer Versammlung vom 10. December v. J. jede im Königreiche Preussen ungesetzlich eingeführte Praxis in Betreff gemischten Ehen verworfen hatten. Er glaubte daher nicht zaudern zu dürfen und erliess an die gesammte Geistlichkeit seiner Erz-Diözese ein Rundschreiben, worin er unter Androhung der Censur den Priestern strenge untersagte, dergleichen Ehen durch die Einsegnung nach heiligem Ritus zu ehren, sofern nicht vorher diejenigen Bedingungen erfüllt worden, welche von diesem heiligen Stuhl vorgeschrieben zu werden pflegen. Bald darauf richtete er von Neuem an den Durchlauchtigsten König ein Schreiben, bezeugte darin, wie es sich gebührt, auf das Ausführlichste seine Unterwürfigkeit und seinen Gehorsam in allen der bürgerlichen Ordnung angehörigen Dingen und legte, nachdem er das von dem Könige feierlich gegebene Versprechen, die Rechte der katholischen Kirche unverletzt erhalten zu wollen, in Erinnerung gebracht, das freimüthige Bekenntniss ab, dass er nach dem öffentlich verkündigten Ausspruche des apostolischen Stuhles nicht davon abweichen dürfe, ohne sich der Beschuldigung einer schmählichen Verletzung der Einheit der Kirche blosszustellen.

Diese der Religion und dem Glauben eines katholischen Prälaten ganz entsprechenden Gesinnungen, ehrwürdige Brüder, hatten aber den Erfolg, dass am 27sten desselben Monates April unter Ertheilung der strengsten Befehle wegen Ausführung der obengedachten Königlichen Verfügung in Beziehung auf die Einwohner der Provinz Posen zugleich ausdrücklich eingeschärft wurde, dass durch dieselbe jeglicher Verkehr mit dem Römischen Stuhle und dessen Legaten gänzlich untersagt sey. Noch mehr! Es wurde erklärt, dass, sobald die Thatsache einer solchen, von irgend Jemandem geschehenen Mittheilung feststehe, die Verhaftung desselben ohne Weiteres eintreten solle, gleichviel welche Gegenstände diese Mittheilung betroffen haben möge, worüber hinterher die spezielle Untersuchung stattfinden werde.

Und auch dies war noch nicht genug. Eine von

1838 dem Königlichen Ministerio unterm 25. Juni erlassene Verfügung erklärte das Rundschreiben des Erzbischofes an die Geistlichkeit, dessen wir oben erwähnt, für nichtig und kraftlos, indem es ausserdem eine Strafe darauf setzte, wenn jemand auf irgend eine Weise sich darnach richten sollte, während zugleich der Schutz der Regierung demjenigen verheissen ward, welchem wegen Nichtbeachtung der in dem Rundschreiben enthaltenen Vorschriften bei der geistlichen Behörde Anstoss geben möchte. Wer aber sollte glauben, dass alles dieses verordnet worden sey, nachdem kurz vorher, nemlich am 12ten des oben gedachten Monates, den Katholiken der Provinz Posen öffentlich die Versicherung ertheilt worden war, dass es der Wille des Königes sey, sie bei der Gewissens- und Religionsfreiheit zu schützen, an welcher ihre Vorfahren stets festgehalten haben. Grösser als Wir es mit Worten auszudrücken vermögen, ist der Schmerz, womit Wir in Erfahrung gebracht, in welchem Maasse [illegible] schläge zur Verletzung und zum Verderben des [illegible] begonnen und ausgeführt worden sind. Dieses halten aber gerade dadurch noch schwerere Besorgniss, dass ihre Richtung ganz offen und unverdeckt dahin geht, die Kraft und das Wesen der von Gott gestifteten Kirchen-Verfassung von Grund umzustürzen und jene Gegenden von dem Mittelpunkte der katholischen Einheit zu trennen. Denn nur mit Verletzung und gänzlicher Verwirrung der Form der Kirche und ihres Regimentes kann es geschehen, dass irgend eine weltliche Gewalt in ihr herrsche, ihre Gesetze zerbreche, oder sich der freien Verbindung mit dem Ersten Stuhle in den Weg stelle, mit welchem nach dem Zeugnisse des heiligen Ireneus wegen seiner überwiegenden Hoheit die ganze Kirche, d. h. die Gläubigen aller Orte, übereinstimmen müssen. Wer aber eine andere Weise ihrer Regierung einführen wollte, der würde, wie der heilige Cyprianus trefflich gesagt hat, die Kirche zum Menschenwerke zu machen versuchen. Deshalb haben Wir, so bald Uns jene Thatsachen und Verfügungen aus authentischen Urkunden bekannt geworden, Unser Klagen und Weherufen an diejenigen, die es angeht, gelangen lassen. Wir erkennen es jedoch für eine, durch das heilige Amt, welches wir verwalten, Uns auferlegte Pflicht, unter Wiederholung der in Unsrer frühern Al-

tion laut erhobenen Beschwerden, auch den so 1838
n von Uns angeführten, der Kirche öffentlich
efügten Beeinträchtigungen einen öffentlichen
haspruch auf dem Fusse folgen zu lassen.

Derohalben, ehrwürdige Brüder, rufen Wir, die
me des Hirten mit apostolischer Freiheit erhebend,
e den Himmel und die Erde als Zeugen an und
en hiermit über Alles, was zu deren Schaden und
heile in Preussischer Kirche verübt worden ist,
lernachdrücklichste Beschwerde. Eines aber ist es,
n so herber Trübsal uns wieder ermuthiget, nämie unüberwundene Seelenstärke, welche der Erzf von Posen und Gnesen im Wetteifer mit dem
ens-Muthe des Kölnischen Kirchenfürsten, durch
ptung der Lehre und Disziplin der Kirche wegen
emischten Ehen an den Tag gelegt hat. Auch
n Wir wahrlich nicht bezweifeln zu dürfen, dass
brigen Bischöfe in beiden Theilen des Preussischen
s, eingedenk der Stelle, welche sie innehaben,
Würde, womit sie bekleidet sind, des Eidschwures,
ch sie sich bei ihrer feierlichen Inauguration veret haben, dasjenige in ihren Amts-Verrichtungen
estigkeit leisten werden, was den kanonischen
hriften der Väter und den apostolischen Unterngen angemessen ist. Und auch dessen halten Wir
ersichert, dass der Durchlauchtigste König nach
n auszeichnenden Erhabenheit seines Sinnes billi-
Entschliessungen Raum gebend, der katholischen
e die Befolgung ihrer Gesetze verstatten und Nieen erlauben werde, ihrer Freiheit in den Weg
eten. Lasset uns darum, ehrwürdige Brüder, zu
Berge, von wannen uns Hülfe kommen wird, die
en emporrichten und Gott, den Allmächtigen, in
en Hände die Herzen der Könige sind, im gemeinen Gebete demüthig anflehen, dass Er dieses unser
ehren mit geneigter Zustimmung aufnehmen und so
d es seyn kann zu seinem sehnlichst gewünschten
gange wolle gelangen lassen.

B.

In den östlichen Provinzen des Preussischen Staawelche von evangelischen und katholischen Glausgenossen bewohnt werden, wurden gemischte Ehen
den katholischen Geistlichen kirchlich eingesegnet,

1838 ohne den Verlobten das Versprechen der künftigen Erziehung der Kinder in dem katholischen Glauben abzufordern. Dies ist namentlich für die Erz-Diöcese Gnesen und Posen nicht allein von den verstorbenen Erzbischöfen etc. Gorrzensky und etc. Wolicky anerkannt und befolgt, sondern auch vom dem dermaligen Erzbischofe von Dunin, in seiner Eigenschaft als ehemaliger Kapitular-Verweser, mittelst einer urkundlichen Versicherung vom 29. Januar 1830 bezeugt worden. Da es nun weder ein Landes-Gesetz gegeben hat, welches der Geistlichkeit den Zwang zur kirchlichen Trauung einer gemischten Ehe auferlegt hätte, noch vorausgesetzt werden kann, dass einem Verfahren, welches der Klerus einer ganzen Erz-Diözese beobachtete, Gleichgültigkeit gegen die Vorschriften der Kirche zum Grunde liege, so lässt sich nur annehmen, dass die Geistlichkeit, in genauer Kenntniss und weiser Erwägung aller in jenen Ländern von gemischter Bevölkerung stattfindenden Lebens-Verhältnisse, das Seelenheil der zunächst Betheiligten und das Wohl der katholischen Kirche am besten zu fördern glaubte, wenn sie sich des Verlangens einer solchen Zusage von Seiten der Verlobten enthielt. Auf diese Weise bildete sich durch freie Uebung eine Gewohnheit, die zu allen Zeiten und in allen Ländern ins Mittel getreten ist, wo die abstrakte Allgemeinheit des Gebots mit einem besonderen widerstrebenden Bedürfnisse oder Zustande des Volkslebens auszugleichen war.

Der Königlichen Regierung musste es daher ganz unerwartet seyn, als der Erzbischof von Dunin, welcher früher das Zeugniss über das Bestehen dieser Gewohnheit ohne die mindeste Aeusserung eines Zweifels an ihrer kirchlichen Zulässigkeit ausgestellt hatte, im Anfange des Jahres 1837 plötzlich mit Bedenken dagegen auftrat und bei dem Ministerium der geistlichen Angelegenheiten die Erlaubniss nachsuchte, entweder das Breve Pius VIII. vom 25. März 1830 seiner Diözesan-Geistlichkeit publiziren oder seine wegen der gemischten Ehen entstandenen Gewissens-Skrupel dem Päpstlichen Stuhle zur Entscheidung vorlegen zu dürfen. Das Ministerium konnte weder den einen noch den anderen Antrag gewähren: den *ersten* nicht, weil das Breve nur für die westlichen Provinzen der Monarchie erlassen worden war, und so wenig es in der Absicht

des Papstes lag, einzelne mildernde Vorschriften desselben für alle Länder der katholischen Christenheit ohne Unterschied zu ertheilen, so wenig konnte es der Königlichen Regierung angemessen erscheinen, die Publication des Breve auf blosses Verlangen eines Bischofs für eine Provinz zuzulassen, in welcher bis jetzt überhaupt keine Veranlassung zu einer Einwirkung der höchsten geistlichen Autorität in dieser Angelegenheit vorhanden gewesen war; dem zweiten Antrage stand aber entgegen, dass schon bei Gelegenheit der im Jahre 1828 in Rom begonnenen, dem Breve vorhergegangenen Unterhandlungen, die obenerwähnte, in den östlichen Provinzen bestehende Praxis zur Sprache gekommen war, ohne dass der Päpstliche Hof hiervon Veranlassung genommen hatte, das Fortbestehen derselben in Frage zu stellen. Ja, als später der Erzbischof von Köln, Graf von Spiegel, in einem unterm 13. Oktober 1834 erlassenen Hirtenbriefe, durch welchen er dies Breve den Bischöfen seiner Erz-Diözese zufertigte, sich ausdrücklich auf die in den östlichen Provinzen bestehende Praxis bezog, hatte der Päpstliche Hof, nach erlangter Kenntniss des Hirtenbriefes, nicht das Mindeste gegen diese Praxis eingewendet. Von der einen Seite konnte daher dessen stillschweigende Zulassung derselben nicht in Zweifel gezogen werden, und von der anderen war vorauszusehen, dass, im Falle einer förmlichen Anfrage, wie sie der Erzbischof von Dunin beabsichtigte, der Päpstliche Stuhl als Centrum der Einheit der katholischen Kirche sich für verpflichtet halten würde, die abstrakte Allgemeinheit der kirchlichen Regeln und Satzungen in Erinnerung zu bringen. Auf den ablehnenden Bescheid des Ministeriums der geistlichen Angelegenheiten richtete der Erzbischof von Dunin, statt seinen Antrag auf die Publication des Breve von 1830 zu wiederholen, am 26 Oktober 1837 ein Gesuch an Se. Majestät den König, in welchem er um die Genehmigung bat, nach den Bestimmungen und Grundsätzen der an die Erzbischöfe und Bischöfe des vormaligen Königreichs Polen im Jahre 1748 erlassenen Bulle Papstes Benedikt XIV. „magnae nobis admirationis" verfahren zu dürfen. Dieses neue Gesuch konnte noch weniger bewilligt werden, weil, abgesehen davon, dass die angeführte Bulle durch die Beschlüsse des Polnischen Reichstages bereits in den Jahren 1767–68 ausser Kraft 1838

1838 gesetzt worden war, ihr Inhalt, wie der Erzbischof selbst in seiner Vorstellung anerkannte, in Widerspruch mit den Landes-Gesetzen steht, weshalb Se. Majestät unter Bestätigung des Ministerial-Bescheides den Antrag des Erzbischofs zurückwiesen, der jedoch, statt dem Königlichen Befehle gebührend nachzuleben, dreist gemacht und aufgeregt durch die Päpstliche Allocution vom 10. Dezember 1837, an die Geistlichkeit seiner Diözese am 27. Februar 1838 einen Hirtenbrief erliess, worin er sie auf die Befolgung der vorerwähnten Bulle des Papstes Benedikt XIV. verweist, die in derselben vorgeschriebenen Versprechen der Verlobten als unerlässliche Bedingung der Zulassung der kirchlichen Trauung einer gemischten Ehe mit Bezugnahme auf das Breve des Papstes Pius VIII. (obschon dasselbe diese nicht verordnet) bezeichnet, und die Geistlichen, welche sich nicht genau danach richten würden, mit der Suspension von jeder Würde, jedem Amte und jeder Stelle bedroht.

Zuvor noch, am 30. Januar 1838, hatte der Erzbischof ein von ihm in Polnischer Sprache verfasstes Umlaufschreiben an die Geistlichen erlassen, worin er seine bisherigen Verhandlungen mit der Königlichen Regierung, unter gänzlicher Hintansetzung der der Obrigkeit schuldigen Ehrerbietung, in höchst aufgeregter Sprache erzählt, und indem er sich mit dem von der Hand des Polnischen Königs Boleslaus II. getödteten, als Märtyrer verehrten Bischofe Stanislaus vergleicht, zuletzt mit folgender Aufforderung schliesst:

> Mit diesem meinen Briefe, als der Stimme des Hirten, macht auch Eure Schäflein bekannt; ermuntert besonders die katholischen Mütter und Töchter, eben so wie alle Gläubigen, dass sie mit eben dieser Treue und Anhänglichkeit in dem Glauben dieser heiligen Kirche beharren und jedes lebenslängliche Bündniss mit den Abtrünnigen von derselben vermeiden.

Auch in einem späteren Schreiben an das Dom-Kapitel zu Gnesen vom 16. März d. J. stellt er sich als Märtyrer dar und giebt dieser geistlichen Behörde anheim, ob nicht „wegen seiner Verfolgung die Musik in den Kirchen und das Läuten der Glocken einzustellen sey."

Diese Folgereihe gesetzwidriger Schritte machten der Königl. Regierung ein ernstliches Einschreiten zur unausweichlichen Pflicht.

Kein Bischof darf, nach den Landes-Gesetzen, in

Religions- und Kirchen-Angelegenheiten ohne Erlaub- 1838
niss des Staates neue Verordnungen machen.

(Allgem. Landrecht Th. II. Tit. XI. §. 117.)

Der Erzbischof von Dunin hatte, nachdem ihm diese Erlaubniss versagt worden war, gegen den ausdrücklichen Königlichen Willen den Hirtenbrief vom 27. Februar d. J., worin er die Geistlichkeit seiner Diöcese zur wesentlichsten Abweichung von dem bestehenden Rechts-Zustande anweiset, erlassen.

Nach den Landes-Gesetzen, indem diese keinem Geistlichen einen Zwang zur kirchlichen Trauung gemischter Ehen auflegen, darf aber auch kein vorläufiges Versprechen der Verlobten wegen der Kindererziehung von den Geistlichen gefordert werden. (cfr. den Allerh. Erlass vom 17. August 1825. Gesetz-Samml. 221); im Widerspruch mit diesen Bestimmungen und der von ihm selbst bezeugten Praxis hatte der Erzbischof den Geistlichen seiner Diözese die Abnahme dieses Versprechens zur Pflicht gemacht.

Nach den Landes-Vorschriften kann kein Bischof eigenmächtig einen Geistlichen von Amt und Würde entsetzen (§§. 131 u. f. Tit. XI. Th. II. Allg. L. R.); der Erzbischof hatte sich eine seine Befugnisse weit überschreitende, ungesetzliche Jurisdiction angemasst, in der Absicht, seine Diözesan-Geistlichen zur Uebertretung der Landes-Gesetze zu verleiten. Die Landes-Gesetze bestimmen

(Allg. Landr. Th. II. Tit. XX. §. 151.)

„Wer durch frechen, unehrerbietigen Tadel oder Verspottung der Landes-Gesetze und Anordnungen im Staate, Missvergnügen und Unzufriedenheit der Bürger gegen die Regierung veranlasst, der hat Gefängniss- oder Festungsstrafe auf 6 Monate bis 2 Jahre verwirkt;" und (§. 152) „in je grösserem Ansehen derjenige steht, welcher dergleichen Unfug vornimmt, desto strenger muss derselbe bestraft werden." Der Erzbischof hatte seine Diözesan-Geistlichen aufgefordert, die Gläubigen mit dem Inhalte seines, die Ehrerbietung gegen die Obrigkeit schwer verletzenden Schreibens bekannt zu machen.

In jedem Staate von gemischter Bevölkerung ist die Aufreizung der Religions-Parteien gegen einander besonders strafwürdig; in Gemässheit des Umlaufs-Schreibens des Erzbischofs sollten die Gläubigen ermuntert werden, jedes lebenslängliche Bündniss mit

1838 den „Abtrünnigen" zu vermeiden. So viele in dem Verfahren des Erzbischofs sich vereinigende schwere Uebertretungen durften nicht ungerügt bleiben.

Die erste von den Provinzial-Behörden gegen seine gesetzwidrigen Handlungen ergriffene Massregel war nunmehr die an die Land-Dekane gerichtete Aufforderung, sämmtliche Exemplare des vorerwähnten erzbischöflichen Umlaufs-Schreibens vom 30. Januar c. abzuliefern, und das gleichzeitige Verbot der Verkündigung desselben von der Kanzel. Die Verbreitung dieses die Aufregung der Gemüther bezweckenden Schreibens musste schlechterdings verhindert werden. Wer sich daher nicht geradezu der Theilnahme an dem Verbrechen des Erzbischofs schuldig machen wollte, war verpflichtet, den desfallsigen Verfügungen der Königlichen Behörden ungesäumt Folge zu leisten. Da gleichwohl einige Geistliche und Pfarr-Verweser sich nicht abhalten liessen, dem ausdrücklichen Verbote zum Trotz das mehrerwähnte erzbischöfliche Schreiben von der Kanzel oder während des öffentlichen Gottesdienstes zu verkündigen, so that die Regierung zu Posen ihre Pflicht, indem sie durch eine Verfügung vom 21. April c. eine Nachweisung jener Geistlichen verlangte, um nach Umständen das gesetzliche Verfahren gegen dieselben einzuleiten.

In Beziehung auf den Erzbischof selbst lag bereits ein klarer Thatbestand zur Eröffnung einer förmlichen Untersuchung vor. Hierauf trugen auch die Ministerien an. Des Königs Majestät wollten jedoch in Allerhöchstihrer Langmuth dem Prälaten Zeit gönnen, sein Unrecht einzusehen und dasselbe durch freie Zurücknahme seines Umlaufs-Schreibens wieder gut zu machen. Unter gleichzeitigem Erlass eines väterlichen Zurufs Sr. Majestät des Königs an die katholischen Unterthanen des Grossherzogthums Posen vom 12. April d. J. (Staats-Zeitung vom 23. April 1838 Nr. 112) erhielt der Ober-Präsident der Provinz den Auftrag, den Erzbischof mit dem Beschlusse der gegen ihn zu eröffnenden Untersuchung bekannt zu machen, dabei aber demselben zu erklären:

Se. Majestät wollten sein Vergehen noch als eine bloss irrthümliche Verkennung seines Standpunktes betrachten, wenn er seine Handlungsweise selbst als eine solche anzuerkennen und demgemäss unter Aufhebung der von ihm an die Geistlichen gerichteten Verfügungen die gesetzliche Ordnung wiederherzustel-

len bereit sey; jede Beschränkung der Gewissensfrei- 1838
heit Allerhöchstihrer katholischen Unterthanen in dieser, wie in jeder anderen kirchlichen Angelegenheit sey dem Allerhöchsten Willen Seiner Königlichen Majestät ganz entgegen. Keinem Geistlichen solle Zwang angethan werden zur kirchlichen Einsegnung einer gemischten Ehe; wogegen aber auch Se. Majestät, jenem Grundsatze getreu, eben so wenig jemals dulden, oder einem Bischofe gestatten würden, seinerseits einen Gewissenszwang durch Androhung von Strafen gegen diejenigen Geistlichen, welche dergleichen Ehen ohne vorhergegangene Versprechen der Verlobten in Betreff der Kinder-Erziehung, durch kirchliche Einsegnung vollziehen — einzuführen, und eine solche gesetzwidrige Ueberschreitung der ihm zustehenden Kirchenzucht bis zu jener Anmassung, deren sich der Erzbischof in seiner Verordnung vom 27. Februar d. J. schuldig gemacht habe, auszudehnen.

Diese am 19. April d. J. dem Erzbischofe durch den Ober-Präsidenten gemachte Mittheilung schien den beabsichtigten Eindruck nicht verfehlt zu haben. Er versprach am folgenden Tage mittelst Erlasses eines neuen Hirtenbriefes, unter Aufhebung seines Umlaufs-Schreibens vom 30. Januar und des darauf folgenden Erlasses vom 27. Februar, der Diözesan-Geistlichkeit eine andere Belehrung über ihr zu beobachtendes Verhalten bei der kirchlichen Einsegnung gemischter Ehen ertheilen, und Abschrift desselben, mit Anrufung Königlichen Gnade, Seiner Majestät zu überreichen. [illegible] späterhin den Wunsch äusserte, sich in Beziehung auf die älteren Umlaufs-Schreiben des Ausdrucks: „Milderung" statt „Aufhebung" bedienen zu dürfen, [illegible] sonst besorgen müsse, sich vor den Augen seiner Geistlichkeit herabzusetzen, nahm der Ober-Präsident einen Anstand, ihm die Hoffnung zu geben, dass dieser Wunsch bei Sr. Majestät dem Könige Eingang finden werde.

Plötzlich ward er wieder anderen Sinnes und verfasste in einer Immediat-Eingabe vom 24. April d. J. [illegible] Zuruf Sr. Majestät die Deutung zu geben, dass denselben sein Recht zur Erlassung der Circularschreiben und zu den darin enthaltenen Anweisungen [illegible] get sey.

So leer und nichtsbedeutend diese Ausflucht er-

1838 scheint, ermüdete die Milde und Langmuth Sr. Majestät des Königs dennoch nicht. Der Chef-Präsident des Ober-Appellations-Gerichts in Posen ward beauftragt, ihm unmittelbar und persönlich auseinanderzusetzen, in welcher ernsten Lage er sich befinde, und ihn mit spezieller Hinweisung auf die Landesgesetze, an welchen er seine Verschuldigung und deren Folgen zu ermessen habe, zur Zurücknahme seiner Erlasse vom 30. Januar und 27. Februar c., mit dem Anheimstellen einer hierbei von ihm zu wählenden, seine Person und Würde schonend berücksichtigenden Form und Fassung, zu vermögen.

Als inzwischen in einem Noten-Wechsel mit dem Päpstlichen Stuhle von demselben erklärt wurde, dass die Allocution vom 10. Dezember v. J. nichts Weiteres habe seyn sollen, als eine öffentliche Protestation gegen eine öffentliche Handlung, wonach also der Papst kein Gebot, am wenigsten ein solches für die Bischöfe der östlichen Provinzen des Preussischen Staates, beabsichtige, ward auch dieses dem Erzbischofe mitgetheilt; allein weder dieses, noch die eindringlichsten Vorstellungen und Warnungen hatten den Erfolg, ihn in die gesetzliche Bahn zurückzuführen.

Da sonach der letzte Versuch der Güte an dem hartnäckigen Trotze des Erzbischofs gescheitert war, blieb nur das Einschreiten der obrigkeitlichen Gewalt übrig. Durch eine Ministerial-Verfügung vom 25. Juni d. J. wurden, unter Königlicher Autorisation, die Verfügungen und Anweisungen des Erzbischofs, als gesetzwidrig und die öffentliche Ordnung störend, ausser Kraft gesetzt. Die Königliche Regierung übte hiermit ein Recht aus, welches kein Staat der Christenheit sich streitig machen lässt. Sie hob auf, was ungesetzlich war; sie warnte vor der Befolgung gesetzwidriger Anweisungen und verhiess Schutz denjenigen Geistlichen, welche in ihrem Verfahren fernerhin den Landesgesetzen gehorchen würden.

Gegen den Erzbischof selbst wurde dem bis dahin ausgesetzten gerichtlichen Verfahren freier Lauf gelassen.

Nächst den Vorgängen in der Erz-Diöcese Gnesen und Posen entnimmt die Allocution vom 13. September d. J. aus der Kabinets-Ordre vom 9. April 1838 (Gesetz-Sammlung S. 240.) einen Anlass zur Klage. Die Königliche Regierung sieht sich hierdurch aufgefordert,

Thatsachen zu beleuchten, welche sie, im Geiste des 1838
Friedens und der Versöhnung, am liebsten der Vergessenheit überliefert hätte.

In den christlichen Europäischen Staaten besteht die aus dem Majestäts-Recht entspringende Einrichtung, nach welcher die Regierung bei den Communicationen zwischen dem katholischen Landes-Klerus und dem Römischen Stuhle vermittelnd eintritt. Denn da der Papst keinen Akt der Gesetzgebung in einem fremden Staate ausüben darf, so hat die Landes-Regierung vermöge ihrer legislatorischen Gewalt zu bestimmen, ob einer Päpstlichen Verordnung die Anwendung zu gestatten sey oder nicht, so wie sie bei den Meldungen und Communicationen der Geistlichen nach Rom vermittelnd eintritt. Nur in Belgien, so viel bekannt, ist durch die Constitution von 1831 eine abweichende Einrichtung angeordnet.

Ganz von diesem Standpunkte aus ist auch bis jetzt der Verkehr zwischen dem Päpstlichen Stuhle und den Organen der katholischen Kirche in Preussen durch die Königliche Regierung vermittelt worden. Wenn diese in einzelnen Fällen ihre Vermittelung versagte, so geschah solches nur in strenger folgerechter Berücksichtigung des oben bezeichneten Zweckes. Dies gilt namentlich von dem in der Allocution berührten Falle, in welchem die Regierung gerechten Anstand nahm, die Unterwerfungs-Akte einiger Professoren unter das in Bezug auf die Hermesischen Schriften ergangene Breve vom 26. September 1835 nach Rom zu befördern. Eine solche persönliche Unterwerfungs-Akte hatte der Päpstliche Stuhl von Niemanden gefordert und die Königliche Regierung konnte sich um so weniger bewogen finden, dieselbe nach Rom zu befördern, als sie, das Breve vom 26. September 1835 ignorirend, auf keine Weise dazu beitragen durfte und wollte, das Parteiwesen über eine Frage, welche der Päpstliche Hof selbst als erledigt zu betrachten wünscht, wieder aufzuregen.

Bis auf die neueste Zeit hat die Königliche Regierung fast niemals Veranlassung gehabt, die Verletzung der bestehenden gesetzlichen Vorschriften über den Verkehr mit Rom zu rügen. Sie ist vielmehr dem Klerus des Landes das Zeugniss schuldig, dass er die Reinheit ihrer Absichten gewürdigt und die betreffenden Vorschriften stets beobachtet hat.

1838 Dieser Zustand alter Ordnung wurde plötzlich durch eine bis dahin unerhörte, die Gemüther in die höchste Aufregung versetzende Thatsache gestört.

Gegen Ende März d. J. wurde in der Preussischen Rheinprovinz unter dem Namen des damaligen Geschäftsträgers der Päpstlichen Nuntiatur zu Brüssel, Aloysius Spinelli, ein vom 14. datirter Erlass an einen diesseitigen katholischen Geistlichen, theils in schriftlichen, theils in gedruckten Exemplaren, heimlich verbreitet, worin die Wahl des Dechanten Dr. Hüsgen zum Kapitular-Verweser der Erz-Diözese Köln als unkanonisch bezeichnet, ein von ihm ausgegangenes Fasten-Mandat für nichtig erklärt und in Betreff der damaligen Fastenzeit bestimmt wird, dass die Gläubigen von derselben Dispensation Gebrauch machen könnten, welche der Erzbischof im Jahre vorher ertheilt habe.

Die Echtheit des Dokuments wurde durch das Geständniss des Spinelli ausser Zweifel gestellt. Ob der Päpstliche Stuhl seinen Geschäftsträger zu diesem Erlasse ermächtigt habe, wie in demselben versichert wurde, war nicht sofort zu ermitteln. Da indess zu besorgen stand, dass der Versicherung des Spinelli, die Ermächtigung des Papstes zu besitzen, von der katholischen Bevölkerung Glauben werde beigemessen werden, da Einem Schritte dieser Art noch andere folgen und ernste Aufregungen in der Provinz herbeigeführt werden konnten, so erliessen Se. Majestät der König die Ordre vom 9. April d. J., welche die gegen die Verbreitung der Erlasse „auswärtiger geistlicher Obern" über religiöse und kirchliche Verhältnisse zu ergreifenden Massregeln den bestehenden Gesetzen und Einrichtungen gemäss vorschreibt.

Der Römische Hof hat späterhin das Verfahren des Spinelli auf eine deshalb geführte Beschwerde förmlich gemissbilligt. Der Allerhöchste Erlass vom 9. April d. J. bleibt jedoch um so mehr in voller Kraft, als der Papst in dem das pflichtwidrige, der richterlichen Strafe unterliegende Verfahren des Erzbischofs von Posen betreffenden Theile der Allocution dieses als „unüberwundene Seelenstärke" preist und allen katholischen Bischöfen der Preussischen Monarchie dasselbe, die Pflichten gegen ihren Souverain und ihren Eid verletzende, die Landes-Verfassung untergrabende Verfahren zumuthet.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1830.

15 Avril. Décret de la Porte Ottomane sur l'exemption des droits de passage pour les bâtimens de commerce espagnols à leur entrée dans la mer de Marmora par les Dardanelles et à Constantinople. Pag. 1

2 Juin. Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats d'Autriche et ceux de Danemarc. 2

1832.

20 Avril. Traité entre la Compagnie britannique des Indes orientales et Mir Mourad Ali Khan à Hyderabad en Sinde. 5

22 Avril. Traité supplémentaire entre les mêmes. 6

26 Décembre. Traité de la compagnie britannique des Indes orientales avec Maharajah Runjit Sing, Souverain du Punjab. 7

1833.

6 Janvier. Convention entre les royaumes de Saxe et de Bavière sur l'entretien réciproque de leurs sujets depourvûs de moyens de subsistance et tombés malades dans les Etats respectifs 19

22 Février. Traité entre la compagnie britannique des Indes orientales et le Nabob Bahawul Khan, Souverain de Bahawulpore. 10

12 Mars. Traité entre la Grande-Bretagne, le Maharajah Runjit Sing et Shah Schoudschah oul Moulk. 22

1833 18 Juin et 29 Octobre. Circulaires de la chambre générale des douanes et du collège de commerce en Danemarc relativement aux navires belgiques. Pag. 25

7 Novembre - 16 Janvier 1834. Négociations du gouvernement hollandais avec la Diète germanique et le Duc de Nassau, relativement à la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg en faveur de la Belgique. 26

1834.

10 Janvier. Convention signée à Berlin entre la Prusse et l'Etat de Cracovie, concernant l'exécution gratuite réciproque des requisitions judiciaires en causes de pauvres. 38

12 Février. Convention de commerce, conclue à Copenhague, entre l'Autriche et le Danemarc. 40

15 Mars. Patente du Roi de Prusse sur les stipulations convenues, avec les Empereurs d'Autriche et le Russie, concernant l'extradition des coupables de crimes politiques. 44

20 Septembre. Patente du Roi de Danemarc sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et la Belgique. 46

22 Septembre. Déclaration du gouvernement prussien portant égalisation des bâtimens de l'Etat de l'Eglise avec ceux de la Prusse pour les droits à percevoir dans les ports prussiens. 48

23 Décembre. Traité de commerce entre la compagnie britannique des Indes orientales et le gouvernement de Hyderabad en Sinde. 13

1835.

24 Janvier. Traité supplémentaire entre la Grande-Bretagne et le Maharajah Runjit Sing, Souverain de Punjab. 15

5 Février. Traité supplémentaire entre la compagnie britannique des Indes orientales et le Nabob Bahawul Khan, Souverain de Bahawulpore. 17

24 Juillet. Convention entre l'Autriche et la Prusse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction entre les Etats Prussiens d'une part et les Etats autrichiens à l'exception de la Hongrie et de la Transylvanie de l'autre part. 50

1835 20 Août. Publication faite à Drèsde d'une convention conclue pour l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Royaume de Saxe et les Etats d'Autriche non appartenans à la confédération germanique. Pag. 52

8 Septembre. Convention sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats Autrichiens et Prussiens, pour les biens laissés par des personnes militaires. 56

9 Septembre. Publication faite à Drèsde d'une convention conclue entre le Royaume de Saxe et l'Autriche pour la guérison et l'entretien gratuits des sujets respectifs tombés en maladie ou détresse. 54

26 Septembre. Acte papal concernant la doctrine et les oeuvres de George Hermes en Allemagne. 58

$\frac{21}{19}$ Décembre. Déclaration concernant l'article XX du Traité conclu à Vienne le $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 entre la Prusse et la Russie, relativement au Duché de Varsovie. 64

1836.

6 Avril. Convention entre le Royaume de Saxe et la Grèce sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. 72

31 Mai. Correspondance directe entre Dost Mahomed Khan, Prince de Caboul, et Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes Orientales. 76

22 Juin. Nouveau Réglement de Douanes pour l'Empire de Brésil, publié à Rio-Janeiro. 79

29 Juillet. Convention entre la Prusse et la Belgique, relativement à l'extradition réciproque des malfaiteurs. 98

5 Septembre. Instruction du gouverneur-général britannique des Indes orientales (Lord Auckland) transmise à Sir Alexandre Burnes pour une mission à l'Indus. 106

13 Novembre. Convention générale de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, conclue à Lima entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la confédération Pérou-Bolivienne. 113

1836 4 Décembre. Traité de commerce et de navigation conclu à Athènes entre la Grèce d'une part et la Suède et la Norwège de l'autre part. Pag. 146
28 Décembre. Traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et le Mexique. 151
31 Décembre. Traité signé à Berlin entre la Prusse et le Grand-duché d'Oldenbourg, concernant les relations de commerce et de douane, ainsi que les droits auxquels seront soumis les produits de la Principauté de Birckenfeld. 140

1837.

13 Avril. Règlement du gouvernement de la Moldavie sur la franchise du port de Galatz, donné à Jassy. 152
30 Mai. Traité entre le général français Bugeaud et l'Emir Abd-el-Kader, conclu à Tafna dans la province d'Oran en Algérie et ratifié par la France. 154
5 Juin. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la confédération Pérou-Bolivienne. 181
7 Juin. Actes concernant les négociations des Professeurs Prussiens J. Braun et P. J. Elvenich avec le Saint-Siège à Rome, pour la défense de la doctrine hermésienne. 157
.... Juin. Propositions de paix présentées à Mahommed Shah, Roi de Perse par Kamran Shah, Prince de Hérat. 208
9 Juin. Acte d'accession des villes libres anséatiques de Hambourg, de Brème et de Lubeck aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite des esclaves, signé à Hambourg. (Texte français). 191
17 Juillet. Documens concernant la Valachie. 194
.... Juillet. Transactions entre les chefs de Caboul et de Candahar d'une part et Mahommed Shah, Roi de Perse de l'autre part. 200
31 Juillet - 16 Octobre. Correspondance relative à l'occupation du port d'Aden dans le golfe d'Arabie par la Grande-Bretage. 222
.... Août. Offres faites à Mahommed Shah, Roi de

Perse, de la part de Kamran Shah, Souverain de Hérat. Pag. 250

1837 7 Août / 30 Juillet / 4 Décembre / 29 Novembre Acte additionnel signé à Athènes au Traité de commerce et de navigation, conclu le 1836 entre la Grèce d'une part et la Suède et la Norwège de l'autre part. 295

Rapports de l'agent diplomatique britannique à Caboul au gouvernement-général des Indes orientales, concernant les relations de la Perse avec l'Afganistan. 254

20 Septembre. Dépêche transmise à Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales, par la cour des Directeurs de la compagnie des Indes orientales à Londres. 270

24 Septembre. Rapports du Capitaine Alexandre Burnes au gouvernement-général britannique des Indes-orientales, sur la mission à la cour de Caboul. 273

25 Octobre. Pièces concernant les relations entre Caboul et Candahar. 289

24 Novembre. Convention signée à Florence entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et la Toscane de l'autre part, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. 292

$\frac{10}{22}$ Décembre. Traité de commerce et de navigation entre les États-unis de l'Amérique septentrionale et la Grèce. 300

1838.

1 Janvier. Promemoria présenté à Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales par le Capitaine Wade, agent politique, concernant l'Amir Dost Mohammed Khan, actuellement en possession du trône de Caboul et sur les rapports aux chefs des autres parties de l'Afganistan. 316

Correspondance entre Dost Mohammed-Khan, Prince de Caboul et Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales. 323

6 Janvier. Déclaration concernant les mesures convenues entre la Prusse et le Mecklenbourg-Strelitz, pour prévenir les delits forestiers sur les frontières respectives. 332

9 Janvier. Convention signée à Berlin entre la

1836 4 Décembre. Traité de commerce et de navigation conclu à Athènes entre la Grèce d'une part et la Suède et la Norwège de l'autre part. Pag. 146
28 Décembre. Traité de paix et d'amitié entre l'Espagne et le Mexique. 151
31 Décembre. Traité signé à Berlin entre la Prusse et le Grand-duché d'Oldenbourg, concernant les relations de commerce et de douane, ainsi que les droits auxquels seront soumis les produits de la Principauté de Birckenfeld. 140

1837.

13 Avril. Règlement du gouvernement de la Moldavie sur la franchise du port de Galatz, donné à Jassy. 152
30 Mai. Traité entre le général français Bugeaud et l'Emir Abd-el-Kader, conclu à Tafna dans la province d'Oran en Algérie et ratifié par la France. 15
5 Juin. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la confédération Pérou-Bolivienne. 18
7 Juin. Actes concernant les négociations des Professeurs Prussiens J. Braun et P. J. Elvenich avec le Saint-Siège à Rome, pour la défense de la doctrine hermésienne. 15
.... Juin. Propositions de paix présentées à Mahommed Shah, Roi de Perse par Kamran Shah, Prince de Hérat. 2(
9 Juin. Acte d'accession des villes libres anséatiques de Hambourg, de Brème et de Lubeck aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite des esclaves, signé à Hambourg. (Texte français). 1
17 Juillet. Documens concernant la Valachie. 1
.... Juillet. Transactions entre les chefs de Caboul et de Candahar d'une part et Mahommed Shah, Roi de Perse de l'autre part. 2
31 Juillet - 16 Octobre. Correspondance relative à l'occupation du port d'Aden dans le golfe d'Arabie par la Grande-Bretage. 2
.... Août. Offres faites à Mahommed Shah, Roi de

Perse, de la part de Kamran Shah, Souverain de Hérat. Pag. 250

7 Août / 37 / 20 Juillet / 4 Décembre / 23 Novembre Acte additionnel signé à Athènes au Traité de commerce et de navigation, conclu le 1836 entre la Grèce d'une part et la Suède et la Norwège de l'autre part. 295

Rapports de l'agent diplomatique britannique à Caboul au gouvernement-général des Indes orientales, concernant les relations de la Perse avec l'Afganistan. 254

20 Septembre. Dépêche transmise à Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales, par la cour des Directeurs de la compagnie des Indes orientales à Londres. 270

24 Septembre. Rapports du Capitaine Alexandre Burnes au gouvernement-général britannique des Indes-orientales, sur la mission à la cour de Caboul. 273

25 Octobre. Pièces concernant les relations entre Caboul et Candahar. 289

24 Novembre. Convention signée à Florence entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et la Toscane de l'autre part, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. 292

$\frac{10}{22}$ Décembre. Traité de commerce et de navigation entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la Grèce. 300

1838.

1 Janvier. Promemoria présenté à Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales par le Capitaine Wade, agent politique, concernant l'Amir Dost Mohammed Khan, actuellement en possession du trône de Caboul et sur les rapports aux chefs des autres parties de l'Afganistan. 316

Correspondance entre Dost Mohammed-Khan, Prince de Caboul et Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales. 323

6 Janvier. Déclaration concernant les mesures convenues entre la Prusse et le Mecklenbourg-Strelitz, pour prévenir les delits forestiers sur les frontières respectives. 332

9 Janvier. Convention signée à Berlin entre la

Prusse et la Principauté de Waldeck, sur la continuation de la reunion à une ligue commune de douanes. Pag. 334

Mémoire présenté au gouvernement britannique des Indes orientales sur les avantages que la possession d'Aden en Arabie offrira à la Grande-Bretagne. 340

1838 .... Janvier. Traité entre la Grande-Bretagne et le Sultan d'Aden en Arabie. 348

10 Janvier. Convention signée à Francfort sur le Mein entre les Grandduchés de Bade et de Hesse et la ville libre de Francfort, pour la construction d'un chemin de fer entre le Neckar et le Mein, de Mannheim à Darmstadt et de Darmstadt à Francfort. 351

10 Janvier. Convention signée à Francfort sur le Mein entre le Grand-duché des Hesse et la ville libre de Francfort, pour la construction d'un chemin de fer de Francfort à Offenbach. 354

20 Janvier. Ordonnance concernant les étrangers qui font des affaires de commerce dans le Grand-duché de Mecklenbourg. 356

23 Janvier. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et plusieurs hordes de la nation indienne de Chippewa dans le district de Sanagaw dans l'Etat de Michigan. 360

25 Janvier. Ordonnance du Grand-duc de Bade en faveur des importations de la Suisse. 359

1 Février. Loi promulguée dans la Hesse-électorale sur l'établissement d'un droit de transit dans le comté de Schaumbourg. 363

3 Février. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et quelques hordes des Oneida-Indiens. 366

6 Février. Actes du chapitre metropolitain de Cologne relativement aux différends entre la cour de Rome et le gouvernement Prussien. 367

12 Février. Traités conclus au Port-au-Prince en Hayti entre la France et la république de Hayti, pour règler les rapports mutuels d'amitié et pour mettre un terme aux difficultés qui se sont élevées relativement au payement des sommes stipulées 1825 pour indemniser la France. 379

38 28 Février. Convention de navigation entre la Hollande et le Royaume de Würtemberg. Pag. 382
4 Mars. Exposé documenté de la cour de Rome relativement à la conduite tenue par le gouvernement Prussien envers l'Archevêque de Cologne. 382
8 Mars. Convention de navigation entre la Hollande et la Bavière. 447
13 Mars. Décret du Congrès de la Nouvelle-Grénade à Bagota, portant l'admission des navires et produits espagnols. 447
14 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des négociations pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448
26 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas entre le Royaume de Danemarc et la République de Venézuela. 435
.... Mars. Traité signé à Candahar entre la Perse et les Sirdars (Chefs) de Candahar en Afganistan. 444
Actes concernant le blocus de Buenos-Ayres par la France. 502
31 Mars. Convention de navigation entre la Hollande et la ville libre de Francfort. 504
2 Avril. Décret du gouvernement de la République de Chili à Saint-Jago sur le blocus des Ports Péruviens. 504
7 Avril. Loi qui modifie le tarif de douanes en Belgique avec un arrêté royal qui établit diverses surtaxes. 509
.... Avril. Articles proposés pour la conclusion d'un traité entre la Perse et Kohoundil Khan, Sirdar de Candahar, sous la garantie de l'Envoyé de la Russie accrédité près la cour de Teheran et ratifié par le dit Sirdar. 515
.... Avril. Stipulations proposées pour un Traité de paix entre la Perse et Kamran Shah, Prince de Hérat, sous la garantie de la Grande-Bretagne et acceptées par le dernier. 516
7 Avril - 25 Août. Notes échangées à Rome entre le cabinet Prussien et la cour papale. 518
11 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le gouvernement de la République de Texas, concernant les reclamations des premiers. 342

1838 6 et 17 Avril. Décrets rendus par le Congrès de l'Etat de l'Uruguay, pour modifier le système de douanes établi le 13 Juin 1837. Pag. 541

20 Avril. Traité entre la compagnie britannique des Indes orientales et les Amirs de Sinde, conclu par le Colonel Henry Pottinger, Agent britannique d'une part et Ses Altesses Mir Mahommed Khan et Mir Nussir Mahommed Nussir Khan de l'autre part. 547

25 Avril. Convention conclue à Washington entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de Texas, pour la fixation des frontières réciproques. 544

28 Avril. Nouveau Tarif de Douane pour la République de Venézuela, publié à Caracas, pour être mis en vigueur pour les provenances d'Europe et des Etats-unis de l'Amérique septentrionale à partir du 1er Octobre. 1838. 548

1 Mai - 5 Décembre. Actes et Documens concernant l'occupation de l'Isle de Karrak dans le golfe de Perse par la Grande-Bretagne. 567

8 Mai. Traité de commerce, de navigation et d'amitié entre la Russie et la Suède. 580,

9 Mai. Publication ministerielle concernant le renouvellement de la convention d'etappes entre la Prusse et la Hesse-électorale. 593

22 Mai et 13 Août. Rapports de Lord Auckland, gouverneur-général britannique des Indes orientales au comité secret de la cour des Directeurs de la compagnie des Indes orientales à Londres. 594

25 Mai. Nouvelle convention d'etappes signée à Berlin entre les Royaumes de Prusse et de Hannovre. 603

26 Mai. Convention entre la Prusse et le Grand-duché d'Oldenbourg signée à Berlin pour la répression et punition des delits forestiers. 616

31 Mai - 22 Décembre. Documens relatifs à la guerre entre la France et le Mexique et le blocus des ports du dernier par la première. 803

.... Juin. Arrangement verbal entre la France et la Sardaigne, relatif aux navires entrant dans les ports respectifs en relâche forcée. 619

26 Juin. Traité conclu à Lahore entre la Grande-

Bretagne, le Maharajah Runjet Sing et le Shah Schoudscha. Pag. 620
38 3 Juillet. Nouveau Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne entre l'Autriche et la Grande-Bretagne. 626
.... Juillet. Traité entre Mohammed Shah de Perse d'une part et Kohoundil Khan et les autres Sirdars de Candahar de l'autre part, conclu sous la garantie du ministre plénipotentiaire de la Russie accredité près la cour de Teheran (le General Comte de Simonich). 642
23 Juillet. Loi donnée dans la République de Hayti sur l'administration et la direction des douanes. 644
23 Juillet. Ordonnance royale qui modifie le tarif des douanes en France. 666
30 Juillet. Convention générale de monnoie conclue à Dresde entre les Etats associés à la ligue commune de douanes en Allemagne. 670
6 Août. Rapport du gouvernement britannique de Bombay au gouvernement général des Indes orientales à Calcuta. 678
9 Août. Convention conclue entre la France et le Saint-Siège à Rome, pour la transmission des correspondances par voie de mer. 679
14 Août - 12 Octobre. Pièces concernant l'expulsion de Louis Napoléon Bonaparte de la Suisse. 688
16 Août. Traité de commerce et de navigation signé à Balta-Liman près Constantinople, entre la Grande-Bretagne et la Porte Ottomane. 695
27 Août. Convention conclue à Paris entre la France et la Sardaigne, pour la transmission des correspondances. 702
31 Août. Ordonnance royale publiée en France, portant création d'entrepôts réels de douane à la Martinique et à la Guadeloupe. 713
21 Septembre. Publication d'une convention conclue entre l'Electorat de Hesse et la Suisse, pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. 720
.... Septembre. Traité entre la Grande-Bretagne et le Sultan d'Aden en Arabie. 721
1 Octobre. Déclaration du gouverneur-général britannique des Indes orientales (Lord Auckland) datée de Simla. 722

1838 17 Octobre. Contre-Déclaration des Etats de Caboul, de Candahar et de Hérat. Pag. 730
8 Octobre. Note de la cour de Vienne remise à la Diète de la Suisse. 734
8 Octobre. Ordonnance royale publiée en France, relative au tarif des droits de sortie. 739
10 Octobre. Convention de navigation signée à Londres entre la Sardaigne et la Belgique. 747
19 Octobre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Joways. 750
6 Novembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Miami sur le Wabash dans l'Etat d'Indiana. 752
12 Novembre. Déclaration explicative concernant la convention subsistante depuis 1820 entre les Royaumes de Prusse et de Saxe, relativement à la réception réciproque des sujets respectifs renvoyés d'un des deux pays à l'autre. 756
23 Novembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Criks, conclu au fort Gibson à l'ouest de l'Arkansas. 759
25 Novembre. Convention conclue à Constantinople et formant appendice aux capitulations garanties à la France par la Porte Ottomane, et amendant ou modifiant, dans l'intérêt du commerce et de la navigation des deux pays, certaines stipulations qui étaient contenues dans les capitulations. 761
.... Novembre. Arrangement entre l'Autriche et la Suisse, portant l'indemnisation du canton des Grisons pour les biens-fonds de la Vateline confisqués en 1797. 799
.... Novembre. Règlement donné en Russie sur l'admission des navires marchands chargés de coton dans les ports russes de la Baltique. 800
21 Décembre. Déclaration concernant une convention entre les deux Hesses pour la punition des delits forestiers, de chasse, de pêcherie et champetres. 802
31 Décembre. Déclaration du cabinet Prussien vis à vis de la cour de Rome. 817

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Afgahnistan.

1836 31 Mai. Correspondance directe entre Dost Mahomed Khan, Prince de Caboul avec Lord Auckland, gouverneur général britannique des Indes orientales. 76

1837 .... Juin. Propositions de paix présentées au Roi de Perse par Kamran Shah, Prince de Hérat. 208

.... Juillet. Transactions entre les Sirdars (Chefs) de Caboul et de Candahar d'une part et Mahomed Shah, Roi de Perse de l'autre part. 200

.... Août. Offres faites à la Perse de la part de Kamran Shah, Souverain de Hérat. 250

Rapports de l'agent britannique à Caboul concernant les relations de l'Afghanistan à la Perse. 254

24 Septembre. Rapports du Capitaine Alexandre Burnes au gouvernement-général britan. des Indes orientales sur sa mission à la cour de Caboul. 273

25 Octobre. Pièces concernant les relations entre Caboul et Candahar. 289

1838 1 Janvier. Promemoria présenté à Lord Auckland, gouverneur général britannique des Indes orientales, par le capitaine Wade, agent politique, concernant l'Amir Dost Mahomed Khan, actuellement en possession du trône de Caboul et sur ses rapports aux Chefs des autres parties de l'Afghanistan. 310

Correspondance entre Dost Mahomed Khan, Prince de Caboul et Lord Auckland. 323

.... Mars. Traité signé à Candahar entre les Sirdars de Candahar et la Perse. 444

.... Avril. Articles proposés pour la conclusion d'un Traité entre la Perse et Kohoundil Khan,

Sirdar de Candahar, sous la garantie de l'Envoyé de la Russie accredité près la cour de Teheran et ratifié par le dit Sirdar. Pag. 515

1838 .... Avril. Stipulations proposées pour un Traité de paix entre Kamran Shah, Prince de Hérat et la Perse, sous la garantie de la Grande-Bretagne et acceptées par le premier. 516

.... Juillet. Traité entre les Sirdars de Candahar et la Perse, conclu sous la garantie de l'Envoyé Russe. 642

1 Octobre. Déclaration du gouverneur général britannique des Indes orientales (Lord Auckland) datée de Simla. 722

17 Octobre. Contre-Déclaration des Etats de Caboul, de Candahar et de Hérat. 730

Algérie.

1837 30 Mai. Traité conclu à Tafna entre l'Emir Abd-el-Kader et la France. 154

Allemagne.

1833 7 Novembre. Négociations du Roi des Pays-Bas relativement à la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg en faveur de la Belgique. 26

1838 30 Juillet. Convention générale de monnaie, conclue à Dresde entre les Etats assosiés à la ligue commune de douanes en Allemagne (la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe Royale, grandducale et ducale, le Bade, les deux Hesses, le Nassau les princip. de Schwarzbourg et de Reuss et la ville de Francfort). 670

Amérique (Etats-unis).

1836 13 Novembre. Convention générale de paix, d'amitie, de commerce et de navigation, conclue à Lima avec la confédération Pérou-Bolivienne. 113

1837 10 Décembre. Traité de commerce et de navigation avec la Grèce. 300

1838 23 Janvier. Traité avec plusieurs hordes de la nation indienne de Chippewa dans le District de Saganau dans l'Etat de Michigan. 360

3 Février. Traité avec quelques hordes des Oneida-Indiens. 366

38 11 Avril. Convention avec le gouvernement de la République de Texas concernant les reclamations des Etats-unis. Pag. 342
25 Avril. Convention conclue à Washington avec le même pour la fixation des frontières réciproques. 544
19 Octobre. Traité conclu avec la tribu indienne des Joways. 750
6 Novembre. Traité conclu avec la tribu indienne des Miami sur le Wabash dans l'Etat d'Indiana. 752
23 Novembre. Traité conclu au fort Gibson à l'ouest de l'Arkansas avec la nation indienne des Kriks. 759

Arabie.

37 31 Juillet - 16 Octobre. Correspondance relative à l'occupation du port d'Aden dans le golfe d'Arabie par la Grande-Bretagne. 222
38 Janvier. Mémoire présenté au gouvernement général britannique des Indes orientales sur les avantages que la possession d'Aden en Arabie offrira à la Grande-Bretagne. 340
Traité entre le Sultan d'Aden et la Grande-Bretagne. 348
.... Septembre. Traité entre les mêmes. 721

Autriche.

30 2 Juin. Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats Autrichiens et ceux de Danemarc. 2
34 12 Février. Convention de commerce conclue à Copenhague avec le Danemarc. 40
15 Mars. Patente du Roi de Prusse sur les stipulations convenues avec les Empereurs d'Autriche et de Russie, concernant l'extradition de coupables de crimes politiques. 44
35 24 Juillet. Convention avec la Prusse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction, à l'exception de la Hongrie et de la Transylvanie. 50
20 Août. Convention avec le Royaume de Saxe sur l'abolition réciproque du droit de détraction pour les Etats autrichiens non appartenans à la confédération germanique. 52

1835 8 Septembre. Convention avec la Prusse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction pour les biens laissés par des personnes militaires. Pag. 56
9 Septembre. Convention avec le Royaume de Saxe pour la guérison et l'entretien gratuits des sujets respectifs tombés en maladie ou détresse. 54
1838 14 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des négociations et conférences pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448
3 Juillet. Nouveau Traité de commerce et de navigation conclue à Vienne avec la Grande-Bretagne. 626
8 Octobre. Note remise à la Diète de la Suisse. 734
.... Novembre. Arrangement avec la Suisse, portant l'indemnisation du canton des Grisons pour les biensfonds de la Valentine, confisqués en 1797. 799

Bade (grand-duché).

10 Janvier. Convention signée à Francfort avec le grandduché de Hesse et la ville libre de Francfort, sur la construction d'un chemin de fer entre le Neckar et le Mein, de Mannheim à Darmstadt et de Darmstadt à Francfort. 351
25 Janvier. Ordonnance en faveur des importations de la Suisse. 359
30 Juillet. Convention de monnoie Voy. *Allemagne.*

Bavière.

1833 6 Janvier. Convention avec le Royaume de Saxe sur l'entretien réciproque de leurs sujets depourvûs de moyens de subsistance et tombés malades dans les Etats respectifs. 19
1838 8 Mars. Convention de navigation avec la Hollande. 447
30 Juillet. Convention générale de monnoie Voy. *Allemagne.*

Belgique.

1833, 18 Juin et 29 Octobre. Circulaires de la Chambre générale des douanes et du collège de commerce en Danemarc relativement aux navires belgiques. 25
1834 7 Novembre - 16 Janvier. Négociations du gouvernement hollandais avec la Diète germanique et le

Duc de Nassau, relativement à la cession d'une partie du Grand-duché de Luxembourg en faveur de la Belgique. Pag. 26

20 Septembre. Patente du Roi de Dcnemarc sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et la Belgique. 46

36 Convention avec la Prusse relativement à l'extradition réciproque des malfaiteurs. 98

38 14 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des négociations pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448

7 Avril. Loi qui modifie le tarif de douanes avec un arrêté royal qui établit diverses surtaxes. 509

10 Octobre. Convention de navigation conclue à Londres avec la Sardaigne. 747

Bolivie.

36 13 Novembre. Convention générale de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, conclue à Lima avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 113

37 5 Juin. Traité de paix, d'amitié et de commerce avec la Grande-Bretagne. 181

Brème.

9 Juin. Acte d'accession signé à Hambourg aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite d'esclaves (texte français). 191

Brésil.

36 22 Juin. Nouveau Règlement de Douanes. 79

Buenos-Ayres.

38 Actes concernant le blocus de Buénos-Ayres par la France. 502

Chili.

2 Avril. Décret donné à Saint-Jago sur le blocus des ports Pérouviens. 504

Cracovie.

34 10 Janvier. Convention avec la Prusse signée à Berlin, concernant l'rxécution gratuite reciproque des requisitions judiciares en causes de pauvres. 38

Danemarc.

1830 2 Juin. Déclaration sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats de Danemarc et ceux d'Autriche. Pag. 2
1833 18 Juin et 29 Octobre. Circulaires de la chambre générale des douanes et du collège de commerce relativement aux navires belgiques. 25
1834 12 Février. Convention de commerce conclue à Copenhague avec l'Autriche. 40
20 Septembre. Patente du Roi sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre le Danemarc et la Belgique. 46
1838 26 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas avec la République de Venézuela. 435

Espagne.

1830 15 Avril. Décret de la Porte Ottomane sur l'exemption des droits de passage pour les bâtimens de commerce espagnols à leur entrée dans la mer de Marmora par les Dardanelles et à Constantinople. 1
1836 28 Décembre. Traité de paix et d'amitié avec le Mexique. 151
1838 13 Mars. Décret du Congrès de la Nouvelle-Grénade, publié à Bagota, portant l'admission des navires et produits espagnols. 447

France.

1837 30 Mai. Traité entre le général français Bugeaud et l'Emir Abd-el-Kader, conclu à Tafna dans la province d'Oran en Algérie et ratifié par la France. 154
9 Juin. Traité d'accession des villes libres anséatiques aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la France et la Grande-Bretagne, pour la répression de la traite d'esclaves (texte français). 191
24 Novembre. Convention signée à Florence avec la Toscane, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. 292
1838 12 Février. Traités conclus au Port-au-Prince avec la République de Hayti, pour règler les rap-

ports mutuels d'amitié et pour mettre un terme aux difficultés qui se sont élevées relativement au payement des sommes stipulées 1825 pour indemniser la France. Pag. 379

1838 12 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au renouvellement des négociations et conférences pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448

Actes concernant le blocus de Buenos-Ayres par la France. 502

31 Mai - 22 Décembre. Documens relatifs à la guerre contre le Mexique et le blocus des ports mexicains par la France. 803

.... Juin. Arrangement verbal avec la Sardaigne relatif aux navires entrant dans les ports respectifs en relâche forcée. 619

23 Juillet. Ordonnance royale qui modifie le tarif des douanes. 666

9 Août. Convention conclue avec l'Etat de l'Eglise à Rome pour la transmission des correspondances par voie de mer. 679

14 Août - 12 Octobre. Pièces concernant l'expulsion de Louis Napoléon Bonaparte de la Suisse. 688

16 Août. Convention conclue à Paris avec la Sardaigne, pour la transmission des correspondances. 702

31 Août. Ordonnance royale, portant création d'entrepots réels de douane à la Martinique et à la Guadeloupe. 713

8 Octobre. Ordonnance royale relative au tarif des droits de sortie. 739

25 Novembre. Convention conclue à Constantinople et formant appendice aux capitulations garanties à la France par la Porte Ottomane, et amendant ou modifiant dans l'intérêt du commerce et de la navigation des deux pays, certaines stipulations qui étaient contenues dans les capitulations. 761

Francfort (ville libre).

10 Février. Convention signée à Francfort avec les Grandduchés de Bade et de Hesse, pour la construction d'un chemin de fer entre le

Neckar et le Mein, de Mannheim à Darmstadt et de Darmstadt à Francfort. Pag. 351
1838 10 Février. Convention signée à Francfort avec le Grandduché de Hesse, pour la construction d'un chemin de fer de Francfort à Offenbach. 354
31 Mars. Convention de navigation avec la Hollande. 504
30 Juillet. Convention de monnoie voy. *Allemagne.*

Grande-Bretagne.

1832 20 Avril. Traité avec Mir Mourad Ali Khan à Hyderabad en Sinde. 5
22 Avril. Traité supplémentaire avec le même. 6
26 Décembre. Traité avec le Maharajah Runjit Sing, Souverain du Punjab. 7
1833 22 Février. Traité avec le Nabob Bahawul Khan, Souverain de Bahawulpore. 10
12 Mars. Traité avec le Maharajah Runjit Sing et le Shah Schoudschah. 22
1834 23 Décembre. Traité de commerce avec le gouvernement de Hyderabad en Sinde. 13
1835 24 Janvier. Traité supplémentaire avec le Maharajah Runjit Sing. 15
5 Février. Traité supplémentaire avec le Nabob Bahawul Khan. 17
1836 31 Mai. Correspondance directe entre le gouverneur général britannique des Indes orientales (Lord Auckland) et Dost Mohamed Khan, Prince de Caboul en Afghanistan. 76
5 Septembre. Instruction du gouverneur-général britannique des Indes orientales transmise à Sir Alexandre Burnes pour une mission à l'Indus. 106
1837 5 Juin. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation avec la confédération Pérou-Bolivienne. 181
9 Juin. Traité d'accession des villes libres anséatiques aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite d'esclaves (texte français). 191
31 Juillet-16 Octobre. Correspondance relative à l'occupation du port d'Aden dans le golfe d' Arabie. 222

1837 Août. Rapport de l'Agent britannique à Caboul, concernant les relations de la Perse à l'Afghanistan. Pag. 254
20 Septembre. Depêche transmise à Lord Auckland gouverneur-général des Indes orientales, par la cour des Directeurs de la compagnie des Indes orientales à Londres. 270
24 Septembre. Rapports du Capitaine Alexandre Burnes sur sa mission à la cour de Caboul en Afghanistan. 273
24 Novembre. Convention signée à Florence avec la Toscane, dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. 292
1838 .... Janvier. Mémoire présenté au gouverneur-général britannique des Indes orientales sur les avantages que la possession d'Aden en Arabie offrira à la Grande-Bretagne. 340
Traité avec le Sultan d'Aden en Arabie. 348
14 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des négociations et conférences pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448
20 Avril. Traité conclu par le Colonel Henry Pottinger avec les Amirs de Sinde. 547
1 Mai — 5 Décembre. Actes et Documens concernant l'occupation de l'Isle de Karrak dans le golfe de Perse. 567
22 Mai et 13 Août. Rapports de Lord Auckland au comité secret de la cour des Directeurs de la compagnie des Indes orientales à Londres. 594
26 Juin. Traité conclu à Lahore avec le Maharajah Runjit Sing et le Shah Schoudsha. 620
3 Juillet. Nouveau Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec l'Autriche. 626
16 Août. Traité de commerce et de navigation conclu à Balta-Liman près Constantinople avec la Porte Ottomane. 695
.... Septembre. Traité conclu avec le Sultan d'Aden en Arabie. 721

Grèce.

1836 6 Avril. Convention avec le Royaume de Saxe sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. 72

1836 $\frac{4 \text{ Décembre}}{22 \text{ Novembre}}$ Traité de commerce et de navigation conclu à Athènes avec la Suède et la Norwège. Pag. 146

1837 $\frac{7 \text{ Août}}{20 \text{ Juillet.}}$ Acte additionnel signé à Athènes au Traité de commerce et de navigation conclu le $\frac{4 \text{ Décembre}}{22 \text{ Novembre.}}$ 1836 avec la Suède et la Norwège. 295

$\frac{19}{20}$ Décembre. Traité de commerce et de navigation avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 300

Hambourg.

9 Juin. Acte d'accession aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite des esclaves, signé à Hambourg (texte français). 191

Hannovre.

1838 25 Mai. Nouv. convention d'etappes conclue à Berlin avec la Prusse. 603

Hayti.

12 Février. Traités conclus au Port-au-Prince avec la France pour règler les rapports mutuels d'amitié et pour mettre un terme aux difficultés qui se sont élévées relativement au payement des sommes stipulées en 1825 pour indemniser la France. 379

23 Juillet. Loi donnée au Port-au Prince sur l'administration et la direction des douanes dans la République. 644

Hesse (électorale).

1 Février. Loi sur l'établissement d'un droit de transit dans le comté de Schaumbourg. 363

9 Mai. Publication concernant le rénouvellement de la convention d'etappes avec la Prusse. 593

30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne*

21 Septembre. Publication d'une convention con-

clue avec la Suisse pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. Pag. 720

1838 21 Décembre. Déclaration concernant une convention conclue avec la Hesse grandducale pour la punition des delits forestiers, de chasse, de pecherie et champetres. 802

Hesse (Grand-duché).

10 Janvier. Convention signée à Francfort avec le Grand-duché de Bade et la ville libre de Francfort pour la construction d'un chemin, de fer entre le Neckar et le Mein, de Mannheim à Darmstadt et de Darmstadt à Francfort. 351

10 Janvier. Convention signée à Francfort avec la ville libre de Francfort pour la construction d'un chemin de fer de Francfort à Offenbach. 354

30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne.*

21 Décembre. Convention avec l'Electorat de Hesse sur la punition des delits forestiers, de chasse, de pêcherie et champetres. 802

Hollande.

1833 28 Février. Convention de navigation avec le royaume de Würtemberg. 382

7 Novembre. Négociations avec la Diète germanique et le Duc de Nassau relativement à la cession d'une partie du Grand-duché de Luxembourg en faveur de la Belgique. 26

1838 8 Mars. Convention de navigation avec la Bavière 447

14 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des n éociations et conférences pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448

31 Mars. Convention de navigation avec la ville libre de Francfort. 504

Indes orientales.

1832 20 Avril. Traité entre Mir Mourad Ali Khan à Hyderabad en Sinde et la compagnie britannique des Indes orientales. 5

22 Avril. Traité supplémentaire entre les mêmes. 6

26 Décembre. Traité entre le Maharajah Runjit

Sing, Souverain du Punjab et la compagnie britannique des Indes orientales. Pag. 7
1833 22 Février. Traité du Nabob Bahawul Khan, Souverain de Bahawulpore avec la compagnie britannique des Indes orientales. 10
12 Mars. Traité entre le Maharajah Runjit Sing, le Shah Schoudschah et la compagnie britan. des Indes orientales. 22
1834 23 Décembre. Traité de commerce entre le gouvernement de Hyderabad en Sinde et la compagnie brit. des Indes orientales. 13
1835 24 Janvier. Traité supplémentaire du Maharajah Runjit Sing avec la compagnie brit. des Indes orientales. 15
5 Février. Traité supplémentaire du Nabob Bahawul Khan avec la compagnie brit. des Indes orientales. 17
1836 5 Septembre. Instruction du Gouvernement général britannique des Indes orientales transmise à Sir Alexandre Burnes pour une mission à l'Indus. 106
1837 Depêche transmise à Lord Auckland, par la cour des Directeurs de la compagnie des Indes orientales à Londres. 270
24 Septembre. Rapports du Capt. Alexandre Burnes au gouvernement-général britan. des Indes orientales sur sa mission à la cour de Caboul en Afghanistan. 273
1838 1 Janvier. Promemoria présenté à Lord Auckland par le Capitaine Wade, agent politique, concernant l'Amir Dost Mohamed Khan, actuellement en possession du trône de Caboul et sur ses rapports aux chefs des autres parties de l'Afghanistan. 316
Correspondance entre Dost Mohamed Khan, Prince de Caboul et Lord Auckland. 323
20 Avril. Traité conclu par le colonel Pottinger entre la compagnie brit. des Indes orientales et les Amirs de Sinde. 547
26 Juin. Traité du Maharajah Runjit Sing avec la Grande-Bretagne et le Shah Schoudscha. 620
6 Août. Rapport du gouvernement britannique de Bombay au gouvernement général à Calcuta. 678

Lübeck.

37 9 Juin. Traité d'accession signé à Hambourg aux Traités conclus le 30 Novembre 1831 et le 22 Mars 1833 entre la Grande-Bretagne et la France, pour la répression de la traite d'esclaves (texte français). Pag. 191

Mecklenbourg.

38 6 Janvier. Déclaration concernant les mesures convenues avec la Prusse, pour prévenir les délits forestiers sur les frontières respectives. 332

20 Janvier. Ordonnance concernant les étrangers qui font des affaires de commerce dans le Grand-duché. 356

Mexique.

36 28 Décembre. Traité de paix et d'amitié avec l'Espagne. 151

38 31 Mai - 22 Décembre. Documens relatifs à la guerre avec la France et le blocus des ports mexicains. 803

Moldavie.

37 13 Avril. Règlement publié à Jassy sur la franchise du port de Galatz. 152.

Nassau.

33 Novembre. Négotiations du Roi des Pays-Bas relativement à la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg en faveur de la Belgique. 26

38 30 Juiltet. Convention de monnaie Voy. *Allemagne.*

Norwege **Voy.** *Suède.*

Nouvelle Grénade.

13 Mars. Décret du Congrès publié à Bagota, portant l'admission des navires et produits espagnols. 447

Oldenbourg.

36 31 Décembre. Traité signé à Berlin avec la Prusse, concernant les relations de commerce et de douane, ainsi que les droits auxquels seront

soumis les produits de la Principauté de Bircken- Pag.
feld. 140
1838 26 Mai. Convention conclue à Berlin avec la Prusse, pour la répression et punition des delits forestiers. 616

Pérou.

1836 13 Novembre. Convention générale de paix, d'amitié, de commerce et de navigation conclue à Lima avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 113
1837 5 Juin. Traité de paix, d'amitié et de commerce avec la Grande-Bretagne. 181

Perse.

.... Juin. Propositions de paix présentées à Mahomed Shah, Roi de Perse par Kamran Shah, Prince de Hérat en Afghanistan. 208
.... Juillet. Transactions avec les chefs de Caboul et de Candahar en Afghanistan. 200
.... Août. Offres faites de la part de Kamran Shah, Souverain de Hérat. 250
Rapports de l'agent diplomatique britannique à Caboul au gouvernement-général des Indes orientales concernant les relations de la Perse à l'Afghanistan. 254
1838 .... Mars. Traité conclu à Candahar avec les Sirdars de Candahar en Afghanistan. 444
... Avril. Articles proposés pour la conclusion d'un Traité entre la Perse et Kohoundil Khan, Sirdar de Candahar, sous la garantie de l'Envoyé de la Russie accrédité près la cour de Teheran et ratifié par le Sirdar. 515
.... Avril. Stipulations proposées pour un Ttraité de paix entre la Perse et Kamran Shah, Prince de Hérat, sous la garantie de la Grande-Bretagne et acceptés par le dernier. 516
.... Juillet. Traité entre la Perse et les Sirdars de Candahar, conclu sous la garantie de l'Envoyé de la Russie. 642

Porte ottomane.

1830 15 Avril. Décret sur l'exemption des droits de passage pour les bâtimens de commerce espagnols

à leur entrée dans la mer de Marmora par les Dardanelles et à Constantinople. Pag. 1

838 16 Août. Traité de commerce et de navigation conclu à Balta-Liman près Constantinople avec la Grande-Bretagne. 695

25 Novembre. Convention conclue à Constantinople et formant appendice aux capitulations garanties à la France et amendant ou modifiant, dans l'intérêt du commerce et de la navigation des deux pays, certaines stipulations qui étaient contenues dans les capitulations. 761

Prusse.

834 10 Janvier. Convention signée à Berlin avec l'Etat de Cracovie, concernant l'exécution gratuite réciproque des requisitions judiciaires en causes de pauvres. 38

15 Mars. Patente du Roi sur les stipulations convenues avec les Empereurs d'Autriche et de Russie, concernant l'extradition de coupables de crimes politiques. 44

22 Septembre. Déclaration portant l'égalisation des bâtimens de l'Etat de l'Eglise avec ceux de la Prusse pour les droits à percevoir dans les ports prussiens. 48

835 24 Juillet. Convention avec l'Autriche sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction, à l'exception de la Hongrie et de la Transylvanie. 50

8 Septembre. Convention avec l'Autriche sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine pour les biens laissés par des personnes militaires. 56

$\frac{31}{19}$ Décembre. Déclaration concernant, l'article XX du Traité conclu à Vienne le $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 avec la Russie, relativement au Duché de Varsovie. 64

836 29 Juillet. Convention avec la Belgique sur l'extradition réciproque des malfaiteurs. 98

31 Décembre. Traité signé à Berlin avec le Grand-duché d'Oldenbourg concernant les relations de commerce et de douane, ainsi que les droits auxquels seront soumis les produits de la Principauté de Birckenfeld. 140

1838 6 Janvier. Publication concernant les mesures convenues avec le Grand-duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour prévenir les delits forestiers sur les frontières respectives. Pag. 332
9 Janvier. Convention signée à Berlin avec la Principauté de Waldeck sur la continuation de la reunion à une ligue commune de douanes. 334
12 Mars - 6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des négociations et conférences pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448
7 Avril - 25 Août. Notes échangées à Rome avec le saint Siège. 518
9 Mai. Publication concernant le rénouvellement de la convention d'étappes avec l'Electorat de Hesse. 593
25 Mai. Nouvelle-convention d'etappes conclue à Berlin avec le Royaume de Hannovre. 603
26 Mai. Convention conclue à Berlin avec le Grand-duché d'Oldenbourg, pour la répression et punition des delits forestiers. 616
30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne.*
12 Novembre. Déclaration explicative concernant la convention subsistante depuis 1830 avec le Royaume de Saxe, relativement à la réception réciproque des sujets respectifs renvoyés d'un des deux pays à l'autre. 756
31 Décembre. Déclaration vis à vis de la cour papale de Rome. 817

Reuss (Principauté).

1838 30 Juillet. Convention de monnaie Voy. *Allemagne.*

Rome (Etat de l'Eglise).

1834 22 Septembre. Déclaration du gouvernement Prussien portant l'égalisation des bâtimens de l'Etat de l'Eglise avec ceux de la Prusse pour les droits à percevoir dans les ports prussiens. 48
1835 26 Septembre. Acte papal concernant la doctrine Hermésienne en Allemagne. 58
1837 7 Juin. Actes concernant les négociations des Professeurs Prussiens Braun et Elvenich pour la défense de la doctrine hermésienne. 157
1838 4 Mars. Exposé documenté relativement à la con-

duite tenue par le gouvernement Prussien envers l'Archevêque de Cologne. Pag. 382
7 Avril-25 Août. Notes échangées à Rome avec le cabinet Prussien. 518
9 Août. Convention conclue avec la France pour la transmission des correspondances par voie de mer. 679
31 Décembre. Déclaration du cabinet Prussien vis à vis du Saint Siège à Rome. 817

Russie.

1834 15 Mars. Patente du Roi de Prusse sur les stipulations convenues avec les Empereurs d'Autriche et de Russies, concernant l'extradition de coupables de crimes politiques. 44
1835 $\frac{31}{19}$ Décembre. Déclaration concernant l'article XX du Traité conclu à Vienne le $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 avec la Prusse, relativement au Duché de Varsovie. 64
1838 12 Mars-6 Décembre. Actes et Documens relatifs au rénouvellement des négociations et conférences pour la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 448
8 Mai. Traité de commerce, de navigation et d'amitié avec la Suède. 580
.... Novembre. Règlement sur l'admission des navires marchands chargés de coton dans les ports russes de la Baltique. 800

Sardaigne.

.... Juin. Arrangement verbal avec la France relatif aux navires entrant dans les ports respectifs en relâche forcée. 619
27 Août. Convention conclue à Paris avec la France sur la transmission des correspondances. 702
10 Octobre. Convention de navigation conclue à Londres avec la Belgique. 747

Saxe royale.

1833 6 Janvier. Convention avec la Bavière sur l'entretien réciproque de leurs sujets depourvus de moyens de subsistance et tombés malades dans les Etats respectifs. 19

1835 20 Août. Convention avec l'Autriche sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine pour les Etats Autrichiens non appartenans à la confédération germanique. Pag. 52

9 Septembre. Convention avec l'Autriche pour la guérison et l'entretien gratuite des sujets respectifs tombés en maladie ou détresse. 54

1836 6 Avril. Convention avec la Grèce sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. 72

1838 30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne.*

12 Novembre. Déclaration explicative concernant la convention subsistante depuis 1830 avec le Prusse, relativement à la réception réciproque des sujets respectifs, renvoyés d'un des deux pays à l'autre. 756

Saxe granducale et ducale.

30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne.*

Suède (et Norwège).

1836 4 Décembre. Traité de commerce et de navigation conclu à Athènes avec la Grèce. 146

1837 7 Août. Acte additionnel signé à Athènes au Traité précédent. 295

1838 8 Mai. Traité de commerce, de navigation et d'amitié avec la Russie. 580

Suisse.

1830 25 Janvier. Ordonnance du Grandduc de Bade en faveur des importations de la Suisse. 359

1838 14 Août - 12 Octobre. Pièces concernant l'expulsion de Louis Napoléon Bonaparte de la Suisse. 688

21 Septembre. Publication d'une convention conclue avec l'Electorat de Hesse, pour l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction. 720

8 Octobre. Note de la cour de Vienne remise à la Diète. 734

.... Novembre. Arrangement avec l'Autriche sur l'indemnisation du Canton des Grisons pour les biens-fonds de la Vateline, confisqués en 1797. 799

Schwarzbourg (Principautés).

1838 30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne.* Pag.

Texas.

11 Avril. Convention avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale concernant les reclamations de ceux-ci. 342
25 Avril. Convention conclue à Washington avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour la fixation des frontières réciproques. 544

Toscane.

1837 24 Novembre. Convention signée à Florence avec la France et la Grande-Bretagne dans le but d'assurer la répression de la traite des noirs. 292

Uruguay.

1838 6 et 17 Avril. Décrets rendus par le Congrès, pour modifier le système de douanes établi le 13 Juin 1837. 541

Valachie.

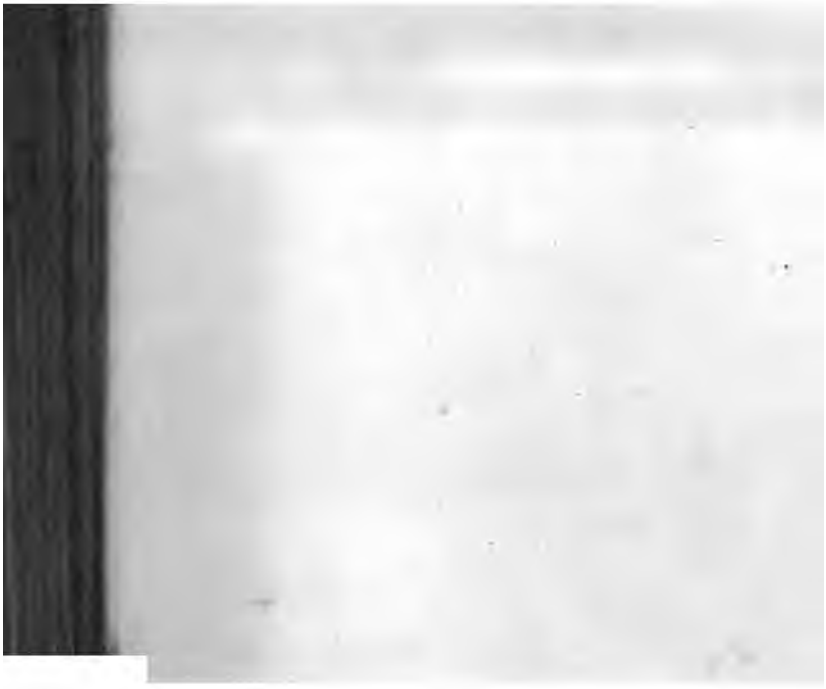
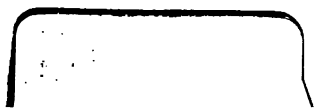
1837 17 Juillet. Documens concernant la Valachie. 194

Venézuela

1838 26 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Caracas avec le Danemarc. 435
28 Avril. Nouveau Tarif de Douane. 548

Waldeck.

9 Janvier. Convention signée à Berlin sur la continuation de la reunion à une ligue commune de douanes. 334

Würtemberg.

28 Février. Convention de navigation avec la Hollande. 382
30 Juillet. Convention de monnaie voy. *Allemagne.*